REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Recueil des actes administratifs

N°2025/01

Premier semestre 2025

TOME 1/3

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Recueil des actes administratifs

N°2025/01

Premier semestre 2025

SOMMAIRE GENERAL

TOME 1

1. Délibérations du 27 février 2025
2. Délibérations du 03 avril 2025

TOME 2

3. Délibérations du 26 juin 2025

TOME 3

4. Décisions du bureau communautaire
5. Décisions du président
6. Arrêtés du président
7. Certificats administratifs

Date conseil	Numéro	Thématique	Intitulé	Télétransmise à la Sous-préfecture de Grasse le	Publiée le
27/02/2025	DL2025_001	Affaires générales et juridiques	Détermination du nombre de vice-présidents et composition du bureau communautaire	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_002	Affaires générales et juridiques	Election d'une vice-présidente ou vice-président au sein du bureau communautaire	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_003	Affaires générales et juridiques	**RETIRÉE -** Election d'un autre membre de bureau	RETIRÉE	
27/02/2025	DL2025_004	Affaires générales et juridiques	Désignation d'un nouveau délégué ou nouvelle déléguée au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_005	Affaires générales et juridiques	Désignation d'un représentant au sein de la régie SILLAGES à seule autonomie financière pour l'exploitation et l'organisation du service des transports publics urbains	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_006	Affaires générales et juridiques	Désignation de représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_007	Affaires générales et juridiques	Nouvelle désignation de membres titulaires et suppléants au syndicat mixte en charge du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes)	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_008	Egalité Femmes/Hommes	Rapport de situations comparées 2023 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_009	Environnement	Rapport Développement Durable pour l'année 2024	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_010	GEMAPI	Convention d'entente pour la gestion du Canal du Béal entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin et désignation d'un représentant au sein de la conférence de l'entente	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_011	Finances	Débat sur les orientation budgétaire 2025	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_012	Finances	Critères de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_013	Finances	Avance versement contribution de service public à la régie des transports Sillages	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_014	Finances	Avances de trésorerie du budget principal au budget annexe SPANC (Service Public de l'Assainissement non Collectif)	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_015	Ressources humaines	Tableau des effectifs N° DL2025_ 54 - Création, suppression et mise à jour d'emplois	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_016	Ressources humaines	Mutualisation - Convention de mise à disposition d'un agent de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	11/03/2025	11/03/2025

27/02/2025	DL2025_017	Ressources humaines	Recrutement d'un chargé d'opérations de travaux - Contrat à durée déterminée de 3 ans	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_018	Ressources humaines	Recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance - Contrat à durée déterminée de 3 ans	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_019	Développement social des territoires	Approbation du Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) 2024-2027	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_020	Culture	Education artistique et culturelle - Résidence d'artistes 2025-2026	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_021	Culture	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - Soutien à la création d'une résidence d'artiste « Cirque en territoire »	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_022	Services à la population	Fermeture du service d'aide à domicile	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_023	Habitat	Opération d'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux "Les Jardins de Justine" à La-Roquette-sur-Siagne (06550) - Garantie d'emprunts CDC accordée à la SA D'HLM UNICIL - Contrat de Prêt N° DL2025_162404 et lettre avenant N° DL2025_219 - Annule et remplace la DL2024_196 du 7 novembre 2024	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_024	Habitat	Dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé du Pays de Grasse (OPAH et OPAH-RU) 2022-2027 - Modification des modalités d'intervention financière de la communauté d'agglomération	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_025	Habitat	Aide à la production du parc social - Opération d'acquisition-amélioration « Maison Bonhomme » à Saint-Vallier-de-Thiey - SAEM HABITAT 06 - Subvention et autorisation de signature de la convention de financement	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_026	Habitat	Aides à la pierre du parc social - Modification des règles d'intervention en faveur du logement social – Instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_027	Aménagement du territoire	Inventaire des zones d'activités économiques	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_028	Mobilités-Transports	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Signature de la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_029	Mobilités-Transports	Modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP)	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_030	Tourisme	TOURISME - Signature d'une convention de mise à disposition d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_031	Tourisme	TOURISME - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme	11/03/2025	11/03/2025
27/02/2025	DL2025_032	Eau et Assainissement	Révision de la redevance traitement assainissement pour les usagers des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas et la Roquette-sur-Siagne	11/03/2025	11/03/2025

27/02/2025	DL2025_033	Eau et Assainissement	Actualisation et modalités de calcul de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.) sur les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Grasse, la Roquette-sur-Siagne et Pégomas	11/03/2025	11/03/2025
03/04/2025	DL2025_034	Affaires générales et juridiques	Election d'un autre membre de bureau	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_035	GEMAPI	Fiscalité – Produit 2025 de la taxe GEMAPI	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_036	GEMAPI	Adoption du contrat territorial 2025-2029 liant le SMIAGE Maralpin à la CAPG	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_037	Finances	Budget principal - Vote du budget primitif 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_038	Finances	Budget régie des transports SILLAGES – Vote du budget primitif 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_039	Finances	Budget annexe Eau Potable - Vote du budget primitif 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_040	Finances	Budget annexe Assainissement - Vote du budget primitif 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_041	Finances	Budget annexe Régie SPANC de Grasse - Vote du budget primitif 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_042	Finances	Budget principal Fiscalité - Vote des taux 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_043	Finances	Versement de la couverture 2025 de la contrainte de service public à la régie des transports Sillages	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_044	Finances	Montant global de la dotation de solidarité communautaire et montants par communes pour 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_045	RH	Recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux - Contrat à durée déterminée de 3 ans	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DL2025_046	RH	Recrutement d'un responsable du service énergie - Contrat à durée déterminée de 3 ans	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_047	RH	Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_048	Enseignement supérieur	Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante - Attribution de subvention 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_049	Insertion professionnelle Innovation sociale	Programmation Economie Sociale et Solidaire - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025	16/04/2025	16/04/2025

03/04/2025	DL2025_050	Insertion professionnelle Innovation sociale	Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Soli-Cités	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_051	Insertion professionnelle Innovation sociale	Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_052	Insertion professionnelle Innovation sociale	Programmation Insertion professionnelle : Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Mission Locale du Pays de Grasse	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_053	Développement social et prévention	Programmation de Droit Commun : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_054	Développement social et prévention	Programmation Politique de la ville : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_055	Développement social et prévention	Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » - Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_056	Développement numérique	Programmation 2025 Inclusion Numérique - Attribution de subventions	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_057	Culture	Programmation artistique et culturelle 2025 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_058	Culture	Attribution d'une subvention d'investissement a la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur dans le cadre de l'acquisition de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_059	Petite enfance Jeunesse	Mutualisation de service – Renouvellement de la convention de mise à disposition de services communaux de Spéracèdes à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'exercice de sa compétence petite-enfance jeunesse	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_060	Sports	Programmation Sports 2025 : Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_061	Commande publique	Cession d'un bus inutilisé – Vente aux enchères publiques en ligne	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_062	Commande publique	Marché public – Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en « Jardin de pluie » - Avenant N° DL2025_1 au marché 2023/20	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_063	Mobilités-Transports	Convention relative au financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_064	Mobilités-Transports	Tarification Multimodale des Alpes-Maritimes – Convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco à compter du 1er janvier 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_065	Mobilités-Transports	Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_066	Aménagement du territoire	Demande d'autorisation environnementale concernant le regroupement des établissements ROBERTET plan et CHARABOT entrainant le passage à la catégorie « Seveso seuil haut » / avis du conseil communautaire	16/04/2025	16/04/2025

03/04/2025	DL2025_067	Foncier	Bilan annuel Acquisitions /Cessions	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_068	Environnement	Attribution de subventions aux associations pour l'année 2025	16/04/2025	16/04/2025
03/04/2025	DL2025_069	Energie	**RETIRÉE** - Lancement de la procédure de concession de service public pour la solarisation des ombrières existantes au pôle intermodal de Grasse	RETIRÉE	
03/04/2025	DL2025_070	Développement économique	Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'Association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques Louis Lions	16/04/2025	16/04/2030
03/04/2025	DL2025_071	Développement économique	Convention de coopération 2025 avec la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine et territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA)	16/04/2025	16/04/2030
03/04/2025	DL2025_072	Développement économique	Bail rural relatif au hameau de Fontagne à Collongues	16/04/2025	16/04/2030
03/04/2025	DL2025_073	Développement économique	Programmation action économique et agriculture 2025 / attributions de subventions/signatures des conventions d'objectifs et de financement et de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels	16/04/2025	16/04/2030
03/04/2025	DL2025_074	Habitat	Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse (PLH) du Pays de Grasse 2025-2030 - Arrêt du projet	16/04/2025	16/04/2030
03/04/2025	DL2025_075	Habitat	Mise en œuvre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat du Pays de Grasse – Autorisation de signature du Pacte territorial	16/04/2025	16/04/2030

1

Délibérations

Du 27 février 2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Ordre du jour

Approbation du procès-verbal de la séance du 12 décembre 2024

Communication des décisions prises par Monsieur le Président conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par Monsieur le Président au titre des marchés à procédure adaptée conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par le bureau communautaire conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

PROJETS DE DELIBERATIONS

AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°001 : Détermination du nombre de vice-présidents et composition du bureau communautaire

N°002 : Election d'une vice-présidente ou vice-président au sein du bureau communautaire

N°003 : Election d'un autre membre de bureau

N°004 : Désignation d'un nouveau délégué ou nouvelle déléguée au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)

N°005 : Désignation d'un représentant au sein de la régie SILLAGES à seule autonomie financière pour l'exploitation et l'organisation du service des transports publics urbains

N°006 : Désignation de représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs

N°007 : Nouvelle désignation de membres titulaires et suppléants au syndicat mixte en charge du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes)

EGALITE FEMMES- HOMMES

RAPPORTEUR : Madame Marie-Louise GOURDON

N°008 : Rapport de situations comparées 2023 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur Marino CASSEZ

N°009 : Rapport Développement Durable année 2024

GEMAPI

RAPPORTEUR : Madame Florence SIMON

N°010 : Convention d'entente pour la gestion du Canal du Béal entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin et désignation d'un représentant au sein de la conférence de l'entente

FINANCES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°011 : Débat sur les orientation budgétaire 2025

N°012 : Critères de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire

N°013 : Versement d'une avance contribution service public à Sillages

N°014 : Versement d'une avance de trésorerie du budget principal au budget annexe SPANC

RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°015 – Tableau des effectifs n° 54 - Création, suppression et mise à jour d'emplois

N° 016- : RH - Convention de mise à disposition tourisme

N° 017 : CDD 3 ans Chargé d'opérations de travaux

N° 018 : CDD 3 ans Chef de projet prévention de la délinquance

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

RAPPORTEUR : Madame Dominique BOURRET

N° 019 : Approbation du Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) 2024-2027

CULTURE

RAPPORTEUR : Madame Dominique BOURRET

N°020 : Education artistique et culturelle - Résidence d'artistes 2025-2026

N°021 : EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Soutien à la création d'une résidence d'artiste « Cirque en territoire »

SERVICE A LA POPULATION

RAPPORTEUR : Monsieur Pierre BORNET

N°022 : Fermeture du service d'aide à domicile

HABITAT

RAPPORTEUR : Madame Marie-Louise GOURDON

N°023 : Opération d'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux "Les Jardins de Justine" à La-Roquette-sur-Siagne (06550) -Garantie d'emprunts CDC accordée à la SA D'HLM UNICIL - Contrat de Prêt N°162404 et lettre avenant n°219 - Annule et remplace la DL2024_196 du 7 novembre 2024

N°024 : Dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé du Pays de Grasse (OPAH et OPAH-RU) 2022-2027 - Modification des modalités d'intervention financière de la communauté d'agglomération

N°025 : Aide à la production du parc social - Opération d'acquisition-amélioration « Maison Bonhomme » à Saint-Vallier-de-Thiey - SAEM HABITAT 06 - Subvention et autorisation de signature de la convention de financement

N°026 : Aides à la pierre du parc social - Modification des règles d'intervention en faveur du logement social – Instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social

AMENAGEMENT

RAPPORTEUR : Madame Michèle PAGANIN

N°027 : Inventaire des zones d'activités économiques

MOBILITE / TRANSPORT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude SERRA

N°028 : Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Signature de la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

N°029 : Modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP)

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°030 : TOURISME - Signature d'une convention de mise à disposition d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme

N°031 : TOURISME - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme

EAU ET ASSAINISSEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°032 : Révision de la redevance traitement assainissement pour les usagers des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas et la roquette-sur-Siagne.

N°033 : Actualisation et modalités de calcul de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.) sur les communes de Auribeau-sur-Siagne, Grasse, Pégomas, la Roquette-sur-Siagne

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_001-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_001 : Détermination du nombre de vice-présidents et composition du bureau communautaire

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_001-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_001
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Détermination du nombre de vice-présidents et composition du bureau communautaire	

SYNTHESE

Suite à l'incompatibilité des nouvelles fonctions de Monsieur Jean-Marc DELIA au Sénat avec son mandat de premier vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il est proposé de procéder à une modification de la détermination du nombre de vice-président et de la composition du bureau communautaire.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-2 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral AP6-2019-828, en date du 08 octobre 2019, fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2020_034 en date du 16 juillet 2020, portant sur la détermination du nombre de vice-présidents et composition du bureau communautaire ;

Considérant que par délibération DL2020_034 du 16 juillet 2020, la CAPG a déterminé le nombre de vice-présidents et sa composition du bureau conformément à la règlementation en vigueur, comme suit :

- Le Président
- 15 Vice-présidents, dont un premier vice-président
- 10 autres membres de bureau

Considérant qu'à la suite de la nomination de Monsieur Philippe TABAROT en qualité de ministre des transports au sein du nouveau gouvernement, Monsieur Jean-Marc DELIA est devenu Sénateur ;

Considérant qu'afin de mettre fin aux incompatibilités résultant de son mandat de Sénateur, Monsieur Jean-Marc DELIA a démissionné de ses fonctions de Maire de la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey, de Premier Vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et de Conseiller Régional, mais qu'il demeure conseiller municipal et conseiller communautaire ;

Considérant qu'au regard de l'instabilité institutionnelle actuelle, il est proposé de ne pas remplacer le poste de premier vice-président ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_001-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que pour ce faire, il convient de supprimer le poste de premier vice-président et de créer un nouveau poste de membre de bureau en qualité « d'autre membre » après une élection préalable conformément au CGCT ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DEFINIR** la composition du bureau comme suit :

- Le Président
- 14 Vice-présidents , dont aucun Premier vice-président
- 11 autres membres du bureau

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_001-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_002-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_002 : Election d'une vice-présidente ou vice-président au sein du bureau communautaire

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_002-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_002
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Election d'une vice-présidente ou vice-président au sein du bureau communautaire	
SYNTHESE A la suite de la démission de Monsieur Christian ORTEGA de ses mandats de vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et de conseiller communautaire, il convient de désigner un nouveau vice-président ou nouvelle vice-présidente par scrutin uninominal à bulletins secrets.	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-2 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral AP6-2019-828, en date du 08 octobre 2019, fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2020_034 en date du 16 juillet 2020, portant sur la détermination du nombre de vice-président et composition du bureau communautaire ;

Vu la délibération DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et des autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification du nombre de vice-président et autres membres du bureau ;

Considérant que Monsieur Christian ORTEGA a démissionné de ses fonctions de vice-président et de conseiller communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que ce poste de vice-président est vacant et qu'il convient de procéder à l'élection d'un nouveau vice-président ou nouvelle vice-présidente en remplacement de Monsieur Christian ORTEGA ;

Considérant que le conseil communautaire est appelé à voter dans les conditions de l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales :

Est enregistrée la candidature de :

- Monsieur Raymond ALBIS

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_002-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Suite aux opérations de votes :
(Vote à bulletins secrets : votants 62 : 53 votes POUR, 8 votes BLANCS, 1 NUL) ;

Le Président proclame le conseiller communautaire suivant élu vice-président :

- **Raymond ALBIS**

Et le déclare installé dans ses fonctions.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_002-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_004-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_004 : Désignation d'un nouveau délégué ou nouvelle déléguée au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_004-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	DL2025_004
RAPPORTEUR : Monsieur Le Président	

AFFAIRES GENERALES

Désignation d'un nouveau délégué ou nouvelle déléguée au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)

SYNTHESE

Suite à la démission de Monsieur Pascal PELLEGRINO de son mandat de conseiller municipal et de fait, de son mandat de conseiller communautaire, il convient de désigner un nouveau délégué ou nouvelle déléguée au sein du syndicat.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les statuts en vigueur du Syndicat intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF), compétent pour la production, le traitement, le transport et le stockage d'eau potable notamment pour les communes de Grasse et Mouans-Sartoux ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la CAPG ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire en date du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° DL 2020-077 du 23 juillet 2020 portant désignation des délégués au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) ;

Considérant que la CAPG s'est substituée aux communes de Grasse et Mouans-Sartoux au sein du syndicat des Eaux du Foulon (SIEF) à compter du 1er janvier 2020 ;

Considérant que Monsieur Pascal PELLEGRINO a démissionné de ses fonctions de conseiller municipal, entraînant de fait la perte de son statut de conseiller communautaire, il convient de désigner 1 délégué(e) titulaire pour représenter la CAPG au sein de ce syndicat ;

Considérant conformément à l'article L.5711-1 du Code général des collectivités territoriales, que pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte fermé, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, ces désignations ont lieu au scrutin majoritaire, à bulletins secrets ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_004-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que, conformément à ces mêmes dispositions, le conseil communautaire de chaque établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou règlementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Considérant qu'aucune disposition législative ou règlementaire ne prévoit expressément le scrutin secret concernant la désignation de représentants au sein du comité syndical d'un syndicat mixte fermé ;

Etant précisé que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative ;

Etant précisé qu'en cas d'égalité des suffrages, la ou le plus âgé est déclaré élu ;

Monsieur le Président propose Monsieur François ROUSTAN comme remplaçant de Monsieur Pascal PELLEGRINO.

Il demande si d'autres candidat(es) souhaitent se présenter.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** les délégués ci-dessous pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du Syndicat intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) :

Titulaires	Suppléant(es)
- **Jérôme VIAUD** - **Nicole NUTINI** - **Anne-Marie DUVAL** - **François ROUSTAN** - **Paul EUZIERE** - **Pierre ASCHIERI**	- **Murièle CHABERT** - **Cyril DAUPHOUD** - **Philippe BONELLI** - **Christophe MOREL** - **Magali CONESA** - **Pierre TRAMI**

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au Président du Syndicat intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_004-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_005-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_005 : Désignation de représentant au sein de la régie SILLAGES à seule autonomie financière pour l'exploitation et l'organisation du service des transports publics urbains

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_005-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_005
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Désignation de représentant au sein de la régie SILLAGES à seule autonomie financière pour l'exploitation et l'organisation du service des transports publics urbains	
SYNTHESE **A la suite à la démission de Monsieur Pascal PELLEGRINO de son mandat de conseiller municipal et de son mandat de conseiller communautaire, il convient de désigner son remplaçant au sein de la Régie Sillages.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui comprennent, dans le cadre de ses compétences obligatoires, « l'organisation de la mobilité au sens du III du Livre II de la première partie du Code des transports » ;

Vu la délibération n° 20140110_063 en date du 10 janvier 2014 par laquelle le conseil communautaire a décidé d'approuver la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière et d'approuver les statuts de cette régie des transports « Sillages » ;

Vu les statuts en vigueur de la régie Sillages à seule autonomie financière chargée de l'organisation et de l'exploitation du service des transports publics urbains sur le territoire ;

Vu la délibération n° DL2020_078 en date du 23 juillet 2020 relative à la désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au conseil d'exploitation de la régie des transports Sillages ;

Vu la délibération n° DL2024_130 du 19 septembre 2024 modifiant les représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au conseil d'exploitation de la régie des transports Sillages ;

Considérant que l'article 5.2 des statuts en vigueur de la régie prévoient que son organe délibérant, le conseil d'exploitation soit constitué de 18 membres dont 15 membres élus étant précisé que ces membres sont désignés par le conseil communautaire, sur proposition du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et sont relevés de leurs fonctions dans les mêmes formes ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_005-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que la liste des représentants des élus au conseil d'exploitation est actuellement la suivante :

- **Pierre ASCHIERI**
- **Pierre BORNET**
- **Claude CEPPI**
- **Henri CHIRIS**
- **Marc COMBE**
- **Pauline LAUNAY**
- **Jean-Marc MACARIO**
- **Robert NOVELLI**
- **Michèle PAGANIN**
- **Pascal PELLEGRINO**
- **Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE**
- **Ludovic SANCHEZ**
- **Claude SERRA**
- **David VARRONE**
- **Christian ZEDET**

Considérant que Monsieur Pascal PELLEGRINO a démissionné de son mandat de conseiller municipal, entrainant de fait la perte de son statut de conseiller communautaire, il y a un siège vacant au conseil d'exploitation ;

Considérant que Monsieur François ROUSTAN à fait acte de candidature pour ce siège ;

Monsieur le Président demande si d'autres candidats souhaitent se présenter ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** en tant que nouveau membre élu titulaire :

  Monsieur **François ROUSTAN**

- **DE DIRE** que la nouvelle liste des membres des élus du Conseil d'exploitation de la Régie des transports composée de 15 membres est désormais la suivante :

  - **Pierre ASCHIERI**
  - **Pierre BORNET**
  - **Claude CEPPI**
  - **Henri CHIRIS**
  - **Marc COMBE**
  - **Pauline LAUNAY**
  - **Jean-Marc MACARIO**
  - **Robert NOVELLI**
  - **Michèle PAGANIN**

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_005-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **François ROUSTAN**
- **Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE**
- **Ludovic SANCHEZ**
- **Claude SERRA**
- **David VARRONE**
- **Christian ZEDET**

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI



Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_006-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_006 : Désignation de représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_006-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N° DL2025_006
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Désignation de représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs	

SYNTHESE

A la suite de la démission de Monsieur Christian ORTEGA de ses fonctions de maire de la commune de La Roquette-sur-Siagne, de conseiller communautaire et de vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il convient de désigner des représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs dans lesquels il siégeait.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2020_036 du conseil communautaire du 16 juillet 2020 portant désignation des délégués de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au pôle métropolitain CAP AZUR ;

Vu la délibération DL2020_039 du conseil communautaire du 16 juillet 2020, désignant les représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au Syndicat Mixte d'Elimination des Déchet (SMED) ;

Vu la délibération DL2020_045 du conseil communautaire du 16 juillet 2020 portant désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau (SMIAGE) ;

Vu la délibération DL2020_107 du conseil communautaire du 24 septembre 2020, désignant des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des conseils d'administration des collèges et lycées ;

Vu la délibération DL2020_110 du conseil communautaire du 24 septembre 2020 portant désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse) ;

Vu la délibération DL2021_018 du conseil communautaire du 11 février 2021 portant création du comité consultatif des partenaires et qui désigne les représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au comité des partenaires ;

Vu la délibération DL2021_048 du conseil communautaire du 1er avril 2021 portant renouvellement de l'adhésion à l'agence de développement économique de la Région Sud dans laquelle sont également désignés les membres qui représentent la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans cette agence ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_006-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu la délibération DL2021_164 du conseil communautaire du 23 septembre 2021 portant désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du comité de pilotage de l'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération DL2021_179 du conseil communautaire du 23 septembre 2021 portant désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport de Cannes-Mandelieu ;

Vu la délibération DL2021_191 du conseil communautaire du 04 novembre 2021 portant nouvelle désignation d'un membre titulaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au Syndicat Mixte d'Elimination des Déchet (SMED) ;

Vu la délibération DL2022_102 du conseil communautaire du 12 mai 2022 portant adhésion de la Communauté d'agglomération à l'association French Tech Côte d'Azur – FTCA et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2022, qui désigne également les représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans cette association ;

Considérant que Monsieur Christian ORTEGA était membre au sein des organismes ci-dessus énoncés, il convient de désigner de nouvelles ou nouveaux représentants au sein des syndicats et organismes extérieurs pour lesquels la CAPG était représentée ;

Considérant que les syndicats et organismes extérieurs concernés par une nouvelle désignation sont :

STRUCTURES	A DESIGNER
SMIAGE	1 suppléant
SMED	1 suppléant
CAP AZUR	1 suppléant
THEATRE DE GRASSE	1 suppléant
Lycée DE CROISSET	1 suppléant
COLLEGE CARNOT	1 suppléant
COLLEGE Arnaud BELLETRAME (Pégomas)	1 suppléant
AEROPORT DE CANNES MANDELIEU	**1 titulaire**
FRENCH TECH - FTCA	1 suppléant
Commission « Économie, Industrie, Innovation, Nouvelles Technologies, et Numérique RISING SUD	1 suppléant
UNCA – comité de pilotage	**1 titulaire**
Comité consultatif des partenaires	1 membre

Considérant que pour les syndicats mixtes, en application des articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales, ces désignations ont lieu au scrutin majoritaire, à bulletin secrets, mais que le conseil communautaire peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Considérant qu'aucune disposition législative ou règlementaire ne prévoit expressément le scrutin secret concernant la désignation de représentants au sein du comité syndical d'un syndicat mixte fermé ;

C'est pourquoi, il convient de procéder à la désignation de ces nouvelles ou nouveaux représentants au sein de ces syndicats et organismes extérieurs ;

Monsieur le Président fait appel à candidature, organisme par organisme.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_006-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** les représentants ci-dessous pour représenter la CAPG :

STRUCTURES	REPRESENTANTS
SMIAGE	Raymond ALBIS
SMED	Raymond ALBIS
CAP AZUR	Raymond ALBIS
THEATRE DE GRASSE	Raymond ALBIS
Lycée DE CROISSET	Cyril DAUPHOUD
COLLEGE CARNOT	Cyril DAUPHOUD
COLLEGE Arnaud BELLETRAME (Pégomas)	Raymond ALBIS
AEROPORT DE CANNES MANDELIEU	Raymond ALBIS
FRENCH TECH - FTCA	Raymond ALBIS
Commission « Économie, Industrie, Innovation, Nouvelles Technologies, et Numérique RISING SUD	Raymond ALBIS
UNCA – comité de pilotage	Dominique BOURRET
Comité consultatif des partenaires	Raymond ALBIS

- **DE NOTIFIER** la présente délibération aux présidents des syndicats mixtes concernés ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Madame la directrice du Théâtre de Grasse, Monsieur le Directeur académique des services de l'Education Nationale et au chef de l'établissement De Croisset ; Monsieur le sous-préfet de Grasse ; Monsieur le Président du pôle métropolitain Cap Azur ; Monsieur le Président de la Commission « Économie, Industrie, Innovation, Nouvelles Technologies, et Numérique » à la Région Sud ; Monsieur le Président de l'université de Nice Côte d'Azur ; Monsieur le Président du comité des partenaires pour les déplacements et les transports.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_007 : Nouvelle désignation de membres titulaires et suppléants au syndicat mixte en charge du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	DL2025_007
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Nouvelle désignation de membres titulaires et suppléants au syndicat mixte en charge du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes)	

SYNTHESE

Les communes de Valderoure, de La Roquette-sur-Siagne et de Saint-Vallier-de-Thiey ont sollicité la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin de modifier leurs représentants au sein du Comité Syndical du SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes. Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de procéder à la désignation de ces nouveaux membres.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu les statuts en vigueur du SCoT'Ouest ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2020_037 du 16 juillet 2020, désignant les délégués au syndicat mixte en charge du schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest) ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2024_028 du 22 février 2024 portant désignation d'un nouveau représentant de la communauté d'agglomération au sein du comité syndical du SCoT'Ouest ;

Vu le courrier en date du 13 janvier 2025 de la commune de VALDEROURE portant sur la modification des délégués titulaires et suppléants au SCoT'Ouest ;

Vu le courrier du 28 janvier 2025 de la commune de La ROQUETTE-SUR-SIAGNE portant modification des délégués titulaires et suppléants au SCoT'Ouest ;

Vu le courrier du 05 février 2025 de la commune de SAINT-VALLIER-de-THIEY portant modification des délégués titulaires et suppléants au SCoT'Ouest ;

Considérant que par délibération n° DL2020_037 du 16 juillet 2020, pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du Syndicat SCOT'Ouest, il a été approuvé une liste de délégués comprenant 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par commune, et pour les communes de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade et la Roquette-sur-Siagne, 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants chacune ;

Considérant que Monsieur Maxime PELLETIER, représentant délégué au SCoT'Ouest et conseiller municipal de la commune de Valderoure a démissionné de son mandat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que à la suite de cette démission, la commune a délibéré afin de désigner Monsieur Bernard ROUX (actuellement suppléant) comme membre titulaire et Madame Virginie FERNANDES comme déléguée suppléante au sein du syndicat du SCoT'Ouest ;

Considérant que à la suite de la démission de Monsieur Christian ORTEGA, maire de La Roquette-sur-Siagne de l'ensemble de ses mandats, la commune a fait part au Président des candidatures retenues pour la représenter au sein du SCot'Ouest à savoir pour les titulaires : Messieurs Raymond ALBIS et Clément THIERY, pour les suppléants : Monsieur Robert NOVELLI et Madame Sandrine SANCHEZ ;

Considérant les incompatibilités des fonctions de sénateurs de Monsieur Jean-Marc DELIA avec ses fonctions de vice-président d'un EPCI, il est nécessaire de procéder à la modification du titulaire et suppléant actuel, à savoir : Monsieur Jean-Marc DELIA devient suppléant et Monsieur Pierre DEOUS, actuel suppléant devient titulaire au sein du syndicat SCoT'Ouest ;

Considérant toutefois que ces propositions de remplacement ont pour effet de modifier la représentation actuelle de la CAPG au sein du Syndicat ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent Code, mais que rien ne fait obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse siégeant au sein du Syndicat du SCoT'Ouest conformément aux demandes exprimées par les communes de VALDEROURE, de La ROQUETTE-SUR-SIAGNE et de SAINT-VALLIER-de-THIEY ;

Il est donc proposé de remplacer :

POUR LA COMMUNE DE VALDEROURE :

Titulaire : Monsieur Maxime PELLETIER actuel délégué titulaire par Monsieur **Bernard ROUX** maire de la commune, actuellement membre suppléant

Suppléant : Monsieur Bernard ROUX par Madame **Virginie FERNANDES**

POUR LA COMMUNE DE SAINT-VALLIER-DE-THIEY

Titulaire – Monsieur DELIA Jean-Marc est remplacé par Monsieur **Pierre DEOUS**, actuellement membre suppléant.

Suppléant : Monsieur DEOUS Pierre est remplacé par Monsieur **Jean-Marc DELIA**, actuellement membre titulaire.

POUR LA COMMUNE DE LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE

Titulaires : Messieurs Christian ORTEGA et Jean-Pierre PETITHUGUENIN titulaires actuels, par Messieurs **Raymond ALBIS** et **Clément THIERY**

Suppléants : Madame Marie-Danielle LEROY actuelle suppléante par Madame **Sandrine SANCHEZ**, Monsieur Robert NOVELLI restant inchangé

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** les délégués titulaires et suppléants nommés ci-dessous pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du Comité syndical du SCot'Ouest des Alpes-Maritimes :

  - Titulaires :
    - Monsieur **Bernard ROUX** pour la commune de Valderoure
    - Monsieur **Raymond ALBIS** pour la commune de La Roquette-sur-Siagne
    - Monsieur **Clément THIERY** pour la commune de La Roquette-sur-Siagne
    - Monsieur **Pierre DEOUS** pour la commune de Saint-Vallier-de-Thiey

  - Suppléants :
    - Madame **Virginie FERNANDES** pour la commune de Valderoure
    - Madame **Sandrine SANCHEZ** pour la commune de La Roquette-sur-Siagne
    - Monsieur **Jean-Marc DELIA** pour la commune de Saint-Vallier-de-Thiey

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au président du syndicat mixte en charge du schéma de cohérence territoriale de l'ouest des Alpes-Maritimes (SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_008 : Rapport de situations comparées 2023 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	DL2025_008
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

EGALITE FEMMES - HOMMES

Rapport de situations comparées 2023 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

SYNTHESE

Conformément aux dispositions fixées par l'article 61 de la loi du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les collectivités et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants sont dans l'obligation de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.
Depuis le 1er janvier 2021, les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'élaborer chaque année un Rapport Social Unique (RSU) présentant les données sociales visant à améliorer la gestion des ressources humaines. Ce rapport a vocation à se substituer aux différents rapports existants, notamment celui présentant la situation comparée des femmes et des hommes.
Ainsi, il est proposé au conseil communautaire de prendre acte des éléments et données 2023 concernant la situation comparée des femmes et des hommes ainsi que son évolution au sein de la collectivité désormais intégrés dans le Rapport Social Unique.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;

Vu la loi du 12 mars 2012 relative au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle (article 51) ;

Vu la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et notamment ses articles 61 et 77 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 précisant les modalités de collecte des données du rapport social unique ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu le Code général des collectivités territoriales et ses articles L.2311-1-2 et D.2311-16 ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L231.1 et L231-2 ;

Vu le protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 8 mars 2013 ;

Vu la saisine du comité social territorial (CST) ;

Considérant que conformément aux dispositions fixées par l'article 61 de la loi du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les collectivités et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20.000 habitants sont dans l'obligation de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation comparée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ;

Considérant qu'en application des articles L231.1 et L231-2 du Code général de la fonction publique, les administrations élaborent chaque année depuis le 1er janvier 2021, un rapport social unique qui présente l'état de la situation comparée des femmes et des hommes ;

Le conseil communautaire **PREND ACTE** des éléments et données de situations comparées 2023 sur l'égalité entre les femmes et les hommes contenu dans le rapport social unique 2023 en annexe.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

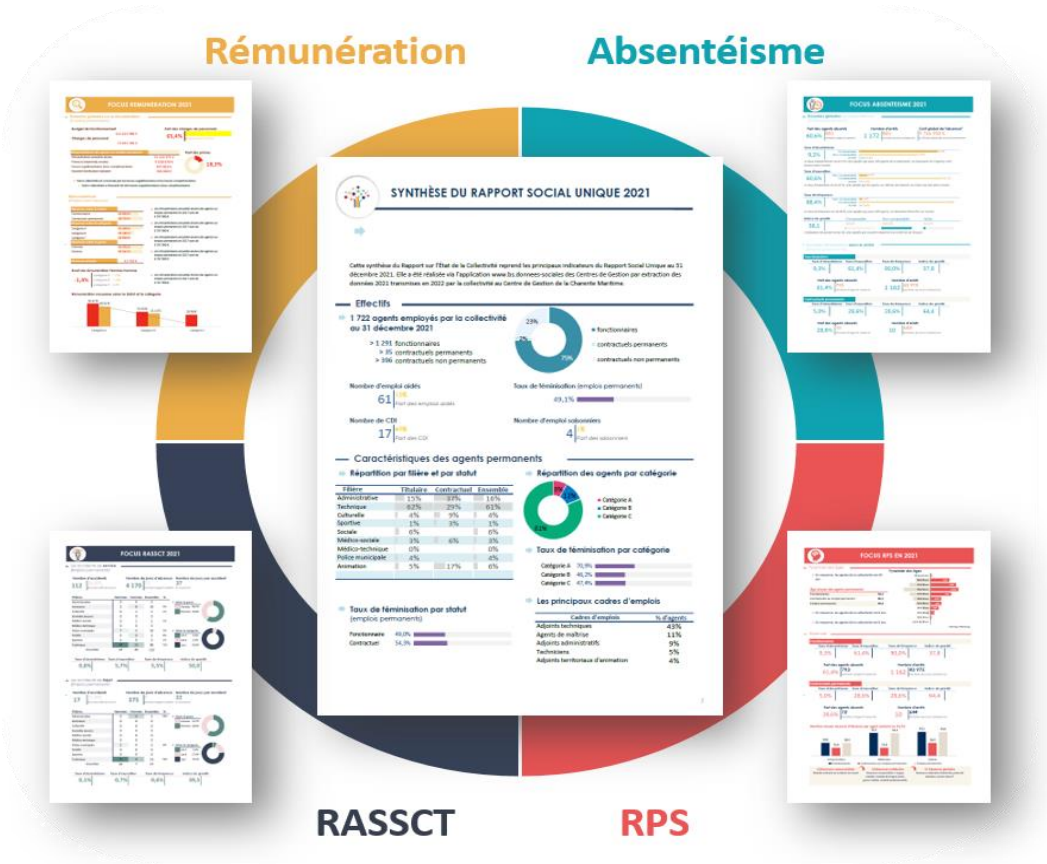
Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La synthèse et les focus du RAPPORT SOCIAL UNIQUE



CA DU PAYS DE GRASSE

2023

DONNÉES SOCIALES DES CENTRES DE GESTION

Date de publication : **11/10/2024**
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

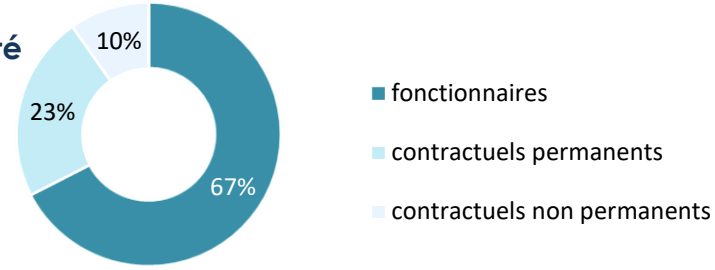
CA DU PAYS DE GRASSE

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2023. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2023 transmises en 2024 par la collectivité au Centre de Gestion des Alpes-Maritimes.

Effectifs

636 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2023

- **> 429** fonctionnaires
- **> 145** contractuels permanents
- **> 62** contractuels non permanents



Nombre d'emploi aidés

12 | 2% *Part des emplois aidés (tous emplois)*

Taux de féminisation (emplois permanents)

61,0%

Nombre de CDI

12 | 8% *Part des CDI (tous contrats)*

Nombre d'emploi saisonniers ou accroisssement

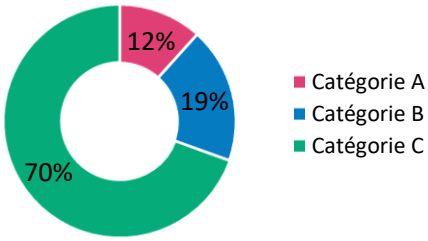
39 | 6% *Part des saisonniers (tous emplois)*

Caractéristiques des agents permanents

Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Ensemble
Administrative	31%	23%	29%
Technique	35%	34%	35%
Culturelle	7%	3%	6%
Sportive	2%	1%	2%
Sociale	2%	1%	2%
Médico-sociale	6%	3%	5%
Animation	17%	34%	21%

Répartition des agents par catégorie



Taux de féminisation par catégorie

Catégorie A	65,7%
Catégorie B	72,2%
Catégorie C	57,1%

Taux de féminisation par statut (emplois permanents)

Fonctionnaire	62,7%
Contractuel	55,9%

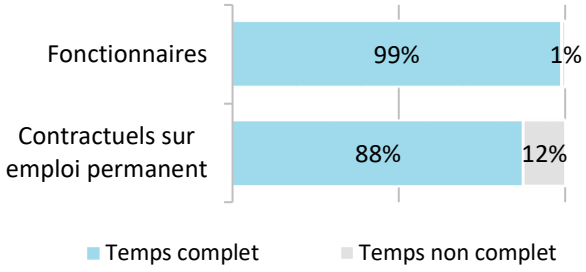
Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	21%
Adjoints territoriaux d'animation	19%
Adjoints administratifs	17%
Agents de maîtrise	8%
Attachés	7%

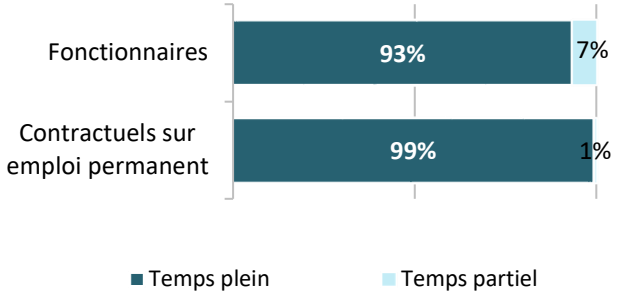
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Temps de travail des agents permanents

Répartition des agents à temps complet ou non complet



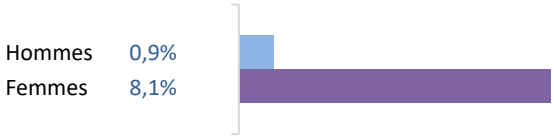
Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Sociale	**22,2%**	**Animation**	**26,5%**
Animation	**2,8%**	**Administrative**	**12,1%**
Administrative	**0,7%**	**Technique**	**2,0%**

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre



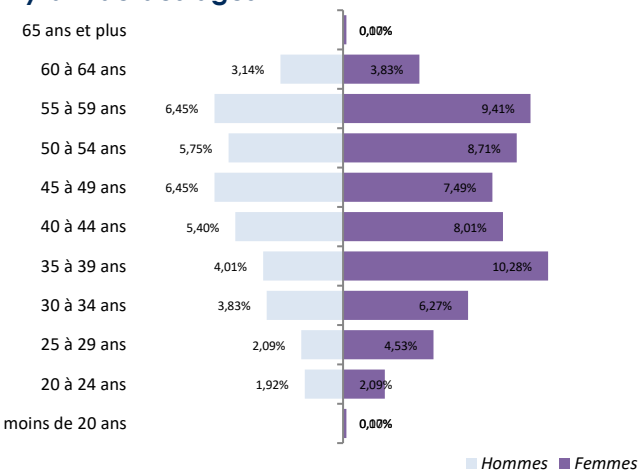
Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

Âge moyen des agents permanents

Fonctionnaires	**46,9**
Contractuels sur emploi permanent	**39,0**
Emplois permanents	**44,9**

Pyramide des âges

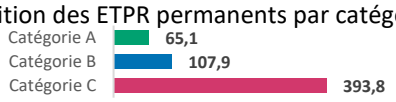


Équivalent temps plein rémunéré

669,3 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année

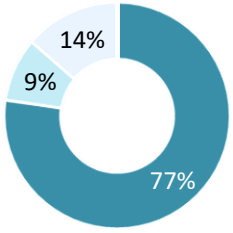
> Fonctionnaires	**427,3**
> Contractuels sur emploi permanent	**139,6**
> Contractuels sur emploi non permanent	**102,4**

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

7,6% des agents permanents sont en position statutaire particulière



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mouvements

Evolution des effectifs permanents

5 16* agents au 31/12/2022

Variation des effectifs **11,2%**

Taux de rotation **17,6%**

5 74 31/12/2023

**Effectif théorique d'agents permanents présents et rémunérés*

67 départs

Principaux motifs

Fin de contrat (ne pas inclure les agents contractuels mis en stage dans l'année)	36%
Agent contractuel nommé stagiaire au sein de la collectivité au cours de l'année	26%
Départ à la retraite	10%
Mise en disponibilité sur demande	8%
Démission	6%

125 arrivées

Principaux motifs

Article 3 hors remplaçants, retours ou réintégrations	30%
Transfert de compétence	25%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel permanent	14%
Remplaçants	10%
Réintégration d'agents non rémunérés pendant la période d'absence - retour de disponibilité	7%

Évolution professionnelle

Part des agents avec avancement d'échelon

51,7%

Part des agents avec avancement de grade

10,0%

Part des agents avec promotion interne

1,6%

Des indemnités de fin de contrat ont été versées par la collectivité

Aucune procédure de rupture conventionnelle n'a été initiée au sein de la collectivité

Sanctions disciplinaires

0 sanction disciplinaire prononcée dans l'année

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires

	-	
Sanctions 1er groupe	0	0
Sanctions 2ème groupe	0	0
Sanctions 3ème groupe	0	0
Sanctions 4ème groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre de contractuels

Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels)

-

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Budget et rémunérations

Les charges de personnel représentent 27% des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	99 428 424 €	Charges de personnel*	26 463 583 €	Soit 26,62 % des dépenses de fonctionnement

** Montant global*

Répartition de la rémunération annuelle brute des emplois permanents

Rémunération annuelle brute

16 769 544 €

Rémunération statutaire	13 388 966 €
Primes	2 654 682 €
SFT	132 542 €
HSC	348 618 €
NBI	140 496 €
IR	104 240 €

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	45 343 €	60 557 €	32 261 €	28 726 €	27 900 €	23 327 €
Animation	-	-	30 857 €	s	24 000 €	22 844 €
Culturelle	37 400 €	-	29 613 €	-	27 136 €	30 584 €
Incendie secours	-	-	-	-	-	-
Médico-sociale	37 740 €	s	25 709 €	19 875 €	-	-
Médico-technique	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-
Sociale	48 773 €	s	-	-	29 177 €	s
Sportive	-	-	37 262 €	29 706 €	-	-
Technique	53 007 €	s	33 224 €	28 063 €	29 709 €	19 931 €
Moyenne toute filière	**45 605 €**	**60 333 €**	**31 161 €**	**27 094 €**	**27 822 €**	**21 995 €**

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 15,83 %

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations	
Fonctionnaires	**16,33%**
Contractuels sur emploi permanent	**14,05%**
Emplois permanents	**15,83%**

- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- 16 782,03 heures supplémentaires ou complémentaires réalisées et rémunérées
- La collectivité a adhéré au régime général d'assurance chômage pour l'assurance chômage de ses agents contractuels
- 4 allocataires ont bénéficié de l'indemnisation du chômage (anciens fonctionnaires)

IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	10 345 €	78 €	*1%*	15 572 €	77 €	*0%*	14 915 €	67 €	*0%*	25 930 €	96 €	*0%*
Catégorie B	4 420 €	68 €	*2%*	6 860 €	76 €	*1%*	4 804 €	38 €	*1%*	7 959 €	60 €	*1%*
Catégorie C	2 578 €	69 €	*3%*	3 536 €	70 €	*2%*	993 €	30 €	*3%*	1 487 €	24 €	*2%*

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Absences

En moyenne, 19,8 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par fonctionnaire

En moyenne, 14,8 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » *(maladies ordinaires et accidents de travail)*	5,41%	4,05%	5,07%	2,93%
Taux d'absentéisme médical *(toutes absences pour motif médical)*	8,29%	4,05%	7,22%	2,93%
Taux d'absentéisme global *(toutes absences y compris maternité, paternité et autre)*	9,29%	4,57%	8,09%	3,80%

Cf. p8 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences *Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)*

47,33 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé dans l'année

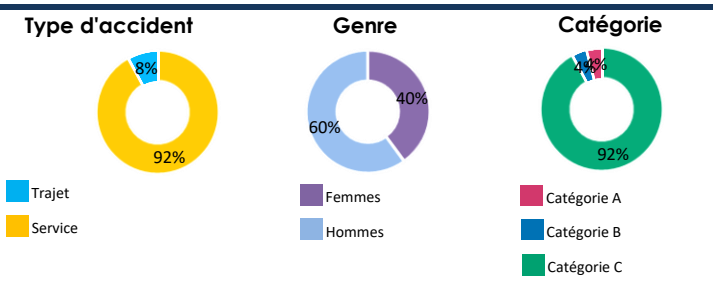
Accidents du travail

25 accidents du travail déclarés

4,4 accidents du travail pour 100 agents permanents

60 jours en moyenne d'absence consécutifs par accident

60% des accidents du travail concernent la filière Technique



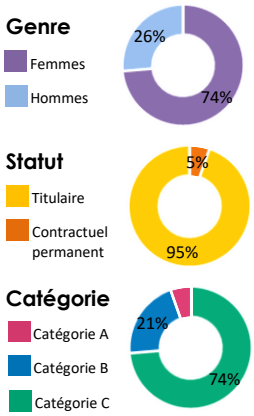


Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

Nombre de BOETH sur emploi permanent

19 | 3,3%
Part des BOETH sur emploi permanent



Prévention et risques professionnels

21 agents affectés à la prévention

Dépenses en matières de prévention : **31 701 €**



Existence d'un **document unique (DUERP)**	✓
Existence d'un plan de prévention des **risques psychosociaux**	En cours
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**	✗
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**	✗
Existence d'un **registre de santé et de sécurité au travail**	✓
Adhésion à un contrat d'assurance pour la **gestion du risque maladie**	✗

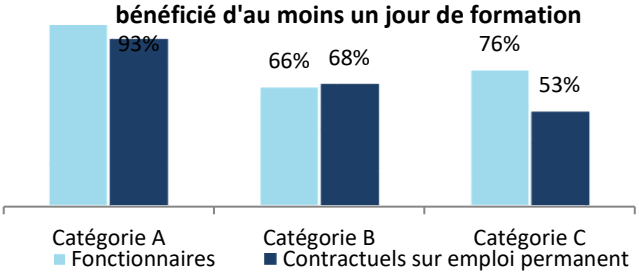
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Formation

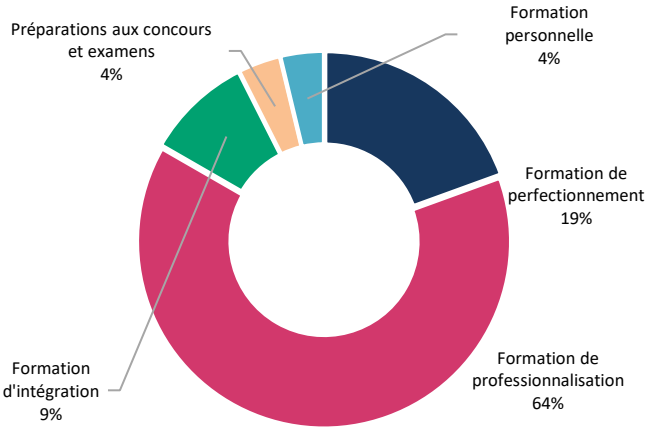
73% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Femmes 84,3% Hommes 54,5%

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation



Répartition selon le type de formation



Le budget consacré à la formation est de 208 195 €

Répartition des dépenses par organisme

CNFPT au titre de la cotisation	69,8%
Autres organismes	27,4%
Formation des apprentis	0,9%
Frais de déplacement	0,5%
CNFPT au-delà de la cotisation	1,3%

Nombre moyen de jours de formation par agent permanent

> 2,5 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT cotisation obligatoire	72,8%
Autres organismes	22,9%
Collectivité	2,8%
CNFPT au-delà de la cotisation	1,4%

Action sociale et protection sociale complémentaire

Il existe un accord collectif sur la protection sociale complémentaire au sein de la collectivité

	Santé	Prévoyance
Montant annuel moyen par bénéficiaire	198 €	63 €
Nombre de bénéficiaires	29 9	13 9

L'action sociale

Prestations servies **directement par la collectivité**	✓
Prestations servies par l'intermédiaire d'**un centre de gestion**	✗
Prestations servies par l'intermédiaire d'**une association nationale**	✗
Prestations servies par l'intermédiaire d'**un organisme à but non lucratif ou d'une association locale**	✓

Relations sociales

La collectivité a été concernée par des grèves.

Sur mot d'ordre national	100%
Sur mot d'ordre uniquement local	0%
Non précisé, autres	0%

La collectivité a engagé des négociations collectives.

Nombre de réunions des instances

CST	5
CAP	0
CCP	0

Les principaux accords

Action sociale

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Précisions méthodologiques

[1]Formules de calcul - Effectif théorique

Pour les fonctionnaires :
Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2022
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :
Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2022
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :
Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2022
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2022

[2]Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2023 x 365}} \times 100$$

Note de lecture :
Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	*Absences compressibles* + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	*Absences médicales* + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…)*
Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2023. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2023 transmis en 2024 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.

L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : octobre 2024 *Version 1*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

FOCUS ABSENTEISME 2023

Emplois permanents uniquement

Données globales sur l'absentéisme *(emplois permanents)*

Part des agents absents

109,8% | 630 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

925 | 16 957 *Nombre de jours d'absence*

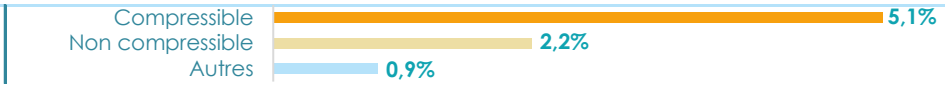
Coût global de l'absence tout statut*

3047 983 € *1,87% des dépenses de fonctionnement*

**Nb de jours d'absence total X le coût moyen d'un agent (Charges de personnel/ETPR)*

Taux d'absentéisme

8,1%



Le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Taux d'exposition

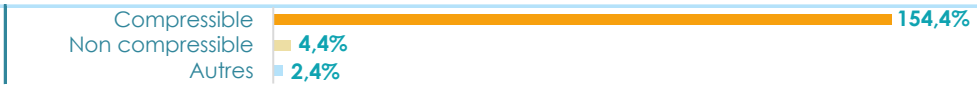
109,8%



Le taux d'exposition est de 110 %, cela signifie que 110 agents sur 100 ont été absents au moins une fois dans l'année.

Taux de fréquence

161,1%



Le taux de fréquence est de 161 %, cela signifie que pour 100 agents, on dénombre 161 arrêts sur l'année.

Indice de gravité

18,3



L'indicateur de gravité est de 18, cela signifie que la durée moyenne d'un arrêt est de 18 jours.

Données absentéisme selon le statut *(emplois permanents)*

Fonctionnaires

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
9,3%	110,7%	166,0%	20,4

Part des agents absents

110,7% | 475 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

712 | 14 540 *Nombre de jours d'absence*

Contractuels permanents

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
4,6%	106,9%	146,9%	11,3

Part des agents absents

106,9% | 155 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

213 | 2 417 *Nombre de jours d'absence*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Données absentéisme selon les tranches d'âge *(emplois permanents)*

Tranche d'âge	Taux d'absentéisme	Taux d'exposition
65 ans et plus	200,8%	900,0%
60 à 64 ans	12,9%	112,5%
55 à 59 ans	10,6%	89,0%
50 à 54 ans	8,9%	89,2%
45 à 49 ans	7,7%	107,5%
40 à 44 ans	5,4%	106,5%
35 à 39 ans	6,4%	139,0%
30 à 34 ans	7,1%	132,8%
25 à 29 ans	4,3%	110,5%
20 à 24 ans		
moins de 20 ans		

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les 65 ans et plus avec 200,82%
- Le taux d'exposition le plus élevé concerne les 65 ans et plus avec 900%

Données absentéisme selon le motif d'absences *(emplois permanents)*

Motif d'absence	Taux d'absentéisme	Taux de fréquence	Taux d'exposition	Indice de gravité
Pour maladie ordinaire	4,4%	146,7%	54,4%	11,0
Pour accidents du travail imputables au service	0,6%	7,0%	3,8%	31,9
Pour accidents du travail imputables au trajet	0,0%	0,7%	0,3%	10,5
Pour maladie professionnelle ou contractée en service	0,1%	0,3%	0,2%	128,5
Pour congé de maladie longue durée	1,0%	1,7%	1,7%	218,2
Pour congé de longue maladie, congé de grave maladie	0,8%	1,4%	1,4%	201,6
Pour disponibilité d'office pour raison de santé	0,2%	0,9%	0,9%	91,6
Pour maternité et adoption (1)	0,4%	1,4%	1,4%	98,9
Pour naissance ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption, pour paternité et accueil de l'enfant, pour hospitalisation immédiate de l'enfant à la naissance	0,1%	1,0%	1,0%	24,8

- **Absences compressibles selon le nombre d'arrêt moyen par agent absent**

Selon le statut

Fonctionnaires	
Pour maladie ordinaire	2,9 arrêts par agent absent
Pour accidents du travail imputables au service	2 arrêts par agent absent
Pour accidents du travail imputables au trajet	2 arrêts par agent absent

Contractuels permanents	
Pour maladie ordinaire	2,2 arrêts par agent absent
Pour accidents du travail imputables au service	1,5arrêts par agent absent
Pour accidents du travail imputables au trajet	2 arrêts par agent absent

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Zoom sur la maladie ordinaire *(emplois permanents)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 4,4%
- Taux d'exposition 54,4%
- Taux de fréquence 146,7%
- Gravité 11 jours par arrêt
- 312 agents absents pour maladie ordinaire

223 fonctionnaires *89 contractuels permanents*

Part des agents absents

54,4% | 312 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

842 | 9 303 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents pour maladie ordinaire

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
51,98%	61,38%

Selon le genre

Femmes	Hommes
59,43%	46,43%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	83,0%
60 à 64 ans	7,0%
55 à 59 ans	6,1%
50 à 54 ans	4,0%
45 à 49 ans	4,6%
40 à 44 ans	2,9%
35 à 39 ans	4,5%
30 à 34 ans	2,9%
25 à 29 ans	2,1%
20 à 24 ans	3,4%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 65 ans et plus, soit 83%

Zoom sur les accidents de service et de trajet *(Emplois permanents)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,6%
- Taux d'exposition 4,2%
- Taux de fréquence 7,7%
- Gravité 30 jours par arrêt
- 24 agents absents suite à des acccidents (service ou trajet)

15 fonctionnaires *9 Contractuels sur emploi permanent*

Part des agents absents

4,2% | 24 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

44 | 1 319 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents pour accident de travail

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
3,50%	6,21%

Selon le genre

Femmes	Hommes
2,86%	6,25%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	32,6%
60 à 64 ans	0,9%
55 à 59 ans	0,2%
50 à 54 ans	2,0%
45 à 49 ans	0,6%
40 à 44 ans	0,3%
35 à 39 ans	0,1%
30 à 34 ans	0,2%
25 à 29 ans	0,1%
20 à 24 ans	0,4%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 65 ans et plus, soit 32,6%

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Zoom sur la longue maladie, la disponibilité d'office, la grave maladie et maladie de longue durée

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 2,0%
- Taux d'exposition 4,0%
- Taux de fréquence 4,0%
- Gravité 184,9 jours par arrêt
- 23 agents absents

23 fonctionnaires

Part des agents absents

4,0% | 23 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

23 | 4 253 *Nombre de jours d'absence*

Part des agents absents

Selon le statut

Fonctionnaires	Contractuels permanents
5,36%	0,00%

Selon le genre

Femmes	Hommes
5,14%	2,23%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	83,3%
60 à 64 ans	4,8%
55 à 59 ans	3,3%
50 à 54 ans	2,6%
45 à 49 ans	2,0%
40 à 44 ans	1,5%
35 à 39 ans	0,0%
30 à 34 ans	1,7%
25 à 29 ans	0,0%
20 à 24 ans	0,0%
Moins de 20 ans	0,0%

- Le taux d'absentéisme le plus élevé concerne les agents de 65 ans et plus, soit 83,3%

Zoom sur les congés maternité et paternité *(y compris accueil de l'enfant et adoption)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,4%
- Taux d'exposition 2,4%
- Taux de fréquence 2,4%

Part des agents absents

2,4% | 14 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 940

Zoom sur les absences pour "autres raisons" *(hors moif syndical ou de représentation)*

Chiffres clés (emplois permanents)

- Taux d'absentéisme 0,4%
- Taux d'exposition 44,6%
- Taux de fréquence 0,0%

Part des agents absents

44,6% | 256 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 885

Zoom sur les emploi non permanents

Chiffres clés (emplois non permanents)

- Taux d'absentéisme 3,8%
- Taux d'exposition 0,3%
- Taux de fréquence 0,4%
- Gravité 8,7
- 74 agents absents

Part des agents absents

119,4% | 74 *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

99 | 861 *Nombre de jours d'absence*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Part des agents absents

Selon le genre

Femmes	Hommes
136,17%	66,67%

Taux d'absentéisme selon la tranche d'âge

65 ans et plus	1,9%
60 à 64 ans	0,8%
55 à 59 ans	0,0%
50 à 54 ans	0,2%
45 à 49 ans	5,1%
40 à 44 ans	4,9%
35 à 39 ans	5,0%
30 à 34 ans	2,4%
25 à 29 ans	7,1%
20 à 24 ans	4,2%
Moins de 20 ans	0,0%

Zoom sur la maladie ordinaire

Chiffres clés (non permanents)	
Taux d'absentéisme	2,2%
Taux d'exposition	0,2%
Taux de fréquence	0,4%
Indice de gravité	5,5

Part des agents absents

71,0% | 44 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 494

Zoom sur les accidents de travail

Chiffres clés (non permanents)	
Taux d'absentéisme	0,8%
Taux d'exposition	0,0%
Taux de fréquence	0,0%
Indice de gravité	21,3

Part des agents absents

1,6% | 1 *Nombre d'agents absents*

Nombre de jours d'absence: 170

Précisions méthodologiques

Les enjeux de l'évaluation de l'absentéisme

Face aux enjeux actuels de santé au travail, de prévention des risques et de maîtrise des ressources ainsi que de la masse salariale, il est nécessaire de s'intéresser à nos pratiques de gestion des ressources humaines. Dans ce contexte, l'absentéisme, en tant que phénomène multifactoriel générant un coût significatif et impactant la qualité, voire la continuité du service public, est une préoccupation majeure pour les employeurs territoriaux. Etant donné la part imprévisible des absences, la mise en oeuvre des actions de maîtrise de l'absentéisme ne peut s'appuyer exclusivement sur des indicateurs quantitatifs. De plus, l'absentéisme demeure un sujet complexe aux nombreuses définitions dont aucune ne fait consensus. Les modes de calcul sont multiples et les indicateurs peuvent varier. Son évaluation demeure difficile à mettre en place comme les comparaisons entre employeurs qui sont à prendre avec précaution. Aussi, les Centres de Gestion ont élaboré une méthodologie nationale comprenant des définitions et des indicateurs d'absentéisme communs. Celle-ci s'accompagne d'un outil de mesure et de suivi de l'absentéisme permettant à chaque employeur de disposer d'une analyse sur sa collectivité, sur la base des données du Rapport Social Unique. Il est ainsi possible d'établir des comparaisons objectives entre collectivités grâce aux analyses réalisées par les Centres de Gestion.

3 "groupes d'abences" identifiés

1/Absences compressibles
Maladie ordinaire et accidents du travail

2/Absences médicales
Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3/ Absences globales
Absences médicales+ Maternité, paternité adoption, autres raisons*

**Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Les indicateurs d'absences**

Taux d'absentéisme	Note de lecture
(Nombre de jours calendaires d'absences x 100) / (Nombre d'agents au 31/12 x 365)	*Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.*

Le choix de la règle des 365ème

Face aux différentes formules de calcul existantes, les Centres de Gestion ont retenu la règle des 365ème. Comme tout mode de calcul, il résulte d'un choix et présente des qualités et des défauts. La règle des 365ème retient comme numérateur le nombre total de jours calendaires d'absence, bien que cela puisse tendre à surévaluer le nombre de jours effectivement non travaillés en intégrant des jours non ouvrés dans le décompte des absences. À l'inverse, la règle du 5/7ème (nombre de jours calendaires multiplié par 5/7) tend à réduire l'impact des jours non ouvrés dans le décompte des absences, mais peut conduire à minimiser l'absentéisme en particulier face à des arrêts "courts" ne comportant que des jours ouvrés. La règle des 365ème présente aussi l'avantage de recourir à des données présentes au sein des collectivités et respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie (nombre de jours calendaires). De plus, cette formule de calcul est plus adaptée aux temps non complets, nombreux dans les collectivités, contrairement à la règle du 5/7ème qui applique 5 jours de travail sur 7 en ne retenant que les temps complets.

Taux d'exposition	Note de lecture
(Nombre d'agents absents)*100 / (Nombre d'agents au 31/12)	*Si le taux d'exposition est de 8 %, cela signifie que 8 agents sur 100 ont été absents au moins une fois dans l'année.*
Taux de fréquence	**Note de lecture**
(Nombre d'arrêts x 100) / (Nombre d'agents au 31/12)	*Si le taux de fréquence est de 40 %, cela signifie que pour 100 agents présents au 31/12, on dénombre 40 arrêts sur l'année, soit 0,4 arrêt par agent*
Gravité	**Note de lecture**
Nombre de jours calendaires d'absences / Nombre d'arrêts	*Si l'indicateur de gravité est de 8, cela signifie que la durée moyenne d'un arrêt est de 8 jours.*

N.B. Pour chaque indicateur, il convient dans tous les cas d'être attentif et de préciser la nature des absences comptées, la période de décompte, le statut et le profil des agents (âges, métiers…) pris en compte dans l'analyse.

Réalisation

Cette synthèse sur l'absentéisme reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : octobre 2024
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes

Version 1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

FOCUS RPS

Pyramide des âges

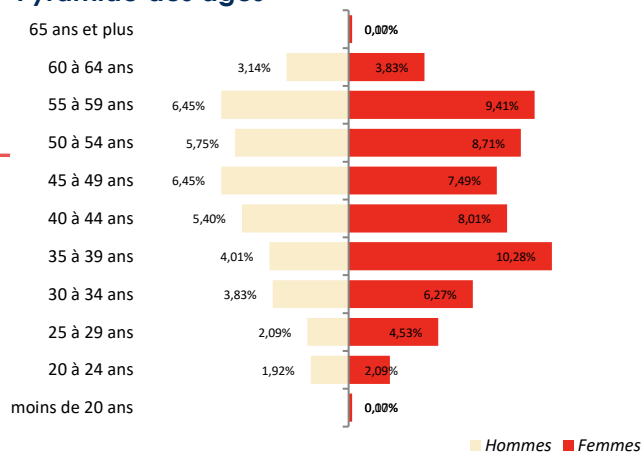
- En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

Âge moyen des agents permanents

Fonctionnaires	**46,9**
Contractuels sur emploi permanent	**39,0**
Emplois permanents	**44,9**

- En moyenne, les fonctionnaires ont 47 ans
- En moyenne, les contractuels sur emploi permanent ont 39 ans

Pyramide des âges



Absences

Fonctionnaires

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
9,3%	110,7%	166,0%	20,4

Part des agents absents

110,7% | **475** *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

712 | **14 540** *Nombre de jours d'absence*

Contractuels permanents

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
4,6%	106,9%	146,9%	11,3

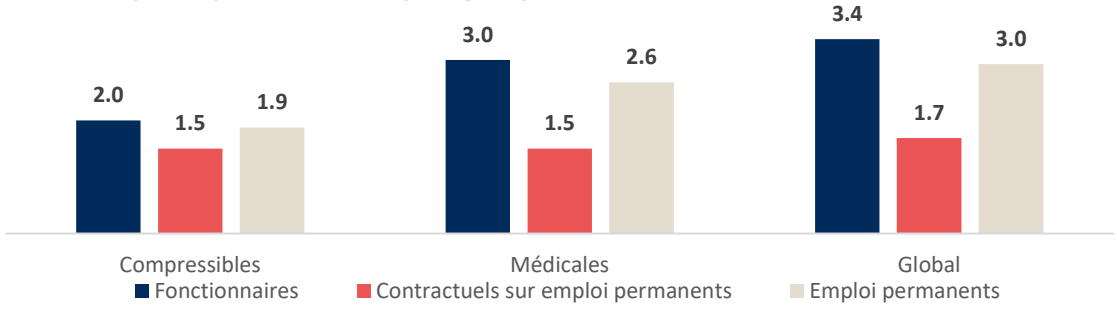
Part des agents absents

106,9% | **155** *Nombre d'agents absents*

Nombre d'arrêts

213 | **2 417** *Nombre de jours d'absence*

Nombre moyen de jours d'absence par agent présent au 31/12



1/Absences compressibles
Maladie ordinaire et accidents du travail

2/Absences médicales
Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3/ Absences globales
Absences médicales+ Maternité, paternité adoption, autres raisons*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les heures supplémentaires et complémentaires

Les principales filières concernées par les heures supplémentaires et complémentaires

	Nombre moyen d'heures réalisées par agent concerné
Sociale	73,1
Technique	47,0
Sportive	42,0
Femmes	15,5
Hommes	44,4
Fonctionnaires	25,4
Contractuels permanents	40,5

Télétravail

- La collectivité a délibéré sur la mise en place du télétravail

Les principales modalités de télétravail	Nb agents
depuis leur domicile ou un autre lieu privé	65
de manière régulière	61
sur des jours fixes	61
un jour par semaine	61
de manière ponctuelle	4
Administrative	47
Technique	13
Animation	2

Mouvements de personnel

Evolution des effectifs permanents

516* agents au 31/12/2022 → **574** au 31/12/2023

Variation des effectifs 11,2% — **Taux de rotation** 17,6%

67 départs — **125** arrivées

- Le taux de rotation s'élève à 17,6%

Accidents de travail et maladies professionnelles

Le taux de fréquence des accidents de travail est de 7,67 pour 100 agents permanents

	Nombre d'arrêts
Accident de service	40,0
Accident de trajet	4,0
Maladies professionnelles	2,0
ATI** au cours de l'année	0,0

*** Allocations Temporaires d'Invalidité (ATI)*

Les principaux cadres d'emplois concernés par les accidents de travail (selon le nb de jours d'arrêt)

	% sur le total des jours d'arrêt	Nb moyen de jours
Adjoints techniques	39,2%	97
Adjoints territoriaux d'animation	20,5%	51
Educateurs des APS	17,0%	-

Documents et démarches de prévention

Existence d'un **document unique (DUERP)**	(Mis à jour en 2019)	✓
Existence d'un **plan de prévention des RPS**		En cours
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**		✗
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**		✗
Existence d'un **registre de santé et de sécurité au travail**		✓
Adhésion à un **contrat d'assurance pour la gestion du risque maladie**		✗

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Dépenses, Formations liées à la prévention

Nombre de jours de formation

525

27 993 €
Dépenses liées à la formation

Prévention

3 708 €
Dépenses liées à la prévention

Actions et dépenses de préventions	Montant en €	Nombre de jours	Coût moyen
Formation obligatoire des agents assistants et conseillers chargés de la mise en œuvre des actions de prévention	980 €	20	49 €
Formation obligatoire des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	8 814 €	37	238 €
Formation dans le cadre des habilitations	18 199 €	468	39 €
Dépenses relatives aux interventions en matière de prévention et de sécurité (*)	3 168 €		
Dépenses correspondant aux mesures prises dans l'année pour l'amélioration des conditions de travail. Cet indicateur regroupe l'ensemble des frais liés à l'amélioration des conditions d'hygiène et de prévention (autres formations, investissements, Equipements de Protection Individuelle…)	540 €		

Accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

Nombre d'accompagnements par un conseiller en évolution professionnelle

28

4,9%
des agents permanents

	Femmes	Hommes
Caégorie A	0	0
Catégorie B	9	3
Catégorie C	9	7

Temps partiel thérapeutique, inaptitudes et reclassements

Nombre de décisions d'accords de temps partiel thérapeutique recensées sur l'année	20
Nombre de décisions d'aménagement d'horaire ou d'aménagement de poste de travail	0
Nombre de demandes de reclassements au cours de l'année suite à une inaptitude liée à un accident du travail ou à une maladie professionnelle	0
Nombre de décisions de reclassements au cours de l'année suite à une inaptitude liée à un accident du travail àu à une maladie professionnelle	0

Nombre de signalements

	Nombre de signalements pour 1 000 agents permanents	Emanant des usagers avec arrêt de travail	Emanant des usagers sans arrêt de travail	Emanant du personnel avec arrêt de travail	Emanant du personnel sans arrêt de travail
Femmes	Actes de violence physique	0	1,7	0	0
	Actes de violence sexuelle	0	0	0	0
	Harcelement moral	0	0	0	1,7
	Harcelement sexuel	0	0	0	0
	Actes de discrimination	0	0	0	0
	Agissements sexistes	0	0	0	0
	Menaces et actes d'intimidation	0	0	0	0
Hommes	Actes de violence physique	0	0	0	0
	Actes de violence sexuelle	0	0	0	0
	Harcelement moral	0	0	0	0
	Harcelement sexuel	0	0	0	0
	Actes de discrimination	0	0	0	0
	Agissements sexistes	0	0	0	0
	Menaces et actes d'intimidation	0	0	0	0

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Droits sociaux

La collectivité a été concernée par des grèves

	Nombre de jours de grève
Sur mot d'ordre national	376
Sur mot d'ordre uniquement local	0
Non précisé, autres	0

Droits syndicaux

	Heure de décharges d'activité de services
Auxquelles ont droit les organisations syndicales	-
Nombre d'heures effectivement utilisées	-

Zoom sur les indicateurs suivis au niveau national par le Conseil Commun de la Fonction Publique

Taux de rotation des agents permanents

17,6%

Taux de visite sur demande au médecin de prévention

1,9 pour **100 agents permanents**

Nombre d'actes de violences envers le personnel

3,4 actes **pour 1 000 agents permanents**

Absentéisme pour raisons de santé

25,6 jours **d'arrêt par agent permanent**

L'accord-cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la fonction publique du 22 octobre 2013 prévoit que chaque employeur public doit élaborer un plan d'évaluation et de prévention des RPS. Ce document se compose de données de cadrage, d'indicateurs de perception ou de vécu et indicateurs de fonctionnement mais également des indicateurs de santé au travail. Pour répondre à cette obligation réglementaire, il convient de compléter cette synthèse quantitative des RPS par des éléments qualitatifs.

Les indicateurs quantitatifs présentés ici sont ceux préconisés par la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP, Livret 5 : Indicateurs de diagnostic des risques psychosociaux) et présents dans le Rapport sur l'Etat du personnel des Collectivités. 4 indicateurs, suivis au niveau national par le Conseil Commun de la Fonction Publique, sont aussi précisés selon des modalités de calculs identiques, à savoir : le taux d'absentéisme pour raisons de santé, le taux de rotation, le taux de visite sur demande au médecin de prévention et le nombre d'actes de violence physique envers le personnel.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Réalisation

Cette synthèse sur les risques psychosociaux reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.



Date de publication : octobre 2024
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes

Version 1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

FOCUS REMUNERATION 2023

Données globales sur la rémunération
(Emplois permanents)

Budget de fonctionnement 99 428 424 €

Charges de personnel 26 463 583 €

Part des charges de personnels

26,6% | 27,1% *Moyenne de la strate (2022)*

Rémunérations des agents sur emploi permanent	
Rémunérations annuelles brutes	16 769 544 €
Primes et indemnités versées	2 654 682 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires	348 618 €
Nouvelle Bonification Indiciaire	140 496 €

Part des primes



15,8%

- Votre collectivité est concernée par les heures supplémentaires et les heures complémentaires.
  - Votre colllectivité a rémunéré 167 82 heures supplémentaires et/ou complémentaires.

Rémunérations
(Emplois permanents)

Moyenne selon le statut	
Fonctionnaires	30 681 €
Contractuels permanents	26 224 €
Moyenne selon la catégorie	
Catégorie A	48 371 €
Catégorie B	30 265 €
Catégorie C	26 290 €
Moyenne selon le genre	
Hommes	30 407 €
Femmes	29 010 €
Moyenne globale	29 584 €

s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

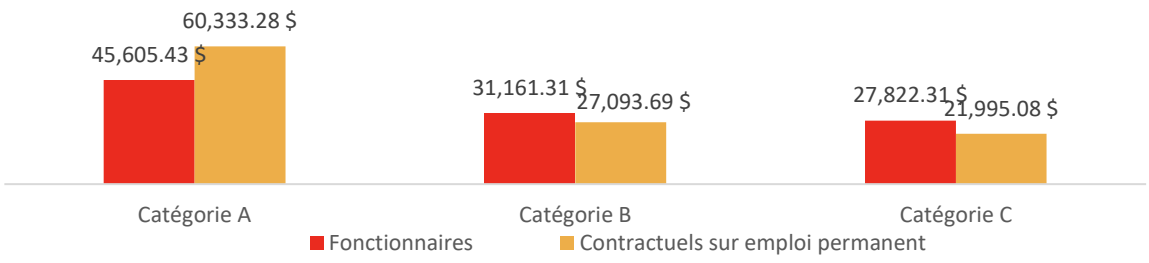
- La rémunération moyenne annuelle brute des fonctionnaires est de 30 681 €
- La rémunération moyenne annuelle brute des catégorie C est de 26 290 €
- La rémunération moyenne annuelle brute des femmes est de 29 010 €
- La rémunération moyenne annuelle brute est de 29 584 €

Ecart de rémunération des femmes par rapport aux hommes

Catégorie A **-28,2%**
Catégorie B **-27,4%**
Catégorie C **-0,5%**

- L'écart de rémunération le plus important concerne les agents de la catégorie A

Rémunération moyenne selon le statut et la catégorie



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Primes *(Emplois permanents)*

Répartition de la rémunération annuelle brute des emplois permanents

Rémunération annuelle brute :

16 769 544 €

Rémunération statutaire	13 388 966 €
Primes	2 654 682 €
SFT	132 542 €
HSC	348 618 €
NBI	140 496 €
IR	104 240 €

Part des primes dans la rémunération selon le statut et le genre

Fonctionnaires **16%**

Contractuels permanents **14%**

Femmes **15%**

Hommes **18%**

Selon la catégorie

Catégorie A **28%**

Catégorie B **18%**

Catégorie C **11%**

Rémunérations et primes selon le genre *(Emplois permanents)*

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
Filières	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**
Administrative	45 957 €	54 186 €	30 758 €	39 555 €	27 137 €	28 011 €
Animation	-	-	30 680 €	-	23 076 €	25 546 €
Culturelle	29 414 €	s	29 613 €	-	28 446 €	26 320 €
Incendie secours	-	-	-	-	-	-
Médico-sociale	35 012 €	-	24 721 €	-	-	-
Médico-technique	-	-	-	-	-	-
Police municipale	-	-	-	-	-	-
Sociale	48 164 €	-	-	-	32 802 €	-
Sportive	-	-	31 469 €	37 485 €	-	-
Technique	54 596 €	61 230 €	23 639 €	34 629 €	28 653 €	26 382 €
Moyenne toute filière	44 166 €	56 614 €	28 196 €	35 909 €	26 230 €	26 361 €

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Femmes	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**
Part des primes	25,6%	32,7%	16,9%	21,6%	9,9%	12,7%

Les principales filières concernées par les heures supplémentaires et complémentaires

	Nb h.
Sociale	73,07
Technique	46,96
Sportive	41,97

	Nb h.
Femmes	15,5
Hommes	44,4

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Montant moyen d'IFSE par EPTR selon le statut, le genre, la catégorie et la filière

Fonctionnaires

Filières	Femmes			Hommes		
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Administrative	11 920 €	5 796 €	3 569 €	16 009 €	10 531 €	4 705 €
Animation		4 693 €	1 300 €			1 525 €
Culturelle	4 512 €	4 054 €	2 101 €	18 456 €		1 801 €
Médico-sociale	6 435 €	2 854 €				
Sociale	9 188 €		1 543 €			
Sportive		3 701 €			5 252 €	
Technique	14 266 €	5 213 €	2 621 €	14 033 €	7 248 €	3 766 €

Contractuels sur emploi permanent

Filières	Femmes			Hommes		
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Administrative	17 903 €	6 548 €	1 645 €	26 182 €	12 062 €	2 315 €
Animation		7 812 €	297 €			262 €
Culturelle			1 579 €			82 €
Médico-sociale	2 125 €	1 765 €				
Sociale	9 818 €		3 834 €			
Sportive					6 528 €	
Technique		4 134 €	1 296 €	24 923 €	8 103 €	1 739 €

Ecart Femmes/Hommes IFSE et CIA selon statut, catégorie et filière

Filières	IFSE						CIA					
	Fonctionnaires			Contractuels			Fonctionnaires			Contractuels		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
Administrative	-4 089 €	-4 734 €	-1 136 €	-8 278 €	-5 514 €	-670 €	8 €	-15 €	-6 €	10 €	-41 €	
Animation			-225 €			35 €			-15 €			16 €
Culturelle	-13 944 €		300 €			1 497 €	-28 €		1 €			6 €
Sportive		-1 551 €						-1 €				
Technique	233 €	-2 035 €	-1 145 €		-3 969 €	-443 €	-12 €	-15 €	8 €		-28 €	0 €

Réalisation

Cette synthèse sur la rémunération reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE permettant la réalisation de cette synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : octobre 2024
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes

Version 1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

FOCUS RASSCT 2023

Les accidents de **service** *(Emplois permanents)*

Nombre d'accidents		Nombre de jours d'absence		Nombre de jours par accident
23	17,4% *Part sans arrêt de travail*	1 447	22 *Nombre d'agents arrêtés*	63 *en moyenne*

Filières	Hommes	Femmes	Ensemble	%
Administrative	0	3	3	13%
Animation	1	5	6	26%
Culturelle	0	1	1	4%
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	13	0	13	57%
Ensemble	14	9	23	

Selon le genre

Femmes	*39,1%*
Hommes	*60,9%*

Selon la catégorie

Cat A	*0,0%*
Cat B	*4,3%*
Cat C	*95,7%*

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,6%	3,8%	7,0%	31,9

Les accidents de **trajet** *(Emplois permanents)*

Nombre d'accidents		Nombre de jours d'absence		Nombre de jours par accident
2	0,0% *Part sans arrêt de travail*	42	2 *Nombre d'agents arrêtés*	21 *en moyenne*

Filières	Hommes	Femmes	Ensemble	%
Administrative	0	0	0	
Animation	0	0	0	
Culturelle	0	0	0	
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	1	1	2	100%
Ensemble	1	1	2	

Selon le genre

Femmes	*50,0%*
Hommes	*50,0%*

Selon la catégorie

Cat A	*50,0%*
Cat B	*0,0%*
Cat C	*50,0%*

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,0%	0,3%	0,7%	10,5

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les maladies professionnelles

Nombre de maladies : 3

Nombre de jours d'absence : 281

Nombre de jours par maladie : 94 *en moyenne*

Filières	Femmes	Hommes	Ensemble	%
Administrative	0	0	0	
Animation	0	0	0	
Culturelle	0	0	0	
Incendie secours	0	0	0	
Médico-sociale	0	0	0	
Médico-technique	0	0	0	
Police municipale	0	0	0	
Sociale	0	0	0	
Sportive	0	0	0	
Technique	0	3	3	100%
Ensemble	0	3	3	

Selon le genre

Femmes	*0,0%*
Hommes	*100,0%*

Selon la catégorie

Cat A	*0,0%*
Cat B	*0,0%*
Cat C	*100,0%*

Taux d'absentéisme	Taux d'exposition	Taux de fréquence	Indice de gravité
0,1%	0,2%	0,3%	128,5

Inaptitudes

Demandes de reclassement au cours de l'année : 0

- *suite à une inaptitude liée à un accident de travail ou une maladie professionnellle*

Périodes de préparation au reclassement : 1 demande

100,0% *% des propositions acceptées*

Demandes ou décisions prises liées à une inaptitude au cours de l'année	Femmes	Hommes
Décision d'inaptitude définitive du fonctionnaire à son emploi, et à tout emploi, suite à l'avis du comité médical ou de la commission de réforme	0	0
Décisions d'accord d'aménagement d'horaire ou d'aménagement de poste de travail	0	0
Décisions d'accord de temps partiel thérapeutique recensées	13	7
Demande de reclassement suite à une inaptitude liée à d'autres facteurs	0	0
Demande de reclassement suite à une inaptitude liée à un accident du travail ou une maladie professionnelle	0	0
Mises en disponibilité d'office	1	1
Retraite pour invalidité	0	0
Licenciement pour inaptitude physique	0	0

Agents affectés à la prévention

Agents affectés à la prévention : 21

0 *en ETPR*

Assistants de prévention*	19	Médecins de prévention**	0
Conseillers de prévention*	0	Infirmiers**	0
ACFI*	0	Autres personnels*	2

*en nombre d'agents

**en ETPR

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Actions liées à la prévention

Nombre de jours de formation

525

31 701 €
Dépenses liées à la prévention

Actions et dépenses de préventions	Montant en €	Nombre de jours	Coût moyen
Formation obligatoire des agents assistants et conseillers chargés de la mise en œuvre des actions de prévention	980 €	20	49 €
Formation obligatoire des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	8 814 €	37	238 €
Formation dans le cadre des habilitations	18 199 €	468	39 €
Dépenses relatives aux interventions en matière de prévention et de sécurité (*)	3 168 €		
Dépenses correspondant aux mesures prises dans l'année pour l'amélioration des conditions de travail. Cet indicateur regroupe l'ensemble des frais liés à l'amélioration des conditions d'hygiène et de prévention (autres formations, investissements, Equipements de Protection Individuelle…)	540 €		

Documents et démarches de prévention

Existence d'un **document unique (DUERP)**	(Mis à jour en 2019)	✓	
Existence d'un plan de prévention des **risques psychosociaux**		✗	En cours
Existence d'une démarche de prévention des **TMS**		✗	
Existence d'une démarche de prévention des **risques cancérogènes (CMR)**		✗	
Existence d'un r**egistre de santé et de sécurité au travail**		✓	
Adhésion à un **contrat d'assurance pour la gestion du risque maladie**		✗	

Réunions statutaires

Nombre de réunions statutaires

5

Nombre de réunions du FSSSCT

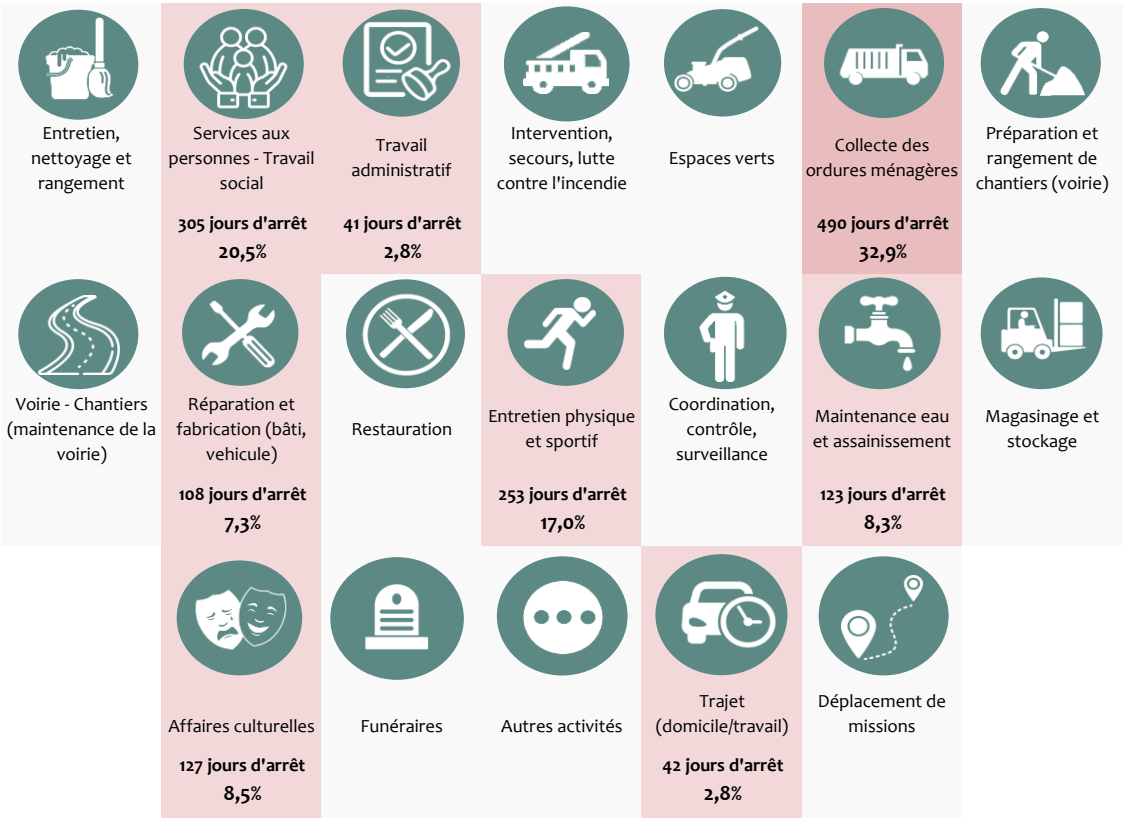
3

15
Nb de jours cumulés d'activité des représentants

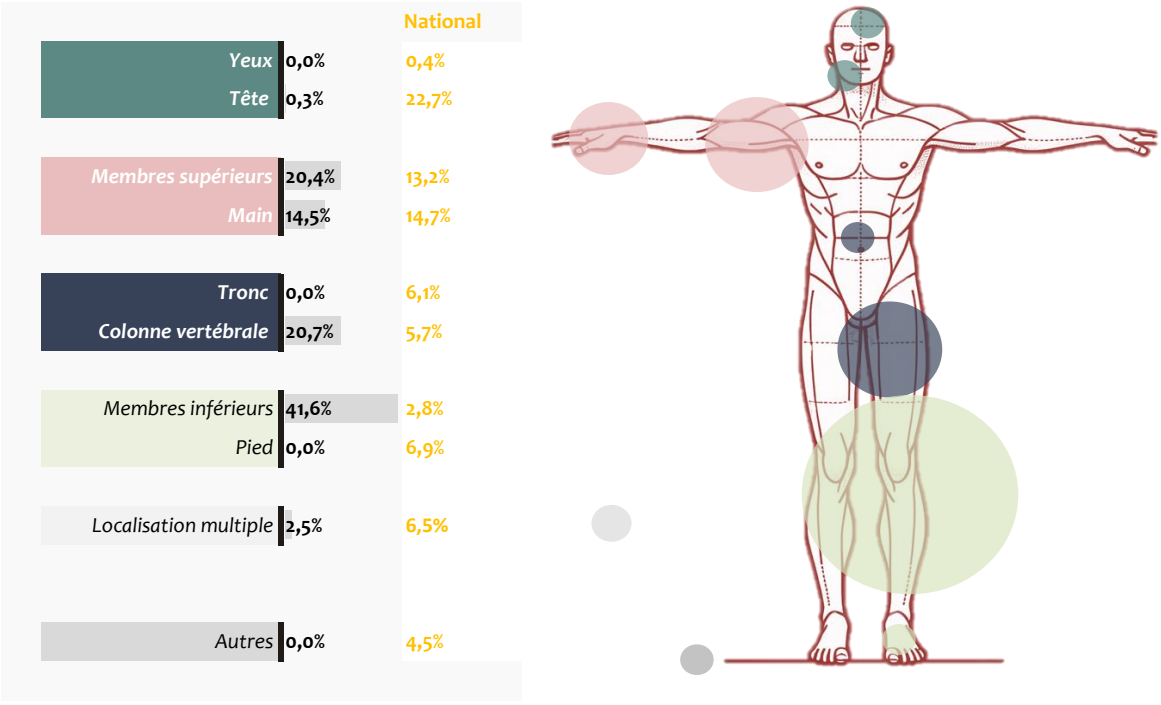
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Accidents de travail par types d'activités, sièges et nature des lésions et les éléments matériels

Principaux types d'activités* exercées lors de **l'accident de travail**



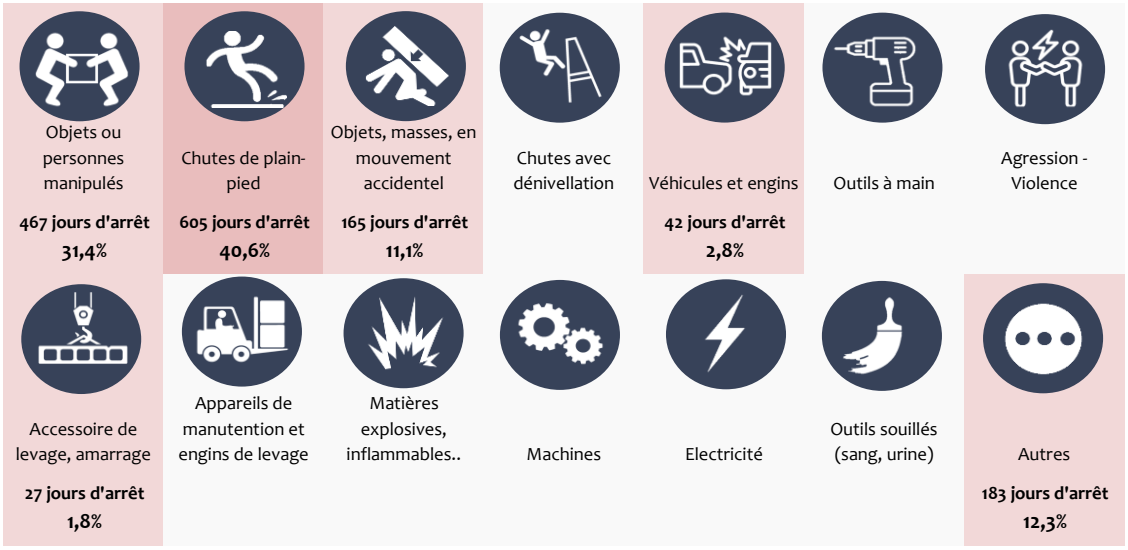
Principaux sièges de lésions des **accidents de travail**



- Le siège principal de lésions des accidents de travail se situe aux membres inférieurs représentants 41,6% des jours d'arrêts liés aux accidents de travail.

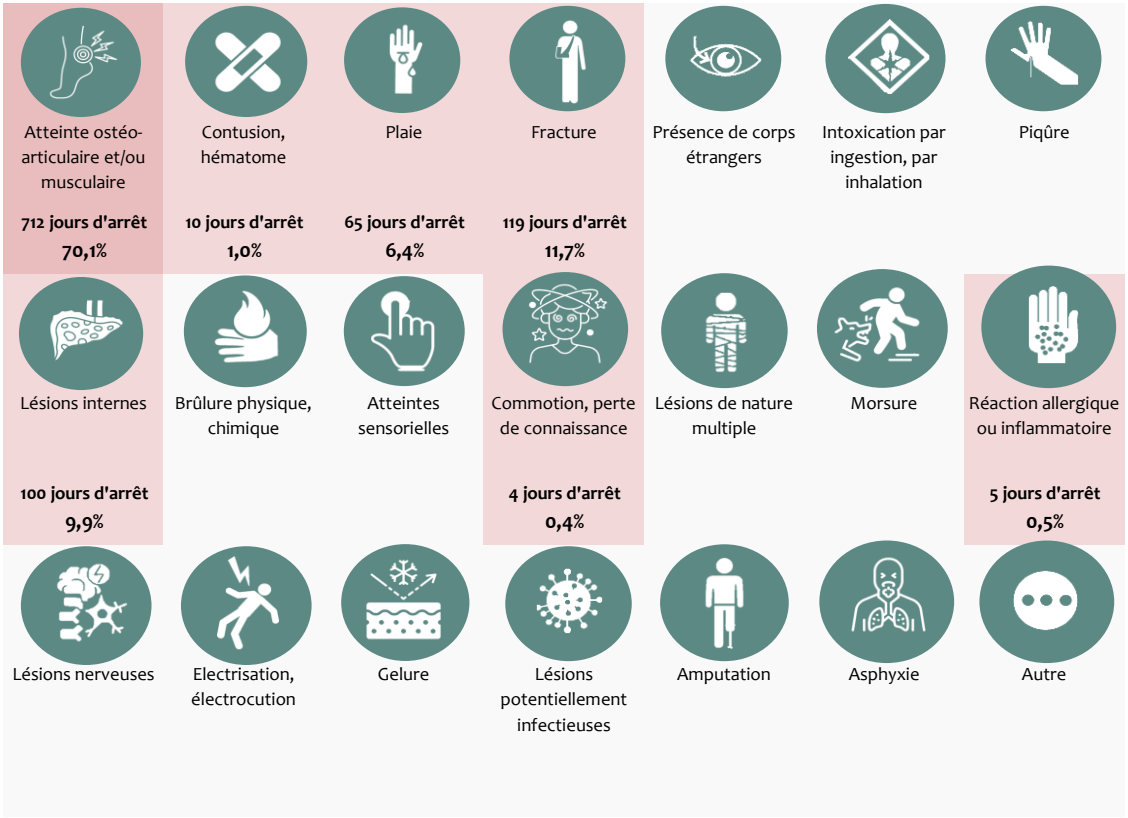
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Principaux éléments matériels liés aux **accidents de travail**



- Le principal élément matériel lié aux accidents est l'objet ou la personne manipulée (40,6% des jours d'arrêts)

Principales natures de lésions liées aux **accidents de travail**

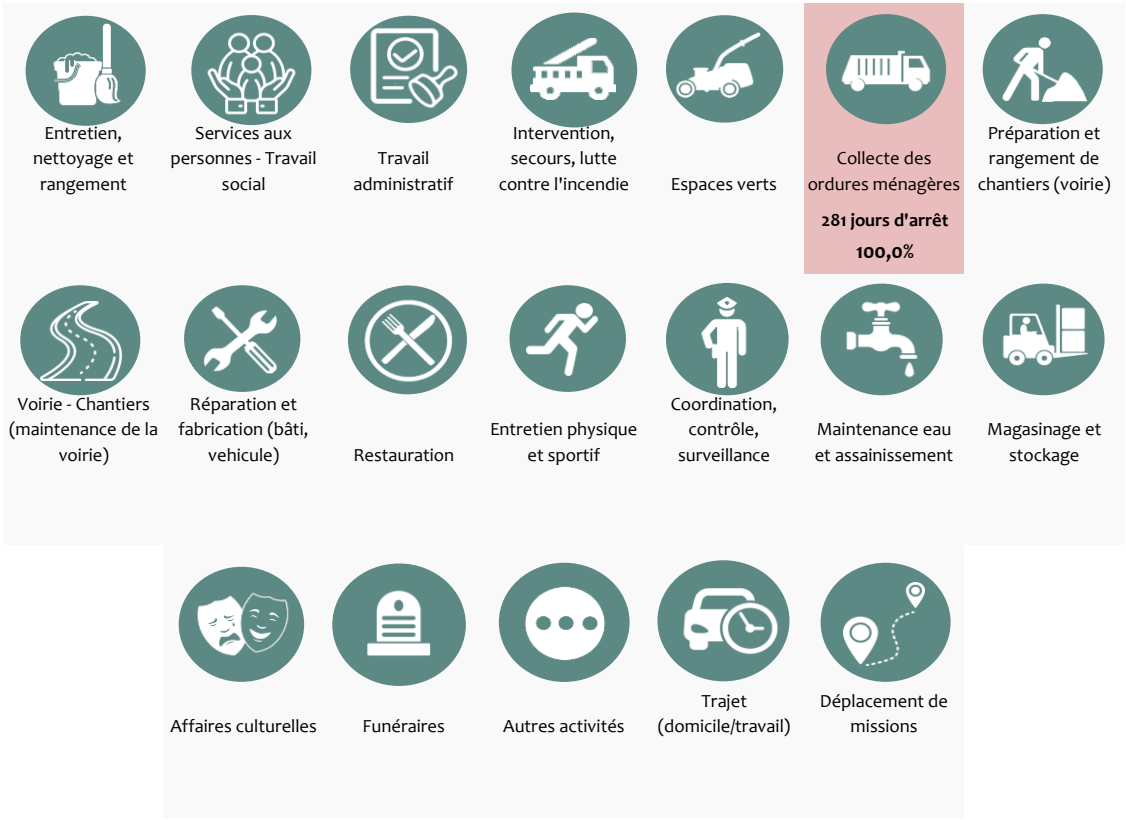


- La principale nature de lésions liée aux accidents est l'atteinte ostéo-articulaire et/ou musculaire (70,15% des jours d'arrêts)

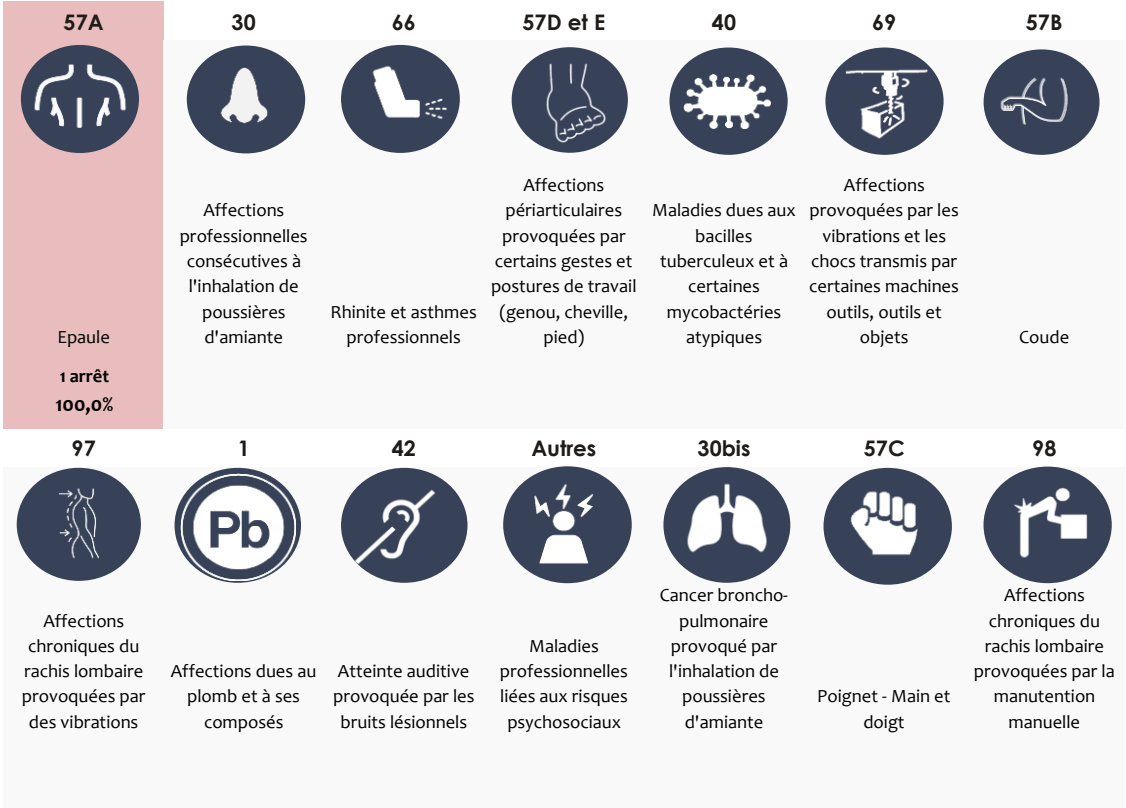
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les maladies professionnelles

Principaux types d'activités* liées aux **maladies professionnelles**



Principaux types de **maladies professionnelles** ou à caractère professionnel ou contractées en service reconnues dans l'année



- Le principal type de maladie professionnelle est l'épaule (100% des arrêts)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Documents et démarches de prévention complémentaires

Existence d'une évaluation des risques psychosociaux par service	✓
Existence d'un diagnostic RPS	✓
Existence d'un programme annuel de prévention ou un plan d'action santé sécurité	✗
Dispose du rapport d'activités de la médecine préventive	✓
Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) désigné	✓
Nombre de visite(s) de l'ACFI dans l'année	3
Nombre de saisines du CST/CHSCT pour l'exercice du **droit d'alerte ou de retrait**	0
Existence d'un diagnostic de pénibilité annexé au document unique	✗
Existence de fiches individuelles de suivi des facteurs de pénibilité	✗
Existence de fiches d'exposition à la pénibilité réalisées dans l'année	✗
Existence de fiches d'exposition à l'amiante	✗
Existence de fiches d'exposition à l'amiante réalisées dans l'année	✗
Existence d'un plan de prévention des entreprises extérieures	✓

Réalisation

Cette synthèse sur la santé, de la sécurité et des conditions de travail reprend les principaux indicateurs de cette thématique présents dans le Rapport Social Unique. L'outil automatisé développé sous QLIK SENSE synthèse a été réalisé par l'Observatoire de l'emploi et de la FPT de Nouvelle-Aquitaine et le CIG de la Grande-Couronne.

Date de publication : **octobre 2024**
Synthèse réalisée par le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes

Version 1

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_008-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_009 : Rapport développement durable pour l'année 2024

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 Février 2025	N°DL2025_009
RAPPORTEUR : Marino CASSEZ	
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Rapport développement durable pour l'année 2024	

SYNTHESE

La Loi dite Grenelle II soumet les EPCI à la réalisation d'un rapport de synthèse en matière de développement durable. Ce rapport permet de faire ressortir les actions et politiques en faveur du développement durable et d'en analyser également leurs impacts. Le rapport fait donc l'état des actions menées par la CAPG au travers des 17 Objectifs de Développement Durable définis par les 193 membres de l'ONU. Il est proposé de prendre acte du rapport 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire:

Vu l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi dite « Grenelle II ») qui soumet les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants à la réalisation d'un rapport de synthèse de la situation en matière de développement durable, à présenter préalablement au débat sur les orientations budgétaires ;

Vu le décret n°2011-687 du 17 juin 2011, qui détaille ce que le rapport doit comporter, au regard des cinq finalités du développement durable ;

Considérant que le but de ce rapport annuel est de susciter, au sein des collectivités concernées, une réflexion structurée sur la contribution de leurs actions au développement durable. Il n'a pas seule vocation à faire ressortir les actions, politiques ou programmes ayant pour objectif l'une ou l'autre des 5 finalités du développement durable. Il permet aussi l'analyse des impacts sur l'ensemble des 5 finalités pour chaque action, programme ou politique ;

Considérant qu'en septembre 2015, les 193 Etats membres de l'ONU, dont la France, ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030. C'est un agenda pour la population, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et les partenaires qui porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. C'est ainsi un nouveau référentiel de mise en œuvre du développement durable au niveau international, national et local. Il se décline en 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), eux-mêmes détaillés en 169 sous-objectifs, définissant ainsi de manière plus précise les cinq finalités du développement durable ;

Aussi, il est proposé au conseil communautaire de prendre acte que le rapport de développement durable 2024 tel qu'annexé, a bien été présenté au conseil communautaire

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément aux exigences législatives et réglementaires énoncées ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire **PREND ACTE** du rapport concernant la situation en matière de développement durable 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, présenté préalablement au débat d'orientation budgétaire et **DECIDE** :

- **DE CONFIRMER** que ce rapport, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, propose un bilan des politiques, programmes et actions publiques, au travers des 17 Objectifs de Développement Durable ;

- **DE DIRE** que ce rapport sera transmis à la sous-préfecture et aux services de la DREAL pour information ;

- **DE DIRE** que ce rapport sera consultable sur le site internet www.paysdegrasse.fr.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Rapport développement durable 2024

Pays de Grasse
communauté d'agglomération



Amirat
Andon
Auribeau-sur-Siagne
Briançonnet
Cabris
Caille
Collongues
Escragnolles
Gars
Grasse
La Roquette-sur-Siagne
Le Mas
Le Tignet
Les Mujouls
Mouans-Sartoux
Pégomas
Peymeinade
Saint-Auban
Saint-Cézaire-sur-Siagne
Saint-Vallier-de-Thiey
Séranon
Spéracèdes
Valderoure



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Intro-duction

Cadre réglementaire :

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 en application de la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II, impose aux collectivités territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de plus de 50 000 habitants, à présenter, préalablement au débat sur le projet de budget, un rapport annuel sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.

Le cadre réglementaire précise que le rapport doit comporter, au regard des cinq finalités du développement durable :

- le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.
- le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité.

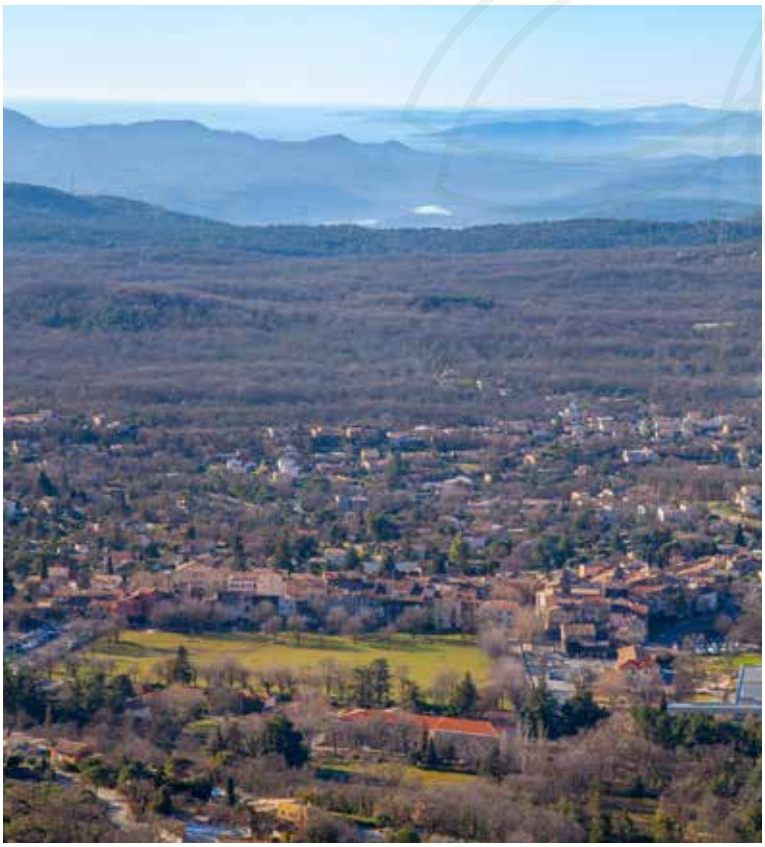
Le décret d'application prévoit que ce bilan comporte en outre une analyse des modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes, qui peut être élaborée à partir du cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)

La CAPG, créée au 1er janvier 2014, est issue de la fusion de la Communauté de Communes des Monts d'Azur (12 communes), de la Communauté de Communes des Terres de Siagne (6 communes) et de la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence (5 communes). Elle a également repris une partie des activités des syndicats SILLAGES (transports) et SIVADES (déchets). Elle regroupe 23 communes et 102 366 habitants (INSEE 2021) sur un territoire de 489,86 km².
La Communauté d'Agglomération exerce de plein droit, à la place des communes, 3 types de compétences : obligatoires, optionnelles et supplémentaires conformément à la Loi et ses statuts.



OBLIGATOIRES

- le développement économique,
- l'aménagement de l'espace communautaire,
- l'équilibre social de l'habitat,
- la politique de la ville,
- l'accueil des gens du voyage,
- la collecte et traitement des déchets et déchets assimilés,
- la GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des inondations (GEMAPI),
- eau, assainissement des eaux usées,
gestion des eaux pluviales urbaines.

OPTIONNELLES

- protection et mise en valeur de l'environnement : pollution de l'air, nuisances sonores, maitrise de l'énergie,
- construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire,
- action sociale d'intérêt communautaire,
- création et gestion de maisons de services au public.

FACULTATIVES

- actions en faveur de l'environnement,
- action de prévention des risques,
- action en faveur du numérique,
- politique culturelle,
- développement de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- soutien station de ski Audibergue,
- financement SDIS communes (ex CCMA),
- gestion de l'eau hors compétence GEMAPI.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Pays de Grasse & le Développement Durable

Dans le cadre de sa politique de développement durable, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a choisi de s'impliquer à l'échelle de son territoire, dans les défis mondiaux et de s'inscrire dans les stratégies européennes et nationales qui visent à réaliser un nouveau projet de société.

C'est pourquoi, elle s'est lancée dès 2006 (alors à l'époque Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence) dans la mise en œuvre d'une Charte pour l'Environnement comportant 79 actions, puis en 2007 dans un Plan Local Énergie Environnement, afin de définir un cadre stratégique et de mettre en mouvement l'ensemble des services, les partenaires et les citoyens autour des objectifs du développement durable.

En parallèle, et dans la poursuite de ce qui était engagé, de nombreuses initiatives ont été prises pour répondre aux enjeux du développement durable, notamment la signature d'un Contrat de Transition Écologique (CTE) en 2019. Le présent document s'articule autour des 17 Objectifs de Développement Durable et met l'accent sur les actions mises en œuvre sur l'année 2023.



Le principe de Développement Durable

L'appréhension du concept de développement durable s'est historiquement faite en France autour de l'interaction de trois dimensions : la préservation de l'environnement (ressources naturelles, climat, biodiversité, risques naturels…), la cohésion et l'équité sociale (épanouissement de tous, accès à l'emploi, lutte contre la pauvreté, solidarités territoriales…) et le développement économique (activités humaines, libre circulation des personnes ou marchandises, répartition des richesses, responsabilité des organisations, économie verte…).

Ces trois dimensions représentées de manière abstraite et statique ne proposent pas de réponse à des questions transversales. Ainsi, un cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable et agendas 21 locaux a été rédigé par le gouvernement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Les 17 objectifs de Développement Durable

En septembre 2015, les 193 Etats membres de l'ONU, dont la France, ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030. C'est un agenda pour la population, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et les partenaires. Il porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. C'est ainsi un nouveau référentiel de mise en œuvre du développement durable au niveau international, national et local. Il se décline en 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), eux-mêmes détaillés en 169 sous-objectifs, définissant ainsi de manière plus précise les cinq finalités du développement durable. Le présent rapport illustrera donc, en faisant référence aux 17 ODD, la contribution de la CAPG aux défis nationaux et internationaux auxquels nous sommes confrontés puisque ces thématiques des ODD trouvent un écho dans les actions des collectivités locales françaises :

Contenu du rapport

Ce document a été rédigé en interne avec la collaboration des chefs de service et chargés de missions concernés, le développement durable étant largement transversal dans toutes les compétences exercées par la Communauté d'Agglomération. Pour chacun des 17 Objectifs de Développement Durable qui sont par ailleurs explicités, les actions phares ou nouvelles de l'année 2024 sont détaillées, illustrées et chiffrées lorsque cela est possible. Les actions récurrentes sont quant à elles, plus synthétiquement évoquées. Une action peut contribuer à plusieurs ODD et il existent de nombreuses interactions entre elles, cependant nous avons pris le parti de ne retenir que l'ODD prédominant pour chaque action.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Somm

1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde - **p8**

2 Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable - **p10**

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge - **p12**

4 Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, dans des conditions d'équité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie - **p14**

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles - **p18**

6 Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau - **p22**

7 Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable - **p24**

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous - **p26**

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation - **p28**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

naire

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre - **p30**

11 Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables - **p32**

12 Établir des modes de consommation et de production durables - **p36**

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions - **p40**

15 Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité - **p42**

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous - **p46**

17 Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser - **p47**



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**01**

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

>> La pauvreté est le premier obstacle au développement et à une qualité de vie décente. C'est plus qu'un manque de revenus et de ressources. Ses manifestations se traduisent par plusieurs privations : accès limité aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau et au logement, mais aussi les phénomènes de discrimination et d'exclusion sociale, ainsi que l'exclusion du processus de décision. Cet objectif est directement lié à l'ODD 10, dont le but est de réduire les inégalités.



Focus 1

Justice sociale et Plan d'Alimentation territorial (PAT)

Le PAT a placé l'axe «Justice sociale» comme l'un de ses principaux enjeux. Pour ce faire, il soutient et accompagne les communes, les associations d'aide alimentaire et les porteurs de projets dans des actions de lutte contre la précarité alimentaire afin d'améliorer la qualité de l'approvisionnement des structures d'aide alimentaire et le développement de projets innovants de solidarité alimentaire, visant à garantir durablement l'accès à une alimentation saine, bio et locale pour tous.



Focus 2

Faciliter l'accès au logement et à l'hébergement



Afin de promouvoir un parcours résidentiel adapté tout en luttant contre la dégradation du parc dans les centres anciens, un nouveau socle pour la politique de gestion de la demande de logements sociaux et des attributions a été déployé : l'approbation de la convention intercommunale d'attributions, et du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement et d'Information du Demandeur (PPGDID) afin d'allier transparence et équité dans la gestion et le traitement de la demande de logement social.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Les modalités de fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, permettent de garantir des places pour tous les enfants via une tarification en fonction du quotient familial.



>> Petite enfance : poursuite du principe de l'ouverture à tous avec un soutien, aide et suivi des familles, orientation vers des organismes compétents pour garantir l'accès des plus démunis à un logement adéquat, abordable et durable ainsi que des aides pour que ces familles aient une alimentation nécessaire.

>> Le service d'aide à domicile intervient prioritairement chez les bénéficiaires de l'aide sociale départementale (15 bénéficiaires). Une nouvelle tarification en fonction des revenus a été mise en place pour les bénéficiaires du portage de repas à domicile.



>> Deux agents de convivialité accompagnent aux déplacements, en l'absence de services existants, accompagnent sur des actions de convivialité, cohésion sociale, animation et favorisent l'accès aux droits via les France Services.



Chiffres clés

PAT : 8 réunions *d'accompagnement de projets.*

Accueils de loisirs : 2 800 enfants accueillis *sur notre territoire.*

Portage de repas : *39% des bénéficiaires ont un tarif* ***dans les 2 premières tranches de tarification*** *(≤ 10 € par jour).*

Petite enfance : *sur 267 inscrits,* ***45 familles*** *ayant de faibles revenus* ***payent moins de 1€.***

Actions sociales : 130 personnes accompagnées *depuis la création des missions d'agents de convivialité.* ***284 personnes*** *ont été* ***accueillies par l'EVSi*** *sur l'action de médiation sociale.*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/02

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable

>> L'objectif est d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable. Cet objectif tend à repenser la manière dont nous cultivons, partageons et consommons les aliments, afin de soutenir un développement centré sur les régions rurales et la protection de l'environnement.



Focus 1

Plan d'Alimentation Territorial (P.A.T.)

En mars 2024, après deux ans de coproduction, le Projet alimentaire Territorial du Pays de Grasse a été validé par l'Etat, de niveau 2 en action. Cette reconnaissance fait suite à l'adoption en septembre 2023, par la CAPG, d'une stratégie et d'un plan d'action qui ont été inscrits à son projet de territoire. Le Projet Alimentaire du Pays de Grasse regroupe les services de la CAPG, ses communes membres et ses partenaires, autours de 5 axes et près de 70 actions.



Focus 2

Dynamique autour du jardinage écologique



Un programme de formations « Jardinons ensemble » est proposé depuis maintenant 13 ans par le Pays de Grasse avec l'appui d'associations.
Les pratiques respectueuses de l'environnement et de la biodiversité locale sont ainsi mises en avant telles que l'initiation à l'apiculture, la conservation et la transformation des légumes, l'utilisation de l'eau au jardin ou bien la taille de l'olivier.
Comme les 2 années précédentes, la démarche de formation au jardinage écologique s'est élargie aux

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

scolaires. Ces formations sont organisées dans les jardins partagés du territoire dont l'émergence est soutenue par la CAPG via une aide méthodologique et financière.
Une charte « Jardinons ensemble » est également signée entre les 2 parties, mettant en avant une pratique raisonnée et écoresponsable du jardinage.
Le nouveau jardin collectif « Les jeunes pousses » sur Briançonnet a été financé en 2024 à hauteur de 2000€.
Le jardin collectif « Senteurs sauvages » au Mas, financé l'année dernière, a été inauguré cette année.

EN BREF



>> Le portage de repas à domicile permet aux personnes en perte d'autonomie de recevoir un repas complet pour le midi et une collation pour le soir.



>> A l'exception du petit déjeuner et du dîner, les établissements d'accueil du jeune enfant assurent les repas et les goûters. Ainsi, chaque enfant accueilli bénéficie d'une alimentation saine et équilibrée durant son accueil.



>> Dans le cadre de l'Appel à projet « Mieux manger pour tous », la CAPG a recruté une coordinatrice en charge d'identifier, d'accompagner et de consolider les actions en lien avec la lutte contre la précarité alimentaire.

Chiffres clés

Soutiens financiers PAT
DREETS 100 %
ADEME 70%
DRAAF 70%

Jardinage écologique
Formation jardinons : *14 séances, 148 personnes sensibilisées.*
Formations jardinons scolaires : *15 séances, 450 élèves sensibilisés.*

Portage de repas à domicile
18 000 repas en 2024.

Lutte contre la précarité alimentaire
10 associations *partenaires œuvrent dans l'aide alimentaire en points fixes ou en itinérance.*

Alimentation dans les accueils d'enfants
25 975 repas enfants servis en 2024 *avec une moyenne de 120 repas par jour.*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**03**

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

L'objectif de développement durable n°3 vise à donner les moyens de mener une vie saine et promeut le bien-être de tous à tous les âges. L'Organisation mondiale de la santé définit la santé comme «un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.



Focus 1

La santé des tout petits

Afin de contribuer à la bonne santé et au bien-être des enfants accueillis au sein des structures, le service Petite Enfance s'est attaché les services d'un médecin référent santé et accueil inclusif, d'une psychologue et d'une chargée de coopération. Accueil Inclusif :

- le médecin intervient dans chaque établissement en matière de santé, de prévention et de handicap,
- la psychologue intervient régulièrement dans les structures pour analyser les pratiques, accompagner et soutenir les équipes dans leur rôle d'accueil du jeune enfant, assurer un rôle d'observation et de prévention auprès des enfants,
- la chargée de coopération Accueil Inclusif assure la coordination des projets et du suivi de l'accueil des enfants ayant des difficultés ou en situation de handicap dans les différentes structures petite enfance.

Focus 2

L'égalité pour toutes et tous



Diverses actions ont eu lieu en 2024 dans le cadre du projet égalité homme-femme.

• Éradiquer les violences : présentation officielle le 16 octobre 2024 au Palais des Congrès de Grasse, du réseau VIF (Violences intrafamiliales) de concert avec la Direction des ressources humaines - Égalité femmes - hommes afin de proposer une offre élargie.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

• L'exposition « Love & Respect » soutenue par la CAPG a été inaugurée à l'occasion de la « Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes » le 25 novembre 2024 à Grasse. L'exposition invite à poser un regard différent sur les violences subies par les femmes, révélant la dure réalité des situations, la question de la contrainte et la nécessite du consentement.

• Un spectacle pour sensibiliser aux violences et aux relations femmes - hommes proposé par Blanche Aurore Céleste et interprété par Perrine Sirjacobs le 25 novembre 2024 à l'espace culturel « Le Plongeoir ».

• Durant la journée du 25 novembre 2024 se sont succédés, des jeunes collégiens et collégiennes accompagné.es de leurs enseignant.es, des jeunes adultes issu.es de la Mission locale de Grasse pour participer aux ateliers immersifs animés par G-Addiction et l'association Max'Sens.



EN BREF

>> Le service maintien à domicile accompagne les personnes âgées sur une partie du territoire.

>> Le bien-être dans le logement et le maintien à domicile des séniors et des personnes en situation de perte d'autonomie, passe également par l'adaptation de leur logement. La CAPG, au travers de ses OPAH, accompagne et participe financièrement aux projets d'adaptation des logements.

>> Le Conseil Local en Santé Mentale de Grasse (CLSM) espace de concertation et de coordination de proximité associe usagers, aidants et tous les acteurs locaux concernés, afin de définir des politiques et actions locales centrées sur la promotion et la prévention de la santé mentale.

>> La CAPG anime sur son territoire le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), dispositif de coordination et de suivi pour l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement des personnes en difficulté ayant des besoins d'hébergement d'urgence ou de logement adapté.

Chiffres clés

Maintien à domicile
18 bénéficiaires *de l'aide à domicile et* ***70 bénéficiaires*** *du portage de repas.*

Adaptation des logements
50 logements *améliorés.*

Égalité pour toutes & tous
• 20 photos,
& 20 slogans chocs,
• 1 réseau de près de 70 acteur.trices des violences intrafamiliales mobilis.eés,
• Près de 60 jeunes collégien.nes et jeunes adultes sensibilis.eés.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**04**

Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, dans des conditions d'équité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Cet objectif vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. L'éducation est présentée par l'ONU comme la clé de voûte de la réalisation des autres objectifs de développement durable : elle permet de sortir de la pauvreté, de réduire les inégalités et d'instaurer un climat de paix et de tolérance dans chaque société.



Focus 1

Réduction des déchets : Semaine de l'engagement étudiant



Premier engagement dans la Semaine Euopéenne de la Réduction des Déchets (SERD) des étudiants de Grasse Campus.
À cette occasion, deux évènements ont marqué la semaine. Tout d'abord, la mise en place de la première édition de l'opération de collecte et de sensibilisation « Vide ton dressing ! » : une réelle opportunité pour le Pays de Grasse, l'association locale Montagn'habits et l'éco-organisme agréé Refashion, de mettre en lumière les enjeux de la valorisation des textiles, tout en rappelant l'utilité du réseau de bornes de collecte réparti sur le territoire.

Les élèves ont été invités, du 16 au 24 novembre 2024, à rapporter les TLC (Textiles, Linges, Chaussures) collectés dans leurs foyers afin qu'ils puissent avoir une seconde vie dans des friperies ou en recyclage textile pour fabriquer de nouveaux vêtements. Par ailleurs, une journée de sensibilisation des étudiants au développement durable a été organisée sur le campus en lien.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus 2

Eveil culturel et artistique



La sensibilisation dès le plus jeune âge aux pratiques culturelles et artistique, favorise la curiosité, la construction et l'épanouissement de l'enfant.
C'est pour cela que les EAJE et le RPE de la CAPG en étroite, collaboration avec le service culture, invite des artistes et les professionnels de la culture à intervenir dans les structures.
En parallèle, grâce au projet 100 % EAC en place sur notre territoire, une formation à destination des professionnels de la petite enfance est proposée. Ce projet est partagé avec les villes alentours (principalement Grasse et Mouans-Sartoux).
Des sessions de la formation EAC-Petite Enfance ont lieu à l'Espace d'art concret (Mouans-Sartoux), à la Médiathèque Charles Nègre (Grasse) et au Musée International de la Parfumerie (Grasse) sous forme de projets d'éveil artistique et culturel par le biais d'ateliers.

Focus 3

L'égalité pour tous

La CAPG met à disposition de ses personnels un fonds documentaire qui encourage l'égalité, la tolérance et l'empathie, aidant les enfants à se construire une vision du monde plus ouverte et respectueuse des différences.

La CAPG souhaite également proposer des environnements d'apprentissage plus inclusifs et égalitaires pour préparer les enfants à vivre et à travailler dans une société diversifiée et inclusive.



Durant la journée du 12 juin 2024 des jeux et des activités mixtes ont été proposés, agissant ainsi positivement sur le développement social, émotionnel et cognitif des enfants. En participant à ces activités mixtes, les enfants sont exposés à des rôles et des comportements qui transcendent les stéréotypes de genre traditionnels.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus 4

La sensibilisation des scolaires au développement durable



Plusieurs dispositifs permettent aux scolaires du territoire de mieux comprendre les enjeux du développement durable :

• Le dispositif « Watty à l'Ecole » est une action éducative sur les économies d'énergie et d'eau proposée à 47 classes du CP au CM2 dans tout le territoire de la CAPG.
• Le dispositif scolaire « école de l'eau et de la biodiversité ».
• Le dispositif scolaire « les jeunes sentinelles de l'air.
• Le dispositif scolaire « risque majeur inondation ».
• L'outil pédagogique « zones humides »
• L'animation sur « les gestes écocitoyens »
• L'animation « Ricochet » sur le cycle de l'eau
• L'escape game « inond'agir » pour les classes de CM2 au lycée, sur le risque inondation,
• L'outil pédagogique « INRUCHE », ruche interactive proposée aux classes de la maternelle au collège.

EN BREF



>> Dans le cadre de la Politique de la Ville et de la cohésion sociale sur le haut pays, il y a eu 10 actions menées toute l'année afin de soutenir le parcours éducatif des jeunes.

>> Un dispositif financé par la CAF 06 : le CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité). Ce dispositif accompagne les parents dans le suivi et la compréhension de la scolarité des enfants et dans leur dialogue avec l'école.





>> Cap Animation est un parcours pour faire découvrir les métiers de l'animation dans tous les secteurs d'activités et répondre par là-même aux besoins d'emplois du territoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Depuis trois années, dans le cadre du label « 100% EAC », les huit accueils de loisirs et la direction des affaires culturelles sont engagés dans le développement de projet d'éveil culturel et artistique sous la forme de résidence d'artistes.

Chiffres clés

Fonds documentaire qui encourage l'égalité

• 40 ouvrages et jeux exempts de stéréotype.
• 11 thématiques qui bousculent les stéréotypes.
• 6 crèches du Pays de Grasse engagées.

Environnements d'apprentissage inclusifs

• 1 journée thématique.
• 90 agent.es sensibilisés et mobilisé.es.
• 140 jeunes sensibilisé.es.
• 7 ateliers & 5 activités sportives mixtes.
• 4 activités inclusives « mémory ».
• 1 salon de lecture non genré.

Éducation aux enjeux du développement durable

***5 816 élèves** sensibilisés en 2024*

Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité

***250 jeunes** accueillis.*

Cap Animation

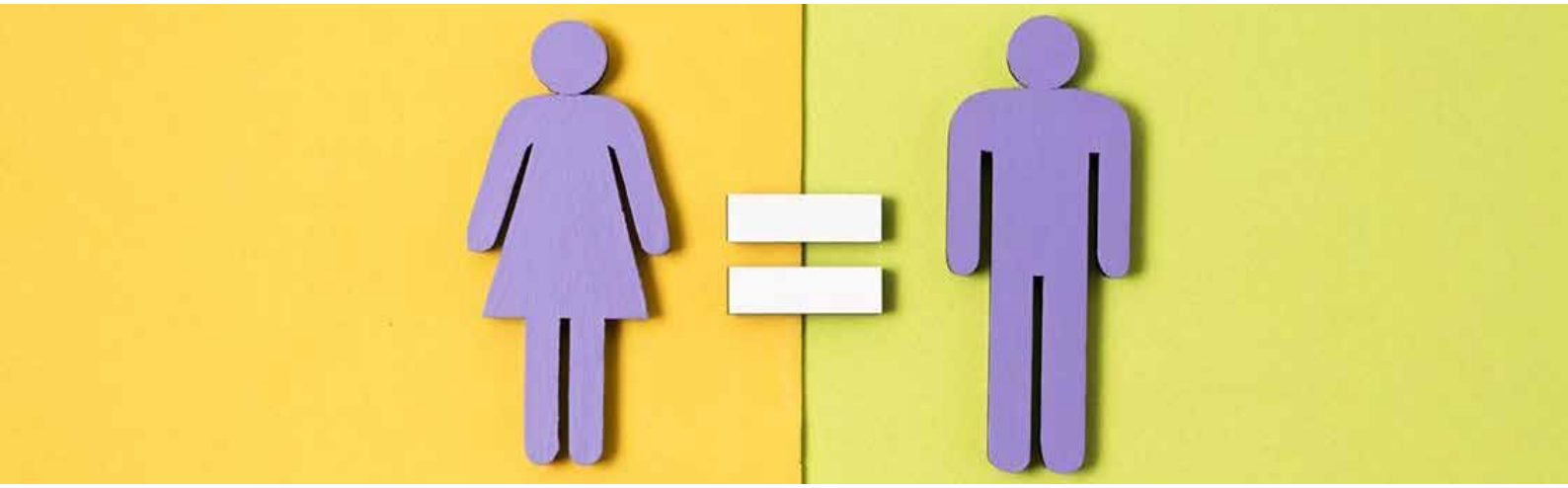
• 68 bénéficiaires reçus.
• 38 bénéficiaires intégrés.
• 16 contrats signés.
• 8 promesses d'embauche.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**05**

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Cet objectif vise à atteindre l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes. Bien que les inégalités entre les sexes se soient réduites ces dernières années en France, les femmes continuent de subir des discriminations et des violences. Les grandes lignes suivies par cet objectif sont celles de la garantie d'accès des femmes à l'éducation, aux soins de santé, à un travail de qualité et à une représentation politique.



Focus 1

XPLORE : dispositif dans le cadre de la Politique de la ville



XPLORE permet aux femmes de se découvrir par des autoréalisations, elles prennent leur place dans le groupe, qui devient un lieu de vie et d'épanouissement pour se penser autrement, se découvrir et se projeter vers l'emploi.
Il y a un avant et un après XPLORE dans la vie des femmes. Les grandes étapes :

- Alimentation du réseau partenarial pour la recherche de candidates potentielles.
- Phase de recrutement sous toutes les formes possibles (déambulations, petits déjeuners, pauses partenariales, rencontres individuelles, orientations SPE, informations collectives, entretien d'entrée).
- Accompagnement collectif et intensif (base 10 semaines), suivi individuel selon l'avancement des projets professionnels.

L'accompagnement individuel peut continuer après et notamment par une nouvelle place dans le groupe : les femmes deviennent tutrices pour les nouvelles recrues.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

FOCUS /

L'égalité filles-garçons

En 2024, poursuite des projets déjà inscrits et nouvelles actions en lien avec « une égalité pour tous ».
Chaque crèche a proposé son projet activités compensatoires, non stéréotypées :
• EAJE « Lou Galoupin » : Sensibilisation des parents à l'importance du choix de port de vêtements & accessoires favorisant la mobilité et la motricité des enfants.
• EAJE « Daudet » : Activité vélo/moto, alternativement filles/garçons et pratique mixte de l'activité.
• EAJE « L'Enfantoun » : Favoriser l'expression des émotions de l'enfant, l'égalité des filles & des garçons dans leurs émotions et leurs expressions.
• EAJE « La voie lactée » : Organisation du carnaval des animaux pour éviter les déguisements genrés.
• EAJE « L'étoile des pioupious » : Stimuler le langage durant les repas et les interactions enfants/adultes et enfants/enfants (filles – garçons).
• EAJE « La Poussinière » : Ecrire et conceptualiser les personnes d'une histoire en plusieurs scénettes en inversant les rôles communément attribués aux filles et aux garçons.
Le service petite enfance a également désigné une référente « égalité filles - garçons » qui a pu bénéficier d'une formation CNFPT « L'égalité filles - garçons en EAJE » et établi le plan d'action de la direction de la petite enfance 2024-2027 toutes et tous EGAUX.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus

Mars de l'égalité en Pays de Grasse



La CAPG s'est emparée du sujet depuis 2023. En 2024, s'est tenue la 2ème édition du Mars de l'égalité.
La CAPG et ses partenaires ont fait le choix de promouvoir la mixité des métiers dès le collège. À travers de nombreuses interventions animées par la Scoop Alter Egaux, le dialogue est ouvert et vise notamment à :

• Briser les stéréotypes liés au genre : Cela aide à déconstruire les idées reçues sur les métiers dits «masculins» ou «féminins», encourageant les élèves à envisager toutes les carrières sans se limiter à des rôles traditionnels.

• Élargir les horizons des jeunes collégien.nes : Les élèves découvrent une plus grande variété de parcours professionnels, ce qui peut les inspirer à explorer des métiers auxquels ils n'auraient pas pensé.

• Favoriser l'égalité des chances de tous.tes : En exposant à tous les élèves un large éventail de métiers, nous les encourageons à choisir des professions en fonction de leurs intérêts et talents, plutôt qu'en fonction de leur genre.

Durant le mois de mars 2024, les interventions se sont succédées dans les collèges du territoire du Pays de Grasse. Toutes les classes de 4ème sont concernées.

EN BREF

>> Un projet transversal entre les directions Culture, Jeunesse et Egalité Femmes/Hommes a été mis en place à destination des animateurs des ALSH de la CAPG. Plusieurs ateliers de sensibilisation ont été organisés afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, de lutter contre ces inégalités dans tous les domaines de la société et de sensibiliser sur les stéréotypes de genre et en encourageant la mixité à travers la lecture, l'Histoire et les arts.

>> Afin de développer l'égalité et la mixité au sein de nos accueils scolaires, formation de nos animateurs sur cette thématique. De plus, lors des inscriptions à nos séjours, nous sommes attentifs à la parité.

>> A l'occasion de la « Journée internationale des droits des femmes » le 8 mars 2024, la CAPG a soutenu la création d'une œuvre originale par l'artiste slameur MESKO. Une œuvre présentée durant la soirée de clôture du Mars de l'égalité sous le chapiteau de Piste d'Azur.

>> Portraits de femmes inspirantes : la CAPG sait pouvoir compter sur les dirigeantes, les cheffes d'entreprise ou de start-up, les créatrices, les artistes, les influenceuses, les entrepreneures engagées pour l'égalité en Pays de Grasse.

>> Le 1er Juin 2024, sur la commune de Saint-Vallier-de-Thiey, organisation de la Journée Intercommunale des Conseils Citoyen.nes Municipaux. « Cultivons l'arbre de l'égalité et de l'inclusion en Pays de Grasse", fresque créative et participative proposée aux enfants, où plus de 60 idées de projets et d'actions ont été proposés.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

>> La CAPG a proposé, au mois d'octobre, un livret de sensibilisation à l'ensemble des agent.es en situation d'encadrement, aux élu.es et aux communes membres. Cette production est issue du travail d'une équipe de manager sensibilisé aux enjeux d'un recrutement inclusif.

Chiffres clés

Dispositif XPLORE

Une vingtaine de femmes *des Quartiers Politique de la Ville accompagnées.*

Projet pour les animateurs des ALSH de la CAPG

• 6 ateliers pour 84 participants.
• 1 journée intercommunale de la mixité avec 10 activités proposées.
• 113 enfants de 5 à 8 ans , 19 animateurs , 2 coordinatrices et 1 médiateur culturel.

Formation des animateurs à l'égalité et la mixité

• 120 animateurs à former.
• 2 800 enfants sensibilisés

Recrutement inclusif

• 9 livrets thématiques « Flash action Égalité pour toutes et tous » en 2024.
• 1 tirage à 200 exemplaires soit 1 800 livrets.
• 1 téléchargement possible via le site Internet de la CAPG.

Mars de l'Egalité

• 1 100 collégien.nes sensibilisés.
• 7 collèges partenaires.
• 37 classes concernées.
• 3 réseaux fortement engagés What06, Femmes chefs d'entreprises et Nouv'Elles.
• Plus de 60 bénévoles intervenant.es

Femmes inspirantes

• 17 portraits.
• 17 sujets suggérées pour améliorer l'égalité professionnelle en Pays de Grasse.
• 40% des entreprises créées en 2024 sont à l'initiative de femmes.

Fresque créative

• 60 idées & projets proposés par les enfants.
• 20 agent.es CAPG mobilisé.es.
• 80 jeunes participant.es.
• 7 conseils citoyen.nes engagés dans la démarche.
• 7 communes partenaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/06

Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Pouvoir accéder à l'eau, aux services d'assainissement et d'hygiène est un droit humain. Malgré cela, les chiffres de l'ONU montrent que 2,4 milliards de personnes sont privées des services de base comme les latrines et que 1,8 milliard consomment de l'eau contaminée. Un problème auquel il faut ajouter le manque d'eau qui touche 40 % de la population et qui risque de s'accroître, ainsi que la pollution des cours d'eaux par les activités humaines. Qualité et viabilité de l'accès à l'eau d'un côté, accessibilité à des sanitaires de l'autre sont ainsi les deux grands enjeux de cet ODD.



Focus 1

Source de la Foux : projet d'une Unité de traitement de l'eau



La source de la Foux a la particularité d'émerger en plein cœur de la cité. Toutefois, son potentiel peut être optimisé, car c'est une ressource sensible aux variations de turbidité.

Des investigations hydrogéologiques réalisées au cours de l'année 2021, ont mis en évidence que la capacité de cette ressource peut atteindre jusqu'à 438 m^3/h soit 4 à 5 fois plus que le volume moyen prélevé jusqu'alors. La construction de l'Unité de traitement de l'eau de la Foux répond à deux objectifs principaux :

- Garantir une eau répondant à l'ensemble des exigences sanitaires à travers une filière de traitement complète et adaptée afin de se prémunir de tout type de pollution industrielle ou naturelle,
- Optimiser pleinement cette ressource propre et ainsi réduire les achats d'eau extérieurs et diminuer les prélèvements sur les milieux naturels sensibles (Loup), dans un contexte de sécheresse intense.

Le projet consiste à créer une Unité de traitement de l'eau au niveau du square de la Foux par filtration et désinfection aux UV, tout en recréant un aménagement public paysager en surface, pour sécuriser les liaisons piétonnes entre le parking de la Foux, le futur Hôtel des Parfums et le centre-historique de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La gestion intégrée de l'eau



La communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a été lauréate cette année de la 3ème édition de l'appel à manifestation d'intérêt « Gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques ».
L'enjeu est une prise en compte suffisante des différentes dimensions de l'eau au démarrage de tout projet. Une équipe projet transverse, représentant différents services de la CAPG (aménagement, planification, voirie, urbanisme, transition écologique, eau, développement durable), bénéficie ainsi d'un accompagnement collectif de l'Agence Régionale de la Biodiversité et de ses partenaires.
Les sujets traités autour de témoignages, retours d'expériences, ateliers, sont les milieux aquatiques, les ressources en eau, les pollutions, les eaux de pluie et l'aménagement, les documents d'urbanisme, la participation citoyenne.

EN BREF

>> Dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau, chaque mètre cube d'eau nécessaire au fonctionnement de la piscine restructurée sera récupéré, recyclé, réutilisé (jusqu'à 3 usages avant rejet).





>> Suite au diagnostic mené par le SMIAGE Maralpin, les services de la CAPG ont pu affiner leur connaissance du fonctionnement et du coût de l'eau utilisée par les agriculteurs, principalement pour leur irrigation. Dans un premier temps, une quasi-harmonisation du prix de l'eau potable agricole est désormais en place sur l'ensemble du territoire de la CAPG.

Chiffres clés

Source de la Foux
Economie d'eau de l'ordre de 27,5% pour une offre globalement trois fois supérieure à l'offre actuelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes, à un coût abordable. « L'énergie est au centre de presque tous les défis majeurs, mais aussi des perspectives prometteuses, qui se présentent au monde aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'emplois, de sécurité, de changement climatique, de production de nourriture ou d'accroissement des revenus, l'accès de tous à l'énergie est essentiel. »



Focus 1

Économies à la piscine Harjès

Dans le cadre du Marche Global de Performance Energétique avec Véolia Energie, la CAPG a doté la piscine Harjès d'un système connecté permettant de réduire les consommations de gaz et les besoins en eau.

L'échangeur Axone capte les calories des eaux chaudes (29°C) de renouvellement (30 litres/jour/baigneur soit 1 700 000 litres d'eau chaque année à Harjès) ce qui permet de préchauffer les eaux neuves. L'eau évacuée est récupérée dans une bâche de 15m^3 et sera utilisée pour le lavage hebdomadaire des filtres.

Ce système est testé sur la piscine Harjès et pourra être déplacé et installé sur le futur projet de la piscine Altitude 500.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus 2

Dispositifs d'amélioration du parc privé



La CAPG mobilise des moyens importants pour accentuer la rénovation énergétique des logements. Grâce aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) qu'elle pilote, elle met à disposition gratuitement un accompagnement technique et financier pour rénover les logements et immeubles.

La rénovation énergétique en est un axe fort de notre agglomération. Afin d'élargir la cible des propriétaires éligibles, la CAPG a conventionné avec le Département 06 pour la mise en œuvre du service d'accompagnement à la rénovation énergétique sur son territoire.

EN BREF

>> Dans un contexte de tension énergétique fort, le projet de restructuration de la piscine Altitude 500 s'appuie sur plus de 80% d'énergie renouvelable pour sa production de chaleur : plus de 500m² de panneaux hybrides produisent de l'eau chaude et de l'électricité, associés à une chaudière biomasse bois.



Chiffres clés

Rénovation énergétique des logements

• 25 dossiers de rénovation énergétique financés.
• 221 audits du Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique (SARE).

Restructuration de la piscine Altitude 500

83% d'énergie renouvelable *produits pour les besoins en chaleur*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**08**

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

La société dans son ensemble bénéficie du fait que plus de personnes sont productives et contribuent à la croissance de leur pays. L'emploi productif et le travail décent sont des éléments clés essentiels à la réalisation d'une mondialisation juste et à la réduction de la pauvreté. En outre, si rien n'est fait, le chômage peut mener à l'instabilité et perturber la paix.



Focus 1

Objectif Mixité - Table ronde « Forces et impacts des binômes de direction mixte »



Témoins, expert.es ont participé à la soirée du 25 juin 2024 et ont affirmé à quel point la mixité impacte la qualité des relations humaines et la capacité des organisations à s'adapter aux besoins des client.es. En 2024, 40% des entreprises ont été créées par des femmes, c'est dire la contribution significative qu'elles apportent à l'économie et plus largement à la société. Les réseaux de femmes cheffes d'entreprises permettent de renforcer la visibilité des femmes dans les affaires, d'accompagner la prise de responsabilités des femmes cheffes d'entreprises et plus largement contribuent à réduire les inégalités et à encourager une culture d'inclusion.

Les entreprises mixtes, c'est-à-dire celles qui favorisent la diversité de genre, ont généralement un facteur de croissance plus élevé par rapport aux entreprises non mixtes. Cette mixité a un impact positif sur la performance financière et l'attractivité des entreprises. Cette rencontre a été l'occasion d'entendre à quel point la mixité est une force et la diversité une nécessité pour les entreprises.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Depuis janvier 2023, le service Jeunesse a réorganisé le temps de travail des animateurs en supprimant les horaires entrecoupés des plannings des agents, privilégiant ainsi les équipes du matin et les équipes de l'après-midi.



>> Désormais, grâce au PAT, une agence foncière agricole a été créé. Celle-ci regroupe tous les partenaires du PAT susceptibles d'apporter leur contribution non seulement à la protection du foncier mais également à l'installation, la transmission, le soutien de micro-filières.

>> Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi -PLIE effectue un accompagnement personnalisé et global, sur la durée, pour des adultes de plus de 26 ans, en difficultés d'insertion professionnelle et sociale.



>> Le 6 nov. 2024, la convention entre l'association Femme Cheffes d'Entreprises et la CAPG a été reconduite pour deux années avec la volonté développer notamment des projets visant à sensibiliser aux enjeux et défis que les femmes ont à surmonter dans la sphère professionnelle.



Chiffres clés

Table ronde « Mixité »

• 9 expert.es témoins.
• 5 partenaires engagés.
• 60 participant.es.
• 1 fresque géante réalisée.
• 1 charte « Objectif M » signée par la CAPG.

Temps de travail des animateurs

***120 animateurs/ directeurs d'ACM** avec en septembre 2022, 33 contrats à pourvoir, janvier 2025 : 1 contrat à pourvoir !*

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

*500 personnes accompagnées par an et **un taux de retour à l'emploi de 54%.***

Convention Femme Cheffes d'Entreprises /CAPG

• 1 partenariat très actif.
• 6 partenaires impliqués.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/09

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

La croissance économique, le développement social et la lutte contre les changements climatiques dépendent fortement des investissements dans les infrastructures, le développement industriel durable et le progrès technologique. »



Focus 1

Revus de projets : développement industrie et transition écologique

Dans le cadre du programme Territoires d'Industrie, une journée d'échanges a réuni entreprises et partenaires afin de faire le point sur les projets en cours et d'explorer les opportunités de financement, notamment via le Fonds Vert.
Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire a effectué une visite au sein de la société GROUPE ARTHES dans le parc d'activités des Bois de Grasse.
Une table ronde a également permis de mener des échanges très constructifs autour des enjeux de l'innovation et du développement durable.

Focus 2

Accompagnement des partenaires économiques et communication sur leurs actions

L'objectif est d'offrir à nos partenaires la possibilité de valoriser un dispositif ou une mesure à travers notre newsletter, une publication sur notre page LinkedIn, un mail d'information ou encore un atelier éco en présentiel réunissant le partenaire et les entreprises du territoire. Par la suite, notre service joue un rôle de facilitateur en accompagnant l'entreprise dans la mise en œuvre de son projet.

Les thématiques balayées :

• Énergies : Sensibilisation des entreprises au dispositif CAP'THER. Ce dispositif bénéficie d'un fonds et d'une ingénierie concernant les filières géothermie, solaire thermique, bois énergie, chaleur de récupération issue de process industriels ainsi que des réseaux de chaleur mobilisant ces énergies. Accompagnement des entreprises

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

à leur transformation vers l'Industrie du Futur avec programme Parcours Sud Industrie 4.0 Carbone. Ce dispositif accompagne les entreprises dans la mise en œuvre de leur transformation vers une Industrie du Futur durable.



• Déchets : Participation au programme « Ressorce visant à encourager la mutualisation des déchets entre entreprises, ainsi que l'accompagnement dans mise en œuvre de la convention « Valorisation des déchets de l'industrie de la parfumerie par méthanisation et injection de biométhane dans les réseaux de gaz ».

• Eaux : Engager les industriels vers la réutilisation des eaux usées traitées afin de lutter contre la raréfaction de l'eau et s'engager vers le développement de procédés technologiquement et économiquement fiables pour le traitement et le recyclage de l'eau. Accompagner la sobriété en eau des activités économiques via un accompagnement spécifique autour de ces démarches.

EN BREF

>> Accompagnement de startup dans le domaine de l'agroécologie.

>> Organisation tout au long de l'année d'ateliers afin de sensibiliser les entreprises aux enjeux du développement durable.
En 2024, les thèmes proposés étaient les suivants :
• Biodéchets,
• Risques majeurs en zone industrielle,
• Décryptage du marché de l'énergie,
• Fresque de l'Eau,
• Sûreté industrielle.

>> Information des entreprises à travers nos différents canaux de communication, notamment nos newsletters et page LinkedIn, pour notamment mettre en avant les initiatives des entreprises en matière de développement durable et partager les dispositifs d'aides à la transition.

>> Organisation le 14 mai 2024 d'une matinée dédiée aux entreprises du Pays de Grasse, axée sur la transition. Des ateliers techniques, animés par nos partenaires, ont été proposés pour permettre à chaque participant de personnaliser son parcours en fonction de ses besoins et projets.

Chiffres clés

Soutien aux start-up
4 entreprises accompagnées.

Matinée transition
• 90 participants
• 15 ateliers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/10

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Les inégalités fondées sur les revenus, le sexe, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la race, la classe, l'origine ethnique, la religion et les inégalités de chance persistent à travers le monde, dans les pays et d'un pays à l'autre. Les inégalités constituent une menace pour le développement économique et social, sont préjudiciables à la réduction de la pauvreté et sapent le sentiment l'accomplissement et l'estime de soi des individus. Une telle situation risque à son tour de favoriser le crime, les maladies et la dégradation de l'environnement. »



Focus 1

Précarité alimentaire et PAT

Lancement du diagnostic des publics en précarité alimentaire. L'étude cherche à identifier les populations vulnérables sur le territoire et à analyser leurs besoins pour accéder à une alimentation saine et durable.
L'objectif est de lutter contre les inégalités d'accès à l'alimentation et de mettre en place des solutions de solidarité alimentaire, garantissant à tous l'accès à une alimentation de qualité avec des produits bio et locaux.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Le 16ème Forum des services au public et aux associations portait sur « l'accès aux droits et le Numérique ». Cette année l'opération visait à réduire les inégalités d'accès aux droits et au numérique dans le Haut Pays Grassois grâce à des rendez-vous ponctuels avec nos partenaires publics. Découverte en avant-première du santé bus.

>> La CAPG s'engage chaque année pour améliorer concrètement l'égalité entre les femmes et les hommes. En sa qualité d'employeur public, elle veille à proposer une offre de service plus inclusive aux habitant.es du territoire. En 2024, les élu.es communautaire ont adopté le 5ème plan d'actions Égalité pour toutes et tous 2024 - 2026.



>> La coordinatrice référente handicap a travaillé avec toutes les structures petite enfance où elle rencontre les familles déposant des dossiers ayant un enfant en situation de handicap.



Chiffres clés

Précarité alimentaire et PAT

*Près de **45 partenaires** ont contribué au lancement du diagnostic.*

Forum des services au public

250 visiteurs, 70 partenaires.

Handicap

Accueil de 2 enfants

porteurs d'un handicap sur la crèche de Saint Cézaire-sur-Siagne.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



OBJECTIF/**11**

Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

La moitié de l'humanité — 3,5 milliards de personnes — vit aujourd'hui dans des villes et ce nombre continuera d'augmenter. Étant donné qu'à l'avenir une grande partie de la population mondiale vivra en zone urbaine, les solutions à certains des principaux défis de l'être humain — la pauvreté, les changements climatiques, les soins de santé, l'éducation — doivent être trouvées dans la vie urbaine. »



Focus 1

La Maison de la Mobilité du Pays de Grasse



La Maison de la Mobilité du Pays de Grasse, inaugurée en février 2024, est un guichet unique pour une mobilité facilitée. Ce lieu d'accueil du public s'impose comme un acteur incontournable pour encourager et simplifier les déplacements. Ce guichet unique regroupe une palette de services dédiés aux usagers, qu'ils privilégient le train, le bus ou les modes de transport alternatifs.
La Maison de la Mobilité met à disposition des informations claires et des solutions pour faciliter vos trajets. Que vous soyez usager régulier des transports en commun ou simplement curieux de découvrir des alternatives à la voiture, ce lieu vous accompagne dans toutes vos démarches

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus 2

Le jardin de pluie de la gare de Grasse



Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) «quartiers Gare» lancé par la Région Provence Alpes Côte d'Azur, la CAPG a lancé une démarche de réflexion aménagement / déplacements concernant le quartier de la gare de Grasse.

Ainsi, le parking actuel de la gare, propriété de SNCF « Gare & Connexions », a été identifié comme site prioritaire afin d'amorcer la restructuration du quartier en permettant notamment d'optimiser la gestion des eaux pluviales sur ce site fortement impacté par le ruissellement urbain, de désartificialiser le site en créant un ilot de fraicheur urbain et d'améliorer la qualité environnementale et urbaine pour les habitants du quartier.

La requalification de cette emprise doit ainsi permettre d'améliorer la qualité paysagère et le fonctionnement des espaces publics situés à proximité immédiate de la gare ferroviaire en connexion directe avec son environnement urbain et le Pôle Intermodal de Grasse. La concertation publique menée au mois d'octobre 2024 a permis notamment de sensibiliser la population locale aux enjeux des ilots de chaleur urbain et le climat, les continuités écologiques, le cycle de l'eau, la qualité urbaine et aborder la problématique de la suppression des stationnements aériens du parking de la gare et les modalités de report sur le parc de stationnements du pôle intermodal situé à 50m.

Focus 3

Entretien de la végétation des cours d'eau



Chaque année, le SMIAGE* à qui la CAPG a transféré la compétence GEMAPI** entretient les berges des cours d'eau du territoire pour lesquels il a une DIG (Déclaration d'Intérêt Général) via un programme d'intervention annuel et des interventions ponctuelles. Les objectifs sont :
- Entretenir les ripisylves de manière à prévenir le risque de formation d'embâcles au niveau des obstacles hydrauliques,
- En intégrant les enjeux biodiversité/milieux,
- Lutter contre les espèces invasives / restaurer les ripisylves,
- Mettre en place une gestion planifiée et cohérente à l'échelle des cours d'eau.

En 2024, le coût de l'entretien a été de 707 800 €HT pour 65 km dont :
- Entretien annuel des secteurs à enjeux : 524 000 €HT
- Lutte contre les espèces envahissantes (cannes, jussie) : 146 000 €HT

Soit 12 tonnes de matières sèches incinérées

3 bassin de rétention ont également été entretenus : Perdigon à Grasse, Bléjarde à Peymeinade et salle polyvalente à la Roquette-s/Siagne, pour un coût total de 50 400€HT et l'évacuation de 28 000 m^2 de végétaux.

*Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau maralpin
** Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le programme 2020-2030 NPNRU du Pays de Grasse-Grasse Centre ancien



Il participe à la mutation de la vision stratégique du centre historique, avec le campus universitaire et l'amélioration du cadre de vie, comme fils rouges du projet. Les forces et les moyens se concentrent autour des projets structurants du PNRU (médiathèque, Martelly), la requalification des entrées de ville par des opérations d'aménagement ambitieuses (Martelly, Pontet-La Roque).

Ce programme prévoit également la restructuration durable de 4 îlots dégradés tout en apportant une diversification de l'habitat et d'usage et renforce la dynamique commerciale dans une approche globale du centre historique.

EN BREF

>> Dans le cadre de la résidence « Terre de Cirque » des temps de rencontres entre les artistes circassiens et les habitants ont été organisés sous forme de déambulation dans les rues, ateliers d'initiation sur la place publique. Ce projet contribue à renforcer le tissu social en proposant des activités culturelles accessibles à tous.

>> Cette année, pour la première fois, la CAPG, dans le cadre de son PAT, a ouvert des appels à projets aux Communes et aux partenaires pour leur permettre d'augmenter leur impact sur le territoire.

>> Aération des crèches au maximum au quotidien et installation d'un boitier qualité de l'air dans chaque pièce. Favoriser la vie en extérieure en mettant les enfants le plus possible dehors (jeux, repas, etc.)

>> 4 ateliers encadrés par un muraillier professionnel sur la préservation des murs en pierres sèches ont tous eu lieu sur le jardin partagé « Les Restos du Cœur » de Peymeinade.

>> Le 18 septembre 2024, la CAPG a organisé la 1ère édition « Climat ! Chaud devant » au Palais des Congrès à Grasse. L'objectif de cet évènement annuel est de réunir les acteurs économiques et citoyens du territoire afin d'échanger sur les enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et sur les bonnes pratiques existantes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Chiffres clés

Maison de la Mobilité
7 mois de travaux
et 446 646 euros TTC

Projet du Jardin de Pluie
1500m² désartificialisés
et végétalisés
(soit 50% de la surface du projet).
Coût de l'opération :
2 millions d'euros.

Programme NPNRU
Un investissement de 37 M€
porté par la Ville, la CAPG, les bailleurs sociaux et la SPL
avec 12M€ de subvention.

Projet Terre de cirque
Près de 200 personnes touchées
(enfants, jeunes, adultes).

Appels à projet PAT
20 projets récompensés en 2024 pour leur engagement
à soutenir une alimentation saine, durable et locale sur le territoire de la CAPG.

Ateliers restauration restanques
35 personnes sensibilisées
sur cette méthode de restauration ancestrale.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



OBJECTIF/**12**

Établir des modes de consommation et de production durables

Les vingt prochaines années annoncent l'entrée dans la classe moyenne de bon nombre de personnes à travers le monde, augmentant ainsi la pression déjà forte sur les ressources naturelles. Pour éviter de trop ponctionner la planète, il importe de modifier nos comportements de production ou de consommation. « Faire plus et mieux avec moins », pour reprendre la formule extraite de l'intitulé de l'ODD par l'ONU, est ainsi l'enjeu principal de cet ODD.



Focus 1

Développer la mobilité douce

• Installation de stations de VAE en libre-service Solexyclettes : Depuis l'été 2024, la CAPG propose un système de location courte durée de VAE en libre-service, de la marque Solex, qui s'appuie sur l'implantation de stations de recharge réparties sur 3 communes de son territoire. 6 stations Solexyclettes (40 VAE) sont d'ores et déjà implantées sur notre territoire : Gare SNCF de Grasse, Cours Honoré Cresp, Moulin de Brun, Plan de Grasse, Mouans-Sartoux Centre, Peymeinade Centenaire.

• La location de vélos à assistance électrique (VAE) La Bicyclette : désormais avec 100 VAE disponibles à la location, sous forme d'abonnement mensuel, ce service s'adapte bientôt aux besoins des usagers avec une nouvelle formule hebdomadaire.





AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Focus 2

Développer la mobilité durable

• Déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) : le service WiiiZ, représente plus de 350 bornes de recharge pour véhicules électriques réparties sur l'Ouest des Alpes-Maritimes, et l'Est Var dont 82 bornes sur le territoire de la CAPG. 10 nouvelles bornes ont encore été installées cette année. De plus, le Schéma Directeur d'Implantation de Recharge pour les Véhicules Electriques (SDIRVE), arrêté le 12 décembre 2024 prévoit un doublement du nombre de bornes de recharge, d'ici 2028.

• Application de covoiturage « BlablaCar Daily » : le Pays de Grasse poursuit son aide aux covoitureurs (150 000€ en 2025) grâce à l'intégration de Klaxit au sein de Blablacar. Cette initiative favorise non seulement une réduction des coûts, mais aussi une diminution de l'impact environnemental.

• Réseau de transports Sillages : après une 1ère année difficile dans la reprise du réseau par notre délégataire Moventis, l'année 2024 est marquée par une meilleure fiabilité du réseau urbain et scolaire.







Focus 3

Sensibilisation au compostage

• Compostage individuel et lombricompostage : Sensibilisation au compostage des déchets verts avec distribution à l'appui de composteurs. L'opération a pour objectif de limiter les apports de biodéchets dans les ordures ménagères. Dans le même ordre d'idée, des lombricomposteurs sont proposés à des foyers n'ayant pas de jardin. Cette opération est menée en partenariat avec l'association « Les Jardins du Loup ».

• Compostage collectif : Afin de permettre aux personnes d'un même quartier, Zone industrielle ou d'un même établissement de valoriser leurs déchets alimentaires, 3 sites de compostage collectif ont été mis en place. L'action a consisté à identifier et aménager un terrain adéquat, trouver et former des référents et familles volontaires, et assurer le suivi du projet.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Dotations massives de composteurs organisées sur des journées de distributions pour répondre à la loi AGEC. Les administrés doivent s'inscrire sur des journées identifiées par le service des ambassadeurs du tri afin de pouvoir récupérer leur composteur individuel en kit.



>> Un site de compostage collectif a été installé sur Peymeinade impliquant 10 familles. Deux sites de compostage collectif ont été installés sur la commune de Le Mas.



>> Sensibilisation de 1000 enfants aux déchets alimentaires et à la découverte du lombricompostage dans 10 écoles du secteur basse vallée de la Siagne.

>> Dans le cadre de son PAT, la CAPG a obtenu en 2024 une aide de l'ADEME pour ouvrir un poste de chargée de mission restauration collective durable et sensibilisation à l'alimentation durable afin d'accompagner toutes les cantines du territoire vers le 100% bio, local et durable et d'accompagner les habitants dans l'adoption d'un régime alimentaire durable.

>> Dans le cadre du mois de l'ESS, à Valderoure, le 23 novembre, visite de la ferme Maillard et échanges autour des principes et des modalités d'organisions des AMAP comme une réponse en proximité pour mieux manger et soutenir le développement de l'agriculture locale.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> Dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire en milieu scolaire, 5 journées d'animation ont été organisées pour les établissements scolaires inscrits dans cette démarche des communes de Peymeinade, le Tignet, Auribeau sur Siagne, La Roquette sur Siagne, Pégomas avec le mini bus « science tour » par l'association « les petits débrouillards », expériences scientifiques sur la thématique du gaspillage alimentaire, conservation des aliments, compostage.



>> Le service petite enfance vieille à adopter une gestion éco-responsable de son activité : éteindre les lumières, commander les repas au plus juste, limiter les matériaux à usage unique, contrôle des températures des pièces par la mise en place de thermomètres dans chaque pièce de la structure ou encore la mise en place de composteurs.

Chiffres clés

Réseau de transports Sillages
la fréquentation du réseau est en forte progression :
+ 226% par rapport à 2023 et + 54% par rapport à 2019
correspondant à la meilleure année.

Compostage collectif
• Distribution lombricomposteurs : 3 sessions.
• 28 personnes sensibilisées.

Dotations en composteurs individuels
2155 composteurs distribués *sur 24 sessions.*

Science tour
Environ 500 élèves sensibilisés *sur cette thématique.*

Visite de la ferme Maillard
Une trentaine de personnes *mobilisées.*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**13**

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Les activités humaines ont atteint une telle ampleur qu'elles affectent durablement le climat, dont l'évolution conditionne des phénomènes climatiques problématiques (montée du niveau des mers par exemple) contre lesquels il s'agit de lutter en amont et de se prémunir en aval. Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique et prévenir les impacts naturels engendrés par le réchauffement climatique sont ainsi les deux enjeux clés de cet ODD.



Focus 1

Approbation du Plan Climat Air Energie Territorial 2024-2029



Ce plan fixe les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pour le territoire du Pays de Grasse à horizon 2030, soit :
Réduire de 23% les consommations énergétiques du territoire.
Réduire de 41% les émission de gaz à effet de serre.
Produire 32% de la consommation d'énergie du territoire en énergies renouvelables.

Ce plan fixe également des objectifs en termes de réduction des émissions de polluants atmosphériques. La CAPG s'est vu remettre officiellement le label 2 étoiles « Territoire Engagé pour la Transition Ecologique » par l'ADEME lors du Salon des Maires 2024 à Paris.

La visite annuelle du conseiller qui accompagne la CAPG dans son label « Territoire Engagé pour la Transition Ecologique – Climat Air Energie » a permis de mettre à jour le score d'évaluation de la CAPG. En 2024, il atteint 46.3%, soit +5% par rapport à 2023.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



>> En 2024 17 véhicules de la collecte roulent au biocarburant. Le colza est l'ingrédient principal, la composition est 100% végétal et permet une réduction de 60% d'émissions de CO_2 et 80% de particules fines.

>> Poursuite du projet « Trajectoire 4 A – Adapter, Anticiper, Articuler, Ajuster » afin de concevoir des outils d'aide à la décision concernant la planification urbain. Ainsi, en 2024 un outil de modélisation prospective des mobilités a été conçu par un consortium permettant de visualiser les impacts territoriaux des décisions de planification en matière de déplacements à différents horizons de temps.

>> A la suite de l'étude de diagnostic conduite par le SMIAGE Maralpin, un second volet, coconstruit avec les EPCI, a permis d'estimer les infrastructures nécessaires pour permettre aux agriculteurs d'utiliser une eau non potabilisée pour leur irrigation. Il s'agit de stockage, de REUTE ou de nouveaux captages.



>> La dématérialisation des autorisations d'urbanisme se poursuit. Les statistiques de la DDTM montrent que la CAPG est le premier établissement intercommunal au nombre d'autorisations d'urbanisme déposées de façon dématérialisée dans les Alpes-Maritimes.

>> Accompagnement des communes à la définition des zones d'accélération pour chaque type d'énergies renouvelables conformément au volet 'planification' de la loi APER, assurant une cohérence de la planification énergétique avec les documents de référence en vigueur tel que le SCOT et le PCAET.

Chiffres clés

Urbanisme & dématérialisation

De 2023 à 2024, à Grasse, le pourcentage des dossiers dématérialisés est passé de 42% à 69%, soit 1965 dossiers sur 2849 dossiers traités par le service urbanisme.

Utilisation de l'eau dans l'agriculture

14 millions d'euros sont estimés nécessaires pour satisfaire ce besoin.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Les forêts sont un écosystème d'une valeur inestimable. La qualité de notre air (production d'oxygène par photosynthèse) comme de notre eau (alimentation des nappes phréatiques par les racines des arbres) en dépend. Préserver les écosystèmes terrestres, en luttant contre la déforestation, la désertification et la dégradation des terres est ainsi l'objectif principal de cet ODD.



Focus 1

Obtention du label Territoire Engagé pour la Nature (TEN)



En 2024 La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse été reconnue « Territoire engagé pour la nature ».
Cette reconnaissance nationale est portée en Région par l'Office Français de la Biodiversité, la Région Sud, la DREAL, la DRAAF et l'agence régionale de la biodiversité-environnement.

La CAPG devient ainsi l'un des rares Etablissement Public de Coopération Intercommunale en Région Sud à venir renforcer la dynamique impulsée par les 62 collectivités déjà reconnues en région Sud, dont la ville de Grasse.

Cette distinction a été obtenue, grâce à la dynamique enclenchée depuis de nombreuses années, illustrée par la priorité donnée à l'éducation au développement durable, la conduite du Contrat de Transition Ecologique axé sur la biodiversité, l'animation du Projet Alimentaire Territorial centré sur l'agroécologie

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

et l'agriculture bio, ainsi que l'engagement à réaliser une stratégie biodiversité à l'échelle de la CAPG en 2024/2025.

5 projets ont intégré le plan d'actions TEN 2024-2027 :
- Définition et mise en œuvre de la stratégie Biodiversité de la CAPG.
- Restructuration d'un jardin public en jardin de pluie.
- Création d'un parcours pédagogique sur la biodiversité pour les scolaires.
- Mise en place d'une agence du foncier agricole (PAT).
- Développement des actions pour la transition agroécologique, le développement des écosystèmes locaux et de la biodiversité (PAT).

Focus 2

Réalisation d'une exposition sur les zones humides de la CAPG



Forte du constat que le Pays de Grasse est riche en zones humides (de par leur nombre et leur diversité) mais que ces milieux naturels souvent méconnus tendent à disparaître de plus en plus rapidement malgré les nombreux services qu'elles rendent à l'homme, la CAPG souhaite sensibiliser le public à la préservation de ce patrimoine naturel.

Création d'une exposition itinérante (avec la mise à disposition gracieuse à nos communes et partenaires) qui vise à faire découvrir la diversité des zones humides du Pays de Grasse, leurs rôles dans le cycle de l'eau et comme réservoirs de biodiversité, les services rendus, les menaces qui pèsent sur ces milieux fragiles et comment la CAPG œuvre à leur préservation.

5 panneaux sur 5 thèmes : Les zones humides du Pays de Grasse / Zones humides et utiles / Zones humides, espaces de vie / Zones humides, en danger / Zones humides, atouts pour le territoire.

Focus 3

Favoriser la sensibilisation et la préservation de la nature grâce à des rencontres et des événements

Tout au long de l'année, une programmation variée et des événements réguliers sont proposés dans les musées de la CAPG pour sensibiliser tous les publics à l'importance de respecter la nature et de mieux comprendre ses mécanismes essentiels.
On citera parmi les 20 évènements organisés chaque année :
- Les rencontre botaniques sur la thématique « le jardin méditerranéen face aux changements climatiques ».
- En saison estivale, les nocturnes des JMIP et la Nuit des étoiles qui permet aux visiteurs de découvrir la vie des jardins le soir et la nuit en plus de la voute céleste. Les nocturnes du jeudi, avec spectacles d'art vivant et visite du jardinier durent tout l'été.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les rendez-vous aux jardins sont l'occasion de présenter les projets aux visiteurs et de proposer des artistes.

- La Symbolique des Plantes : un projet EAC inter établissement initié à l'occasion des Journées Européennes des Métiers d'Art 2024
- Des élèves en arts appliqués, métiers d'art, métallerie, céramique, CAP Petite Enfance et commerce ont exploré les thèmes des jardins particuliers et de la symbolique des plantes, ont créé divers supports créatifs installés dans les jardins du MIP.
- Les bébés aux jardins : L'équipe de médiation accueille très régulièrement de mars à novembre, des assistantes maternelles autour de la découverte de la variété et de la richesse de la nature en lien avec une saison.
- Chantier Jeunes : pendant la première semaine des vacances de printemps 2024, un groupe de 20 jeunes a été accueilli dans les Jardins du MIP. Ils ont mis toute leur énergie et leur enthousiasme pour nous aider à défricher et à réaménager un espace de notre jardin. En échange, une médiatrice culturelle des musées, leur a présenté le riche patrimoine naturel conservé aux JMIP.
- Jardin pédagogique : dans le cadre de projets d'éducation à l'environnement, un carré jardiné est, chaque année, aménagé avec des enfants et/ou des jeunes présentant des troubles cognitifs et mentaux. En 2024-2025, le projet accueille les jeunes adultes en situation d'handicap de la SAT La Cardeline. Ils sont formés par notre chef jardiniers, préparent une partie du jardin pédagogique avant de transmettre à leur tour aux plus jeunes des écoles primaires de Mouans-Sartoux.









EN BREF



>> La CAPG soutient le développement d'une agriculture biologique en proposant à ses agriculteurs locataires des baux à clauses environnementales et cofinance les événements proposés par Agribio 06 : « De ferme en Ferme » chaque dernier week-end d'avril, « l'Eté Bio c'est la Haut ! » tous les premiers dimanche de juillet à Collongues.

>> Afin d'aider à la compréhension et à la préservation de la biodiversité de notre territoire, 7 sorties nature ont de nouveau été organisées par notre association partenaire la LPO PACA.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

>> Dans le cadre du programme Réserve Internationale de Ciel Etoilé, et afin de lutter contre la pollution lumineuse, 2 Nocturnes du Pays de Grasse ont été organisée à Peymeinade et St Cézaire-sur-Siagne cette avec plusieurs temps forts : conférence, représentation théâtrale, planétarium, atelier enfants, exposition, observations du ciel et balades nocturnes.



>> La CAPG accompagne les ABC des communes de Peymeinade et du Tignet par la réalisation d'inventaires faune (oiseaux, libellules et papillons de jour) réalisés par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO). Ces inventaires viennent compléter la connaissance acquise par les communes sur leur patrimoine naturel faune et flore.

>> Organisée le 25 mai aux Jardins du MIP, La Fête de la Nature a mis en avant une thématique porteuse et d'actualité : « La Fête de la nature se jette à l'eau ». De nombreuses animations autour de l'eau, de sa préservation et de sa biodiversité ont été proposées, telles que 1 balade le long du canal de la Siagne, la diffusion d'un film sur le monde karstique, des stands sur la biodiversité aquatique, une construction d'oyas et des animations pour enfants.

>> Dans le cadre du renouvellement du label «Refuge LPO» du JMIP, réalisation d'inventaires sur la faune existante par le biais de la LPO. L'objectif est de mieux connaitre les espèces afin de mettre en place des mesures de gestion écologique adaptées au travers d'un plan de gestion et la réalisation d'aménagements favorables à la faune et à la flore (ex : spirale à insectes, mares...).

Chiffres clés

Médiation dans les musées
313 actions en 2024 *auprès des publics.*
14 activités proposées en moyenne *dans le programme*

Agriculture biologique
A ce jour ***23% des surfaces cultivées*** *de la CAPG sont* ***certifiées Bio.***

Fréquentation événements

- *2 Soirée Nocturnes - 350 participants,*
- *4 balades de nuit - 96 participants,*
- *Sorties Nature : 154 participants,*
- *Fête de la Nature : 776 participants,*
- *Inventaires : 564 observations pour 109 espèces faune différentes.*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/**16**



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Le seizième objectif concerne trois thèmes étroitement liés que sont les questions d'État de droit, de qualité des institutions, et de paix. Pour la France, les enjeux majeurs renvoient aux questions d'accès à la justice, d'insécurité et de criminalité, ainsi qu'à la confiance dans les institutions.



Focus 1

Les activités du Conseil de Développement

Organe consultatif composé de citoyens, d'acteurs économiques, sociaux et associatifs, il contribue à la réflexion et à l'élaboration des politiques publiques locales.

• La ruralité : Les communes rurales, font face à des défis communs, nécessitant une coopération renforcée avec l'intercommunalité et les institutions pour développer des solutions innovantes et durables, tout en préservant leur identité et leur qualité de vie. Afin de bien appréhender ces sujets, les membres du Conseil de Développement ont organisés leur séminaire du solstice d'été au Mas. L'ensemble des travaux de cette journée a fait l'objet d'un Essentiel.

• Les usages du numérique et les besoins du territoire : L'enquête menée par le Groupe de travail sur le développement numérique (juillet 2023 à avril 2024) auprès de 22 communes de la CAPG a permis d'identifier les usages et les besoins numériques du territoire. Ses objectifs incluent l'amélioration de l'interopérabilité des outils numériques, leur meilleure diffusion et une communication renforcée, tout en privilégiant le contact humain et en évitant de faire du numérique une finalité.

• La cybersécurité : Le Conseil de Développement (CdD) a été saisi sur la question de la cybersécurité pour les collectivités territoriales. Un groupe de travail a été formé pour élaborer des recommandations concrètes, qui feront l'objet d'une présentation aux élus et la publication d'un Essentiel en début d'année 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

OBJECTIF/17

Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser

L'atteinte des ODD ne pourra se faire en laissant les acteurs agir isolément chacun dans son domaine. Les ODD proposent un agenda intégré et universel. En ce sens, l'ODD n°17, centré sur le développement des partenariats constitue une véritable clef de voûte de l'édifice d'ensemble tant, ainsi que le souligne l'ONU, les « partenariats multipartites seront essentiels pour tirer parti des interconnexions entre les ODD.



EN BREF

>> Au 1er avril 2024, la CAPG et la Ville de Grasse ont mutualisé le service Parc automobile en vue d'optimiser les ressources sur ce secteur. Dans le cadre, un service commun a été constitué et 8 agents de la VDG ont été transférés vers la CAPG. En juin 2024, la CAPG a élargi ce même service commun à l'ensemble des communes membres qui le souhaitait. 16 communes ont adhéré à ce service commun du parc automobile.



>> Lancement du Réseau Intercommunal de Prévention des Violences IntraFamiliales caractérisé par un fort partenariat entre la CAPG, le Parquet de Grasse, le Tribunal judiciaire de Grasse, l'ADRET, le Département des Alpes-Maritimes.

>> Afin d'engager le changement du système alimentaire, le PAT du Pays de Grasse collabore à de nombreuses échelles : travail à l'échelle régionale avec les PATS de PACA et la Co'Alim, travail à l'échelle départementale au sein de l'interPAT, travail à l'échelle local avec les PAT de Saint-Vallier-de-Thiey et Mouans-Sartoux. De plus, dans le cadre de la labellisation de niveau 2 « PAT en action », la CAPG a signé des chartes de co-engagement avec ses partenaires pour la réalisation des objectifs.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

>> La CAPG a signé une convention de partenariat avec la société Voltalis pour le déploiement gratuit de thermostats connectés sur les chauffages électriques dans les bâtiments publics et privés sur le territoire. L'objectif fixé est d'équiper 1 500 foyers en 3 ans.





>> La Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance de coordination regroupant l'ensemble des acteurs de l'habitat et du logement, s'est engagée au travers de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), à :
- Faire évoluer les méthodes de travail et conforter la coordination entre les partenaires.
- Spécifier les mécanismes de gestion et d'attributions des logements en et hors QPV, en portant une attention particulière au logement des publics prioritaires.

Chiffres clés

Prévention des violences

• 150 partenaires mobilisés sur le territoire
• 1 Groupe de travail mené.
• 1 réunion/formation sur l'information préoccupante.
• 1 spectacle et des actions menées dans le cadre du mois de novembre.

Partenariats PAT

35 chartes de co-engagements *signées.*

Mutualisation

• 5 services communs (Direction Générale, instruction urbanisme, planification urbaine, services techniques et parc automobile).
• 13 conventions de mises à disposition de services.
• 4 mises à disposition de matériel.
• 1 convention de gestion.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Rapport Développement Durable du Pays de Grasse - Année 2024

Conception :
Service Communication du Pays de Grasse

Crédits photos :
©hoch3fotografie sur wwwunsplash.fr -
Février 2024

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_009-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU CADRE DE VIE DU PAYS DE GRASSE :

04 97 05 22 58

edd@paysdegrasse.fr

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57 Avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
04 97 05 22 00
www.paysdegrasse.fr

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

SUIVEZ-NOUS !



AR Prefecture
006-200039857-20250227_DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_010 : Convention d'entente pour la gestion du Canal du Béal entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin et désignation d'un représentant au sein de la conférence de l'entente

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_010
RAPPORTEUR : Florence SIMON	

GEMAPI

Convention d'entente pour la gestion du Canal du Béal entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) et le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin et désignation d'un représentant au sein de la conférence de l'entente

SYNTHESE

Lors de la dissolution du SISA, la CACPL a repris l'entière propriété du Canal du Béal et de ses ouvrages annexes. Une convention tripartite d'entente a été signée entre les deux EPCI et leur opérateur le SMIAGE MARALPIN pour la compétence « lutte contre les inondations » afin de s'accorder sur les modalités d'une gestion collégiale du canal du Béal. La convention étant arrivée à échéance, il convient de redéfinir une nouvelle convention.
Dans le cadre de cette entente, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse doit procéder à la désignation de son représentant au sein de la conférence de l'entente.

Madame la vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), plus particulièrement les articles L. 5221-1, L. 5221-2 et L. 5216-5 ;

Vu le Code électoral, notamment les articles L. 65, L. 66 et L. 268 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment l'article 192 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (Loi « engagement et proximité »), plus particulièrement l'article 35 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) ;

Vu les statuts en vigueur du Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) MARALPIN ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu la délibération en date du 28 juin 2019 le conseil communautaire a approuvé les termes de la convention d'entente intercommunale pour la gestion du canal du Béal avec la CACPL et le SMIAGE ;

Vu le contrat territorial 2022-2025 du 9 mai 2022 entre la CAPG et le SMIAGE MARALPIN ;

Considérant que lors de la dissolution du Syndicat Intercommunal de la Siagne et de ses Affluents (SISA), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) se sont réparties l'ensemble des ouvrages sur leurs territoires respectifs, et que dans ce cadre, la CACPL a repris l'entière propriété du Canal du Béal et de ses ouvrages annexes (barrage des Moines, martelières, etc.) ;

Considérant qu'à la suite de la dissolution du SISA, l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP) du territoire ont adhéré au Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (SMIAGE) MARALPIN, Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) interdépartemental, dont les compétences sont les suivantes :

- La défense contre les inondations au titre de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) ;
- La mise à disposition d'un service d'expertise et de conseil pour la prévision des risques hydrométéorologiques et l'assistance à la gestion de crise ;
- La mise à disposition des outils d'observation des milieux aquatiques et des ressources souterraines ;
- D'autres actions relatives à la GEMAPI ;

Considérant que ce syndicat interdépartemental fonctionne au travers de deux modalités, à savoir le transfert de compétence et la délégation de compétence ;

Considérant que la CAPG a choisi de transférer les missions relatives à la compétence GEMAPI au SMIAGE MARALPIN qui a l'autorité pour agir sur le Canal du Béal dans le cadre de cette compétence, au titre d'un contrat territorial sur la période 2022-2025 ;

Considérant que ce canal, géré depuis 1996 par le SISA et prenant sa source depuis la prise d'eau du barrage des Moines sur la Commune de Pégomas pour se terminer sur la Commune de Cannes, après avoir traversé la Commune de La Roquette-Sur-Siagne, est à cheval sur le territoire des deux Communautés d'agglomération susvisées ;

Considérant le fait que le SMIAGE MARALPIN est dorénavant l'opérateur de la CACPL et de la CAPG s'agissant de la lutte contre les inondations du Canal du Béal conformément à leurs contrats territoriaux respectifs ;

Considérant que les usages du Canal du Béal, ouvrage d'utilité publique, et les bénéfices partagés portent sur les territoires respectifs des deux EPCI FP précités, que ce soit pour la lutte contre les inondations ou l'irrigation des terres agricoles ;

Considérant que par délibération n°DL2019_105 du 28 juin 2019 susvisée, la CACPL, la CAPG et le SMIAGE MARALPIN ont décidé de conclure une convention d'entente, conformément aux articles L.5221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales permettant notamment de fixer les modalités de fonctionnement de l'entente et de garantir une bonne gestion dudit canal, qu'il convient de renouveler ;

Considérant que conformément aux dispositions du CGCT, la présente convention a, ainsi, pour objet de définir les modalités de gestion du Canal du Béal et de ses ouvrages annexes en fixant les rôles de chaque partie ainsi que les modalités de financement ;

Considérant que la répartition des dépenses liées aux travaux du canal se fait selon la clé de répartition suivante : 55 % pour la CACPL et 45 % pour la CAPG ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que les dépenses d'entretien du Canal du Béal suivent une répartition géographique, en tenant compte des modalités spécifiques des Déclarations d'Intérêt Général (DIG) d'entretien en vigueur sur chaque territoire ;

Considérant que la gouvernance de l'entente est assurée par une Conférence des membres de ladite entente, composée d'un représentant pour chacune des parties à la convention, élu par chaque organe délibérant en son sein ;

Considérant que la candidature de Madame Florence SIMON est proposée ;

Considérant que la nouvelle convention d'entente prend effet à sa date de signature et est conclue jusqu'au 31 décembre 2025, date d'échéance des contrats territoriaux conclus par chacune des Communautés d'agglomération avec le SMIAGE MARALPIN ;

Considérant que celle-ci est reconductible par délibérations des organes délibérants des parties, par périodes successives concordantes avec les contrats territoriaux précités, sans limitation du nombre de reconduction ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la convention d'entente pour la gestion du canal du Béal à intervenir entre la CACPL, la CAPG et le SMIAGE MARALPIN fixant les modalités de fonctionnement de l'entente et les modalités de gestion et de financement du canal du Béal et de ses ouvrages annexes ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention dont le projet est joint en annexe, ainsi que tous les actes et documents à intervenir en exécution de la présente ;

- **DE DESIGNER** le membre qui composera la conférence d'entente de coopération suivant :

  - **Florence SIMON**

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à la CACPL et le SMIAGE.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONVENTION D'ENTENTE POUR LA GESTION DU CANAL DU BEAL

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ET

LE SYNDICAT MIXTE POUR LES INONDATIONS, L'AMENAGEMENT ET LA GESTION DE L'EAU MARALPIN

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, domiciliée CS 50054, 06414 Cannes Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur David Lisnard,

Ci-après désignée « la C.A.C.P.L. »,

De première part,

ET :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, domiciliée 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, représentée par son président en exercice, Monsieur Jérôme Viaud,

Ci-après désignée « la C.A.P.G. »,

De deuxième part,

ET :

Le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau Maralpin, domicilié 147 route de Grenoble - CADAM, CS23182, 06204 Nice cedex 3, représenté par son président en exercice, Monsieur Charles Ange Ginésy,

Ci-après désigné « le S.M.I.A.G.E. »,

De troisième part,

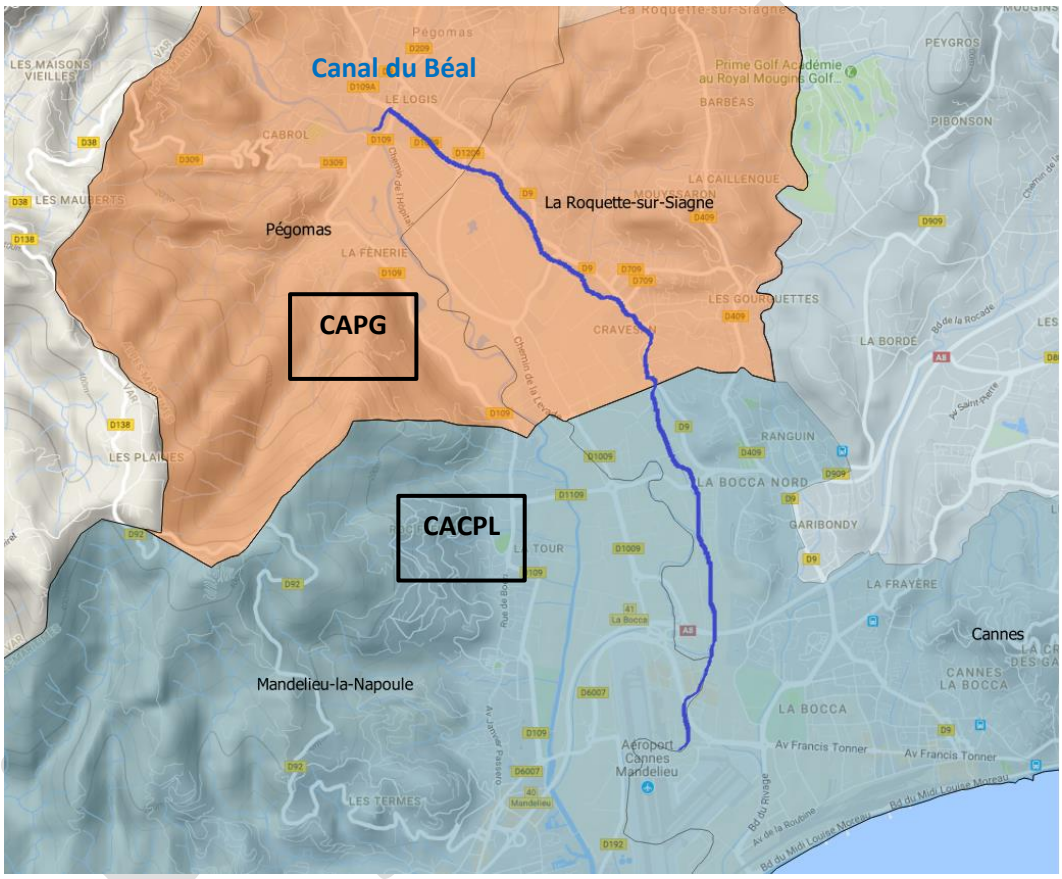
PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PREAMBULE :

Géré entre 1996 et 2017 par le Syndicat Intercommunal de la Siagne et de ses Affluents (S.I.S.A.), le Canal du Béal prend sa source grâce à la prise d'eau du barrage des Moines sur la Commune de Pégomas et se termine à Cannes après avoir traversé La Roquette-Sur-Siagne. A cheval sur les Communautés d'agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) et de Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), le Beal répond à deux objectifs :

- La lutte contre les inondations en drainant les eaux pluviales de la plaine ;
- L'irrigation des terres agricoles.



Cette division des usages a été renforcée à la suite de la dissolution du S.I.S.A.), anciennement propriétaire du Canal. Lors de la dissolution du S.I.S.A. au 31 décembre 2017, la C.A.P.G. et la C.A.C.P.L. se sont réparties l'ensemble des ouvrages sur leurs territoires respectifs. Dans ce cadre, la C.A.C.P.L. a repris l'entière propriété du Canal du Béal et de ses ouvrages annexes (barrage des Moines, martellières, etc.).

Parallèlement à la dissolution du S.I.S.A., il a été créé un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) interdépartemental, le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau (S.M.I.A.G.E.) Maralpin. Ce dernier est compétent pour les objets suivants :

- La défense contre les inondations au titre de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) » ;
- La mise à disposition d'un service d'expertise et de conseil pour la prévision des risques hydrométéorologiques et l'assistance à la gestion de crise ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- La mise à disposition des outils d'observation des milieux aquatiques et des ressources souterraines ;
- D'autres actions relatives à la GEMAPI.

Ce syndicat interdépartemental, dont l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre du territoire sont adhérents, fonctionne au travers de deux modalités :

- Le transfert de compétence ;
- La délégation de compétence.

La C.A.P.G. a transféré la compétence GEMAPI au S.M.I.A.G.E..

La C.A.C.P.L. a choisi de déléguer des missions relatives à la compétence GEMAPI au S.M.I.A.G.E. qui a l'autorité pour agir sur le Canal du Béal dans le cadre de cette compétence, au titre du contrat territorial valable du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Comme expliqué précédemment, le Canal du Béal, en plus de sa vocation dans la lutte contre les inondations, l'évacuation des eaux de pluies et de ruissellement, a une seconde fonction d'irrigation des terres agricoles.

Or, les usages du Canal du Béal et les bénéfices partagés portent sur les territoires respectifs de la C.A.C.P.L. et de la C.A.P.G., que ce soit pour la lutte contre les inondations ou l'irrigation des terres agricoles.

Il convient donc de s'accorder sur les modalités d'une gestion collégiale du Canal du Béal et ce au travers d'une convention tripartite d'entente, entre les deux EPCI et leur opérateur, le S.M.I.AG.E., pour la compétence « lutte contre les inondations ».

L'entente est définie par les articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) : *« Deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires ou présidents, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes respectifs. Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.* »

Conformément aux dispositions du C.G.C.T, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement de l'entente et de définir les modalités de gestion et de financement du Canal du Béal et de ses ouvrages annexes.

Ainsi, en 2019, une première convention d'entente a été établie pour la période 2019-2021. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention d'entente initiale, la reconduction se fait par délibérations concordantes des parties par périodes successives concordantes avec les contrats territoriaux passés avec le S.M.I.A.G.E..

A ce jour, il est nécessaire d'établir une nouvelle convention pour une période allant jusqu'en 2026.

VU le C.G.C.T., et notamment les articles L. 5221-1 et suivants relatifs aux conventions d'entente entre collectivités territoriales ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

VU la jurisprudence Commission c/ Allemagne de la Cour de Justice de l'Union Européenne, aff. n° C-480/06 en date du 9 juin 2009 ;

VU la jurisprudence « Commune de Veyrier-du-Lac » n° 353737 du Conseil d'Etat en date du 3 février 2012 ;

VU les statuts des deux EPCI à fiscalité propre concernés ;

VU les statuts du S.M.I.A.G.E. ;

VU la convention d'entente pour la gestion du Canal du Béal entre la C.A.C.P.L, la C.A.P.G et le S.M.I.A.G.E signée entre les parties en 2019 ;

CONSIDERANT que l'ouvrage d'utilité publique du Canal du Béal, propriété de la C.A.C.P.L., présente un intérêt ne se limitant pas seulement au territoire de la C.A.C.P.L. ;

CONSIDERANT que la reconduction de la convention d'entente au sens des articles L. 5221-1 et suivants du C.G.C.T. entre les deux EPCI à fiscalité propre et le S.M.I.A.G.E. apparaît comme la meilleure solution pour garantir une bonne gestion du Canal du Béal ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : PERIMETRE DE LA CONVENTION

L'objectif de la présente convention est de permettre à la C.A.C.P.L., à la C.A.P.G. et au S.M.I.A.G.E. d'intervenir de manière globale et cohérente pour la gestion du Canal du Béal. Le périmètre concerné par la présente convention est celui des Communautés d'agglomération traversées par le Béal : la C.A.P.G. et la C.A.C.P.L., le S.M.I.A.G.E. intervenant au titre de la compétence de lutte contre les inondations qui lui a été transférée ou déléguée par lesdites Communautés d'agglomération.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les champs d'action et de financement de chacune des parties prenantes pour la gestion des usages du Canal du Béal.

Le S.M.I.A.G.E. assurera la gestion du Canal du Béal au titre de la gestion des inondations et notamment les missions suivantes :

- L'entretien du Canal du Béal au titre de la compétence GEMAPI ;
- La mise à disposition d'un service d'expertise et de conseil pour la prévision des risques hydrométéorologiques et l'assistance à la gestion de crise ;
- Les autres actions relatives à la GEMAPI inscrites dans ses statuts, notamment la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ainsi que la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune de la Roquette-sur-Siagne.

La C.A.C.P.L. et la C.A.P.G. gèrent de manière coordonnée le Canal du Béal pour l'irrigation des cultures agricoles.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La bonne gestion des usages irrigation et lutte contre les inondations nécessite une coordination des parties mais également des communes qui sont amenées à manipuler les vannes martellières en cas de risque de crue. Les modalités de manipulation des martellières, de l'écluse et du marché paysan à Pégomas et de Pont d'Avril à Cannes sont encadrées par des conventions passées entre le S.M.I.A.G.E. et les communes concernées.

Il existe une prise d'eau à hauteur du quartier Saint Jean sur la Commune de La Roquette-sur-Siagne pour alimenter le Canal d'arrosage de colature qui devra rester opérationnelle et sous la responsabilité de ladite Commune. Une réflexion collective devra être menée afin d'encadrer l'usage de l'eau du Canal du Béal pour l'irrigation et la mise en place d'une nouvelle martellière sera étudiée afin de gérer les enjeux irrigation et inondation.

Cette convention de coopération est basée sur les principes énoncés aux articles L. 5221-1 et suivants du C.G.C.T..

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31/12/2026 (échéance des contrats territoriaux avec le S.M.I.A.G.E.) et prend effet à la date de signature de la présente convention. La présente convention est reconductible par délibérations concordantes des Parties par périodes successives concordantes avec les contrats territoriaux passés avec le S.M.I.A.G.E., sans limitation du nombre de reconductions.

ARTICLE 4 : ROLES RESPECTIFS DES PARTIES

La Collectivité référente désignée par les parties pour la lutte contre les inondations et l'entretien du Canal du Béal est le S.M.I.A.G.E..

La Collectivité référente désignée par les parties pour l'irrigation des cultures agricoles est la C.A.C.P.L.. Cependant, la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G. assurent de manière coordonnée la gestion des droits d'eau, le suivi des demandes d'irrigation. Les décisions devront être validées par les assemblées délibérantes de la C.A.P.G. et de la C.A.C.P.L..

L'ensemble des parties participent au financement de l'action de gestion du Canal du Béal en fonction des actions considérées :

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Travaux	Compétence concernée	Groupement pilote des travaux	Modalités d'actions	Modalités de financement
Entretien du Canal du Béal	GEMAPI	S.M.I.A.G.E.	2 DIG : - DIG C.A.P.G. - DIG C.A.C.P.L./ travaux d'office Marchés de travaux avec BC, répartition financière géographique. Intervention S.M.I.A.G.E. en régie possible.	C.A.P.G. : contribution au S.M.I.A.G.E. liée au contrat territorial C.A.C.P.L. : Contribution au S.M.I.A.G.E. liée au contrat territorial dont une partie pour entretien public et une partie correspondant à la refacturation aux riverains propriétaires (travaux d'office entretien végétation)
Etudes et travaux de confortement, renforcement du Beal, martellières (travaux, entretien)	Lutte contre les inondations	S.M.I.A.G.E.	Répartition financière entre la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G. selon la clé définie ci-après	C.A.P.G. : contribution au S.M.I.A.G.E. liée au contrat territorial C.A.C.P.L. : contribution au S.M.I.A.G.E. liée au contrat territorial
Etudes ou travaux portant sur le canal (hors branchement) pour l'irrigation	Irrigation	C.A.C.P.L.	Répartition financière entre la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G. selon la clé définie ci-après	Refacturation aux frais réels de la part revenant à la C.A.P.G. par la C.A.C.P.L. en application de la clé définie ci-après
Création ou modification des branchements pour l'irrigation	Irrigation	C.A.C.P.L.	Réponse à une demande des agriculteurs Marchés de travaux avec BC géographique	Facturation à l'irrigué

La clé de répartition à appliquer pour la présente convention est basée sur le prorata du linéaire du Canal du Béal traversant chaque EPCI et est définie comme suit : 55 % pour la C.A.C.P.L. et 45 % pour la C.A.P.G..

Tous les EPCI participent à la Conférence de l'entente et apportent leur concours à la réussite du projet.

Concernant les études et les travaux (structurels et d'entretien) portant sur le système d'endiguement le long du Canal du Béal, situé sur la Commune de La Roquette-sur-Siagne, ces missions seront discutées au sein de la Conférence de l'entente et feront l'objet, le cas échéant, d'un avenant à la présente convention afin de fixer les modalités d'action et de financement.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES - REMBOURSEMENT DES FRAIS INDUITS

Les modalités de financement sont prévues conformément au tableau de l'article 4 ci-dessus.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

S'agissant des missions relatives à la lutte contre les inondations gérées par le S.M.I.A.G.E., les conditions financières relatives à ces missions sont, conformément à l'article 4 ci-dessus :

- pour la C.A.P.G., indiquées dans le contrat territorial portant transfert de la compétence GEMAPI, en vigueur depuis le 1er janvier 2022 ;
- pour la C.A.C.P.L. indiquées dans le contrat territorial portant délégation de certaines missions au titre des compétences en matière de grand cycle de l'eau, en vigueur depuis le 1er janvier 2022.

S'agissant des missions relatives à l'irrigation des terres agricoles gérées par la C.A.C.P.L. :

Le remboursement des dépenses de fonctionnement engagées s'effectue au vu d'un état récapitulatif annuel, établi sur la base d'un état prévisionnel préalablement validé par la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G..

Les charges spécifiques liées à l'irrigation des terres agricoles seront réparties aux frais réels entre la C.A.P.G. et la C.A.C.P.L. selon la clé précisée à l'article 4 susvisé.

Les opérations à engager feront l'objet d'une programmation préalablement approuvée par la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G..

Le S.M.I.A.G.E. et la C.A.C.P.L. ne facturent aucune rémunération pour les prestations réalisées, ils ne sont en droit de demander que le remboursement des frais engagés.

ARTICLE 6 : CONTREPARTIES NON FINANCIERES ET GARANTIES DES COMMUNES RIVERAINES

Les parties conviennent que les usages actuels liés à l'irrigation sont maintenus dans les conditions actuelles, et toute modification devra faire l'objet d'un accord entre la C.A.C.P.L. et la C.A.P.G..

En cas de sécheresse et/ou de baisse conséquente du niveau d'eau dans le Canal du Béal, les parties s'engagent à réguler le prélèvement de l'eau à des fins agricoles. Les modalités de manipulation des martellières seront actées par convention entre le S.M.I.A.G.E. et les communes.

Toutes les décisions sur les droits d'eau (nouveaux droits, modification, limitation) doivent être prises de manière coordonnée entre la C.A.C.P.L, la C.A.P.G et le S.M.I.A.G.E.. Il en est de même de toute modification apportée sur le Canal du Béal, en particulier sur son dimensionnement, la modification de ses berges, ou de ses usages.

Les parties s'engagent à maintenir *a minima* la capacité hydraulique actuelle du Canal du Béal.

Les parties s'engagent à ne pas implanter de nouveaux panneaux publicitaires ou utiliser les berges à des fins commerciales.

Chaque nouveau projet de raccordement pluvial devra faire l'objet d'une étude d'incidence hydraulique préalable et obtenir l'accord des parties signataires de la présente convention.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 7 : GESTION FONCIERE PATRIMONIALE ET PAYSAGERE DES OUVRAGES

Les parties s'engagent à préserver et valoriser de façon coordonnée le patrimoine du Canal du Béal.

Ainsi, l'ouvrage pourra faire l'objet d'actions complémentaires portant sur sa préservation et sa valorisation patrimoniale.

Les emprises foncières de l'ouvrage devront faire l'objet d'une régularisation au fur et à mesure des besoins selon les problèmes identifiés, pour garantir le respect de la propriété sur toute la largeur concernée et l'accès pour la surveillance et l'entretien.

Les berges du Canal du Béal pourront également faire l'objet d'un projet de cheminement en mode doux, cohérent entre l'amont et l'aval et favorisant le développement des mobilités douces dans la basse vallée de la Siagne.

Ces projets se feront en coordination et avec l'accord de la C.A.C.P.L., de la C.A.P.G. et du S.M.I.A.G.E., en associant les communes riveraines, conformément aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes concernées.

ARTICLE 8 : GOUVERNANCE

La Conférence de l'entente est l'organe de gouvernance de la présente convention.

Elle est organisée sous la forme d'une réunion, physique ou distancielle par l'utilisation de moyens de communications électroniques, entre les représentants des parties à ladite convention.

La Conférence d'entente exerce les missions suivantes :

- S'assure de la bonne application de la présente convention ;
- Contrôle la mise en œuvre opérationnelle des missions objets de la présente convention ;
- Donne un avis préalable sur toute évolution du contenu de la présente convention ;
- S'assure du respect des contreparties non financières ;
- Suit les modalités de financement des missions de la convention.

8.1 - Composition de la Conférence de l'entente

La Conférence est composée d'un représentant pour chacune des parties, désigné par chaque organe délibérant en son sein, dans un délai maximum de 3 mois suivant la création de l'entente.

La durée du mandat de ces représentants est liée à leur mandat de l'organe délibérant. Ce dernier peut néanmoins rapporter ce mandat de représentation et procéder à leur remplacement.

Aucune indemnité de fonction n'est versée par l'entente dans le cadre de ce mandat de représentation. Ces indemnités sont, le cas échéant, attribuées dans le cadre communautaire ou syndical et dans les conditions prévues par le C.G.C.T. régissant leur attribution.

Chaque organe délibérant pourvoit à la vacance de ses représentants dans un délai de 3 mois à compter de la vacance.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les élus désignés pourront être accompagnés de techniciens de leur structure. La Conférence peut faire appel à toute personne disposant d'une compétence, d'une expérience et/ou d'une expertise particulière en lien avec l'objet de l'entente.

8.2 - Fonctionnement de la Conférence de l'entente

Lors de la première séance d'installation, la Conférence élit son Président et un Vice-président parmi ses membres. La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres de la Conférence.

Pour la première séance d'installation et à la suite de chaque renouvellement général des conseils communautaires ou du conseil syndical, la Conférence est convoquée par le Président de la C.A.C.P.L..

La Conférence tient ses séances au siège de la C.A.C.P.L..

La Conférence se réunit au moins une fois par an. Elle est convoquée par son Président, à son initiative, ou sur la demande d'au moins la moitié de ses membres. Elle est également convoquée sur demande de l'organe délibérant de l'un des membres de l'entente.

Aucune condition de quorum n'est exigée pour la tenue des réunions de la Conférence.

Le secrétariat de la Conférence est assuré par la C.A.C.P.L..

Les membres sont convoqués à la réunion de la Conférence par courriel, dans un délai de quinze jours calendaires avant la date de la réunion. En cas d'urgence, le Président peut réduire le délai de convocation.

La convocation identifie les points à l'ordre du jour et est accompagnée des documents et pièces éventuels et nécessaires à la bonne compréhension des membres des questions et sujets débattus.

La Conférence ne dispose pas d'un pouvoir décisionnel. Elle est une instance de discussion et de proposition. Elle adopte toute proposition de décision par délibération, à l'issue d'un vote de ses membres.

Les délibérations de la Conférence sont adoptées à la majorité absolue des votants. Elles sont adressées aux membres de l'entente dans les 15 jours à compter de leur adoption.

8.3 - Ratification des propositions de décisions adoptées par la Conférence de l'entente

Les propositions de décisions adoptées par la Conférence sont notifiées par le secrétariat de celle-ci aux membres de l'entente. L'exécutif de chaque membre soumet ces propositions au vote de son organe délibérant lors de la séance la plus proche et transmet ensuite une copie de la délibération adoptée au secrétariat de la Conférence.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les décisions proposées par la Conférence ne sont exécutoires que si elles sont ratifiées à l'unanimité des organes délibérants des membres de l'entente par des délibérations concordantes et sous réserve que ces délibérations aient fait l'objet des formalités de publicité et de transmission au représentant de l'Etat aux fins de contrôle de légalité.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

En tant qu'employeur, la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et le S.M.I.A.G.E. s'assureront pour les missions réalisées par leurs agents dans le cadre des missions confiées.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente convention ne peut être résiliée qu'après accord des 3 parties signataires pour un motif d'intérêt général et vote des organes délibérants, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins 6 mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, les EPCI s'engagent à établir un bilan financier pour les prestations confiées et rembourser les frais engagés par les parties selon les modalités de financement actées.

ARTICLE 11 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de Justice Administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 12 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant, dûment approuvé et signé par les parties.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REVISION DE LA CONVENTION

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_010-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La structure, les missions dévolues ainsi que les modalités d'organisation et financières au titre de l'entente pourront, en tant que de besoin, être modifiées d'un commun accord et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties à la convention.

Le cas échéant, les modifications feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera transmise à l'ensemble des organes délibérants des parties à la convention.

Fait à Cannes, en trois exemplaires originaux, le .....

Pour la Communauté d'Agglomération
Cannes Pays de Lérins,
Le Président

David Lisnard

Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président

Jérôme Viaud

Pour le Syndicat Mixte Inondations,
Aménagement et Gestion de l'Eau
Maralpin,
Le Président

Charles Ange Ginésy

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_011 : Débat d'orientations budgétaires 2025

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL. Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_011
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FINANCES	
Débat d'orientations budgétaires 2025	

SYNTHESE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une obligation légale pour les départements, les communes de 3 500 habitants et plus et les groupements comportant une commune de 3 500 habitants et plus. Ce débat s'applique au budget principal et aux budgets annexes. Il a pour vocation d'éclairer le vote des élus sur le budget de la collectivité. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élus, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget. Ainsi, toute délibération relative à l'adoption du budget qui n'aura pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire distinct sera entachée d'illégalité et pourra être annulée par le juge. Le DOB doit intervenir dans un délai de 10 semaines au maximum avant le vote du budget pour la maquette M57 et de deux mois au maximum pour les autres maquettes budgétaires.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 20215 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 107 ;

Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

Vu l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 publiée au journal officiel du 23 janvier 2018 ;

Considérant que le rapport d'orientations budgétaires a été présenté en commission des Finances du 13 février 2025 et joint aux convocations du conseil ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir débattu, le conseil communautaire **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Rapport sur les orientations budgétaires 2025

Vu pour être annexé à la délibération n° DL2025_011

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Table des matières

INTRODUCTION 2
PARTIE 1. Le cadre juridique du débat d'orientation budgétaire ... 3
A/ Organisation et publicité du débat 3
B/ Contenu du débat 3
PARTIE 2. Le Contexte du budget 2025 5
A/ Un contexte économique et financier national et international 6
B/ Le projet de Loi de finances 2025 11
PARTIE 3. Les trajectoires budgétaires 15
A / La rétrospective financière 16
B / Les orientations budgétaires pour 2025 21
1 – Les recettes de fonctionnement 23
2 – Les dépenses de fonctionnement 35
3 - La démarche de Contrôle de Gestion 53
4 - Les investissements – perspectives 2025 55
5 - Budgets annexes – perspectives 2025 59
C/ La gestion de la dette 62

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

INTRODUCTION

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) s'impose aux collectivités comme aux EPCI dans un délai maximum de dix semaines précédant l'examen du budget primitif.

Conformément aux dispositions issues de l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », le DOB s'effectue désormais sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions. Le rapport doit comporter également la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement.

Dans les collectivités de plus de 10 000 habitants, le ROB doit en outre comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, nouvelles bonifications indiciaires, heures supplémentaires et avantages en nature) et des effectifs. Depuis la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018, il convient également de présenter les objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, et l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Le ROB doit être transmis au préfet du département et aux communes membres de l'EPCI. Il doit également faire l'objet d'une publication.

Enfin, le Conseil communautaire doit prendre acte du débat par une délibération spécifique.

Le présent rapport contient donc les éléments nécessaires à la présentation des orientations budgétaires pour 2025 de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse. Ces éléments sont destinés à préparer le Conseil communautaire prévu le 27 février 2025, avant le vote du budget fixé au 3 avril 2025.

Au printemps prochain, le Conseil communautaire sera appelé à voter les budgets primitifs 2025 (budget principal et budgets annexes). Ces budgets devront refléter les orientations politiques décidées par les élus.

Le présent rapport a donc pour objet de fournir les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil communautaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PARTIE 1. Le cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

A/ Organisation et publicité du débat

Conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est tenue d'organiser un débat d'orientation budgétaire dans un délai de dix semaines avant l'examen du budget primitif.

La convocation adressée aux conseillers communautaires pour la séance du 27 février 2025, au cours de laquelle se tiendra le débat d'orientation budgétaire 2025, a été accompagnée du présent rapport sur les orientations budgétaires pour 2025.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil communautaire dont il est pris acte par une délibération spécifique. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication.

Conformément à l'article D.2312-3, issu du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 - article 1, le rapport sera également transmis par la CAPG aux maires des 23 communes membres dans un délai de quinze jours suivant son examen par l'assemblée délibérante. Il sera mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération intercommunale dans les quinze jours suivant la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public sera informé de cette mise à disposition par tout moyen approprié.

B/ Contenu du débat

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est un EPCI de plus de 10 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants. Par conséquent, le présent rapport doit obligatoirement inclure les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il doit préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail

Conformément à l'article D2312-3 du Code général des collectivités territoriales, ce rapport comporte, plus spécifiquement, les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées par la CAPG, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions, ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières avec les communes membres ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée, ainsi que les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que la collectivité vise à atteindre à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Les orientations précédentes permettront d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice concerné ;

- Des informations relatives, pour l'exercice en cours ou, le cas échéant, pour le dernier exercice connu, à la structure des effectifs ;

- Des informations relatives, pour l'exercice en cours ou, le cas échéant, pour le dernier exercice connu, aux dépenses de personnel, comprenant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

- Des informations relatives, pour l'exercice en cours ou, le cas échéant, pour le dernier exercice connu, à la durée effective du travail dans la collectivité ;

- L'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

De plus, la loi de programmation des finances publiques (LPFP) n° 2018-32 du 22 janvier 2018 précise de nouvelles règles concernant le débat d'orientations budgétaires, notamment l'obligation de présenter des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel, calculé comme la différence entre les emprunts et les remboursements de la dette.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PARTIE 2. Le Contexte du budget 2025

Le PLF 2025 : un manque de visibilité sans précédent pour les finances locales et une ponction prévue sur les recettes.

La censure du gouvernement, entraînant l'abandon du Projet de Loi de Finances, a engendré un manque de visibilité sans précédent pour les finances publiques locales, rendant complexes les prévisions budgétaires à seulement 1 mois ½ du vote du budget primitif.

Il s'agit d'une situation d'autant plus difficile que 2025 constitue la dernière année pleine du mandat avec des projets déjà lancés.

Déposé au Parlement au-delà du délai fixé par la Constitution et rejeté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances pour 2025 s'inscrit également dans un contexte inédit sur le front des finances publiques.

Tout au long de la préparation budgétaire, il a été difficile de savoir ce qui figurerai dans la Loi de Finances 2025 au cours du premier semestre 2025 au regard du contexte politique. Cette situation a plongé l'ensemble des collectivités dans une incertitude totale.

Cette instabilité a fragilisé la trajectoire budgétaire nationale exacerbée par un déficit public qui devrait atteindre 6,1 % du PIB, bien au-delà des 4,4 % initialement projetés.

La révision des objectifs budgétaires de l'Etat au titre du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, reportant l'atteinte d'un déficit inférieur à 3 % du PIB à 2029 au lieu de 2027, témoigne des difficultés structurelles auxquelles la France est confrontée.

Le Gouvernement a ainsi annoncé, avant la présentation du projet de loi de finances pour 2025, que cette situation appelait une contribution importante des collectivités locales.

Le PLF a finalement été adopté par le Parlement le 6 février 2025. La préparation budgétaire ayant débuté bien avant cette adoption, nous avons dû anticiper certaines hypothèses.

Ce contexte nous a conduit à considérer comme tangibles les derniers amendements proposés par le Sénat dont notamment la proposition (article 64) sur la ponction au titre du fonds de réserve.

Cet amendement se traduit par un élargissement de la base des collectivités contributrices et la prise en compte de critères financiers pour la répartition de la ponction.

A l'échelle nationale, une ponction revue à 1 Md€ contre 2.69 Md€ dans le PLF (version « Barnier »).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Soit pour la CA du Pays de Grasse, une ponction estimée de 0,5 M€ (contre 2 M€ dans le PLF version « Barnier »).

La hausse de la cotisation CNARCL à 3 points est également retenue (impact de 340 000€) dans nos hypothèses pour le projet de budget 2025.

A/ Un contexte économique et financier national et international

- Une situation économique inquiétante

- Une croissance atone qui se confirme : limitée à +1.1 % (hypothèse du gouvernement) ou 1.2 % en 2025 selon la Banque de France ;

- Des craintes quant à l'évolution du chômage avec des fermetures d'usines ou de sites annoncées et des industries de l'automobile et de la chimie fragilisées ;

- Une Europe économique fragilisée avec l'Allemagne, partenaire majeur de la France, qui voit sa situation économique se détériorer avec une stagnation voire une récession attendue en 2024 liée à la faiblesse des investissements des entreprises et à la chute de la production industrielle.

- Une croissance atone qui se confirme

La Banque de France voit l'économie française résister et prévoit une croissance à 1,1 % en 2024.

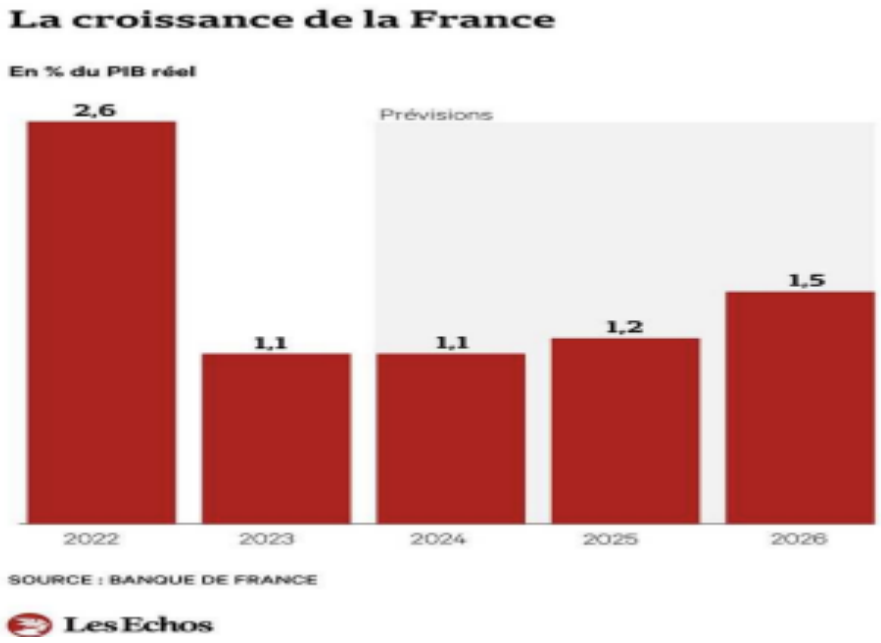
Elle table sur un taux de chômage à 7,5 % en fin d'année 2024.

La fin de l'année serait médiocre avec une croissance nulle au quatrième trimestre, après avoir bondi de 0,4 % entre juillet et septembre grâce aux retombées des Jeux Olympiques de Paris 2024.

Sa prévision de croissance pour 2025, à 1,2 %, est un peu supérieure à celle avancée par Bercy (+1,1 %). 2025 démarrerait avec un acquis de croissance faible, proche de 0,2 %, mais l'activité économique accélérerait à un rythme trimestriel de 0,3 % à 0,4 % l'an prochain, contre 0,2 % en moyenne cette année.

En 2025, la consommation privée redeviendrait le moteur de la croissance, avec un rythme de progression de 1,3 %. En 2026, le PIB progresserait de 1,5 %.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



- <u>Un taux de chômage qui risque de se dégrader en 2025</u>

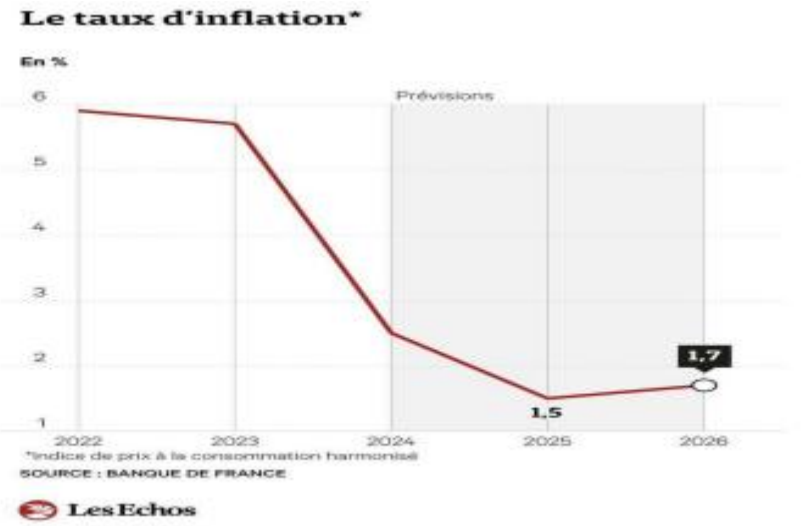
La quasi-stabilité du taux de chômage au troisième trimestre 2024 reflète un marché du travail qui ralentit. Le taux de chômage en France s'élève, au troisième trimestre, à 7,4 %, selon l'Insee. Celle-ci prévoit que le taux de chômage augmentera encore au quatrième trimestre, atteignant 7,5 % de la population active. Cette année, les créations d'emplois restent dynamiques, avec 113 000 créations contre 89 000 prévues initialement. Ainsi, le taux de chômage en France serait de 7,5 % à la fin de l'année et pourrait atteindre 7,6 % à la fin de 2025 (voire près de 8 % selon l'OFCE). La quasi-stagnation du taux de chômage ne traduit toutefois pas encore un retournement du marché du travail, contrairement à ce que pourraient laisser présager les annonces de plusieurs plans sociaux dans de grands groupes. Si les plans sociaux se multiplient, d'autres secteurs continuent, quant à eux, de recruter.

Mais l'activité tourne au ralenti, sans pour autant caler. La situation varie selon les secteurs, mais elle fait craindre une envolée des restructurations. Plusieurs grands groupes ont commencé à réduire leurs effectifs – Michelin, Airbus pour sa branche défense… –, sans oublier les dizaines de PME et de TPE concernées. Au total, on dénombrerait 180 plans de suppression d'emplois à fin septembre, menaçant ou supprimant 47 000 postes.

Cependant, avec les nombreux plans sociaux massifs récemment annoncés et les fermetures de sites industriels, le taux de chômage risque fort de se dégrader en 2025. Des inquiétudes persistent quant à l'évolution du chômage, notamment en raison des fermetures d'usines ou de sites annoncées, ainsi que de la fragilisation des industries automobile et chimique.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Des prévisions d'inflation à 1,5 % en 2025

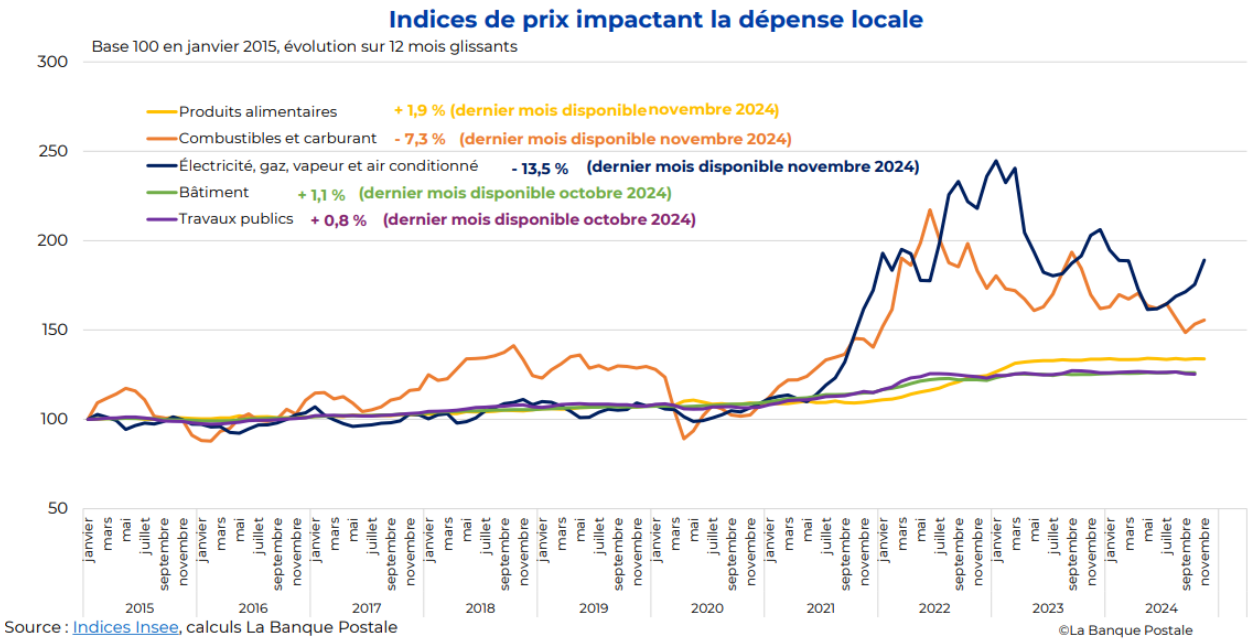


L'inflation, mesurée par l'indice IPCH, devrait tomber à 1,5 % l'an prochain, notamment en raison de la baisse des prix de l'électricité.

Une nette décélération de l'inflation est observée au second semestre 2024. En France, l'inflation (IPC) est tombée à 1,2 % en septembre et octobre sur un an, selon l'Insee. Ce ralentissement s'explique par le fléchissement de la hausse des prix des services (+2,5 % sur un an) et par la baisse des prix de l'énergie (-3,3 %) ainsi que des produits manufacturés (-0,3 %).

L'indice des prix à la consommation se maintient pour le troisième mois consécutif en dessous de l'objectif d'inflation de la Banque centrale européenne, fixé à 2 %. Fin septembre, l'Insee prévoyait que l'indice des prix à la consommation atteindrait 1,6 % sur un an en décembre 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



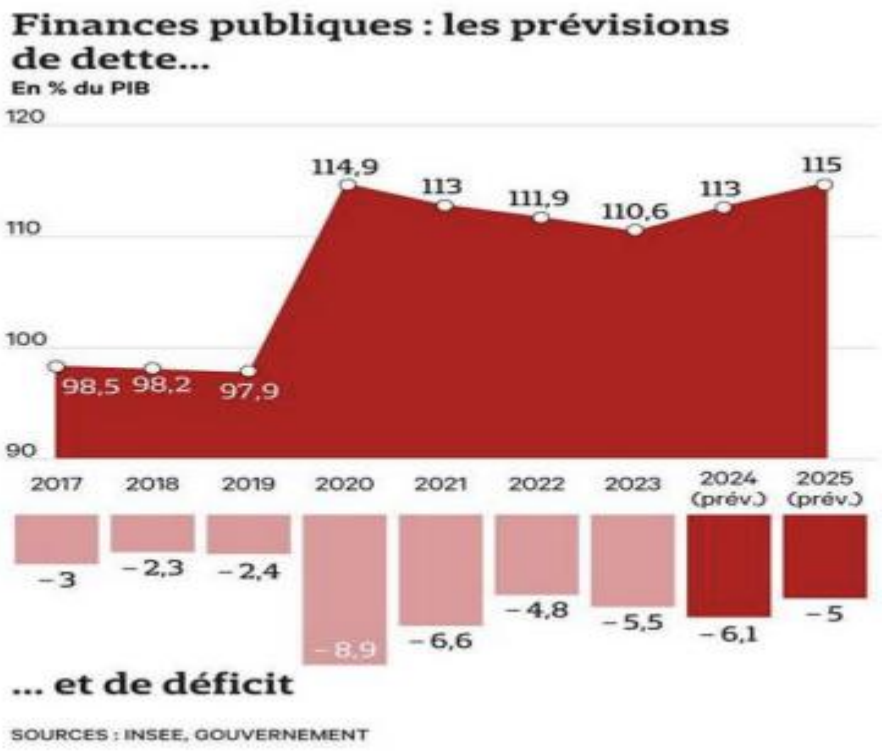
- <u>Une dette publique, non maîtrisée, à un niveau historique</u>

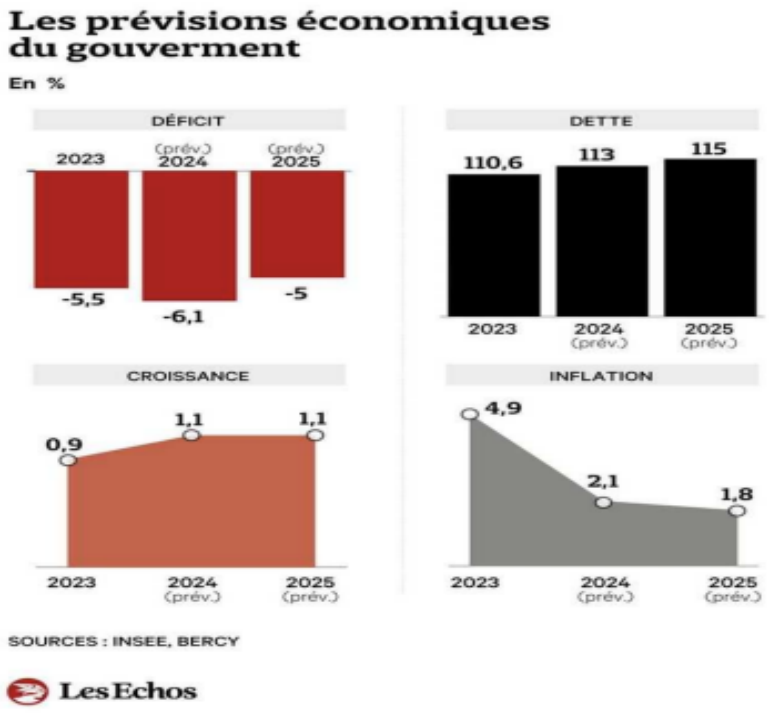
- L'objectif de déficit public pour 2025 est fixé à **-5 %** du PIB, après une réévaluation début novembre portant le dérapage prévisionnel à **-6,1 %** en 2024 et **-5,5 %** en 2023 ;

- La dette publique, qui a dépassé les 3 228 Md€, a atteint 112 % du PIB mi-2024, après le niveau déjà record de 110.6 % fin 2023 ;

- Cette détérioration des finances publiques a conduit l'Europe à déclencher une **procédure pour déficit excessif** en juillet dernier.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025





- <u>Des taux d'intérêts encore élevés fin 2024 des marges bancaires en hausse</u>

Malgré trois baisses de taux de la BCE entre juin et octobre, les taux d'intérêt restent élevés et ne devraient reculer que modérément en 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

B/ Le projet de Loi de finances 2025

Inédit. C'est le qualificatif à retenir de la discussion budgétaire qui a débuté, le 10 octobre, avec la présentation du projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025) en Conseil des ministres par le gouvernement Barnier et qui s'est achevée, le 6 février 2025, par l'adoption du texte par le Parlement.

Entre-temps, ce gouvernement a été renversé et remplacé par l'équipe Bayrou.

Une loi spéciale autorisant l'État à percevoir les ressources nécessaires au financement des services publics, suivie de son décret d'application, a été votée et promulguée, le 20 décembre 2024, afin de pouvoir faire tourner la machine étatique dans l'attente de l'adoption du PLF 2025.

C'est aujourd'hui chose faite après que le Premier ministre a fait usage de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le texte issu de la commission mixte paritaire, et après avoir échappé à la motion de censure déposée par le groupe de La France Insoumise, le texte a été adopté définitivement par le Parlement et doit encore franchir l'étape du Conseil Constitutionnel en attendant sa promulgation.

Pendant plusieurs semaines, le PLF 2025 a présenté un caractère très incertain en raison du contexte politique à l'Assemblée nationale et de la fragilité du gouvernement.

Il a donc été difficile d'anticiper les mesures qui seraient finalement retenues.

Le projet de loi de finances pour 2025 est qualifié d'« historique » en raison des **5 milliards d'euros** d'efforts demandés aux collectivités pour aider l'État à ramener son déficit à **5 % du PIB** en 2025. Ces efforts incluent notamment la création d'un **fonds de réserve**, une quasi-stagnation des dotations et l'introduction de nouvelles mesures.

Si ces mesures avait été adoptées, elles refléteraient les conséquences des erreurs de gestion de l'État, avec un impact majeur sur les collectivités. La suppression de la taxe d'habitation et de **50 % de la CVAE** a largement contribué à la dégradation des finances publiques, l'État n'ayant pas les moyens de compenser ces allègements fiscaux.

La version initiale du projet de loi de finances (PLF) visait à récupérer **1,8 point de PIB**, soit environ **60 milliards d'euros (Md€)**, grâce à plusieurs mesures combinées :

- **Des hausses de fiscalité**, totalisant **19 Md€** : en plus de la taxation des hauts revenus et des bénéfices des grandes entreprises, elles incluent un **report à 2029** de l'extinction de la cotisation sur la valeur ajoutée (initialement prévue en 2027), générant **1 Md€** de recettes supplémentaires ;

- **41 Md€ de réductions de dépenses**, dont **5 Md€** attendus du secteur local.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Parmi ces **5 Md€**, **3 Md€** devaient être issus d'un nouveau dispositif, dont la double appellation – « mécanisme de précaution » et « fonds de réserve » – illustre la contradiction des objectifs qui le sous-tendent.

- Deux autres mesures d'économies venaient compléter ce dispositif :

- **Gel des quotes-parts de TVA** reversées aux collectivités en 2025, en ajustant l'assiette de référence sur le produit collecté par l'État l'année précédente. Cette mesure devrait générer **1,2 Md€** de recettes supplémentaires et mettre fin au **complexe système des acomptes et régularisations** appliqué aux EPCI et aux départements, dont la réforme était prévue par la loi de finances pour 2024 d'ici deux ans ;

- **Réduction du FCTVA** (**0,8 Md€**), avec la suppression du fonds perçu en section de fonctionnement (affectant notamment l'entretien de la voirie et des bâtiments publics) et une **baisse de 10 % du taux de reversement** en section d'investissement, passant de **16,404 % à 14,850 %**.

Au-delà des 5 Md€ annoncés, l'effort reposait également sur la réduction du fonds vert, déjà abaissé de **2,5 Md€ à 1,6 Md€** lors des annulations de crédits en cours d'année. Le PLF 2025 prévoit de **limiter son enveloppe à 1 Md€** en 2025.

S'ajoutait également l'augmentation des taux de cotisation prévue par le projet de loi de financement de la sécurité sociale, destinée à rééquilibrer les comptes de la **CNRACL** (+12 points sur trois ans). Cette mesure représenterait un coût de **1,3 Md€ pour les collectivités dès 2025** (+4 points) et atteindrait **5 Md€ par an** à terme.

Après avoir été interrompus début décembre par la censure du gouvernement Barnier, les débats sur le budget des collectivités ont repris **mi-janvier**, aboutissant à l'abandon définitif de la ponction de **5 milliards d'euros**.

En reprenant le texte amendé par le Sénat, François Bayrou s'est engagé, lors de son discours de politique générale du **14 janvier**, à ce que la contribution demandée aux collectivités soit **ramenée à 2,2 milliards d'euros en 2025**.

- En première lecture, le Sénat a adopté plusieurs amendements :

- Suppression des dispositions sur le FCTVA ;

- **Étalement sur quatre ans**, au lieu de trois, de l'augmentation des cotisations à la **CNRACL** ;

- **Allègement du mécanisme de précaution** : réduction du **prélèvement de 3 Md€ à 1 Md€ en 2025**, introduction de **critères de péréquation** (potentiel fiscal/financier et revenu moyen par habitant) et maintien d'une **restitution sur trois ans**, ciblant uniquement les collectivités contributrices ;

- Mise en place de mesures compensatoires :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

1/ **Relèvement du plafond des droits de mutation départementaux** de **+0,5 point** entre le **1er mars 2025 et le 28 février 2028**, avec **exemptions pour les primo-accédants** ;

2/ **Augmentation de 200 M€** des fonds alloués aux concours dédiés à l'autonomie ;

3/ **Autorisation pour les régions d'instaurer** un **taux additionnel de versement mobilité**, plafonné à **0,2 %**.

Le fonctionnement de ces ajustements suscite plusieurs interrogations :

- **Bien que les nouveaux critères de calcul élargissent le nombre de collectivités contributrices** (de **450 à environ 2 700**), en supprimant les effets de seuil de la première version du dispositif, **le prélèvement reste fortement concentré** ;

- **La référence au solde des collectivités a été supprimée dans la version examinée par le Sénat.** Si elle avait été maintenue, elle aurait entraîné **des taux de prélèvement très élevés**, car elle reposait sur les objectifs de la **loi de programmation des finances publiques**, qui anticipait un redressement rapide des finances locales avec un retour à l'excédent en **2026-2027**.

Toutefois, le mécanisme conserverait un caractère pluriannuel :

- **Du côté de l'État, le dispositif engendrera une ressource temporaire en raison du décalage entre les prélèvements et leur reversement.** Il pourrait ainsi être **tentant d'allonger ou de modifier le calendrier de restitution** afin d'optimiser les économies attendues ;

- **Sur le plan fiscal, la principale mesure, introduite par amendement gouvernemental dans la version du texte rejetée par l'Assemblée nationale, porte sur la révision des valeurs des locaux à usage d'habitation.** Expérimentée depuis **2014**, cette réforme fait **une nouvelle fois l'objet d'un report** ;

- La campagne déclarative est prévue en **2026**, avec un **rapport remis au Parlement avant le 1er septembre 2027**. Sur cette base, les **commissions locales fixeront les nouveaux secteurs et tarifs en 2028**, pour une intégration dans les bases imposables au **1er janvier 2029** ;

- Le PLF 2025 prévoit également les ajustements habituels des dotations allouées aux collectivités locales.

Concernant l'ensemble des concours de l'État, 487 M€ (un montant nettement supérieur aux années précédentes) seront prélevés sur les variables d'ajustement afin de compenser l'augmentation des dotations les plus dynamiques, dont le PLF ne précise toutefois pas les détails.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cet effort portera principalement sur la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, réduite de 430 M€, ainsi que sur les anciens fonds départementaux de péréquation de la TP, diminués de 57 M€.

Les prélèvements individuels sur la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) continueront d'être calculés en fonction des recettes nettes de fonctionnement de chaque collectivité concernée.

Une logique similaire s'applique à la DGF, où l'augmentation des besoins de financement, due à la croissance démographique et à la revalorisation des composantes péréquatrices (dotation de solidarité urbaine/rurale et dotation d'intercommunalité), est répercutée sur les parts forfaitaires de la dotation.

En raison des nouvelles règles de répartition instaurées par la loi de finances pour 2024, dont l'impact avait été atténué par un abondement exceptionnel de la DGF par l'État, une part significative de l'ajustement pèsera sur la dotation de compensation des EPCI.

La réduction qui en découlera, estimée entre -4 % et -5 % par an, viendra s'ajouter aux mesures de rigueur déjà évoquées pour les bénéficiaires de cette dotation, en particulier les centres urbains et les territoires industriels.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PARTIE 3. Les trajectoires budgétaires

Avant-propos

Le présent rapport d'orientations budgétaires, en application du CGCT, détaille les prévisions d'évolution des dépenses et des recettes. Il expose les hypothèses retenues pour élaborer le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification et de subventions.

Il précise également les engagements pluriannuels envisagés, fondés sur des prévisions de dépenses et de recettes liées à la programmation d'investissement et aux autorisations de programme. En outre, il fournit des informations sur la structure et la gestion de l'encours de dette, ainsi que sur le profil d'endettement visé pour 2025.

Ces orientations visent à évaluer l'évolution prévisionnelle de l'épargne brute et nette ainsi que du niveau d'endettement à fin 2025, avec une projection sur les exercices futurs.

Enfin, un chapitre est consacré à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, à la durée du travail et à leur évolution prévue pour 2025.

L'élaboration du budget 2025 s'inscrit dans cette dynamique, tant en fonctionnement qu'en investissement. La CAPG vise à préserver ses ratios d'épargne tout en maintenant son effort d'investissement sur le territoire. 2025 marquera également la mise en place d'une dotation de solidarité communautaire au bénéfice des communes de l'agglomération.

L'objectif du budget 2025 est de maintenir une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement face aux contraintes financières susceptibles d'être imposées par l'État, de garantir un niveau d'investissement soutenu tout en limitant le recours à l'emprunt et de préserver les ratios d'épargne brute et nette ainsi que la capacité de désendettement.

Cette contrainte financière affectera les équilibres budgétaires en réduisant les marges d'épargne, une dégradation déjà amorcée. Il est donc proposé d'établir un état d'exécution de l'exercice 2024 afin d'anticiper ces évolutions.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

A / La rétrospective financière

- Budget Principal

Le compte financier unique 2024 (budget principal et budgets annexes) n'est pas encore arrêté à la date du Débat d'Orientation Budgétaire. Toutefois, une prévision de clôture permet d'ores et déjà de dégager les premières tendances de l'exercice 2024.

Elles offrent une vision de la situation financière actuelle de la collectivité et permettent une comparaison avec les exercices précédents, en particulier depuis 2021, afin de mettre en perspective les résultats de 2024.

Le résultat de fonctionnement cumulé de la CAPG est estimé à 12,3 M€, contre 12,7 M€ en 2023 et 6,6 M€ en 2021. Cependant, le résultat de fonctionnement annuel s'élève à 2,6 M€, en nette baisse par rapport aux 5,5 M€ enregistrés en 2023.

Cette évolution entraîne une forte réduction du fonds de roulement, qui passe de 8,1 M€ à 4,4 M€.

Cette diminution s'explique principalement par l'augmentation des dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel » ainsi que par la hausse de la contribution de service public versée à SILLAGES (détails en pages suivantes).

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	2 788 377	5 319 686	5 188 910	2 647 358
REPORTS R002	3 774 085	4 924 903	7 544 981	9 674 293
SOLDE DE FONCTIONNEMENT	6 562 462	10 244 589	12 733 891	12 321 651
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	308 901	- 742 532	- 2 182 946	- 3 322 166
REPORT D001	- 1 946 460	- 1 637 559	- 2 380 091	- 4 466 594
SOLDE D'INVESTISSEMENT	- 1 637 559	- 2 380 091	- 4 563 037	- 7 788 759
SOLDE D'EXECUTION (FDR)	4 924 903	7 864 498	8 170 854	4 532 892

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET PRINCIPAL 2024

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
Recettes	116 134 138,36	Recettes	14 871 443,46
- Dépenses	113 486 780,36	- Dépenses	18 193 609,04
= Résultat de l'exercice	**2 647 358,00**	**= Résultat de l'exercice**	**- 3 322 165,58**
+ Excédent reporté	9 674 293,91	- Déficit reporté	- 4 466 593,89
= Résultat de clôture fonct	**12 321 651,91**	**= Résultat de clôture invest**	**- 7 788 759,47**
		+ Solde des restes à réaliser	4 390 684,73
		= Besoin de financement	- 3 398 074,74
Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement	**8 923 577,17**		

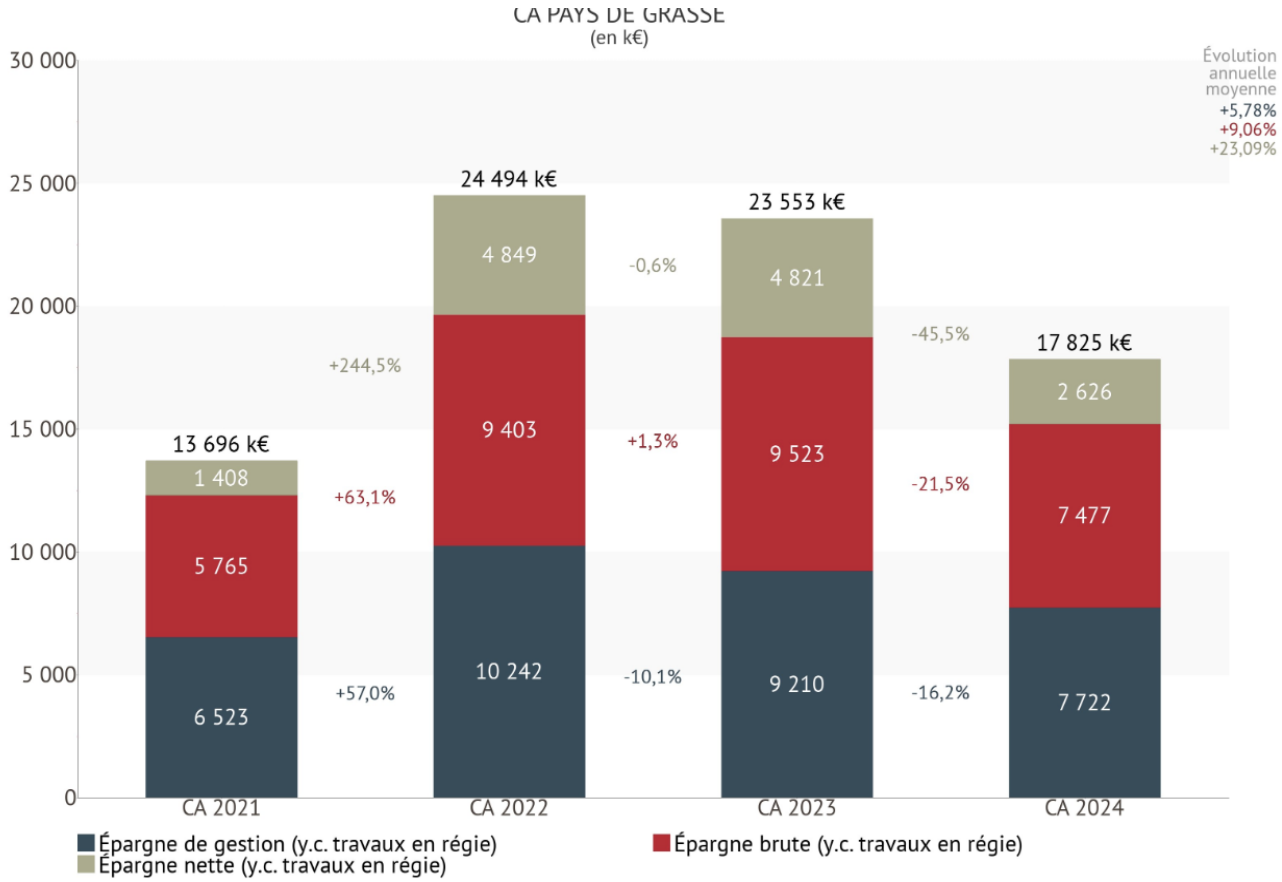
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

À l'instar du fonds de roulement, l'ensemble des composantes de l'épargne connaît une baisse significative en 2024.

- Epargne de gestion : Différentiel entre les produits courants et les charges courantes, hors opérations financières. Elle est principalement destinée au paiement des intérêts.

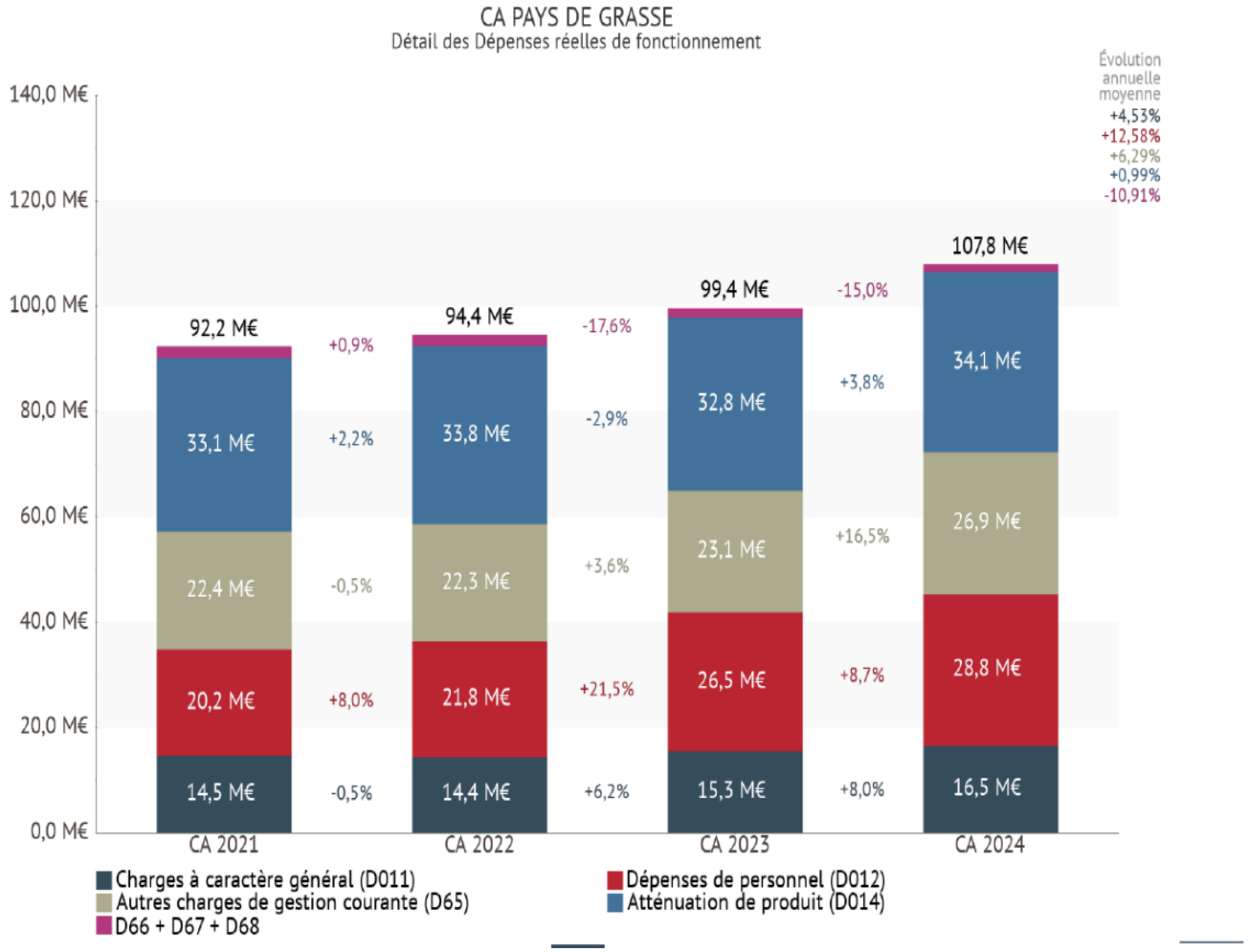
- Epargne brute : Résultat de l'épargne de gestion après déduction des intérêts dus et du résultat exceptionnel.

- Epargne nette/disponible : Ressource disponible pouvant être réinvestie dans les équipements ou le fonds de roulement. Elle correspond à l'épargne brute après déduction de l'amortissement de la dette (hors réaménagement financé par emprunt et remboursement de la dette récupérable).



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 8,5 % entre 2023 et 2024, progressant ainsi à un rythme plus soutenu que les recettes.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Budget Annexe « EAU potable »**

Ce budget reflète l'activité déléguée de ce service pour les territoires de Grasse et Mouans-Sartoux. Il inclut l'ensemble des achats d'eau réalisés pour le compte de la commune de Grasse. Sa principale ressource provient de la redevance « eau », perçue auprès des usagers via leur facture et reversée par le délégataire.

Les résultats attendus au 31/12/2024 sont présentés ci-dessous.

EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
Recettes	5 699 709,72	Recettes	3 133 434,82
- Dépenses	4 650 805,56	- Dépenses	3 372 693,53
= Résultat de l'exercice	**1 048 904,16**	**= Résultat de l'exercice**	**- 239 258,71**
+ Excédent reporté	1 239 091,87	+excédent reporté	762 967,96
= Résultat de clôture fonct	**2 287 996,03**	**= Résultat de clôture invest**	**523 709,25**
		- Solde des restes à réaliser	- 280 557,29
		= Besoin de financement	243 151,96

- **Budget Annexe « ASSAINISSEMENT »**

Ce budget reflète l'activité déléguée de cette compétence pour les cinq communes suivantes : Grasse, Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas et Mouans-Sartoux. Principalement axé sur l'investissement, il est majoritairement financé par la redevance « assainissement », perçue auprès des usagers de chaque commune.

Les résultats attendus au 31/12/2024 sont présentés ci-dessous.

EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
Recettes	4 033 423,45	Recettes	1 408 632,60
- Dépenses	2 184 744,05	- Dépenses	1 593 512,59
= Résultat de l'exercice	**1 848 679,40**	**= Résultat de l'exercice**	**- 184 879,99**
+ Excédent reporté	4 116 473,60	- Déficit reporté	- 59 128,03
= Résultat de clôture fonct	**5 965 153,00**	**= Résultat de clôture invest**	**- 244 008,02**
		- Solde des restes à réaliser	156 377,28
		= Besoin de financement	- 87 630,74
Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement	**5 877 522,26**		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Budget Annexe « SPANC DE GRASSE »**

La CAPG a mis en place une régie à simple autonomie financière ainsi qu'un budget annexe pour le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la commune de Grasse. La principale source de recettes provient des facturations liées aux contrôles des installations auprès des usagers, tandis que le principal poste de dépenses concerne les charges de personnel. Ce budget est essentiellement dédié à l'exploitation, avec un faible niveau d'investissement.

Les résultats attendus au 31/12/2024 sont présentés ci-dessous.

EXPLOITATION			INVESTISSEMENT		
Recettes		103 105,83	Recettes		136,00
- Dépenses		119 144,68	- Dépenses		2 748,19
= Résultat de l'exercice	**-**	**16 038,85**	**= Résultat de l'exercice**	**-**	**2 612,19**
- Déficit reporté	-	10 746,78	+ excédent reporté		13 268,40
= Résultat de clôture fonct	**-**	**26 785,63**	**= Résultat de clôture invest**		**10 656,21**
			- Solde des restes à réaliser		
			= Besoin de financement		

- **Budget Annexe de la régie « SILLAGES »**

Les résultats attendus au 31/12/2024 sont présentés ci-dessous.

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET SILLAGES 2024

EXPLOITATION			INVESTISSEMENT		
Recettes		17 107 131,56	Recettes		188 645,84
- Dépenses		17 176 049,87	- Dépenses		87 905,90
= Résultat de l'exercice	**-**	**68 918,31**	**= Résultat de l'exercice**		**100 739,94**
+ Excédent reporté		1 082 441,68	+Excédent reporté		189 507,25
= Résultat de clôture fonct		**1 013 523,37**	**= Résultat de clôture invest**		**290 247,19**
			- Solde des restes à réaliser	-	574 700,40
			= Besoin de financement	-	284 453,21
Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement		**729 070,16**			

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

B / Les orientations budgétaires pour 2025

Budget 2025 : poursuivre les objectifs du mandat dans un contexte contraint

- Maintenir un niveau élevé d'investissements pour poursuivre les engagements du mandat ;

- Préserver la qualité des services à la population malgré un contexte économique tendu ;

- Respecter la stratégie financière du mandat en matière de fiscalité, d'épargne et d'endettement ;

- Intégrer des mesures d'économies supplémentaires en réponse au contexte national.

Le projet de budget devra :

- Maîtriser au plus juste les dépenses de fonctionnement malgré les annonces du gouvernement ;

- Renforcer la solidarité communautaire, notamment via l'instauration de la dotation de solidarité communautaire pour les communes ;

- Contenir l'augmentation de la dette ;

- Maintenir les taux de fiscalité inchangés ;

- Intégrer une contrainte de service public à un niveau équivalent à celui voté en 2024, soit 6,9 M€ ;

- Intégrer l'impact de la ponction étatique (DILICO estimé à 0,5 M€) sur les équilibres financiers de la CAPG.

Les recettes de fonctionnement pour 2025 sont estimées à **125,5 M€**, soit une augmentation de **3 %** par rapport aux crédits ouverts en 2024. Conformément au principe d'équilibre budgétaire, les dépenses de fonctionnement devront être alignées sur ce niveau.

Hors mesures gouvernementales (ponction **DILICO** et augmentation des cotisations retraites) ainsi que la mise en œuvre de la **Dotation de Solidarité Communautaire (1,7 M€)**, la progression des dépenses de fonctionnement serait limitée à **1 %**, soit **123,3 M€**.

Cette donnée illustre la poursuite des efforts de gestion visant à générer des économies sur les dépenses de fonctionnement, dans un contexte national contraint. L'objectif est de freiner la dégradation des niveaux d'épargne et de préserver les équilibres financiers.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le **budget 2025** de la **CAPG** est en cours d'élaboration. Les orientations budgétaires pour 2025 prévoient une **maîtrise des charges réelles de fonctionnement**, avec une baisse de **-0,7 %** du **Chapitre 011 « Charges à caractère général »** par rapport au budget primitif 2024. Le **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante »** diminue également de **4 %**.

Évolution des recettes fiscales

Depuis la **loi de finances pour 2018**, le **coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives** (bases d'imposition) est déterminé par un calcul automatique et n'est plus fixé par amendement parlementaire. Il n'apparaît donc plus dans les lois de finances annuelles.

Pour **2025**, la **revalorisation forfaitaire des bases locatives** est calculée en fonction de l'évolution de l'**indice des prix à la consommation harmonisé** sur un an. En raison de la forte inflation en 2024, le coefficient de revalorisation des bases est fixé à **+1,6 %** pour 2025, contre **+3,8 %** l'année précédente.

En l'absence de variation des **taux de fiscalité**, cette augmentation concernera uniquement les **bases d'imposition**, hors évolutions physiques. La revalorisation des bases s'applique uniquement aux **bases foncières** (**TFB, TFNB et CFE**), hors **Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)**.

Depuis **2021**, en remplacement du produit de la **Taxe d'Habitation**, la CAPG perçoit une **fraction de TVA nationale**. Par prudence, les hypothèses budgétaires pour 2025 maintiennent cette ressource au même niveau qu'en 2024, soit **16,5 M€**, en raison des différentes versions du **projet de loi de finances 2025**.

Dotations et produit fiscal : prévisions pour 2025

- Stabilité des dotations de fonctionnement

Pour **2025**, il est prévu une **stabilité des dotations de fonctionnement**, notamment de la **Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**.

- Prudence dans l'estimation du produit fiscal

Concernant le **produit fiscal**, une approche prudente est retenue. Il est proposé de **ne pas intégrer les éventuels rôles supplémentaires** dans l'estimation budgétaire initiale.

Bien que la CAPG encaisse chaque année des **rôles supplémentaires**, ces recettes restent **imprévisibles**, notamment dans un contexte de **crise économique**. Elles ne seront donc prises en compte qu'à l'occasion d'une **décision modificative** en cours d'exercice.

- Hausse estimée des recettes de gestion

Les **recettes de gestion** sont estimées en hausse de **+3 %**, en raison de :

- Un **coefficient de revalorisation des bases d'imposition de +1,6 %** ;
- Le **gel de la fraction de TVA** au niveau de **2024**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Compensation de l'exonération des valeurs locatives des établissements industriels

Comme chaque année, l'**État compensera en 2025** la perte de ressources pour les collectivités locales due à l'**exonération de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels**. Pour **2025**, cette compensation est estimée à **près de 3,6 M€.**

- Engagement des services de la CAPG dans une politique de modération des dépenses

Face à un **environnement budgétaire contraint**, **tous les services de la CAPG** se sont engagés dans une **politique de maîtrise et de modération de leurs dépenses**.

Cet effort vise à **préserver l'équilibre budgétaire** tout en **maintenant un niveau de service optimal** pour les usagers. Il s'inscrit dans une démarche de **gestion rigoureuse des ressources**, essentielle pour faire face aux **contraintes financières annoncées pour les prochaines années**.

1 – Les recettes de fonctionnement

Les **recettes réelles de fonctionnement** de la CAPG connaissent une **progression significative**, passant de **109 M€ en 2023 à 116 M€ en 2024**, soit une augmentation de **+6,4 %**.

- **Principaux facteurs de progression :**

- **Produits des services (Chapitre 70)** : hausse spectaculaire de **+37,8 %**, témoignant du dynamisme des services offerts à la population ;
    - En 2024, le **parc automobile** est passé sous **gestion CPAG**, générant **287 k€ de refacturation** aux communes et établissements partenaires.

- **Recettes fiscales : une progression modérée**

  L'augmentation des **recettes fiscales** reste modeste à **+2,5 %** entre 2023 et 2024.

- La **compensation de la TVA** versée par l'État en remplacement de la taxe d'habitation a été revue à la baisse, le montant de la TVA versé par l'Etat pour compenser la suppression de la TH devait être de **17,33 M€** (état fiscal 1259-2024). En août 2024, l'Etat a indiqué à Monsieur le Président de la CAPG que le montant 2024 serait finalement égal à **16,58 M€** soit une baisse de **753 k€**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Dotations et participations (Chapitre 74)** : progression de **+11,7 %** entre 2023 et 2024, reflétant une meilleure participation des partenaires institutionnels.

La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** devrait rester stable en 2025 à **7,7 M€**, confirmant une **tendance à la stabilisation** de cette ressource.

Conformément à **l'article 99 de la loi de finances 2017**, le **coefficient de revalorisation forfaitaire des bases** est désormais indexé sur **l'indice des prix à la consommation harmonisé** constaté en novembre.

- Pour **2025**, cette revalorisation est estimée à **+1,6 %**, impactant notamment le **produit de la TEOM**.

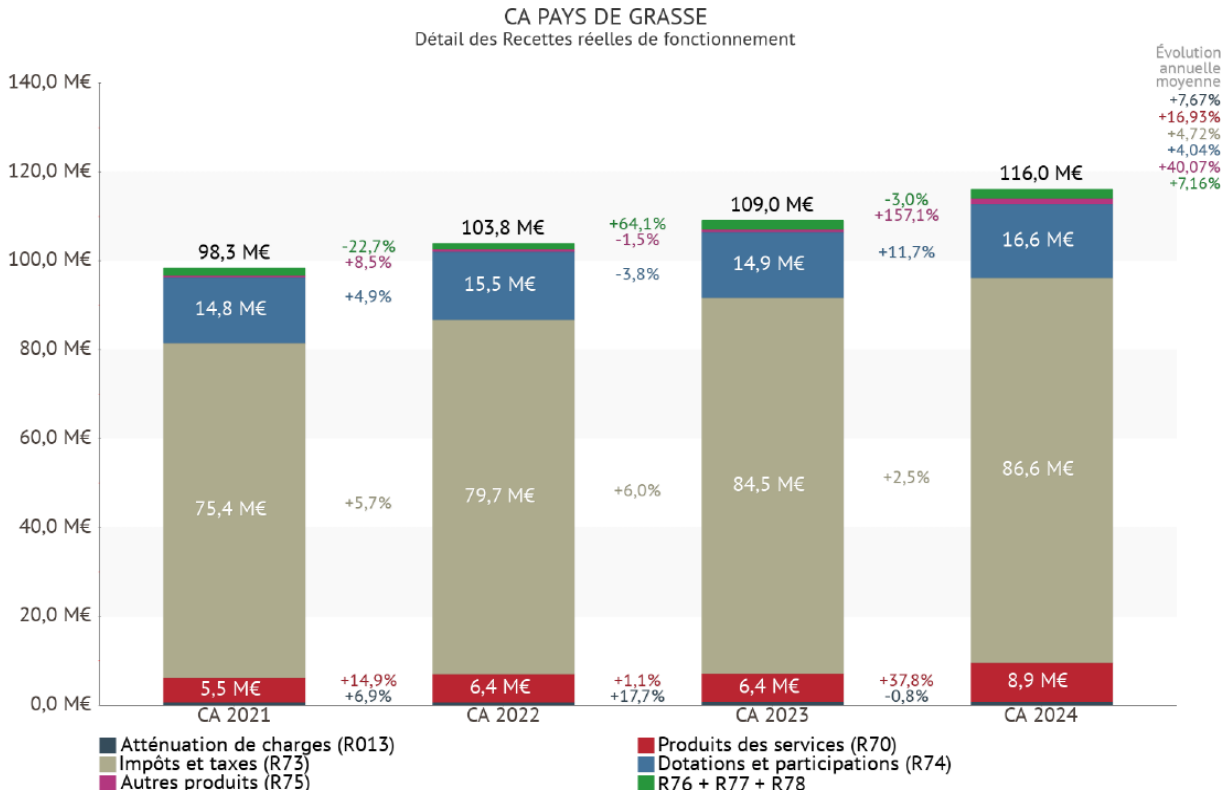
- Maintien des taux de fiscalité

- **Aucune augmentation des taux de fiscalité** n'est prévue pour 2025.

- Les taux restent **inchangés depuis 2014**, confirmant la volonté de stabilité fiscale.

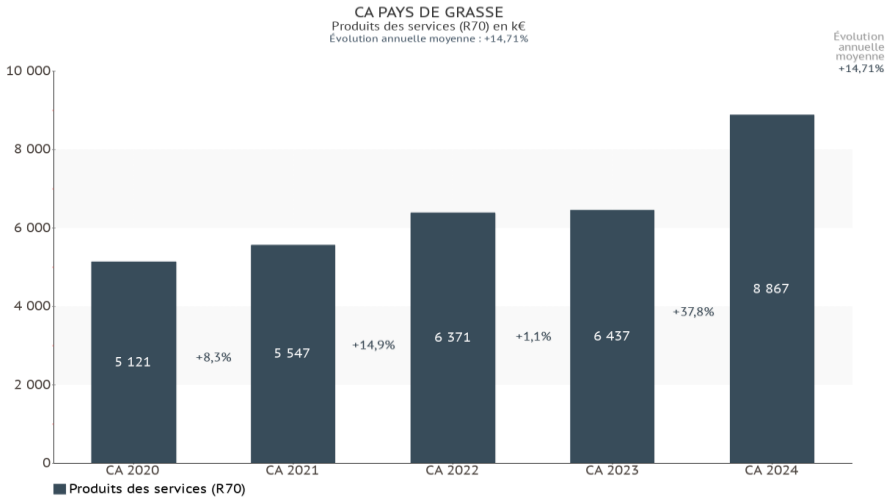
- Reconduction de la taxe GEMAPI

- Le **montant de la taxe GEMAPI** sera reconduit aux **niveaux de 2024**, soit environ **2 M€**.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Produits des services (Chapitre 70)



Produits de services et mutualisation en 2025

- Principales ressources des produits de service

- **Redevance spéciale** : 1,6 M€, principale ressource issue des produits de service ;

- **Mutualisation avec les communes membres** : La démarche engagée entre la **CAPG** et ses communes partenaires (Musée, Aménagement, Direction des systèmes d'information, Direction Générale, etc.) génère **environ 2,6 M€** de recettes ;

- **Activités de service à la population** : La CAPG tire une partie de ses ressources non fiscales des secteurs **jeunesse, sport, petite enfance et maintien à domicile**, principalement sur les communes de l'ex-CCTS.

- Dynamique et prévisions 2025

- L'évolution annuelle moyenne des **produits de service** est significative, avoisinant **+14 % par an** ;

- Pour **2025**, une **hausse de 26 %** est anticipée par rapport aux prévisions du **budget primitif 2024**, avec une estimation prudente à **8,2 M€** ;

- Les prévisions reposent sur **une fréquentation stable par rapport à 2024** et le **maintien des tarifs 2025**, notamment pour **les entrées et boutiques des musées**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La fiscalité directe locale

Aucune augmentation des taux de fiscalité prévue en 2025. Depuis 2014, les taux restent inchangés.

- Taux de fiscalité maintenus :

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** : **0,10 %** ;
- **Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)** : **8,17 %** ;
- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)** : **2,60 %** ;
- **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** : **29,22 %**.

📌 **Engagement** : Préserver la stabilité fiscale tout en maintenant l'équilibre budgétaire et les capacités d'investissement.

- Taxes entreprises et ménages

Situation au débat d'orientation budgétaire : Les bases fiscales définitives pour 2025 ne sont pas encore notifiées.

- Hypothèses retenues pour le budget 2025 :

- **Hausse des valeurs locatives foncières** : **+1,6 %** (conformément au coefficient de revalorisation fixé) ;
- **Évolution des valeurs locatives des locaux commerciaux** : **+1 %** (hypothèse en attente des tarifs officiels de l'administration fiscale).

📌 Ces hypothèses permettent d'anticiper les recettes fiscales tout en maintenant une approche prudente.

RECETTES DE FISCALITE DIRECTE LOCALE		Bases 2024	Revalorisation forfaitaire	Bases 2025	Taux 2025	Produit estimatif 2025
TFPB	LOCAUX D'HABITATION	*154 395 833 €*	*1,60%*	*156 866 166 €*	*0,10%*	*156 866 €*
	LOCAUX INDUSTRIELS (methode comptable)	*8 164 565 €*	*1,60%*	*8 295 198 €*	*0,10%*	*8 295 €*
	LOCAUX INDUSTRIELS (hors méthode comptable)	*42 594 €*	*1,60%*	*43 276 €*	*0,10%*	*43 €*
	LOCAUX PROFESSIONNELS	*29 252 374 €*	*1,00%*	*29 544 898 €*	*0,10%*	*29 545 €*
	SOUS-TOTAL TFPB	**191 855 366 €**	-	**194 749 538 €**	**0,10%**	**194 750 €**
CFE	LOCAUX INDUSTRIELS (taxés sur la valeur locative en MC)	*10 028 171 €*	*1,60%*	*10 188 622 €*	*29,22%*	*2 977 115 €*
	LOCAUX INDUSTRIELS (taxés sur la valeur locative autre méthode)	*2 004 791 €*	*1,60%*	*2 036 868 €*	*29,22%*	*595 173 €*
	LOCAUX PROFESSIONNELS	*19 187 070 €*	*1,00%*	*19 378 941 €*	*29,22%*	*5 662 526 €*
	BASE MINIMUM	*6 335 272 €*	-	*16 035 038 €*	*29,22%*	*4 685 438 €*
	SOUS-TOTAL CFE	**37 555 304 €**	-	**47 639 468 €**	**29,22%**	**13 920 253 €**
AUTRES TAXES	THRS		*1,60%*		**8,17%**	**3 200 000 €**
	TPNB	**1 752 848 €**	*1,60%*	**1 780 894 €**	**2,60%**	**46 303 €**
	TATFNB	**1 326 757 €**	*1,60%*	**1 347 985 €**	**15,43%**	**207 994 €**
	IFER					**790 730 €**
	TASCOM					**1 700 000 €**
TOTAL						**20 060 029 €**
TEOM	TEOM SUR LOCAUX D'HABITATION	*166 489 129 €*	*1,60%*	169 152 955 €	-	*26 660 370 €*
	TEOM SUR LOCAUX PROFESSIONNELS	*28 716 760 €*	*1,00%*	29 003 928 €	-	*4 571 339 €*
	SOUS-TOTAL TEOM	**195 205 889 €**	**-**	**198 156 883 €**	**-**	**31 231 709 €**

COMPENSATION REFORME FISCALITE LOCALE	Bases 2024	Revalorisation forfaitaire	Bases 2025	Taux 2025	Produit estimatif 2025
COMPENSATION CFE BASE MINI CA INF. 5K €	1 897 952 €	-	1 947 680 €	29,22%	**569 112 €**
COMPENSATION CFE LOCAUX INDUSTRIELS	*10 028 171 €*	*1,60%*	10 188 622 €	29,22%	**2 977 115 €**
COMPENSATION TFPB LOCAUX INDUSTRIELS	8 164 565 €	*1,60%*	8 295 198 €	0,10%	**8 295 €**
FRACTION TVA - CVAE					**7 009 251 €**
FRACTION TVA - THRP					**16 577 227 €**
TOTAL					**23 586 478 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales :

Depuis 2021, la **CAPG ne perçoit plus de produit de taxe d'habitation sur les résidences principales**.

Cette ressource a été remplacée par une **quote-part de TVA nationale** dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale.

- Situation pour 2025 :

- Le gouvernement a décidé de **geler le montant de cette compensation en TVA** ;
- La **CAPG percevra donc 16,5 M€**, soit un montant **identique à 2024**, sans progression.

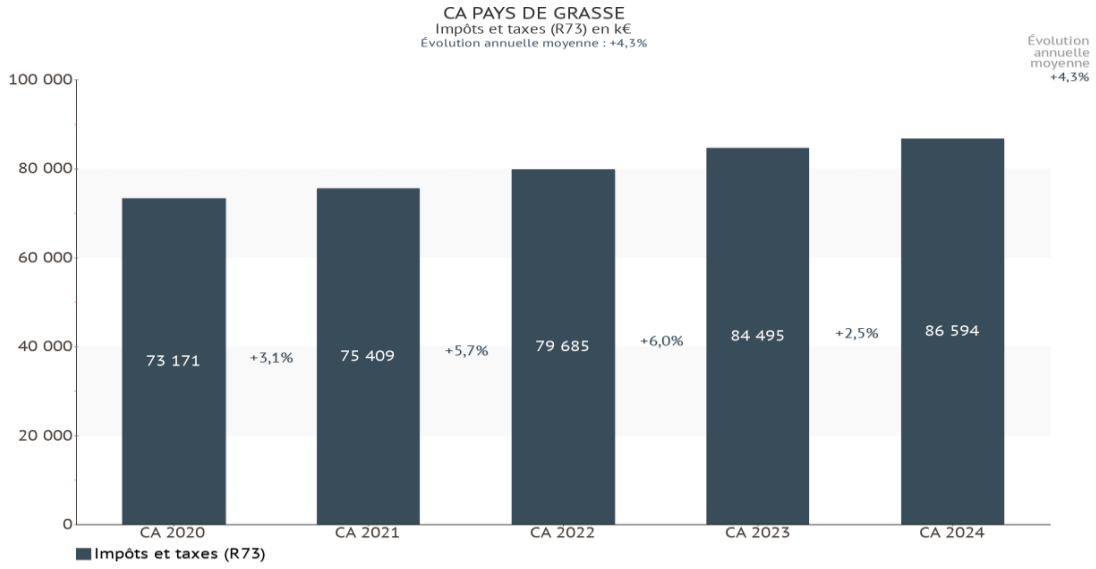
📌 Cette stabilité impose à la CAPG de continuer à optimiser ses autres ressources pour préserver ses équilibres financiers.

Hausse modérée des produits fiscaux en 2024 :

- Les produits fiscaux ont progressé de **+2,5%** par rapport à 2023 ;
- Cette augmentation est **inférieure aux attentes** (**+3,8%** prévus) ;
- L'une des principales causes est la **baisse de la fraction de TVA annoncée en août 2024 (-753 k€)**.

- Prévisions pour 2025 :

- **Montant estimé des produits fiscaux : 89,5 M€** (à confirmer après la réception de l'état fiscal 1259-2025) ;
- **Revalorisation des bases minimum de CFE** ;
    - Décidée en septembre 2024 par le Conseil Communautaire ;
    - Devrait **générer un produit fiscal supplémentaire d'au moins 2,5 M€**.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

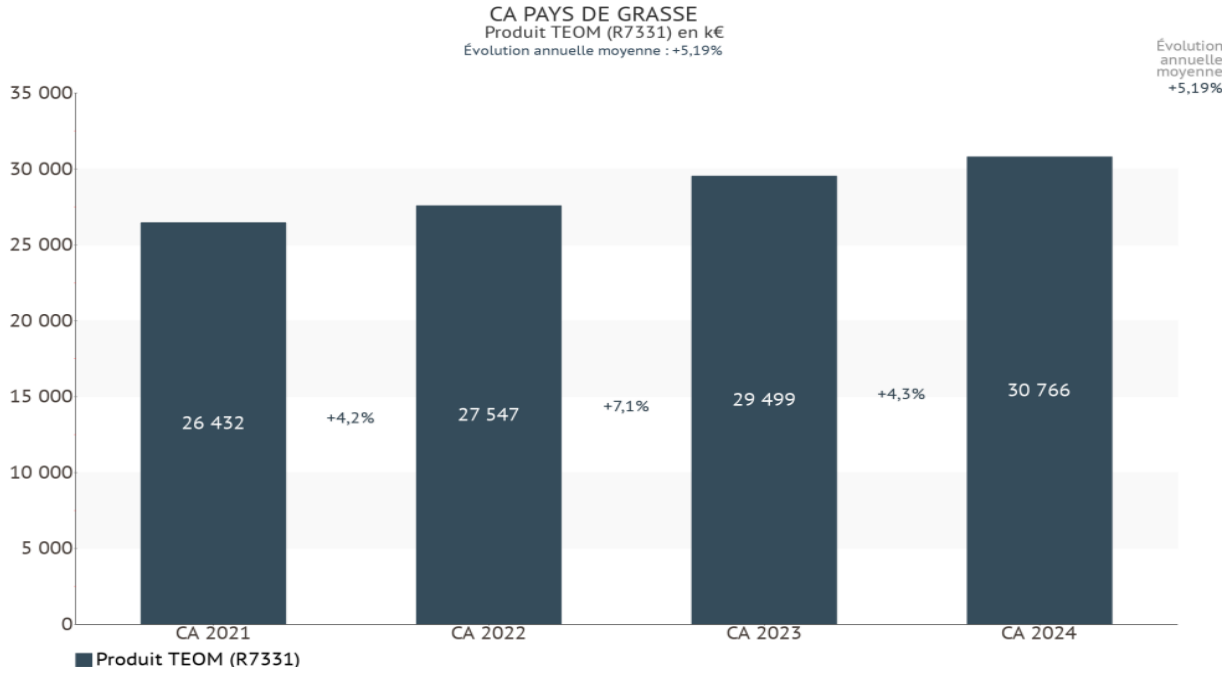
Dynamisme confirmé en 2024 :

- Progression des bases de la **Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) : +4,3%** ;
- La TEOM est **assise sur la valeur locative foncière des biens** (50% des bases locatives foncières) ;
- Elle **ne constitue pas une contrepartie directe d'un service rendu** aux habitants.

- Prévisions pour 2025 :

- **Variation projetée** :
  - **+1,6% pour les bases foncières résidentielles** ;
  - **+1% pour les locaux commerciaux**.
- **Montant estimé de la TEOM** : **31,2 M€** ;
- **Produit fiscal supplémentaire attendu** : **+400 k€**.

Ces évolutions suivent la tendance de la revalorisation des bases et permettront d'ajuster les recettes en conséquence.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Versement mobilité

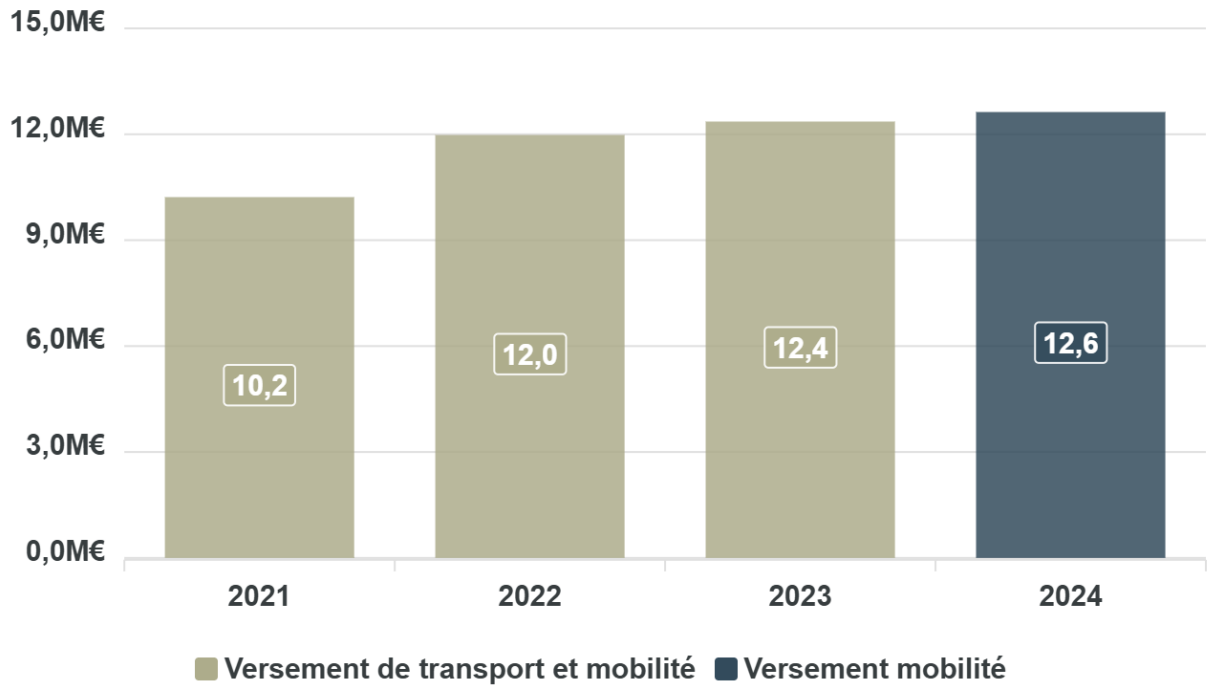
La cotisation du versement mobilité concerne les entreprises de plus de 11 salariés. Assise sur les salaires, elle finance les transports publics.

Bilan 2024 :

- **Produit total perçu** : **12,6 M€** ;
- **Reversement à la régie SILLAGES** : **8,9 M€ (71% du total)** ;
- **Remboursement de l'avance d'État** :
  - En 2021, la CAPG a bénéficié d'une avance remboursable de **1,175 M€** pour compenser la baisse de ressources liée à la crise de 2020 ;
  - **Montant versé à SILLAGES** : **935,7 k€**, afin de financer le service transport ;
  - **Début du remboursement en 2025** sur **6 ans**, à raison de **195 k€/an**.

Prévisions 2025 :

- **Hypothèse budgétaire prudente** : **12,5 M€**, identique à 2024 ;
- **Possibilité de réajustement** par décision modificative en cas d'amélioration économique et d'un meilleur encaissement de la taxe.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Taxe GEMAPI (depuis le 1er janvier 2021)

La CAPG a instauré la taxe GEMAPI au 1er janvier 2021 afin de financer exclusivement les dépenses liées à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, notamment l'entretien et les travaux nécessaires à cette mission.

Le produit de cette taxe devra être voté avant le 15 avril 2025, en même temps que les taux de fiscalité, dans le cadre du budget principal et des budgets annexes.

Réalisations 2024 :

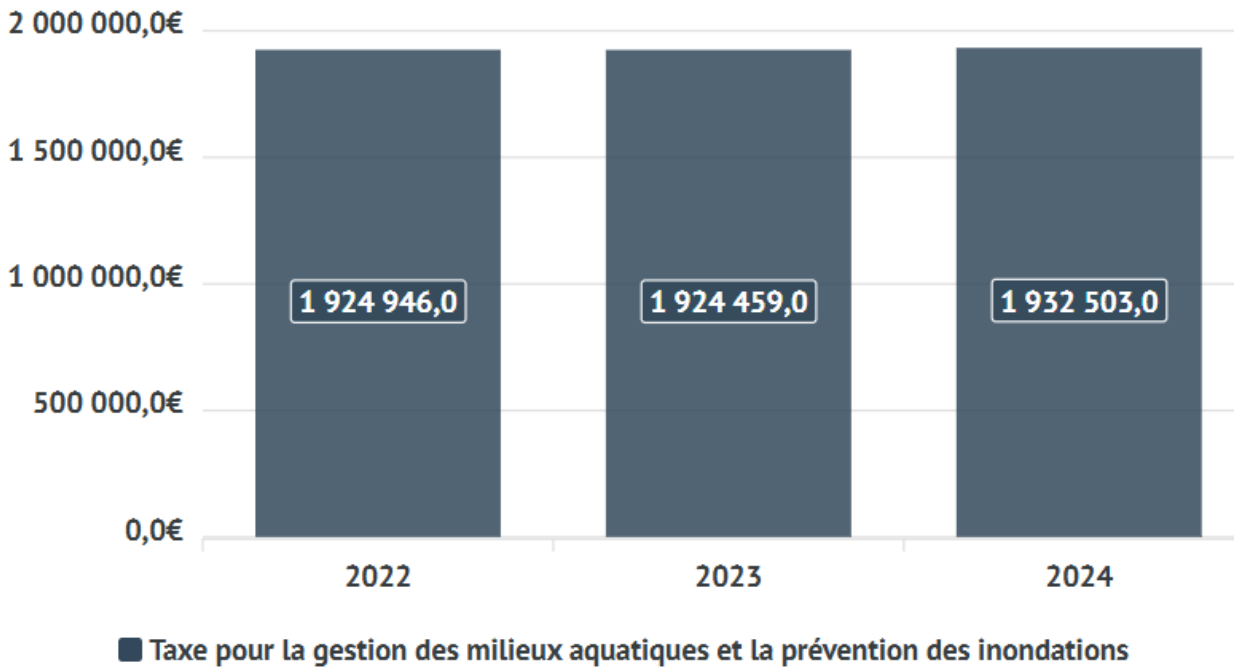
Entretien de la végétation dans le cadre de la DIG et hors DIG (65 km), entretien des 3 bassins de rétention, poursuite des études de réduction du risque inondation (PAPI Siagne) et finalisation des études sur les systèmes d'endiguement (Auribeau/s, La Roquette/s, Pégomas), finalisation de travaux de lutte contre les inondations (Auribeau/s et Mouans-Sartoux), sensibilisation des scolaires, appui à la gestion de crise et à la réalisation du Plan Intercommunal de Sauvegarde (P.I.C.S), surveillance des cours d'eau, réalisation des diagnostics de vulnérabilité, poursuite du SAGE de la Siagne, animation du site Natura 2000 Gorges de la Siagne ;

Programmation 2025 :

Entretien des 3 systèmes d'endiguement existants sur le territoire, réalisation des travaux de lutte contre les inondations (Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette-sur-Siagne), réalisation de l'entretien de la végétation et des bassins GEMAPI, poursuite des démarches territoriales (SAGE Siagne, études PAPI, diagnostics de vulnérabilité), poursuite de la surveillance/système d'alerte et les actions de sensibilisation des scolaires. Pour le PNR Verdon, il s'agira de poursuivre l'entretien de la Lane et du Rieu Tort, les études PAPI et Zones Humides ;

Le produit de la taxe GEMAPI pour 2025 sera principalement destiné à financer la contribution de la CAPG au SMIAGE. Son montant sera déterminé lors du vote du budget principal et des budgets annexes, prévu avant le 15 avril 2025, en parallèle de la fixation des taux de fiscalité. Il devrait être proche de 1 937 132 €.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Dotations, subventions et participations (Chapitre 74)

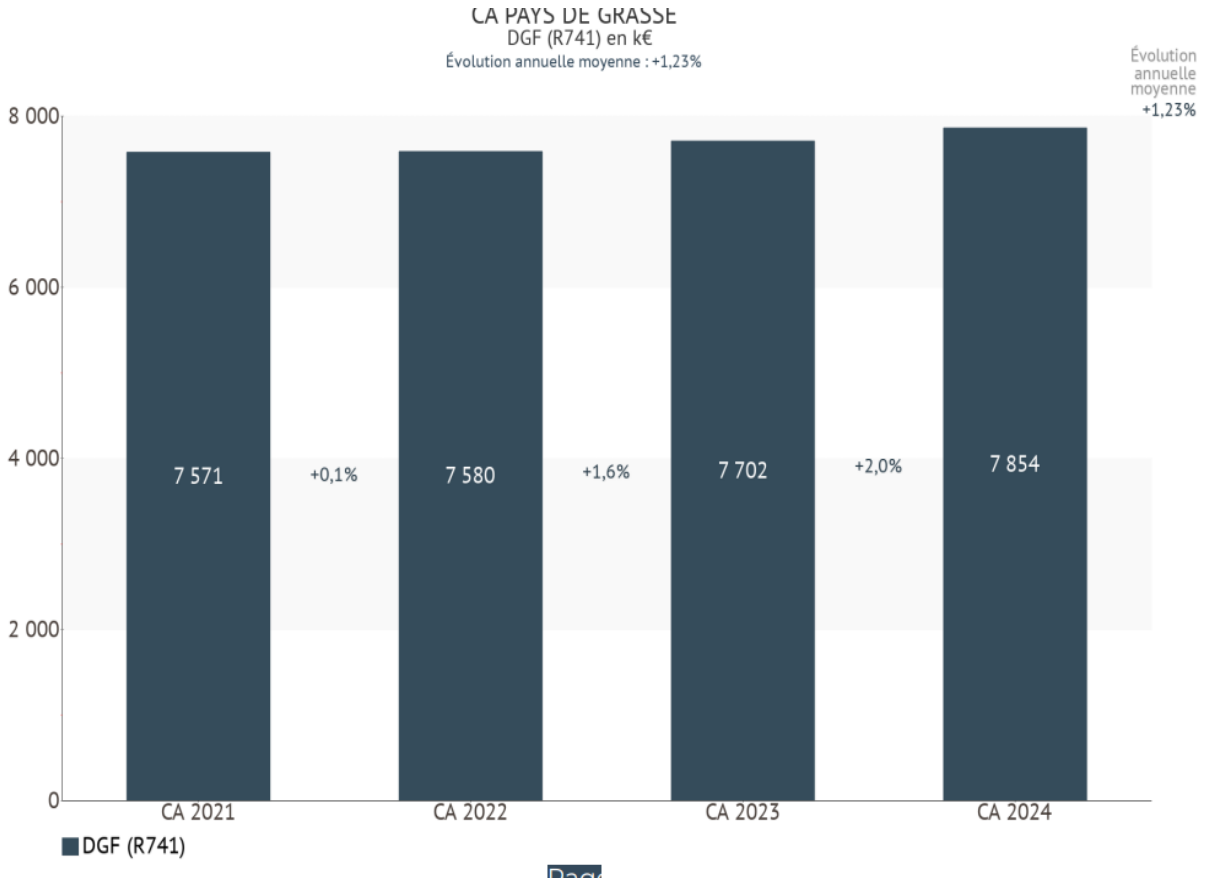
- La Dotation Globale de Fonctionnement :

En 2025, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) devrait rester stable par rapport à 2024, à hauteur de 7,8 M€. Depuis 2021, cette dotation de l'État oscille autour de 7,5 M€, avec une progression moyenne annuelle de 1,23 %. Toutefois, la CAPG demeure exposée à un risque de diminution, cette dotation étant régulièrement utilisée comme variable d'ajustement et pouvant faire l'objet d'écrêtements.

Evolution de la DGF depuis 2024

DGF	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DGF	11 748 728	10 409 057	8 806 937	7 935 800	7 630 220	7 584 435	7 580 440	7 570 947	7 579 583	7 701 736	7 854 382
Total Variation DGF		- 1 339 671	- 1 602 120	- 871 137	- 305 580	- 45 785	- 3 995	- 9 493	8 636	122 153	152 646
DGF/an	-	- 1 339 671 €	- 2 941 791 €	- 3 812 928 €	- 4 118 508 €	- 4 164 293 €	- 4 168 288 €	- 4 177 781 €	- 4 169 145 €	- 4 046 992 €	- 3 894 346 €

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Les allocations compensatrices de fiscalité :

En 2025, l'État versera à la CAPG des allocations compensatrices destinées à compenser les pertes de recettes fiscales résultant de ses décisions, pour un montant estimé à 3,6 M€. Ce chiffre devra être confirmé après réception de l'état fiscal 1259, qui notifiera les produits prévisionnels et les taux d'imposition des taxes directes locales. Toutefois, bien que ces allocations aient initialement pour vocation de neutraliser l'impact des décisions de l'État sur les finances locales, elles font régulièrement l'objet de minorations, servant de variable d'ajustement pour maintenir l'enveloppe globale des concours financiers de l'État.

Les financements apportés par nos partenaires

La Direction des Financements extérieurs – Europe

- Objectifs stratégiques :

Dans un contexte budgétaire contraint, les collectivités territoriales doivent adopter une approche stratégique combinant dynamisme et rigueur dans la gestion des moyens. Face à la diminution des recettes et à l'augmentation des sollicitations, il devient essentiel de mettre en place des outils et des méthodes permettant un pilotage optimisé des actions publiques pour garantir leur efficience.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Dans cette optique, la CAPG entend renforcer l'attractivité et le développement du territoire en capitalisant sur les financements extérieurs. Ses objectifs stratégiques sont les suivants :

- **Optimiser les ressources financières** en réduisant la dépendance aux seuls budgets locaux et en mobilisant davantage de fonds externes ;
- **Renforcer l'investissement local** en accélérant la mise en œuvre de projets structurants grâce à des cofinancements ;
- **Favoriser la transition écologique** en orientant les financements vers des projets durables, en cohérence avec le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) du Pays de Grasse ;
- **Accroître la visibilité du territoire** en positionnant le Pays de Grasse comme un acteur majeur au sein des réseaux régionaux et européens.

- Les Contractualisations :

L'année 2024 a été marquée par plusieurs initiatives structurantes pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Tout d'abord, la CAPG a signé un contrat avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur intitulé **« Nos territoires d'abord »**, d'une durée de cinq ans avec une clause de revoyure annuelle. Ce contrat vise à renforcer les objectifs du Plan Climat et du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité Territoriale (SRADDET). Il ambitionne également d'améliorer l'articulation entre cette politique d'aménagement du territoire et le **Contrat d'Avenir**, tout en s'inscrivant dans les dispositifs nationaux tels que **« Action Cœur de Ville »** et **« Petites Villes de Demain »**.

En parallèle, la CAPG bénéficie du **Fonds Vert**, un dispositif lancé en 2023 par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Ce fonds, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, permet de soutenir des projets visant à améliorer la performance environnementale, à adapter les territoires aux changements climatiques et à renforcer le cadre de vie des habitants.

Le **Contrat des Territoires Urbains (CTU) 2026**, signé le 7 janvier 2022 avec le Département, a fait l'objet d'une révision à mi-parcours en juin 2024. Ce contrat englobe plusieurs opérations menées par la CAPG, la Ville de Grasse, ainsi que des syndicats intercommunaux (RECB, SIEB et SIEF). Il regroupe diverses thématiques telles que les déplacements, la culture et la gestion de l'eau.

Par ailleurs, le **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays de Grasse** a répondu à l'appel à projets du **Programme National FSE+** portant sur l'emploi, l'inclusion, la jeunesse et les compétences. L'objectif est de promouvoir l'égalité des chances, de lutter contre la discrimination et d'améliorer l'employabilité, notamment des groupes défavorisés.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Enfin, la CAPG a rejoint le programme **« Communautés Résilientes »**, financé par le **Programme MARITTIMO Priorité 5 - Objectif Spécifique ISO 6.1**. Ce projet transfrontalier vise à développer un plan d'actions axé sur la gestion du patrimoine naturel et la création d'un système de services adapté aux besoins de la population. Un état des lieux est actuellement en cours, incluant la collecte et l'analyse de données, des expérimentations sur le territoire et l'élaboration de lignes directrices destinées aux décideurs.

SYNTHESE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PROJECTION 2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2024	Réalisé 2024	Cible 2025	Différence entre cible 2025 et crédits ouverts 2024
70 Produits des services et domaine	6,5 M€	8,8 M€	8,3 M€	+1,8 M€
73 & 731 Fiscalité	86,5 M€	86,6 M€	89,6 M€	+3,1 M€
74 Subvention d'exploitation	15,6 M€	16,6 M€	15,7 M€	+0,01 M€
75 Produits divers de gestion courante	1,2 M€	1,3 M€	1,2 M€	
76 Produits financiers	1,2 M€	1,1 M€	1,1 M€	-0,1 M€
77 Autres produits exceptionnels	0,02 M€	0,8 M€	0,02 M€	
013 Atténuations de charges	0,6 M€	0,6 M€	0,5 M€	-0,1 M€
002 Excédent de fonctionnement reporté	9,6 M€	9,6 M€	8,9 M€	-0,7 M€
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,1 M€	0,1 M€	0,04 M€	-0,06 M€
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**121,5 M€**	**125,8 M€**	**125,5 M€**	**+4 M€**

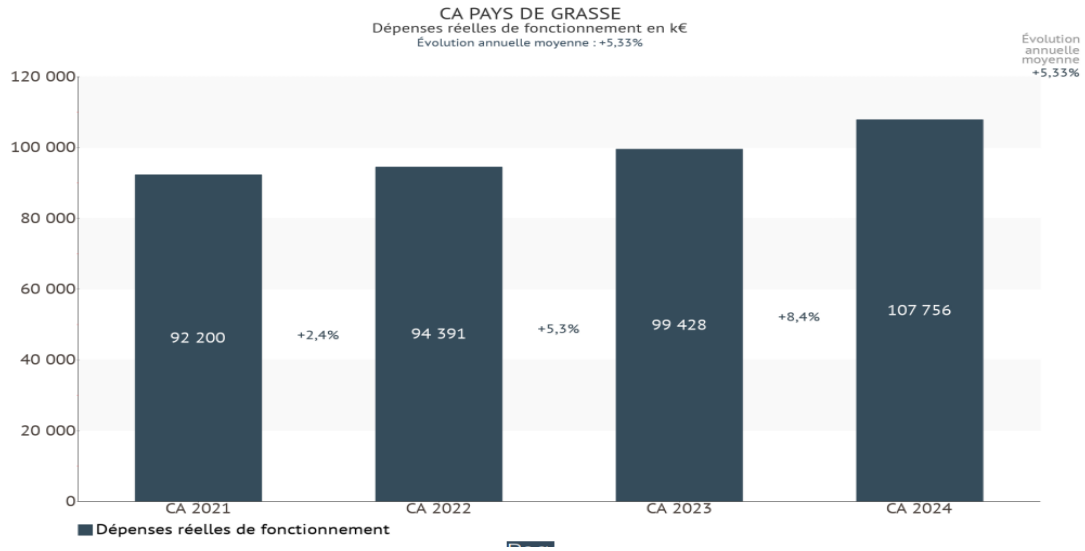
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

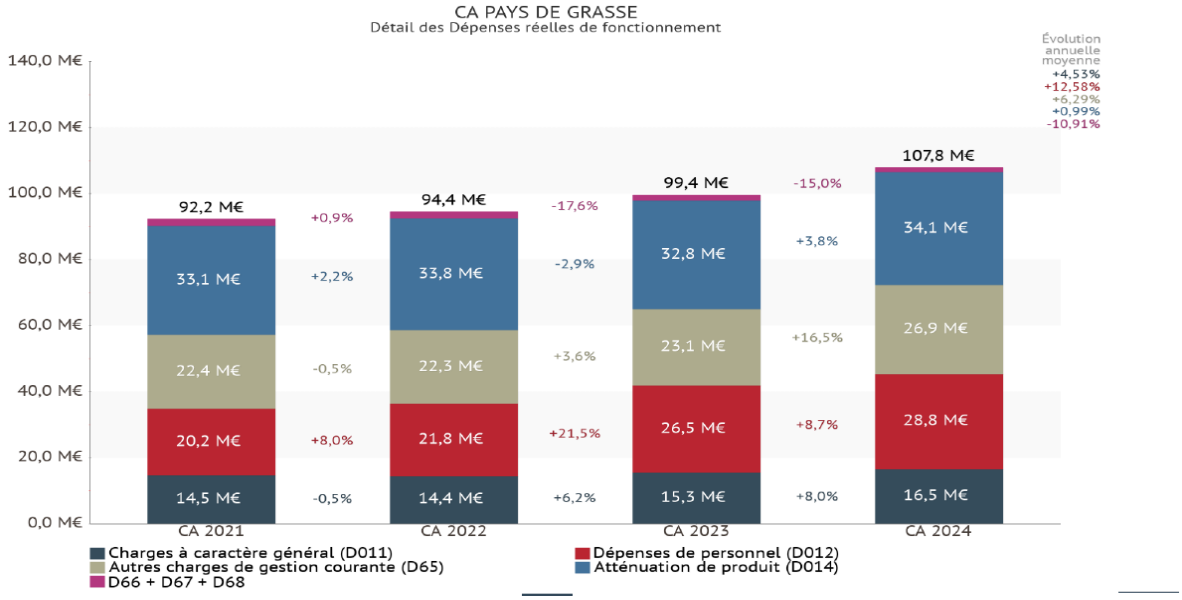
2 – Les dépenses de fonctionnement

En 2024, les **dépenses réelles de fonctionnement** ont enregistré une progression de **8,4 %**, soit une augmentation moyenne de **5,33 %** sur la période **2021-2024**.

Depuis le **1er avril 2024**, le **service du Parc Auto** est placé sous une gestion intercommunale, entraînant des dépenses de fonctionnement s'élevant à **563 000 €**, incluant les charges de personnel ainsi que les coûts liés aux pièces et à l'entretien des véhicules.

Pour **2025**, l'objectif fixé est de **limiter la progression des dépenses réelles de fonctionnement à un maximum de 2 %**, afin de maintenir une gestion budgétaire rigoureuse dans un contexte financier contraint.





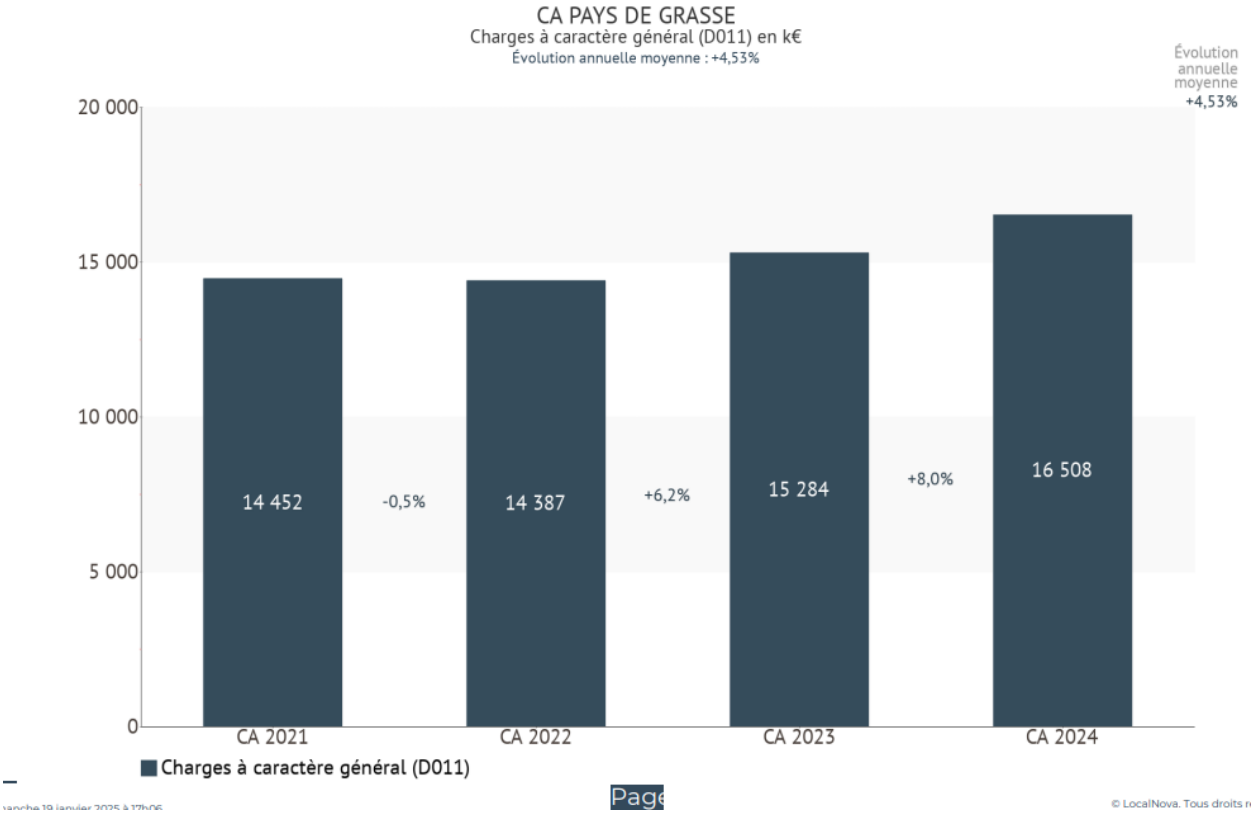
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Charges à caractère général (Chapitre 011)

Ce chapitre reflète les **charges de fonctionnement courant** de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

En **2024**, les **charges à caractère général** s'élèvent à **16,5 M€**, contre **15,2 M€** en **2023**. Cette hausse s'explique principalement par l'intégration d'une **nouvelle dépense** sur ce chapitre : la prestation liée au **marché 2024/06**, versée à l'**Office de Tourisme de Grasse** pour un montant de **929 760 €**, qui figurait auparavant au **chapitre 65 (subventions)** lors de l'exercice **2023**.

Dans le cadre de la préparation du **Budget Primitif 2025**, les **charges à caractère général** sont estimées à **17,8 M€**, soit une légère diminution de **-1,18 %** par rapport au **BP 2024**, illustrant ainsi une **gestion maîtrisée des dépenses** par les services de la CAPG.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Charges de personnel (Chapitre 012)

Structure des effectifs, éléments de rémunération et temps de travail

Au **1er janvier 2025**, la **CAPG** emploie **748 agents**, contre **714 agents** au **1er janvier 2024**.

Il est important de noter que **certains de ces agents ne sont pas en position d'activité** et **ne sont donc pas rémunérés par la CAPG**. Cela concerne **81 agents** :

- 2 agents en congé parental,
- 4 agents en ARE (allocation chômage),
- 2 agents en disponibilité d'office (droit épuisé en maladie),
- 43 agents en disponibilité,
- 29 agents en détachement.

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires FPT	59	95	372	526
Contractuels	19	34	132	185
Emplois aidés			13	13
Professeurs des écoles		5		5
Apprenti		2	1	3
Activité accessoire	1		1	2
Allocataire chômage		1	3	4
Vacataires guides musées		9		9
Invalidité			1	1
Total en nombre	**79**	**146**	**523**	**748**
Total en %	**10.56%**	**19.51%**	**69.93%**	**100%**

En **2024**, la **CAPG** compte **171 agents** rémunérés qui sont soit mis à disposition, soit mutualisés au sein de diverses structures (Direction Générale, SEM Eaux de Mouans, Musées, Office de Tourisme, Théâtre, DGST, etc.). Leurs **salaires sont remboursés intégralement ou partiellement** à la CAPG.

Parmi les **agents en poste** :

- **89 agents** travaillent à **temps non complet ou à temps partiel** (agents d'animation pour le périscolaire, vacataires des musées, aides à domicile, instituteurs).

- **659 agents** sont employés à **temps complet**.

La **moyenne d'âge** des agents de la CAPG est de **44 ans**, ce qui est **inférieur à la moyenne nationale de 46 ans dans la fonction publique territoriale**. Cette donnée **limite les possibilités de réduction de la masse salariale par départs à la retraite**, d'autant plus qu'une **tendance au report de l'âge de départ** est observée, en raison de **carrières moins linéaires et d'une atteinte plus tardive de la retraite à taux plein**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour **2025**, **7 départs à la retraite** sont prévus.

- Répartition des agents par domaines d'action avec évolution entre 2023 et 2025 :

DOMAINES	NBRE AGENT 2023	NBRE AGENT 2024	NBRE AGENT 2025
Jeunesse	143	149	157
Musées, Jardins du MIP	80	80	79
DGST	61	67	79
Petite enfance	75	71	76
Collecte et traitement des déchets	73	74	72
Eau et assainissement	47	46	43
Insertion, innocation sociale, et ESS	23	21	22
Sports et piscines	24	21	21
Développement économique, tourisme	22	20	18
Culture, salles de spectacle, théatre	19	16	18
Administration générale	44	51	56
Développement sociale des térritoires et prévention	9	11	14
Logement, habitat	14	14	14
Urbanisme	8	12	13
DSI	10	12	12
Mobilités, transports	9	11	12
Communication	8	8	8
Enseignement supérieur et de la recherche	5	6	8
Environnement	4	6	6
Maintien à domicile	8	5	5
Pöle d'assistance aux communes	3	3	4
Aménagement	3	3	3
SIG	2	2	3
Services à la population	1	2	3
Planification	3	3	2
TOTAL	**698**	**714**	**748**

<u>Dépenses de personnel</u>

En **2025**, le poste **« dépenses de personnel »** est arrêté à **30,4 M€**, contre **29,3 M€** au budget primitif **2024**, soit une **progression de 4,7 %**.

Cette prévision intègre uniquement **deux recrutements** :

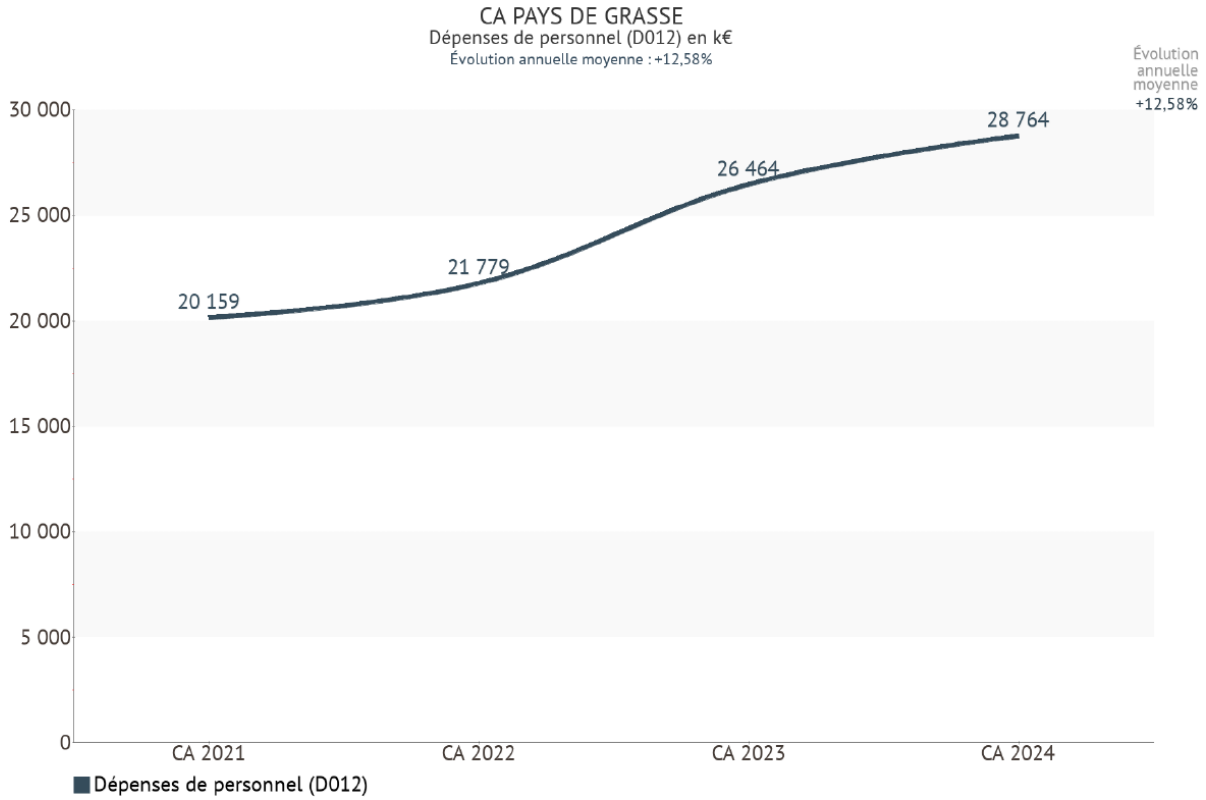
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Un ingénieur Eaux Pluviales Urbaines**,
- **Un saisonnier au jardin du MIP**.

Elle prend également en compte la **hausse de 3 points des cotisations retraites des agents titulaires**, représentant un impact financier de **340 000 €**.

Ces montants peuvent être ajustés grâce aux **recettes issues des mutualisations, aux remboursements de charges de personnel et aux remboursements des titres de restaurant par les agents**. Ainsi, en **2024**, le montant net des charges de personnel s'élève à **25,6 M€**.

Les charges de personnel nettes représentent **27 % des dépenses réelles de fonctionnement**, alors qu'au niveau national, les dépenses de personnel des **EPCI** atteignent **37 %**, selon le **Bulletin d'information statistique de la DGCL n°176** de **septembre 2023**.



Depuis **2014**, la CAPG a progressivement intégré la gestion de **compétences et services mutualisés** pour le compte de ses communes membres. Parmi ces services figurent notamment :

- **La jeunesse** pour **Auribeau** et **Peymeinade**,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **La piscine de Peymeinade**,
- **Le tourisme**,
- **L'instruction des autorisations d'urbanisme**,
- **Le contrat de ville**,
- **La délégation de maîtrise d'ouvrage**,
- **Les systèmes d'information**,
- **L'élaboration des cartes communales et la planification**,
- **L'espace activité emploi de Mouans-Sartoux**,
- **L'eau et l'assainissement pour Grasse et Mouans-Sartoux**,
- **RECB et DGST**.

Ces nouvelles charges sont généralement compensées par des **recettes spécifiques**, soit par un **prélèvement sur les attributions de compensation des communes** lorsqu'il s'agit d'un transfert de compétence, soit par un **prélèvement sur les budgets annexes eau et assainissement** (financé par les redevances des usagers), soit encore par des **recettes de produits de service** en cas de **conventions de mutualisation des personnels** avec les communes.

En **2025**, le périmètre des **charges de personnel** va continuer d'évoluer. **Dans le cadre de la poursuite de la mutualisation de la DGST**, le **personnel du parc automobile de la ville de Grasse**, transféré à la CAPG **depuis le 1er avril 2024**, **pèsera désormais sur l'ensemble de l'année 2025**.

- Détail des Dépenses de personnel 2024 (partie rémunérations)

	Dépenses	**Remboursements**	**Coût net**
Traitement de base des agents publics	10 853 320,16	4 539 036,98	8 663 492,98
Primes des agents publics	2 720 104,33		
Bonification indiciaire, SFT, IR	370 894,53		
Rémunération des contractuels	4 931 879,41	33 957,09	4 897 922,32
Rémunérations emplois aidés	266 572,69	98 345,34	168 227,35
Autres personnels extérieurs (communes)	412 592,18		412 592,18
Rémunération des apprentis	6 183,97		6 183,97
Cotisations	8 135 352,27		8 056 482,70
Assurance statutaire	219 043,20		219 043,20
Médecine professionnelle	40 970,10		40 970,10
Titre restaurant, participation véhicule, agents détachés	807 439,55	452 337,55	355 102,00
TOTAL rémunérations	**28 764 352,82**	**5 123 679,96**	**23 561 802,86**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les **remboursements** perçus par la CAPG concernent plusieurs types de recettes liées à la **mutualisation des services** et aux dispositifs d'aides à l'emploi :

- **Cofinancements des emplois aidés** (en diminution en raison de l'arrêt progressif de ces dispositifs par l'État) ;
- **Remboursements des communes** pour la mise à disposition d'agents ou de services ;
- **Remboursements des délégués syndicaux** mis à disposition du **Centre de Gestion** ;
- **Remboursements des cotisations** pour les agents détachés et mis à disposition ;
- **Remboursements des indemnités journalières** pour les contractuels, versés par la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie**.

Ces **remboursements augmentent progressivement**, accompagnant le développement de la **mutualisation entre les communes et la communauté d'agglomération**.

En parallèle, en **2025**, la CAPG percevra d'autres **recettes** issues :

- **Des aides à l'emploi de l'État** (en baisse) ;
- **Des remboursements des mises à disposition** d'agents auprès d'**associations et collectivités** (**musées, jeunesse, informatique, DGST, théâtre, SEM de Mouans-Sartoux, etc.**) ;
- **Du cofinancement d'organismes extérieurs** comme la **CAF** ;
- **De la participation des agents** aux **Titres Restaurants** ;
- **Des contributions des agents** pour le **remisage des véhicules**.

Le total de ces recettes est **estimé à près de 5,1 M€ en 2025**.

<u>Avantages en nature et rémunérations annexes</u>

Au **1er janvier 2025**, **un agent** bénéficie d'un **avantage en nature** en tant que **gardien de la salle de La Roquette**. Par ailleurs, les agents autorisés à **remiser un véhicule à domicile** s'acquittent d'une participation financière en contrepartie.

Concernant les **autres avantages accordés aux agents**, la CAPG finance :

- **367 066 €** pour la **participation employeur aux titres restaurant** ;
- **68 339 €** pour les **remboursements de la mutuelle santé et prévoyance** ;
- **152 500 €** en **subvention au comité des œuvres sociales**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En **2024**, **18 617 heures supplémentaires** ont été effectuées, pour une **rémunération totale de 401 377 €**.

Depuis le **1er janvier 2018**, la CAPG applique le **RIFSEEP**, un nouveau **régime indemnitaire** élaboré en concertation avec les représentants du personnel. Ce régime, mis en place à **enveloppe constante**, n'a pas entraîné d'augmentation de la **masse salariale** depuis son adoption. Toutefois, il permet progressivement une **harmonisation des primes** en fonction des critères suivants :

- **Responsabilités** exercées ;
- **Technicité** du poste ;
- **Sujétions** spécifiques liées aux missions.

Durée effective du travail et évolutions en 2025

Depuis le **1er janvier 2022**, un **nouveau protocole d'aménagement du temps de travail** est en vigueur à la CAPG, remplaçant celui du **1er janvier 2017**. Cette mise en conformité découle de la **loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019**, qui impose une harmonisation du temps de travail pour tous les agents de la **fonction publique territoriale**.

La durée de travail est désormais fixée à :

- **35 heures par semaine**, soit **1 607 heures annuelles** pour un temps plein ;
- Des dérogations peuvent être accordées, après avis du Comité Technique, pour des missions avec des **sujétions particulières** (travail de nuit, dimanches, horaires décalés, risques spécifiques, etc.).

Depuis cette réforme, la CAPG a instauré, en collaboration avec les **représentants du personnel**, le **télétravail** à raison d'**une journée maximum par semaine** pour un agent travaillant **5 jours par semaine**.

Évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel en 2025

En 2025, plusieurs évolutions marquantes sont attendues :

- **Poursuite de la politique de mobilité interne** pour optimiser les ressources existantes ;
- **Augmentation du GVT (glissement vieillesse technicité) estimée à 1%**, impactant la masse salariale ;
- **Hausse de la participation employeur** pour les contrats labellisés en prévoyance (**de 6,50 € à 7 € par mois et par agent**) ;
- **Augmentation des primes d'assurance des risques statutaires** ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **Hausse de la cotisation patronale de 3 points pour les agents titulaires et stagiaires (+340 000 €)** ;
- **Remplacement des agents mutés en 2024 et anticipation des départs en 2025 (retraite, mutation, démission)** ;
- **Recrutements ciblés** pour renforcer les services en tension ;
- **Prise en charge sur 12 mois** du transfert de **8 agents du parc automobile** et renforts pour certains services.

Démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines

La CAPG a mis en place une **politique proactive de gestion des compétences** :

- **Entretiens individuels d'évaluation** pour tous les agents permanents, afin de mieux anticiper les évolutions de carrière ;
- Un **plan de formation** permettant d'accompagner les agents dans leur évolution professionnelle ou leur reconversion ;
- **Favorisation de la mobilité interne** pour limiter les recrutements externes et optimiser les ressources internes. Depuis **2017**, la CAPG s'est engagée dans cette démarche, et en **2024, 20 agents** ont bénéficié d'un **changement de poste interne**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Atténuation de produits et reversement de fiscalité aux communes (Chapitre 014)

Ce poste concerne principalement **les reversements aux communes** des **attributions de compensation (AC)**. Ces montants sont évalués et ajustés chaque année en fonction :

- **Des transferts de compétences** opérés entre la CAPG et ses communes membres ;
- **Des révisions réalisées par la CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées)**.

Ces ajustements permettent d'assurer une répartition équitable des ressources financières entre la CAPG et ses communes membres, en prenant en compte les évolutions des compétences exercées.

- Évolution des attributions de compensation en 2024 et 2025

En **2024**, les charges calculées ont principalement concerné la **compétence Gestion des eaux pluviales en milieu urbain (GEPU)**, entraînant :

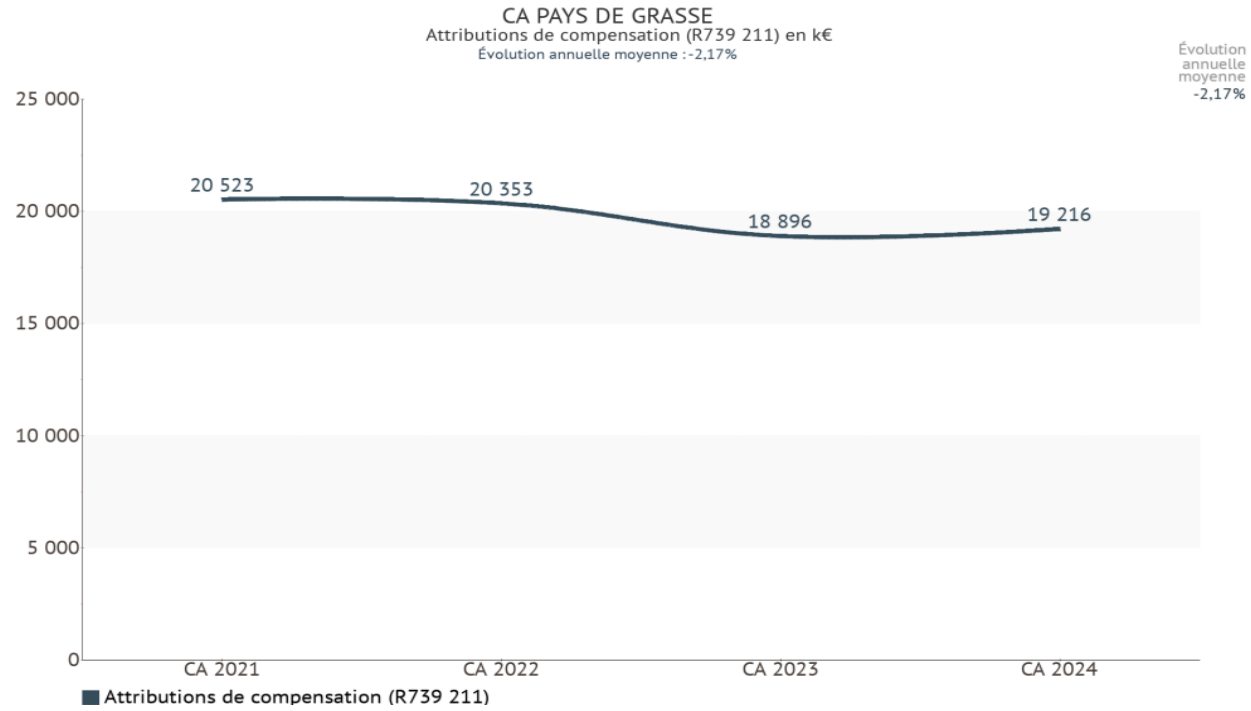
- Une **déduction des attributions de compensation (AC)** des communes concernées à hauteur de **3 € par habitant**, soit un total de **145 419 €** ;
- Une **attribution de compensation négative** de **10 248 €** (conformément à la délibération du **22 février 2024** modifiant les AC 2024).

En **2025**, plusieurs ajustements sont prévus :

- La **correction de l'AC de la Ville de Grasse** à hauteur de **89 889,75 €** dans le cadre de la mutualisation de la DGST ;
- Une **correction supplémentaire de 175 483,14 €** pour prendre en charge un **contentieux antérieur au transfert de la compétence eaux pluviales urbaines** (Fragonard / GAN).

Le montant total des **attributions de compensation pour 2025**, voté en **décembre 2024**, s'élève à **19 M€**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



FNGIR

Le fonds national de garantie de la taxe professionnelle (FNGIR) restera stable en 2024 avec une contribution d'un montant de 2,8 millions d'euros.

Divers reversements

Ce chapitre enregistre le **reversement du Versement Mobilité** (**part 1,25 % sur 1,75 %**) au **budget annexe "Transport"** (M43), qui depuis **2023** regroupe **deux modes d'exploitation** : une partie en régie et une autre en DSP.

En **2024**, la **CAPG** a retrouvé un niveau de recettes **Versement Mobilité** proche de **12,5M€**. Pour **2025**, une prévision **prudente** maintient ce même montant. Toutefois, si les recettes encaissées dépassent cette estimation, une **modification budgétaire** sera effectuée en cours d'année. Le montant prévisionnel à reverser, sous réserve des produits encaissés, est estimé à **8,9M€**.

En **2025**, comme en **2024**, une partie de la **Dotation Globale de Décentralisation (DGD)** perçue de l'État sera **intégralement reversée** à la **régie Sillages** pour **223K€**. De plus, la **dotation régionale** pour le **transport scolaire**, fixée à **631K€**, restera **gelée** par la **Région**. Enfin, la **quote-part de la compensation du Versement Transport** versée par l'État pour le passage de **9 à 11 salariés** est estimée à **140K€**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Le **FPIC** est un fonds de péréquation instauré en **2012**, visant à soutenir les intercommunalités les plus **défavorisées** en prélevant des contributions auprès des collectivités considérées comme **riches**. Ce fonds est **plafonné à 1 milliard d'euros**.

L'ensemble intercommunal **CAPG + communes** est classé comme « riche » selon les indicateurs nationaux (**Potentiel Financier et revenu moyen par habitant**). Ainsi, la CAPG a été notifiée en **2024** d'une contribution d'environ **2,6M€**. Bien que l'enveloppe globale du FPIC soit **fixe**, les variations des critères de richesse par rapport à la moyenne nationale peuvent entraîner une **augmentation** du prélèvement d'une année sur l'autre.

- Répartition du Prélèvement entre CAPG et Communes

En **droit commun**, la répartition du prélèvement entre l'EPCI et ses communes membres repose sur le **Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF)**. Selon cette règle, la charge devrait être répartie comme suit :

- **36,5% pour la CAPG** (environ **995 262 €**) ;
- **63,5% pour les communes**.

Toutefois, dans une **logique de solidarité** avec ses communes membres, la CAPG a systématiquement adopté par **délibération** une répartition **dérogatoire** favorable aux communes. En **2024**, la CAPG a ainsi pris en charge **701K€ supplémentaires**, portant sa contribution totale à **1 696 624 €**.

- Prévision pour 2025

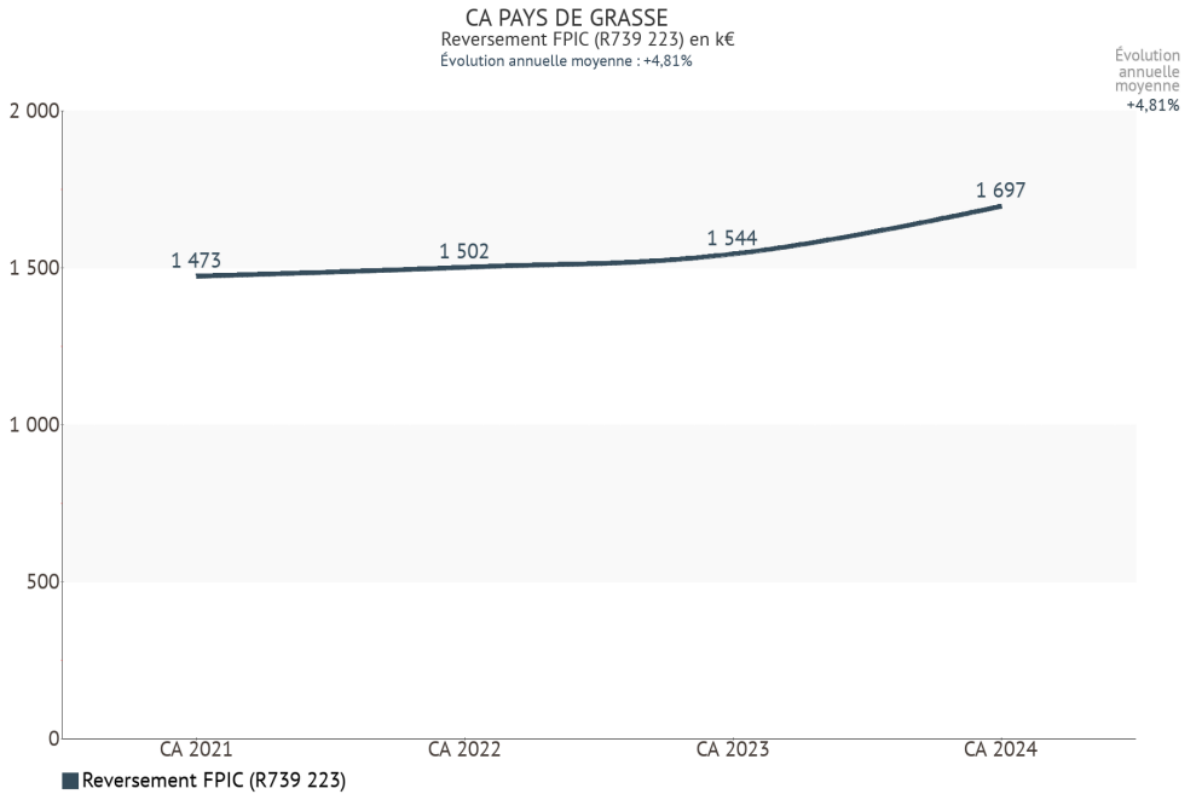
La répartition du **FPIC 2025** pourra être ajustée en fonction de la **notification officielle**, généralement reçue en **juillet** (délai de délibération : **deux mois**). La **prévision budgétaire** pour **2025** est de **1,8M€** à la charge de la CAPG.

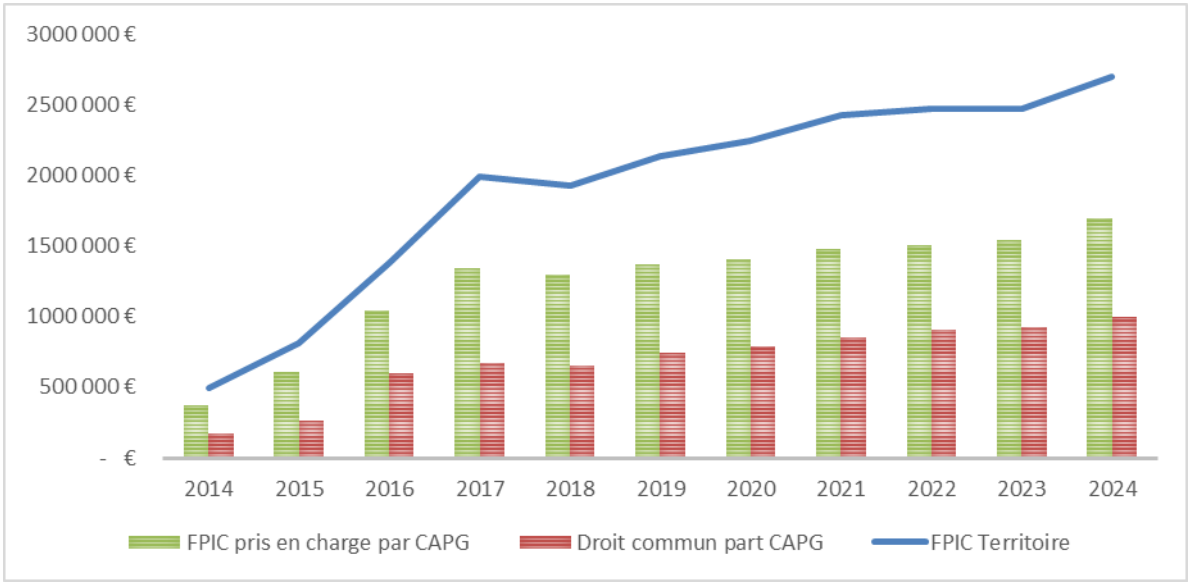
Impact pour les Communes

Depuis **2014**, cette prise en charge dérogatoire par la CAPG a permis un **gain cumulé** de **plus de 6M€** pour ses communes membres.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
FPIC Territoire	494 980 €	816 046 €	1 384 253 €	1 991 130 €	1 926 709 €	2 136 241 €	2 240 332 €	2 427 640 €	2 472 518 €	2 469 457 €	2 691 884 €	21 051 190 €
Droit commun part CAPG	170 414 €	267 949 €	597 600 €	667 969 €	655 682 €	742 719 €	785 377 €	854 672 €	903 702 €	925 279 €	995 262 €	7 566 625 €
Droit commun communes	324 566 €	548 097 €	786 653 €	1 323 161 €	1 271 027 €	1 393 522 €	1 454 955 €	1 572 968 €	1 568 816 €	1 544 178 €	1 696 622 €	13 484 565 €
FPIC pris en charge par CAPG	372 236 €	612 035 €	1 038 190 €	1 342 000 €	1 298 222 €	1 371 071 €	1 407 561 €	1 473 415 €	1 501 890 €	1 544 178 €	1 696 622 €	10 416 620 €
PFIC Commune	122 744 €	204 011 €	346 063 €	649 130 €	628 487 €	765 170 €	832 771 €	954 225 €	970 628 €	925 279 €	995 262 €	7 393 770 €
Gain pour les communes	201 822 €	344 086 €	440 590 €	674 031 €	642 540 €	628 352 €	622 184 €	618 743 €	598 188 €	618 899 €	701 360 €	6 090 795 €

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025





AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mise en œuvre d'une dotation de solidarité communautaire (D.S.C) en 2025 .

Le **Président de la CAPG** a exprimé sa volonté d'instaurer un mécanisme de **solidarité financière** entre les communes de l'agglomération. À l'issue de nombreux échanges au sein du **Bureau Communautaire** et de la **commission des finances**, il sera proposé au **Conseil Communautaire du 27 février 2025** de délibérer sur les **critères de répartition** de la **Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**.

La Dotation de Solidarité Communautaire constitue l'un des outils à la disposition d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale lui permettant de mettre en œuvre la solidarité entre ses communes membres, au même titre que la prise en charge d'une partie du prélèvement prévu par l'Etat au titre de la contribution au Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), ou de la politique de fonds de concours destinée à conforter et appuyer les projets d'investissement.

La dotation de solidarité communautaire (DSC), a pour principal objectif de réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. Afin de parvenir à cet objectif, l'enveloppe doit être répartie au moyen de critères péréquateurs.

Les règles de fonctionnement de cette dotation sont fixées à l'article L5211-28-4 du Code Général des Collectivité Territoriales, qui prévoit notamment que : « Lorsqu'elle est instituée, la dotation de solidarité communautaire est répartie librement par le Conseil communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

- De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

- De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes. Des critères complémentaires peuvent être choisis par le Conseil communautaire ». Précisons que chacun des critères complémentaires pris isolément, ne peut représenter plus de 35% de l'enveloppe globale à répartir.

À compter de **l'exercice 2025**, la **CAPG propose d'instaurer une Dotation de Solidarité Communautaire** bénéficiant à toutes ses communes membres.

La DSC serait répartie en **trois enveloppes distinctes** :

1. Enveloppe légale (35 % du total)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cette enveloppe applique les critères obligatoires définis par la loi :

- **50 % basé sur l'écart de revenu par habitant** entre la commune et la moyenne intercommunale ;

- **50 % basé sur l'insuffisance du potentiel financier** de la commune par rapport à la moyenne intercommunale.
  Ces critères sont **pondérés par la population communale** dans la population totale de la CAPG.

2. Enveloppe de soutien aux communes les moins peuplées (10 % de l'enveloppe totale)

Elle vise à **compenser les surcoûts liés à l'entretien des réseaux routiers** et des **grandes superficies** pour les communes à faible densité.

- **50 % basé sur la longueur de voirie communale par habitant** en comparaison avec à la longueur de voirie moyenne par habitant à l'échelle de la CAPG ;

- **50 % basé sur la superficie communale par habitant** en comparaison à la superficie moyenne par habitant à l'échelle de la CAPG.

3. Enveloppe d'intéressement au dynamisme économique (55 % de l'enveloppe totale)

Cette enveloppe a pour objectif de **soutenir les communes accueillant une activité économique** générant des charges spécifiques.

- **50 % basé sur la part des recettes d'IFER** (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau) perçues sur le territoire de la commune ;

- **50 % basé sur la part des recettes de CFE** (Cotisation Foncière des Entreprises) perçues sur le territoire de la commune.
  La répartition de cette enveloppe sera calculée en fonction des **données fiscales de l'année précédente**.

<u>Garantie d'un Montant Minimal par Commune</u>

Afin d'assurer un soutien équitable, un **montant minimal** sera attribué à chaque commune en fonction de son appartenance à **l'un des quatre groupes de population** définis par la CAPG. Cette mesure garantit une **solidarité renforcée** pour les communes les plus vulnérables.

Ce dispositif, qui sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire, vise à instaurer une **DSC équilibrée, transparente et adaptée aux réalités locales**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

	Pop Min.	Pop Max.	Montant garanti
Groupe 1	-	200	30 000 €
Groupe 2	201	1500	35 000 €
Groupe 3	1501	3500	40 000 €
Groupe 4	3501	-	0 €

Pour **l'exercice 2025**, l'enveloppe totale à répartir au titre de la **Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)** est estimée à **près de 1,7 M€**.

Autres charges de gestion courante (Chapitre 65)

- Contributions aux Syndicats et Contraintes de Service Public en 2025

La **CAPG** adhère à plusieurs syndicats, dont les contributions financières sont retracées dans ce chapitre. Parmi eux figurent principalement :

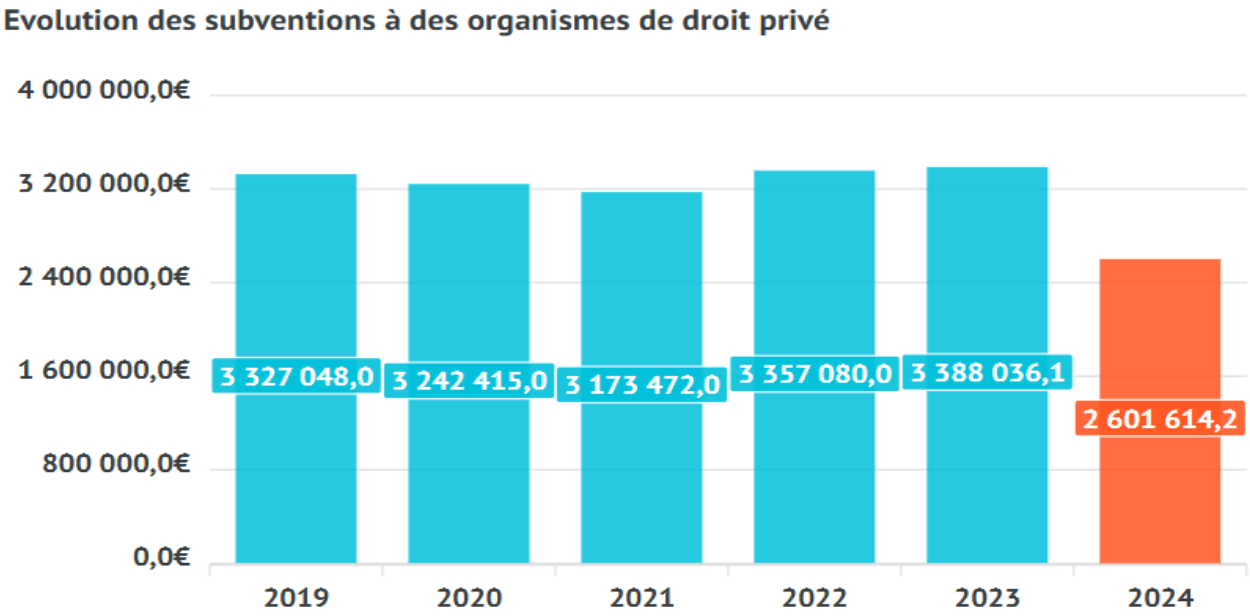
- **Les organismes de regroupement**, tels que **le SMED, UNIVALOM, SMIAGE, SDIS (pour le Haut Pays) et le PNR** ;
- Concernant la **contribution au syndicat de traitement UNIVALOM**, la CAPG prévoit, comme depuis **2018**, de verser en **2025** une quote-part en section d'investissement à hauteur de **257 000 €** ;
- Une **démarche similaire** est adoptée pour le **SMED**, avec une contribution de **475 000 €** ;
- La **contribution aux contraintes de service public de la régie des transports** connaît une **forte hausse**, passant à **6,9 millions d'euros** en **2025**, contre **5,5 millions d'euros** au **BP 2024**.

- Subventions aux associations de droit privé

En **2024**, la **CAPG** a engagé un montant de **2,6 millions d'euros** en faveur des **associations**. La baisse constatée cette année résulte principalement de la **fin de la subvention à l'Office du Tourisme de Grasse**, dont la dépense a été **rebasculée vers le chapitre 011 (Charges à caractère général)**.

Pour **2025**, l'enveloppe définitive n'est **pas encore arrêtée**, mais le **montant prévisionnel** destiné à soutenir les **actions des associations** sur le territoire est estimé à **environ 2,7 millions d'euros**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

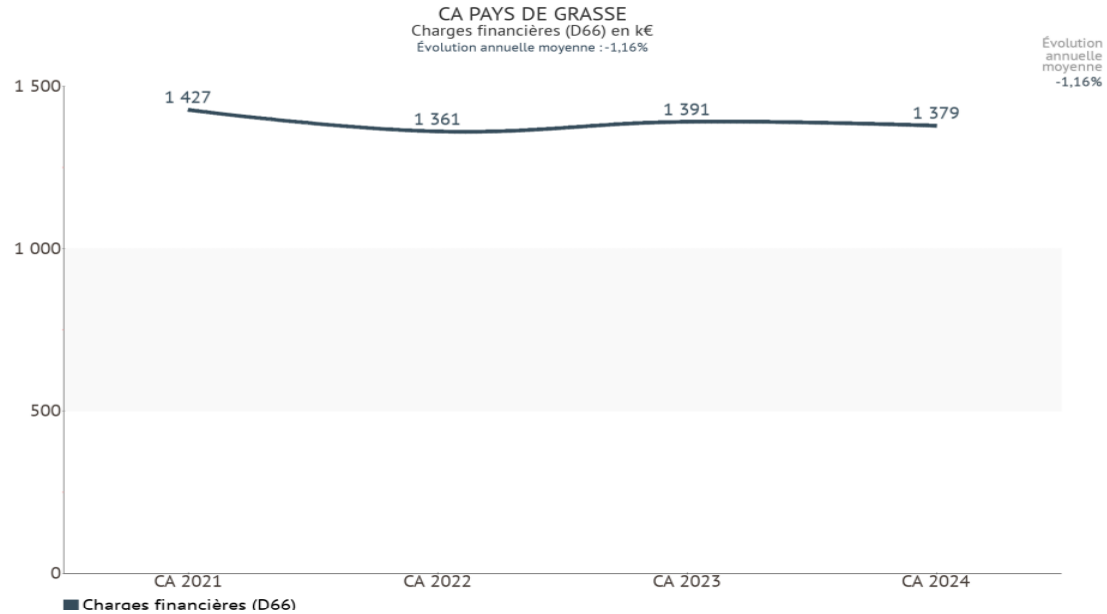


Intérêts de la dette (Chapitre 66)

(Voir ci-après le chapitre sur l'endettement pour plus de détails)

Depuis la **renégociation de l'emprunt structuré en 2015**, la **charge des intérêts de la dette** est restée stable, grâce à une **exposition à 93 % en taux fixe**, réduisant ainsi les risques liés aux **fluctuations des taux d'intérêt** d'une année sur l'autre.

Concernant les **nouveaux budgets annexes** relatifs à **l'eau et à l'assainissement**, la **CAPG** a repris les **contrats de prêts** des communes de **Grasse, La Roquette-sur-Siagne et Auribeau-sur-Siagne**.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Provision pour Risques et Charges

En **2024**, une **provision de 48 000 €** a été constituée afin de couvrir les **risques d'impayés** sur des créances douteuses liées à des **titres émis entre 2006 et 2016**.

Pour le **budget 2025**, une **provision de 350 000 €** est prévue pour anticiper d'éventuelles **créances douteuses**. Une **décision modificative** pourra être adoptée en **cours d'année** en cas d'apparition de **contentieux supplémentaires**.

SYNTHESE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PROJECTION 2025

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2024	Réalisé 2024	Cible 2025	Différence entre cible 2025 et crédits ouverts 2024
011 Charges à caractère général	17,9 M€	16,5 M€	17,8 M€	-0,1 M€
012 Charges de personnel	29,3 M€	28,7 M€	30,4 M€	+1,1 M€
014 Atténuation de produits	34,3 M€	34,1 M€	36 M€	+1,7M€
65 Autres charges gestion courante	27,3 M€	26,9 M€	26,3 M€	-1 M€
66 Charges financières	1,3 M€	1,3 M€	1,2 M€	-0,1 M€
67 Charges exceptionnelles	0,07 M€	0,02 M€	0,05 M€	-0,02 M€
68 Dotations aux provisions	0,3 M€	0,04 M€	0,4 M€	+0,1 M€
023 Virement à la section d'Investissement	5,6 M€		8,2 M€	+2,6 M€
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	5,1 M€	5,7 M€	5,07 M€	-0,03 M€
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	**121,5 M€**	**113,4 M€**	**125,5 M€**	**+4 M€**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

3 - La démarche de Contrôle de Gestion

Les **contraintes financières** et l'exigence de **transparence** dans la gestion publique imposent aux collectivités de renforcer leurs dispositifs de **contrôle de gestion, de pilotage et d'évaluation**.

Dans cette dynamique, depuis **juillet 2021**, le **service Contrôle de gestion** est **directement rattaché à la direction des finances** de la **CAPG**, lui permettant ainsi d'optimiser le **suivi budgétaire** et d'améliorer la **performance financière** de la collectivité.

Evaluation des politiques publiques

Depuis **2015**, la CAPG utilise la **matrice des coûts de l'ADEME** pour analyser le **coût et le financement du service de collecte et de traitement des déchets**. Depuis **2021**, cette matrice est élaborée en collaboration avec le **service du Contrôle de gestion**.

Grâce au **logiciel comptable interne** et à la **méthode Compta Coût de l'ADEME**, la CAPG peut saisir l'ensemble des **coûts de collecte**, répartis **par flux et par zone de TEOM**. Cet outil standardisé contribue à une **meilleure maîtrise des coûts** et à une **optimisation du service public de gestion des déchets**.

Le **service collecte** de la CAPG repose sur **deux sources de financement principales** :

- **La TEOM** ;
- **Les recettes des professionnels via la redevance spéciale**.

L'exploitation de la **matrice des coûts** permet d'établir un **taux de couverture adapté** aux besoins du budget.

En **2024**, le **service du Contrôle de gestion** a accompagné plusieurs directions pour une meilleure **analyse des coûts et un pilotage financier optimisé** :

- **Convention Territoriale Globale (CTG)** : Étude des coûts des actions **Jeunesse/Petite Enfance**, financées en grande partie par la **CAF** et la **MSA** ;
- **Parc Auto** : Analyse des coûts liés à **l'entretien et la réparation** du parc automobile, dans le cadre de sa mutualisation avec la **Ville de Grasse** ;
- **Grasse Campus** : Étude des **coûts de fonctionnement et d'investissement** du bâtiment mis à disposition par la **Ville de Grasse** pour le projet de **campus étudiant**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Subventions versées aux associations de droit privé

Dans le cadre de sa **politique de soutien au tissu associatif**, la CAPG applique des **principes précis** pour l'octroi des subventions.

- Bilan 2024
- **113 demandes** déposées ;
- **59 associations financées ;**
- **80 projets soutenus.**

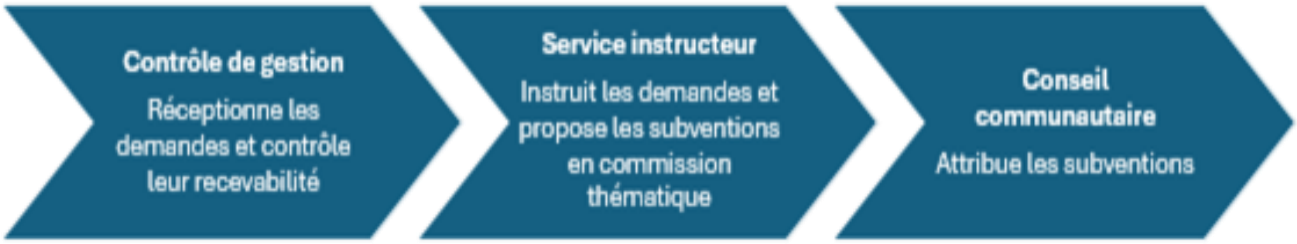
Le **service du Contrôle de gestion** assure un suivi rigoureux via :

- **Analyse financière et juridique** des demandes ;
- Suivi de **l'activité des associations** tout au long de l'année ;
- **Contrôle du respect des obligations** et de la **réalisation des projets.**

Les associations doivent remettre **un bilan qualitatif et quantitatif deux mois avant la fin du projet**. Ce bilan permet d'évaluer :

- La **conformité du projet** avec l'objet de la subvention ;
- La possibilité d'un **renouvellement du soutien**.

Cette démarche garantit une **gestion transparente et efficace** des subventions associatives.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

4 - Les investissements – perspectives 2025

Investissements et Désendettement de la CAPG

Depuis 2021, la CAPG a réalisé des investissements significatifs sur son territoire, atteignant **près de 40 M€ en quatre ans**, soit une **moyenne annuelle de 10 M€**. Pour la seule année 2024, les investissements se sont élevés à **10,5 M€**.

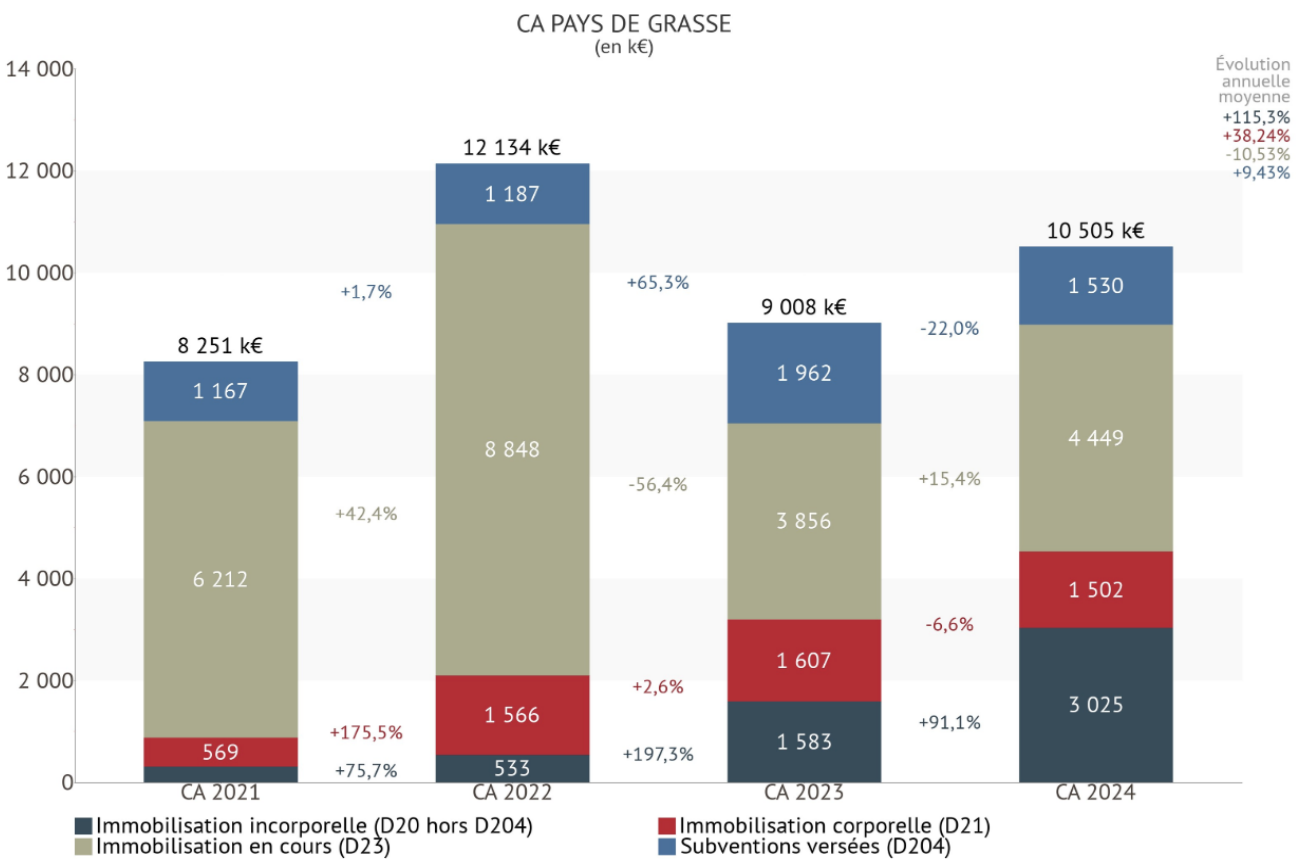
Recours à l'Emprunt et Désendettement

- La CAPG a contracté **3 M€ d'emprunt en 2021** et **3 M€ en 2022** ;
- De 2021 à 2024 inclus, elle a remboursé **17,3 M€ de capital**, entraînant un solde de **désendettement de -11,3 M€**.

Opérations de DMO (Dépenses et Recettes pour CAPG)

- **2024** : **2,5 M€** investis sur les communes membres ;
- **2025** : Une enveloppe budgétaire prévisionnelle de **+7 M€** est prévue.

Ces efforts financiers témoignent de la volonté de la CAPG de concilier investissements structurants et gestion maîtrisée de la dette



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Projets Prévisionnels de la CAPG pour 2025

Les arbitrages budgétaires ne sont pas encore finalisés, mais plusieurs **projets majeurs** sont déjà intégrés dans l'élaboration du budget :

🏗️ **Grands Projets**

- **Réhabilitation de la Piscine Altitude 500**
- **Grasse Campus 2 & 3**
- **BHNS (Bus à Haut Niveau de Service)**
- **Jardin de pluie**

🏠 **Habitat**

- Appui financier aux **projets du parc social et privé**

🚚 **Collecte des Déchets**

- Renouvellement des **véhicules, bacs et colonnes**
- Création de **Points d'Apport Volontaire (PAV)**

🔌 **Participation à l'Investissement**

- SMED (Syndicat Mixte d'Électricité des Alpes-Maritimes)
- UNIVALOM (Traitement et Valorisation des Déchets)

🚲 **Déplacements & Mobilité**

- Installation de **bornes de recharge**
- Déploiement de **boxyclettes et vélos à assistance électrique (VAE)**
- Mise en place de **signalétique et mise aux normes des arrêts de bus**

💧 **Eaux Pluviales Urbaines**

- Travaux pour l'amélioration du **réseau de gestion des eaux pluviales**

🏢 **Entretien & Réparations**

- Gros **entretien et réparation des bâtiments intercommunaux**
- **DMO (Dotations de Mobilisation Opérationnelle) en partenariat avec les communes**
- **Équipements pour les services**

Ces investissements visent à **moderniser les infrastructures, améliorer la qualité de vie et renforcer la transition écologique** du territoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Prospective financière 2025-2028

Dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire, une analyse prospective a été réalisée afin d'anticiper l'évolution des finances de la CAPG sur la période 2025-2028.

Les **recettes de gestion**, estimées à **118,4 M€ en 2025**, poursuivent une progression constante, passant de **114 M€ en 2024** à **124,6 M€ en 2028**, soit une augmentation moyenne annuelle de près de **2,2 %**. Cette évolution est principalement portée par la dynamique des **impôts et taxes (R73)**, qui devraient atteindre **90,8 M€ en 2025** contre **86,6 M€ en 2024**, avec une tendance haussière jusqu'à **96,1 M€ en 2028**.

Concernant les **dépenses de gestion**, celles-ci s'élèveraient à **108,7 M€ en 2025**, contre **106,3 M€ en 2024**. Elles devraient continuer leur progression modérée pour atteindre **111,4 M€ en 2028**, traduisant la nécessité de maintenir un équilibre budgétaire rigoureux.

En matière **d'investissement**, cette prospective fixe une trajectoire de plafonnement des dépenses afin de préserver la soutenabilité financière de la collectivité. Ainsi, **les dépenses d'investissement ne devront pas excéder 15 M€ en 2025 et 2026, 13 M€ en 2027 et 10 M€ en 2028**. Cette maîtrise progressive des investissements vise à assurer un financement équilibré des projets tout en limitant le recours à l'endettement.

Le **recours à l'emprunt** suit une trajectoire décroissante sur la période. Il est estimé à **6,5 M€ en 2025** et **6,2 M€ en 2026**, avant de diminuer progressivement à **3,4 M€ en 2027** puis **1,03 M€ en 2028**. Cette réduction vise à limiter l'impact de l'endettement sur la capacité de financement de la collectivité. Le solde de clôture est quant à lui projeté à **5 M€**, garantissant une marge de sécurité financière et une meilleure gestion de la dette à long terme.

L'analyse met ainsi en lumière une **croissance maîtrisée des charges**, en parallèle d'une dynamique positive des recettes, permettant de préserver la soutenabilité financière de la collectivité sur le moyen terme.

	CA 2024 en €	CA 2025 en €	CA 2026 en €	CA 2027 en €	CA 2028 en €
Recettes de gestion	**114 026 376 €**	**118 439 456 €**	**120 516 905 €**	**122 553 749 €**	**124 639 964 €**
Impôts et taxes (R73)	86 594 195 €	90 771 400 €	92 517 228 €	94 305 659 €	96 137 871 €
Dépenses de gestion	**106 304 451 €**	**108 662 994 €**	**109 314 850 €**	**110 349 351 €**	**111 374 721 €**
Dépenses de personnel (D012)	28 764 353 €	30 073 131 €	30 373 862 €	30 677 601 €	30 984 377 €
Épargne de gestion	**7 721 925 €**	**9 776 462 €**	**11 202 055 €**	**12 204 398 €**	**13 265 243 €**
Intérêts de la dette existante	1 378 535 €	1 152 821 €	1 408 595 €	1 269 098 €	1 129 320 €
Intérêts de la dette nouvelle			191 080 €	362 045 €	440 565 €
Soldes financiers, except. & provisions	1 133 483 €	1 133 483 €	1 133 483 €	1 133 483 €	1 133 483 €
Épargne brute (CAF)	**7 476 873 €**	**9 757 124 €**	**10 735 863 €**	**11 706 738 €**	**12 828 841 €**
Amortissement capital dette existante	4 851 085 €	5 869 842 €	7 733 902 €	6 464 701 €	6 370 233 €
Amortissement capital dette nouvelle			356 871 €	705 850 €	911 199 €
Épargne nette (CAF Nette)	**2 625 788 €**	**3 887 282 €**	**2 645 090 €**	**4 536 187 €**	**5 547 409 €**
Dépenses d'investissement (hors D16)	**13 160 635 €**	**15 000 000 €**	**15 000 000 €**	**13 000 000 €**	**10 000 000 €**
Recettes d'investissement (hors R16)	**7 077 312 €**	**4 696 024 €**	**6 102 720 €**	**5 050 356 €**	**3 419 268 €**
Besoin financement de l'investissement	**6 083 323 €**	**10 303 976 €**	**8 897 280 €**	**7 949 644 €**	**6 580 732 €**
Emprunt		6 588 975 €	6 252 190 €	3 413 457 €	1 033 323 €
Amortissement du capital	4 851 085 €	5 869 842 €	8 090 773 €	7 170 551 €	7 281 432 €
Solde net de dette	**-4 851 085 €**	**719 133 €**	**-1 838 583 €**	**-3 757 094 €**	**-6 248 109 €**
Variation du fonds de roulement	**-3 457 535 €**	**172 281 €**			
Solde de clôture reporté	**8 285 254 €**	**4 827 719 €**	**5 000 000 €**	**5 000 000 €**	**5 000 000 €**
Résultat de clôture au 31/12	**4 827 719 €**	**5 000 000 €**	**5 000 000 €**	**5 000 000 €**	**5 000 000 €**
Encours de dette au 31/12	**45 883 728 €**	**46 602 861 €**	**44 764 278 €**	**41 007 184 €**	**34 759 075 €**
Dette / Épargne brute	**6**	**5**	**4**	**4**	**3**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Recettes d'investissement

La CAPG dispose de **trois principales ressources** pour financer ses dépenses d'investissement :

- **Subventions d'investissement** des partenaires institutionnels (Europe, État, Région, Département) et **dotations de l'État** (FCTVA) ;
- **Emprunts auprès des partenaires bancaires** ;
- **Autofinancement**, principalement grâce aux **reports à nouveau** et **dotations aux amortissements**.

📊 **Situation 2024**

- Financement **principalement par autofinancement** ;
- Aucun emprunt mobilisé en 2024 ;
- **Poursuite du désendettement**.

🔮 **Prévisions 2025 - hypothèse**

- **Emprunt envisagé** : **4,4 M€** (+ **2 M€ en reste à réaliser**), destiné au **financement des travaux de la Piscine Altitude 500** ;
- Obtention d'un **emprunt bonifié de 12 M€** (taux Livret A + marge 0,40%) pour la réhabilitation de le Piscine Altitude 500 ;
- Stratégie : **maximiser l'autofinancement** et solliciter les **partenaires institutionnels** ;
- **Amortissements prévus** : **5 M€**.

💡 **Objectif** : Maintenir une gestion financière saine, équilibrée entre autofinancement et emprunts stratégiques, tout en poursuivant le développement des infrastructures du territoire

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

5 - Budgets annexes – Perspectives 2025

Budget Annexe EAU ET ASSAINISSEMENT

Depuis le **1er janvier 2020**, la CAPG est compétente pour la gestion des services d'eau et d'assainissement ainsi que pour la gestion des eaux pluviales en milieu urbain.

À cette fin, trois budgets annexes ont été créés :

- Le budget annexe "Eau", qui concerne les communes de **Grasse et Mouans-Sartoux** ;
- Le budget annexe "Assainissement", qui couvre les communes de **Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette-sur-Siagne, Auribeau-sur-Siagne et Pégomas** ;
- Le budget annexe "SPANC de Grasse", dédié au Service Public d'Assainissement Non Collectif.

- Budget Eau :

Les principales recettes proviennent des redevances "eau", prélevées sur les factures des usagers, ainsi que de la part "collectivité". Pour **2025**, une recette de **3M€** est estimée, stable par rapport à l'année précédente. Toutefois, ces revenus restent difficiles à anticiper, car ils dépendent des conditions météorologiques et du comportement des usagers.

- Budget Assainissement :

Ce budget repose principalement sur la redevance "assainissement", perçue sur les factures des usagers. En **2025**, cette recette devrait être reconduite à **2,1M€**. Les charges de personnel s'élèvent à **469 K€**. En **2024**, les investissements réalisés ont atteint **1,2M€**, répartis entre les différentes communes.

L'objectif est de maintenir un équilibre budgétaire tout en garantissant un service public de qualité et durable.

Section	Chapitre	Auribeau	Grasse	Pégomas	La Roquette	Mouans	Total
	001 - Résultat d'investissement reporté	24 697,36	-265 931,62	274 333,33	26 028,96		59 128,03
	16 - Emprunts et dettes assimilés	22 526,36	116 303,18		17 884,52	25 702,47	182 416,53
	Dépenses d'équipement	0,00	924 235,22	243 319,51	51 430,32		1 218 985,05
	20 - Immobilisations incorporelles		*171 876,23*				*171 876,23*
I	*21 - Immobilisations corporelles*		*6 640,76*				*6 640,76*
n	*23 - Immobilisations en cours*		*745 718,23*	*243 319,51*	*51 430,32*		*1 040 468,06*
v	10 dotations fonds divers						0,00
e	040 - Opérations d'ordre		187 959,01	4 152,00			192 111,01
s	041 - Opérations patrimoniales						0,00
t	**Total Dépenses**	**47 223,72**	**962 565,79**	**521 804,84**	**95 343,80**	**25 702,47**	**1 652 640,62**
i	001 - Résultat reporté						0,00
s	021 - Virement de la section d'exploitation						0,00
s	10 - Dotations, fonds divers & réserves						0,00
e	13 - Subventions d'investissement reçues	10 863,00	284 508,25	56 931,13			352 302,38
m	16 - Emprunts et dettes assimilés						0,00
e	23 - Avances						0,00
n	26 - Participations, créances rattachées..;						0,00
t	27 - Immobilisations financières					25 702,47	25 702,47
	040 - Opérations d'ordre	78 911,72	846 484,03	51 860,00	53 372,00		1 030 627,75
	041 - Opérations patrimoniales						0,00
	Total Recettes	**89 774,72**	**1 130 992,28**	**108 791,13**	**53 372,00**	**25 702,47**	**1 408 632,60**
	Résultat (a)	42 551,00	168 426,49	-413 013,71	-41 971,80	0,00	-244 008,02

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Budget Transport SILLAGES

Le service transport de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est exploité depuis sa création par une régie à simple autonomie financière, sans personnalité morale, dénommée **Régie SILLAGES**, directement rattachée à l'agglomération.

C'est la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui exerce la fonction d'**Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)**. À ce titre, elle perçoit le **Versement Mobilité**, une contribution acquittée par les entreprises de plus de **11 salariés**. Une partie de ce versement (**1,25% du taux de 1,75%**) est reversée à la **Régie SILLAGES**.

- Principales actions prévues en 2025 pour la Régie Sillages

En 2025, la Régie Sillages poursuivra l'exploitation du **réseau de transport en commun**, dans le cadre du contrat de **Délégation de Service Public (DSP)** attribué à la société **Moventis Pays de Grasse** pour une durée de **10 ans**.

Le **coût d'exploitation et de gestion** du transport **urbain et scolaire** s'élève à **13 708 459€**, intégrant les évolutions prévues dans l'**Avenant n°2** du contrat.

La répartition détaillée des dépenses est présentée dans le tableau ci-dessous :

D/R	I/F	Gestionnaire	Nature	Chapitre	Libellé	Montant
D	F		6588	65	REMBOURSEMENT AVANCE RECETTES CAPG	155 960,00
D	F	DSP	6574	65	CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE (CFF) 2025	11 810 700,00
D	F	DSP	6574	65	COMPENSATION TARIFAIRE SILLAGES 2025	15 000,00
D	F	EXPLOIT	6574	65	SUBV. EXPLOITATION PERSONNES DROIT PRIVE	1 000,00
D	F	DSP	6574	65	TAXE SUR LES SALAIRES 2025	347 853,00
D	F	DSP	6574	65	COMPENSATION TARIFAIRE 2025 ZOU	30 000,00
D	F	DSP	6574	65	REVISION DE PRIX 2025	1 225 000,00
D	F	DSP	6574	65	CET PAYEE A L'EURO EURO	122 946,00

- Recettes et investissements prévus pour 2025

- Remplacement des poteaux d'arrêts et des abris bus ;
- Acquisition d'un nouveau Système d'Aide à l'Exploitation (SAE) Navineo en remplacement de la solution UbiTransport ;
- Acquisition d'un nouveau système Billettique Paragon en remplacement de la solution UbiTransport afin de permettre notamment le paiement sans contact à bord des bus ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- VM 2025 : 12.5 millions d'euros dont 8,6 millions d'euros pour Sillages.

Les **recettes voyageurs**, incluant les **adhésions Mobiplus**, le **Service à la Demande (SàD)** et le **service de location de vélos Bicyclette**, sont estimées à **26 000 €**. Depuis la mise en place du contrat de **Délégation de Service Public (DSP)**, ces recettes sont désormais perçues directement par le délégataire **Moventis Pays de Grasse**, qui en assume le **risque industriel et commercial**.

Les **reversements de subventions** et **compensations tarifaires** se répartissent comme suit :

- **Subvention de la Région** : **631 638 €**
- **Dotation Générale de Décentralisation (DGD)** : **223 512 €**
- **Total des compensations** : **855 150 €**

La **contrainte de service public** s'élève à **6,9 M€**.

En 2025, le budget « **Sillages** » prévoit une enveloppe d'**investissement d'environ 1 241 000 €**, qui sera allouée en particulier aux actions suivantes :

D/R	I/F	Gestionnaire	Nature	Chapitre	Libellé	Montant
D	I	DIRECTION	2051	20	LOGICIEL PADAM SAD ET MOBI+	75 000,00
D	I	DIRECTION	2183	21	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	5 000,00
D	I	DIRECTION	2184	21	MOBILIER	1 000,00
D	I	EXPLOIT	2156	21	SAE INEO	650 000,00
D	I	EXPLOIT	2156	21	EQUIPEMENT BILLETTIQUE PARAGON	490 000,00
D	I	EXPLOIT	2181	21	INSTALLATIONS ABRIBUS	20 000,00

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

C/ La gestion de la dette

Rappel des obligations du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit inclure des **informations détaillées** sur la **structure et la gestion de l'encours de dette contractée**, ainsi que sur les **perspectives financières** pour l'élaboration du budget.

Ces informations doivent notamment présenter :

- **Le profil de l'encours de dette** que la collectivité vise à atteindre d'ici la **fin de l'exercice concerné** par le projet de budget ;
- Les **stratégies de gestion de la dette**, incluant les éventuelles renégociations, remboursements ou nouveaux emprunts prévus.

- Budget Principal :

L'encours de dette du Budget Principal au **1er janvier 2025** s'élève à **45,8 M€**, contre **50,2 M€** au **1er janvier 2024**, soit un **désendettement annuel de 4,4 M€**.

À ce montant, il convient de **déduire l'aide du fonds de soutien** de **10 M€** (**15,6 M€ accordés**, dont **11,1 M€ déjà versés** entre **2015 et 2024**), ramenant ainsi l'encours de dette à **34,7 M€** après renégociation de l'emprunt structuré.

En **2023**, la CAPG a contracté un **emprunt à tirage différé** de **12 M€** auprès de la **Banque des Territoires – CDC**, à un taux **Livret A + marge 0,40% sur 30 ans**, destiné à la **réhabilitation de la piscine Altitude 500**. Un tirage de **5 M€** était prévu en **2024**, mais n'a pas eu lieu en raison de l'avancement du projet.

L'**objectif d'encours de dette** au **31 décembre 2025** est fixé à **47 M€**, avec une hypothèse d'**emprunt de 6,4 M€** pour financer la piscine (emprunt affecté), tandis que le **reste des investissements** sera pris en charge par **l'autofinancement et les subventions**.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Profil d'extinction de la dette – Budget principal

- Evolution de l'encours de dette

Caractéristiques de la dette au 01/01/2025

Encours **45 883 728,06**

Nombre d'emprunts * **38**

Taux actuariel * **2,62%**

Taux moyen de l'exercice **2,61%**

Taux moyen équivalent après couverture **2,61%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025

Annuité **5 869 842,11**

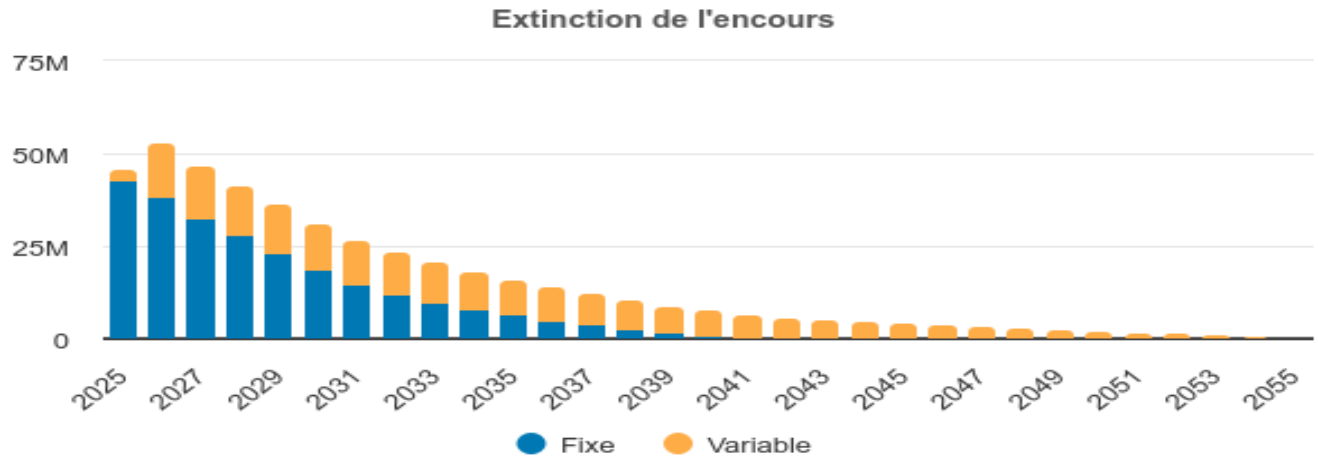
Amortissement **4 717 020,72**

Remboursement anticipé avec flux **0,00**

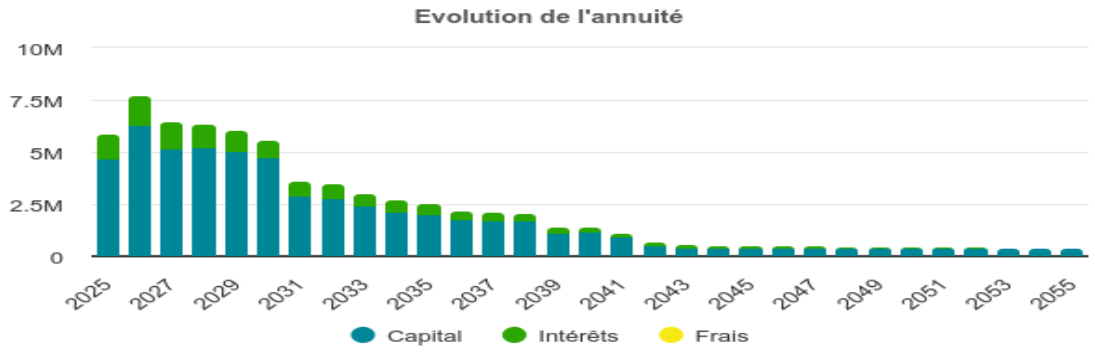
Remboursement anticipé sans flux **0,00**

Intérêts emprunts **1 152 821,39**

Frais **0,00**



- Evolution de l'annuité :



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La majorité des contrats ont été négociés sur une durée de **15 ans**, notamment **22 M€** issus de la **renégociation de l'emprunt structuré**, afin d'**optimiser le coût de la dette**.

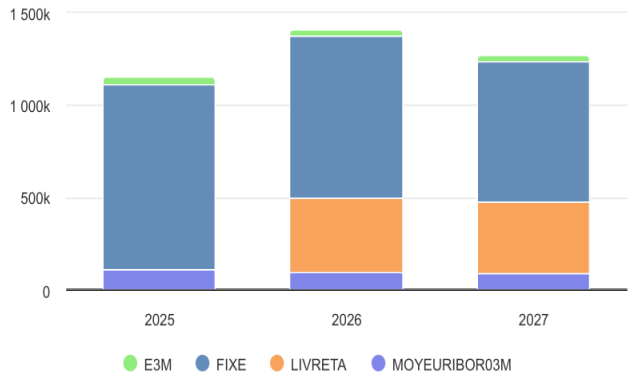
En **2030**, la collectivité verra son **annuité réduite des deux tiers**, passant de **5,8 M€ en 2025** (capital + intérêts) à **2,9 M€** (capital + intérêts).

- Evolution de la charge financière

Toutes choses égales par ailleurs, **et sans nouveaux emprunts**, le **taux d'intérêt moyen** passe à **2,61 % en 2025**, contre **2,75 % en 2024**.

La dette est **majoritairement composée de taux fixes**, ce qui **exclut toute variation excessive**.

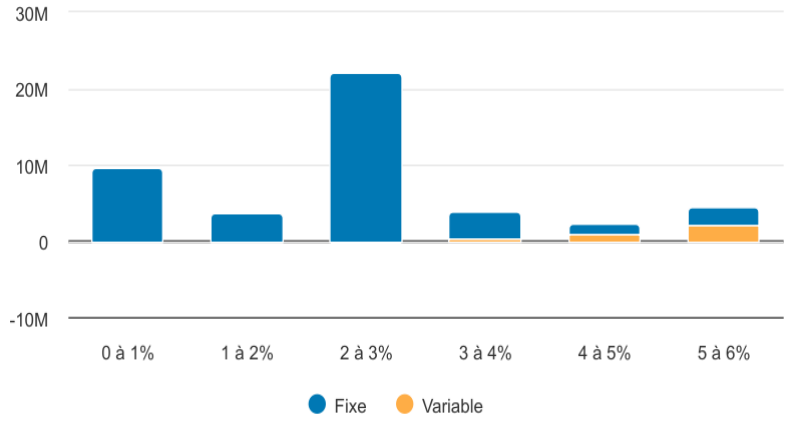
Projection N+2



Index	Intérêts par index 2025 *	Coût moyen 2025	Intérêts par index 2026 *	Coût moyen 2026	Intérêts par index 2027 *	Coût moyen 2027
E3M	35 759,92	4,45%	30 314,63	4,00%	29 659,46	4,19%
FIXE	1006 095,68	3,11%	884 015,40	3,09%	761041,03	3,07%
LIVRETA	1507,86	3,88%	399 147,45	3,40%	385 567,97	3,40%
MOYEURIBOR03M	109 457,93	5,40%	95 092,99	4,94%	92 829,85	5,04%
TOTAL	**1 152 821,39**	**2,61%**	**1 408 570,47**	**2,81%**	**1 269 098,31**	**2,83%**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Tranches de taux



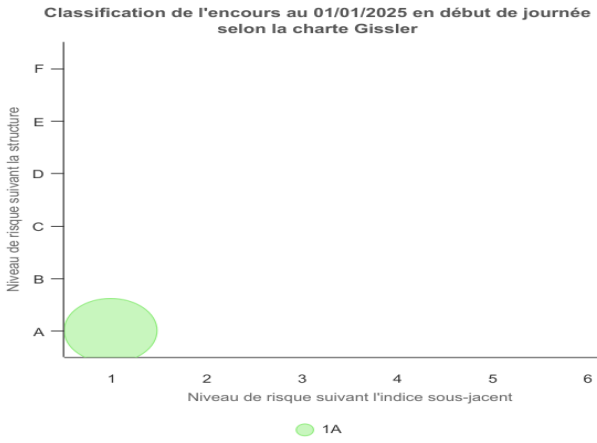
TEG résiduel	%	Encours
0% à 1%	21,06	9 665 325,73
1% à 2%	8,13	3 728 333,25
2% à 3%	47,32	21 710 034,45
3% à 4%	8,62	3 953 739,24
4% à 5%	5,13	2 354 289,72
5% à 6%	9,75	4 472 005,67
TOTAL		45 883 728,06

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La dette de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est classée **1A (très sécurisée)** selon la **Charte GISSLER**.

La **renégociation de l'emprunt structuré** a permis de **sécuriser la dette**, en éliminant les emprunts dits à risque. Désormais, la dette est **cotée 1A**, correspondant à un **risque faible** sur l'échelle GISSLER.

Charte Gissler



Catégorie	Encours au 01/01/2025	%
1-A	45 883 728,06	100,00%
TOTAL	45 883 728,06	100 %

Les partenaires financiers de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont **diversifiés**, incluant l'ensemble des principaux acteurs bancaires du secteur public local.

La **SFIL (ex-DEXIA)** représente **près de 40 %** de l'encours de dette. Par ailleurs, **53 %** de l'encours est réparti entre **quatre prêteurs majeurs** :

- **Société Générale** ;
- **Crédit Agricole** ;
- **Banque des Territoires (CDC)** ;
- **Caisse d'Épargne.**

Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	-	40,37	18 522 765,15
SOCIETE GENERALE	-	18,74	8 596 666,49
CREDIT AGRICOLE	-	11,35	5 209 452,66
CAISSE DEPOT & CON.	-	10,55	4 842 257,06
CAISSE D'EPARGNE	-	8,44	3 871 486,45
CREDIT FONCIER	-	3,03	1 390 781,25
LA NEF	-	2,78	1 275 000,00
Direction Générale des Finances Publiques	-	2,56	1 175 319,00
REMBOURSEMENT VILLE DE GRASSE	-	2,18	1 000 000,00
TOTAL			45 883 728,06

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Budget Annexe Eau :

Les emprunts liés au transfert de la compétence **eau** (exploitée en **DSP**) concernent uniquement **la commune de Grasse** et **la commune de Mouans-Sartoux**.

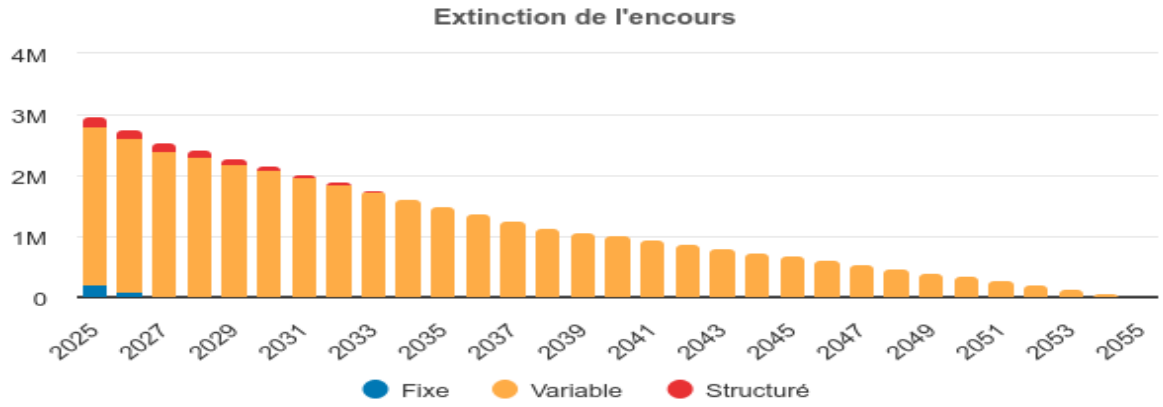
- Le **transfert des contrats de la Ville de Grasse** a été réalisé en **2020** ;
- Pour **Mouans-Sartoux**, le **transfert des contrats de prêts** est désormais **acté** par **procès-verbal de transfert** entre la Ville, la SEM et la CAPG.

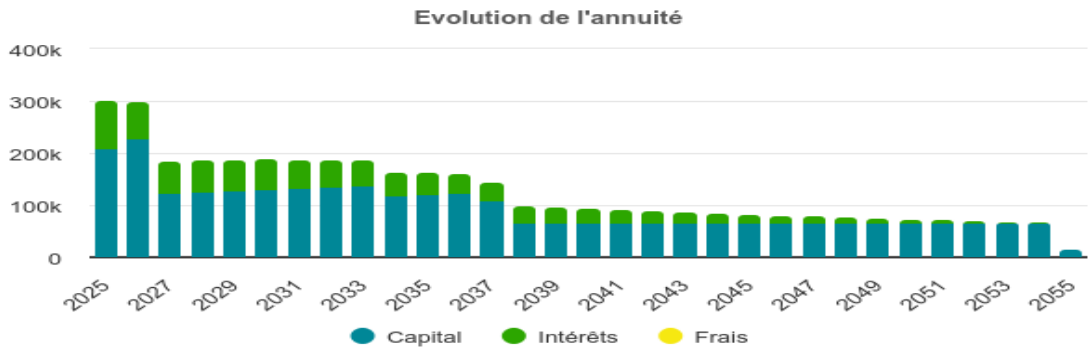
En **fin d'année 2024**, un **emprunt d'équilibre de 2 M€** a été tiré afin de financer **les travaux de la source de la Foux** sur la commune de Grasse.

Caractéristiques de la dette au 01/01/2025			
Encours	**2 981 867,58**	Nombre d'emprunts *	**5**
Taux actuariel *	**3,18%**	Taux moyen de l'exercice	**3,24%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025			
Annuité	**302 263,10**	Amortissement	**209 115,53**
Remboursement anticipé avec flux	**0,00**	Remboursement anticipé sans flux	**0,00**
Intérêts emprunts	**93 147,57**	Frais	**0,00**
		ICNE	**12 282,67**





AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Budget Annexe Assainissement :

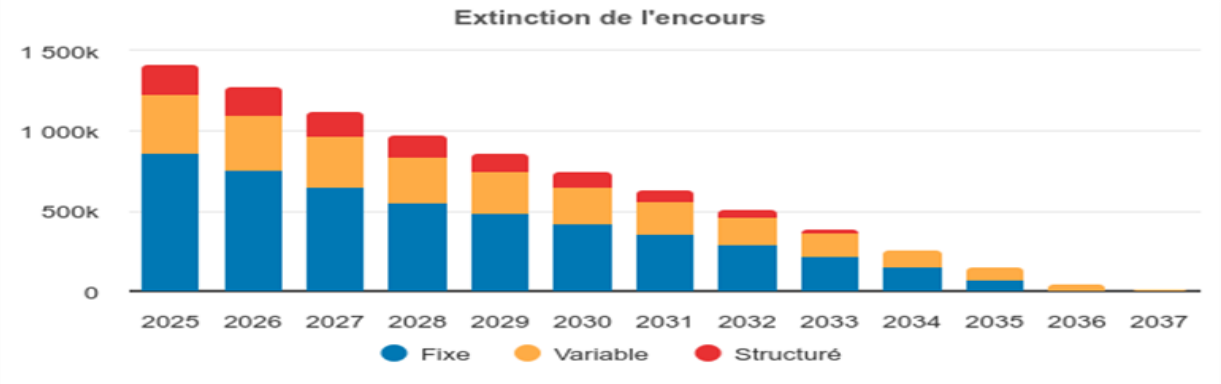
L'encours de dette de ce budget annexe s'élève à **1 421 679 €** au **1er janvier 2025**, avec un **taux moyen de 3,60%**.

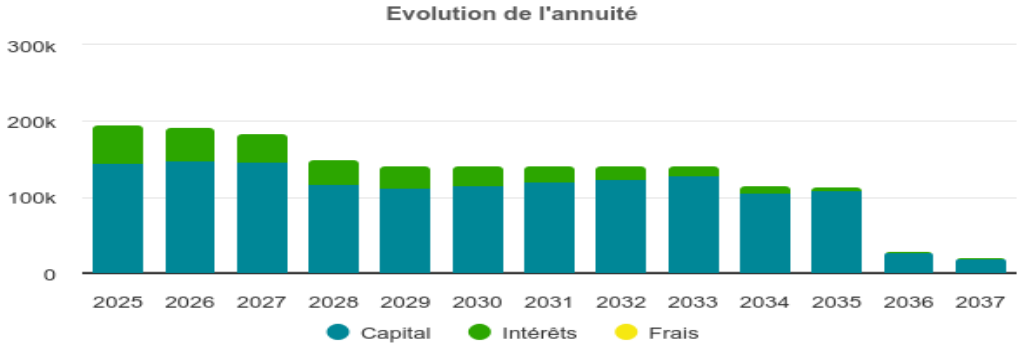
Cet encours concerne exclusivement les communes de **Grasse, Auribeau-sur-Siagne et La Roquette-sur-Siagne**. La commune de **Pégomas** n'avait pas contracté d'emprunt pour cette compétence.

Caractéristiques de la dette au 01/01/2025			
Encours	**1 421 679,68**	Nombre d'emprunts *	**13**
Taux actuariel *	**3,86%**	Taux moyen de l'exercice	**3,60%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025			
Annuité	**195 974,50**	Amortissement	**145 183,75**
Remboursement anticipé avec flux	**0,00**	Remboursement anticipé sans flux	**0,00**
Intérêts emprunts	**50 790,75**	Frais	**0,00**
		ICNE	**27 702,92**





AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_011_1-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Lexique des principales notions financières et fiscales

- **CFE** *(Cotisation Foncière des Entreprises*
- **CIF** *(Coefficient d'Intégration Fiscale)*
- **CVAE** *(Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)*
- **DCRTP** *(Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle)*
- **DETR** (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux)
- **DGF** *(Dotation Globale de Fonctionnement)*
- **DSC** *(Dotation de Solidarité Communautaire)*
- **DSIL** *(Dotation de Soutien à l'Investissement Local)*
- **DSR** *(Dotation de Solidarité Rurale)*
- **DSU** *(Dotation de Solidarité Urbaine)*
- **EPCI** *(Établissement Public de Coopération Intercommunale)*
- **FCTVA** *(Fonds de Compensation de la TVA)*
- **FPIC** *(Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)*
- **FNGIR** *(Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources)*
- **GEMAPI** *(Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)* :
- **IFER** *(Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux)*
- **LFI** *(Loi de Finances Initiale)*
- **TASCOM** *(Taxe Assise sur les Surfaces Commerciales)*
- **TEOM** *(Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères)*
- **TFPB** *(Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties)*
- **TFNB** *(Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties)*
- **TH** *(Taxe d'Habitation)*
- **THRP** *(Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales)*
- **THRS** *(Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires)*
- **VM** *(Versement Mobilité)*

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_012-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_012 : Critères de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_012-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_012
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FINANCES	
Critères de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'instaurer à compter de l'exercice 2025, une dotation de solidarité communautaire sur le territoire de la CAPG et de répartir cette DSC en trois enveloppes (enveloppe légale, enveloppe de soutien aux communes les moins peuplées et une enveloppe d'intéressement au dynamisme économique). Par ailleurs, il est proposé d'instituer un montant minimal par commune, déterminé en fonction de leur appartenance respective à l'un des quatre groupes de population.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article 256 de loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;

Vu l'article 197 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-28-4 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue en date du 13 février 2025 ;

Considérant que la Dotation de Solidarité Communautaire constitue l'un des outils à la disposition d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale lui permettant de mettre en œuvre la solidarité entre ses communes membres, au même titre que la prise en charge d'une partie du prélèvement prévu par l'Etat au titre de la contribution au Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), ou de la politique de fonds de concours destinée à conforter et appuyer les projets d'investissement ;

Considérant que la dotation de solidarité communautaire (DSC), a pour principal objectif de réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. Afin de parvenir à cet objectif, l'enveloppe doit être répartie au moyen de critères péréquateurs ;

Considérant que les règles de fonctionnement de cette dotation sont fixées à l'article L.5211-28-4 du Code Général des Collectivité Territoriales, qui prévoit notamment que :
« Lorsqu'elle est instituée, la dotation de solidarité communautaire est répartie librement par le conseil communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_012-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

1°- De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre [...] ;

2°- De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre [...].

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre [...]. Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes. Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire ». Précisons que chacun des critères complémentaires pris isolément, ne peut représenter plus de 35% de l'enveloppe globale à répartir.

Il est donc proposé d'instaurer, à compter de l'exercice 2025, une Dotation de Solidarité Communautaire sur le territoire de la CAPG qui bénéficiera à l'ensemble des communes membres.

Il est par ailleurs proposé de répartir la DSC **en trois enveloppes** :

- **Enveloppe légale** représentant **35 %** de l'enveloppe totale. Cette enveloppe correspondant à l'application des critères légaux, met en jeu les critères suivants :

    - L'écart du revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de la CAPG. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

    - L'insuffisance du potentiel financier par habitant de la commune par rapport au potentiel financier moyen par habitant de la CAPG. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

    Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de la CAPG ;

- **Enveloppe de soutien aux communes les moins peuplées** représentant **10 %** de l'enveloppe totale. Cette enveloppe vise à soutenir les communes pour lesquelles l'entretien des réseaux routiers ainsi que la gestion de grandes superficies engendre des coûts disproportionnés eu égard à leur faible densité de population. Cette enveloppe met en jeu les critères suivants :

    - L'écart entre la longueur de la voirie communale par habitant par rapport à la longueur de voirie moyenne par habitant à l'échelle de la CAPG. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

    - L'écart entre la superficie par habitant de la commune par rapport à la superficie moyenne par habitant à l'échelle de la CAPG. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

- **Enveloppe d'intéressement au dynamisme économique** représentant **55 %** de l'enveloppe totale. Cette enveloppe permet de soutenir le développement économique des communes membres en leur attribuant un montant permettant de couvrir les charges induites par l'implantation d'entreprises sur leur territoire. Cette enveloppe met en jeu les critères suivants :

    - La part des recettes d'IFER perçues par l'EPCI sur le territoire de chaque commune. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

    - La part des recettes de CFE perçues par l'EPCI sur le territoire de chaque commune. Ce critère représente 50% de l'enveloppe ;

La répartition de la DSC au titre d'une année se fait au regard des valeurs de l'année qui précède.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_012-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Par ailleurs, il est proposé d'instituer **un montant minimal par commune**, déterminé en fonction de leur appartenance respective à l'un des quatre groupes de population suivants:

	Pop Min.	Pop Max.	Montant garanti
Groupe 1	-	200	30 000 €
Groupe 2	201	1500	35 000 €
Groupe 3	1501	3500	40 000 €
Groupe 4	3501	-	0 €

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **D'APPROUVER** les critères de la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire tels que décrit ci-dessus ;

- **D'ADRESSER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_013-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_013 : Avance versement contribution de service public à la régie des transports Sillages

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL. Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_013-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_013
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FINANCES	
Avance versement contribution de service public à la régie des transports Sillages	
SYNTHESE **Dans l'attente du vote du budget primitif 2025, il est proposé au conseil communautaire de verser une avance de la contribution de service public à la régie des transports Sillages d'un montant total de 1 375 000 € pour le 1er trimestre 2025.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article 33 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, codifié à l'article L.2333-67 alinéa 12 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 ;

Vu la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n° DL2024_053 en date du 04 avril 2024 instituant le versement prévisionnel de la couverture 2024 des contraintes de service public à la régie des transports Sillages ;

Vu l'avis favorable de la commission de finances en date du 13 février 2025 ;

Considérant la nécessité pour la régie Sillages de procéder au paiement des charges qui lui incombe et dans l'attente du vote du budget primitif 2025 de la CAPG, il est proposé au conseil communautaire le versement d'une avance de 1 375 000 € pour le 1er trimestre 2025 ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_013-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **APPROUVER**, le versement d'une avance relative à la contribution de service public à la régie des transports Sillages d'un montant de 1 375 000 € pour le 1er trimestre 2025 ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Primitif 2025 de la CA du Pays de Grasse au chapitre 65 « Charges de gestion courante » ;

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_013-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_014-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_014 : Avances de trésorerie du budget principal au budget annexe SPANC (Service Public de l'Assainissement non Collectif)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL. Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_014-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_014
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FINANCES	
Avances de trésorerie du budget principal au budget annexe SPANC (Service Public de l'Assainissement non Collectif)	
SYNTHESE **Conformément à l'article R.2221-70 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse consente une ou plusieurs avances de trésorerie non budgétaire de son budget principal au budget annexe « SPANC» pour faire face aux dépenses du service public en début d'exercice et dans l'attente des premiers encaissements annuels dans limite de 150 000 €.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article R2221-70 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis favorable de la commission de finances en date du 13 février 2025 ;

Considérant que ce budget annexe SPANC correspond à un service public industriel et commercial (SPIC) et est doté de la seule autonomie financière qui a pour conséquence l'individualisation de la trésorerie ;

Considérant que conformément à l'article R.2221-70 du Code Général des Collectivités Territoriales, des avances de trésorerie peuvent être consenties par la CAPG lorsque les besoins sont réels. Le recours à cette disposition apparaît comme favorable pour la bonne gestion financière du budget annexe SPANC compte tenu des besoins de trésorerie qui pourraient survenir ;

Considérant que ces avances de trésorerie temporaire seront imputées sur le compte 553 « Avances à des régies dotées de la seule autonomie financière » du budget général et au compte 51921 « Avances de la collectivité de rattachement » du budget annexe. La date de remboursement des avances doit être fixée ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_014-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **D'APPROUVER**, à compter de l'exercice 2025 , le versement d'avances de trésorerie du budget principal au budget annexe « SPANC » créé sous forme de SPIC avec autonomie financière ;
- **DE FIXER** le montant cumulé de ces avances à 150 000 € maximum ;
- **DE DIRE** que les versements des avances se feront en fonction des besoins, les versements cumulés ne pourront pas dépasser 150 000 € ;
- **DE FIXER** la date de remboursement de ces avances de trésorerie au plus tard au 31 décembre de l'exercice 2025 ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_014-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_015 : Tableau des effectifs n°54 - Création, suppression et mise à jour d'emplois

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_015
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Tableau des effectifs n°54 Création, suppression et mise à jour d'emplois	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de mettre à jour le tableau des effectifs pour tenir compte de l'échéance finale de 7 contrats aidés et de 3 contrats non permanents et d'une mise à jour en fonction des remplacements effectués.** **Création de 29 postes et prévision de suppression de 41 postes après avis du Comité Social Territorial.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la loi n°84-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 34 qui dispose que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la saisine du Comité Social Territorial ;

Considérant la fin de 7 contrats aidés qui ne peuvent plus être renouvelés et de 3 contrats non permanents, il convient de créer les 10 postes à temps complet suivants :
- 7 adjoints d'animation,
- 2 adjoints techniques,
- 1 adjoint du patrimoine.

Considérant la mise à jour en fonction des remplacements effectués, il convient de créer les 19 postes à suivants :
- 1 rédacteur principal de 1ère classe à 17h30,
- 1 auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet,
- 1 attaché de conservation du patrimoine à temps complet,
- 5 adjoints techniques principaux de 2ème classe à temps complet,
- 11 adjoints d'animation à temps complet.

Considérant la mise à jour annuelle et en fonction des postes vacants présents au tableau des effectifs, il est prévu de supprimer les 41 postes à temps complet suivants après avis du Comité Social Territorial du 20 mars 2025 dans la délibération du tableau des effectifs n°55 :
- 3 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
- 4 adjoints administratifs principaux de 1ère classe,
- 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe,
- 2 animateurs,
- 2 infirmiers en soins généraux de classe normale,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- 2 adjoints du patrimoine,
- 1 attaché principal de conservation du patrimoine,
- 5 agents sociaux,
- 10 adjoints techniques,
- 8 adjoints techniques principaux de 1ère classe,
- 1 agent de maitrise.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CREER** les 29 postes suivants :
  - 18 adjoints d'animation à temps complet,
  - 2 adjoints techniques à temps complet,
  - 1 adjoint du patrimoine à temps complet,
  - 1 rédacteur principal de 1ère classe à 17h30,
  - 1 auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet,
  - 1 attaché de conservation du patrimoine à temps complet,
  - 5 adjoints techniques principaux de 2ème classe à temps complet.

- **DE PREVOIR SUPPRIMER** les 41 postes suivants après avis du Comité Social Territorial du 20 mars 2025 dans la délibération du tableau des effectifs n°55 :
  - 3 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
  - 4 adjoints administratifs principaux de 1ère classe,
  - 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe,
  - 2 animateurs,
  - 2 infirmiers en soins généraux,
  - 2 adjoints du patrimoine,
  - 1 attaché principal de conservation du patrimoine,
  - 5 agents sociaux,
  - 10 adjoints techniques,
  - 8 adjoints techniques principaux de 1ère classe,
  - 1 agent de maitrise.

- **D'APPROUVER** le tableau des effectifs modifié n°54 ci-dessous.

- **DE DIRE** que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2025 et suivants, au chapitre 012 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET POUR LA CAPG

Cadres d'emplois	Grades	Emplois existants tableau 53	Création ou suppression	Emplois tableau 54
Emploi de cabinet	Directeur de cabinet	1	0	1
	Conseiller technique	1	0	1
Emplois fonctionnels	DGS	1	0	1
	DGST	1	0	1
	DGA	2	0	2
Filière administrative				
Attaché	Attaché hors classe	3	0	3
	Directeur territorial	1	0	1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

	Attaché principal	10	0	10
	Attaché	33	0	33
Rédacteur	Rédacteur principal 1ère classe	8	0	8
	Rédacteur principal 2ème classe	7	0	7
	Rédacteur	22	0	22
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 1ère classe	48	0	48
	Adjoint administratif principal 2ème classe	31	0	31
	Adjoint administratif	41	0	41
Filière technique				
Ingénieur général	Ingénieur général	1	0	1
Ingénieur en chef	Ingénieur en chef	1	0	1
Ingénieur	Ingénieur principal	9	0	9
	Ingénieur	6	0	6
Technicien	Technicien principal de 1ère classe	11	0	11
	Technicien principal de 2ème classe	6	0	6
	Technicien	16	0	16
Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	27	0	27
	Agent de maitrise	24	0	24
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	18	0	18
	Adjoint technique principal de 2ème classe	45	+5	50
	Adjoint technique	93	+2	95
Filière animation				
Animateur	Animateur principal de 1ère classe	3	0	3
	Animateur principal de 2ème classe	3	0	3
	Animateur	5	0	5
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	10	0	10
	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	17	0	17
	Adjoint d'animation	66	+18	84
Filière sportive				
Educateur des APS	Educateur des APS principal de 1ère classe	7	0	7
	Educateur des APS principal de 2ème classe	3	0	3
	Educateur des APS	12	0	12
Filière sanitaire et sociale				
Puéricultrice	Puéricultrice hors classe	3	0	3
	Puéricultrice	2	0	2
Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux	4	0	4
Educateur de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	5	0	5
	Educateur de jeunes enfants	4	0	4
Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	2	0	2
	Assistant socio-éducatif	1	0	1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	11	+1	12
	Auxiliaire de puériculture de classe normale	13	0	13
	Agent social	2	0	2
Filière culturelle				
Conservateur	Conservateur en chef	1	0	1
	Conservateur	0	0	0
Attaché de conservation	Attaché principal de conservation	3	0	3
	Attaché de conservation	1	+1	2
Bibliothécaire	Bibliothécaire principal	1	0	1
Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	1	0	1
	Assistant de conservation du patrimoine principal de 2ème classe	4	0	4
	Assistant de conservation du patrimoine	3	0	3
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	8	0	8
	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	5	0	5
	Adjoint du patrimoine	18	+1	19
TOTAL		**684**	**+28**	**712**

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET DE LA CAPG

Cadre d'emploi	Grade	Temps hebdo	Emplois existants tableau 53	Création ou suppression	Emplois tableau 54
Filière administrative					
Attaché	Attaché principal	7h00	1	0	1
	Attaché	24h30	1	0	1
Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	19h00	1	0	1
	Rédacteur principal de 1ère classe	17h30	0	+1	1
	Rédacteur	21h00	1	0	1
	Rédacteur	17h30	1	0	1
Adjoint administratif	Adjoint administratif	30h00	1	0	1
	Adjoint administratif	28h00	1	0	1
	Adjoint administratif	20h00	0	0	0
Filière technique					
Adjoint technique	Adjoint technique	6h00	1	0	1
	Adjoint technique	20h00	1	0	1
	Adjoint technique	25h00	1	0	1
	Adjoint technique	26h00	1	0	1
	Adjoint technique	30h00	1	0	1
Filière animation					
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal 2ème classe	25h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	17h30	10	0	10
	Adjoint d'animation	18h00	2	0	2
	Adjoint d'animation	20h00	4	0	4
	Adjoint d'animation	25h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	26h00	10	0	10
	Adjoint d'animation	28h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	30h00	4	0	4
Filière sportive					

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Educateur des APS	Educateur des APS	15h00	1	0	1
Filière sanitaire et sociale					
Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif	28h00	1	0	1
Agent social	Agent social principal 2ème classe	27h00	2	0	2
	Agent social	12h00	1	0	1
	Agent social	15h00	2	0	2
	Agent social	17h30	2	0	2
	Agent social	20h00	1	0	1
	Agent social	25h00	3	0	3
TOTAL			**58**	**+1**	**59**

AUTRES

Vacataires (à compter du 1er janvier 2024)

Types de vacation	Durée	Forfait brut
Visite guidée musée	2h00	70 €
Référent déontologue des élus	Par dossier	80 €

Activités accessoires

Poste	Temps de travail	Indemnité brute
Maître-nageur sauveteur BEESAN	Complet Juin à septembre	95% du grade d'éducateur des activités physiques et sportives au 11ème échelon
Chef de cabinet	15 % d'un temps complet	15% du grade d'attaché au 9ème échelon
Chargé de mission risques majeurs	15 % d'un temps complet	15% du 11ème échelon du grade d'adjoint technique
Chargé de mission planification	15 % d'un temps complet	15% du grade d'attaché au 9ème échelon

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET DE LA REGIE DES TRANSPORTS SILLAGES

Cadres d'emplois	Grades	Emplois existants tableau 53	Création ou suppression	Emplois tableau 54
Filière administrative				
Attaché	Attaché	1	0	1
Rédacteur	Rédacteur principal 1ère classe	1	0	1
	Rédacteur	1	0	1
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 1ère classe	2	0	2
	Adjoint administratif principal 2ème classe	2	0	2
	Adjoint administratif	1	0	1
Filière technique				
Ingénieur	Ingénieur principal	1	0	1
Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	4	0	4
Adjoint technique	Adjoint technique principal 2ème classe	1	0	1
	Adjoint technique	4	0	4
TOTAL		**18**	**0**	**18**

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET DE LA REGIE DES TRANSPORTS SILLAGES

Cadre d'emploi	Grade	Temps hebdo	Emplois existants tableau 51	Création ou suppression	Emplois tableau 52
Filière technique					
Adjoint technique	Adjoint technique	25h00	1	0	1
Filière animation					
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation	12h30	1	0	1
TOTAL			**2**	**0**	**2**

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_015-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_016 : Mutualisation - Convention de mise à disposition d'un agent de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_016
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Mutualisation - Convention de mise à disposition d'un agent de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	

SYNTHESE

Mise en place d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à la SPL Pays de Grasse Tourisme pour la réalisation des missions de chargé de mission pôle nature à compter de la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL par la CAPG et ce, pour une durée de 3 ans.
De plus, pour la période de transition entre la dissolution de l'Office de Tourisme communautaire unique du Pays de Grasse et l'existence juridique de la SPL Pays de Grasse Tourisme, il est prévu de conclure, avec l'Office de Tourisme communautaire unique du Pays de Grasse, une convention de mise à disposition d'un an pour cet agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à compter du 1er mars 2025. Cette mise à disposition prendra fin de plein droit dès la fin de la période de transition, à savoir à la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL par la CAPG.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu les articles L.512-6 à L.512-9 et L.512-12 à L.512-15 du Code Général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Considérant que Monsieur Loïc FABRE, technicien titulaire, sera mis à disposition de la SPL Pays de Grasse Tourisme en qualité de chargé de mission pôle nature pour une quotité de travail égale à 100 % d'un temps complet, à compter de la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL par la CAPG et ce, pour une durée de 3 ans ;

Considérant que cet agent mis à disposition sera exclusivement affecté aux missions de service public qui ont été confiées à la SPL Pays de Grasse Tourisme ;

Considérant de plus, que pour la période de transition, entre la dissolution de l'Office de Tourisme communautaire unique du Pays de Grasse et l'existence juridique de la SPL Pays de Grasse Tourisme, il est prévu de conclure avec l'Office de Tourisme communautaire unique du Pays de Grasse, une convention de mise à disposition d'un an pour cet agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à compter du 1er mars 2025, afin d'assurer la continuité juridique et financière ;

Considérant que cette mise à disposition prendra fin de plein droit dès la fin de la période de transition, à savoir à la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL par la CAPG ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant qu'il convient d'organiser par convention, le remboursement des frais de personnel ;

Considérant l'intérêt de cette mise à disposition individuelle de personnel ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE PRENDRE ACTE** de la mise à disposition à hauteur de 100 % d'un temps complet de Monsieur Loïc FABRE en qualité chargé de mission pôle nature auprès de la SPL Pays de Grasse Tourisme pour une durée de 3 ans à compter de la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL par la CAPG ;

- **DE PRENDRE ACTE** de la mise à disposition à hauteur de 100 % d'un temps complet de Monsieur Loïc FABRE en qualité chargé de mission pôle nature auprès de l'Office de Tourisme communautaire unique du Pays de Grasse à compter du 1er mars 2025 pour une durée d'1 an ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions jointes en annexes ainsi que ses éventuels avenants ;

- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE A L'OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE GRASSE

ENTRE la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président en exercice, et autorisé à signer en vertu d'une délibération en date du 12 décembre 2024, d'une part,

ET l'Office de Tourisme du Pays de Grasse, représenté par Monsieur Denis ZANON, Président de l'association en exercice agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés, d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions des articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code Général de la fonction publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse met à disposition de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse, Monsieur Loïc FABRE, technicien titulaire.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE FONCTIONNAIRE TERRITORIAL MIS A DISPOSITION

Monsieur Loïc FABRE est mis à disposition, avec son accord, en vue d'exercer la réalisation des missions de services publics confiées à l'Office de Tourisme du Pays de Grasse consistant à des missions de chargé de missions pôle nature :

- Assurer les missions administratives,
- Assurer les missions d'animation, de construction et de mise en réseau des acteurs,
- Assurer la promotion et la communication du pôle nature.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION

Monsieur Loïc FABRE est mis à disposition de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse à compter du 1er mars 2025 pour une durée d'1 an à raison de 100% d'un temps complet.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

L'Office de Tourisme du Pays de Grasse organise le travail de Monsieur Loïc FABRE dans les conditions suivantes : 5 journées de travail par semaine.

L'Office de Tourisme du Pays de Grasse, dans les domaines énumérés ci-après, informe l'administration d'origine, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :

- congés annuels
- congés de maladie ordinaire
- accident du travail ou maladies professionnelles

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

Elle prend les décisions relatives aux congés suivants :

- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- temps partiel thérapeutique,
- congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- congés de formation professionnelle notamment liés au CPF
- congé pour formation syndicale,
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- congé de représentation
- congé pour validation des acquis de l'expérience
- congé de présence parentale
- congé pour bilan de compétences

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de l'administration d'origine, qui en assure la gestion.

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse verse à Monsieur Loïc FABRE mis à disposition, la rémunération correspondant à son grade et à son échelon (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

L'Office de Tourisme du Pays de Grasse peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION :

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont remboursés par l'Office de Tourisme du Pays de Grasse à hauteur de la quotité de travail dédié à la réalisation des missions de l'agent mis à disposition et sur base d'un temps de travail hebdomadaire fixé à 100%. Le remboursement se fera sur l'émission d'un titre de recette et la production d'un tableau récapitulatif détaillant les heures de travail de l'agent mis à disposition.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

L'Office de Tourisme du Pays de Grasse transmet un rapport annuel sur l'activité du personnel mis à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, après un entretien individuel.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse établit l'entretien professionnel.

ARTICLE 8 : DROITS ET OBLIGATIONS

L'agent mis à disposition demeure soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Elle peut être saisie par l'Office de Tourisme du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 9 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention :

Soit en respectant un préavis d'un mois, à la demande :

- de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse ;
- de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- ou du fonctionnaire mis à disposition.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre l'Office de Tourisme du Pays de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Si au terme de la mise à disposition, Madame Hélène LARBANOIS ne peut être réaffectée dans les fonctions exercées auparavant à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, elle sera placée après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, dans le respect des règles du 2ème alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984.

Soit de plein droit, par l'effet de la notification adressée à l'agent de l'immatriculation de la SPL Pays de Grasse Tourisme par la CAPG.

ARTICLE 10 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION AU FONCTIONNAIRE

La présente convention a été transmise le 3 février 2025 au fonctionnaire dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION D'UN RAPPORT ANNUEL AU COMITÉ TECHNIQUE

Un rapport annuel émis par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera transmis au CST compétent. Celui-ci précisera le nombre d'agents mis à disposition de la collectivité territoriale.

ARTICLE 12 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 13 : SIGNATURES

Fait à Grasse, le XX février 2025

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Le Président de l'Office de Tourisme du Pays de Grasse**
Jérôme VIAUD	**Denis ZANON**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE A LA SPL PAYS DE GRASSE TOURISME

ENTRE la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président en exercice, et autorisé à signer en vertu d'une délibération en date du 12 décembre 2024, d'une part,

ET la SPL PAYS DE GRASSE TOURISME représenté par Monsieur ……., Directeur général en exercice agissant au nom et pour le compte de ladite SPL PAYS DE GRASSE TOURISME en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés, d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions des articles L.512-6 à L.512-9 et L512-12 à L.512-15 du Code Général de la fonction publique et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse met à disposition de la SPL Pays de Grasse Tourisme, Monsieur Loïc FABRE, technicien titulaire.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE FONCTIONNAIRE TERRITORIAL MIS A DISPOSITION

Monsieur Loïc FABRE est mis à disposition, avec son accord, en vue d'exercer la réalisation des missions de services publics confiées à la SPL Pays de Grasse Tourisme consistant à des missions de chargé de missions pôle nature :

- Assurer les missions administratives,
- Assurer les missions d'animation, de construction et de mise en réseau des acteurs,
- Assurer la promotion et la communication du pôle nature.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION

Monsieur Loïc FABRE est mis à la disposition de la SPL Pays de Grasse Tourisme à compter de la notification de l'immatriculation de la SPL qui lui sera adressée par la CAPG pour une durée de 3 ans à raison de 100 % d'un temps complet.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La SPL Pays de Grasse Tourisme organise le travail de Monsieur Loïc FABRE dans les conditions suivantes : 5 journées de travail par semaine.

La SPL Pays de Grasse Tourisme, dans les domaines énumérés ci-après, informe l'administration d'origine, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :

- congés annuels
- congés de maladie ordinaire
- accident du travail ou maladies professionnelles

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse continue à gérer la situation administrative du fonctionnaire mis à disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Elle prend les décisions relatives aux congés suivants :

- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,
- temps partiel thérapeutique,
- congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- congés de formation professionnelle notamment liés au CPF
- congé pour formation syndicale,
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- congé de représentation
- congé pour validation des acquis de l'expérience
- congé de présence parentale
- congé pour bilan de compétences

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de l'administration d'origine, qui en assure la gestion.

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse verse à Monsieur Loïc FABRE mis à disposition, la rémunération correspondant à son grade et à son échelon (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

La SPL Pays de Grasse Tourisme peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION :

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont remboursés par la SPL Pays de Grasse Tourisme à hauteur de la quotité de travail dédié à la réalisation des missions de l'agent mis à disposition et sur base d'un temps de travail hebdomadaire fixé à 100%. Le remboursement se fera sur l'émission d'un titre de recette et la production d'un tableau récapitulatif détaillant les heures de travail de l'agent mis à disposition.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La SPL Pays de Grasse Tourisme transmet un rapport annuel sur l'activité du fonctionnaire mis à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, après un entretien individuel.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse établit l'entretien professionnel.

ARTICLE 8 : DROITS ET OBLIGATIONS

L'agent mis à disposition demeure soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Elle peut être saisie par la SPL Pays de Grasse Tourisme.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_016-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 9 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention en respectant un préavis d'un mois, à la demande :

- de la SPL Pays de Grasse Tourisme ;
- de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- ou du fonctionnaire mis à disposition.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la SPL Pays de Grasse Tourisme et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Si au terme de la mise à disposition, Monsieur Loïc FABRE ne peut être réaffectée dans les fonctions exercées auparavant à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, elle sera placée après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, dans le respect des règles du 2ème alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984.

ARTICLE 10 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION AU FONCTIONNAIRE

La présente convention a été transmise le …….. au fonctionnaire dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION D'UN RAPPORT ANNUEL AU COMITÉ TECHNIQUE

Un rapport annuel émis par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera transmis au CST compétent. Celui-ci précisera le nombre d'agents mis à disposition de la collectivité territoriale.

ARTICLE 12 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 13 : SIGNATURES

Fait à Grasse, le XX XXX 2025

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Le Directeur général de la SPL du Pays de Grasse Tourisme**
Jérôme VIAUD	**XXXXX**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_017-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_017 : Recrutement d'un chargé d'opérations de travaux - Contrat à durée déterminée de 3 ans

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_017-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_017
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Recrutement d'un chargé d'opérations de travaux Contrat à durée déterminée de 3 ans	
SYNTHESE **Un appel à candidature a été ouvert pour le recrutement d'un chargé d'opérations de travaux au sein de la direction générale des services techniques. A l'issue de cet appel, aucune candidature d'agent titulaire n'a pu être retenue. Il convient donc d'établir un contrat à durée déterminée de 3 ans à partir du 1er mars 2025.** **Cette délibération ne modifie pas le tableau des effectifs.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2° ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette décision seront inscrits au chapitre 012 du budget principal 2025 et suivants ;

Considérant que la collectivité doit procéder au recrutement d'un chargé d'opérations de travaux ;

Considérant que sous l'autorité du directeur, l'agent aura pour missions :

- Assurer la conduite d'opérations de travaux (coordonner, piloter et/ou réaliser des études et des travaux liés à des projets de construction ou de rénovation),
- Assurer la maîtrise d'œuvre complète d'un projet (diagnostic technique, études d'opportunité et de faisabilité),
- Piloter les opérations d'entretien et de maintenance du patrimoine bâti,
- Assurer les consultations avec les bureaux d'études, entreprises, institutionnels et élus,
- Assurer le suivi administratif et financier des opérations,
- Rédiger les pièces techniques des marchés publics, les rapports d'analyse des offres,
- Assurer le suivi de la passation et de l'exécution des marchés.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_017-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour assurer ces missions, le candidat doit réunir les conditions suivantes :

- Diplôme Bac + 2 dans le domaine des travaux publics,
- Expérience significative sur des fonctions équivalentes,
- Compétences techniques ouvrages d'art et ouvrages de génie civil, pathologie du bâtiment,
- Maitrise des règles techniques de mise en œuvre des matériaux et matériels de construction,
- Bonne connaissance des corps d'état des bâtiments,
- Connaissances des règlementations techniques et ERP,
- Connaissance des règles de la commande publique,
- Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, Outlook),
- Capacités à coordonner l'action d'équipes pluridisciplinaires,
- Savoir anticiper, décider, être réactif,
- Qualités relationnelles, sens de la rigueur et l'organisation,
- Permis B exigé.

Considérant qu'afin de procéder au recrutement d'un chargé d'opérations de travaux, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait paraître un appel à candidatures par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. A l'issue de cette procédure de recrutement, il s'avère qu'aucun agent titulaire ne répond aux besoins spécifiques liés au poste. C'est pourquoi, il est proposé de privilégier les compétences professionnelles du candidat pour ce poste spécifique et de recourir au recrutement d'un agent contractuel ;

Considérant qu'en effet, le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 prévoit les modalités de la procédure de recrutement applicables aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire qui sont candidates sur un emploi permanent ouvert aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. L'article L.332-8-2° du Code général de la fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ce Code, ce qui est le cas ;

Considérant qu'il est donc proposé d'établir un contrat pour une période de 3 ans sur la base de la rémunération de la fonction publique territoriale correspondant au grade de technicien à l'échelon 10 avec la possibilité de versement des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante ;

Considérant que cette décision n'engendre pas de modification du tableau des effectifs ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_017-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce contrat à intervenir pour une durée de 3 ans, à compter du 1er mars 2025
- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_018-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_018 : Recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance - Contrat à durée déterminée de 3 ans

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_018-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_018
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance Contrat à durée déterminée de 3 ans	
SYNTHESE **Un appel à candidature a été ouvert pour le recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance au sein du service développement social des territoires et prévention. A l'issue de cet appel, aucune candidature d'agent titulaire n'a pu être retenue. Il convient donc d'établir un contrat à durée déterminée de 3 ans à partir du 1er mars 2025.** **Cette délibération ne modifie pas le tableau des effectifs.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2° ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette décision seront inscrits au chapitre 012 du budget principal 2025 et suivants ;

Considérant que la collectivité doit procéder au recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance ;

Considérant que sous l'autorité du responsable de service, l'agent aura pour missions :

- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la future stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance,
- Organiser et participer aux différentes instances : réunions plénières du CISPD et des CLSPD, rencontres semestrielles de la sécurité et observatoire de la sécurité,
- Impulser un réseau intercommunal de partenaires : Polices municipales, Médiateurs, Police Nationale, Gendarmerie,
- Impulser un réseau intercommunal de prévention des violences sexistes et sexuelles en lien avec la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité,
- Coordonner et évaluer les actions menées dans le cadre des programmations FIPDR et CAF R,
- Actualiser et alimenter le diagnostic territorial partagé, via le réseau et les cellules de veille,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_018-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Réaliser le bilan annuel du CISPD,
- Assurer une veille sur les dispositifs se rapportant à la sécurité et à la prévention de la délinquance, de même que sur les financements pouvant être mobilisés dans ce cadre,
- Articuler de manière efficiente le maillage entre l'intercommunalité et les CLSPD existants : séances plénières, réunions d'informations, formations proposées,
- Rédiger différents écrits tels que des notes synthétiques, rapports, comptes-rendus, courriers, tableaux de bord, demandes de subventions.

Pour assurer ces missions, le candidat doit réunir les conditions suivantes :

- Formation supérieure en développement social urbain, sécurité et vie urbaine, ou dans les domaines de la sociologie-criminalité ou expérience similaire au sein de la fonction publique ou dans le privé,
- Connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales, des acteurs locaux du territoire, associatifs et institutionnels,
- Capacités à piloter et animer des programmes d'intervention,
- Expérience dans le montage et la conduite de projets, l'animation de réseau,
- Maitrise de la méthodologie de projet,
- Maîtrise des outils informatiques et bureautiques,
- Sens du dialogue, aptitude à la négociation et à la concertation,
- Aisance relationnelle et rédactionnelle,
- Permis B indispensable.

Considérant qu'afin de procéder au recrutement d'un chef de projet prévention de la délinquance, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait paraître un appel à candidatures par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. A l'issue de cette procédure de recrutement, il s'avère qu'aucun agent titulaire ne répond aux besoins spécifiques liés au poste. C'est pourquoi, il est proposé de privilégier les compétences professionnelles du candidat pour ce poste spécifique et de recourir au recrutement d'un agent contractuel ;

Considérant qu'en effet, le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 prévoit les modalités de la procédure de recrutement applicables aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire qui sont candidates sur un emploi permanent ouvert aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. L'article L.332-8-2° du Code général de la fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ce Code, ce qui est le cas ;

Considérant qu'il est donc proposé d'établir un contrat pour une période de 3 ans sur la base de la rémunération de la fonction publique territoriale correspondant au grade de rédacteur à l'échelon 8 avec la possibilité de versement des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante ;

Considérant que cette décision n'engendre pas de modification du tableau des effectifs ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_018-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce contrat à intervenir pour une durée de 3 ans, à compter du 1er mars 2025 ;

- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_019 : Approbation du Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) 2024-2027

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	**N°DL2025_019**
RAPPORTEUR : Christian ZEDET	
DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION	
Approbation du Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) 2024-2027	

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) 2024-2027 pour lequel la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) s'engage à intensifier ses actions en faveur de la protection des femmes victimes de violences, ainsi que de leurs enfants.

Ce schéma s'articule autour de quatre axes stratégiques définis dans le SDLVFF :

1. **Renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune**
2. **Améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence**
3. **Améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes**
4. **Améliorer la gouvernance du schéma départemental**

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 8 août 2018 renforçant l'action contre les violences sexistes et sexuelles ;

Vu la loi n°2019-1480 du 28 décembre 2019 renforçant la lutte contre les violences faites aux femmes ;

Vu la loi du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violence conjugale ;

Vu la loi du 18 mars 2024 visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 portant sur la compétence Action Sociale ;

Vu la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes (CDAD 06) en date du 29 avril 2013 qui a créé le groupement d'intérêt public, du Conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes (CDAD 06) pour une durée de 10 ans ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu le renouvellement de la convention constitutive du Conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes (CDAD 06) en date du 17 avril 2023 qui a prorogé l'existence du CDAD 06 pour 10 ans ;

Considérant que les violences faites aux femmes constituent un enjeu majeur de justice et de citoyenneté, avec 271 000 victimes recensées en 2023 en France, dont 48 féminicides dans les Alpes-Maritimes entre 2015 et 2024 ;

Considérant que différents acteurs, Haute Ecole en intervention et Travail Social (HETIS) et le Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires en Intervention Sociale (LARIIS) ont accompagné le service aux droits des femmes et à l'égalité de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des solidarités des Alpes-Maritimes afin de lui permettre d'établir le diagnostic départemental dans ses besoins en termes de prévention, d'hébergement et de coordination des dispositifs ;

Considérant que le schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027 s'articule étroitement avec les dispositifs locaux, notamment le réseau intercommunal de prévention des violences intrafamiliales de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ;

Considérant que le SDLVFF 2024-2027 des Alpes-Maritimes prévoit des mesures concrètes pour renforcer l'efficacité des dispositifs d'aide et de prévention, qui s'articulent autour de quatre axes de la façon suivante :

Renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune :

- Organisation de campagnes de sensibilisation à destination du grand public, notamment des jeunes dans les établissements scolaires.
- Renforcement des compétences des professionnels par des formations ciblées et des outils comme des annuaires et des plateformes d'échange pour clarifier les missions des acteurs.
- Mobilisation des acteurs de proximité, tels que les pharmaciens et commerçants, pour améliorer le repérage des victimes.

Améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence :

- Coordination entre les institutions pour garantir une prise en charge fluide et efficace des victimes.
- Soutien aux Maisons des Femmes, structures offrant un accès unique aux services médicaux, juridiques et sociaux.
- Prise en charge spécifique des enfants co-victimes avec des dispositifs adaptés à leurs besoins psychologiques et sociaux.
- Mise en place de programmes de responsabilisation et d'accompagnement pour les auteurs de violences afin de prévenir la récidive.

Améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes :

- Renforcement de l'offre d'hébergement d'urgence avec une meilleure répartition territoriale.
- Accès à des logements pérennes pour les victimes grâce à la collaboration avec les bailleurs sociaux.
- Lancement d'expérimentations innovantes pour adapter les solutions d'hébergement aux besoins spécifiques des victimes.

Améliorer la gouvernance du schéma départemental :

- Création d'un observatoire départemental pour suivre les réalités locales et évaluer les actions entreprises.
- Organisation de réunions régulières entre les acteurs locaux pour assurer une mise en œuvre cohérente.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Alignement avec le Plan national pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027.

Considérant que dans le cadre du SDLVFF des Alpes-Maritimes 2024-2027, la CAPG au titre de sa compétence de prévention sociale et territoriale a pris des engagements déclinant les axes du SDLVFF sur son territoire dans le cadre du réseau intercommunal de prévention des violences intrafamiliales.
Ces actions de prévention sont notamment :

- La mise en place de campagnes de sensibilisation locales et de formations pour les professionnels.
- Le renforcement de l'accompagnement global des victimes par l'association HARPEGES, en lien avec l'ensemble des associations et des services compétents.
- La participation active à la gouvernance départementale via l'observatoire départemental.

Il est proposé au conseil communautaire de valider le contenu du schéma départemental ci-annexé et d'autoriser Monsieur le Président à signer cet acte ainsi que tous les documents relatifs à la bonne exécution de ce schéma.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les actions locales de la CAPG déclinant les axes du Schéma Départemental de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (SDLVFF) sur le territoire de la CAPG dans le cadre du réseau intercommunal de prévention des violences intrafamiliales ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer le schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

2024-2027



AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Table des matières

Édito du Préfet des Alpes-Maritimes....5

Édito du Procureur de la République près le TJ de Nice et du Procureur de la République près le TJ de Grasse....7

Méthodologie d'élaboration du Schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027....9

Précisions sur le périmètre du Schéma et les données présentées....11

La politique publique en matière de lutte contre les violences faites aux femmes....13

État des violences dans le département des Alpes-Maritimes....15

Formations et sensibilisations : bilan du précédent Schéma....25

L'offre de services dans les Alpes-Maritimes dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes....26

Mesures de protection des victimes....32

Axe 1....39

Renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune des professionnels....39

Fiche-action 1.1. – Poursuivre la sensibilisation et l'information du public sur les violences faites aux femmes....43

Fiche-action 1.2. – Améliorer l'interconnaissance des acteurs et de leurs missions. .46

Fiche-action 1.3. – Favoriser la création d'une culture commune entre acteurs....48

Axe 2....51

Améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence....51

Fiche-action 2.1. – Favoriser la coordination entre les acteurs....67

Fiche-action 2.2. – Améliorer l'accompagnement global des femmes victimes de violences....70

Fiche-action 2.3. – Améliorer l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles....73

Fiche-action 2.5. – Améliorer l'accompagnement en santé des femmes victimes de violences et des auteurs....78

Fiche-action 2.6. – Poursuivre le développement de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes....81

Fiche-action 2.7. – Améliorer la prévention de la violence et l'accompagnement de l'auteur....83

Fiche-action 2.8. – Améliorer la prise en charge de la cellule familiale, dans l'intérêt supérieur de l'enfant co-victime....85

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Axe 3.....87

Améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes et des auteurs.....87

Fiche-action 3.1. – Veiller à une répartition territoriale des hébergements d'urgence (hors hôtel) dans le département.....95

Fiche-action 3.2. – Engager une réflexion pour améliorer l'accès au logement des femmes victimes de violence.....97

Fiche-action 3.3. – Initier une réflexion sur des expérimentations en matière d'hébergement et de logement.....99

Axe 4.....101

Gouvernance du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.....101

Fiche-action 4.1. – Mettre en place un observatoire départemental des violences faites aux femmes.....104

Fiche-action 4.2. – Mettre en place une animation départementale et territoriale 106

Fiche-action 4.3. – S'assurer de la mise en œuvre du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.....108

Fiche-action 4.4. – Inscrire dans le Schéma les actions départementales du PIEF 2023-2027 relatives aux violences faites aux femmes.....110

Glossaire.....111

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Édito du Préfet des Alpes-Maritimes



Hugues MOUTOUH, Préfet des Alpes-Maritimes

La violence à l'égard des femmes est un impératif de justice et de dignité qui nous concerne toutes et tous.

En France en 2023, les forces de sécurité intérieure ont enregistré 271 000 victimes de violences commises par leur partenaire ou ex-partenaire, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2022. Au-delà d'être un sujet social, économique et de santé publique, ce phénomène constitue un réel en jeu de citoyenneté : nous pouvons toutes et tous agir, à différents niveaux.

Dans les Alpes-Maritimes, 48 féminicides ont été constatés au cours des dix dernières années, entre début 2015 et fin 2024. Ces chiffres enregistrés par les forces de sécurité et les associations, témoignent tristement de la persistance de ces violences, qui brisent des vies, des familles, et compromettent les fondements mêmes de notre société.

Les violences faites aux femmes doivent nous interroger collectivement. Nous avons la responsabilité partagée de transformer cette réalité, de rompre le cycle de la violence et de garantir à chaque femme la sécurité et la liberté que lui reviennent de droit. Cela passe par un engagement profond et une action coordonnée pour que la lutte contre les violences faites aux femmes ne soit pas seulement une priorité déclarée, mais une réalité concrète.

Le schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027 traduit dans les faits cette volonté partenariale d'agir de façon très pragmatique. Fruit d'une concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire — institutions, associations, services de l'État, collectivités locales, professionnels de santé, forces de l'ordre — ce plan est un outil ambitieux et structurant. Il incarne notre engagement collectif et notre détermination à offrir des réponses concrètes et durables aux défis complexes que posent les violences faites aux femmes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ce schéma, inscrit dans la continuité des travaux au niveau départemental et dans la déclination du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2023-2027) est structuré en 4 axes essentiels : renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune des professionnels, améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence, améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes et des auteurs et la gouvernance du schéma départemental, avec des projets ambitieux, comme la création d'un observatoire départemental contre les violences faites aux femmes.

Ensemble, engageons-nous pour faire des Alpes-Maritimes un département exemplaire, en matière de prise en charge et d'accompagnement des femmes victimes de violences. Il n'y a pas de fatalité : des vies sons sauvées tous les jours. Continuons de nous battre ensemble et nous réussirons à enrayer ce fléau !

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Édito du Procureur de la République près le TJ de Nice et du Procureur de la République près le TJ de Grasse



Damien SAVARZEIX
Procureur de la République de Grasse



Damien MARTINELLI
Procureur de la République de Nice

Notre département se distingue malheureusement par le nombre de faits de violences envers les femmes, ce même si le nombre de féminicides est en baisse depuis trois ans.

L'augmentation considérable du contentieux des violences intrafamiliales ces dernières années, liée notamment à un accroissement des plaintes et des signalements, appelle une réponse coordonnée et déterminée de l'autorité judiciaire, des autres institutions publiques et des acteurs sociaux.

Les chiffres sont alarmants : en 2023, 148 780 femmes ont été recensées comme victimes de violences intrafamiliales en France. La réalité dépasse même ces statistiques, car beaucoup de victimes ne parviennent pas encore à franchir les portes de nos commissariats, brigades de gendarmerie, tribunaux ou associations.

L'élaboration de ce schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes s'inscrit dans cette ambition d'amener à plus de sécurité pour les femmes et à plus de sérénité dans nos rapports sociaux. Comme un fil rouge, nos parquets respectifs s'investissent pleinement dans un but ultime que nous visons et appelons de nos vœux : moins de violences faites aux femmes, aucune mort de femme.

Dans ce but, nous travaillons à déployer au maximum les dispositifs de protection des victimes dans le département, nous avons mis en place une politique pénale ferme et rapide, nous avons créé des dispositifs de prise en charge des auteurs, nous travaillons à mettre en place une collaboration active avec l'ensemble de nos partenaires, parce que nous avons bien compris que ce travail de

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

coordination, au sein même des services judiciaires mais également tourné vers la société civile, est une nécessité absolue. Nous avons conscience qu'une victime seule est particulièrement fragile et fortement exposée au renouvellement des faits.

En particulier, les dispositifs d'accompagnement individuel renforcé des auteurs au tribunal judiciaire de Grasse et de contrôle judiciaire renforcé au sein de la juridiction niçoise, dispositifs incluant des solutions de logement pour les conjoints violents, ainsi que le recours aux stages de responsabilisation, illustrent notre stratégie judiciaire de lutte contre ce phénomène qui est celle de la prévention des comportements à risques et de la lutte contre la récidive, au-delà de la seule répression des infractions.

La mise en place de mesures visant à améliorer la prise en charge des auteurs de violences nous apparaît essentielle pour briser le cycle de celles-ci, parce qu'une victime ne saurait être efficacement protégée que si l'auteur est bien suivi et contrôlé. En parallèle, des moyens seront déployés au soutien des enfants victimes de violences, dans un même objectif de prévention et de protection des plus vulnérables, au cœur de notre mission.

Les tribunaux se sont par ailleurs dotés d'un pôle dédié aux violences intrafamiliales, en vue d'une meilleure coordination et formation des acteurs. Son travail va au-delà du simple traitement des procédures ; il engage tous les magistrats dans une réponse collective, complète et cohérente.

En lien avec Monsieur le Préfet, nous réaffirmons notre engagement indéfectible dans la lutte contre ce fléau des violences faites aux femmes, et c'est dans cette volonté publique commune de répondre de façon toujours plus proactive, adaptée et efficace à ces situations de violences que s'inscrit ce schéma.

Il est le reflet d'une société déterminée à ne plus tolérer ces violences et à agir collectivement pour qu'aucune victime n'ait à souffrir en silence, sans réponse et sans soutien.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Méthodologie d'élaboration du Schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027

Le service aux droits des femmes et à l'égalité de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) des Alpes-Maritimes a été accompagné dans l'élaboration de ce Schéma par la Haute École en Intervention et Travail Social (HETIS) et notamment par son Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires en Intervention Sociale (LARIIS).

Le Schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes 2024-2027 a été élaboré en 3 étapes entre juin et novembre 2024.

En amont des travaux d'élaboration du Schéma (2023)

Le Comité Local d'Aide aux Victimes dédié aux Violences intrafamiliales et conjugales (CLAV VIF-VC) s'est réuni en mars 2023 et a pré-identifié 3 thèmes de travail du futur Schéma.

Phase 1 – Diagnostic départemental

La première phase a consisté à établir un diagnostic des besoins et des offres de services. Ce diagnostic repose sur :

- un bilan du précédent schéma permettant de mettre en valeur les principales avancées et actions déployées ;
- une analyse de données socio-démographiques et de données d'activité ;
- une analyse des politiques publiques ;
- une consultation des professionnels par l'intermédiaire d'entretiens semi-directifs (22 entretiens réalisés) et d'un questionnaire transmis par internet à 37 acteurs intervenant dans le champ des violences faites aux femmes ;
- une consultation par l'intermédiaire d'entretiens téléphoniques des victimes, concernant leur parcours, les difficultés rencontrées, ce qui a fonctionné, et leurs recommandations quant à l'évolution des dispositifs.

La synthèse du diagnostic a été présentée lors du CLAV VIF-VC, le 1er octobre 2024.

Phase 2 – Concertation avec les acteurs

La deuxième phase a consisté en une concertation avec les acteurs impliqués dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Les différents éléments recueillis au cours de la première phase ont permis de confirmer les 3 thèmes de travail identifiés en 2023, en vue d'organiser des groupes de concertation :

- hébergement/logement des victimes et des auteurs de violences conjugales ;
- parcours des victimes et des auteurs, approche systémique et globale ;
- coordination et lisibilité des acteurs, gouvernance du Schéma.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Chaque thème a fait l'objet de deux séances de travail en octobre 2024.

Près de 100 personnes au total ont participé à cette concertation, dont les objectifs étaient de proposer des actions à mettre en œuvre, d'identifier les acteurs associés à ces actions, les indicateurs de suivi à prévoir.

Phase 3 – Rédaction, validation et signature du Schéma

La troisième phase a consisté dans l'élaboration des fiches-actions et la rédaction du Schéma. Les éléments recueillis lors de la phase 2 ont été synthétisés pour définir une arborescence du Schéma et du plan d'actions. Sur cette base, ont été élaborées les fiches-actions.

Celles-ci ont été présentées aux participants des groupes de travail et aux membres du CLAV VIF-VC le 12 novembre 2024, en vue de les compléter et/ou les modifier.

Le 25 novembre, journée internationale de la lutte contre les violences faites aux femmes, une séance de travail en présence du préfet, des procureurs de la République près le TJ de Nice et de Grasse et des présidentes des Tribunaux Judiciaires (TJ) de Nice et Grasse, des représentants des forces de l'ordre (police nationale et gendarmerie) et de la direction de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a permis de discuter de la mise en œuvre du Schéma.

Le Schéma a ensuite été transmis, dans son intégralité, à l'ensemble des partenaires signataires.

Il a été signé au premier trimestre 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Précisions sur le périmètre du Schéma et les données présentées

Le Schéma porte sur la lutte contre toute violence faite aux femmes.

La définition des violences faites aux femmes adoptée par la France est celle de la convention européenne dite d'Istanbul (ratifiée le 4 juillet 2014 et entrée en vigueur le 1 novembre 2014) : « La violence à l'égard des femmes doit être comprise comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes, et désigne tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée ».

La Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF), dont la mission est de porter le plan national de formation des professionnels sur les violences faites aux femmes, précise dans son kit de formation :

- que les violences peuvent être verbales, physiques, psychologiques, sexuelles, matérielles, économiques, au moyen de confiscation de documents, des cyber-violences ;
- que les violences conjugales diffèrent des disputes ou conflits conjugaux, dans lesquels deux points de vue s'opposent dans un rapport d'égalité ;
- que les enfants sont co-victimes des violences au sein du couple.

Le Schéma départemental des violences faites aux femmes 2024-2027 concerne les victimes de violence majeures, mais s'articule également avec l'action des acteurs du territoire relative à la prise en charge des auteurs et des enfants co-victimes.

Le Schéma est issu d'un exercice de concertation avec les acteurs du territoire, qui ont identifié les actions à développer ou renforcer dans des domaines prioritaires spécifiques. Il ne présente donc pas l'ensemble du champ de la lutte contre les violences faites aux femmes, mais bien les axes qu'il faut encore renforcer ou développer.

Les données utilisées pour élaborer le diagnostic sont issues de sources très diverses (forces de sécurité intérieure, collectivités territoriales, centres hospitaliers, autorité judiciaire, associations, etc.). Ces données sont de ce fait hétérogènes.

De plus, les institutions, organismes, associations n'utilisent pas toujours la même terminologie pour appréhender le phénomène des violences faites aux femmes. Par exemple, la violence intrafamiliale peut constituer un ensemble global intégrant la violence conjugale, mais sans la distinguer en tant que telle. Une distinction n'est pas toujours effectuée entre les victimes, femmes ou hommes, les victimes majeures ou mineures.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En conséquence, les données ne peuvent, le plus souvent, être agrégées. Il est ainsi difficile voire impossible de présenter un constat à l'échelle du département des violences faites aux femmes. Le diagnostic présente ainsi des visions variées de cette question, en fonction du détenteur de la donnée utilisée. En outre, il n'a pas été toujours possible de produire des séries historiques de données, permettant de voir l'évolution du phénomène et de son traitement. En effet, d'année en année, ce ne sont pas toujours les mêmes indicateurs qui sont produits, ou bien, ces indicateurs ne sont pas toujours renseignés dans la durée.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La politique publique en matière de lutte contre les violences faites aux femmes

Le Grenelle des violences conjugales, en 2019, a conduit à mettre en place une réflexion avec les associations, les acteurs de terrain, les familles de victimes ainsi que toutes les administrations, pour définir un plan d'action global et inédit pour lutter contre les violences conjugales.

Au-delà de ce plan d'action, la politique publique visant à lutter contre toutes les violences faites aux femmes mais aussi à améliorer leur prise en charge ainsi que celle de leurs enfants, a considérablement évolué. Les tableaux ci-dessous recensent les différents textes légaux promulgués et les documents d'orientation de la politique publique ces dernières années.

Textes légaux	
Lois	3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dite « Loi Schiappa »
	8 août 2018 renforçant l'action contre les violences sexistes et sexuelles
	10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie
	23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice
	28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille dite « Loi Pradié »
	30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violence conjugale
	28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales
	18 mars 2024 visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales
	13 juin 2024 renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate
Décrets	13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique
	19 octobre 2020 relatif aux dispositifs de descente à la demande et modifiant diverses dispositions du code des transports en matière de sûreté dans les transports
	23 novembre 2021 tendant à renforcer l'effectivité des droits des personnes victimes d'infractions commises au sein du couple ou de la famille

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Documents de politique publique	
Plans	Plan de lutte contre les violences faites aux enfants 2023-2027
	Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027
	Plan national de lutte contre l'exploitation et la traite des êtres humains 2024-2027
Rapports du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (HCE)	Égalité, stéréotypes, discrimination entre les femmes et les hommes : perceptions et vécus chez les jeunes générations (2022)
	La Femme Invisible dans le numérique : le cercle vicieux du sexisme (2022)
	Guide pratique pour une communication publique sans stéréotypes de sexe (2022)
	Porno criminalité : Mettons fin à l'impunité de l'industrie pornographique (2023)
	Rapports annuels 2023 et 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France – Plan d'urgence de lutte contre le sexisme
Vade-mecum	Secret médical et violences au sein du couple (2020)
Stratégie Nationale	Lutte contre le système prostitutionnel et l'exploitation sexuelle (2024)

Se dégagent de ces différents textes et documents de politique publique principalement les objectifs suivants : intensifier le repérage précoce et la prévention ; améliorer la prise en charge des victimes, majeures et mineures ; assurer un meilleur suivi des auteurs de violences et une réactivité de la réponse pénale.

Ces objectifs se déclinent par la poursuite de la sensibilisation de tous et d'une diffusion d'une culture commune sur la lutte contre les violences faites aux femmes. La politique publique se décline également par un renforcement de la gouvernance, un travail collaboratif et coordonné sur chaque territoire des différents acteurs intervenant dans le champ de la lutte contre les violences faites aux femmes et dans l'accompagnement des victimes, le cas échéant de leurs enfants et des auteurs de violence. Il s'agit également de sécuriser les parcours d'accompagnement et d'accentuer la répression des actes de violences.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

État des violences dans le département des Alpes-Maritimes

Au niveau national, les chiffres montrent une augmentation constante du nombre de femmes victimes de violences conjugales. Le graphe ci-dessous permet de visualiser cette augmentation. En 2022, plus de 240 000 femmes ont été victimes de ce type de violence.



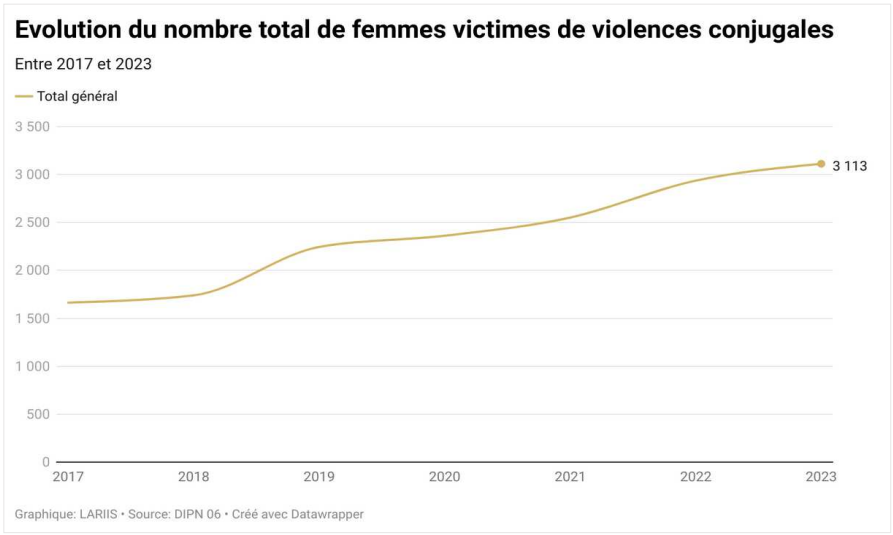
Les données du groupement de gendarmerie comme celles de la police nationale, au niveau départemental, enregistrent la même augmentation qu'au niveau national, comme en témoignent les deux graphes ci-dessous.

Données de la gendarmerie



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

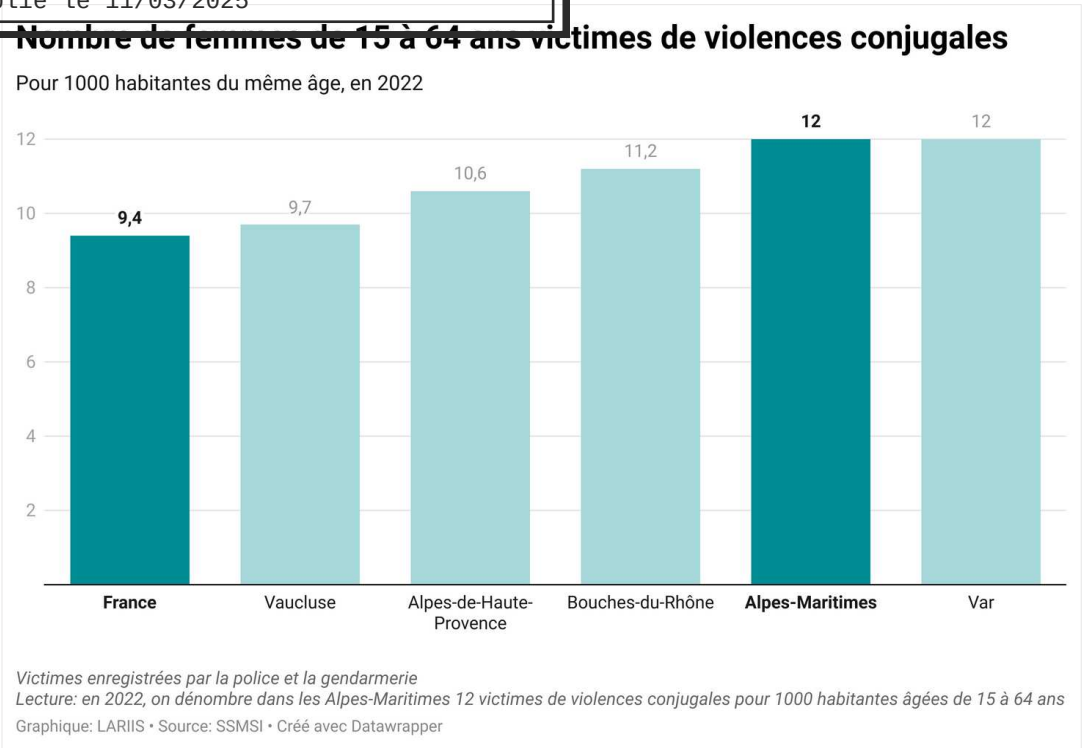
Données de la police nationale



Le nombre de femmes victimes de violences conjugales enregistré par le groupement de gendarmerie départemental des Alpes-Maritimes s'élevait à 892 en 2023. La police nationale a enregistré pour la même année 3 113 femmes victimes de violences conjugales. Il faut noter que, d'après les données de l'INSEE, la population en zone police dans le département des Alpes-Maritimes est deux fois plus élevée que celle vivant en zone gendarmerie. En 2020, 753 465 personnes vivaient en zone police ; 343 945 vivaient en zone gendarmerie. Ce ratio est quasiment stable entre 2017 et 2020.

En 2022, on dénombre dans le département, 12 victimes de violences conjugales (âgées de 15 à 64 ans) pour 1 000 habitants. Le graphe ci-dessous montre que ce ratio est supérieur au ratio national, qui s'élève à 9,4 victimes. Le ratio des Alpes-Maritimes et du Var est le plus élevé de la région Sud. Les Alpes-Maritimes faisaient partie en 2022 des 10 départements français les plus touchés par les violences faites aux femmes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

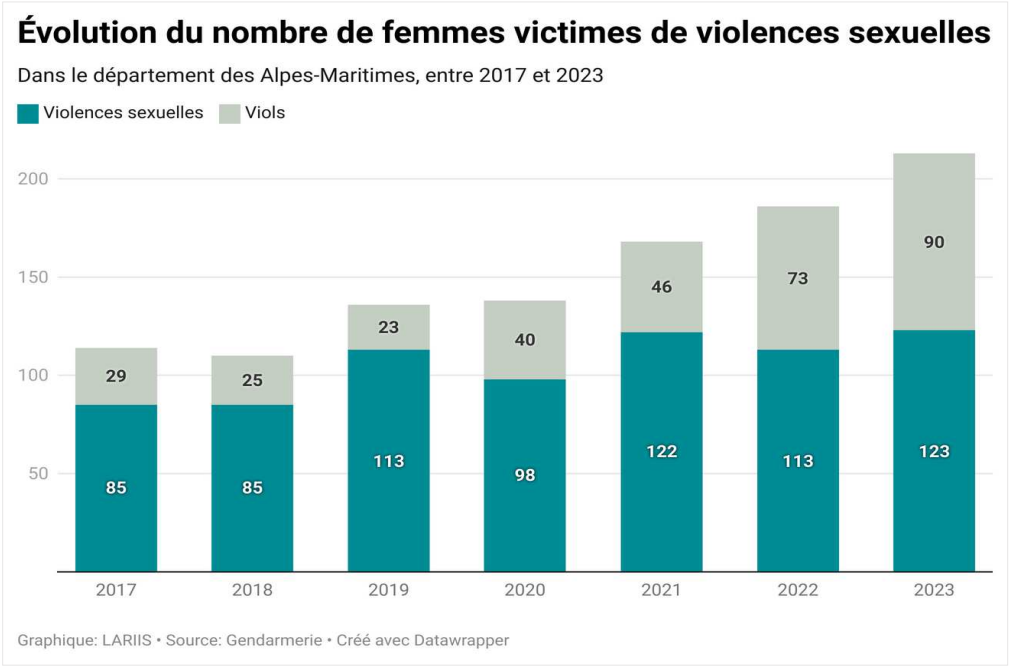


Le nombre de femmes victimes de violences sexuelles et de viols est également en augmentation dans le département. Les données du groupement de gendarmerie départemental comme celles de la police nationale montrent une tendance à l'augmentation de 2017 à 2023. Sur cette période, en zone gendarmerie, ces violences ont augmenté de près de 87 %[1] ; elles ont augmenté de près de 99 % en zone police. Il est difficile d'interpréter ces chiffres, sans recherche approfondie. En effet, cette augmentation peut être liée à une augmentation des faits, mais aussi à une augmentation des déclarations, incluant également des faits anciens. Le rappel du contexte est important pour comprendre cette augmentation des déclarations, sous-tendue par une libération de la parole : en 2019, s'est tenu le Grenelle des violences conjugales ; accueil téléphonique du 3919, numéro d'écoute anonyme et gratuit pour les victimes de violences conjugales, 24h/24h et 7 jours sur 7 depuis 2019[2] ; mouvement *#MeToo* à partir de 2017. Les acteurs interrogés lors de la consultation ont également fait part de l'attente importante d'une réponse pénale des victimes de violences sexuelles.

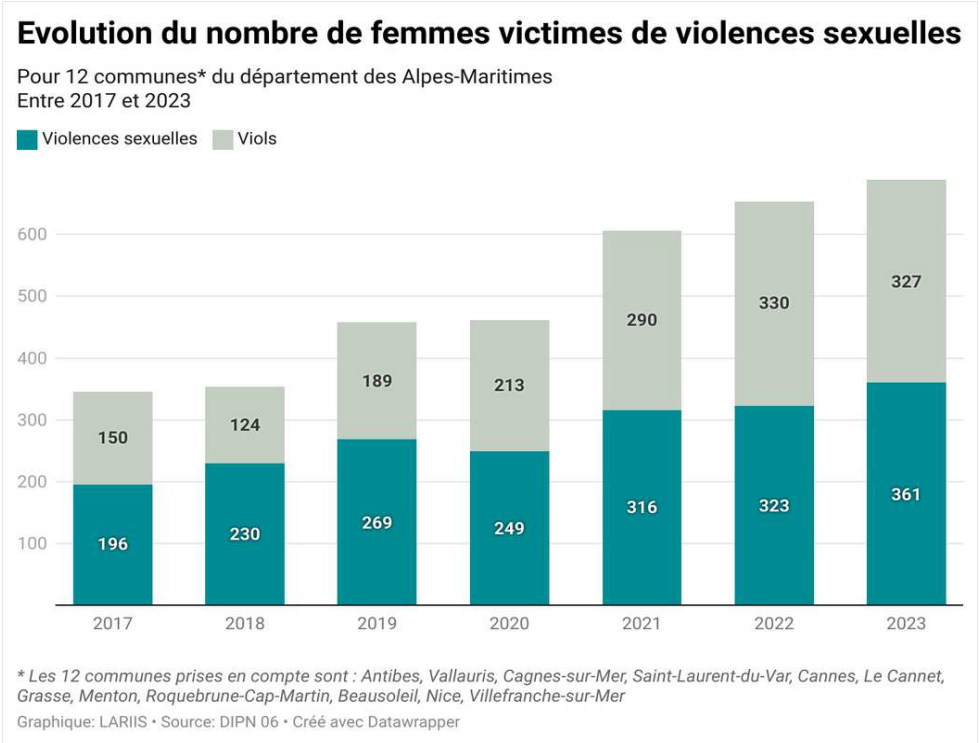
1 La gendarmerie n'établit pas de distinction entre les victimes majeures ou mineures.
2 Le 3919 a été créé en 2007. Il a remplacé un numéro à 10 chiffres créé en 1992.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Données de la gendarmerie



Données de la police nationale

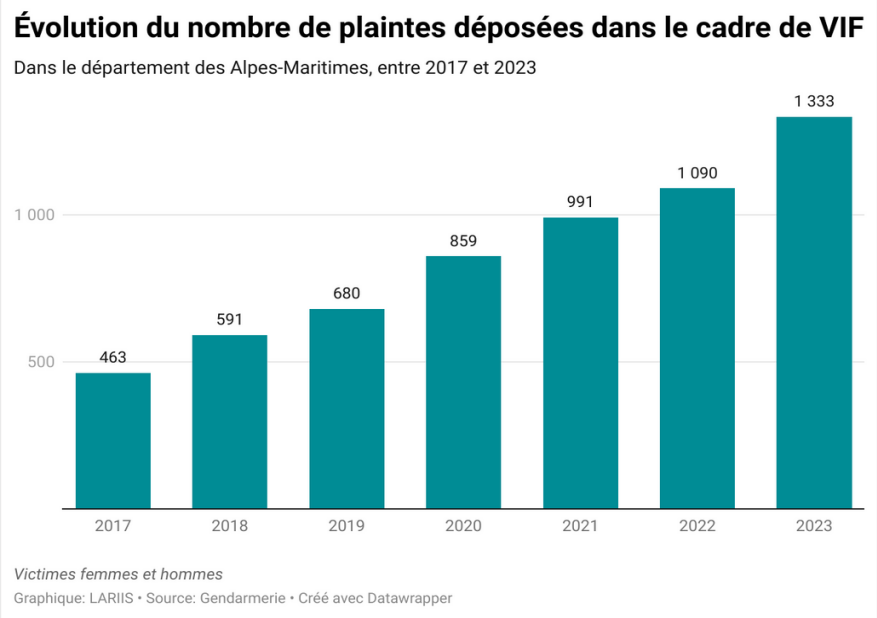


Si le nombre de femmes victimes de violences est en augmentation, le nombre de plaintes augmente également. Dans le cadre des violences intrafamiliales, la gendarmerie enregistre une augmentation constante de ce nombre entre 2017 et 2023. Cette augmentation s'élève à + 188 % sur cette période.

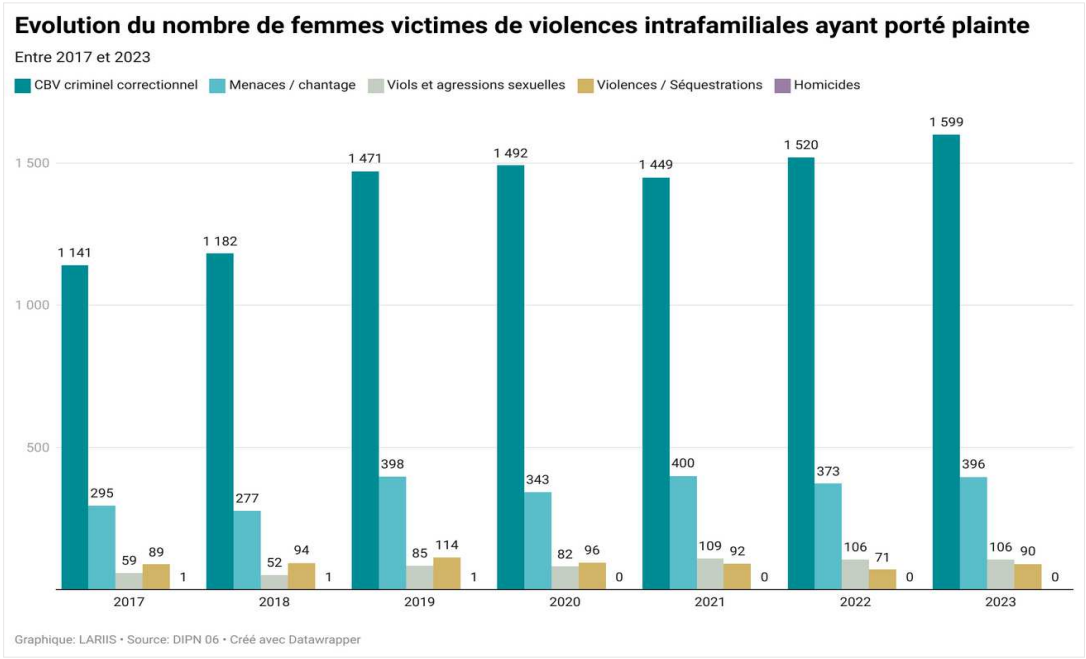
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En zone police, concernant les violences intrafamiliales, la tendance est également à l'augmentation sur cette même période, même si, sur certaines années et en fonction des types de violence, on peut constater de légères baisses. La police nationale a ainsi enregistré une augmentation de 38 % du nombre de femmes ayant déposé plainte. Là encore, faute de recherches approfondies, il est difficile d'expliquer une différence de taux d'augmentation aussi importante entre les données de la gendarmerie et celles de la police nationale. Il faut également noter que les données ne concernent pas tout à fait le même objet : celles de la gendarmerie présentent le nombre de dépôt de plaintes, pouvant inclure celles concernant les mineurs ; celles de la police nationale présentent le nombre de femmes ayant déposé plainte.

Données de la gendarmerie



Données de la police nationale



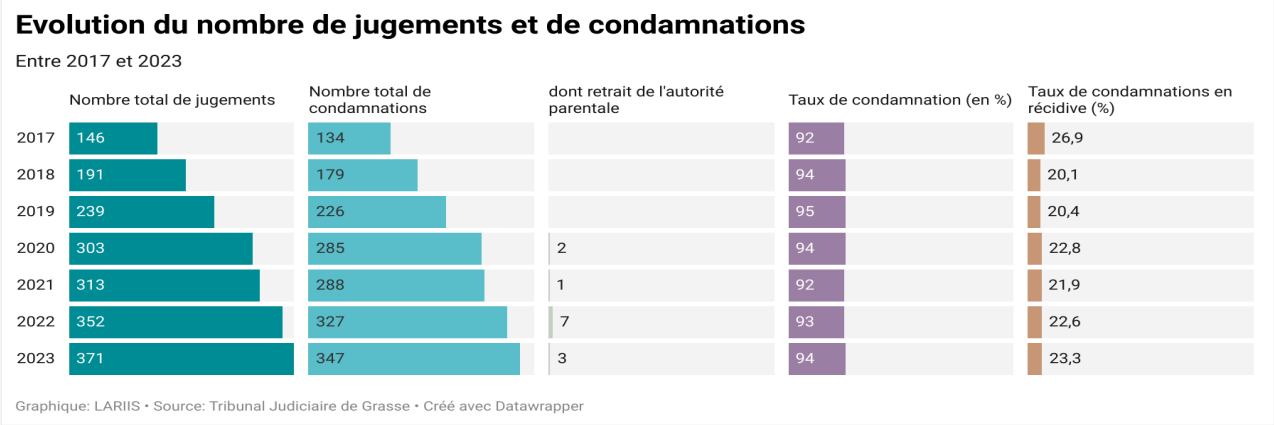
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parallèlement à l'augmentation du nombre de dépôt de plaintes, on constate une augmentation du nombre de jugements et de condamnations dans le cadre des violences conjugales. On peut ainsi en déduire que les faits enregistrés par les forces de l'ordre, sont en grande majorité suivis d'un dépôt de plainte, qui conduisent, également en grande majorité, à un jugement et font l'objet le plus souvent d'une condamnation. On voit donc que les violences conjugales font l'objet d'une poursuite judiciaire et d'une répression quasi-systématique.

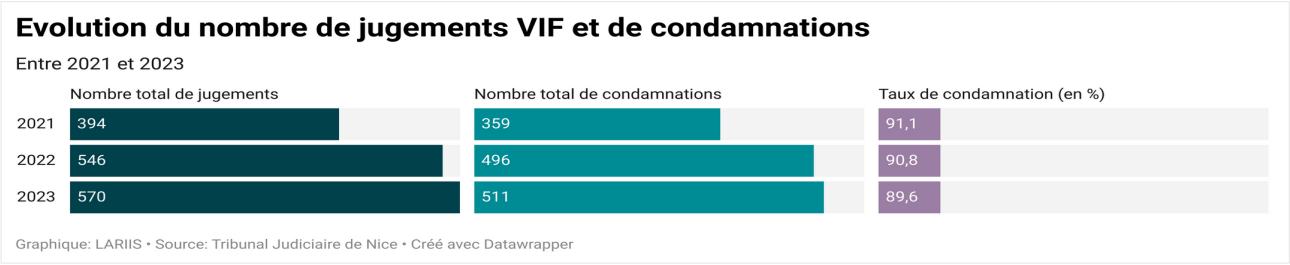
Les données du tribunal judiciaire de Nice et de Grasse montrent que plus de 90 % des affaires jugées conduisent à une condamnation. Cependant, on constate, à partir des données du tribunal judiciaire de Grasse, un taux de récidive qui reste important, même s'il varie d'année en année. Plus de 20 % des condamnations concernent des récidives, ce qui pose la question du suivi et de l'accompagnement des auteurs de violences conjugales, pour prévenir et éviter la répétition des infractions.

On constate également, d'après les données du même tribunal, que le retrait de l'autorité parentale est plutôt rare, depuis la loi n° 2020-936 du 30 juillet 2020, modifiée et complétée par la loi n° 2024-233 du 18 mars 2024 visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales, prévoyant cette possibilité de sanction. En 2023, ce type de sanction représente 0,86 % des condamnations[3].

Données du tribunal judiciaire de Grasse concernant les violences conjugales



Données du tribunal judiciaire de Nice concernant les violences conjugales



3 Il faudrait pouvoir affiner ce chiffre en tenant compte, dans le calcul, du nombre de condamnations d'auteurs ayant un ou des enfants. Les données du tribunal judiciaire de Grasse permettent de connaître le nombre de condamnations, sans précision sur le statut familial de l'auteur des violences.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Néanmoins, les acteurs interrogés ont fait part de la difficulté pour les victimes à être confrontées à la temporalité du judiciaire, parfois longue et leur ressenti d'urgence, leurs attentes d'obtenir des réponses pénales rapidement. Une autre difficulté identifiée par les acteurs à laquelle certaines victimes de violences conjugales peuvent faire face est la difficulté à apporter la preuve de violences psychologiques et/ou verbales, lorsqu'elles sont commises dans le huis-clos familial. Dans un système judiciaire basé sur la preuve, la culpabilité de l'auteur des violences est rarement démontrée.

Les faits de violences intrafamiliales[4] peuvent aussi avoir des conséquences sur l'autorisation de séjour des étrangers. À l'occasion de l'examen de la demande initiale ou du renouvellement d'un titre de séjour, la Direction de la Réglementation, de l'Intégration et des Migrations (DRIM) effectue des « contrôles sécuritaires », impliquant en particulier une vérification du casier judiciaire. En cas de condamnation, les services de la DRIM se mettent en contact avec le tribunal judiciaire dans le ressort duquel la condamnation a été prononcée, afin de savoir si la personne est en maison d'arrêt ou en est sortie (aménagement de peine par exemple). Une décision peut également être prise concernant un titre de séjour ou sa demande, lorsque la DRIM est informée de multiples manières d'une situation de violences intrafamiliales impliquant une personne étrangère (informations collectées dans le cadre d'une mesure de protection d'une victime, interpellations par les services de police…)

Suite à l'examen de la situation, la DRIM peut prononcer une Ordonnance à Quitter le Territoire Français (OQTF) ou réduire la durée du titre de séjour (par exemple d'une durée de 10 ans à une durée d'un an). L'interpellation d'une personne pour violences intrafamiliales en situation irrégulière en France, donne lieu au prononcé d'une OQTF.

4 Pour la DRIM entrent dans la catégorie des violences intrafamiliales les violences commises envers le conjoint mais aussi envers les enfants.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Gouvernance et partenariats : bilan du précédent Schéma

Les acteurs intervenant dans le champ de la lutte des violences faites aux femmes se sont réunis en Commission Départementale de lutte contre les Violences Faites aux Femmes (CDVFF) jusqu'en 2015. Les réunions se sont tenues une fois par an en 2015, 2016 et 2018. Puis, à partir de la promulgation du décret du 3 août 2016 et de la circulaire relative à la gouvernance territoriale en matière de lutte contre les violences conjugales du 3 septembre 2021, les acteurs se sont réunis en CLAV environ une fois par an en 2020, 2021 et 2023. Le rôle du CLAV VIF-VC est de piloter la déclinaison territoriale de la politique nationale de lutte contre les violences faites aux femmes. La présidence du CLAV est assurée par le préfet et les procureurs de la République près les TJ de Grasse et de Nice.

Parallèlement, dans le cadre du précédent Schéma, des groupes de travail ont été mis en place, notamment en lien avec les fiches-action, sous le pilotage de la Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité (DDDFE) et des copilotes désignés dans les fiches-actions du Schéma 2017-2021.

10 groupes de travail ont été mis en place :

- communication/sensibilisation/formation ;
- écriture des certificats, attestations et signalements ;
- hébergement/logement ;
- prise en charge des enfants exposés ;
- violences sexuelles et sexistes ;
- lutte contre le sexisme ;
- lutte contre la traite des êtres humains, prostitution, proxénétisme ;
- auteurs de violences ;
- accueil des victimes en milieu hospitalier ;
- accès aux droits des personnes étrangères.

Leur objectif était de permettre des échanges et une coordination entre les acteurs intervenant dans la lutte contre les violences faites aux femmes, et de développer des conventions de collaboration spécifiques.

La mise en œuvre des différentes actions contenues dans le schéma 2017-2021 a impulsé une véritable dynamique partenariale. En effet, cette mise en œuvre a conduit des acteurs d'horizons divers (associations, forces de l'ordre, autorité judiciaire, collectivités territoriales, professions médicales, Caisses d'Allocations Familiales -CAF-, Conseil Départemental des Alpes-Maritimes – CD 06-, services de l'État, centres hospitaliers – CH-, Communauté professionnelle territoriale de santé - CPTS…) à développer des collaborations, des partenariats et donc à mieux connaître leurs missions respectives. Leur partenariat a le plus souvent été formalisé au travers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

de protocoles et de conventions, précisant le rôle de chaque acteur sur des thématiques spécifiques : prise en charge des victimes de violences sexuelles ; prise en charge des femmes étrangères victimes de violences, traite des êtres humains et prostitution ; stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ; traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales, etc.

Les partenariats ont eu un effet positif sur l'accompagnement des personnes et sur la fluidité de leur parcours : le travail entre les acteurs est davantage effectué en réseau, de manière moins cloisonnée, avec une meilleure coordination, une meilleure synergie entre eux, un maillage territorial, une réactivité dans la prise en charge des victimes.

Les acteurs ont été ainsi amenés à définir des objectifs partagés mais aussi à partager leurs bonnes pratiques.

Les formations délivrées (*cf. infra*) ont eu également un effet bénéfique sur les partenariats.

Par ailleurs, facilitées par la dynamique partenariale engagée dans le cadre du schéma 2017-2021 et grâce également à l'impulsion des élus locaux, des déclinaisons territoriales se sont peu à peu structurées, formalisées au sein de réseaux Violences Intra-familiales (VIF) territoriaux de collaboration. On en dénombre actuellement 7 dans les Alpes-Maritimes :

- Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA), avec une coordination assurée par Parenthèse ;
- Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (CAPG), avec une coordination assurée par les services de la CAPG et l'association Harpèges ;
- Communauté d'Agglomération de Cannes-Pays de Lérins (CAPL), avec une coordination de l'association Parcours de femmes ;
- Métropole Nice Côte d'Azur :
    - Réseau Cagnes-sur-Mer/Saint-Laurent-du-Var, dont la coordination était assurée jusque 2024 par le Commissariat de Cagnes-sur-mer ; actuellement le pilotage est assuré par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Cagnes-sur-Mer ;
    - Réseau Nice, avec une coordination du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de la ville de Nice ;
    - Réseau Vence dont le CLSPD de Vence assure la coordination ;
- Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF), avec une coordination du CCAS de la ville de Roquebrune-Cap-Martin.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En outre, 4 contrats locaux, visant une plus grande efficacité dans les réponses apportées et la constitution d'une organisation en réseau à l'échelle d'un territoire spécifique (commune, Établissement public de coopération intercommunale -EPCI) ont été signés dans le département :

- Contrat local de lutte contre les violences intrafamiliales, sexistes et sexuelles à Vence et à La Trinité ;
- Contrat local de mobilisation et de coordination contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles à Nice ;
- Contrat de mobilisation et de coordination de lutte contre les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales au sein de la CARF.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Formations et sensibilisations : bilan du précédent Schéma

Sous l'impulsion du précédent schéma, de nombreuses actions de formation ont été déployées dans le département, sous des formes diverses : essentiellement en présentiel, mais aussi en *e-learning* ou via un MOOC. Ces formations ont porté sur les violences conjugales, intra-familiales, la lutte contre le sexisme, la procédure judiciaire pouvant être mise en œuvre, les enfants exposés, la traite des êtres humains. Elles ont été délivrées à des professionnels divers : personnels de l'Éducation nationale, professionnels médico-sociaux, services de l'État, personnels des collectivités territoriales, du CD 06, police nationale et municipale, personnels des centres hospitaliers, professionnels des CPTS, gendarmerie, crèches, personnels de justice, de la CAF, sapeurs-pompiers, etc. Les enfants et adolescents scolarisés, les étudiants ont également fait partie des personnes sensibilisées.

Ces formations ont été délivrées principalement par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), Alter Égaux, Parenthèse, Harpèges. À noter que les centres hospitaliers comme le groupement de gendarmerie départementale ont développé leurs propres formations en interne.

Les formations ont permis aux différents acteurs, intervenant dans le champ de la lutte contre les violences faites aux femmes, de mieux de connaître et de développer ensuite des partenariats.

En parallèle et toujours sous l'impulsion du précédent schéma, de nombreuses actions de sensibilisation ont été développées dans le département, à destination du grand public, des familles, des professionnels de tous horizons et domaines d'intervention, du public scolaire et étudiant. Les actions de sensibilisation ont pris des formes diverses : événements organisés (exposition, café-débats, théâtre forum, Touche pas à ma pote, « Violences au sein du couple : on en parle ? », campagne #violencejetequitte…) ; messages passés par l'intermédiaire des médias, d'affiches, des réseaux sociaux, etc.

Dans le cadre du précédent schéma, un Plan départemental Zéro Sexisme a été déployé, avec une déclinaison des actions en fonction des publics : dès l'enfance avec des interventions en crèche, à l'école, dans le sport et dans le monde du travail. De nombreuses actions ont été mises en œuvre parmi lesquelles : le projet Mix'Cité ; une campagne de communication dans les transports, la création d'une mallette pédagogique ; des cafés citoyens itinérants Zéro sexisme ; une approche citoyenne et participative par l'intermédiaire d'un projet visant à photographier le sexisme ordinaire « Dans ma rue » ; des marches exploratoires, etc.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'offre de services dans les Alpes-Maritimes dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes

Sous l'impulsion du précédent schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes, l'offre de services visant à prévenir les violences, à les dépister, à prendre en charge en urgence et à accompagner les femmes victimes s'est considérablement enrichie.

L'offre de services permet aux femmes victimes et, le cas échéant, à leurs enfants de bénéficier d'un accompagnement qui se veut global : social, psychologique, juridique, parentalité, accès à l'hébergement et au logement, insertion professionnelle.

À l'heure actuelle, une diversité d'acteurs intervient ainsi dans la prise en charge globale des femmes victimes et de leurs enfants, ce qui a permis une amélioration de la continuité de leur suivi.

Proposent ainsi une prise en charge dédiée aux femmes victimes de violences, avec ou sans hébergement associé : l'accueil de jour pour femmes victimes de violences « Pass'R'elles » du CCAS de la Ville de Nice, les associations (CIDFF 06, Parcours de femmes, l'association Agir pour le Lien social et la Citoyenneté - ALC, l'Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles -ALFAMIF, etc.), les collectivités territoriales (service Parenthèse de la CASA, CCAS de Roquebrune-Cap-Martin, CCAS de la ville de Cagnes-sur-Mer, etc.).

Les équipes pluridisciplinaires des travailleurs médico-sociaux des 16 Maisons des solidarités, des centres de protection maternelles et infantiles, du carrefour santé jeunes du Département mettent en œuvre au quotidien des accompagnements adaptés aux besoins des femmes victimes de violence intrafamiliales et de leurs enfants en partenariat avec l'ensemble des acteurs présents sur le territoire.

Deux associations sont également habilitées par le Ministère de la Justice dans l'aide aux victimes avant et après le dépôt de plainte sur les ressorts des TJ de Nice et Grasse : Montjoye et Harpèges.

Parcours de femmes et le CIDFF 06 proposent également une prise en charge des enfants co-victimes, grâce à une convention partenariale avec le Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Pass'R'Elles propose une primo-évaluation des enfants victimes dans le cadre d'un protocole de travail avec le Conseil Départemental.

Une Voix pour elles propose une aide spécifique, logistique et matérielle, au moment du départ du foyer conjugal.

L'Association française des centres de consultation conjugale des Alpes-Maritimes (AFCCC 06) accompagne les couples et les familles, notamment à se défaire de mécanismes de violence et d'emprise.

Le Mouvement du Nid 06 intervient en soutien aux personnes prostituées, et s'engage contre le système de la prostitution et l'ensemble des violences contre les femmes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Planning familial est un lieu de parole pour évoquer toutes les questions concernant les sexualités, mais aussi les violences. Il porte une action de maraude numérique pour repérer des situations d'exploitation sexuelle de mineurs.

Des prises en charge spécifiques concernant certaines formes de violences sont également proposées par l'association ALC : parcours de sortie de prostitution, victimes de traite des êtres humains, mineurs exploités.

De plus, afin de faciliter le départ de la femme victime du domicile conjugal, la CAF peut octroyer, depuis le 1er décembre 2023, une aide financière (Aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales – AVVC) aux victimes de violences conjugales, psychologiques et/ou physiques, commises par le conjoint, le concubin ou le partenaire de Pacte Civil de Solidarité (PACS). Cette aide financière vise à permettre à la victime de quitter rapidement son foyer, de se mettre à l'abri et de faire face à des dépenses immédiates.

Les services sociaux départementaux proposent une consultation dédiée à l'exploitation sexuelle des mineurs.

Des pôles spécialisés dans la lutte contre les violences intrafamiliales ont été structurés au sein des TJ de Nice et Grasse.

Les bons de consultation du Comité départemental de l'accès aux droits (CDAD) des Alpes-Maritimes permettent aux victimes de bénéficier d'une consultation, sans délai, avec un avocat inscrit sur les listes des Barreaux de Nice et de Grasse.

Les bons de transport permettent aux victimes de violences intra-familiales, conjugales, sexistes et sexuelles, prostitution et traite des êtres humains d'accéder à un transport (taxi) dans le cadre d'une situation d'urgence et/ou de danger pour des déplacements dans le cas d'une mise à l'abri d'urgence et dans le cadre de la procédure judiciaire.

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Nice gère la plateforme d'accueil des femmes victimes de violences et a ouvert en septembre 2024 la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes, sur le modèle de la Maison des Femmes de Saint-Denis. L'hôpital Lenval a ouvert la première Unité d'Accueil Pédiatrique Enfants en Danger (UAPED) du département. Le Centre hospitalier de Grasse a ouvert en 2023 une consultation dédiée aux femmes victimes de violences, qui pourrait être associée en tant qu'antenne à la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes. Il prévoit d'ouvrir en 2025 la seconde UAPED du territoire. Le centre hospitalier d'Antibes a ouvert une Unité Médico-judiciaire de Proximité (UMJP). L'ensemble des centres hospitaliers poursuivent l'accueil, le dépistage, la prise en charge sanitaire et l'orientation des femmes victimes. Ils sont appuyés par la coordination du Groupement hospitalier de territoire (GHT) sur la thématique Santé publique du Plan Médico-Soignant Partagé (PMSP) Violences intrafamiliales.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les 3 Dispositifs d'Appui à la Coordination (DAC) interviennent en soutien aux professionnels du sanitaire, du social et du médico-social sur des situations complexes, principalement dans la réorientation de la victime de violences vers des structures dédiées de prise en charge.

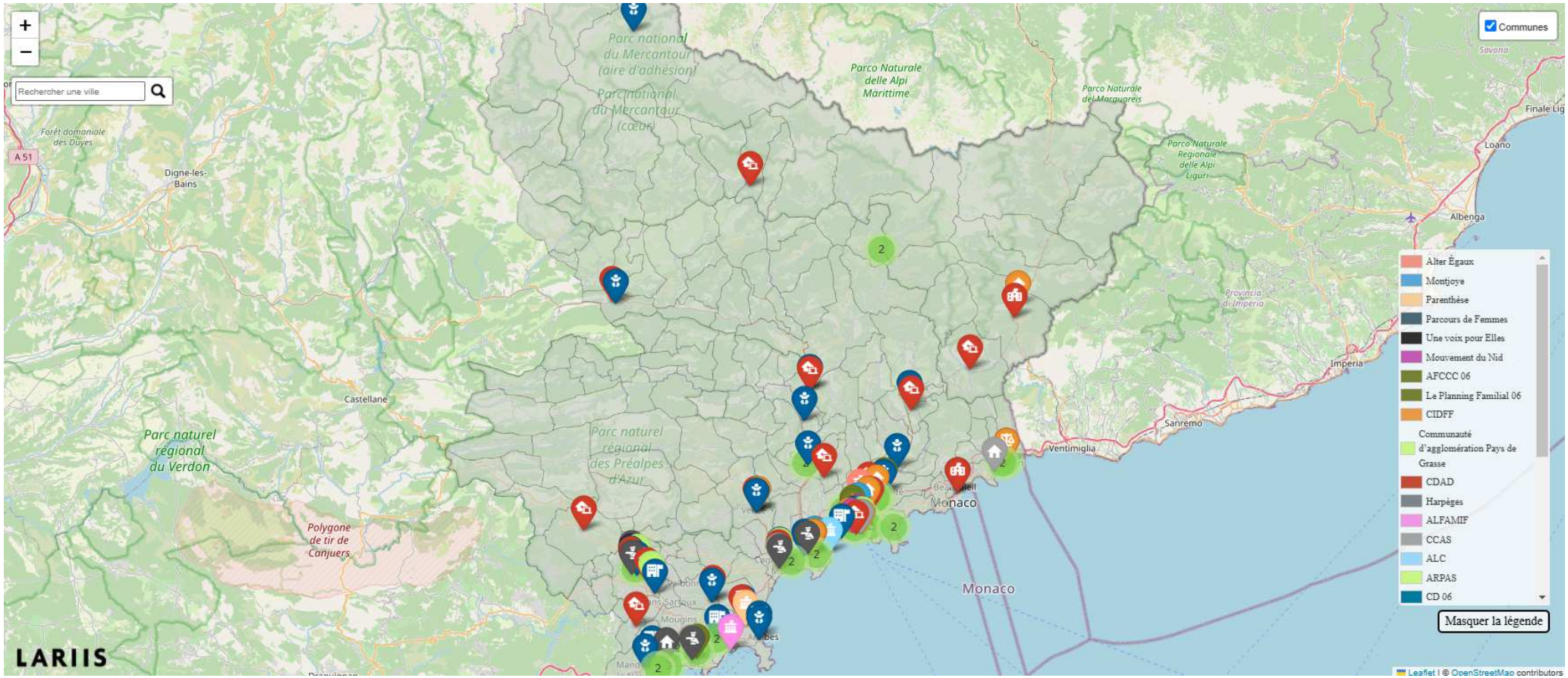
Les CPTS du département peuvent être directement impliquées sur le sujet des violences, en fonction de leur projet de santé et diagnostic de territoire, comme, par exemple, la CPTS de la Riviera française, ou de Vence, qui ont développé un parcours spécifique pour les victimes de violences. Certaines ont animé des formations sur le sujet à destination des professionnels de santé de leur territoire.

Les Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) interviennent spécifiquement en prévention et détection des violences sexuelles ou des violences liées à l'orientation sexuelle.

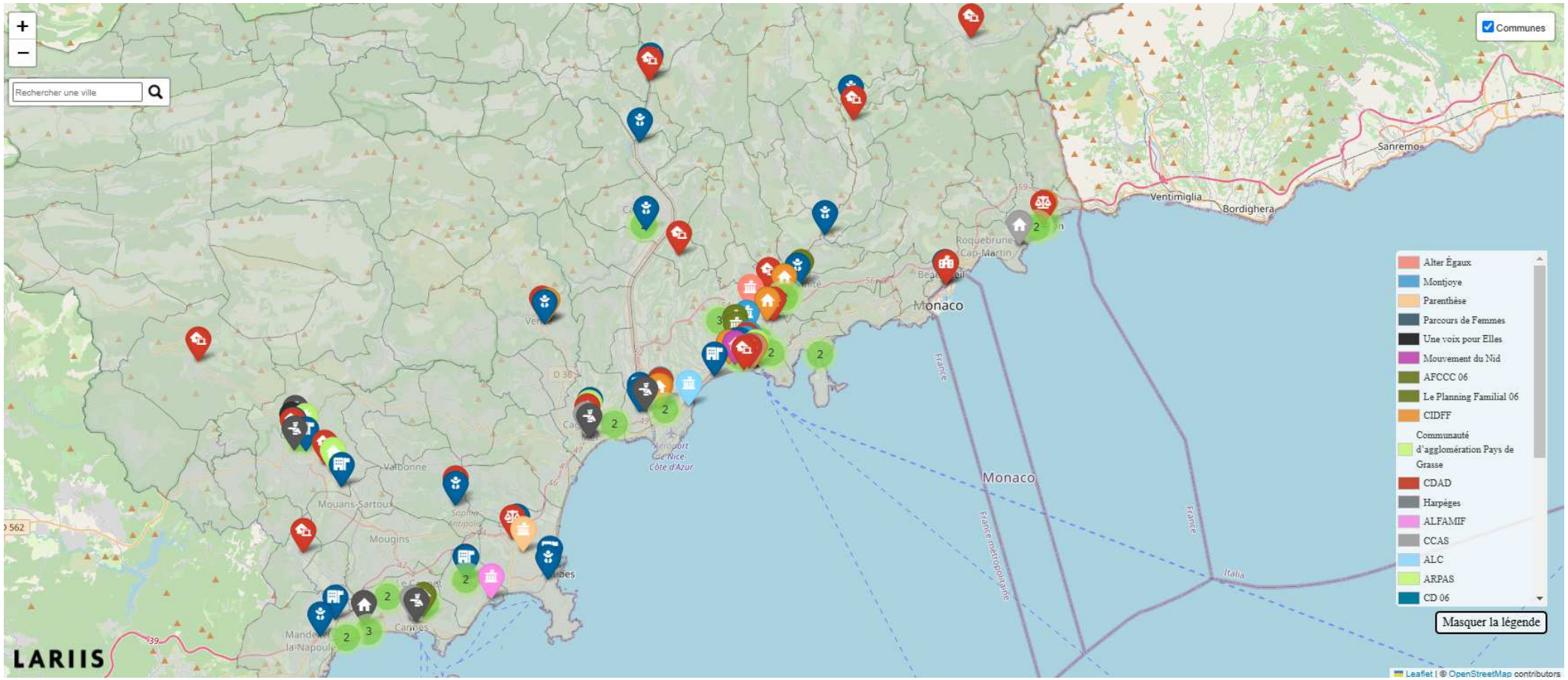
Enfin, au travers des réseaux territoriaux Violences Intrafamiliales (VIF) et des contrats locaux, des municipalités, des intercommunalités sont engagées dans la coordination et l'enrichissement de l'offre de services sur leur territoire : coordination des acteurs, développement d'actions spécifiques, échanges de bonnes pratiques, notamment au sein des CCAS, mais aussi dans le soutien au réseau associatif de prise en charge.

Les cartographies ci-dessous permettent de visualiser cette offre de services portés par les différentes structures et sa répartition sur le territoire.

Cartographie de l'offre de services dans les Alpes-Maritimes



Zoom de la cartographie de l'offre de services en zone littorale

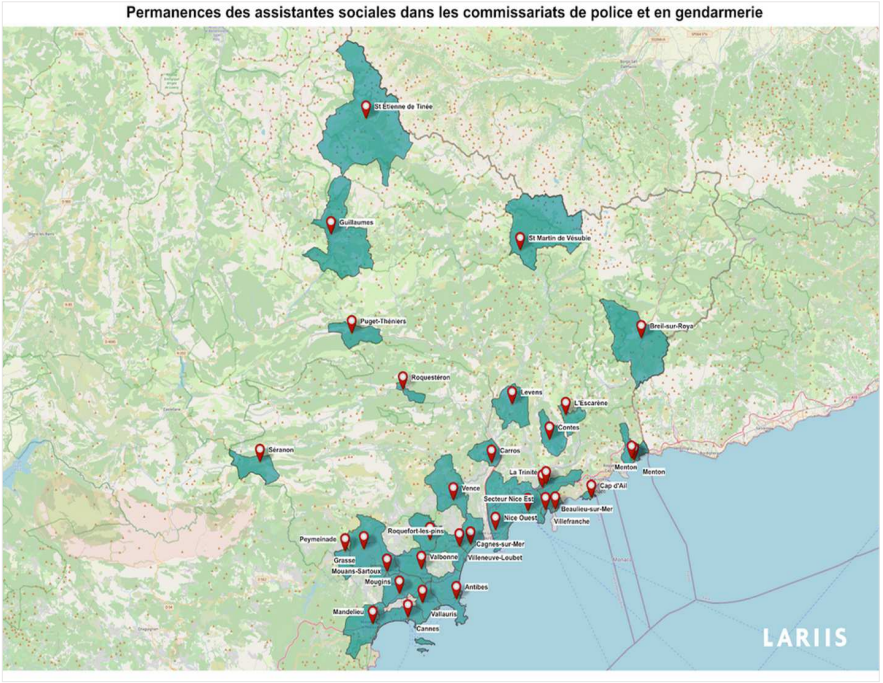


AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Des intervenants sociaux, soutenus par le Conseil départemental, interviennent parallèlement en commissariat de police et en brigade de gendarmerie auprès des victimes.

Dans ce cadre, sept assistantes sociales du Conseil départemental des Alpes-Maritimes assurent des permanences dans les brigades de gendarmerie et les commissariats de police du département. Elles permettent de mieux accueillir la victime dans ces structures, d'évaluer la nature des difficultés sociales pour apporter rapidement des solutions et l'orienter, le cas échéant, vers d'autres acteurs susceptibles de l'accompagner voire de la mettre en sécurité.

La carte ci-dessous permet de visualiser leurs lieux d'intervention.



Concernant cette offre de services, les personnes interrogées ont fait part d'un réel dynamisme des réseaux d'acteurs et d'une émulation entre les territoires, avec des avancées concrètes. L'offre de services déployée dans les Alpes-Maritimes aujourd'hui permet le plus souvent une prise en charge globale des victimes de violences.

Si l'offre de service est riche sur le territoire départemental, on constate une disparité territoriale : la majeure partie de cette offre se trouve sur la zone littorale ; l'ouest du département est mieux pourvu que l'est de celui-ci. Une grande richesse d'acteurs conduit à la question la visibilité des acteurs et de l'identification par la victime, des intervenants pertinents à solliciter. Elle pose aussi la question de la complémentarité des interventions de chacun et de leur coordination.

Par ailleurs, les acteurs interrogés ont fait part de l'importance d'une prise en charge et d'un accompagnement adaptés des femmes migrantes victimes de violences, prenant en compte la dimension culturelle et le besoin d'interprétariat. Les acteurs ont également fait part d'un besoin de coordonner les accompagnements des victimes et des auteurs de violence, pour améliorer l'efficacité de ces accompagnements.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mesures de protection des victimes

Dans le cadre des violences faites aux femmes, la mise en sécurité de celles-ci est primordiale, notamment dans le cas de violences conjugales. Les acteurs interrogés ont fait part d'une meilleure connaissance des procédures et des outils juridiques susceptibles d'être mobilisés par les victimes.

Le jugement est une épreuve pour les victimes. Dans le cadre des témoignages recueillis lors du diagnostic, une victime a révélé qu'il a été très difficile pour elle d'assister au procès et de se retrouver en présence de l'auteur ; elle aurait souhaité être accompagnée et ne pas devoir y aller seule.

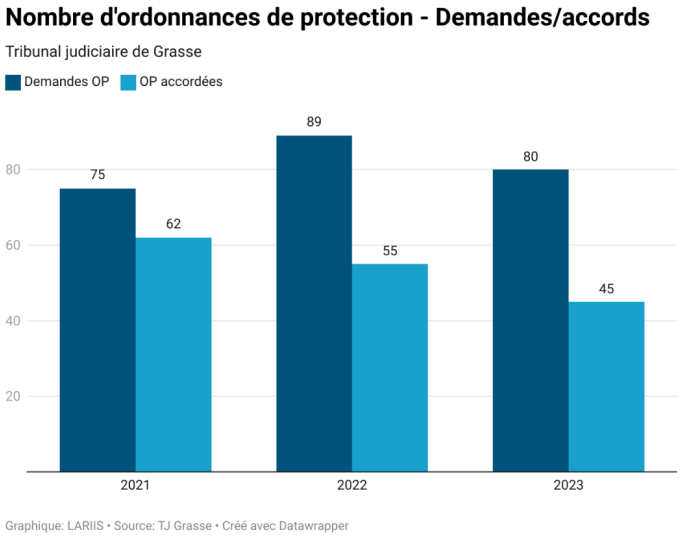
Dans le cadre du traitement civil de l'affaire, plusieurs mesures de protection peuvent être déployées : ordonnance de protection, téléphone grave danger, bracelet anti-rapprochement.

L'ordonnance de protection est prononcée par le juge aux affaires familiales, notamment dans le cas de violences intrafamiliales ou exercées au sein d'un couple, actuel ou ancien, marié, pacsé ou en vie maritale. Elle peut être demandée dans le cas de violences physiques, psychologiques, économiques ou sexuelles qui mettent en danger la victime et/ou son ou ses enfants. Cette mesure judiciaire peut avoir pour effet d'interdire à l'auteur des violences :

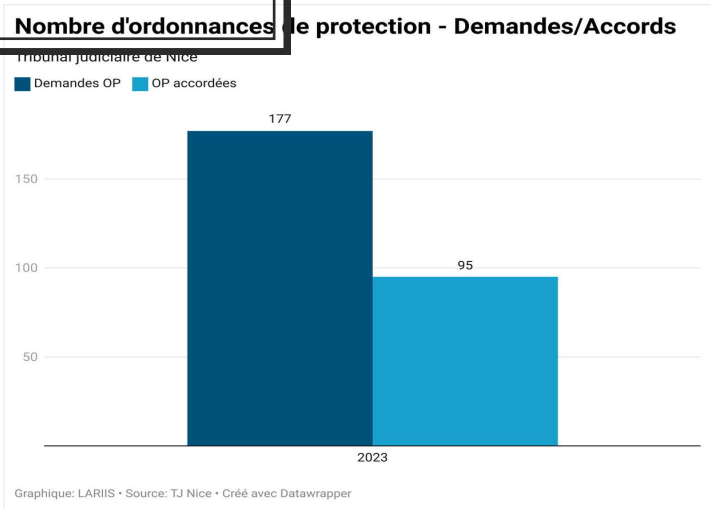
- d'entrer en contact avec la victime et le cas échéant, avec le ou les enfants ;
- de se rapprocher de la victime à moins d'une certaine distance, assortie de l'obligation de porter un dispositif électronique mobile anti-rapprochement ;
- de se rendre dans certains lieux désignés ;
- de détenir ou de porter une arme.

En outre, l'ordonnance de protection peut imposer à l'auteur de violences une prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique.

Les graphes ci-dessous présentent le nombre de demandes annuelles dans le cadre de violences conjugales et le nombre d'ordonnances de protection accordées, au sein des TJ de Grasse et Nice.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



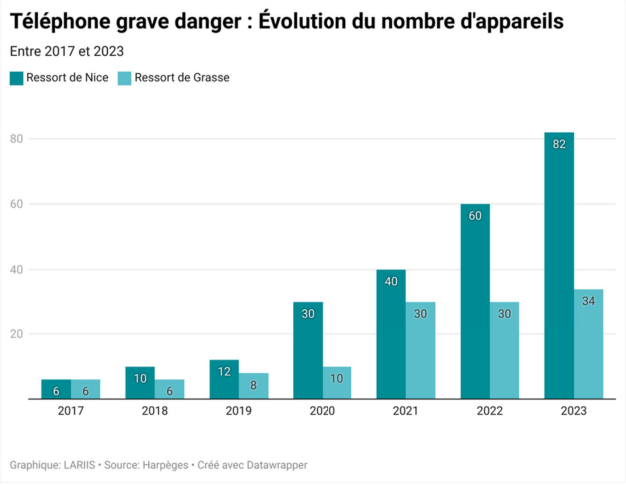
Le téléphone grave danger (TGD) vise à protéger une personne particulièrement vulnérable et en grave danger, victime de viol ou de violences conjugales. Il permet de prévenir les nouvelles violences que pourrait subir la victime, du fait de son conjoint ou ancien conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS. Le dispositif peut être attribué à tous les stades de la procédure, y compris durant des phases où l'action publique n'a pas été mise en mouvement. En cas de grave danger, le procureur de la République peut ainsi attribuer à la victime avec son consentement, pour une durée de six mois renouvelable, ce dispositif de télé-protection lui permettant d'alerter les forces de l'ordre en cas de danger.

Le téléphone attribué est un téléphone portable géolocalisé et muni d'une touche dédiée, permettant à la victime de joindre, en cas de grave danger, le service de téléassistance accessible 7j/7 et 24h/24. La plateforme téléphonique reçoit les appels et évalue la situation. Cette plateforme est reliée par un canal dédié aux services de la police nationale et aux unités de la gendarmerie nationale. Le télé-assisteur peut demander immédiatement l'intervention des forces de l'ordre.

En décembre 2023, le département des Alpes-Maritimes était doté de 116 TGD : 82 sur le ressort de Nice et 34 sur le ressort de Grasse.

L'association Harpèges assure le suivi rapproché des bénéficiaires de TGD sur tout le département tout au long du dispositif.

Le graphe ci-dessous permet de prendre connaissance de l'augmentation du nombre d'appareils dédiés dans le département au fil des années.



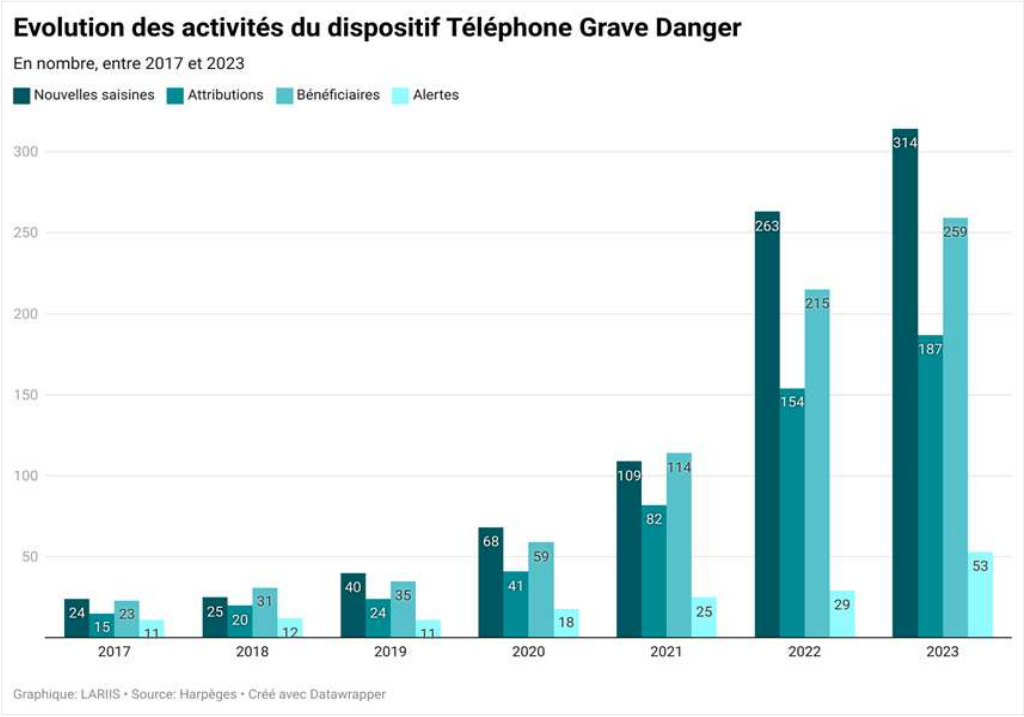
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En toute logique, les chiffres concernant l'utilisation de ce dispositif sont en augmentation.

Le bracelet anti-rapprochement (BAR) est un autre dispositif pouvant être utilisé pour protéger les victimes de violences conjugales. Il s'agit d'un dispositif de surveillance électronique géolocalisant la personne à protéger et l'auteur réel ou présumé de ces violences, en établissant un périmètre de protection que celui-ci ne doit pas franchir. En cas de violation de cette zone, la victime est immédiatement avertie et mise en sécurité. Parallèlement, les forces de l'ordre procèdent à l'interpellation de l'auteur. L'infraction est signalée au magistrat.

Cette mesure peut être prononcée dans le cadre pénal mais aussi civil. Dans le cadre civil, l'instauration de cette mesure nécessite le consentement des parties concernées. Si l'auteur refuse de porter le BAR, le juge aux affaires familiales en informe le parquet, qui peut décider d'engager des enquêtes pour faire évoluer l'affaire vers le pénal. Si nécessaire, il peut alors ordonner le port du bracelet ou toute autre mesure appropriée.

Dans le cadre pénal, le juge peut décider de mettre en place ce dispositif avant toute condamnation, dans le cadre d'un contrôle judiciaire (pré-sentenciel), ou après une condamnation (sentenciel), en tant qu'une des obligations liée à la peine.



L'association Harpèges intervient pour la remise du dispositif BAR et l'accompagnement des bénéficiaires sur le ressort du tribunal de Grasse, l'association Montjoye pour le ressort de Nice.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Données concernant le tribunal judiciaire de Nice

Nombre de bracelets anti-rapprochements prononcés

Tribunal de Grasse

	Civil	Sentenciel	Post-sentenciel	Total
2021	1	2	2	5
2022	2	2	7	9
2023	0	0	4	4
2024	0	0	0	0

Tableau: LARIIS • Source: TJ Grasse • Créé avec Datawrapper

On constate globalement qu'il s'agit d'une mesure peu utilisée. Le dispositif est difficile à mettre en place en zone urbaine, sur de petits territoires, car il est important de disposer d'un éloignement suffisamment important entre la victime et l'auteur afin qu'il ne crée pas un dysfonctionnement notamment lors de déplacements quotidiens. Les victimes interrogées ont exprimé un rapport ambivalent au BAR, qui les protège mais en même temps signifie un lien direct et quotidien avec l'auteur, dont elles cherchent à se défaire.

Nombre de bracelets anti-rapprochement prononcés

Depuis le déploiement en 2020

Pré-sentenciel	Post-sentenciel	Dans le cadre d'une ordonnance de protection	Total
6	15	1	22

4 bracelets anti-rapprochement actuellement suivis, tous en post-sentenciel

Tableau: LARIIS • Source: Tribunal Judiciaire de Nice • Créé avec Datawrapper

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes est structuré en 4 axes et se compose de 18 fiches-actions

Axe 1

Renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune des professionnels

Il comporte 3 fiches-actions

Axe 2

Améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence

Il comporte 8 fiches-actions

Axe 3

Améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes et des auteurs

Il comporte 3 fiches-actions

Axe 4

Gouvernance du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes

Il comporte 4 fiches-action

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Axe 1

Renforcer la sensibilisation du public et favoriser l'émergence d'une culture commune des professionnels

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Sensibilisation et information du public sur les violences conjugales, intrafamiliales, la traite des êtres humains

Dans le cadre du diagnostic préalable aux travaux de rédaction du Schéma, les acteurs interrogés ont souligné l'importance des actions de prévention dans la lutte contre les violences faites aux femmes, à travers la sensibilisation et l'information du public concernant les violences conjugales, intrafamiliales et la traite des êtres humains. Ils ont fait part de la nécessité de pérenniser les diverses actions déjà existantes, ainsi que d'en augmenter le nombre et la fréquence. Ils indiquent que les réseaux sociaux sont un outil de communication et de sensibilisation qu'il s'agit de continuer à investir (ex. : campagne #violencejetequitte). Ils précisent que ces actions gagneraient à être envisagées pour le grand public et notamment le public scolaire et étudiant.

Le diagnostic a mis en valeur le fait que la lutte contre toutes les violences faites aux femmes doit s'inscrire dans la lutte, plus globale, contre le sexisme, et qu'il est indispensable de continuer à promouvoir les actions de prévention et de sensibilisation existantes, particulièrement auprès des familles.

Interconnaissance des acteurs et de leurs missions

Le diagnostic a permis de mettre en valeur le souhait des acteurs de favoriser l'interconnaissance entre acteurs territoriaux de la lutte contre les violences faites aux femmes et une meilleure connaissance réciproque des missions de chacun. Il s'agit de renforcer le travail en réseau et la synergie entre professionnels. Ils suggèrent la création d'un annuaire ou une cartographie des acteurs intervenant dans la lutte contre les violences faites aux femmes, qui pourrait permettre de recenser les partenaires et leur organisation en réseaux territoriaux. Certains souhaitent le développement d'un outil de partage en ligne d'informations utiles (coordonnées, documents, fiches réflexes, etc.).

Beaucoup ont rappelé également l'importance d'entretenir les dynamiques inter-partenariales et interinstitutionnelles, notamment au sein des réseaux territoriaux, et de continuer de collaborer afin d'améliorer la prise en charge des femmes victimes de violence.

Création d'une culture commune entre acteurs

Les professionnels interrogés ont exprimé le besoin et l'envie que les actions de formation (présentiel, e-learning, MOOC) se poursuivent en direction de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes (santé, police/gendarmerie, justice, éducation, médico-social, loisirs, etc.) Dans le cadre du Schéma, ils suggèrent que ces actions soient mieux coordonnées entre partenaires.

Ils identifient des besoins spécifiques en termes de formation, parmi lesquels : l'identification des violences pour tous les publics, les personnes « sans droits ni titre » et les victimes de traite des êtres humains et de prostitution ; la problématique

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

des enfants exposés à la violence conjugale ; la déconstruction des représentations auprès des femmes victimes sur la procédure et l'intérêt d'un signalement à la protection de l'enfance ; les dispositifs et les acteurs du logement.

L'un des thèmes attendus des formations est le renforcement de la capacité à collaborer entre partenaires pluri-institutionnels et pluridisciplinaires, puisque la prise en charge des victimes est aujourd'hui décloisonnée. L'émergence des Pôles VIF des TJ, associant les différentes juridictions, et des partenaires extérieurs dans le cadre de comités de pilotage, est l'illustration de ce décloisonnement.

Le diagnostic a permis de souligner le besoin de temps de formation pour les professionnels. Aussi, les actions de prévention, envisagées en commun, de manière transversale et pluridisciplinaire, peuvent favoriser la création d'une culture commune et le renforcement des dynamiques inter-partenariales. Il a également mis en lumière le besoin de mettre en place des groupes de travail au-delà des logiques de territoire.

Dans ce même objectif, les acteurs interrogés indiquent qu'il leur semble nécessaire de créer un espace commun de réflexion entre partenaires afin de travailler à développer une culture commune des membres du CLAV et, plus largement, aux différents acteurs impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes et dans la mise en œuvre du Schéma.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

3 fiches-actions

Fiche-action 1.1. – Poursuivre la sensibilisation et l'information du public sur les violences faites aux femmes

Fiche-action 1.2. – Améliorer l'interconnaissance des acteurs et de leurs missions

Fiche-action 1.3. – Favoriser la création d'une culture commune entre acteurs

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 1.1. – Poursuivre la sensibilisation et l'information du public sur les violences faites aux femmes

Objectifs

- Sensibiliser et informer le public à la lutte contre les violences faites aux femmes
- Améliorer le repérage des femmes victimes de violences dans tout le département

Modalités de mise en œuvre

- Sensibilisations spécifiques :
  - Développer ou poursuivre le travail collaboratif avec l'Éducation Nationale, de manière coordonnée, afin de réaliser des actions de sensibilisation à destination des élèves (culture de l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes, lutte contre le sexisme, etc.)
  - Inciter les acteurs publics, notamment les collectivités territoriales, à poursuivre les actions réalisées avec les commerces de proximité : par exemple, extension du réseau de lieux sûrs partout sur le territoire pour prévenir et lutter contre le harcèlement de rue (dispositif Angela) ; sensibilisation des pharmaciens, en tant que professionnels du soin de proximité, au repérage et à l'orientation des victimes
  - Sensibiliser les professionnels des maisons France Services au repérage et à l'orientation des femmes victimes
- Communication en direction du grand public :
  - Diffuser largement le Schéma et le faire connaître du grand public et des professionnels
  - Mettre à disposition le Schéma sous forme numérique sur le site de la préfecture et sur tous les sites internet des acteurs intervenant dans le champ des violences faites aux femmes
  - Mener des actions de sensibilisation et des campagnes de communication auprès du grand public afin de prévenir toute forme de violence et de mieux détecter et repérer les femmes victimes de violences

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Informer sur les aides potentielles dont peuvent bénéficier les victimes (ex. : offre séparation de la CAF, aide d'urgence aux victimes de violences conjugales versée par la CAF et la Mutualité Sociale Agricole -MSA)
- Engager une réflexion au niveau de chaque réseau territorial VIF sur les informations diffusables au grand public relatives à l'offre de services sur leur territoire et les mettre à disposition sur tout support

Pilotes

DDDFE

Parcours de Femmes

CIDFF

Partenaires

Espaces Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS)

Éducation nationale

Collectivités territoriales

Structures actives dans la sensibilisation et l'information des acteurs et du public (y compris l'équipe du CeGIDD sur la détection et la prise en charge des violences sexuelles, G-Addiction Jeunesse Citoyenne, le Centre Régional d'Information et de Promotion de la Santé sexuelle Sud -CRIPS Sud, etc.)

Têtes de réseaux VIF

CAF

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de vues des pages de diffusion du Schéma
- Nombre de mises en ligne du Schéma sur les sites des organisations partenaires
- Nombre de diffusions/informations réalisées sur le Schéma par les partenaires
- Nombre d'actions de sensibilisation, de campagnes de communication, par public-cible

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Nombre d'actions de sensibilisation/information coordonnées entre plusieurs acteurs

- Nombre de personnes sensibilisées

Indicateurs d'impact :

- Mesure par une enquête annuelle du renforcement de la sécurité perçue dans les espaces publics par les femmes

- Mesure par une enquête annuelle de la connaissance de la lutte contre le sexisme et contre les violences conjugales chez les enfants et les jeunes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 1.2. – Améliorer l'interconnaissance des acteurs et de leurs missions

Objectifs

- Améliorer l'interconnaissance entre acteurs et la lisibilité de leurs interventions
- Faciliter le parcours, l'orientation/la réorientation des personnes accompagnées

Modalités de mise en œuvre

- Identifier tous les réseaux existants et leur organisation
- Mettre à jour les annuaires déjà existants, notamment le livret #AgirEnsemble
- Assurer une coordination globale des actions prévues relatives au développement d'outils d'identification des acteurs et de coordination entre acteurs (Fiches-action 1.2., 2.1., 3.1.), afin d'éviter la multiplication des outils
- Créer un outil en ligne référençant les différents acteurs et leur organisation (inspiration Soliguide) :
  - Outil à l'échelle départementale et par territoire
  - Annuaire cartographique interactif
  - Recensement des offres de service de chaque acteur comportant l'identification de référents par structure, avec une mise à jour des informations sous la responsabilité de chaque structure

Pilotes

DDDFE

CD 06 - Direction Territoriale de l'Action Sociale (DTAS)

Partenaires

Tous les acteurs intervenant dans le champ de la lutte contre les violences faites aux femmes (associations, CAF, etc.)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre d'organisations/dispositifs référencés au sein d'un outil commun
- Nombre de mises à jour des informations recensées
- Nombre de demandes de mise à jour annuelle sur les informations des partenaires (coordonnées, personnes de contact, etc.)

Indicateurs d'impact :

- Évolution des délais de prise en charge pour les victimes grâce à une meilleure orientation par les acteurs
- Augmentation de la satisfaction des victimes concernant la qualité de la prise en charge, mesurant l'impact d'une meilleure coordination

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 1.3. – Favoriser la création d'une culture commune entre acteurs

Objectif

Développer une culture commune et partagée sur le sujet des violences faites aux femmes

Modalités de mise en œuvre

- Développer des formations communes entre associations, institutions, forces de sécurité intérieure, justice, le secteur sanitaire, et associant notamment les structures accompagnant les auteurs et celles accompagnant les victimes (prévoir ces formations à une échelle territoriale pour que les acteurs d'un même territoire d'intervention puissent se rencontrer)

  Les thèmes de formation prioritaires et structures en capacité de les dispenser seront à identifier par la suite.

- S'appuyer sur les analyses issues des retours d'expérience, hors acteurs judiciaires, sur des cas pratiques/cas complexes, afin d'alimenter les référentiels communs de formation et/ou les contenus communs de formation

- Élaborer et partager un référentiel commun sur les violences faites aux femmes :
  - Exemples de contenu : définition de ce qu'est une violence, un conflit familial, le cadre de signalement à la justice, rappel du cadre légal, repérage des victimes, etc.

    Ce référentiel commun pourrait constituer la base du référentiel commun de formation.
  - Liste d'outils facilitant la prise en charge (par ex. grilles de lecture communes des situations)

Pilotes

DDDFE

Harpèges

Montjoye

CIDFF

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Partenaires

Alter Égaux

AFCCC06

Planning familial

Associations / organisations œuvrant dans le domaine de la santé sexuelle

Réseaux VIF

Collectivités territoriales/ CCAS

Organismes sociaux

CPTS

DAC

Centres hospitaliers

Cliniques privées

CD 06

CAF

Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

Observatoire départemental des violences faites aux femmes

Pôles VIF des TJ

Université Côte d'Azur

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de formations communes à destination des acteurs du territoire
- Nombre et nature des thèmes de formations communes
- Nombre d'outils développés contribuant à constituer un référentiel commun des pratiques
- Nombre de séances d'analyse de cas pratiques/cas complexes

Indicateur d'impact :

Enquête de satisfaction auprès des professionnels intervenant auprès des victimes de violences conjugales, sexuelles, de traite des êtres humains, de leurs enfants et des auteurs de ces violences

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Axe 2

Améliorer le parcours des victimes, de leurs enfants et des auteurs de violence

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Accompagnement global des femmes victimes de violences et de leurs enfants

Comme nous l'avons vu précédemment, l'offre de services disponible dans le département permet un accompagnement global des femmes victimes de violence et de leurs enfants, avec ou sans hébergement associé : accompagnement social, psychologique, juridique, à la parentalité, à l'insertion professionnelle, accès à l'hébergement et au logement.

Une diversité d'acteurs intervient dans leur prise en charge globale, ce qui a permis une amélioration de la continuité de leur parcours.

L'accompagnement juridique et l'accès aux droits constituent un aspect important de cet accompagnement. Les femmes victimes de violence peuvent être soutenues et informées sur plusieurs plans :

- l'ouverture de leurs droits sociaux (assurance maladie, prestations sociales de la CAF, etc.) ;
- l'appui dans les démarches administratives relatives au séjour ;
- une information et une aide juridiques : au sein des services d'aide aux victimes habilités, soutenant les démarches avant et après le dépôt de plainte (démarches relatives à l'ordonnance de protection, à l'obtention d'un TGD, etc.) ; au sein de permanences juridiques généralistes, proposant un appui couvrant également le droit de la famille, les questions de séparation, de garde des enfants, etc.).

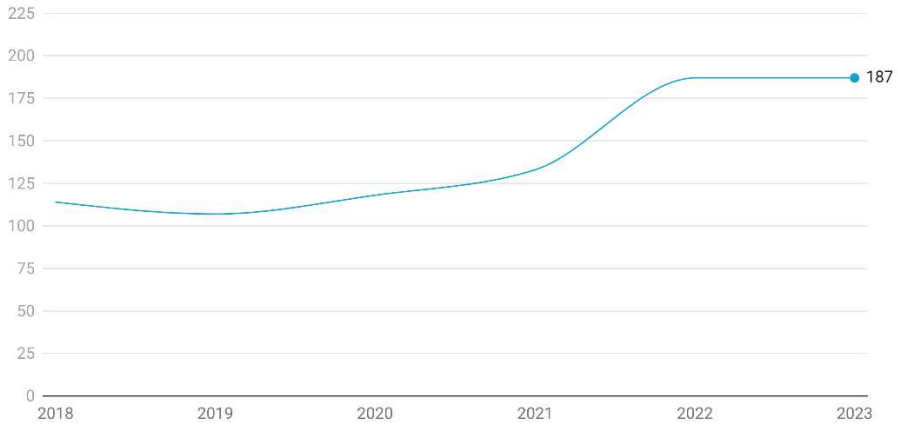
Les associations CIDFF (permanences à Nice, Vence, Breil-sur-Roya, Menton, Vallauris, Cannes), Harpèges (Grasse, Cannes-la-Bocca et permanences : Antibes, Cagnes-sur-Mer, Cannes, Grasse, Carros, Mandelieu, Mouans-Sartoux, Mougins, Pégomas, Saint-Auban, Saint-Laurent-du-Var, Valbonne, Vallauris, Vence, Villeneuve-Loubet), Montjoye (Nice et Menton), Parenthèse (Antibes), et le CCAS de Roquebrune-Cap-Martin proposent des services d'information et d'accompagnement juridique/accès aux droits, aux femmes victimes de violences. Le CIDFF tient des permanences de juristes dans les locaux de Pass'R'Elles à Nice, de Parcours de femmes à Cannes, et au sein de la plateforme violences du CHU de Nice puis de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes. Montjoye tient également des permanences au sein de la Maison des Femmes.

Depuis 2018, le CDAD du département propose des bons de consultation juridique pour les femmes victimes de violences, utilisables chez les partenaires du CDAD, notamment des avocats. Le graphe ci-dessous permet de constater que le recours aux bons de consultation du CDAD a augmenté régulièrement depuis la création du dispositif.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Dispositif des bons de consultation du CDAD 06

Évolution du nombre de bons utilisés entre 2018 et 2023



Une première expérimentation, lancée en fin d'année 2017, a eu pour objet de à mettre en place des permanences juridiques spécialisées pour les victimes de violences conjugales et intrafamiliales. Le fonctionnement de ces permanences ne s'est pas avéré suffisamment concluant pour répondre au caractère urgent des situations exposées par les victimes. Les bons de consultation ont succédé dès le début de l'année 2018 à cette expérimentation. Ils présentent l'avantage de permettre une consultation rapide, qui s'organise parfois sans délai, le jour même où la victime rencontre le partenaire institutionnel ou associatif du CDAD.
La victime se rend au sein d'un cabinet d'avocat sans avoir à attendre la tenue d'une permanence, avec l'assurance de préserver la confidentialité de sa situation.

Graphique: LARIIS • Source: CDAD 06 • Créé avec Datawrapper

Les acteurs interrogés dans le cadre de l'élaboration du schéma de lutte contre les violences faites aux femmes constatent que les femmes victimes sont aujourd'hui mieux informées sur leurs droits qu'antérieurement. Les victimes de violences interrogées ont souligné le rôle majeur qu'avaient joué les associations dans leur parcours pour sortir de l'emprise, en leur faisant comprendre qu'elles avaient des droits et quels étaient ces droits.

De ce fait, les victimes sont davantage en demande d'accompagnement juridique auprès des associations et institutions proposant ce service et expriment des attentes ciblées sur les mesures qu'elles voudraient voir prononcer à l'encontre des auteurs de violences (interdictions et obligations à respecter).

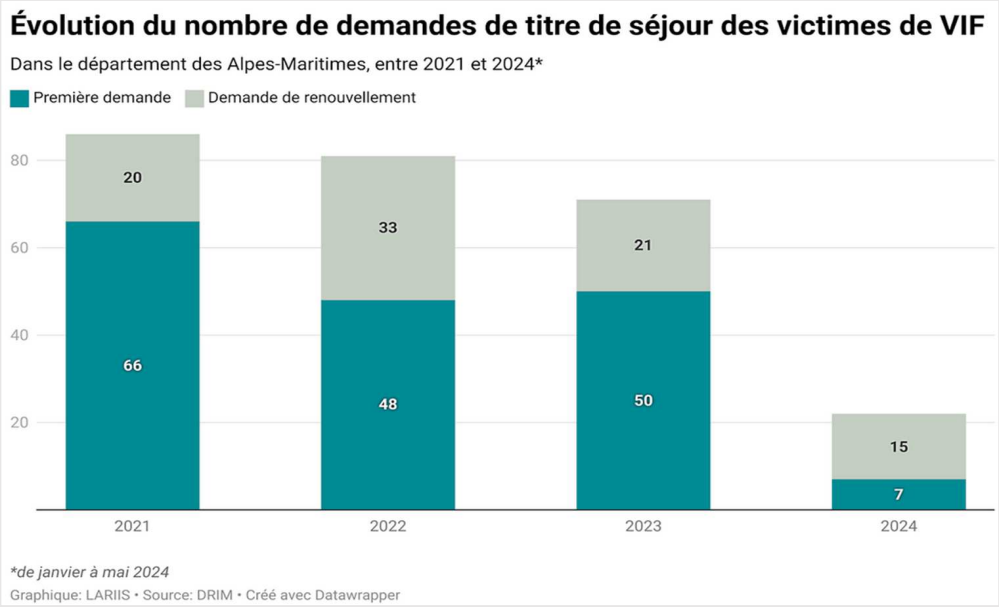
Le diagnostic a néanmoins mis en lumière des aspects à renforcer pour optimiser l'accompagnement global des femmes victimes et leurs enfants. Les acteurs interrogés ont notamment fait part du besoin de renforcer l'action des Services d'Aide aux Victimes en Urgence (SAVU), de mettre l'accent sur l'accompagnement à l'insertion professionnelle de ces victimes, afin qu'elles puissent disposer de ressources pour faciliter l'accès à un logement.

Par ailleurs, la richesse de l'offre de services disponible dans le département conduit les acteurs à faire état d'un besoin de mieux se coordonner entre eux, afin d'optimiser leurs interventions et fluidifier le parcours d'accompagnement des victimes et de leurs enfants.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Prise en charge des femmes étrangères victimes de violence

Concernant les victimes de violences conjugales, de traite des êtres humains et de prostitution, étrangères, le précédent Schéma a permis de mettre en place un protocole fonctionnel avec la DRIM, facilitant l'accès au titre de séjour à titre exceptionnel. Le graphe ci-dessous présente le volume annuel de demandes depuis 2021.



Cependant, malgré ce protocole, le parcours d'obtention d'un titre de séjour durable reste long et complexe. La délivrance de multiples récépissés de courte durée, avant l'obtention d'un titre de séjour durable, freine l'insertion professionnelle, les employeurs n'étant pas enclins à embaucher quand l'autorisation à rester sur le territoire français est de courte durée. Les femmes étrangères sont directement confrontées à des injonctions contradictoires, entre un accompagnement qui les pousse à la sortie de l'emprise du conjoint ou de réseaux de traite des êtres humains, et une situation administrative précaire qui empêche d'accéder à l'autonomie professionnelle et financière.

Les femmes étrangères non francophones victimes de violences accompagnées par les structures sont confrontées à une autre difficulté : l'absence de/le faible recours à l'interprétariat dans la prise en charge, sanitaire et sociale, faute de moyens mais aussi de cadre clair pour l'intégrer dans la pratique des professionnels.

Prise en charge des femmes victimes de prostitution/de traite des êtres humains

L'association ALC accueille, met à l'abri et accompagne les victimes majeures de traite des êtres humains (TEH) dans le cadre du dispositif national Ac.Sé.

Elle accompagne également et prend en charge les personnes en situation de prostitution et les accompagne aux parcours de sortie de prostitution (PSP) en tant qu'association départementale habilitée.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En outre, le dispositif Inside porté par ALC est chargé du repérage et de l'accompagnement des jeunes en situation d'exploitation sexuelle et de leurs familles, et des professionnels qui les accompagnent.

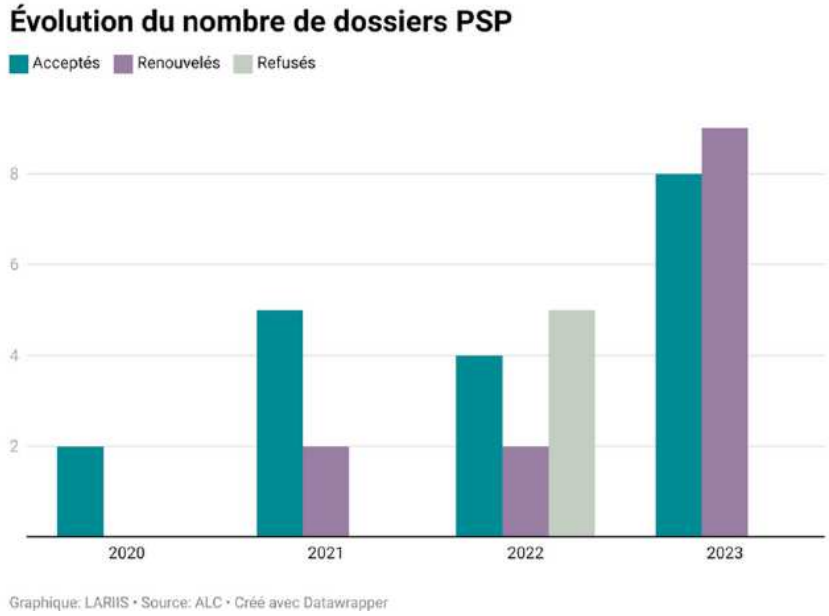
ALC forme aussi les professionnels à l'identification et à l'accompagnement des victimes adultes de traite des êtres humains (dispositif Ac.Sé) et des victimes mineures d'exploitation sexuelle (dispositif Inside).

Le graphe ci-dessous permet de prendre connaissance du volume de personnes victimes de traite des êtres humains accompagnées chaque année par l'association, mais aussi du nombre de victimes ayant porté plainte, reconnues victimes par les services préfectoraux pour l'obtention d'un titre de séjour exceptionnel.

Le nombre de victimes identifiées reste relativement stable.



En revanche, le nombre de dossiers de parcours de sortie de la prostitution (voir ci-dessous), acceptés et renouvelés, est en nette augmentation sur les 3 dernières années, même si cela représente moins de 20 personnes par an. Il semble attester d'un dispositif de plus en plus fonctionnel.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

D'une manière générale, les acteurs font part d'un manque de dispositifs d'hébergement, de type Centre d'Hébergement de Réinsertion Sociale (CHRS), de solutions d'insertion professionnelle adaptés pour les victimes de TEH et de prostitution.

Les professionnels ont également noté, pour les victimes étrangères, une difficulté à obtenir des droits de séjour durable. Ces victimes accèdent aussi difficilement à une prise en charge psychologique de long terme. L'accueil des victimes de traite en commissariat est à améliorer selon certains acteurs, qui notent le manque de formation des services de l'ordre dans ce domaine.

Mineurs co-victimes de violences conjugales

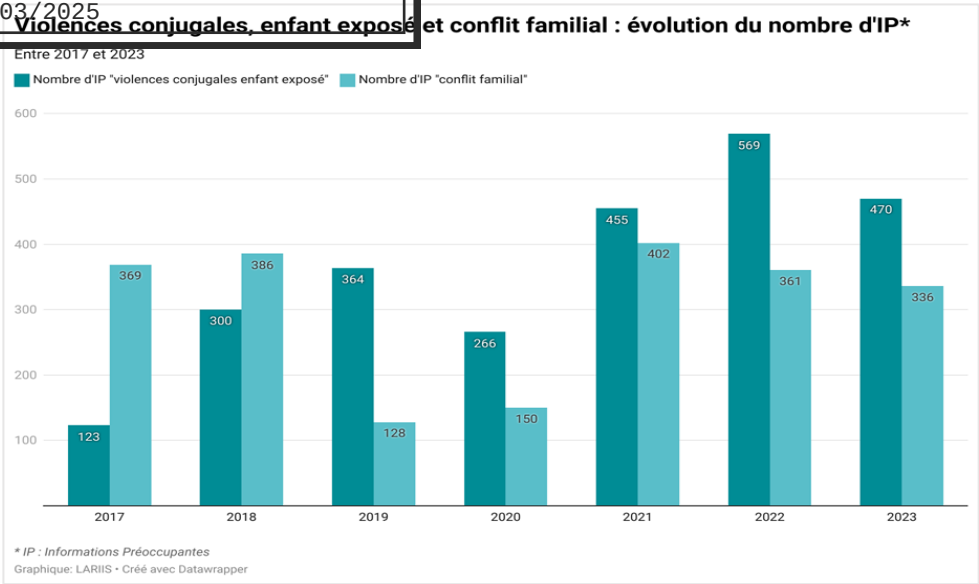
La loi du 3 août 2018 et le décret du 23 novembre 2021 ont permis une reconnaissance officielle du statut de co-victime de l'enfant exposé aux violences conjugales.

Le graphe ci-dessous concernant le nombre d'informations préoccupantes[5] (IP) liées à la violence conjugale, adressées à l'Antenne départementale de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (ADRET) montrent que les enfants peuvent être particulièrement exposés à ce type de violence. En effet, on constate une nette augmentation de ces IP au motif de violences conjugales depuis 2020.

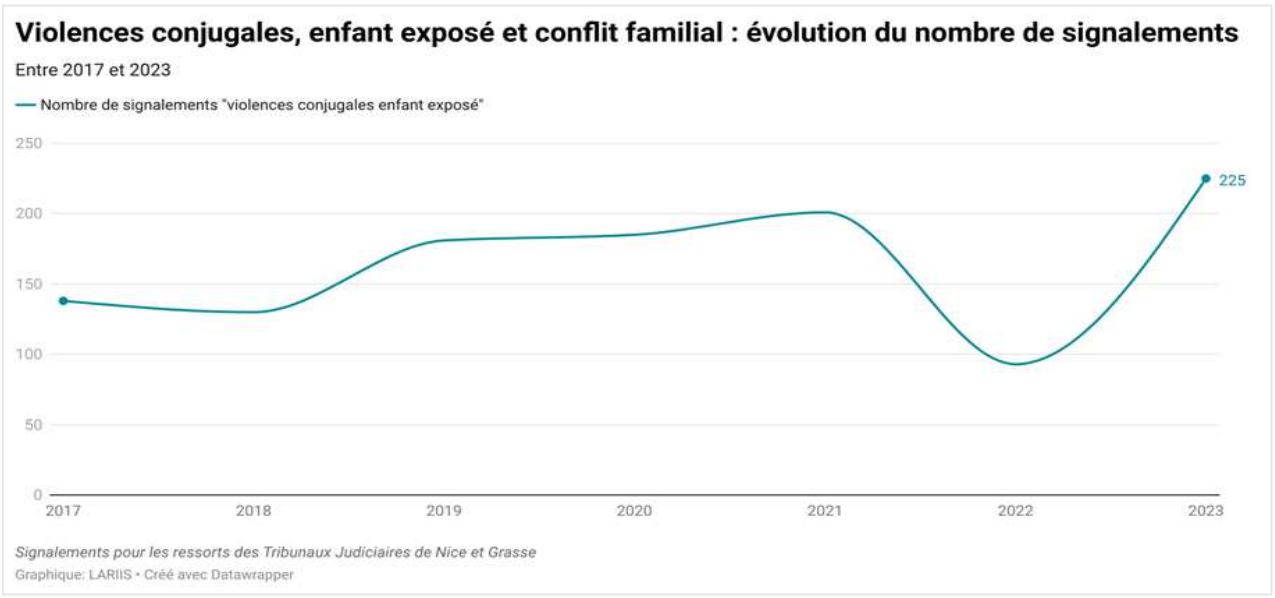
Toutefois, il faut avoir à l'esprit que cette augmentation est peut-être due à une augmentation du nombre de faits de violences conjugales mais aussi à des déclarations plus nombreuses de l'exposition des mineurs à ces violences, en raison d'une meilleure sensibilisation de la population en général et des professionnels intervenant auprès des mineurs, en particulier (cf. *infra* les entretiens avec les acteurs). L'augmentation des IP et signalements est cependant constatée partout en France, dans de nombreux départements.

5 L'IP est adressée au Président du Conseil Départemental dans les cas où la santé, la sécurité, la moralité des mineurs sont en danger ou risquent de l'être ou dont l'éducation ou le développement sont compromis ou risquent de l'être.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Parallèlement, le nombre de signalements adressés aux Procureurs de la République dans les Alpes-Maritimes augmente également mais pas de manière aussi importante que les IP et avec des variations annuelles, à la hausse et à la baisse. Une étude plus fine permettrait de comprendre les raisons de cette évolution.



Les acteurs interrogés constatent que les mineurs sont davantage reconnus comme co-victimes de violences conjugales. Ils ont fait part d'une meilleure identification par les professionnels des violences et des traumatismes, des troubles liés à l'impact des violences chez le mineur et en particulier l'enfant. Selon ces acteurs, le précédent Schéma a d'ailleurs permis un renforcement de la protection des mineurs et de leur prise en charge. Une fiche-outil relative au recueil de la parole de l'enfant a été élaborée avec la Direction de l'Enfance (DE) du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cependant, certains professionnels ont encore une mauvaise connaissance voire n'ont pas de connaissance du tout du problème des violences conjugales et de leurs impacts sur les mineurs, ce qui témoigne de l'importance des actions de sensibilisation et de formation à poursuivre sur ce sujet.

L'accueil des mineurs en commissariat ne leur semble pas être totalement adapté et demande à être amélioré.

De manière générale, les acteurs souhaitent un renforcement des moyens de prise en charge des enfants co-victimes. Il manque en particulier des lieux de médiation et/ou une véritable expérimentation des mesures d'accompagnement protégé, afin de mieux accompagner le « passage de bras » entre parents.

Enfin, ils ont indiqué la nécessité de sensibiliser les femmes victimes de violences conjugales de l'impact de ces violences sur leurs enfants et de développer, dans le cadre de la prise en charge des victimes, un accompagnement à la parentalité. Concernant les mères victimes interrogées, le déclic pour sortir de l'emprise a été la prise de conscience de l'impact des violences sur les enfants et de leur souffrance.

Par ailleurs, la garde des enfants peut constituer un frein à l'insertion professionnelle des victimes : l'une des victimes interrogées n'a pas trouvé de solution de garde avant l'entrée de son fils en maternelle, malgré ses démarches et sa volonté de travailler. Pour les victimes étrangères, notamment après un parcours de sortie de prostitution, qui élèvent des enfants en bas âge, le niveau d'insertion professionnelle est évalué pour l'obtention d'un titre de séjour durable, alors qu'elles en sont matériellement empêchées faute de solutions de garde.

Prise en charge des auteurs de violences conjugales

Plusieurs structures du département proposent une prise en charge des auteurs de violences conjugales.

Le Centre de suivi et de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales (CPCA) réalise une mission d'animation du réseau et d'articulation avec les différents dispositifs de prise en charge des auteurs de violences conjugales (tribunaux, CLSPD, acteurs santé du territoire, etc.). La coordination départementale du CPCA[6] en région sud est confiée à l'Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS).

L'association propose des stages de responsabilisation et de lutte contre les violences au sein du couple, en pré-sentenciel pour des auteurs orientés par les Parquets de Nice et Grasse, et en post-sentenciel, orientés par les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) de Nice et Mougins-Grasse, par le Juge de l'application des peines, par le Délégué du Procureur en cas de composition pénale, dont une partie en Maison d'arrêt. En 2023, ont ainsi été organisés, pour le ressort de

6 Lors du Grenelle de lutte contre les violences conjugales, il a été constaté que les actions en direction des auteurs de violence nécessitaient d'être renforcées, tant en termes de couverture territoriale que de modalités de prise en charge. Aussi, le Premier ministre a annoncé le 25 novembre 2019 la mise en place de CPCA par un appel à projet sur tout le territoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse, 17 stages en alternative aux poursuites et pour le ressort de Nice, 6 stages en post-sentenciel ainsi que 4 stages en alternative aux poursuites, 11 stages en classement sous condition, un stage en post-sentenciel.

L'association propose également un accompagnement socio-éducatif et professionnel, en lien avec les structures du champ social et de l'insertion professionnelle.

Les personnes bénéficiaires de cet accompagnement sont des auteurs de violences conjugales sous-main de justice. L'accompagnement proposé concerne l'accès aux droits, et l'hébergement, grâce au recours à des places dédiées dans le cadre de mesures d'éviction, soit en sensibilisant le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) et les organismes partenaires à la mobilisation de places de droit commun.

Parallèlement, l'ARPAS propose un accompagnement thérapeutique pour des auteurs de violences dans le couple, orientés par les SPIP de Nice et de Mougins-Grasse et les partenaires sociaux, ou en libre adhésion suite à une prescription d'un service ou d'un professionnel partenaire. L'objectif est la prévention de la réitération et de la récidive des comportements de violence chez les auteurs de violences conjugales.

Le graphe ci-dessous présente le nombre d'auteurs reçus par l'ARPAS au regard de leur motif d'orientation. On constate une augmentation globale du nombre de prises en charge dans le cadre de violences conjugales physiques ou associant des violences physiques et psychologiques. Le nombre d'auteurs suivis pour violences psychologiques seules est, quant à lui, en baisse, par rapport au pic de 2022.

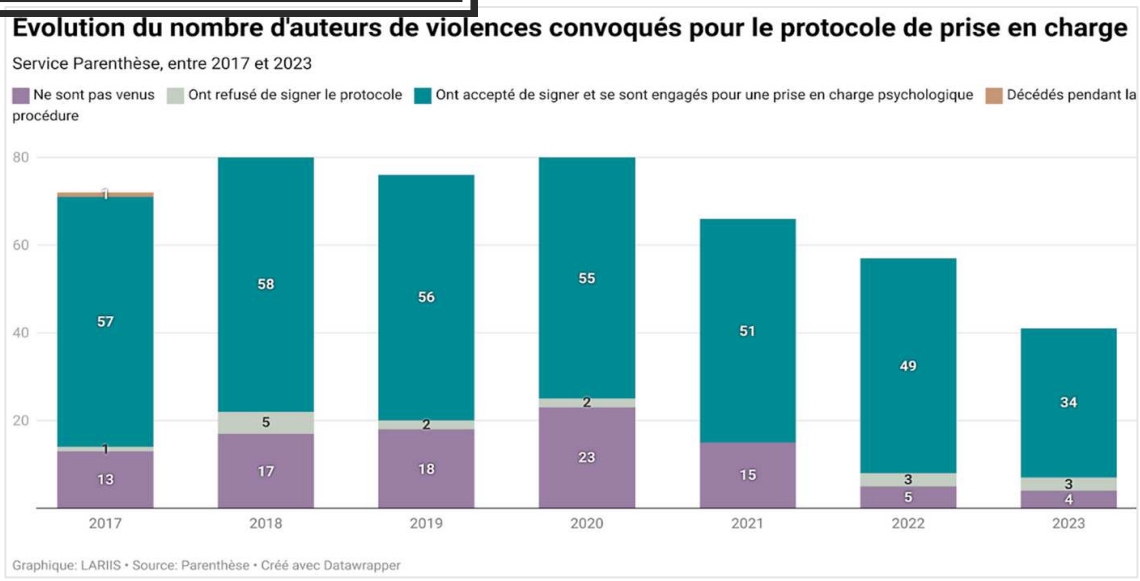
Parenthèse propose aux auteurs et autrices de violence une offre de services dans le cadre d'une alternative aux poursuites :

- groupes de paroles : dans le cadre de l'alternative aux poursuites, le service Parenthèse a contractualisé avec le Tribunal judiciaire de Grasse, la Préfecture des Alpes-Maritimes et le CH d'Antibes, une procédure de prise en charge psychologique destinée aux primo-délinquants auteurs de violences conjugales « mineurs ». Les auteurs participent à 8 séances de groupe de paroles, animées par deux psychologues rattachés au CH d'Antibes. À la fin de la mesure, Parenthèse adresse un rapport au magistrat

- atelier de responsabilisation : il s'agit d'un nouveau dispositif liant la Préfecture des Alpes-Maritimes, le TJ de Grasse, et la CASA, où les auteurs de violences conjugales, primo délinquants faisant l'objet d'un rappel à la loi pourront ainsi être adressés au service.

Le graphe ci-dessous présente le nombre de personnes ayant bénéficié de ces stages. On constate que chaque année, des auteurs/autrices de violences conjugales refusent de signer le protocole de prise en charge ou n'assistent pas au stage. Selon les années, la proportion de ces personnes oscille entre 14 % et 30 %.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Parallèlement et en marge des dispositifs en alternative aux poursuites, depuis octobre 2017, Parenthèse a mis en œuvre et financé un dispositif dédié aux volontaires, auteurs de violences conjugales. Ainsi des consultations psychologiques individuelles sont dispensées à l'antenne de justice d'Antibes au rythme de 2 demi-journées par mois.

Parenthèse propose aussi un dispositif d'accompagnement post-sentenciel. Depuis février 2019, l'animation d'un stage de responsabilisation destiné à des auteurs de violences conjugales condamnés pour ces faits a fait l'objet d'une contractualisation avec le Tribunal judiciaire de Grasse, le SPIP et la préfecture des Alpes-Maritimes.

Sur le ressort de Nice, le pôle socio-judiciaire de l'association Montjoye accompagne notamment les auteurs d'infraction pénale via la mise en place de mesures alternatives aux poursuites ou à la détention provisoire ordonnées par le magistrat avant prononciation d'une peine : enquête (sociale, personnalité), contrôle judiciaire socio-éducatif, médiation pénale, stage (citoyenneté, responsabilité parentale).

De même, l'association Montjoye déploie sur le ressort du TJ de Nice, un accompagnement individuel renforcé au profit de mis en cause dans le cadre de violences conjugales. Sont orientées sur ce dispositif, des personnes ayant en tout ou partie reconnues les faits de violences et présentant des problématiques diverses (addiction, santé mentale, exclusion sociale, insertion professionnelle, familiale, parentalité…) pouvant constituer un facteur potentiel de récidive. Des places d'hébergement complètent ce dispositif.

L'Espace Rencontre Parents-Enfants (ERPE) offre un cadre sécurisant et un accompagnement par des professionnels spécialisés dans la médiatisation des relations notamment dans le cadre du prononcé d'ordonnance de protection ou de situation d'enfants exposés ou victimes. Ce lieu ressource permet aux JAF d'encadrer le droit de visite du parent auteur de violences en adaptant les modalités des

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

rencontres aux problématiques rencontrées par la famille sur les deux ressorts de juridiction. L'objectif de l'ERPE est en effet d'accueillir ces parents et leurs enfants dans un lieu dédié sécurisé, d'organiser et de médiatiser leurs rencontres en privilégiant l'intérêt et la sécurité de l'enfant mais aussi la protection du parent victime de violences accompagnant l'enfant.

Sur le ressort de Grasse, le pôle socio-judiciaire de l'association Harpèges accompagne notamment les auteurs d'infraction pénale via la mise en place de mesures alternatives aux poursuites ou à la détention provisoire ou d'investigation ordonnées par le magistrat avant prononciation d'une peine : enquête (sociale, personnalité), contrôle judiciaire socio-éducatif, classement sous condition, composition pénale, médiation pénale, stage de citoyenneté.

L'association de suivi psychologique post-pénal (AS3P) met en œuvre les mesures d'obligation de soins du public sous main de justice à partir d'entretiens psychologiques individuels ou de groupes de parole. Les personnes sont adressées par l'association Montjoye dans le cadre de leur contrôle judiciaire et par les Services Pénitentiaires d'Insertion et Probation de Nice dans le cadre de leur sursis probatoire. L'accompagnement thérapeutique se veut renforcé par la régularité des rencontres et la prise en charge spécialisée des personnes reçues. L'objectif de l'action est de prévenir la récidive dans une visée de réinsertion sociale.

L'association ALC, dans le cadre du dispositif Accompagnement Individuel Renforcé (AIR), propose un accompagnement psycho-social et thérapeutique des auteurs de violences sur le ressort du Tribunal de Grasse. Sur le ressort de Nice, l'association Montjoye porte également un dispositif AIR à destination des personnes majeures poursuivies pour des faits délictueux, incluant les violences, et des problématiques d'addiction. Des hébergements y sont financés.

Les entretiens avec les acteurs ont permis de mettre en évidence les besoins de renforcement de la prise en charge des auteurs de violences conjugales, pour éviter la récidive.

L'accompagnement des auteurs nécessite un accompagnement spécifique qui n'est pas qu'éducatif, mais qui aurait pour objectif d'initier un changement en profondeur de leur comportement. D'une part, l'inscription à un stage de responsabilisation n'est pas systématique, en l'absence d'incarcération. Elle se fait alors sur la base du volontariat. Certains acteurs interrogés préconisent de systématiser l'inscription à ce type de stage et si l'auteur y est soumis, de pouvoir moduler la période d'accompagnement en fonction des situations et des besoins. D'autre part, les acteurs interrogés ont fait part de l'importance de procéder à une évaluation psychique voire psychiatrique de l'auteur avant le démarrage des stages, pour que les modalités de prise en charge correspondent aux besoins de l'auteur et qu'il soit en mesure d'en tirer des bénéfices.

Par ailleurs, pour certains auteurs de violence, le parcours de soin peut s'avérer fondamental pour un changement de comportement. Or, il est impossible de pouvoir

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

contraindre à un tel type de parcours, si la condamnation pénale ne le prévoit pas. Par ailleurs, la prise en charge psychique des auteurs en Centre de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) ou Centre Médico-Psychologique (CMP) n'est pas toujours possible. En complément de l'action des structures spécialisées, mais aussi des CSAPA ou CMP, certains acteurs ont évoqué la proposition de développer un réseau de psychologues libéraux spécialisés dans la prise en charge des auteurs, qui interviendraient dans un cadre conventionné afin de pallier les besoins de prise en charge.

Selon certains acteurs, il faudrait aussi agir en prévention primaire auprès de personnes en démarche libre, en mobilisant des actions de type groupes de parole, comme il est possible de le faire pour certains auteurs en pré-sentenciel.

La prise en charge des auteurs de violences conjugales s'inscrit dans un accompagnement plus large de la cellule familiale. En effet, les acteurs interrogés constatent qu'une minorité des femmes victimes se séparent de leur conjoint. Il s'agit alors de penser l'accompagnement familial comme une démarche permettant un travail sur la place de chacun, sur la systémie familiale et le soutien de celle-ci, après la violence, mobilisant des solutions comme la justice restaurative qui manquent actuellement. Les interventions auprès de la victime et auprès de l'auteur sont extrêmement cloisonnées et devraient être envisagées de manière plus coordonnée. Cependant, cette prise en charge coordonnée pose parallèlement la question de l'augmentation des financements, notamment dédiés à la prise en charge des auteurs.

Accompagnement dans le domaine de la santé

Les violences subies par les femmes peuvent nécessiter une prise en charge médicale ou du moins un accompagnement à la santé. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Nice a ainsi créé une plateforme de prise en charge des violences faites aux femmes depuis 2019. Cette plateforme mobilise 2 sages-femmes, chacune à mi-temps, qui réalisent des consultations, accompagnent et réorientent vers d'autres services spécialisés des femmes victimes de violences. Il faut aussi noter le lancement récent, en septembre 2024, de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes, sur le modèle de la Maison des Femmes de Saint-Denis, portée par le CHU de Nice. Elle est ouverte un jour par semaine, mais ouvrira 5 jours sur 7 à partir de 2026, en plein centre de Nice. Dès 2025, cette Maison des Femmes mobilisera une équipe pluridisciplinaire constituée d'un praticien hospitalier, de temps de travail de médecin légiste, gynécologue, sage-femme, psychologue, travailleur social, psychiatre, auxiliaire de puériculture, mais aussi les compétences d'associations du territoire, au travers de permanences juridiques par exemple. L'objectif est de proposer un guichet unique, pour une prise en charge holistique, avec une entrée par le soin, aux femmes victimes qui ont besoin d'une prise en charge sanitaire. La Maison des Femmes travaille en collaboration avec l'UAPED de l'hôpital Lenval, mais aussi les autres services de l'hôpital (Institut Médico-Légal - IML, Urgences, Centre d'Évaluation Pédiatrique du Psychotraumatisme (CE2P), odontologie, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

A l'ouest du département, le CH de Grasse a mis en place une cellule Violences Intra-Familiales depuis 2023, mobilisant les compétences de sages-femmes et d'une psychologue. Elle pourrait devenir une antenne de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes. L'UAPED, également localisée au sein du CH de Grasse, est en préparation et devrait ouvrir début 2025.

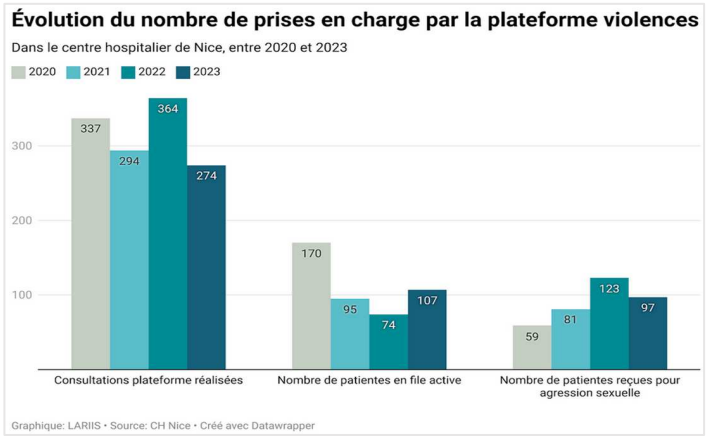
Le centre hospitalier d'Antibes a ouvert une UMJP qui accueille les femmes victimes de violences à l'ouest du département.

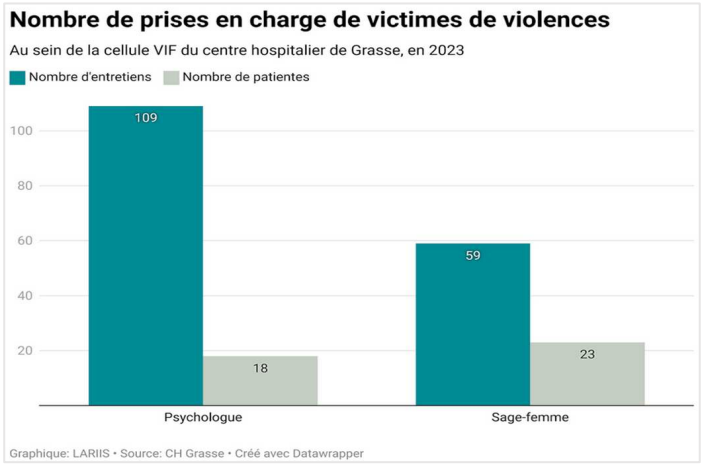
La coordination du GHT, autour du volet Santé publique du PMSP sur les violences intrafamiliales, apporte un cadre de concertation et a défini des axes de travail sur la période 2024-2028.

Les acteurs du secteur hospitalier interrogés ont fait part d'un travail inter-partenarial entre les différents centres hospitaliers du département, en constante augmentation.

Les 5 centres hospitaliers ont identifié des référents VIF au sein de chaque hôpital, un parcours de soin spécifique, des actions de formation des personnels, l'identification de situations de VIF dans le système d'information médicalisé, une veille renforcée dans l'accueil aux urgences, et pour certains un Comité de Pilotage (COPIL) VIF interne et/ou ouvert à des partenaires externes.

Les graphes ci-dessous permettent de prendre connaissance du volume d'activités des 2 services hospitaliers spécifiquement dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violences, à Nice et Grasse.





AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En dehors de ces services hospitaliers, les services de soin généralistes prévoient des parcours et des prises en charge dédiés aux femmes victimes de violences, notamment à partir des urgences des CH, des CeGIDD, au sein des CPTS qui ont identifié spécifiquement la thématique « violence » dans leur diagnostic de territoire. Dans le cadre de la dynamique territoriale de santé portée notamment par les CPTS, mais aussi des réseaux VIF territoriaux, des professionnels de santé libéraux ont été formés à la prise en charge des victimes.

Les professionnels interrogés notent un besoin de poursuivre les actions de sensibilisation et de formation du personnel médical sur la question des violences faites aux femmes, quelle que soit la discipline, afin de permettre un meilleur repérage des victimes. Ils notent que les faits de violences dans un couple sont souvent liés à des situations d'addiction chez l'auteur des violences mais aussi chez la victime. La détection de ces addictions et la prise en charge de ces personnes permettraient de mieux prévenir les violences conjugales.

Les entretiens avec des victimes ont permis de constater qu'elles ne recourent pas forcément aux services de santé, notamment en cas de blessures physiques. Elles peuvent ainsi ne pas se rendre à l'hôpital et se soigner par elles-mêmes, ce qui rend leur repérage difficile. Emmenées en urgence à l'hôpital, elles nient la réalité des violences. L'effort semble devoir être poursuivi auprès des praticiens de proximité, comme les médecins de ville ou les pharmaciens, qui peuvent être les premiers relais du repérage.

Les professionnels ont également fait part de manque et d'axes de progrès concernant la prise en charge de la santé des femmes victimes de violences, en prévoyant par exemple des médecins légistes dans les CH de Cannes, Grasse et Menton.

Les professionnels ont remarqué un manque d'accès des femmes victimes à un suivi de santé sexuelle et reproductive. En outre, l'accès à un accompagnement en soin psychique des femmes victimes et de leurs enfants est à améliorer, en raison d'un nombre insuffisant de praticiens dans le département et faute de disponibilité pour un suivi.

La prise en charge et le suivi de la santé des femmes migrantes victimes impliqueraient un dispositif particulier permettant de disposer d'un service d'interprétariat et de prendre aussi en compte les différences culturelles des personnes prises en charge.

Il paraît également utile de souligner la préoccupation grandissante des professionnels, qui constatent la banalisation des violences sexuelles, y compris l'exploitation, parmi la population des jeunes pris en charge en Maisons d'enfance ou de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ). S'agissant de mineures adolescentes, cette problématique s'inscrit en dehors du cadre du Schéma, et relève de la protection de l'enfance, mais ne pourra manquer de les impacter dans leur future vie sexuelle d'adulte et donc dans le cadre d'éventuelles prises en charge par les acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Concernant la prise en charge des mineurs, selon les estimations des acteurs interrogés travaillant à l'hôpital Lenval, 10 % à 15 % des enfants sont en situation de danger, dont 90 % le sont dans le cadre de problématiques intrafamiliales.

Depuis 2024, l'UAPED de Nice, située à l'hôpital Lenval, prend en charge les enfants en situation de danger, quelle qu'en soit l'origine et notamment les enfants co-victimes de violences conjugales. Les professionnels ont fait part d'une fluidité de la relation et un travail en partenariat avec les forces de l'ordre du département, police et gendarmerie. L'UAPED dispose aussi de toutes les coordonnées téléphoniques (téléphone portable) des brigades des mineurs. Dès l'arrivée d'un mineur à l'hôpital, un dialogue partenarial s'instaure avec les forces de l'ordre.

Les professionnels de l'UAPED et des services pédiatriques de Lenval travaillent en partenariat avec les autres CH du département, comme avec celui d'Antibes, autour de l'ouverture d'une consultation pour enfants migrants par exemple. Cependant, en cas d'Ordonnance de Placement Provisoire (OPP) du Parquet, des mineurs, quel que soit leur âge, peuvent rester hospitalisés alors qu'ils ne souffrent pas d'un problème de santé, faute de places en urgence dans des services d'hébergement relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). La pouponnière de Lenval est ainsi saturée. De plus, l'hôpital Lenval ne dispose pas de suffisamment d'auxiliaires de puériculture ou d'éducateurs de jeunes enfants pour accompagner les enfants hospitalisés, du fait de cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

8 fiches-actions

Fiche-action 2.1. – Favoriser la coordination entre les acteurs

Fiche-action 2.2. – Améliorer l'accompagnement global des femmes victimes de violences

Fiche-action 2.3. – Améliorer l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles

Fiche-action 2.4. - Améliorer l'accompagnement des femmes étrangères victimes de violences

Fiche 2.5. – Améliorer l'accompagnement en santé des femmes victimes de violences et des auteurs

Fiche-action 2.6. – Poursuivre le développement de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

Fiche-action 2.7. – Améliorer la prévention de la violence et l'accompagnement de l'auteur

Fiche-action 2.8. – Améliorer la prise en charge de la cellule familiale, dans l'intérêt supérieur de l'enfant co-victime

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.1. – Favoriser la coordination entre les acteurs

Objectifs

- Faciliter la communication entre structures et le partage d'informations, sous réserve des règles de confidentialité en vigueur pour chaque partenaire, en particulier les secrets médicaux, d'enquête et d'instruction
- Fluidifier les parcours d'accompagnement des victimes de violences (femme, enfants) et des auteurs

Modalités de mise en œuvre

- Inciter à la pratique de synthèses en commun entre les différents professionnels accompagnant l'ensemble des membres de la famille (victimes, enfants co-victimes, auteurs), quand elles sont possibles

  À titre d'illustration, le protocole « enfants co-victimes de féminicide » pourrait donner lieu à des synthèses entre professionnels.
- Étudier la faisabilité de la désignation d'un référent de parcours accompagnant les femmes victimes, les enfants et les auteurs
- Favoriser la coordination de la prise en charge de la victime et celle de l'auteur des violences
- Quand cela est possible et avec le consentement des personnes :
  - Envisager le partage d'informations entre acteurs de l'accompagnement, quand il est possible
  - Initier une réflexion sur la mise en place d'un dossier partagé dans le cadre de l'accompagnement des personnes
  - Envisager la création d'une fiche de liaison, sous réserve du consentement de la victime et du bon respect des règles éthiques de partage
- Mettre à jour la Charte du secret partagé et former les professionnels à son utilisation
- Initier une réflexion multipartenariale sur la mise en place d'une plateforme collaborative (type IdealCo[7]/CRM[8]/Airtable[9]) alimentée par chaque acteur :

7 Plateforme collaborative de la sphère publique.
8 Customer Relationship Management.
9 Plateforme cloud de création et de partage de bases de données relationnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Fichiers partagés - Résana[10] (avec garantie du Règlement Générale de la Protection des Données - RGPD), Trello[11]
- Communication entre professionnels, communication sur les événements organisés, agenda, état d'avancement…
- Forum de discussion (chat) pour les professionnels pour entraide et conseils
- Fichiers ressources (fiches réflexes, CERFA, procédures, bonnes pratiques…)
- Partage d'expérience, notamment sur les cas complexes (situations, acteurs, actions mises en œuvre…)

Pilotes

DDDFE

CD 06 (DTAS)

Harpèges

Montjoye

CIDFF

Partenaires

Organisations/associations accompagnant les femmes victimes, leurs enfants et les auteurs de violences

Réseaux VIF/Référents de réseaux

CD 06

CAF

SPIP

Tribunaux judiciaires

Maison de protection des familles (Gendarmerie)

Police nationale

Centres hospitaliers

Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

DAC

10 Plateforme collaborative de l'État autour du partage et de la co-édition de documents.
11 Outil de gestion de projets.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre d'outils collaboratifs développés facilitant le partage d'information et fluidifiant les parcours
- Nombre de synthèses en commun entre les différents professionnels accompagnant l'ensemble des membres de la famille
- Nombre de référents identifiés

Indicateurs d'impact :

- Augmentation de la continuité des parcours d'accompagnement, mesurant une prise en charge sans interruption pour les victimes sur plusieurs années
- Diminution des délais d'accès aux services pour les femmes et enfants victimes, évaluée à partir des expériences des bénéficiaires et du suivi des dossiers (voir indicateur d'impact de la fiche-action 1.2.)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.2. – Améliorer l'accompagnement global des femmes victimes de violences

Objectifs

- Améliorer la prise en charge des femmes victimes en situation d'urgence
- Poursuivre la construction d'un accompagnement global pour les femmes victimes
- Améliorer l'accueil des mères victimes et enfants co-victimes en commissariat et gendarmerie

Modalités de mise en œuvre

Prise en charge en urgence des victimes

- Évaluer la faisabilité d'un élargissement de l'astreinte des Services d'Aide aux Victimes d'Urgence (SAVU) afin de garantir en particulier l'information en temps réel de la victime sur les décisions judiciaires
- Expérimenter l'élargissement si la faisabilité est avérée
- Réaliser un bilan de l'expérimentation afin de valider son éventuelle poursuite
- Au-delà des SAVU, envisager une réflexion au niveau de chaque réseau territorial VIF afin d'identifier l'intérêt éventuel d'une extension de la réponse en urgence des structures référentes et sa faisabilité

Prise en charge des victimes

- Développer, dans certains territoires du département, l'expérimentation menée par La Banque Postale concernant l'ouverture rapide de comptes bancaires pour les victimes de violences conjugales en lien avec les associations
- Réaliser un bilan de l'expérimentation afin de valider son éventuelle poursuite et développement dans le département
- Créer un "Espace d'accueil dédié aux femmes victimes de violences et leurs enfants", labellisé « Maison des femmes régionale », à Cagnes sur Mer. Il sera porté par le service d'aide aux victimes de l'association Harpèges en partenariat avec la Ville de Cagnes-sur-Mer et son CCAS. Cet espace proposera une aide et un accompagnement global (juridique, social et psychologique) aux femmes victimes de violences et de leurs enfants, au sein d'un espace sécurisé et convivial, regroupant plusieurs services en lien avec les partenaires du territoire (services enquêteurs, MSD, CCAS…)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Développer le projet ainsi que le partenariat, en coordination avec l'ensemble des acteurs locaux et des dispositifs existants

Accompagnement à l'insertion professionnelle

- Veiller à la mise en place d'un accompagnement global des femmes victimes de violences conjugales pour un retour à l'emploi et à la vie sociale, notamment par un meilleur maillage des acteurs de la prise en charge des femmes victimes de violences et des acteurs de l'emploi

Accueil en commissariat et gendarmerie des femmes/mères et de leur(s) enfant(s)

- Dans le cadre de flagrance comme de l'enquête préliminaire, engager une réflexion avec les directions des services de police nationale et de gendarmerie afin d'améliorer l'accueil des mères avec enfants

  Quelques exemples d'actions :

  - Renforcer la présence de psychologues en commissariat, ainsi que dans certaines unités périurbaines de gendarmerie
  - Mettre en place des bureaux d'accueil familial adaptés à l'accueil de l'enfant lorsque les locaux le permettent et l'intégrer dans la réflexion sur de futurs locaux
  - Dans les unités où un psychologue est affecté, si présence de l'enfant lors de l'audition de la mère, reprise par le psychologue avec l'enfant des éléments entendus en audition, sans court-circuiter l'audition de l'enfant dans la procédure pénale
  - Développer les prises de rendez-vous pour le dépôt de plainte afin de permettre à la mère de faire garder son enfant pendant son audition, ainsi que le recueil de plainte « en mobilité » hors urgence

Pilotes

DDDFE

Police nationale

Gendarmerie

Harpèges

Montjoye

CIDFF

Parcours de femmes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La banque postale

Partenaires

France Travail

CAF

CD 06

Parquets et tribunaux judiciaires

Directions des services de police nationale et de gendarmerie sur le territoire

Pilote et proposition de copilotages territoriaux de réseaux VIF

Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

Structures de prise en charge des femmes victimes

ADDICTIONS-France CSAPA Odyssée

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de dispositifs/outils développés contribuant à un accompagnement global des femmes victimes
- Nombre de personnes reçues et prises en charge

Indicateurs d'impact :

- Réduction des cas de ré-exposition à la violence après une prise en charge globale, mesurée par des études de suivi des bénéficiaires
- Enquête de satisfaction des femmes suite à un accompagnement mis en œuvre
- Accroissement de l'intégration sociale et professionnelle des femmes accompagnées, mesuré par des indicateurs d'insertion durable sur plusieurs années

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.3. – Améliorer l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles

Objectifs

- Mieux connaître les parcours de prise en charge des femmes victimes de violences sexuelles
- Améliorer l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles

Modalités de mise en œuvre

Accueil en commissariat et gendarmerie des femmes victimes de violences sexuelles

- Identifier des référents formés en commissariat de police et brigades de gendarmerie
- Poursuivre le plan de formation des fonctionnaires de police et de gendarmerie à l'accueil et la prise en charge des victimes de violences sexuelles
- Évaluer la faisabilité des dépôts de plainte pour violence sexuelle sur rendez-vous en commissariat (cette modalité existe dans les unités territoriales de gendarmerie)

Médecine légale, prélèvements hors et sur réquisition

- Faire le point sur l'application effective sur le territoire au sein des 2 unités médico-légales (CHU de Nice ; CH d'Antibes) du cadre applicable au recueil de preuves, hors et sur réquisition
- Revoir si nécessaire la « Convention relative à la procédure de prise en charge des victimes majeures des violences sexuelles » notamment à la lumière des partenariats mis en place sur d'autres territoires (recueil de preuves sans dépôt de plaintes au sein de plusieurs Maisons des femmes en France, etc.) et étendre les parties signataires à la Convention
- Renforcer les compétences des acteurs afin de mieux accompagner les victimes de violences sexuelles, notamment dans le cadre de la convention éventuellement actualisée
- Développer des interventions (formations, sensibilisations, protocoles, etc.) auprès des cellules dédiées à la prise en charge des femmes victimes de violences des centres hospitaliers afin de permettre une prise en charge médico-légale lors, le cas échéant, de la première prise en charge médicale

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Etudes dédiées

- Développer une ou des études épidémiologiques dédiées, notamment à partir de la remontée d'informations des CeGIDD, UAPED et centres de planification

Pilotes

DDDFE
CD 06 - Direction de la Santé (DS)
CHU ou GHT
Gendarmerie
Police nationale

Partenaires

Tribunaux judiciaires
Agence Régionale de Santé (ARS)
Centres hospitaliers
GHT
Directions des services de police nationale et de gendarmerie sur le territoire
Structures de prise en charge des victimes de violences sexuelles
CD 06
Centres de planification
ADDICTIONS-France CSAPA Odyssée

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de référents police/gendarmerie formés sur le territoire
- Nombre d'études réalisées

Indicateur d'impact :

Renforcement de la confiance des victimes dans les institutions judiciaires et sanitaires, mesuré par des enquêtes auprès des bénéficiaires

Amélioration de la coopération interinstitutionnelle dans les cas de violences sexuelles, mesurée par des indicateurs de satisfaction des bénéficiaires sur le parcours de prise en charge (enquête de satisfaction)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.4. – Améliorer l'accompagnement des femmes étrangères victimes de violences

Objectifs

- Faciliter l'obtention du droit au séjour durable des femmes victimes de violences conjugales, de traite des êtres humains et de prostitution
- Faciliter la communication avec les femmes victimes étrangères dans le cadre de l'accompagnement par le biais de l'interprétariat

Modalités de mise en œuvre

Protocole avec la DRIM

- Réunir annuellement les signataires du « protocole fixant les procédures en matière d'accompagnement des personnes étrangères victimes de violences intrafamiliales, conjugales et/ou sexuelles et/ou victimes de traite des êtres humaines ou proxénétisme et/ou bénéficiant du parcours de sortie de la prostitution » afin de faire un bilan de l'action et de son impact sur les titres de séjour obtenus
- Éventuellement mettre à jour le protocole en fonction des dysfonctionnements et besoins émergents
- Mieux connaître les parcours de prise en charge des victimes étrangères notamment en ce qui concerne l'insertion professionnelle par des études ciblées sur les parcours
- Mieux informer les professionnels et les femmes victimes sur le cadre applicable et les conditions d'accès aux titres de séjour, afin de permettre une réelle insertion professionnelle des victimes reconnues dans le cadre du protocole

Victimes ne relevant pas du protocole

- Évaluer l'impact de l'intercession de la DDDFE auprès de la DRIM pour l'obtention de titres de séjour exceptionnels pour des femmes étrangères victimes de violences sexuelles, qui ne dépendent pas du cadre du protocole

Interprétariat

- Évaluer le niveau de recours actuel aux services d'interprétariat dans l'accompagnement médical, notamment hospitalier, et social des femmes étrangères victimes de violences

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Inciter les acteurs à augmenter le recours à des services d'interprétariat (Inter Service Migrants Interprétariat –ISM, autres) dans l'accompagnement, notamment en santé, par une mobilisation des acteurs et une meilleure identification des outils
- Envisager le développement d'un pool d'interprètes professionnels et formés basés sur le territoire en capacité d'intervenir en présentiel auprès des professionnels sociaux et médicaux accompagnant les femmes étrangères victimes de violences

Pilotes

DDDFE

CIDFF

ALC

Partenaires

DRIM

Structures de prise en charge de victimes étrangères de violences

Centres hospitaliers

ARS

CD 06 (DS avec le CeGIDD)

Associations habilitée justice Harpèges/Montjoye

Réseaux locaux VIF

Indicateurs

<u>Indicateurs de résultat :</u>

- Nombre de titres de séjour obtenus par les femmes étrangères victimes de violences
- Nombre de mobilisations d'interprètes formés dans l'accompagnement social et sanitaire des femmes étrangères victimes de violences
- Une étude/des études concernant l'insertion professionnelle des femmes victimes étrangères

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Indicateurs d'impact :

- Augmentation du nombre de femmes étrangères ayant obtenu un statut résidentiel stable leur permettant une intégration sociale
- Amélioration de l'accessibilité des services sociaux et médicaux pour les femmes étrangères, mesurée par des études d'impact multiculturelles
- Renforcement des liens communautaires et de la perception de sécurité chez les femmes étrangères, mesurés par des enquêtes de satisfaction et de sécurité perçue

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.5. – Améliorer l'accompagnement en santé des femmes victimes de violences et des auteurs

Objectif

Améliorer l'accompagnement en santé des victimes et des auteurs, en bonne articulation avec les travaux du GHT

Modalités de mise en œuvre

Articulation avec le GHT

- Articuler l'action des acteurs du Schéma avec les travaux du GHT sur la thématique des violences intrafamiliales (« thématique Santé publique du PMSP GH T06 2024-2028 : Violences intra familiales »)

  Le GHT s'est, dans ce cadre, fixé comme objectifs :

  - construire le Schéma du maillage territorial pour l'entrée dans le parcours et réflexion sur les indicateurs GHT 06 ;
  - sensibiliser et promouvoir la formation de tous les professionnels concernés par le parcours ;
  - construire un comité de pilotage transversal Ville-hôpital.

À ce titre, les pilotes et copilotes de l'action pourraient travailler afin de mutualiser les résultats d'actions similaires (maillage territorial et annuaire par exemple ; partage des indicateurs) ; co-identifier des thèmes prioritaires de formation des professionnels de santé ; co-identifier des acteurs responsables de ces formations ; mobiliser les comités de pilotage ville-hôpital construits par le GHT autour de certaines actions du Schéma.

Développement/renforcement de la prise en charge psychique

- En lien avec le GHT et le Centre Régional en Psychotrauma (CRP) PACA-Corse, et la constitution d'éventuelles antennes de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes, évaluer la faisabilité d'un renforcement de la prise en charge hospitalière du psychotraumatisme des victimes, notamment sur les territoires non pourvus
- Développer cette prise en charge hospitalière complémentaire
- En lien avec le GHT et ses travaux sur le maillage territorial, évaluer la faisabilité de l'identification d'un réseau de praticiens libéraux spécialisés :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- intervenants auprès des victimes et formés au psychotraumatisme
- intervenants auprès des auteurs sur la prise en charge psychique des violences, qui ne peuvent être adressés aux CSAPA et CMP ou les structures partenaires du CPCA

Ils pourraient intervenir dans un cadre conventionné avec les structures de prise en charge des victimes et des auteurs.

Dans ce cadre, les besoins d'accompagnement de long terme des victimes de violences conjugales, intrafamiliales, sexuelles, mais aussi de traite des êtres humains et de prostitution devront être pris en compte.

- Dans le cadre des structures partenaires du CPCA, élargir le partenariat au niveau des structures sanitaires

Amélioration de la prise en charge médico-légale des victimes de violences conjugales et sexuelles

- Améliorer l'accès à une reconnaissance d'une Incapacité Totale Temporaire (ITT) « psychologique », en particulier sur l'ouest du département, notamment au travers d'une formation des médecins et des experts judiciaires à la question du préjudice des victimes de violences
- Renforcer la présence de médecins légistes sur les territoires non pourvus, notamment en lien avec les dispositifs dédiés (Cellule Violences et UAPED de Grasse en particulier)

Pilotes

DDDFE

CPCA

Partenaires

SPIP

GHT et acteurs identifiés par le GHT pour la réalisation de la thématique Santé publique du PMSP

ARS

Maison des Femmes des Alpes-Maritimes et son antenne

Cellules dédiées à la prise en charge des femmes victimes de violences des centres hospitaliers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Structures de prise en charge auteurs et victimes

CPTS

Ordre des médecins

CD 06 (DS)

Parquets et tribunaux judiciaires

ADDICTIONS-France CSAPA Odyssée

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Indicateurs du GHT (en cours d'identification)
- Nombre de médecins légistes sur les territoires non pourvus
- Nombre de dispositifs de prises en charge du psychotraumatisme des femmes victimes sur l'ensemble du département
- Nombre de praticiens libéraux spécialisés et formés, intervenant en lien avec les structures de prise en charge, auprès des victimes et des auteurs

Indicateur d'impact :

Amélioration de la prise en charge médicale/psychologique et du suivi médical/psychologique des femmes victimes de violence (étude longitudinale)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.6. – Poursuivre le développement de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

Objectifs

- Accueillir dans un lieu d'accueil unique, bienveillant et sécurisé, les femmes victimes de violences et leurs enfants et offrir aux femmes une prise en charge holistique avec une entrée par le soin
- Coordonner/animer un réseau d'acteurs de la prise en charge, en particulier sanitaire, des victimes autour de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

Modalités de mise en œuvre

- Poursuivre le développement de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes jusqu'à l'optimisation de l'ensemble de son offre de services, proposant en un lieu unique une prise en charge holistique : soins, accompagnement social, juridique, aide à l'insertion, ateliers, groupes de parole, accès aux droits et ateliers d'amélioration de l'estime de soi
- Poursuivre le développement des partenariats autour de la Maison des Femmes afin de renforcer son offre de services
- Développer l'offre de formations de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes à destination des acteurs de l'ensemble du département
- Définir le cadre précis du rôle d'animation et/ou de coordination départementale de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes sur l'ensemble du département
- Poursuivre le développement d'antennes de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes
- Construire l'articulation spécifique de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes de plein exercice avec ses éventuelles antennes (Grasse en premier lieu)

Pilotes

DDDFE

CHU de Nice/Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

CD 06 (DTAS et DS)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Partenaires

GHT

Établissements sanitaires publics et privés

Ville de Nice

CCAS de la ville de Nice

Structures de prise en charge des victimes

Partenaires privés mécènes de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes

CAF

ARS

Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)

CPTS

DAC

Tribunaux judiciaires

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de partenariats développés par la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes
- Nombre d'éventuelles antennes de la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes développées/faisant l'objet d'une analyse d'opportunité
- Nombre de formations réalisées par la Maison des Femmes des Alpes-Maritimes
- Nombre de personnes accueillies et prises en charge

Indicateur d'impact :

Analyse de l'impact territorial de la Maison des femmes (connaissance par le public, par les acteurs, par la médecine de ville, évolution de la prise en charge des femmes victimes…)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.7. – Améliorer la prévention de la violence et l'accompagnement de l'auteur

Objectif

Mieux prévenir les violences conjugales et prendre en charge les auteurs

Modalités de mise en œuvre

- Mieux faire connaître aux acteurs du territoire de la prise en charge sociale de la famille et du couple, les dispositifs existants de prévention de la violence à destination des auteurs[12]
- Développer des actions de prise en charge des personnes en démarche libre des quartiers prioritaires de la ville (QPV), intégrant les questions de responsabilité parentale et un suivi individuel
- Développer des groupes de parole parents sur la prévention de l'aggravation des violences intrafamiliales
- Évaluer la faisabilité d'une ouverture de groupes de parole, sur le modèle développé par Parenthèse pour d'autres publics en alternative aux poursuites, à des personnes en démarche libre, éventuellement orientées par des services sociaux / d'accompagnement du territoire.
- À la lumière des retours d'expérience du CPCA, du dispositif AIR, du Contrôle judiciaire renforcé, construire les conditions de l'expérimentation d'un déploiement renforcé de la prise en charge globale de l'auteur, prenant en compte notamment les problématiques d'addiction, de santé mentale, et de logement, afin de prévenir la récidive

Pilotes

DDDFE

CPCA

AFCCC06

ALC

Montjoye

12 Tels que la permanence téléphonique pour les auteurs de violences conjugales de la Fédération Nationale des Associations et des Centres de prise en charge d'Auteurs de Violences conjugales et Familiales (FNACAV) ; le numéro unique d'appel à destination des adultes attirés sexuellement par les enfants de la Fédération des Centres de Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles (CRIAVS), etc.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Partenaires

Structures de prise en charge des auteurs de violences

SPIP

Tribunaux judiciaires

AS3P

Harpèges

ADDICTIONS-France CSAPA Odyssée

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de réunions relatives au déploiement renforcé d'une prise en charge globale de l'auteur
- Nombre de réunions relatives à l'ouverture des dispositifs existants à des personnes en démarche libre

Indicateurs d'impact :

- Évolution du taux de récidive
- Évolution de la prise en charge des auteurs de violences conjugales

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 2.8. – Améliorer la prise en charge de la cellule familiale, dans l'intérêt supérieur de l'enfant co-victime

Objectif

Mieux prendre en charge la cellule familiale dans un contexte post-violences

Modalités de mise en œuvre

Afin de répondre au besoin de cadrage de l'intervention des structures de prise en charge de la cellule familiale après la violence :

- Engager une réflexion collective à partir des réseaux territoriaux VIF et des analyses de cas concrets sur les modalités d'accompagnement d'un couple ou de la cellule familiale qui se reconstitue/se poursuit après les violences
- Identifier un cadre d'intervention partagé relatif à l'accompagnement à la parentalité après les violences
- Identifier, si nécessaire, à l'échelle des réseaux territoriaux des VIF, un socle commun d'informations à partager avec les femmes et mères victimes et les enfants co-victimes sur l'investigation et le traitement judiciaire des affaires de violences conjugales
- Identifier l'offre de services et évaluer les manques sur le territoire en matière d'accompagnement au passage de bras sur le territoire, à partir d'un retour d'expérience des lieux de rencontre existants, habilités « justice » ou non, mais aussi des structures prenant en charge les familles
- Évaluer la faisabilité d'expérimenter les mesures d'accompagnement protégé (MAP) sur l'un ou les deux ressorts judiciaires
- Envisager de développer un/des lieu(x) de médiation ou espace(s) de rencontre parents-enfants supplémentaires, ou de mieux les répartir sur le territoire

Pilotes

DDDFE

CD 06 (DE)

Parcours de Femmes

CIDFF

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Montjoye

Partenaires

Structures de prise en charge des femmes victimes et des auteurs

Tribunaux judiciaires

Espaces rencontres parents-enfants

CAF

Les établissements sanitaires, dont le Centre hospitalière Saint-Marie (CHSM) qui porte le centre intersectoriel de thérapie familiale (CITF)

Harpèges

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de réunions portant sur les modalités d'accompagnement d'un couple ou de la cellule familiale dans un contexte de violences
- Nombre de documents d'information à destination de la mère et de l'enfant développés, sur le traitement judiciaire et l'investigation
- Nombre de nouveaux dispositifs/lieux protégés facilitant le passage de bras

Indicateurs d'impact :

- Evolution de la prise en charge familiale
- Enquête de satisfaction auprès des mères victimes de violences conjugales concernant l'accompagnement à la parentalité et la gestion des relations familiales

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

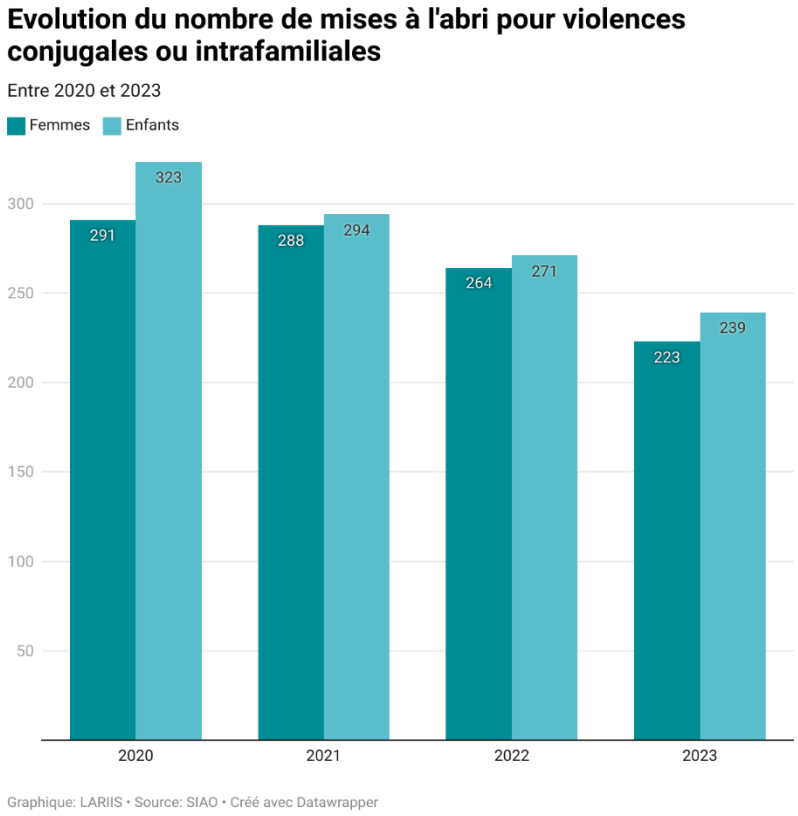
Axe 3

Améliorer le parcours d'hébergement et de logement des femmes victimes et des auteurs

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La prise en charge de femmes victimes de violence et de leurs enfants peut nécessiter un hébergement pour les mettre en sécurité et leur permettre de quitter le domicile familial.

Cette mise en sécurité repose notamment sur l'hébergement d'urgence en nuitées hôtelières. Le graphe ci-dessous montre le nombre femmes et d'enfants hébergés dans ce cadre. Au regard du nombre d'enfants hébergés, nous pouvons en déduire que les femmes victimes de violences conjugales (et également intrafamiliales) sont en grande majorité mères de famille, et donc accompagnées de leurs enfants.



La diminution du nombre de personnes hébergées en nuitées hôtelières est liée à la diminution du nombre de places disponibles dans ce dispositif d'hébergement. Les places en nuitées hôtelières sont en effet transformées en places d'hébergement d'urgence.

En 2024, le département des Alpes-Maritimes dispose de 394 places d'hébergement dédiées aux femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants, financées par l'État (BOP 177). Ces places sont gérées par ALFAMIF, Harpèges, ALC, les CCAS de Nice et de Cannes. Ces places se répartissent essentiellement sur la bande littorale et le proche arrière-pays, et entre Nice et Mandelieu (voir la carte ci-après). Il manque ainsi des places d'hébergement à l'est du département, dans le moyen et le haut-pays. Par rapport à la demande, il existe une carence en place pour les victimes de violences et notamment pour les familles avec plus de 2 enfants .

À ces places dédiées spécifiquement aux femmes victimes de violences conjugales, il faut ajouter 60 places d'hébergement financées par le CD 06 pour l'hébergement de femmes enceintes de plus de 7 mois et/ou mères d'enfant.s de moins de 3 ans, sans

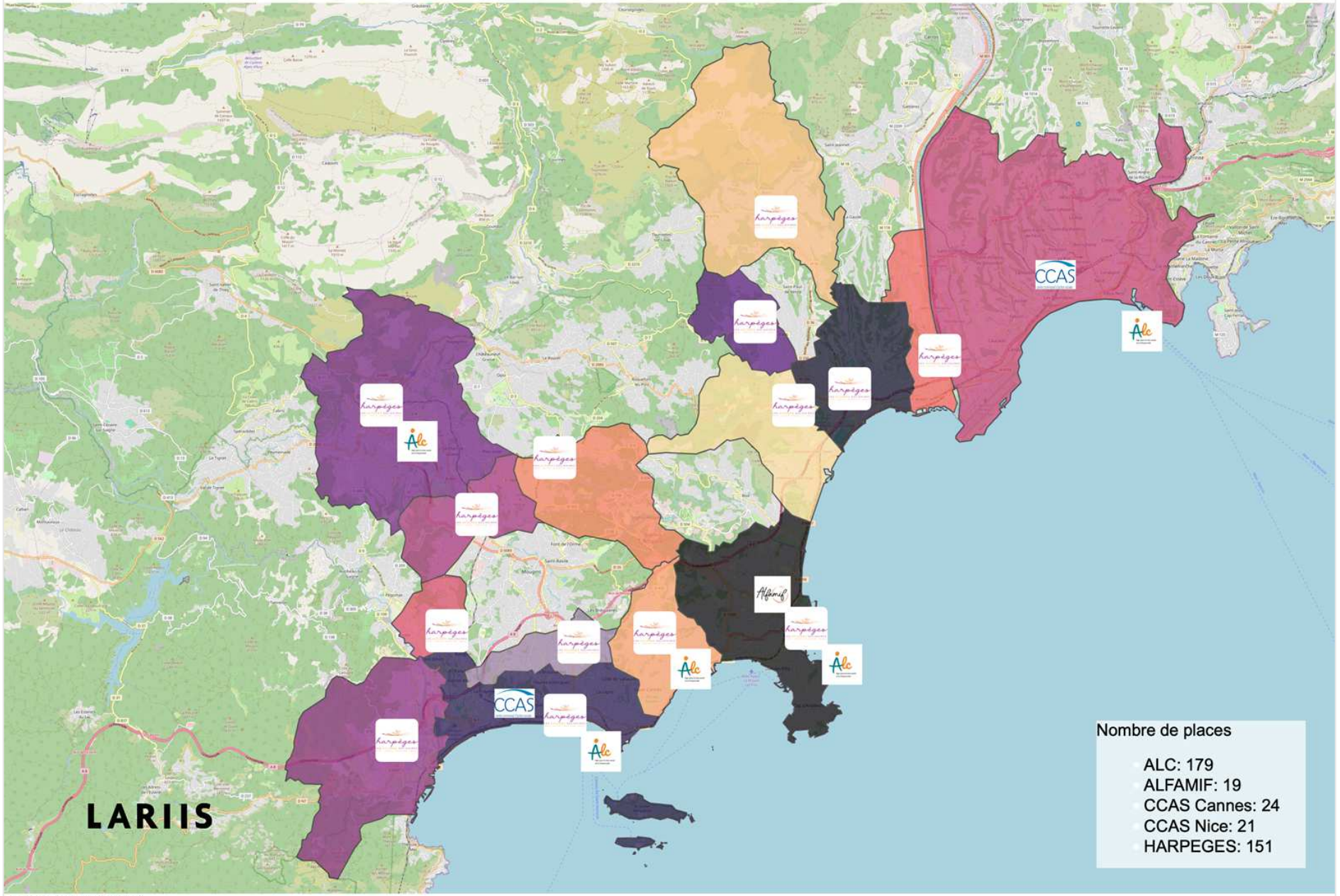
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

domicile ou hébergement. L'expérience d'hébergement de ce public montre que, le plus souvent, ces femmes sont victimes de violences conjugales. De même, l'association Montjoye porte un dispositif d'hébergement pour femmes en pré et post maternité sans solution d'hébergement. Dans ce cadre, l'association accueille un public de femmes victimes de violences conjugales dans cette période spécifiquement à risque.

Concernant les auteurs de violences, l'association ALC, dans le cadre du dispositif AIR, gère actuellement 20 places d'hébergement dédiées aux personnes placées sous main de justice. Ces places d'hébergement se situent à Cannes, Vallauris, Antibes et Grasse. La moitié est utilisée pour des auteurs de violences conjugales sous contrôle judiciaire. La prise en charge propose un accompagnement psycho-social et thérapeutique des auteurs de violences sur le ressort du Tribunal de Grasse. Sur le ressort de Nice, l'association Montjoye porte également un dispositif AIR à destination des personnes majeures poursuivies pour des faits délictueux, incluant les violences, et des problématiques d'addiction. Deux hébergements viennent d'être financés grâce à la contribution citoyenne.

Les acteurs interrogés ont fait part d'un manque de places d'hébergement des auteurs de violences conjugales. Ils constatent très peu d'évictions de ceux-ci du logement familial et leur retour au domicile, faute de solution d'hébergement.

Offre d'hébergement par commune



Source: SIAO juin 2024

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Concernant les demandes de mise à l'abri des femmes victimes de violences et notamment de violences conjugales, le diagnostic a permis de souligner une saturation des demandes adressées au numéro d'appel 115, le numéro national pour toute personne à la rue ou en situation de détresse sociale, géré par le Pôle Urgence du SIAO. Des critères de priorisation dans la mise à l'abri, établis par la Préfecture (femmes enceintes de plus de 7 mois, personnes avec enfants, personnes malades ou en situation de handicap, personnes victimes de violences) sont appliqués par les écoutants du 115 afin d'identifier les situations les plus critiques, mais le parc d'hébergements disponibles ne permet pas de mettre à l'abri l'ensemble du public prioritaire. Il faut préciser que le parc des hébergements d'urgence géré par les associations n'est pas accessible le soir et le week-end, faute d'astreintes sur ces créneaux. Il est donc parfois difficile de trouver des solutions d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences et leurs enfants, pour des faits survenant le soir ou le week-end. Les entretiens avec les victimes de violences lors du diagnostic ont souligné la difficulté d'accès à l'hébergement d'urgence pour certaines personnes, et notamment les femmes victimes de violences conjugales sans enfant, au regard des critères de priorisation préfectoraux.

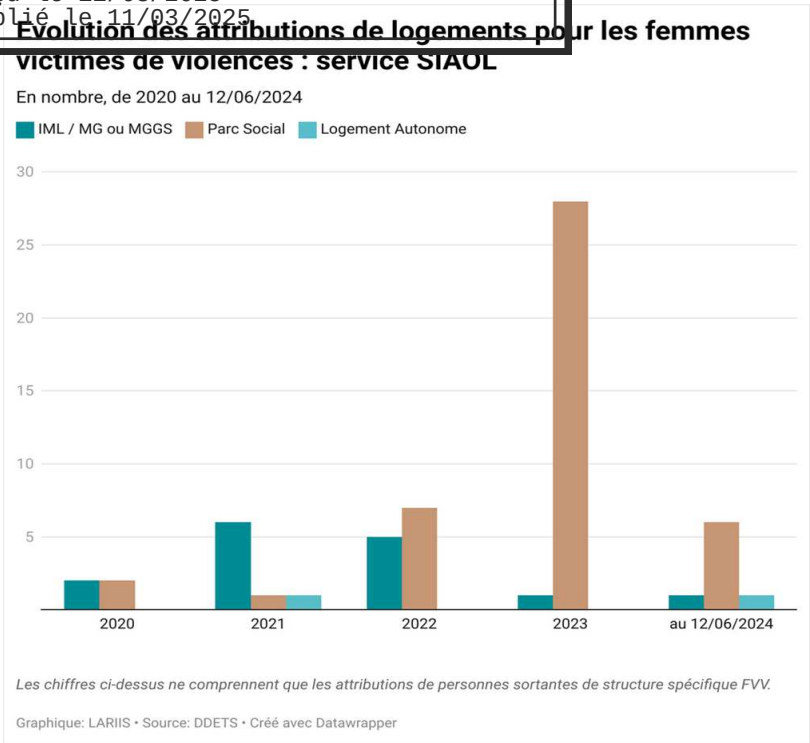
Par ailleurs, les acteurs interrogés ont fait part de la difficulté à parfois faire accepter aux femmes victimes une mise en sécurité dans un hébergement d'urgence éloigné de leur domicile et de leur lieu de vie. Cet éloignement peut être capital pour les mettre en sécurité, mais peut aussi les mettre en difficulté en raison d'une perte de repères, car l'hébergement se situe dans un lieu qu'elles ne connaissent pas du tout et loin de leurs éventuels réseaux amicaux, ou parce que l'hébergement les éloigne de leur lieu de travail qui leur permettait jusqu'ici d'être autonomes financièrement. À ceci s'ajoute le fait que leurs enfants peuvent se retrouver sans mode de garde ou être, du fait de cet éloignement, déscolarisés momentanément.

Le diagnostic établi a également permis de mettre en lumière le besoin d'hébergement, au-delà de l'urgence, pour les victimes de traite des êtres humains et les personnes en parcours de sortie de prostitution, aggravée par la faible rotation en CHRS.

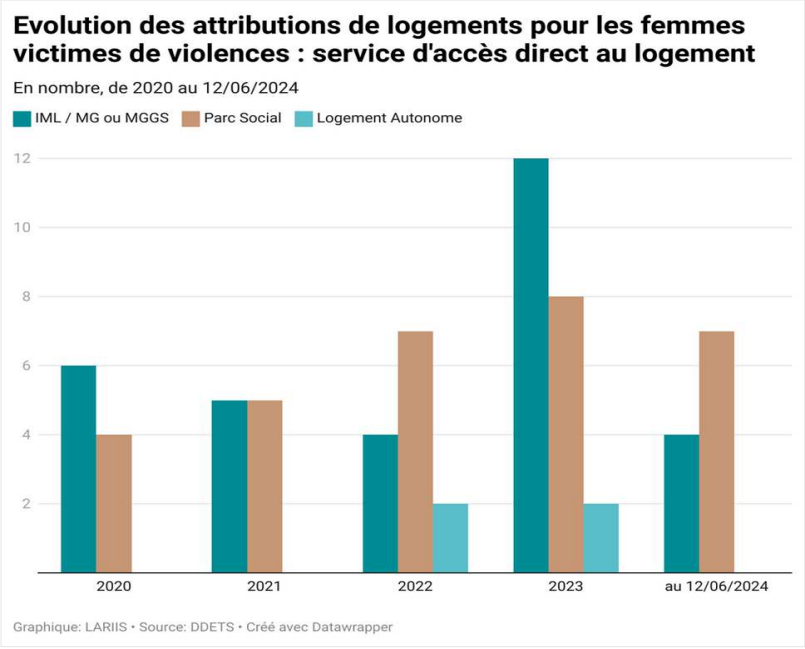
Les acteurs et les femmes victimes interrogés ont souligné le rôle très structurant des centres d'hébergement collectif avec appartements autonomes, où les femmes peuvent se reconstruire mais aussi créer des liens dans un collectif.

Concernant leur relogement, les femmes victimes de violences conjugales font partie des catégories de personnes prioritaires pour l'obtention d'un logement dans le parc social ou en intermédiation locative, si elles disposent des ressources financières permettant de disposer d'un logement autonome. Le graphe ci-dessous montre que ces femmes sont en grande majorité relogées dans le parc social et dans des logements en intermédiation locative.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Concernant les femmes préalablement hébergées dans des structures dédiées à l'accueil de femmes victimes de violences, le graphe ci-dessous permet de constater qu'elles sont essentiellement relogées dans le parc social.



Cependant, le parcours vers le logement pérenne des femmes victimes de violence peut être long, car elles sont à la fois de plus en plus nombreuses à en faire la demande, mais aussi à se trouver en grande difficulté économique et sociale. De plus, d'une manière générale, le département ne dispose pas de suffisamment de logements sociaux. Selon la composition familiale et la typologie d'appartement demandée, le temps d'attente avant l'attribution d'un logement social peut être très long.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le recours à l'intermédiation locative constitue une solution permettant de réduire la pression sur le parc social, mais le montant des loyers est en général plus élevé. Or, le niveau de ressources de certaines victimes ne leur permet pas d'y accéder.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

3 fiches-actions

Fiche-action 3.1. – Veiller à une répartition territoriale des hébergements d'urgence (hors hôtel) dans le département

Fiche-action 3.2. – Engager une réflexion pour améliorer l'accès au logement des femmes victimes de violence

Fiche-action 3.3. – Initier une réflexion sur des expérimentations en matière d'hébergement et de logement

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 3.1. – Veiller à une répartition territoriale des hébergements d'urgence (hors hôtel) dans le département

Objectif

Renforcer l'adéquation entre l'offre d'hébergement d'urgence et les besoins

Modalités de mise en œuvre

- Réaliser un diagnostic des besoins d'hébergement d'urgence sur l'ensemble du département, afin d'identifier les territoires non pourvus malgré les besoins et de proposer une stratégie de rééquilibrage territorial de l'offre
- Optimiser la coordination entre le SIAO Urgence/insertion et les associations gérant les hébergements, notamment des hébergements d'urgence, afin d'orienter les personnes vers le dispositif le plus adapté au vu du diagnostic social, dans les meilleurs délais
- Recenser les difficultés d'accès aux hébergements d'urgence gérés par les associations liées aux modalités spécifiques d'accueil (plages d'ouverture ; éligibilité des bénéficiaires) et proposer des améliorations
- Inciter les structures d'hébergement d'urgence à prévoir des modalités d'accueil plus étendues (visée : 24h/24h et 7j/7j)
- Veiller à ce que le principe d'inconditionnalité d'accueil soit effectif
- Veiller à ce qu'un accompagnement spécifique et adapté soit proposé
- Favoriser la connaissance des professionnels des procédures d'orientation sur les dispositifs

Pilotes

DDDFE

ALC

Harpèges

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Partenaires

SIAO

DDETS

Associations gérant les hébergements d'urgence

Collectivités territoriales

Réseaux VIF

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre d'orientations/an
- Délais d'orientation
- Taux de rotation et facteurs explicatifs associés

Indicateurs d'impact :

- Diminution des temps d'attente pour un hébergement sûr et adapté, mesurée par des études annuelles de disponibilité des ressources (SIAO)
- Analyse du parcours des femmes, de l'hébergement d'urgence à l'accès à un logement stable (étude longitudinale)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 3.2. – Engager une réflexion pour améliorer l'accès au logement des femmes victimes de violence

Objectifs

- Faciliter les démarches administratives et l'accès au logement
- Améliorer la communication entre les acteurs

Modalités de mise en œuvre

- S'assurer du maillage partenarial pour l'accompagnement au logement, en développant notamment l'information et la formation des professionnels sur les dispositifs, les guichets enregistreurs, le rôle des EPCI
- Créer un partenariat avec les acteurs institutionnels permettant de faciliter les démarches administratives (services fiscaux…)
- Finaliser le protocole DDETS/réservataires pour mobiliser les logements sociaux pour les femmes victimes de violences conjugales (labellisation des publics prioritaires sur SYPLO[13])
- Engager un travail DDDFE/DDETS sur les critères de labellisation

Pilote

DDDFE

Partenaires

DDETS

MSD (CD 06)

Collectivités territoriales (guichets enregistreurs, EPCI)

SIAO

Réseaux VIF

Bailleurs sociaux

Fédérations professionnelles du logement

13 Le Système Priorité Logement est un logiciel partagé entre plusieurs acteurs du logement : l'État, les bailleurs sociaux, le SIAO, Action logement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Action Logement

Associations d'accompagnement des victimes de violences

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Évolution du nombre de baux signés en lien avec la labellisation
- Nombre de dossiers refusés dans le cadre de la labellisation et justifications associées
- Délai d'attribution d'un logement, dans le cadre de la labellisation

Indicateur d'impact :

- Amélioration du parcours d'accès au logement des femmes victimes, évalué par des suivis sur plusieurs années

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 3.3. – Initier une réflexion sur des expérimentations en matière d'hébergement et de logement

Objectifs

- Réfléchir à des expérimentations d'hébergement pour les femmes victimes de violences conjugales et pour les auteurs de violence
- Réfléchir à la faisabilité d'expérimentations visant à faciliter l'accès au logement des femmes victimes de violence

Modalités de mise en œuvre

Victimes

- Étudier la faisabilité du recours à des hébergements portés par des bénévoles (hébergement hors moment de crise) et prévoir une sensibilisation/une formation adaptée des personnes proposant ces hébergements (voir projet expérimental porté par le CCAS de Cagnes-sur-Mer) – S'inspirer des expériences « Un toit pour toi », « Un abri qui sauve des vies »
- Étudier la faisabilité de « logements sas » avec accompagnement de la victime, permettant de donner du temps à la victime afin de réfléchir à son projet de vie
- Étudier la faisabilité d'une mise en relation accélérée avec les services fiscaux, afin d'obtenir rapidement les avis d'imposition
- Étudier la faisabilité d'une expérience de type « logement d'abord » pour les femmes victimes permettant une entrée rapide dans un logement
- Etudier la faisabilité de la création d'hébergements d'urgence dédiés aux femmes victimes seules

Auteurs

- Référencer/identifier des possibilités nouvelles d'hébergement pour les auteurs notamment dans le cadre d'un dialogue spécifique avec les collectivités territoriales
- Analyser les besoins d'hébergement de l'auteur de violences dans le cadre de l'éviction du domicile

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Étudier la faisabilité de l'accueil des auteurs en nuitées hôtelières afin de faciliter leur éviction du domicile conjugal
- Étudier la faisabilité de la création de places d'hébergement d'urgence spécifiques pour les auteurs

Pilotes

DDDFE

Harpèges

ALC

Montjoye

Partenaires

SIAO

DDETS

Associations gérant les hébergements d'urgence

Collectivités territoriales (EPCI)

CCAS de la Ville de Nice

Direction départementale des finances publiques (DDFIP)

Réseaux VIF

Tribunaux judiciaires

Bailleurs sociaux

Fédération des agences immobilières

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Par projet, nombre de réunions et d'acteurs participants
- Nombre de demandes d'hébergement d'urgence pour les auteurs (en pré-sentenciel et/ou dans le cadre d'une ordonnance de protection)
- Nombre d'auteurs accueillis en hébergement d'urgence

Indicateur d'impact :

Évolution de l'offre d'hébergement sous l'impulsion des réflexions mises en œuvre

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Axe 4

Gouvernance du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le diagnostic établi a permis de mettre en lumière l'importance de la mise en place d'une comitologie du Schéma, qui aurait pour missions principales d'en assurer la gouvernance, de favoriser la collaboration entre les différents partenaires, de veiller à la mise en œuvre de protocoles et de projets structurants.

Concernant son animation, les retours d'expérience des acteurs sur le Schéma précédent sont variables : la plupart des acteurs soulignent l'intérêt et la richesse du travail collaboratif des groupes de travail thématiques, associant des acteurs issus d'institutions très différentes. Certains acteurs ont cependant considéré que ces groupes de travail avaient été organisés à un rythme trop soutenu, incompatible avec la charge de travail quotidienne des services.

Ils ont exprimé, pour le futur Schéma, la nécessité d'une animation continue et régulière, sans pour autant proposer des rendez-vous trop fréquents. L'idée d'une programmation annuelle du Schéma, identifiant un ou quelques chantiers prioritaires à réaliser dans l'année, a été évoquée.

Si le précédent Schéma avait travaillé sur des actions spécifiques, il avait aussi servi à identifier l'ensemble des acteurs et interventions dans la lutte contre les violences sur le territoire. Cet état des lieux n'étant plus à faire, plusieurs acteurs ont souhaité que le futur Schéma travaille uniquement sur des réalisations concrètes, à renforcer ou développer.

Les financeurs de la lutte contre les violences faites aux femmes ont exprimé la pertinence d'organiser une conférence des financeurs, afin de réfléchir conjointement à l'orientation des financements en fonction des priorités.

Les acteurs interrogés ont également appelé à la création d'un Observatoire départemental des violences faites aux femmes afin de produire de l'information actualisée, ciblée, et des données compilées, permettant d'appréhender plus finement le phénomène à l'échelle du département. Des études thématiques telles que celles identifiées par les acteurs dans le cadre du diagnostic (lien entre migration et violence ; études épidémiologiques des violences sexuelles dans le département ; forme et prévalence des violences chez une population jeune ; impact d'une politique réelle d'éviction du logement de l'auteur, modalités d'accompagnement des couples et familles après la violence ; parcours d'insertion professionnelle des femmes étrangères ; étude des modalités d'accompagnement du « passage de bras » sur le territoire, etc.) pourraient être produites par cet Observatoire.

Enfin, des ajustements du Schéma sont à prévoir dans le cadre d'arbitrages au niveau national : certaines actions du Plan Interministériel pour l'Egalité entre les Femmes et les hommes « Toutes et tous égaux » seront à décliner au niveau départemental. De nouvelles actions seraient alors à mettre en œuvre.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

4 fiches-actions

Fiche-action 4.1. – Mettre en place un observatoire départemental des violences faites aux femmes

Fiche-action 4.2. – Mettre en place une animation départementale et territoriale

Fiche-action 4.3. – S'assurer de la mise en œuvre du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes

Fiche-action 4.4. – Inscrire dans le Schéma les actions départementales du PIEF 2023-2027 relatives aux violences faites aux femmes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 4.1. – Mettre en place un observatoire départemental des violences faites aux femmes

Objectifs

- Améliorer la connaissance du phénomène des violences faites aux femmes dans le département
- Mettre à disposition des acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes, des informations, des outils, des études, utiles à une meilleure connaissance et un meilleur pilotage de leurs actions

Modalités de mise en œuvre

- Créer l'Observatoire départemental des violences faites aux femmes
- Mettre en œuvre l'action de l'Observatoire pour une meilleure connaissance du phénomène des violences faites aux femmes dans le département
- Valoriser la connaissance produite auprès des acteurs du territoire

Pilotes

DDDFE

CD 06 (DTAS)

Partenaires

Acteurs du territoire et particulièrement ceux susceptibles de fournir des données concernant les violences faites aux femmes (institutions, services de l'État, forces de l'ordre, collectivités territoriales, associations, Université Côte d'Azur, etc.)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Un Observatoire départemental des violences faites aux femmes créé
- Nombre de données collectées chaque année par l'Observatoire (ex : caractéristiques des violences exercées, cartographie des violences, profils des auteurs, nombre de dépôts de plaintes, TGD, etc.)
- Nombre d'études développées dans le cadre de l'Observatoire

Indicateurs d'impact :

- Evolution des dispositifs adaptés aux besoins identifiés par l'Observatoire et de leur nombre
- Accroissement des connaissances sur les tendances de violences, mesuré par le nombre d'outils et d'études menées

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 4.2. – Mettre en place une animation départementale et territoriale

Objectif

Développer l'animation des réseaux d'acteurs et du Schéma

Modalités de mise en œuvre

- Organiser une animation départementale et territoriale – Envisager une animation par arrondissement
- Veiller à une étroite collaboration entre les niveaux départemental et territorial
- Désigner un pilote de réseaux VIF par territoire (EPCI)
- Fournir un appui au niveau départemental pour les territoires où les réseaux sont naissants
- Veiller à ce que chaque organisation concernée par la lutte contre les violences faites aux femmes soit représentée au sein de l'instance de gouvernance locale en matière de violences faites aux femmes (CLAV VIF-VC, par exemple : élus locaux, Comité de coordination régionale de la santé sexuelle, GHT, éducation nationale)
- Créer des temps d'échange par territoire et au niveau départemental avec les acteurs de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux femmes : réunions de réseaux, « réunions techniques » sur des thèmes précis, retours d'expérience, analyses de cas concrets
- Mettre en place un dialogue de gestion autour des financements multi-partenariaux

Pilotes

DDDFE

Pilotes des réseaux VIF

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Partenaires

CD 06

Partenaires participants aux réseaux

Signataires du Schéma

CAF (dans le cadre des conventions territoriales globales)

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Nombre de réunions organisées entre la DDDFE et les pilotes
- Nombre de pilotes des réseaux VIF identifiés et désignés

Indicateurs d'impact :

- Amélioration de la coopération entre les acteurs et réduction des disparités territoriales dans la prise en charge des victimes.
- Nombre de nouvelles collaborations structurées et durables issues des réunions et des échanges territoriaux

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 4.3. – S'assurer de la mise en œuvre du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes

Objectif

Assurer la mise en œuvre du Schéma et de ses fiches-actions

Modalités de mise en œuvre

- Définir et mettre en place une méthode de programmation réaliste des fiches-actions du Schéma (ex : identification de priorités annuelles avec calendrier)
- S'assurer du suivi de la mise en œuvre des actions prévues dans le Schéma par les pilotes et copilotes
- Si nécessaire, enrichir le Schéma d'éventuelles fiches-actions construites collectivement et répondant à des besoins identifiés par la suite

Pilote

DDDFE

Partenaires

Signataires du Schéma

Indicateurs

Indicateurs de résultat :

- Méthode de programmation des actions à développer
- Calendrier annuel des actions à mettre en œuvre
- Nombre de réunions organisées dans le cadre du Schéma
- Nombre d'actions mises en œuvre dans le cadre du Schéma
- Nombre de fiches-actions nouvelles communes créées

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Indicateur d'impact :

- Évolution de la politique publique mise en œuvre dans le département sous l'impulsion du Schéma – Mesure besoins/offres

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fiche-action 4.4. – Inscrire dans le Schéma les actions départementales du PIEF 2023-2027 relatives aux violences faites aux femmes

Objectif

Ajouter si nécessaire dans le Schéma les actions relatives aux violences faites aux femmes issues du Plan Interministériel pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes 2023-2027, dont la déclinaison au niveau départemental[14] est prévue par le PIEF

Modalités de mise en œuvre

À partir des informations transmises par le Service des Droits des Femmes et de l'Égalité entre les femmes (SDFE) identifiant au sein du PIEF les actions relatives aux violences faites aux femmes à mettre en œuvre dans le département, et sous réserve que ces actions répondent à des besoins locaux et soient applicables sur le territoire,

- mettre en œuvre ces actions dans le cadre établi en matière de calendrier et de priorisation
- S'assurer du suivi de la mise en œuvre des actions

Pilote

DDDFE

Partenaires

SDFE- Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)

Signataires du Schéma

Indicateur

Indicateur de résultat : Nombre d'actions départementales issues du PIEF supplémentaires mises en œuvre

14 La liste de ces déclinaisons départementales n'est pas encore connue au moment de la signature du Schéma.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Glossaire

ADRET : Antenne départementale de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes

AFCCC 06 : Association française des centres de consultation conjugale des Alpes-Maritimes

AIR : Accompagnement Individuel Renforcé

ALC : Agir pour le Lien social et la Citoyenneté

ALFAMIF : Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles

ARPAS : Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé

ARS : Agence Régionale de Santé

ASE : Aide Sociale à l'Enfance

AS3P : Association de Suivi Psychologique Post-Pénal

AVVC : Aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales

BAR : Bracelet Anti-Rapprochement

CAF : Caisse d'Allocations Familiales

CAPG : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

CAPL : Communauté d'Agglomération de Cannes-Pays de Lérins

CARF : Communauté d'Agglomération de la Riviera Française

CASA : Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis

CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

CD 06 : Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

CDAD : Comité Départemental de l'Accès aux Droits

CDVFF : Commission Départementale de lutte contre les Violences Faites aux Femmes

CE2P : Centre d'Évaluation Pédiatrique du Psychotraumatisme

CeGIDD : Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic

CH : Centre Hospitalier

CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CIDFF : Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CLAV VIF-VC : Comité Local d'Aide aux Victimes dédié aux Violences intrafamiliales et conjugales

CLSPD : Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

CMP : Centre Médico-Psychologique

COPIL : Comité de pilotage

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie

CPCA : Centre de suivi et de Prise en Charge des Auteur.e.s de violences conjugales

CPTS : Communauté Professionnelle Territoriale de Santé

CRIAVS : Centre de Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles

CRIPS : Centre Régional d'Information et de Promotion de la Santé Sexuelle Sud

CRP PACA-Corse : Centre Régional en Psychotraumatisme PACA-Corse

CSAPA : Centre de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

DAC : Dispositif d'Appui à la Coordination

DDDFE : Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

DDETS : Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

DDFIP : Direction départementale des finances publiques

DE : Direction de l'Enfance du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

DRDFE : Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité

DRIM : Direction de la Réglementation, de l'Intégration et des Migrations

DS : Direction de la Santé

DTAS : Direction Territoriale de l'Action Sociale

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ERPE : Espace Rencontre Parents-Enfants

EVARS : Espaces Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle

FNACAV : Fédération Nationale des Associations et des Centres de prise en charge d'Auteurs de Violences conjugales et Familiales

GHT : Groupement Hospitalier de Territoire

HETIS : Haute École en Intervention et Travail Social

IML : Institut Médico-Légal

IP : Information Préoccupante

ITT : Incapacité Totale Temporaire

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

LARIS : Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires en Intervention Sociale

MAP : Mesure d'Accompagnement Protégé

MIPROF : Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains

MSA : Mutualité Sociale Agricole

OPP : Ordonnance de Placement Provisoire

OQTF : Ordonnance à Quitter le Territoire Français

PACS : Pacte Civil de Solidarité

PIEF : Plan Interministériel pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes

PJJ : Protection Judiciaire de la Jeunesse

PMSP : Plan Médico-Soignant Partagé

QPV : Quartier Prioritaire de la Ville

RGPD : Règlement Général de la Protection des Données

SAVU : Service d'Aide aux Victimes d'Urgence

SDFE : Service des Droits des Femmes et de l'Égalité

SIAO : Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SPIP : Service Pénitentiaire d'Insertion et de probation

TGD : Téléphone Grave Danger

UAPED : Unité d'Accueil Pédiatrique Enfants en Danger

UMJP : Unité Médico-judiciaire de Proximité

VIF : Violence Intrafamiliale

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Préfet des Alpes-Maritimes Hugues MOUTOUH		PRÉFET DES ALPES-MARITIMES Liberté Égalité Fraternité
Le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice Damien MARTINELLI		MINISTÈRE DE LA JUSTICE Liberté Égalité Fraternité
Le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Grasse Damien SAVAZEIX		MINISTÈRE DE LA JUSTICE Liberté Égalité Fraternité
La Présidente du tribunal judiciaire de Nice Pascale DORION		TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NICE
La Première Vice-Présidente, Présidente du tribunal judiciaire de Grasse par intérim Marie-Laure GUÉMAS		TJ GRASSE
Le Contrôleur Général, Directeur Interdépartemental de la Police Nationale des Alpes-Maritimes Frédéric PIZZINI		POLICE NATIONALE DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DE LA POLICE NATIONALE ALPES-MARITIMES
Le Commandant le groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes Colonel Benoît TAPONAT		Gendarmerie nationale

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes Marie-Emmanuelle RODE		MINISTÈRE DE LA JUSTICE Liberté Égalité Fraternité
La Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes Natasha HIMELFARB		MINISTÈRE DE LA JUSTICE Liberté Égalité Fraternité
L'Inspecteur d'académie, Directeur académique des services de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes Laurent LE MERCIER		ACADÉMIE DE NICE Liberté Égalité Fraternité Direction des services départementaux de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes
Le Directeur départemental de la délégation des Alpes Maritimes de l'ARS-PACA Romain ALEXANDRE		RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité ars Agence Régionale de Santé Provence-Alpes Côte d'Azur
La Directrice départementale de France Travail Alpes-Maritimes Ghislaine ELLENA		RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité France Travail
La Présidente du CDAD des Alpes-Maritimes Pascale DORION		CDAD 06 CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT
Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Nice Emmanuel BRANCALEONI		BARREAU DE NICE ORDRE DES AVOCATS
Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Grasse Franck GAMBINI		ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE GRASSE

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes de l'Ordre des Médecins Le Professeur Philippe PAQUIS		
La Directrice de la CPAM Nathalie MARTIN		
Le Directeur de la CAF Frédéric OLLIVIER		
La Vice-présidente politique sociale, égalité, diversité de l'Université Côte d'Azur Véronique VAN DE BOR		
La Directrice par intérim du SIAO 06 Audrey TERRADURA		
Le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur Christian ESTROSI		
Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Jean LEONETTI		
Le Président de la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins David LISNARD		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Jérôme VIAUD		
Le Président de la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française Yves JUHEL		
Le Président de la Communauté de Communes des Alpes d'Azur Charles-Ange GINESY		
Le Président de la communauté de communes du Pays des Paillons Cyril PIAZZA		
Le Président du Département des Alpes-Maritimes Charles-Ange GINESY		
Le Maire de Nice Christian ESTROSI		
La Vice-Présidente du CCAS de la Ville de Nice Jennifer SALLES		
La conseillère municipale et administratrice du C.C.A.S, pour la Ville de Menton Carmela CARTARRASA		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Vice-Président du CCAS, Adjoint au maire délégué aux affaires sociales, au logement social et aux solidarités, pour le CCAS de la Ville de Menton Florent CHAMPION		VILLE DE MENTON C.C.A.S.
L'adjointe au Maire en charge du social, du handicap, du maintien à domicile et à la lutte contre les discriminations de la Maire de Cannes Marie-Christine LASSALLE		CANNES CÔTE d'AZUR FRANCE
La Vice-Présidente du CCAS de Cannes Marie-Christine LASSALLE		CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE CANNES
Le Maire de Grasse Jérôme VIAUD		Le goût de l'essentiel Grasse
Le Maire de Vence, Vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président du SIVOM du Pays Vençois Régis LEBIGRE		Vence source d'inspiration
Le Maire de La Trinité Ladislas POLSKY		VILLE DE LA TRINITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
La Vice-Présidente du CCAS de Cagnes-sur-mer, pour la commune de Cagnes-sur-Mer Noëlle PALAZZETTI		Ville de CAGNES-SUR-MER

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Maire de Roquebrune Cap Martin Patrick CESARI		
La Directrice du CCAS de Roquebrune Cap Martin Najoua HURCET		
Le Président de l'Association des Maires ruraux des Alpes-Maritimes Pierre CORPORANDY		
Le Président de l'Association des Maires et des Présidents d'intercommunalité des Alpes-Maritimes Jérôme VIAUD		
Le Directeur Général de l'association ARPAS Christophe AUROUET		
Le Directeur Général de l'association ARPAS, antenne 06 Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales (CPCA) Région Sud Christophe AUROUET		
La Directrice de l'association As3P Magali CURATO		
La Directrice Générale de l'association Agir pour le Lien social et la Citoyenneté (ALC) Lamia BENKOLLI-AGIUS		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le responsable de l'association Mouvement du Nid, délégation des Alpes-Maritimes Dominique MONTEFIA		
La Directrice Générale de l'association Parcours de Femmes Céline MATHIAN		
La Présidente de l'Association Montjoye Catherine BRETAUDEAU		
Le Président de l'association Harpèges Philippe COTTA		
La Présidente du CIDFF des Alpes-Maritimes Frédérique GRÉGORIE		
La Directrice d'Alter Égaux Anne-Gaël BAUCHET		
Le Président de l'association AFCCC 06 Daniel CASSINI		
La co-Présidente de l'association Planning Familial Laurence STALLA		
Le Directeur Général de l'association GALICE Anthony MAUBECQ		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Fondatrice et Directrice de l'association Une voix pour Elles Loëtitia MAS		
La Directrice Générale d'ALFAMIF Elise SORET		
Le Directeur de l'association G-ADDICTION Jeunesse citoyenne Quentin MATTON		
La Directrice Générale de la Fondation de Nice Caroline POGGI-MAUDET		
Le Président de l'association LES AGENTS IMMOBILIERS ONT DU COEUR Jacques AGID		
La Coordinatrice de l'association Otrement Laetizia PARBOT		
Le Directeur du CSAPA Odyssée, Joël EHRHART		
La Directrice des clientèles vulnérables, La Banque Postale, Groupe La Poste Vanessa LY		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Directeur général CHU de Nice, pour la Maison des femmes des Alpes-Maritimes Rodolphe BOURRET		
Le Directeur Général du CHU de Nice Rodolphe BOURRET		
Le Directeur du Centre Hospitalier La Palmosa de Menton Mylène EZAVIN		
Le Directeur du Centre Hospitalier de Cannes Simone Veil Yves SERVANT		
Le Directeur Chef d'établissement du Centre Hospitalier d'Antibes Bastien RIPERT		
La Directrice du Centre Hospitalier de Grasse Erika CASSAN		
La Directrice Déléguée de l'ESPIC Hôpitaux Pédiatriques Nice CHU-Lenval Céline METGE		
Le Président de la CPTS de la Riviera Française Dr Jean Louis GERSCHTEIN		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_019-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Directrice du DAC EST Azur Madae GREGORIO		
La Cheffe de projet du DAC C3S Isabelle FOSSATI		
La Directrice du DAC CAP AZUR SANTE Audrey CHAMI		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_020 : Education artistique et culturelle - Résidence d'artistes 2025-2026

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_020
RAPPORTEUR : Dominique BOURRET	
CULTURE	

Education artistique et culturelle
Résidence d'artistes 2025-2026

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), adossée aux musées de Grasse souhaite accueillir deux artistes en résidence « artistes en territoire » dans le cadre de son programme de développement de l'éducation artistique et culturelle (EAC).
L'objectif de cette résidence est d'accompagner un(e) artiste auteur(e), et un(e) artiste photographe dans une démarche artistique et culturelle participative ayant pour fil conducteur « Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire ».
Ce projet de résidence qui se déroulera entre juin 2025 et avril 2026, a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la DRAC PACA d'un montant de 25 000 €.
Il est proposé au conseil communautaire d'approuver l'accueil de deux artistes en résidence, d'autoriser le Président à signer une convention avec chacun des artistes sélectionnés et d'ordonner l'ensemble des dépenses liées à leur accueil en résidence.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu la délibération DL2015_189 du 13 novembre 2015 relative au Pacte culturel et consolidant les engagements financiers de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en matière de développement culturel ;

Vu la délibération DL2021_010 du 11 février 2021 adoptant la stratégie pluriannuelle à déployer pour mettre en place le 100% EAC dans la cadre de la procédure de labellisation « objectif 100% EAC » auprès du Haut-Conseil de l'éducation artistique et culturelle ;

Vu la décision de bureau n°DB2024_075 du 19 septembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le bureau communautaire a autorisé le dépôt d'une demande de subvention auprès de la DRAC PACA et de la Région pour les actions EAC et de lecture publique ;

Vu la délibération DL2024_227 du 12 décembre 2024 adoptant la convention de « Développement culturel du territoire » avec la DRAC PACA, le Rectorat de l'Académie de Nice, les communes de Grasse, de Mouans-Sartoux et la CAF des Alpes-Maritimes souhaitent renforcer leur partenariat pour créer un environnement territorial cohérent au développement culturel et au « 100 % EAC » ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, souhaite accueillir deux artistes dans le cadre d'une résidence « artistes en territoire » menée en partenariat avec les communes de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en collaboration avec les musées de Grasse et avec le soutien demandé de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Considérant que l'objectif d'une telle résidence est de permettre au plus grand nombre la rencontre avec l'œuvre, l'artiste, la pratique artistique et la démarche de création. Les artistes devront donc créer une curiosité et une mobilisation de la population et particulièrement du jeune public autour de leur présence sur le territoire. Ils proposeront des moments d'échanges en lien avec leurs propres pratiques et les objectifs définis dans la convention cadre ci-après annexée. La résidence doit également représenter une opportunité pour l'artiste de réfléchir à sa démarche et à la production d'œuvres ;

Considérant que deux appels à candidatures seront lancés courant mars 2025 à l'attention des artistes francophones européens. Les artistes seront sélectionnés en avril 2025 par un jury composé du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ou son/sa représentant(e), de la Direction des Affaires Culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, de la conseillère en éducation artistique et culturelle à la DRAC PACA, des représentants de l'Education Nationale (IEN/DAAC), des acteurs culturels partenaires ;

Considérant que les candidatures seront examinées aux regards des éléments suivants : qualité de l'œuvre antérieure du candidat, intérêt du projet artistique et culturel dans le cadre de la résidence, motivation et capacité à le mener à bien, prise en compte de la diversité des publics ;

Considérant que le projet retenu mettra aussi bien en valeur le projet de création que différentes propositions en direction des jeunes dans le cadre préscolaire, scolaire et extrascolaire ainsi qu'à destination du public familial et adulte : ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de démonstration, etc. ;

Considérant que cette résidence intitulée « Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire » se déroulera entre juin 2025 et avril 2026 selon les conditions suivantes :

- Les artistes retenus seront rétribués pour 14 semaines de présence sur le territoire. Durant leurs présences, le temps de travail sera réparti entre temps de création (25%), de préparation (20%) et d'intervention auprès des publics (55%). A leur demande, les artistes seront payés en droits d'auteur (Agessa) et en honoraires sur facture.
- D'autre part, leurs frais de trajets et d'hébergement seront pris en charge par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et remboursés sur facture.
- En ce qui concerne les conditions de logement, la prise en charge s'effectuera comme suit :
    - Pour l'artiste photographe : un forfait de 3000 euros (1500 € pour 2025 et 1500 € pour 2026),
    - Pour l'artiste auteur(e) : un forfait de 1500 euros pour 2025 et la prise en charge d'un gîte sur le Haut-Pays pour 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

DETAIL DE LA RETRIBUTION DES ARTISTES
HORS FRAIS DE TRAJETS ET D'HEBERGEMENT
BUDGET PREVISIONNEL

Dépenses		TTC en €	Recettes	TTC en €
Artiste 1	2025	8 680	Subvention DRAC	25 000
	2025	3 820		
Artiste 2	2025	8 680		
	2026	3 820		
Total		**25 000**	**Total**	**25 000**

La CAPG prendra également en charge les matériels de restitution, une partie du matériel d'intervention et la location de deux bus pour les élèves des communes du Haut-Pays ;

Considérant qu'au titre de ce projet, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait une demande de subvention de 25 000 € TTC à la DRAC PACA afin de payer les artistes pour un montant de 12 500 € TTC chacun ;

Considérant qu'ainsi, il est proposé au conseil communautaire d'approuver ce projet d'accueil en résidence pour un(e) artiste photographe et un(e) artiste auteur(e), le lancement des appels à candidature et la signature des conventions d'accueil en résidence pour chaque artiste sélectionné ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le projet d'accueil de deux artistes en résidence « artistes en territoire » et le lancement des appels à candidature selon de budget prévisionnel ci-dessus et les partenariats financiers obtenus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions avec les artistes qui seront sélectionnés, et tous documents permettant la bonne exécution de cette action ;
- **D'AUTORISER** la prise en charge et/ou remboursement des frais liés à l'accueil des 2 artistes (trajets, hébergements, location de bus, achat de matériel et frais divers) prévue au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA REGION
PROVENCE - ALPES
CÔTE D'AZUR

Convention entre

la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

et l'artiste auteur.e Nom

en vue de son accueil
en résidence « artiste en territoire »

de juin 2025 à avril 2026

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, exerçant sous licence d'entrepreneur du spectacle N°1-1079097 au Code APE 8411Z, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération du conseil communautaire n° DLXXX_XXX prise en date du XXX, visée en préfecture de Nice le XX/XX/XXXX.

Ci-après dénommée la « **CAPG** », d'une part

ET :

L'artiste XXX, né.e le XXX, à XXX demeurant XXXX identifié.e au numéro SIRET XXX et affilié auprès de l'AGESSA au numéro XXX

Ci-après dénommé.e **« L'artiste auteur.e** », d'autre part

PREAMBULE

Animées par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture, et se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), en partenariat avec les communes du territoire, proposent une résidence « artiste en territoire » à une artiste auteure. Pour la CAPG, le projet est coordonné par la DRAC et par les musées de Grasse.

La résidence « artiste en territoire » cherche à développer une proposition artistique et culturelle participative ayant pour fil conducteur « Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire ». Une attention particulière au patrimoine humain est demandée à l'artiste.

Médiateur.trice d'une sensibilisation et d'un approfondissement à la lecture, à l'écriture et à la poésie, l'artiste propose des actions (ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, etc.) se rapportant à ses pratiques et démarches artistiques. Il.Elle intervient auprès des jeunes dans le cadre scolaire et extrascolaire ainsi qu'en direction de la population adulte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les actions se déroulent principalement en zone rurale et dans les 2 quartiers reconnus prioritaires au titre de la Politique de la ville**.**

Enfin, le projet de résidence doit être construit de façon à ce que les enseignants puissent poursuivre celui-ci, même en l'absence de l'artiste.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cette résidence « artiste en territoire » s'inscrit donc dans le cadre d'une politique de développement culturel du territoire, vise à mettre en relation les habitants et les différents acteurs de ce territoire avec le travail et l'esthétique de l'artiste.

Cependant, la résidence doit également représenter une opportunité pour l'artiste de réfléchir à sa démarche et à la production d'œuvres. La confrontation de l'artiste et de sa création aux publics donne tout son sens au travail artistique réalisé, tout en dynamisant culturellement le territoire. C'est pourquoi cette résidence laissera place à la création et donnera à l'artiste la possibilité de créer une ou plusieurs œuvres.

De ce fait, les œuvres éventuellement créées dans le cadre de la résidence sont la propriété de l'artiste. Toute vente, tout prêt, toute donation doit faire l'objet d'un contrat distinct. L'artiste est également propriétaire de tous les droits d'auteur attachés à ses œuvres.

La CAPG a retenu pour cette résidence la candidature de l'artiste auteur.e XXX suite à un appel à candidature lancé en février 2024.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article I - Objet

La présente convention a pour objectif de définir les modalités relatives à la résidence « artiste en territoire », notamment la détermination des conditions d'accueil en résidence de l'artiste auteur.e pour la réalisation d'ateliers artistiques et les engagements réciproques des parties.

Article II – Objectifs de la résidence d'artiste

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à accueillir l'artiste auteur.e en résidence « artiste en territoire » sur son territoire afin de lui permettre de réaliser des ateliers artistiques et de mettre en œuvre des outils de valorisation du travail effectué.

Au cours de son séjour l'artiste devra développer une activité de création, de recherche ou d'expérimentation et proposer des actions (ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, etc.) s'en rapportant qui devront :

- Permettre au plus grand nombre d'appréhender la création contemporaine par la poésie et l'écriture en provoquant la rencontre et une certaine familiarisation avec une démarche artistique forte ;
- Développer la sensibilité et l'esprit critique des publics par le biais de la pratique artistique et d'échanges permettant d'initier à l'expression d'un point de vue ;
- Transmettre une approche du langage par une pratique partagée et bienveillante ;
- Participer à la mise en place d'un parcours d'éducation artistique mutualisant l'offre des structures culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celles des villes et les projets des établissements scolaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en rapprochant les jeunes et les populations de l'offre culturelle et du patrimoine de leur

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

territoire et en favorisant les pratiques culturelles.
La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à soutenir sa démarche notamment par la mise en relation avec les structures culturelles du territoire permettant de nourrir son processus créatif.

Article III - Conditions d'accueil en résidence

A) Durée de la résidence

La résidence dure 14 semaines non consécutives entre juin 2025 et avril 2026.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse accueille l'artiste en résidence pour les périodes suivantes :

- Du 23 au 27 juin 2025 (semaine de préparation obligatoire, date non modifiable)
- Du 02 novembre au 20 décembre 2025 (1ère période de résidence)
- Du 01 mars au 11 avril 2026 (2ème période de résidence)

B) Hébergement

La CAPG attribuera un forfait de 1500 euros maximum à l'artiste pour se loger la 1ère période de résidence, à savoir du 02 novembre au 20 décembre 2025.
La prise en charge des frais de location se fera sur présentation d'un bon de réservation et d'une facture acquittée de location ou sur présentation d'une quittance de loyer.

Pour la 2ème période de résidence du 01 mars au 11 avril 2026, la CAPG assure les frais relatifs à l'hébergement dans un gîte du haut pays où l'artiste sera logé.e.

C) Eléments à la charge de l'artiste auteure durant la résidence

L'artiste supportera les dépenses relatives à son séjour, notamment les frais de bouche, de téléphonie et de télécopie.
De plus, il.elle a la charge du matériel destiné à sa propre création, que ce soit lors des étapes de travail ou bien à l'occasion de sa restitution.
Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les établissements scolaires, collectivités, associations, après validation du budget proposé par l'artiste.

D) Soutien de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

La Direction des Affaires Culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sera, dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant, à la disposition de l'artiste auteur.e pour monter l'organisation de la résidence, résoudre les problèmes techniques et administratifs qui pourraient se poser.
La Direction des Affaires Culturelles sera soutenue par les musées de Grasse pour la bonne mise en œuvre opérationnelle de la résidence.

Article IV - Rémunérations et défraiements de l'Artiste

A) Allocation pour l'intervention auprès des publics et création

L'artiste auteur.e est rémunéré.e à hauteur de 12 500 euros (€) TTC pour l'ensemble de ses missions. Cette somme est versée en droits d'auteur et en honoraires :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

a) DROITS D'AUTEUR d'un montant total de 6 180 € en 2025, cotisations sociales et contribution diffuseur incluses.
Un contrat de cession de droits, proposé par l'artiste, sera signé parallèlement à la présente en septembre 2025.

b) HONORAIRES versés à l'artiste auteure Nom pour les ateliers pédagogiques sur le territoire pendant les semaines d'intervention.

- 2 500 € en 2025
- 3 820 € en 2026

L'artiste prend en charge le matériel nécessaire à la restitution (transmission et création) pour une valeur maximale de 700 €.

Ils seront directement versés à l'artiste par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'artiste dont les coordonnées figurent ci-dessous :
RIB :
IBAN :
BIC :

B) <u>Défraiements trajets</u>

L'artiste auteur.e utilisera son véhicule personnel pour assurer ses déplacements sur le territoire.

Ainsi, la CAPG s'engage à prendre en charge les éléments suivants :

- 3 allers/retours en véhicule personnel entre le domicile de l'artiste situé à (nom de la commune) et ses lieux de résidence sur le territoire au tarif forfaitaire de XXX€ par A/R.

- les déplacements dans le cadre exclusif des interventions, sur présentation d'une fiche récapitulative de frais, selon le modèle joint en annexe.

Sur le territoire, les remboursements des trajets et déplacements en véhicule personnel seront basés sur la grille tarifaire de la Communauté d'agglomération, à savoir :

- 0.29 cts/km pour un véhicule de 5 CV fiscaux et moins.
- 0.37 cts/km pour un véhicule de 6 et 7 CV fiscaux.
- 0.41 cts/km pour un véhicule de 8 CV fiscaux et plus.

Ils seront directement versés à l'artiste par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'artiste dont les coordonnées son précisé ci-dessus (article IV.A.b).

Article V - Engagement de présence de l'artiste

L'artiste auteur.e s'engage à résider effectivement sur le territoire de la CAPG dans les communes désignées et à réaliser le projet évoqué dans le dossier de candidature, retravaillé en collaboration avec les partenaires au projet.

Afin de l'aider dans ce travail, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à faciliter les contacts qui lui seraient nécessaires, y compris certaines rencontres avec le public.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Article VI –Restrictions sanitaires

Dans le cas où des mesures sanitaires liées à une épidémie ou autre virus seraient mises en place, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets tels que l'Education Nationale.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

Article VII – Clause particulière de maladie

Dans le cas où l'artiste, pour des raisons de santé justifiées par certificat médical, ne pourrait pas assurer la continuité de la résidence, la période de la résidence pourra s'en trouver modifiée ou annulée dans les conditions d'annulation définies dans l'article XIII de la présente convention prévu à cet effet.

Article VIII - Responsabilité et assurances

Durant le temps de la résidence, l'artiste est tenu.e d'assurer sa responsabilité civile ainsi que tous les objets lui appartenant contre tous les risques. L'artiste possède un véhicule professionnel qu'elle assure pour ses déplacements à travers le territoire.
L'artiste fournit une copie de son permis, de sa carte grise et de ses assurances (professionnelle + véhicule) avant le début de la résidence.

L'artiste fournit à la CAPG le descriptif et la valeur du matériel lui appartenant apporté pour son activité de création, de recherche ou d'expérimentation pendant la résidence. La CAPG ne pourra assurer ce matériel que si l'inventaire lui est parvenu au plus tard 15 jours avant le début de la résidence.

L'artiste fournit, le cas échéant, à la CAPG le descriptif et la valeur des œuvres créées pendant la résidence afin qu'elles soient assurées par la CAPG jusqu'à la fin de la résidence. La CAPG ne pourra assurer les œuvres non déclarées par l'artiste.

Article IX - Valorisation et promotion de la résidence - engagements de l'artiste auteur.e

Dans le cadre de la résidence, l'artiste auteure s'engage à participer à toute opération proposée par la CAPG ainsi que ses partenaires sur le territoire afin de promouvoir son travail artistique. Elle est susceptible, entre autres, de réaliser les actions suivantes :

- des rencontres avec les enseignants ;
- des rencontres et ateliers en direction des scolaires ;
- des rencontres en direction des publics empêchés ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- des rencontres avec les bibliothécaires ;
- des rencontres avec le grand public en secteur prioritaire ;
- une mise en scène numérique de la résidence à travers un blog.

Le détail de la répartition des heures (55 % temps de transmission face aux publics, 20 % de préparation et restitution et 25 % de création) fera suite à la rencontre entre les artistes et les acteurs éducatifs, culturels ou socio-culturels du territoire.
Un calendrier sera établi ultérieurement. Il sera fonction de la concordance des agendas de l'artiste et des différentes personnes qu'il rencontrera pour mener à bien son projet.

Article X - Restitution des travaux participatifs effectués durant la résidence

A la fin de chaque projet de transmission, un temps de valorisation sera organisé pour mettre en lumière le travail de création collective réalisé.
Dans le cadre des projets menés dans les établissements scolaires, les valorisations pourront se faire dans l'enceinte de l'école afin de pouvoir communiquer auprès de tous les parents d'élèves.
Dans le cadre des projets à destination de plusieurs publics, un lieu commun de valorisation sera alors défini avec l'artiste et les partenaires.

Une valorisation du travail de création mené par l'artiste durant la résidence pourra être programmée en fonction de la volonté de l'artiste et de l'avancée de son travail.

Article XI - Mention de l'accueil en résidence

L'artiste auteur.e devra faire figurer sur toute reproduction des œuvres réalisées par les publics lors de la résidence la mention suivante : « Réalisation dans le cadre d'une résidence-mission portée par Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la région PACA ».

Les supports de communication concernant la création porteront également les logos de ces institutions.

Ces obligations s'étendent sur une durée de 2 ans après la fin de la résidence.

Article XII - Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

Article XIII - Annulation de la convention

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence et dans le cas où l'état de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer sa présence sur le territoire ou la continuité de la résidence.

En dehors des cas de force majeure ou d'arrêt maladie, toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière en vue de l'exécution de la présente convention.

L'annulation ponctuelle d'un atelier du fait de l'absence d'un enseignant ou de l'artiste donnera automatiquement lieu à la proposition d'une nouvelle rencontre et n'engendrant pas l'annulation définitive de la résidence.

En cas d'annulation définitive, la rémunération de l'artiste sera recalculée au prorata du travail produit ou de la période de résidence effective de l'artiste.

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Le versement par anticipation des droits d'auteur à l'artiste donnera lieu à un remboursement par l'artiste s'il n'achève pas les projets individuels et collectifs avec les publics.

Article XIV - Lois applicables et litiges

La présente convention est régie par la loi française.

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois un tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le 2025

Mention « Lu et approuvé » avant la signature

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'artiste auteur.e,

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1 : COORDONNEES DE l'EQUIPE D'ACCUEIL DE L'ARTISTE

Direction des affaires culturelles :

Téléphone : 04 97 01 12 84

Mme Noëlie MALAMAIRE – Directrice - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : nmalamaire@paysddegrasse.fr

Mme Héléna MAURO – Référente Résidence – Direction des Affaires Culturelles
Courriel : hmauro@paysdegrasse.fr

M Laurent POUPPEVILLE – Médiateur culturel - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : lpouppeville@paysdegrasse.fr

Mme Caroline FONS – Assistante administrative en charge du suivi financier de la résidence - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : cfons@paysdegrasse.fr

Musées de Grasse :

Mme Christine SAILLARD - Directrice des publics et de la programmation culturelle - Musées - Service des publics
Courriel : csaillard@paysdegrasse.fr

Mme Marine FABRER - Chargée des réservations - Musées - Service des publics
Courriel : mfabrer@paysdegrasse.fr

Mme Sabine TABRA - Médiatrice culturelle - Musées - Service des publics
Courriel : stabra@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2 : RELEVE KILOMETRIQUE POUR REGLEMENT FRAIS LIES AUX INTERVENTIONS

Ce tableau doit être présenté sous forme de tableur à calcul automatique.

Date	Motif du déplacement	Lieu de départ	Lieu de déplacement	Nombre de kilomètres parcourus

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Appel à candidatures pour une Résidence Mission "artiste en territoire" en Pays de Grasse

Auteur.e

Projet artistique et culturel participatif 2025/2026

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Animée par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture en se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), en partenariat avec les communes du territoire, souhaitent proposer une résidence mission à un.e auteur.e.

La résidence est coordonnée conjointement par la DAC et les musées de Grasse. Elle est soumise à un appel à candidatures, s'adresse à des artistes cherchant à développer une proposition artistique et culturelle participative en lien avec un territoire spécifique au Pays de Grasse et son patrimoine.
Un dialogue artistique sera à tisser avec les musées de Grasse et ses collections.
L'artiste travaillera afin d'éveiller les publics aux arts.
Dans ce vaste territoire administratif, son travail artistique sera créateur de lien grâce à l'attention particulière qui sera également porté à son patrimoine humain.

La résidence doit également représenter une opportunité pour l'artiste de réfléchir à sa démarche et à la production d'œuvres. La confrontation de l'artiste et de sa création aux publics donne tout son sens au travail artistique réalisé, tout en dynamisant culturellement le territoire. C'est pourquoi cette résidence laissera place à la création et donnera à l'artiste la possibilité de créer une ou plusieurs œuvres (création et diffusion).

Ainsi, le temps de travail de l'artiste sera réparti comme suit :
- 20% pour le temps de préparation des interventions et de valorisation ;
- 55% pour le temps de transmission ;
- 25% pour le temps de création.

Concernant le temps de transmission, médiateur.trice d'une sensibilisation et d'un approfondissement à l'art contemporain, l'artiste propose des actions en lien avec sa pratique et sa démarche artistique. Elle.il intervient auprès des jeunes dans le cadre scolaire dès la maternelle et extrascolaire (~80%) ainsi qu'en direction des familles et des adultes (~20%) de la Communauté d'agglomération. Les rencontres peuvent ainsi avoir lieu dans : des crèches, établissements scolaires, centres médicaux socio, sièges associatifs …

Le projet retenu mettra aussi bien en valeur le projet de création que différentes propositions en direction des publics évoqués précédemment : ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, présentation de l'œuvre de l'artiste et de sa démarche, etc.
L'objectif est de permettre au plus grand nombre la rencontre avec l'œuvre, l'artiste, la pratique artistique et la démarche de création.

L'attention de l'artiste est attirée sur deux particularités de la CAPG, à savoir :
- la moitié des communes est située en milieu rural et de moyenne montagne ; structurellement éloignée des équipements culturels majeurs,
- de plus, le territoire compte deux quartiers de la ville de Grasse reconnus prioritaires au titre de la Politique de la ville.

Il est par conséquent essentiel pour la CAPG et la DRAC, qui la soutiennent, d'intervenir en premier lieu dans ces secteurs où la culture chemine plus difficilement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Sur place, l'équipe de la CAPG, développe un réseau de personnes et de structures ressources permettant au projet artistique de s'inscrire dans le contexte local.
L'objectif étant de faciliter l'intégration, la réalisation et la diffusion des œuvres produites en résidence en fonction des besoins énoncés et échanges avec l'artiste, il.elle lui sera également proposé une diffusion de son œuvre déjà existante pendant la résidence et lors de la sortie de fin de résidence.

Pour enrichir la collaboration de l'artiste avec les musées de Grasse, sa mission pourra notamment s'orienter sur un partenariat étroit avec les services et institutions culturelles et scientifiques du territoire. Par exemple :

- le Service animation du patrimoine Ville d'Art et d'Histoire (Grasse),
- les Archives communales (Grasse),
- la Médiathèque Charles Nègre de Grasse,
- les Bibliothèques et Médiathèques communales inscrites dans la CAPG, la Médiathèque départementale de prêt.
- Le Parc Naturel Régional PNR des Préalpes d'Azur

Le jury valorisera les projets artistiques qui intègrent une réflexion sur une coopération avec les établissements culturels du territoire.

L'artiste sera libre de choisir les médias utilisés et les démarches artistiques. Elle.il apportera avec des œuvres de sa production, ouvrages édités, planches, croquis, afin d'échanger sur sa propre création, ainsi que le matériel nécessaire à son travail éventuel de création, possible mais non obligatoire.

Le fil conducteur de sa présence est **« Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire »**.

Pour les interventions en milieu scolaire : Les enseignants sont parties prenantes au projet de leur classe. Ils sont amenés à poursuivre celui-ci, même en l'absence de l'artiste, par leur travail en classe entre les deux sessions et leur inscription dans des visites d'établissements culturels. L'artiste devra proposer des pistes d'actions permettant d'approfondir le projet lors de sa concertation avec les enseignants.

Afin de favoriser la visibilité du travail réalisé, sa diffusion, mais aussi l'implication de la population, l'artiste bénéficiera d'un blog qu'elle.il alimentera au cours de la résidence.

ENJEUX & OBJECTIFS

- Permettre au plus grand nombre d'enfants et de jeunes d'appréhender la création contemporaine par la poésie en provoquant la rencontre et une certaine familiarisation avec une démarche artistique forte ;
- Développer la sensibilité et l'esprit critique de ces enfants et de ces jeunes par le biais de la pratique artistique, d'échanges et de lectures permettant d'initier à l'expression d'un point de vue ;
- Eduquer au regard en provoquant la rencontre des jeunes avec leurs patrimoines ;
- Participer à la mise en place d'un parcours d'éducation artistique mutualisant l'offre des structures culturelles de la Communauté d'agglomération, celles des villes et les projets des établissements scolaires ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en rapprochant les jeunes et les populations de l'offre culturelle et du patrimoine de leur territoire et en favorisant les pratiques culturelles.
- Nourrir le travail de création de l'artiste par la mise à disposition d'un territoire, de ses richesses et de ses ressources ;
- Créer une collaboration avec les acteurs du territoire ;
- Soutenir l'artiste dans son processus créatif.

TERRAIN D'ACTION DE LA RESIDENCE

La résidence « artiste en territoire » se déroulera sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Intégrée partiellement dans le PNR des Pré-Alpes d'Azur et composée de 23 communes, la CAPG offre un paysage varié, distribué en zone urbaine et périurbaine, qui rassemble la majeure partie de la population et une zone rurale en montagne (neige fréquente de novembre à avril).

Afin de faire plus ample connaissance avec le territoire, le lien suivant vous dirige sur le site Internet de la Communauté d'agglomération :

www.paysdegrasse.fr

De plus, vous trouverez en annexe :
- Une carte du territoire (Annexe 1)
- La liste des publics ciblés (Annexe 2)

Un tableau de comparaison avec les distances entre les lieux d'intervention et le temps de trajet nécessaire sera remis en juin, lors de la venue de l'artiste sur le territoire.

DEROULEMENT

D'une durée de 14 semaines non consécutives, la résidence aura lieu dans une période définie de juin 2025 à avril 2026 *(sous réserve de modifications du calendrier scolaire) :*

- **du 23 au 27 juin 2025 (semaine de préparation obligatoire, date non modifiable)**
- **du 02 novembre au 20 décembre 2025 (1ère période de résidence)**
- **du 01 mars au 11 avril 2026 (2ème période de résidence)**

Rappel prévisionnel vacances scolaires 2025/2026 - Zone B :
Toussaint : Samedi 18 octobre 2025 - Reprise : lundi 3 novembre 2025
Hiver : Samedi 14 février 2025 - Reprise : lundi 2 mars 2025
Printemps : Samedi 11 avril 2025 - Reprise : lundi 27 avril 2025

La semaine de préparation (du 23 au 27 juin 2025) permet notamment à l'artiste de rencontrer les membres de la DAC, des musées de Grasse, la DRAC, l'Éducation Nationale et les partenaires culturels. Cette semaine est obligatoire, les dates ne peuvent pas être modifiées.

Les conditions de diffusion des œuvres de l'artiste dans des lieux dédiés ou non, sont étudiées et contractualisées avec la Communauté d'agglomération du Pays

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

de Grasse.
La signature d'une convention spécifiant les engagements respectifs entre la CAPG et les artistes accueillis est signée.
Cette semaine permet à l'artiste-résident de présenter son œuvre, son projet artistique de transmission et son mode d'organisation aux partenaires (cf publics ciblés en annexe 2) et référents des structures culturelles et scientifiques.
Ces premières rencontres donnent la possibilité aux équipes d'appréhender au mieux la démarche artistique des artistes-résidents, d'envisager la collaboration et de se positionner quant à une participation au projet.

Au cours des séjours

La découverte du territoire et les rencontres avec les différents acteurs culturels et éducatifs se poursuivent pendant la résidence.

Ces rencontres peuvent revêtir des formes extrêmement variées, afin d'éviter tout caractère répétitif. Elles peuvent également être très collaboratives, en croisant différents types de professionnels (enseignant.es, animateur.trices de centres de loisirs, responsables d'associations, par exemple). Ces professionnels sont également invités à évoquer avec l'artiste la manière dont ils aimeraient faire percevoir sa présence, ainsi que celle de son œuvre, aux jeunes et adultes, dont ils ont la responsabilité.

Après l'évocation de pistes, un certain nombre d'actions à mener en direction des enfants et adultes, se construisent entre l'artiste-résident et les différentes équipes de professionnels désireuses de s'impliquer. Il s'agit de gestes artistiques qui se conçoivent le plus souvent possible en prenant l'établissement scolaire, le regroupement d'établissements scolaires, la structure de loisirs ou à vocation sociale pour unité de référence, et non la seule classe ou le micro-groupe.

Formations

En amont de chaque projet d'Education Artistique et Culturelle, une formation de 3h00 est proposée par l'artiste aux enseignant.es/encadrant.es/animateur.trices, afin de leur faire découvrir et d'expérimenter sa démarche artistique par un atelier pratique.

Les temps de valorisation

A la fin de chaque projet mené avec les publics, un temps de valorisation sera prévu en collaboration avec les partenaires (enseignants, animateurs…).
Les projets scolaires seront valorisés lors de restitutions organisées dans l'enceinte des établissements. Le choix de l'outil est laissé libre à l'artiste dans le cadre du budget qui lui est attribué.
Si la restitution est un évènement, l'artiste est tenu.e de participer à sa mise en œuvre (accrochage…) ainsi qu'au « vernissage ». S'il s'agit d'un outil numérique, la CAPG pourra potentiellement mettre à disposition ses propres supports (à négocier).

La CAPG peut également prendre en charge des impressions de textes d'accompagnement sur son photocopieur.
Pour marquer la fin de la résidence, il pourra être proposé à l'artiste d'organiser une valorisation mettant en lumière son travail de création réalisé en Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse.

La CAPG finance la communication de l'ensemble du projet.
Les communes mettent à disposition des artistes le matériel dont elles disposent : grilles d'exposition, mobiliers, vidéoprojecteurs…

CLAUSE PARTICULIERE EN CAS DE MISE EN PLACE DE MESURES SANITAIRES

Dans le cas où des mesures sanitaires liées à une épidémie ou autre virus seraient mises en place, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets tels que l'Education Nationale.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

CONDITIONS FINANCIERES ET MOYENS MIS A DISPOSITION

L'artiste sélectionné.e bénéficie d'une allocation de résidence de :

12 500 € TTC (charges fiscales et sociales incluses) partagés en honoraires et droits d'auteur, pour :

- la diffusion de ses œuvres ;
- les rencontres avec des équipes de professionnel.les de l'enseignement, de l'éducatif, du hors temps scolaire, etc. ;
- ses interventions et ateliers pédagogiques sur le territoire ;
- la réflexion sur l'outil permettant une présentation du travail accompli avec les publics à destination de la population,… et son animation ;
- Le soutien à sa création.

Le paiement de l'allocation se fait par tranche à la fin de chaque période de résidence au prorata des interventions.

Pendant 14 semaines, l'artiste se rend disponible, **de manière exclusive**, pour la mission aux dates ci-dessus précisées et négociées.

Elle.il est appelé.e à résider, de **manière effective**, sur le territoire concerné pendant sa mission. Pour cela, un forfait de 1500 euros maximum lui sera attribué pour se loger pour la 1ère période de résidence (du 03 novembre au 19 décembre 2025 (sur facture et preuve de réservation).
Pour la 2ème période de résidence, l'artiste sera logé.e dans un gîte sur le haut pays (du 01 mars au 11 avril 2026) dont la DAC assure les frais relatifs à l'hébergement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'artiste retenu.e doit être autonome dans ses déplacements. Ses frais de déplacement sur le territoire en lien avec ses actions culturelles menées auprès des publics seront pris en charge par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (transports en commun et/ou carburant) ainsi que 3 allers-retours (sous forme de forfait) entre son domicile personnel en France et ses lieux de résidence sur le territoire.
Le paiement des frais de transport individuel à l'artiste est effectué à chaque fin de période de présence (transmettre un RIB) d'après le tableau fourni en annexe (tableau à compléter au format Excel).

En revanche, les repas sont à sa charge.

Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les établissements scolaires, collectivités, centres de loisirs et devra faire l'objet d'une estimation chiffrée négociée lors du montage de chaque projet.

Attention, si un projet nécessite l'achat de matériaux spécifiques, l'artiste devra le signaler lors de sa présentation, voire donner un chiffrage.

Le matériel destiné à la restitution est à la charge de l'artiste.

PILOTAGE DE LA RESIDENCE-MISSION

La Direction des Affaires Culturelles du Pays de Grasse, en collaboration avec les musées de Grasse et en relation étroite avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA assure la coordination générale du projet.

La CAPG est soutenue par les inspecteurs d'académie, leurs conseillers pédagogiques et les agents de la DAAC dans ses liens avec les établissements scolaires.

Des rencontres ont régulièrement lieu entre les artistes, la DAC, les musées de Grasse ainsi que ses partenaires ; les agents de la CAPG, la Délégation Académique à l'éducation Artistique et Culturelle (DAAC) et la DRAC, sont susceptibles d'assister à certains ateliers.

Une évaluation à mi-parcours entre la DAC, les musées de Grasse et les artistes aura lieu, mais la DAC et les musées de Grasse sont mobilisable à tout moment.

CANDIDATURE

Peut faire acte de candidature tout.e artiste auteur.e résidant en France.
L'artiste doit être francophone et maîtriser l'usage oral et écrit de la langue française.
Elle.Il doit avoir le permis de conduire, en cours de validité, et **disposer d'un véhicule personnel assuré** pour les nombreux trajets lui afférant.

L'artiste candidat.e doit avoir à son actif une production conséquente, et être en mesure de s'impliquer pleinement dans ce type particulier d'action de médiation auprès des publics que représente la résidence.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pièces à fournir

☐ Lettre de motivation ;
☐ Note d'intention décrivant la démarche globale envisagée dans le cadre de cette résidence ;
☐ Dossier artistique présentant un ensemble d'œuvres représentatives de la démarche artistique ;
☐ Curriculum Vitae ;
☐ Copie du permis de conduire
☐ Copie de l'assurance du véhicule
☐ Relevé d'Identité Bancaire ou postal ;
☐ Fiche de renseignement (Annexe 3).

Remarque : Si le dossier inclus des propositions d'ateliers, stipuler à partir de quels âges ils sont accessibles (cf capacité des plus jeunes).

Dépôt des dossiers de candidature

Le dossier de candidature est à transmettre par **courrier électronique uniquement** à l'attention de :

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Direction des affaires culturelles
Noëlie MALAMAIRE
nmalamaire@paysdegrasse.fr

REGLEMENT DE LA RESIDENCE

Jury de sélection

Les résidents sont choisis par un jury de sélection qui rend son choix définitif après examen des **dossiers de candidature** et d'un **entretien par visioconférence dans la journée du mardi 13 mai 2025 à partir de 9h30.**

Le jury est composé comme suit :

☐ Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ou son.a représentant.e ;
☐ La Direction des Affaires Culturelles de la CAPG ;
☐ Un.e conseiller.ère en éducation artistique et culturelle à la DRAC PACA ;
☐ Deux représentant.e.s de l'Education Nationale (IEN/DAAC) ;
☐ Un.e représentant.e des bibliothèques (désigné.e par les bibliothécaires du territoire) ;
☐ Un. représentant.e des musées de Grasse ;
☐ Un. représentant.e de VAH ;
☐ Un. représentant.e du Festival du Livre de Mouans-Sartoux.

Critères d'examen des dossiers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les dossiers de candidatures seront examinés par le jury de sélection à l'aune des éléments suivants :

☐ Qualité de l'œuvre antérieure du candidat ;

☐ Motivations de l'auteur pour le projet qu'il propose en lien avec le territoire.

☐ Intérêt du projet artistique et culturel, capacité supposée de l'artiste à le mener à bien ;

☐ Prise en compte de la diversité des publics y compris des très jeunes dans la proposition.

Conditions d'éligibilité

La résidence concerne des artistes francophones professionnels qui résident en France.

Cadre Juridique

Une convention de résidence spécifiant les engagements respectifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, porteuse du projet de résidence et des artistes accueillis est signée avant le début de la résidence.

Les conditions de diffusion des œuvres déjà existantes de l'artiste dans des lieux dédiés ou non, sont étudiées et également contractualisées avec la collectivité.

La date limite de dépôt des dossiers, uniquement en version numérique, est le vendredi 4 avril 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1

Entre Grasse et Amirat, il y a 70 km.
La zone au-delà de St Vallier est très rurale, isolée et ses routes sont sinueuses.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2

TERRITOIRES PRIORITAIRES EAC : CAPG

- **Moyenne d'interventions : entre 3 à 6 séances de 2 heures par groupe et suivant le projet.**

- **Publics scolaires répartis sur l'ensemble du territoire (quartier prioritaire, milieu rural) :**
  - Premier degré - maternelle et/ou élémentaire : 15 classes – environ 400 élèves
  - Second degré – collège et/ou lycée : 4 classes – environ 100 élèves

- **Exemple d'autres publics (2 groupes – environ 20 jeunes adultes/adultes) :**
  - Mission locale
  - Maison d'arrêt
  - Etablissement médico-social réservé aux personnes handicapées
  - …

- **Participation à une programmation culturelle** :
  - Fête de l'Avent (public familial)
  - Biblihautpays (adultes)
  - Programmation dans les médiathèques et bibliothèques du territoire
  - …

Cette approche est indicative et non exhaustive. Elle sera précisée lors de la préparation de la résidence.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 3

FICHE DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Vous

Nom :

Prénoms :

Pseudonyme :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Nationalité :

Date et lieu de naissance :

N° de sécurité sociale :

N° SIRET :

Pour votre activité, vous êtes rattaché(e) une structure.
Laquelle ?

Indiquez ses coordonnées :

Le nom de son représentant (signataire contrat) :

Le nom de son référent administratif :

Vous déclarez votre activité auprès de l'AGESSA/Maison des artistes, merci de le signaler.
Mode d'affiliation :
Numéro d'affiliation :

Joindre les RIB nécessaires pour les versements d'honoraires, les remboursements de frais de trajets…

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 4

LES MUSEES DE GRASSE



La Conservation des Musées de Grasse intègre 4 autres sites muséaux labellisés « Musée de France » (Musée International de la Parfumerie, Musée d'Art et d'Histoire de Provence, Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard, Jardins du Musée International de la Parfumerie). L'équipe de la direction des publics conçoit et met en œuvre des actions de médiation sur les quatre sites, elle s'engage à développer des pratiques artistiques en lien avec les collections et propose également chaque année au sein des musées des « rencontres jeunes publics » avec des professionnels.

Le Musée d'art et d'Histoire de Provence - MAHP :



Implanté dans un ancien hôtel particulier du XVIIIe siècle classé Monument Historique, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence est un musée d'ethnographie régionale, dont les collections très diversifiées (93.000 objets conservés) concernent la Provence, de la Préhistoire aux années 1950 : archéologie, arts décoratifs, ethnologie, beaux-arts, et également des peintures de paysage. Le musée possède en effet 356 peintures dont 14 paysages exposés, de Camouin, Dufy, Contini, Denis, Mérimée... et 3257 tirages photographiques dont 72 photos de Charles NEGRE et 195 de Jean LUCE.

Le Musée International de la Parfumerie - MIP:



Véritable témoignage de l'histoire internationale technique, esthétique, sociale et culturelle de la tradition de l'usage des senteurs, le Musée International de la Parfumerie aborde par une approche anthropologique l'histoire de la parfumerie sous tous ses aspects : matières premières, fabrication, industrie, innovation, négoce, design, usages et à travers des formes très diverses (objets d'art, arts décoratifs, textiles, témoins archéologiques, pièces uniques ou formes industrielles). Le musée est le lieu vivant de la mémoire des représentations sociales, témoins d'une époque.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Musée International de la Parfumerie - JMIP:



Jardins des sens de 2.7 hectares rassemblant environ 400 espèces.

Rose centifolia, jasmin, tubéreuse, lavande, géranium, genêt, oranger…, les parfums naissent tout d'abord dans les plantes, d'ici ou d'ailleurs. Dans le cadre unique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, on découvre et sent ces espèces qui fournissent depuis des siècles les précieuses matières premières de la parfumerie. Installés au cœur des champs des plantes à parfum traditionnellement cultivées dans le pays de Grasse, les Jardins du Musée International de la Parfumerie s'inscrivent dans le projet de territoire mené par la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse. C'est aussi le conservatoire de plantes à parfum du musée, un espace naturel témoin du paysage olfactif lié à l'agriculture locale.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 5

STRUCTURES CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES PARTENAIRES

Service Animation du patrimoine - Grasse

Le service Ville d'Art et d'Histoire de Grasse, depuis 2004, met l'accent sur les activités pédagogiques afin de sensibiliser le jeune public à l'architecture, au patrimoine et par là-même, au cadre de vie. L'approche sensorielle de l'architecture est privilégiée. Les élèves disposent d'outils pédagogiques appropriés : livrets, fiches, maquettes démontables.
Les séances sont adaptables selon vos demandes et s'adressent à tous : écoles élémentaires, collèges ou lycées.

La Maison du Patrimoine propose un espace d'ateliers pédagogiques pensé pour les scolaires, équipé de maquettes et matériel de projection. Pour préparer les animations, les enseignants peuvent, sur réservation, accéder à l'espace de documentation ou rencontrer une personne du service.

Les bibliothèques et médiathèques du territoire

La nouvelle Médiathèque Charles Nègre – Grasse :



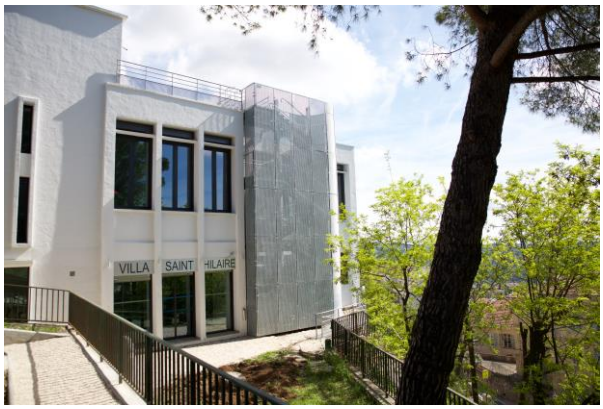
Lieu de croisements et d'échanges, la Médiathèque Charles Nègre est à la fois un centre de culture et d'apprentissage mais également un espace de ressources, de loisirs, d'expérimentation et de co-construction. Situé au cœur du centre historique Grasse, le bâtiment de 3663 m2 aux lignes audacieuses surprend par sa surface imposante et son architecture résolument moderne.

Dédiée au monde de l'image et rendant hommage au photographe grassois éponyme, la Médiathèque Charles Nègre s'articule autour de 7 plateaux, dont 5 ouverts au public, et propose des espaces thématiques donnant un accès libre à divers médias. Elle vous propose un cadre unique baigné de lumière pour lire, travailler, regarder un film, écouter de la musique, utiliser un ordinateur, visiter une exposition ou encore retrouver vos amis autour d'un café.

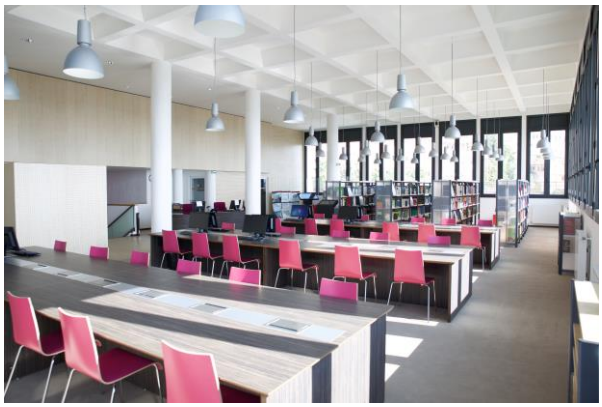
Ce nouvel établissement culturel met à disposition une collection variée de romans, bandes dessinées, livres d'art, jeux vidéo, DVD et CD/vinyles pour enfants et adultes. Plongez dans différents univers : petite enfance, poésie, beaux-arts, actualité, fiction, encyclopédie, musique, cinéma, jeux vidéo, bande-dessinée…

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bibliothèque patrimoniale Villa Saint Hilaire – Grasse :



Bibliothèque patrimoniale et centre de ressources Maison, Jardin & Paysage, la Villa Saint-Hilaire propose une offre culturelle et documentaire axée sur le rapport individuel entre l'Homme et la Nature qui conjugue le patrimoine écrit, la lecture publique et la création artistique. Organisée autour des pôles *Paysage & territoire – Jardin – Maison – Art de vivre* et d'un pôle d'excellence en parfumerie, elle s'adresse autant au jeune public à partir de six ans qu'aux adultes et aux universitaires.



La Villa Saint-Hilaire développe une programmation d'actions culturelles favorisant les échanges entre le public, les propriétaires de jardins de la Côte d'Azur, les principaux acteurs de l'aménagement du territoire et les animateurs de ce paysage.
La bibliothèque met à disposition des usagers une grainothèque qui permet l'emprunt gratuit de toutes sortes de graines. Chacun peut déposer et/ou choisir les semences parmi une collection de variétés traditionnelles ou paysannes et issue des jardins remarquables du Pays de Grasse : l'occasion d'adopter une démarche participative pour la préservation de notre environnement tout en favorisant la biodiversité.

Médiathèque de Saint Vallier de Thiey - Espace du Thiey :



Lieu de culture, d'apprentissage et de détente, la médiathèque est actuellement ouverte les mercredis et samedis après-midi, avec une ouverture plus large déjà prévue.
Petits et grands peuvent disposer de livres, de tablettes, d'ordinateurs et de jeux variés, dont le nombre va croître au fil des prochaines semaines, pour toujours plus de choix et de possibilités.

La médiathèque dispose entre autres :
☐ d'un espace de plus de 380 m2 avec des espaces dédiés pour petits et grands
☐ d'un accès libre à un fonds documentaire composé de livres, documentaires, bandes dessinées, périodiques et revues, CD et DVD, ouvrages historiques et touristiques sur la région et jeux d'éveil pour les tout-petits
☐ des postes informatiques et un accès WIFI gratuit

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

☐ d’un service de réservation en ligne
☐ des animations culturelles organisées sous forme d’ateliers ou conférences
☐ des expositions historiques et artistiques

Médiathèque de Mouans-Sartoux :

Installée au plein cœur de la ville, la médiathèque est un lieu de rencontre populaire, à la fois culturel et social, foisonnant d'initiatives, de rendez-vous, de créativité, de services, réunissant les différentes générations et toutes les catégories sociales. De par son architecture transparente et de plain-pied, elle ne pose aucune barrière à son accès et au contraire favorise l'entrée dans ce lieu multiple et accueillant.
Elle comprend notamment :

- L’aquarium attenant à la Médiathèque reçoit tout au long de l’année des visiteurs dans le cadre d’animations diverses ;
- La Salle des contes de Momar ;
- Une ouverture sur le parvis du cinéma La Strada.

Le Parc Naturel Régional des Préalpes du Sud

Le Parc naturel régional des Préalpes d’Azur a été créé en 2012 pour permettre le développement durable d’un territoire remarquable mais à l’économie fragile, à la croisée des influences alpines et méditerranéennes. 48ème Parc naturel régional les Préalpes d’Azur se situe sur les premiers contreforts montagneux de l’ouest des Alpes-Maritimes, entre Côte d’Azur et haute montagne.

Il surplombe Grasse et est délimité à l'Ouest et au Nord par le fleuve Var. Véritable balcon sur la Côte d'Azur et les Alpes; ce parc regroupe 45 communes des vallées de l'Estéron et du Loup et du pays de Grasse/Vence. Plateaux karstiques et vaste réseau de cavités, gorges, clues, forêts, paysages de terrasses, villages perchés : des patrimoines culturels et naturels nombreux.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Appel à candidatures pour une Résidence Mission "artiste en territoire" en Pays de Grasse

Photographe

Projet artistique et culturel participatif 2025/2026

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Animée par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture en se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), en partenariat avec les communes du territoire, souhaitent proposer une résidence mission à un.e photographe.

La résidence est coordonnée conjointement par la DAC et les musées de Grasse. Elle est soumise à un appel à candidatures, s'adresse à des artistes cherchant à développer une proposition artistique et culturelle participative en lien avec un territoire spécifique au Pays de Grasse et son patrimoine.
Un dialogue artistique sera à tisser avec les musées de Grasse et ses collections.
L'artiste travaillera afin d'éveiller les publics aux arts.
Dans ce vaste territoire administratif, son travail artistique sera créateur de lien grâce à l'attention particulière qui sera également porté à son patrimoine humain.

La résidence doit également représenter une opportunité pour l'artiste de réfléchir à sa démarche et à sa production d'œuvres. La confrontation de l'artiste et de sa création aux publics donne tout son sens au travail artistique réalisé, tout en dynamisant culturellement le territoire. C'est pourquoi cette résidence laissera place à la création et donnera à l'artiste la possibilité de créer une ou plusieurs œuvres (création et diffusion).

Ainsi, le temps de travail de l'artiste sera réparti comme suit :
- 20% pour le temps de préparation des interventions et de valorisation ;
- 55% pour le temps de transmission ;
- 25% pour le temps de création.

Concernant le temps de transmission, médiateur.trice d'une sensibilisation et d'un approfondissement à l'art contemporain, l'artiste propose des actions en lien avec sa pratique et sa démarche artistique. Elle.il intervient auprès des jeunes dans le cadre scolaire dès la maternelle et extrascolaire (~80%) ainsi qu'en direction des familles et des adultes (~20%) de la Communauté d'agglomération. Les rencontres peuvent ainsi avoir lieu dans : des crèches, établissements scolaires, centres médicaux socio, sièges associatifs …

Le projet retenu mettra aussi bien en valeur le projet de création que différentes propositions en direction des publics évoqués précédemment : ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, présentation de l'œuvre de l'artiste et de sa démarche etc.
L'objectif est de permettre au plus grand nombre la rencontre avec l'œuvre, l'artiste, la pratique artistique et la démarche de création.

L'attention de l'artiste est attirée sur deux particularités de la CAPG, à savoir :
- la moitié des communes est située en milieu rural et de moyenne montagne ; structurellement éloignée des équipements culturels majeurs,
- de plus, le territoire compte deux quartiers de la ville de Grasse reconnus prioritaires au titre de la Politique de la ville.

Il est par conséquent essentiel pour la CAPG et la DRAC, qui la soutiennent, d'intervenir en premier lieu dans ces secteurs où la culture chemine plus difficilement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Sur place, l'équipe de la CAPG, développe un réseau de personnes et de structures ressources permettant au projet artistique de s'inscrire dans le contexte local.
L'objectif étant de faciliter l'intégration, la réalisation et la diffusion des œuvres produites en résidence en fonction des besoins énoncés et échanges avec l'artiste, il.elle lui sera également proposé une diffusion de son œuvre déjà existante pendant la résidence et lors de la sortie de fin de résidence.

Pour enrichir la collaboration de l'artiste avec les musées de Grasse, sa mission pourra notamment s'orienter sur un partenariat étroit avec les services et institutions culturelles et scientifiques du territoire. Par exemple :

- le Service animation du patrimoine Ville d'Art et d'Histoire (Grasse),
- les Archives communales (Grasse)
- la Médiathèque Charles Nègre de Grasse,
- les Bibliothèques et Médiathèques communales inscrites dans la CAPG, la Médiathèque Départementale de prêt.
- Le Parc Naturel Régional PNR des Préalpes d'Azur

Le jury valorisera les projets artistiques qui intègrent une réflexion sur une coopération avec les établissements culturels du territoire.

L'artiste sera libre de choisir les médias utilisés et les démarches artistiques. Elle.il apportera avec des œuvres de sa production, ouvrages édités, planches, croquis, afin d'échanger sur sa propre création, ainsi que le matériel nécessaire à son travail éventuel de création, possible mais non obligatoire.

Le fil conducteur de sa présence est **« Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire »**.

Pour les interventions en milieu scolaire : Les enseignants sont partie prenante au projet de leur classe. Ils sont amenés à poursuivre celui-ci, même en l'absence de l'artiste, par leur travail en classe entre les deux sessions et leur inscription dans des visites d'établissements culturels. L'artiste devra proposer des pistes d'actions permettant d'approfondir le projet lors de sa concertation avec les enseignants.

Afin de favoriser la visibilité du travail réalisé, sa diffusion, mais aussi l'implication de la population … l'artiste bénéficiera d'un blog, qu'elle.il alimentera au cours de la résidence.

ENJEUX & OBJECTIFS

- Permettre au plus grand nombre d'enfants et de jeunes d'appréhender la création contemporaine par la photographie – art visuel en provoquant la rencontre et une certaine familiarisation avec une démarche artistique forte ;
- Développer la sensibilité et l'esprit critique de ces enfants et de ces jeunes par le biais de la pratique artistique, d'échanges et de lectures permettant d'initier à l'expression d'un point de vue ;
- Eduquer au regard en provoquant la rencontre des jeunes avec leurs patrimoines ;
- Participer à la mise en place d'un parcours d'éducation artistique mutualisant l'offre des structures culturelles de la Communauté d'agglomération, celles des

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

villes et les projets des établissements scolaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en rapprochant les jeunes et les populations de l'offre culturelle et du patrimoine de leur territoire et en favorisant les pratiques culturelles.
- Nourrir le travail de création de l'artiste par la mise à disposition d'un territoire, de ses richesses et de ses ressources ;
- Créer une collaboration avec les acteurs du territoire ;
- Soutenir l'artiste dans son processus créatif.

TERRAIN D'ACTION DE LA RESIDENCE

La résidence « artiste en territoire » se déroulera sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Intégrée partiellement dans le PNR des Pré-Alpes d'Azur et composée de 23 communes, la CAPG offre un paysage varié, distribué en zone urbaine et périurbaine, qui rassemble la majeure partie de la population et une zone rurale en montagne (neige fréquente de novembre à avril).

Afin de faire plus ample connaissance avec le territoire, le lien suivant vous dirige sur le site Internet de la Communauté d'agglomération :

www.paysdegrasse.fr

De plus, vous trouverez en annexe :
- Une carte du territoire (Annexe 1)
- La liste des publics ciblés (Annexe 2)

Un tableau de comparaison avec les distances entre les lieux d'intervention et le temps de trajet nécessaire sera remis en juin, lors de la venue de l'artiste sur le territoire.

DEROULEMENT

D'une durée de 14 semaines non consécutives, la résidence aura lieu dans une période définie de juin 2025 à avril 2026 *(sous réserve de modifications du calendrier scolaire) :*

- **du 23 au 27 juin 2025 (semaine de préparation obligatoire, date non modifiable)**
- **du 02 novembre au 20 décembre 2025 (1ère période de résidence)**
- **du 01 mars au 11 avril 2026 (2ème période de résidence)**

Rappel prévisionnel vacances scolaires 2025/2026 - Zone B :
Toussaint : Samedi 18 octobre 2025 - Reprise : lundi 3 novembre 2025
Hiver : Samedi 14 février 2025 - Reprise : lundi 2 mars 2025
Printemps : Samedi 11 avril 2025 - Reprise : lundi 27 avril 2025

La semaine de préparation (du 23 au 27 juin 2025) permet notamment à l'artiste de rencontrer les membres de la DAC, les musées de Grasse, la DRAC, l'Éducation Nationale et les partenaires culturels. Cette semaine est obligatoire, les dates ne peuvent pas être modifiées.

Les conditions de diffusion des œuvres de l'artiste dans des lieux dédiés ou non, sont étudiées et contractualisées avec la Communauté d'agglomération du Pays

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

de Grasse.
La signature d'une convention spécifiant les engagements respectifs entre le Pays de Grasse et de l'artiste accueilli.e est signée.
Cette semaine permet à l'artiste-résident de présenter son œuvre, son projet artistique de transmission et son mode d'organisation aux partenaires (cf publics ciblés en annexe 2) et référents des structures culturelles et scientifiques.
Ces premières rencontres donnent la possibilité aux équipes d'appréhender au mieux la démarche artistique des artistes-résidents, d'envisager la collaboration et de se positionner quant à une participation au projet.

Au cours des séjours

La découverte du territoire et les rencontres avec les différents acteurs culturels et éducatifs se poursuivent pendant la résidence.

Ces rencontres peuvent revêtir des formes extrêmement variées, afin d'éviter tout caractère répétitif. Elles peuvent également être très collaboratives, en croisant différents types de professionnels (enseignant.es, animateur.trices de centres de loisirs, responsables d'associations, par exemple). Ces professionnels sont également invités à évoquer avec l'artiste la manière dont ils aimeraient faire percevoir sa présence, ainsi que celle de son œuvre, aux jeunes et adultes, dont ils ont la responsabilité.

Après l'évocation de pistes, un certain nombre d'actions à mener en direction des enfants et adultes, se construisent entre l'artiste-résident et les différentes équipes de professionnels désireuses de s'impliquer. Il s'agit de gestes artistiques qui se conçoivent le plus souvent possible en prenant l'établissement scolaire, le regroupement d'établissements scolaires, la structure de loisirs ou à vocation sociale pour unité de référence, et non la seule classe ou le micro-groupe.

Formations

En amont de chaque projet d'Education Artistique et Culturelle, une formation de 3h00 est proposée par l'artiste aux enseignant.es/encadrant.es/animateur.trices, afin de leur faire découvrir et d'expérimenter sa démarche artistique par un atelier pratique.

Les temps de valorisation

A la fin de chaque projet mené avec les publics, un temps de valorisation sera prévu en collaboration avec les partenaires (enseignants, animateurs…).
Les projets scolaires seront valorisés lors de restitutions organisées dans l'enceinte des établissements. Le choix de l'outil est laissé libre à l'artiste dans le cadre du budget qui lui est attribué.
Si la restitution est un évènement, l'artiste est tenu.e de participer à sa mise en œuvre (accrochage…) ainsi qu'au « vernissage ». S'il s'agit d'un outil numérique, la CAPG pourra potentiellement mettre à disposition ses propres supports (à négocier).

La CAPG peut également prendre en charge des impressions de textes d'accompagnement sur son photocopieur.
Pour marquer la fin de la résidence, il pourra être proposé à l'artiste d'organiser une valorisation mettant en lumière son travail de création réalisé en Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse.

La CAPG finance la communication de l'ensemble du projet.
Les communes mettent à disposition des artistes le matériel dont elles disposent : grilles d'exposition, mobiliers, vidéoprojecteurs…

CLAUSE PARTICULIERE EN CAS DE MISE EN PLACE DE MESURES SANITAIRES

Dans le cas où des mesures sanitaires liées à une épidémie ou autre virus est seraient mises en place, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets tels que l'Education Nationale.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

CONDITIONS FINANCIERES ET MOYENS MIS A DISPOSITION

L'artiste sélectionné.e bénéficie d'une allocation de résidence de :

12 500 € TTC (charges fiscales et sociales incluses) partagés en honoraires et droits d'auteur, pour :

- la diffusion de ses œuvres ;
- les rencontres avec des équipes de professionnel.les de l'enseignement, de l'éducatif, du hors temps scolaire, etc. ;
- ses interventions et ateliers pédagogiques sur le territoire ;
- la réflexion sur l'outil permettant une présentation du travail accompli avec les publics à destination de la population,… et son animation ;
- Le soutien à sa création.

Le paiement de l'allocation se fait par tranche à la fin de chaque période de résidence au prorata des interventions.

Pendant 14 semaines, l'artiste se rend disponible, **de manière exclusive**, pour la mission aux dates ci-dessus précisées et négociées.

Elle.il est appelé.e à résider, de **manière effective**, sur le territoire concerné pendant sa mission. Pour cela, un forfait de 3000 euros maximum lui sera attribué pour se loger selon les conditions suivantes :
- 1500 euros pour la 1ère période de résidence (du 02 novembre au 20 décembre 2025) sur facture et preuve de réservation.
- 1500 euros pour la 2ème période de résidence (du 01 mars au 11 avril 2026) sur facture et preuve de réservation.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'artiste retenu.e doit être autonome dans ses déplacements. Ses frais de déplacement sur le territoire en lien avec ses actions culturelles menées auprès des publics seront pris en charge par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (transports en commun et/ou carburant) ainsi que 3 allers-retours (sous forme de forfait) entre son domicile personnel en France et ses lieux de résidence sur le territoire.
Le paiement des frais de transport individuel à l'artiste est effectué à chaque fin de période de présence (transmettre un RIB) d'après le tableau fourni en annexe (tableau à compléter au format Excel).

En revanche, les repas sont à sa charge.

Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les établissements scolaires, collectivités, centres de loisirs et devra faire l'objet d'une estimation chiffrée négociée lors du montage de chaque projet.

Attention, si un projet nécessite l'achat de matériaux spécifiques, l'artiste devra le signaler lors de sa présentation, voire donner un chiffrage.

Le matériel destiné à la restitution est à la charge de l'artiste.

PILOTAGE DE LA RESIDENCE-MISSION

La Direction des Affaires Culturelles du Pays de Grasse en collaboration avec les musées de Grasse et en relation étroite avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA assure la coordination générale du projet.

La CAPG est soutenue par les inspecteurs d'académie, leurs conseillers pédagogiques et les agents de la DAAC dans ses liens avec les établissements scolaires.

Des rencontres ont régulièrement lieu entre les artistes et la DAC, les musées de Grasse ainsi que ses partenaires ; les agents de la CAPG, la Délégation Académique à l'éducation Artistique et Culturelle (DAAC) et la DRAC, sont susceptibles d'assister à certains ateliers.

Une évaluation à mi-parcours entre la DAC, les musées de Grasse et l'artiste aura lieu, mais la DAC et les musées de Grasse sont mobilisable à tout moment.

CANDIDATURE

Peut faire acte de candidature tout.e artiste photographe résidant en France.
L'artiste doit être francophone et maitriser l'usage oral et écrit de la langue française.
Elle.Il doit avoir le permis de conduire, en cours de validité, et **disposer d'un véhicule personnel assuré** pour les nombreux trajets lui afférant.

L'artiste candidat.e doit avoir à son actif une production conséquente, et être en mesure de s'impliquer pleinement dans ce type particulier d'action de médiation auprès des publics que représente la résidence.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pièces à fournir

☐ Lettre de motivation ;
☐ Note d'intention décrivant la démarche globale envisagée dans le cadre de cette résidence ;
☐ Dossier artistique présentant un ensemble d'œuvres représentatives de la démarche artistique ;
☐ Curriculum Vitae ;
☐ Copie du permis de conduire
☐ Copie de l'assurance du véhicule
☐ Relevé d'Identité Bancaire ou postal ;
☐ Fiche de renseignement (Annexe 3).

Remarque : Si le dossier inclut des propositions d'ateliers, stipuler à partir de quels âges ils sont accessibles (cf capacité des plus jeunes).

Dépôt des dossiers de candidature

Le dossier de candidature est à transmettre par **courrier électronique uniquement** à l'attention de :

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Direction des Affaires Culturelles
Noëlie MALAMAIRE
nmalamaire@paysdegrasse.fr

REGLEMENT DE LA RESIDENCE

Jury de sélection

Les résidents sont choisis par un jury de sélection qui rend son choix définitif après examen des **dossiers de candidature** et d'un **entretien par visioconférence dans la journée du mardi 13 mai 2025 à partir de 9h30.**

Le jury est composé comme suit :

☐ Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ou son.a représentant.e ;
☐ La Direction des Affaires Culturelles de la CAPG ;
☐ Un.e conseiller.ère en éducation artistique et culturelle à la DRAC PACA ;
☐ Deux représentant.e.s de l'Education Nationale (IEN/DAAC) ;
☐ Un.e représentant.e des bibliothèques (désigné.e par les bibliothécaires du territoire) ;
☐ Un. représentant.e des musées de Grasse ;
☐ Un. représentant.e de VAH ;
☐ Un. représentant.e du Festival du Livre de Mouans-Sartoux.

Critères d'examen des dossiers

Les dossiers de candidatures seront examinés par le jury de sélection à l'aune des éléments suivants :
☐ Qualité de l'œuvre antérieure du candidat ;
☐ Motivations de l'auteur pour le projet qu'il propose en lien avec le territoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

☐ Intérêt du projet artistique et culturel, capacité supposée de l'artiste à le mener à bien ;
☐ Prise en compte de la diversité des publics y compris des très jeunes dans la proposition.

Conditions d'éligibilité

La résidence concerne des artistes francophones professionnels qui résident en France.

Cadre Juridique

Une convention de résidence spécifiant les engagements respectifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, porteuse du projet de résidence et de l'artiste accueilli est signée avant le début de la résidence.

Les conditions de diffusion des œuvres déjà existantes de l'artiste dans des lieux dédiés ou non, sont étudiées et également contractualisées avec la collectivité.

La date limite de dépôt des dossiers, uniquement en version numérique, est le vendredi 4 avril 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1

Entre Grasse et Amirat, il y a 70 km.
La zone au-delà de St Vallier est très rurale, isolée et ses routes sont sinueuses.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2

TERRITOIRES PRIORITAIRES EAC : CAPG

- **Moyenne d'interventions : entre 3 à 6 séances de 2 heures par groupe et suivant le projet.**

- **Publics scolaires répartis sur l'ensemble du territoire (quartier prioritaire, milieu rural) :**
  - Premier degré - maternelle et/ou élémentaire : 15 classes – environ 400 élèves
  - Second degré – collège et/ou lycée : 4 classes – environ 100 élèves

- **Exemple d'autres publics (2 groupes – environ 20 jeunes adultes/adultes) :**
  - Mission locale
  - Maison d'arrêt
  - Etablissement médico-social réservé aux personnes handicapées
  - …

- **Participation à une programmation culturelle** :
  - Fête de l'Avent (public familial)
  - Biblihautpays (adultes)
  - Programmation dans les équipements culturels du territoire
  - …

Cette approche est indicative et non exhaustive. Elle sera précisée lors de la préparation de la résidence.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 3

FICHE DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Vous

Nom :

Prénoms :

Pseudonyme :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Nationalité :

Date et lieu de naissance :

N° de sécurité sociale :

N° SIRET :

Pour votre activité, vous êtes rattaché(e) une structure.
Laquelle ?

Indiquez ses coordonnées :

Le nom de son représentant (signataire contrat) :

Le nom de son référent administratif :

Vous déclarez votre activité auprès de l'AGESSA/Maison des artistes, merci de le signaler.
Mode d'affiliation :
Numéro d'affiliation :

Joindre les RIB nécessaires pour les versements d'honoraires, les remboursements de frais de trajets…

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 4

LES MUSEES DE GRASSE



La Conservation des Musées de Grasse intègre 4 autres sites muséaux labellisés « Musée de France » (Musée International de la Parfumerie, Musée d'Art et d'Histoire de Provence, Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard, Jardins du Musée International de la Parfumerie). L'équipe de la directions des publics conçoit et met en œuvre des actions de médiation sur les quatre sites, elle s'engage à développer des pratiques artistiques en lien avec les collections et propose également chaque année au sein des musées des « rencontres jeunes publics » avec des professionnels.

Le Musée d'Art et d'Histoire de Provence - MAHP :



Implanté dans un ancien hôtel particulier du XVIIIe siècle classé Monument Historique, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence est un musée d'ethnographie régionale, dont les collections très diversifiées (93.000 objets conservés) concernent la Provence, de la Préhistoire aux années 1950 : archéologie, arts décoratifs, ethnologie, beaux-arts, et également des peintures de paysage. Le musée possède en effet 356 peintures dont 14 paysages exposés, de Camouin, Dufy, Contini, Denis, Mérimée... et 3257 tirages photographiques dont 72 photos de Charles NEGRE et 195 de Jean LUCE.

Le Musée International de la Parfumerie - MIP:



Véritable témoignage de l'histoire internationale technique, esthétique, sociale et culturelle de la tradition de l'usage des senteurs, le Musée International de la Parfumerie aborde par une approche anthropologique l'histoire de la parfumerie sous tous ses aspects : matières premières, fabrication, industrie, innovation, négoce, design, usages et à travers des formes très diverses (objets d'art, arts décoratifs, textiles, témoins archéologiques, pièces uniques ou formes industrielles). Le musée est le lieu vivant de la mémoire des représentations sociales, témoins d'une époque.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Musée International de la Parfumerie - JMIP:



Jardins des sens de 2.7 hectares rassemblant environ 400 espèces.

Rose centifolia, jasmin, tubéreuse, lavande, géranium, genêt, oranger…, les parfums naissent tout d'abord dans les plantes, d'ici ou d'ailleurs. Dans le cadre unique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, on découvre et sent ces espèces qui fournissent depuis des siècles les précieuses matières premières de la parfumerie. Installés au cœur des champs des plantes à parfum traditionnellement cultivées dans le pays de Grasse, les Jardins du Musée International de la Parfumerie s'inscrivent dans le projet de territoire mené par la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse. C'est aussi le conservatoire de plantes à parfum du musée, un espace naturel témoin du paysage olfactif lié à l'agriculture locale.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 5

STRUCTURES CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES PARTENAIRES

Service Animation du patrimoine - Grasse

Le service Ville d'Art et d'Histoire de Grasse, depuis 2004, met l'accent sur les activités pédagogiques afin de sensibiliser le jeune public à l'architecture, au patrimoine et par là-même, au cadre de vie. L'approche sensorielle de l'architecture est privilégiée. Les élèves disposent d'outils pédagogiques appropriés : livrets, fiches, maquettes démontables.
Les séances sont adaptables selon vos demandes et s'adressent à tous : écoles élémentaires, collèges ou lycées.

La Maison du Patrimoine propose un espace d'ateliers pédagogiques pensé pour les scolaires, équipé de maquettes et matériel de projection. Pour préparer les animations, les enseignants peuvent, sur réservation, accéder à l'espace de documentation ou rencontrer une personne du service.

Les bibliothèques et médiathèques du territoire

La nouvelle Médiathèque Charles Nègre – Grasse :

Lieu de croisements et d'échanges, la Médiathèque Charles Nègre est à la fois un centre de culture et d'apprentissage mais également un espace de ressources, de loisirs, d'expérimentation et de co-construction. Situé au cœur du centre historique Grasse, le bâtiment de 3663 m2 aux lignes audacieuses surprend par sa surface imposante et son architecture résolument moderne.

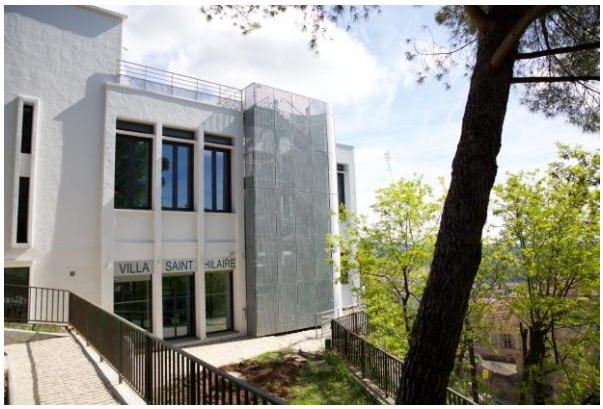


Dédiée au monde de l'image et rendant hommage au photographe grassois éponyme, la Médiathèque Charles Nègre s'articule autour de 7 plateaux, dont 5 ouverts au public, et propose des espaces thématiques donnant un accès libre à divers médias. Elle vous propose un cadre unique baigné de lumière pour lire, travailler, regarder un film, écouter de la musique, utiliser un ordinateur, visiter une exposition ou encore retrouver vos amis autour d'un café.

Ce nouvel établissement culturel met à disposition une collection variée de romans, bandes dessinées, livres d'art, jeux vidéo, DVD et CD/vinyles pour enfants et adultes. Plongez dans différents univers : petite enfance, poésie, beaux-arts, actualité, fiction, encyclopédie, musique, cinéma, jeux vidéo, bande-dessinée…

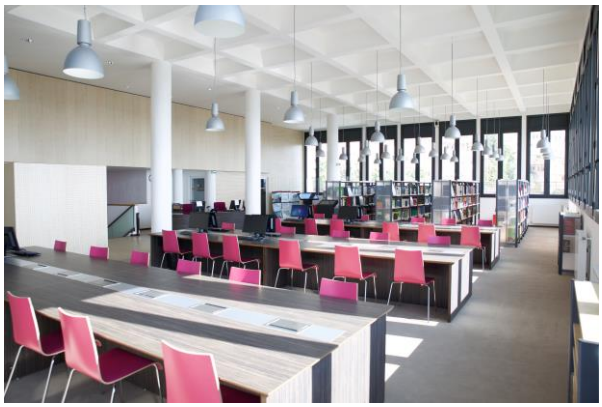
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bibliothèque patrimoniale Villa Saint-Hilaire – Grasse :



Bibliothèque patrimoniale et centre de ressources Maison, Jardin & Paysage, la Villa Saint-Hilaire propose une offre culturelle et documentaire axée sur le rapport individuel entre l'Homme et la Nature qui conjugue le patrimoine écrit, la lecture publique et la création artistique. Organisée autour des pôles *Paysage & territoire – Jardin – Maison – Art de vivre* et d'un pôle d'excellence en parfumerie, elle s'adresse autant au jeune public à partir de six ans qu'aux adultes et aux universitaires.

La Villa Saint-Hilaire développe une programmation d'actions culturelles favorisant les échanges entre le public, les propriétaires de jardins de la Côte d'Azur, les principaux acteurs de l'aménagement du territoire et les animateurs de ce paysage.



La bibliothèque met à disposition des usagers une grainothèque qui permet l'emprunt gratuit de toutes sortes de graines. Chacun peut déposer et/ou choisir les semences parmi une collection de variétés traditionnelles ou paysannes et issue des jardins remarquables du Pays de Grasse : l'occasion d'adopter une démarche participative pour la préservation de notre environnement tout en favorisant la biodiversité.

Médiathèque de Saint Vallier de Thiey - Espace du Thiey :



Lieu de culture, d'apprentissage et de détente, la médiathèque est actuellement ouverte les mercredis et samedis après-midi, avec une ouverture plus large déjà prévue.

Petits et grands peuvent disposer de livres, de tablettes, d'ordinateurs et de jeux variés, dont le nombre va croître au fil des prochaines semaines, pour toujours plus de choix et de possibilités.

La médiathèque dispose entre autres :

☐ d'un espace de plus de 380 m2 avec des espaces dédiés pour petits et grands

☐ d'un accès libre à un fonds documentaire composé de livres, documentaires, bandes dessinées, périodiques et revues, CD et DVD, ouvrages historiques et touristiques sur la région et jeux d'éveil pour les tout-petits

☐ des postes informatiques et un accès WIFI gratuit

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

☐ d’un service de réservation en ligne
☐ des animations culturelles organisées sous forme d’ateliers ou conférences
☐ des expositions historiques et artistiques

Médiathèque de Mouans-Sartoux :

Installée au plein cœur de la ville, la médiathèque est un lieu de rencontre populaire, à la fois culturel et social, foisonnant d'initiatives, de rendez-vous, de créativité, de services, réunissant les différentes générations et toutes les catégories sociales. De par son architecture transparente et de plain-pied, elle ne pose aucune barrière à son accès et au contraire favorise l'entrée dans ce lieu multiple et accueillant.
Elle comprend notamment :

- L’aquarium attenant à la Médiathèque reçoit tout au long de l’année des visiteurs dans le cadre d’animations diverses ;
- La Salle des contes de Momar ;
- Une ouverture sur le parvis du cinéma La Strada.

Le Parc Naturel Régional des Préalpes d’Azur

Le Parc Naturel Régional des Préalpes d’Azur a été créé en 2012 pour permettre le développement durable d’un territoire remarquable mais à l’économie fragile, à la croisée des influences alpines et méditerranéennes. 48ème Parc Naturel Régional les Préalpes d’Azur se situe sur les premiers contreforts montagneux de l’ouest des Alpes-Maritimes, entre Côte d’Azur et haute montagne.

Il surplombe Grasse et est délimité à l'Ouest et au Nord par le fleuve Var. Véritable balcon sur la Côte d'Azur et les Alpes; ce parc regroupe 45 communes des vallées de l'Estéron et du Loup et du pays de Grasse/Vence. Plateaux karstiques et vaste réseau de cavités, gorges, clues, forêts, paysages de terrasses, villages perchés : des patrimoines culturels et naturels nombreux.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA REGION
PROVENCE - ALPES
CÔTE D'AZUR

Convention entre

la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

et l'artiste photographe Nom

en vue de son accueil
en résidence « artiste en territoire »

de juin 2025 à avril 2026

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, exerçant sous licence d'entrepreneur du spectacle N°1-1079097 au Code APE 8411Z, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération du conseil communautaire n° DLXXXX_XXX prise en date XXXX, visée en préfecture de Nice le XX/XX/XXXX.

Ci-après dénommée la « **CAPG** », d'une part

ET :

L'artiste XXX, né.e le à (lieu de naissance)XXX, demeurant XXX, identifié.e au numéro SIRET XXX et affilié auprès de l'AGESSA au numéro .

Ci-après dénommé.e **« L'artiste photographe** », d'autre part

PREAMBULE

Animées par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture, et se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), en partenariat avec les communes du territoire, proposent une résidence « artiste en territoire » à un.e artiste photographe. Pour la CAPG, le projet est coordonné par la DRAC e par les musées de Grasse.

La résidence « artiste en territoire » cherche à développer une proposition artistique et culturelle participative ayant pour fil conducteur « Cartographie sensorielle du Pays de Grasse : sentir et ressentir le territoire ». Une attention particulière au patrimoine humain est demandée à l'artiste.

Médiateur d'une sensibilisation et d'un approfondissement à la photographie, l'artiste propose des actions (ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, etc.) se rapportant à ses pratiques et démarches artistiques. Il.Elle intervient auprès des jeunes dans le cadre scolaire et extrascolaire ainsi qu'en direction de la population adulte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Les actions se déroulent principalement en zone rurale et dans les 2 quartiers reconnus prioritaires au titre de la Politique de la ville.

Enfin, le projet de résidence doit être construit de façon à ce que les enseignants puissent poursuivre celui-ci, même en l'absence de l'artiste.

Cette résidence « artiste en territoire » s'inscrit donc dans le cadre d'une politique

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

de développement culturel du territoire, vise à mettre en relation les habitants et les différents acteurs de ce territoire avec le travail et l'esthétique de l'artiste.
La résidence doit également représenter une opportunité pour l'artiste de réfléchir à sa démarche et à la production d'œuvres. La confrontation de l'artiste et de sa création aux publics donne tout son sens au travail artistique réalisé, tout en dynamisant culturellement le territoire. C'est pourquoi cette résidence laissera place à la création et donnera à l'artiste la possibilité de créer une ou plusieurs œuvres.

La CAPG a retenu pour cette résidence la candidature de l'artiste photographe XXX suite à un appel à candidature lancé en février 2024.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article I - Objet

La présente convention a pour objectif de définir les modalités relatives à la résidence « artiste en territoire », notamment la détermination des conditions d'accueil en résidence de l'artiste photographe pour la réalisation d'ateliers artistiques et les engagements réciproques des parties.

Article II – Objectifs de la résidence d'artiste

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à accueillir l'artiste photographe en résidence « artiste en territoire » sur son territoire afin de lui permettre de réaliser des ateliers artistiques et de mettre en œuvre des outils de valorisation du travail effectué.

Au cours de son séjour l'artiste devra développer une activité de création, de recherche ou d'expérimentation et proposer des actions (ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, etc.) s'en rapportant qui devront :

- Permettre au plus grand nombre d'appréhender la création contemporaine par la photographie en provoquant la rencontre et une certaine familiarisation avec une démarche artistique forte ;
- Développer la sensibilité et l'esprit critique des publics par le biais de la pratique artistique et d'échanges permettant d'initier à l'expression d'un point de vue ;
- Transmettre une approche de la photographie par une pratique partagée et bienveillante ;
- Participer à la mise en place d'un parcours d'éducation artistique mutualisant l'offre des structures culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celles des villes et les projets des établissements scolaires ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en rapprochant les jeunes et les populations de l'offre culturelle et du patrimoine de leur territoire et en favorisant les pratiques culturelles.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à soutenir sa démarche notamment par la mise en relation avec les structures culturelles du territoire permettant de nourrir son processus créatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Article III - Conditions d'accueil en résidence

A) Durée de la résidence

La résidence dure 14 semaines non consécutives entre juin 2025 et avril 2026.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse accueille l'artiste en résidence pour les périodes suivantes :

- Du 23 au 27 juin 2025 (préparation obligatoire, date non modifiable)
- Du 02 novembre au 20 décembre 2025 (1ère période de résidence)
- du 01 mars au 10 avril 2026 (2ème période de résidence)

B) Hébergement

La CAPG attribuera un forfait de 3000 euros maximum à l'artiste pour se loger selon les conditions suivantes :

- 1500 euros pour la 1ère période de résidence, à savoir du 02 novembre au 20 décembre 2025.
- 1500 euros pour la 2ème période de résidence, à savoir du 01 mars au 11 avril 2026

La prise en charge des frais de location se fera sur présentation d'un bon de réservation et d'une facture acquittée de location ou sur présentation d'une quittance de loyer.

C) Eléments à la charge de l'artiste photographe durant la résidence

L'artiste supportera les dépenses relatives à son séjour, notamment les frais de bouche, de téléphonie et de télécopie.
De plus, il.elle a la charge du matériel destiné à sa propre création, que ce soit lors des étapes de travail ou bien à l'occasion de sa restitution.
Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les établissements scolaires, collectivités, associations, après validation du budget proposé par l'artiste.

D) Soutien de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

La Direction des Affaires Culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sera, dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant, à la disposition de l'artiste photographe pour monter l'organisation de la résidence, résoudre les problèmes techniques et administratifs qui pourraient se poser.
La Direction des Affaires Culturelles sera soutenue par les musées de Grasse pour la bonne mise en œuvre opérationnelle de la résidence.

Article IV - Rémunérations et défraiements de l'Artiste

A) Allocation pour l'intervention auprès des publics et création

L'artiste photographe est rémunéré à hauteur de 12 500 euros (€) TTC pour l'ensemble de ses missions. Cette somme est versée en droits d'auteur et en honoraires :

a) DROITS D'AUTEUR d'un montant total de 6 180 € en 2025, cotisations sociales et contribution diffuseur incluses.
Un contrat de cession de droits, proposé par l'artiste, sera signé parallèlement à la présente en septembre 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

b) HONORAIRES versés à l'artiste photographe Nom pour les ateliers pédagogiques sur le territoire pendant les semaines d'intervention.

- 2 500 € en 2025
- 3 820 € en 2026

L'artiste prend en charge le matériel nécessaire à la restitution (transmission et création) pour une valeur maximale de 700 €.

Ils seront directement versés à l'artiste par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'artiste dont les coordonnées figurent ci-dessous :
RIB :
IBAN :
BIC :

B) Défraiements trajets

L'artiste photographe utilisera son véhicule personnel pour assurer ses déplacements sur le territoire.

Ainsi, la CAPG s'engage à prendre en charge les éléments suivants :

- 3 allers/retours en véhicule personnel entre le domicile de l'artiste situé à (nom de la commune) et ses lieux de résidence sur le territoire au tarif forfaitaire de XXX € PAR A/R.

- les déplacements dans le cadre exclusif des interventions, sur présentation d'une fiche récapitulative de frais, selon le modèle joint en annexe.

Sur le territoire, les remboursements des trajets et déplacements en véhicule personnel seront basés sur la grille tarifaire de la CAPG, à savoir :

- 0.29 cts/km pour un véhicule de 5 CV fiscaux et moins.
- 0.37 cts/km pour un véhicule de 6 et 7 CV fiscaux.
- 0.41 cts/km pour un véhicule de 8 CV fiscaux et plus.

Ils seront directement versés à l'artiste par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'artiste dont les coordonnées figurent ci-dessus (article IV.A.b).

Article V - Engagement de présence de l'artiste

L'artiste photographe s'engage à résider effectivement sur le territoire de la CAPG dans les communes désignées et à réaliser le projet évoqué dans le dossier de candidature, retravaillé en collaboration avec les partenaires au projet.

Afin de l'aider dans ce travail, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à faciliter les contacts qui lui seraient nécessaires, y compris certaines rencontres avec le public.

Article VI –Restrictions sanitaires

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Dans le cas où des mesures sanitaires liées à une pandémie ou autre virus seraient mises en place, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets tels que l'Education Nationale.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

Article VII – Clause particulière de maladie

Dans le cas où l'artiste, pour des raisons de santé justifiées par certificat médical, ne pourrait pas assurer la continuité de la résidence, la période de la résidence pourra s'en trouver modifiée ou annulée dans les conditions d'annulation définies dans l'article XIII de la présente convention prévu à cet effet.

Article VIII - Responsabilité et assurances

Durant le temps de la résidence, l'artiste est tenu d'assurer sa responsabilité civile ainsi que tous les objets lui appartenant contre tous les risques. L'artiste possède un véhicule professionnel qu'il assure pour ses déplacements à travers le territoire. L'artiste fournit une copie de son permis, de sa carte grise et de ses assurances (professionnelle + véhicule) avant le début de la résidence.

L'artiste fournit à la CAPG le descriptif et la valeur du matériel lui appartenant apporté pour son activité de création, de recherche ou d'expérimentation pendant la résidence. La CAPG ne pourra assurer ce matériel que si l'inventaire lui est parvenu au plus tard 15 jours avant le début de la résidence.

L'artiste fournit, le cas échéant, à la CAPG le descriptif et la valeur des œuvres créées pendant la résidence afin qu'elles soient assurées par la CAPG jusqu'à la fin de la résidence. La CAPG ne pourra assurer les œuvres non déclarées par l'artiste.

Article IX - Valorisation et promotion de la résidence - engagements de l'artiste photographe

Dans le cadre d'un la résidence, l'artiste photographe s'engage à participer à toute opération proposée par la CAPG ainsi que ses partenaires sur le territoire afin de promouvoir son travail artistique. Il est susceptible, entre autres, de réaliser les actions suivantes :

- des rencontres avec les enseignants ;
- des rencontres et ateliers en direction des scolaires ;
- des rencontres en direction des publics empêchés ;
- des rencontres avec les bibliothécaires ;
- des rencontres avec le grand public en secteur prioritaire ;
- une mise en scène numérique de la résidence à travers un blog.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Dans le cadre d'un partenariat avec la Médiathèque Charles Nègre de Grasse, l'artiste photographe s'engage à faire don d'une œuvre à l'artothèque dans le but de valoriser et promouvoir son travail auprès des habitants du territoire.

Le détail de la répartition des heures (55% temps de transmission face aux publics, 20 % de préparation et restitution et 25% de création) fera suite à la rencontre entre les artistes et les acteurs éducatifs, culturels ou socio-culturels du territoire. Un calendrier sera établi ultérieurement. Il sera fonction de la concordance des agendas de l'artiste et des différentes personnes qu'il rencontrera pour mener à bien son projet.

Article X - Restitution des travaux participatifs effectués durant la résidence

A la fin de chaque projet de transmission, un temps de valorisation sera organisé pour mettre en lumière le travail de création collective réalisé.
Dans le cadre des projets menés dans les établissements scolaires, les valorisations pourront se faire dans l'enceinte de l'établissement afin de pouvoir communiquer auprès de tous les parents d'élèves.
Dans le cadre des projets à destination de plusieurs publics, un lieu commun de valorisation sera alors défini avec l'artiste et les partenaires.

Une valorisation du travail de création mené par l'artiste durant la résidence pourra être programmée en fonction de la volonté de l'artiste et de l'avancée de son travail.

Article XI - Mention de l'accueil en résidence

L'artiste photographe devra faire figurer sur toute reproduction des œuvres réalisées par les publics lors de la résidence la mention suivante : « Réalisation dans le cadre d'une résidence-mission portée par Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la région PACA ».

Les supports de communication concernant la création porteront également les logos de ces institutions.

Ces obligations s'étendent sur une durée de 2 ans après la fin de la résidence.

Article XII - Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

Article XIII - Annulation de la convention

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence et dans le cas où l'état de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer sa présence sur le territoire ou la continuité de la résidence.

En dehors des cas de force majeure ou d'arrêt maladie, toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière en vue de l'exécution de la présente convention.

L'annulation ponctuelle d'un atelier du fait de l'absence d'un enseignant ou de l'artiste donnera automatiquement lieu à la proposition d'une nouvelle rencontre et n'engendrant pas l'annulation définitive de la résidence.

En cas d'annulation définitive, la rémunération de l'artiste sera recalculée au prorata du travail produit ou de la période de résidence effective de l'artiste.

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Le versement par anticipation des droits d'auteur à l'artiste donnera lieu à un remboursement par l'artiste s'il n'achève pas les projets individuels et collectifs avec les publics.

Article XIV - Lois applicables et litiges

La présente convention est régie par la loi française.

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois un tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le XXXX 2025

Mention « Lu et approuvé » avant la signature

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'artiste photographe,

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1 : COORDONNEES DE l'EQUIPE D'ACCUEIL DE L'ARTISTE

Direction des affaires culturelles :

Téléphone : 04 97 01 12 84

Mme Noëlie MALAMAIRE – Directrice - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : nmalamaire@paysddegrasse.fr

Mme Héléna MAURO – Référente Résidence – Direction des Affaires Culturelles
Courriel : hmauro@paysdegrasse.fr

M Laurent POUPPEVILLE – Médiateur culturel - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : lpouppeville@paysdegrasse.fr

Mme Caroline FONS – Assistante administrative en charge du suivi financier de la résidence - Direction des Affaires Culturelles
Courriel : cfons@paysdegrasse.fr

Musées de Grasse :

Mme Christine SAILLARD - Directrice des publics et de la programmation culturelle - Musées - Service des publics
Courriel : csaillard@paysdegrasse.fr

Mme Marine FABRER - Chargée des réservations - Musées - Service des publics
Courriel : mfabrer@paysdegrasse.fr

Mme Sabine TABRA - Médiatrice culturelle - Musées - Service des publics
Courriel : stabra@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_020-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2 : RELEVE KILOMETRIQUE POUR REGLEMENT FRAIS LIES AUX INTERVENTIONS

Ce tableau doit être présenté sous forme de tableur à calcul automatique.

Date	Motif du déplacement	Lieu de départ	Lieu de déplacement	Nombre de kilomètres parcourus

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_021 : EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE- Soutien à la création d'une résidence d'artiste « Cirque en territoire »

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_021
RAPPORTEUR : Dominique BOURRET	

CULTURE

EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE
Soutien à la création d'une résidence d'artiste « Cirque en territoire »

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver l'accueil d'une compagnie circassienne en résidence d'artiste dans le cadre du développement culturel du territoire et de sa politique d'Education Artistique et Culturelle (EAC) accessible à tous, sur l'ensemble des 23 communes.
L'objectif de cette résidence est d'offrir, à une compagnie circassienne, l'opportunité de travailler à un projet de création tout en marquant sa présence au sein du territoire via une itinérance.
Cette résidence de territoire, construite en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA) et le Centre Régional des arts du cirque Piste d'Azur, adossée au Théâtre de Grasse se déroulera durant 8 à 12 semaines, entre juin et décembre 2025, a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la DRAC PACA à hauteur de 25 000 euros (fonds d'innovation territorial).

Madame la vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et sa compétence facultative en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération DL2015_189 du 13 novembre 2015 relative au Pacte culturel et consolidant les engagements financiers de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en matière de développement culturel ;

Vu la délibération DL2021_010 du 11 février 2021 adoptant la stratégie pluriannuelle à déployer pour mettre en place le label 100 % Education Artistique et Culturelle (EAC) dans la cadre de la labellisation « 100% EAC » ;

Vu la décision de bureau n°DB2024_075 du 19 septembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le bureau communautaire a autorisé le dépôt d'une demande de subvention auprès de la DRAC PACA à hauteur de 25 000 euros pour ce projet ;

Vu sur la délibération DL2024_227 du 12 décembre 2024 adoptant la convention de « Développement culturel du territoire » avec la DRAC PACA, le Rectorat de l'Académie de Nice, les communes de Grasse, de Mouans-Sartoux et la Caf des Alpes-Maritimes souhaitent renforcer leur partenariat pour créer un environnement territorial cohérent au développement culturel et au « 100 % EAC » ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite accueillir de juin à décembre 2025, une compagnie dans le cadre d'une résidence d'artiste « Pays de Grasse : terre de cirque » menée en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA), le Centre Régional des Arts du Cirque Piste d'Azur, les associations et les communes partenaires et avec le soutien financier de la DRAC PACA ;

Considérant que la résidence doit représenter une opportunité pour la compagnie de marquer sa présence au sein du territoire, une itinérance sera organisée. Ainsi, tout en travaillant à la création de son spectacle, la compagnie travaillera en partenariat étroit avec les associations du territoire afin d'éveiller les publics aux arts du cirque ;

Considérant qu'ainsi, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite lancer au mois de mars 2025, un appel à candidatures à destination des compagnies circassiennes pour une résidence d'artiste « Pays de Grasse : terre de cirque » sur le territoire du Pays de Grasse pour l'année 2025 ;

Considérant que la compagnie sera sélectionnée en mai 2025 par un jury composé du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ou son/sa représentant(e), des maires des communes partenaires, de la Direction des Affaires Culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, de la conseillère en éducation artistique et culturelle à la DRAC PACA, d'un représentant de Piste d'Azur, le Théâtre de Grasse et des acteurs partenaires ;

Considérant que la compagnie retenue sera rétribuée à hauteur de 25 000€. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prendra également en charge ou remboursera sur justificatifs les frais de trajets et d'hébergements des artistes de la compagnie et pourra mettre à disposition de la compagnie, l'Espace culturel du Val de Siagne et la Salle Jean-Paul Henry ainsi qu'un régisseur son et lumière selon les modalités fixées dans le cadre d'une convention d'accueil en résidence signée avec la compagnie sélectionnée ;

Considérant qu'au titre de ce projet, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait une demande de subvention de 25 000 € TTC à la DRAC PACA afin de payer la compagnie ;

Considérant qu'ainsi, il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président à lancer l'appel à candidature, à signer la convention d'accueil en résidence avec la compagnie sélectionnée ainsi qu'une autorisation d'ordonner l'ensemble des dépenses liées à l'accueil de ces résidences ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le projet d'accueil d'une jeune compagnie circassienne en résidence « cirque en territoire » entre juin et décembre 2025 comme exposé ci-dessus ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à lancer l'appel à candidatures, désigner les membres du jury, signer la convention d'accueil en résidence avec la compagnie qui sera sélectionnée, et tous documents permettant la bonne exécution de cette action ;

- **D'AUTORISER** la prise en charge et/ou remboursement des frais liés à l'accueil de la compagnie (trajets, hébergements, location de bus, achat de matériel et frais divers) selon les termes de la convention d'accueil en résidence.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR
Liberté
Égalité
Fraternité

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

+dg THÉÂTRE DE GRASSE

PISTE D'AZUR
Centre régional
des Arts du Cirque PACA

Convention entre

la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
L'association Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse,
le Centre Régional des arts du Cirque - Piste d'Azur
et xxxxx

en vue de son accueil
en résidence « Pays de Grasse : Terre de cirque »

de juin à décembre 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, exerçant sous licence d'entrepreneur du spectacle N°1-1079097 au Code APE 8411Z, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2025_xxx prise en date du xx xx xxxx, visée en préfecture de Nice le xx xx xxxx.

Ci-après dénommée la « **CAPG** », d'une part

Et :

L'association Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 avenue Maximin Isnard – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°07788, et représentée par son Président en exercice Monsieur Jonathan TURRILLO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés,

Ci-après dénommée le « **Théâtre de Grasse** », d'autre part

Et :

La SCIC Piste d'Azur, société coopérative d'intérêt collectif par Actions Simplifiée à capital variable, dont le siège social est situé 1975 avenue de la République – 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE identifiée sous le numéro SIRET 448 507 244 00029, et représentée par son Président-Directeur Monsieur Florent FODELLA agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés,

Ci-après dénommée « **Piste d'Azur** », d'autre part,

Et :

XXXX, association loi 1901, dont le siège social est XXXX, identifiée sous le numéro SIRET XXXXX, et représentée par son Président.e xxx agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés,

Ci-après dénommée « **La compagnie** », d'autre part,

Ci-après dénommées ensemble, « **les parties** »,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PREAMBULE

Animés par la volonté d'accompagner des artistes dans leur insertion professionnelle mais aussi d'associer les habitants à l'accueil d'artistes sur leur territoire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), adossé au Théâtre de Grasse, en lien avec le Centre Régional des Arts du Cirque – Piste d'Azur et la DRAC PACA et en partenariat avec les communes du territoire et des associations à vocation non culturelle, souhaitent proposer une résidence « Pays de Grasse : Terre de cirque » à une compagnie circassienne.

Adossé au Théâtre de Grasse et en partenariat avec le Centre Régional des Arts du Cirque-Piste d'Azur, ce dispositif propose à une compagnie un temps de résidence lui permettant de se consacrer à un projet de création tout en marquant sa présence dans le territoire.
Sur une période donnée, la compagnie bénéficie d'un accompagnement spécifique via des temps de présence et travail réguliers, dans la structure partenaire ou sur le territoire d'action de cette dernière.
Cet accompagnement doit faire l'objet d'un programme préalablement établi entre la compagnie, la CAPG, Piste d'Azur et les associations partenaires. Il a pour objectif de soutenir la compagnie dans la définition de son projet artistique.

La CAPG a retenu pour cette résidence la candidature de la suite à l'appel à candidature lancé en mars 2025.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I - Objet

La présente convention a pour objectif de définir les modalités relatives à la résidence « Pays de Grasse : Terre de cirque », notamment la détermination des conditions d'accueil et d'accompagnement de la compagnie en collaboration avec Piste d'Azur, le Théâtre de Grasse et les obligations des parties.

Article II - Conditions d'accueil en résidence

A) Durée de la résidence

La résidence dure 8 à 12 semaines (à définir avec la compagnie sélectionnée en fonction du nombre d'artistes) entre juin et décembre 2025.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le Théâtre de Grasse en collaboration avec Piste d'Azur, accueille la compagnie en résidence pour les périodes suivantes :
- Du xxx au xxx 2025 (préparation)
- Du xxx au xxx 2025 (période de résidence)

B) Hébergement

Dans le cas où la compagnie aurait besoin d'hébergement dans le cadre de la présente résidence d'artiste, la CAPG participera aux frais de location à hauteur de 2 500€ maximum pour l'ensemble des périodes de la résidence sur présentation d'un bon de réservation et d'une facture acquittée de location ou sur présentation d'une quittance de loyer.

C) Eléments à la charge de la compagnie durant la résidence

La compagnie supportera les dépenses relatives à son séjour, notamment les frais de bouche, de téléphonie et de télécopie.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Elle aura également la charge du matériel destiné à sa propre création, que ce soit lors des étapes de travail ou bien à l'occasion de sa restitution.
Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les établissements extrascolaires, petite enfance, collectivités, associations, après validation du budget proposé par la compagnie.

D) Soutien de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

La Direction des Affaires Culturelles de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sera, dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant à la disposition de la compagnie pour monter l'organisation de la résidence, résoudre les problèmes techniques et administratifs qui pourraient se poser.
L'Espace Culturel du Val de Siagne situé à la Roquette-sur-Siagne, ainsi que la salle Jean-Paul Henry située à Valderoure pourront être mis à disposition de la compagnie pour leur temps de création (en fonction du calendrier des équipements).
De plus, pour accompagner et soutenir la compagnie dans sa démarche artistique, un régisseur son et lumière pourra être également mis à disposition.

E) Soutien du centre régional des Arts du Cirque – Piste d'Azur

Piste d'Azur sera également, dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant à la disposition de la compagnie pour monter l'organisation de la résidence et l'accompagner dans sa professionnalisation.

Les chapiteaux pourront être également des espaces mis à disposition de la compagnie pour son temps de création.

F) Soutien du Théâtre de Grasse

Le Théâtre de Grasse sera également, dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant à la disposition de la compagnie pour l'accompagnement des sorties de résidence, la technique, la diffusion de la communication etc.

Article III - Rémunérations et défraiements de la compagnie

A) Rémunération

La compagnie est rémunérée par CAPG à hauteur de 25 000 euros (€) TTC pour l'ensemble de ses missions.
Cette somme est versée en deux fois :
- 12 500 € en début de résidence.
- 12 500 € fin de résidence.

Ils seront directement versés à la compagnie par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de la compagnie dont les coordonnées figurent ci-dessous :
RIB :
IBAN :
BIC :

B) Défraiements trajets

La compagnie utilisera son véhicule personnel pour assurer ses déplacements sur le territoire.

La CAPG s'engage à prendre en charge les éléments suivants :

– x aller/retours en véhicule personnel entre le siège de la compagnie situé à Marseille et ses lieux de résidence sur le territoire au tarif forfaitaire de xxx€ par A/R.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

– les déplacements dans le cadre exclusif des interventions, sur présentation d'une fiche récapitulative de frais, selon le modèle joint en annexe.

Sur le territoire, les remboursements des trajets et déplacements en véhicule personnel seront basés sur la grille tarifaire de la Communauté d'agglomération, à savoir :

— 0.29 cts/km pour un véhicule de 5 CV fiscaux et moins.
— 0.37 cts/km pour un véhicule de 6 et 7 CV fiscaux.
— 0.41 cts/km pour un véhicule de 8 CV fiscaux et plus.

Ils seront directement versés à la compagnie par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'artiste dont les coordonnées son précisé ci-dessus (article III.A).

Article IV - Engagement de présence de la compagnie

La compagnie s'engage à résider effectivement sur le territoire de la CAPG dans les communes désignées et à réaliser le projet évoqué dans le dossier de candidature, retravaillé en collaboration avec les partenaires au projet.

Afin de l'aider dans ce travail, la CAPG et Piste d'Azur s'engagent à faciliter les contacts qui lui seraient nécessaires, y compris certaines rencontres avec le public.

Article V – Clause particulière en cas de mise en place de mesures sanitaires

Dans le cas où des mesures sanitaires liées à une épidémie ou autre virus seraient mises en place, la compagnie devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :
- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, la compagnie devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, la compagnie devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, la compagnie devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

Article VI – Clause particulière de maladie

Dans le cas où la compagnie, pour des raisons de santé justifiées par certificat médical, ne pourrait pas assurer la continuité de la résidence, la période de la résidence pourra s'en trouver modifiée ou annulée dans les conditions d'annulation définies dans l'article XII de la présente convention prévu à cet effet.

Article VII - Responsabilité et assurances

Durant le temps de la résidence, la compagnie est tenue d'assurer sa responsabilité civile ainsi que tous les objets lui appartenant contre tous les risques. La compagnie possède un véhicule professionnel qu'elle assure pour ses déplacements à travers le territoire.
La compagnie fournit une copie du permis des artistes, de la carte grise du véhicule et de ses assurances (professionnelle + véhicule) avant le début de la résidence.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La compagnie fournit à la CAPG le descriptif et la valeur du matériel lui appartenant apporté pour son activité de création, de recherche ou d'expérimentation pendant la résidence. La CAPG ne pourra assurer ce matériel que si l'inventaire lui est parvenu au plus tard 15 jours avant le début de la résidence.

Article VIII - Valorisation et promotion de la résidence - engagements de la compagnie

Dans le cadre de la résidence, la compagnie s'engage à participer à toute opération proposée par la CAPG, Piste d'Azur et le Théâtre de Grasse ainsi que ses partenaires sur le territoire afin de promouvoir son travail artistique. Elle est susceptible, entre autres, de réaliser les actions suivantes :

- des rencontres avec les animateurs, éducateurs et professionnels de la petite enfance ;
- des rencontres et ateliers en direction des jeunes dès la petite enfance;
- des rencontres en direction des publics empêchés ;
- des rencontres avec le grand public en secteur prioritaire ;
- une mise en scène numérique de la résidence à travers un blog.

Un calendrier sera établi ultérieurement. Il sera fonction de la concordance des agendas de la compagnie et des différents partenaires.

Article IX - Valorisation du travail de création

Une valorisation du travail de création mené par la compagnie durant la résidence pourra être programmée en fonction de la volonté de la compagnie et de l'avancée de son travail.

Article X - Mention de l'accueil en résidence

La compagnie devra faire figurer sur toute reproduction des œuvres réalisées par les publics lors de la résidence la mention suivante : « Réalisation dans le cadre d'une résidence « Pays de Grasse : Terre de Cirque » portée par Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en collaboration avec Piste d'Azur, le Théâtre de Grasse et soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la région PACA ».

Les supports de communication concernant la création porteront également les logos de ces institutions.

Ces obligations s'étendent sur une durée de 2 ans après la fin de la résidence.

Article XI - Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

Article XII - Rupture de la convention

La présente convention se trouverait résiliée ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

La résiliation de la présente convention se trouverait résiliée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Si ladite lettre reste sans réponse dans un délais de quinze jours après la date de l'envoi, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En dehors des cas de force majeure, toute résiliation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière en vue de l'exécution de la présente convention.

L'annulation ponctuelle d'un atelier du fait de l'absence d'un encadrant ou de la compagnie donnera automatiquement lieu à la proposition d'une nouvelle rencontre, n'engendrant pas l'annulation définitive de la résidence.

Le versement par anticipation de la rémunération à la compagnie donnera lieu à un remboursement par la compagnie si elle n'achève pas les projets individuels et collectifs avec les publics.

Article XIII - Lois applicables et litiges

La présente convention est régie par la loi française.

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux compétents.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fait en 4 exemplaires à Grasse, le 2025

Avec la mention « Lu et approuvé » avant la signature

Pour la **Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,**
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour **l'association Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse**
Le Président,

Jonathan TURRILLO

Pour la **SCIC Piste d'Azur,**
Le Président-Directeur,

Florent FODELLA

Pour XXXX
Le.La Président.e,

xxxxx

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1 : COORDONNEES DE L'EQUIPE D'ACCUEIL DE LA COMPAGNIE

Mme Noëlie MALAMAIRE – Directrice - Direction des affaires culturelles
Tél. : 04 97 01 12 84
Courriel : nmalamaire@paysddegrasse.fr

Mme Hélèna MAURO – Chargée de mission – Direction des affaires culturelles
Tél. : 04 97 01 12 84
Courriel : hmauro@paysdegrasse.fr

M Florent FODELLA – Directeur – Piste d'Azur
Tél. : 06.45.65.95.70
Courriel : florentfodella@pistedazur.org

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2 : RELEVE KILOMETRIQUE POUR REGLEMENT FRAIS LIES AUX INTERVENTIONS

Ce tableau doit être présenté sous forme de tableur à calcul automatique.

Date	Motif du déplacement	Lieu de départ	Lieu de déplacement	Nombre de kilomètres parcourus

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Liberté
Égalité
Fraternité

Pays de Grasse communauté d'agglomération

+dg THÉÂTRE DE GRASSE

PISTE D'AZUR Centre régional des Arts du Cirque PACA

Appel à candidatures pour une Résidence

« Pays de Grasse : Terre de cirque »

2025

Arts du cirque

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Animés par la volonté d'accompagner les artistes dans le développement de projet professionnelle mais aussi d'associer les habitants à l'accueil d'artistes sur leur territoire , la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), adossé au Théâtre de Grasse et en partenariat avec le Centre Régional des Arts du Cirque – Piste d'Azur et la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA (DRAC PACA) et le soutien des communes du territoire et des associations à vocation non culturelle, souhaitent proposer chaque année une résidence d'artiste « Cirque en territoire.

En partenariat avec le Centre Régional des Arts du Cirque-Piste d'Azur, ce dispositif propose à une compagnie un temps de résidence lui permettant de se consacrer à un projet de création tout en marquant sa présence dans le territoire.

Sur une période donnée, la compagnie bénéficie d'un accompagnement spécifique via des temps de présence et travail réguliers, dans la structure partenaire ou sur le territoire d'action de cette dernière.

Cet accompagnement doit faire l'objet d'un programme préalablement établi entre la compagnie, la CAPG, le Théâtre de Grasse, Piste d'Azur et les associations partenaires. Il a pour objectif de soutenir la compagnie dans la définition de son projet artistique.

La résidence, soumise à un appel à candidatures, s'adresse à des compagnies, entendu au sens de l'existence d'une structure de production.
La résidence doit représenter une opportunité pour la compagnie de marquer sa présence au sein du territoire. L'objectif est d'accompagner la compagnie à développer une **proposition artistique et culturelle participative** en lien avec un territoire spécifique et ses habitants : le Pays de Grasse.
La compagnie travaillera en collaboration avec les partenaires afin d'éveiller les publics aux arts, notamment en proposant des temps réguliers de sensibilisation de pratique artistique en direction des publics désignés avec les associations partenaires du projet.

Ainsi, dans son temps de transmission, la compagnie proposera des actions en lien avec sa pratique et sa démarche artistique. Elle intervient auprès des habitants du territoire dès leur plus jeune âge et dans toute leur diversité.
Les rencontres peuvent ainsi avoir lieu dans : dans l'espace public, des crèches, des relais de parentalité, des accueils de loisirs, des centres sociaux, des instituts médico-éducatifs, des missions locales…

Le projet retenu mettra aussi bien en valeur un projet de création suivie dans l'écriture par un.e dramaturge, la capacité à travailler en collaboration, ainsi que les différentes propositions en direction des publics évoqués précédemment : ateliers, temps partagés de création, moments d'échanges, de monstration, présentation de l'œuvre de l'artiste et de sa démarche etc.
L'objectif est d'accompagner la compagnie dans son projet de création et de permettre à un nombre important d'habitants la rencontre avec la pratique des arts du cirque et la démarche de création.

Une attention particulière sera apportée aux compagnies émergentes afin de soutenir leur développement.

L'attention de la compagnie est attirée sur deux particularités de la CAPG, à savoir :

- la moitié des communes est située en milieu rural et de moyenne montagne ; structurellement éloignée des équipements culturels majeurs,
- de plus, le territoire compte deux quartiers de la ville de Grasse reconnus prioritaires au titre de la Politique de la ville,

Il est par conséquent essentiel pour la CAPG et la DRAC qui la soutient d'intervenir en premier lieu dans ces secteurs où la culture chemine plus difficilement.

Sur place, les équipes de la CAPG et de Piste d'Azur en collaboration avec les associations locales et institutions non culturelles, travaillent de concert pour permettre au projet artistique de s'inscrire dans le contexte local.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'objectif étant de valoriser le projet de création en cours, ainsi, il lui sera également proposé une diffusion de sa création pendant la résidence et lors de la sortie de fin de résidence.

ENJEUX & OBJECTIFS

1) Soutien à la création :

- Accompagner la compagnie dans son projet de création,
- Permettre une ouverture aux réseaux professionnels de proximité et nationaux,
- Nourrir le travail de création de la compagnie par la mise à disposition d'un territoire, de ses richesses et de ses ressources ;

2) Associer les habitants à l'organisation de la vie culturelle de leur territoire :

- Associer des associations d'habitants à la mise en œuvre et au pilotage de la résidence sur le territoire ;
- Impliquer les habitants dans l'accompagnement et la valorisation de la présence des artistes en phase de création et de recherche sur l'ensemble du territoire Pays de Grasse de manière à favoriser la rencontre avec les publics ;
- Réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en rapprochant les jeunes et les populations de l'offre culturelle de leur territoire et en favorisant les pratiques culturelles ;
- Dynamiser une vie de quartier, de village au travers la présence de la compagnie ;
- Enrichir l'offre de pratique artistique et participer à la généralisation de l'éducation artistique et culturelle en Pays de Grasse.

TERRAIN D'ACTIONS DE LA RESIDENCE

La résidence se déroulera sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Intégrée partiellement dans le PNR des Pré-Alpes d'Azur et composée de 23 communes, la CAPG offre un paysage varié, distribué en zone urbaine et périurbaine qui rassemble la majeure partie de la population et une zone rurale en montagne (neige fréquente de novembre à avril).

Afin de faire plus ample connaissance avec le territoire, le lien suivant vous dirige sur le site Internet de la Communauté d'agglomération :

www.paysdegrasse.fr

De plus, vous trouverez en annexe une carte du territoire (Annexe 1)

DEROULEMENT

D'une durée de 8 à 12 semaines (selon le nombre d'artistes) non consécutives,
la résidence aura lieu dans une période définie de juin décembre 2025.
Le planning de présence sur le territoire sera défini avec la compagnie sélectionnée.

Juin 2025 : semaine de préparation – date à définir avec la compagnie sélectionnée.

CLAUSE PARTICULIERE CONCERNANT LA COVID-19

Dans le cas où l'épidémie du COVID-19 est toujours en cours, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets tels que l'Education Nationale.

- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

CONDITIONS FINANCIERES ET MOYENS MIS A DISPOSITION

La compagnie sélectionnée bénéficie d'un financement de résidence de 25 000 € TTC.

La rémunération se fait en deux versements en début et fin de résidence.

Pendant 8 à 12 semaines, la compagnie se rend disponible, **de manière exclusive**, pour la mission aux dates ci-dessus précisées et négociées.
Durant sa période de présence, le temps de travail de la compagnie sera réparti comme suit :

- 50% pour le temps de transmission ;
- 50% pour le temps de création.

Elle est appelée à résider, de **manière effective**, sur le territoire concerné pendant sa mission. Pour cela, la CAPG participe aux frais d'hébergement (forfait sur facturation).

La compagnie retenue doit être autonome dans ses déplacements. Ses frais de déplacement sur le territoire en lien avec ses actions culturelles menées auprès des publics seront pris en charge par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (transports en commun et/ou carburant) ainsi que 4 allers-retours (sous forme de forfait) maximum entre le siège de la compagnie en France et ses lieux de résidence sur le territoire.
Le paiement des frais de transport individuel à la compagnie est effectué à chaque fin de période de présence (transmettre un RIB) d'après le tableau fourni en annexe (tableau à compléter au format Excel).

Un forfait de 2 500€ sera proposé pour aider au remboursement de ces frais d'hébergement (sur facture).

En revanche, les repas sont à sa charge.

Le matériel nécessaire aux ateliers sera assumé par les partenaires : crèches, collectivités, centres de loisirs… et devra faire l'objet d'une estimation chiffrée négociée lors du montage de chaque projet.
Attention, si un projet nécessite l'achat de matériaux spécifiques, la compagnie devra le signaler lors de sa présentation, voire donner un chiffrage.
Le matériel destiné à la restitution est à la charge de la compagnie.

Pour son travail de création, la Compagnie pourra bénéficier d'un soutien technique son et lumière durant ses temps de création ainsi que de lieux mis à disposition (espace culturel et sportif du Val de Siagne, Salle Jean-Paul Henry, Chapiteau Piste d'Azur et autres… tels que des espaces publics et lieux non dédiés)

PILOTAGE DE LA RESIDENCE-MISSION

La Direction des Affaires Culturelles du Pays de Grasse, adossé au Théâtre de Grasse, en relation étroite avec le Centre régional des arts du Cirque – Piste d'Azur et la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA assure la coordination générale du projet en

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

coopération avec les partenaires non culturels du projet innovant de territoire : Mission locale, association de femmes, quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), instituts médico-éducatifs (IME), communes, etc., et qui participent au pilotage et au jury.

Des rencontres ont régulièrement lieu entre la compagnie, Piste d'Azur et la CAPG, le Théâtre de Grasse ainsi que ses partenaires ; les agents de Piste d'Azur, de la CAPG et DRAC sont susceptibles d'assister à certains ateliers.

CANDIDATURE

Peut faire acte de candidature toute compagnie incluant un ou une artiste circassien.ne en sortie d'école / de formation et résidant en France.
Les artistes circassien.nes de la compagnie doit être francophone et maitriser l'usage oral et écrit de la langue française.
Elle.Ils doivent avoir le permis de conduire, en cours de validité, et **disposer d'un véhicule personnel assuré** pour les nombreux trajets lui afférant.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces à fournir

☐ Lettre de motivation ;
☐ Note d'intention décrivant la démarche globale envisagée dans le cadre de cette résidence ;
☐ Dossier artistique présentant le projet de création incluant le budget de production ;
☐ Curriculum Vitae de(s) l'artiste(s) de la compagnie et du dramaturge partenaire ;
☐ Copie du permis de conduire de(s) l'artiste(s) de la compagnie ;
☐ Copie de l'assurance du véhicule utilisé lors de la résidence par les artistes ;
☐ Relevé d'Identité Bancaire ou postal ;
☐ Extrait de casier judiciaire n°3 (www.cjn.justice.gouv.fr);
☐ Copie des diplômes ;
☐ Fiche de renseignement (Annexe 2).

Remarque : Si le dossier inclut des propositions d'ateliers, stipuler à partir de quels âges ils sont accessibles (cf. capacité des plus jeunes).

Dépôt des dossiers de candidature

Le dossier de candidature est à transmettre avant le **04 avril 2025** par courrier électronique **uniquement** à l'adresse suivante :

Noëlie Malamaire
Directrice des affaires culturelles
nmalamaire@paysdegrasse.fr

REGLEMENT DE LA RESIDENCE

Jury de sélection

Les résidents sont choisis par un jury de sélection qui rend son choix définitif après examen des **dossiers de candidature** et d'un **entretien en visioconférence dans la journée du 05 mai 2024.**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le jury est composé comme suit :

☐ Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ou son.a représentant.e ;
☐ Les Maires des communes partenaires ou leurs représentants ;
☐ La Direction des affaires culturelles de la CAPG ;
☐ Un.e conseiller.ère d'action culturelle et territoriale à la DRAC PACA ;
☐ Un représentant du centre régional des arts du Cirque - Piste d'Azur ;
☐ Un représentant du Théâtre de Grasse ;
☐ Des représentants des associations et institutions non culturelles partenaires du projet.

Critères d'examen des dossiers

Les dossiers de candidatures seront examinés par le jury de sélection à l'aune des éléments suivants :
☐ Qualité de la démarche artistique du candidat ;
☐ Motivations de l'auteur pour le projet qu'il propose en lien avec le territoire.
☐ Intérêt du projet artistique et culturel, capacité supposée de l'artiste à le mener à bien ;
☐ Prise en compte de la diversité et de la spécificité des publics y compris des très jeunes dans la proposition ;
☐ multi partenariat dans le projet de création.

Conditions d'éligibilité

La résidence concerne les compagnies circassiennes, francophones et professionnels qui résident en France.

Cadre Juridique

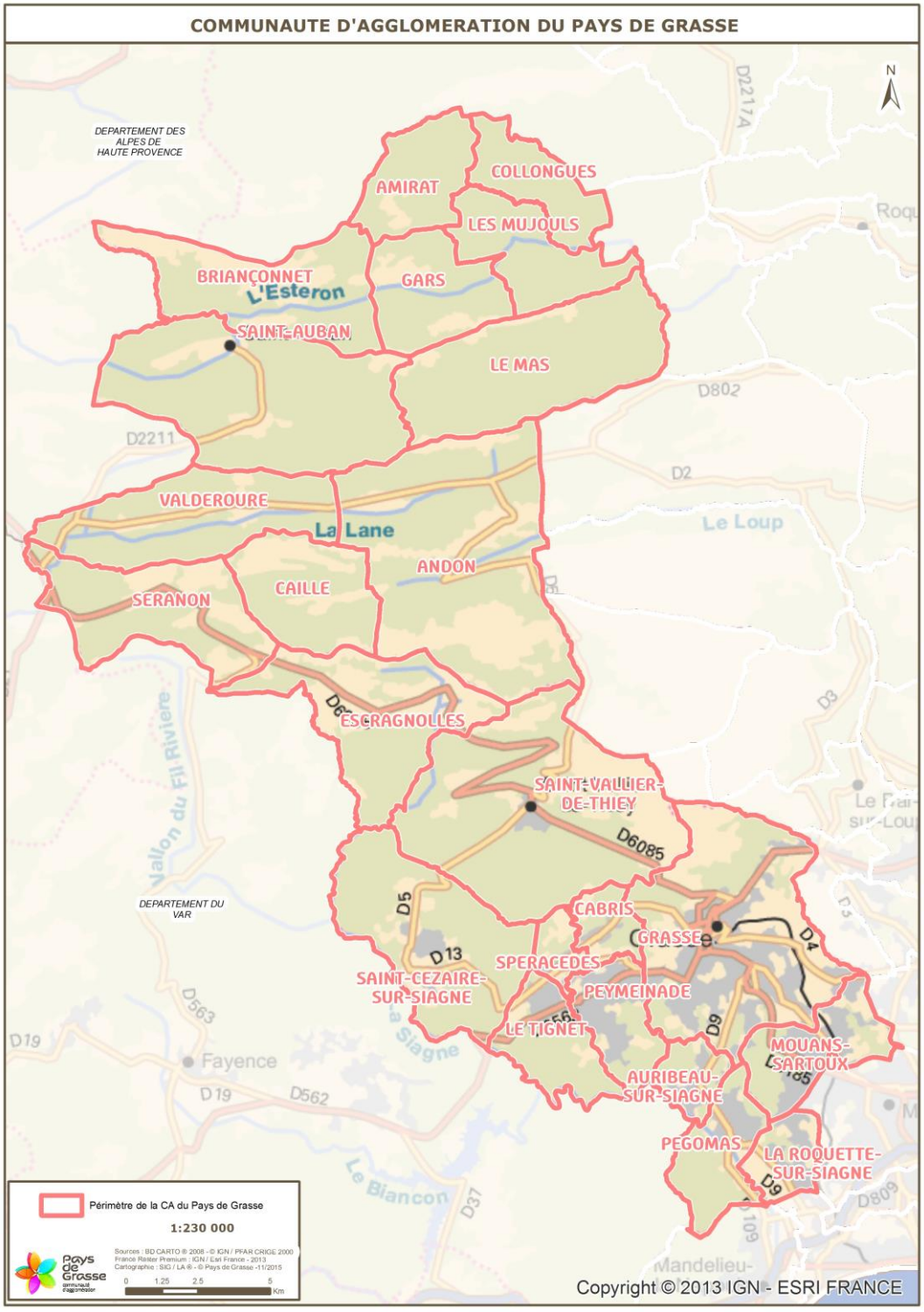
Une convention de résidence spécifiant les engagements respectifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, porteuse du projet de résidence et de la compagnie accueillie est signée avant le début de la résidence.

La date limite de dépôt des dossiers, version numérique,
est le 04 avril 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 1

Entre Grasse et Amirat, il y a 70 km.
La zone au-delà de St Vallier est très rurale, isolée et ses routes sont sinueuses.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_021-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ANNEXE 2

FICHE DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Nom de la compagnie :

Noms et prénoms des artistes qui la compose :
-
-
-

Représentant (signataire contrat) de la compagnie :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

N° SIRET :

Vous déclarez votre activité auprès de l'AGESSA/Maison des artistes, merci de le signaler.

Mode d'affiliation :

Joindre les RIB nécessaires pour les versements d'honoraires, les remboursements de frais de trajets…

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_022_1-DE
Reçu le 12/03/2025
Publié le 12/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_022 : Fermeture du service d'aide à domicile

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL. Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_022_1-DE
Reçu le 12/03/2025
Publié le 12/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_022
RAPPORTEUR : Pierre BORNET	
SERVICES A LA POPULATION	
Fermeture du service d'aide à domicile	

SYNTHESE

L'activité du service d'aide à domicile de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut plus être effectuée depuis le mois de janvier 2025 dans des conditions satisfaisantes ce qui peut entrainer une rupture de la prise en charge des 15 bénéficiaires (aide sociale, APA).
Il est proposé aux conseillers communautaires d'approuver la fermeture du service et d'autoriser Monsieur le Président à prendre l'ensemble des mesures nécessaires afin que les bénéficiaires continuent d'être accompagnés par des organismes agréés présents sur le territoire dans les meilleures conditions.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le III de l'article L.5216-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 14 décembre 2024 redéfinissant l'intérêt communautaire de la compétence sociale ;

Considérant que la gestion d'un service aide à domicile ne constitue pas en l'état actuel du droit, un service public obligatoire qui relèverait de la communauté d'agglomération ;

Considérant que depuis 2022, le service d'aide à domicile rencontre des difficultés de recrutement et que depuis le mois de janvier 2025, le service est, suite au départ d'un agent, dans l'incapacité d'assurer la prise en charge totale des bénéficiaires et la continuité des interventions du service (ménage, aide aux courses...) ;

Considérant que cette situation peut entrainer une rupture de prise en charge des bénéficiaires ;

Considérant que les mesures d'accompagnent nécessaires seront mises en place avec le département des Alpes-Maritimes et les organismes habilités et agréés présents sur le territoire afin que les 15 bénéficiaires actuels soient pris en charge de manière satisfaisante et pérenne ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_022_1-DE
Reçu le 12/03/2025
Publié le 12/03/2025

Considérant que les deux agents affectés aux missions d'aide à domicile en poste peuvent être réaffectés sur des missions au sein de la direction des services à la population ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la fermeture du service d'aide à domicile au plus tard le 31 mai 2025 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à accomplir toutes les démarches nécessaires à l'entrée en vigueur de cette délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_022_1-DE
Reçu le 12/03/2025
Publié le 12/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_023: Opération d'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux "Les Jardins de Justine" à La-Roquette-sur-Siagne (06550) Garantie d'emprunts CDC accordée à la SA D'HLM UNICIL Contrat de Prêt N°162404 et lettre avenant n°219 Annule et remplace la DL2024_196 du 7 novembre 2024

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FÉVRIER 2025	N°DL2025_023
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	

HABITAT ET LOGEMENT

Opération d'acquisition en VEFA de
35 logements locatifs sociaux
"Les Jardins de Justine" à La-Roquette-sur-Siagne (06550)
Garantie d'emprunts CDC accordée à la SA D'HLM UNICIL
Contrat de Prêt N°162404 et lettre avenant n°219
Annule et remplace la DL2024_196 du 7 novembre 2024

SYNTHESE

Par délibération du 7 novembre 2024, le conseil communautaire a accordé sa garantie totale d'emprunts à UNICIL pour financer l'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux, par des prêts PLUS et PLAI accordés par la Banque des Territoires (CDC), dans l'opération « Les Jardins de Justine », située à La-Roquette-sur-Siagne (06550). La Banque des Territoires demandant d'annexer à la délibération la lettre avenant modificative du montage de garantie n°219, il est proposé de rapporter la délibération n°2024_196 et de la remplacer par la présente délibération accordant sa garantie à hauteur de 100% pour les 4 lignes de prêt d'un montant total de 4 020 120,00€. En contrepartie, UNICIL s'engage à réserver 7 logements à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en complément des 4 logements réservés au titre de la subvention.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5111-4 et L5216-1 et suivants ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu la délibération n°DL2024_026 du 22 février 2024 accordant à UNICIL une subvention pour la production de logements sociaux dans l'opération « République K&B » - devenue "Les Jardins de Justine" - à La-Roquette-sur-Siagne ;

Vu la demande formulée par UNICIL tendant à solliciter la garantie totale d'emprunt de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour des Prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux (22 PLUS et 13 PLAI), dans la résidence "Les Jardins de Justine" située 2250 avenue de la République à La-Roquette-sur-Siagne (06550) ;

Vu le contrat de prêts n°162404 et la lettre avenant n°219, en annexe, signés entre UNICIL ci-après l'emprunteur, et la CDC ;

Vu la délibération DL2024_196 du 7 novembre 2024 ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Article 1 : L'assemblée délibérante de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 020 120,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la lettre avenant n°219 apportant modification du contrat de prêt n°162404 constitué de 4 lignes du prêt ;

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 020 120,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la CDC, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

Article 3 : Le conseil communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

Article 4 : En contrepartie de la garantie accordée par le conseil communautaire pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 35 logements locatifs sociaux financés en PLUS et PLAI, UNICIL s'engage à réserver 7 logements à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en plus des 4 logements réservés au titre de la subvention accordée par délibération n°DL2024_026 du 22/02/2024. Les conditions sont spécifiées dans la convention de réservation de logements annexée à la présente délibération.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE RAPPORTER** la délibération DL2024_196 du 7 novembre 2024 ;
- **D'ACCORDER** sa garantie à hauteur de 100% selon les caractéristiques et conditions du contrat de prêt N°162404 et de la lettre avenant modificative du montage de garantie n°219, joints en annexe et suivant les modalités exposées ci-dessus ;
- **D'ETABLIR** une convention de garantie d'emprunts, jointe en annexe, entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et UNICIL ;
- **D'ETABLIR** une convention de réservation de logements, jointe en annexe, entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et UNICIL ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

AGNES DEMINGEON
RESPONSABLE
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE
Signé électroniquement le 19/08/2024 09 24 :28

CONTRAT DE PRÊT

N° 162404

Entre

UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE - n° 000207566

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Té
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Boubakeur AIBOUT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 19/07/2024 17:06:18

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE, SIREN n°: 573620754, sis(e) 11 RUE ARMENY 13291 MARSEILLE CEDEX 06,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.55 page 3/24
Contrat de prêt n° 162404 Emprunteur n° 000207566

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LES JARDINS DE JUSTINE - LLS, Parc social public, Acquisition en VEFA de 35 logements situés 2250 Avenue de la Republique, 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions vingt mille cent-vingt euros (4 020 120,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de six-cent-vingt-trois mille neuf-cent-dix-neuf euros (623 919,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de six-cent-quarante-sept mille huit-cent-dix-huit euros (647 818,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-huit mille sept-cent-trente euros (1 508 730,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million deux-cent-trente-neuf mille six-cent-cinquante-trois euros (1 239 653,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/10/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
    - Contrat signé électroniquement par la CDC et le client

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5610165	5610164	5610167	5610166
Montant de la Ligne du Prêt	623 919 €	647 818 €	1 508 730 €	1 239 653 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,26 %	3,6 %	3,26 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,26 %	3,6 %	3,26 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,26 %	0,6 %	0,26 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,26 %	3,6 %	3,26 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0 %	0,5 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	CA DE LA RIVIERA FRANCAISE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

Emprunteur : 0207566 - UNICIL
N° du Contrat de Prêt : 162404 / N° de la Ligne du Prêt : 5610165
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 623 919 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	17/07/2025	2,60	23 283,39	7 061,50	16 221,89	0,00	616 857,50	0,00
2	17/07/2026	2,60	23 399,80	7 361,51	16 038,29	0,00	609 495,99	0,00
3	17/07/2027	2,60	23 516,80	7 669,90	15 846,90	0,00	601 826,09	0,00
4	17/07/2028	2,60	23 634,39	7 986,91	15 647,48	0,00	593 839,18	0,00
5	17/07/2029	2,60	23 752,56	8 312,74	15 439,82	0,00	585 526,44	0,00
6	17/07/2030	2,60	23 871,32	8 647,63	15 223,69	0,00	576 878,81	0,00
7	17/07/2031	2,60	23 990,68	8 991,83	14 998,85	0,00	567 886,98	0,00
8	17/07/2032	2,60	24 110,63	9 345,57	14 765,06	0,00	558 541,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'Intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'Intérêts différés (en €)
9	17/07/2033	2,60	24 231,19	9 709,11	14 522,08	0,00	548 832,30	0,00
10	17/07/2034	2,60	24 352,34	10 082,70	14 269,64	0,00	538 749,60	0,00
11	17/07/2035	2,60	24 474,10	10 466,61	14 007,49	0,00	528 282,99	0,00
12	17/07/2036	2,60	24 596,47	10 861,11	13 735,36	0,00	517 421,88	0,00
13	17/07/2037	2,60	24 719,46	11 266,49	13 452,97	0,00	506 155,39	0,00
14	17/07/2038	2,60	24 843,05	11 683,01	13 160,04	0,00	494 472,38	0,00
15	17/07/2039	2,60	24 967,27	12 110,99	12 856,28	0,00	482 361,39	0,00
16	17/07/2040	2,60	25 092,10	12 550,70	12 541,40	0,00	469 810,69	0,00
17	17/07/2041	2,60	25 217,56	13 002,48	12 215,08	0,00	456 808,21	0,00
18	17/07/2042	2,60	25 343,65	13 466,64	11 877,01	0,00	443 341,57	0,00
19	17/07/2043	2,60	25 470,37	13 943,49	11 526,88	0,00	429 398,08	0,00
20	17/07/2044	2,60	25 597,72	14 433,37	11 164,35	0,00	414 964,71	0,00
21	17/07/2045	2,60	25 725,71	14 936,63	10 789,08	0,00	400 028,08	0,00
22	17/07/2046	2,60	25 854,34	15 453,61	10 400,73	0,00	384 574,47	0,00
23	17/07/2047	2,60	25 983,61	15 984,67	9 998,94	0,00	368 589,80	0,00
24	17/07/2048	2,60	26 113,53	16 530,20	9 583,33	0,00	352 059,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 152404 Emprunteur n° 0002207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	17/07/2049	2,60	26 244,10	17 090,55	9 153,55	0,00	334 969,05	0,00
26	17/07/2050	2,60	26 375,32	17 666,12	8 709,20	0,00	317 302,93	0,00
27	17/07/2051	2,60	26 507,19	18 257,31	8 249,88	0,00	299 045,62	0,00
28	17/07/2052	2,60	26 639,73	18 864,54	7 775,19	0,00	280 181,08	0,00
29	17/07/2053	2,60	26 772,93	19 488,22	7 284,71	0,00	260 692,86	0,00
30	17/07/2054	2,60	26 906,79	20 128,78	6 778,01	0,00	240 564,08	0,00
31	17/07/2055	2,60	27 041,33	20 786,66	6 254,67	0,00	219 777,42	0,00
32	17/07/2056	2,60	27 176,53	21 462,32	5 714,21	0,00	198 315,10	0,00
33	17/07/2057	2,60	27 312,42	22 156,23	5 156,19	0,00	176 158,87	0,00
34	17/07/2058	2,60	27 448,98	22 868,85	4 580,13	0,00	153 290,02	0,00
35	17/07/2059	2,60	27 586,22	23 600,68	3 985,54	0,00	129 689,34	0,00
36	17/07/2060	2,60	27 724,16	24 352,24	3 371,92	0,00	105 337,10	0,00
37	17/07/2061	2,60	27 862,78	25 124,02	2 738,76	0,00	80 213,08	0,00
38	17/07/2062	2,60	28 002,09	25 916,55	2 085,54	0,00	54 296,53	0,00
39	17/07/2063	2,60	28 142,10	26 730,39	1 411,71	0,00	27 566,14	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0002075S6

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	17/07/2064	2,60	28 282,86	27 566,14	716,72	0,00	0,00	0,00
Total			1 028 167,57	623 919,00	404 248,57	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0002975566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

Emprunteur : 0207566 - UNICIL
N° du Contrat de Prêt : 162404 / N° de la Ligne du Prêt : 5610164
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 647 818 €
Taux actuariel théorique : 3,26 %
Taux effectif global : 3,26 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	17/07/2025	3,26	22 876,03	1 757,16	21 118,87	0,00	646 060,84	0,00
2	17/07/2026	3,26	22 876,03	1 814,45	21 061,58	0,00	644 246,39	0,00
3	17/07/2027	3,26	22 876,03	1 873,60	21 002,43	0,00	642 372,79	0,00
4	17/07/2028	3,26	22 876,03	1 934,68	20 941,35	0,00	640 438,11	0,00
5	17/07/2029	3,26	22 876,03	1 997,75	20 878,28	0,00	638 440,36	0,00
6	17/07/2030	3,26	22 876,03	2 062,87	20 813,16	0,00	636 377,49	0,00
7	17/07/2031	3,26	22 876,03	2 130,12	20 745,91	0,00	634 247,37	0,00
8	17/07/2032	3,26	22 876,03	2 199,57	20 676,46	0,00	632 047,80	0,00
9	17/07/2033	3,26	22 876,03	2 271,27	20 604,76	0,00	629 776,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	17/07/2034	3,26	22 876,03	2 345,32	20 530,71	0,00	627 431,21	0,00
11	17/07/2035	3,26	22 876,03	2 421,77	20 454,26	0,00	625 009,44	0,00
12	17/07/2036	3,26	22 876,03	2 500,72	20 375,31	0,00	622 508,72	0,00
13	17/07/2037	3,26	22 876,03	2 582,25	20 293,78	0,00	619 926,47	0,00
14	17/07/2038	3,26	22 876,03	2 666,43	20 209,60	0,00	617 260,04	0,00
15	17/07/2039	3,26	22 876,03	2 753,35	20 122,68	0,00	614 506,69	0,00
16	17/07/2040	3,26	22 876,03	2 843,11	20 032,92	0,00	611 663,58	0,00
17	17/07/2041	3,26	22 876,03	2 935,80	19 940,23	0,00	608 727,78	0,00
18	17/07/2042	3,26	22 876,03	3 031,50	19 844,53	0,00	605 696,28	0,00
19	17/07/2043	3,26	22 876,03	3 130,33	19 745,70	0,00	602 565,95	0,00
20	17/07/2044	3,26	22 876,03	3 232,38	19 643,65	0,00	599 333,57	0,00
21	17/07/2045	3,26	22 876,03	3 337,76	19 538,27	0,00	595 995,81	0,00
22	17/07/2046	3,26	22 876,03	3 446,57	19 429,46	0,00	592 549,24	0,00
23	17/07/2047	3,26	22 876,03	3 558,92	19 317,11	0,00	588 990,32	0,00
24	17/07/2048	3,26	22 876,03	3 674,95	19 201,08	0,00	585 315,37	0,00
25	17/07/2049	3,26	22 876,03	3 794,75	19 081,28	0,00	581 520,62	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0050-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207565

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'Intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	17/07/2050	3,26	22 876,03	3 918,46	18 957,57	0,00	577 602,16	0,00
27	17/07/2051	3,26	22 876,03	4 046,20	18 829,83	0,00	573 555,96	0,00
28	17/07/2052	3,26	22 876,03	4 178,11	18 697,92	0,00	569 377,85	0,00
29	17/07/2053	3,26	22 876,03	4 314,31	18 561,72	0,00	565 063,54	0,00
30	17/07/2054	3,26	22 876,03	4 454,96	18 421,07	0,00	560 608,58	0,00
31	17/07/2055	3,26	22 876,03	4 600,19	18 275,84	0,00	556 008,39	0,00
32	17/07/2056	3,26	22 876,03	4 750,16	18 125,87	0,00	551 258,23	0,00
33	17/07/2057	3,26	22 876,03	4 905,01	17 971,02	0,00	546 353,22	0,00
34	17/07/2058	3,26	22 876,03	5 064,92	17 811,11	0,00	541 288,30	0,00
35	17/07/2059	3,26	22 876,03	5 230,03	17 646,00	0,00	536 058,27	0,00
36	17/07/2060	3,26	22 876,03	5 400,53	17 475,50	0,00	530 657,74	0,00
37	17/07/2061	3,26	22 876,03	5 576,59	17 299,44	0,00	525 081,15	0,00
38	17/07/2062	3,26	22 876,03	5 758,38	17 117,65	0,00	519 322,77	0,00
39	17/07/2063	3,26	22 876,03	5 946,11	16 929,92	0,00	513 376,66	0,00
40	17/07/2064	3,26	22 876,03	6 139,95	16 736,08	0,00	507 236,71	0,00
41	17/07/2065	3,26	22 876,03	6 340,11	16 535,92	0,00	500 896,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0002207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'Intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	17/07/2066	3,26	22 876,03	6 546,80	16 329,23	0,00	494 349,80	0,00
43	17/07/2067	3,26	22 876,03	6 760,23	16 115,80	0,00	487 589,57	0,00
44	17/07/2068	3,26	22 876,03	6 980,61	15 895,42	0,00	480 608,96	0,00
45	17/07/2069	3,26	22 876,03	7 208,18	15 667,85	0,00	473 400,78	0,00
46	17/07/2070	3,26	22 876,03	7 443,16	15 432,87	0,00	465 957,62	0,00
47	17/07/2071	3,26	22 876,03	7 685,81	15 190,22	0,00	458 271,81	0,00
48	17/07/2072	3,26	22 876,03	7 936,37	14 939,66	0,00	450 335,44	0,00
49	17/07/2073	3,26	22 876,03	8 195,09	14 680,94	0,00	442 140,35	0,00
50	17/07/2074	3,26	22 876,03	8 462,25	14 413,78	0,00	433 678,10	0,00
51	17/07/2075	3,26	22 876,03	8 738,12	14 137,91	0,00	424 939,98	0,00
52	17/07/2076	3,26	22 876,03	9 022,99	13 853,04	0,00	415 916,99	0,00
53	17/07/2077	3,26	22 876,03	9 317,14	13 558,89	0,00	406 599,85	0,00
54	17/07/2078	3,26	22 876,03	9 620,87	13 255,16	0,00	396 978,98	0,00
55	17/07/2079	3,26	22 876,03	9 934,52	12 941,51	0,00	387 044,46	0,00
56	17/07/2080	3,26	22 876,03	10 258,38	12 617,65	0,00	376 786,08	0,00
57	17/07/2081	3,26	22 876,03	10 592,80	12 283,23	0,00	366 193,28	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	17/07/2082	3,26	22 876,03	10 938,13	11 937,90	0,00	355 255,15	0,00
59	17/07/2083	3,26	22 876,03	11 294,71	11 581,32	0,00	343 960,44	0,00
60	17/07/2084	3,26	22 876,03	11 662,92	11 213,11	0,00	332 297,52	0,00
61	17/07/2085	3,26	22 876,03	12 043,13	10 832,90	0,00	320 254,39	0,00
62	17/07/2086	3,26	22 876,03	12 435,74	10 440,29	0,00	307 818,65	0,00
63	17/07/2087	3,26	22 876,03	12 841,14	10 034,89	0,00	294 977,51	0,00
64	17/07/2088	3,26	22 876,03	13 259,76	9 616,27	0,00	281 717,75	0,00
65	17/07/2089	3,26	22 876,03	13 692,03	9 184,00	0,00	268 025,72	0,00
66	17/07/2090	3,26	22 876,03	14 138,39	8 737,64	0,00	253 887,33	0,00
67	17/07/2091	3,26	22 876,03	14 599,30	8 276,73	0,00	239 288,03	0,00
68	17/07/2092	3,26	22 876,03	15 075,24	7 800,79	0,00	224 212,79	0,00
69	17/07/2093	3,26	22 876,03	15 566,69	7 309,34	0,00	208 646,10	0,00
70	17/07/2094	3,26	22 876,03	16 074,17	6 801,86	0,00	192 571,93	0,00
71	17/07/2095	3,26	22 876,03	16 598,19	6 277,84	0,00	175 973,74	0,00
72	17/07/2096	3,26	22 876,03	17 139,29	5 736,74	0,00	158 834,45	0,00
73	17/07/2097	3,26	22 876,03	17 698,03	5 178,00	0,00	141 136,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR060D-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
74	17/07/2098	3,26	22 876,03	18 274,98	4 601,05	0,00	122 861,44	0,00
75	17/07/2099	3,26	22 876,03	18 870,75	4 005,28	0,00	103 990,69	0,00
76	17/07/2100	3,26	22 876,03	19 485,93	3 390,10	0,00	84 504,76	0,00
77	17/07/2101	3,26	22 876,03	20 121,17	2 754,86	0,00	64 383,59	0,00
78	17/07/2102	3,26	22 876,03	20 777,12	2 098,91	0,00	43 606,47	0,00
79	17/07/2103	3,26	22 876,03	21 454,46	1 421,57	0,00	22 152,01	0,00
80	17/07/2104	3,26	22 874,17	22 152,01	722,16	0,00	0,00	0,00
Total			1 830 080,54	647 818,00	1 182 262,54	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0080-PR0082 V2.0
Offre Contractuelle n° 182404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

Emprunteur : 0207566 - UNICIL
N° du Contrat de Prêt : 162404 / N° de la Ligne du Prêt : 5610167
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 508 730 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	17/07/2025	3,60	66 497,46	12 183,18	54 314,28	0,00	1 496 546,82	0,00
2	17/07/2026	3,60	66 829,95	12 954,26	53 875,69	0,00	1 483 592,56	0,00
3	17/07/2027	3,60	67 164,10	13 754,77	53 409,33	0,00	1 469 837,79	0,00
4	17/07/2028	3,60	67 499,92	14 585,76	52 914,16	0,00	1 455 252,03	0,00
5	17/07/2029	3,60	67 837,42	15 448,35	52 389,07	0,00	1 439 803,68	0,00
6	17/07/2030	3,60	68 176,60	16 343,67	51 832,93	0,00	1 423 460,01	0,00
7	17/07/2031	3,60	68 517,49	17 272,93	51 244,56	0,00	1 406 187,08	0,00
8	17/07/2032	3,60	68 860,08	18 237,35	50 622,73	0,00	1 387 949,73	0,00
9	17/07/2033	3,60	69 204,38	19 238,19	49 966,19	0,00	1 368 711,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0002075566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'Intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	17/07/2034	3,60	69 550,40	20 276,78	49 273,62	0,00	1 348 434,76	0,00
11	17/07/2035	3,60	69 898,15	21 354,50	48 543,65	0,00	1 327 080,26	0,00
12	17/07/2036	3,60	70 247,64	22 472,75	47 774,89	0,00	1 304 607,51	0,00
13	17/07/2037	3,60	70 598,88	23 633,01	46 965,87	0,00	1 280 974,50	0,00
14	17/07/2038	3,60	70 951,87	24 836,79	46 115,08	0,00	1 256 137,71	0,00
15	17/07/2039	3,60	71 306,63	26 085,67	45 220,96	0,00	1 230 052,04	0,00
16	17/07/2040	3,60	71 663,17	27 381,30	44 281,87	0,00	1 202 670,74	0,00
17	17/07/2041	3,60	72 021,48	28 725,33	43 296,15	0,00	1 173 945,41	0,00
18	17/07/2042	3,60	72 381,59	30 119,56	42 262,03	0,00	1 143 825,85	0,00
19	17/07/2043	3,60	72 743,50	31 565,77	41 177,73	0,00	1 112 260,08	0,00
20	17/07/2044	3,60	73 107,21	33 065,85	40 041,36	0,00	1 079 194,23	0,00
21	17/07/2045	3,60	73 472,75	34 621,76	38 850,99	0,00	1 044 572,47	0,00
22	17/07/2046	3,60	73 840,11	36 235,50	37 604,61	0,00	1 008 336,97	0,00
23	17/07/2047	3,60	74 209,31	37 909,18	36 300,13	0,00	970 427,79	0,00
24	17/07/2048	3,60	74 580,36	39 644,96	34 935,40	0,00	930 782,83	0,00
25	17/07/2049	3,60	74 953,26	41 445,08	33 508,18	0,00	889 337,75	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	17/07/2050	3,60	75 328,03	43 311,87	32 016,16	0,00	846 025,88	0,00
27	17/07/2051	3,60	75 704,67	45 247,74	30 456,93	0,00	800 778,14	0,00
28	17/07/2052	3,60	76 083,19	47 255,18	28 828,01	0,00	753 522,96	0,00
29	17/07/2053	3,60	76 463,61	49 336,78	27 126,83	0,00	704 186,18	0,00
30	17/07/2054	3,60	76 845,93	51 495,23	25 350,70	0,00	652 690,95	0,00
31	17/07/2055	3,60	77 230,16	53 733,29	23 496,87	0,00	598 957,66	0,00
32	17/07/2056	3,60	77 616,31	56 053,83	21 562,48	0,00	542 903,83	0,00
33	17/07/2057	3,60	78 004,39	58 459,85	19 544,54	0,00	484 443,98	0,00
34	17/07/2058	3,60	78 394,41	60 954,43	17 439,98	0,00	423 489,55	0,00
35	17/07/2059	3,60	78 786,38	63 540,76	15 245,62	0,00	359 948,79	0,00
36	17/07/2060	3,60	79 180,31	66 222,15	12 958,16	0,00	293 726,64	0,00
37	17/07/2061	3,60	79 576,22	69 002,06	10 574,16	0,00	224 724,58	0,00
38	17/07/2062	3,60	79 974,10	71 884,02	8 090,08	0,00	152 840,56	0,00
39	17/07/2063	3,60	80 373,97	74 871,71	5 502,26	0,00	77 968,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 152404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	17/07/2064	3,60	80 775,73	77 968,85	2 806,88	0,00	0,00	0,00
Total			2 936 451,12	1 508 730,00	1 427 721,12	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0080-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162494 Emprunteur n° 0002075S6

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

Emprunteur : 0207566 - UNICIL
N° du Contrat de Prêt : 162404 / N° de la Ligne du Prêt : 5610166
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 1 239 653 €
Taux actuariel théorique : 3,26 %
Taux effectif global : 3,26 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	17/07/2025	3,26	43 775,15	3 362,46	40 412,69	0,00	1 236 290,54	0,00
2	17/07/2026	3,26	43 775,15	3 472,08	40 303,07	0,00	1 232 818,46	0,00
3	17/07/2027	3,26	43 775,15	3 585,27	40 189,88	0,00	1 229 233,19	0,00
4	17/07/2028	3,26	43 775,15	3 702,15	40 073,00	0,00	1 225 531,04	0,00
5	17/07/2029	3,26	43 775,15	3 822,84	39 952,31	0,00	1 221 708,20	0,00
6	17/07/2030	3,26	43 775,15	3 947,46	39 827,69	0,00	1 217 760,74	0,00
7	17/07/2031	3,26	43 775,15	4 076,15	39 699,00	0,00	1 213 684,59	0,00
8	17/07/2032	3,26	43 775,15	4 209,03	39 566,12	0,00	1 209 475,56	0,00
9	17/07/2033	3,26	43 775,15	4 346,25	39 428,90	0,00	1 205 129,31	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 0002075B6

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	17/07/2034	3,26	43 775,15	4 487,93	39 287,22	0,00	1 200 641,38	0,00
11	17/07/2035	3,26	43 775,15	4 634,24	39 140,91	0,00	1 196 007,14	0,00
12	17/07/2036	3,26	43 775,15	4 785,32	38 989,83	0,00	1 191 221,82	0,00
13	17/07/2037	3,26	43 775,15	4 941,32	38 833,83	0,00	1 186 280,50	0,00
14	17/07/2038	3,26	43 775,15	5 102,41	38 672,74	0,00	1 181 178,09	0,00
15	17/07/2039	3,26	43 775,15	5 268,74	38 506,41	0,00	1 175 909,35	0,00
16	17/07/2040	3,26	43 775,15	5 440,51	38 334,64	0,00	1 170 468,84	0,00
17	17/07/2041	3,26	43 775,15	5 617,87	38 157,28	0,00	1 164 850,97	0,00
18	17/07/2042	3,26	43 775,15	5 801,01	37 974,14	0,00	1 159 049,96	0,00
19	17/07/2043	3,26	43 775,15	5 990,12	37 785,03	0,00	1 153 059,84	0,00
20	17/07/2044	3,26	43 775,15	6 185,40	37 589,75	0,00	1 146 874,44	0,00
21	17/07/2045	3,26	43 775,15	6 387,04	37 388,11	0,00	1 140 487,40	0,00
22	17/07/2046	3,26	43 775,15	6 595,26	37 179,89	0,00	1 133 892,14	0,00
23	17/07/2047	3,26	43 775,15	6 810,27	36 964,88	0,00	1 127 081,87	0,00
24	17/07/2048	3,26	43 775,15	7 032,28	36 742,87	0,00	1 120 049,59	0,00
25	17/07/2049	3,26	43 775,15	7 261,53	36 513,62	0,00	1 112 788,06	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	17/07/2050	3,26	43 775,15	7 498,26	36 276,89	0,00	1 105 289,80	0,00
27	17/07/2051	3,26	43 775,15	7 742,70	36 032,45	0,00	1 097 547,10	0,00
28	17/07/2052	3,26	43 775,15	7 995,11	35 780,04	0,00	1 089 551,99	0,00
29	17/07/2053	3,26	43 775,15	8 255,76	35 519,39	0,00	1 081 296,23	0,00
30	17/07/2054	3,26	43 775,15	8 524,89	35 250,26	0,00	1 072 771,34	0,00
31	17/07/2055	3,26	43 775,15	8 802,80	34 972,35	0,00	1 063 968,54	0,00
32	17/07/2056	3,26	43 775,15	9 089,78	34 685,37	0,00	1 054 878,76	0,00
33	17/07/2057	3,26	43 775,15	9 386,10	34 389,05	0,00	1 045 492,66	0,00
34	17/07/2058	3,26	43 775,15	9 692,09	34 083,06	0,00	1 035 800,57	0,00
35	17/07/2059	3,26	43 775,15	10 008,05	33 767,10	0,00	1 025 792,52	0,00
36	17/07/2060	3,26	43 775,15	10 334,31	33 440,84	0,00	1 015 458,21	0,00
37	17/07/2061	3,26	43 775,15	10 671,21	33 103,94	0,00	1 004 787,00	0,00
38	17/07/2062	3,26	43 775,15	11 019,09	32 756,06	0,00	993 767,91	0,00
39	17/07/2063	3,26	43 775,15	11 378,32	32 396,83	0,00	982 389,59	0,00
40	17/07/2064	3,26	43 775,15	11 749,25	32 025,90	0,00	970 640,34	0,00
41	17/07/2065	3,26	43 775,15	12 132,27	31 642,88	0,00	958 508,07	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PRD090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	17/07/2066	3,26	43 775,15	12 527,79	31 247,36	0,00	945 980,28	0,00
43	17/07/2067	3,26	43 775,15	12 936,19	30 838,96	0,00	933 044,09	0,00
44	17/07/2068	3,26	43 775,15	13 357,91	30 417,24	0,00	919 686,18	0,00
45	17/07/2069	3,26	43 775,15	13 793,38	29 981,77	0,00	905 892,80	0,00
46	17/07/2070	3,26	43 775,15	14 243,04	29 532,11	0,00	891 649,76	0,00
47	17/07/2071	3,26	43 775,15	14 707,37	29 067,78	0,00	876 942,39	0,00
48	17/07/2072	3,26	43 775,15	15 186,83	28 588,32	0,00	861 755,56	0,00
49	17/07/2073	3,26	43 775,15	15 681,92	28 093,23	0,00	846 073,64	0,00
50	17/07/2074	3,26	43 775,15	16 193,15	27 582,00	0,00	829 880,49	0,00
51	17/07/2075	3,26	43 775,15	16 721,05	27 054,10	0,00	813 159,44	0,00
52	17/07/2076	3,26	43 775,15	17 266,15	26 509,00	0,00	795 893,29	0,00
53	17/07/2077	3,26	43 775,15	17 829,03	25 946,12	0,00	778 064,26	0,00
54	17/07/2078	3,26	43 775,15	18 410,26	25 364,89	0,00	759 654,00	0,00
55	17/07/2079	3,26	43 775,15	19 010,43	24 764,72	0,00	740 643,57	0,00
56	17/07/2080	3,26	43 775,15	19 630,17	24 144,98	0,00	721 013,40	0,00
57	17/07/2081	3,26	43 775,15	20 270,11	23 505,04	0,00	700 743,29	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0060-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	17/07/2082	3,26	43 775,15	20 930,92	22 844,23	0,00	679 812,37	0,00
59	17/07/2083	3,26	43 775,15	21 613,27	22 161,88	0,00	658 199,10	0,00
60	17/07/2084	3,26	43 775,15	22 317,86	21 457,29	0,00	635 881,24	0,00
61	17/07/2085	3,26	43 775,15	23 045,42	20 729,73	0,00	612 835,82	0,00
62	17/07/2086	3,26	43 775,15	23 796,70	19 978,45	0,00	589 039,12	0,00
63	17/07/2087	3,26	43 775,15	24 572,47	19 202,68	0,00	564 466,65	0,00
64	17/07/2088	3,26	43 775,15	25 373,54	18 401,61	0,00	539 093,11	0,00
65	17/07/2089	3,26	43 775,15	26 200,71	17 574,44	0,00	512 892,40	0,00
66	17/07/2090	3,26	43 775,15	27 054,86	16 720,29	0,00	485 837,54	0,00
67	17/07/2091	3,26	43 775,15	27 936,85	15 838,30	0,00	457 900,69	0,00
68	17/07/2092	3,26	43 775,15	28 847,59	14 927,56	0,00	429 053,10	0,00
69	17/07/2093	3,26	43 775,15	29 788,02	13 987,13	0,00	399 265,08	0,00
70	17/07/2094	3,26	43 775,15	30 759,11	13 016,04	0,00	368 505,97	0,00
71	17/07/2095	3,26	43 775,15	31 761,86	12 013,29	0,00	336 744,11	0,00
72	17/07/2096	3,26	43 775,15	32 797,29	10 977,86	0,00	303 946,82	0,00
73	17/07/2097	3,26	43 775,15	33 866,48	9 908,67	0,00	270 080,34	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162494 Emprunteur n° 000207566

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 17/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
74	17/07/2098	3,26	43 775,15	34 970,53	8 804,62	0,00	235 109,81	0,00
75	17/07/2099	3,26	43 775,15	36 110,57	7 664,58	0,00	198 999,24	0,00
76	17/07/2100	3,26	43 775,15	37 287,77	6 487,38	0,00	161 711,47	0,00
77	17/07/2101	3,26	43 775,15	38 503,36	5 271,79	0,00	123 208,11	0,00
78	17/07/2102	3,26	43 775,15	39 758,57	4 016,58	0,00	83 449,54	0,00
79	17/07/2103	3,26	43 775,15	41 054,69	2 720,46	0,00	42 394,85	0,00
80	17/07/2104	3,26	43 776,92	42 394,85	1 382,07	0,00	0,00	0,00
Total			3 502 013,77	1 239 653,00	2 262 360,77	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0950-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162404 Emprunteur n° 00020756

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL
UNICIL SA HLM
11,RUE ARMENY
13006 MARSEILLE

Dossier n° : U139064
Suivi par : **BADIANE Francois**
Courriel : francois.badiane@caissedesdepots.fr
Contrat n° 162404

Marseille, le 5 septembre 2024

Lettre Avenant n°219

Objet : lettre avenant modificative du montage de garantie

Monsieur le Directeur Général,

La Caisse des Dépôts (CDC) vous a accordé un Prêt d'un montant de 4 020 120,00 euros (quatre millions vingt mille cent-vingt euros) constitué de 4 Ligne(s) du Prêt, pour financer l'opération LES JARDINS DE JUSTINE - LLS.

Article 16 contrat n°162404

Type de garantie	Dénomination du Garant	Quotité garantie (en %)
Collectivités locales	CA DE LA RIVIERA FRANCAISE	100,00

Suite à votre demande, nous vous informons de l'accord de la CDC sur la modification du montage de garantie du Contrat de Prêt n°162404 qui a pris effet le 19/08/2024.

Par conséquent, le montage de garantie ainsi que les termes de l'article 16 du Contrat de Prêt n°162404 qui a pris effet le 19/08/2024, sont modifiés comme suit :

« Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de garantie	Dénomination du Garant	Quotité garantie (en %)
Collectivités locales	CMNTE AGGLO PAYS DE GRASSE	100,00

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le(s) Garant(s) du Prêt s'engage(nt), pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant. L'engagement de ce(s) dernier(s) porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur. »

Les autres dispositions du Contrat de Prêt demeurent inchangées. Afin de formaliser cette modification contractuelle, nous vous remercions de bien vouloir nous renvoyer la présente lettre valant avenant dûment signée.

Elle devra être retournée à la CDC paraphée, datée et signée 10 jours ouvrés avant la (les) Date(s) Limite(s) de Mobilisation des fonds comme renseigné dans l'accusé de réception du contrat n° 162404.

A défaut de réception de cette lettre avenant dans le délai imparti, le Prêteur pourra considérer ce dernier comme nul et non avenu.

Nous attirons votre attention qu'à défaut de réception des garanties conformes au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, la CDC sera dans l'impossibilité de procéder au versement des fonds à cette date.

Restant à votre entière disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Caisse des Dépôts

A Marseille le 5 septembre 2024

Nom /Prénom : Ludovic PRIMOT

Qualité : Responsable Relation Client

Date et Signature :

le 5 septembre 2024

Ludovic PRIMOT
Responsable de pôle
Direction Régionale PACA

Pour l'Emprunteur

A Marseille le 5 SEP. 2024

Nom /Prénom : Agnès DE MINGEON

Qualité : Directrice Département Contrôle

Date et Signature :

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00
provence-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA
DE 35 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
FINANCÉS EN PLUS ET PLAI

OPÉRATION « LES JARDINS DE JUSTINE »
2250 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
06550 LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
SA D'HLM UNICIL

Entre :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, sise au 57 avenue Pierre Sémard à Grasse (06130), identifiée sous le numéro SIRET, 200 039 857 00012 représentée par son Président, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 27/02/2025,

D'une part,

Et :

La SA D'HLM UNICIL, SIREN n°573620754, sise 11 rue Armeny à Marseille (13006), inscrite au registre du commerce et des sociétés de Marseille représentée par son Directeur Général, **Monsieur Eric PINATEL,**

D'autre part.

VU LA DÉLIBÉRATION N°DL2024_026 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 FÉVRIER 2024 ACCORDANT DES SUBVENTIONS AUX ORGANISMES DU LOGEMENT SOCIAL POUR LE FINANCEMENT DES OPERATIONS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX AGREES EN 2023 ;

VU LA DÉLIBÉRATION N°2024_196 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 7 NOVEMBRE 2024 RAPPORTÉE ;

VU LA DÉLIBÉRATION N°2025_XXX DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 FÉVRIER 2025 ACCORDANT SA GARANTIE D'EMPRUNT A UNICIL ;

VU LE CONTRAT DE PRÊT N°162404 ET LA LETTRE AVENANT MODIFICATIVE DU MONTAGE DE GARANTIE N°219 EN ANNEXE DE LA DÉLIBÉRATION N°2025_XXX DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 FÉVRIER 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'ESH UNICIL a obtenu de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, par délibération du **conseil communautaire du 27 février 2025**, la garantie totale pour les 4 Lignes du prêt d'un montant maximum quatre millions vingt mille cent-vingt euros (4 020 120,00 €) :

- ✓ **PLAI, d'un montant de six-cent-vingt-trois mille neuf-cent-dix-neuf euros (623 919,00 euros) ;**
- ✓ **PLAI foncier, d'un montant de six-cent-quarante-sept mille huit-cent-dix-huit euros (647 818,00 euros) ;**
- ✓ **PLUS, d'un montant de un million cinq-cent-huit mille sept-cent-trente euros (1 508 730,00 euros) ;**
- ✓ **PLUS foncier, d'un montant de un million deux-cent-trente-neuf mille six-cent-cinquante-trois euros (1 239 653,00 euros) ;**

Ce Prêt est contracté auprès de la Caisse des dépôts et Consignations aux taux et conditions en vigueur lors de l'établissement du contrat, et de la lettre modificative du montage de garantie n°219, et est destiné à financer **l'opération d'acquisition en VEFA « Les Jardins de Justine » de 35 logements locatifs sociaux financés en PLUS et PLAI située 2250 avenue de la République à La-Roquette-sur-Siagne (06550).**

Le jeu de la garantie susvisé est subordonné aux règles ci-après déterminant à cet effet les rapports entre la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE et la SA D'HLM UNICIL.

ARTICLE 2 :

Les opérations poursuivies par UNICIL, tant au moyen de ses ressources propres que des emprunts qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE ou qu'elle réalisera avec cette garantie, donneront lieu, à la fin de chaque année, à l'établissement par UNICIL :

1°/ D'un compte de gestion en recettes et en dépenses faisant ressortir pour ladite année et par opération, le résultat propre de l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à UNICIL.

2°/ D'un compte général d'équilibre établi dans la forme indiquée ci-après.

ARTICLE 3 :

Le compte de gestion défini au paragraphe 1 de l'article 2 ci-dessus comprendra :

Au crédit : Les recettes de toutes natures auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la société.

Au débit : L'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion, notamment les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de réparation, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêt et d'amortissement afférentes aux emprunts contractés pour la construction desdits immeubles et installations.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

ARTICLE 4 :

L'excédent global de dépenses ou l'excédent global de recettes accusé par le compte de gestion défini ci-dessus sera respectivement porté au débit ou au crédit du compte général d'équilibre annuel visé au paragraphe 2 de l'article 2.

Seront en outre inscrits à ce compte général :

Au débit :

- l'excédent de dépenses du compte général de l'année précédente s'il en existe un,
- les dépenses de toutes natures effectuées par la société pour d'autres raisons que la gestion et l'exploitation de ses immeubles.

Au crédit :

- l'excédent de recettes du compte général de l'année précédente s'il en existe un,
- les recettes de toutes natures qui ne proviendraient pas de la gestion et de l'exploitation des immeubles.

Si le solde du compte général ainsi établi est excédentaire, il est utilisé jusqu'à due concurrence et dans le cas où la garantie de la collectivité aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par UNICIL vis-à-vis de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celle-ci dans les écritures de la société dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

Si le compte d'avances de la collectivité ne fait apparaitre aucune dette de la société, le solde excédentaire est mis en réserve et ne pourra être employé aux opérations de UNICIL qu'après avis du conseil communautaire et accord de l'autorité qui règle le budget.

Si le compte général est déficitaire, le solde est compensé à due concurrence par un versement effectué par la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE au titre de la garantie qu'elle a assumée, étant entendu que ce versement devra être affecté au règlement des annuités d'emprunts dues par la société et ne pourra être supérieur au montant de ces annuités.

ARTICLE 5 :

L'ESH UNICIL peut envisager de n'avoir recours qu'à un versement provisoire à valoir sur le jeu de la garantie de la collectivité.
Dans ce cas, comme dans celui où elle ferait appel à la garantie en totalité, UNICIL devra en aviser le Président au moins trois mois avant l'échéance à régler et lui fournir, à l'appui de sa demande, les justifications nécessaires.

ARTICLE 6 :

Un compte d'avances communautaires sera ouvert dans les écritures de la société, il comportera :

Au débit : Le montant des versements effectués par la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE en vertu des articles 3 et 4, majoré des intérêts supportés par celle-ci, si elle a dû faire face à des avances, au moyen de fonds d'emprunts.

Au crédit : Le montant des remboursements effectués par la société.

Le solde constituera la dette de la société vis-à-vis de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

ARTICLE 7 :

La société, sur simple demande du Président de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE, devra fournir à l'appui des comptes visés aux articles précédents, toutes justifications utiles.
Elle devra permettre conformément à l'article R.451-4 du code de la construction et de l'habitation, à toute époque, aux agents désignés par le Préfet de contrôler le fonctionnement de UNICIL, d'effectuer la vérification de sa caisse ainsi que de ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

ARTICLE 8 :

L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts qui en font l'objet.
A l'expiration de ladite convention et si le compte d'avances communautaires n'est pas soldé, une nouvelle convention devra intervenir entre la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE et UNICIL, en vue de déterminer les conditions de remboursement à la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE, du solde de ce compte.

En l'absence d'une convention nouvelle, resteront en vigueur les dispositions des articles 2, 3, 4 et 6 jusqu'à ce que le compte prévu à l'article 6 soit soldé.

ARTICLE 9 :

La garantie ne jouera que pour des emprunts à contracter par UNICIL dont le taux sera celui en vigueur à la CDC.

ARTICLE 10 :

Tous les frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention, seront à la charge de UNICIL.

ARTICLE 11 :

En contrepartie de la garantie d'emprunts ci-dessus indiquée :
UNICIL s'engage à réserver pendant toute la durée de la garantie à des candidats locataires choisis sur une liste établie par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, **7 logements**.
Ces 7 logements réservés s'ajoutent au contingent réservé au titre de la subvention accordée par la délibération n° DL2024_026 du 22 février 2024 de 4 logements, soit un total de 11 logements réservés sur cette opération.

Fait à Grasse, le :

Pour la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE	**Pour la SA D'HLM UNICIL**
Le Président,	**Le Directeur Général,**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Éric PINATEL**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

CONVENTION DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS
PREMIERE COMMERCIALISATION

OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA
DE 35 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
FINANCÉS EN PLUS ET PLAI

OPÉRATION « LES JARDINS DE JUSTINE »
2250 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
06550 LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE
SA D'HLM UNICIL

Entre :

La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE, sise au 57 avenue Pierre Sémard à Grasse (06130), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, représentée par son Président, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 27/02/2025.

D'une part,

Et :

LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÉRÉ UNICIL, SIREN n°573620754, sise 11 rue Armeny à Marseille (13006), inscrite au registre du commerce et des sociétés de Marseille représentée par son Directeur Général, **Monsieur Eric PINATEL,**

D'autre part.

VU LA DÉLIBÉRATION N°DL2024_026 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 FÉVRIER 2024 ACCORDANT DES SUBVENTIONS AUX ORGANISMES DU LOGEMENT SOCIAL POUR LE FINANCEMENT DES OPERATIONS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX AGREES EN 2023 ;

VU LA DÉLIBÉRATION N°2024_196 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 7 NOVEMBRE 2024 RAPPORTÉE PAR LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE N°2025_XXX DU 27 FÉVRIER 2025 ;

VU LA DÉLIBÉRATION N°2025_XXX DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 FÉVRIER 2025 ACCORDANT SA GARANTIE D'EMPRUNT A UNICIL ;

VU LE CONTRAT DE PRÊT N°162404 ET LA LETTRE AVENANT MODIFICATIVE DU MONTAGE DE GARANTIE N°219 EN ANNEXE DE LA DÉLIBÉRATION N°2025_XXX DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 FÉVRIER 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

PRÉAMBULE

Conformément à la loi du 23/11/2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), et au décret n°2020-145 du 20/02/2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les droits de réservation sont traduits en flux dans le cadre de la convention bipartite établie entre la CAPG et le bailleur pour une mise en œuvre au 1er janvier 2024.
Pour autant, au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, la gestion des droits acquis s'effectue en stock. Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux.
Cette présente convention a ainsi pour objet d'encadrer les modalités de répartition des logements réservés, leurs caractéristiques, en vue de la commercialisation du programme.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - MODALITÉS DE RÉSERVATION DES LOGEMENTS

Lors de la première commercialisation, LE BAILLEUR s'engage à réserver au bénéfice de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE, dans le programme **"LES JARDINS DE JUSTINE " situé à LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE (06 550)**, selon les modalités prévues ci-après, **7 logements** en contrepartie de la garantie d'emprunt, en complément des **4 logements** réservés au titre de la subvention.

Numéro Appt	Bât.	Etage	Type	Finance-ment	Surface utile (m²)	Loyer mensuel HC (€)
A001	A	RDC	T3	PLAI	65,97	407
A004	A	RDC	T3	PLUS	68,55	472
A005	A	RDC	T3	PLAI	67,38	414
B002	B	RDC	T2	PLUS	45,09	308
B004	B	RDC	T3	PLUS	68,55	472
B006	B	RDC	T2	PLAI	44,83	274
B201	B	R+2	T4	PLUS	89,60	627
LOGEMENTS RÉSERVÉS AU TITRE DE LA SUBVENTION						
A007	A	RDC	T2	PLUS	45,04	307
A101	A	R+1	T3	PLUS	70,97	484
A102	A	R+1	T2	PLUS	45,14	308
B007	B	RDC	T2	PLAI	45,04	275

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_023-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_023

ARTICLE 2 - PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

Au plus tard 4 mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet au réservataire les renseignements nécessaires pour assurer le placement des logements réservés (loyers, charges, répartition et surface des logements, plans, descriptif sommaire, date de livraison prévisionnelle, etc.).

Le bailleur communique par écrit, au minimum 1 mois à l'avance au réservataire, la date de mise en location définitive.
Le réservataire adresse les propositions d'affectations. Si, à la date de mise à disposition des logements, aucun candidat n'a pu être proposé par le réservataire, le logement sera remis à la disposition du bailleur dans les plus brefs délais.
En cas de départ du locataire, la gestion du logement ainsi libéré entre dans le mécanisme de la gestion en flux dont les dispositions sont détaillées dans la convention établie entre le bailleur et le réservataire.

ARTICLE 3 – STATUT JURIDIQUE DES LOGEMENTS ATTRIBUÉS

Il est expressément stipulé que l'attribution d'un appartement à un candidat éventuellement salarié du réservataire ne confère pas à celui-ci le caractère d'un logement de service ou fonction.

ARTICLE 4 – EXERCICE DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE

Le bailleur exerce tous les droits du propriétaire que la loi et le contrat de location lui confèrent. Il pourra donner congé au locataire, si celui-ci refuse après sommation, de respecter notamment ses obligations locatives, et le poursuivre en justice pour paiement ou expulsion.

ARTICLE 5 – STATUT JURIDIQUE DU RÉSERVATAIRE

La présente convention confère en aucune manière au réservataire la qualité de copropriétaire ou de locataire principal.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

En cas d'apport partiel d'actif, de dissolution, fusion, liquidation du bailleur, quelle qu'en soit la forme et pour quelque cause que ce soit, les droits et obligations nés des présentes seront de plein droit transférés à l'organisme auquel l'actif sera dévolu.

Fait à Grasse, le

Pour la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE	**Pour la SA D'HLM UNICIL**
Le Président,	**Le Directeur Général,**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Eric PINATEL**

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_024 : Dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé du Pays de Grasse (OPAH et OPAH-RU) 2022-2027 - Modification des modalités d'intervention financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_024
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	

HABITAT ET LOGEMENT

Dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé du Pays de Grasse (OPAH et OPAH-RU) 2022-2027
Modification des modalités d'intervention financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

SYNTHESE

Au titre de sa politique locale d'amélioration de l'habitat privé, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse pilote, depuis octobre 2022, deux dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse"- pour une durée de 5 années. Dans ce cadre, le conseil communautaire a précisé les conditions d'attribution et de versement des aides de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. Dès lors, au regard du bilan établi et des évolutions des aides des partenaires, il est proposé d'apporter des modifications aux règles applicables.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2017-2024, et le projet en cours d'élaboration pour la période 2025-2030 ;

Vu les conventions d'opérations conduites sur la période 2022-2027 de l'OPAH "Pays de Grasse" et de l'OPAH-RU "Cœur Historique de Grasse" signées par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Action Logement, ainsi que la Ville de Grasse pour l'OPAH-RU ;

Vu les délibérations n°2022_155 du 22 septembre 2022 et n°2023_017 du 09 février 2023 précisant les règles d'application et les modalités d'attribution et de versement des aides de la communauté d'agglomération en faveur des propriétaires occupants, bailleurs et des copropriétés ;

Vu les conventions de financement, signées le 02 septembre 2022, établies entre la Région et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse. A ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure l'avance des aides régionales auprès des bénéficiaires, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'acquitte de sa participation sur présentation des dossiers de demande de remboursement ;

Vu l'avis favorable de la commission Habitat & Logement du 03 février 2025.

Considérant les évolutions réglementaires de l'Agence Nationale de l'Habitat du 01/01/2024, ouvrant la possibilité à tout opérateur agréé MAR (Mon Accompagnateur Rénov') de déposer des demandes d'aides financières aux travaux sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, mobilisant les aides locales en complément des aides de l'Anah ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant les évolutions du régime d'intervention de la Maison Départementale de l'Autonomie des Alpes-Maritimes (MDA 06), à compter du 31/10/2024. En effet, l'Anah intervenant financièrement *auprès des personnes âgées* ayant des ressources modestes et très modestes, la MDA 06 opte pour une orientation de ses subventions vers les séniors non éligibles jusqu'alors, à savoir :

- Les résidents du parc social, quel que soit leurs revenus,
- Les résidents du parc privé aux revenus supérieurs aux plafonds définis par l'Anah.

Pour les personnes en situation de handicap, la MDA 06 conserve ses subventions actuelles.

Aussi, *pour les aides aux travaux d'adaptation des logements des personnes en situation de perte d'autonomie*, afin de réduire le reste à charge des propriétaires occupants modestes et très modestes, il est proposé de maintenir à 30% le taux de subvention appliqué sur le montant HT des travaux subventionnables Anah, et d'augmenter le plafond de la subvention à 4000 € (initialement fixé à 2000 €).

Considérant le bilan des opérations programmées établi lors du comité de pilotage du 17 décembre 2024, mettant l'accent sur des besoins en aides financières complémentaires à destination des propriétaires occupants très modestes confrontés à des situations nécessitant des travaux lourds dans leur logement.

A cet égard, *pour les travaux faisant suite à un arrêté de péril ou d'insalubrité pour les propriétaires très modestes*, il est proposé de rehausser le plafonnement des aides publiques à 100 % du montant TTC des travaux (initialement 80%).

Rappel des règles et modalités d'intervention de la CA Pays de Grasse.

I. Les aides aux travaux de la CA du Pays de Grasse aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et aux copropriétés

La communauté d'agglomération s'engage à accorder une subvention aux propriétaires pour financer leurs projets de travaux éligibles aux aides de l'Anah ; la recevabilité des dossiers est ainsi alignée sur la réglementation de l'Agence.

Les aides de la communauté d'agglomération prendront, comme assiette de calcul, le montant HT des travaux subventionnables par l'Anah. Ces aides sont plafonnées.

En outre, la CA du Pays de Grasse prévoit une prime "Haut-Pays", majorant de 20% ses aides définies selon les conditions ici mentionnées, pour les dossiers de travaux réalisés dans les 12 communes suivantes : Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon, Valderoure.

De plus, les aides de la CA du Pays de Grasse seront accordées par décision du bureau communautaire, dans la limite des crédits annuellement réservés, après instruction des dossiers de demande et décision favorable de la communauté d'agglomération pour le compte de l'Anah, conformément à la convention de délégation de compétence.

Les aides de la CAPG sont mobilisables si, après accord de tous les financeurs publics et privés, il demeure un reste à charge pour le propriétaire occupant ou bailleur, dans la limite des règles de plafonnement, de 80% ou 100 % selon le profil des ménages et la nature des travaux financés.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

I.1. Les aides aux propriétaires occupants

Les aides accordées aux propriétaires occupants sont notamment conditionnées par la nature des travaux, les niveaux de ressources, la durée d'occupation du logement à fin de résidence principale.

PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS (PO)			
	Conditions	**Taux de subvention** (1)	**Plafond de l'aide**
Travaux lourds : Habitat Indigne-Très Dégradé	PO très modestes et modestes	15%	7 000 €
Sécurité et salubrité	PO très modestes et modestes	15%	3 000 €
Travaux autonomie avec justificatif	PO très modestes et modestes	30%	4 000 €
Travaux "économie d'énergie" et autres travaux d'amélioration	PO très modestes et modestes	10%	2 500 €
Prime Haut-Pays	PO très modestes et modestes	Majoration de 20% de l'aide CAPG définie selon les conditions ci-avant	

(1) Taux appliqué sur montant HT des travaux subventionnables Anah.

Les aides aux travaux de la CAPG sont mobilisables pour les projets de logements acquis par leur propriétaire depuis 2 ans ou plus. Cette mention ne s'applique pas aux aides aux travaux pour l'autonomie de l'occupant.

Le plafonnement des aides publiques est fixé a 80 % du montant TTC des travaux.
Ce plafond est porté à 100 % concernant :

- Les travaux d'autonomie pour les propriétaires modestes et très modestes,
- Les travaux faisant suite à un arrêté de péril ou d'insalubrité pour les propriétaires très modestes.

I.2. Les aides aux propriétaires bailleurs

a) Les aides aux propriétaires éligibles aux aides de l'Anah

Les aides accordées aux propriétaires bailleurs sont notamment conditionnées par la nature des travaux, les caractéristiques de décence et d'habitabilité, les ressources du locataire, le niveau de loyer pratiqué, la durée de location.

Les aides de la CAPG sont mobilisables pour financer les travaux d'amélioration des logements conventionnés en Loc 1 (intermédiaire) sous conditions, Loc 2 (social) et Loc 3 (très social).

Dans le cadre des conventionnements Loc1, des aides pourront être accordées à un propriétaire bailleur de plusieurs logements loués au sein d'un même ensemble immobilier collectif, à condition de respecter la répartition a minima 2/3 de loyer Loc 2 et 3, pour 1/3 Loc 1 maximum.
Cette condition de répartition, n'est pas requise au sein du périmètre opérationnel de l'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse".

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

PRORIETAIRES BAILLEURS (PB)			
	Conditions	**Taux de subvention (1)**	**Plafond de l'aide**
Travaux lourds - Habitat indigne/Très dégradé ID > 0,55	Loc 1, Loc 2, Loc 3	25%	8 000 €
Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	Loc 1, Loc 2, Loc 3	20%	5 000 €
Travaux logt dégradé 0,35 <ID<0,55	Loc 1, Loc 2, Loc 3	20%	5 000 €
Energie	Loc 1, Loc 2, Loc 3	20%	5 000 €
RSD / Décence	Loc 1, Loc 2, Loc 3	10%	1 000 €
Prime Haut-Pays	Loc 1, Loc 2, Loc 3	Majoration de 20% de l'aide CAPG définie selon les conditions ci-avant	

(1) Taux appliqué sur montant HT des travaux subventionnables Anah.

Plafonnement de l'aide CAPG

Pour tout projet d'amélioration portant sur plusieurs logements au sein d'un même ensemble immobilier appartenant au même propriétaire/SCI, l'aide maximale accordée est portée à 18 000 €.

b) Les aides aux propriétaires bailleurs non éligibles aux aides de l'Anah : le conventionnement avec "petits travaux"

La communauté d'agglomération aide, sur ses fonds propres, les propriétaires de logements locatifs peu dégradés, non éligibles au dispositif d'aides de l'Anah pour la réalisation de petits travaux d'amélioration de leur patrimoine. Les travaux subventionnables sont les travaux recevables par l'Anah.

Ces aides de la communauté d'agglomération prendront comme assiette le montant HT des travaux éligibles. Ces aides seront en outre plafonnées.

Les conditions d'octroi de cette subvention sont les suivantes :

- ✓ L'engagement du propriétaire dans la réalisation de travaux d'amélioration du logement peu dégradé, le projet ne permettant pas par ailleurs l'obtention d'un gain énergétique significatif pour l'éligibilité aux aides aux travaux de l'Anah,
- ✓ L'engagement du propriétaire à conventionner son logement pour une durée minimum de 6 ans, en loyer conventionné, via la signature d'une convention sans travaux avec l'Anah.

PROPRIÉTAIRES BAILLEURS (PB) - CONVENTIONNEMENT			
Conventionnement "petits travaux"	**Conditions**	**Taux de subvention** sur montant HT des travaux	**Plafond de l'aide**
23 communes du Pays de Grasse	Loc 2 / Loc 3	50%	2 500 €
OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" 2022-2027	Loc 1 / Loc 2 / Loc 3	50%	2 500 €

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

I.3. Les aides aux syndicats des copropriétaires : copropriétés labelisées dégradées et copropriétés aidées dans le cadre du dispositif « MaPrimeRénov' Copropriétés »

La CA du Pays de Grasse prévoit l'octroi de deux types d'aides aux syndicats des copropriétaires :

- une aide aux copropriétés labelisées "dégradées";
- une aide aux copropriétés aidées dans le cadre du dispositif "MaPrimeRénov' Copropriétés" (MPR Copro).

COPROPRIETES			
	Nature des travaux en parties communes	**Taux de subvention (1)**	**Plafond de l'aide**
Copropriété dégradée	1 - Sécurisation des parties communes	10%	7 000 €
	2 - Projet global	10%	16 000 €
	3 - Parties communes très dégradées	10%	24 000 €
MaPrimeRénov' Copropriétés	Energie	10%	10 000 €

(1) Taux appliqué sur montant HT des travaux subventionnables Anah.

Dans le cadre des aides à la réhabilitation des copropriétés dégradées, une labélisation spécifique sera préalablement requise, établie sur la base d'un diagnostic multicritères (DMC) réalisé par l'opérateur, et après validation en commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) ou en commission technique, rendant ainsi éligible l'immeuble concerné aux subventions pour une gamme de travaux (notamment toiture et cage d'escalier) sans avoir à justifier de gains énergétiques.

II. Modalités d'attribution et de versement des aides de la CAPG

Les aides aux travaux de propriétaires bailleurs, occupants et copropriétés éligibles et agréés par l'Anah

Les subventions de la communauté d'agglomération sont accordées par décision du bureau communautaire, sur la base du dossier de demande déposé par l'opérateur, et après agrément du dossier par la CA du Pays de Grasse au titre de la délégation de compétence des aides de l'Anah.
Le versement de ces aides sera effectué sur présentation de la demande de solde des aides de l'Anah par l'opérateur, au délégataire des aides à la pierre du parc privé, après transmission du rapport de visite effectué après travaux.

Les aides aux propriétaires bailleurs non éligibles aux aides de l'Anah : le conventionnement avec "petits travaux"

Les subventions de la communauté d'agglomération sont accordées par décision du bureau communautaire, sur la base du dossier de demande établi par l'équipe de suivi-animation des opérations, constitué a minima des pièces suivantes :

- acte de propriété,
- formulaire de demande de subvention,
- plan de financement,
- devis.

Le versement de ces aides sera effectué sur présentation du dossier de demande de paiement, dans la limite des enveloppes disponibles, constitué a minima de :

- formulaire de demande de paiement,
- factures acquittées,
- convention de loyer signée.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour l'ensemble de ces aides, il sera rappelé les conditions d'occupation du logement, et précisé, dès la constitution du dossier de demande de subvention, que le propriétaire s'engage à reverser à la communauté d'agglomération tout ou partie des sommes perçues suivant la durée de l'obligation restant à courir, en cas de mutation ou de modification qui pourrait être apportée aux conditions d'occupation du logement. Il sera en outre indiqué que les délais pour réaliser les travaux et demander le paiement des subventions sont alignés sur ceux de l'Anah.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les modifications apportées aux règles applicables aux aides de la CAPG ci-avant mentionnées ;
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2025 et suivants, au chapitre 204, nature 20422 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'octroi et au paiement de ces subventions ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_024-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_025 : Aide à la production du parc social - Opération d'acquisition-amélioration « Maison Bonhomme » à Saint-Vallier-de-Thiey - SAEM HABITAT 06 - Subvention et autorisation de signature de la convention de financement

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FÉVRIER 2025	N°DL2025_025
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	

HABITAT ET LOGEMENT

Aide à la production du parc social
Opération d'acquisition-amélioration « Maison Bonhomme » à Saint-Vallier-de-Thiey - SAEM HABITAT 06 - Subvention et autorisation de signature de la convention de financement

SYNTHESE

Afin d'accompagner la production de logements locatifs sociaux sur son territoire, et conformément au programme d'actions du PLH et à ses engagements formalisés dans la convention de délégation des aides à la pierre établie avec l'Etat (2021-2026), la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a défini un cadre d'intervention en faveur du logement social. A ce titre, la SAEM HABITAT 06 a sollicité une aide financière pour la réalisation d'une opération d'acquisition-amélioration agréée en 2024 de 5 logements locatifs sociaux (3 PLUS et 2 PLAI), à Saint-Vallier-de-Thiey. En contrepartie de la subvention, un droit de réservation de 2 logements est accordé à la CA du Pays de Grasse.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu l'article L.302-7 du Code de construction et de l'habitation ;

Vu l'intérêt communautaire défini en matière d'équilibre social de l'habitat par délibération n°DL2014-384 du conseil du 13 novembre 2014 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2017-2024, et le projet de PLH 2025-2030 en cours d'élaboration ;

Vu la convention de délégation de compétence 2021-2026, établie entre l'Etat, l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), signée le 17 décembre 2021 ;

Vu le règlement d'attribution des aides à la production de logements sociaux approuvé par délibération n°2024-108 du conseil communautaire du 20 juin 2024 ;

Vu la décision de financement n° 2024-110-1017 signée le 04 novembre 2024 par le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au titre de la délégation de compétence, portant agrément de l'opération de logements locatifs sociaux ci-après mentionnée ;

Vu l'avis favorable de la commission Habitat - Logement du 03 février 2025 ;

Considérant les mesures mises en œuvre par délibération n°2024-108 du conseil communautaire du 20 juin 2024, prévoyant une participation forfaitaire de la CAPG pour les opérations financées en PLUS et en PLAI, hors usufruit locatif social ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant les modalités de versement des subventions, précisées par convention, et en fonction de l'avancement de l'opération, soit :

- 30% sur présentation de l'attestation notariée justifiant la propriété, et de la convention APL ou son projet ;
- 50% sur présentation du justificatif attestant de la réalisation de 70% des travaux ;
- 20% à la réception des travaux.

Considérant la demande d'agrément et de financement formulée par la SAEM HABITAT 06 pour la réalisation de l'opération mentionnée ci-après, il est proposé d'accorder les subventions suivantes :

Réf opération : *Bailleur :*	2024060069 00001 **SAEM HABITAT 06**		
Adresse de l'opération	Maison Bonhomme 1 place du Tour – ST-VALLIER-DE-THIEY		
Description de l'opération	Acquisition-amélioration de 5 logements locatifs sociaux (3 PLUS et 2 PLAI) Coût prévisionnel de 2 246 895 € TTC		
	3 PLUS	2 PLAI	Total subvention
Subventions CAPG (en AA)	**18 000.00€**	**14 000.00€**	**32 000.00€**
Prime CAPG « petite opération en AA »	**6 000.00€**	**4 000.00€**	**10 000.00€**
TOTAL subventions CAPG			**42 000.00€**
Contrepartie logements réservés : 2			

Considérant le projet de convention de financement annexé à la présente délibération établie entre la SAEM HABITAT 06 et la Communauté d'agglomération afin d'encadrer les conditions et les modalités de versement de la subvention.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER,** dans le cadre établi par la présente délibération, une aide financière d'un montant total de 42 000.00€ à la SAEM HABITAT 06 pour la réalisation de l'opération d'acquisition-amélioration de 5 logements locatifs sociaux (3 PLUS et 2 PLAI) sise à Saint-Vallier-de-Thiey, 1 Place du Tour ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à procéder au versement de ces subventions selon l'échéancier établi par la convention de financement ;

- **DE DIRE** que ces subventions interviennent dans le cadre de l'utilisation des fonds SRU perçus par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en application de l'article 302-7 du CCH pour les communes déficitaires en logements locatifs sociaux et reversés par l'Etat à la CAPG, au titre de la délégation des aides à la pierre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 ;

- **D'ETABLIR** la convention de financement correspondante, jointe en annexe, entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la SAEM HABITAT 06 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_025

PROJET

CONVENTION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE 5 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

Opération « Maison BONHOMME »

1 Place du Tour

06460 SAINT-VALLIER-DE-THIEY

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_025

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La **Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, et représentée par son Président en exercice Monsieur Jérôme VIAUD, agissant en nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du conseil communautaire n°2025_ XXX du 27 février 2025.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET

La **SA d'économie mixte HABITAT 06**, identifiée sous le numéro SIREN 303 469 159, dont le siège social est situé au 64 avenue Valéry Giscard d'Estaing - 06200 NICE et représentée par son Directeur Général, Monsieur Laurent CHADAJ, agissant en nom et pour le compte de la société.

Dénommée ci-après, « LE BAILLEUR »,

Vu la délibération n°DL2025_XXX du conseil communautaire du 27 février 2025 accordant à Habitat 06 une subvention pour son opération d'acquisition-amélioration réalisée à Saint-Vallier-de-Thiey ;

Vu la demande formulée par la SAEM HABITAT 06, le bailleur, auprès de la CA du Pays de Grasse relative à l'octroi d'une subvention pour le financement de l'opération «Maison Bonhomme» sise à Saint-Vallier-de Thiey, 1 Place du Tour ;

Vu la décision de financement de logements locatifs aidés n°2024 110 1017 (PLUS-PLAI) signée le 04 novembre 2024 par le Président de la CAPG au titre de la délégation de compétence, portant agrément de l'acquisition et l'amélioration de 5 logements locatifs sociaux au bénéfice du BAILLEUR pour ladite opération.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_025

PREAMBULE

Afin de soutenir la production du logement social sur son territoire, et conformément à ses engagements formalisés dans la convention de délégation des aides à la pierre avec l'Etat, la CAPG a approuvé les conditions d'octroi et de versement des moyens qu'elle affecte au logement social.

Dans ce cadre, LE BAILLEUR sollicite une aide financière de **42 000.00 €** pour l'acquisition et la réhabilitation de 5 logements locatifs sociaux (3 PLUS et 2 PLAI), située 1 Place du Tour, à Saint-Vallier-de-Thiey.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention établie entre la CAPG et le BAILLEUR qui envisage l'acquisition et l'amélioration de 5 logements locatifs sociaux (3 PLUS et 2 PLAI) à l'adresse 1 Place du Tour à Saint-Vallier-de-Thiey a pour objet de fixer les droits et obligations des parties.

ARTICLE 2- ENGAGEMENTS DU BAILLEUR

2.1- Suivi de l'opération

Le BAILLEUR informera la CAPG de la date de démarrage des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, le BAILLEUR indiquera à la CAPG tout retard susceptible d'impacter l'opération.

La CAPG se réserve le droit de solliciter une visite de l'opération en cours de chantier, à la réception des travaux.

2.2. Financement de l'opération

Le coût prévisionnel de l'opération, s'élève à **2 246 895.00€ TTC** pour l'acquisition et l'amélioration de 5 logements locatifs sociaux, située 1 Place du Tour à Saint-Vallier-de-Thiey, et nécessite une aide financière de la CAPG d'un montant total de **42 000.00 €** selon le plan de financement suivant :

OPERATION	3 logements PLUS	2 logements PLAI	Total Financement
Subvention Etat	0.00€	20 000.00€	20 000.00€
Bonus Etat sobriété foncière)	31 500.00€	21 000.00€	52 500.00€
Subvention CAPG (en AA)	**18 000.00€**	**14 000.00€**	**32 000.00€**
Prime CAPG « petite opérations AA »	**6 000.00€**	**4 000.00€**	**10 000.00€**
Subvention Autres	540 000.00€	360 000.00€	900 000.00€
EPF Paca	30 000.00€	20 000.00€	50 000.00€
Prêt Foncier	256 196.00€	149 103.00€	405 299.00€
Prêt Travaux	259 777.00€	17 319.00€	277 096.00€
Fonds propres	300 000.00€	200 000.00€	500 000.00€
TOTAL DU FINANCEMENT	1 441 473.00€	805 422.00€	**2 246 895.00€**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

2.3. Contreparties et réservations

En contrepartie de la participation financière, LE BAILLEUR s'engage à réserver à la CAPG **2 logements** sur cette opération au titre de la subvention et de la prime, et ce, outre la réservation qui pourra être accordée en contrepartie de la garantie d'emprunt (20% supplémentaire).

Pour la 1ère commercialisation, une convention de réservation de logements sera établie entre la CAPG et LE BAILLEUR.

Au plus tard 4 mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet au réservataire les renseignements nécessaires pour assurer le placement des logements réservés (loyers, charges, répartition et surface des logements, plans, descriptif sommaire, date de livraison prévisionnelle, etc.).

Le bailleur communique par écrit, au minimum 1 mois à l'avance au réservataire, la date de mise en location définitive.

Le réservataire adresse les propositions d'affectations. Si, à la date de mise à disposition des logements, aucun candidat n'a pu être proposé par le réservataire, le logement, sera remis à la disposition du bailleur dans les plus brefs délais.

2ème commercialisation et suivantes : en cas de départ du locataire, la gestion du logement ainsi libéré entre dans le mécanisme de la gestion en flux dont les dispositions sont détaillées dans la convention établie entre le bailleur et le réservataire.

ARTICLE 3- ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

3.1. Participation financière de la CAPG

Le montant de la subvention accordée par la CAPG au BAILLEUR pour l'opération citée en objet s'élève au total à **42 000.00€** décomposé comme suit :

PLUS en AA : 3 logements x 6 000.00€ = 18 000.00€
PLAI en AA : 2 logements x 7 000.00€ = 14 000.00€
Prime « petites opérations AA »: 5 logements x 2 000.00€ = 10 000.00€

3.2. Modalités de paiement

La subvention de la CAPG sera versée sur demande écrite en fonction du calendrier prévisionnel suivant, tel que renseigné dans la demande de subvention :

- 30% sur présentation des documents justificatifs suivants :
  - Justificatif de propriété (attestation notariée ou acte d'acquisition)
  - Ordre de service de démarrage des travaux
  - Convention APL ou projet

- 50% sur présentation du document justificatif suivant :
  - Attestation d'avancement des travaux de 70% datée et signée

- 20% sur présentation des documents justificatifs suivants :
  - Plan de financement définitif de l'opération daté et signé par le représentant du bailleur
  - Etat des dépenses détaillé
  - Procès-verbal de réception des travaux

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

3.3. Durée de validité des aides financières de la CAPG

La validité de l'aide financière de la CAPG est de 7 ans à compter de la délibération du Conseil Communautaire.

Au terme de l'exercice budgétaire N+7, si l'acte d'acquisition ou l'ordre de service relatif à l'opération n'a pas été fourni, l'opération sera considérée comme caduque et les crédits communautaires mobilisés seront annulés.

Une prorogation peut être sollicitée sur demande justifiée adressée au Président dans la durée de validité.

Dans la mesure où un agrément serait annulé, la subvention accordée pour le programme correspondant sera de fait annulée.

ARTICLE 4- CONTROLE

La CAPG pourra demander AU BAILLEUR tout document financier ou comptable jugé utile au contrôle de la régularité et d'emploi des subventions versées.

ARTICLE 5- ASSURANCE

Le Bailleur certifie qu'il est titulaire d'une police d'assurance intégrant la responsabilité civile générale et professionnelle pour la garantie des risques relatifs à l'exercice de ses activités.

Il s'engage à rester assuré pendant toute la durée de la présente convention, sans que cette police d'assurance ne puisse être interprétée comme limitative, que ce soit dans son étendue ou son montant, de sa propre responsabilité civile, en sa qualité de bailleur social. Ce dernier s'engage à fournir, sur demande de la CA du Pays de Grasse, une copie de l'attestation de l'assureur.

ARTICLE 6- ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

La durée de cette convention correspond à la durée d'amortissement du prêt principal de l'opération, soit pour une période de 60 ans.

ARTICLE 7 – AVENANT A LA CONVENTION

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8- REGLEMENT DES LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présente contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_025

ARTICLE 9- SUSPENSION OU RESILITATION DE LA CONVENTION

Suspension :

La présente convention pourra être suspendue, après mise en demeure par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, pour non-respect de l'une des clauses de la convention.

La suspension prendra effet à la date fixée dans la mise en demeure.

Résiliation :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment à la présente convention, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par celle-ci par lettre recommandée avec accusé de réception, le bailleur n'aura pas pris les mesures appropriées.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font ainsi élection de domicile :

- La CAPG, en son siège situé à Grasse, 57 avenue Pierre Sémard
- Le Bailleur, en son siège situé à Nice, 64 avenue Valéry Giscard D'Estaing

Fait en deux exemplaires originaux, le……

Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des
Alpes-Maritimes

Pour le bailleur,
SAEM HABITAT 06,
Le Directeur Général,

Laurent CHADAJ

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_026 : Aides à la pierre du parc social - Modification des règles d'intervention en faveur du logement social – Instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_026
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	

HABITAT ET LOGEMENT

Aides à la pierre du parc social - Modification des règles d'intervention en faveur du logement social – Instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social

SYNTHESE

Pour conforter les leviers initiés dans le cadre de la délégation des aides à la pierre depuis 2021, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a défini un régime d'aides financières en faveur du développement de l'habitat social sur son territoire. A présent, au regard des besoins en réhabilitation et pour améliorer durablement les conditions d'habitat des locataires du parc social existant, la CAPG souhaite faire évoluer ses règles en accompagnant l'ambition des organismes du logement social dans leurs projets de réhabilitation de leur parc. Aussi est-il proposé d'instaurer une aide spécifique à la réhabilitation du parc social. En contrepartie, une réservation de logement(s) entrant dans le calcul du flux annuel sera demandée.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu l'intérêt communautaire défini en matière d'équilibre social de l'habitat par délibération n°2014-384 du conseil communautaire du 13 novembre 2014 considérant d'intérêt communautaire les actions et les aides financières en faveur des opérations à usage locatif de production neuve, d'acquisition-amélioration et de réhabilitation de logements locatifs sociaux (...) ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2017-2024, et le projet de PLH 2025-2030 en cours d'élaboration ;

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2029 du Pays de Grasse ;

Vu la convention de délégation de compétence 2021-2026, établie entre l'Etat, l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, signée le 17 décembre 2021 ;

Vu le règlement d'attribution des aides à la production de logements sociaux, approuvé par délibération du conseil communautaire du 20 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission Habitat et Logement du 3 février 2025 ;

Considérant le projet de Programme Local de l'Habitat 2025-2030 du Pays de Grasse, prévoyant, dans son programme d'actions, de mettre en œuvre les moyens pour « Agir sur le parc existant pour des logements de qualité » (Orientation n°3). De surcroit, son action n°13 prévoit spécifiquement d'« Accompagner la réhabilitation du parc social » pour améliorer durablement les conditions d'habitat des locataires du parc social existant, améliorer le confort thermique des logements et ainsi réduire les charges des locataires, et maintenir l'attractivité du parc existant ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant le PCAET 2024-2029 fixant des mesures pour « Atténuer le changement climatique » (Axe2), et des objectifs d'accélération de la rénovation de l'habitat, et préconisant un volume de 1170 à 1300 logements à rénover annuellement à 2030 ;

Considérant les besoins en réhabilitation du parc social ancien implanté sur le territoire, d'une part, et le contexte inflationniste marqué par une forte augmentation des coûts des matériaux et des travaux, rendant les opérations de réhabilitation difficiles à équilibrer financièrement ;

A cet effet, il est proposé de modifier les règles d'intervention de la CA du Pays de Grasse au bénéficie du parc social, et d'instaurer une subvention spécifique aux opérations de réhabilitation.

Les conditions d'éligibilité : sont considérées comme éligibles, les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux dès lors que les travaux envisagés améliorent de manière significative **les performances énergétiques, le confort thermique et le cadre de vie des locataires.** En outre, elles sont conditionnées au respect des modalités suivantes :

- les résidences doivent être construites depuis plus de 15 ans et ne doivent pas avoir bénéficié de subvention pour travaux de rénovation au cours des 15 dernières années précédant la demande ;
- Les opérations financées ne doivent pas intégrer un programme de vente dans les 10 ans suivant l'OS travaux ;
- Les travaux envisagés doivent permettre de franchir au minimum une classe énergétique, et d'atteindre a minima la classe « D » après travaux.

Le montant de la subvention : la subvention proposée pour les opérations de réhabilitation du parc social, portées par les organismes du logement social et les communes qui disposent d'un parc de logements conventionnés, est de **10% du montant HT des travaux plafonné à 50 000.00 €** par opération.

En contrepartie, **1 logement réservé par tranche de 25 000 €** sera accordé à la CA du Pays de Grasse ; le logement ainsi réservé intégrera le flux de réservation en année N+1 à compter du versement du solde de la subvention.

En conséquence, il convient de faire évoluer le "règlement d'attribution des aides à la production de logements sociaux" approuvé par délibération du conseil communautaire du 20 juin 2024, et de modifier son intitulé en "règlement d'attribution des aides à l'habitat social".

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social, selon les conditions ci-avant mentionnées ;
- **D'APPROUVER** le règlement d'attribution des aides à l'habitat social joint à la présente délibération ;
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES A L'HABITAT SOCIAL

de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

modifié par délibération du conseil communautaire du 27 février 2025

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2024, et le projet de PLH 2025-2030 en cours d'élaboration ;

Vu la délibération n°2021-078 du conseil communautaire du 1er avril 2021 approuvant les règles d'intervention en faveur du logement social ;

Vu la délibération n°2023-122 du conseil communautaire du 6 juillet 2023 modifiant les règles d'intervention en faveur du logement social ;

Vu la délibération n° 2024 -108 du conseil communautaire du 20 juin 2024 instaurant une prime spécifique de soutien aux opérations complexes d'habitat social ;

Vu la délibération n°2025-XXX du conseil communautaire du 27 février 2025 instaurant une subvention pour la réhabilitation du parc social.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

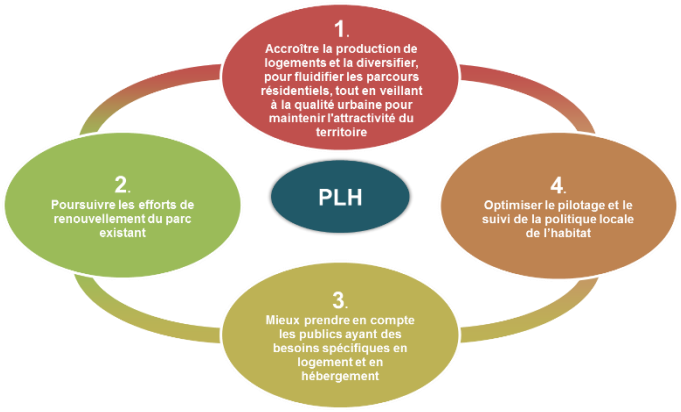
Le présent règlement fixe le cadre d'intervention de la CA du Pays de Grasse en faveur du logement social, il définit les modalités d'attribution et de versement des aides financières accordées par la CAPG, les modalités de mise en œuvre des garanties d'emprunts, ainsi que les mécanismes d'instruction spécifiques au territoire et de gestion des aides à la pierre déléguées par l'Etat, à savoir :

- L'encadrement de la vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)
- L'encadrement du recours à l'Usufruit Locatif Social (ULS)
- Les aides financières aux organismes du logement social et aux communes
- La garantie des emprunts
- La révision des marges locales

Il est applicable pour six ans à compter de son entrée en vigueur et pourra être révisé à tout moment.
Lors de la 1ère demande d'agrément et de financement, l'organisme devra transmettre la charte partenariale de l'habitat social dûment signée par les 2 parties.

Préambule

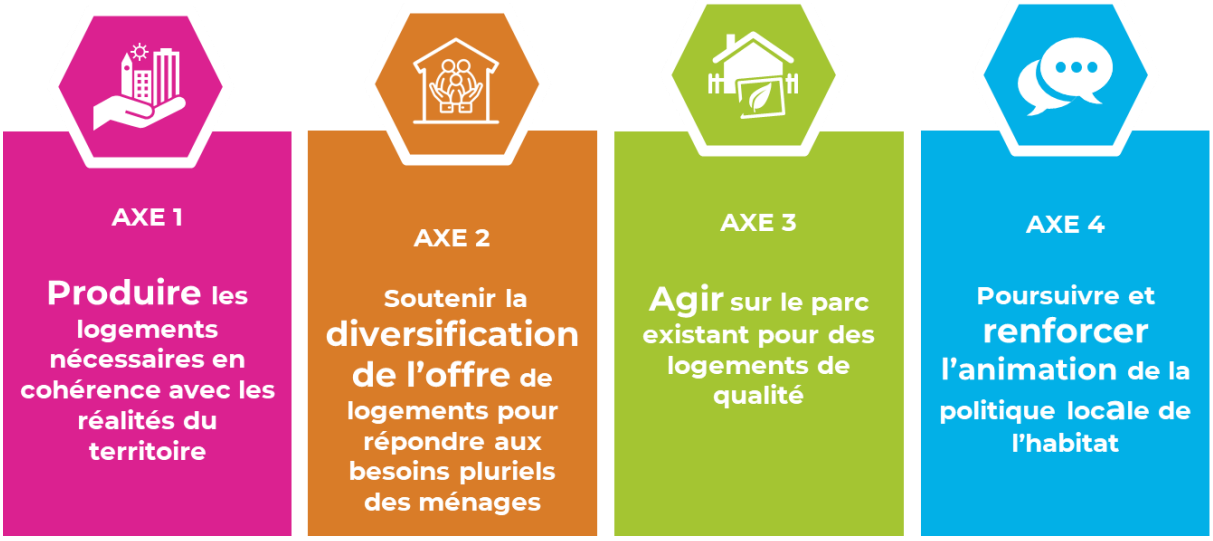
Le Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse 2017-2022 prolongé 2024, approuvé par délibération du conseil communautaire le 15 décembre 2017, se décline autour de 4 grandes orientations.



Il définit les actions en faveur du logement social et fixe des objectifs globaux pour le parc public, à hauteur de **2216 logements locatifs sociaux sur 6 ans, soit 370 logements par an**.

L'orientation 4 du programme d'actions du PLH du Pays de Grasse (2017-2022), intitulée « Optimiser le pilotage et le suivi de la politique locale de l'habitat » prévoit, dans son article 14 de mettre en œuvre la délégation des aides à la pierre : la convention de délégation de compétence de six ans, établie en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, a été signée le 17/12/2020 par l'Etat, l'Anah et la CAPG.

Les travaux d'élaboration du PLH 2025-2030 sont en cours ; le projet prévoit, dès à présent 4 orientations, déclinées en 16 actions.



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

1] Le dispositif d'encadrement de la vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)

L'encadrement des prix de la VEFA des logements produits par les promoteurs et vendus aux organismes du logement social vise à maîtriser les coûts de sortie et de ce fait, améliorer l'équilibre des opérations du logement social. De ce fait, un prix plafond est fixé, au-delà duquel, et sauf motifs dérogatoires, aucun subvention ne sera accordée, ni sur les fonds propres de la CAPG, ni au titre des crédits délégués de l'Etat, le contrat de réservation transmis au titre de la demande d'agrément faisant foi.
Cette disposition n'est pas applicable de façon rétroactive ; aussi, les opérations négociées avant le 6 juillet 2023 demeurent soumises aux règles fixées en 2021.

Plafonds VEFA	
Zone 2- Prix Plafond (Grasse, Mouans-Sartoux, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Auribeau-sur-Siagne, Le Tignet, Cabris, Spéracèdes)	**Zone 3- Prix plafond** (Saint-Vallier-de-Thiey, Saint-Cézaire-sur-Siagne et Haut-Pays)
2 450.00€ HT/m² surface habitable parking compris	2 000.00€ HT/m² surface habitable parking compris

Une dérogation au plafonds de prix de vente, dans une limite contenue de maximum 10%, pourra être étudiée sous réserve de difficultés inhérentes au projet, tel que :

- Création d'espaces communs,
- Une déclivité du terrain supérieure ou égale à 30%,
- Création d'une seconde place de stationnement,
- Réhabilitation d'un bâtiment à forte valeur patrimoniale,
- Tout autre élément dûment justifié.

2] Le recours à l'Usufruit Locatif Social (ULS)

Au regard du recours accru au montage des opérations de logements locatifs sociaux en usufruit locatif social (ULS), reposant sur le principe du démembrement de propriété sur une période de 15 à 20 ans, il apparait opportun d'encadrer son usage. L'opportunité des programmes en ULS sera étudiée au cas par cas par la CA du Pays de Grasse, sur avis de la commune concernée.

Pour les communes qui y sont favorables, et avec leur accord, le recours à l'ULS est encadrée selon les critères suivants :

- Ne pas excéder 30% de l'opération totale,
- Uniquement en complément d'une offre pérenne avec un minimum de 30% de PLAI sur un même programme,
- En fonction de la capacité de relogement du bailleur social à l'issu du bail (patrimoine du bailleur sur la commune),
- Durée minimale de l'usufruit de 20 ans.

3] Le régime d'aides financières aux organismes du logement social et aux communes

Pour les opérations agréées, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse apportera des aides financières aux organismes du logement social et aux communes au titre d'une participation forfaitaire contribuant à l'équilibre financier des opérations financées en pleine propriété (hors ULS), dans la limite des enveloppes financières réservées pour l'exercice budgétaire annuel.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

3.1] LES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR LA CA DU PAYS DE GRASSE

3.1.1. Aides à la production et à l'acquisition-amélioration de logements sociaux

A] Aides aux logements familiaux

TYPE DE FINANCEMENT	AIDE FORFAITAIRE AU LOGEMENT	
	Construction neuve	***Acquisition-amélioration*** (1)
PLAI	5 500,00 €	7 000,00 €
PLUS	4 500,00 €	6 000 €
PLS	0,00 €	0,00 €

(1) Pour bénéficier de ces aides, est introduite une éco-conditionnalité imposant l'atteinte de l'étiquette énergétique D après travaux.

En contrepartie, la CA du Pays de Grasse bénéficiera d'une réservation de **10% du nombre de logements financés**.

A ces subventions, s'ajoutent des **primes "Adaptation" et "Petites opérations AA" :**

Prime Adaptation Logement adapté au handicap et au vieillissement, bénéficiant d'un Label Handitoit Provence/CAPG	**+ *2000 €*** par logement adapté
Prime Petites opérations AA Opérations en acquisition-amélioration de moins de 6 logements	**+ *2000 €*** par logement

B] Aides au conventionnement des logements communaux avec travaux

Avec ou sans acquisition, les communes peuvent bénéficier de subventions pour un conventionnement avec travaux de réhabilitation (en complément de l'aide de l'Etat uniquement mobilisable en PLUS) :

TYPE DE FINANCEMENT	AIDE FORFAITAIRE AU LOGEMENT (1)
PLUS	7 000,00 €

(1) Pour bénéficier de ces aides, est introduite une éco-conditionnalité imposant l'atteinte de l'étiquette énergétique D après travaux.

C] Aides aux logements spécifiques

TYPE DE FINANCEMENT	AIDE FORFAITAIRE AU LOGEMENT
PLAI ADAPTE	7 000,00 €
LOGEMENT ETUDIANT EN AA	5 000,00 € (2)
LOGEMENT SENIOR EN AA (LOGEMENT FOYER)	5 000,00 € (2)

(2) Pour les opérations de moins de 15 logements, et sous condition d'atteindre l'étiquette D après travaux.

En contrepartie, la CA du Pays de Grasse bénéficiera d'une réservation de **10% du nombre de logements financés**.

D] La prime spécifique de soutien aux opérations complexes d'habitat social

Au regard de la conjoncture actuelle contraignant fortement la production de logements, et afin de renforcer son action en faveur du logement social, la CA du Pays de Grasse a instauré une **prime spécifique venant en appui aux opérations complexes d'habitat social**, complémentaire aux subventions de droit commun ci-avant mentionnées.

Les conditions d'octroi de la "prime opérations complexes" :

Les opérations bénéficiant de la "prime opérations complexes" doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- L'opération devra être réalisée en maîtrise d'ouvrage directe ;
- Une subvention au bailleur social devra être accordée par la commune d'implantation ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

- Le maître d'ouvrage devra présenter un plan de financement contraint, faisant notamment apparaître une forte mobilisation de ses fonds propres.

Les montants forfaitaires de la "prime opérations complexes" :

TYPE DE FINANCEMENT	AIDE FORFAITAIRE AU LOGEMENT
PLAI	2 500,00 €
PLUS	1 500,00 €
PLS	0,00 €

La "prime opérations complexes" revêt un caractère exceptionnel nécessitant la tenue d'une réunion décisionnelle préalable réunissant l'ensemble des parties prenantes.

En contrepartie, **1 logement réservé supplémentaire par tranche de 30 000 € de prime** sera accordé à la CA du Pays de Grasse.

3.1.2. L' Instauration d'une subvention pour la réhabilitation du parc social

La réhabilitation du parc social existant a pour vocation d'améliorer les performances énergétiques des logements locatifs sociaux et permet au parc social de demeurer attractif. La rénovation énergétique des résidences donne lieu à une amélioration durable des conditions d'habitat des locataires et favorise la réalisation d'économies de charges.

Le projet de Programme Local de l'Habitat 2025-2030 du Pays de Grasse en cours d'élaboration, prévoit, dans son programme d'actions, de mettre en œuvre les moyens pour « Agir sur le parc existant pour des logements de qualité » (Orientation n°3). De surcroit, son action n°13 prévoit spécifiquement d'« Accompagner la réhabilitation du parc social » pour améliorer durablement les conditions d'habitat des locataires du parc social existant, améliorer le confort thermique des logements et ainsi réduire les charges des locataires, et maintenir l'attractivité du parc existant.

Sont considérées comme éligibles, les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux dès lors que les travaux envisagés améliorent de manière significative **les performances énergétiques, le confort thermique et le cadre de vie des locataires.**

Les conditions d'attribution de la « subvention pour la réhabilitation du parc social » :

- Les résidences doivent être construites depuis plus de 15 ans et ne doivent pas avoir bénéficié de subventions pour travaux de rénovation au cours des 15 dernières années précédant la demande ;
- Les opérations financées ne doivent pas intégrer un programme de vente dans les 10 ans suivant l'OS travaux ;
- Les travaux envisagés doivent permettre de franchir au minimum une classe énergétique, et d'atteindre a minima la classe « D » après travaux.

Le montant de la « subvention pour la réhabilitation du parc social » :

Subvention pour opération de réhabilitation du parc social aux organismes du logement social et aux communes	**10% du montant HT des travaux plafonné à 50 000.00 €** par opération

En contrepartie, **1 logement réservé par tranche de 25 000 € de subvention** sera accordé à la CA du Pays de Grasse, entrant dans le calcul du flux annuel.

Les dossiers seront évalués au cas par cas par la CA du Pays de Grasse selon la complexité de l'opération et son contexte.

3.2] Les modalités d'octroi et de versement des aides de la CA du Pays de Grasse

Pour les aides à la production et à l'acquisition-amélioration de logements sociaux

La demande de subvention sollicitée auprès de la CAPG, devra être transmise avant le démarrage des travaux, par voie postale ou par voie dématérialisée, en plus des pièces transmises dans le cadre de l'agrément :

- Lettre de demande adressée au Président de la CA du Pays de Grasse
- Tableau des réservations
- RIB

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

Après instruction par la direction habitat & logement, la demande de subvention sera examinée lors d'un conseil communautaire et fera l'objet d'une notification.

Les modalités de versement seront précisées dans la convention de financement ad hoc. La subvention pourra être versée sur plusieurs exercices budgétaires, selon l'état d'avancement des dépenses, le solde à la livraison.

La validité de l'aide financière de la CAPG est de 7 ans à compter de la délibération du conseil communautaire accordant la subvention ; une prorogation peut être sollicitée sur demande justifiée adressée au Président dans la durée de validité. Dans la mesure où un agrément serait annulé, la subvention accordée pour le programme correspondant sera de fait annulée.

Pour la subvention à la réhabilitation de logements sociaux

Un dossier de demande d'aide devra être déposé par le demandeur auprès de la Direction Habitat- Logement de la CA du Pays de Grasse qui étudiera son éligibilité. La demande, devra être transmise avant le démarrage des travaux, par voie postale ou par voie dématérialisée :

- Lettre de demande adressée au Président de la CA du Pays de Grasse
- Une note descriptive de l'opération disposant d'un volet technique détaillé précisant la nature des travaux de rénovation énergétique envisagés et les matériaux utilisés
- Un plan de financement prévisionnel (par lots de travaux)
- Une évaluation énergétique avant et après travaux justifiant le franchissement d'au moins une classe énergétique et l'atteinte de l'étiquette D à minima
- Un planning de l'opération précisant le calendrier des phases de travaux, les impacts sur les conditions de vie des locataires durant la phase de travaux et les solutions proposées pour les minimiser.
- RIB

Après instruction par la direction habitat & logement, la demande de subvention sera examinée lors d'un conseil de communautaire et fera l'objet d'une notification transmise par écrit au demandeur.

Les modalités de versement seront précisées dans la convention de financement. La subvention pourra être versée sur plusieurs exercices budgétaires, selon l'état d'avancement des dépenses, le solde à la réception des travaux.

La validité de l'aide financière de la CAPG est de 7 ans à compter de la délibération du conseil communautaire accordant la subvention ; une prorogation peut être sollicitée sur demande justifiée adressée au Président dans la durée de validité.

4] La garantie des emprunts

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse apporte sa garantie d'emprunt à hauteur de 100% à l'ensemble des opérations de logements sociaux. Le jeu de la garantie reste subordonné à une contrepartie de réservation de logements fixée à 20% du programme, en 1ère commercialisation, puis les logements seront intégrés au flux des réservations de la CA du Pays de Grasse [hors opérations de logements spécifiques et accession sociale].
Le dossier de demande est constitué des pièces suivantes :

- Lettre adressée au Président de la CA du Pays de Grasse
- Le contrat de prêt :
    - Si contrat de prêt CDC : signé par les 2 parties,
    - Hors CDC : les originaux destinés à leur signature.
- Tableau des réservations

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

5] L'application d'un barême de majorations locales fixant les loyers sur le territoire de la CA du Pays de Grasse

Pour rappel, la fixation du loyer est encadrée annuellement par l'Avis des Loyers de la Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP) et complétée par un barème local déterminé par le délégataire : LMc = LMz x CS x (1+ML).

Quatre critères ont été définis :

- L'inscription dans une démarche environnementale
- La performance énergétique des logements
- La localisation du programme
- La qualité de services aux locataires
- Les dispositifs innovants

		Nbre Points
Localisation	Commune située en Zone 3 et B	20
	Autres communes	15
Certification ou démarche énergétique et environnementale	Démarche environnementale type BDM (niveau Or)	20
	Certification Prestaterre, Promotelec ou Cerqual (type BEE)	15
	Certification Prestaterre, Promotelec ou Cerqual (type BEE+)	20
Non soumis à la RE2020 Performance de consommation énergétique Certificat délivré par un organisme certificateur accrédité selon la norme ISO 17065 par le COFRAC type Prestaterre Certifications, Cerqual ou Promotelec	RT 2012 -10%	30
	RT 2012 -20%	40
	Label bâtiment bio-sourcé	20
Soumis à la RE2020 Performance de consommation énergétique Certificat délivré par un organisme certificateur accrédité selon la norme ISO 17065 par le COFRAC type Prestaterre Certifications, Cerqual ou Promotelec	[Indicateur Bbio-5%] ou [Indicateur Cep -5 % et Cepnr -10%]	30
	[Indicateur Bbio-10%] et [Indicateur Cep -10 % et Cepnr -10%]	40
	IC construction 2025	45
	IC énergie 2025 + IC construction 2025	50
	IC énergie 2028 + IC construction 2028	60
	Label bâtiment bio-sourcé	20
Performance énergétique	Label HPE Rénovation 2009	30

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_026-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_026

Pour l'Acquisition-amélioration **Labels Cofrac norme ISO17065** **Type Cerqual, Prestaterre ou Promotelec**	Label BBC Effinegie Rénovation (après 1948) ou Label Effinegie Rénovation (avant 1948)	60
Qualité de services et confort des logements	Equipement des placards des logements (porte, tablettes, penderie)	**5**
	Aménagement cuisine (emplacement pour 5 éléments de 60 cm à partir du T3)	5
	Equipement de la salle de bain (meuble sous vasque & miroir + cabine de douche ou baignoire à partir du T3)	5
	Balcon avec profondeur > à 1,80 m	10
	Salle multi-activités	10
	Proximité des transports en commun < 500 m	10
Nature du programme	Nombre de logements (tout produit dont LLS) < 15	15
	Nombre PLAI > 40% de l'opération	20
Autres dispositifs innovants	Habitat participatif ou inclusif avec un accompagnement	10
	Dispositif écologique et social (compostage, jardins partagés, récupération eaux grises, etc.)	10

Barème de majoration applicable :

Points	Inférieur à 19	de 20 à 59	de 60 à 79	de 80 à 99	Supérieur à 100
Majoration loyer	6%	9%	11%	13%	15%

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_027 : Inventaire des zones d'activités économiques

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_027
RAPPORTEUR : Michèle PAGANIN	

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Inventaire des zones d'activités économiques

SYNTHESE

La loi Climat et Résilience du 24 août 2021 dispose de l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette) à l'horizon 2050 et planifie le passage de la limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles à celui de la lutte contre l'artificialisation. Afin de répondre à cet objectif et de faciliter les opérations de recyclage foncier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités économiques, est chargée d'établir un inventaire des zones situées sur son territoire.

Un premier inventaire des 11 zones d'activités du Pays de Grasse a été réalisé au second trimestre 2023 et a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2023 afin de respecter le calendrier d'élaboration fixé par la loi Climat et Résilience.

Après transmission de cet inventaire, les services de l'Etat ont demandé que celui-ci soit complété par des secteurs d'activités économiques au-delà des seuls parcs d'activités de compétence communautaire.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'arrêter l'inventaire complété par des zones d'activités du Pays de Grasse au-delà de celles définies dans l'exercice de la compétence « aménagement des zones d'activités économiques » de la CAPG. Cet inventaire sera transmis aux autorités compétentes en matière de schéma de cohérence territoriale, de document d'urbanisme ou de document en tenant lieu, de programme local de l'habitat.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.318-8-2 qui charge l'autorité compétente en matière de création, d'aménagement et de gestion des zones d'activités économiques, d'établir un inventaire des zones situées sur le territoire sur lequel elle exerce cette compétence ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, dite loi Climat et Résilience ;

Vu la délibération du 21 septembre 2023 approuvant l'inventaire des 11 zones d'activités économiques du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que l'inventaire des 11 zones d'activités du Pays de Grasse approuvé le 21 septembre 2023 fait apparaitre les informations suivantes : surface totale ; surface bâtie ; nombre d'unités foncières ; taux de vacance fiscale du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans ; taux de vacance corrigé ; nombres d'établissements ; nombres d'emploi ; état parcellaire des unités foncières ; liste des occupants ;

Considérant qu'à la demande des services de l'Etat, cet inventaire doit être complété par les secteurs d'activités économiques au-delà du seul champ d'application géographique de la compétence « aménagement des zones activités économiques » défini par la CAPG ;

Considérant qu'après consultation des services de l'Etat une liste de 22 zones d'activités économiques supplémentaires identifiés dans le SCOT'Ouest et dans la base de données Régionale « Sud Foncier Eco » a été retenue afin de compléter l'inventaire, soit un total de 33 zones d'activités économiques ;

Considérant que cet inventaire a été réalisé selon la même méthodologie que celui approuvé le 21 septembre 2023 notamment concernant le taux de vacance de la zone d'activité économique. Ce taux de vacance étant calculé en rapportant le nombre total d'unités foncières de la zone d'activité au nombre d'unités foncières qui ne sont plus affectées à une activité assujettie à la cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1447 du Code général des impôts depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restées inoccupées au cours de la même période ;

Considérant qu'une unité foncière regroupe un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ;

Considérant qu'en complément du taux de vacance fiscale, un taux de vacance corrigé a été calculé compte tenu des activités économiques réellement constatées ;

Considérant que la synthèse de l'inventaire des locaux vacants des zones d'activité économique fait apparaitre les informations suivantes :

Commune	Intitulé de la zone	Taux de vacance fiscale	Taux de vacance corrigé	Nombre d'unités foncières	Nombre d'établissements
Grasse	Bois de Grasse	8,00%	0,00%	25	175
Grasse	Camperousse	4,55%	0,00%	16	42
Grasse	Carré-Marigarde	7,89%	1,85%	54	95
Grasse	Charabot historique	0,00%	0,00%	2	2
Grasse	Clavary	0,00%	0,00%	2	3
Grasse	EDF GDF	0,00%	0,00%	1	1
Grasse	Payan Bertrand	0,00%	0,00%	2	2
Grasse	Plascassier	0,00%	0,00%	2	2
Grasse	Point P	0,00%	0,00%	4	3
Grasse	Robertet	0,00%	0,00%	1	1
Grasse	Roumiguières	6,67%	0,00%	11	20
Grasse	Route de Cannes	0,00%	0,00%	18	27
Grasse	Sainte Marguerite	3,61%	0,00%	141	267
Grasse	Saint-Marc	5,45%	0,00%	50	160
Grasse	Espace d'activités de la Route de Cannes	6,67%	6,67%	15	52
Grasse	Les 4 Chemins	6,67%	0,00%	15	80
Grasse	Parc d'activités du Sud de Grasse	20,00%	0,00%	10	12

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse	Saint Jacques	0,00%	0,00%	7	34
La Roquette sur Siagne	Cravesan	11,11%	0,00%	17	26
La Roquette sur Siagne	La Plaine	17,39%	0,00%	19	28
La Roquette sur Siagne	Prés Neufs	0,00%	0,00%	7	7
Le Tignet	Grand Chemin	0,00%	0,00%	11	9
Mouans-Sartoux	Argile	9,65%	0,93%	107	362
Mouans-Sartoux	Gourettes	0,00%	0,00%	1	10
Mouans-Sartoux	Tiragon	4,41%	0,00%	52	273
Pégomas	La Fènerie	0,00%	0,00%	15	97
Peymeinade	La Bléjarde	0,00%	0,00%	3	0
Peymeinade	La Cardelle	0,00%	0,00%	5	0
Peymeinade	Picourenc	0,00%	0,00%	20	26
Saint Cézaire sur Siagne	Les Hauts de Grasse	0,00%	0,00%	17	35
Saint Vallier de Thiey	Pilon	30,43%	4,00%	25	34
Saint Vallier de Thiey	Sainte Anne	0,00%	0,00%	1	1
Séranon	Les Courtils-Logis du Pin	0,00%	0,00%	2	0

Considérant que le présent inventaire doit faire l'objet d'une mise à jour au moins tous les 6 ans.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'arrêt de l'inventaire des 33 zones d'activités économiques du territoire ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à transmettre ledit inventaire aux autorités compétentes en matière de schéma de cohérence territoriale, de document d'urbanisme ou de document en tenant lieu, de programme local de l'habitat ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document en lien avec la démarche d'inventaire et de consultation ainsi que sa mise à jour.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Bois de Grasse

Surface totale	208 605 m²
Surface bâtie	43 230 m²
Nombre d'unités foncières	25
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	175
Nombre d'emplois	1750



AR Prefecture
006-200038867-20250227-D12025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bois de Grasse - Etat Parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle EI 0126	Grasse	34 m²	17 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0206	Grasse	10 160 m²	4 952 m²	3 907 m²	1 280 m²	Occupée	
Parcelle EI 0248	Grasse	2 950 m²	456 m²	500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0251	Grasse	5 305 m²	1 534 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0145	Grasse	9 170 m²	3 367 m²	7 672 m²	694 m²	Occupée	
Parcelle EI 0129	Grasse	7 237 m²	3 418 m²	529 m²	24 m²	Occupée	
Parcelle EI 0214	Grasse	3 420 m²	827 m²	1 975 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0279 à EI 0359	Grasse	4 574 m²	1 695 m²	3 440 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0080 à EI 0401	Grasse	1 450 m²	148 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0203 à EI 0358	Grasse	6 756 m²	2 075 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0261 à EI 0263	Grasse	5 315 m²	1 554 m²	2 722 m²	2 722 m²	Occupée	Domaine économique - en construction
Parcelles EI 0216 à EI 0257	Grasse	8 745 m²	2 146 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0219	Grasse	2 000 m²	746 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0199 à EI 0207	Grasse	6 630 m²	3 369 m²	10 277 m²	731 m²	Occupée	
Parcelles EI 0215 à EI 0220	Grasse	6 405 m²	1 932 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0090 à EI 0309	Grasse	5 880 m²	2 080 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0195 à EI 0252	Grasse	6 215 m²	2 597 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0123 à EI 0205	Grasse	17 538 m²	4 415 m²	3 872 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0125	Grasse	3 775 m²	943 m²	896 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0272 à EI 0306	Grasse	4 170 m²	1 648 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0208	Grasse	4 330 m²	1 563 m²	1 950 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EI 0239 à EI 0307	Grasse	6 780 m²	1 212 m²	3 129 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0128	Grasse	38 674 m²	12 467 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0124	Grasse	4 658 m²	1 520 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EI 0240	Grasse	3 040 m²	792 m²	2 068 m²	2 068 m²	Occupée	Domaine économique - BERNARDI GROUP

AR Prefecture
006-200039857-20250327-DI20250327-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bois de Grasse - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
32708477800072	INTERNATIONAL FLAVORS & FRAGRANCES IFF (FRANCE	18	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
33961249100045	FIRMENICH GRASSE	14	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
31587318200069	JEANNE ARTHES		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
41575030600045	SOC NIEL JEAN	179	BD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
32601472700068	SAVIMEX	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques
33397465700046	PARFEX	51	AV LOUISON BOBET	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
31227366700021	OMNIUM DE RAMASSAGE ET D ELIMINATION DES DECH		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Collecte des déchets non dangereux
41585054400040	BERNARDI GROUP		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
44276370200036	ACTIV NETTOYAGE	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
31212748300039	DE DIETRICH PROCESS SYSTEMS SEMUR	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Services administratifs combinés de bureau
39776783102114	SOGETREL	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
47946415800050	I G S I INFORMATIQUE GESTION SYSTEME D'INFORMAT	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
82085570800047	TEC FIBRE	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres activités de télécommunication
33985118000051	LITTORAL SERVICE GENERAL	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
32148338000036	ATELIER DU PARFUMEUR IFF GRASSE	9	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
43940092000039	STME	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
49059283900057	A.J.TOIT	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux de couverture par éléments
53112196000029	ECOAT	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
33078087500051	ETS GARRAUD FRANCHITTI		AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
41585054400073	BERNARDI GROUP	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
44782888000057	S.O.S. M.A.D.	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
50180757200034	SDN SERVICES	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
53759452500058	GROUPE AVEYA SANTE	14	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
82084556800048	ISR	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres activités de télécommunication
83345237800023	FILDEM	16	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Dépollution et autres services de gestion des déchets
44524481700042	MAG'ALU	61	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
39111940100043	CARRELAGES ET MARBRES DOMENECH		AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de revêtement des sols et des murs
81960459600026	ETABLISSEMENTS GERACE PEINTURE	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de peinture et vitrerie
39081899500032	MAINTENANCE NETTOYAGE	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
51160169200029	SPEGA-INT	61	AV LOUISON BOBET	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
52766000500028	ISPACE SYSTEMS & COMMUNICATIONS	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Programmation informatique
33292873800027	SIDEF	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
83497897500045	OPTIRESEAUX	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres activités de télécommunication
32489639800413	LAVAZZA FRANCE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices
33131826100061	MACONNERIE GRASSOISE	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Construction d'autres bâtiments
34270642100258	ASSOCIATION AUTONOME DE CAMIONNAGE GLOBE EXP	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Messagerie, fret express
34923637200026	PRODASYNTH	4	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
41123284600070	PROMO SAXE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des marchands de biens immobiliers
48162495500045	INEVO TECHNOLOGIES	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Ingénierie, études techniques
50084041800023	J.N. CANNES JARDINS	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Services d'aménagement paysager
50338220200045	DOTIC	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
50903044100034	ANG PROPRETE	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
51280863500027	WEIL	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
53925368200030	SNC PATISSERIE INTUITIONS	91	AV LOUISON BOBET	Grasse	Pâtisserie
80164735500057	ISFORE	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
39875011700176	VIVISOL FRANCE	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
52068747600033	HOTENET	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Autres activités de télécommunication
75041051600033	EDITION BOUGAINVILLE	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de détail de meubles
32681537000084	GLB	11	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers

AR Prefecture
006-210038957-20250327-DI20250327-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bois de Grasse - Identification des occupants

43874460900019	SOCIETE APOPAR	179	BD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Activités des sociétés holding
45132182200046	LAVOILLOTTE SOLUBAROME	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
53493540800029	ASSOCIATE ALLIED CHEMICALS EUROPE	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
40010698500023	TUYAUTERIE INOX PLASTIQUE	8	AV LOUISON BOBET	Grasse	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie
41975908900057	AQUILA AUDIOVISUEL	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités de soutien au spectacle vivant
44198331900019	SOGESPROM	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
50357333900028	TORAL	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
52530148700035	ECOGLASS	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
79073743100029	SAS AMC	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
79412879300013	SAS ISNARD GESTION	2	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
79931544500012	LMC HOLDING	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Activités des sociétés holding
80139660700021	AGECCO DEVELOPPEMENT	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des agences de publicité
81166652800039	PARFESSENCE	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
88333200900033	TERRASSEMENT DES BREGUIERES	10	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse
39803287000063	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA VALLEE S.I.V	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Fonds de placement et entités financières similaires
42414840100013	ACTIV FORMATIONS (ACCUEIL TELEMARKETING INFORM	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Formation continue d'adultes
50256733200049	ANVOLIA 13	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
53937249000026	I2E	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
79134376700020	ETS. BRAU	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Services d'aménagement paysager
79157800800025	EXCELLENCE COMMUNICATION		AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique
83028905400033	ADVANCE SOLUTIONS	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
41876416300022	ISNARD DISTRIBUTION	2	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
49413773000029	MILOLA	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
50872953000032	CTB JAFRA	10	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
75265348500017	BJP PATRIMOINE	30	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sociétés holding
85349611500017	BOLD	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
30670069100067	OBADIA ARMAND	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Ingénierie, études techniques
34303366800066	BERTETTO GILLES	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
38505411900024	PLASTIQUE GRASSE INDUSTRIE	8	AV LOUISON BOBET	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
40485154500040	GIM'S AZUR	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
41254146800036	CHAMBRIER STEPHANE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux de revêtement des sols et des murs
43919011700028	MULTISURF CONCEPT	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
44479341800039	LUEUR EXTERNE	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Programmation informatique
45046408600039	E.T.L.T	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Fabrication de jeux et jouets
48070040000041	RESIBELLE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
48128149100011	CAUSSE MATHIEU	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
51120085900029	BERTIN YANN		AV LOUISON BOBET	Grasse	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
52904067700476	ERYMA SAS	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités liées aux systèmes de sécurité
53519555600035	HENRY-PATE FLORIAN	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres activités liées au sport
53969742500020	AUDIT AZUR PREVENTION	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres enseignements
79192737900028	ANFACOM	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Services administratifs combinés de bureau
79192980500020	LACFINANCE	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
79512824800023	MAGICSTAY	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des agences de voyage
79936324700013	COTTALORDA	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Restauration traditionnelle
80919748600024	DISTRIROB	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Entreposage et stockage non frigorifique
80922198900027	MINERALL GROUP	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Conseil en relations publiques et communication
81166652800021	PARFESSENCE		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
81314738600029	ELECTRIC 6TEMS	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
81408922300022	VRAC LAB	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce d'alimentation générale
81742137300033	NEW WAY MANAGEMENT	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
81816119200021	SONOR	7	AV MAURICE CHEVALIER	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs

AR Prefecture
006-210038957-20250327-DI20250327-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Bois de Grasse - Identification des occupants

82279734600035	MODUL'ABLE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
82377076300030	D2C ENGINEERING	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Ingénierie, études techniques
82964021800014	DX GROUPE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
83008856300044	DRAKON PRODUCTIONS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Production de films institutionnels et publicitaires
83381992300016	CRYSTAL BLANC	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Blanchisserie-teinturerie de gros
83897702300020	SK FRANCE	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
84199867700030	ADVANCE EMPLOI GRASSE	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
84879355000015	DA CUNHA DAVID	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Transports maritimes et côtiers de passagers
84879414500013	MEUNIER JEAN BERNARD	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs
88087791500012	METHOD	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
88540781700018	GARRAUD FRANCHITTI MULTI TECHNIQUE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
52797244200034	PREST-EVENTS DECORATION COTE D'AZUR	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
52911776400033	LA FAB RIVIERA	3	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Fabrication d'autres vêtements et accessoires
84128581000013	GCONSULTING	61	AV LOUISON BOBET	Grasse	Études de marché et sondages
84854600800055	MONTESSORI NEOKIDS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sociétés holding
42292070200020	IKS CONSEIL EN SOLUTIONS INFORMATIQUES	15	AV LOUISON BOBET	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
43908296700019	LAIGUEGLIA FRANCE BATIMENTS	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
44905381800026	SUFFREN	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
45256266300016	C2M	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Location de logements
48306311100049	TRINACRIA	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
50280169900013	'PGS INVEST'		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sociétés holding
50504649000031	S.A.R.L. CLIM ELEC CONCEPT	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
50520348900016	ISNARD CHIMIE	2	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
50881652700610	VALENERGIE	61	AV LOUISON BOBET	Grasse	Production d'électricité
50953438400029	CBS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sociétés holding
51010163700021	CSG RIBOLDI	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Ingénierie, études techniques
51787235400082	CARIGE	15	AV LOUISON BOBET	Grasse	Commerce de détail de la chaussure
52063138300020	ACTIV HYGIENE	128	AV LOUISON BOBET	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
53021109300022	MELANIA	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
53139386600011	CREA PUB	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Activités des agences de publicité
53149805300028	IBRA FINANCES	15	AV LOUISON BOBET	Grasse	Activités des sociétés holding
53926981100037	MAGIC BOOKINGS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sociétés holding
75199288400021	SLSG HOLDING	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
75373842600034	LIVEDROPS 24/7	9	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
75398982100016	MAG	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
79521428700026	PENUM LIMITED	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Vente à domicile
79840175800015	PALOMA CONSULTING	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Programmation informatique
80002937300027	TIMBER MANAGEMENT EUROPE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des sièges sociaux
80762333500021	GRIDBEE COMMUNICATIONS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
81002794600047	COMMUNICATION DATA DEVELOPPEMENT	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) composants et d'équipements élect. et de télécom.
81480637800018	DOLPHORE CONSULTING	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Programmation informatique
81773725700029	HTN-GROUP	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Activités des sociétés holding
81867238800027	RENAISSANCE GROUP	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Ingénierie, études techniques
81884247800021	HTN NETWORK	5	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
82042945400029	HANAMI	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
82055124000014	RACING POWER BOAT RC	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
82121440000011	COEUR D'ACACIA	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
82145659700011	VERRELEC	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
82386349300016	LIFE CALL CENTER	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
83176352900011	PROMO CHATEAUVERT	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
83782472100018	ISNARD IMMOBILIER	2	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers

AR Prefecture
006-210603967-20250327-DI20250327-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

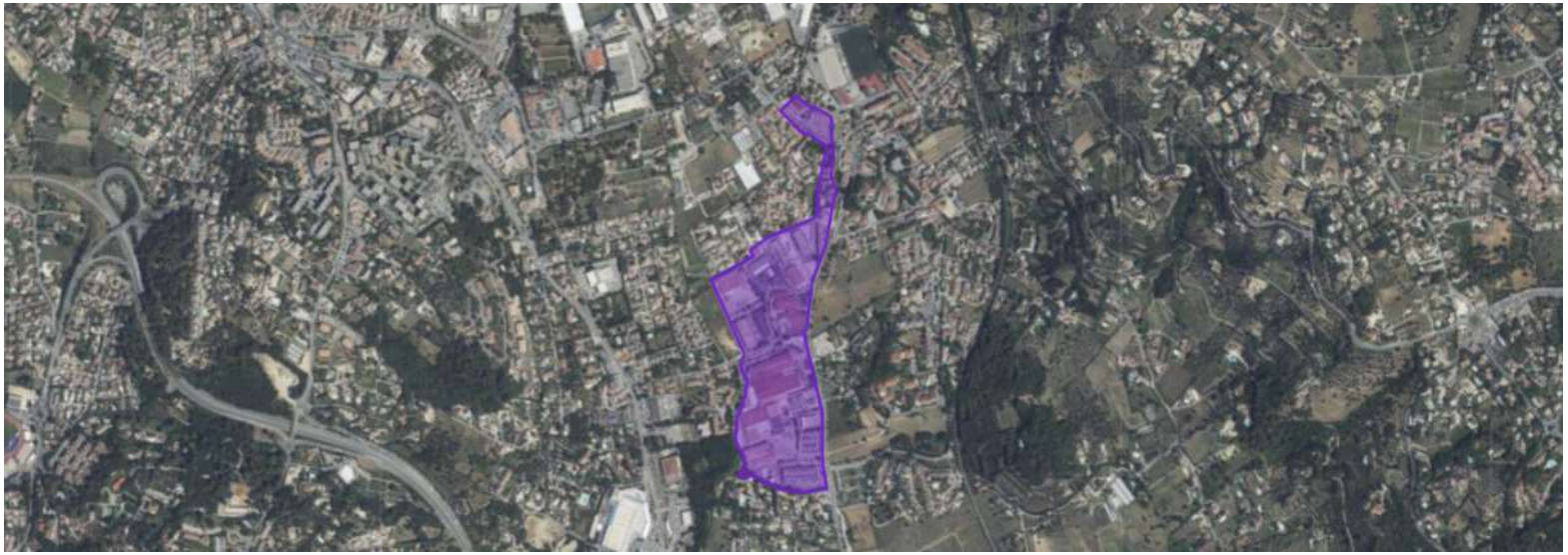
Bois de Grasse - Identification des occupants

84908247400016	CENTRE NAUTIQUE DU SUD EST	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
85179758900013	ENTREPRISES DES BOIS DE GRASSE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités des organisations patronales et consulaires
87908475400016	MA PROD ARTISANALE	39	AV LOUISON BOBET	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
88258861900016	STME FIRE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Ingénierie, études techniques
88289698800012	AL-CAN INTERNATIONAL	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
88932888600029	BADINA SECURITE INCENDIE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités liées aux systèmes de sécurité
89030843000010	SUN AND GO	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Ingénierie, études techniques
89188873700014	LENA INVEST		AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Gestion de fonds
89382531500011	SPEGA GROUP	61	AV LOUISON BOBET	Grasse	Gestion de fonds
90117420100011	AZUR FORMATION	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Formation continue d'adultes
90755830800025	ZOIS FINE FOOD AND BEVERAGES TRADING	10	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé
90769921900016	HISTOIRE DE PROVENCE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres activités manufacturières n.c.a.
91052434700010	OPTIM GUITARE	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Fabrication d'instruments de musique
91245985600015	NJ TRANSPORT	3	AV MAURICE CHEVALIER	Grasse	Services de déménagement
91396901000010	ENERGIE BOIS	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes
92373315800011	U FEEL GOOD	1	AV LOUISON BOBET	Grasse	Arts du spectacle vivant
94823375400019	SERRURERIE COTE D'AZUR	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
94920345900027	CARRE FACADE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Autres travaux de finition
95165477100017	PLAYERS AREA	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
95240966200014	BD ENERGIE GROUPE	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Gestion de fonds
95319105300016	SCEA CBA AGRICOLE	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Activités comptables
95347806200011	QUALIUM	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Programmation informatique
96550217200053	GESTION IMMOBILIERE ET FINANCIERE DE LA ROUTE D	7	AV MICHEL CHEVALIER	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
97820282800015	SUN ENERGY 06	22	AV JOSEPH HONORE ISNARD	Grasse	Production d'électricité

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Camperousse

Surface totale	125 891 m²
Surface bâtie	37 160 m²
Nombre d'unités foncières	16
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	42
Nombre d'emplois	445



AR Prefecture
006-200030857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Camperousse - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle DP 0129	Grasse	8 712 m²	4 918 m²	4 568 m²	4 568 m²	Occupée	Domaine économique - TOURNAIRE
Parcelles DP 0172 à DX 0514	Grasse	8 508 m²	2 451 m²	2 572 m²	2 572 m²	Occupée	Domaine économique - TOURNAIRE
Parcelles DX 0217 à DX 0601	Grasse	48 062 m²	22 345 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DP 0563 à DX 0531	Grasse	8 460 m²	2 937 m²	5 346 m²	1 484 m²	Occupée	
Parcelles DX 0239 à DX 0522	Grasse	7 977 m²	2 579 m²	3 225 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DP 0173 à DP 0174	Grasse	7 429 m²	1 044 m²	6 364 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DP 0148 à DP 0150	Grasse	5 733 m²	1 303 m²	5 100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DP 0006	Grasse	5 287 m²	1 525 m²	1 420 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DH 0044 à DH 0045	Grasse	3 291 m²	1 055 m²	970 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0225 à DX 0280	Grasse	3 264 m²	1 180 m²	2 630 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DP 0330	Grasse	1 370 m²	155 m²	150 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DP 0329	Grasse	2 330 m²	396 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DP 0004	Grasse	2 196 m²	809 m²	1 200 m²	350 m²	Occupée	
Parcelle DP 0601	Grasse	1 825 m²	77 m²	1 532 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DH 0043 à DH 0355	Grasse	1 475 m²	485 m²	743 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DP 0600	Grasse	730 m²	293 m²	946 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

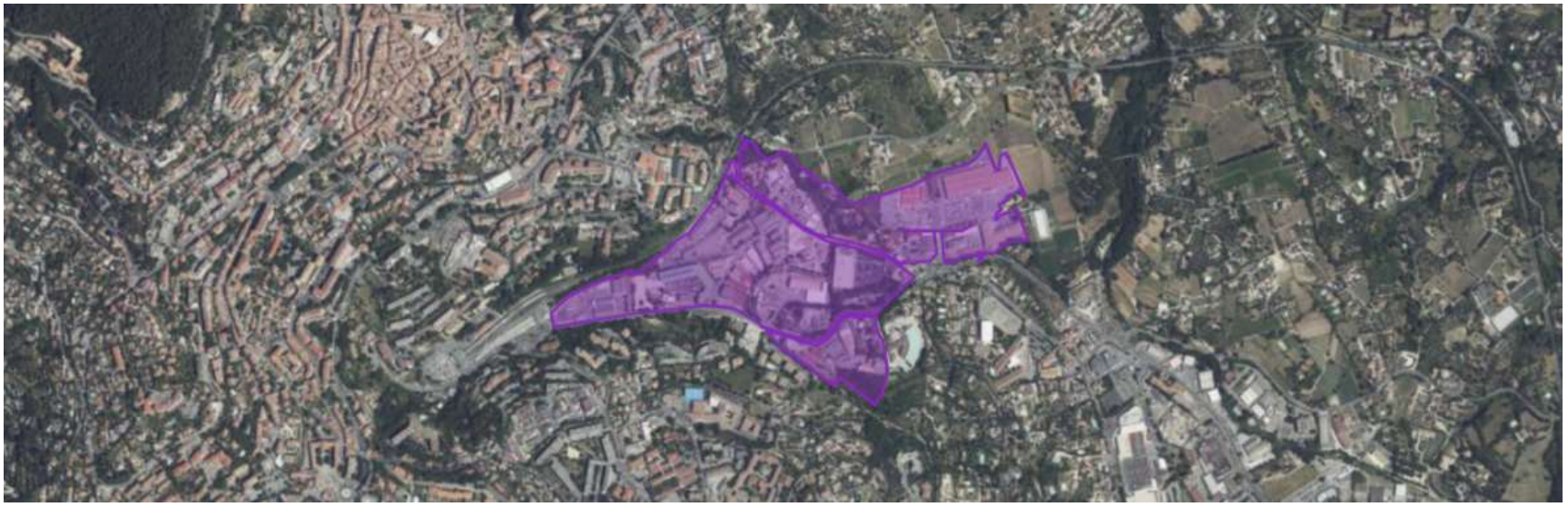
Campagne Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
41555011000019	TOURNAIRE SA	70	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Fabrication d'emballages métalliques légers
52931607700013	DEMOLIAUTO	41	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
87973825000015	NATURAL TECHNOLOGIES	70	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Fabrication d'autres machines d'usage général
41555008600029	ASTIER DEMAREST	60	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
34265658400014	SOCIETE BIZON MATERIEL	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
44963055700022	SES POUGET AND CO	22	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
84057033700013	MAG	159	RTE DU PLAN	Grasse	Cuisson de produits de boulangerie
05780275301523	COMASUD	34	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
41042847800011	PARTNER COTE D'AZUR	159	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
48851349000026	A.A. 06	22	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
33342440600028	ROSANDREA GARAGE	78	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
39406140200027	ARTS ET LIVRES DIFFUSION	153	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
41329980100030	DEMANTELEMENT RECUPERATION INDUSTRIEL	42	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Récupération de déchets triés
45374286800020	PARE-BRISE 06	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'équipements automobiles
53263638800029	KARTECH	159	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
83493692400010	AZUR GARAGE	78	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
40180549400010	AUTO BILAN GRASSE	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Contrôle technique automobile
84037683400015	M I	159	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Restauration de type rapide
39094375100029	VERSTRAETE DANIEL	34	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités juridiques
39094375100037	VERSTRAETE DANIEL	34	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Création artistique relevant des arts plastiques
40525888000047	GIRARD CYDRILLE	36	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Enseignement culturel
44203526700016	MOTORCYCLES GRASSE	159	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce et réparation de motocycles
49471688900014	LAPORTE HERVE	6	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Autre création artistique
53115219700012	HAMDANI CEDRIC	42	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques
84327963900010	ZIMETTINI ROMAIN	42	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
84772580100017	CARROSSERIE DU VIEUX PONT	41	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
88477563600019	MONTEROSSO STEPHANE	15	CHE DU VIEUX PONT	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
32083759400045	SERVICE LOCATION TRANSPORT PRIMEURS	8	CHE DE CAMPEROUSSE	Grasse	Location de camions avec chauffeur
31944032700017	LES LAURIERS	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
37846028101890	HUIS CLOS	44	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
40232481800028	ASSOCIATION LA PAOUTE B C J E	8	CHE DE CAMPEROUSSE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
42203008000010	TOURNAIRE MILLET MARIUS	70	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
43959856600065	ASSEDIC COTE D AZUR	32	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Distribution sociale de revenus
80352699500011	GRASSE LOISIRS	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités de clubs de sports
80849691300019	A2H	60	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
81217581800010	A&L HOLDING	153	RTE DU PLAN	Grasse	Activités des sociétés holding
82448465303768	SONEPAR FRANCE DISTRIBUTION	80	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
85161530200029	RC MOTORSPORT	159	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce et réparation de motocycles
91235649000025	3MG	159	RTE DU PLAN	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
91449477800022	TOURNAIRE GROUP HOLDING	70	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
91787811800012	TOURNAIRE PARTICIPATIONS	70	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sociétés holding
92184397500019	ETAGERES A VIN CONTEMPORAINES	8	CHE DE CAMPEROUSSE	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Carré-Marigarde

Surface totale	263 907 m²
Surface bâtie	85 696 m²
Nombre d'unités foncières	54
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	1,85%
Nombre d'établissements	95
Nombre d'emplois	628



AR Prefecture
006-200038857-20250227-DE2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cafe Marigarde - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle CD 0288	Grasse	14 515 m²	940 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0007 à CD 0011	Grasse	10 323 m²	2 543 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0320	Grasse	4 977 m²	1 900 m²	3 000 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CO 0150	Grasse	697 m²	192 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0088 à CO 0406	Grasse	14 385 m²	1 713 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CO 0143 à CO 0412	Grasse	21 577 m²	7 987 m²	12 500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0073 à BK 0221	Grasse	3 802 m²	831 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0099 à BK 0182	Grasse	20 950 m²	4 395 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0024	Grasse	14 522 m²	3 253 m²	7 649 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BZ 0166 à CD 0001	Grasse	14 712 m²	3 384 m²	9 728 m²	801 m²	Occupée	
Parcelles CD 0105 à CD 0113	Grasse	9 888 m²	4 530 m²	4 947 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0033 à CD 0035	Grasse	9 317 m²	2 203 m²	2 860 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CN 0073 à CO 0280	Grasse	7 413 m²	1 315 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0194	Grasse	3 142 m²	1 167 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0195	Grasse	4 012 m²	2 788 m²	1 614 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0021	Grasse	2 660 m²	369 m²	1 300 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0243 à CD 0246	Grasse	3 633 m²	846 m²	2 660 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CN 0244 à CN 0340	Grasse	6 644 m²	2 524 m²	4 432 m²	4 432 m²	Occupée	Domaine économique - BERTRAND VIGOUROUX SA
Parcelle CD 0285	Grasse	5 138 m²	1 387 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CN 0199 à CN 0202	Grasse	4 707 m²	1 701 m²	2 556 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0013	Grasse	3 885 m²	1 425 m²	1 460 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0093 à CD 0094	Grasse	3 792 m²	2 129 m²	1 857 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0096 à BK 0097	Grasse	1 278 m²	49 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0106 à CD 0248	Grasse	3 585 m²	839 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BK 0093	Grasse	1 160 m²	371 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0092 à CN 0206	Grasse	2 064 m²	633 m²	1 158 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0098 à CD 0145	Grasse	3 196 m²	1 199 m²	2 670 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0148	Grasse	3 020 m²	1 692 m²	1 800 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0086 à CD 0087	Grasse	2 830 m²	1 382 m²	1 772 m²	570 m²	Occupée	
Parcelle CD 0230	Grasse	2 636 m²	480 m²	459 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0037	Grasse	2 542 m²	870 m²	344 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0014	Grasse	25 m²	7 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0314 à CD 0315	Grasse	2 486 m²	1 193 m²	240 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0085	Grasse	2 480 m²	1 212 m²	2 100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0189	Grasse	2 475 m²	522 m²	1 550 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0094 à BK 0095	Grasse	1 642 m²	482 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0090	Grasse	1 555 m²	812 m²	1 748 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CD 0108 à CD 0150	Grasse	1 285 m²	168 m²	560 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CD 0147	Grasse	1 120 m²	400 m²	880 m²	880 m²	Occupée	Domaine économique - BERTRAND VIGOUROUX SA
Parcelle CD 0092	Grasse	977 m²	298 m²	804 m²	804 m²	Vacante	A louer
Parcelle CD 0123	Grasse	793 m²	189 m²	793 m²	793 m²	Occupée	Domaine économique - BDV BAT

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DE2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Carré Marigarde - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelle CD 0096	Grasse	778 m²	165 m²	660 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0334	Grasse	734 m²	743 m²	321 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0335	Grasse	691 m²	743 m²	462 m²	462 m² Occupée	Domaine économique - MOD'VERRE
Parcelle CD 0122	Grasse	604 m²	455 m²	606 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0287	Grasse	585 m²	295 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CD 0229 à CD 0297	Grasse	485 m²	135 m²	2085 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CD 0009 à CD 0010	Grasse	412 m²	183 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0012 à CO 0095	Grasse	394 m²	588 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0008	Grasse	335 m²	159 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0134	Grasse	320 m²	337 m²	341 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0095	Grasse	174 m²	178 m²	189 m²	189 m² Occupée	Domaine économique - STPF
Parcelles CD 0029 à CD 0286	Grasse	47 m²	3235 m²	4502 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CD 0249	Grasse	35 m²	6 m²	0 m²	0 m² Occupée	

AR Prefecture
006-200068387-20250227-DI2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cahier de Marigarde - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
41595007000045	BERTRAND VIGOUROUX SA		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
34437906000488	TRANSDEV URBAIN	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Transports urbains et suburbains de voyageurs
32617137800028	CENTIPHARM		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
50056940502439	DECATHLON FRANCE	34	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
39506651700016	GIRARDIN	61	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes
50348128500016	B D-V BAT		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
41575058700032	CAMIONNAGE ET TRANSPORTS F ROLLAND ET CIE	68	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Services de déménagement
44450758600030	AKTUEL	61	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
48093166600030	EURL BARGOIN LAURENT		ZI DU CARRE	Grasse	Travaux de revêtement des sols et des murs
50320299600016	JUBEMA		ZI DU CARRE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers
83416324800026	LES POIS BIO	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
78911799100032	PRODIAL 42		ZI DU CARRE	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
85256723900011	MANOU06250	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Restauration traditionnelle
30031851600030	SOCIETE GRASSOISE DE PARFUMERIE	43	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
40351829300010	AGRIMAR		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences
30031851600048	SOCIETE GRASSOISE DE PARFUMERIE	84	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
34403576100032	L.T. PIVER	43	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
38982631400038	MENUISERIE DU CANAL	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
39139782500012	MOD'VERRE	7	ZI DU CARRE	Grasse	Fabrication de verre creux
40870648900056	LA DRISSE	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Collecte des déchets non dangereux
42055726600038	SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS ET FERROVIAIRES	26	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Construction d'autres bâtiments
48999276800015	PLANBURO	49	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
49331838000588	ALDI MARCHE CAVAILLON	35	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Supermarchés
53082390500050	ECCITY MOTOCYCLES	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Ingénierie, études techniques
82793630300029	NATUR'ART	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Services d'aménagement paysager
83256686300029	TRANSPORT MONTAGE & SERVICES	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Transports routiers de fret de proximité
83876042900038	TNM	61	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
91999356800014	ENKAT		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce d'alimentation générale
48765225700089	CIFFREO BONA		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
31768606101629	KILOUTOU	43	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
44774411100017	ESPACE JARDINERIE DU PAYS DE FAYENCE	70	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
39941815100029	ATRY'HOME		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Autres travaux spécialisés de construction
41064216900040	CER'AFFAIRES		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
43442001400020	LEADER POOL DIFFUSION		ZI DU CARRE	Grasse	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
48751503300016	REMETAL		ZI DU CARRE	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
84106736600028	NEVES	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
79823301103496	BASIC FIT II	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités des centres de culture physique
41985608300037	IMAL FRANCE		ZI DU CARRE	Grasse	Fabrication de machines pour la métallurgie
42128069400033	ABRITECH	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
30657633100020	BELLE JEAN		ZI DU CARRE	Grasse	Agences immobilières
33493855200034	JOURDAN PATRICK	43	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
41564042400065	TORINO JACQUES	43	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
41735046900082	SOCIETE D'EXPLOITATION DE CARRIERES	26	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
44368447700013	COOPARFUM LA MARIGARDE	70	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
45258542500047	BLEUSE ANTOINE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie
48167657500022	LEONARD FRANCOIS		ZI DU CARRE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
49993184800075	DUBREUIL STEPHANE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
51862606400027	DAYDE SANDRINE	45	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Agences immobilières
52535050000035	PARAU CATALIN		AV JEAN MAUBERT	Grasse	Pratique dentaire
53748254900020	TAVARES ALEXSON	44	CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
69552082500024	NOUVELLE OMNIUM AUTO	61	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers

AR Prefecture
006-200043857-20250227-D1202500027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Carré Marigarde - Identification des occupants

78262008200035 UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFDT		ZI DU CARRE	Grasse	Activités des syndicats de salariés
78556157200112 SACCOF PACKAGING	51	ZI DU CARRE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
80940430400036 STOLEAR SANDIE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie
81134221100034 RM PLOMBERIE		ZI DU CARRE	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
81532328200013 DNS LOCATION		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
82928122900023 ZIOUANI HAKIM	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
83158344800046 SOARES FELIPE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres activités des médecins spécialistes
84486942000050 GIRAUDEAU MARTIN	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
88066717500033 DELFORGE QUENTIN	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
88866316800027 DECORMETAL		ZI DU CARRE	Grasse	Traitement et revêtement des métaux
91039197800012 LEGROS JIMMY	63	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres activités de nettoyage n.c.a.
78252641200013 COOP AGRICOLE APPROVISIONNEMENT GRASSE	70	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
31973033903759 SOCIETE D'EXPLOITATION AMIDIS ET COMPAGNIE		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
32185075200023 UNION LOCAL FORCE OUV GRASSE		ZI DU CARRE	Grasse	Activités des syndicats de salariés
33001244400049 CONSTRUCT INGENIERIE MACHINE METALLURGIE	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication de machines pour la métallurgie
34999933400015 MECANIQUE ET SIDERURGIE	61	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines-outils
39889435200010 PUBLICA		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Études de marché et sondages
39961461900019 SELVA		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Activités des sociétés holding
40299353900012 SOC D'AVICULTURE DE LA COTE D'AZUR		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
50435413500015		[ND] [ND]	Grasse	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques
51188328200028 FIDAN		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
51293580000015 FER'INOX		ZI DU CARRE	Grasse	Fabrication d'autres articles métalliques
53412961400010 ROBERT'S CONSTRUCTION		ZI DU CARRE	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
69692082600034 REPARATIONS DE PNEUMATIQUES DU SUD-EST		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Fabrication et rechapage de pneumatiques
78842710200017 MUSULMANS DU PAYS GRASSOIS		ZI DU CARRE	Grasse	Activités des organisations religieuses
79865711000036 GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE GROUPE B&P	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Collecte des déchets non dangereux
81126390400039 CTS		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie
81302938600014 AGIR POUR DES ECHANGES SOLIDAIRES ET ECOLOGIQUES	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
82213549700011 PYRARTMIDE	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie
82480939600016 REPAIR CAFE PAYS GRASSE	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
84001769300028 PF1	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
84755546300128 RIVIERA IMAGERIE MEDICALE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
85306737900018 NR SOCCER 5		CHE DE LA MADELEINE	Grasse	Gestion d'installations sportives
90468666400015 BIOCOOP MARALPINES	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités des agences de publicité
90526181400024 HONORE PRODUCTIONS	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Pâtisserie
90903072800069 SILOSUN PV14	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Production d'électricité
91000464700012 CITY BOWLING D OZ	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs
91311073000011 MENUISERIE ALUMINIUM DESIGN	49	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
91487653700012 PRONET ACTIV 06		ZI DU CARRE	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
91506009900016 CENTRE MEDICO-DENTAIRE DIDON GRASSE	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activité des médecins généralistes
91506165900016 SARL LUTHO EVENEMENTS	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
91524727400011 DIDON	47	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
91910223600016 ASSOCIATION GRASSE KRAV MAGA (AGKM)		RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités de clubs de sports
92163066100020 MOVENTIS PAYS DE GRASSE	23	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Transports urbains et suburbains de voyageurs

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Charabot historique

Surface totale	31 828 m²
Surface bâtie	323 m²
Nombre d'unités foncières	2
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	2
Nombre d'emplois	75



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Charabot Historique - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles BM 0141 à BM 0142	Grasse	114 780 m²	6 783 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BM 0140	Grasse	1 230 m²	350 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Charabot Historique - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
41575066000086	ROBERTET SA	10	AVENUE YVES EMMANUEL BAUDOIN	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
95077240000012	VILLA BLU	9	TRAVERSE DU PRADO	Grasse	Activités des sociétés holding

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Clavary

Surface totale	39 684 m²
Surface bâtie	100 m²
Nombre d'unités foncières	2
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	3
Nombre d'emplois	25



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Clavary - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle AA 0052	Mouans-Sartoux	2 512 m²	126 m²	100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0058 à EO 0061	Grasse	165 000 m²	13 252 m²	10 621 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Clavary - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
32270613600411	BELAMBRA CLUBS		CHEMIN DE CLAVARY	Grasse	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
48115426800025	AU JARDIN DES SOLEILS		CHEMIN DE CLAVARY	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
81210723300015	TERRE D EVEIL	520	ROUTE DES ASPRES	Mouans-Sartoux	Arts du spectacle vivant

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
EDF GDF

Surface totale	7 992 m²
Surface bâtie	2 081 m²
Nombre d'unités foncières	1
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	1
Nombre d'emplois	14



AR Prefecture
006-240003985 7-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

EDF SEI - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle BK 0015	Grasse	8 027 m²	1 865 m²	1 883 m²	180 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

EDF GDF - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
44478651102366	GRDF		AVENUE JEAN-XXIII	Grasse	Distribution de combustibles gazeux par conduites

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Espace d'activités de la Route de Cannes

Surface totale	44 060 m²
Surface bâtie	18 496 m²
Nombre d'unités foncières	15
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	6,66%
Nombre d'établissements	52
Nombre d'emplois	137



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Espace d'activités route de Cannes - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles CL 0427 à DY 0617	Grasse	13 291 m²	5 703 m²	9 736 m²	220 m²	Occupée	
Parcelles DY 0088 à DY 0658	Grasse	7 494 m²	752 m²	4 000 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CL 0418 à CL 0467	Grasse	6 158 m²	2 566 m²	6 389 m²	1 535 m²	Occupée	
Parcelle DY 0082	Grasse	4 492 m²	162 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CL 0426 à DY 0615	Grasse	3 560 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DY 0080 à DY 0081	Grasse	1 895 m²	202 m²	432 m²	432 m²	Occupée	Domaine économique - IVL CARLOC
Parcelles DY 0093 à DY 0345	Grasse	1 684 m²	219 m²	280 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DY 0096 à DY 0623	Grasse	1 535 m²	565 m²	410 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DY 0078	Grasse	1 202 m²	127 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DY 0079	Grasse	1 153 m²	290 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DY 0077	Grasse	1 133 m²	266 m²	153 m²	153 m²	Vacante	Bâtiment partiellement démoli
Parcelles DY 0347 à DY 0352	Grasse	604 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DY 0344 à DY 0593	Grasse	485 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DY 0097	Grasse	18 m²	18 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DY 0659	Grasse	12 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DA2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Espace Sécurité Proximité de Cannes - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
43403563000012	LABORATOIRE GALIMARD	73	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
43403571300016	GALIMARD PAYS DE GRASSE	73	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
44077296000058	IVL	87	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
84995079500021	UPPER	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Restauration traditionnelle
40859623700037	FIDUCIAIRE B & V	8	CHEMIN DU SANTON	Grasse	Activités comptables
88280858700068	NEWORCH	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
31333485604456	CELIO FRANCE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
32221216800122	FONCIA AD IMMOBILIER	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
38943521501897	MAXI ZOO FRANCE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
42921186500051	SPHERIO GRASSE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités comptables
50369866401696	FONCIA TRANSACTION FRANCE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Agences immobilières
48784608100072	AFV GROUPE	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
77570147711261	MUTUELLE ASSURANCE TRAVAILLEUR	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
81417493400012	GALIMARD ET COMPAGNIE	73	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des sociétés holding
88046841800012	ACCESS	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de meubles
89423611600014	ARONE TRANSPORTS	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Transports routiers de fret interurbains
41655019200023	LANCELOT GESTION	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Agences immobilières
42996526200034	PASCALIE DENIS	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
30135294400039	ROUX JEAN	73	ROUTE DE CANNES	Grasse	Location de logements
32453850300016	LAZZERI ALAIN	95	ROUTE DE CANNES	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
33451981600071	PLACES MARC	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
39074448000018	ROMEO GILLES	8	CHEMIN DU SANTON	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
48363822700049	TEISSIER STEPHANIE	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
49095842800024	PASSION VOYAGES	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des agences de voyage
51126115800030	BARDON FANNY	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
51322744700010	BETTAIEB MOHAMED	89	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
52495139900012	GIGOT SEBASTIEN	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
53270272700035	CHAABANE CHAKER	30	CHEMIN DU SANTON	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
53806329800011	JELASSI SAMI	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
75068296500017	PATERNOSTRO MATHIEU	89	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
79816447100012	REJEB MHAMED	63	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
81833063100016	JOINES LAURA	16	CHEMIN DU SANTON	Grasse	Soins de beauté
84111703900021	GUEZGUEZ HAIKEL	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Transports de voyageurs par taxis
84134048200022	PAPADOPOL ALINA-MIHAELA	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres activités des médecins spécialistes
89804471400019	VALLAURI AMBRE	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires
94817039400019	HATTOUR MEHDI	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
98096962000015	SPARMA MIKAEL	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
39847156501545	ORCHESTRA-PREMAMAN	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
48096309900027			[ND] [ND]	Grasse	Location de logements
51070470300014	SLIMNESS	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Entretien corporel
82198084400020	SAS CREDIT DE GRASSE	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.
85048987300016	CARZAK	89	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
91454357400018	INDIVISION CONTESSE	30	CHEMIN DU SANTON	Grasse	Location de logements
91747498300017	ELEVAMIL	87	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
91959523100011	SPORTZ	89	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
92383179600019	CLIPSAS	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
92458636500018	AGENCES PASCALIE-SPARMA	67	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres assurances
92762038500017	GRASSE INFINITY	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Coiffure
95104789300015	SIA GRASSE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Coiffure

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DA2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Espace d'Activités Route de Cannes - Identification des occupants

95233477400024	PKE GRASSE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Restauration de type rapide
95290846500331	RECREACLUB	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
98223289400013	MAJE	57	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de meubles

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Les 4 Chemins

Surface totale	51 246 m²
Surface bâtie	30 787 m²
Nombre d'unités foncières	15
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	80
Nombre d'emplois	918



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les 4 chemins - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles CL 0007 à CL 0010	Grasse	10 505 m²	1 940 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0011	Grasse	6 860 m²	2 843 m²	14 634 m²	4 063 m²	Occupée	
Parcelles CL 0182 à CL 0185	Grasse	6 214 m²	869 m²	3 070 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0358	Grasse	5 286 m²	443 m²	943 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CL 0133 à CL 0393	Grasse	5 101 m²	1 705 m²	4 723 m²	50 m²	Occupée	
Parcelles CL 0362 à CL 0452	Grasse	2 965 m²	1 263 m²	3 914 m²	1 475 m²	Occupée	
Parcelles CL 0382 à CL 0394	Grasse	2 409 m²	512 m²	1 801 m²	797 m²	Occupée	
Parcelle CL 0036	Grasse	1 714 m²	581 m²	1 264 m²	1 264 m²	Occupée	Hors champ économique - habitat
Parcelle CL 0035	Grasse	1 555 m²	102 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0364	Grasse	1 533 m²	177 m²	511 m²	104 m²	Occupée	
Parcelles CL 0138 à CL 0141	Grasse	320 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0039	Grasse	230 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0038	Grasse	153 m²	91 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0076	Grasse	150 m²	107 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle CL 0037	Grasse	135 m²	74 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200038857-20250227-DE_2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les 4 Chemins - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
53028973500025	PROMAN 082	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
34363065300032	PALAIS BELVEDERE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Hébergement médicalisé pour personnes âgées
49434101900078	PROMAN 037	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
75030565800031	PROMAN 110	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
39226471900015	YAROS FORDRIVE		BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Restauration de type rapide
33181269300017	JOSE CAUVIN SA	12	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
49474809800014	GRASSE DIFFUSION	70	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
40990410900017	FRAGONARD LES FLEURS	17	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
49983432300036	RESIDENCE LYNA	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Hébergement médicalisé pour personnes âgées
52503152201489	FIDAL	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
38655028900022	SOCIETE D EXPLOITATION DE CLINIQUE LES AIRELLES	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités hospitalières
39520120500014	JEAN-PHILIPPE VOUILLON, ERIC LEVASSEUR, JOFFREY TAI	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
33181269300025	JOSE CAUVIN SA		BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
77576184401526	OXANCE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Pratique dentaire
44817056300036	MISTRAL II	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Ambulances
41447122700044	GROUPE AZUR	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Ambulances
82797307400012	GROUPE AZUR AMBULANCES	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Services administratifs combinés de bureau
95450797604850	LYONNAISE DE BANQUE	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres intermédiations monétaires
05880148102676	BANQUE POPULAIRE MEDITERRANEE	4	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres intermédiations monétaires
33181269300033	JOSE CAUVIN SA	8	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
57210217625018	SOGERES	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Restauration collective sous contrat
79344305200030	TSL BUSINESS	5	BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Programmation informatique
39897290105273	GMF ASSURANCES	12	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres assurances
45167538300033	BLOIS AUDIT ASSOCIES	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités comptables
78145251110797	MACIF	12	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres assurances
33501101100046	GOURION DANIEL	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie
44088012800044	DARBANS MICHEL	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
51225307100033	ABC COURS A DOMICILE		BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres enseignements
88120964704234	ACIAM		BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
51750995600010	COURS CHAUCHADIS	4	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités de soutien à l'enseignement
33247024400721	SOCIETE MENAGER EN DEFAUTS D'ASPECTS - DISTRIBUTI	12	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
50741219500020	ANITA	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
77576184401484	OXANCE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerces de détail d'optique
34179684500053	ROSSANINO BERNARD	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
34753414100077	VIGNAL MICHEL	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
35046630600023	RASTELLO JEAN-ERIC	5	BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Activité des médecins généralistes
35158538500039	ARMANDO MARC	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
38130054000089	DEPREZ PHILIPPE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
39874998600020	PASCAL PHILIPPE	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
44473194700099	INTERIMA PROVENCE	5	BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
44476657000014	GUILLET JOELLE	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
47844005000027	ROQUET'ART DANSE		BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Arts du spectacle vivant
47978365600222	PROMAN COMPETENCES	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
50400958000029	DUVAL DAPHNE	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
51011215400016	DOCTEUR MARC ARMANDO	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
51933414800037	ROGER AGNES	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
53031010100098	PROMAN 091	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
53398358100018	EXCO COTE D'AZUR-GRASSE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités comptables

AR Prefecture
006-200038985-20250311-DE_2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les 4 Chemins - Identification des occupants

75025197600138	PROMAN 103	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
80115261200082	PROMAN 145	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
80462711500038	AZUR TAXI JERAULIE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Transports urbains et suburbains de voyageurs
81490277100017	TAMIOTTI JOFFREY	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
82122827700041	DUBOIS CLOE AISSA	5	BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Activité des médecins généralistes
82889448500014	SM PODO	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
83182899100024	LEGZOULI MOHAMED AMINE	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres activités de poste et de courrier
83905144800026	DUCASSE COLLIN HELENE		BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER	Grasse	Autres activités des médecins spécialistes
88378009000014	DOCTEUR MARIANNE SAIDI	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres activités des médecins spécialistes
92901665700017	BERLIOZ-MAZET AURELIEN	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
92903540000019	COCCO PAOLA	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
92903674700012	BORRA VALERIE-ANNE	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
34863348800021			[ND] [ND]	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
39924647900014	SCDF ARMANDO MOEGLIN	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
42071778700014	ASS PROMOTION EMPLOIS ET METIERS INNOV.	4	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
42965300900028	COTE D'AZUR DECORATION	70	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
44122477100044	MONTJOY EXTENSION	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Location de logements
44477796500021	BET CHIOSSONE	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Ingénierie, études techniques
48252186100013	FSV	4	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres
49167185500030	DE L'ETOILE	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des marchands de biens immobiliers
50805833600027	IMMO AIRELLES	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
51886256000019	LE NIAOULI	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Promotion immobilière de logements
53355491100016	GENERAL CONTRACTING	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
72200393602791	MCDONALD'S FRANCE	1	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
79940622800012	SPFPL JOFFREY TAMIOTTI	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
79953455700019	SPFPL JEAN PHILIPPE VOUILLON	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fonds de placement et entités financières similaires
79954306100011	SPFPL ERIC LEVASSEUR	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fonds de placement et entités financières similaires
82746595600015	YPF IMMO	29	ROUTE DE CANNES	Grasse	Promotion immobilière de logements
85291912500025	MOOVEO	34	BOULEVARD MARCEL PAGNOL	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
97944111000017	SPFPL VAB	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Fonds de placement et entités financières similaires
97952274500012	ABM6906	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des sièges sociaux
97952276000011	SPFPL PC 0688	28	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des sièges sociaux

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Parc d'activités du Sud de Grasse

Surface totale	36 131 m²
Surface bâtie	15 431 m²
Nombre d'unités foncières	10
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	12
Nombre d'emplois	36



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc d'activités Sud de Grasse - État parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles DV 0336 à DV 0409	Grasse	10 728 m²	2 231 m²	4 920 m²	10 m²	Occupée	
Parcelles DV 0349 à DV 0546	Grasse	8 826 m²	2 170 m²	1 370 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DV 0354	Grasse	4 850 m²	172 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DV 0338 à DV 0438	Grasse	3 882 m²	722 m²	1 737 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DV 0386	Grasse	2 825 m²	213 m²	3 660 m²	3 660 m²	Occupée	Activité économique - MATERIAUX RENOVATION DEMICHELIS
Parcelles DV 0356 à DV 0360	Grasse	2 795 m²	32 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DV 0355	Grasse	2 212 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DV 0347 à DV 0348	Grasse	1 785 m²	163 m²	1 502 m²	1 502 m²	Occupée	Activité économique - MATERIAUX RENOVATION DEMICHELIS
Parcelle AK 0245	Mouans-Sartoux	443 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DV 0547	Grasse	16 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200038857-20250227-D12025-027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc d'activités Sud de Grasse - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
42214323000031	CAT'S EYES	303	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerces de détail d'optique
48191724300034	KATMA	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
79413389200024	PECHERIE AZUREENNE	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
47872562503075	GIFI MAG	303	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
79287626000037	MPCG	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
82938488200017	MATERIAUX RENOVATION DEMICHELIS	322	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
49866796300033	MARINO NANCY	318	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
80343666600017	PAINBANE	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Cuisson de produits de boulangerie
85350620200011	CHUI'KAP	309	ROUTE DE CANNES	Grasse	Restauration de type rapide
88302499400013			[ND] [ND]	Grasse	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
91146855100013	RUNNING CYCLE PASSION	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
91876178400027	BULL	320	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Payan Bertrand

Surface totale	18 510 m²
Surface bâtie	0 m²
Nombre d'unités foncières	2
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	2
Nombre d'emplois	91



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Payan Bertrand - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles BK 0133 à BK 0140	Grasse	24 540 m²	2 700 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BK 0045 à BK 0141	Grasse	12 339 m²	92 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Payan Bertrand - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
41555002900011	PAYAN BERTRAND	28	AVENUE JEAN-XXIII	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
34239672800012	FLORAL SARL	28	AVENUE JEAN-XXIII	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Plascassier

Surface totale	15 243 m²
Surface bâtie	17 058 m²
Nombre d'unités foncières	2
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	2
Nombre d'emplois	30



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Plastcasser - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles DM 0197 à DM 0418	Grasse	10 641 m²	620 m²	12 850 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DM 0202 à DM 0203	Grasse	4 593 m²	1 074 m²	4 000 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Plascassier - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
82837817400019	ANTOINE QUINTANE	5	ROUTE DE VALBONNE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
85293861200011	QUINTANE	92	ROUTE DE VALBONNE	Mouans-Sartoux	Location de logements

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Point P

Surface totale	9 243 m²
Surface bâtie	7 643 m²
Nombre d'unités foncières	4
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	3
Nombre d'emplois	9



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Point P - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles BR 0256 à BR 0301	Grasse	6 588 m²	962 m²	7 575 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BR 0333	Grasse	1 587 m²	39 m²	68 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0249 à BR 0334	Grasse	1 038 m²	149 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0260 à BR 0261	Grasse	391 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200038857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Point P - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
05780275300889	COMASUD		STE ANNE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
47831980900016	GP TERRASSEMENT	67	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Grasse	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
40973562800029	AM BATIMENT	67	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Robertet

Surface totale	31 255 m²
Surface bâtie	0 m²
Nombre d'unités foncières	1
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	1
Nombre d'emplois	806



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Robertet - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle BZ 0158	31 286 m²	Grasse	9 462 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Robertet - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
41575066000011	ROBERTET SA	37	AVENUE SIDI BRAHIM	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Roumiguières

Surface totale	36 843 m²
Surface bâtie	5 749 m²
Nombre d'unités foncières	11
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	20
Nombre d'emplois	71



AR Prefecture
006-200038857-20250227-DU2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Roumiguières - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles EO 0213 à EO 0217	Grasse	11 166 m²	155 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0037 à EO 0038	Grasse	5 490 m²	702 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0039 à EO 0343	Grasse	5 386 m²	2 804 m²	1 692 m²	695 m²	Occupée	
Parcelles EO 0200 à EO 0207	Grasse	5 062 m²	1 401 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0272 à EO 0273	Grasse	2 136 m²	728 m²	1 092 m²	934 m²	Occupée	
Parcelles EO 0296 à EO 0300	Grasse	2 083 m²	1 253 m²	700 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EO 0294	Grasse	1 303 m²	789 m²	1 050 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0338 à EO 0347	Grasse	1 287 m²	469 m²	980 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle EO 0346	Grasse	946 m²	710 m²	250 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles EO 0342 à EO 0344	Grasse	934 m²	638 m²	300 m²	300 m²	Occupée	Domaine économique - ALAIN GARAGE
Parcelles EO 0297 à EO 0298	Grasse	474 m²	764 m²	97 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250327-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

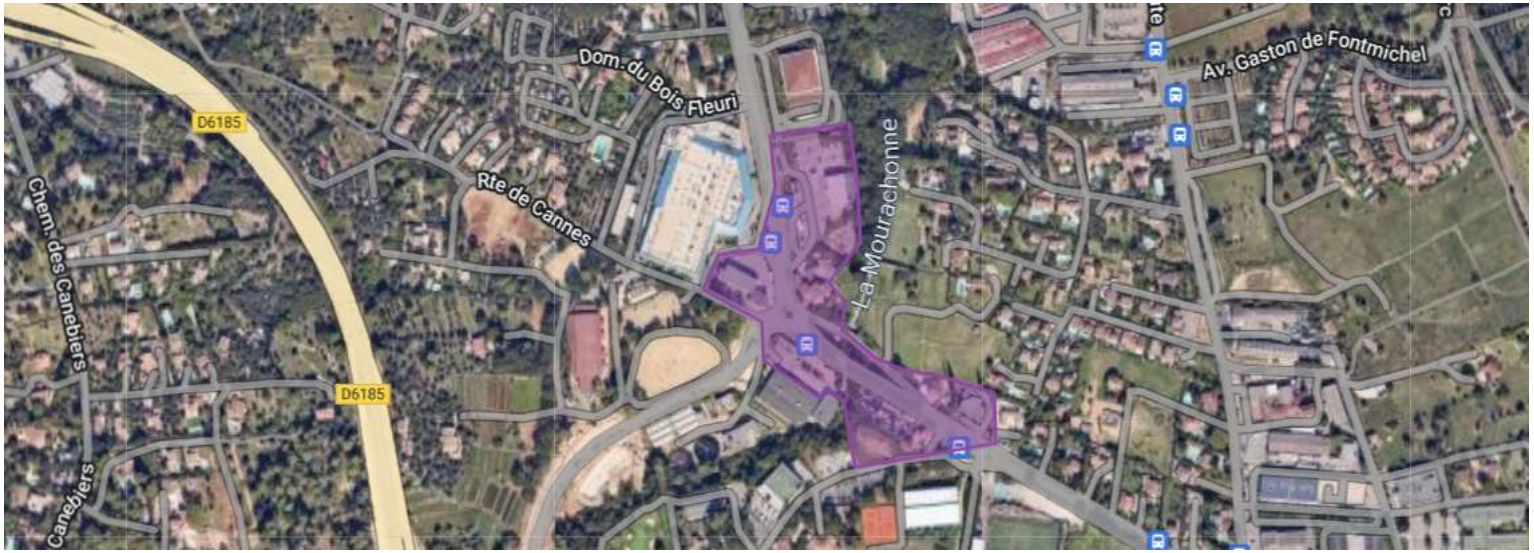
Roumiguières - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
53533442900029	NEO PARFUMS	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
83362362200036	LA CLE DE VOUTE TRAVAUX	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux de revêtement des sols et des murs
51892253900037	LE GROUPE DE LA PIERRE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Entreposage et stockage non frigorifique
51892253900052	LE GROUPE DE LA PIERRE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Entreposage et stockage non frigorifique
33140593600195	SUD EST ASSAINISSEMENT	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Collecte des déchets non dangereux
45177683500014	SAVOIR FER	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
41481504300586	LAFARGE BETONS	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Fabrication de béton prêt à l'emploi
34455666700030	BONOMO JOSEPH	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
34915103500020	SQUARTA ALAIN	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
41644141800033	TORCAT MICHEL	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
44845547700027	REPROGRAPHIE CAUVIN	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Activités des agences de publicité
48316736700018	POITOU BENOIT	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie
52076914200016	ALAIN GARAGE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
53777883900028	SLG CARROSSERIE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
75043049800022	MARCOUYOUX MAUPAS NANS	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
82442596100011	MC PROJECT INGENIERIE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Ingénierie, études techniques
30733669300048	CAPPELLI PEINTURE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux de peinture et vitrerie
35326966500017	SCDF BONOMO ET SQUARTA	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
79955568500020	BO MULTITECHNIQUE	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
92191884300019	ETABLISSEMENTS JEROME BONOMO	249	ROUTE DE PEGOMAS	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Route de Cannes

Surface totale	37 873 m²
Surface bâtie	13 967 m²
Nombre d'unités foncières	18
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	27
Nombre d'emplois	29



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Route de Cannes - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles EH 0053 à EH 0056	Grasse	9 406 m²	2 405 m²	3 850 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0152 à DX 0521	Grasse	7 124 m²	3 339 m²	4 059 m²	73 m²	Occupée	
Parcelles DX 0546 à DX 0550	Grasse	4 108 m²	754 m²	1 263 m²	68 m²	Occupée	
Parcelles DX 0309 à DX 0313	Grasse	3 275 m²	219 m²	1 882 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DW 0114 à DW 0157	Grasse	2 877 m²	270 m²	1 823 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DW 0051 à DW 0130	Grasse	1 968 m²	583 m²	1 279 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0342 à DX 0401	Grasse	1 008 m²	367 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DW 0116 à DW 0117	Grasse	782 m²	101 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DW 0048	Grasse	648 m²	148 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DW 0118	Grasse	397 m²	16 m²	9 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DW 0120	Grasse	352 m²	127 m²	350 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DX 0168	Grasse	310 m²	33 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DW 0253	Grasse	300 m²	43 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0059 à DX 0551	Grasse	165 m²	12 065 m²	12 914 m²	72 m²	Occupée	
Parcelle DW 0049	Grasse	103 m²	29 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0259 à DX 0344	Grasse	89 m²	95 m²	25 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DW 0096 à DW 0254	Grasse	79 m²	5 502 m²	944 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DX 0314 à DX 0318	Grasse	73 m²	22 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

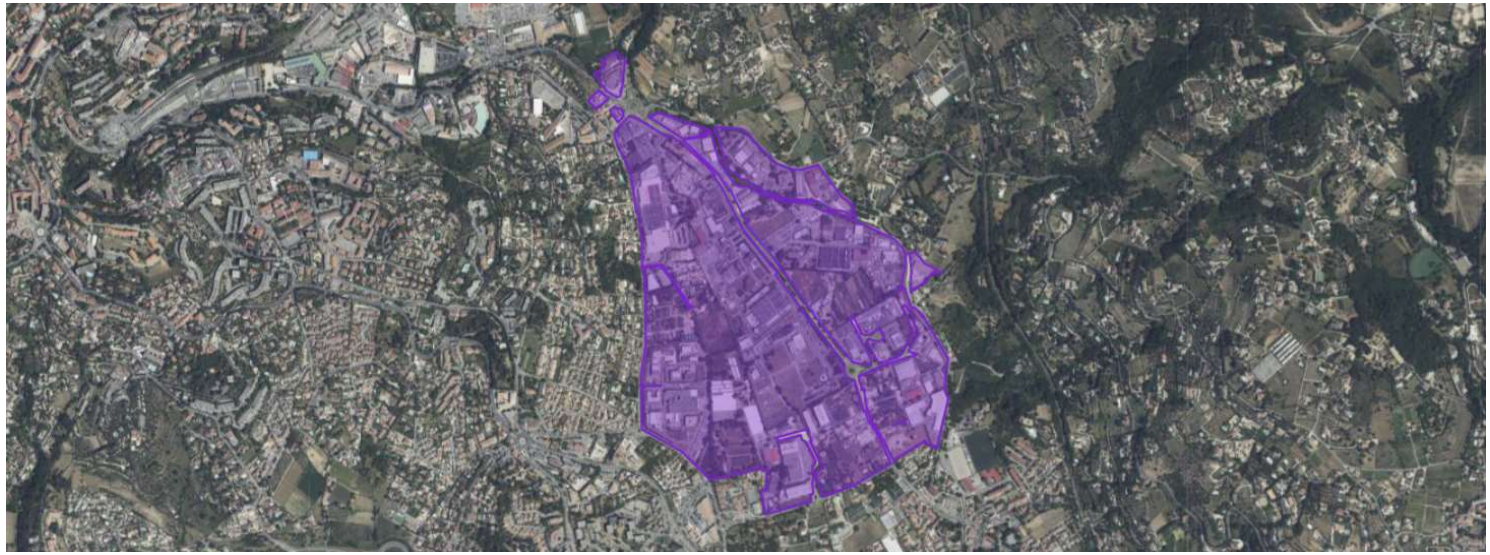
Route de Cannes - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
37854245000010	SOCIETE D'EXPLOITATION DU GARAGE JEAN CAUVIN	185	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
33778309600023	LASKO	185	ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités des sociétés holding
39491148100031	GUIAUCHAIN IAN		ROUTE DE CANNES	Grasse	Culture de fruits oléagineux
41255154100052	HP SERVICE	174	ROUTE DE CANNES	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
49782051400030	YAKOUBI HASSAN		ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
51316378200024	ANIEFIOK BLESSED		ROUTE DE CANNES	Grasse	Services de déménagement
51510966800019	MH BATIMENT	167	ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
51993598500035	OUHIBI JAMALDINE	161	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
78253175000019	ALL IN TENNIS COUNTRY CLUB DE GRASSE		ROUTE DE CANNES	Grasse	Activités de clubs de sports
79283190100030	BENHEDADA LAHCENE		ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
84246706000013	MONTERO OSETE ENRIQUE		ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
84983998000018	CHERDOUDI ALVIN		ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
88168722200011	MANSOUR JAOUHAR		ROUTE DE CANNES	Grasse	Travaux de couverture par éléments
91165729400011	PELLEGRIN CORALIE	185	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services
92539285400012	MAKHLOUF SOFIA		ROUTE DE CANNES	Grasse	Services administratifs combinés de bureau
92754566500014	HENNOUNI LEYANE	167	ROUTE DE CANNES	Grasse	Programmation informatique
94754994500014	FAYALA OMAR		ROUTE DE CANNES	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
96950200401595	ENILIVE FRANCE SARL		ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
98245452200011	CARON--POTEAU FIONA		ROUTE DE CANNES	Grasse	Autres activités d'édition
43355366600010			[ND] [ND]	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
75026221400018	CERCLE GRASSOIS DE GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE		ROUTE DE CANNES	Grasse	Formation continue d'adultes
83013316100018			[ND] [ND]	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs
84860713100010			[ND] [ND]	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
89517696400016			[ND] [ND]	Grasse	Agences immobilières
93161036400016	PARFUMS D'ENFANCE	160	ROUTE DE CANNES	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
94918870000015	JEAN CAUVIN MOBILITES	185	ROUTE DE CANNES	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
94950338700019			[ND] [ND]	Grasse	Autres activités de poste et de courrier

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Sainte Marguerite

Surface totale	769 323 m²
Surface bâtie	160 512 m²
Nombre d'unités foncières	141
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	267
Nombre d'emplois	2225



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DU2025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles DE 0056 à DE 0612	Grasse	70 011 m²	4 646 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0733 à DE 0742	Grasse	4 542 m²	725 m²	1 793 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0297 à DE 0532	Grasse	64 210 m²	16 740 m²	321 m²	321 m²	Occupée	Domaine économique - ROBERTET
Parcelles DE 0022 à DE 0319	Grasse	60 288 m²	15 443 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0731 à DE 0786	Grasse	13 293 m²	445 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CN 0318 à DE 0549	Grasse	21 308 m²	10 140 m²	18 119 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0732 à DE 0761	Grasse	11 832 m²	5 540 m²	6 097 m²	2 673 m²	Occupée	
Parcelles DE 0206 à DE 0756	Grasse	9 555 m²	2 046 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0196 à DE 0201	Grasse	18 685 m²	724 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0194 à DE 0699	Grasse	17 690 m²	11 256 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0011 à DE 0496	Grasse	17 217 m²	7 837 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0179	Grasse	70 m²	73 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0183 à DE 0715	Grasse	13 051 m²	8 973 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0045 à DE 0483	Grasse	12 574 m²	3 200 m²	5 350 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0629 à DE 0647	Grasse	11 751 m²	5 257 m²	4 100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0097 à DE 0104	Grasse	9 724 m²	238 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0486 à DE 0490	Grasse	10 507 m²	1 285 m²	941 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0730 à DE 0737	Grasse	4 783 m²	1 800 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0305 à DE 0729	Grasse	8 272 m²	9 911 m²	3 682 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0553	Grasse	7 486 m²	1 588 m²	4 482 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0791	Grasse	7 380 m²	403 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0792	Grasse	7 360 m²	46 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0499	Grasse	7 137 m²	1 908 m²	2 084 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0488 à DE 0491	Grasse	7 121 m²	433 m²	175 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0479	Grasse	7 117 m²	3 966 m²	3 853 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0233 à DE 0525	Grasse	6 374 m²	3 652 m²	3 654 m²	628 m²	Occupée	
Parcelles DE 0039 à DE 0728	Grasse	6 277 m²	119 m²	6 277 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0535 à DE 0544	Grasse	6 000 m²	159 m²	14 562 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0147 à DE 0711	Grasse	5 613 m²	210 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0153 à DE 0402	Grasse	5 526 m²	573 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0551 à DE 0585	Grasse	5 502 m²	1 235 m²	4 528 m²	4 528 m²	Occupée	Domaine économique - LA POSTE
Parcelles DE 0740 à DE 0765	Grasse	2 508 m²	853 m²	2 301 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0426 à DE 0509	Grasse	5 000 m²	2 410 m²	2 342 m²	580 m²	Occupée	
Parcelles DE 0261 à DE 0388	Grasse	4 972 m²	1 185 m²	1 645 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0108 à DE 0392	Grasse	4 744 m²	264 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles CN 0154 à CN 0181	Grasse	4 608 m²	2 033 m²	7 278 m²	2 709 m²	Occupée	
Parcelles DE 0632 à DE 0641	Grasse	1 851 m²	2 138 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0644 à DE 0646	Grasse	2 698 m²	2 138 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DE 0003 à DE 0253	Grasse	4 499 m²	1 264 m²	5 000 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0764	Grasse	2 205 m²	525 m²	965 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DE 0749	Grasse	2 203 m²	870 m²	1 351 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DU2025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelles DE 0561 à DE 0569	Grasse	4 272 m²	1 626 m²	2 203 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0124 à DE 0132	Grasse	4 194 m²	1 821 m²	2 000 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0752 à DE 0766	Grasse	2 006 m²	633 m²	867 m²	867 m² Occupée	Domaine économique - LYDEHA
Parcelles DE 0433 à DE 0434	Grasse	4 000 m²	997 m²	3 500 m²	3 500 m² Occupée	Domaine économique - CTM Keolis
Parcelles DE 0286 à DE 0287	Grasse	3 997 m²	797 m²	4 055 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0768	Grasse	1 919 m²	911 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0049 à DE 0053	Grasse	3 794 m²	275 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0120 à DE 0817	Grasse	3 684 m²	357 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0572	Grasse	3 603 m²	1 634 m²	3 501 m²	3 400 m² Occupée	
Parcelles DE 0010 à DE 0288	Grasse	3 583 m²	1 176 m²	2 100 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0321 à CN 0323	Grasse	3 573 m²	1 038 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0111 à DE 0139	Grasse	3 542 m²	365 m²	8 294 m²	2 399 m² Occupée	
Parcelle DE 0575	Grasse	3 511 m²	1 114 m²	1 721 m²	1 721 m² Occupée	Domaine associatif - AFPJR
Parcelle DE 0750	Grasse	1 654 m²	623 m²	293 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0128 à DE 0131	Grasse	3 288 m²	1 264 m²	1 200 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0062 à DE 0648	Grasse	3 200 m²	1 343 m²	1 505 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0215 à DE 0477	Grasse	2 918 m²	1 232 m²	1 523 m²	79 m² Occupée	
Parcelle DE 0521	Grasse	2 873 m²	898 m²	723 m²	187 m² Occupée	
Parcelles DE 0091 à DE 0674	Grasse	2 855 m²	109 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0286 à CN 0303	Grasse	2 751 m²	391 m²	959 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0094 à DE 0520	Grasse	2 637 m²	179 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0390	Grasse	2 445 m²	100 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0482	Grasse	2 480 m²	1 249 m²	1 511 m²	1 311 m² Occupée	
Parcelles CN 0319 à CN 0320	Grasse	2 465 m²	940 m²	1 088 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0080 à DE 0435	Grasse	2 383 m²	2 455 m²	3 410 m²	331 m² Occupée	
Parcelles DE 0702 à DE 0712	Grasse	2 374 m²	26 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CZ 0157 à CZ 0159	Grasse	2 360 m²	1 393 m²	1 300 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0503	Grasse	2 343 m²	301 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0074 à DE 0431	Grasse	2 266 m²	161 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0627 à DE 0672	Grasse	2 223 m²	1 077 m²	1 378 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0478	Grasse	2 200 m²	827 m²	1 200 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0088	Grasse	2 063 m²	246 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0083 à DE 0085	Grasse	1 965 m²	187 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0231 à DE 0708	Grasse	1 962 m²	179 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0485	Grasse	1 798 m²	557 m²	899 m²	899 m² Occupée	Domaine économique - CER'AFFAIRES
Parcelle DE 0823	Grasse	1 769 m²	2 659 m²	1 400 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0684 à DE 0688	Grasse	1 768 m²	413 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0334 à DE 0340	Grasse	1 655 m²	211 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0652	Grasse	1 590 m²	111 m²	1 253 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0241 à DE 0801	Grasse	1 566 m²	20 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0034 à CN 0328	Grasse	1 515 m²	1 401 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0614 à DE 0618	Grasse	1 482 m²	17 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DY 0482 à DY 0490	Grasse	1 425 m²	133 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0604	Grasse	1 366 m²	626 m²	550 m²	0 m² Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DU12025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelles DE 0500 à DE 0502	Grasse	1 230 m²	384 m²	220 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CL 0418 à CL 0467	Grasse	1 142 m²	2 566 m²	6 389 m²	1 535 m² Occupée	
Parcelles DY 0213 à DY 0514	Grasse	1 118 m²	211 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CZ 0199 à CZ 0386	Grasse	1 095 m²	246 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0162 à DE 0410	Grasse	1 081 m²	184 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0649	Grasse	1 074 m²	633 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0480	Grasse	933 m²	57 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0599	Grasse	916 m²	633 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0006 à DE 0252	Grasse	876 m²	234 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DH 0032 à DH 0304	Grasse	870 m²	201 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0195	Grasse	767 m²	244 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0156 à CN 0221	Grasse	740 m²	431 m²	290 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0824	Grasse	701 m²	2 659 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CZ 0388	Grasse	691 m²	47 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0050	Grasse	640 m²	408 m²	50 m²	50 m² Occupée	Hors champ économique - habitat
Parcelle CN 0332	Grasse	586 m²	605 m²	273 m²	106 m² Occupée	
Parcelles DE 0601 à DE 0667	Grasse	551 m²	209 m²	600 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0819 à DE 0822	Grasse	520 m²	97 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CL 0021 à CL 0468	Grasse	507 m²	162 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0106	Grasse	501 m²	113 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CZ 0198 à CZ 0387	Grasse	495 m²	200 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DH 0318 à DH 0320	Grasse	486 m²	109 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DH 0325	Grasse	484 m²	121 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DH 0314 à DH 0319	Grasse	483 m²	57 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DH 0322 à DH 0323	Grasse	483 m²	97 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DH 0306	Grasse	483 m²	116 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DH 0324	Grasse	483 m²	305 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles CN 0037 à CN 0087	Grasse	482 m²	525 m²	160 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0237	Grasse	479 m²	485 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0178 à DE 0653	Grasse	400 m²	69 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0349	Grasse	384 m²	233 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0182	Grasse	360 m²	361 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0422 à DE 0626	Grasse	337 m²	191 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0350	Grasse	293 m²	56 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CL 0019	Grasse	249 m²	130 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0347 à DE 0355	Grasse	223 m²	92 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0339 à DE 0813	Grasse	218 m²	214 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0515	Grasse	175 m²	73 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0518	Grasse	170 m²	56 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0348 à DE 0357	Grasse	160 m²	191 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle DE 0625	Grasse	150 m²	178 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0352 à DE 0821	Grasse	150 m²	46 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles DE 0680 à DE 0681	Grasse	112 m²	122 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle CL 0020	Grasse	109 m²	108 m²	0 m²	0 m² Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DD12025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelle CN 0237	Grasse	106 m²	590 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle CN 0333	Grasse	103 m²	590 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle CL 0195	Grasse	99 m²	94 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle CL 0459	Grasse	92 m²	34 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles CL 0458 à CL 0460	Grasse	84 m²	94 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DE 0239	Grasse	84 m²	69 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DE 0051	Grasse	56 m²	38 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles DE 0332 à DE 0372	Grasse	48 m²	881 m²	900 m²	0 m² Occupée
Parcelles CM 0173 à CM 0503	Grasse	46 m²	169 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DE 0802	Grasse	24 m²	25 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles DE 0020 à DE 0366	Grasse	14 m²	245 m²	454 m²	0 m² Occupée
Parcelles DY 0205 à DY 0596	Grasse	7 m²	93 m²	0 m²	0 m² Occupée

AR Prefecture
006-200038886-20250227-DE027025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
44023766700025	SAS HYPER GRASSE	59	CHE DE L ORME	Grasse	Hypermarchés
35600000053319	LA POSTE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel
41575066000052	ROBERTET SA	48	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
78263178200037	AFPJR	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Services d'aménagement paysager
50989094300020	PERRENOT GRASSE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Transports routiers de fret de proximité
33753037200057	PARFUM COSMETIC WORLD	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
41575066000094	ROBERTET SA	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
49403017400051	AZELIS FRANCE	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
78263178200102	AFPJR	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées
45131570900027	SELECTAROME	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
32954199900010	NATUR DIS	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé
43428546600018	FELIX POTIN COTE D'AZUR	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé
84304786100037	CHOPARD CANNES SCP	37	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
48317289600019	TOCQUE DRIVE	59	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration de type rapide
31152166000051	FELIX POTIN	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Activités des sociétés holding
32841209300036	ICT IMM MOSCATELLI	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie
41575086800135	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MOD	45	CHE DE L ORME	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
41565036500034	TRANSPORTS GALOT	36	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Transports routiers de fret interurbains
45367283400034	LE SIS	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel
51817258000038	LE SIS RENO	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres travaux de finition
53155122400037	AZUR LINGE SERVICE	120	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Blanchisserie-teinturerie de gros
50007279800027	LE SIS GROUPE	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des sociétés holding
34326267100047	MP LABO		BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
44186531800030	T-2G	115	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
39433691100059	SAFRAM FRANCE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Affrètement et organisation des transports
43268228400026	BOUGIE ET SENTEUR	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres activités manufacturières n.c.a.
79746545700027	PHENOCELL	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en biotechnologie
77555201100394	ASSOC MEDECINE TRAVAIL ALPES MARITIMES	43	CHE DE L ORME	Grasse	Activité des médecins généralistes
41517607201096	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVE	10	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres intermédiations monétaires
41555002900029	PAYAN BERTRAND	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
78979813900018	PHARMACIE LIAUTAUD-GERBAUD		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
31890644302785	BUFFALO GRILL		CHE DU MOULIN DE BRUN	Grasse	Restauration traditionnelle
32268555300040	TRANSPORTS GERBINO	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Transports routiers de fret interurbains
38797781200024	CAISS LOCAL CREDIT AGRICO MUT.PAYS GRASS	10	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres intermédiations monétaires
43807828900032	LABORATOIRE DESTAING		BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
44181672500036	TOMCOS	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités de conditionnement
51204784600039	AZUR DECORATION PEINTURE	113	RTE DU PLAN	Grasse	Travaux de peinture et vitrerie
52946813400026	BOTANICERT	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
81508419900034	LIFESCIENTIS	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
83281594800027	MYCOPHYTO	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en biotechnologie
32278882900016	PERALINE SA	58	RTE DE PLASCASSIER	Grasse	Commerce de gros d'équipements automobiles
43998053300012	FEDERZONI PARTICIPATIONS	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des sociétés holding
52960151000025	BIOPRESERV	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en biotechnologie
41527378800034	EURO CHAPE FLUIDE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
50194479700023	GRASSE POIDS LOURDS	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
53140149500019	NATUR DETAIL 3	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Supérettes
31245337600021	CAISSE DE CREDIT MUTUEL GRASSE	45	CHE DE L ORME	Grasse	Autres intermédiations monétaires
33264094500074	FLYTRANS	36	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Affrètement et organisation des transports
39047243900012	MAREFA	29	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Supermarchés
82415602000011	LA CANOPEE	52	CHE DE L ORME	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
37958790002246	THOM		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DELIB2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

48437144800016	A-PHARMACONSULT SAS	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
48832465800035	LABORATOIRE CEVIDRA		BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
49375030100035	PERFUM	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
53880216600024	SELECTAROME DEVELOPPEMENT	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en biotechnologie
79507310500012	LA BRASSERIE	59	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration traditionnelle
33262817100438	PURFER	36	RTE DU PLAN	Grasse	Récupération de déchets triés
33852040600012	BARALIS FRERES	28	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
34274989200010	GAEC FEDERZONI	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
38797945300025	CAIS LOCAL CREDIT AGRICO MUTUEL ST AUBAN	10	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres intermédiations monétaires
41400323600190	URAPEDA SUD	107	RTE DU PLAN	Grasse	Action sociale sans hébergement n.c.a.
41450897800015	ACTION HUMANITAIRE DU PAYS DE GRASSE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social
41565035700023	COURRIN JEAN ET FILS MPA	81	CHE DE L ORME	Grasse	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières
43875459000026	AGENCE IMMOBILIERE DE GRASSE	5	TRA MOULIN DE BRUN	Grasse	Agences immobilières
44519012700016	CARROSSERIE LANTERI	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
44921798300013	AZUR OPTIC		CHE DE L ORME	Grasse	Commerces de détail d'optique
52857022902761	LPCR GROUPE	45	CHE DE L ORME	Grasse	Accueil de jeunes enfants
55262109600221	RACINE SUD AGRO PERRET	36	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
75100225400025	EUROPE FORMATION CONSEIL	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Formation continue d'adultes
30162188401691	ZOLPAN	10	RTE DU PLAN	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration
31881297100055	ABC AU BON CONDUCTEUR	5	TRA MOULIN DE BRUN	Grasse	Enseignement de la conduite
38367399300028	FRAMIRAL	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
51388200100029	TECH - ISI	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
42922858800019	GARAGE GIACO RACING	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
80960601500034	SUSHI KONCEPT	59	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration de type rapide
84471111900017	RBS ELECTRICITE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
32851734700014	GRASSE CHIMIE'S WORLD	36	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
33517189800042	CORIALYS	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
48531229200017	L P 2 C	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
48931754500023	METAL STYLE	55	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
50273894100025	TOIT ET BOIS	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de charpente
50912856700039	PPCI	81	CHE DE L ORME	Grasse	Activités de conditionnement
51941578000021	IRON	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
52355134900013	AZUR PIERRE AGENCEMENT	124	RTE DU PLAN	Grasse	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction
75003950500029	ARTISANS AZUREENS DU BATIMENT	81	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
78315959300384	CERBALLIANCE COTE D'AZUR		RTE DE PLASCASSIER	Grasse	Laboratoires d'analyses médicales
82317541900014	CARROSSERIE DU LAC	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
83194510000038	L'AZIL ESCAPE GAME	10	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs
83307303400013	CACAOLOCO	59	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
84834720900019	LA PRESSE	59	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
41064216900057	CER'AFFAIRES	45	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
41645029400044	ETABL ESCOMAT	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
49792812700024	MLA PARFUMS	59	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
50367471500027	AMERKAM	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
81463711200024	PARFUM D'IMMOBILIER	62	CHE DE L ORME	Grasse	Agences immobilières
39896638200028	MAJOREL	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication de matières plastiques de base
44191572500010	GOLETEX		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
44265130300020	ILTIS LIONEL	52	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
48009608000027	ZIP EXHIBITS	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Activités spécialisées de design
80449893900011	DARMA MATER	5	TRA MOULIN DE BRUN	Grasse	Activités des sociétés holding
81522168400013	PEREZ STEFANIE	8	CHE DU MOULIN DE BRUN	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
84204554400025	PKDERM	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Recherche-développement en biotechnologie
85324649400019	HYDROLUX FRANCE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration
31063718600027	VERGONI FRANCIS		RTE DE PLASCASSIER	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers

AR Prefecture
006-200039881-20250227-DL20250227-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite Identification des occupants

31542122700043	LIPPIS FIORINO	42	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Ingénierie, études techniques
31661282900028	HAMY GERARD	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Décolletage
32053209600015	PELLEGRIN GEORGES	81	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
32692536900034	VAN-VLIJMEN MAXIMILIEN	25	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
32764599000026	BLEY LAURETTE		CHE DE L ORME	Grasse	Activité des médecins généralistes
33492690400049	SMIDS SANDER	91	RTE DU PLAN	Grasse	Entreposage et stockage non frigorifique
33509488400046	RE CHRISTIAN	110	CHE DE L ORME	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34479853300040	MAZENS BRUNO	59	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
34863967500043	MANCINI DIDIER	62	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
35139650200020	KERVENKA PIERRE	81	CHE DE L ORME	Grasse	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.
35236723900576	HYPROMAT LAVAGE	2	RTE DU PLAN	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
37944809500016	DALMASSO RICHARD	49	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
38916545700026	GARNIER MIREILLE	36	RTE DU PLAN	Grasse	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
39394114100029	RUSSO FREDERIC	37	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
39397934900023	ESQUIROL CYRIL	25	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
39832547200080	BARDIN JEAN	120	RTE DU PLAN	Grasse	Services auxiliaires des transports terrestres
39870595400038	ASPTT GRASSE		CHE DE L ORME	Grasse	Autres activités liées au sport
40915506600031	AZUR CONSTRUCTION EQUIPEMENT	81	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
41264760400047	PAIS THIERRY	5	TRA MOULIN DE BRUN	Grasse	Activités des agents et courtiers d'assurances
41265242200020	AXXENCE	107	RTE DU PLAN	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
41302494400030	ABC NETTOYAGE	76	CHE DE L ORME	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
41436968600160	LAV'MATIC	132	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Blanchisserie-teinturerie de détail
41644011300015	VIALE CONSTANT	123	RTE DU PLAN	Grasse	Activités de soutien aux cultures
42006305900414	LMC AUDIO	132	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
42416752600013	TOUBOUL ALAIN	4	CHE DU MOULIN DE BRUN	Grasse	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
42769148000011	DALMASSO ROBERT	45	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
43080128200012	FABRE MARTINE	132	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
43216143800028	VERLAQUE FREDERIC	25	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
43391775400015	VIALE CONSTANT	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
43430433300025	FOULON DAVID	81	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
43434294500053	VICINI JOHN	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
43526440300047	BENSALEM MAHMOUD	124	CHE DE L ORME	Grasse	Autres activités des médecins spécialistes
44203668700014	LE CHAUSSEUR STYLE MODE		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de la chaussure
45110209900079	RICHARD FORMATION	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Formation continue d'adultes
49459222300049	AUTOMOBILES COTE D'AZUR		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
49929756200039	ZAABOURI HASSEN BEN MOKHTAR	17	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
49967624500024	YILMAZ YUCEL	110	CHE DE L ORME	Grasse	Autre création artistique
50350716200041	GLOBE SELLERS	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
50502664100025	PEREIRA PASCAL	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
50999864700010	SERRURERIE FERRONNERIE BELTRANDO	132	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
51045702100010	KHEOPS	42	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Construction d'autres bâtiments
51161890200023	LYONS BENJAMIN	103	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
51756764000019	MARTINENGO MARIANNE	76	CHE DE L ORME	Grasse	Activités spécialisées de design
51866788600031	DUCROT GUILLAUME	93	CHE DE L ORME	Grasse	Activités de pré-presse
52062557500029	TRAMBOUZE DIANE	81	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie
52324045500015	WOLF ELODIE	42	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
53054594600028	CLEAN AUTO GILBERT	122	RTE DU PLAN	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
75039762200036	GERBAUD PAUL		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
75056662200015	LA MARTINIQUAISE S.L.	38	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration traditionnelle
75095526200027	A.D.M	81	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
79077622300014	LAFONT FRANCOISE	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.
79253093300011	GUIGON STEPHANE	17	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
79271702700025	GROUPE SOLEMBAL	81	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien

AR Prefecture
006-200039881-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Identification des occupants

79313226000010	SERRANO THOMAS	187	RTE DU PLAN	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
79431005200012	ALLIGIER GINO	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres activités récréatives et de loisirs
80076626300019	MINGAS CEDRIC	93	CHE DE L ORME	Grasse	Activités de pré-presse
80258381500039	BRASSERIE AZUREENNE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Fabrication de bière
80777276900012	CAMBIER GILLES	38	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
81067175000018	G HOLDING	115	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Activités des sociétés holding
81123898900016	DALMASSO CATHERINE	49	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Services d'aménagement paysager
81407391200028	MAANI	38	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration de type rapide
81819366600018	MONCARRO	45	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
81847771300064	AZUR VI	107	RTE DU PLAN	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
82030178600027	NUNII LABORATOIRE	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
82051077400020	VIALE JEAN-SEBASTIEN	91	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Location de logements
82363771500017	BEAUCHAMP KRYSS	50	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Travaux de plâtrerie
82364858900013	LEROUX ANTHONY	17	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
82884670900024	VEGETAL EVENTS	91	RTE DU PLAN	Grasse	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
82938167200015	RIVIERA TOUR VTC	122	CHE DE L ORME	Grasse	Transports de voyageurs par taxis
83195757600018	ALPES MARITIMES BATIMENT RENOVATION AMENAGEMEN	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres travaux de finition
83216719100010	HALLERY FRANCOISE	4	RTE DU PLAN	Grasse	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
83536823400018	BAT INNOV	81	CHE DE L ORME	Grasse	Construction de maisons individuelles
83775869700028	SALHI MOURAD	93	CHE DE L ORME	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
84044129900038	SALHI NAFISSA	93	CHE DE L ORME	Grasse	Location de logements
84129024000024	SILVAWOOD	107	RTE DU PLAN	Grasse	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
84342316100010	SOLLAZZO CELIA	81	CHE DE L ORME	Grasse	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
84396557500031	MAMAFE		CHE DE L ORME	Grasse	Blanchisserie-teinturerie de détail
84784464400017	DDT 06	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Services d'aménagement paysager
84842085700015	APPLICATIONS RESEAUX SYSTEMES ELECTRIQUE	41	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
85261932900018	ROSIER LORA	5	TRA MOULIN DE BRUN	Grasse	Activités photographiques
88224664800019	FEDERZONI MARION	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des agences de publicité
88905780800012	HIGUERAS ANGE	52	CHE DE L ORME	Grasse	Ingénierie, études techniques
89151159400014	COANUS JEAN LOUIS	42	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel
89163233300011	HARANT SINDIE	55	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Reproduction de plantes
89385695500016	BECQUELIN MISSILIA	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
89813850800012	RAHMA TALAA	127	RTE DU PLAN	Grasse	Aide à domicile
90039314100016	PAVANI CORREA DANILO	52	CHE DE L ORME	Grasse	Arts du spectacle vivant
90134299800019	DOLARD AURELIEN	81	CHE DE L ORME	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
90287518600014	ARMANDO-MARTINEZ MICKAEL	50	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Services d'aménagement paysager
90309595800018	FERRE JULIEN	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
90426410800013	BERNARD FLORIAN	93	CHE DE L ORME	Grasse	Autres services personnels n.c.a.
90864231700022	VICINI CLAIRE	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
91065628900014	BOULAHTINE MELISSA	76	CHE DE L ORME	Grasse	Location de logements
91508737300014	CARDACCIA LOONA	93	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
91799496400018	MARINO ALEXANDRE	70	4 CHEMINS	Grasse	Location de logements
91870131900017	PERDOMO MARGARETA	124	CHE DE L ORME	Grasse	Agences immobilières
91877140300014	TASSI CARLA	96	CHE DE L ORME	Grasse	Activités spécialisées de design
92045583900018	PETROSINO THEO	113	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Réparation de machines et équipements mécaniques
94766082500011	AMOROTTI JESSICA		RTE DE PLASCASSIER	Grasse	Conseil en relations publiques et communication
95101842300016	DALMASSO ELODIE	49	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
48333423100014	CER'IM	70	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des sociétés holding
82840309700029	VL TRANSPORTS	81	AV HENRI DUNANT	Grasse	Transports routiers de fret de proximité
83373398300021	MG BAT	122	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
83773953100031	PALAZZETTI-PASCAUD	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Activités juridiques
31998353200023	CERCLE PHILOSOPH. CULTUR.PAX GRASSE CPC	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
38993468800018	ARCADIA	25	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration traditionnelle

AR Prefecture
006-200039888-20250227-DELIB2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Marguerite - Identification des occupants

39895865200024	POLLET ET ASSOCIES	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
40231007200010	PERCUPASSION	81	CHE DE L ORME	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
40842032100015	PEPINIERES STE MARGUERITE		STE MARGUERITE	Grasse	Autres cultures non permanentes
41635002300022	COOP CONSOMMATION COLLAB. LAUTIER FILS	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Commerce d'alimentation générale
42146378700018	DELTA	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Arts du spectacle vivant
43124567900011	DNV	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
43953822400031	LE MOULIN NEUF	59	CHE DE L ORME	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
43998061600015	FEDERZONI SERVICES	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
44487447300010	MOTO CLUB SARMATES	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
44824385700019	LE BAGO'S	25	CHE DE L ORME	Grasse	Restauration traditionnelle
45389578100020	AU FIL DES IDEES D'OCEANE	123	RTE DU PLAN	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
48788874500014	REVES DE SPA	45	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
49160847700015	ASSAINISSEMENT GRASSOIS	115	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration
49493793100017	LA PRESSE DU MOULIN		CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
49539236700035	CERA STYLE VAR	70	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
49759906800036	AXEL AUTO CONCEPT	122	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
49780290000041	HOLDING DE PHARMACIENS D'OFFICINE GERBAUD - LIAUT		CHE DE L ORME	Grasse	Fonds de placement et entités financières similaires
50225599500016	FORLIMITED	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Gestion de fonds
50470654000011	AZUR LOCATION SERVICES	120	RTE DU PLAN	Grasse	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.
50881652700321	VALENERGIE	10	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Production d'électricité
50970490400028			[ND] [ND]	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
51855351600023	MEDILEGE NUTRITION	45	CHE DE L ORME	Grasse	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
52174908500887	PI ENERGY	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Production d'électricité
53145114400012	LE MARCHAND BIO.COM	57	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Vente à distance sur catalogue spécialisé
53165016600014	HESTIA CAPITAL	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Activités des sociétés holding
53884575100022	L & B FRERE	120	RTE DU PLAN	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
53888076600018	GRAND SUD PROPRETE	42	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
53921727300017	TOUT EN EAU	49	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
72200393610315	MCDONALD'S FRANCE		CHE DE L ORME	Grasse	Restauration de type rapide
74985890800017	MATHOSY	29	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Activités des sociétés holding
75184900100019	FM	59	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des sociétés holding
78977598800015	IMBEST	70	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des sociétés holding
78988945800012	EXOLINK	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
79182746200015	EBOXIT	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques
80074253801243	FRINERGY PRODUCTION	107	RTE DU PLAN	Grasse	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné
80088829900024	MEDITERRANEE CONSTRUCTION	122	RTE DU PLAN	Grasse	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
80250151000035	MONT BLANC		CHE DE L ORME	Grasse	Coiffure
81802347500036	PARFUMANCE	107	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
82924122300017	ACEH 06 AGENCE CENTRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Imprégnation du bois
84191431000013	B&B IMMOBILIER	52	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des marchands de biens immobiliers
84403237500017	""GRASSE A EDITH""	45	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
84902395700012	EP	59	CHE DE L ORME	Grasse	Activités des sociétés holding
88035348700023	S.T. BOIS MASSIF	31	CHE DE STE MARGUERITE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
88115555000018	JH LA ROTISSERIE	132	RTE DE LA MARIGARDE	Grasse	Activités des sièges sociaux
89266160400025	SAS NOVEL	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
89324229700016	DLGI		CHE DE L ORME	Grasse	Coiffure
89854282400013	SPH DISTRIBUTION	37	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Commerce de gros d'équipements automobiles
90092374900098	AZUR TRUCKS DISTRIBUTION ET REPARATION	107	RTE DU PLAN	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
90774312400014	CARROSSERIE MDM AUTOMOBILE	91	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
90892425100014	IMBERT	70	CHE DE L ORME	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
91039141600021	MC CODE	25	CHE DE L ORME	Grasse	Enseignement de la conduite
91352446800018	AMEPAL	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Activités des sociétés holding
91896261400015	NOS HANDI HEROS	110	RTE DU PLAN	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

AR Prefecture
006-200038887-20250227-DEL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ste Margerite Identification des occupants

92013742900014			[ND] [ND]	Grasse	Autre création artistique
92193353700018	SISTERS B	45	BD MARCEL PAGNOL	Grasse	Ingénierie, études techniques
95090547100013	BVHM	91	AV JEAN MAUBERT	Grasse	Location de logements
95231329400011	BT BUSINESS LINK	25	CHE DE L ORME	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Saint Jacques

Surface totale	23 350 m²
Surface bâtie	5 688 m²
Nombre d'unités foncières	7
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	34
Nombre d'emplois	49



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

St Jacques - Etat parcellaire des unites foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle BR 0452	Grasse	66 356 m²	215 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0152 à BR 0273	Grasse	4 511 m²	646 m²	600 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0237 à BR 0239	Grasse	3 488 m²	936 m²	3 007 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0483 à BR 0487	Grasse	3 017 m²	597 m²	1 030 m²	155 m²	Occupée	
Parcelles BR 0236 à BR 0296	Grasse	1 357 m²	210 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BR 0107 à BR 0297	Grasse	560 m²	265 m²	473 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BR 0294	Grasse	87 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

St Jacques - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
83372820700022	LE WAGON 1	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
33871888500035	MARCHE SAINTE-ANNE	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Commerce d'alimentation générale
41517607202722	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUT		AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Autres intermédiations monétaires
53301197900028	PIZZERIA MELKO	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Restauration traditionnelle
41436968600038	LAV'MATIC	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Blanchisserie-teinturerie de détail
41491465500017	VIALE ANDRE	91	LE PLAN	Grasse	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
41634054500019	CAILLE JEAN		LE PLAN	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
41674176700014	PELLEGRINO THOMAS		LE PLAN	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
41694131800014	BIDON JEAN		LE PLAN	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
48034998400041	LEFRANCOIS CARINE	3	CHEMIN DES CHENES	Grasse	Pratique dentaire
50156450400014	OPHELYE	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Restauration traditionnelle
50420423100022	LANACASTET ISABELLE	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
51146101400025	FARETRA DENIS	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
54206623807904	ETABLISSEMENTS NICOLAS	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
81899946800015	SO BEAUTY FULL	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Soins de beauté
82017608900010	SEVERINE COIFFURE	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Coiffure
83082739000022	TEFI	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Fabrication de plats préparés
83896798200011	BADALASSI JULIE	3	CHEMIN DES CHENES	Grasse	Activités des infirmiers et des sages-femmes
83933735900013	L'EXCELLENCE	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
84795337900025	MALARD KATHLEEN	3	CHEMIN DES CHENES	Grasse	Activités des infirmiers et des sages-femmes
90919877200024	PISTOLESI ALLISON	3	CHEMIN DES CHENES	Grasse	Activités des infirmiers et des sages-femmes
33517196300028	CHARCUTERIE GRASSOISE		LE PLAN	Grasse	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
41505092100022	L.M.		AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Services des traiteurs
43792713000017	ASSOC.GENS DE LA ROUTE DE CANNES		LE PLAN	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
44155035700020	POMPES FUNEBRES MARBRERIE DU CANTON	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Services funéraires
45259272800011	ALF AND CO 2		LE PLAN	Grasse	Arts du spectacle vivant
48408052800041	BOOS	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
53391807400014	MAEVA	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
81272946500045			[ND] [ND]	Grasse	Activités de santé humaine non classées ailleurs
83790064600014	R. BOOS SAS	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
84800945202796	THERMIQUE SOLUTIONS INDUSTRIE COMMERC		AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné
92181284800015	B.M.G.	132	AVENUE DE LA LIBERATION	Grasse	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
92231100600030	POMPES FUNEBRES CENTIFOLIA	7	AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Services funéraires
97864981200028	GREECE 115		AVENUE FELIX RAYBAUD	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grasse
Saint-Marc

Surface totale	178 478 m²
Surface bâtie	60 722 m²
Nombre d'unités foncières	50
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	160
Nombre d'emplois	1150



AR Prefecture
006-200039857-20250327-DI2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Marc - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles DT 0127 à DT 0129	Grasse	3 089 m²	11 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0131 à DT 0461	Grasse	15 684 m²	6 012 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0119 à DV 0509	Grasse	16 140 m²	3 548 m²	6 708 m²	4 016 m²	Occupée	
Parcelles DT 0168 à DT 0462	Grasse	9 548 m²	2 319 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0265	Grasse	1 917 m²	516 m²	1 550 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0214 à DT 0261	Grasse	7 449 m²	2 221 m²	5 527 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0417	Grasse	7 819 m²	2 965 m²	4 214 m²	369 m²	Occupée	
Parcelles DT 0429 à DV 0514	Grasse	7 630 m²	2 037 m²	4 960 m²	300 m²	Occupée	
Parcelle DT 0316	Grasse	6 088 m²	2 117 m²	2 970 m²	990 m²	Occupée	
Parcelles DT 0199 à DT 0393	Grasse	5 500 m²	3 158 m²	2 852 m²	804 m²	Occupée	
Parcelles DT 0203 à DT 0376	Grasse	5 487 m²	2 553 m²	4 170 m²	550 m²	Occupée	
Parcelles DT 0185 à DV 0135	Grasse	5 343 m²	141 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0176 à DT 0418	Grasse	4 754 m²	833 m²	3 100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0038 à DT 0458	Grasse	4 603 m²	74 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0209 à DT 0389	Grasse	4 208 m²	2 199 m²	4 548 m²	37 m²	Occupée	
Parcelles DT 0044 à DT 0046	Grasse	3 852 m²	117 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0107 à DT 0109	Grasse	3 337 m²	1 338 m²	1 634 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0248 à DT 0452	Grasse	3 314 m²	114 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0196 à DT 0394	Grasse	3 298 m²	1 308 m²	2 040 m²	348 m²	Occupée	
Parcelles DT 0167 à DT 0387	Grasse	2 932 m²	1 701 m²	3 486 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0263	Grasse	2 874 m²	1 361 m²	2 697 m²	789 m²	Occupée	
Parcelles DT 0152 à DT 0156	Grasse	2 738 m²	220 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0147 à DT 0274	Grasse	2 441 m²	172 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0105 à DT 0448	Grasse	2 130 m²	444 m²	797 m²	250 m²	Occupée	
Parcelles DT 0063 à DT 0440	Grasse	1 992 m²	56 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0299 à DT 0372	Grasse	1 791 m²	698 m²	1 468 m²	1 468 m²	Occupée	Domaine public - POLE EMPLOI
Parcelles DT 0068 à DT 0441	Grasse	1 711 m²	752 m²	2 165 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0396 à DT 0397	Grasse	1 570 m²	205 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0160 à DT 0162	Grasse	1 498 m²	140 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0059	Grasse	1 398 m²	271 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0061 à DT 0062	Grasse	1 312 m²	199 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0034 à DT 0460	Grasse	1 285 m²	290 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0157 à DT 0241	Grasse	1 256 m²	151 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0163 à DT 0388	Grasse	1 202 m²	154 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0116 à DT 0415	Grasse	1 176 m²	101 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0064 à DT 0065	Grasse	1 140 m²	235 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0057 à DT 0459	Grasse	1 060 m²	65 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0347	Grasse	990 m²	428 m²	700 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle DT 0006	Grasse	927 m²	66 m²	100 m²	100 m²	Occupée	Domaine économique - CAR & BIKE
Parcelle DT 0245	Grasse	892 m²	226 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0378 à DT 0453	Grasse	778 m²	144 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles DT 0395 à DT 0398	Grasse	760 m²	159 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200038857-20250227-DI2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Marc - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelle DT 0159	Grasse	545 m²	53 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DT 0115	Grasse	137 m²	75 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles DT 0252 à DT 0254	Grasse	260 m²	28 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DT 0449	Grasse	395 m²	698 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DT 0060	Grasse	357 m²	111 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles DT 0454 à DT 0457	Grasse	321 m²	132 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelle DT 0244	Grasse	245 m²	66 m²	0 m²	0 m² Occupée
Parcelles DV 0142 à DV 0541	Grasse	19 m²	137 m²	0 m²	0 m² Occupée

AR Prefecture
006-210600857-20250311-DE2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Marc : Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
32387142600025	EXPRESSIONS PARFUMEES	136	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles
55201420102004	SELECTA	229	RTE DE CANNES	Grasse	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
82833596800024	CARDON FLORIAN	8	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Travaux de menuiserie bois et PVC
83002363600012	BLAMPIED PATRICK	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
83134957600031	ROSSET HOLDING	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des sièges sociaux
83164157600028	GYMVEST	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Gestion d'installations sportives
83331404000035	GYM-TWO	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
83391959000020	FINE YACHT PRODUCT	229	RTE DE CANNES	Grasse	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
84063333300033	GR SERVICES	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
84251643700022	GRISON JULIEN	13	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
84270591500010	GYM-THREE	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
85044925700029	INSPIRATIONS COSMETIQUES	229	RTE DE CANNES	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
78253223800071	HARPEGES - LES ACCORDS SOLIDAIRES	229	RTE DE CANNES	Grasse	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social
85172751100061	COMPTOIR DE LA ROSE	229	RTE DE CANNES	Grasse	Transformation et conservation de fruits
85214801400016	GYM-FOUR	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
87760382900012	GYM-SIX	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
88429833200013	TANAGYM-TWO	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
88787453500016	CLP	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
89098177200019	MORALES GUY	135	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Nettoyage courant des bâtiments
41315173900989	LA HALLE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
41315173909089	LA HALLE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail de la chaussure
49257774700024	JUDOMAG	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
88269902800016	TANAGYM-ONE	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des centres de culture physique
87755854400012	LE COMPTOIR	223	RTE DE CANNES	Grasse	Restauration traditionnelle
37876548100023	AGENCE IMPORT ET DISTRIBUTION EUROPEENNE	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
42238193900020	BIEN VIVRE CHEZ SOI	229	RTE DE CANNES	Grasse	Aide à domicile
42765805900014	ASS EGLISE EVANGELIQUE ACTION BIBLIQUE	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des organisations religieuses
42945077800031	HARJU	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
44365787900054	MONTE CRISTO	223	RTE DE CANNES	Grasse	Restauration traditionnelle
49991107100011	COACHING CENTER HOLDING	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sociétés holding
50004964800016	MEDICAL COACHING CENTER CORPORATION	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des centres de culture physique
50321558400015	HEXALINK SARL	110	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
50881652700339	VALENERGIE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Production d'électricité
52123796600010	J.P.A HOLDING	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des sociétés holding
35397665700026	ENTREPRISE MAURO ET ASSOCIES	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Construction de maisons individuelles
52916251300012	SERVIDECO	127	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Travaux de peinture et vitrerie
53332172500012	ADDACOM - ARECO DIGITAL DISPLAY APPLICATIONS & COMMUNICATION	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
54002691100011	MAISON ASSISTANTES MATERNELLES A PETITS PAS	229	RTE DE CANNES	Grasse	Accueil de jeunes enfants
69572236300030	ORINVEST	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
75330001100016	CC GRASSE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
79155384500011	RIVIERA TRANSLOGISTIQUE	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Transports routiers de fret de proximité
79482501800011	L'ARC INTERNATIONAL	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
79501324200016	SERENITY HOME SERVICES	223	RTE DE CANNES	Grasse	Aide à domicile
79831944800014	MAISON ASSISTANTES MATERNELLES L ILOT DOUDOUS	229	RTE DE CANNES	Grasse	Accueil de jeunes enfants
79897495200011	MM. VISION & DESIGN	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités spécialisées de design
41095436600028	AG3I	121	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
80238939500020	ESE DIGITAL	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Gestion de fonds
80266336900014	HI-FITNESS	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
80837874900010	3C2G	121	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des sociétés holding
82447370600011	ANGELITO	223	RTE DE CANNES	Grasse	Restauration traditionnelle
84363448600016	RENAISSANCE ENGINEERING	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Ingénierie, études techniques
85181923500017	IMMOBRO	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
87760353000016	GYM-FIVE	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux

AR Prefecture
006-210600857-20250311-DE2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Marc : Identification des occupants

88398062500015 ROMAL	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
88492273300016 FOOD N'FITNESS	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Gestion de fonds
88903709900013 HANGAR 21	144	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Gestion d'installations sportives
35127229900055 AGEFIM CONSULTANTS SAS	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Agences immobilières
89423572000014 JVB AND BIO	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce d'alimentation générale
89459163500012 LE JARDIN DES CULTURES	17	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
90091562000018 GYM-SEVEN	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
90172320500018 FOOD-ONE	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
90439732000022 LK CONSULTING	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activité des économistes de la construction
90871857000017 GYM-EIGHT	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
90997670600020 EMERGING-IT	225	RTE DE CANNES	Grasse	Gestion d'installations informatiques
91431260800013 HAG WINES GRASSE	225	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
92326304000019 CAPOTS ET CAFE CREME, GRASSE CLASSICS	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
95382330900018 LOCATY 06	30	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers
48791258600038 APS COMMUNICATION	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des agences de publicité
97812650600010 GRASSE ICONIC NOTES	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
77567028404651 HSBC CONTINENTAL EUROPE	225	RTE DE CANNES	Grasse	Autres intermédiations monétaires
38408822500030 SAGI CONSTRUCTION	121	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Construction d'autres bâtiments
38119262400017 PAOUTE PNEUS		RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'équipements automobiles
13000838600521 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
47957644900025 ARECO FINANCES TECHNOLOGIE - ARFITEC	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des sociétés holding
13000838600133 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
13000838601222 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
13000838601396 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
13000838601446 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
18060001700305 CHAMB COMMERC INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des organisations patronales et consulaires
33342440600010 ROSANDREA GARAGE	151	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
43765388400043 SCENTCOLUX	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités des sièges sociaux
45324512800039 ETABLISSEMENTS PEREZ	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
48362876400159 LITTORAL PLACEMENT	225	RTE DE CANNES	Grasse	Activités des agences de travail temporaire
87973825000023 NATURAL TECHNOLOGIES	225	RTE DE CANNES	Grasse	Fabrication d'autres machines d'usage général
38012986639491 ORANGE	225	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
81980961700049 MBA	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
82228742100033 SAS RAF	229	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
13000838600141 DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
31232697800268 OUEST HARMONIE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Autres commerces de détail spécialisés divers
38349776500222 ASSOCIATION POUR LA READAPTATION ET L'EPANOUISSEMENT DES HAN	229	RTE DE CANNES	Grasse	Action sociale sans hébergement n.c.a.
41465623100043 PLAYING INFORMATIQUE	229	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques
41511080800102 EUROFINS HYDROLOGIE SUD	229	RTE DE CANNES	Grasse	Analyses, essais et inspections techniques
43765388400050 SCENTCOLUX	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
47887679000021 GR PISCINES	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin
44295212300036 AGEFI	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Réparation de machines et équipements mécaniques
49331838001263 ALDI MARCHE CAVAILLON	229	RTE DE CANNES	Grasse	Supermarchés
80415167800013 XYLEO	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Travaux de charpente
88362887700614 PEGASE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
30930461607097 REXEL FRANCE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
38876707100029 SOC MULLER ET KOSTER FRANCE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
38974821100072 ARPENTEURS GEOMETRES	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activité des géomètres
48526865000010 SARL ESTHETICA	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Soins de beauté
49278795700165 GRANDVISION FRANCE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerces de détail d'optique
95450974134523 CREDIT LYONNAIS	225	RTE DE CANNES	Grasse	Autres intermédiations monétaires
31006901800102 ASS PARITAIRE MEDECINE DE SANTE AU TRAVAIL DU BAT ET TP DES AM	229	RTE DE CANNES	Grasse	Activité des médecins généralistes
41766337400029 AIR REFRESHING CONTROL	114	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels
33026769106259 CHAUSSEA SAS	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail de la chaussure
41555022700078 ARGEVILLE S A	127	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication d'huiles essentielles

AR Prefecture
006-210600857-20250227-DE2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Maximin - Identification des occupants

42236011500022	CABINET VERSTRAETE ET ASSOCIES	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités juridiques
42957017900029	KIGOM SA	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail de meubles
43805276300036	AIX DISTRI GOLF	316	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
50229745000053	GERARD VIRGINIE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail de la chaussure
57214188501919	DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE	115	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
61365037301481	CASA FRANCE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
82303209900025	ETOSHA	229	RTE DE CANNES	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
83241602800021	GYM-ONE	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des centres de culture physique
13000838600026	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
84024443800015	AQUAGRASSE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des centres de culture physique
85258596700015	TRANSPORTMEUBLES	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Entreposage et stockage non frigorifique
89140386700023	EGP SARL	229	RTE DE CANNES	Grasse	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
52234026400012	GROUPE AG3I	121	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34969198000016	BIDON PATRICK	111	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
43912333200033	BANGMA IMMOBILIER	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Agences immobilières
75131490700013	DESTINATION COIFFURE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Coiffure
79823301102803	BASIC FIT II	25	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des centres de culture physique
80486975800057	EUROFINS PRELEVEMENT POUR LE BATIMENT SUD-EST SAS	229	RTE DE CANNES	Grasse	Analyses, essais et inspections techniques
83783190800012	CCT DE LA PAOUTE	103	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Contrôle technique automobile
13000838600075	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	29	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
84503773800018	EPEE NEGOCE	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir
13000548112221	POLE EMPLOI	123	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Administration publique (tutelle) des activités économiques
30431845401406	BESSON CHAUSSURES	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
31528203800027	SOCIETE DE TRANSPORT DE FARINES	103	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Transports routiers de fret de proximité
33526950200050	CABRERA NICOLE	139	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Autres activités manufacturières n.c.a.
34432910700017	LASSOUJADE FREDERIC	229	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
35337402800077	VERSTRAETE SOPHIE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités juridiques
39491541700049	BERLAND THOMAS	110	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Services d'aménagement paysager
39757731300034	SIGA	129	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Commerces de détail d'optique
41170112100013	JB LITERIE	225	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail de meubles
13000838600257	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES ALPES MARITIMES	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Administration publique générale
42396449300013	BUSSON VIVIANE	110	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Autre création artistique
42819372600612	D'MEDICA	229	RTE DE CANNES	Grasse	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
45362727500044	CAMPO DELPHINE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
45405661500023	BOUGUEREAU ALEXANDRE	223	RTE DE CANNES	Grasse	Activités juridiques
47997052700038	COPLOMB	144	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
49440058300022	GRISON STEPHANIE	13	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Agences immobilières
50183765200020	FELTGEN STEPHANE	119	RTE DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
50357650600078	SARL DERAKAPA	144	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication de glaces et sorbets
50971205500060	ROUBY PATRICIA	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités de santé humaine non classées ailleurs
51312233300034	MICHEL ALINE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
31217988000074	AZUREE	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Fabrication de chaussures
53152536800035	LESIEUR JULIEN	133	CHE DE SAINT MARC	Grasse	Activités d'architecture
53339034000024	AS CONSEIL	40	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sociétés holding
75190529000027	GENOCHEM	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
80110368000022	BROCCARDO AURELIE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités de santé humaine non classées ailleurs
80486849500057	ASSANTE DI CAPILLO VALERIE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités de santé humaine non classées ailleurs
80966628200029	CHAULET DELPHINE	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités de santé humaine non classées ailleurs
81002266500014	BESSONN ANTHONY	8	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Autres activités de poste et de courrier
81103099800017	MILL''ESSENCES	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
81746833300023	PIERRES POEMES	27	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Activités des sièges sociaux
81951267400014	FIDEX AQUA	34	TRA DE LA PAOUTE	Grasse	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Roquette sur Siagne
Cravesan

Surface totale	51 868 m²
Surface bâtie	14 405 m²
Nombre d'unités foncières	17
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	26
Nombre d'emplois	46



AR Prefecture
006-200030857-20250227-DL2025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cravesan - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles AV 0060 à AV 0121	La Roquette-sur-Siagne	9 479 m²	1 016 m²	1 400 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0102	La Roquette-sur-Siagne	4 666 m²	172 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0005	La Roquette-sur-Siagne	3 771 m²	440 m²	2 015 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0141	La Roquette-sur-Siagne	3 480 m²	441 m²	837 m²	837 m²	Occupée	Hors champ économique - COMMUNE LA ROQUETTE SUR SIAGNE
Parcelles AR 0003 à AR 0004	La Roquette-sur-Siagne	3 415 m²	494 m²	1 116 m²	269 m²	Occupée	
Parcelle AR 0142	La Roquette-sur-Siagne	3 322 m²	85 m²	1 660 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0135	La Roquette-sur-Siagne	2 794 m²	430 m²	1 390 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AR 0106 à AR 0107	La Roquette-sur-Siagne	2 474 m²	437 m²	352 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AV 0036 à AV 0118	La Roquette-sur-Siagne	2 392 m²	561 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AV 0140 à AV 0142	La Roquette-sur-Siagne	1 406 m²	222 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0108	La Roquette-sur-Siagne	1 225 m²	203 m²	497 m²	197 m²	Occupée	
Parcelle AV 0031	La Roquette-sur-Siagne	1 147 m²	597 m²	337 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AR 0134	La Roquette-sur-Siagne	1 030 m²	199 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AV 0035	La Roquette-sur-Siagne	648 m²	187 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AR 0144 à AR 0145	La Roquette-sur-Siagne	282 m²	492 m²	100 m²	100 m²	Occupée	Domaine économique - PIO KARINE
Parcelle AR 0109	La Roquette-sur-Siagne	202 m²	124 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AV 0038 à AV 0143	La Roquette-sur-Siagne	32 m²	68 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DI2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cravesan - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
21060108400127	COMMUNE DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE		CHEMIN DE CRAVESAN	La Roquette-sur-Siagne	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments
49370243500048	EURL GIAGNONI	193	CHEMIN DE CRAVESAN	La Roquette-sur-Siagne	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
53233892800049	A-Z PLAZA PROJECT	98	IMPASSE DE L'ECOLE VIEILLE	La Roquette-sur-Siagne	Services administratifs combinés de bureau
34765193700018	SOC GARAGE DE LA SIAGNE		QUAI DANDON	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
81948831300019	LAXAM AUTO	390	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
31016412400029	ABELLO DANIEL	204	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
31016412400037	ABELLO DANIEL	204	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
41463083000027	BOUTHINON-DUMAS CEDRIC	195	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Blanchisserie-teinturerie de détail
45109621800040	MORENA SYLVAIN	390	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
50166160700017	MC GO PNEUS	645	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de détail d'équipements automobiles
50292057200018	HAIR CUT SALOON	195	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Coiffure
52075105800030	ROLLIER LINDA	595	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Autres services personnels n.c.a.
53010924800027	AMMIRATI CHRISTIAN	204	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Programmation informatique
53760198100013	PIO KARINE	365	CHEMIN DE CRAVESAN	La Roquette-sur-Siagne	Coiffure
75033179500013	VATTEMENT	635	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
75276452200013	ABELLO CEDRIC	204	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
84409312000021	JOUAN MARIE-PIERRE	645	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Coiffure
90410016100028	MGM ELEC	204	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
91070455000029	BARRIONUEVO STEPHANIE	340	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Nettoyage courant des bâtiments
92762719000014	SALUSSOLIA ANTHONY	340	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Agencement de lieux de vente
42405467400017	CARROSSERIE DE LA ROQUETTE	635	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
44523390100013	GO PNEUS	645	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de détail d'équipements automobiles
44978308300040	NAUTIC FORCE	98	IMPASSE DE L'ECOLE VIEILLE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
83525524100019	INDIVISION ABELLO CEDRIC ET JEREMY	195	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
90444341300029	FLEX DENTAL	195	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
92113832700017	AUTOP	340	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Roquette sur Siagne
La Plaine

Surface totale	124 897 m²
Surface bâtie	46 549 m²
Nombre d'unités foncières	19
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	28
Nombre d'emplois	126



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DIR2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

la Plaine Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles AS 0016 à AS 0095	La Roquette-sur-Siagne	13 238 m²	2 343 m²	6 377 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0143	La Roquette-sur-Siagne	10 984 m²	8 116 m²	150 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0097 à AS 0151	La Roquette-sur-Siagne	10 435 m²	680 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0087 à AS 0154	La Roquette-sur-Siagne	6 799 m²	3 254 m²	4 740 m²	4 740 m²	Occupée	Domaine économique - POINT P
Parcelle AS 0042	La Roquette-sur-Siagne	2 270 m²	338 m²	2 400 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0125	La Roquette-sur-Siagne	6 503 m²	182 m²	6 200 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0109 à AS 0157	La Roquette-sur-Siagne	6 338 m²	446 m²	7 650 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0129 à AS 0134	La Roquette-sur-Siagne	6 055 m²	1 334 m²	1 257 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0013 à AS 0093	La Roquette-sur-Siagne	5 398 m²	99 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0162	La Roquette-sur-Siagne	2 471 m²	210 m²	1 055 m²	1 055 m²	Occupée	Domaine économique - ULYSSE YACHTS (en cours d'explusion)
Parcelle AS 0089	La Roquette-sur-Siagne	3 907 m²	284 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0026	La Roquette-sur-Siagne	3 773 m²	274 m²	1 630 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0050 à AS 0175	La Roquette-sur-Siagne	2 145 m²	167 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0166	La Roquette-sur-Siagne	2 529 m²	1 087 m²	1 340 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AS 0067 à AS 0069	La Roquette-sur-Siagne	2 516 m²	917 m²	2 800 m²	2 800 m²	Occupée	Domaine économique - LOXAM
Parcelles AS 0074 à AT 0093	La Roquette-sur-Siagne	357 m²	2 826 m²	8 485 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0111	La Roquette-sur-Siagne	261 m²	108 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0027	La Roquette-sur-Siagne	199 m²	82 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AS 0163	La Roquette-sur-Siagne	195 m²	53 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250327-D2025327-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

la Plaine - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
40934544400197	EURO COOP EXPRESS	1540	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Transports routiers de fret interurbains
41735046900090	SOCIETE D'EXPLOITATION DE CARRIERES		LD BORNIOL	La Roquette-sur-Siagne	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse
44475502900022	JC MAT RIVIERA		LA PLAINE	La Roquette-sur-Siagne	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
34804072600054	SOCIETE FORCE VAR	1010	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Récupération de déchets triés
05780275301788	COMASUD		CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
45077696803449	LOXAM	993	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
39447903402186	CONTITRADE FRANCE	960	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de détail d'équipements automobiles
42154415600126	FLS	1081	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.
77558202600578	COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION	1082	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
40342721400032	EURO DIS	860	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
49243193700084	DELUXE AUTO	1080	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
81836011700027	MOTOCULTURE I.P	1540	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
82806343800018	FPL	1185	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Transports de voyageurs par taxis
84928495500010	POWER ELEC TP	1185	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
30991846401978	BETON VICAT	1081	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Fabrication de béton prêt à l'emploi
39916157900194	CEMEX BETONS SUD EST	9911	CHE DE LLA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Fabrication de béton prêt à l'emploi
38045377900031	EFFI PLUS	1670	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
49942240000014	SALUSSOLIA DANIEL		QUARTIER BORNIOL	La Roquette-sur-Siagne	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
50346906600024	GRIFF'AUTO	1540	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
82020838700036	STEYA	1540	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros d'équipements automobiles
84763327800019	AZUR LOISIR CAMPING CAR	1189	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
84764681700027	MBT	1100	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
84764681700035	MBT	1102	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
87903567300026	QLIK	1100	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Traitement et élimination des déchets non dangereux
90816136700010	SIMONDI LOGIER KARINE		1483 CHEMIN DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Conseil en relations publiques et communication
39210606800035	PLOMBERIE DU SUQUET	993	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
44848099600041	BOIS DISCOUNT	1080	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes
90012508900020	T.D.S TACHYGRAPHE DU SUD	1540	CHE DE LA LEVADE	La Roquette-sur-Siagne	Analyses, essais et inspections techniques

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Roquette sur Siagne
Prés Neufs

Surface totale	24 385 m²
Surface bâtie	12 424 m²
Nombre d'unités foncières	7
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	7
Nombre d'emplois	19



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Prés neufs - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle AC 0195	La Roquette-sur-Siagne	15 305 m²	2 296 m²	6 454 m²	16 m²	Occupée	
Parcelle AC 0026	La Roquette-sur-Siagne	5 768 m²	330 m²	1 330 m²	1 330 m²	Occupée	Domaine économique - AXIONE
Parcelle AC 0125	La Roquette-sur-Siagne	5 453 m²	538 m²	364 m²	364 m²	Occupée	Domaine économique - EN CO
Parcelles AC 0122 à AC 0124	La Roquette-sur-Siagne	1 142 m²	585 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AC 0023 à AC 0030	La Roquette-sur-Siagne	374 m²	340 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AC 0127	La Roquette-sur-Siagne	484 m²	286 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AC 0126	La Roquette-sur-Siagne	452 m²	294 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Prestation 5 - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
44958654400651	AXIONE	1930	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Autres activités de télécommunication
83946091200018	MOLLO CHARLOTTE	1940	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Soins de beauté
42091140600122	EN CO	2241	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
43917527400026	REGNIER LAURENT	2221	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Services d'aménagement paysager
94774356300019	BELTRANDO EMERIC	2241	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
43297732000014	PRIMEVERE	1940	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Activités des sociétés holding
90992175100022	AGENCEMENT ET MENUISERIE BOIS	2221	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	La Roquette-sur-Siagne	Travaux de menuiserie bois et PVC

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Tignet
Grand Chemin

Surface totale	21 310 m²
Surface bâtie	9 779 m²
Nombre d'unités foncières	11
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	9
Nombre d'emplois	50



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grand chemin - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles B 0157 à B 2308	Le Tignet	6 134 m²	0 m²	6 236 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle B 2665	Le Tignet	5 826 m²	371 m²	1 300 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles B 1899 à B 2663	Le Tignet	4 142 m²	1 803 m²	2 120 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles B 1768 à B 2877	Le Tignet	2 027 m²	559 m²	350 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle B 2108	Le Tignet	2 000 m²	682 m²	229 m²	193 m²	Occupée	
Parcelles B 2358 à B 2878	Le Tignet	1 303 m²	665 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles B 2862 à B 2866	Le Tignet	527 m²	39 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles B 2362 à B 2879	Le Tignet	285 m²	320 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle B 2409	Le Tignet	239 m²	391 m²	173 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle B 2413	Le Tignet	180 m²	391 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle B 2410	Le Tignet	50 m²	391 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200058857-20250227-DI2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Grand chemin - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
30917458900544	SCUTUM FRANCE	205	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Activités liées aux systèmes de sécurité
50024983400028	DB ASPI	175	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Fabrication d'autres articles métalliques
82339024000062	AMEXCO EXPERTISES	205	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Activités comptables
78532068000024	GIORDANO ET FILS	395	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Restauration traditionnelle
38913905600052	DALMASSO JEAN PHILIPPE	29	CHEMIN DIT DE CANNES	Le Tignet	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
44164284000017	MONGI GABRIEL	355	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
91295946700016	BALLABIO KELLY	29	CHE DIT DE CANNES VC 18	Le Tignet	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
49969427100028	LE DEFI VERT D.T.L.	205	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Services d'aménagement paysager
41655027500026	SOCIETE D'AMENAGEMENT DU CHEIRON	355	ROUTE DE DRAGUIGNAN	Le Tignet	Activités des sièges sociaux

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mouans-Sartoux
Gourettes

Surface totale	8 818 m²
Surface bâtie	0 m²
Nombre d'unités foncières	1
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	10
Nombre d'emplois	1



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Gourettes - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles AY 0098 à AY 0230	Mouans-Sartoux	19 922 m²	5 919 m²	12 807 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DU2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Gourettes - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
45320952000015	TEC'LAVAGE	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
42826794201275	CASINO CARBURANTS	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
79381394000152	CSOL 2	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
82795495900074	SPV PV 16	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
82997893100063	HOLDING D'EXPLOITATION DE CENTRALES	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Gestion de fonds
84785519400316	RS SPV1	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
95040592800694	FLOREAL	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
98484804400025	ASUPERCARB 2	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
98489329700080	ASUPER 2	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Supermarchés
98772764100027	NHDK	1006	CHEMIN DES GOURETTES	Mouans-Sartoux	Restauration de type rapide

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mouans-Sartoux
Parc de l'Argile

Surface totale	382 967 m²
Surface bâtie	136 914 m²
Nombre d'unités foncières	107
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,93%
Nombre d'établissements	362
Nombre d'emplois	2376



AR Prefecture
[illegible]
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Argile - Etat parcellaire des unites foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle BV 0066	Mouans-Sartoux	3 049 m²	2 333 m²	2 431 m²	533 m²	Occupée	
Parcelle BV 0036	Mouans-Sartoux	6 251 m²	2 125 m²	4 983 m²	75 m²	Occupée	
Parcelle BL 0048	Mouans-Sartoux	1 003 m²	1 155 m²	1 060 m²	70 m²	Occupée	
Parcelle BV 0069	Mouans-Sartoux	1 260 m²	1 220 m²	973 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0067	Mouans-Sartoux	2 539 m²	1 878 m²	2 830 m²	232 m²	Occupée	
Parcelle BV 0070	Mouans-Sartoux	1 243 m²	622 m²	1 249 m²	669 m²	Occupée	
Parcelle BV 0006	Mouans-Sartoux	20 842 m²	10 463 m²	7 954 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0103	Mouans-Sartoux	1 196 m²	615 m²	1 255 m²	223 m²	Occupée	
Parcelle BV 0056	Mouans-Sartoux	3 301 m²	3 256 m²	1 700 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0050	Mouans-Sartoux	1 610 m²	686 m²	1 150 m²	324 m²	Occupée	
Parcelle BL 0001	Mouans-Sartoux	632 m²	648 m²	318 m²	154 m²	Occupée	
Parcelle BK 0194	Mouans-Sartoux	11 267 m²	3 169 m²	7 468 m²	126 m²	Occupée	
Parcelle BL 0010	Mouans-Sartoux	2 336 m²	1 431 m²	2 500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0057	Mouans-Sartoux	2 469 m²	1 584 m²	2 400 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0076	Mouans-Sartoux	2 667 m²	871 m²	1 700 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0102	Mouans-Sartoux	1 500 m²	983 m²	1 538 m²	292 m²	Occupée	
Parcelle BV 0072	Mouans-Sartoux	1 343 m²	980 m²	1 355 m²	1 147 m²	Occupée	
Parcelle BV 0032	Mouans-Sartoux	620 m²	573 m²	959 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BL 0012 à BL 0046	Mouans-Sartoux	9 216 m²	1 224 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0116	Mouans-Sartoux	4 465 m²	1 504 m²	100 m²	100 m²	Occupée	Hors champ économique - commune de Mouans-Sartoux
Parcelle BV 0044	Mouans-Sartoux	6 545 m²	1 542 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0054	Mouans-Sartoux	38 m²	10 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0088	Mouans-Sartoux	45 m²	12 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BV 0022 à BV 0028	Mouans-Sartoux	6 046 m²	610 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BT 0015 à BW 0071	Mouans-Sartoux	19 042 m²	882 m²	12 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0033	Mouans-Sartoux	619 m²	340 m²	490 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0003	Mouans-Sartoux	1 562 m²	906 m²	1 325 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0051	Mouans-Sartoux	1 001 m²	978 m²	500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0050	Mouans-Sartoux	1 014 m²	1 923 m²	430 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0055	Mouans-Sartoux	3 194 m²	3 536 m²	2 700 m²	2 700 m²	Occupée	Domaine économique - OSMEA
Parcelle BL 0049	Mouans-Sartoux	2 945 m²	2 075 m²	1 082 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0049	Mouans-Sartoux	4 252 m²	3 210 m²	1 500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0029	Mouans-Sartoux	1 577 m²	1 373 m²	1 171 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0013	Mouans-Sartoux	1 112 m²	578 m²	810 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BV 0077 à BV 0079	Mouans-Sartoux	4 434 m²	2 940 m²	2 131 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0016	Mouans-Sartoux	1 559 m²	1 898 m²	930 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0080	Mouans-Sartoux	7 484 m²	2 476 m²	1 760 m²	1 280 m²	Occupée	
Parcelle BV 0059	Mouans-Sartoux	1 551 m²	929 m²	539 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0083	Mouans-Sartoux	2 449 m²	1 781 m²	2 153 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0053	Mouans-Sartoux	1 913 m²	731 m²	1 096 m²	54 m²	Occupée	
Parcelle BV 0062	Mouans-Sartoux	2 352 m²	1 452 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0064	Mouans-Sartoux	2 631 m²	1 126 m²	1 182 m²	30 m²	Occupée	
Parcelle BV 0054	Mouans-Sartoux	2 937 m²	4 822 m²	1 100 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0035	Mouans-Sartoux	1 740 m²	315 m²	450 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0068	Mouans-Sartoux	2 002 m²	875 m²	1 341 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0048	Mouans-Sartoux	4 009 m²	3 588 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0071	Mouans-Sartoux	1 265 m²	535 m²	1 114 m²	657 m²	Occupée	
Parcelle BL 0026	Mouans-Sartoux	1 541 m²	1 447 m²	693 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0019	Mouans-Sartoux	5 851 m²	1 493 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0002	Mouans-Sartoux	831 m²	339 m²	400 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
083-200039857-20250311-p2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Argile - Etat parcellaire des unites foncières

Parcelle BV 0038	Mouans-Sartoux	1 405 m²	1 848 m²	1 432 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0016	Mouans-Sartoux	8 816 m²	3 002 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0046	Mouans-Sartoux	6 547 m²	2 849 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0008	Mouans-Sartoux	2 539 m²	1 167 m²	2 700 m²	2 700 m² Occupée	Domaine économique - LA POSTE
Parcelle BV 0018	Mouans-Sartoux	6 998 m²	1 431 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0002 à BV 0101	Mouans-Sartoux	9 931 m²	3 946 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0009	Mouans-Sartoux	5 037 m²	3 824 m²	3 803 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0053	Mouans-Sartoux	948 m²	1 553 m²	600 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0047	Mouans-Sartoux	4 907 m²	2 240 m²	4 200 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0015	Mouans-Sartoux	1 464 m²	1 151 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0113 à BV 0115	Mouans-Sartoux	1 500 m²	340 m²	538 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0018	Mouans-Sartoux	921 m²	1 197 m²	380 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0065	Mouans-Sartoux	1 188 m²	1 375 m²	543 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BK 0195	Mouans-Sartoux	10 025 m²	1 600 m²	4 848 m²	4 848 m² Occupée	Domaine associatif - EHPAD
Parcelles BV 0005 à BW 0134	Mouans-Sartoux	12 288 m²	4 230 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BL 0044 à BL 0045	Mouans-Sartoux	6 633 m²	4 689 m²	5 460 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0065	Mouans-Sartoux	1 941 m²	441 m²	730 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0011	Mouans-Sartoux	1 985 m²	549 m²	569 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0056	Mouans-Sartoux	636 m²	805 m²	250 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0040	Mouans-Sartoux	774 m²	270 m²	240 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0073	Mouans-Sartoux	2 309 m²	1 051 m²	2 309 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0085 à BV 0086	Mouans-Sartoux	5 796 m²	1 281 m²	2 451 m²	2 451 m² Occupée	Domaine associatif - IME LES NOISETIERS
Parcelle BV 0058	Mouans-Sartoux	1 039 m²	448 m²	1 039 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0031	Mouans-Sartoux	828 m²	423 m²	560 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0095 à BV 0097	Mouans-Sartoux	7 882 m²	11 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0051 à BV 0052	Mouans-Sartoux	2 541 m²	1 497 m²	1 450 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0036	Mouans-Sartoux	3 388 m²	1 031 m²	2 000 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0014	Mouans-Sartoux	1 120 m²	677 m²	1 273 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0027	Mouans-Sartoux	1 387 m²	1 665 m²	750 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0025	Mouans-Sartoux	4 020 m²	1 651 m²	4 025 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0022	Mouans-Sartoux	1 558 m²	865 m²	1 550 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0075	Mouans-Sartoux	1 280 m²	428 m²	300 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0043	Mouans-Sartoux	784 m²	169 m²	522 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0043	Mouans-Sartoux	4 631 m²	1 924 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0004	Mouans-Sartoux	1 526 m²	496 m²	900 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0061	Mouans-Sartoux	2 212 m²	2 486 m²	2 000 m²	2 000 m² Occupée	Domaine associatif - GLPAM
Parcelle BV 0041	Mouans-Sartoux	749 m²	324 m²	735 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0037	Mouans-Sartoux	1 950 m²	615 m²	1 020 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0039	Mouans-Sartoux	1 168 m²	1 272 m²	540 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0064	Mouans-Sartoux	2 002 m²	1 381 m²	1 000 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0041	Mouans-Sartoux	1 886 m²	482 m²	486 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BV 0004 à BV 0100	Mouans-Sartoux	12 827 m²	5 249 m²	6 583 m²	3 482 m² Occupée	
Parcelle BL 0052	Mouans-Sartoux	1 300 m²	1 345 m²	457 m²	80 m² Occupée	
Parcelle BL 0028	Mouans-Sartoux	1 826 m²	1 665 m²	920 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0034	Mouans-Sartoux	621 m²	160 m²	150 m²	150 m² Occupée	Hors champ économique - habitat
Parcelle BV 0042	Mouans-Sartoux	605 m²	780 m²	130 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0055	Mouans-Sartoux	632 m²	1 218 m²	619 m²	619 m² Occupée	Domaine économique - SDNA
Parcelle BL 0021	Mouans-Sartoux	950 m²	439 m²	420 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0060	Mouans-Sartoux	2 500 m²	1 495 m²	1 036 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BL 0017	Mouans-Sartoux	910 m²	754 m²	334 m²	334 m² Occupée	Domaine économique - DUKE SHARON
Parcelle BL 0047	Mouans-Sartoux	739 m²	176 m²	160 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BV 0035	Mouans-Sartoux	625 m²	357 m²	56 m²	56 m² Occupée	Hors champ économique - habitat

AR Prefecture
006-200039857-20250311-p2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Argile - Etat parcellaire des unites foncières

Parcelle BL 0019	Mouans-Sartoux	933 m²	1 175 m²	480 m²	480 m²	Vacante	Mutation en février 2023. Vendu à un créateur d'entreprise
Parcelle BL 0042	Mouans-Sartoux	2 654 m²	829 m²	1 360 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0074	Mouans-Sartoux	1 140 m²	488 m²	964 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BL 0020	Mouans-Sartoux	936 m²	1 075 m²	425 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BV 0029	Mouans-Sartoux	550 m²	214 m²	195 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
00[illegible]
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
42140034200026	EXPRESSIONS AROMATIQUES	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
39938489000048	IPRA FRANCE INDUSTRIE DE PARFUMERIE	130	IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
77567826100121	LE REFUGE DES CHEMINOTS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Hébergement médicalisé pour personnes âgées
43250597200351	ERT TECHNOLOGIES	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
37896219500046	PREFAL PRODUCTION		IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Fabrication de portes et fenêtres en métal
38826907800092	FRANCE LOCATION	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
31680701500235	SYSCO FRANCE SAS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
97120154600506	SATELEC	68	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
40117350500025	EURO CASH CONFISEUR	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
95880355300154	ETABLISSEMENTS JEAN GRANIOU	465	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
42270258900066	HARMONY AIR CONDITIONING	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
38976536300020	CORADIN	620	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en matières plastiques
38975546300020	GRAVIC	123	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques
87879073200027	GRANIOU SOLUTIONS INDUSTRIELLES	465	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
31230075900031	AZUR FRAGRANCES FRANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
42898740800013	SEPALUMIC DISTRIBUTION		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
42899470100020	PREFAL SUD-EST		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de portes et fenêtres en métal
31538840500021	J. MORO ET F. PRATO		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
34259128600030	COULEURS SOLEIL SERVICES	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
38396013502867	CHRONOPOST		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Transports routiers de fret de proximité
39938489000022	IPRA FRANCE INDUSTRIE DE PARFUMERIE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
41040946002158	AUCHAN HYPERMARCHE		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Entreposage et stockage non frigorifique
41396715900075	PARAGON ID	123	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de cartes électroniques assemblées
48390292000055	AFG	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés
48390292000063	AFG	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés
49827914000038	PAINS ET TRADITION SAS		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
50103545500085	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR TRANSPOI		IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Transports routiers de fret interurbains
88312094100017	MY DREAMLAND OSNY	72	L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
45019503700020	SARL ONLY FRAGRANCES	720	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
31462592200047	PREFABRICATION DE MENUISERIE D'ALUM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
50962451600027	EXELSIUS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
80370229900014	GIE PREFAL SCSE		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
38023964000028	IPRA FRAGRANCES	39	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
69652091500062	SEPALUMIC		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux
66205454300225	LENOTRE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Services des traiteurs
39403158700022	SHADELINE FRANCE	118	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
40253057000033	LUXCARTA TECHNOLOGY		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
69552001500071	PAPETERIE PROVENCALE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en papier
44230143800028	LE CENIC	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
52334441400017	HPG		IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
82199984400011	VALIMMO REIM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Gestion de fonds
33137598000074	VAR ECHAFAUDAGE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de montage de structures métalliques
40257933800029	MID OCEAN FRANCE	75	L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
53754546900018	PARIS PRIX CONCEPT		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Vente à distance sur catalogue général
38522383900031	STE ELECTRONIE	53	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de cartes électroniques assemblées
37893235400459	GL EVENTS LIVE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
50412447000023	ECOTANK		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Collecte et traitement des eaux usées
50918070900404	ASDIA	770	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
69712080600024	SOCIETE ELECTRO-THERMIQUE	30	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
40427712100020	BRUGUIER ETANCHEITE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux d'étanchéification

AR Prefecture
[illegible]
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

78896427800030 CAP REALISATION			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
34043350700027 AUROCH			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
40117350500033 EURO CASH CONFISEUR		710	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
41222726600035 ESPACE ALUMINIUM			CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
50022305200019 AGENCE TAPIS ROUGE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
53281102300011 SEADEX			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Métallurgie de l'aluminium
83233191200010 ELVSTROM SAILS FRANCE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement
33825308123836 SODEXO SANTE MEDICO SOCIAL		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Restauration collective sous contrat
38772348900028 FRAGRANCES ESSENTIELLES		460	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
38831089800019 ICS		73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Édition de logiciels applicatifs
41128221300023 ROMESSENCE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
41506653900040 A V S ALUMINIUM VERRES ET STORES		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
44536867300031 AQUALIA			CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
34418376900043 CHARPENTE COUVERTURE AZUREENNE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de charpente
48312986200015 IXEL MARINE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers
34997902100053 SARL DCA FRANCE		710	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
43991211400014 SAS H2 EAUX AZUR			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
79323348700057 VLAEMYNCK		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
38380953000041 ORIGINAL IMPORT DISTRIBUTION		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
37981248000018 LA MIRABELLE		73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Traitement de données, hébergement et activités connexes
41028995300037 LABORATOIRE DE CERAMIQUES ADJOINTE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
42893561300037 NORTH SAILS		430	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement
44437672700020 TEXTISUN		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
83404522100027 CEREG INGENIERIE ALPES COTE D'AZUR		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
53138772800011 DOMAINE DU ZEPHIR		73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
79959267000019 4G TECHNOLOGY		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
43835824400061 L'ATELIER DU PARQUET		115	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
45129857400042 MATTOUT ENTREPRISE			ALL DU DOMAINE	Mouans-Sartoux	Travaux de revêtement des sols et des murs
45353373900018 F 2 I ILE DE FRANCE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de portes et fenêtres en métal
48106526600027 AMS ENTREPRISE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
51841297800034 COMOTECH S.E.		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
53430888700031 EURL ALKAHEST			AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Autres travaux d'installation n.c.a.
69552001500139 PAPETERIE PROVENCALE			L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
75065748800011 LRT INVEST			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
79413389200032 PECHERIE AZUREENNE			TRA DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques
82164394700012 YSAE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Construction d'autres bâtiments
82414746600026 HYGIENE PROPRETE SERVICES		119	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel
31238275700069 PIERRE HOUE ET ASSOCIES		73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
34204454200047 FERMETURES EXTERIEURES DUKE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de portes et fenêtres en métal
40130881200056 MENUISERIE GRASSOISE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie bois et PVC
43436552400017 LEADERS			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
50345543800013 VINI VIDI VICI		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
50374524200019 FREDLAND		73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
50801085700029 R.S. RENOVATION PERE ET FILS			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Construction d'autres bâtiments
79824854800033 CHOCOLAT.BARRE		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie
80227434000016 HPG INVEST			IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82005208200022 NAVICO GROUP EMEA B.V.			CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques
82848100200024 LA CHARPENTERIE		26	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de charpente
35212892000035 ERCO		460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
38805175700044 DICSIT ALLIANCE			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques
44811402500050 BROFFERIO LAURENT			PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
48972795800055 LES MAITRES PARQUETEURS		115	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de revêtement des sols et des murs

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DE311225-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

49801303600013	DOMAINE DE FERNUY	73	L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
51156099700013	SILVER PASSION	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
52292594000010	CABINET SLAMA		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Évaluation des risques et dommages
53445899700010	SAS AZURE TREND		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
78917252500014	DICSIT MAINTENANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
83100886700010	P & O		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de charpente
31176418700085	CITEPARK	68	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Services auxiliaires des transports terrestres
32066101000183	SEMERU	68	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
34470257600044	OSMEA	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en bois
38526871900049	GESTION HOTELIERE DE TOURISME	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
40342777600022	GL EVENTS LIVE COTE D'AZUR	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Régie publicitaire de médias
40352270900217	C.D. SUD		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers
40863707200021	MOTTURA FRANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de textiles
41342213000018	SOCIETE D'EXPLOITATION MARBRERIE PO	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Services funéraires
41405593900022	GEMOFI	123	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
41772755900086	AVITI	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques
43137921300017	PREFAL ILE DE FRANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de portes et fenêtres en métal
43173692500014	FRANCE LOCATION MORZINE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Promotion immobilière de logements
43843257700015	FRANCE LOCATION ISOLA	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
44128429600015	DOMAINE DE TEORIX	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
49192033600030	INGENIERIE BATIMENT SERVICES	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
50997863100026	AROMANCE		AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
51011358200033	MADE IN COTE D'AZUR	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
51163161600014	MENUISERIE LAMBERT LUC	28	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
52290177600024	UPSILON 101	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités de soutien au spectacle vivant
52510008700051	AUX RAVIOLIS FINS	34	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de pâtes alimentaires
52770420900024	ESPRIT DU BOIS	115	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de parquets assemblés
52999204200026	HEAT CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
53405382200019	ECONORM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Réparation et maintenance navale
54985768800309	HAKO FRANCE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
82519253700033	GENERATION FIBRE TELECOM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
82754415600017	LE DONJON DE LARS	73	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
03542049600032	PROYACHT SARL		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
31873420900022	STE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE D E	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
33799965000027	IMEX TRADE AND MARKETING		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
43468702600022	LEADER STRATEGIE MULTIMEDIA		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des agences de publicité
49502916700022	AMH - AZUR MONTAGE HABITAT	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Transports routiers de fret de proximité
50202623000024	NEPTUNE CONCEPT		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
52961116200015	DENON INVESTISSEMENT		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fonds de placement et entités financières similaires
77815194401195	SULO FRANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en matières plastiques
83444780700027	FABIENNE L'HOSTIS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
45286320200043	AUDIT PARTNERS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités comptables
50236878000016	SUD EST VERINS		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel de levage et de manutention
50870035800023	CBAF INGENIERIE	463	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
79998971000022	SERTECH INGENIERIE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
81765279500011	SEPALUMIC INVEST		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82469356800019	AQ'HOME		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
31673008400027	PEZZINI DANIEL		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
31673549700059	DUKE SHARON	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de montage de structures métalliques
31673549700067	DUKE SHARON		CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Travaux de montage de structures métalliques
32178503200020	OGE CLAUDE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
32511353800228	PARIS PRIX		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'autres équipements du foyer

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DE11025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

32558852200025 UNIBAD	102	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de couverture par éléments
33207261000014 DELTA GARAGE	3	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
33879606300018 ARTS METAUX		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Réparation de machines et équipements mécaniques
33926928400032 MORGANTI GEORGES		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34204621600046 PESSION PATRICK		CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34252024400027 KIMPE CHRISTIAN	25	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Taille, façonnage et finissage de pierres
38961360500028 LES CHEVALIERS	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Agences immobilières
39335839500027 MARBRE ET CREATION	25	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Taille, façonnage et finissage de pierres
39348203900020 THERMOFORMAGE EMBALLAGE PLASTIQUE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en matières plastiques
39412638700031 SOC NLE LES DOLOMITES FRANCAISES	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
40342777600055 GL EVENTS LIVE COTE D'AZUR	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
40347564300041 MARASI ANTOINE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie
40418880700014 OCEANE D'ANDERNOS	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
41694133400037 TEYSSIER JEAN		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Élevage d'autres animaux
43132438300014 DOMAINE LES MILLE PEPITES	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
43194503900037 CHRISLAUR	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
43250350600011 DOMAINE DE LILA	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
43770555100012 EVA FRANCE	107	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
43812779700027 FRENOY PATRICE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
43867039000014 IMMENCHANTE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
44232406700028 LE ZAGARELLA	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
44243686100029 EL MOLI	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
44267575700029 PACHACAID	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
44281819100029 CAMPING LES HUTTES	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
44283551800022 LE JONCAL	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
45236031600015 SERRURERIE FERRONERIE OGE ET FILS		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
45359574600026 GILLES DELFINO	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Entreposage et stockage non frigorifique
48266664100022 TEYSSIER FRANCOISE	35	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
48266664100030 TEYSSIER FRANCOISE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Élevage d'autres animaux
48888217600016 LES HAMACS	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
49001662300012 DOMAINE DE LA MALISSONNE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
49418035900031 BAYAERT SOPHIE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie
49529570100017 DOMAINE DU SAINT LAURENT	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
49840779000019 IXEL BRODERIE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres textiles n.c.a.
49939693500052 HOME CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
49939702400054 HARMONY CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
50155259000017 GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE L(		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
50475506700023 PM CONSULTING	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
50526070300044 MARS INTERIM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des agences de travail temporaire
50760349600013 4 G	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
50975379400015 SARL L'ARBOIS DU CASTELLET	73	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
51123081500033 C-H-O		AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
51363829600014 AC CONSEIL		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
51807616100026 NAGY-REVESSE JEREMY	14	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
51852377400017 BONOMME FREDERIC	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
52184818400029 ALPHA FINANCE		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
52308583500016 FRANCELOC LAND'ISLAND	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
52308594200010 DOMAINE DE L'OURSIERE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
52308606400012 DOMAINE DURAVEL	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
52470800500011 MIRVILLE CHRISTOPHE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
52796937200012 DAEMS BERNARD	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
52956671300010 RACCOMANDATO GERARD		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Blanchisserie-teinturerie de détail

AR Prefecture
[illegible]
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

53016473000018 PELLUDOVIC	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
53860663300013 QUINT XAVIER	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
75169626100021 SARL ROSEL	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
75388344600019 VALFIDUS CORPORATE		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
78891431500023 CAP CONCEPTION		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activité des économistes de la construction
79057322400017 DOMAINE DU MERLE ROUX	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
79139265700015 ARMAND MATHIAS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
79159419500046 SAILING STREAM		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
79297671400016 ROJAS CONTRERAS PEDRO		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
79450423300022 L'ESPRIT COULEUR BOIS	115	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
80384269900016 DOMAINE DE ULLULE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
80963302700010 SALOMAO BARBOSA ROSELINE CLAIRE	51	L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
82897463400028 LA BOX DECO	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités spécialisées de design
84344895200021 CORBIERE MAGALI	14	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
84836673800021 FAMILLE GRASSE PARFUMS		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
87840713900020 PVG DIFFUSION	710	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Vente à distance sur catalogue général
88013079400014 GLOBAL LEISURE DEVELOPMENT	72	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
88355737300015 CORON NOEMIE	130	IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Laboratoires d'analyses médicales
91024275900017 HEBRE GOUZEL-COLLIARD CHARLOTTE	102	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
42949343000012 LES JARDINS	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Agences immobilières
44406315000015 FRANCE LOCATION OZ	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
49263987700017 I.T. CONSEILS		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Formation continue d'adultes
79998300200012 UPSILON INFINITY	460	L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités spécialisées de design
82201514500011 WM DENTAL		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
84788295800048 CAMPING LE BOIS D'AMOUR	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
30621717500083 ROLAND VLAEMYNCK TISSEUR	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Tissage
31866062800021 SOCIETE INDUSTRIELLE D'INJECTION		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
33244072600047 MINI SERVICE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Traitement de données, hébergement et activités connexes
34219796900021 SARL ARJEFRA	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34265834100017 SOPAL	30	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
34360196900011 ACCORD	66	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
34515754900014 NOUVELLE DE DEMENAGEMENT ALBANO		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Services de déménagement
34857486400032 DUBUISSON RACCOMMADATO		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34901629500033 J L B INVESTISSEMENTS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fonds de placement et entités financières similaires
35373271200024 MOUGINOISE DE PEINTURE ET DE DECOR	108	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de peinture et vitrerie
38390828200015 LA GRISIERE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
38925771800038 V.D.O 1	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Supports juridiques de programmes
39239451600042 AZUR COSMETIC	790	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
39243140900011 LA TENSCH JOLIE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
39757071400048 MARINA	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
39848294300014 SOCIETE NOUVELLE CONSTRUCTIONS SIG	252	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
40106296300012 MODULAIRPORT INTERNATIONAL	465	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
40526277500019 SOCIETE NOUVELLE ETUDES ET TRAVAUX		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
40855278400022 EDEN		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Blanchisserie-teinturerie de gros
41069388100022 LAMBERT DIFFUSION		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
41359380700014 LES ATELIERS DE L'ARGILE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
41406168900017 FINOSI	45	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
41419918200026 IL ETAIT UNE MAISON		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
41510716800023 BRUMAR SA		CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Location de logements
41512743000049 APPRO COM		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques
41980006500031 SISTEM CONCEPT	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
41983766100026 SHELL'S PASSION	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers

AR Prefecture
000220003985720250327202503270038
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

42176205500018	FLEUREMBAL	46	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits intermédiaires
42186003200026	UDE FORMATION		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres enseignements
42222613400019	AFFUTAGE SERVICE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Réparation de machines et équipements mécaniques
42378652400029	SARL MARIA ASSUNTA	25	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
42403444500017	INDIV.NELL GUIDETTI		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
42406788200011	PARFUM DESIGN INTERNATIONAL		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
42482182500017	MAISONS CONSTRUCTIONS ARTISANALES	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
43042754200013	LES COTONNIERS DU SUD	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
43142204700016	BIODAN	118	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien
43209187400011	PROVENCE ENTRETIEN		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
43369316500014	SARL LA FORGE MOUANSOISE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
43422591800011	FRANCE LOCATION PARIS	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
43843010000018	ICS ISOLA	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
43868574500012	CLUB ISOLA	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
43899340400021	REDLAND		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Agences immobilières
43954878500021	SUD AZUR YACHTING	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres textiles n.c.a.
44116920800010	DAKKES BATIMENT GENERAL MEDITERRAN	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
44244640700011	UNION DES ENTREPRISES		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
44524026000015	MARINACTION	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
44831300700016	SLOESOFT	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Édition de logiciels applicatifs
44846602900015	ALFA		L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
44855481600018	FONDALU	720	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres articles métalliques
44925714600018	MORO INVEST		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
44994206900013	COMMUNICATION ORGANI PUBLICATION S	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Régie publicitaire de médias
45245129700017	SOC MEDITERRANNEENE ENTRETIEN JARI	51	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
48452479800010	WORLD BUSINESS CENTER	108	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Programmation informatique
48452695900016	SECURITY INTERNET ACCESS	108	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Gestion d'installations informatiques
48483972500021	CROWN DEVELOPMENT INTERNATIONAL L		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
48762438900028	TB FINANCE ET GESTION	14	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
48842208000025	BELUNI FINANCE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
49148109900019	CASAGRANDE PIERRE IMMOBILIER CONSE	108	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Agences immobilières
49160035900013	VALINDUS		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fonds de placement et entités financières similaires
49188837600036	CYBILLE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
49302372500028	CHAMARO	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
49467055700011	VALIMMO		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
49812476700050	INGENIERIE PROPULSION PROPRE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Construction de véhicules automobiles
49855208200014	DOMAINE DE LA SALANQUE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
49959132900028	NEZ SENS	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
49961179600016	ARCHITECTURE ETUDES ET REALISATION		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités d'architecture
49977092300021	CAPITAL-NUME-RX	32	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
49977362000012	PLASCAFER		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
50385987800012	F.C.C.INVESTISSEMENT	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
50784351400013	SAS VALPAT	108	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
50881652700032	VALENERGIE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
50881652700057	VALENERGIE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
50881652700065	VALENERGIE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
51000364300010	NEXT ENERGY		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
51196921400010	PLAQUINOV	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de plâtrerie
52495554900208	CAP SOLAR TRETS	16	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
53281896000025	SARL SMP ADHESIF	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités spécialisées de design
53377345300014	FRAGAROMATIC		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers
53803387900015	VAL MARTIN		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers

AR Prefecture
006-200039857-20250327-D2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de l'Argile - Identification des occupants

69542090100032	ETABLISSEMENTS BAUMASSY		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
79017464300029	GHASSAN A. H. AL SULAIMAN TRADING (F	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
80080001300016	ELIT' DECO	108	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux de peinture et vitrerie
80393138500014	MODUL CONCEPT	108	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
80867580500010	NISSA FIDUCIAIRE	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités comptables
81279516900018	KLEA		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
81463177600014	AMICALE DU PERSONNEL COLIPOSTE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres activités récréatives et de loisirs
81524051000017	VALCAMP		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
81524884400012	VALPROMO SAS		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
82236953400018	VAL PERLE		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier
82288879800011	SALUSSO INVEST	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82294780000014	DERRIEU INVEST	100	CHE DE PLAN SARRAIN	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82334190400014	ALBA INVEST	115	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82334200100018	JPM INVEST	115	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82388217000025	ISA SA HOLDING	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82450575400013	VALTORSEUR		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
82934209600015	ASCANAR	102	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
83082157500016	CAP-AROME	213	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication d'huiles essentielles
83329649400028	SUNFRESH		AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Services des traiteurs
83367357700015	ELECTRONIE DEVELOPPEMENT	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
83387446400013	LABORATOIRE P.R.		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
83837320700029	ACTIVA'SANTE	75	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
83840084400018	LE PALAIS DE GAUFRETTE	73	CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
84001769300010	PF1		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
84813403700011	M.A. FORMATION UTILE		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
84980803500034	INTERNATIONAL BUSINESS		AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Autres activités manufacturières n.c.a.
88479261500012	API		CHE DE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
89006786100017	AS2B IMMO	14	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Agences immobilières
89187055200025	SARL MOUGINS BATIMENT	750	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
89316968000012	SMIE		IMP DES BRUYERES	Mouans-Sartoux	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus
89317011800010	SOCIETE DE MATERIEL INDUSTRIEL ET D'I		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
90079766300011	PS1		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
90146705000018	PS1-PHT		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
90296244800020	SENSEA PROVISIONING	14	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers
90446117500021	OSE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier
90842578800019	C.A.M.T GENIE CLIMATIQUE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
91061869300014	DOMAINE DE LABEILLER	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
91119531100012	SAS HESTIA	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
91345647100022	SARL BAG	460	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
91464999100017	LA LICORNE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
91474204400011	SOLAR POWER IMPULSE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
91477339500019	CAP ACADEMIE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Formation continue d'adultes
91477347800013	CAP N PRO	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Autres travaux spécialisés de construction
92007481200016	CAMPING HELIOMONDE	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
92008266600016	LES TONNELLES	73	PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
92339543800016	WELL-VET IMMO FRANCE		PARC D'ACTIVITE L'ARGILE	Mouans-Sartoux	Location de logements
94951962300019	CAMPING ALPES LODGES	73	PARC D ACTIVITE DE L ARGILE	Mouans-Sartoux	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
94970287200019	CAP 1	73	PARC D ACTIVITE DE L ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
95116142100015	CAP 2	73	PARC D ACTIVITE DE L ARGILE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
95290221100012	DOLARO		PARC D ACTIVITE DE L ARGILE	Mouans-Sartoux	Gestion de fonds
95300141900019	TORTORA		ZI DE L ARGILE	Mouans-Sartoux	Gestion de fonds
95580401800062	COMPAGNIE DES TAXIS TRANSPORTS	252	AV DE LA QUIERA	Mouans-Sartoux	Transports routiers de fret interurbains

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mouans-Sartoux
Parc du Tiragon

Surface totale	160 062 m²
Surface bâtie	56 243 m²
Nombre d'unités foncières	52
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	273
Nombre d'emplois	911



AR Prefecture
006-200039857-20250227-D12025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc du Tiragon - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles BW 0053 à BW 0065	Mouans-Sartoux	3 354 m²	1 244 m²	1 200 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BW 0044 à BW 0045	Mouans-Sartoux	10 478 m²	1 696 m²	2 161 m²	168 m²	Occupée	
Parcelle BW 0038	Mouans-Sartoux	9 088 m²	2 767 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0015 à BB 0020	Mouans-Sartoux	3 807 m²	988 m²	2 227 m²	448 m²	Occupée	
Parcelles BB 0030 à BB 0040	Mouans-Sartoux	8 668 m²	949 m²	4 161 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BW 0043	Mouans-Sartoux	7 118 m²	2 525 m²	2 410 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BW 0049 à BW 0051	Mouans-Sartoux	7 038 m²	3 140 m²	3 160 m²	1 930 m²	Occupée	
Parcelles BB 0060 à BB 0211	Mouans-Sartoux	2 013 m²	895 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0032 à BB 0035	Mouans-Sartoux	5 554 m²	1 298 m²	2 855 m²	150 m²	Occupée	
Parcelle BW 0040	Mouans-Sartoux	5 190 m²	2 024 m²	2 014 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0082 à BB 0193	Mouans-Sartoux	3 638 m²	179 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BB 0028	Mouans-Sartoux	3 919 m²	1 675 m²	1 979 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BA 0027	Mouans-Sartoux	3 618 m²	1 083 m²	2 121 m²	499 m²	Occupée	
Parcelle BB 0195	Mouans-Sartoux	3 476 m²	214 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BW 0054	Mouans-Sartoux	3 423 m²	1 200 m²	1 316 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BC 0039	Mouans-Sartoux	1 686 m²	549 m²	616 m²	380 m²	Occupée	
Parcelles BC 0034 à BC 0156	Mouans-Sartoux	3 053 m²	1 344 m²	2 457 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0139 à BB 0143	Mouans-Sartoux	1 025 m²	302 m²	800 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BA 0026	Mouans-Sartoux	3 000 m²	1 064 m²	2 149 m²	300 m²	Occupée	
Parcelles BB 0092 à BB 0093	Mouans-Sartoux	2 881 m²	1 050 m²	1 068 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BB 0003	Mouans-Sartoux	2 866 m²	375 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BW 0052	Mouans-Sartoux	2 843 m²	3 127 m²	1 157 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0033 à BB 0219	Mouans-Sartoux	2 680 m²	944 m²	2 300 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BW 0057 à BW 0058	Mouans-Sartoux	2 473 m²	981 m²	877 m²	513 m²	Occupée	
Parcelles BX 0155 à BX 0192	Mouans-Sartoux	2 454 m²	645 m²	813 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BC 0030 à BC 0132	Mouans-Sartoux	2 365 m²	421 m²	2 153 m²	247 m²	Occupée	
Parcelles BB 0080 à BB 0154	Mouans-Sartoux	2 327 m²	702 m²	1 990 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0184 à BB 0185	Mouans-Sartoux	2 185 m²	557 m²	1 321 m²	204 m²	Occupée	
Parcelles BB 0069 à BB 0090	Mouans-Sartoux	2 120 m²	176 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0094 à BB 0102	Mouans-Sartoux	2 068 m²	628 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BW 0039	Mouans-Sartoux	2 013 m²	867 m²	748 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BC 0037 à BC 0112	Mouans-Sartoux	1 985 m²	800 m²	1 340 m²	1 340 m²	Occupée	Domaine associatif - ADSEA06 CEP LA NARTASSIERE
Parcelles BB 0022 à BB 0023	Mouans-Sartoux	1 925 m²	1 018 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0159 à BB 0200	Mouans-Sartoux	1 710 m²	790 m²	1 277 m²	176 m²	Occupée	
Parcelle BB 0046	Mouans-Sartoux	1 676 m²	208 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BB 0194	Mouans-Sartoux	1 646 m²	411 m²	886 m²	163 m²	Occupée	
Parcelles BB 0091 à BB 0218	Mouans-Sartoux	1 594 m²	266 m²	393 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BX 0242	Mouans-Sartoux	1 500 m²	309 m²	619 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BB 0065	Mouans-Sartoux	1 481 m²	198 m²	717 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles BB 0021 à BB 0024	Mouans-Sartoux	1 476 m²	641 m²	1 000 m²	1 000 m²	Occupée	Domaine associatif - EMMAÜS
Parcelle BB 0018	Mouans-Sartoux	1 471 m²	240 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BB 0203	Mouans-Sartoux	1 234 m²	271 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle BC 0131	Mouans-Sartoux	1 208 m²	186 m²	0 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-D12025_027DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc du Tiragon - Etat parcellaire des unités foncières

Parcelle BW 0056	Mouans-Sartoux	1 114 m²	508 m²	417 m²	417 m² Occupée	Domaine économique - PETROV MECANIQUE
Parcelles BB 0183 à BB 0186	Mouans-Sartoux	1 102 m²	212 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BB 0157	Mouans-Sartoux	1 033 m²	263 m²	226 m²	113 m² Occupée	
Parcelle BW 0114	Mouans-Sartoux	836 m²	269 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BB 0204	Mouans-Sartoux	835 m²	112 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelle BW 0115	Mouans-Sartoux	826 m²	280 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BB 0205 à BB 0213	Mouans-Sartoux	635 m²	356 m²	1 049 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BB 0073 à BB 0215	Mouans-Sartoux	235 m²	147 m²	0 m²	0 m² Occupée	
Parcelles BB 0070 à BB 0214	Mouans-Sartoux	176 m²	91 m²	0 m²	0 m² Occupée	

AR Prefecture
006-200089357-20250227-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Tiragon - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
77555221900609	ADSEA 06	474	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Hébergement social pour enfants en difficultés
41605004500077	SAS CARESTIA	1261	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Fabrication d'emballages en papier
32992501007710	SYNERGIE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des agences de travail temporaire
38390103000031	LE PAVILLON	340	CHE DU PUITS DU PLAN	Mouans-Sartoux	Services des traiteurs
50443215400020	DEPLACEMENTS AU PAYS GRASSOIS	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres transports routiers de voyageurs
33164801407441	MEDIAPOST	299	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des agences de publicité
21060084700052	COMMUNE DE MOUANS SARTOUX		HAMEAU DES HARKIS	Mouans-Sartoux	Activité des médecins généralistes
43963906300023	ODYSSEE SYSTEMES	840	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques
48158804400034	LE PETIT ATELIER	1129	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Taille, façonnage et finissage de pierres
35165551900038	DAAB	461	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
03682037100031	ALBERT VIEILLE	35	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Entreposage et stockage non frigorifique
21060084700094	COMMUNE DE MOUANS SARTOUX	120	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Enseignement primaire
30024693100020	SOC CENTRALE ANTIBOISE DE BOIS	1199	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
39196812000033	COUVERTURE ZINGUERIE ROGER CUILLIERE		CHE DU PUITS DU PLAN	Mouans-Sartoux	Travaux de charpente
40417288400029	BAUCHIERE COULET	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
82056263500012	ROXANE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration de type rapide
32135244500050	LE DUPLEX	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
96850237700441	SIGNATURE	169	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Construction de routes et autoroutes
79916004900026	PR TRANSITION	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées
34039438600023	MERIDIONALE PLOMBERIE CHAUFFAGE		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
35350584500027	LYNN	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
45278827600049	AUFA	1119	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes
53467702600039	SARL AZUR PRO CUISINE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
32997969400075	RUFF ET ASSOCIES	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
06280376200053	SOBOMA	1199	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
35600000069538	LA POSTE	299	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel
38493364400021	ALLIANCE AUTOMOTIVE GRAND SUD	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros d'équipements automobiles
39222589200034	STE DE RESTAURATION DU TERROIR	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
39460647900050	MOUANS MATERIEL MEDICAL		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
41201152000068	EURO PLOMBERIE PISCINES	425	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration
44885673200038	R.C.R	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
46720051501178	PARTEDIS CHAUFFAGE SANITAIRE	1113	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
51951747800029	LA SCALA	423	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Taille, façonnage et finissage de pierres
75146966900038	LE COIN DES CHEFS	69	CHE DES LUCIOLES	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé
78262972900040	ASSOC EMMAUS COTE D AZUR	152	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social
51810114200017	ATELIER CONTEMPORAIN	840	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
53087720800021	ITBRM CONSULTING	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
53863845300018	ABB CONSTRUCTION, SA	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Construction d'autres bâtiments
53938608600026	GAINE PANNEAU AERAULIQUE	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
83001928700028	BRICO MOUANS-SARTOUX	570	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
39862614300018	SOC NOUVELLE RIVIERA SODIPA		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.
52282200600014	ORCHESIS	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
69572082100427	BFSA	469	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
31119791700033	ESPACE 614	50	CHE DU PUITS DU PLAN	Mouans-Sartoux	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
38038213500024	SERMED IMPRESSIONS	609	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autre imprimerie (labeur)
40248641900037	PBLJ	139	MTE ISEPPI	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
48132538900023	MECA SPORT AUTO	72	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
49417178800024	ART ET FERMETURE	840	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie

AR Prefecture
006-200089357-20250227-DIV250227_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Tiragon - Identification des occupants

52518534400039	MON PETIT BIKINI	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Vente à distance sur catalogue général
53316521300067	COLLECTION PRIVEE	1115	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Entreposage et stockage non frigorifique
55212022243070	SOCIETE GENERALE	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Autres intermédiations monétaires
75202167500026	ALEXSO PETS	840	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités vétérinaires
80384154300017	LAVENNE RAPHAEL	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Enseignement de la conduite
82173200500037	MEFI TRANSPORTS	1111	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Services de déménagement
82961379300035	SUBLIME PISCINE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Autres travaux spécialisés de construction
30628930703113	COULEURS DE TOLLENS	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de produits de décoration
40799086000048	PROGESPARC	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers
51030295303049	CAFPI	85	CHE DES LUCIOLES	Mouans-Sartoux	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.
79194642900028	P.A.D	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
79211756600036	AUVA VISION		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
82923719700019	R.O.S	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Autres services personnels n.c.a.
31692016400043	ENERSCOP	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
44470335900026	GREEN HOUSE	400	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
44754233300029	SELARL PARRACONE AVOCATS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
45270124600020	MOUANS OPTIQUE	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerces de détail d'optique
45335414400025	JV SPORTS	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
48298900100011	CAP'AFRICA	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
49952413000014	NATURE HAIR	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Coiffure
53374030400019	PAPALIA EMANUELE	191	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
79072962800012	CAP VITAL OXYGENE	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
79369116300018	LABORATOIRE DIOTER	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.
80009217300023	DIGITAL PATRIMOINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.
80751582000023	GROUPE LC ADAMS	1115	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Activités de soutien au spectacle vivant
82370329300014	SELARL DE CHIRURGIEN DENTISTE DOCTEUR NIC	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
82789770300019	AUTO BILAN MALIN	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Contrôle technique automobile
32914994200057	SOCIETE DES TRAVAUX PUBLICS MANDELIEU	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
32989525400038	FANTINO ALAIN	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
33814073400025	CLAPASSON MEDICAL	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
33867998800042	MAZIER MICHEL	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
34185025300061	SAGI IMMOBILIER	69	CHE DES LUCIOLES	Mouans-Sartoux	Supports juridiques de programmes
34343080700010	PERRIER NICOLE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
34346842700046	BLIVET MARIE-HELENE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
34949578800029	DUCHATEAU DENIS	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de revêtement des sols et des murs
35188723700037	MOULINER MARIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
35212892000019	ERCO	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
37804750002612	B & B HOTELS	139	MTE ISEPPI	Mouans-Sartoux	Hôtels et hébergement similaire
38124318700055	TISSIER CATHERINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
38325586600030	MORGAND JEAN-DAVID	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
38389676800041	MAZIER NADINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
38791756000030	PARRACONE MICHELE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
39745189900017	LA SPINA ROBERT	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration traditionnelle
39745372100011	DI GIORGIO STEPHANE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration de type rapide
39769117100052	VIDAL ERIC	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des agents et courtiers d'assurances
40411363100026	PARENTE MANNIX	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres services personnels n.c.a.
41392133900029	INTER EXPERTS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
41804939100026	DUFOUR FRANCOIS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
42005002300035	LEAL JOSE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
42211454600043	MARTIN SEVERINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques

AR Prefecture
006-210083837-20250227-DIV250227_007-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

44275647400056	LEAL SAMANTHA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
44503560300031	LE MOINE AUDREY	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
45143501000017	LES JARDINS DU SUD	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de meubles
48050151900015	MORENA ANTOINE	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
49239360800038	BILLON-GRAND LAETITIA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
49356910700037	DESIGN PRO CONCEPT	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Installation de machines et équipements mécaniques
49365217600022	OGEM	840	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Collecte et traitement des eaux usées
50342110900052	YM	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
50359205700015	DURBEC JULIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
51179286300025	OFFICE NOTARIAL DE MOUANS-SARTOUX	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
51936400400019	GRIBALDO AURELIA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
52062558300031	SANSOE YASMINA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
52169444800023	SERELIA	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
52464792200052	PERRIN JULIE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
52485526900022	BISCAY VIRGINIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
52863705100046	HARIS JULIETTE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
52974290000028	COTE D'AZUR CARPENTRY	629	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
53162388200028	PRESCIENCE CONSEILS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des agents et courtiers d'assurances
53288745200029	RENOVATION DOMOTIQUE ENERGIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
53978827300040	FOUCAULT AMELIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
68203378200058	NAUTIQUE BALNEAIRE DE LA RAGUE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Transports maritimes et côtiers de passagers
75093967000014	DIMITROV OGNYAN	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie bois et PVC
75093968800016	DIMITROV OGNYAN	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie bois et PVC
79357879000024	ABOULKEIR BRIGITTE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des agents et courtiers d'assurances
79452348000018	GABRIELLE VIRGINIE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Coiffure
79750707600025	CFBOX06	1117	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Gestion d'installations sportives
79997492800035	SANDER MARINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
80164697700018	AQUAS	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication de verre creux
80251819100027	JULES	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie bois et PVC
80817967500034	TARRADELLAS SEVERINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
80861303800120	EXPERTS-COMPTABLES DU LITTORAL - ECL	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
80984556300018	BIANCHI MAEVA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
80984850000017	RUSSO GEORGETA	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Restauration de type rapide
81011693900028	WISNIOCH RAFAL	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
81372413500039	VULTAGGIO MELISSA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
81752880500028	DINVILLE MELANIE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
81755514700013	SURFACE CONCEPT	1115	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Travaux de revêtement des sols et des murs
82088923600023	LEVY BARBARA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
82118460300016	PACA TOITURE	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de couverture par éléments
82463369700027	D.P. EXPERTISE COMPTABLE	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
82478304700023	WEB@CCOUNT	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
82767628900024	RODA BENEDICTE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
82820602900039	MAICHE STEVEN	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
82840222200016	AG BETON CONCEPT	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
82859711200014	SPMAX FITNESS	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des centres de culture physique
82890621400014	DKO'FLEURS	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments
82951274800015	GAUTIER MEGANE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
83014485300025	TRUCHOT- VANNIER MARIE-DOHA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activité des médecins généralistes
83134110200026	CHABBERT MATHIEU	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
83256600400020	FARGUE EVA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activité des médecins généralistes

AR Prefecture
006-200089357-20250227-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc du Tiragon - Identification des occupants

83265469300015	FRUTZ MANON	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
83431713300033	ROTISSERIE CHOPIN	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce d'alimentation générale
83525836900023	LECRECQ FLORIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
83758455600026	EDELGA NELLY	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
84052377300017	MORAND ALIX	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Pratique dentaire
84053072900028	CORNIQUEL CLEMENCE		[ND] [ND]	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
84300196700028	DUVAL SONIA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
84500468800014	APFELDORFER MARIANNE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités de santé humaine non classées ailleurs
84783632700019	MARGOLIS SANDRA	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
85256140600020	DURUT AMANDINE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
85308339200029	MARCHAND MELANIE	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des infirmiers et des sages-femmes
85339454200031	NOVENA FABIO	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
88291379100019	NHLT	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Vente à distance sur catalogue spécialisé
88791321800020	DEMO-CYCLE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
88802040100012	ANNE CHELLI SOPHIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
88984219100021	VALABREGUE SARA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
89254082400018	OCCELLI ESTELLE	110	TRA DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Vente à domicile
89920188300027	FERRU SANDRINE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Autres services personnels n.c.a.
90107829500010	BORDES SERENA	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
90169600500023	MIRABEL AURELIE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
90394611900018	JAMAIN JULIEN	139	MTE ISEPPI	Mouans-Sartoux	Autres activités de poste et de courrier
90497174400019	BENGOULA YAHIA	150	MTE ISEPPI	Mouans-Sartoux	Autres activités de poste et de courrier
91058885400018	MERELLE ANTHONY	880	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
91866910200017	WANCIER RAPHAEL	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Réparation d'autres biens personnels et domestiques
92346866400019	JACOMET CHARLOTTE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres services personnels n.c.a.
44844486900011	MOUANS'ART	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de meubles
80378182200033	CSF FRANCE	629	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
81776093700034	NEW BAT	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
82303840100027	DYNAVIEW	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
82398216000017	CRYO06	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Autres services personnels n.c.a.
32329974300050	SOCIETE MANDAT ASSISTANCE FIDUCIAIRE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
35285341000038	LES ARTISANS DU VOLET	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
39932970500012	ITALGENESTA		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
40020695900019	CANNES JARDINS	72	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
40371011400030	MB SECRETARIAT SERVICES	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau
41809597200018	ATEE	80	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Ingénierie, études techniques
42902338500033	SANICLIM SARL	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
43311216600015	CUISINES ET BAINS DU SOLEIL		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de meubles
43415837400018	AZUR COPIE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau
45177644700067	CONCEPT LIGNE FONCIERE ET FINANCIERE	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
45199923900028	AIRING AND WINDOWS	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
47783320600030	ABSOLUT TOITURE SERVICES	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de charpente
48273242700018	ART DECO DISTRIBUTION	570	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
49100379400022	COSTE MILAZZO COTE D'AZUR	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Construction de maisons individuelles
49909650100014	CLEJUNI	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
49968496700031	DISPATCH	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Régie publicitaire de médias
50006651900033	POMB CONSTRUCTION DU FUTUR	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
50290065700011	SARL N.D.E. - NOUVELLE DISTRIBUTION ELECTRIC	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
50413678900030	LA GUERITE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
50744816500054	DECOLIFT	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Autres travaux d'installation n.c.a.

AR Prefecture
006-200089357-20250227-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Parc de Tiragon - Identification des occupants

50881652700024	VALENERGIE	120	CHE DU PUITS DU PLAN	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
50881652700677	VALENERGIE		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Production d'électricité
52789482800013	SAVEURS DU SUD DISTRIBUTION		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers
52824809900038	ENTREPRISE DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Entreposage et stockage non frigorifique
52988199700025	ACADEMIE DE L'ESTHETIQUE - L'ESSENTIEL	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Enseignement secondaire technique ou professionnel
52988199700033	ACADEMIE DE L'ESTHETIQUE - L'ESSENTIEL	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Formation continue d'adultes
52998386800025	BATICLIM 06	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
53274816700014	RENOV AZUR BATIMENT	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
53799042600026	LES JARDINS D AZUR	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
53848308200011	SARL J.V.D	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
75090527500038	CLAPASSON DEVELOPPEMENT	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
75342968700027	AD HOME	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
79244481200012	SOCOTRA	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités d'architecture
79307959100020	SAVARY	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Enseignement secondaire technique ou professionnel
79407140700017	LS INVESTIMMO	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
79850357900012	DECOTEC	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de plâtrerie
79976798300015	ALPES MARITIMES CONSTRUCTIONS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
80119969600015	NATEXXENCE AROMATIQUES	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
80137389500037	AC COUVRETANCHE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux d'étanchéification
80334266600010	SENSOR ESTATE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
80947476000018	TORRES BTP	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
80953113000015	FIMA MACONNERIE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
80963460300033	AEV LOCATION	629	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
81427925300011	3D DENTAL INNOVATIONS	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
81752559500010	AZUR TECHNIC MARINE	1115	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Réparation et maintenance navale
81921967600023	ESTHETIC CARS PASSION	72	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
82194303200028	FUDALA		RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
82216884500011	AUTOMOBILE LECLERC AZUR	1119	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
82774543100029	MARTINO	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
82865325300033	METALPLASTIQUE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
83304029800022	R.MOBAT	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
83472738000018	AJ & EXPERTISE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
83505531000014	POPS FISHING	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
83514909700023	IRAE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac
83791367200031	CANNESEXPO	72	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Agencement de lieux de vente
83877130100010	CALAGAN EVENTS CARS	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers
84298107800020	ELS - CONCEPT	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
84762073900015	L'ORIENT MARKET	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
84894255300019	NOTAIRE DE MOUANS SARTOUX	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
85145518800025	PROGESPARC FRANCE	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
88148007300025	TEAM PRO SERVICES	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
88873382100019	IRON GATE	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Débits de boissons
88931794700014	CALAGAN PROPERTIES	300	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités des marchands de biens immobiliers
88991421400016	SAS CARS LINE PRESTIGE	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
89126313900018	VIP CONCEPT	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Activités des sociétés holding
89145559400020	MC CAJ	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Vente à distance sur catalogue spécialisé
89187055200017	SARL MOUGINS BATIMENT	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
89230340500021	VLIFE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Autres commerces de détail spécialisés divers
89256309900019	SMART LAND TECHNOLOGY	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Réparation d'autres biens personnels et domestiques
89347315700012	TRADE & INVEST	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

AR Prefecture
006-210083837-20250227-DE1702025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

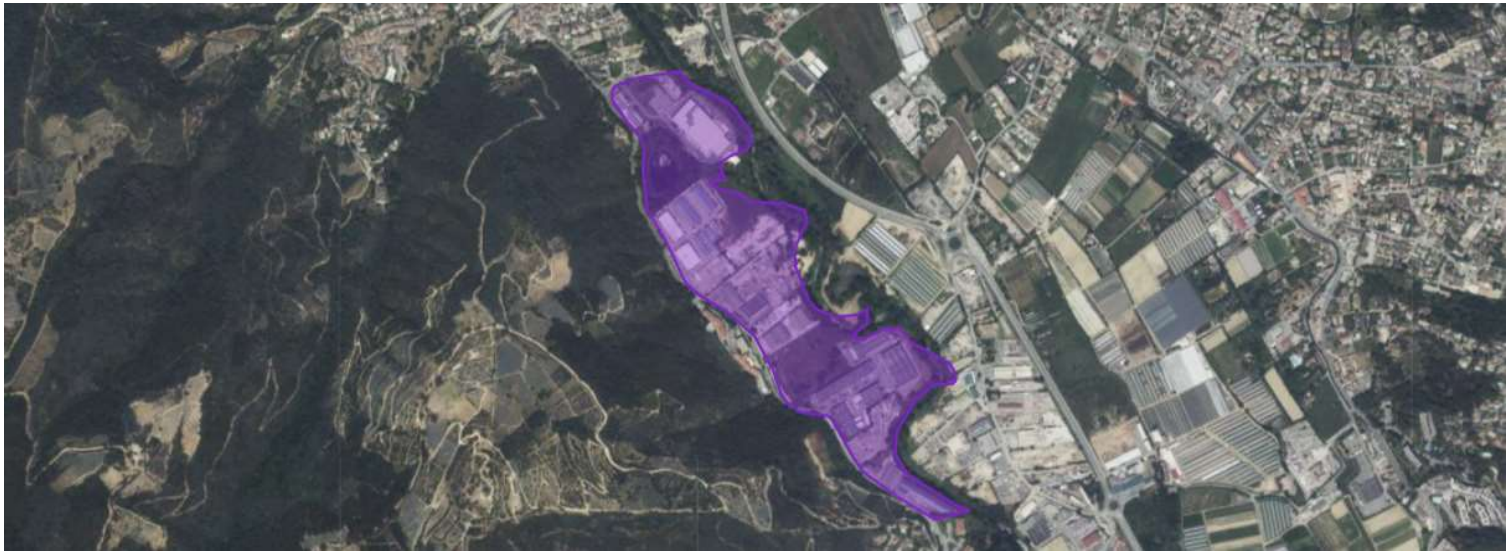
Parc du Tiragon - Identification des occupants

89366567900013	VALEURS BIO	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce d'alimentation générale
89758539400017	TRANSPORT SUD RIVIERA	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Transports routiers de fret de proximité
90113767900014	MOUGINS LITERIE	512	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de meubles
90477540000016	SARL PETROV MECANIQUE	165	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
90484558300015	AUTOSTORIA	80	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
90509808300017	SGN	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités juridiques
90770697200011	MCG INOX - MA CHAUDRONNERIE GRASSOISE	1111	RTE DE PEGOMAS	Mouans-Sartoux	Fabrication d'autres articles métalliques
91233467900012	CHAMPS DES GARRIGUES	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
91460747800023	BABY SPA BY STEFYE	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Entretien corporel
91495667700019	FOCUS 3D 06	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activité des géomètres
91754071800017	C.CONFORT 06	169	CHE DES CARDELINES	Mouans-Sartoux	Travaux de menuiserie bois et PVC
91798579800029	INDIGO AZUR	250	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Travaux de revêtement des sols et des murs
91813059200010	LIFE CARS	412	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
91924755100014	ARES HOLDING	471	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
91932624900019	OM SWEET OM	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Coiffure
92003984900020	NATURE ET PAYSAGES	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Services d'aménagement paysager
92040284900011	L'ORIENT MARKET	370	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
92080804500016	LYONEXPO	72	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Agencement de lieux de vente
92098148700019	AISSE CONSTRUCTION	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Construction de maisons individuelles
94790498300014	EPIONE FORMATIONS	352	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Formation continue d'adultes
95097427900016	KS - 3DESIGN	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités d'architecture
95139615900026	GFC MOUANS SARTOUX	111	RTE DE TIRAGON	Mouans-Sartoux	Activités comptables
95303432900011	COFFEEN	600	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices
95345339600012	LA MUSE	471	CHE DE LA NARTASSIERE	Mouans-Sartoux	Activités des sièges sociaux
95359444700013	VALHIOS 2	609	RTE DE LA ROQUETTE	Mouans-Sartoux	Production d'électricité

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pégomas
La Fènerie

Surface totale	272 925 m²
Surface bâtie	72 596 m²
Nombre d'unités foncières	15
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	97
Nombre d'emplois	640



AR Prefecture
006-200030857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Pénerie - Etat parcellaires des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles G 0246 à G 0629	Pégomas	39 811 m²	10 997 m²	14 740 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0211 à G 0666	Pégomas	39 037 m²	11 919 m²	9 888 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0637 à G 0649	Pégomas	33 744 m²	9 413 m²	11 247 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle G 0642	Pégomas	23 085 m²	141 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle G 0516	Pégomas	20 025 m²	924 m²	15 710 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0464 à G 0682	Pégomas	16 331 m²	1 960 m²	5 110 m²	500 m²	Occupée	
Parcelles G 0304 à G 0628	Pégomas	10 999 m²	4 634 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0250 à G 0306	Pégomas	10 968 m²	597 m²	1 334 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0226 à G 0488	Pégomas	10 812 m²	4 110 m²	5 820 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0341 à G 0342	Pégomas	8 770 m²	3 932 m²	4 571 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle G 0691	Pégomas	6 000 m²	1 935 m²	1 916 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0612 à G 0617	Pégomas	5 221 m²	30 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles G 0225 à G 0554	Pégomas	5 025 m²	322 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle G 0343	Pégomas	3 050 m²	1 344 m²	1 654 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle G 0344	Pégomas	2 585 m²	615 m²	306 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200068881-20250227-DELIB2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Fenerie - Identification des locaux

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
80695008500043	SOC MATEST	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
43505870600050	ROLLS-ROYCE SOLUTIONS FRANCE	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
34063214000075	BOTANICA JARDINS SERVICES	2371	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services d'aménagement paysager
40119774400022	GIE BALICCO	409	RUE HONORE RAVELLI	Pégomas	Entreposage et stockage non frigorifique
51368657600028	T.C.F.	3009	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Autres activités de télécommunication
83031014000033	AQUAFRAIS CANNES	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
03713001000053	GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE DE DISTRIBUTION	3157	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
31783758100121	TORDJMAN	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres
84475902700023	ROTCF CABLAJE S.R.L	3009	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Télécommunications filaires
44442083000614	DPD FRANCE		QUA GAMBE TORTE	Pégomas	Transports routiers de fret de proximité
32754210600049	FREDERIC'M FRANCE		QUAI GAMBE TORTEIE	Pégomas	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
31721955800044	VISIOPTIS	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
38766061600021	SARL FRANCO-PORTUGAL CONSTRUCTIONS	2935	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
45181957700037	AVANTIS CONCEPT	1133	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Ingénierie, études techniques
50313353000025	STE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Transports routiers de fret de proximité
78264442100060	BRASSERIE MAURO	3157	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
80403350400031	LE FROID NICOIS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de mobilier de bureau
05780275301317	COMASUD		QUA GAMBE TORTE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
53162444300028	AZUR CAFE	2211	RTE DE LA FENERIE BAT D	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices
41008871000034	ROOF INTERNATIONAL	2463	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
81298837600024	NTX	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Transports routiers de fret de proximité
39419801400018	STATION TECHNIQUE VEHICULES INDUSTRIELS	2371	RTE DE LA FENNERIE	Pégomas	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
69732031500032	ENTREPRISE MECANIQUE DE MANDELIEU	2855	RTE DE LA FENERIE BAT 1 LOT 7	Pégomas	Mécanique industrielle
32933888301623	COLAS FRANCE	2935	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Construction de routes et autoroutes
35074344900034	SOC INTER LOCATIONS SERVICES	2935	RTE FENERIE	Pégomas	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction
39970755300026	SOCIETE COMMERCIALE DE DISTRIBUTION PROVENCALE	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Grands magasins
40915863100062	ACCUS +	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
44033747500030	LETHIEC & FILS	2599	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Réparation et maintenance navale
49906193500015	LE POTAGER D'AMOUR	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce d'alimentation générale
82988159800017	CERAMIC HOUSE SAS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
88844046800013	TRANS EVENTS SERVICES	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Transports routiers de fret de proximité
40298880200045	JD PRODUCTION		RD 109	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
53392376900020	ENGINEERING MECANIQUE SOUDAGE	2855	RTE DE LA FENERIE RD 109	Pégomas	Mécanique industrielle
75270261300015	LE FOURNIL DE LA FENERIE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Cuisson de produits de boulangerie
82988159800033	CERAMIC HOUSE SAS	2211	RTE DE LA FENERIE QU. GAMBE TORTE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
32172489000033	CESARO GUISEPPE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
37903012500031	GANDOLPHE EMBALLAGE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce
39131642900011	ALICE SANDRINE	2211	RTE RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Autres commerces de détail spécialisés divers
44033747500022	LETHIEC & FILS		RTE DEPARTEMENTALE 109	Pégomas	Réparation et maintenance navale
52814068400010	PATRICE ANACARIO	2549	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
53082345900033	SUD IMPORT EXPRESS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
79865562700015	COTE GASTRONOMIC CATERING	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
81293750600010	SARL LA MIROITERIE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Façonnage et transformation du verre plat
48862186300023	C.MEDICAL		QUA GAMBE TORTE	Pégomas	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
50529131000025	ART DECO KOLORS	2211	RTE FENERIE	Pégomas	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
81085062800019	E-INTENSE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Autres commerces de détail spécialisés divers
34062485700033	SPL	2211	RTE DE LA FENERIE BAT E LOT 39 ET 40	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage
43876746900028	AGENCE DV AUTOS		RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
81049901200013	ESTEREL ALU MEDITERRANEE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Fabrication de portes et fenêtres en métal
38445927700016	JUAN ROBERT	2211	FENERIE	Pégomas	Activités des agences de voyage
40334373400055	SAINT LAURENT METAUX	2311	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Transports routiers de fret interurbains

AR Prefecture
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Fenerie - Identification des locaux

42411847600015	COMPOSITES PEINTURES RICARD	3009	FENERIE	Pégomas	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
42497813800016	TIERRA DEL SOL	3009	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
44381420700058	JMT FRANCE	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
45277351800066	VIOLIER	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de sucre, chocolat et confiserie
49277898000028	COTTALORDA REGIS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
51195188100024	DUBOIS CHRISTIAN	2371	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
52003053700010	ANACARIO ANTOINE	2549	RTE DE LA FEINERIE	Pégomas	Activités d'architecture
52881226600021	RIVIERA FITNESS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
52881226600062	RIVIERA FITNESS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
56211088201419	LAFARGE GRANULATS	2311	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin
79225491400023	SAVEURS ET PARFUMS DU SUD	2885	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
80974241400018	H38	2211	RTE DE FENERIE	Pégomas	Restauration traditionnelle
82334660600036	BOURCIER & CO	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services administratifs combinés de bureau
82803861200010	TABLE ET CUISINE PRO	2211	CHE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce
84827808100031	AT HOME	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
96480302700124	ETABLISSEMENTS SASSI	3157	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
32183018400040	SAM 7	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
38470424300011	COFRIM	2311	RTE FENERIE	Pégomas	Agences immobilières
38980389100024	PROCEDE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Fabrication d'articles de sport
41424888000034	J R L	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Activités des sociétés holding
42904162700077	MEUBLES ET SALONS DE TRADITION SARL	2211	RTE DE LA FENERIE BT 2	Pégomas	Commerce de détail de meubles
43865558100025	MEUBLES ET SALONS D'AZUR	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de détail de meubles
44132787100014	LUX'ETIQ	2211	RTE FENERIE	Pégomas	Fabrication de cartonnages
49149757400039	IMAGINEZ	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
49493824400014	MARBRERIE DE LA SIAGNE	2549	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
49878884300023	BJ TROC	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
51017736300015	PARFUMS ET SAVEURS SUDE	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
51879438300035	DECOR LAQUE		ZONE INDUSTRIELLE SAINT MARCEL	Pégomas	Travaux de peinture et vitrerie
52055245600011	ACX REALISATIONS	3009	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Travaux de couverture par éléments
80266273400010	VANTAGE CARS SERVICE	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Autres services personnels n.c.a.
80332417700010	SAS O' BOEUF	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Restauration traditionnelle
80875171300021	CLAUDE MORIN HOLDING	2463	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Activités des sociétés holding
81134885300029	SARL LFIT	3009	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
81464173400011	RUVALY	2935	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
81500528500011	RIVIERA FOODING	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Services des traiteurs
89840337300019	KPL	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Activités des sièges sociaux
89867932900018	WRD	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
90213229900022	OPTIM TOITURES	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Travaux de couverture par éléments
90318639300018	COLLECTIF FITNESS	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Activités des centres de culture physique
90528451900014	CYTECH INGENIERIE	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Ingénierie, études techniques
90745717000013	FERJILEO	2935	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Gestion de fonds
90833470900023	BRUNET INVEST	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises
91183852200017	ROAD EVENTS SERVICES	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
92019125100015	MMT AUTO	2211	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
92021441800013	MV HOLDING	2855	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Activités des sociétés holding
92069913900019	LETHIEC RACING	2599	RTE DE LA FENERIE	Pégomas	Réparation et maintenance navale

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Peymeinade
La Bléjarde

Surface totale	49 801 m²
Surface bâtie	218 m²
Nombre d'unités foncières	3
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	0
Nombre d'emplois	0



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DJ2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Bréjarde - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle AL 0261	Peymeinade	16 485 m²	237	0	0	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelles AL 0001 à AL 0103	Peymeinade	4 104 m²	371	0	0	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelles AL 0093 à AL 0190	Peymeinade	1 877 m²	6	0	0	Sans objet	Aucun local professionnel

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Bleyarde - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
	AUCUN OCCUPANT RÉPERTORIÉ				

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Peymeinade
La Cardelle

Surface totale	7 328 m²
Surface bâtie	73 m²
Nombre d'unités foncières	5
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	0
Nombre d'emplois	0



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Cardelle - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles AT 0329 à AT 0335	Peymeinade	5 809 m²	127 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelles AT 0188 à AT 0278	Peymeinade	1 977 m²	28 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelles AT 0189 à AT 0192	Peymeinade	1 951 m²	547 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelles AT 0330 à AT 0334	Peymeinade	170 m²	204 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelle AT 0190	Peymeinade	77 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La Garenne - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
	AUCUN OCCUPANT RÉPERTORIÉ				

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Peymeinade
Picourenc

Surface totale	111 453 m²
Surface bâtie	9 541 m²
Nombre d'unités foncières	20
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	26
Nombre d'emplois	85



AR Prefecture
009-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Piolenc - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles A 1359 à A 1361	Peymeinade	9 370 m²	1 208 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AO 0025 à AO 0042	Peymeinade	28 156 m²	1 107 m²	232 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles A 1357 à A 6107	Peymeinade	6 743 m²	973 m²	1 000 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AO 0044 à AO 0050	Peymeinade	6 500 m²	1 138 m²	1 271 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles A 5964 à BD 0016	Peymeinade	3 989 m²	104 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6227	Peymeinade	4 154 m²	136 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6226	Peymeinade	3 873 m²	1 234 m²	2 000 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles A 6212 à A 6213	Peymeinade	3 679 m²	604 m²	1 402 m²	578 m²	Occupée	
Parcelle A 6238	Peymeinade	1 996 m²	650 m²	660 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AO 0035	Peymeinade	1 876 m²	650 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 5135	Peymeinade	1 865 m²	11 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles A 6222 à A 6225	Peymeinade	1 447 m²	602 m²	1 233 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6208	Peymeinade	1 432 m²	602 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6211	Peymeinade	1 412 m²	604 m²	600 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6241	Peymeinade	1 317 m²	421 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6138	Peymeinade	929 m²	188 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6136	Peymeinade	824 m²	150 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6206	Peymeinade	522 m²	356 m²	160 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6137	Peymeinade	427 m²	91 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle A 6240	Peymeinade	276 m²	356 m²	200 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200008857-20250317-DL2025_027_DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Picouleric - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
52350746500020	M.I CONSTRUCTION	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Construction d'autres bâtiments
39854182100052	3 G SERVICES	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Travaux d'isolation
50325374200020	E.2.C.	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Travaux d'étanchéification
53032545500018	EURL CHARPENTE ET CREATION		CHE DES ADRETS DES MAURES	Peymeinade	Travaux de charpente
54000958600020	BAUMEO TRAVAUX	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
81374083400037	AZUR CLEAN PISCINE	190	CH DE LA FRAYERE	Peymeinade	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
79120133800021	GRASSE CARROSSERIE INDUSTRIELLE	169	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Fabrication de carrosseries et remorques
83004435000031	ABSOLUTE MAGNITUDE	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Réparation et maintenance navale
38285706800045			[ND] [ND]	Peymeinade	Services d'aménagement paysager
49143165600025	SARL ODICE EBENISTERIE	192	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
38890118300037	SUD EST CONSTRUCTION	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
41309560500015	TRINDATE MONTEIRO ISABELLE		CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Élevage d'ovins et de caprins
42148768700053	SIRIUS REALISATIONS	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Entreposage et stockage non frigorifique
52494746200023	LAMBERT JEROME	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
53907347800023	BAUMEO	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Agences immobilières
75314105000017	HEITZ NICOLAS	194	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Programmation informatique
80917044200028	MACQUET L/S	190	RUE CH DE LA FRAYERE	Peymeinade	Travaux de menuiserie bois et PVC
83750596500017	INNOVATION GARAGES	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
88053202300020	MEN AT WORK CONCEPT	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Ingénierie, études techniques
75338220900025	WR CREATIONS	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Construction d'autres bâtiments
83391227200014	ETIS HOLDING	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Activités des sociétés holding
88818691300024	INFIZIO	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
90823756300014	DKP	190	CHE DES MAURES ET DES ADRETS	Peymeinade	Traitement et revêtement des métaux
91395802100010	SAM AUTO 06	192	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
91996682000020	NEW WORLD ARTISANS	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
92185478200015	AC SPIRIT	190	CHE DE LA FRAYERE	Peymeinade	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Cézaire sur Siagne
Les Hauts de Grasse

Surface totale	138 293 m²
Surface bâtie	15 333 m²
Nombre d'unités foncières	17
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	35
Nombre d'emplois	486



AR Prefecture
006-200038857-20250227-DL2025027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les Hauts de Grasse - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles C 1151 à C 1596	Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 725 m²	2 058 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1222 à C 1245	Saint-Cézaire-sur-Siagne	4 501 m²	1 121 m²	1 215 m²	15 m²	Occupée	
Parcelles C 1557 à C 1560	Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 730 m²	2 367 m²	610 m²	255 m²	Occupée	
Parcelles C 1130 à C 1141	Saint-Cézaire-sur-Siagne	5 858 m²	1 833 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1154 à C 1155	Saint-Cézaire-sur-Siagne	5 072 m²	12 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1148 à C 1528	Saint-Cézaire-sur-Siagne	5 111 m²	705 m²	1 938 m²	905 m²	Occupée	
Parcelles C 1488 à C 1645	Saint-Cézaire-sur-Siagne	6 985 m²	1 554 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 0020 à C 0022	Saint-Cézaire-sur-Siagne	5 979 m²	20 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle C 1512	Saint-Cézaire-sur-Siagne	5 700 m²	1 260 m²	3 627 m²	325 m²	Occupée	
Parcelles C 0340 à C 1591	Saint-Cézaire-sur-Siagne	4 524 m²	1 476 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1092 à C 1595	Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 184 m²	2 345 m²	1 356 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1246 à C 1421	Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 268 m²	1 363 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1145 à C 1147	Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 204 m²	1 149 m²	2 605 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1142 à C 1143	Saint-Cézaire-sur-Siagne	2 274 m²	394 m²	1 060 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles C 1014 à C 1015	Saint-Cézaire-sur-Siagne	2 065 m²	787 m²	683 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle C 1556	Saint-Cézaire-sur-Siagne	1 970 m²	630 m²	600 m²	450 m²	Occupée	
Parcelle C 1144	Saint-Cézaire-sur-Siagne	1 002 m²	341 m²	366 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200068385-20250327-1dc2025-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Mairie de Grasse - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
42351703600079	CLUB PARFUM	15	ALL DES AROMES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
41635023900024	R ROMANI SOC FRANC AROMATIQUES	712	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
33989948600023	AROMATECH		RTE DE GRASSE	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
33771886000022	NEROLI FRANCE	221	ALL DES AROMES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
44298966100024	DIFFUSIONS AROMATIQUES	558	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
40188943100078	LA BASTIDE DES AROMES	2	FESTRE SUD LOCAL 2	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
84125689400012	ATTRACTIVE SCENT		ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
33771886000048	NEROLI FRANCE	252	ALL DES AROMES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
44043756400030	FLORAL CONCEPT	60	ALL DES AROMES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
38287686000026	ATELIER DE PRODUCTIONS AROMATIQUES	372	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
79109059000013	ESSENCE - CIEL		LE GRAOU SUD ENSEMBLE IMMOBILIER	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Activités des sociétés holding
43838428100129	SPURWAY	1722	RTE DE GRASSE	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
40188943100102	LA BASTIDE DES AROMES	592	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
51075456700020	LA PARFUMOTEC		PARC D'ACTIVITES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
48892865600021	SCENTIS		ALL DES SENTEURS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Autre imprimerie (labeur)
51334302000022	MARTENOT ET BOURGEAY	660	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
83228705600010	NEROLI INVEST DL	221	ALL DES AROMES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Activités des sociétés holding
82447172600029	SOFTEASE	672	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Programmation informatique
38827221300025	GARAGE DES GROTTES		LA FESTRE SUD	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
49837961900055	MARTINEZ CHRISTIAN	485	ALLEE DES SENTEURS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Travaux de peinture et vitrerie
49986806500016	CADASSI	120	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
51025020200023	MANDELYS		ALL DES SENTEURS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
79065432100039	INTERESSENS	592	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Vente à distance sur catalogue spécialisé
85301133600015	STOCKLOUSER CELINE	10	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
48754845500020	RESEAU D'EXPERTS IMMOBILIER	10	ALL LA FESTRE SUD	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Agences immobilières
49101796800026	X-ELLENT	120	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
49533761000028	LA BASTIDE DES AROMES DISTRIBUTION	580	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
51525161900034	ASPIRATION ENVIRONNEMENT TECHNOLOG		ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels
81107013500017	METAL CONFORT	650	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Construction d'autres bâtiments
84476245000014	SALE CHAOS	558	ZA DE LA FESTRE SUD	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Activités des sociétés holding
88443473900014	LES BASTIDES BUSINESS	580	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Gestion de fonds
90161642500012	PRIVATE LABEL PARFUMS	580	ALL DES PARFUMS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Vente à distance sur catalogue spécialisé
90453833700026	LAUTIER	221	ALL DES AROMES PARC D'ACTIVITES	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Fabrication d'huiles essentielles
91925495300020	CELGO		LE GRAOU SUD	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Restauration traditionnelle
92336499600010	FITNESS MMA SAINT CEZAIRE	485	ALL DES SENTEURS	Saint-Cézaire-sur-Siagne	Activités de clubs de sports

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Vallier de Thiey
Pilon

Surface totale	98 537 m²
Surface bâtie	13 690 m²
Nombre d'unités foncières	25
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	4,00%
Nombre d'établissements	34
Nombre d'emplois	96



AR Prefecture
[illegible]
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pilon - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle AH 0026	Saint-Vallier-de-Thiey	47 576 m²	6 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AH 0032 à AH 0077	Saint-Vallier-de-Thiey	12 923 m²	8 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0099	Saint-Vallier-de-Thiey	5 027 m²	2 404 m²	3 353 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0055	Saint-Vallier-de-Thiey	1 259 m²	466 m²	574 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AH 0037 à AH 0038	Saint-Vallier-de-Thiey	2 389 m²	379 m²	448 m²	448 m²	Occupée	Domaine économique - PERFUM
Parcelle AH 0054	Saint-Vallier-de-Thiey	1 746 m²	492 m²	550 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AH 0049 à AH 0071	Saint-Vallier-de-Thiey	2 281 m²	953 m²	1 075 m²	690 m²	Occupée	
Parcelle AH 0031	Saint-Vallier-de-Thiey	2 215 m²	353 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0076	Saint-Vallier-de-Thiey	64 m²	13 m²	10 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0050	Saint-Vallier-de-Thiey	2 031 m²	815 m²	891 m²	891 m²	Occupée	Domaine économique - PRODARESS
Parcelles AH 0027 à AH 0028	Saint-Vallier-de-Thiey	1 918 m²	752 m²	383 m²	280 m²	Occupée	
Parcelle AH 0030	Saint-Vallier-de-Thiey	1 664 m²	737 m²	1 027 m²	0 m²	Occupée	
Parcelles AH 0067 à AH 0070	Saint-Vallier-de-Thiey	1 551 m²	145 m²	0 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0029	Saint-Vallier-de-Thiey	1 496 m²	529 m²	631 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0044	Saint-Vallier-de-Thiey	1 376 m²	517 m²	500 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0033	Saint-Vallier-de-Thiey	1 277 m²	517 m²	1 220 m²	1 220 m²	Occupée	Domaine économique - AMEP & JAUDYS
Parcelle AH 0036	Saint-Vallier-de-Thiey	1 276 m²	279 m²	312 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0035	Saint-Vallier-de-Thiey	1 155 m²	459 m²	260 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0042	Saint-Vallier-de-Thiey	1 097 m²	384 m²	364 m²	364 m²	Occupée	Domaine économique - EXPRIM
Parcelle AH 0043	Saint-Vallier-de-Thiey	1 074 m²	411 m²	300 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0056	Saint-Vallier-de-Thiey	988 m²	287 m²	77 m²	0 m²	Occupée	
Parcelle AH 0046	Saint-Vallier-de-Thiey	982 m²	245 m²	230 m²	230 m²	Occupée	Domaine économique - VO AROMATIQUES
Parcelle AH 0047	Saint-Vallier-de-Thiey	967 m²	321 m²	270 m²	270 m²	Occupée	Domaine économique - LE RUCHER DU PILON
Parcelle AH 0034	Saint-Vallier-de-Thiey	942 m²	125 m²	261 m²	261 m²	Vacante	Loué récemment (CARROSSERIE DU GOLF)
Parcelle AH 0072	Saint-Vallier-de-Thiey	688 m²	289 m²	380 m²	280 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-200030865-20250227-DE2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pilote identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
38251199600029	BLH		ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
48128090700033	VERSIONS ORIGINALES AROMATIQUES	9	ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
84433513300014	VO NEGOCE	9	ZONE D'ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
34787231900038	PRODARESS		DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
44183749900025	EXPRIM	13	ZA DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Organisation de foires, salons professionnels et congrès
49375030100043	PERFUM		PARC D ACTIVITES DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
80131890800010	JAUDYS	591	AV GENERAL DE GAULE	Saint-Vallier-de-Thiey	Services des traiteurs
89041150700027	DELPECH PAPALIA MENUISERIE DECORATION	12	ZONE D'ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Travaux de menuiserie bois et PVC
42976050700021	RHORCA		ZI DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Fabrication d'huiles essentielles
32218603200023	JOSEMARD		PARC D'ACTIVITES DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Fabrication d'huiles essentielles
42129656700025	FINANCIERE P.N.B.		PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Activités des sociétés holding
32444694700040	SOLARINO SERGE	20	ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Élevage d'autres animaux
33054835500040	MORAFLOR		LOT NO 7	Saint-Vallier-de-Thiey	Fabrication d'huiles essentielles
41198341400037	VILLALOBOS MIJARES GUILLERMO	5	PL DE L APIE	Saint-Vallier-de-Thiey	Autres commerces de détail spécialisés divers
48347549700028	AZUR MENUISERIE ESTRADE PATRICE		ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Travaux de menuiserie bois et PVC
49003989800021	BOISSON LOIC	5	PARC D'ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Travaux de plâtrerie
75354970800018	VETTRAINO RAPHAEL	21	RUE DU PILLON	Saint-Vallier-de-Thiey	Agencement de lieux de vente
78850933900016	CONTROLE TECHNIQUE DU PILON	22	DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Contrôle technique automobile
81334310000018	JERAD KEVIN	24	ZI DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Travaux de peinture et vitrerie
81753453000016	SOLARINO REMY	20	ZA DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Transports de voyageurs par taxis
89103373000013	RUBINO MICHAEL		PARC D'ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires
50342822900010	SARL SOLARI DU PILON		ZAC DU PILLON	Saint-Vallier-de-Thiey	Activités des marchands de biens immobiliers
53891064700022	UJ LOC		PARC D' ACTIVITES DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.
44152176200027	LA CARROSSERIE	23	PARC D'ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
44931736100011	A.M.C.F SARL		PARC ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
49837505400018	ARTE NOBILIS		ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Taille, façonnage et finissage de pierres
50122555100016	PARFUM NATURE ET COSMETIQUE		PARC D ACTIVITE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
79507944100015	DCCIT	23	ZAC DU PILLON	Saint-Vallier-de-Thiey	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
80414304800010	SAINT VALL LOCATION		ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.
80738327800015	ASSOCIATION CLAUDIA DANSE EXPRESSION	2	AV NICOLAS LOMBARD	Saint-Vallier-de-Thiey	Enseignement culturel
83088761800015	NATSOE		ZAC DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
83534035700010	EDEN RACES		PA DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Activités de clubs de sports
84049215100021	SAS SAINT HILAIRE		ZONE DU PILON	Saint-Vallier-de-Thiey	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
85021830600015	TRAITEUR D'AZUR	232	CHE DE PREFONTAINE	Saint-Vallier-de-Thiey	Services des traiteurs

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Saint Vallier de Thiey
Sainte Anne

Surface totale	12 294 m²
Surface bâtie	1 200 m²
Nombre d'unités foncières	1
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	1
Nombre d'emplois	24



AR Prefecture
006-200089357-20250227-D1202502 7-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Sainte Anne - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelles F 0807 à F 0817	Saint-Vallier-de-Thiey	10 000 m²	1 200 m²	1 200 m²	0 m²	Occupée	

AR Prefecture
006-260038857-20250227-DL2025-027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Sainte Anne - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
44897324800025	QUENDEI		VALENS	Saint-Vallier-de-Thiey	Supermarchés

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Séranon
Les Courtils - Logis du Pin

Surface totale	49 649 m²
Surface bâtie	649 m²
Nombre d'unités foncières	2
Taux de vacance du nombre d'unités foncières d'au moins 2 ans	0,00%
Nombre d'établissements	0
Nombre d'emplois	0



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les Courtils - Etat parcellaire des unités foncières

Unité foncière	Commune	Surface	Surface bâtie au sol	Surface Locaux Pros	Surface Locaux Pros Vacants 2021 & 2022	Vacance constatée	Remarque
Parcelle A 1779	Séranon	5 423 m²	649 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel
Parcelle A 1780	Séranon	43 802 m²	0 m²	0 m²	0 m²	Sans objet	Aucun local professionnel

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_027-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les Courtils - Identification des occupants

Siret	Raison sociale de l'entreprise	N°	Libellé de voie	Commune	NAF5 (732 sous classes)
	AUCUN OCCUPANT RÉPERTORIÉ				

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_028 : Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Signature de la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1 et 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_028
RAPPORTEUR : Claude SERRA	

MOBILITES - TRANSPORTS

Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Signature de la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1 et 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA) pour le financement du projet des phases 1 et 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.
Au regard de la complexité du suivi administratif et financier de ce dossier, cette convention unique annule et remplace donc les 4 conventions particulières de financement présentées aux membres du conseil communautaire le 12 décembre 2024.
La présente convention détermine les modalités des 2 appels de fonds annuels détaillant la part de contribution de la collectivité membre sur chacune des opérations financées.
L'engagement financier global pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour la période 2023–2036 s'élève à 3,5 millions d'euros au lieu des 4,3 millions prévus initialement.
Il est proposé d'autoriser le Président à signer cette convention particulière de financement .

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu la Loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 ;

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération du 28 juin 2019 d'approbation du Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention de partenariat relative aux études préalables à l'enquête d'utilité publique de la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur signée le 23 décembre 2010, son avenant n°1 signé le 8 décembre 2017, son avenant n°2 signé le 23 juillet 2019 et son avenant n°3 signé le 16 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral déclarant d'utilité publique le projet concernant la réalisation des phases 1 et 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), par SNCF Réseau et

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

SNCF Gares & Connexions, et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLUI ou PLU) des communes de Marseille, Saint-Cyr-sur-Mer, La Garde , La Crau, Carnoules, Cannes du 13 octobre 2022 ;

Vu le protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) signé le 21 décembre 2021 , son avenant n°1 signé le 3 juillet 2023 afin d'intégrer la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis dans le plan de financement ;

Vu la délibération n°2024 -1- 2 du 17 avril 2024 du conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur approuvant la convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°DL2024_242 en date du 12 décembre 2024 du conseil communautaire de la CAPG relative à la signature de 4 conventions de financement LNPCA :

- la convention PRO/ACT n°3 relative au financement des phases PRO-ACT pour l'opération de Nice Aéroport
- la convention PRO/ACT n°4 relative au financement des phases PRO-ACT pour les opérations de Marseille surface : Marseille Corridor Ouest, Libération Abeilles, Marseille Bloc Est
- la convention n°5 relative au financement de la maitrise foncière nécessaire à la réalisation des opérations de la Phase 1 du projet LNPCA
- la convention REA n°6 relative au financement des premiers travaux de la phase 1 du projet

Considérant que la mise en œuvre de ces modalités de contractualisation a présenté les difficultés suivantes :

- Multiplication des délibérations relatives à la LNPCA pour les collectivités sur une année ;
- Difficultés de compréhension de l'avancement du projet et de son financement ;
- Complexité du suivi administratif et financier aussi bien pour la SLNPCA que pour les collectivités membres ;
- Risque sur la trésorerie de la SLNPCA du fait des décalages entre la signature des « Conventions de financement » et les « Conventions particulières de financement », qui risquent de s'accélérer avec l'avancement du projet.

Considérant que cette convention unique annule et remplace donc les conventions particulières de financement précédemment signées entre les parties ;

Considérant que ladite convention permettra par la suite à la SNLPCA, au fur et à mesure de la réalisation des travaux, de recueillir les financements auprès des collectivités membres, et de contractualiser directement avec les maîtres d'ouvrage dans les limites des pouvoirs et montants qui lui sont accordés ;

Considérant que l'engagement financier global pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la période 2023–2036 s'élève à 3,5 millions d'euros au lieu des 4,3 millions prévus initialement ;

Considérant que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à compter de l'année 2025, la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur procédera aux appels de fonds auprès des collectivités membres de la manière suivante :

- Un premier appel de fonds au mois d'avril de l'année en cours correspondant à 60% de la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de chaque collectivité pour l'année en cours et intégrant, à partir de la 2ème année civile d'application de la

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

présente convention, un éventuel ajustement des appels de fonds appelés l'année précédente pour correspondre à la Contribution Globale Annuelle Définitive conforme au Compte Financier Unique de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

- Un second appel de fonds au mois d'octobre de l'année en cours correspondant au solde de la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de chaque collectivité, le cas échéant ajustée à la réalité des appels de fonds effectivement prévus par les Maîtres d'ouvrage sur l'année en cours et pris en charge par la SLNPCA. Ce dernier appel de fonds prendra ainsi en compte les éventuelles modifications de l'échéancier prévisionnel prévues par les Maîtres d'ouvrage du projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur au cours de l'exercice et connues par la SLNPCA à la date d'émission de l'appel de fonds.

Considérant que la convention particulière de financement relative aux contributions versées par les Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur est annexée à la présente délibération ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DIRE** que cette nouvelle convention particulière de financement unique annule et remplace les conventions particulières de financement précédemment signées entre les parties ;
- **D'APPROUVER** la nouvelle convention particulière de financement relative aux contributions versées par les collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- **DE DIRE** que les dépenses seront prévues aux budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Convention particulière de financement

Relative aux contributions versées par les Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour le financement du projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Entre :

La **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, agissant en vertu de la délibération n° ……du ……,

Le **Département des Bouches du Rhône**, représenté par Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° ……du ……,

Le **Département des Alpes-Maritimes**, représenté par Monsieur Charles Ange GINESY, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° ……du ……,

Le **Département du Var**, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Métropole Aix Marseille Provence,** représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Métropole Nice Côte d'Azur**, représentée par Monsieur Christian ESTROSI, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins**, représentée par Monsieur David LISNARD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

Dracénie Provence Verdon agglomération, représentée par Monsieur Richard STRAMBIO, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

La **Communauté d'agglomération Sophia Antipolis**, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

Ci-après dénommées « **les Collectivités membres** »

La **Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur**, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du conseil d'administration, agissant en vertu de la délibération n°…… du ……,

Ci-après dénommée la « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » ou la « **SLNPCA** »

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Définitions

« *Convention-cadre* » : désigne la convention prise en application du II de l'article 5 de l'ordonnance n°2022-306 du 2 mars 2022 relative à la SLNPCA et signée le 17 mai 2024. Elle a pour objet de préciser les engagements pris dans le cadre du « Protocole d'intention de financement » relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et signé le 21 décembre 2021.

« *Conventions de financement* » : désignent les conventions de financement conclues entre la SLNPCA, l'Etat et les maîtres d'ouvrage, telles que définies à l'article 7 de l'ordonnance n°2022-306 du 2 mars 2022 relative à la SLNPCA. Ces conventions sont prises en application de la Convention-cadre et leur périmètre peut porter sur une ou plusieurs Opérations.

« *Conventions particulières de financement* » désignent les conventions visées au III de l'article 5 de l'ordonnance n°2022-306 du 2 mars 2022 signées entre la SLNPCA, les collectivités territoriales et groupement de collectivités territoriales et tout autre financeur public visé au sein dudit article 5-III.

« *Coût Total Prévisionnel de Réalisation* » : désigne pour le Projet des phases 1&2, le coût total des études et/ou travaux.

« *Coût Prévisionnel Provisoire de Réalisation* » ou « *CPPR »* : désigne pour chaque Opération ou pour le Projet hors périmètre des SMR, le coût des études et/ou travaux estimé à l'issue des études d'avant-projet et sur lequel les Maîtres d'ouvrage s'engageront.

« Coût Prévisionnel Définitif de Réalisation » ou « *CPDR* » désigne pour chaque Opération ou pour le Projet hors périmètre des SMR, le coût des études et/ou travaux à l'issue des études de projet.

« *Contribution Totale Annuelle des collectivités* » : représente la somme des contributions prévues des collectivités sur l'exercice et inscrite, opération par opération budgétaire, dans les budgets de la SLNPCA.

« *Contribution Totale Pluriannuelle de chaque collectivité* » : représente la somme des contributions des collectivités sur la durée de réalisation des phases 1&2 du projet.

« *Contribution globale annuelle prévisionnelle de chaque collectivité* » : représente la somme prévisionnelle des contributions annuelles d'une collectivité pour le financement des différentes opérations du projet LNPCA.

« *Contribution globale annuelle définitive de chaque collectivité* » : représente la somme des contributions annuelles réelles, c'est-à-dire ajustées à la réalité des appels de fonds effectivement réalisés par les maîtres d'ouvrage auprès de la SLNPCA telle qu'arrêté dans son Compte Financier Unique, d'une collectivité pour le financement des différentes opérations du projet LNPCA.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Visas

VU l'ordonnance n° 2022-306 du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le décret n° 2022-638 du 22 avril 2022 relatif à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le protocole de financement de la Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur signé le 21 décembre 2021 et ses avenants signés le 3 juillet 2023 et le 15 décembre 2023 ;

VU la convention-cadre relative à la « Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » signée le 17 mai 2024 ;

VU la convention particulière de financement des études de niveau avant-projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 20 décembre 2023 ;

VU la convention particulière de financement des acquisitions foncières anticipées de phase 1&2 de la LNPCA signée le 20 décembre 2023 ;

VU la convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 26 novembre 2024

VU la convention particulière de financement PRO/REA n°1, en application de la convention-cadre relative à la « Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur », signée le 26 novembre 2024

Préambule

La SLNPCA a été créée par ordonnance n°2022-306 en date du 2 mars 2022 pour porter le financement de la part des collectivités partenaires au projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA).

Comme le prévoit l'ordonnance, les conditions générales de financement des études de projet et des travaux du projet ferroviaire de la LNPCA font l'objet de la convention-cadre signée le 17 mai 2024 entre l'Etat, la SLNPCA et les maîtres d'ouvrage du projet. Des conventions de financement sont prises en application de cette convention-cadre pour définir le périmètre, le contenu, le planning, l'assiette et le plan de financement pour les différents ensembles d'opérations ou opérations définis par les partenaires.

Des conventions particulières de financement ont été établies entre la SLNPCA et les collectivités membres pour définir les modalités de participation financière des collectivités membres au titre des conventions de financement.

Quatre conventions particulières de financement ont été signées :

1. La convention particulière de financement des études de niveau avant-projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 20 décembre 2023 ;
2. La convention particulière de financement des acquisitions foncières anticipées de phase 1&2 de la LNPCA signée le 20 décembre 2023 ;
3. La convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 26 novembre 2024
4. La convention particulière de financement PRO/REA n°1, signée le 26 novembre 2024

La mise en œuvre de ces modalités de contractualisation a présenté les difficultés suivantes :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Multiplication des délibérations relatives à la LNPCA pour les collectivités sur une année
- Difficultés de compréhension de l'avancement du projet et de son financement
- Complexité du suivi administratif et financier aussi bien pour la SLNPCA que pour les collectivités membres
- Risques sur la trésorerie de la SLNPCA du fait des décalages entre la signature des « Conventions de financement » et les « Conventions particulières de financement », qui vont s'accélérer avec l'avancement du projet

Afin de simplifier et rationnaliser la contractualisation entre la SLNPCA et les collectivités et groupements de collectivités membres, il a été convenu entre les Parties d'établir une convention particulière de financement unique, portant sur la totalité des études et travaux des phases 1 et 2 LNPCA, tels que détaillés ci-dessous. Cette convention permettra par la suite à la SNLPCA, au fur et à mesure de la réalisation des travaux, de recueillir les financements auprès des Collectivités membres, et de contractualiser directement avec les maîtres d'ouvrage dans les limites des pouvoirs et montants qui lui sont accordés.

Conformément à l'article 5-III de l'ordonnance susvisée, cette convention annule et remplace donc les conventions particulières de financement précédemment signées entre les Parties, listées à l'article 1 de la présente Convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Article 1 - Objet de la convention

La présente Convention vise à définir :

A – Les engagements pluriannuels respectifs de la SLNPCA et des Collectivités membres de l'établissement public local pour le financement du projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

B – Les modalités de prise en charge par la SLNPCA du financement de la part des Collectivités membres au projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

C – Les modalités d'actualisation des dépenses prévisionnelles annuelles de la SLNPCA et des contributions prévisionnelles annuelles attendues des Collectivités membres

D –Les conditions de versement des contributions annuelles par les Collectivités membres à la SLNPCA

La présente Convention se substitue à l'ensemble des conventions particulières de financement précédemment conclues entre les Parties et précisées en article 10.

Article 2 - Description du projet financé via la présente Convention

Le projet des phases 1&2 de la LNPCA a été déclaré d'utilité publique le 13 octobre 2022.

Il répond prioritairement, à travers ses 25 opérations situées dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes, aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien, ce qui conduira à un report modal significatif avec l'ambition de :

- Développer trois réseaux express métropolitains sur les métropoles d'Aix-Marseille Provence, de Toulon et de la Côte d'Azur ;
- Améliorer les liaisons ferroviaires entre les 3 métropoles et l'accès à l'ensemble du territoire français depuis le Var et les Alpes-Maritimes conformément aux priorités de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 ;
- Garantir un système robuste et résilient aux changements.
- Participer au développement de l'Arc méditerranéen (de Barcelone à Gênes)

Le projet comprend, d'est en ouest, vingt-cinq (25) opérations :

- **La gare TER/TGV de Nice aéroport** (phase 1) ;
- **Les opérations de la navette azuréenne** (phase 2) : aménagements en gares de Nice Saint-Roch, Nice Ville, Cannes Centre, dénivellation de la bifurcation de la ligne Cannes–Grasse, terminus en gare de Cannes La Bocca ;
- **Les opérations de la navette toulonnaise** (phase 1) : terminus en gares des Arcs, de Carnoules et de Saint-Cyr, dénivellation de la bifurcation de la ligne d'Hyères avec développement du pôle d'échange de la Pauline, suppression de traversées de voie piétonnes dans les gares de Solliès-Pont, Cuers et Puget-Ville ;
- **Les opérations du plateau Saint-Charles** (phases 1 & 2) : blocs est et ouest, libération du site des Abeilles, reconfiguration du technicentre de la Blancarde ;
- **Les opérations du corridor ouest** (phase 1) de Marseille : doublement de la ligne entre Saint-Charles et Arenc, optimisation du faisceau d'Arenc, suppression des passages à niveau de Saint-Henri et Saint-André, création de la halte de Saint-André ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- **La gare et la traversée souterraines de Marseille** (phase 2) : gare souterraine de Saint-Charles, tunnel, entrées nord et est, doublement du tunnel de Saint-Louis.

La présentation des différentes opérations du projet des phases 1&2 est détaillée en Annexe 1.

Article 3 - Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Le calendrier prévisionnel de réalisation des opérations citées à l'article 2 de la présente Convention se trouve en Annexe 2.

Article 4 - Financement

4.1 Coût du projet aux conditions économiques de référence

Le Coût Total Prévisionnel des études et travaux relatifs au projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur est estimé à **3 833,8 M€ HT** aux conditions économiques de référence et décomposé de la manière suivante :

Phase / Opération	Coût en M€ constants aux conditions de Juillet 2020	Niveau d'estimation du coût
Phase 1		
AVP Phase 1 et APO Blancarde	34	CPPR
Anticipations de phase 1 : REA Blancarde étape 1 + Cour des Pierres + Relogements Abeille + Travaux anticipés 13-83-06	35	
MARSEILLE SURFACE (Abeilles 1&2 + Bloc Est + Corridor Ouest)		
PRO ACT Marseille	25	CPPR
Foncier Marseille Surface	28	
Premiers travaux Marseille Surface	10	
REA Marseille Surface	411	
NAVETTE TOULONNAISE		
PRO ACT Navette Toulonnaise	22	CPPR
Foncier Navette Toulonnaise	18	
Premiers travaux Navette Toulonnaise	9	
REA Navette Toulonnaise	261	
NICE AEROPORT		
PRO ACT Nice Aéroport	16	CPPR
Foncier Nice Aéroport	9	
Premiers travaux Nice aéroport	6	
REA Nice Aéroport	210	
PR COMMUNE		
PR commune PRO ACT	5	
PR commune REA	21	
Total Phase 1	1 122	
Phase 2		
AVP Phase 2 complet	78	
MARSEILLE BLOC OUEST + BLANCARDE ETAPE 2		
PRO + Foncier	6	EFP

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

REA	**75**	
MARSEILLE BLANCARDE ETAPE 3		
PRO	**2**	**EFP**
REA	**52**	
TRAVERSEE DE MARSEILLE (GALERIE CRIMEE + GARE SOUTERRAINE + TUNNELS + RACCORDEMENTS NORD ET EST + DOUBLEMENT TUNNEL DE SAINT LOUIS		
PRO + Foncier	**81**	**EFP**
REA	**1 963**	
NAVETTE AZUREENNE		
PRO + Foncier	**40**	**EFP**
REA	**364**	
Total phase 2	**2 660**	
Total phase 1&2	**3 782**	

SMR	Coût en M€ constants aux conditions de Juillet 2020	Niveau d'estimation du coût
SMR Avignon – participation LNPCA (coût total : 66,2M€)	**51,8**	**EFP**

Le niveau d'estimation des coûts diffère selon l'avancement des opérations :

- L'EFP (Estimation Financière Prévisionnelle) est établie à l'issue des études préliminaires.
- Le CPPR (Coût Prévisionnel Provisoire de Réalisation), à l'issue des études de niveau avant-projet
- Le CPDR (Coût Prévisionnel Définitif de Réalisation) à l'issue des études de projet.

Au fur et à mesure de l'avancement des études et des évolutions programmatiques décidées par les partenaires en Comité de pilotage LNPCA et au conseil d'administration de la SLNPCA, le Coût Total Prévisionnel mentionné à l'article 4.1 de la présente convention est susceptible d'évoluer.

Conformément à l'article 10 de la présente convention, tout écart avec ce Coût Total Prévisionnel aux conditions économiques de référence mentionné ci-dessus fera l'objet d'un avenant.

4.2 Evolution des prix

Pour les études de niveau avant-projet, le besoin de financement aux conditions économiques projetées de réalisation est établi sur la base de l'indice ING établi par l'INSEE. Pour les études de projet, les acquisitions foncières et les travaux, la Convention-cadre prévoit que les conventions de financement utilisent les indices de référence suivants pour déterminer le besoin de financement aux conditions économiques projetées de réalisation :

- Indice TP01 et TP05b pour le coût du foncier, des travaux, des fournitures et de la provision pour risques : rubrique A (foncier), B1 (travaux), B2 (SLG), B3 (Fournitures), C (PR).
- Indice BT01 : équivalent à TP01 en matière de rubrique.
- Indice ING pour le coût des études et de maîtrise d'ouvrage : rubrique D (MOE), E (frais complémentaire de MOA) et F (MOA).

4.3 Coût du projet aux conditions économiques de réalisation

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le Coût Total Prévisionnel des études et travaux relatifs aux opérations qui seront financées via les Contributions objet de la présente convention est estimé à **5 288,7 M€ HT** aux conditions économiques de réalisation et décomposé de la manière suivante :

Phase / Opération	Coût en M€ courants	Niveau d'estimation du coût
Phase 1		
AVP Phase 1 et APO Blancarde	37	CPPR
Anticipations de phase 1 : REA Blancarde étape 1 + Cour des Pierres + Relogements Abeille + Travaux anticipés 13-83-06	43	
MARSEILLE SURFACE (Abeilles 1&2 + Bloc Est + Corridor Ouest)		
PRO ACT Marseille	30	CPPR
Foncier Marseille Surface	35	
Premiers travaux Marseille Surface	13	
REA Marseille Surface	539	
NAVETTE TOULONNAISE		
PRO ACT Navette Toulonnaise	26	CPPR
Foncier Navette Toulonnaise	22	
Premiers travaux Navette Toulonnaise	12	
REA Navette Toulonnaise	346	
NICE AEROPORT		
PRO ACT Nice Aéroport	19	CPPR
Foncier Nice Aéroport	11	
Premiers travaux	8	
REA Nice Aéroport	271	
PR COMMUNE		
PR commune PRO ACT	6	
PR commune REA	29	
Total Phase 1	**1 447**	
Phase 2		
AVP Phase 2 complet	97	
MARSEILLE BLOC OUEST + BLANCARDE ETAPE 2		
PRO + Foncier	8	EFP
REA	100	
MARSEILLE BLANCARDE ETAPE 3		
PRO	2	EFP
REA	77	
TRAVERSEE DE MARSEILLE (GALERIE CRIMEE + GARE SOUTERRAINE + TUNNELS + RACCORDEMENTS NORD ET EST + DOUBLEMENT TUNNEL DE SAINT LOUIS		
PRO + Foncier	101	EFP
REA	2 842	
NAVETTE AZUREENNE		
PRO + Foncier	50	EFP
REA	505	
Total phase 2	**3 782**	

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Total phase 1&2	**5 228**	

SMR	Coût en M€ courants	Niveau d'estimation du coût
SMR Avignon – participation LNPCA (coût total : 77,5M€)	**60,7**	**EFP**

Ce Coût Total Prévisionnel de réalisation a été calculé à partir des coûts détaillés dans l'article 4.1, et actualisés aux conditions économiques de réalisation précisées dans l'article 4.2.

Les modalités de versement des appels de fonds sont précisées à l'article 7 de la présente Convention.

4.4 Plan de financement

Conformément à l'article 4.8 de la Convention-cadre, les contributions des Collectivités membres de la présente convention permettent à la SLNPCA de financer une partie du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA, dont le plan de financement cible a été établi comme suit :

Plan de financement	
Co-financeur	**Clé de répartition (%)**
Etat	40 %
SLNPCA	40 %
Union européenne	20 %

La part relative au financement de la SLNPCA (40%) est :

- Composée à 50% de fonds propres
- Composée à 50% des Contributions des Collectivités membres, objets de la Présente Convention.

Ce plan de financement s'appliquera au CPPR lorsqu'il sera déterminé à la fin des études de niveau avant-projet AVP, et qu'il présentera, pour chaque phase du Projet, l'engagement financier de chaque Co-financeur en pourcentage du besoin de financement, en euros courants.

En cas de non-obtention ou d'obtention partielle du financement européen attendu, le plan de financement sera revu conformément aux dispositions de l'Article 4.11 de la Convention-cadre.

En application du protocole d'intention de financement de la LNPCA signé le 21 décembre 2021 puis de la convention-cadre signée le 21 mai 2024, ce plan de financement est mis en œuvre par des Conventions de financement signées, au fur et à mesure de l'avancement des études, entre les Maîtres d'ouvrage du projet, l'Etat et la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur afin de définir le périmètre, le contenu, le calendrier, le coût et le financement de chaque opération ou ensemble d'opérations.

Conformément à l'article 4.8 de la Convention-cadre, les différentes Conventions de financement sont établies de manière à couvrir fonctionnellement l'ensemble du Besoin de financement identifié par les

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

maîtres d'ouvrage et validé par le Comité de pilotage, réévalué au fur et à mesure de l'exécution des études et/ou des travaux financés pour prendre en compte les modifications de programme et/ou l'évolution des coûts liés à ces études et/ou travaux.

Conformément aux modalités de gouvernance du projet définies à l'article 3 de la Convention-cadre ces Conventions de financement sont validées par le Comité de pilotage dont les Collectivités membres de la SLNPCA puis les instances des différentes parties, le conseil d'administration de l'AFIT France, le conseil d'administration de la SLNPCA et celles des maîtres d'ouvrage.

Les différentes opérations prévues dans ces conventions de financement, objets d'un financement de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, sont présentées en Annexe 1.

Pour chacune de ces conventions de financement, l'Annexe 3 détaille la répartition des coûts aux conditions économiques de référence, la date de référence, les hypothèses d'actualisation et la répartition des coûts aux conditions économiques de réalisation en application de ces hypothèses.

Article 5 - Engagements financiers de la SLNPCA

5.1 Mise en œuvre des Conventions de financement

La SLNPCA s'engage à contractualiser avec les maîtres d'ouvrages permettant de mettre en œuvre le plan de financement défini à l'article 4.4 de la présente convention.

Dans le cadre des conventions de financement et dans le respect de ses missions définies dans l'ordonnance n°2022-306, la SLNPCA assurera la totalité du financement de la part des Collectivités membres au projet, à l'exception des études de niveau avant-projet de phase 1 et de phase 2 où elle assurera, uniquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône, la moitié de leur part.

Elle présentera à l'approbation de son conseil d'administration :

- Toute nouvelle Convention de financement dès lors qu'elle aura fait l'objet d'un avis favorable du Comité de pilotage de la LNPCA.
- Des budgets primitifs, supplémentaires ou décisions modificatives permettant d'ouvrir, chaque année, les crédits de paiement nécessaires à la mise en œuvre de ces Conventions de financement.
- Une programmation pluriannuelle des dépenses pour le projet des phases 1&2 de la LNPCA et ses éventuelles actualisations au fur et à mesure de son avancement.

5.2 Exécution des Conventions de financement

Conformément à l'article 4.4 de la présente Convention, La SLNPCA assure le règlement des appels de fonds résultant des Conventions de financement établies avec les maîtres d'ouvrages, et :

- Finance sur fonds propres sa quote-part à hauteur de 50% ;
- Finance via les Contributions des Collectivités membres, objet de la présente convention, les autres 50%.Ces contributions prennent la forme de subventions d'équipement non grevées de TVA. La somme de ces contributions correspond à la Contribution Totale Annuelle des Collectivités membres qui est inscrite chaque année dans les budgets de la SLNPCA et ventilée pour chacune des opérations intégrées dans les programmes de la SLNPCA.

Les dépenses induites pour la SLNPCA liées à la gestion de la présente convention sont prises en charge selon les règles établies annuellement sur le budget de la SLNPCA.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

5.3 Actualisation des besoins de crédits de paiement auprès des Collectivités membres

Chaque année et au plus tard le 15 juillet, la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur communique aux Collectivités membres les éléments financiers relatifs aux opérations déjà contractualisées ainsi que celles devant être engagées par les Maîtres d'ouvrage et devant faire l'objet de nouvelles Conventions de financement l'année suivante.

Ces éléments comprendront :

- Les prévisions de crédits de paiement annuels de la SLNPCA pour l'année suivante ;
- Les besoins de financement devant faire l'objet d'une Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de la part des Collectivités membres pour l'année suivante ainsi que le détail de la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle attendue ; sous réserve de l'engagement de l'Etat sur sa propre quote-part
- L'actualisation de la programmation pluriannuelle de la SLNPCA

Cette actualisation doit permettre aux Collectivités membres de préparer leurs budgets de l'année suivante et prévoir les crédits de paiement et les éventuelles créations ou modifications d'autorisations de programme.

La prévision des crédits de paiement annuels de la SLNPCA et des Contributions Annuelles Prévisionnelles des Collectivités pour l'année de signature de la présente Convention se trouve en Annexe 4.

La programmation pluriannuelle de la SLNPCA à la date de signature de la présente Convention se trouve en Annexe 5.

La programmation pluriannuelle des Contributions Globales Annuelles Prévisionnelles des Collectivités membres à la date de signature de présente Convention se trouve en Annexe 6.

5.4 Prise en compte d'un financement européen au projet

La Convention-cadre relative à la LNPCA engage ses signataires à répondre à tous les appels à projets émanant de l'Union européenne pour les opérations du Projet qui seraient éligibles. Les maîtres d'ouvrage, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, prennent en charge la demande de subvention européenne et sa gestion administrative.

En cas de financement européen, le Plan de financement est modifié par avenant et les montants versés par l'Etat et la SLNPCA aux maîtres d'ouvrage au titre de la subvention européenne sont déduits des participations financières des co-financeurs.

Ainsi, lors de chaque appel de fonds, le montant théorique en euros courants de l'échéance est réduit du montant des subventions européennes perçues par les maîtres d'ouvrage à due proportion de la clé de répartition précitée pour chacun des autres co-financeurs.

La SLNPCA appliquera alors une réduction des montants appelés à due proportion de la clé de répartition pour chacune des Collectivités membres dans le prochain appel de fonds relatif à l'opération subventionnée par l'Union européenne.

Article 6 - Engagements financiers des Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

6.1 Engagements pluriannuels des Collectivités membres

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

En référence aux engagements financiers globaux inscrits au protocole d'intention relatif au projet des phases 1&2 de LNPCA et aux conventions de financement des études de niveau avant-projet de phase 1&2, les Collectivités membres s'engagent sur des Contributions Totales Pluriannuelles définies ci-après :

	Montant de la contribution pluriannuelle en M€ courants
	2023-2036
Région	425,5
Département des Bouches du Rhône	147,9
Département du Var	58,5
Département des Alpes Maritimes	104,8
Métropole Aix Marseille Provence	198,1
Métropole Toulon Provence Méditerranée	28,2
Métropole Nice Côte d'Azur	56,1
Dracénie Provence Verdon agglomération	4,7
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	10,2
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	3,5
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	13,3
TOTAL	1 0679

Ces engagements pluriannuels sont définis en application du coût prévisionnel défini à l'article 4.3, des modalités de prise en charge par la SLNPCA définies à l'article 5 et des clés de répartition définies dans le protocole de financement et les conventions de financement des études de niveau avant-projet des phases 1&2 rappelés ci-après :

- <u>Pour les études de niveau avant-projet de phase 1</u> :

	% des montants appelés à la SLNPCA par les maîtres d'ouvrage
Région	25,00%
Département des Bouches du Rhône	-*
Département du Var	3,75%
Département des Alpes Maritimes	2,7083%
Métropole Aix Marseille Provence	-*
Métropole Toulon Provence Méditerranée	3,75%
Métropole Nice Côte d'Azur	2,7083%
Dracénie Provence Verdon agglomération	0,8333%

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	1,6667%
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	0,4167%
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	0,8333%
TOTAL	50%

* sauf pour la convention reprise des études AVP Nice Aéroport et études complémentaires AVP Bouches du Rhône et Var, où les % sont de 4,1667% pour le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Pour les études de niveau avant-projet de phase 2 :

	% des montants appelés à la SLNPCA par les maîtres d'ouvrage
Région	20,00%
Département des Bouches du Rhône	-
Département du Var	2,7957%
Département des Alpes Maritimes	5,0327%
Métropole Aix-Marseille Provence	-
Métropole Toulon Provence Méditerranée	1,3384%
Métropole Nice Côte d'Azur	2,6873%
Dracénie Provence Verdon agglomération	0,2194%
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	0,4818%
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	0,1605%
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	0,6351%
TOTAL	50%

- Pour l'ensemble des études et des travaux mentionnés à l'article 2 de la présente convention, autres que les études de niveau avant-projet susmentionnées :

	% des montants appelés à la SLNPCA par les maîtres d'ouvrage
Région	20,00%
Département des Bouches du Rhône	7,1146%
Département du Var	2,7957%
Département des Alpes Maritimes	5,0327%
Métropole Aix Marseille Provence	9,5345%

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Métropole Toulon Provence Méditerranée	1,3384%
Métropole Nice Côte d'Azur	2,6873%
Dracénie Provence Verdon agglomération	0,2194%
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	0,4818%
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	0,1605%
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	0,6351%
TOTAL	50%

6.2 Mise en place des financements annuels par les Collectivités membres

Chaque année, sur la base des éléments communiqués par la SLNPCA dans les conditions prévues à l'article 5.2, les Collectivités membres s'engagent à prévoir les crédits nécessaires et/ou les créations ou ajustements des autorisations de programme pour pouvoir assurer leurs contributions à l'établissement public.

Ces contributions annuelles respecteront les clés de répartition détaillées à l'article 6.1 de la présente convention.

6.3 Evolution de la composition des membres de la SLNPCA

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales, tout établissement public local, de même que toute autorité locale étrangère, au sens de l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales, ou tout Etat tiers, souhaitant participer au financement de la LNPCA peut être autorisé par le conseil d'administration à adhérer à la SLNPCA.

Le mandat de négociation des conditions d'adhésion d'un ou de plusieurs nouveaux membres, non signataires de la présente convention, sera laissé à la discrétion de la SLNPCA, par le biais de ses instances de gouvernances, qui s'assurera de l'obtention des meilleures conditions financières et intégrant des objectifs sur les niveaux de prise en charge des échéances restantes à verser et déjà versées par les co-financeurs dans le cadre d'appels de fonds antérieurs à l'entrée du ou des nouveau(x) membres.

Le retrait d'un ou plusieurs membres n'entraine aucune modification de la répartition entre Collectivités membres, les sommes étant réputées dues en totalité par la Collectivité sortante.

Selon les principes de solidarité définis dans le protocole de financement, la participation d'un ou de plusieurs nouveaux membres portera sur la globalité du projet, à savoir les études et la réalisation des phases 1&2.

Article 7 - Modalités des appels de fonds et versements

7.1 Modalités d'appel de fonds

Dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur procédera aux appels de fonds auprès des Collectivités membres de la manière suivante :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Un premier appel de fonds au mois d'avril correspondant à 60% de la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de chaque collectivité pour l'année en cours et intégrant, à partir de la 2ème année civile d'application de la présente convention, un éventuel ajustement des appels de fonds appelés l'année précédente pour correspondre au solde de la Contribution Globale Annuelle Définitive conforme au Compte Financier Unique de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

Un second appel de fonds au mois d'octobre correspondant à l'ajustement de la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de chaque collectivité, le cas échéant ajustée à la réalité des appels de fonds effectivement prévus par les Maîtres d'ouvrage sur l'année en cours et pris en charge par la SLNPCA. Ce dernier appel de fonds prendra ainsi en compte les éventuelles modifications de l'échéancier prévisionnel prévues par les Maîtres d'ouvrage du projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur au cours de l'exercice et connues par la SLNPCA à la date d'émission de l'appel de fonds.Ce second appel de fonds prendra en compte d'éventuelles réductions des appels de fonds opérées par les Maîtres d'ouvrage dans le cas d'encaissements de subventions européennes, conformément à l'article 5.5 de la présente convention.

Ces appels de fonds détailleront la part de Contribution de la Collectivité membre sur chacune des opérations financées.

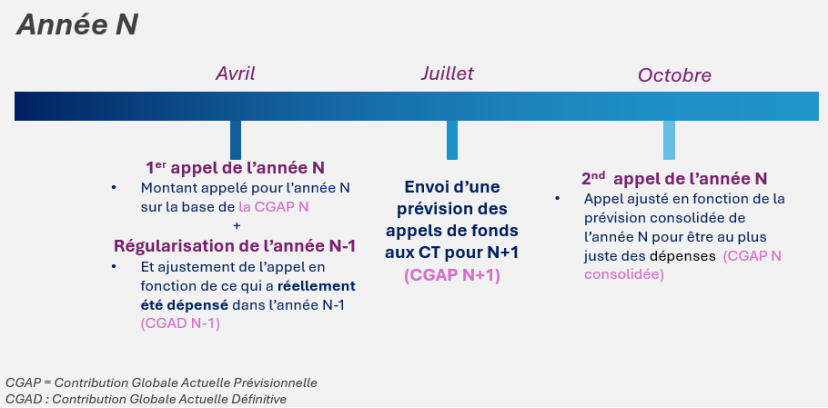


Schéma explicatif du fonctionnement des appels de fonds

7.2 Versements

Les Collectivités membres procèderont au mandatement des appels de fonds dans un délai maximum de 30 jours.

Les Collectivités membres devront transmettre à la SLNPCA le numéro d'engagement après signature de la présente convention.

Les paiements seront réalisés directement sur le compte de la SLNPCA dont les références sont les suivantes, et devront mentionner le numéro d'engagement :

Code IBAN							**Code BIC**
FR09	3000	1005	12C1	3200	0000	031	BDFEFRPPCCT

7.3 Evolution des contributions annuelles des collectivités et des appels de fonds

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Au cours de l'exercice budgétaire, les Contributions Globales Annuelles Prévisionnelles pourront évoluer, entraînant un ajustement opéré lors du second appel de fonds et seront « Définitives » à la clôture de l'exercice budgétaire avec un possible dernier ajustement lors du premier appel de fonds de l'année suivante, selon les cas suivants :

- **Actualisation de l'échéancier prévisionnel opérée par les Maîtres d'ouvrage après décision conforme du comité de pilotage LNPCA et du conseil d'administration de la SLNPCA** : les Contributions Globales Annuelles Prévisionnelles des Collectivités sont établies à date de juin de l'année précédente et l'échéancier prévisionnel des appels de fonds opérés par les Maitres d'ouvrage peut évoluer à partir de cette date. Dans le cas d'une actualisation de l'échéancier prévisionnel des appels de fonds des Maîtres d'ouvrage à la SLNPCA impactant le montant appelé au cours de l'exercice budgétaire, le 2ème appel de fonds annuel de la SLNPCA sera ajusté pour correspondre à la Contribution Globale Annuelle Prévisionnelle de chaque collectivité effectivement prévue et le premier appel de fonds de l'année suivante sera ajusté pour correspondre à la Contribution Globale Annuelle Définitive effectivement due

- **Versement d'une subvention européenne** : les montants appelés pour le dernier appel de fonds de l'année seront réduits d'un niveau égal à la réduction du montant appelé par les maîtres d'ouvrage auprès de la SLNPCA du fait de la subvention européenne et revenant aux collectivités selon les clés de répartition établies pour les opérations concernées par la subvention. Dans l'hypothèse où la réduction de l'appel de fonds d'une collectivité se traduirait par un montant négatif, le montant appelé sera nul et la réduction reportée sur la ou les échéances suivantes.

- **Adhésion de nouveaux membres** : la répartition de la Contribution Totale Annuelle des Collectivités sera recalculée à partir de l'échéance suivant l'entrée du ou des nouveau(x) membre(s).

7.4 Bilan annuel

La SLNPCA transmettra chaque année aux Collectivités membres dans le cadre de son rapport annuel, que le conseil d'administration doit approuver avant le 31 mars de l'année N+1, les éléments ci-après :

- Montant des fonds versés aux Maîtres d'ouvrage au cours de l'année N
- Montant des fonds à verser pour l'année N+1 et les suivantes
- Appels de fonds réalisés auprès des Collectivités membres au cours de l'année N,
- Contributions globales annuelles définitives de l'année N et montants encaissés et à encaisser
- Contributions Globales Annuelles Prévisionnelles des collectivités pour l'année N+1 et les suivantes
- Modalités d'actualisation de l'échéancier prévisionnel des coûts
- Conventions de financement approuvées et signées dans l'année N permettant d'actualiser l'Annexe 3.

Les Collectivités membres peuvent à tout moment demander à la SLNPCA la communication de toutes les pièces permettant de justifier les appels de fonds.

Article 8 - Règlement des litiges

8.1 Principes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les parties reconnaissent que la présente convention doit être exécutée de bonne foi et dans un esprit de coopération et de partenariat.

Elles veilleront en conséquence notamment à une bonne information mutuelle et à la prévention des contentieux.

En particulier, tout signataire anticipant un éventuel défaut de paiement doit en informer le Directeur général de la SLNPCA afin d'étudier les dispositions possibles à mettre en œuvre.

8.2 Règlement à l'amiable

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends (défauts de paiements, difficulté sur les garanties…) relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention.

En particulier, en cas de défaut de paiement d'une des collectivités signataires, le directeur général de la SLNPCA convoque dans les 15 jours suivants la notification du défaut de paiement, le comité technique des membres de la SLNPCA afin de trouver un règlement à l'amiable.

Le conseil d'administration est informé du défaut de paiement à sa première réunion consécutive après la réunion du comité technique des membres de la SLNPCA.

8.3 Procédure de conciliation

A défaut de règlement amiable de leur(s) différend(s), les parties peuvent décider que les litiges qui résultent de l'exécution de la présente convention font l'objet d'une tentative de conciliation par une commission composée de trois conciliateurs : le premier est désigné par le conseil d'administration de la SLNPCA, le deuxième par la partie en différend et le troisième par les deux premiers conciliateurs.

Si l'une ou les parties ne désigne(nt) pas son (leur) conciliateur(s), dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification du comité technique des membres de la SLNPCA, le Président du Tribunal administratif compétent pourra le(s) désigner, à la demande de la partie la plus diligente.

Si les deux premiers conciliateurs ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième dans un délai de trente (30) Jours à compter de la notification du comité technique des membres de la SLNPCA, le troisième conciliateur pourra être désigné par le Président du tribunal administratif compétent, à la demande de la Partie la plus diligente.

La commission de conciliation doit rendre son avis et/ou sa proposition dans un délai de trente (30) Jours à compter de sa constitution.

En cas d'échec, de dépassement des délais raisonnables ou en cas de désaccord entre les Parties pour s'en remettre à l'avis et/ou la proposition de la commission de conciliation, le tribunal administratif compétent pourra être saisi à l'initiative de la Partie la plus diligente.

8.4 Contentieux

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent du tribunal administratif de Marseille.

Article 9 - Entrée en vigueur et terme de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des Parties.

La convention prend fin à la date de versement du solde de la contribution de la dernière Collectivité membre à la SLNPCA.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La présente convention budgétaire est établie en douze (12) exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Article 10– Résiliation des conventions précédentes

La présente Convention se substitue à l'ensemble des conventions particulières de financement précédemment conclues entre les Parties, à savoir :

1. La convention particulière de financement des études de niveau avant-projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 20/12/2023
2. La convention particulière de financement des acquisitions foncières anticipées de phase 1 & 2 de la LNPCA signée le 20 /12/2023
3. La convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA. signée le 26/11/2024
4. La convention particulière de financement PRO/REA phase 1- 1ère partie de la LNPCA signée le 26/11/2024

Article 11 - Avenants

La présente Convention fera l'objet d'avenants, dans les cas suivants :

- Modification, à la hausse ou à la baisse du Coût Total Prévisionnel de Réalisation du projet des phases 1&2 mentionné à l'article 4.1 de la présente convention,
- Modification des modalités de prise en charge par la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur du financement de la part des Collectivités membres au projet des phases 1&2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,
- Evolution de la composition de la SLNPCA.

Liste des annexes :

Annexe 1 : description du projet et des opérations financées
Annexe 2 : calendrier prévisionnel de réalisation des opérations
Annexe 3 : conventions de financement de référence contractualisées par la SLNPCA
Annexe 4 : détail des crédits de paiement de la SLNPCA et des contributions totales annuelles prévisionnelles des Collectivités membres pour l'année 2025
Annexe 5 : Programmation pluriannuelle des investissements de la SLNPCA
Annexe 6 : Programmation pluriannuelle des contributions annuelles prévisionnelles des collectivités

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le *(date à apposer par le dernier signataire)*

Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur,

Le Président du Conseil Régional

Renaud MUSELIER

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour le Département des Bouches du Rhône,

La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour le Département du Var,

Le Président du Conseil Départemental

Jean-Louis MASSON

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour le Département des Alpes Maritimes,

Le Président du Conseil Départemental

Charles Ange GINESY

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Métropole Aix Marseille Provence,

La Présidente de la Métropole

Martine VASSAL

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Le Président de la Métropole

Jean-Pierre GIRAN

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Métropole Nice Côte d'Azur,

Le Président de la Métropole

Christian ESTROSI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération,

Le Président de la Communauté d'agglomération

Richard STRAMBIO

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lerins,

Le Président de la Communauté d'agglomération

David LISNARD

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Le Président de la Communauté d'agglomération

Jean LEONETTI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Le Président de la Communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pour La Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

Le Président du Conseil d'administration

Renaud MUSELIER

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Annexe 1 : description du projet et des opérations financées

Programme Cour des Pierres

Le présent financement porte sur les phases d'études et de réalisation de la **création du bâtiment sur le site ferroviaire de cour des Pierres**, composante de l'opération « Abeilles phase 1 » de la Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA).

Eléments de programme :

1. Contexte

Dans le cadre du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), la gare de Marseille Saint-Charles sera profondément restructurée avec la réalisation des aménagements suivants :

- phase 1 : création de 3 voies à quai supplémentaires et reprise du plan de voie en entrée de gare (opération dite du « Bloc Est »),
- phase 2 : réalisation d'une gare souterraine en complément de la gare historique et ses aménagements connexes (parkings et parvis).

La réalisation de ces aménagements nécessite des travaux de libération des emprises sur la gare de Marseille St-Charles (site des Abeilles) selon les trois axes suivants :

- libération technique des terrains avec la suppression de voies et équipements ferroviaires actuellement présents ;
- relogements des activités SNCF travaillant dans des bâtiments impactés par le projet et qui doivent donc être délocalisées ; et redéploiement des stationnements agents et voyageurs.

Dans le cadre des études préalables à la DUP menées par la mission LNPCA, plusieurs scénarios de libération et de relogements ont été envisagés dans le cadre du schéma directeur immobilier piloté par SNCF Immobilier.
Les entités impactées par la libération des emprises seront relogées selon plusieurs axes :

- via des relogements en tiroir dans des locaux existants dans les emprises SNCF de la gare (nécessitant parfois des opérations de réaménagement de ces mêmes locaux).
- via des prises à bail externes pour les activités ne nécessitant pas une présence impérative en gare.
- et via la **construction d'un nouveau bâtiment et d'une zone de stationnements sur le site de cour des Pierres pour des équipes SNCF** Réseau, objet du présent financement.

Enfin, il convient de rappeler que le site ferroviaire de cour des Pierres constitue un site stratégique et industriel dans le sens où il accueille :

- les installations ferroviaires sensibles comme la commande centralisée du réseau, le poste de signalisation PRCI, le central sous-station.
- des zones de stockage de matériels.
- les installation de manœuvre pour la gestion de travaux de maintenance, qui serviront pour les travaux de la future gare souterraine et du Bloc Est.
- les équipes de maintenance au plus proche des activités ferroviaires.

2. Objectifs et fonctionnalités principales du bâtiment Cour des Pierres

Le présent financement porte exclusivement sur les études et la construction de ce nouveau bâtiment sur le site de cour des Pierres, ainsi queles stationnements associés.

La construction du bâtiment cour des Pierres constitue un élément dimensionnant en matière d'ordonnancement et de sécurisation du planning, et il est donc nécessaire d'anticiper les phases PRO et REA de ce bâtiment pour accueillir une partie des équipes dont les locaux seront alors démolis.

Le financement concerne les éléments fonctionnels suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Les études et la construction d'un bâtiment d'environ 2200 m2 permettant d'accueillir 120 personnes environ.
- la création d'une aire de stationnement pour 80 véhicules de service visant à intervenir 24h/24 et 7j/7 dans le cadre de leurs missions de maintenance, d'entretien, de relève d'incident et d'exploitation du réseau.

3. Situation de référence

Les hypothèses suivantes sont prises en référence de la construction du bâtiment cour des Pierres :

- construction du bâtiment CCR et de ses équipements connexes (bassins enterrés…),
- prise en considération de l'emplacement réservé lié au potentiel élargissement de la rue Bénédit, dont le besoin a été confirmé en réunion de concertation avec les services de la ville de Marseille, de la métropole Aix-Marseille Provence et de l'ABF,
- prise en considération de la demande ABF de maintien du bâtiment 50 à l'entrée du site.

4. Programme technique détaillé du bâtiment Cour des Pierres

Caractéristiques principales du bâtiment :

- bâtiment de 3 étages avec une hauteur libre de 13 m,
- bâtiment éco-conçu conforme à la réglementation RE2020,
- surface de plancher de 2182 m2,
- création d'un point de livraison courant fort pour le bâtiment,
- raccordement au réseau AEP,
- raccordement au réseau EU-EP avec la création d'un bassin de rétention de 60,3 m3 sur le toit,
- mise en œuvre d'une gestion centralisée du bâtiment pour le contrôle, la supervision et l'optimisation des équipements et consommations,
- mise en place d'un système de chauffage assuré par une centrale de traitement d'air,
- mise en place de panneaux photovoltaïque en autoconsommation : 170m2 en toiture.

Caractéristiques principales du stationnement :

- 79 places de stationnement sur une surface au sol de 1945 m2 dont 1235 m2 de surfaces perméables,
- aménagements paysagers avec une vingtaines d'arbres,
- éclairage avec 17 candélabres,
- création d'un bassin de rétention enterré de 64m3.

Conditions de réalisation :

Ces travaux seront réalisés de jour, sans impact sur les circulations ferroviaires.

Eléments financiers :

Le Coût des phases PRO et REA du bâtiment Cour des Pierres est évalué à 6 579 000 € HT aux conditions économiques de juillet 2020 et se décompose de la façon suivante :

En € hors taxes aux CE de 07/2020	**AVP**	**PRO**	**REA**	**Total**
	pour rappel, financé par CFI AVP Phase 1	*objet de la présente convention de financement*		
Foncier				
Travaux			4 979 000 €	4 979 000 €
Provision pour risques			498 000 €	498 000 €
MOE	162 000 €	121 000 €	231 000 €	514 000 €
Missions complémentaires	33 000 €	40 000 €	510 000 €	583 000 €

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

MOA	21 000 €	80 000 €	120 000 €	221 000 €
TOTAL	216 000€	241 000 €	6 338 000 €	6 795 000 €

Programme Relogement « Abeilles »

Intitulé des opérations financées :

Les relogements du plateau des Abeilles concernent :

- La libération de l'emprise nécessaire au réaménagement du Bloc Est Phase 1 ;
- Ainsi que la libération de l'ensemble de l'emprise nécessaire au chantier de creusement de la gare souterraine entre le bloc Est et les boulevards Voltaire et Flammarion Phase 2 tels que décrits dans le protocole d'intention relatif au financement de la « Ligne Nouvelle Provence -Côte d'Azur ».

Sont ici uniquement concernés :

- Les relogements des activités médicales et sociales incluses dans le bâtiment médical et la Halle A prévus en secteur 4 (hors PEM) au sein d'une Prise A Bail Externe
- Les relogements des activités du Centre d'Edition et du Comité d'Entreprise de la Halle A prévus en secteur 4 (hors PEM) au sein d'une seconde Prise A Bail Externe
- Le relogement du Cœur Télécom

En outre, des bâtiments sont actuellement inoccupés et vides. Leurs acquisition et démolition par anticipation préviendra tout risque d'occupations illicites et libèrera des emprises pour les activités de libérations et installations de chantier et la reconstitution de stationnement :

- le bâtiment B016 situé boulevard Voltaire
- les bâtiments appartenant actuellement à S2FIT (filiale privée de la SNCF)

Eléments de programme [1] **:**

L'objectif des opérations anticipées Abeilles est de pouvoir sécuriser le planning de libération du plateau des Abeilles afin de disposer de surfaces au plus tôt et ainsi de gérer au mieux un phasage complexe sur ce secteur en vue du chantier de la traversée souterraine.

Depuis le programme de la DUP, des optimisations du programme et du phasage ont été proposées, il s'agit notamment de :

- comme prévu en variante du programme des études AVP de la Phase 2) supprimer la réalisation anticipée d'un parking souterrain de 850 places au droit du secteur Voltaire au profit d'un stationnement définitif dans le génie civil de la boite gare afin d'optimiser les ouvrages en infrastructures et conserver une zone importante de pleine terre au droit du futur parvis de la gare. Cette suppression induit la réalisation d'un ou plusieurs ouvrages de stationnement en silo, modulaires et provisoires, qui nécessite de libérer des emprises pour installer ces ouvrages,

Réaliser ces phases de relogement, d'acquisition et de démolition en un seul ensemble et non en deux phases afin d'optimiser les relogements en une seule fois et ainsi

- accélérer le planning global de l'opération et notamment de réalisation du génie civil de la boite gare qui constitue avec la gestion de l'évacuation des matériaux, l'un des chemins critiques du projet global LNPCA.

A cette fin plusieurs opérations ont été proposées en anticipation et/ou par opportunité, il s'agit :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- d'une Prise à Bail Externe (PABE) à la Porte d'Aix pour les activités médicales et sociales présentes sur le Plateau des Abeilles,
- d'une PABE, également en dehors de la gare, pour le Centre d'Edition et les activités du Comité d'Entreprise (PABE pressentie en cours de négociation),
- de la libération technique et la relocalisation des cœurs télécom actuellement présents dans la halle A dans sa partie ouest (partie tuilée qui doit être démolie au 1er semestre 2026)

1. Concernant les deux PABEs

Les PABEs nécessitent également des travaux d'aménagement de bureaux afin de permettre l'installation des activités dans les lieux.

Grâce aux déménagements des activités médicales (situées dans le bâtiment médical), d'autres activités du Plateau des Abeilles devant être positionnées en secteur 2 (à proximité du cœur de gare) pourront prendre place dans ledit bâtiment médical conservé.

Il est donc essentiel de saisir l'opportunité de ces PABEs et d'autre part de procéder rapidement aux déménagements des activités afin de permettre les travaux de réaménagement du bâtiment médical. Les études pour le réaménagement du cabinet médical seront lancées au 1er semestre 2024.

Les activités médicales et sociales nécessitent une PABE d'une superficie de 1 792 m² et le centre d'Edition et les activités du Comité d'Entreprise une PABE d'une superficie de 1 000 m².

Enfin, les coûts de ces PABEs prennent en compte le coût des déménagements des entités ainsi que les différentiels de loyers sur une période de neuf années.

2. Concernant le Cœur Télécom

Au sein de la Halle A, sont actuellement présents des cœurs télécom alimentant de nombreux sites et entités ferroviaires tels que la gare de Marseille saint Charles, le site de Blancarde, Pautrier, etc.

Le déplacement de ces cœurs nécessite la création de deux nouveaux cœurs télécom :

- le premier situé en gare de Marseille Saint Charles,
- et le second au sein du bâtiment de la Commande Centralisée du Réseau (CCR) située Cour des Pierres.

Le planning des études de création de ces deux nouveaux cœurs de réseaux en remplacement de ceux présents dans la Halle A intègre :

- une phase préalable de préparation des locaux devant accueillir les futurs cœurs de réseau. Les locaux qui seront situés en gare de Marseille Saint-Charles doivent être entièrement aménagés avant la fin du premier trimestre 2024.
- une durée d'étude du schéma de structure réseaux et de piquetage de 8 mois,
- et une durée de travaux de l'ordre de 15 mois, la livraison de ces travaux devant être faite au plus tard en décembre 2025 en vue de la démolition de la Halle A et du respect du planning global de la libération du plateau.

Cette opération de deux ans doit être démarrée dès le début 2024, c'est un prérequis à la démolition de la halle A en 2026.

3. Concernant les bâtiments à acquérir et démolir par anticipation

Le bâtiment B016, propriété de SNCF Réseau, situé boulevard Voltaire d'une superficie de 760 m² est inoccupé.

Les bâtiments situés à l'Est du plateau des Abeilles et appartenant actuellement à S2FIT d'une superficie de 3 700 m² devront être acquis et démolis pour la préparation du plateau des Abeilles et du chantier de la boite gare.

Actuellement inoccupés, la démolition anticipée de ces bâtiments est souhaitée afin de :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Sécuriser le site et prévenir des risques d'occupations illicites
- Libérer en anticipation des emprises qui pourront être utilement utilisées pour faciliter les libérations techniques et démolitions ultérieures, servir à des installations de chantier ou à la reconstitution de stationnements devant être supprimés sur la Halle A.

Conditions de réalisation :

Concernant le relogement des cœurs télécom, l'aménagement des LT en fond de gare et l'équipement des LT en gare ou dans les locaux de la CCR devront intégrer les contraintes liées à l'exploitation de ces lieux :

- Interface avec l'exploitation de la gare et du public dans l'aile Narvik,
- Interface avec un site exploité et sensible qu'est la CCR

Pour les démolitions, la coactivité avec l'exploitation du plateau Abeilles par le public ou les agents sera également un enjeu.

Pour l'ensemble de ces opérations l'exploitation des trains n'est pas impactée. Pour ces premières démolitions, les évacuations des matériaux seront réalisées par voie routière.

Eléments financiers :

Le Coût de la PABE des activités médicales et sociales est évalué à 2,97M€ HT aux conditions économiques de juillet 2020 et se décompose de la façon suivante :

En € hors taxes aux CE de 07/2020	**AVP (Pour Mémoire)**	**PRO**	**REA**	**Total**	**Total Hors AVP**
Foncier*			1 342 000	1 342 000	1 342 000
Travaux			1 220 000	1 220 000	1 220 000
Provision pour risques			122 000	122 000	122 000
MOE	20 130	40 260	73 810	134 200	114 070
Missions complémentaires	19 215	38 430	70 455	128 100	108 885
MOA	11 049	22 097	40 512	73 658	62 609
TOTAL	**50 394**	**100 787**	**2 868 777**	**3 019 958**	**2 969 564**

***** concernant le poste « foncier » celui-ci regroupe :

- le différentiel de loyers sur une période de 9 années sur la base d'un loyer de référence/actuel de 70€/m²/an et un loyer cible de 195€/m² (soit un différentiel de125€/m²/an et un montant total de 1,22M€)

- ainsi que les frais de déménagement (122k€ au total soit 80€/m²)

Hypothèses d'indexation prises pour aboutir au montant du besoin de financement en euros courants	
Date prévisionnelle de fin de réalisation	Décembre 2024
Indice(s) représentatif(s) (TP01, ING)	BT01 (foncier / travaux / PR) ING (MOE / Missions Complémentaires / MOA)
Dernier(s) indice(s) - connu(s)	Cf. article 4.1 de la convention de financement

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Taux prévisionnel au-delà du dernier indice connu :	Cf. article 4.1 de la convention de financement

Le Coût de la <u>PABE des activités du Centre d'Edition et du Comité d'Entreprise</u> est évalué à 1,93M€ HT aux conditions économiques de juillet 2020 et se décompose de la façon suivante :

En € hors taxes aux CE de 07/2020	**AVP (Pour Mémoire)**	**PRO**	**REA**	**Total**	**Total Hors AVP**
Foncier*			850 000	850 000	850 000
Travaux			800 000	800 000	800 000
Provision pour risques			80 000	80 000	80 000
MOE	14 400	28 800	52 800	96 000	81 600
Missions complémentaires	13 613	27 225	49 913	90 750	77 138
MOA	7 188	14 376	26 355	47 919	40 731
TOTAL	**35 200**	**70 401**	**1 859 068**	**1 964 669**	**1 929 469**

***** concernant le poste « foncier » celui-ci regroupe :

- le différentiel de loyers sur une période de 9 années sur la base d'un loyer de référence/actuel de 70€/m²/an et un loyer cible de 175€/m² (soit un différentiel de105€/m²/an et un montant total de 770k€)

- ainsi que les frais de déménagement (80k€ au total soit 80€/m²)

Hypothèses d'indexation prises pour aboutir au montant du besoin de financement en euros courants	
Date prévisionnelle de fin de réalisation	Décembre 2024
Indice(s) représentatif(s) (TP01, ING)	BT01 (foncier / travaux / PR) ING (MOE / Missions Complémentaires / MOA)
Dernier(s) indice(s) - connu(s)	Cf. article 4.1 de la convention de financement
Taux prévisionnel au-delà du dernier indice connu :	Cf. article 4.1 de la convention de financement

Le Coût du <u>déplacement des Cœurs télécom</u> est évalué à 2,61M€ HT aux conditions économiques de juillet 2020 et se décompose de la façon suivante :

En € hors taxes aux CE de 07/2020	**AVP (Pour Mémoire)**	**PRO**	**REA**	**Total**	**Total Hors AVP**
Foncier*			-	-	-
Travaux			1 950 000	1 950 000	1 950 000
Provision pour risques			195 000	195 000	195 000

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

MOE	64 350	128 700	235 950	429 000	364 650
Missions complémentaires	8 775	17 550	32 175	58 500	49 725
MOA	9 872	19 744	36 197	65 813	55 941
TOTAL	**82 997**	**165 994**	**2 449 322**	**2 698 313**	**2 615 316**

Hypothèses d'indexation prises pour aboutir au montant du besoin de financement en euros courants	
Date prévisionnelle de fin de réalisation	Mars 2026
Indice(s) représentatif(s) (TP01, ING)	BT01 (foncier / travaux / PR) ING (MOE / Missions Complémentaires / MOA)
Dernier(s) indice(s) - connu(s)	Cf. article 4.1 de la convention de financement
Taux prévisionnel au-delà du dernier indice connu :	Cf. article 4.1 de la convention de financement

Les Coûts d'acquisition et de démolitions anticipées des bâtiments sont évalués à 2,55M€ HT aux conditions économiques de juillet 2020 pour le bâtiment B016 situé boulevard Voltaire et pour les bâtiments appartenant actuellement à S2FIT et se décomposent de la façon suivante :

En € hors taxes aux CE de 07/2020	**AVP (Pour Mémoire)**	**PRO**	**REA**	**Total**	**Total Hors AVP**
Foncier*			1 587 302	1 587 302	1 587 302
Travaux			680 000	680 000	680 000
Provision pour risques			68 000	68 000	68 000
MOE	12 240	24 480	44 880	81 600	69 360
Missions complémentaires	17 005	34 010	62 351	113 365	96 360
MOA	9 489	18 977	34 791	63 257	53 768
TOTAL	**38 733**	**77 467**	**142 022**	**2 593 523**	**2 554 790**

Hypothèses d'indexation prises pour aboutir au montant du besoin de financement en euros courants	
Date prévisionnelle de fin de réalisation	Mars 26
Indice(s) représentatif(s) (TP01, ING)	BT01 (foncier / travaux / PR) ING (MOE / Missions Complémentaires / MOA)
Dernier(s) indice(s) - connu(s)	Cf. article 4.1 de la convention de financement
Taux prévisionnel au-delà du dernier indice connu :	Cf. article 4.1 de la convention de financement

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Programme Blancarde Etape 1

CONTEXTE

Il était prévu dans le protocole d'intention de financement de la LNPCA deux phases de réalisation des travaux sur le site de Marseille Blancarde.

- **Blancarde Phase 1 (10 M€)** : mise en place des voies de remisage nécessaires par la libération foncière du site d'ABEILLES pour le BLOC EST et la GARE SOUTERRAINE.
- **Blancarde Phase 2 (101 M€)** : extension du site avec prise en compte des besoins relatifs aux travaux de la Traversée Souterraine de Marseille ainsi que les besoins de remisage à la mise en service du projet des phases 1&2.

Le comité de pilotage LNPCA du 3 juillet 2023 a validé un séquencement optimisé des travaux sur le site de Marseille Blancarde dans le cadre LNPCA en trois étapes :

- **Blancarde étape 1 2025 :** réaliser les seuls aménagements nécessaires à la libération ABEILLES.
- **Blancarde étape 2 2029 :** réaliser les aménagements nécessaires aux deux objectifs suivants:
  - Mise en œuvre de la séparation par tube des circulations et de la réaffectation des opérateurs dans voies de services correspondant aux différents tubes : cela conduit à déplacer l'exploitant des relations inter-métropole de Pautrier et Blancarde (Bloc Est),
  - Mise en œuvre d'une base-travaux sur les pharmacies militaires nécessaire à l'évacuation des matériaux de la gare souterraine et à la réalisation des travaux du raccordement de Parette.
- **Blancarde étape 3 2035 :** réaliser les aménagements nécessaires à la mise en service du projet des phases 1&2 en cohérence avec les lots d'ouverture à la concurrence.

Le présent financement porte prioritairement sur l'étape 1 2025 visant à réaliser les stricts aménagements nécessaires à la libération Abeilles en évitant les fausses manœuvres vis-à-vis des étapes ultérieures de Blancarde.

Le principe de fongibilité des coûts et de la Provision pour Risques (PR) inscrit dans la convention-cadre s'appliquant, les économies éventuelles de la présente opération seront reportées aux conventions de financement ultérieures sans changement du CPPR de référence (Phase 1). Compte tenu qu'il s'agit d'une convention de financement limitée à une opération de taille réduite, seule une PR d'opération est affectée au coût MBP (Montants Bruts Principaux) de celle-ci.

1. Objectifs et fonctionnalités principales de l'opération Blancarde étape 1 2025

Actuellement, les trains en provenance de la gare de Marseille Saint-Charles sont contraints de réaliser de nombreuses manœuvres depuis l'entrée du grill sud de Marseille Blancarde pour être stationnés et remisés sur le grill nord de Marseille Blancarde.

Les travaux visent essentiellement à permettre aux exploitants ferroviaires de pouvoir assurer une relation directe entre la gare de Marseille Saint-Charles et le grill nord du site de Marseille Blancarde afin d'assurer le remisage des trains.

De plus, des aménagements de quais sont prévus pour permettre l'entretien du matériel remisé avec la mise à disposition d'eau et d'électricité sur les quais.

SITUATION DE REFERENCE

En référence, l'opération dite CEPIA sous maitrise d'ouvrage SNCF Voyageurs porte la modernisation, la rationalisation et la mise en conformité réglementaire des réseaux humides du site dont les travaux sont prévus entre 2024 et 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

2. Programme technique détaillé de l'opération Blancarde étape 1 2025

- Création d'un accès direct au grill nord depuis les voies principales avec modification de la signalisation et reprise du paramétrage du poste 34 PIPC de Blancarde et de l'IHM1 au PRCI de Marseille St Charles;
- Banalisation de la voie 27 du site de Marseille Blancarde ;
- Adaptation des faisceaux du grill nord selon deux possibilités :
    - Solution initiale : Optimisation des travaux initialement prévus de reprises de la tête de faisceaux pour maintenir l'accès direct au vérin en fosse pour les trains actuels du technicentre ;
    - Variante en phase DCE/REA : maintien de la globalité du faisceau à l'exception de la mise en heurtoir de la voie 45 afin de minimiser la durée des travaux, les coûts, les risques de fausse manœuvre ainsi que l'exploitabilité depuis/vers le vérin de fosse ;
- Aménagement des 2 quais :
    - Quai 31/33 : L'entrevoie 31/33 actuellement composé d'un mélange de matériaux compactés (grave, ballast, terre végétale) sera équipé d'un quai avec des bordures béton en L, les regards existants seront réhaussés. La longueur du quai futur sera de 132 m pour une largeur variable d'1,30 m minimum en extrémité de quai à 3,40 m maximum.
    - Quai 33/35 : Le quai existant dans l'entrevoie 33/35 sera conservé et allongé de 20m jusqu'au GF en entrée de faisceau, pour atteindre une longueur de 150m. L'allongement du quai se fera avec la mise en œuvre de bordure en L. Les bordures existantes en bout de quai seront déposées sur environ 30 ml afin d'élargir l'extrémité de quai actuel.

- Equipement des quais :
    - Les quais seront équipés en eau et en énergie (pas d'éclairage, ni d'air comprimé) ;
    - Similairement aux bornes encastrables implantées sur les quais du mini-grill sud, chaque quai devra être équipé tous les 25m, d'une trappe avec rappel automatique de fermeture, qui contiendra à la fois les bouches d'eau et les prises de courant.
- Réseaux :
    - Un linéaire de tranchée est à prévoir pour enfouir le cheminement des réseaux nécessaires à l'alimentation des équipements projetés :
        - 12ml de traversée des voies 35 à 33 pour réaliser le raccordement sur le regard existant du quai 35/37 et créer des regards de visite sur chaque quai ;
        - 150ml sur le quai 35/33.
    - Les réseaux secs et humides seront enfouis à une profondeur normée selon leur nature, en fourreaux de dimension adaptée reposant sur un lit de sable.
    - Ils seront repérés avant remblaiement par un grillage avertisseur également normé selon la nature du réseau.
    - Des chambres de tirage seront positionnées à chaque changement de direction.
    - Mise en œuvre de fourreaux de réserve pour les potentielles vidanges WC dans le corps des quais réalisés.

Le quai 33/35 n'est actuellement pas pourvu de réseau d'adduction d'eau. Il devra être raccordé au réseau d'adduction d'eau.

La création des bornes d'AEP et des coffrets de prises électriques, nécessitera la création d'une tranchée dans le quai et la mise en place de fourreaux, ainsi l'intégralité de l'enrobé du quai sera renouvelée.

CONDITIONS DE REALISATION :

Les travaux vont être réalisés avec impacts capacitaires sur les circulations du réseau principal :

- Modification de l'IHM1 et du poste PIPC 34 : 3 opérations coup de poing de 6h les WE pour les essais et une OCP de 12h conjointe avec celle nécessaire pour la mise en service du raccordement de Mourepiane
- Travaux en génériques de nuit

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Avec impact sur le technicentre :

- Travaux de quais V31/35 : impact des 4 voies du technicentre pendant 1 mois
- Travaux de suppression / mise en œuvre d'appareil de voie : 2 semaines avec interception des voies du technicentre

Un travail de coordination est prévu avec l'exploitant du site pour minimiser les impacts sur le fonctionnement quotidien du site de Marseille Blancarde.

Hypothèses d'indexation prises pour aboutir au montant du besoin de financement en euros courants	
Date prévisionnelle de fin de réalisation	Décembre 2025
Indice(s) représentatif(s)	TP01 pour travaux et ING pour MOE et MOA
Dernier(s) indice(s) - connu(s)	Cf. article 4.1 de la convention de financement
Taux prévisionnel au-delà du dernier indice connu :	Cf. article 4.1 de la convention de financement

PRINCIPAUX JALONS DU CALENDRIER

- T1 2025 : Démarrage des travaux
- Décembre 2025 : Mise en service

Programme : Nice Aéroport

CONTEXTE

Le projet de création d'une gare TER / TAGV sur le site de Nice Aéroport (NAE) prévoit l'aménagement en phase 1 de LNPCA d'une gare à 4 voies à quai, en lieu et place de la nouvelle gare TER à 2 voies de St Augustin mise en service en 2022. L'accueil de Trains A Grande Vitesse et la création de nouvelles structures d'accueil des voyageurs feront de Nice Aéroport une gare de dimension internationale.

De plus, la création d'un alternat en gare permettra à deux trains circulant dans le même sens de desservir simultanément la gare de Nice Aéroport et de réaliser des dépassements en cas de situation perturbée.

En mesure conservatoire, il conviendra de considérer qu'elle pourrait évoluer ultérieurement vers une gare à 6 voies à quai.

OBJECTIFS DE L'OPERATION NICE AEROPORT

Permettre d'augmenter l'offre ferroviaire

L'opération prévue sur le secteur de Nice Aéroport a deux objectifs fonctionnels :

- Créer dès la phase 1 une gare qui s'inscrit dans le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) existant à Nice-aéroport (sur le site de la nouvelle gare de Nice-St Augustin mise en service en 2022, de la nouvelle gare routière ouverte début 2024 et des arrêts des 2 lignes de tramway), la gare TAGV contribuant au développement de l'offre modale du PEM et renforçant la centralité et l'importance de l'offre ferroviaire avec notamment l'arrêt de tous les trains rapides (TAGV et TER intervilles) et de tous les TER de la navette azuréenne ;
- Contribuer à l'augmentation de capacité des TER, prévue en phase 2, avec un TER toutes les 10 minutes environ grâce à l'alternat réalisé.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'offre de TER passera, avec la réalisation des opérations complémentaires de Phase 2 sur Cannes et Nice, de 4 TER par heure mal cadencés aujourd'hui (SA 2025) à 6 TER par heure avec un cadencement attractif et plus lisible entre Cannes et Menton.

Cette opération contribue par ailleurs à améliorer le système ferroviaire à l'échelle régionale et permettra l'augmentation des liaisons ferroviaires entre Marseille et Nice, avec 1 train supplémentaire par heure et par sens (3 au lieu de 2).

Offrir un service plus fiable

Grâce à des aménagements permettant une meilleure gestion des circulations ferroviaires, l'opération NAE contribuera à l'amélioration de la qualité du service ferroviaire localement, et contribuera à son amélioration à l'échelle régionale.

Préserver le développement du fret

La coexistence de trains de vitesses différentes sur un axe unique a été une problématique centrale dans la conception du projet.

L'opération NAE contribuera à dégager de la capacité et apportera de la robustesse qui bénéficiera aussi au fret.

En heures de pointe, la capacité dégagée sera en effet utilisée par le TER et en heures creuses, de nouveaux sillons fret pourront être proposés.

Ainsi, à l'issue de la phase 2 du projet, avec la libération des voies du raccordement des Chartreux par la majorité des trains de voyageurs au bénéfice du fret, la capacité supplémentaire dégagée pour l'insertion des trains de fret serait de :

- 1 à 2 sillons fret par jour Miramas-Vintimille (selon le sens) ;
- 2 à 3 sillons fret par jour Miramas-La Seyne (selon le sens).

Améliorer la desserte du territoire

La gare ferroviaire sera au cœur d'une offre de transport multimodale actuellement dense et qui sera amenée à s'intensifier au cours des années à venir du fait :

- De la proximité immédiate de l'Aéroport de Nice Côte d'Azur
- Des arrêts des lignes 2 et 3 du tramway de Nice, reliant directement la gare au centre-ville, à l'aéroport et à la plaine du Var. A horizon 2030/2032, le prolongement de la ligne 2 et la création de la ligne 4 du tram permettront de rejoindre l'autre rive du Var.
- Du renforcement du réseau cyclable métropolitain au fil des années dans l'objectif de promouvoir les déplacements cyclables et d'atteindre une part modale du vélo de 10% en 2026 (fixé par le plan vélo de Nice). La gare accueillera une vélo-station d'une capacité de 518 places.
- De l'intégration complète de la gare routière dans le PEM
- De la construction d'un parking VL longue durée d'une capacité de 445 places, dont 60 places pour le parc des loueurs et 30 places pour la dépose minute et les déposes/reprises taxis
- D'un maillage fin de voies dédiées aux modes doux permettra des traversées sécurisées et agréables depuis et vers la ZAC Grand Arénas.

Développer les synergies avec les projets urbains structurants

La conception de la gare de NAE s'est faite en étroite coordination avec les projets de l'OIN. En effet, la gare a été élaborée comme un élément de la ville à part entière permettant une insertion fine des opérations portées par l'aménageur de la zone : La Zac du Grand Arénas d'une part, le Quartier de PEM d'autre part.

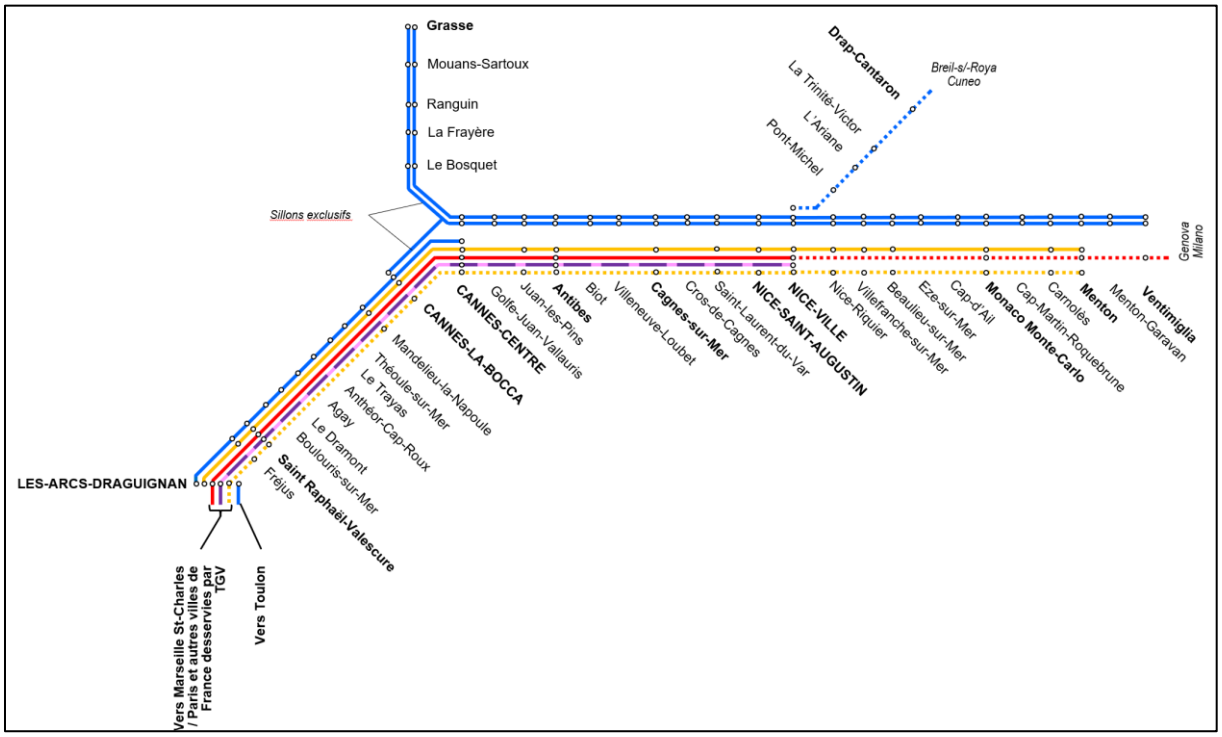
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

LES SERVICES RENDUS POSSIBLES

Les horaires des trains sont conçus au départ sur une trame régulière et répétitive. Cette trame dite « systématique », qui donne la structure de base du service, utilise au mieux la capacité disponible. Elle peut donc évoluer quand l'infrastructure et les équipements améliorent les performances du système.

Situation actuelle (SA2019)

Rappel : il s'agit de l'hypothèse de service annuel retenue pour les études socio-économiques et d'exploitation du projet des Phases 1 & 2 LNPCA.



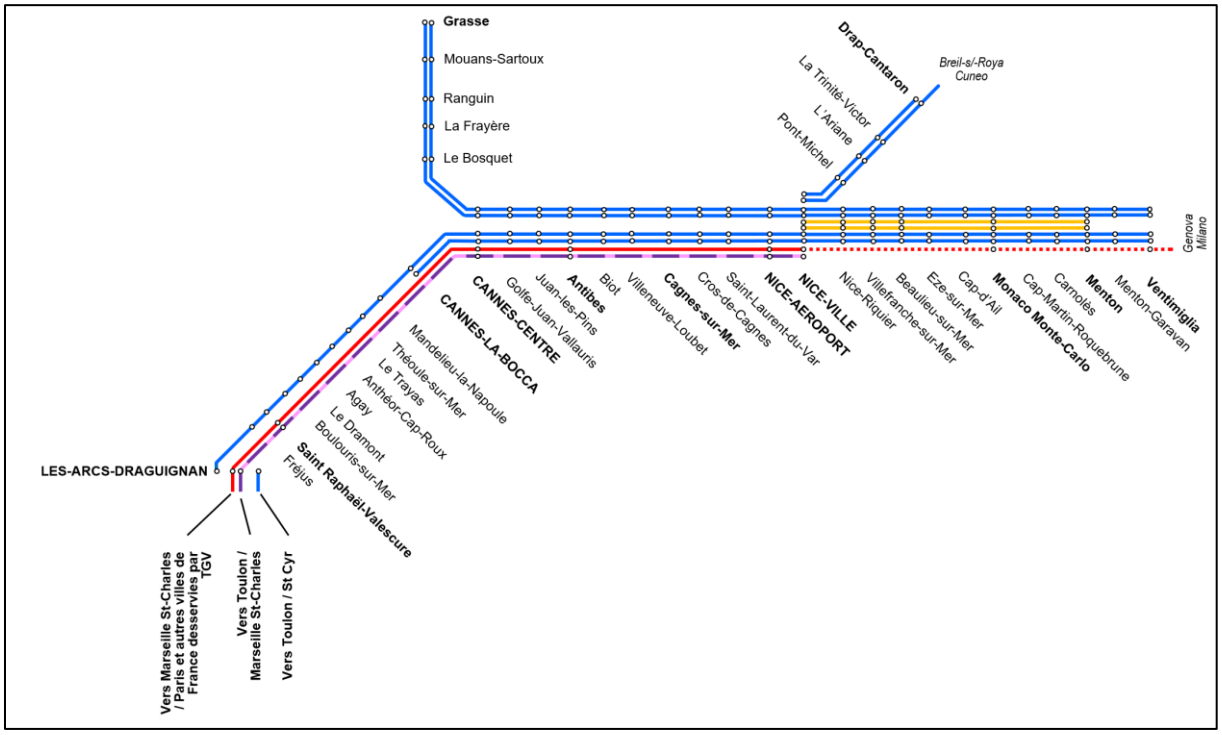
En 2019, la gare TER de Nice St Augustin est desservie en période de pointe par 3 TER / heure /sens :

- 2 TER omnibus Grasse – Vintimille
- 1 TER semi-direct Les Arcs – Menton

Nota : En 2025, la gare a bénéficié de l'amélioration de l'offre TER dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du service azuréen, se traduisant par une desserte de 4 TER / heure / sens. Par ailleurs, l'arrêt en gare de l'ensemble des trains Interville a été généralisé à la demande de l'AOM, afin d'améliorer l'accessibilité de l'aéroport par le fer.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Phase 1



A la mise en service de la gare TER/TGV de NAE, en heure de pointe, cette gare sera desservie par :

- 4 TER / heure / sens, desservant toutes les gares sur leur parcours :
    - 2 TER Grasse Vintimille
    - 1 TER Les Arcs Vintimille
    - 1 TER Cannes la Bocca Vintimille
- 2 trains rapides / heure / sens (TGV et TER Interville Marseille Nice)

Phase 2 (sans aménagements complémentaires)

Les aménagements du projet sur la Côte d'Azur et aux Arcs permettront de mettre en œuvre une offre TER selon deux schémas distincts :

- 6 TER omnibus cadencés aux dix minutes (scénario omnibus)
- ou 4 TER omnibus cadencés aux 15 minutes complétés de renforts assurés par 2 TER semi-directs cadencés aux 30 minutes en période de pointe (scénario mixte).

Indépendamment du scénario qui sera choisi, 4 TER / heure / sens omnibus seront prolongés à Vintimille.

La gare de NAE pourra être desservie par :

- 6 TER / heure / sens circulant entre Monaco et Menton à l'Est et Cannes à l'Ouest. Ces missions pourront aussi donner accès :
    - à Grasse toutes les demi-heures
    - aux Arcs 1 à 2 fois par heure
    - à Vintimille 4 fois par heure ;
- 3 trains rapides / heure / sens (TGV et TER Interville Marseille Nice).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

HYPOTHESES DU NOMBRE QUOTIDIEN DE TRAINS PAR SENS

Les dessertes modélisées pour les études socio-économiques aux horizons de mise en service des phases 1 & 2 du projet des phases 1 & 2 sont représentées dans le graphique ci-après.

Elles constituent des hypothèses médianes des projections d'évolution de services.

Il convient néanmoins de préciser que le niveau d'offre sera défini précisément environ deux ans avant l'année de mise en service par le Conseil Régional et au travers de la vente des sillons pour les circulations relevant des services librement opérés.

Avec le projet, la gare de Nice Aéroport sera ainsi desservie par :

- 16 allers-retours Les Arcs-Vintimille omnibus ou semi-directs,
- 24 allers-retours Cannes la Bocca – Menton omnibus ou semi-directs,
- 24 allers-retours Grasse-Vintimille omnibus.

Par ailleurs, 17 trains rapides (TGV et TER Intervilles) circulaient quotidiennement en 2019, dans chaque sens entre Marseille et Nice dont 2 s'arrêtent à Nice Saint Augustin.

Il est prévu qu'ils soient une trentaine à l'horizon du projet des phases 1&2, et tous s'arrêteront à Nice Aéroport.

Nota : Depuis 2021, la Région, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, a engagé un processus d'ouverture à la concurrence qui permet d'accroître le nombre de liaisons quotidiennes.

La ligne étant saturée en heure de pointe, il s'agit de renforcer l'offre en heure creuse, pour proposer une offre plus homogène dans la journée à l'image des RER Parisiens.

Le service 2025 programmé comporte ainsi 91 trains quotidiens entre Cannes et Nice, soit plus que l'hypothèse médiane prise dans la DUP pour la phase 1.

Le projet LNPCA permettra d'accroître l'offre en heure de pointe : la Région n'a pas encore défini l'offre effective qu'elle proposera à l'horizon phase 2 sur la journée

Fret : en hypothèse de base, il est considéré que le trafic fret ferroviaire actuel est maintenu : 3 trains fret par jour et par sens.

A l'issue de la phase 2 du projet, avec la libération des voies du raccordement des Chartreux par les trains de voyageurs au bénéfice du fret, la capacité supplémentaire dégagée pour l'insertion des trains de fret pourrait être de :

- 1 à 2 sillons fret Miramas-Vintimille (selon le sens) ;
- 2 à 3 sillons fret Miramas-La Seyne (selon le sens).

HYPOTHESES DIMENSIONNANTES EN MATIERE DE MATERIEL ROULANT

Type de mission	Matériel roulant
TAGV	**TGV M UM2**
TER IV Marseille – Nice	**Régio 2N UM2**
TER Azur	**Régio 2N UM2**
FRET	**BB 27000 + MA100 1800 t**

L'ensemble des caractéristiques du matériel TGV M UM2 n'étant pas encore connu, le TGV 2N2 UM2 (TGV Duplex) est pris en compte dans les différentes études de modélisation (exploitation, acoustique, vibration, …).

Pour monter les grilles horaires LNPCA, le projet LNPCA en accord avec la Région a pris les hypothèses de matériels roulants ci-dessous :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La synthèse du matériel roulant utilisé par type de mission se trouve dans le tableau suivant :

Type de mission	Matériel roulant	Matériel roulant modélisé
TAGV	TGV M UM2 (1)	TGV 2N2 UM2
IC Marseille – Bordeaux	CAF matériel Oxygène (Z26700)	CAF matériel Oxygène Ou BB26000 + Corail 10V
TER ACC Marseille – Narbonne	BGC UM2	BGC UM2
TER ACC Marseille – Avignon via Arles	BGC / Régiolis / TER 2N PG UM2	TER 2N PG UM2 (2)
SLO Marseille – Avignon – Paris	BB26000 + Corail 10V	BB22000 + Corail 10V
TER ligne d'Aix	BGC / Régiolis	BGC (2)
TER Marseille – Miramas (CB)	BGC (BEMU) / Régiolis	BGC (2)
TER Marseille – Avignon via Salon	BGC / Régiolis / TER 2N PG UM2	BGC (2)
TER IV Marseille – Nice	Régio 2N UM2	Régio 2N UM2
TER Navette Marseille – Aubagne	Régiolis US	Régio 2N US (3)
TER Marseille – Toulon – Hyères	Régio 2N UM2	Régio 2N UM2
TER Navette toulonnaise	Régio 2N US	Régio 2N US
TER Azur	Régio 2N UM2	Régio 2N UM2
TER ligne de Breil	XGC 3 caisses	XGC 3 caisses

(1) le matériel TGV M UM2 est légèrement plus long que 400m, à prendre en compte dans le dimensionnement de l'infrastructure
(2) le matériel roulant péjorant a été pris en compte après analyse des performances
(3) les caractéristiques ERTMS du Régiolis n'étant pas connues, il est remplacé par la composition Régio 2N la plus proche

Le projet LNPCA a été pensé comme la colonne vertébrale du système de transport régional : son articulation avec les systèmes de transport collectifs métropolitains est essentielle pour qu'il joue pleinement son rôle.

PROGRAMME FONCTIONNEL DES ESPACES DE GARE

L'opération de NAE permettra :

- L'accueil de Trains A Grande Vitesse et la création de nouvelles structures d'accueil des voyageurs, faisant de Nice Aéroport une gare de dimension internationale
- Contribue à atteindre une offre de fréquence de 6 TER/heure/sens cadencés entre Cannes et Menton ;

Ces objectifs fonctionnels sont atteints notamment grâce à :

- La création de 2 voies à quai supplémentaire de 410 ml de longueur utile
- Le prolongement et l'élargissement du quai Nord actuel et de la voie contiguë à 410 ml
- L'élargissement du quais Sud actuel pour permettre l'accueil des voyageurs en lien avec les augmentations de flux
- La création de nouvelles structures d'accueil des voyageurs, s'inscrivant au cœur du Pôle d'Echanges Multimodal de Nice Aéroport.

Desserte

La future gare de NAE ne sera pas une gare Origine-Destination, pour autant tous les trains marqueront l'arrêt à NAE. Ces caractéristiques sont déterminantes pour la programmation des fonctionnalités de la gare, ils ne sont donc pas conçus pour accueillir des fonctions d'avitaillement ou de réassort, les concepteurs s'intéresseront toutefois à identifier le potentiel de mutation de la gare pour le permettre.

Potentiel d'évolution

La Gare Nice Aéroport aura un rôle important pour le système ferroviaire azuréen. A cet effet, la conception des espaces devra permettre la montée en puissance de l'offre (arrêts plus fréquents, Terminus…). La gare offrira 4 voies à quai dès sa mise en service. Une évolution à 6 voies à quai devra être permise par la conception.

Fréquentation des voyageurs

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

A l'horizon de la mise en service de la navette azuréenne, la fréquentation attendue de la gare de NAE, calculée à partir du modèle de trafic recalé, serait en forte augmentation avec près de **20 000 voyageurs journaliers**.

JOB (calculé sur la base d'une fourchette haute de l'offre TAGV), répartis en :

- 16 375 voyageurs régionaux, soit 75% d'augmentation du trafic régional constaté en 2019
- 4 045 voyageurs grandes lignes soit plus de 1,5 million de voyageurs grandes lignes par an,

> Soit un JOB total de 20 420 voyageurs.

Ceci correspondrait à une fréquentation annuelle de 6 775 000 voyageurs par an.

Le profil des voyageurs :

- 75% de voyageurs régionaux soit 5 076 000 voyageurs
- 25% de voyageurs Grandes Lignes soit 1 699 000 voyageurs.

Un nombre de voyageurs équilibré dans les deux sens de circulation en JOB :

- Sens Marseille vers Nice = 9 443 voyageurs en montées et descentes
- Sens Nice vers Marseille = 10 977 voyageurs en montées et descentes

Des montées majoritaires sur les gares de proximité (Est Var et Alpes maritimes)

Hypothèses annuelles de fréquentation à horizon 2035

Nice Saint Augustin / Nice Aéroport	**2019**	**Phase 1&2 2035 AMS**	**Phase 1&2 2035 AME**
Trains régionaux	2 760 000	4 674 000	5 076 000
Grandes lignes		1 590 000	1 699 000
TOTAL	**2 760 000**	**6 264 000**	**6 775 000**

Pratiques, Intermodalité

L'analyse met en exergue des pratiques modales tournées vers les modes doux et les transports en commun. La gare sera accessible à pied ou en tramway pour :

- 96% des voyageurs régionaux (actuels TER),
- 58% des voyageurs TAGV longue distance.

▪ Véhicules légers

La gare offrira une offre de stationnement pour les véhicules légers d'une capacité d'environ 445 places. La gare offrira une aire de dépose minute et de dépose/reprise des taxis de 30 places.

Le parc de stationnement devra permettra d'accueillir en son sein la flotte des loueurs de véhicules de la gare (60 véhicules).

Le parc de stationnement permettra d'accueillir 50 deux roues motorisés.

▪ Intermodalité Air/fer

L'ACA, l'Aéroport Côte d'Azur voit transiter 14 485 423 voyageurs annuellement (passagers comptés en 2019) :

- + 4 654 436 passagers en 10 ans (2009-2019)
- Soit une progression de 40% en 8 ans (10 406 000 passagers en 2011)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- La chute des fréquentations a été directement liée à la crise la crise sanitaire mais la reprise a été très forte depuis 2020. On considèrera donc les prévisions de trafic en excluant l'anomalie liée à la crise COVID.

Un aéroport de départ ou de destination

- **Seulement 0,1% des passagers sont en transit** soit des entrées/sorties quasiment équivalentes au nombre de passagers
- Les flux entrants et sortants sont équivalents

Des pics de fréquentation en période estivale sont observables.

- Un doublement du trafic en période estivale avec une dominante de vols internationaux (3/4 des passagers)
- 760 000 passagers en Janvier > 25 000 passagers/jour en moyenne en 2019
- 1 700 000 passagers en Juillet > 57 000 passagers/jour en moyenne en 2019

Adressage

- Le bâtiment voyageurs (BV) doit être accessible par l'ensemble des usagers des transports en commun du PEM en moins de 5 minutes depuis les arrêts.
- La gare est accessible aisément pour les piétons sur ses faces Est, Ouest et Nord.
- Les accès routiers pour les véhicules légers et les taxis sont adressés à l'Ouest du PEM soit vers le parc de stationnement soit vers l'aire de dépose taxis/ dépose-minute.
- Les accès logistiques sont adressés à l'Ouest de la gare au RdC du bâtiment de parking, les flux logistiques transitent dans les espaces du PEM via des circulations spécifiques.
- Les accès depuis ou vers la gare routière sont positionnés dans la continuité du bâtiment voyageurs sur le parvis haut ou au niveau voirie à l'Est de la gare.
- Depuis le tramway, le parcours voyageurs d'accès aux trains est fluide et lisible, adressé à l'Est du dispositif.
- La vélo-station est accessible sous le bâtiment voyageurs directement depuis les espaces publics à l'Est de la gare.

Le PEM doit permettre des traversées piétonnes fluides et apaisées notamment dans le cadre de l'inscription de la gare dans l'arc paysager du secteur. Tous les cheminements d'accès sont protégés, balisés, éclairés. Les dispositifs d'orientation vers toutes les composantes du pôle multimodal sont particulièrement lisibles.

L'accès au BV doit être hiérarchisé afin de garantir la lisibilité des espaces notamment pour les usagers occasionnels (touristes, etc…). Ainsi la matérialisation d'une entrée principale de la gare sera essentielle. L'accès principal de la gare doit se situer au niveau des flux piétons les plus importants qui sont localisés sur l'axe Nord-Sud face aux arrêts de tramways et aux cheminements piétons/vélos depuis le centre-ville.

Un parvis en niveau +3 NGF est nécessaire afin d'assurer la sécurité des piétons le long de la voie de TC et de permettre la répartition des flux voyageurs entre la gare et la gare routière. L'accès principal vers la gare au niveau +10 NGF doit se traduire par des circulations verticales « monumentales » permettant d'assurer un cheminement intuitif, une bonne absorption des flux en heures de pointe et l'identification de la gare dans l'espace public depuis la voirie.

Orientation des flux voyageurs au sein des espaces de gare

Les principes de conception de la gare doivent reposer sur :

- **La mono-orientation des flux**
- **La plus grande lisibilité possible des parcours**

Afin de garantir une fluidité des circulations et éviter les congestions liées à des croisements de flux, les cheminements des usagers devront s'inscrire dans une continuité de parcours et éviter les demi-tours.

La création de cheminements intuitifs et les plus rectilignes possibles permet aux voyageurs d'appréhender l'espace gare dans sa globalité et mieux apprécier son environnement.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Des espaces ouverts, lisibles, d'une évidence de cheminements, cohérents et sans ambiguïté (visuelle, sonore …) pour une fluidité des circulations, pour se repérer dans l'espace sans avoir besoin d'être guidé par des panneaux ou un smartphone.

L'accès aux quais se fait par un axe principal jalonné par de l'information dynamique et statique pour gérer au mieux les flux et le décongestionner.

- Depuis l'espace de la circulation principale (hall) du BV pour le quai latéral Nord,
- Depuis la passerelle du niveau +17 NGF pour accéder aux quais et à la passerelle

Tous les cheminements sont calibrés et adaptés à toutes les difficultés de mobilité : voyageurs avec bagages, famille avec enfants, personne avec accompagnateur…, voyages de groupe et des PMR.

OFFRE DE SERVICE

Le Pôle d'Echanges Multimodal comprendra une offre de services et de commerces à destination des voyageurs, en adéquation avec l'offre présente dans le quartier, au contact immédiat des espaces à créer dans le cadre du projet de PEM.

Le Pôle d'Echange dont la gare représentera environ 3000m2 de surfaces de plancher est structuré en plusieurs niveaux de référence.

Au niveau +6,5 NGF, une vélos-station d'une capacité d'environ 500 places sera constituée et sera munie d'accès directs depuis les espaces publics (Axe Nord-sud dénommé Boulevard Maitre Maurice Slama).

Au niveau +10 NGF, le niveau actif, concentrateur des services aux voyageurs, la gare comprendra :

- Un hall d'accueil et d'attente
- Un espace de vente mutualisé pour les titres de transports en commun (titres ferroviaires régionaux + réseau de transport RLA)
- Un espace d'accueil pour les PSH d'environ 40m2 conforme aux dispositions règlementaires (STI PMR, règlement accessibilité, ERG)
- Un espace multi-services offrant notamment des espaces pour accueillir une consigne et une conciergerie d'une surface d'environ 100m2
- Une antenne de l'office du tourisme métropolitain d'une surface d'environ 30m2
- Un point d'information d'une surface d'environ 20m2
- Des sanitaires voyageurs d'une surface d'environ 40m2
- Des surfaces commerciales présentant une offre adaptée à l'attente en gare et à l'animation des espaces

Au niveau +13,5 NGF, la gare présentera un niveau dédié aux services d'exploitation du PEM. Ce niveau d'environ 1000m2 abritera notamment les exploitants de la gare, les locaux pour les transporteurs ferroviaires, les services de sécurité et sûreté de la gare, un poste de surveillance, des espaces d'appui pour les mainteneurs des équipements et le local de pause des chauffeurs de la gare routière pour une surface d'environ 50m2.

Au niveau +17 NGF, un espace d'attente ouvert du bâtiment des voyageurs sera animé par des kiosques commerciaux représentant environ 50m2, les espaces seront en connexion directe avec la passerelle d'accès aux quais.

Les niveaux extérieurs (niveau + 17 NGF du bâtiment voyageurs, la passerelle d'accès au quais et les quais), plus généralement l'ensemble des parcours depuis les espaces publics seront couverts et abrités des effets du vent dans une large mesure pendant les périodes hivernales pour offrir un confort optimal aux voyageurs.

Le dispositif permettant d'atteindre cet objectif fonctionnel est composé d'un grand ouvrage en toiture : La canopée bioclimatique ainsi que d'abris filants sur les quais.

Navette toulonnaise :
Programme Saint-Cyr-sur-Mer

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Programme technique détaillé SNCF Réseau

Les études projet concernent le déplacement de la gare de Saint-Cyr vers l'ouest de 350m environ et le réaménagement de la gare et des voies de garage fret pour permettre l'origine-terminus Ouest de la navette toulonnaise.

Présentation des ouvrages

L'opération nécessitera pour le périmètre sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau :

- La création de 2 voies tiroir centrales de 220 m en impasse pour les terminus ouest des navettes toulonnaises. Elles sont créées dans la partie centrale de la plateforme ferroviaire existante, à l'emplacement des anciennes voies V1 et V2.
- La reconstruction des voies de garage fret de 750 m à l'ouest des futurs quais de la gare par élargissement du remblai. La majorité du secteur ouest est en contexte remblais, avec des hauteurs atteignant 5,5 à 8,5 m. Deux murs de soutènements seront prévus pour supporter les remblais d'apport de la nouvelle plateforme ferroviaires. Quelques secteurs sont en profil rasant et ou en faible déblai (hauteur maximale de 2,5 m). Des murs de soutènements seront construits pour tenir les remblais et déblais autour des voies.

  Les travaux de voie représentent environ :
  - 1 848 m de dépose de voie principale et 211 m de voie de service ;
  - 4 517 m de création de voies nouvelle
- La création de trois bassins de rétentions :
  - Sur la parcelle située à l'ouest d'Aqualand le long du faisceau ferroviaire pair avec un volume de 2110 m³.
  - Un bassin enterré sous le remblai ferroviaire côté sud avec un volume de rétention calculé de 315 m³.
  - Un autre bassin sera implanté au Nord-Est de la Bourrasque avec un volume de rétention calculé de 922 m³.
- La reprise de 4 ponts-rails :
  - Le PRA de Sorba sera prolongé pour permettre de supporter les deux nouvelles voies crées par la mise en place de nouveaux tabliers.
  - Le PRA sur le chemin du Roumanieu : deux tabliers (dalle BA) seront créés pour supporter les voies.
  - Le PRA sur le chemin des Pradeaux qui sera prolongé, avec le réemploi des 4 tabliers existants (dont 2 élargis), et un tablier neuf.
  - Le PRA sur l'avenue du Général de Gaulle sera élargi, l'implantation de l'ouvrage futur est donc obtenue en projetant un tablier RAPUM par voie, deux poutres pistes pour assurer le gabarit, deux sommiers préfabriqués et un cadre pour constituer un passage de mode doux. Des murs sont créés pour soutenir le talus ferroviaire dans le sens vers Marseille (mur en aile Sud d'une longueur de 5.60 m et une hauteur comprise entre 1.45 m et 4.19 m, et mur en aile Nord d'une longueur de 5.87 m et une hauteur de 4.47 m).
- Un ouvrage de transparence hydraulique, situé au PK 41+629, sera prolongé à gabarit hydraulique identique, afin de supporter deux nouvelles voies. Deux murs de soutènements Nord et Sud seront réalisés. Nota : la conception du projet a été optimisée pour ne pas nécessiter de modification des autres ouvrages de traversée existants.
- L'adaptation en lien avec le projet HMPV du poste Argos et du paramétrage ERTMS qui seront mis en exploitation conjointement. Les travaux de signalisation dans le cadre du projet sont le paramètre du poste ARGOS et l'équipement des voies pour tenir compte des modifications du plan de voie de Saint-Cyr.
- La modification des installations de traction électrique, l'opération nécessite la dépose de 10 761 mètres et la pose de 11 745 mètres linéaires de caténaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Hypothèses dimensionnantes en matière de phasage

Les hypothèses dimensionnantes en matière de phasage sont les suivantes :

- Conservation de l'exploitabilité de la gare de St-Cyr pendant toute la durée des travaux (y compris gare déplacée)
- Limiter les impacts sur l'exploitabilité des voies de garage FRET (peu de coupures de ces voies) pendant toute la durée des travaux
- Pas de modifications sur le poste de signalisation existant (uniquement dégradations, neutralisations)

Besoins d'acquisition de données, dévoiement des réseaux

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Réalisation d'essai d'infiltration
- Sondage et caractérisation de la plateforme
- Sondages pollution de sol (et études associées : historique et diagnostic, plan de gestion…), caractérisation des matériaux excavés
- Diagnostics du ballast
- Diagnostics amiante/plomb
- Relevés des fils d'eau des réseaux d'assainissement existants
- Etudes de dévoiement de réseaux
- Inventaires écologiques.

Programme technique détaillé SNCF Gares & Connexions

Hypothèses de dimensionnement des espaces

Le pôle d'échanges multimodal de Saint-Cyr-sur-Mer a été dimensionné sur la base des éléments suivants :

- Des fréquentations voyageurs à horizon 2035 issus du Modèle Régional de Trafic (MRT) scénario AMS/AME en tenant compte de la fourchette haute, soit 660 000 voyageurs annuel (2035 phase 2 scénario AME) et 2 128 voyageurs JOB (2035 phase 2 scénario AME)
- Des enquêtes voyageurs réalisées en 2020 précisant notamment la provenance des voyageurs et les parts modales.
- Des éléments de programme qui ont été précisés tout au long de la phase AVP par l'AOM et les maitres d'ouvrage tiers.
- De la modification de programme dont l'étude a été validée en COTEC du 20 mars 2024 et qui porte le nombre de places de stationnement vélo sécurisé à 136 places (15% des flux entrants en gare à horizon 2035 avec un palier possible à 9%) au lieu des 40 places identifiées initialement (DMP n°6).
- De la modification de programme validée en COTEC du 20 mars 2024 qui porte sur l'obligation de solarisation de la toiture du parking silo.
-

Ainsi le projet consiste en :

- La création de 2 quais centraux de 220 ml desservis par un passage sous voies accessible de plain-pied depuis le parvis. Chaque quai central est accessible par un escalier et un ascenseur. L'entrée de ce passage sous voies est le seul accès aux quais.
- La condamnation du passage souterrain existant
- La création d'un ouvrage comprenant l'aménagement de 294 places de stationnement VL longue durée sur 4 niveaux de plancher et de 19 places pour les deux roues motorisées. Les 294 places VL comprennent 6 places PMR, 15 places IRVE et 60 places pré-équipées IRVE.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- L'aménagement dans ce même ouvrage au niveau rez-de-chaussée d'un hall des voyageurs, d'un local vélo sécurisé de 108 places (complété par des arceaux extérieurs pour 28 vélos) et des locaux d'exploitation. Les accès à ces trois espaces se font depuis le parvis avec des accès indépendants les uns des autres.
- L'aménagement d'un parvis cœur de l'intermodalité regroupant le stationnement courte durée (20 places), la desserte taxis et les aménagements modes actifs. Le parvis assure à la liaison urbaine nord-sud entre l'entrée de la gare et le nouveau quartier.
- La création d'une voie des mobilités actives en liaison ouest – est et qui se connecte au réseau projeté dans l'opération Pradeaux-Gare.
- la création de quais bus intégrés dans le chemin de Tacone élargi à un double-sens véhicule

Programme de services volet confort

- Les quais sont aménagés avec des espaces abrités (10 m2 en abri ponctuel et 260 m2 sous abri filant sur chaque quai) comprenant des places assises (24 places sur chaque quai) et des poubelles bi-flux
- Le passage sous voies est une zone de transit, il n'y a pas de mobilier dans cet espace. Chaque quai est accessible par un escalier et un ascenseur. Une poubelle tri-flux est positionnée à l'entrée du passage sous voies.
- Le hall des voyageurs est aménagé avec un espace d'attente, une zone regroupant des distributeurs de boissons/snacking, une fontaine à eau ainsi qu'un accès vers un sanitaire mixte à nettoyage automatique.
- Le parvis est végétalisé et ombragé afin de favoriser le confort d'été.
- Une borne foraine est intégrée au parvis pour permettre de positionner un stand éphémère de 10m2.

Programme de services volet information des voyageurs

- Les quais sont équipés d'informations dynamiques (écrans TFT, horloge et sonorisation) et statiques (signalétique nom de gare et de jalonnement).
- Le passage sous voie est équipé d'informations statiques (signalétique de jalonnement).
- L'entrée de la gare est équipée d'informations dynamiques (écran TFT) et statiques (signalétique de jalonnement, nom de gare, affichage 'bienvenue en gare', affichage réglementaire et informations intermodales...).
- Le hall des voyageurs est équipé d'un écran d'informations dynamiques, de l'affichage réglementaire et d'informations intermodales. Le hall n'est pas sonorisé (pas d'annonce commerciale).
- La zone d'arrêt taxis est équipée d'un totem de marquage du service.

Programme de services volet sureté

- Les quais, accès aux quais, passage sous voies et entrée de gare sont vidéosurveillés
- L'entrée de gare est équipée d'un système de fermeture automatique permettant ainsi de fermer l'accès au domaine ferroviaire du dernier au premier train.
- Le hall des voyageurs est quant à lui équipé avec un système d'Ouverture Programmée (GOP). L'espace est vidéosurveillé.
- Le local vélo et le parking VL longue durée sont vidéosurveillés.
- Sur le parvis, la dépose minute est vidéosurveillée et les accès au parking sont équipés de barrière.

Programme de services volet accessibilité

- Des balises sonores sont implantées sur le parcours voyageurs pour guider les PMR vers les services essentiels (distributeur de billet, sanitaires publics, accès aux quais).
- Des bandes de guidage sont implantées de l'entrée de gare vers les services essentiels pour orienter les PMR.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Places de stationnement PMR : une place au niveau de la dépose-minute (stationnement courte durée) et 6 places à l'intérieur au RDC de l'ouvrage.

Equipements transporteurs

- 1 distributeur automatique de billet à l'entrée de la gare.
- Les locaux d'exploitation prévoient des espaces pour les équipes mobiles et pour les prestataires de la gare : une tisanerie, des sanitaires ainsi que des vestiaires homme/femme séparés.

Limites de prestation :

Les limites d'intervention sont représentées ci-dessous. Les ouvrages de voirie, les trottoirs, les quais bus, la piste cyclable seront remis à un gestionnaire tiers en situation cible. Les aménagements à prévoir par le futur gestionnaire et exploitant sont :

- la fourniture et pose des mobiliers suivants : abris bus, bancs, poubelles, cendriers, mats de vidéosurveillance ainsi que les caméras de vidéosurveillance.

Le projet LNPCA prévoit :

- les massifs, fourreaux et câbles pour alimenter les mobiliers et équipements du futur gestionnaire
- l'éclairage public nécessaire à la voirie publique.

Phasage travaux :

Les travaux seront réalisés hors site exploité :

- Le site existant sera maintenu en activité pendant toute la durée du chantier. A l'exception des opérations coup de poing qui seront nécessaires pour la mise en œuvre du passage souterrain notamment.
- A la mise en service du nouveau site, la desserte routière devra être assurée en coordination avec la ville de Saint-Cyr-sur-Mer. Des aménagements provisoires pourront être nécessaires afin d'assurer la desserte routière du PEM.

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Etude hydrogéologique
- Réalisation d'essais de perméabilité complémentaires
- Diagnostics sites et sols pollués complémentaires.
- Diagnostic amiante / plomb/ HAP
- Etude de dévoiement de réseaux concessionnaires

Interfaces entre SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions (foncier, procédures réglementaires, conditions de réalisation des travaux…)

- ***Analyse des risques***

Les risques sur cette opération sont de trois ordres :

- Le transfert éventuel d'activités commerciales
- Le relogement de particuliers
- L'interface avec le projet Pradeaux-Gare notamment pour la création de la voirie d'accès au PEM qui pourra nécessiter des aménagements provisoires.

Ces hypothèses nécessitent un maximum d'anticipation pour répondre aux exigences des textes, plus particulièrement par rapport aux propositions de relogement et diminuer le risque sur le planning de l'opération

.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Conditions de réalisation de travaux

Sur l'opération de St Cyr, le phasage et le calendrier prévisionnel des travaux à l'issu des études AVP nécessitent les besoins capacitaires suivants :

- Des limitations temporaires de vitesse à 60km/h entre 2027 et 2030
- Des fenêtres génériques de nuit toute l'année entre septembre 2026 et décembre 2030
- Des opérations coup de poing :
    - En 2027 : OCP de 36h en mai et 96h en novembre
    - En 2028 : OCP de 72h en juin et 60h en novembre
    - En 2029 : OCP de 30h en février et 72h en avril
    - En 2030 : OCP de 96h en avril et 120h en mai

Le planning de réalisation et les estimations associées sont fortement dépendants de l'obtention des financements afin d'utiliser ces capacités conformément au calendrier repris ci-dessus et de garantir une mise en service de St Cyr à l'horizon 2030 commune avec la mise en service du lot 3 d'HPMV.

Principaux enjeux environnementaux et règlementaires

Les principaux enjeux pris en compte sont les suivants :

- **Bâti/foncier** : impacts directs sur le bâti (une dizaine de maisons sont concernées).
- **Milieux agricoles** : impact foncier sur des parcelles de vigne (élargissement de la plateforme ferroviaire, d'où décalage d'un chemin rural)
- **Eaux superficielles** : allongement d'ouvrages hydrauliques, gestion des eaux de pluie, élargissement du PRA Charles de Gaulle modifiant l'écoulement des crues.
- **Acoustique** : isolation de façades d'habitation,
- **Vibrations** : traitement des impacts par la pose de systèmes anti-vibratiles.

Les principaux enjeux réglementaires (autorisations, procédures nécessaires à la réalisation de l'opération de Saint-Cyr relatifs aux codes de l'environnement, du patrimoine et de l'urbanisme) sont les suivants :

- Saisine au titre de l'archéologie préventive, déposée à l'horizon mi 2024, couvrant les périmètres SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions ;
- Demande d'autorisation environnementale (DAE), déposée à l'horizon fin 2024, couvrant les périmètres SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions de la phase 1 LNPCA, et comprenant les volets relatifs aux autorisations : dossier loi sur l'eau, dérogation aux espèces protégées et coupe/abattage des arbres d'alignement,
- Permis de construire (valant permis de démolir pour les bâtiments concernés) déposé à l'horizon mi-2025 pour les aménagements du pôle d'échanges multimodal (périmètre SNCF Gares et Connexions),
- Permis de démolir si requis pour les bâtiments concernés par les aménagements des nouvelles emprises ferroviaires (périmètre SNCF Réseau), dont l'horizon de dépôt reste à définir.
- En phase travaux, divers dossiers d'autorisations (voirie, ICPE, etc.)

Mesures compensatoires environnementales, dont coût prévisionnel de suivi des mesures après mise en service

Les mesures compensatoires environnementales sur l'opération de Saint-Cyr sur Mer concernent la coupe-abattage et la replantation des arbres qui seront retirés :

- Pour la réalisation des travaux d'aménagement ferroviaire ;
- Pour les travaux de reprises de l'ouvrage d'art Pont-rail et de l'avenue Charles de Gaulle (arbres d'alignement de la place).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Des aménagements pour les chauves-souris sur les nouveaux bâtiments du PEM et/ou les ouvrages d'art franchissant les cours d'eau sont également provisionnés en mesures compensatoires environnementales.

Le suivi de ces mesures sera assuré par le passage et la vérification terrain d'un prestataire écologique sur une durée de 30 ans (8 passages organisés de la façon suivante : tous les ans sur les 3 premières années, puis tous les 5 ans à partir de la 5ème année).

Les coûts des mesures compensatoires sont inclus dans les coûts globaux de réalisation de l'opération. Le détail figure dans l'annexe 2.3.

Programme : Carnoules, Solliès-Pont, Puget-Ville, Cuers-Pierrefeu, Toulon

Programme technique détaillé SNCF Réseau

Les études Projet concernent :

- L''aménagement en gare de Carnoules pour réception sur voie centrale des TER de la navette toulonnaise en terminus intermédiaire,
- La création de passerelles d'accès aux quais pour remplacer les TVP existantes dans les gares de Solliès-Pont, Cuers-Pierrefeu et Puget-Ville,
- L'électrification de deux voies (Voie Z et 62) en gare de Toulon pour permettre le remisage des rames de la navette toulonnaise

Carnoules

- Aménagement à Carnoules de la voie de service côté Est pour qu'elle puisse accueillir un TER de 220 m en remisage temporaire diurne sans abandon machine. Pour cela la voie 4 Tiroir est prolongée de 150m. Environ 200m de cette voie feront l'objet d'une réfection. Pour le prolongement de la voie 4 Tiroir, hormis les structures d'assise de la nouvelle voie, au droit de la partie existante de la V4T, et d'une partie du prolongement de celle-ci, la création de la piste de cheminement va entrainer la création d'un déblai et le remaniement du pont -rail du chemin des maisons neuves. Celui-ci sera inférieur à 1 m selon le profil en long de la voie, une pente de 3H/2V (3 m de hauteur pour 2 m de largeur) est donc appliquée.
- L'adaptation de la voie centrale pour permettre l'utilisation en alternance du fret et du TER.
- La création en interface avec le projet HMPV du poste ARGOS et du paramétrage ERTMS qui seront mis en exploitation simultanément ; ainsi que l'intégration de la commande du poste ARGOS et des équipements de traction électrique depuis le futur bâtiment CCR/CSS de Marseille. Pour les métiers signalisation/télécom/énergie, l'opération consiste à modifier le poste ARGOS et les installations en ligne ERTMS préalablement mis en place par le projet HPMV pour permettre la mise en service de la situation projetée LNPCA.
- Une modification des installations de traction électrique par une dépose/ pose de 5000m cumulés de caténaires.
- La suppression de la TVP et la fourniture et pose d'une passerelle.

TVP

Les opérations en gares de Solliès-Pont, Cuers-Pierrefeu et Puget-Ville nécessiteront pour le périmètre sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau la suppression des traversées voies piétonnes dans les gares de Solliès-Pont, Cuers-Pierrefeu et Puget-Ville.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Toulon

Le projet prévoit l'électrification de deux voies (Voie Z et 62) en gare de Toulon pour accroitre la capacité de remisage des rames de la navette toulonnaise. Les deux voies nécessiteront une remise à niveau de l'infrastructure rail, attaches et traverses en complément de l'électrification en 25KV.

Phasage des travaux

- Les travaux seront réalisés en maintenant l'exploitation ferroviaire et les activités des quartiers voisins et leur accès en règle générale. Les travaux avec un impact ferroviaire se dérouleront de nuit ou sur des périodes de fins de semaine exceptionnellement. Pour les travaux qui présentent un risque de déstabilisation et de déformation des voies ferrées, il est indispensable de limiter la vitesse des trains dans la zone de travail. Le cumul des limitations entre Toulon et Cannes est de 2 min 30 sec. Ce paramètre exige une coordination et un ordonnancement de toutes les opérations sur le tronçon.
- Carnoules est le siège d'une base arrière pour les travaux d'infrastructure ferroviaire. Le phasage des travaux de Carnoules doit être réalisé avec une prise en compte forte de l'utilisation cette base. Celle-ci est indispensable aux travaux de suite rapide caténaire (remplacement industrialisé de l'armement caténaire) et des travaux de remplacement de rails industrialisé. Pendant ces travaux de nombreux mouvement de trains de chantiers ont lieu entre la base et le lieu des opérations de modernisation du réseau. Le phasage des travaux de Carnoules doit prendre en compte l'activité de la base et de planifier les travaux en dehors des périodes de ces opérations.
- Afin de réduire les coûts et de limiter les besoins en ressources rares, les modifications du plan de voie seront réalisées sans modification du poste signalisation de la gare.

Acquisition de données, dévoiement des réseaux

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Réalisation d'essais d'infiltrations
- Sondage et caractérisation de la plateforme
- Sondages pollution de sol (et études associées : historique et diagnostic, plan de gestion…), caractérisation des matériaux excavés
- Diagnostics du ballast
- Diagnostics amiante/plomb
- Relevés des fils d'eau des réseaux d'assainissement existants
- Etudes de dévoiement de réseaux
- Inventaires écologiques.

Programme technique détaillé SNCF G&C

Hypothèses de dimensionnement des espaces pour la gare de Carnoules

Le réaménagement de la gare de Carnoules a été dimensionné sur la base des éléments suivants :

- Des fréquentations voyageurs à horizon 2035 issus du Modèle Régional de Trafic (MRT) scénario AMS/AME avec prise en compte de la fourchette haute, soit 201 000 voyageurs annuel (2035 phase 2 scénario AME) et 771 voyageurs JOB (2035 phase 2 scénario AME)
- Des montées + descentes des trains aux heures de pointe à l'horizon 2035
- De la modification de programme validée en COTEC du 20 mars 2024 qui porte sur l'obligation de couvrir les parkings aériens sur 50% de leur surface par un système d'ombrière avec production d'énergie renouvelable.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Ainsi le projet consiste en :

- L'aménagement de places de stationnement supplémentaires dans la continuité du parking existant afin d'atteindre 170 places de stationnement sur le site de la gare et en évitant la zone humide localisée en bordure de parcelle côté chemin des Grafeaux.
- la mise en accessibilité des quais sur un linéaire de quai de 220ml comprenant la réhausse des quais et la mise en place d'une passerelle standard équipée d'escaliers et ascenseurs afin de traverser les voies.

Programme de services volet confort

- Les quais sont aménagés avec des espaces abrités (19m2 en abri ponctuel sur le quai latéral et 38 m² sur le quai central) comprenant des places assises (18 places sur le quai latéral et 6 places sur le quai central) et des poubelles bi-flux
- La passerelle est une zone de transit, il n'y a pas de mobilier dans cet espace. Chaque quai est accessible par un escalier et un ascenseur. Une poubelle tri-flux est positionnée à l'accès aux quais.
- Le parking sera en partie végétalisé et en partie couvert par des ombrières photovoltaïques, afin de répondre à la réglementation.

Programme de services volet information des voyageurs

- Les quais sont équipés d'informations dynamiques (écrans TFT, horloge et sonorisation) et statiques (signalétique nom de gare et de jalonnement).
- La passerelle est équipée d'informations statiques (signalétique de jalonnement).
- L'accès aux quais est équipé d'informations dynamiques (écran TFT) et statiques (signalétique de jalonnement, affichage 'bienvenue en gare').

Programme de services volet sureté

- Les quais, et l'accès aux quais sont vidéosurveillés
- L'accès aux quais est équipé d'un portillon avec un système de fermeture automatique permettant ainsi de fermer l'accès au domaine ferroviaire du dernier au premier train.
- Le parking n'est pas vidéosurveillé.

Programme de services volet accessibilité

- Une balise sonore est implantée à l'accès aux quais pour marquer l'entrée de gare ; une bande de guidage est prévue depuis les places PMR vers l'accès aux quais.

Places de stationnement PMR : 3 places PMR sont prévues à proximité de l'accès aux quais.

Phasage travaux : Les travaux seront réalisés en site exploité :

- la desserte ferroviaire sera maintenue pour les voyageurs pendant toute la durée du chantier à l'exception de l'opération coup de poing qui sera nécessaire pour la mise en œuvre de la passerelle. Des modifications d'arrêt des trains pourront être nécessaires pour la réalisation des travaux de quais.
- les services de billetterie automatique et d'informations voyageurs seront maintenues pendant la durée des travaux.

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Etude hydrogéologique
- Réalisation d'essai de perméabilité
- Sondages pollution de sol

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Hypothèses de dimensionnement des espaces pour les gares de Cuers, Solliès et Puget

La création de passerelle pour les gares de Solliès, Cuers et Puget a été dimensionnée sur la base des éléments suivants :

- Des montées + descentes des trains aux heures de pointe à l'horizon 2035 qui devraient stagner entre la situation de 2019 et l'horizon 2035

Ainsi pour ces trois sites, le projet consiste en :

- la mise en place de passerelles standard d'une largeur utile de 3m. Les passerelles sont équipées d'escaliers et ascenseurs (1000kg).
- Les passerelles sont positionnées pour passer au-dessus des caténaires au point le plus bas afin de réduire le nombre de marche d'escalier, limiter le temps de parcours du voyageur depuis le stationnement et être directement accessibles depuis l'accès aux quais afin d'éviter les traversées sauvages.
- Les passerelles étant des zones de transit, elles sont uniquement équipées de signalétique de jalonnement.

Programme particulier pour les gares de Cuers et Solliès

- L'implantation de la passerelle nécessite pour Cuers le déplacement de l'accès aux quais au nord du bâtiment gare. Un nouvel accès sera donc aménagé en reprenant les services actuels : information voyageurs statique et dynamique, local vélo sécurisé, billetterie automatique.
- L'implantation de la passerelle de Solliès nécessite le déplacement de l'accès aux quais de l'autre côté du bâtiment gare à proximité du local vélo sécurisé existant. Le déplacement de l'accès implique une reprise des aménagements (clôture, reprise de sol) de part et d'autre de la gare.

Projet connexe :

Pour les sites de Cuers, Solliès et Puget le projet de création de passerelles s'accompagne d'un programme de rallonge et mise en accessibilité des quais piloté dans le cadre d'une autre convention de financement hors LNPCA. Les projets sont coordonnés afin d'assurer une mise en service des passerelles et des réhausses de quais concomitante.

Phasage travaux :

Les travaux seront réalisés en site exploité et coordonnés avec le projet connexe de rallonge et réhausse de quais sous MOA Gares & Connexions :

- la desserte ferroviaire sera maintenue pour les voyageurs pendant toute la durée du chantier à l'exception des opérations coup de poing qui seront nécessaires pour la mise en œuvre des passerelles. Des modifications d'arrêt des trains pourront être nécessaires pour la réalisation des travaux de quais.
- les services de billetterie automatique et d'information voyageur seront maintenues pendant la durée des travaux.

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Etude hydrogéologique
- Réalisation d'essai de perméabilité
- Sondages sites et sols pollués
- Diagnostic amiante/plomb/HAP complémentaires

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Interfaces entre SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions (foncier, procédures réglementaires…)

Procédures foncières

- ***Carnoules***

Emprises définitives

Aucun besoin d'acquisitions foncières n'a été identifié à titre définitif.

Emprises occupations temporaires

- En longitudinal au sud de la plateforme ferroviaire pour permettre de prolonger la voie de remisage sur un chemin et une bande de vigne (pour rétablir le chemin).
- Le fond d'une Station d'épuration (bois)

Analyse des éléments de contexte

- Zone agricole : L'impact nécessitera de reprendre les tournières. (Libération foncière à réaliser en période hivernale).
- STEP : partie boisée en bord de parcelle
- Analyse des risques : pas de risque majeur identifié sur le site de Carnoules.

- ***TVP***

Pas de besoins fonciers.

- ***Toulon***

Pas de besoins fonciers.

Conditions de réalisation de travaux

Les conditions de réalisation des travaux sont un compromis entre :

- Les besoins en Limitation Temporaire de Vitesse (LTV), les opérations coup poings (OCP) nécessitant l'arrêt des circulations, les modifications des plages de surveillance, etc. ;
- Le maintien des circulations ferroviaires pour les trains du quotidien.

Ainsi sur l'opération de Carnoules, le phasage et le calendrier des travaux sont coordonnés sur les deux périmètres de MOA à l'issue des études AVP et nécessitent les besoins capacitaires suivants :

- Des limitations temporaires de vitesse à 40km/h sur quelques semaines entre 2026 et 2028
- Des fenêtres génériques de nuit entre septembre 2026 et décembre 2028
- Des opérations coup de poing de 92h00 en novembre 2027

Le planning de réalisation et les estimations associées sont fortement dépendants de l'obtention des financements pour utiliser les capacités conformément au calendrier repris ci-dessous afin de garantir une mise en service de Carnoules à l'horizon 2028 qui sera commune avec la mise en service du lot 2 d'HPMV.

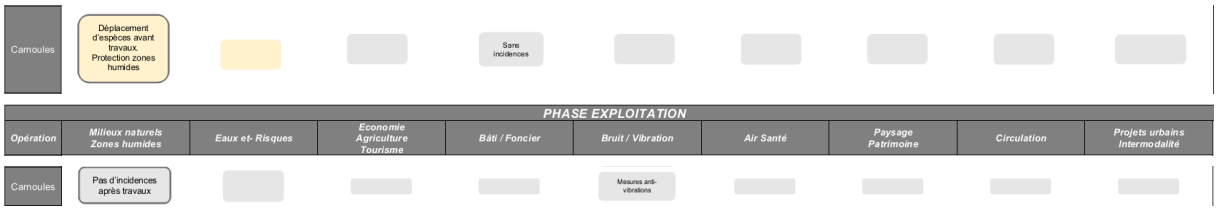
Principaux enjeux environnementaux et règlementaires

Carnoules

Rappel des incidences présentées dans le dossier de DUP.

PHASE REALISATION									
Opération	Milieux naturels Zones humides	Eaux et- Risques	Economie Agriculture Tourisme	Bâti / Foncier	Bruit / Vibration	Air Santé	Paysage Patrimoine	Circulation	Projets urbains Intermodalité

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Les principaux enjeux pris en compte ont été la présence de zones humides et les empiètements sur les zones agricoles. L'avant-projet a permis de limiter ces incidences.

TVP

Les seules incidences environnementales potentielles sont d'ordre paysager.

Travaux d'électrification Toulon

Les principaux enjeux environnementaux pris en compte sont les suivants :

- Patrimoine/paysage : insertion des travaux au sein du SPR de la ville de Toulon, et d'un périmètre de monument historique,
- Acoustique : impacts en phase chantier.

Enjeux réglementaires

Les principaux enjeux réglementaires (autorisations, procédures nécessaires à la réalisation des opérations de Carnoules, 3 TVPs et travaux d'électrification à Toulon, relatifs aux codes de l'environnement, du patrimoine et de l'urbanisme) sont les suivants :

- Demande d'autorisation environnementale (DAE), déposée à l'horizon fin 2024, couvrant les périmètres SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions de la phase 1 LNPCA, et comprenant les volets relatifs aux autorisations : dossier loi sur l'eau, dérogation aux espèces protégées et coupe/abattage des arbres d'alignement,
- Permis d'aménager au titre du code de l'urbanisme dont l'horizon de dépôt reste à finaliser, pour les aménagements de la gare de Carnoules (périmètre SNCF Gares et Connexions, aménagement du parking de stationnement),
- DACAM au titre du code de la construction et de l'habitation pour le site de Solliès (périmètre SNCF Gares et connexions), dont l'horizon de dépôt reste à finaliser,
- Déclaration Préalable pour la réalisation de la mise en sécurité vis-à-vis du risque électrique du Pont Louis Armand à Toulon (Périmètre SNCF Réseau), dont l'horizon de dépôt reste à finaliser.

Mesures compensatoires environnementales, dont coût prévisionnel de suivi des mesures après mise en service

Ces opérations (Carnoules, 3 TVPs et travaux d'électrification à Toulon) ne nécessitent pas la mise en place de mesures compensatoires environnementales.

Des mesures d'évitement et de réduction ont été définies et seront mises en place. Les coûts des mesures ER sont inclus dans les coûts globaux des opérations.

Le suivi de ces mesures sera assuré par le passage et la vérification terrain d'un prestataire écologique sur une durée de 30 ans (8 passages organisés de la façon suivante : tous les ans sur les 3 premières années, puis tous les 5 ans à partir de la 5ème année).

Programme : La Pauline

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les études Projet concernent la dénivellation en terrier de la bifurcation vers Hyères à La Pauline et l'aménagement de la gare de Pauline.

L'opération nécessitera pour le périmètre sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau :

- La démolition des bâtiments (bâtiment voyageur, poste électrique, bâtiment sur le quai nord-ouest) impactés par la modification du plan de voie.
- La dénivellation de la bifurcation de la Pauline par création d'une voie nouvelle passant en dessous de la ligne Marseille-Vintimille par l'intermédiaire d'un ouvrage inférieur dit "en terrier".
- Des aménagements environnementaux liés au bois des Tourraches. La variante de tracé étudiée en AVP traverse le bois des Tourraches plus au nord, dans des secteurs de moindre enjeux écologiques au sein du bois, avec les mêmes performances techniques en termes de vitesse, et se raccorde en sortie plus loin sur la voie en direction de Hyères compte-tenu des contraintes liées au rayon de courbure d'entrée et de sortie du bois.
- Le rétablissement des voiries impactées par les modifications d'infrastructure côté Sud-Est (av. Eugène Augias, ch. des Tourraches) :
    - Le chemin des Tourraches est rétabli via la réalisation d'un ouvrage de franchissement (pont-route) de la nouvelle voie en déblai LPH1. Dans la continuité du pont-route, le tracé du chemin des Tourraches est repris sur 150 m environ à l'est de celui-ci. Les caractéristiques actuelles du chemin sont rétablies. Ce rétablissement induit un impact foncier dans le secteur du bois des Tourraches.
    - L'avenue Eugène Augias sera décalée et élargie, permettant l'aménagement d'une piste cyclable. Ses caractéristiques seront modifiées :
        - Création d'une piste cyclable de 3 m de large ;
        - Trottoirs de part et d'autre de l'avenue de 1,4 et 1,8 m de large (1,5 m avant travaux) ;
        - Deux voies de circulation de 6,25 m de large au total (deux voies de 7 m de large au total avant travaux) ;
    - Le rétablissement du chemin privé recoupé par les améliorations apportées à l'ITE Petrogarde à l'ouest de la ligne Marseille-Vintimille.
- L'aménagement du plan de voie de la gare pour 4 voies à quai. En gare, la création de deux voies à quais supplémentaires : les voies LPH1 (environ 1 360 m de long) et LPH2 (environ 1 570 m de long) de la ligne La Pauline - Hyères, communiquant respectivement avec les voies existantes MV1 et MV2 de la ligne Marseille - Vintimille dont le tracé est repris sur respectivement 760 et 940 mètres de long.
- La création en interface avec le projet HMPV du poste Argos et du paramétrage ERTMS. Incluant le remplacement du PAI (poste d'aiguillage informatique) existant de La Pauline par un poste ARGOS. Les travaux de signalisation dans le cadre du projet sont l'équipement de ce poste ARGOS et des voies pour tenir compte des modifications du plan de voie de La Pauline.
- La modification des installations de traction électrique et de changement de phase. De nouveaux caténaires seront installés pour l'électrification des nouvelles voies. Les caténaires des voies supprimées seront déposés.
- La réalisation des murs de soutènement le long de la nouvelle voie LPH1 côté ouest et le long de l'avenue E.Eugias côté est. Des murs de soutènement seront construits de part et d'autre du remblai ferroviaire élargi :
    - Mur d'environ 430 m de long et d'environ 1,5 m de haut en moyenne au nord-ouest des voies entre le futur quai et le pont-route (PRO) de l'A570 ;
    - Mur d'environ 270 m de long et d'environ 1 m de haut en moyenne au sud-est des voies, le long du boulevard Eugène Augias entre le futur parvis et le PRO de l'A570.

  Des murs de soutènement seront construits dans le cadre de l'aménagement du PEM à l'arrière du bâtiment voyageurs au nord-ouest du PEM (170 m²), derrière l'abri vélos au sud-ouest du PEM (170 m²) et en sortie sud-ouest du PASO (60 m²).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- La construction d'un nouveau Pont-Route (PRO) des Tourraches franchissant la nouvelle voie LPH1 et le rétablissement du chemin des Tourraches associé . Le nouvel ouvrage est positionné plus bas dans le chemin des Tourraches, à l'endroit exact où le gabarit demandé est respecté. Cela permet de réutiliser une partie du chemin des Tourraches et donc de limiter les nouvelles incidences sur le bois des Tourraches.
- La création d'un point de changement de voie en amont de la gare pour permettre la desserte de l'ITE Petrogarde et la desserte des installations militaires à Hyères. Ce point de changement de voie correspond aux appareils de voies BS 10a/10b et BS 11a/11b.

Hors programme :

- L'Optimisation de l'accès à l'embranchement ferroviaire particulier (ou installation terminale embranchée – ITE) Petrogarde pour les trains de desserte fret avec aménagement d'une entrée/sortie directe côté Marseille permettant des gains de capacité commerciale sur la ligne (suppression de l'entrée sur l'ITE par refoulement et du demi-tour à Carnoules pour les trains de desserte sortant de l'ITE).

Hypothèses dimensionnantes en matière de phasage

- Les procédures administratives, particulièrement celles liées aux enjeux environnementaux et archéologiques, sont importantes. Leurs durées peuvent varier de façons significatives selon les cas. Le site de La Pauline est donc divisé en deux parties avec des enjeux différents. La partie Ouest qui comprend le point de changement de voie et la zone du PEM (nouvelle gare, déplacement et allongement quais et nouvelles voies à quais). Dans cette partie, les travaux pourront commencer dès septembre 2026. Le passage en dénivellation pour l'accès à Hyères dit le terrier est dans la partie Est. Cette zone peut nécessiter notamment des fouilles archéologiques. Les travaux du terrier pourront commencer qu'une fois les prescriptions respectées. Un décalage de presque 18 mois est donc planifié pour la partie Est.
- Les travaux seront réalisés en maintenant l'exploitation ferroviaire et les activités des quartiers voisins et leur accès en règle générale. Les travaux avec un impact ferroviaire se dérouleront de nuit ou sur des périodes de fins de semaine exceptionnellement. Pour les travaux qui présentent un risque de déstabilisation et de déformation des voies ferrées, il est indispensable de limiter la vitesse des trains dans la zone de travail. Le cumul des limitations entre Toulon et Cannes est de 2 min 30 sec. Ce paramètre exige une coordination et un ordonnancement de toutes les opérations sur le tronçon.
- Afin de réduire les coûts et de limiter les besoins en ressources rares, les modifications du plan de voie seront réalisées sans modification du poste signalisation de la gare.
- Deux solutions ont été étudiées pour les conditions de réalisation du terrier :

  Une solution de base avec déviation des Voies 1 et 2 de Marseille Vintimille sur environ 12 mois avec ralentissement de la vitesse des trains à 60 km/h pour permettre la construction en place de l'ouvrage du terrier

  Une variante avec coupure de la ligne Marseille– Vintimille d'environ 10 jours pour permettre la mise en place par ripage de l'ouvrage du terrier qui aura été préconstruit à proximité préalablement au ripage.

  Ces deux solutions ont des impacts différents en terme exploitation (impact capacitaire), mise en œuvre technique, environnemental, occupation temporaire de foncier et couts qui nécessitent des études complémentaires (type G2PRO) afin de sécuriser les études PRO.

  Ces deux solutions feront l'objet d'un sourcing auprès d'un panel d'entreprises de travaux afin d'affiner l'analyse de risque des deux solutions et conforter le choix de la meilleure solution à poursuivre en étude PRO.

Acquisition de données, dévoiement des réseaux

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Réalisation d'essai d'infiltration
- Sondage et caractérisation de la plateforme
- Sondages pollution de sol (et études associées : historique et diagnostic, plan de gestion…), caractérisation des matériaux excavés
- Diagnostics du ballast
- Diagnostics amiante/plomb
- Relevés des fils d'eau des réseaux d'assainissement existants
- Etudes de dévoiement de réseaux
- Inventaires écologiques.

PROGRAMME TECHNIQUE DETAILLE SNCF GARES & CONNEXIONS

Hypothèses de dimensionnement des espaces

Le pôle d'échange multimodal de La Pauline-Hyères a été dimensionné sur la base des éléments suivants :

- Des fréquentations voyageurs à horizon 2035 issus du Modèle Régional de Trafic (MRT) scénario AMS/AME. Soit 310 000 voyageurs annuel (2035 phase 2 scenario AMS) / 337 000 voyageurs annuel (2035 phase 2 scenario AME) et 1 172 voyageurs JOB (2035 phase 2 scenario AMS) / 1 270 voyageurs JOB (2035 phase 2 scenario AME)
- Des enquêtes voyageurs réalisées en 2020 précisant notamment la provenance des voyageurs et les parts modales.
- Des éléments de programme qui ont été précisés tout au long de la phase AVP par l'AOM et les maitres d'ouvrage tiers.
- De la modification de programme dont l'étude a été validée en COTEC du 20 mars et qui porte le nombre de places de stationnement vélo sécurisé à 69 places (15% des flux entrants en gare à horizon 2035 avec un palier possible à 9%,) au lieu des 40 places identifiées initialement (DMP n°8).
- De la modification de programme dont l'étude a été validée en COTEC du 20 mars qui porte sur l'obligation de couvrir les parkings aériens sur 50% de leur surface par un système d'ombrière avec production d'énergie renouvelable.

Ainsi le projet consiste en :

- La création de 2 quais centraux de 220ml desservis par un passage sous voies accessible de plain-pied depuis le parvis ouest et depuis un escalier ou une rampe depuis l'accès est. Chaque quai central est accessible depuis le passage sous voies par un escalier et un ascenseur. Les entrées de ce passage sous voies sont les seuls accès aux quais.

  A l'ouest :

  - L'aménagement de 9 quais bus ainsi que la voie d'accès en site propre depuis le rond-point Becquerel jusqu'à la RD98
  - la création d'un bâtiment regroupant les locaux d'exploitation pour la gare ferroviaire et la gare routière ,
  - L'aménagement de voies de mobilité active pour la desserte du site (axe nord-sud le long de la voie ferrée entre la RD98 et l'A570 et axe est-ouest le long de la voie d'accès à la gare routière) ;
  - L'aménagement d'une zone de services (local vélos et distributeurs automatiques) accolés à un parvis sous ombrière. Ce parvis est au cœur de l'intermodalité et permet de connecter l'accès au passage sous voies à la gare routière et à la zone de services aux voyageurs.

  A l'est :

  - L'aménagement d'un parking de plain-pied avec ombrière photovoltaique (cf DMP, avec entrée et sortie dissociées, comprenant 137 places de stationnement VL courte et longue durée et de

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

5 places pour les deux roues motorisées. Les 137 places VL comprennent 3 places PMR, 7 places IRVE et 18 places pré-équipées IRVE.

- L'aménagement d'un bâtiment de services accueillant du stationnement vélos sécurisé et une zone pour des services additionnels de type relais colis.
- L'accès au passage sous voies et le lien avec les arrêts de bus existants sur l'avenue Eugène Augias.

- ***Programme de services volet confort***

- Les quais sont aménagés avec des espaces abrités (65 m2 en abri ponctuel et 295 m2 sous abri filant sur chaque quai) comprenant des places assises (41 places sur chaque quai), des poubelles bi-flux
- Le passage sous voie est une zone de transit, il n'y a pas de mobilier dans cet espace. Chaque quai est accessible par un escalier et un ascenseur. Une poubelle tri-flux est positionnée à chaque entrée du passage.
- L'entrée est, est végétalisée et ombragée afin de favoriser le confort d'été.
- Une borne foraine est intégrée au parvis ouest pour permettre de positionner un stand éphémère de 10m2.

- ***Programme de services volet information des voyageurs***

- Les quais sont équipés d'informations dynamique (écrans TFT, horloge et sonorisation) et statique (signalétique nom de gare et de jalonnement).
- Le passage sous voie est équipé d'information statique (signalétique de jalonnement).
- Les accès au passage sous voies sont équipés d'information dynamique (écran TFT) et statique (signalétique de jalonnement, nom de gare, affichage 'bienvenue en gare', affichage réglementaire et informations intermodales...).

- ***Programme de services volet sureté***

- Les quais, accès aux quais, passage sous voies et entrée de gare sont vidéosurveillés
- Les accès au passage sous voies sont équipés d'un système de fermeture automatique permettant ainsi de fermer l'accès au domaine ferroviaire du dernier au premier train.
- Les locaux vélo sont vidéosurveillés.
- Les accès au parking sont équipés de barrière.

- ***Programme de services volet accessibilité***

- Des balises sonores sont implantées sur le parcours voyageurs pour guider les PMR vers les services essentiels (distributeur de billet, sanitaires publics, accès aux quais).
- Des bandes de guidage sont implantées des entrées de gare vers les services essentiels pour orienter les PMR.
- Places de stationnement PMR : trois places à l'est au plus proche de l'accès au passage sous voies.

- ***Equipements transporteurs***

- 1 billetterie automatique à l'ouest à proximité de l'entrée du passage sous voies
- Réseaux en attente pour installation de CAB

<u>Limites de prestation</u> :

Les ouvrages de voirie, les trottoirs, les quais bus, les pistes cyclables seront remises à un gestionnaire tiers en situation cible. Les aménagements à prévoir sur ce périmètre par les futurs gestionnaires et exploitants sont :

- la fourniture et pose des mobiliers et équipements liés à l'exploitation de la gare routière : abris bus, bancs, poubelles, cendriers, mat de vidéosurveillance, caméras de vidéosurveillance , mats support d'information voyageur dynamique ou statique, les équipements d'informations voyageurs dynamique (écrans) ou statique.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- La fourniture et pose des équipements des locaux d'exploitation : casiers, bureaux, table, chaises, appareils électroménagers et matériel informatique.

Le projet LNPCA prévoit :

- les massifs, fourreaux et câbles pour alimenter les mobiliers et équipements du futur gestionnaire
- l'éclairage public.
- Dans les locaux d'exploitation seront prévus les prises électriques et alimentations courant faibles nécessaires au raccordement des équipements.

Modification de programme connexe :

- Afin d'améliorer l'accessibilité routière sur la face ouest du pôle d'échanges multimodal et dans le but d'assurer la fonctionnalité de dépose minute sur ce côté, le projet prévoit en option la réalisation d'une dépose minute à l'ouest en complément du stationnement courte durée à l'est (à confirmer au sortir de l'étude de faisabilité).

Phasage travaux :

Les travaux seront réalisés en site exploité :

- la desserte ferroviaire sera maintenue pour les voyageurs pendant toute la durée du chantier à l'exception des opérations coup de poing qui seront nécessaires pour la création du PASO et autres équipements ferroviaires prévus dans le périmètre SNCF Réseau. Des modifications d'arrêt des trains pourront être nécessaires pour la réalisation des travaux de quais.

- les services de billetterie automatique et d'information voyageur seront maintenus pendant la durée des travaux., des accès provisoires seront aménagés afin d'assurer l'accès aux quais pour les voyageurs.

- Une offre de stationnement voiture sera maintenue pendant la durée des travaux avec des aménagements provisoires.

- Une mise en service partielle de la nouvelle gare sera nécessaire pour permettre la réalisation des travaux.

Des compléments d'acquisition de données sont nécessaires pour les phases suivantes, notamment :

- Topographie terrestre,
- Sondages et essais géotechniques, piézomètres,
- Etude hydrogéologique
- Réalisation d'essai de perméabilité
- Sondages sites et sols pollués
- Diagnostic amiante/plomb/HAP complémentaires
- Etude de dévoiement des réseaux concessionnaires.

INTERFACES ENTRE SNCF RESEAU ET SNCF GARES & CONNEXIONS (FONCIER, PROCEDURES REGLEMENTAIRES…)

Procédures foncières

Les acquisitions foncières définitives nécessaires à l'opération de La Pauline ont été arrêtées après optimisation des études avant-projet.

Les parcelles concernées sur les deux périmètres de MOA font l'objet d'un avis de valeur de la part de la DIE afin de démarrer des négociations foncières à l'amiable à l'automne 2024 et de préparer en parallèle l'enquête parcellaire.

La mise en place des mesures compensatoires de La Pauline liées à la dérogation espèces protégées du bois des Touraches feront l'objet de négociation à l'amiable sur des parcelles identifiées à Pierrefeu du Var par le biais d'acquisition et/ou la mise en place d'une obligation réelle environnementale (ORE).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Cette enquête parcellaire se déroulera début 2025 et permettra ainsi de déclencher, si nécessaire, la phase expropriation et sécuriser le planning de démarrage des travaux principaux fin 2026.

Des conventions de transfert de gestion et / ou de superposition devront également être mises en place dans le cadre des aménagements sur le domaine public (exemple doublement d'un ouvrage ferroviaire au-dessus d'une voie communale, départementale ..).

Eléments de contexte

- Une emprise longitudinale tout le long de la voie afin d'intégrer des éléments types plateforme ferroviaire comprenant les voies, les caténaires, la signalisation, l'hydraulique, les quais, l'assainissement et les ouvrages d'art.
- Une emprise nécessaire à création de la gare de La Pauline et d'une voie d'accès bus au Nord-Ouest de l'opération.
- Une emprise pour l'aménagement de stationnement provisoire de la gare au sud-ouest de l'opération.
- Une emprise au sud est de raccordement traversant un bois pour y insérer l'ouvrage dénivelé dit du « terrier ».

Les emprises d'acquisition portent sur :

- Ouest : Site 'FABEMI' : des échanges sont en cours entre SNCF Réseau / SNCF Gares et Connexions et les propriétaires pour gérer l'interface entre la zone d'activité et le projet LNCPA (notamment la voie Bus).
- Ouest : Site VDM :
- Présence d'un bassin enterré
- Interfaces fortes en phase travaux avec à minima une occupation temporaire et potentiellement un transfert d'activités selon la variante retenue pour les conditions de réalisation des travaux du terrier
- Nord : bois des Tourraches
- Est : impact sur des fonds de cours (entreprises).
- Parcelles de compensation du bois des Tourraches

Analyse des risques

Les risques majeurs sur cette opération sont :

- Risque sur le site FABEMI / CEMEX avec une incertitude sur les aménagements qui seront réalisés par le propriétaire et les possibilités de transférer les activités industrielles existantes.
- Risque sur l'acquisition à l'amiable des parcelles de compensation qui sont identifiées sur Pierrefeu et dont la maitrise foncière sera nécessaire avant le démarrage des travaux principaux.

<u>Conditions de réalisation de travaux</u>

Les conditions de réalisation des travaux sont un compromis entre :

- Les besoins en Limitation Temporaire de Vitesse (LTV), les opérations coup poings (OCP) nécessitant l'arrêt des circulations, les modifications des plages de surveillance, etc. ;
- Le maintien des circulations ferroviaires pour les trains du quotidien ;

Ainsi sur l'opération de La Pauline, le phasage et le calendrier des travaux sont coordonnés sur les deux périmètres de MOA à l'issue des études AVP et nécessitent les besoins capacitaires suivants :

- Des limitations temporaires de vitesse principalement à 40km/h sur plusieurs semaines entre 2026 et 2030 et à 60km/h sur environ 12 mois à l'horizon 2029 si la solution de base ripage des voies Marseille – Vintimille est retenue pour la construction du terrier.
- Des fenêtres génériques de nuit entre septembre 2026 et décembre 2030
- Des opérations coup de poing :
    - En 2027 : OCP de 48h en mai
    - En 2028 : OCP de 96h en septembre
    - En 2029 : OCP de 96h en mai

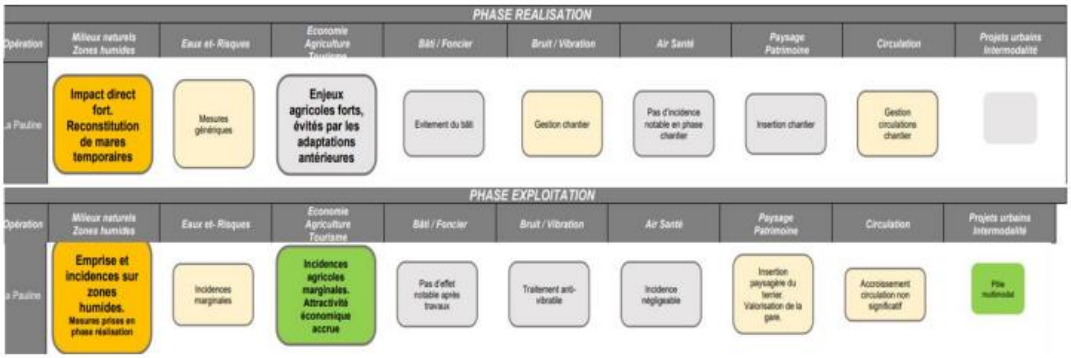
AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- En 2030 : OCP de 60h en février, 48h en avril et 48h en juin

Le planning de réalisation et les estimations associées sont fortement dépendants de l'obtention des financements pour utiliser les capacités conformément au calendrier repris ci-dessous afin de garantir une mise en service de La Pauline à l'horizon 2030 qui sera commune avec la mise en service du lot 3 d'HPMV.

Principaux enjeux environnementaux et règlementaires

Rappel des incidences affichées dans le dossier de DUP :



Les principaux enjeux environnementaux pris en compte sont :

- Les enjeux écologiques du bois des Tourraches (mares méditerranéennes temporaires), avec des mesures d'évitement, de réduction et de compensation approfondies ;
- Enjeux acoustiques (étude d'exposition multi-sources) ;
- Gestion des eaux et des inondations ;
- Insertion du PEM dans le tissu urbain.

Les principaux enjeux réglementaires (autorisations, procédures nécessaires à la réalisation de l'opération de la Pauline relatifs aux codes de l'environnement, du patrimoine et de l'urbanisme) sont les suivants :

- Saisine au titre de l'archéologie préventive, déposée à l'horizon mi 2024, couvrant les périmètres SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions ;
- Les échanges en cours d'AVP avec les services de la DRAC ont confirmé la réalisation d'un diagnostic à l'issue de la saisine, et de potentielles fouilles archéologiques (en fonction des résultats du diagnostic) ;
- Demande d'autorisation environnementale (DAE), déposée à l'horizon fin 2024, couvrant les périmètres SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions de la phase 1 LNPCA, et comprenant les volets relatifs aux autorisations : dossier loi sur l'eau, dérogation aux espèces protégées et coupe/abattage des arbres d'alignement,
- Permis de construire (valant permis de démolir pour les bâtiments concernés) déposé à l'horizon mi-2025 pour les aménagements du pôle d'échanges multimodal (périmètre SNCF Gares et Connexions).
- En phase travaux, divers dossiers d'autorisations (voirie, ICPE, etc.)

MESURES COMPENSATOIRES

Le programme inclut la mise en œuvre, la gestion, l'entretien et le suivi écologique long terme du programme de mesures compensatoires sur une durée de 30 années.

Cette durée est une hypothèse car elle sera fixée par l'arrêté d'autorisation environnementale qui sera accordée au projet Phase 1 LNPCA fin 2025 (à l'issue de la phase d'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé fin 2024).

Les mesures compensatoires environnementales sur l'opération de La Pauline concernent :

- La restauration de station d'Isoète de Durieu (Isoetes duriei) aux abords du bois des Tourraches,
- L'ouverture de maquis dense et restauration de mares temporaires méditerranéennes,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- La création de mares compensatoires temporaires,
- La compensation des zones humides impactées,
- L'aménagement de gîtes à chiroptères en gare de La Pauline.

Le suivi de ces mesures sera assuré par le passage et la vérification terrain d'un prestataire écologique sur une durée de 30 ans (8 passages organisés de la façon suivante : tous les ans sur les 3 premières années, puis tous les 5 ans à partir de la 5ème année).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Annexe 2 : calendrier prévisionnel de réalisation des opérations

Planning prévisionnel Navette toulonnaise

Etude PROJET et ACT

La durée des études PRO est de 18 mois.

La rédaction des premiers dossiers de consultation des entreprises devra être anticipée avant la fin des études PRO afin de lancer les consultations des travaux préparatoires et de libération d'emprise et de permettre de notifier ces premiers marchés fin 2025.

Procédures administratives et environnementales

La DUP du Projet LNPCA Phase 1&2 a été obtenue 13 octobre 2022. Le planning joint en annexe n'intègre pas de DUP modificative qui pourrait remettre en question la date de mise en service de la Navette toulonnaise en 2030.

Un dossier d'autorisation environnementale pour l'ensemble des opérations de la Navette toulonnaise sera déposé en décembre 2024 avec pour objectif l'obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale en novembre 2025 soit une procédure d'une durée d'un an. Ainsi, les travaux préparatoires pourraient débuter au plus tôt au fin 2025.

Les permis d'aménager et les permis de construire seront déposés après avoir obtenu l'avis de l'Autorité environnementale sur l'étude d'impact actualisée. Les pièces PC 39 et PC 40, nécessaires à l'obtention de l'Autorisation au titre du Code de la construction et de l'habitation pour les Etablissements Recevant du Public et la mise en accessibilité des quais seront incluses dans le dossier permis de construire / d'aménager. L'enquête publique sera dématérialisée (Participation du Public par Voie Electronique) et réalisée pendant le délai d'instruction. Une durée minimale de 9 mois a été prise pour l'instruction des permis. L'exécution du permis d'aménager ou du permis de construire ne sera possible qu'après l'obtention de l'autorisation environnementale et si nécessaire de l'acquisition du foncier.

A ce jour, l'hypothèse prise est un dépôt et une instruction des permis de démolir en même temps que les permis de construire. Toutefois, leurs dépôts et leurs instructions pourront être dissociés en fonction des besoins du projet.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles sera saisie à l'été 2024 sur les opérations de Saint-Cyr et de La Pauline afin de déterminer si le projet peut donner lieu à des prescriptions archéologiques. A ce jour les premiers échanges avec la DRAC prévoient un diagnostic archéologique sur ces deux opérations. Pour la réalisation du terrier de La Pauline, l'enjeu archéologique étant marqué, le planning présenté prend en compte la réalisation de fouilles (cf chapitre 3.2 La Pauline).

Le diagnostic et les fouilles sont prévus durant la phase PRO.

Après échanges avec la DRAC, aucun enjeu archéologique n'a été identifié sur Carnoules et les TVPs.

Procédures foncières

Dans le planning présenté en annexe, les Mises En Compatibilités des Documents D'Urbanismes ne sont pas modifiées. Si tel était le cas, le planning devrait être revu et la mise en service de la Navette toulonnaise en 2030 pourrait être remis en question.

L'enjeu foncier sur les opérations de Saint-Cyr et de La Pauline est fort. Il est donc primordial de sécuriser les acquisitions foncières et les occupations temporaires au plus tôt de manière à ne pas retarder le démarrage des travaux. La mise en place des mesures compensatoires liées aux dérogations espèces protégées du bois des Tourraches nécessite d'anticiper la maîtrise foncière à l'amiable des parcelles identifiées et / ou la mise en place

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

d'obligation réelle environnementale (ORE) avant le démarrage des travaux impactant le bois (dont les diagnostics archéologiques).

A ce titre, les acquisitions foncières de la navette toulonnaise sont planifiées dans la CFI Foncière qui devra être signée fin 2024 au plus tard en complément de la CFI Foncier anticipé de 6M€ déjà signée pour le périmètre SNCF Réseau.

De fait, les procédures d'acquisition foncières à l'amiable sont privilégiées et seront initiées dès le deuxième semestre 2024.

La saisine du Préfet du Var pour préparer le dossier d'enquête parcellaire est prévue en septembre 2024. Les enquêtes parcellaires sur les opérations de Saint-Cyr et de La Pauline sont prévues début 2025 sur une durée d'un mois. Afin d'éviter toutes confusions avec l'enquête publique environnementale, elles auront lieu en amont de celle-ci.

A ce jour sur Carnoules et les TVP, il n'y a pas d'acquisitions foncières de parcelles privées à prévoir.

Ordonnancement des opérations et besoins capacitaires de la Navette toulonnaise

L'ordonnancement des opérations de la Navette toulonnaise est le résultat de la concaténation de la durée nécessaires aux études PRO, à l'élaboration des dossiers de consultation des entreprise travaux ; des délais de contractualisation ; des contraintes administratives, environnementales et foncières ; de l'adéquation des phasages travaux et des études d'exploitation ainsi que des interfaces avec le projet HPMV.

La consultation des premières entreprises de travaux sera lancée en cours de phase PRO via la CFI PRO / ACT mais les marchés ne seront attribués qu'à compter de la signature de la CFI REA et de l'engagement des budgets correspondants aux montants des marchés de travaux. La signature en mai 2025 des conventions études et travaux avec les concessionnaires de réseaux tiers est également conditionnée à la signature de la CFI REA en avril 2025.

Pour garantir une mise en service de la Navette toulonnaise fin 2030, les travaux préparatoires de Saint-Cyr doivent impérativement démarrer au second trimestre 2026. C'est pourquoi les études PRO sur le périmètre SNCF Réseau sont prioritaires et débutent dès la contractualisation du marché des études PRO/ACT qui devra intervenir en mars 2025 au plus tard. Cette notification est conditionnée par la signature de la CFI PRO/ACT en novembre 2024.

L'électrification des voies de Toulon est une opération indépendante et peu complexe. Elle peut donc être réalisée mi 2026.

Les travaux sur les 3 TVPs sont prévus à partir du troisième trimestre 2026 de manière à libérer des minutes perdues dues aux Limitation Temporaire de Vitesse (LTV) pour les opérations de Saint-Cyr et de La Pauline qui nécessitent une durée d'étude plus importante.

La réalisation de ces opérations nécessite des besoins capacitaires qui se réservent trois ans à l'avance pour être présentés aux entreprises ferroviaires. Ainsi un retard dans le calendrier des études et des travaux peut impacter le planning d'un à trois ans selon sa survenance si ce retard nécessite une reprogrammation de la capacité.

L'ordonnancement des opérations est réalisé en tenant compte de l'impact des besoins capacitaires notamment les minutes perdues dues aux limitations temporaires de vitesse sur le tronçon Toulon – Cannes dont le cadrage repris au plan d'exploitation du réseau est contraint (2,5 minutes).

La mise en service des opérations de Saint-Cyr, La Pauline et Carnoules est soumise à la Commission de sécurité pour les ERP ainsi qu'à Autorisation de Mise en Service (AMS) délivrée par l'Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF). Cette dernière sera portée par le projet Haute Performance Marseille Vintimille (HMPV) et requiert un processus particulier qu'il est nécessaire d'anticiper et de planifier dès la fin des études AVP.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Interfaces avec le projet Haute Performance Marseille Vintimille (HPMV)

Le déploiement de la signalisation ERTMS sur l'axe Marseille-Vintimille avec le déploiement de poste de signalisation ARGOS est concomitant avec les travaux de la phase 1 entre Saint-Cyr et Carnoules. Cette hypothèse est une donnée prépondérante dans la réalisation des études et des travaux de la Navette toulonnaise. Le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures (CO) prévoit une mise en service commune des projets HPMV et LNPCA Navette toulonnaise à l'horizon 2030. Le calendrier des 2 projets est donc étroitement lié sur la partie Génie électrique que ce soit en phase études ou en phase travaux.

La synergie entre les projets HMPV et LNPCA permet d'optimiser dès le démarrage de la phase PRO le processus d'étude et de travaux et ainsi le planning de réalisation des travaux et de mutualiser les mises en services à l'horizon 2030. Cette optimisation permet de réduire la durée des travaux de LNPCA d'environ une année et évite ainsi une reprise des installations ERTMS mises en place par le projet HMPV. Un retard dans la réalisation de l'un des deux projets va se répercuter sur l'autre.

Les deux projets vont s'inscrire dans une démarche sécurité commune vis à vis de l'EPSF avec présentation d'un dossier de sécurité unique et un processus de mise en service commune. D'autre part, le calendrier des mises en service du projet HMPV est étroitement lié avec l'arrivée du matériel roulant à l'horizon fin 2028 pour le lot 2 et fin 2030 pour le lot 3.

Planification des opérations de la Navette toulonnaise

Saint-Cyr

L'opération de Saint-Cyr consiste à déplacer la gare vers l'ouest et à réaménager la gare et les voies de garage FRET pour permettre l'origine terminus ouest de la navette toulonnaise. Le phasage travaux a été établi pour permettre l'exploitation de la gare pendant toute la durée des travaux, limiter les impacts sur l'utilisation des voies de garage FRET et ne pas modifier le poste signalisation existant. Il est également cohérent et dépendant des besoins capacitaires qui ont été identifiés lors des études AVP.

La création du pôle d'échange multimodal est soumise à un permis de construire. Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cyr étant en cours de révision, le dépôt du PC est prévu début avril 2025 pour une obtention de l'arrêté mi-février 2026.

La libération des emprises foncières via expropriation est prévue au premier trimestre 2026. A ce jour, ne connaissant pas les modalités d'acquisition foncières (amiable ou expropriation) de chacune des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux, l'hypothèse retenue pour démarrer les travaux est l'acquisition du foncier par expropriation même si les négociations à l'amiable seront privilégiées. Ainsi les travaux préparatoires débutent dans le planning au premier semestre 2026.

D'un point de vue génie civil infrastructure, une multitude d'ouvrages sont à étudier et à réaliser ce qui nécessite de démarrer les études PRO de Saint-Cyr dès mars 2025. Cela permettra d'établir un dossier de consultation des entreprises pour la réalisation du génie civil infrastructure fin 2025 et ainsi une notification de l'entreprise retenue au deuxième semestre 2026. Le démarrage des travaux principaux doit quant à lui être effectif fin 2026 afin de garantir les besoins capacitaires 2027 et d'envisager une mise en service fin 2030.

Le futur Pôle d'Echanges Multimodal s'ouvre sur un quartier en restructuration, le quartier Pradeaux-Gare, faisant l'objet d'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation). L'enjeu est d'aménager des espaces publics communs, d'avoir des continuités pour les différents flux (piétons, cycles, véhicules), de proposer une centralité de quartier pour une pluralité d'usages. Ci-dessous une liste des principales interfaces qui ont été intégrées à la conception APS et APD sur la base des échanges et des éléments arbitrés lors des différents ateliers gare organisés en 2024 :

- Synergie de l'axe nord-sud entre le PEM et le projet urbain, avec la création d'un mail piéton fédérant les différents périmètres projet (passage souterrain d'accès aux quais, services du PEM, intermodalité) et le prolongement du mail à travail le quartier Pradeaux Gare
- Continuité est-ouest pour les mobilités actives

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

- Elargissement de la voirie de Tacone au droit du PEM pour intégrer un double-sens de circulation et les accès véhicule au PEM (dépose-minute, parking)
- Limites de prestation pour l'aménagement du Chemin de Tacone :
    - Au droit du PEM par la SNCF
    - Les tronçons permettant de rejoindre le chemin des Pradeaux à l'ouest et l'avenue des Lecques à l'est par la Commune

En termes de coordination des plannings travaux, un jalon important est la mise en service du Chemin de Tacone nécessaire à la mise en service du PEM.

La Pauline

L'opération de La Pauline consiste à déniveler en terrier la bifurcation vers Hyères et à aménager la gare de La Pauline. Le phasage travaux a été établi pour permettre le maintien des circulations ferroviaires et l'accès aux voyageurs pendant la durée des travaux. Il est également cohérent et dépendant des besoins capacitaires qui ont été identifiés lors des études AVP.

Sur l'opération de La Pauline, nous pouvons distinguer deux zones de travaux : la gare et le terrier.

Sur la zone de gare, la création du pôle d'échange multimodal est soumise à un permis de construire. Il sera déposé après avoir obtenu l'avis de l'Autorité environnementale sur l'étude d'impact actualisée soit fin février 2025 pour une obtention de l'arrêté début mars 2026.

La libération des emprises foncières via expropriation est prévue début 2026. A ce jour, ne connaissant pas les modalités d'acquisition foncières (amiable ou expropriation) de chacune des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux du PEM, le prérequis retenu au démarrage de ces derniers est l'acquisition du foncier par expropriation même si une acquisition à l'amiable est privilégiée.

Le projet LNPCA comprend l'aménagement d'une gare routière avec des arrêts courts et mi-longs pour les bus classiques et deux arrêts pour le BHNS. La mise en service du BHNS sera postérieure à celle de LNPCA. A ce jour, la Métropole de Toulon a pour ambition que le BHNS soit électrifié. Les études et travaux nécessaires à l'électrification du BHNS seront pris en charge par la Métropole de Toulon. Les contraintes techniques de cette électrification n'étant pas connues à ce jour le projet LNPCA ne prévoit aucune mesure conservatoire pour assurer cette électrification sur le site de La Pauline. Sur la zone du terrier, le périmètre du bois des tourraches requiert des procédures particulières. Des mesures compensatoires doivent être réalisées et nécessitent au préalable l'acquisition de foncier. Ainsi dès l'automne 2024, des négociations foncières à l'amiable sont prévues pour acquérir le foncier nécessaire à la mise en place des mesures compensatoires de manière à réaliser les travaux d'adaptation des sites dès obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale fin novembre 2025. Afin de prendre en compte toutes les périodes favorables pour le déplacement des espèces, une durée d'un an est planifiée pour mettre en œuvre les mesures compensatoires. A l'issue, les diagnostics archéologiques puis si nécessaire les fouilles archéologiques (risque fort) pourront avoir lieu. L'ensemble diagnostic puis fouille est planifié sur une année complète ce qui conduit à un démarrage des travaux du terrier partir de début 2028.

Le point particulier pour l'opération de La Pauline réside dans la nécessité de devoir démolir le BV actuel pour achever la réalisation de la voie d'évitement côté pair en direction de Hyères (voie LPH2). Cette démolition nécessite un phasage particulier puisque le poste d'aiguillage actuel qui est situé dans le BV devra être maintenu jusqu'à la mise en service technique du nouveau poste informatique par le projet HPMV.

Carnoules, Toulon, TVP

L'opération de Carnoules consiste à aménager la gare et remanier le plan de voie, celle des TVPs consiste à créer des passerelles d'accès aux quais pour remplacer les TVPs existantes des gares de Solliès-Pont, Cuers et Puget-Ville et l'opération de Toulon consiste à électrifier deux voies en gare afin de permettre le remisage des rames de la navette toulonnaise.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Le phasage travaux a été établi pour permettre le maintien des circulations ferroviaires et l'accès aux voyageurs pendant la durée des travaux. Il est également cohérent et dépendant des besoins capacitaires qui ont été identifiés lors des études AVP.

La réalisation des travaux de Toulon est relativement indépendante des autres opérations de la Navette toulonnaise et peu complexe. C'est pourquoi le planning prévoit la réalisation de ces travaux mi 2026.

Sur Carnoules, la réalisation des travaux du PEM est soumise à un permis d'aménager qui sera déposé en mai 2025.

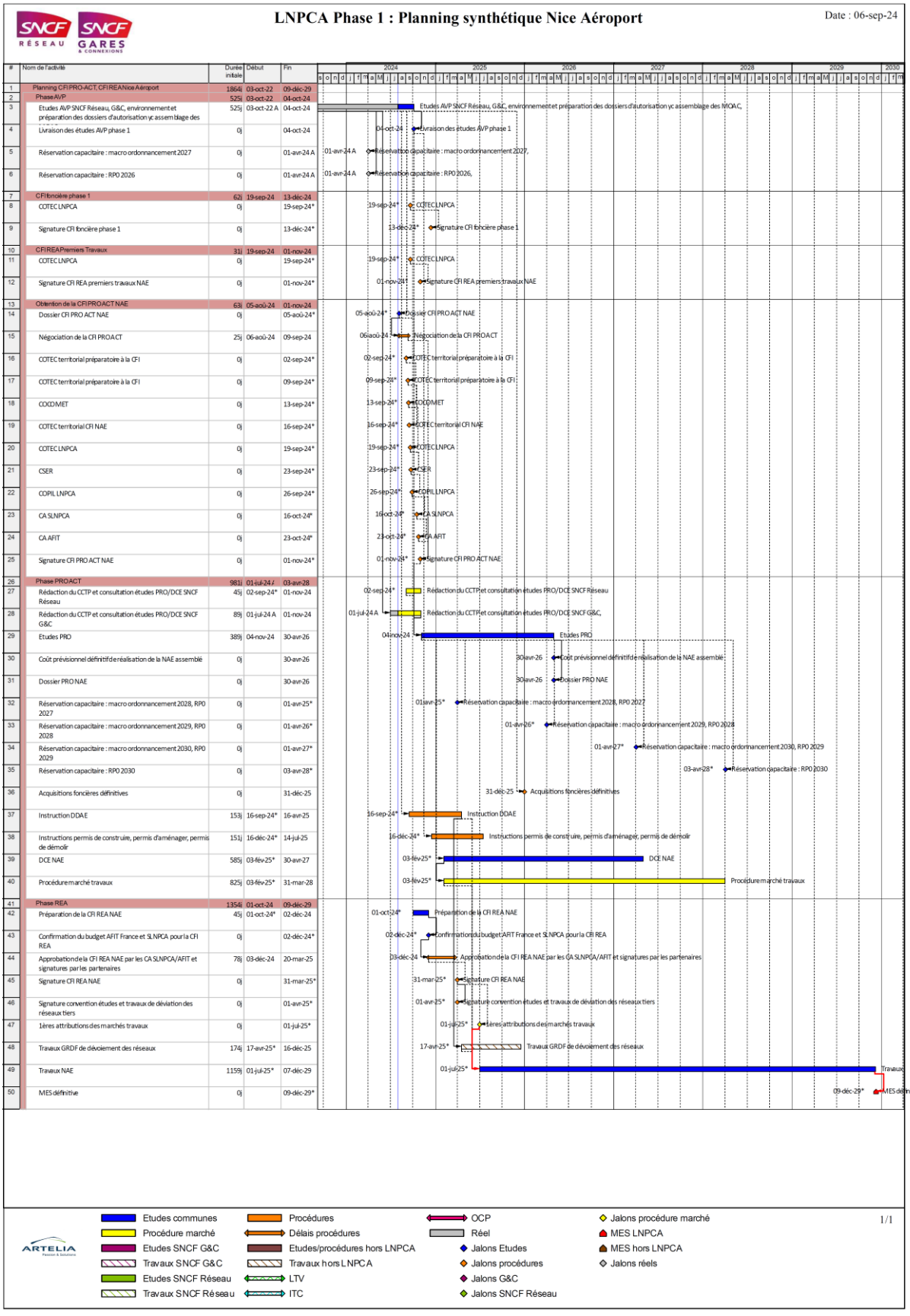
Les travaux des TVPs sont en interface avec les travaux de quais qui seront réalisés par la DRG.

Les opérations de Carnoules et des TVPs de Cuers, Puget et Solliès sont en interface avec le lot 2 d'HMPV. Afin d'éviter un phasage supplémentaire impactant en termes de cout et de délai, les mises en services des deux projets seront communes à l'horizon fin 2028.

Planning de synthèse

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Planning détaillé

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

LNPCA Phase 1 & 2: Planning détaillé navette toulonnaise

Date : 12/07/2024

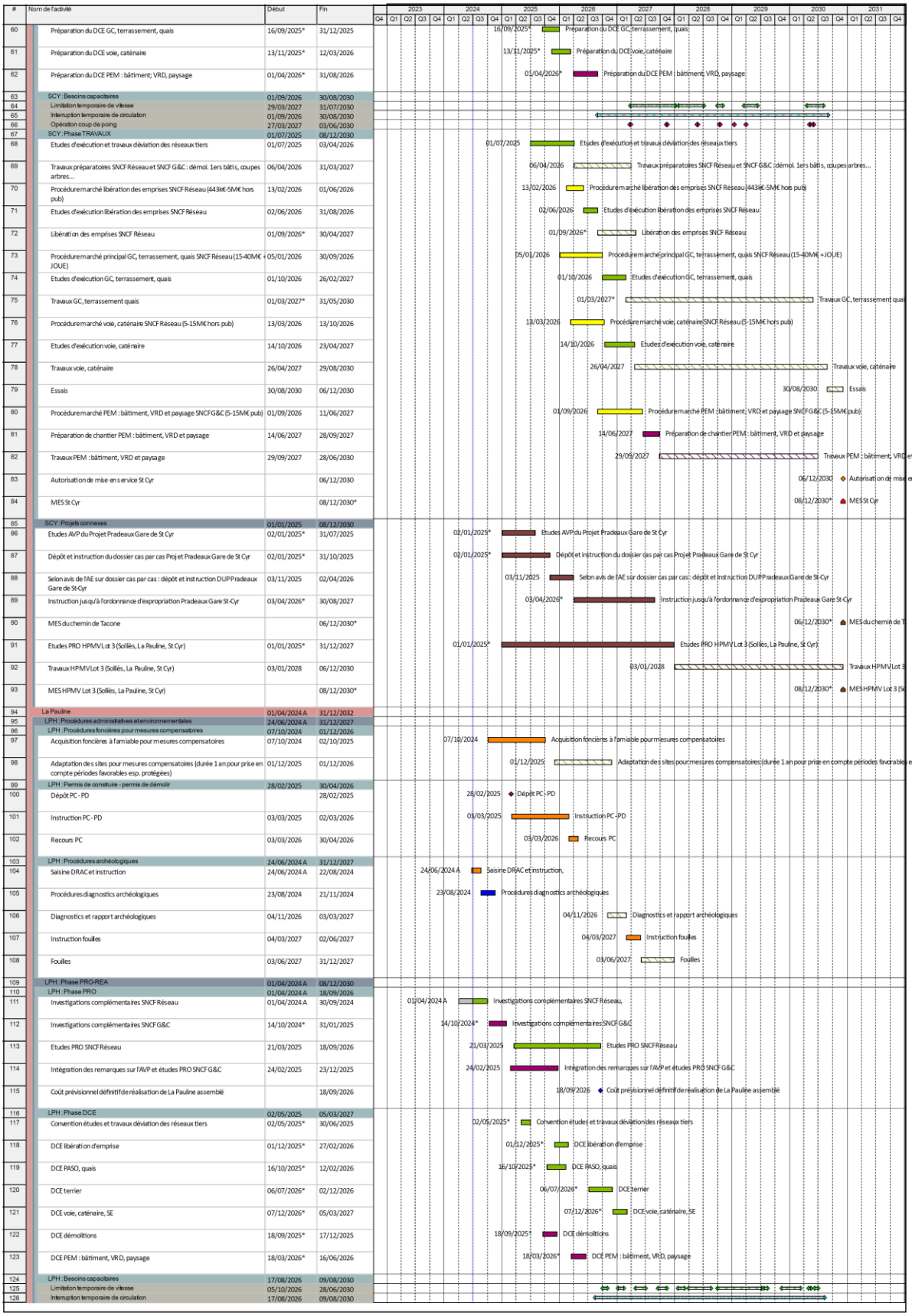
#	Nom de l'activité	Début	Fin
1	Planning CFI PRO-ACT, CFI REA Navette toulonnaise	03/10/2022 A	31/12/2032
2	Phase AVP	03/10/2022 A	04/10/2024
3	Etudes AVP SNCF Réseau, G&C, environnement et préparation des dossiers d'autorisation yc assemblage des MOAC	03/10/2022 A	04/10/2024
4	Livraison des études AVP phase 1		04/10/2024
5	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2027		01/04/2024 A
6	Réservation capacitaire : RPO 2026		01/04/2024 A
7	CFI foncière phase 1	13/12/2024	13/12/2024
8	Signature CFI foncière phase 1		13/12/2024*
9	Obtention de la CFI PRO ACT Navette toulonnaise	21/06/2024 A	20/11/2024
10	Dossier CFI PRO ACT Navette toulonnaise		21/06/2024 A
11	Négociation de la CFI PRO ACT	03/07/2024*	10/09/2024
12	COTEC LNPCA		19/09/2024*
13	COPIL LNPCA		26/09/2024*
14	CA SLNPCA		16/10/2024*
15	CA AFIT		23/10/2024*
16	Signature CFI PRO ACT Navette toulonnaise		20/11/2024*
17	Phase PRO ACT	21/11/2024	03/04/2028
18	Rédaction du CCTP et consultation études PRO/DCE SNCF Réseau Navette toulonnaise	21/11/2024	20/03/2025
19	Rédaction du CCTP et consultation études PRO/DCE SNCF G&C Navette toulonnaise	21/11/2024	21/02/2025
20	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2028, RPO 2027		01/04/2025*
21	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2029, RPO 2028		01/04/2026*
22	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2030, RPO 2029		01/04/2027*
23	Réservation capacitaire : RPO 2030		03/04/2028*
24	Phase REA	01/10/2024	12/12/2025
25	Préparation de la CFI REA Navette toulonnaise	01/10/2024*	29/11/2024
26	Approbation de la CFI REA Navette toulonnaise par les CA SLNPCA/AFIT et signatures par les partenaires	03/12/2024	07/04/2025
27	Signature CFI REA Navette toulonnaise		30/04/2025*
28	Signature convention études et travaux de déviation des réseaux tiers		01/05/2025
29	1ères attributions des marchés travaux		12/12/2025*
30	Procédures administratives et environnementales communes aux opérations de la	09/09/2024	02/03/2026
31	Procédures foncières	09/09/2024	02/03/2026
32	Instruction conventions d'occupations temporaires	25/11/2024*	23/05/2025
33	Saisine du Préfet du Var pour acquisitions foncières définitives		09/09/2024*
34	Acquisitions foncières définitives sur base AVP via expropriation (phase admin. + judiciaire) St-Cyr et La Pauline	10/09/2024	02/03/2026
35	Enquête parcellaire St-Cyr	20/01/2025	19/02/2025
36	Enquête parcellaire La Pauline	03/02/2025	28/02/2025
37	Libération des emprises foncières St-Cyr		16/02/2026*
38	Libération des emprises foncières La Pauline		02/03/2026
39	Procédure d'autorisation environnementale	02/12/2024	28/11/2025
40	Dépôt DDAE		02/12/2024*
41	Instruction DDAE	02/12/2024	28/11/2025
42	Enquête publique DDAE	05/05/2025	01/09/2025
43	Saint-Cyr	24/06/2024 A	08/12/2030
44	SCY : Procédures administratives et environnementales	24/06/2024 A	16/04/2026
45	SCY : Permis de construire - permis de démolir	01/04/2025	16/04/2026
46	Dépôt PC - PD		01/04/2025*
47	Instruction PC - PD	01/04/2025	16/02/2026
48	Recours PC	17/02/2026	16/04/2026
49	SCY : Procédures archéologiques	24/06/2024 A	22/08/2024
50	Saisine DRAC et instruction	24/06/2024 A	22/08/2024
51	SCY : Phase PRO-REA	21/03/2025	08/12/2030
52	SCY : Phase PRO	21/03/2025	18/09/2026
53	Etudes PRO SNCF Réseau	21/03/2025	18/09/2026
54	Intégration des remarques sur l'AVP et études PRO SNCF G&C	07/04/2025	18/09/2026
55	Investigations complémentaires SNCF G&C	02/03/2026*	29/05/2026
56	Coût prévisionnel définitif de réalisation de St-Cyr assemblé		18/09/2026
57	SCY : Phase DCE	02/05/2025	31/08/2026
58	Convention études et travaux déviation des réseaux tiers	02/05/2025*	30/06/2025
59	Préparation du DCE libération des emprises	14/11/2025*	12/02/2026

Etudes communes
Procédure marché
Etudes SNCF G&C
Travaux SNCF G&C
Etudes SNCF Réseau
Travaux SNCF Réseau
Procédures
Délais procédures
Etudes/procédures hors LNPCA
Travaux hors LNPCA
LTV
ITC
OCP
Réel
Jalons Etudes
Jalons procédures
Jalons G&C
Jalons SNCF Réseau
Jalons procédure marché
MES LNPCA
MES hors LNPCA
Jalons réels

1/4

AR Prefecture

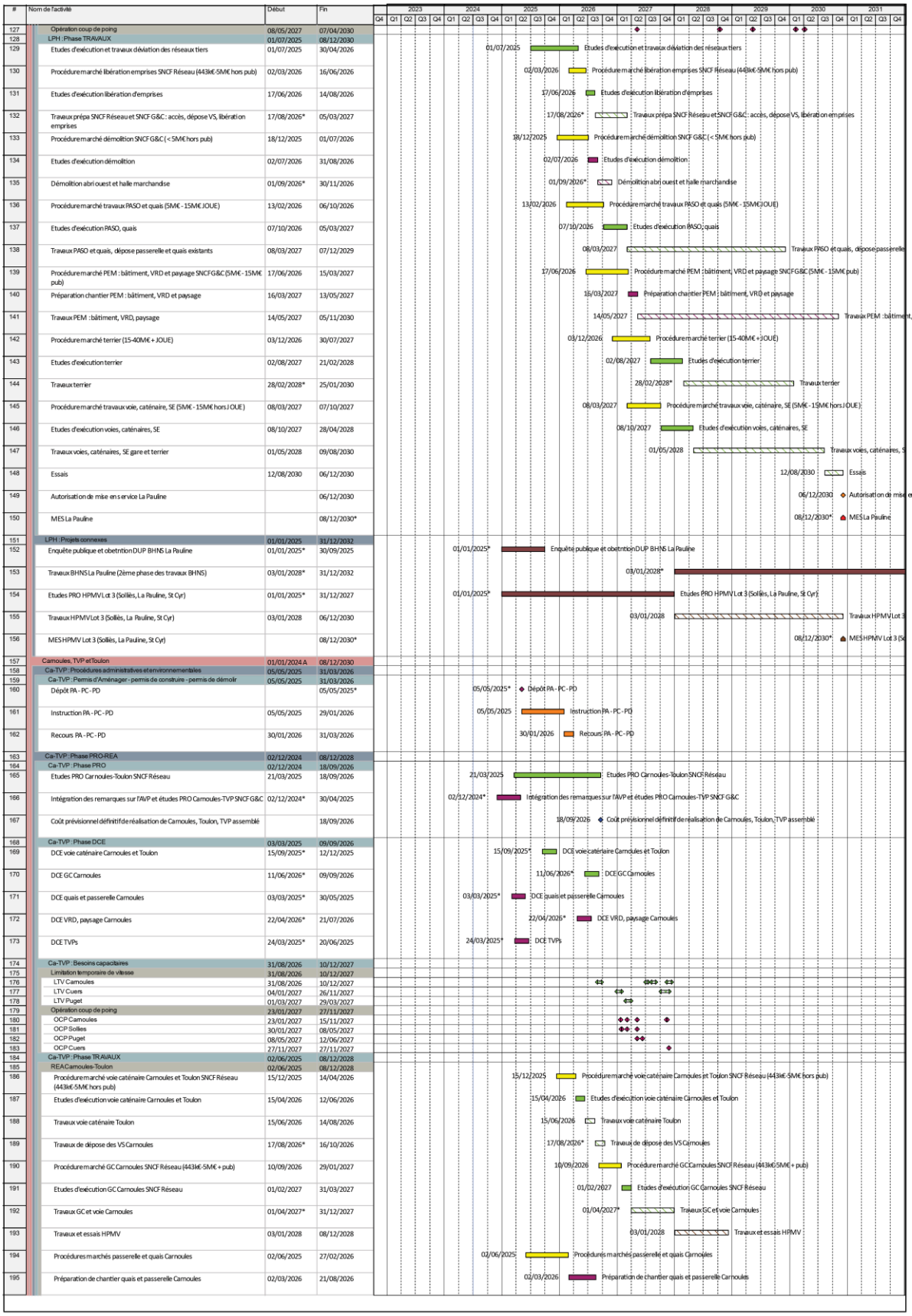
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



#	Nom de l'activité	Début	Fin
60	Préparation du DCE GC, terrassement, quais	16/09/2025*	31/12/2025
61	Préparation du DCE voie, caténaire	13/11/2025*	12/03/2026
62	Préparation du DCE PEM : bâtiment; VRD, paysage	01/04/2026*	31/08/2026
63	SCY : Besoins capacitaires	01/09/2026	30/08/2030
64	Limitation temporaire de vitesse	29/03/2027	31/07/2030
65	Interruption temporaire de circulation	01/09/2026	30/08/2030
66	Opération coup de poing	27/03/2027	03/06/2030
67	SCY : Phase TRAVAUX	01/07/2025	08/12/2030
68	Etudes d'exécution et travaux déviation des réseaux tiers	01/07/2025	03/04/2026
69	Travaux préparatoires SNCF Réseau et SNCF G&C : démol. 1ers bâtis, coupes arbres...	06/04/2026	31/03/2027
70	Procédure marché libération des emprises SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	13/02/2026	01/06/2026
71	Etudes d'exécution libération des emprises SNCF Réseau	02/06/2026	31/08/2026
72	Libération des emprises SNCF Réseau	01/09/2026*	30/04/2027
73	Procédure marché principal GC, terrassement, quais SNCF Réseau (15-40M€ + JOUE)	05/01/2026	30/09/2026
74	Etudes d'exécution GC, terrassement, quais	01/10/2026	26/02/2027
75	Travaux GC, terrassement quais	01/03/2027*	31/05/2030
76	Procédure marché voie, caténaire SNCF Réseau (5-15M€ hors pub)	13/03/2026	13/10/2026
77	Etudes d'exécution voie, caténaire	14/10/2026	23/04/2027
78	Travaux voie, caténaire	26/04/2027	29/08/2030
79	Essais	30/08/2030	06/12/2030
80	Procédure marché PEM : bâtiment, VRD et paysage SNCF G&C (5-15M€ pub)	01/09/2026	11/06/2027
81	Préparation de chantier PEM : bâtiment, VRD et paysage	14/06/2027	28/09/2027
82	Travaux PEM : bâtiment, VRD et paysage	29/09/2027	28/06/2030
83	Autorisation de mise en service St Cyr		06/12/2030
84	MES St Cyr		08/12/2030*
85	SCY : Projets connexes	01/01/2025	08/12/2030
86	Etudes AVP du Projet Pradeaux Gare de St Cyr	02/01/2025*	31/07/2025
87	Dépôt et instruction du dossier cas par cas Projet Pradeaux Gare de St Cyr	02/01/2025*	31/10/2025
88	Selon avis de l'AE sur dossier cas par cas : dépôt et instruction DUPP adeaux Gare de St-Cyr	03/11/2025	02/04/2026
89	Instruction jusqu'à l'ordonnance d'expropriation Pradeaux Gare St-Cyr	03/04/2026*	30/08/2027
90	MES du chemin de Tacone		06/12/2030*
91	Etudes PRO HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)	01/01/2025*	31/12/2027
92	Travaux HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)	03/01/2028	06/12/2030
93	MES HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)		08/12/2030*
94	La Pauline	01/04/2024 A	31/12/2032
95	LPH : Procédures administratives et environnementales	24/06/2024 A	31/12/2027
96	LPH : Procédures foncières pour mesures compensatoires	07/10/2024	01/12/2026
97	Acquisition foncières à l'amiable pour mesures compensatoires	07/10/2024	02/10/2025
98	Adaptation des sites pour mesures compensatoires (durée 1 an pour prise en compte périodes favorables esp. protégées)	01/12/2025	01/12/2026
99	LPH : Permis de construire - permis de démolir	28/02/2025	30/04/2026
100	Dépôt PC - PD		28/02/2025
101	Instruction PC - PD	03/03/2025	02/03/2026
102	Recours PC	03/03/2026	30/04/2026
103	LPH : Procédures archéologiques	24/06/2024 A	31/12/2027
104	Saisine DRAC et instruction	24/06/2024 A	22/08/2024
105	Procédures diagnostics archéologiques	23/08/2024	21/11/2024
106	Diagnostics et rapport archéologiques	04/11/2026	03/03/2027
107	Instruction fouilles	04/03/2027	02/06/2027
108	Fouilles	03/06/2027	31/12/2027
109	LPH : Phase PRO-REA	01/04/2024 A	08/12/2030
110	LPH : Phase PRO	01/04/2024 A	18/09/2026
111	Investigations complémentaires SNCF Réseau	01/04/2024 A	30/09/2024
112	Investigations complémentaires SNCF G&C	14/10/2024*	31/01/2025
113	Etudes PRO SNCF Réseau	21/03/2025	18/09/2026
114	Intégration des remarques sur l'AVP et études PRO SNCF G&C	24/02/2025	23/12/2025
115	Coût prévisionnel définitif de réalisation de La Pauline assemblé		18/09/2026
116	LPH : Phase DCE	02/05/2025	05/03/2027
117	Convention études et travaux déviation des réseaux tiers	02/05/2025*	30/06/2025
118	DCE libération d'emprise	01/12/2025*	27/02/2026
119	DCE PASO, quais	16/10/2025*	12/02/2026
120	DCE terrier	06/07/2026*	02/12/2026
121	DCE voie, caténaire, SE	07/12/2026*	05/03/2027
122	DCE démolitions	18/09/2025*	17/12/2025
123	DCE PEM : bâtiment, VRD, paysage	18/03/2026*	16/06/2026
124	LPH : Besoins capacitaires	17/08/2026	09/08/2030
125	Limitation temporaire de vitesse	05/10/2026	28/06/2030
126	Interruption temporaire de circulation	17/08/2026	09/08/2030

AR Prefecture

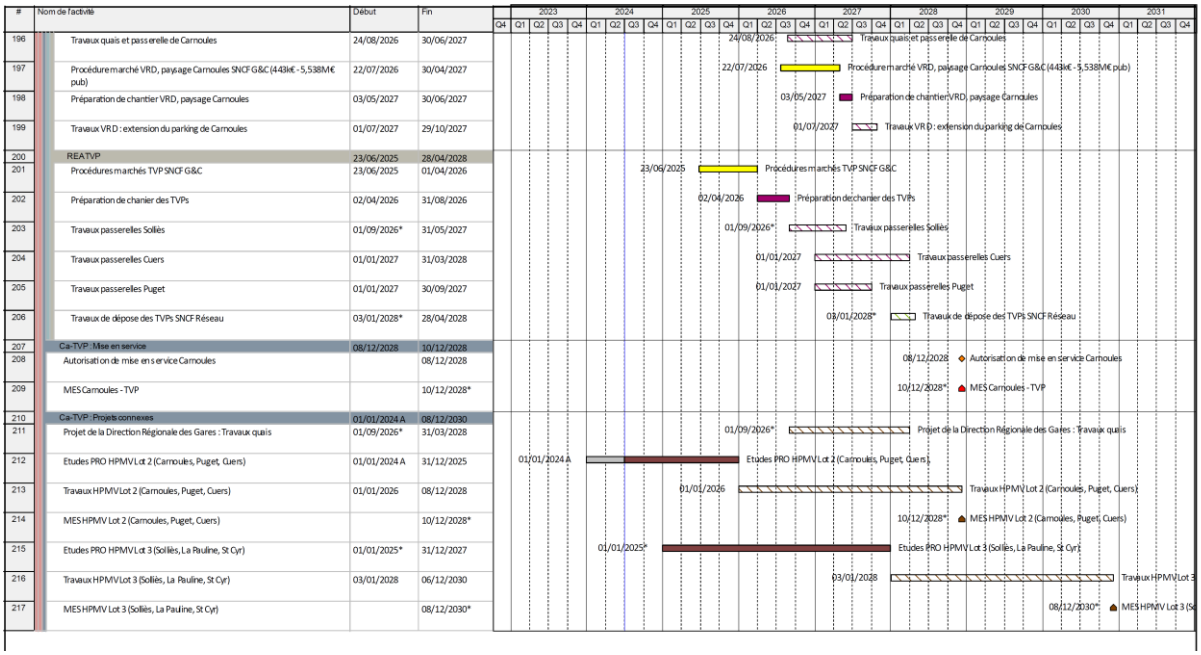
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



#	Nom de l'activité	Début	Fin
127	Opération coup de poing	08/05/2027	07/04/2030
128	LPH : Phase TRAVAUX	01/07/2025	08/12/2030
129	Etudes d'exécution et travaux déviation des réseaux tiers	01/07/2025	30/04/2026
130	Procédure marché libération emprises SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	02/03/2026	16/06/2026
131	Etudes d'exécution libération d'emprises	17/06/2026	14/08/2026
132	Travaux prépa SNCF Réseau et SNCF G&C : accès, dépose VS, libération emprises	17/08/2026*	05/03/2027
133	Procédure marché démolition SNCF G&C (< 5M€ hors pub)	18/12/2025	01/07/2026
134	Etudes d'exécution démolition	02/07/2026	31/08/2026
135	Démolition abri ouest et halle marchandise	01/09/2026*	30/11/2026
136	Procédure marché travaux PASO et quais (5M€ - 15M€ JOUE)	13/02/2026	06/10/2026
137	Etudes d'exécution PASO, quais	07/10/2026	05/03/2027
138	Travaux PASO et quais, dépose passerelle et quais existants	08/03/2027	07/12/2029
139	Procédure marché PEM : bâtiment, VRD et paysage SNCF G&C (5M€ - 15M€ pub)	17/06/2026	15/03/2027
140	Préparation chantier PEM : bâtiment, VRD et paysage	16/03/2027	13/05/2027
141	Travaux PEM : bâtiment, VRD, paysage	14/05/2027	05/11/2030
142	Procédure marché terrier (15-40M€ + JOUE)	03/12/2026	30/07/2027
143	Etudes d'exécution terrier	02/08/2027	21/02/2028
144	Travaux terrier	28/02/2028*	25/01/2030
145	Procédure marché travaux voie, caténaire, SE (5M€ - 15M€ hors JOUE)	08/03/2027	07/10/2027
146	Etudes d'exécution voies, caténaires, SE	08/10/2027	28/04/2028
147	Travaux voies, caténaires, SE gare et terrier	01/05/2028	09/08/2030
148	Essais	12/08/2030	06/12/2030
149	Autorisation de mise en service La Pauline		06/12/2030
150	MES La Pauline		08/12/2030*
151	LPH : Projets connexes	01/01/2025	31/12/2032
152	Enquête publique et obetntion DUP BHNS La Pauline	01/01/2025*	30/09/2025
153	Travaux BHNS La Pauline (2ème phase des travaux BHNS)	03/01/2028*	31/12/2032
154	Etudes PRO HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)	01/01/2025*	31/12/2027
155	Travaux HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)	03/01/2028	06/12/2030
156	MES HPMV Lot 3 (Solliès, La Pauline, St Cyr)		08/12/2030*
157	Carnoules, TVP et Toulon	01/01/2024 A	08/12/2030
158	Ca-TVP : Procédures administratives et environnementales	05/05/2025	31/03/2026
159	Ca-TVP : Permis d'Aménager - permis de construire - permis de démolir	05/05/2025	31/03/2026
160	Dépôt PA - PC - PD		05/05/2025*
161	Instruction PA - PC - PD	05/05/2025	29/01/2026
162	Recours PA - PC - PD	30/01/2026	31/03/2026
163	Ca-TVP : Phase PRO-REA	02/12/2024	08/12/2028
164	Ca-TVP : Phase PRO	02/12/2024	18/09/2026
165	Etudes PRO Carnoules-Toulon SNCF Réseau	21/03/2025	18/09/2026
166	Intégration des remarques sur l'AVP et études PRO Carnoules-TVP SNCF G&C	02/12/2024*	30/04/2025
167	Coût prévisionnel définitif de réalisation de Carnoules, Toulon, TVP assemblé		18/09/2026
168	Ca-TVP : Phase DCE	03/03/2025	09/09/2026
169	DCE voie caténaire Carnoules et Toulon	15/09/2025*	12/12/2025
170	DCE GC Carnoules	11/06/2026*	09/09/2026
171	DCE quais et passerelle Carnoules	03/03/2025*	30/05/2025
172	DCE VRD, paysage Carnoules	22/04/2026*	21/07/2026
173	DCE TVPs	24/03/2025*	20/06/2025
174	Ca-TVP : Besoins capacitaires	31/08/2026	10/12/2027
175	Limitation temporaire de vitesse	31/08/2026	10/12/2027
176	LTV Carnoules	31/08/2026	10/12/2027
177	LTV Cuers	04/01/2027	26/11/2027
178	LTV Puget	01/03/2027	29/03/2027
179	Opération coup de poing	23/01/2027	27/11/2027
180	OCP Carnoules	23/01/2027	15/11/2027
181	OCP Solliès	30/01/2027	08/05/2027
182	OCP Puget	08/05/2027	12/06/2027
183	OCP Cuers	27/11/2027	27/11/2027
184	Ca-TVP : Phase TRAVAUX	02/06/2025	08/12/2028
185	REA Carnoules-Toulon	02/06/2025	08/12/2028
186	Procédure marché voie caténaire Carnoules et Toulon SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	15/12/2025	14/04/2026
187	Etudes d'exécution voie caténaire Carnoules et Toulon	15/04/2026	12/06/2026
188	Travaux voie caténaire Toulon	15/06/2026	14/08/2026
189	Travaux de dépose des VS Carnoules	17/08/2026*	16/10/2026
190	Procédure marché GC Carnoules SNCF Réseau (443k€-5M€ + pub)	10/09/2026	29/01/2027
191	Etudes d'exécution GC Carnoules SNCF Réseau	01/02/2027	31/03/2027
192	Travaux GC et voie Carnoules	01/04/2027*	31/12/2027
193	Travaux et essais HPMV	03/01/2028	08/12/2028
194	Procédures marchés passerelle et quais Carnoules	02/06/2025	27/02/2026
195	Préparation de chantier quais et passerelle Carnoules	02/03/2026	21/08/2026

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

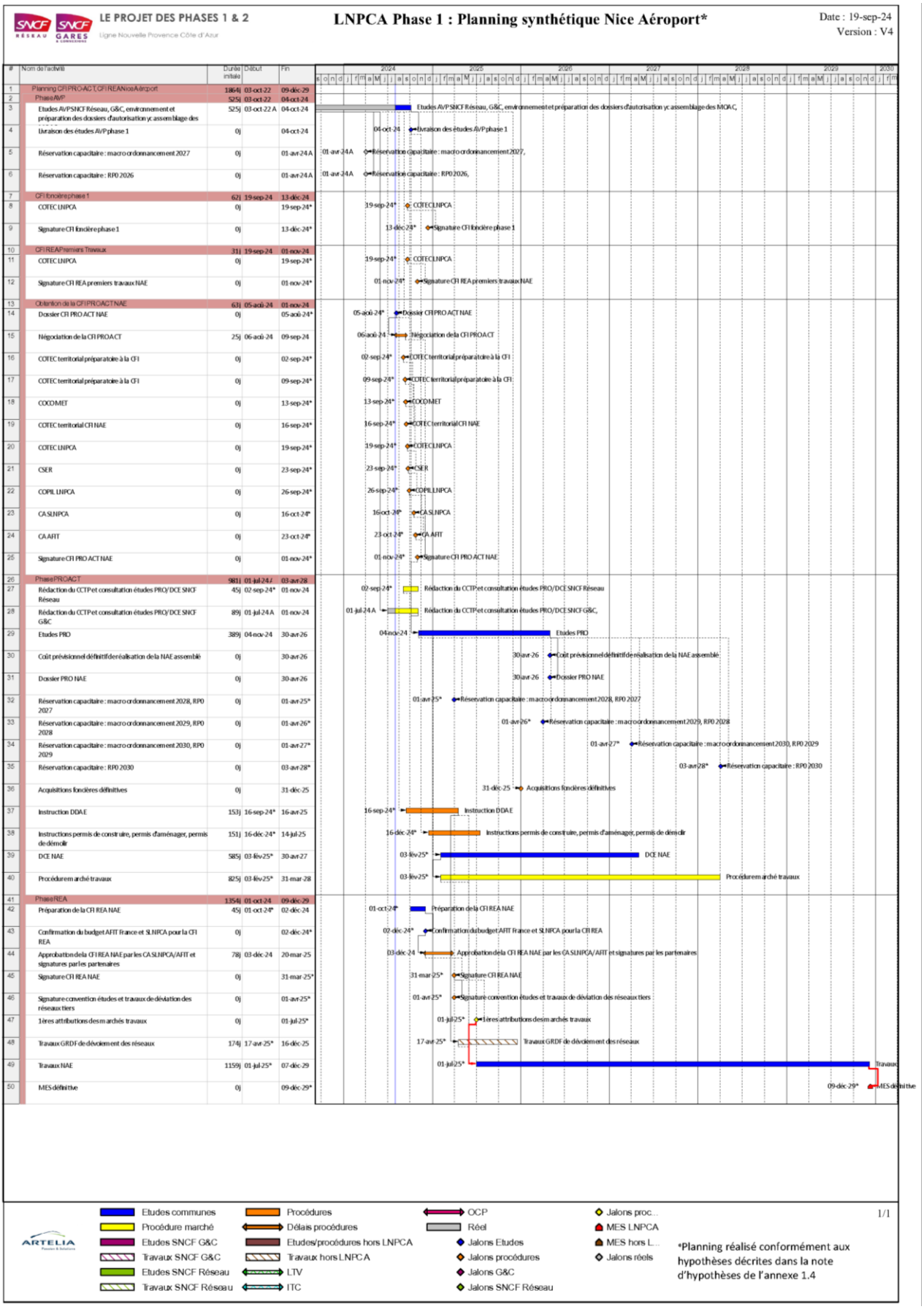


Planning prévisionnel Nice aéroport

Planning de synthèse

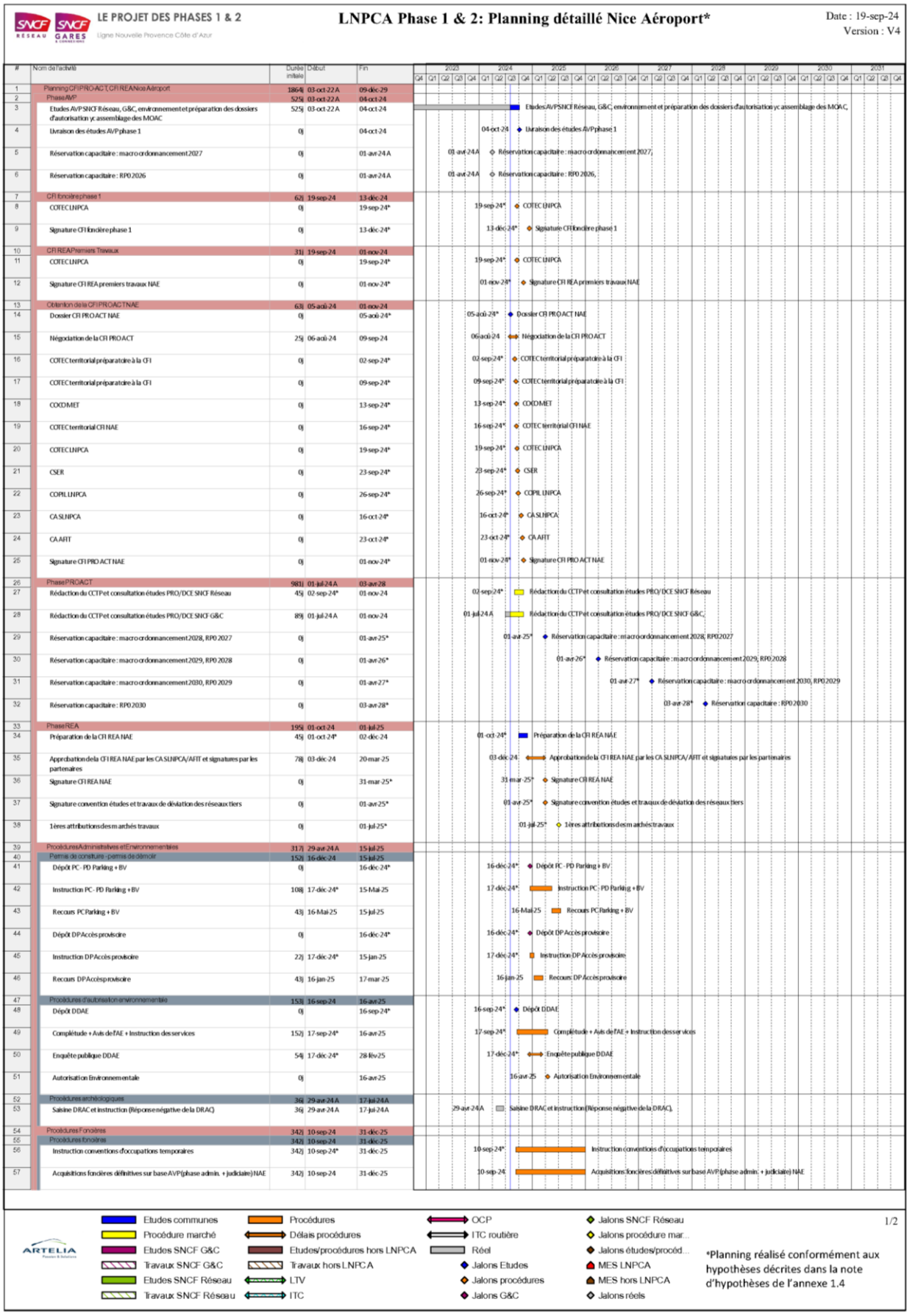
AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

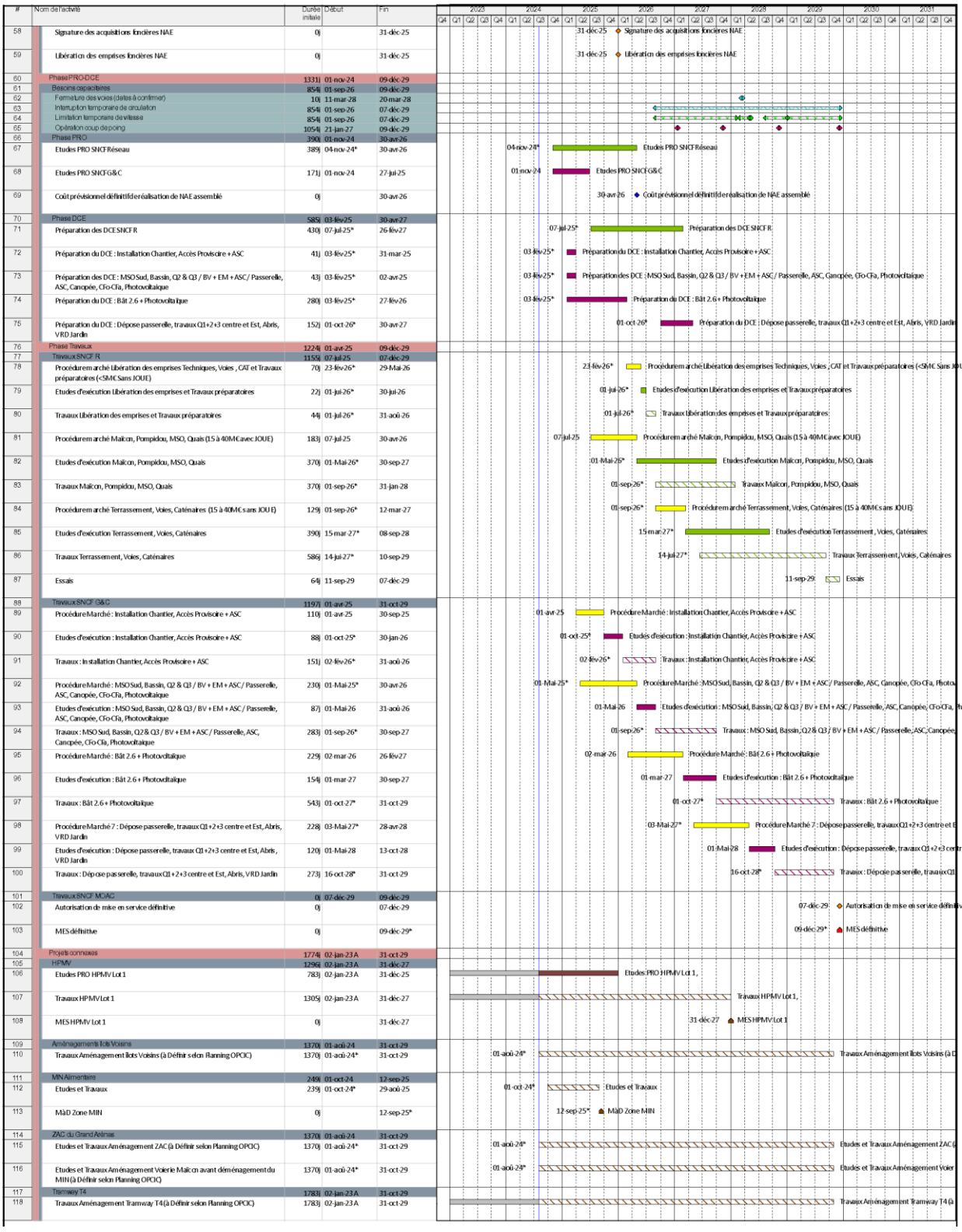


AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

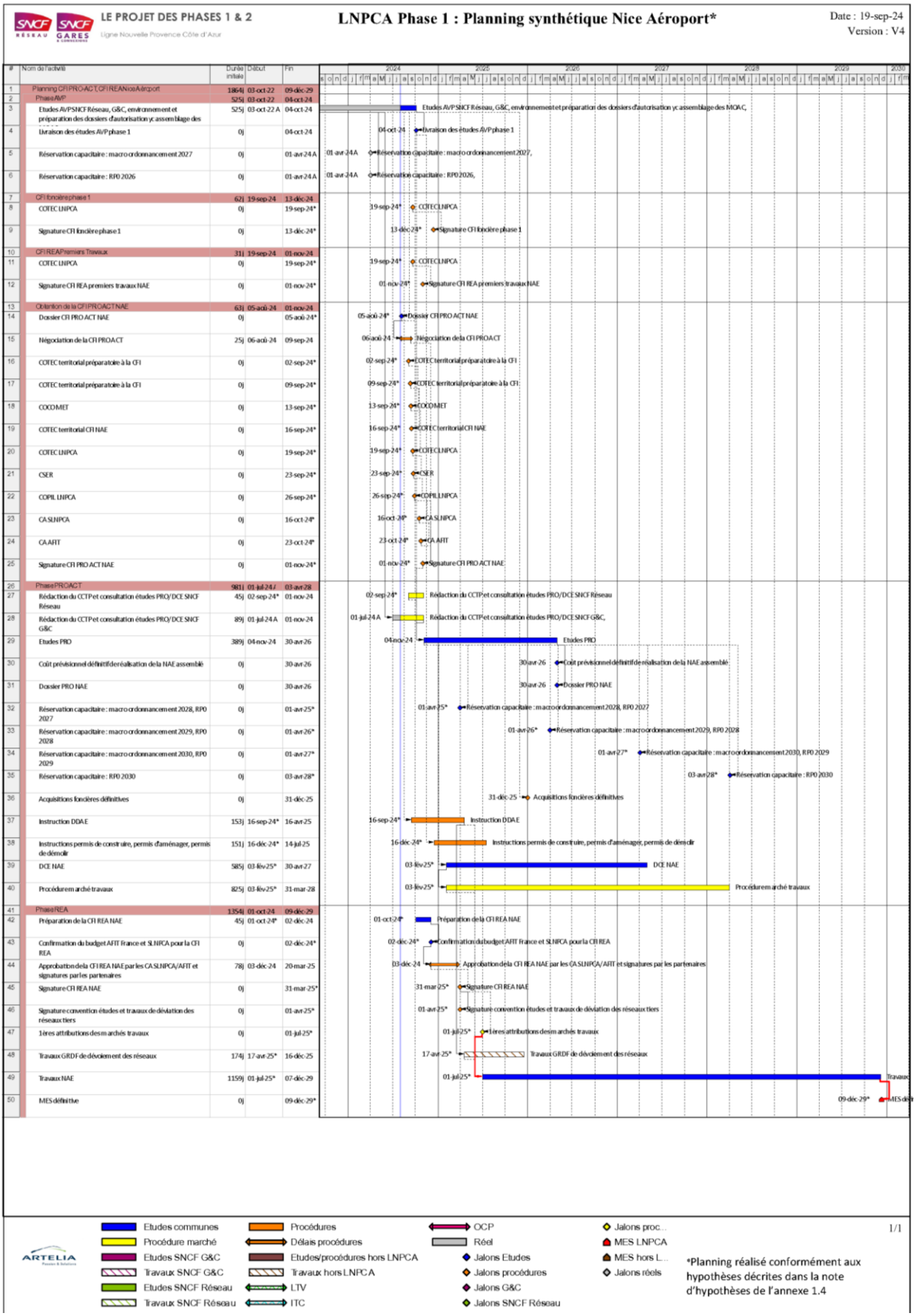
Planning détaillé



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

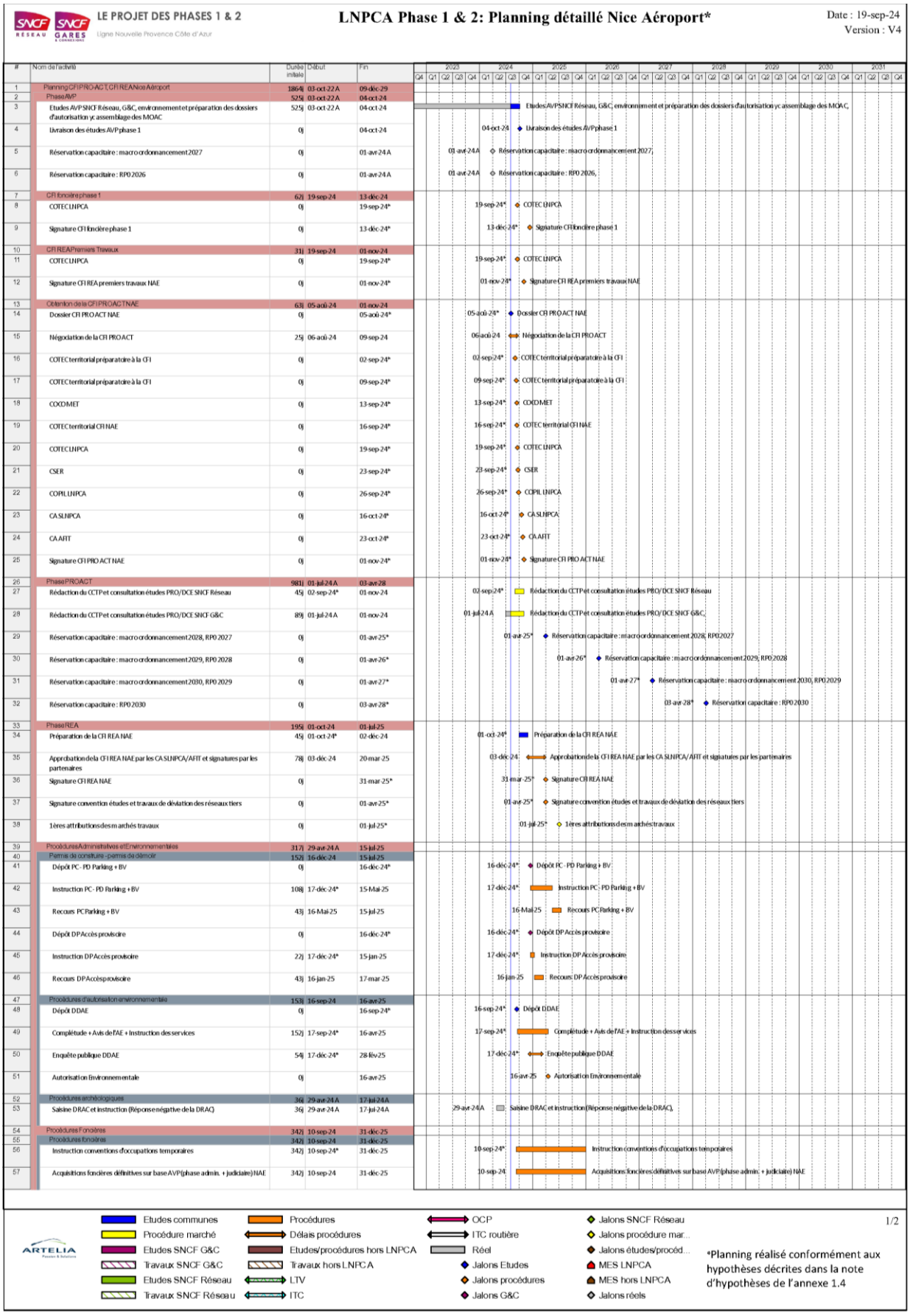


AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

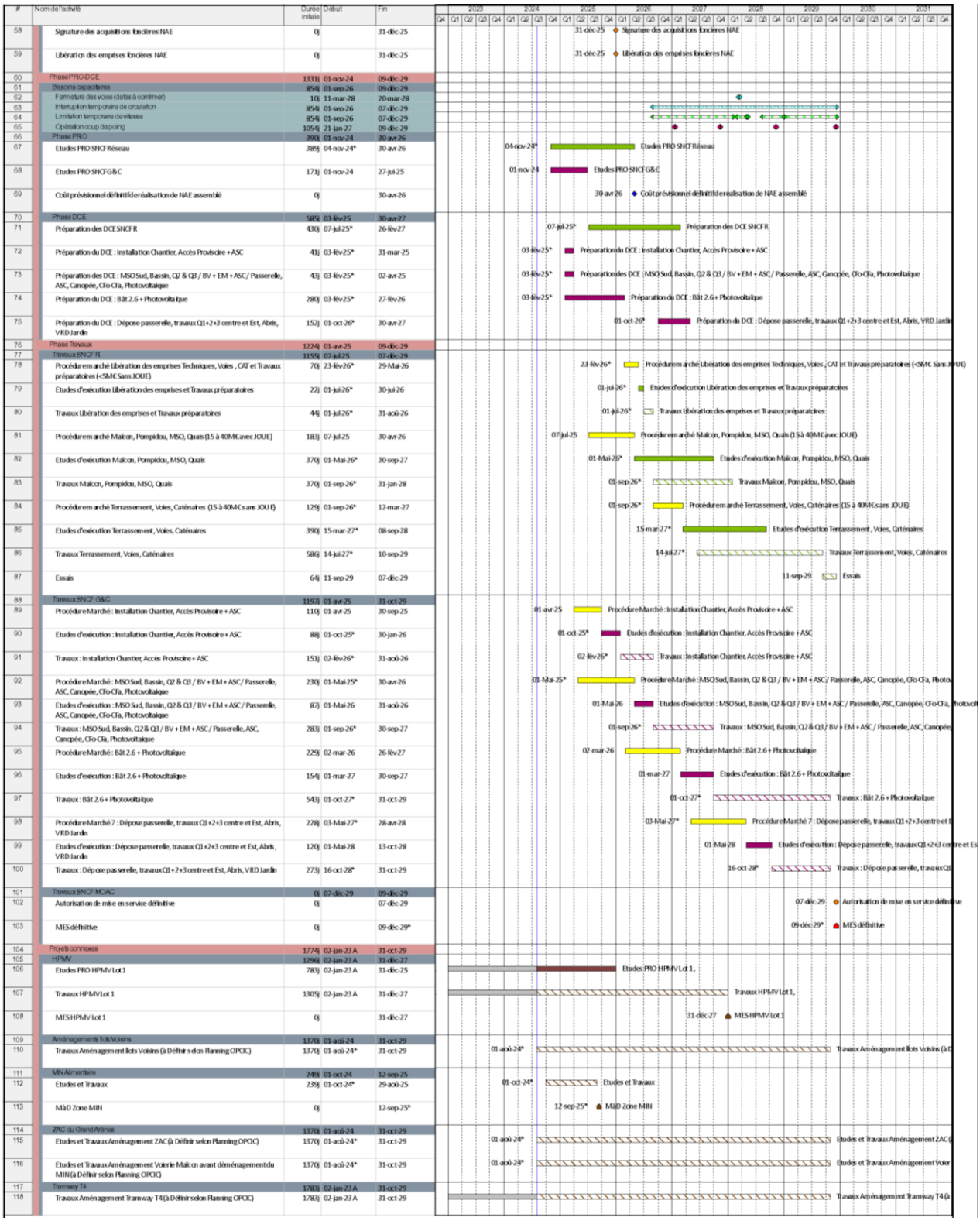


Planning détaillé

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



Planning prévisionnel Marseille Surface

Planification de Marseille surface

Etude PROJET et ACT

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La durée des études PRO est de 18 mois. La rédaction des premiers dossiers de consultation des entreprises devra être anticipée avant la fin des études PRO afin de lancer les consultations relatives à la Libération Abeilles, aux travaux préparatoires et aux libérations d'emprise. Les premiers marchés seront ainsi notifiés dès début 2026.

Procédures administratives et environnementales

La DUP du Projet LNPCA Phase 1&2 a été obtenue 13 octobre 2022. Le planning joint en annexe n'intègre pas de DUP modificative qui pourrait remettre en question la date de mise en service des opérations de Marseille surface en 2030. Un dossier d'autorisation environnementale pour l'ensemble des opérations de Marseille surface est prévu pour dépôt en décembre 2024. Les décrets Loi Industrie Verte viennent de paraitre mais les modalités de mise en œuvre restent à discuter. Afin de sécuriser le calendrier de Marseille surface, le planning proposé est construit sur une hypothèse d'une durée de procédure d'autorisation environnementale d'un an. L'objectif est donc l'obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale en novembre 2025. Ainsi, les travaux préparatoires pourraient débuter au plus tôt au fin 2025.

La nature de la ou des procédure(s) à engager sur le volet environnemental pourra évoluer en fonction des échanges avec l'autorité administrative compétente.

Les permis d'aménager et les permis de construire seront déposés après avoir obtenu l'avis de l'Autorité environnementale sur l'étude d'impact actualisée. Les pièces PC 39 et PC 40, nécessaires à l'obtention de l'autorisation au titre du code de la construction et de l'habitation pour les Etablissements Recevant du Public et la mise en accessibilité des quais seront incluses dans le dossier permis de construire / d'aménager. L'enquête publique sera dématérialisée (Participation du Public par Voie Electronique) et réalisée pendant le délai d'instruction. Une durée minimale de 7 mois a été prise pour l'instruction des permis. L'exécution du permis d'aménager ou du permis de construire ne sera possible qu'après l'obtention de l'autorisation environnementale et si nécessaire de l'acquisition du foncier.

A ce jour, l'hypothèse prise est un dépôt et une instruction des permis de démolir en même temps que les permis de construire. Toutefois, leurs dépôts et leurs instructions pourront être dissociés en fonction des besoins du projet.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles sera saisie à l'automne 2024 sur l'ensemble des opérations de Marseille surface afin de déterminer si le projet peut donner lieu à des prescriptions archéologiques. A ce jour les premiers échanges avec la DRAC ne prévoient pas de diagnostic archéologique sur ces opérations.

Ordonnancement des opérations et besoins capacitaires de Marseille surface

L'ordonnancement des opérations de Marseille surface est le résultat de la concaténation de la durée nécessaires aux études PRO, à l'élaboration des dossiers de consultation des entreprise travaux ; des délais de contractualisation ; des contraintes administratives, environnementales et foncières ; de l'adéquation des phasages travaux et des études d'exploitation.

La consultation des premières entreprises de travaux sera lancée en cours de phase PRO via la CFI PRO / ACT mais les marchés ne seront attribués qu'à compter de la signature de la CFI REA et de l'engagement des budgets correspondants aux montants des marchés de travaux. La signature en mai 2025 des conventions études et travaux avec les concessionnaires de réseaux tiers est également conditionnée à la signature de la CFI REA en avril 2025.

Pour garantir une mise en service de la Marseille surface fin 2030, les travaux préparatoires de libération d'Abeilles doivent impérativement démarrer au premier trimestre 2026. C'est pourquoi les études PRO inhérentes au site des Abeilles sont prioritaires et débutent dès la contractualisation du marché des études PRO/ACT qui devra intervenir en mars 2025 au plus tard. Cette notification est conditionnée par la signature de la CFI PRO/ACT en novembre 2024.

Une partie de la libération du site des Abeilles est un pré requis au démarrage des travaux du Bloc Est situé sur cette emprise.

Les travaux du Corridor Ouest sont conditionnés par les possibilités d'interrompre le trafic TER entre Arenc et Saint-Charles (détournement des TER par PLM pendant 15 mois).

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

La réalisation de ces opérations nécessite des besoins capacitaires qui se réservent trois ans à l'avance pour être présentés aux entreprises ferroviaires. Ainsi un retard dans le calendrier des études et des travaux peut impacter le planning d'un à trois ans selon sa survenance si ce retard nécessite une reprogrammation de la capacité.

La mise en service des opérations du Corridor Ouest et du Bloc Est est soumise à la Commission de sécurité pour les ERP ainsi qu'à Autorisation de Mise en Service (AMS) délivrée par l'Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF). Cette dernière requiert un processus particulier qu'il est nécessaire d'anticiper et de planifier dès la fin des études AVP.

Interfaces avec le projet Haute Performance Marseille Vintimille (HPMV)

Le déploiement de la signalisation ERTMS sur l'axe Marseille-Vintimille avec le déploiement de poste de signalisation ARGOS est concomitant avec les travaux de la phase 1 LNPCA. Cette hypothèse est une donnée prépondérante dans la réalisation des études et des travaux de Marseille Surface. Le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures (CO) prévoit une mise en service commune des projets HPMV et LNPCA à l'horizon 2030. Le calendrier des 2 projets est donc étroitement lié sur la partie Génie électrique que ce soit en phase études ou en phase travaux.

La synergie entre les projets HMPV et LNPCA permet d'optimiser dès le démarrage de la phase PRO le processus d'étude et de travaux et ainsi le planning de réalisation des travaux et de mutualiser les mises en services à l'horizon 2030. Cette optimisation permet de réduire la durée des travaux de LNPCA d'environ une année et évite ainsi une reprise des installations ERTMS mises en place par le projet HMPV. Un retard dans la réalisation de l'un des deux projets va se répercuter sur l'autre.

Les deux projets vont s'inscrire dans une démarche sécurité vis à vis de l'EPSF avec présentation d'un dossier de sécurité pour chacun des projets et une synergie à mettre en place dans le processus de mise en service. D'autre part, le calendrier des mises en service du projet HMPV est étroitement lié avec l'arrivée du matériel roulant à l'horizon fin 2028 pour le lot 2 et fin 2030 pour le lot 3.

Planification des opérations de Marseille surface

Corridor Ouest

L'opération du Corridor Ouest consiste à relever la vitesse de 70 à 90 km/h entre l'Estaque et Arenc, à supprimer les PN 1 et PN 2, à créer une halte à St-André, à remanier complètement le faisceau d'Arenc, à doubler la voie entre le faisceau d'Arenc et l'entrée de Marseille St-Charles (y compris au niveau de la halte d'Arenc) et de relever la vitesse de 40 à 60 km/h entre Arenc et l'entrée de Marseille Saint Charles. Le phasage travaux a été établi pour maintenir au maximum les dessertes FRET de Storione et des voies du port pendant les travaux. Il est également cohérent et dépendant des besoins capacitaires qui ont été identifiés lors des études AVP.

Afin de limiter les impacts des travaux sur les circulations ferroviaires, les travaux du Corridor Ouest nécessitant une fermeture de ligne (pour les TER) de décembre 2028 à mars 2030 sont planifiés en concomitance avec les travaux Côte bleue amenant ainsi une interception des circulations TER via Arenc. De même, les besoins en OCP sur l'ensemble des sous opérations du Corridor Ouest ont été mutualisé afin de limiter les impacts voyageurs et FRET.

Dans le planning annexé, l'ensemble de ces conditions permet d'aboutir à une mise en service du Corridor Ouest fin 2030. Le poste 1 d'Arenc se trouvant dans la zone du faisceau d'Arenc, il ne peut être démoli qu'à l'issue de travaux complémentaires après cette mise en service. Une seconde mise en service est donc prévue en juin 2031.

PEM de Saint-André

La création du pôle d'échange multimodal de Saint-André est soumise à un permis de construire. Le dépôt du PC est prévu au 1er trimestre 2025 pour une obtention de l'arrêté en 4ème trimestre 2025.

L'hypothèse d'expropriation étant la plus défavorable en termes de délais, c'est elle qui a été retenue pour l'établissement du calendrier des travaux. Ainsi, la libération des emprises foncières de Saint-André dans l'hypothèse d'une expropriation est prévue au 2ème trimestre 2027. A ce jour, ne connaissant pas les modalités d'acquisition foncières (amiable ou expropriation) de chacune des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux, l'hypothèse retenue pour démarrer les travaux est l'acquisition du foncier par expropriation même si les

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

négociations à l'amiable seront privilégiées. De plus l'immobilisation d'une piste poids lourd d'AFTRAL est nécessaire pendant la durée des travaux c'est-à-dire de juin 2028 à août 2029.

Une déviation du réseau de gaz situé sur l'emprise du PEM doit être effectuée par GRT gaz en amont des travaux de démolitions. C'est pourquoi la convention études et travaux de déviation des réseaux doit être établie au plus tard à la fin du premier semestre 2025.

Afin de garantir une mise en service du PEM fin 2030, il est nécessaire de démarrer les travaux de démolitions à l'automne 2027.

Relèvement de vitesse d'Arenc à l'Estaque et communications de l'Estaque

Le planning prévoit des travaux de relèvement de vitesse entre Arenc et l'Estaque à partir de janvier 2028.

Suppression PN1 et PN2

Les travaux de suppression du PN2 sont prévus à partir du deuxième trimestre 2028 et ceux du PN1 à partir du deuxième trimestre 2029. Une occupation temporaire du foncier de l'entreprise FRAIKIN est nécessaire au bon déroulement du chantier pour la création du Pra Cauvet en remplacement du PN2. Une acquisition définitive succèdera pour partie à cette occupation temporaire.

Faisceau d'Arenc

Dès la phase d'études PRO, le groupement ARGOS sera sollicité pour la création du Poste 10 d'Arenc. Les travaux du faisceau d'Arenc démarrent à l'automne 2027 de manière à anticiper les travaux pouvant être fait en dehors de la coupure des circulations TER qui aura lieu de décembre 2028 à mars 2030.

Doublement de voie St-Charles Arenc et halte d'Arenc

Dans le planning annexé, les premiers travaux sur la zone de doublement de voie et la halte d'Arenc sont prévus à partir du troisième trimestre 2027, permettant ainsi une réouverture de la halte aux voyageurs au premier trimestre 2030.

Libération Abeilles

L'opération de libération du site des Abeilles consiste à libérer les emprises nécessaires à la réalisation du Bloc Est ainsi que la libération des emprises chantier nécessaire à la réalisation de la gare souterraine qui auront lieu en phase 2.

Ces travaux de libération des emprises nécessitent au préalable d'avoir relogées les différentes entités présentes dans les locaux qui seront démolis. Ainsi la construction du bâtiment Cour des Pierres et les prises à bail externes ainsi que les remises en état de bâtiments existants, sont un prérequis aux relogements des agents. En complément, la construction d'un bâtiment, dit bâtiment réversible, sur le site des Abeilles permettra d'une part de reloger des agents et d'autre part de reconstituer des places de parking, seule la solution de l'immeuble réversible est graphiqué dans le planning de la présente convention, la variante parking modulaire étant moins contraignante elle reste compatible avec les principaux jalons de l'opération.

Ces opérations de relogements et démolitions doivent commencer dès 2025 afin de libérer les emprises pour les travaux de terrassement relatifs au Bloc Est début 2027. Il est donc primordial de déclencher ces études PRO dès le premier trimestre 2025.

Le planning prévoit l'intégration des éléments du bâtiment réversible dans les modifications du Plan Local d'Urbanisme avec une approbation de ce PLU en octobre 2025. Afin de garantir un démarrage des travaux du bâtiment réversible à l'automne 2026, le permis de construire sera déposé en juin 2025 tandis que la modification 4 du PLU sera en cours d'instruction.

L'obtention du PC fin 2025 permettra de fiabiliser le DCE de construction de ce bâtiment.

Les premiers permis de démolir pour les bâtiments s'inscrivant dans cette CFI seront déposés au premier trimestre 2025.

Bloc Est

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

L'opération du Bloc Est consiste à rendre indépendant le flux de circulation en provenance et à destination d'Aubagne/Toulon/Nice de ceux d'Aix-en-Provence. Pour cela, un tube « Bloc Est » avec 6 voies à quais sera créé permettant ainsi de réduire les conflits d'itinéraires.

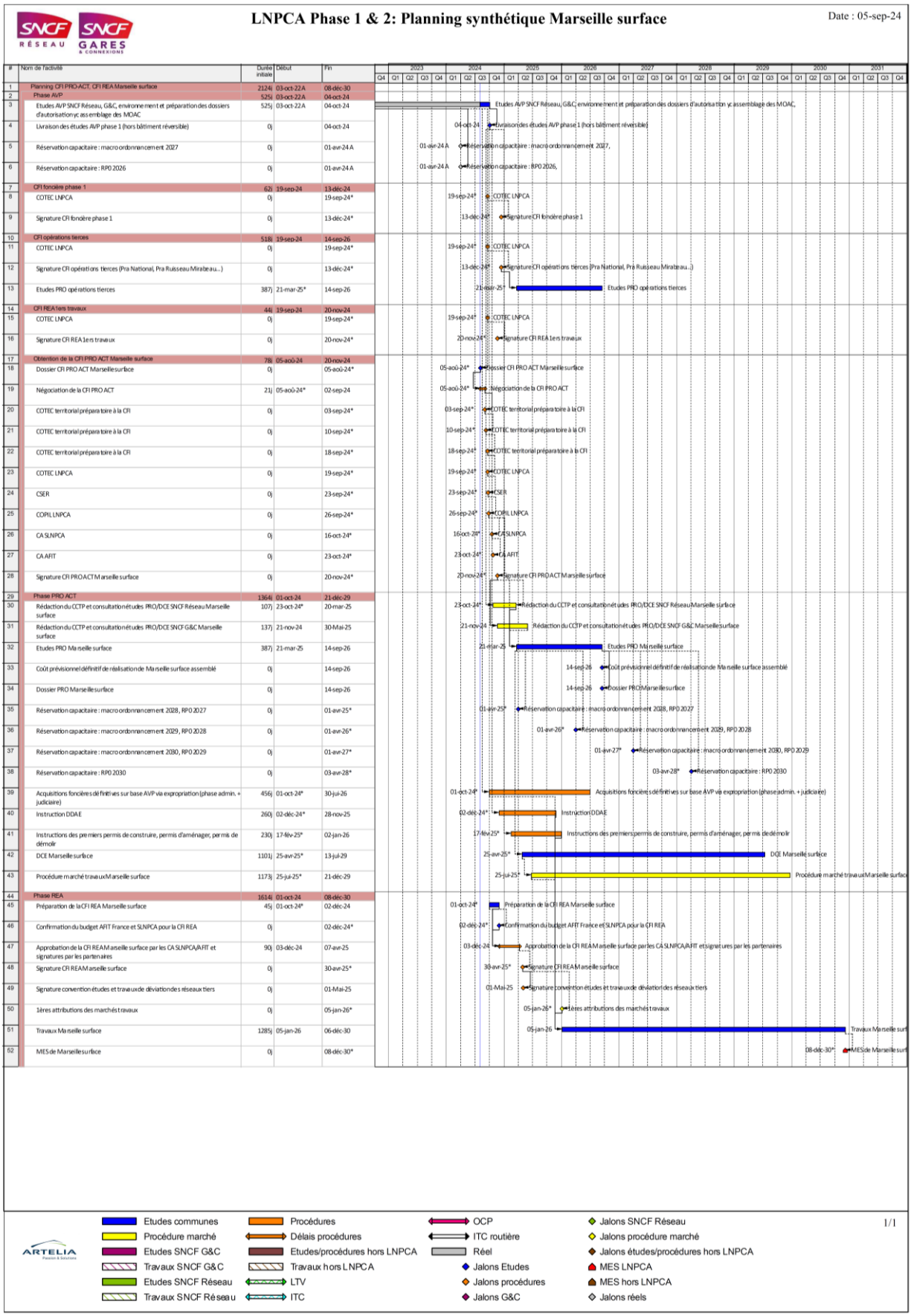
L'ensemble des voies sera posé à leur emplacement définitif. Si les quais et leurs aménagements sont pérennes, c'est la couture avec la nouvelle gare souterraine qui est à l'étude sur le quai de liaison et le quai transversal. Ce projet permet d'améliorer les conditions de voyager et de renforcer l'offre de transport en avance de phase par rapport à la livraison de la gare souterraine.

Les études PRO relatives au Bloc Est doivent démarrer au premier trimestre 2025 afin de démarrer les libérations d'emprises signalisation et télécommunications dès le premier trimestre 2026.

Le calendrier des travaux du Bloc Est est étroitement lié à celui de Libération d'Abeilles. En effet, ce n'est qu'après avoir déposé en partie le faisceau d'Abeilles, démoli l'extrémité de la halle A et les bâtiments B102 et B027 que les premiers travaux de libération des emprises signalisation et télécommunications pourront avoir lieu. Les travaux de terrassement, voie, caténaire qui ne sont pas situés sur l'emprise de la halle A, pourront également débuter en 2027. En revanche, il faudra attendre que la halle A (partie béton) soit démolie pour poursuivre ces travaux, cette libération de la totalité de la halle A béton est prévue entre juin 2028 et décembre 2028.

Les travaux de réalisation des quais pourront se poursuivre dès la démolition totale de la halle A.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

LNPCA Phase 1 & 2: Planning détaillé Marseille surface

Date : 05-sep-24

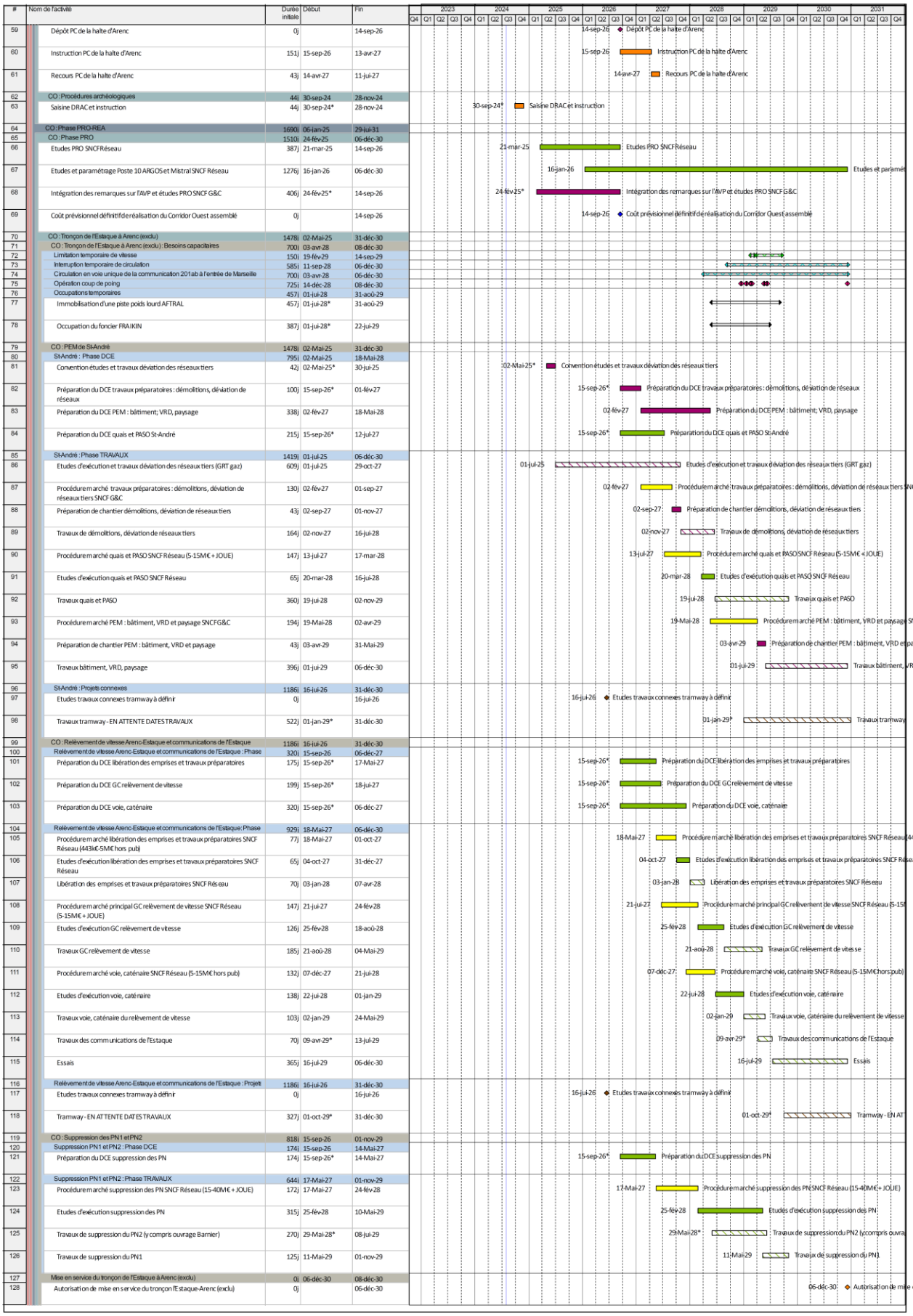
#	Nom de l'activité	Durée initiale	Début	Fin
1	Planning CFI PRO ACT, CFI REA Marseille surface	2269j	03-oct-22 A	29-jui-31
2	Phase AVP	525j	03-oct-22 A	04-oct-24
3	Etudes AVP SNCF Réseau, G&C, environnement et préparation des dossiers d'autorisation yc assemblage des MOAC	525j	03-oct-22 A	04-oct-24
4	Livraison des études AVP phase 1 (hors bâtiment réversible)	0j		04-oct-24
5	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2027	0j		01-avr-24 A
6	Réservation capacitaire : RPO 2026	0j		01-avr-24 A
7	CFI foncière phase 1	62j	19-sep-24	13-déc-24
8	COTEC LNPCA	0j		19-sep-24*
9	Signature CFI foncière phase 1	0j		13-déc-24*
10	CFI opérations tierces	518j	19-sep-24	14-sep-26
11	COTEC LNPCA	0j		19-sep-24*
12	Signature CFI opérations tierces (Pra National, Pra Ruisseau Mirabeau...)	0j		13-déc-24*
13	Etudes PRO opérations tierces	387j	21-mar-25*	14-sep-26
14	CFI REA 1ers travaux	44j	19-sep-24	20-nov-24
15	COTEC LNPCA	0j		19-sep-24*
16	Signature CFI REA 1ers travaux	0j		20-nov-24*
17	Obtention de la CFI PRO ACT Marseille surface	78j	05-août-24	20-nov-24
18	Dossier CFI PRO ACT Marseille surface	0j		05-août-24*
19	Négociation de la CFI PRO ACT	21j	05-août-24*	02-sep-24
20	COTEC territorial préparatoire à la CFI	0j		03-sep-24*
21	COTEC territorial préparatoire à la CFI	0j		10-sep-24*
22	COTEC territorial préparatoire à la CFI	0j		18-sep-24*
23	COTEC LNPCA	0j		19-sep-24*
24	CSER	0j		23-sep-24*
25	COPIL LNPCA	0j		26-sep-24*
26	CA SLNPCA	0j		16-oct-24*
27	CA AFIT	0j		23-oct-24*
28	Signature CFI PRO ACT Marseille surface	0j		20-nov-24*
29	Phase PRO ACT	899j	23-oct-24	03-avr-28
30	Rédaction du CCTP et consultation études PRO/DCE SNCF Réseau Marseille surface	107j	23-oct-24*	20-mar-25
31	Rédaction du CCTP et consultation études PRO/DCE SNCF G&C Marseille surface	137j	21-nov-24	30-Mai-25
32	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2028, RPO 2027	0j		01-avr-25*
33	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2029, RPO 2028	0j		01-avr-26*
34	Réservation capacitaire : macro ordonnancement 2030, RPO 2029	0j		01-avr-27*
35	Réservation capacitaire : RPO 2030	0j		03-avr-28*
36	Phase REA	329j	01-oct-24	05-jan-26
37	Préparation de la CFI REA Marseille surface	45j	01-oct-24*	02-déc-24
38	Approbation de la CFI REA Marseille surface par les CA SLNPCA/AFIT et signatures par les partenaires	90j	03-déc-24	07-avr-25
39	Signature CFI REA Marseille surface	0j		30-avr-25*
40	Signature convention études et travaux de déviation des réseaux tiers	0j		01-Mai-25
41	1ères attributions des marchés travaux	0j		05-jan-26*
42	Procédures administratives et environnementales communes aux opérations de Mi	456j	01-oct-24	30-jui-26
43	Procédures foncières	456j	01-oct-24	30-jui-26
44	Instruction conventions d'occupations temporaires	282j	02-jui-25*	30-jui-26
45	Saisine du Préfet des Bouches du Rhône pour acquisitions foncières définitives	0j		01-oct-24*
46	Acquisitions foncières définitives sur base AVP via expropriation (phase admin. + judiciaire)	456j	01-oct-24	30-jui-26
47	Enquête parcellaire	23j	10-fév-25	12-mar-25
48	Libération des emprises foncières	0j		30-jui-26
49	Procédure d'autorisation environnementale	260j	02-déc-24	28-nov-25
50	Dépôt DDAE	0j		02-déc-24*
51	Instruction DDAE - A Confirmer au regard de la LIV	260j	02-déc-24	28-nov-25
52	Enquête publique DDAE	86j	05-Mai-25	01-sep-25
53	Corridor Ouest	1760j	30-sep-24	29-jui-31
54	CO : Procédures administratives et environnementales	705j	30-sep-24	11-jui-27
55	CO : Permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager	605j	17-fév-25	11-jui-27
56	Dépôt PC, PD, PA du PEM de St-André	0j		17-fév-25*
57	Instruction PC, PD, PA du PEM de St-André	194j	17-fév-25	13-nov-25
58	Recours PC du PEM de St-André	43j	01-déc-25	28-jan-26

Etudes communes
Procédure marché
Etudes SNCF G&C
Travaux SNCF G&C
Etudes SNCF Réseau
Travaux SNCF Réseau
Procédures
Délais procédures
Etudes/procédures hors LNPCA
Travaux hors LNPCA
LTV
ITC
OCP
ITC routière
Réel
Jalons Etudes
Jalons procédures
Jalons G&C
Jalons SNCF Réseau
Jalons procédure marché
Jalons études/procédures hors LNPCA
MES LNPCA
MES hors LNPCA
Jalons réels

1/5

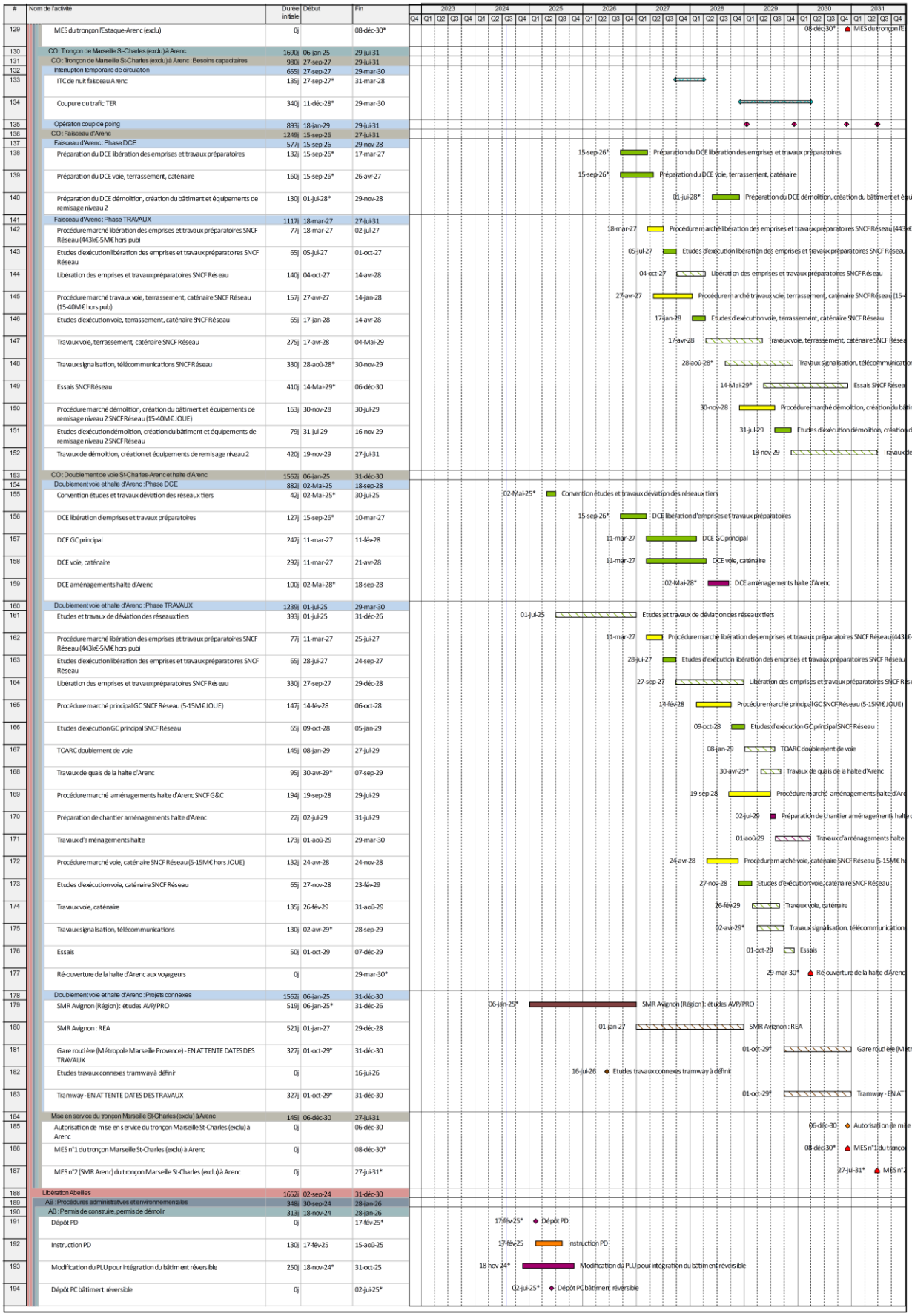
AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



AR Prefecture

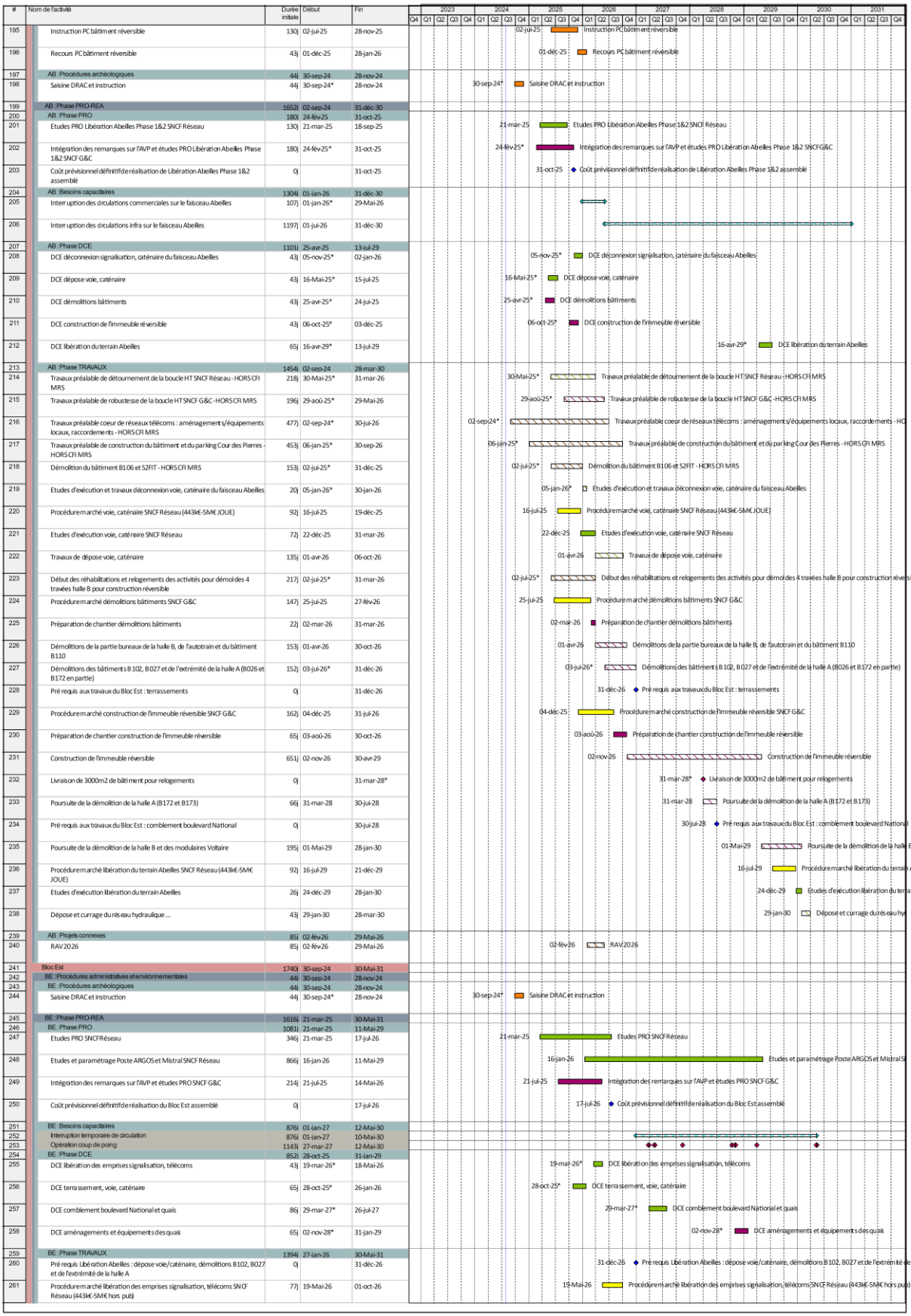
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



#	Nom de l'activité	Durée initiale	Début	Fin
129	MES du tronçon l'Estaque-Arenc (exclu)	0j		08-déc-30*
130	CO : Tronçon de Marseille St-Charles (exclu) à Arenc	1690j	06-jan-25	29-jui-31
131	CO : Tronçon de Marseille St-Charles (exclu) à Arenc : Besoins capacitaires	980j	27-sep-27	29-jui-31
132	Interruption temporaire de circulation	655j	27-sep-27	29-mar-30
133	ITC de nuit faisceau Arenc	135j	27-sep-27*	31-mar-28
134	Coupure du trafic TER	340j	11-déc-28*	29-mar-30
135	Opération coup de poing	893j	18-jan-29	29-jui-31
136	CO : Faisceau d'Arenc	1249j	15-sep-26	27-jui-31
137	Faisceau d'Arenc : Phase DCE	577j	15-sep-26	29-nov-28
138	Préparation du DCE libération des emprises et travaux préparatoires	132j	15-sep-26*	17-mar-27
139	Préparation du DCE voie, terrassement, caténaire	160j	15-sep-26*	26-avr-27
140	Préparation du DCE démolition, création du bâtiment et équipements de remisage niveau 2	130j	01-jui-28*	29-nov-28
141	Faisceau d'Arenc : Phase TRAVAUX	1117j	18-mar-27	27-jui-31
142	Procédure marché libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	77j	18-mar-27	02-jui-27
143	Etudes d'exécution libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau	65j	05-jui-27	01-oct-27
144	Libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau	140j	04-oct-27	14-avr-28
145	Procédure marché travaux voie, terrassement, caténaire SNCF Réseau (15-40M€ hors pub)	157j	27-avr-27	14-jan-28
146	Etudes d'exécution voie, terrassement, caténaire SNCF Réseau	65j	17-jan-28	14-avr-28
147	Travaux voie, terrassement, caténaire SNCF Réseau	275j	17-avr-28	04-Mai-29
148	Travaux signalisation, télécommunications SNCF Réseau	330j	28-aoû-28*	30-nov-29
149	Essais SNCF Réseau	410j	14-Mai-29*	06-déc-30
150	Procédure marché démolition, création du bâtiment et équipements de remisage niveau 2 SNCF Réseau (15-40M€ JOUE)	163j	30-nov-28	30-jui-29
151	Etudes d'exécution démolition, création du bâtiment et équipements de remisage niveau 2 SNCF Réseau	79j	31-jui-29	16-nov-29
152	Travaux de démolition, création et équipements de remisage niveau 2	420j	19-nov-29	27-jui-31
153	CO : Doublement de voie St-Charles-Arenc et halte d'Arenc	1562j	06-jan-25	31-déc-30
154	Doublement voie et halte d'Arenc : Phase DCE	882j	02-Mai-25	18-sep-28
155	Convention études et travaux déviation des réseaux tiers	42j	02-Mai-25*	30-jui-25
156	DCE libération d'emprises et travaux préparatoires	127j	15-sep-26*	10-mar-27
157	DCE GC principal	242j	11-mar-27	11-fév-28
158	DCE voie, caténaire	292j	11-mar-27	21-avr-28
159	DCE aménagements halte d'Arenc	100j	02-Mai-28*	18-sep-28
160	Doublement voie et halte d'Arenc : Phase TRAVAUX	1230j	01-jui-25	29-mar-30
161	Etudes et travaux de déviation des réseaux tiers	393j	01-jui-25	31-déc-26
162	Procédure marché libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	77j	11-mar-27	25-jui-27
163	Etudes d'exécution libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau	65j	28-jui-27	24-sep-27
164	Libération des emprises et travaux préparatoires SNCF Réseau	330j	27-sep-27	29-déc-28
165	Procédure marché principal GC SNCF Réseau (5-15M€ JOUE)	147j	14-fév-28	06-oct-28
166	Etudes d'exécution GC principal SNCF Réseau	65j	09-oct-28	05-jan-29
167	TOARC doublement de voie	145j	08-jan-29	27-jui-29
168	Travaux de quais de la halte d'Arenc	95j	30-avr-29*	07-sep-29
169	Procédure marché aménagements halte d'Arenc SNCF G&C	194j	19-sep-28	29-jui-29
170	Préparation de chantier aménagements halte d'Arenc	22j	02-jui-29	31-jui-29
171	Travaux d'aménagements halte	173j	01-aoû-29	29-mar-30
172	Procédure marché voie, caténaire SNCF Réseau (5-15M€ hors JOUE)	132j	24-avr-28	24-nov-28
173	Etudes d'exécution voie, caténaire SNCF Réseau	65j	27-nov-28	23-fév-29
174	Travaux voie, caténaire	135j	26-fév-29	31-aoû-29
175	Travaux signalisation, télécommunications	130j	02-avr-29*	28-sep-29
176	Essais	50j	01-oct-29	07-déc-29
177	Ré-ouverture de la halte d'Arenc aux voyageurs	0j		29-mar-30*
178	Doublement voie et halte d'Arenc : Projets connexes	1562j	06-jan-25	31-déc-30
179	SMR Avignon (Région) : études AVP/PRO	519j	06-jan-25*	31-déc-26
180	SMR Avignon : REA	521j	01-jan-27	29-déc-28
181	Gare routière (Métropole Marseille Provence) - EN ATTENTE DATES DES TRAVAUX	327j	01-oct-29*	31-déc-30
182	Etudes travaux connexes tramway à définir	0j		16-jui-26
183	Tramway - EN ATTENTE DATES DES TRAVAUX	327j	01-oct-29*	31-déc-30
184	Mise en service du tronçon Marseille St-Charles (exclu) à Arenc	145j	06-déc-30	27-jui-31
185	Autorisation de mise en service du tronçon Marseille St-Charles (exclu) à Arenc	0j		06-déc-30
186	MES n°1 du tronçon Marseille St-Charles (exclu) à Arenc	0j		08-déc-30*
187	MES n°2 (SMR Arenc) du tronçon Marseille St-Charles (exclu) à Arenc	0j		27-jui-31*
188	Libération Abeilles	1652j	02-sep-24	31-déc-30
189	AB : Procédures administratives et environnementales	348j	30-sep-24	28-jan-26
190	AB : Permis de construire, permis de démolir	313j	18-nov-24	28-jan-26
191	Dépôt PD	0j		17-fév-25*
192	Instruction PD	130j	17-fév-25	15-aoû-25
193	Modification du PLU pour intégration du bâtiment réversible	250j	18-nov-24*	31-oct-25
194	Dépôt PC bâtiment réversible	0j		02-jui-25*

AR Prefecture

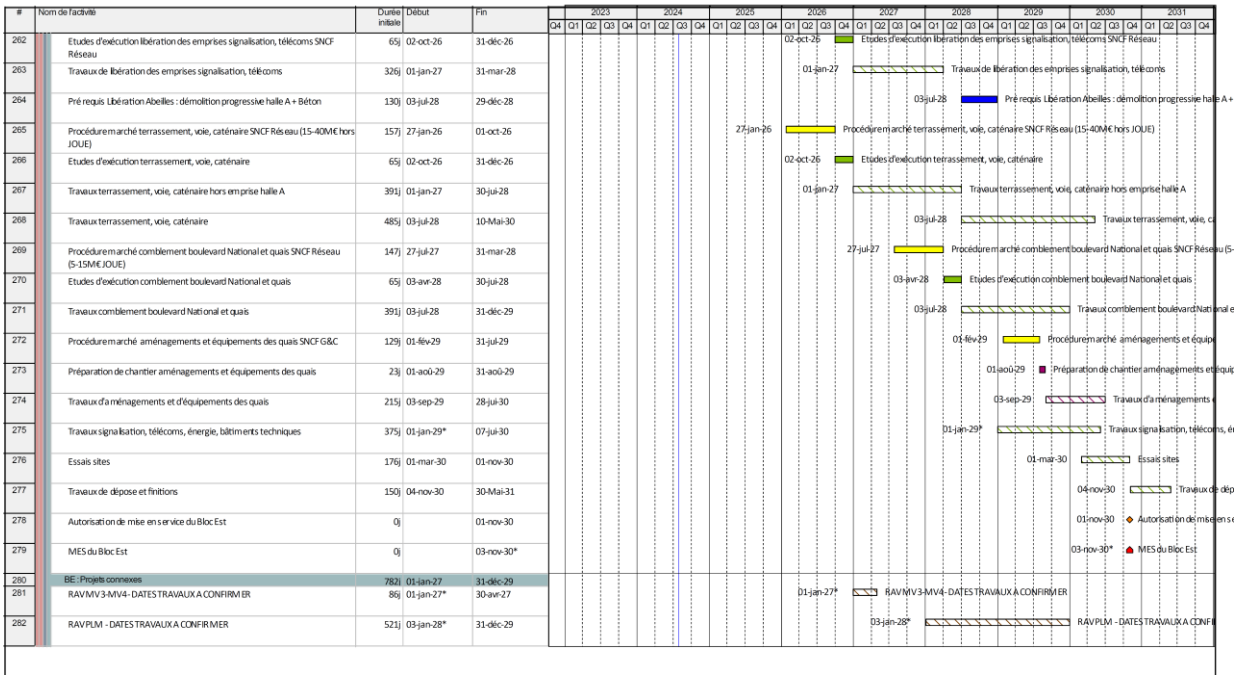
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



#	Nom de l'activité	Durée initiale	Début	Fin
195	Instruction PC bâtiment réversible	130j	02-jui-25	28-nov-25
196	Recours PC bâtiment réversible	43j	01-déc-25	28-jan-26
197	AB : Procédures archéologiques	44j	30-sep-24	28-nov-24
198	Saisine DRAC et instruction	44j	30-sep-24*	28-nov-24
199	AB : Phase PRO-REA	1652j	02-sep-24	31-déc-30
200	AB : Phase PRO	180j	24-fév-25	31-oct-25
201	Etudes PRO Libération Abeilles Phase 1&2 SNCF Réseau	130j	21-mar-25	18-sep-25
202	Intégration des remarques sur l'AVP et études PRO Libération Abeilles Phase 1&2 SNCF G&C	180j	24-fév-25*	31-oct-25
203	Coût prévisionnel définitif de réalisation de Libération Abeilles Phase 1&2 assemblé	0j		31-oct-25
204	AB : Besoins capacitaires	1304j	01-jan-26	31-déc-30
205	Interruption des circulations commerciales sur le faisceau Abeilles	107j	01-jan-26*	29-Mai-26
206	Interruption des circulations infra sur le faisceau Abeilles	1197j	01-jui-26	31-déc-30
207	AB : Phase DCE	1101j	25-avr-25	13-jui-29
208	DCE déconnexion signalisation, caténaire du faisceau Abeilles	43j	05-nov-25*	02-jan-26
209	DCE dépose voie, caténaire	43j	16-Mai-25*	15-jui-25
210	DCE démolitions bâtiments	43j	25-avr-25*	24-jui-25
211	DCE construction de l'immeuble réversible	43j	06-oct-25*	03-déc-25
212	DCE libération du terrain Abeilles	65j	16-avr-29*	13-jui-29
213	AB : Phase TRAVAUX	1454j	02-sep-24	28-mar-30
214	Travaux préalable de détournement de la boucle HT SNCF Réseau - HORS CFI MRS	218j	30-Mai-25*	31-mar-26
215	Travaux préalable de robustesse de la boucle HT SNCF G&C - HORS CFI MRS	196j	29-aoû-25*	29-Mai-26
216	Travaux préalable coeur de réseaux télécoms : aménagements/équipements locaux, raccordements - HORS CFI MRS	477j	02-sep-24*	30-jui-26
217	Travaux préalable de construction du bâtiment et du parking Cour des Pierres - HORS CFI MRS	453j	06-jan-25*	30-sep-26
218	Démolition du bâtiment B106 et S2FIT - HORS CFI MRS	153j	02-jui-25*	31-déc-25
219	Etudes d'exécution et travaux déconnexion voie, caténaire du faisceau Abeilles	20j	05-jan-26*	30-jan-26
220	Procédure marché voie, caténaire SNCF Réseau (443k€-5M€ JOUE)	92j	16-jui-25	19-déc-25
221	Etudes d'exécution voie, caténaire SNCF Réseau	72j	22-déc-25	31-mar-26
222	Travaux de dépose voie, caténaire	135j	01-avr-26	06-oct-26
223	Début des réhabilitations et relogements des activités pour démol des 4 travées halle B pour construction réversible	217j	02-jui-25*	31-mar-26
224	Procédure marché démolitions bâtiments SNCF G&C	147j	25-jui-25	27-fév-26
225	Préparation de chantier démolitions bâtiments	22j	02-mar-26	31-mar-26
226	Démolitions de la partie bureaux de la halle B, de l'autotrain et du bâtiment B110	153j	01-avr-26	30-oct-26
227	Démolitions des bâtiments B 102, B 027 et de l'extrémité de la halle A (B026 et B172 en partie)	152j	03-jui-26*	31-déc-26
228	Pré requis aux travaux du Bloc Est : terrassements	0j		31-déc-26
229	Procédure marché construction de l'immeuble réversible SNCF G&C	162j	04-déc-25	31-jui-26
230	Préparation de chantier construction de l'immeuble réversible	65j	03-aoû-26	30-oct-26
231	Construction de l'immeuble réversible	651j	02-nov-26	30-avr-29
232	Livraison de 3000m2 de bâtiment pour relogements	0j		31-mar-28*
233	Poursuite de la démolition de la halle A (B172 et B173)	66j	31-mar-28	30-jui-28
234	Pré requis aux travaux du Bloc Est : comblement boulevard National	0j		30-jui-28
235	Poursuite de la démolition de la halle B et des modulaires Voltaire	195j	01-Mai-29	28-jan-30
236	Procédure marché libération du terrain Abeilles SNCF Réseau (443k€-5M€ JOUE)	92j	16-jui-29	21-déc-29
237	Etudes d'exécution libération du terrain Abeilles	26j	24-déc-29	28-jan-30
238	Dépose et curage du réseau hydraulique ...	43j	29-jan-30	28-mar-30
239	AB : Projets connexes	85j	02-fév-26	29-Mai-26
240	RAV 2026	85j	02-fév-26	29-Mai-26
241	Bloc Est	1740j	30-sep-24	30-Mai-31
242	BE : Procédures administratives et environnementales	44j	30-sep-24	28-nov-24
243	BE : Procédures archéologiques	44j	30-sep-24	28-nov-24
244	Saisine DRAC et instruction	44j	30-sep-24*	28-nov-24
245	BE : Phase PRO-REA	1616j	21-mar-25	30-Mai-31
246	BE : Phase PRO	1081j	21-mar-25	11-Mai-29
247	Etudes PRO SNCF Réseau	346j	21-mar-25	17-jui-26
248	Etudes et paramétrage Poste ARGOS et Mistral SNCF Réseau	866j	16-jan-26	11-Mai-29
249	Intégration des remarques sur l'AVP et études PRO SNCF G&C	214j	21-jui-25	14-Mai-26
250	Coût prévisionnel définitif de réalisation du Bloc Est assemblé	0j		17-jui-26
251	BE : Besoins capacitaires	876j	01-jan-27	12-Mai-30
252	Interruption temporaire de circulation	876j	01-jan-27	10-Mai-30
253	Opération coup de poing	1143j	27-mar-27	12-Mai-30
254	BE : Phase DCE	852j	28-oct-25	31-jan-29
255	DCE libération des emprises signalisation, télécoms	43j	19-mar-26*	18-Mai-26
256	DCE terrassement, voie, caténaire	65j	28-oct-25*	26-jan-26
257	DCE comblement boulevard National et quais	86j	29-mar-27*	26-jui-27
258	DCE aménagements et équipements des quais	65j	02-nov-28*	31-jan-29
259	BE : Phase TRAVAUX	1394j	27-jan-26	30-Mai-31
260	Pré requis Libération Abeilles : dépose voie/caténaire, démolitions B102, B027 et de l'extrémité de la halle A	0j		31-déc-26
261	Procédure marché libération des emprises signalisation, télécoms SNCF Réseau (443k€-5M€ hors pub)	77j	19-Mai-26	01-oct-26

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025



#	Nom de l'activité	Durée initiale	Début	Fin
262	Etudes d'exécution libération des emprises signalisation, télécoms SNCF Réseau	65j	02-oct-26	31-déc-26
263	Travaux de libération des emprises signalisation, télécoms	326j	01-jan-27	31-mar-28
264	Pré requis Libération Abeilles : démolition progressive halle A + Béton	130j	03-jul-28	29-déc-28
265	Procédure marché terrassement, voie, caténaire SNCF Réseau (15-40M€ hors JOUE)	157j	27-jan-26	01-oct-26
266	Etudes d'exécution terrassement, voie, caténaire	65j	02-oct-26	31-déc-26
267	Travaux terrassement, voie, caténaire hors emprise halle A	391j	01-jan-27	30-jui-28
268	Travaux terrassement, voie, caténaire	485j	03-jul-28	10-Mai-30
269	Procédure marché comblement boulevard National et quais SNCF Réseau (5-15M€ JOUE)	147j	27-jul-27	31-mar-28
270	Etudes d'exécution comblement boulevard National et quais	65j	03-avr-28	30-jui-28
271	Travaux comblement boulevard National et quais	391j	03-jul-28	31-déc-29
272	Procédure marché aménagements et équipements des quais SNCF G&C	129j	01-fév-29	31-jui-29
273	Préparation de chantier aménagements et équipements des quais	23j	01-août-29	31-août-29
274	Travaux d'aménagements et d'équipements des quais	215j	03-sep-29	28-jui-30
275	Travaux signalisation, télécoms, énergie, bâtiments techniques	375j	01-jan-29*	07-jui-30
276	Essais sites	176j	01-mar-30	01-nov-30
277	Travaux de dépose et finitions	150j	04-nov-30	30-Mai-31
278	Autorisation de mise en service du Bloc Est	0j		01-nov-30
279	MES du Bloc Est	0j		03-nov-30*
280	BE : Projets connexes	782j	01-jan-27	31-déc-29
281	RAV MV3-MV4- DATES TRAVAUX A CONFIRMER	86j	01-jan-27*	30-avr-27
282	RAV PLM - DATES TRAVAUX A CONFIRMER	521j	03-jan-28*	31-déc-29

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Annexe 3 : conventions de financement de référence contractualisées par la SLNPCA

Objet	Opérations	MOA	Convention de financement de référence
Études de niveau avant-projet des phases 1&2			
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 1	Ensemble des opérations de phase 1	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement des études de niveau avant-projet de phase 1
Reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport	Gare et PEM Nice Aéroport	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération Nice Aéroport phases 1&2
Etudes complémentaires de niveau avant-projet pour les opérations des Bouches du Rhône et du Var	PEM de Saint André PEM de Saint Cyr sur Mer PEM sur la Pauline Carnoules Solliès	SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement des études complémentaires de niveau avant-projet pour les opérations des Bouches du Rhône et du Var
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 2	Ensemble des opérations de phase 2	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement des études de niveau avant-projet de phase 2
Acquisitions foncières			
Acquisitions foncières anticipées des phase 1&2	Opérations de phase 1&2	SNCF RESEAU	Convention de financement des acquisitions foncières anticipées de phase 1 et 2
Acquisitions foncières de phase 1	A déterminer	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement des acquisitions foncières de phase 1
Études de projet et travaux de phase 1			
Travaux préparatoires de l'ensemble des opérations de phase 1 et sur Marseille, travaux préparatoires Saint Charles et travaux Blancarde	- Travaux préparatoires de phase 1 - PRO/REA Construction Bâtiment Cour des Pierres - Relogements Abeilles - Réalisation Remisage Blancarde	SNCF RESEAU SNCF RESEAU SNCF GARES&CONNEXIONS SNCF RESEAU	Convention de financement PRO REA n°1

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Études PRO/ACT Navette Toulonnaise	PEM Saint-Cyr / Carnoules / Suppression des TVP à Solliès-Pont, Cuers et Puget-ville / La Pauline-Hyères) ;	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement PRO/ACT n°2
	Provision pour risques commune de conception des opérations de phase 1	SNCF RESEAU	
Études PRO/ACT Nice Aéroport	Gare et PEM Nice Aéroport	SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement PRO/ACT n°3
Études PRO/ACT Marseille Surface		SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement PRO/ACT n°4
Travaux urgents de phase 1		SNCF RESEAU SNCF GARES & CONNEXIONS	Convention de financement travaux urgents

Coûts aux conditions économiques de référence

Objet	Maître d'ouvrage (MOA)	Montants en € constants de référence (CE date de référence)	Date de référence
Études de niveau avant-projet des phases 1&2			
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 1	SNCF RESEAU	23 447 682 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	4 652 318 €	
Reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport	SNCF RESEAU	105 000 €	CE 03/2024
	SNCF GARES & CONNEXIONS	1 420 000 €	
Etudes complémentaires de niveau avant-projet pour les opérations des Bouches du Rhône et du Var	SNCF GARES & CONNEXIONS	545 000 €	CE 01/2024
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 2	SNCF RESEAU	62 720 000 €	CE 07/22
	SNCF GARES & CONNEXIONS	25 990 000 €	
Acquisitions foncières			
Acquisitions foncières anticipées des phase 1&2	SNCF RESEAU	6 000 000 €	
Acquisitions foncières de phase 1	SNCF RESEAU	13 620 603 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	29 141 179 €	CE 07/20

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Études de projet et travaux de phase 1			
Travaux préparatoires de l'ensemble des opérations de phase 1 et sur Marseille, travaux préparatoires Saint Charles et travaux Blancarde	SNCF RESEAU	25 359 151 €	CE 07/20
	SNCF GARES&CONNEXIONS	10 069 138 €	CE 07/20
Études PRO/ACT Navette Toulonnaise	SNCF RESEAU	14 882 266 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	7 033 978 €	CE 07/20
Provision pour risques commune de conception des opérations de phase 1	SNCF RESEAU	4 550 000 €	CE 07/20
Études PRO/ACT Nice Aéroport	SNCF RESEAU	6 316 894 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	9 729 191 €	CE 07/20
Études PRO/ACT Marseille Surface	SNCF RESEAU	18 353 256 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	7 096 624 €	CE 07/20
Travaux urgents de phase 1	SNCF RESEAU	8 605 982 €	CE 07/20
	SNCF GARES & CONNEXIONS	17 506 715 €	CE 07/20

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Hypothèses d'actualisation

Objet	Indices utilisés	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Études de niveau avant-projet des phases 1&2							
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 1	ING						
Reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport	Pas d'actualisation						
Etudes complémentaires de niveau avant-projet pour les opérations des Bouches du Rhône et du Var	ING						
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 2	ING	+2,5%	+5,7%	+3,3%	+2,5%	+2,5%	+2,0%
Acquisitions foncières							
Acquisitions foncières anticipées des phase 1&2	Sans objet						
Acquisitions foncières de phase 1	TP01						
Études de projet et travaux de phase 1							
Travaux préparatoires de l'ensemble des opérations de phase 1 et sur Marseille, travaux préparatoires Saint Charles et travaux Blancarde	TP01 et BT01			+ 4%	+ 3,5%	Idem	idem
	ING			+2,6%	idem	Idem	idem
Études PRO/ACT Navette Toulonnaise	ING			+2,5%	+2,3%	+2,2%	idem
Provision pour risques commune de conception des opérations de phase 1	TP01			+2,8%	+2,5%	Idem	idem
Études PRO/ACT Nice Aéroport	ING						
Études PRO/ACT Marseille Surface	ING						
Travaux urgents de phase 1	TP01						

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Coûts aux conditions économiques de réalisation

Objet	Maître d'ouvrage (MOA)	Montants en € courants
Études de niveau avant-projet des phases 1&2		
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 1	SNCF RESEAU	25 200 000 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	5 000 €
Reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport	SNCF RESEAU	105 000 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	1 420 000 €
Etudes complémentaires de niveau avant-projet pour les opérations des Bouches du Rhône et du Var	SNCF GARES & CONNEXIONS	559 170 €
Études de niveau avant-projet de l'ensemble des opérations de la phases 2	SNCF RESEAU	70 900 000 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	29 680 000 €
Acquisitions foncières		
Acquisitions foncières anticipées des phase 1&2	SNCF RESEAU	6 000 000 €
Acquisitions foncières de phase 1	SNCF RESEAU	16 635 729 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	35 592 017 €
Études de projet et travaux de phase 1		
Travaux préparatoires de l'ensemble des opérations de phase 1 et sur Marseille, travaux préparatoires Saint Charles et travaux Blancarde	SNCF RESEAU	31 027 495 €
	SNCF GARES&CONNEXIONS	12 028 892 €
Études PRO/ACT Navette Toulonnaise	SNCF RESEAU	17 605 944 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	8 321 303 €
Provision pour risques commune de conception des opérations de phase 1	SNCF RESEAU	5 795 082 €

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_028-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Études PRO/ACT Nice Aéroport	SNCF RESEAU	7 464 137 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	11 496 156 €
Études PRO/ACT Marseille Surface	SNCF RESEAU	21 712 179 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	8 395 413 €
Premiers travaux de phase 1	SNCF RESEAU	10 675 541 €
	SNCF GARES & CONNEXIONS	21 861 333 €

Annexe 4 : détail des engagements pluriannuels des Collectivités membres pour le projet des phases 1&2 de la LNPCA – *en € courants*

Engagement total collectivités	Montants pris en charge avant SLNPCA	% AVP phase 1 (hors compl NAE et 13/83)	AVP phase 1	% AVP phase 2	AVP phase 2	% PRO - REA	PRO - REA phase 1	PRO - REA phase 2	SMR Corridor Ouest	TOTAL ENGAGEMENTS PLURIANNUELS
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 520 700 €	25,0000%	2 336 771 €	20,0000%	7 666 502 €	20,0000%	115 744 000 €	294 800 000 €	4 856 000 €	**425 403 273 €**
Département des Bouches du Rhône	2 097 427 €	-	43 421 €	-	0 €	7,1146%	41 173 613 €	104 869 204 €	1 727 425 €	**147 813 663 €**
Département du Var	1 172 008 €	3,7500%	350 516 €	2,7957%	1 071 662 €	2,7957%	16 179 275 €	41 208 618 €	678 796 €	**59 488 867 €**
Département des Alpes Maritimes	1 480 436 €	2,7083%	253 147 €	5,0327%	1 929 160 €	5,0327%	29 125 241 €	74 181 998 €	1 221 940 €	**106 711 486 €**
Métropole Aix-Marseille Provence	2 684 215 €	-	43 421 €	-	0 €	9,5345%	55 178 058 €	140 538 530 €	2 314 977 €	**198 074 986 €**
Métropole Toulon Provence Méditerranée	878 858 €	3,7500%	350 516 €	1,3384%	513 042 €	1,3384%	7 745 588 €	19 728 016 €	324 964 €	**28 662 126 €**
Métropole Nice Côte d'Azur	1 008 635 €	2,7083%	253 147 €	2,6873%	1 030 109 €	2,6873%	15 551 943 €	39 610 802 €	652 476 €	**57 098 478 €**
Dracénie Provence Verdon agglomération	157 380 €	0,8333%	77 889 €	0,2194%	84 102 €	0,2194%	1 269 712 €	3 233 956 €	53 270 €	**4 718 929 €**
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	323 423 €	1,6667%	155 788 €	0,4818%	184 686 €	0,4818%	2 788 273 €	7 101 732 €	116 981 €	**10 347 460 €**
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	241 002 €	0,8333%	77 889 €	0,6351%	243 450 €	0,6351%	3 675 451 €	9 361 374 €	154 202 €	**13 512 366 €**
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	88 916 €	0,4167%	38 949 €	0,1605%	61 524 €	0,1605%	928 846 €	2 365 770 €	38 969 €	**3 434 058 €**
TOTAL	**17 653 000 €**	**41,6666%**	**3 981 454 €**	**33,3509%**	**12 784 236**	**50,0000%**	**289 360 000 €**	**737 000 000 €**	**12 140 000 €**	**1 072 918 690 €**
SLNPCA		**50%**	**7 612 911 €**	**50%**	**33 533 734 €**	**50%**	**289 360 000 €**	**737 000 000 €**	**12 140 000 €**	**1 079 646 645 €**

Annexe 4 : détail des crédits de paiement de la SLNPCA et des contributions totales annuelles prévisionnelles des Collectivités membres pour l'année 2025 – *en € courants*

	AVP phase 1	AVP NAE n°2	AVP complémentaire 13/83		AVP phase 2			Foncier anticipé	PRO REA phase 1-1ère partie	PRO ACT navette toulonnaise n°2		PRO ACT NAE n°3		PRO ACT Marseille Surface n°4		Foncier phase 1		Travaux urgents phase 1		REA phase 1 Navette toulonnaise	REA phase 1 Nice Aéroport	REA phase 1 Marseille Surface	TOTAL CPi 2025	TOTAL RAR 2024	TOTAL CTAP 2025
			RAR 2024	2025	prévu sans UE	éduction U	ppelé avec UE			RAR 2024	2025	RAR 2024	2025	RAR 2024	2025	RAR 2024	2025	RAR 2024	2025						
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	661 250 €	28 250 €	34 948 €	34 948 €	2 514 500 €	379 898 €	2 134 602 €	0 €	1 291 692 €	518 545 €	472 122 €	379 206 €	876 373 €	602 152 €	686 106 €	1 224 555 €	2 511 387 €	650 737 €	650 737 €	1 775 000 €	1 460 000 €	2 760 000 €	**18 752 610 €**	3 410 143 €	**22 162 753 €**
Département des Bouches du Rhône	0 €	4 708 €	5 825 €	5 825 €	0 €	*135 141 €*	0 €	0 €	459 493 €	184 462 €	167 948 €	134 895 €	311 752 €	214 203 €	244 068 €	371 184 €	893 376 €	231 487 €	231 487 €	631 421 €	519 366 €	981 815 €	**5 593 315 €**	1 142 056 €	**6 735 371 €**
Département du Var	99 188 €	4 238 €	5 242 €	5 242 €	351 489 €	53 104 €	298 385 €	0 €	180 559 €	72 485 €	65 996 €	53 007 €	122 504 €	84 172 €	95 907 €	85 153 €	351 054 €	90 963 €	90 963 €	248 118 €	204 086 €	385 807 €	**2 543 069 €**	391 022 €	**2 934 092 €**
Département des Alpes Maritimes	71 635 €	3 060 €	3 786 €	3 786 €	632 736 €	95 596 €	537 140 €	0 €	325 035 €	130 484 €	118 802 €	95 421 €	220 526 €	151 522 €	172 648 €	233 304 €	631 953 €	163 748 €	163 748 €	446 652 €	367 387 €	694 513 €	**4 535 153 €**	778 267 €	**5 313 419 €**
Métropole Aix-Marseille Provence	0 €	4 708 €	5 825 €	5 825 €	0 €	*181 107 €*	0 €	0 €	615 782 €	247 203 €	225 072 €	180 777 €	417 789 €	287 061 €	327 084 €	431 448 €	1 197 241 €	310 223 €	310 223 €	846 187 €	696 019 €	1 315 761 €	**7 424 227 €**	1 462 537 €	**8 886 764 €**
Métropole Toulon Provence Méditerranée	99 188 €	4 238 €	5 242 €	5 242 €	168 270 €	25 423 €	142 848 €	0 €	86 440 €	34 701 €	31 594 €	25 376 €	58 647 €	40 296 €	45 914 €	0 €	156 701 €	43 547 €	43 547 €	118 783 €	97 703 €	184 699 €	**1 224 707 €**	149 163 €	**1 373 870 €**
Métropole Nice Côte d'Azur	71 635 €	3 060 €	3 786 €	3 786 €	337 861 €	51 045 €	286 816 €	0 €	173 558 €	69 674 €	63 437 €	50 952 €	117 754 €	80 908 €	92 189 €	77 974 €	337 443 €	87 436 €	87 436 €	238 498 €	196 173 €	370 847 €	**2 413 362 €**	370 731 €	**2 784 092 €**
Dracénie Provence Verdon agglomération	22 041 €	942 €	1 165 €	1 165 €	27 584 €	4 167 €	23 417 €	0 €	14 170 €	5 688 €	5 179 €	4 160 €	9 614 €	6 606 €	7 527 €	14 530 €	27 550 €	7 139 €	7 139 €	19 472 €	16 016 €	30 277 €	**223 795 €**	39 288 €	**263 083 €**
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	44 084 €	1 883 €	2 330 €	2 330 €	60 574 €	9 152 €	51 423 €	0 €	31 117 €	12 492 €	11 373 €	9 135 €	21 112 €	14 506 €	16 528 €	31 909 €	60 499 €	15 676 €	15 676 €	42 760 €	35 171 €	66 488 €	**486 493 €**	86 047 €	**572 540 €**
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	22 041 €	942 €	1 165 €	1 165 €	79 848 €	12 064 €	67 784 €	0 €	41 018 €	16 466 €	14 992 €	12 042 €	27 829 €	19 121 €	21 787 €	42 061 €	79 749 €	20 664 €	20 664 €	56 365 €	46 362 €	87 644 €	**599 862 €**	111 520 €	**711 382 €**
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	11 022 €	471 €	583 €	583 €	20 179 €	3 049 €	17 130 €	0 €	10 366 €	4 161 €	3 789 €	3 043 €	7 033 €	4 832 €	5 506 €	10 630 €	20 154 €	5 222 €	5 222 €	14 244 €	11 717 €	22 149 €	**157 856 €**	28 471 €	**186 327 €**
TOTAL	**1 102 082 €**	**56 500 €**	**69 896 €**	**69 896 €**	**4 193 042 €**	**633 498 €**	**3 559 544 €**	**0 €**	**3 229 229 €**	**1 296 362 €**	**1 180 304 €**	**948 015 €**	**2 190 932 €**	**1 505 380 €**	**1 715 265 €**	**2 522 748 €**	**6 267 107 €**	**1 626 844 €**	**1 626 844 €**	**4 437 500 €**	**3 650 000 €**	**6 900 000 €**	**43 954 448 €**	**7 969 245 €**	**51 923 693 €**
SLNPCA	**2 424 582 €**	**113 000 €**	**139 793 €**	**139 793 €**	**10 132 976 €**			**0 €**	**6 458 458 €**	**2 592 725 €**	**2 360 609 €**	**1 896 029 €**	**4 381 864 €**	**3 010 759 €**	**3 430 530 €**	**5 022 775 €**	**12 556 937 €**	**3 253 687 €**	**3 253 687 €**	**8 875 000 €**	**7 300 000 €**	**13 800 000 €**	**75 227 434 €**		

Annexe 5 : détail des crédits de paiement de la SLNPCA et des contributions totales annuelles prévisionnelles des Collectivités membres pour l'année 2026 – *en € courants*

CPi 2026	AVP phase 2	Foncier anticipé	PRO REA phase 1-1ère partie	PRO ACT navette toulonnaise dont PR commune	PRO ACT NAE n°3	PRO ACT Marseille Surface n°4	Foncier phase 1	Travaux urgents phase 1	REA phase 1 Navette toulonnais	REA phase 1 Nice Aéroport	REA phase 1 Marseille Surface	PRO-REA phase 2	TOTAL CTAP 2026
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 805 500 €	0 €	1 532 269 €	1 280 154 €	416 527 €	854 014 €	2 511 387 €	650 737 €	0 €	1 940 000 €	2 840 000 €	1 700 000 €	**15 530 589 €**
Département des Bouches du Rhône	0 €	0 €	545 074 €	455 389 €	148 171 €	303 798 €	893 376 €	231 487 €	0 €	690 116 €	1 010 273 €	604 741 €	**4 882 426 €**
Département du Var	252 382 €	0 €	214 188 €	178 946 €	58 224 €	119 378 €	351 054 €	90 963 €	0 €	271 183 €	396 989 €	237 635 €	**2 170 943 €**
Département des Alpes Maritimes	454 327 €	0 €	385 573 €	322 132 €	104 813 €	214 900 €	631 953 €	163 748 €	0 €	488 172 €	714 643 €	427 780 €	**3 908 040 €**
Métropole Aix-Marseille Provence	0 €	0 €	730 471 €	610 282 €	198 569 €	407 130 €	1 197 241 €	310 223 €	0 €	924 847 €	1 353 899 €	810 433 €	**6 543 093 €**
Métropole Toulon Provence Méditerranée	120 824 €	0 €	102 539 €	85 668 €	27 874 €	57 151 €	156 701 €	43 547 €	0 €	129 825 €	190 053 €	113 764 €	**1 027 946 €**
Métropole Nice Côte d'Azur	242 596 €	0 €	205 883 €	172 008 €	55 967 €	114 750 €	337 443 €	87 436 €	0 €	260 668 €	381 597 €	228 421 €	**2 086 768 €**
Dracénie Provence Verdon agglomération	19 806 €	0 €	16 809 €	14 043 €	4 569 €	9 369 €	27 550 €	7 139 €	0 €	21 282 €	31 155 €	18 649 €	**170 371 €**
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	43 494 €	0 €	36 912 €	30 839 €	10 034 €	20 573 €	60 499 €	15 676 €	0 €	46 735 €	68 416 €	40 953 €	**374 132 €**
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	57 334 €	0 €	48 657 €	40 651 €	13 227 €	27 119 €	79 749 €	20 664 €	0 €	61 605 €	90 184 €	53 984 €	**493 174 €**
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	14 489 €	0 €	12 296 €	10 273 €	3 343 €	6 853 €	20 154 €	5 222 €	0 €	15 569 €	22 791 €	13 643 €	**124 633 €**
TOTAL	**3 010 752 €**	**0 €**	**3 830 674 €**	**3 200 386 €**	**1 041 316 €**	**2 135 036 €**	**6 267 107 €**	**1 626 844 €**	**0 €**	**4 850 000 €**	**7 100 000 €**	**4 250 000 €**	**37 312 115 €**

Annexe 6 : Programmation pluriannuelle des investissements* de la SLNPCA – *en € courants*

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL AP
AVP phase 1	2 635 374 €											**2 635 374 €**
Foncier anticipé		2 000 000 €	1 200 000 €									**3 200 000 €**
PRO REA phase 1- 1ère partie	6 458 458 €	3 102 750 €										**9 561 208 €**
PRO ACT navette toulonnaise n°2	2 360 609 €	6 400 772 €	1 528 478 €	1 320 446 €	1 760 594 €							**13 370 899 €**
PRO ACT NAE n°3	4 381 864 €	2 082 633 €	559 810 €	373 207 €	186 603 €							**7 584 117 €**
PRO ACT Marseille Surface n°4	3 430 530 €	4 270 071 €	1 628 413 €	1 628 413 €	1 085 609 €							**12 043 037 €**
Foncier phase 1	12 556 937 €	7 534 162 €										**20 091 098 €**
Premiers travaux phase 1	3 253 687 €	4 880 531 €	3 253 687 €	1 626 844 €								**13 014 750 €**
REA phase 1	29 975 000 €	18 025 000 €	125 500 000 €	169 000 000 €	143 000 000 €	123 500 000 €						**609 000 000 €**
TOTAL SLNPCA phase 1	**65 052 458 €**	**48 295 918 €**	**133 670 389 €**	**173 948 910 €**	**146 032 807 €**	**123 500 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**690 500 482 €**
AVP phase 2	10 479 292 €	7 524 502 €	5 428 644 €	5 909 579 €								**29 342 017 €**
PRO-REA phase 2	0 €	8 500 000 €	32 500 000 €	61 000 000 €	168 500 000 €	267 500 000 €	285 000 000 €	337 000 000 €	280 000 000 €	233 500 000 €	170 000 000 €	**1 843 500 000 €**
TOTAL SLNPCA phase 2	**10 479 292 €**	**16 024 502 €**	**37 928 644 €**	**66 909 579 €**	**168 500 000 €**	**267 500 000 €**	**285 000 000 €**	**337 000 000 €**	**280 000 000 €**	**233 500 000 €**	**170 000 000 €**	**1 872 842 017 €**
TOTAL SLNPCA phase 1+2	**75 531 750 €**	**64 320 420 €**	**171 599 034 €**	**240 858 489 €**	**314 532 807 €**	**391 000 000 €**	**285 000 000 €**	**337 000 000 €**	**280 000 000 €**	**233 500 000 €**	**170 000 000 €**	**2 563 342 500 €**

* Les investissements intègrent la nécessité d'assurer la couverture du financement des conventions de financement en application de la convention- cadre LNPCA et ne prennent pas en compte le financement européen potentiel. Ces montants sont réduits au fur et à mesure de l'obtention des financements européens qui sont pris en compte dans les appels de fonds réalisés par les maîtres d'ouvrage

Annexe 7 : Programmation pluriannuelle des contributions* annuelles prévisionnelles des collectivités *– en € courants*

	2022-2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	*10 901 044 €*	22 162 753 €	15 530 589 €	35 374 429 €	48 973 151 €	64 456 485 €	75 300 000 €	57 000 000 €	67 400 000 €	56 000 000 €	46 700 000 €	34 000 000 €	**533 798 451 €**
Département des Bouches du Rhône	*3 018 829 €*	6 735 371 €	4 882 426 €	11 853 574 €	16 916 794 €	22 864 678 €	26 786 469 €	20 276 610 €	23 976 202 €	19 920 880 €	16 612 591 €	12 094 820 €	**185 939 245 €**
Département du Var	*1 659 717 €*	2 934 092 €	2 170 943 €	4 839 976 €	6 845 712 €	8 924 028 €	10 525 811 €	7 967 745 €	9 421 509 €	7 827 960 €	6 527 960 €	4 752 690 €	**74 398 142 €**
Département des Alpes Maritimes	*2 117 993 €*	5 313 419 €	3 908 040 €	8 712 718 €	12 323 359 €	16 144 671 €	18 948 116 €	14 343 195 €	16 960 199 €	14 091 560 €	11 751 355 €	8 555 590 €	**133 170 214 €**
Métropole Aix-Marseille Provence	*3 834 732 €*	8 886 764 €	6 543 093 €	15 885 349 €	22 670 729 €	30 575 690 €	35 897 393 €	27 173 325 €	32 131 265 €	26 696 600 €	22 263 058 €	16 208 650 €	**248 766 648 €**
Métropole Toulon Provence Méditerranée	*1 228 589 €*	1 373 870 €	1 027 946 €	2 317 067 €	3 277 283 €	4 231 481 €	5 039 076 €	3 814 440 €	4 510 408 €	3 747 520 €	3 125 164 €	2 275 280 €	**35 968 125 €**
Métropole Nice Côte d'Azur	*1 424 131 €*	2 784 092 €	2 086 768 €	4 652 311 €	6 580 277 €	8 574 132 €	10 117 685 €	7 658 805 €	9 056 201 €	7 524 440 €	6 274 846 €	4 568 410 €	**71 302 097 €**
Dracénie Provence Verdon agglomération	*227 709 €*	263 083 €	170 371 €	379 830 €	537 235 €	708 185 €	826 041 €	625 290 €	739 378 €	614 320 €	512 299 €	372 980 €	**5 976 720 €**
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	*468 159 €*	572 540 €	374 132 €	834 102 €	1 179 763 €	1 555 166 €	1 813 977 €	1 373 130 €	1 623 666 €	1 349 040 €	1 125 003 €	819 060 €	**13 087 738 €**
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	*350 690 €*	711 382 €	493 174 €	1 099 499 €	1 555 142 €	2 049 991 €	2 391 152 €	1 810 035 €	2 140 287 €	1 778 280 €	1 482 959 €	1 079 670 €	**16 942 260 €**
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	*128 893 €*	186 327 €	124 633 €	277 861 €	393 010 €	518 066 €	604 283 €	457 425 €	540 885 €	449 400 €	374 768 €	272 850 €	**4 328 399 €**
TOTAL	***25 360 486 €***	**51 923 693 €**	**37 312 115 €**	**86 226 716 €**	**121 252 456 €**	**160 602 573 €**	**188 250 000 €**	**142 500 000 €**	**168 500 000 €**	**140 000 000 €**	**116 750 000 €**	**85 000 000 €**	**1 323 678 039 €**
SLNPCA	**28 224 733 €**	**75 531 750 €**	**64 320 420 €**	**171 599 034 €**	**240 858 489 €**	**314 532 807 €**	**391 000 000 €**	**285 000 000 €**	**337 000 000 €**	**280 000 000 €**	**233 500 000 €**	**170 000 000 €**	**2 591 567 233 €**

* Les contributions des collectivités membres sont réduites au fur et à mesure de l'obtention des financements européens qui sont pris en compte dans les appels de fonds réalisées par la SLNPCA. Elles sont plafonnées à l'engagement global des collectivités défini à l'article 6. Les contributions intègrent la nécessité d'assurer la couverture du financement des conventions de financement en application de la convention- cadre LNPCA et ne prennent pas en compte le financement européen potentiel.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_029-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_029 : Modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_029-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_029
RAPPORTEUR : Claude SERRA	

MOBILITES - TRANSPORTS

Modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP)

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire de définir les modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme du projet de Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express), qui se déroulera au mois d'avril 2025.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n°DL2019_115 du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacement Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2021_066 du 1er avril 2021 approuvant la candidature de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour son projet de Bus à Haut Niveau de Service entre la Gare SNCF de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux, dans le cadre de l'appel à projets relatif aux transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux (AAP TCSP) de l'Etat (Ministère chargé des Transports) ;

Vu la délibération n°DL2022_140 du 22 septembre 2022 approuvant les modalités de concertation préalable relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_167 du 19 septembre 2024 approuvant les modalités de concertation continue relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'avis favorable de la Commission Mobilités-Transports en date du 05 février 2025 ;

Considérant que le projet est soumis à concertation obligatoire, au titre des articles L. 103-2 et R103-1 du Code de l'urbanisme, puisqu'il consiste en la « réalisation d'un investissement routier dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1 900 000 euros, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants » ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_029-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que cette concertation doit associer pendant toute la durée de son élaboration, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées pour leur permettre de s'exprimer sur la pertinence du projet de BHNS ;

Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de BHNS, il a été identifié une incompatibilité avec le règlement et le zonage du PLU de Grasse ;

Considérant que l'article L153-31 du Code de l'urbanisme prévoit que le PLU doit être révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :
1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

Considérant que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale implique une concertation qui doit être organisée en amont de l'enquête publique, au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite informer les citoyens des modifications qui pourront être apportées au PLU afin de recueillir leurs remarques, leurs observations et propositions sur les modifications proposées pour assurer la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

Considérant que la concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme se déroulera selon le calendrier suivant :

- Publication par voie de presse des modalités et du déroulement de la concertation publique ;

- Lancement de la concertation pour une période d'1 mois à compter **du 1er avril 2025**, suivi de l'élaboration d'un bilan ;

- Délibération en conseil communautaire du Pays de Grasse pour acter les conclusions du bilan de la concertation ;

Considérant que, pour recueillir l'avis du public, différentes modalités de concertation seront proposées au public, comme suit :

- Un dossier de concertation et des registres d'expression seront mis à disposition des citoyens en Mairie principale de Grasse, dans les mairies annexes de la commune (St Claude, Les Aspres, Plan de Grasse) et au niveau de la maison de la Mobilité du Pays de Grasse pendant une durée d'un mois ;

- Les avis pourront également être recueillis par courriel : concertation-bhns@paysdegrasse.fr

- Par courrier postal : Communauté d'agglomération Pays de Grasse – Concertation BHNS – 57 avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_029-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que l'ensemble des informations sur le dispositif de concertation et le projet du BHNS sera délivré régulièrement via plusieurs canaux de diffusion notamment des post sur les réseaux sociaux et par voie de presse afin d'informer sur les permanences et rappeler les informations à disposition ;

Considérant qu'un bilan de la concertation sera élaboré après la clôture de la concertation, mis à disposition du public et joint au dossier d'enquête publique du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les modalités de la concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant à mettre en œuvre la présente délibération, ainsi qu'à signer tous les actes et documents relatifs à son application.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_030 : Signature d'une convention de mise à disposition d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_030
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

TOURISME

Signature d'une convention de mise à disposition d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme

SYNTHESE

Au titre de ses missions statutaires, la société publique locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme assure les missions dévolues aux Offices de Tourisme pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. À ce titre, ladite SPL doit pouvoir disposer de biens mobiliers constituant le support de ses actions.

Il est proposé au conseil communautaire de signer une convention de mise à disposition à titre gratuit d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » avec la SPL Pays de Grasse Tourisme. Cette mise à disposition à titre gracieux est consentie pour une durée totale de 6 ans reconductible par avenant après accord express des parties.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code du tourisme ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 64 et 66 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_200 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2024_245 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve l'entrée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans l'actionnariat de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme ;

Vu les statuts en vigueur de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme ;

Considérant que pour poursuivre son objet social, la SPL doit pouvoir disposer de biens mobiliers constituant le support de ses actions ;

Considérant que ces missions présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement touristique exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que compte tenu des dispositions ci-avant énoncées, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, propriétaire du véhicule (« Tourism'n Truck ») souhaite formaliser une convention de mise à disposition dudit véhicule avec la SPL Pays de Grasse Tourisme. Celle-ci a pour objet de définir les conditions et modalités de ladite mise à disposition ;

La présente délibération prévoit de mettre à disposition à titre gracieux de la SPL Pays de Grasse Tourisme un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » pour une durée de six ans, reconductible par avenant après accord express des parties.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la mise à disposition à titre gracieux d'un véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » en faveur de la société publique locale Pays de Grasse Tourisme dans le cadre de ses missions statutaires ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_030

PROJET

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, située 57 Avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°DL2025_XXX prise en date du 27 février 2025, visée en préfecture de Nice le xx xxxxx 2025.

Ci-après dénommée, « la CAPG »

D'une part,

ET :

La Société publique locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme, identifiée sous le numéro SIRET xxx xxx xxx xxx xx dont le siège social est situé 22 Place du Cours à 06130 GRASSE, représentée par son Directeur général en exercice, **Monsieur Pascal BROCHIERO**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « la SPL »

D'autre part,

Ci-après dénommée, « les parties »

Il est convenu ce qui suit :

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités selon laquelle la CAPG met à disposition de la SPL le véhicule office de tourisme mobile itinérant « Tourism'n Truck » pour l'exécution des missions définies dans ses statuts ;

- de déterminer les droits et obligations réciproques des parties.

Article 2 : DESIGNATION DU VEHICULE MIS A DISPOSITION

Les caractéristiques du « Tourism'n Truck », office de tourisme mobile itinérant, sont celles énumérées ci-après :

Marque : CITROEN

Modèle: JUMPER Confort

Référence: YC2MCU/GY1 MOD

Date d'achat : 03/02/2020

Prix d'achat : 50 000 € HT ; 60 000 € TTC

Numéro d'immatriculation : FN-349-PT

Numéro VIN : VF7YC2MCU12L65162

Motorisation : BlueHdi 130 Euro6 – 7cv

Type : plancher cabine 35L2

PTAC : 3500 kg

Coloris cabine : blanc

Equipement : direction assistée ; ABS ; ESP ; vitres électriques ; Airbag ; fermeture centralisée avec télécommande ; caméra de recul.

Article 3 : DUREE ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée totale de six ans à compter de la signature du contrat par les parties, dans la limite des clauses de résiliation prévues dans l'article y afférent.

Au plus tard trois mois avant le terme de la convention, les parties devront se rapprocher afin de décider de son éventuelle reconduction. Ladite reconduction interviendra de manière expresse pour une même durée maximum et pourra prendre la forme d'un avenant.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_030

Article 4 : DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

4.1 Conditions générales

La présente convention vaut autorisation d'utilisation du véhicule désigné ci-avant et consentie à la SPL exclusivement pour l'exercice de ses missions découlant de son objet statutaire.

L'exercice de toute autre activité ainsi que sous-location est interdite, sauf autorisation expresse et préalable de la CAPG.

De même, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à la SPL.

Le véhicule faisant l'objet de la présente convention est destiné à être utilisé à des fins d'office de tourisme mobile itinérant. À ce titre, il sera amené à sillonner les routes des départements du 06 ; 83 ; 04 et 13 en fonction des opérations de promotion et le planning d'accueil en mobilité fixé par la SPL.

Le véhicule désigné sera employé selon l'usage déterminé par sa nature, selon l'usage décrit ci-avant et conformément à l'objet social de la SPL qui sera tenue de faire respecter cet usage au personnel habilité à conduire ledit véhicule.

La SPL s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées.

La SPL effectuera, à sa charge, toutes les réparations et l'ensemble des frais d'entretien nécessaires au bon usage et bon fonctionnement du véhicule comme s'il en était le propriétaire ; veillera raisonnablement et de bonne foi à la garde et à la conservation du véhicule ; demandera l'autorisation préalable par écrit pour toute installation, décoration, embellissement de l'intérieur ou de l'extérieur du véhicule et de les prendre à ses frais en cas d'autorisation sans pour autant pouvoir demander une quelconque indemnité à la restitution du véhicule ; effectuera à sa charge tous les bilans techniques ou d' entretien imposés au propriétaire de véhicule par le législateur et également à procéder à ses frais aux réparations qui en résulteraient ; prendra à sa charge les frais d'essence, de péage, de nettoyage et de stationnement.

4.2 Cessions, prêts, transferts

Le véhicule mis à disposition de la SPL dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être ni cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance supérieur à 7 jours sauf accord écrit et préalable de la CAPG.

Article 5 : CONDITIONS ET MODALITES FINANCIERES

5.1 Valorisation

La valorisation du véhicule prévu par la présente convention est évaluée à 3 600 € par an.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_030

5.2 Redevance

En raison de la nature des activités de la SPL et du fait qu'elle participe directement à la politique « touristique » intercommunale conduite par la CAPG, la présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

Article 6 : CONTROLES

La CAPG peut diligenter tout contrôle lui permettant de s'assurer que la SPL respecte bien l'ensemble des conditions fixées par la présente convention.

Si à cette occasion, elle constate un manquement, elle pourra faire application des clauses relatives à la résiliation prévue à l'article 10.3 de la présente convention.

Article 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

7.1 Responsabilité

La SPL est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et ce, sans que la CAPG ne puisse aucunement être mis en cause à quelque titre que ce soit.

La SPL doit informer immédiatement la CAPG de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait au véhicule utilisé ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il ne résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier auprès de la CAPG.

7.2 Assurances

La SPL doit contracter, avant de commencer son activité, auprès des compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, une assurance comportant la garantie responsabilité civile et multirisques à date d'effet de la remise des clés du véhicule et ce pendant toute la durée de la présente convention ainsi que lors de son renouvellement.

Article 8 : RESILIATION

La résiliation pourra être prononcée :

- La présente convention peut être résiliée à tout moment par la CAPG lorsqu'il existe un motif d'intérêt général le justifiant. Dans ce cas, la CAPG notifie à la SPL les motifs fondant la résiliation, cette dernière ne pouvant prendre effet au plus tôt que dans les six mois suivant sa notification par lettre recommandé avec accusé de réception à la SPL.
- Dans les cas de suspension de l'utilisation du véhicule constatée par les parties ;
- Dans les cas où la SPL est dissoute ;
- Dans le cas du non-respect de la destination et des conditions d'utilisation du véhicule telles que décrites dans la présente. Cette mesure doit être

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_030

précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti d'un mois. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de la SPL.
- En cas de réalisation d'un cas de force majeure sans indemnité d'aucune sorte ;
- Dans le cas où le contrat relatif aux prestations achetées à la SPL n'aurait pas été voté et approuvé par la CAPG.

Article 9 : FIN DE LA CONVENTION ET REMISE DES CLEFS

À l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation qu'elle qu'en soit la cause, la SPL est tenue au respect des dispositions suivantes :

- La SPL doit restituer les clefs du véhicule à la CAPG ou à son représentant, faute de quoi elle sera redevable d'une pénalité de retard de 150 euros par jour de retard et l'immobilisation du véhicule pourra être ordonnée par décision de justice, sans préjudice de dommages et intérêts ;
- Le véhicule doit être vidé de tous meubles et objets, appartenant en propre à la SPL et en bon état de propreté ;
- Le cas échéant, la SPL est tenue de remettre à ses frais le véhicule en l'état, en bon état de fonctionnement.

À l'expiration de la présente convention, pour quel que motif que ce soit, la CAPG se substitue à la SPL, pour tout ce qui concerne le véhicule mis à disposition.

Article 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de s'élever relativement à la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_030-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Fait à Grasse en 2 exemplaires, le xx/xx/2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour la Société publique locale Pays de Grasse Tourisme
Le Directeur général

Pascal BROCHIERO

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_031 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2025_031
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
TOURISME	
Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec la société publique locale Pays de Grasse Tourisme	

SYNTHESE

Au titre de ses missions statutaires, la société publique locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme assure les missions dévolues aux Offices de Tourisme pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. À ce titre, ladite SPL doit pouvoir disposer de biens immobiliers (bâtiments et locaux) constituant le support de ses actions.

Il est proposé au conseil communautaire de signer une convention de mise à disposition de locaux avec la SPL Pays de Grasse Tourisme. Cette mise à disposition à titre gracieux est consentie pour une durée totale de 6 ans reconductible par avenant après accord express des parties.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code du tourisme ;

Vu le Code de commerce ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 64 et 66 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_200 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2024_245 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve l'entrée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans l'actionnariat de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme ;

Vu les statuts de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme ;

Considérant l'importance de l'activité touristique sur le territoire intercommunal, et particulièrement sur la Ville de Grasse, seule station classée tourisme par l'Etat parmi les 23 communes du Pays de Grasse ;

Considérant que pour poursuivre son objet social, la SPL doit pouvoir disposer de biens immobiliers (bâtiments et locaux) constituant le support de ses actions ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Considérant que la commune de Grasse a mis à disposition de la CAPG les locaux en question dont elle est la propriétaire par deux procès-verbaux approuvés par le conseil communautaire (DL2022_057 du 07 avril 2022 et DL2023_091 du 06 avril 2023) ;

Considérant que lesdits locaux sont : un local d'une superficie de 185 m2 et un autre local d'une superficie de 220 m2 sur les 4 418 m2 au total du bâtiment cadastré n°BM0184 (ex BL0147-22), portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sis au 22 et 4 cours Honoré Cresp 06130 GRASSE ;

Considérant que les missions de la SPL présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement touristique exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences ;

Considérant que compte tenu des dispositions ci-avant énoncées, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite formaliser une convention de mise à disposition de locaux avec la SPL Pays de Grasse Tourisme pour une durée de 6 ans reconductible par avenant après accord express des parties. Celle-ci a pour objet de définir les conditions et modalités de ladite mise à disposition.

La présente délibération prévoit de mettre à disposition à titre gracieux de la SPL Pays de Grasse Tourisme des locaux sis 22 et 4 Place du Cours Honoré Cresp 06130 GRASSE.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la mise à disposition à titre gracieux de locaux en faveur de la société publique locale Pays de Grasse Tourisme dans le cadre de ses missions statutaires ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

PROJET

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, située 57 Avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°DL2025_XXX prise en date du 27 février 2025, visée en préfecture de Nice le xx xxxxx 2025.

Ci-après dénommée, « la CAPG »

D'une part,

ET :

La Société publique locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme, identifiée sous le numéro SIRET xxx xxx xxx xxx xx dont le siège social est situé 22 Place du Cours à 06130 GRASSE, représentée par son Directeur général en exercice, **Monsieur Pascal BROCHIERO**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « la SPL »

D'autre part,

Ci-après dénommée, « les parties »

Il est convenu ce qui suit :

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités selon laquelle la CAPG met à disposition de la SPL, les biens immobiliers (bâtiments et locaux) pour l'exécution des missions définies dans ses statuts ;

- de déterminer les droits et obligations réciproques des parties.

Article 2 : DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition de la SPL et désignés au titre de la présente convention sont ceux situés :

- Pôle Accueil : au rez-de-chaussée du Casino Victoria de Grasse, 4 Place du Cours Honoré Cresp, 06130 GRASSE ;

- Pôle administratif : au 1er niveau, aile sud-ouest, dans le Palais des congrès de Grasse, 22 Place du Cours Honoré Cresp, 06130 GRASSE.

Ces deux locaux respectivement d'une superficie de 220 m2 et de 185 m2 sur les 4 418 m2 au total du bâtiment cadastré n°BM0184 (ex BL0147-22), portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sont situés respectivement au 22 et 4 cours Honoré Cresp 06130 GRASSE.

Les plans desdits locaux sont annexés à la présente (cf. Annexes : plans des biens immobiliers).

Conformément aux dispositions légales, la SPL n'est autorisée à utiliser les locaux nécessaires que pour l'accomplissement de ses missions statutaires.

Sous réserves des autorisations éventuellement consenties au titre de la présente convention, toute modification dans l'utilisation par la SPL des espaces ci-dessus mentionnés doit faire l'objet d'un accord écrit de la part de la CAPG.

La SPL ne pourra apporter une quelconque modification à la destination des installations mises à disposition sauf accord express de la CAPG et après autorisation de toutes les autorités réglementaires.

Aucun aménagement susceptible de modifier ou d'agir sur la structure des bâtiments, ne pourra être réalisé sans l'accord écrit de la CAPG.

En cas de non-respect de cette clause, la CAPG se réserve le droit d'imposer à la SPL la remise en état immédiate.

La SPL utilisera les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de leurs mises à disposition, sans pouvoir exiger aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires ou travaux quelconques, même s'ils avaient été rendus nécessaires par suite d'erreur, de défaut de conformité ou d'inadaptation des locaux à l'activité envisagée.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

Article 3 : DUREE ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée totale de six ans à compter de la signature du contrat par les parties, dans la limite des clauses de résiliation prévues dans l'article y afférent.

Au plus tard trois mois avant le terme de la convention, les parties devront se rapprocher afin de décider de son éventuelle reconduction. Ladite reconduction interviendra de manière expresse et pourra prendre la forme d'un avenant.

Article 4 : DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

4.1 Conditions générales

La présente convention vaut autorisation d'utilisation des biens immobiliers désignés ci-avant et consentie à la SPL exclusivement pour l'exercice de ses missions découlant de son objet statutaire.

L'exercice de toute autre activité ainsi que sous location est interdite, sauf autorisation expresse et préalable de la CAPG.

Par conséquent, la SPL reconnaît expressément qu'elle ne peut en aucun cas se prévaloir des règles relatives à la propriété commerciale et aux statuts des baux commerciaux, elle ne peut prétendre à aucune indemnité d'éviction et ne peut prétendre à aucun droit au maintien dans les lieux après cessation de la présente convention.

De même, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à la SPL.

De même, cette mise à disposition n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L 1311-5 à L 1311-8 du code général des collectivités territoriales et ne constitue pas un bail emphytéotique administratif au sens des articles L 1311-2 à L 1311-4-1 de ce même code.

La SPL est tenue de maintenir une activité régulière dans les locaux mis à sa disposition, sauf cas de force majeure.

La SPL s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées.

La SPL devra veiller à ce que les lieux soient utilisés et occupés de façon paisible, prendre en particulier toute précaution utile pour ne pas occasionner de gêne et respectera scrupuleusement le droit à la tranquillité des riverains, de jour comme de nuit.

4.2 Contraintes de fonctionnement

Les parties reconnaissent expressément que la CAPG peut utiliser tout ou partie des locaux sous réserve d'une information préalable de la SPL, notifiée au moins 30 jours avant de début des manifestations.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

En cas d'urgence, ce délai est ramené à 15 jours.

Dans ce cas, il y a interruption dans les effets de la mise à disposition : la CAPG retrouve la responsabilité pleine et entière des locaux et du matériel utilisés pour tout ou partie et durant la période de jouissance.

Ces contraintes, sauf cas de force majeure, ne s'imposent à la SPL que dans le respect de la continuité des missions de services publics dévolues à la CAPG dans l'exercice de ses compétences.

En sus des contraintes évoquées ci-dessus, la SPL supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux qui deviendraient nécessaires tant aux abords, des biens mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative de la CAPG, et sans pouvoir réclamer aucune indemnité.

En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à la SPL dans un délai raisonnable.

4.3 Cessions, prêts, transferts

Les biens immobiliers mis à disposition de la SPL dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être ni cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance supérieur à 7 jours sauf accord écrit et préalable de la CAPG.

Article 5 : CONDITIONS ET MODALITES FINANCIERES

5.1 Valorisation

La valorisation des biens immobiliers et mobiliers prévus par la présente convention s'élève à : 65 882,75 €/an, calculée de la manière suivante :

- Pôle accueil : prix moyen au m² = 193,19 €/m²/an
  x 193m² = 37 286,04 €/an.

- Pôle administratif : prix moyen au m² = 188,63 €/m²/an
  x 151,60m² = 28 596,71 €/an.

5.2 Redevance

En raison de la nature des activités de la SPL et du fait qu'elle participe directement à la politique « touristique » intercommunale conduite par la CAPG, la présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

Article 6 : ENTRETIEN, REPARATION ET RENOUVELLEMENT

6.1 Les « grosses réparations »

La CAPG, disposant du pouvoir de gestion et assumant les droits et obligations du propriétaire des biens considérés, garde à sa charge les grosses réparations des locaux tels que définis à l'article 606 du code civil à savoir :

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

Créé par Loi 1804-01-30 promulguée le 9 février 1804, les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières.

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

De même les gros équipements restent à la charge de la CAPG. Sont classés dans cette catégorie les gros matériels ou les équipements qualifiés d'immeuble par destination, tels que :

- Les installations électriques, T.G.B.T., armoires divisionnaires ;
- Les installations de chauffage, climatisation, ventilation, vannes, production E.C.S. ;
- La sécurité incendie.

6.2 Les charges d'entretien

La CAPG prendra en charge les travaux d'entretien, c'est-à-dire, les petites réparations courantes.

La CAPG prendra en charge les contrats de maintenance et les vérifications périodiques réglementaires (Electricité, SSI, Extincteurs, Porte automatique).

La SPL reste tenue de maintenir en bon état de conservation, de fonctionnement et d'exploitation pendant toute la durée de la présente convention les locaux mis à sa disposition dont la charge lui incombe (un état des lieux contradictoire sera dressé). Cet entretien sera effectué en conformité avec toutes les réglementations en vigueur, notamment avec les règles d'hygiène, de sécurité, et de bruit applicable à l'activité.

La SPL s'engage à faire son affaire personnelle et assurer la gestion des charges et des problématiques qui en découlent, suivantes :

- Des opérations d'entretien de ménage
- De souscrire les abonnements en matière d'eau et d'électricité
- Des abonnements de téléphonie/l'internet
- D'installation de la vidéosurveillance et la télésurveillance
- De l'informatique/le multimédia
- Des opérations d'odorisation

6.3 Conditions générales d'intervention

La SPL devra prévenir la CAPG de toute dégradation qu'elle constaterait dans les lieux entraînant des réparations à la charge du propriétaire.

De même, la CAPG lorsqu'elle devra effectuer des travaux dans les locaux, ceux-ci seront planifiés afin que la SPL puisse en être informée en amont et s'organiser en conséquence.

Toutefois pour des raisons de sécurité ou des cas de force majeure la CAPG peut décider de fermer des équipements sans que cela ait été prévu.

Dans ce cas, la SPL ne pourra pas se retourner contre la CAPG.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

La SPL ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de cloisonnement, percement d'ouverture sur les locaux mis à disposition sans le consentement préalable, exprès et écrit de la CAPG qui validera techniquement les interventions envisagées de façon à garantir ses intérêts et la pérennité de ses bâtiments dans le cadre du respect de l'œuvre architecturale.

Tous les frais et honoraires relatifs aux aménagements, embellissements et améliorations que la SPL pourrait faire seront à sa charge et profiteront à la CAPG, à l'issue de la convention, sans que la SPL puisse réclamer aucune indemnité que ce soit.

Article 7 : CONTROLES

La CAPG peut diligenter tout contrôle lui permettant de s'assurer que la SPL respecte bien l'ensemble des conditions fixées par la présente convention.

Si à cette occasion, elle constate un manquement, elle pourra faire application des clauses relatives à la résiliation prévue à l'article 10.3 de la présente convention.

Article 8 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Dans la limite des autorisations qui lui sont consenties au titre des présentes, la SPL s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité.

Elle se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.

À ce titre, elle s'interdit notamment de faire usage de tout gaz ou de tout produit inflammable dont l'utilisation serait interdite par le règlement de sécurité.

Elle se conforme aux instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

8.1 Mesures de sécurité-incendie

La SPL déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans chaque site.

Elle est tenue de le respecter et de le faire respecter par son personnel.

À ce titre, la SPL a, à sa charge l'organisation, la formation, l'information et la mise en place de la sécurité incendie, et doit s'assurer de son contrôle et de le faire contrôler.

Pour ce faire le Président de la SPL devra désigner pour les locaux objets de la présente convention, un responsable unique de sécurité, à défaut il en assurera le rôle. Le responsable de sécurité doit :

- Avoir et mettre à jour le registre de sécurité de son établissement ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

- Veiller à respecter l'effectif maximum autorisé par établissement et veiller à ce que les effectifs admis soient compatibles avec la largeur et le nombre des issues dont disposent les locaux ;
- Assurer le maintien en état de service et en lieux et places des extincteurs et de tout autre dysfonctionnement, prévenir immédiatement les services de la CAPG ;
- Veiller à l'affichage des plans d'évacuation et des consignes de sécurité ;
- Veiller au libre accès à toutes les sorties et aux issues de secours des locaux, au bon dégagement de tous les accès et circulations, ne jamais gêner l'évacuation du public par la disposition du mobilier (tables, chaises, etc.) ;
- Veiller à ne pas dépasser la quantité donnée par les commissions de sécurité, de matières combustibles à l'intérieur des locaux (gestion du volume des œuvres créées par les étudiants) ;
- Tenir constamment les abords en parfait état de sécurité et de propreté ;
- Participer aux visites périodiques de la commission communale de sécurité ;
- Avertir le Président de la CAPG, de tout problème de fonctionnement lié à l'état des locaux.

Dans tous les cas, la SPL doit se conformer aux règles applicables aux établissements recevant du public pour les types définis par la commission communale de sécurité et lever les prescriptions des PV qui lui incombent.

La SPL signale immédiatement à la CAPG tout dysfonctionnement éventuel.

8.2 Hygiène et sécurité au travail

La SPL est tenue de respecter l'ensemble des règles d'hygiène applicables dans le cadre de l'exercice de son activité.

À l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, elle s'engage à communiquer à la CAPG tout procès-verbal ou compte rendu de visite.

La CAPG peut, de sa propre initiative, mandater toute personne de son choix afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.

Article 9 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

9.1 Responsabilité

La SPL est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et ce, sans que la CAPG ne puisse aucunement être mis en cause à quelque titre que ce soit.

La SPL doit informer immédiatement la CAPG de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les locaux utilisés ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il ne résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier auprès de la CAPG.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

9.2 Assurances

La SPL doit contracter, avant de commencer son activité, auprès des compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, tout contrat d'assurance.

Les responsabilités respectives de la CAPG et de la SPL sont celles résultant du principe du droit commun sans qu'il soit apporté de dérogation à ces principes, notamment en termes de renonciation à recours.

En conséquence de quoi :

La CAPG devra assurer les risques de dommages et responsabilités inhérents à sa qualité de propriétaire des bâtiments objet de la présente convention.

La SPL devra souscrire les contrats d'assurances garantissant les dommages dont il pourrait être déclaré responsable ou affectant ses propres biens notamment :

- Les risques locatifs pour les bâtiments ou parties de bâtiments objet de la présente convention, et le cas échéant les risques locatifs supplémentaires ;
- Les biens se trouvant à l'intérieur des bâtiments ou partie des bâtiments objet de la présente lui appartenant ou dont il a la garde ou l'usage à quelque titre que ce soit ;
- Ses propres préjudices financiers et notamment les pertes d'exploitation ou pertes de jouissance qu'il peut subir dans l'exploitation de ses activités ;
- Assurance responsabilité pour les dommages causés aux ties ou usagers imputables à l'occupation, par le preneur, des bâtiments ou parties des bâtiments objet de la présente convention, ou du fait de ses activités ;

Les contrats d'assurance de dommages souscrits par la SPL devront obligatoirement comporter les garanties ou clauses suivantes :

- Incendie-explosion-foudre ;
- Dommages électriques ;
- Dégâts des eaux et fluides-fumées ;
- Attentat-vandalisme ;
- Bris de glace ;
- Tempête-grêle-neige ;
- Choc de véhicule-chute d'avion.
- Garantie en valeur de reconstruction à neuf ;
- Garantie des honoraires de l'expert ;
- Recours des voisins et des tiers.

Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus. Tout découvert de garantie du fait d'une insuffisance de garanties ou de franchises ne sera opposable qu'à la partie concernée et en aucun cas transférable à l'autre partie ou à ses assureurs.

Chacune des parties devra pouvoir justifier la souscription des contrats d'assurance répondant aux obligations ci-avant à la première demande de l'autre partie.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
Vu pour être annexé à la délibération CAPG n°DL2025_032

Les parties devront communiquer la présente convention à son ou ses assureurs, tant en responsabilité civile qu'en assurance dommages aux biens, afin qu'ils puissent établir des garanties conformes aux obligations présentes.

Article 10 : RESILIATION

10.1 Résiliations pour motif d'intérêt général

La présente convention peut être résiliée à tout moment par la CAPG lorsqu'il existe un motif d'intérêt général le justifiant. Dans ce cas, la CAPG notifie à la SPL les motifs fondant la résiliation, cette dernière ne pouvant prendre effet au plus tôt que dans les six mois suivant sa notification par lettre recommandé avec accusé de réception à la SPL.

10.2 Clause de résiliation

La résiliation pourra être prononcée :

- Dans les cas de suspension de l'exploitation, de tout ou partie des installations, constatée un mois après sa mise en demeure ;
- Dans les cas où la SPL est dissoute ;
- En cas de force majeure, comme par exemple la destruction des installations et du mobilier sans indemnité d'aucune sorte ;
- Dans le cas où le contrat relatif aux prestations achetées à la SPL n'aurait pas été voté et approuvé par la CAPG.

10.3 Résiliation pour faute de la SPL

En cas de manquement d'une particulière gravité aux stipulations de la présente convention imputables à la SPL depuis plus d'un mois, la CAPG est fondée à en prononcer la résiliation pour faute. Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de la SPL.

Article 11 : FIN DE LA CONVENTION ET REMISE DES CLEFS

À l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation qu'elle qu'en soit la cause, la SPL est tenue au respect des dispositions suivantes :

- La SPL doit quitter les lieux après avoir restitué les clefs à la CAPG ou à son représentant, faute de quoi elle sera redevable d'une pénalité de retard de 150 euros par jour de retard et son expulsion pourra être ordonnée par décision de justice, sans préjudice de dommages et intérêts ;
- Les locaux doivent être vidés de tous meubles et objets, appartenant en propre à la SPL ;
- Le cas échéant, la SPL est tenue de remettre à ses frais les lieux en l'état.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

À l'expiration de la présente convention, pour quel que motif que ce soit, la CAPG se substitue à la SPL, pour tout ce qui concerne les locaux mis à disposition.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de s'élever relativement à la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse en 2 exemplaires, le xx/xx/2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour la Société publique locale Pays de Grasse Tourisme
Le Directeur général

Pascal BROCHIERO

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

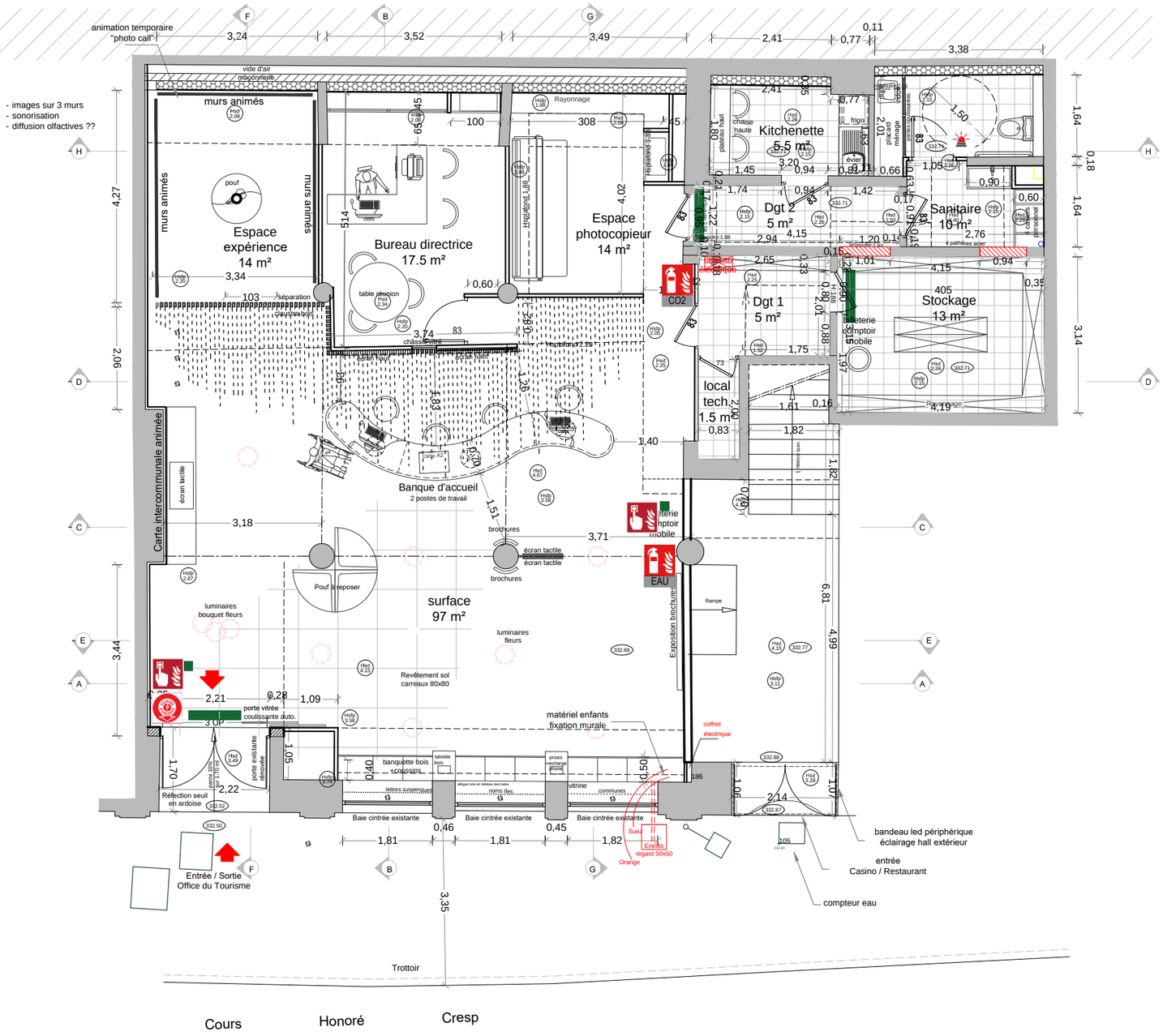
PLAN DE SECURITE

Légende :

Surface du projet = 193 m²

Effectif total (public + personnel) = 21 pers.

- Bouton Déclencheur d'alarme incendie
- Extincteur à eau pulvérisée + additif
- Extincteur à dioxyde de carbone (CO2)
- BAES ultraled 400
- Signal lumineux lié à l'alarme
- Coupure d'urgence électrique



Murielle ROY
Architecte DPLG
10 impasse Gambetta
06130 GRASSE
06.81.04.57.99/mroy@archimu.com

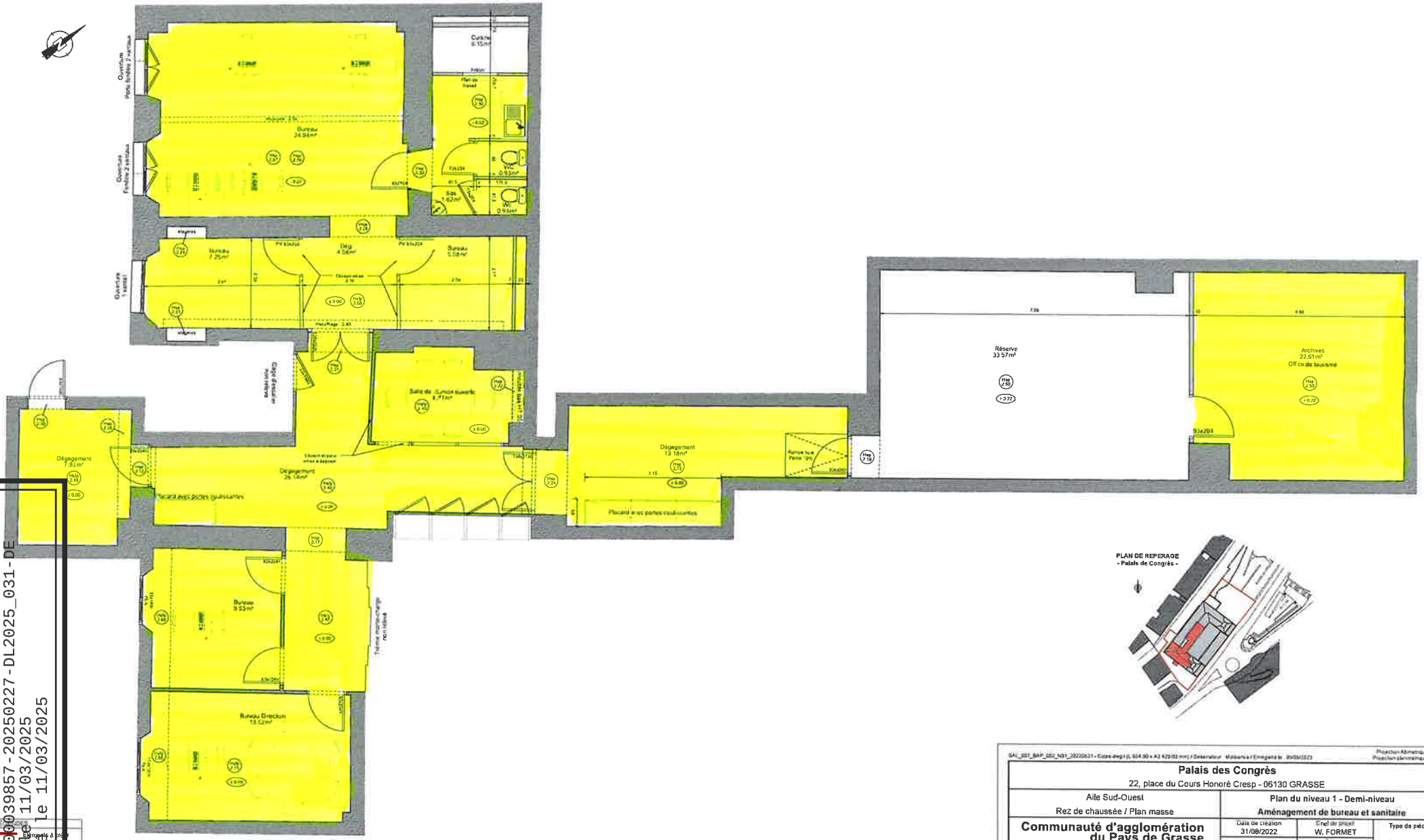
PAYS DE GRASSE
Direction des Services Techniques
57, Avenue Pierre Sémard - 06131 Grasse Cedex
Mail : cbourcel@Paysdegrasse.fr
Téléphone : 04.97.05.22.00 / Fax : 04.92.42.06.35

AMENAGEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME
04, Cours Honoré Cresp - 06130 GRASSE
Section BM, parcelle n° 184
RDC du Casino (Palais de congrès)

PLAN REZ-DE-CHAUSSEE PROJET

Echelle : 1/100 Format A3
Date : 20/04/2022

AT



PLAN DE REPERAGE
- Palais de Congrès -

Palais des Congrès 22, place du Cours Honoré Cresp - 06130 GRASSE			
Aile Sud-Ouest Rez de chaussée / Plan masse	**Plan du niveau 1 - Demi-niveau** **Aménagement de bureau et sanitaire**		
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse 57 Avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse Site Internet http://www.paysdegrasse.fr Courriel contact@paysdegrasse.fr Contact 04 97 05 22 00	Date de création 31/08/2022	Chef de projet W. FORMET	Type de pièce **PRO**
	Indice A	Echelle **1/50**	
	Date de modification 28/10/2022		

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_031-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_032-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_032 : Révision de la redevance traitement assainissement pour les usagers des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas et La Roquette-sur-Siagne.

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_032-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DL2024_032
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
EAU ET ASSAINISSEMENT	
Révision de la redevance traitement assainissement pour les usagers des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas et La Roquette-sur-Siagne.	
SYNTHESE **Suite à une erreur de plume dans la délibération n°DL2024_193 du 07 novembre 2024 relative à la redevance traitement assainissement pour les usagers communautaires dont les effluents sont traités par la station d'épuration de Saint-Cassien (AQUAVIVA), il convient de rectifier la date de prise d'effet de la nouvelle tarification en la fixant au 18 novembre 2024 en lieu et place du 1er novembre 2024.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2224-11 et L.2224-12-3 portant sur le financement des services d'eau et d'assainissement ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ;

Vu le décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau ;

Vu la délibération N°DL2024-193 du 7 novembre 2024 du conseil communautaire relative à la révision de la redevance traitement assainissement pour les usagers des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas et la Roquette-sur-Siagne ;

Considérant qu'une erreur de plume s'est glissée dans la rédaction de la date de prise d'effet de la nouvelle tarification de la redevance traitement assainissement pour les usagers communautaires, dont les effluents sont traités par la station d'épuration de Saint-Cassien (AQUAVIVA). La date indiquée était celle du 1er novembre 2024 ;

Considérant qu'il convient de rectifier cette erreur afin de rendre exécutoire la nouvelle tarification de la redevance à la date de transmission au contrôle de légalité enregistrée le 18 novembre 2024 ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_032-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la rectification de la date de prise d'effet de la nouvelle tarification de la redevance traitement assainissement pour les usagers communautaires dont les effluents sont traités par la station d'épuration de Saint-Cassien (AQUAVIVA) à 0,0615 € HT/m3 en euros à date de valeur 2024, validée par délibération n° DL 2024_193 du 7 novembre 2024 transmise au contrôle de légalité le 18 novembre 2024, en la fixant au 18 novembre 2024 en lieu et place du 1er novembre 2024 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente délibération et à entamer toutes les démarches afférentes.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_032-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Délibération n°DL2025_033 : Actualisation et modalités de calcul de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.) sur les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Grasse, La Roquette-sur-Siagne et Pégomas

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Claude BOMPAR, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Stéphane CASSARINI, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Jean-Louis CONIL, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Claude SERRA, Florence SIMON, Martine UBALDI, David VARRONE, Alain YBERT, Christian ZEDET.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Stéphane CASSARINI après le vote de délibération n°012, Ali AMRANE après le vote de délibération n°015, David VARRONE après le vote de délibération n°018, Christian ZEDET après le vote de délibération n°023.

PROCURATIONS : Aline BOURDAIRE à Claude MASCARELLI, Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Laurence COSTE à Dominique BOURRET, Julie CREACH à Martine UBALDI, Jean-Pierre FRANCHI à Marie AMMIRATI, Annie FRECHE à Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Nicole NUTINI à Anne-Marie DUVAL.
Ali AMRANE à Marie CHABAUD à partir de la délibération n°016.

ABSENTS : Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, Christophe MOREL, Serge PERCHERON.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 27 FEVRIER 2025	**N°DL2025_033**
RAPPORTEUR : Monsieur Le Président	
EAU ET ASSAINISSEMENT	
Actualisation et modalités de calcul de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.) sur les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Grasse, La Roquette-sur-Siagne et Pégomas	
SYNTHESE **La présente délibération a pour objet la mise en place et l'actualisation des modalités de calculs de la P.F.A.C. des communes d'Auribeau-sur-Siagne, Grasse, la Roquette-sur-Siagne et Pégomas, afin d'harmoniser son application tout en garantissant que les recettes de cette participation couvrent les dépenses nécessaires à la réalisation des adaptations et améliorations du système d'assainissement collectif de chaque commune.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n°2012-354 du 14 mars 2012 qui permet le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des réseaux, notamment dans les zones de développement économique ou urbain, par la création d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.) ;

Vu le deuxième alinéa de l'article L1331-7 du Code de la santé publique, qui précise : « Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées (...) peuvent être astreints par la commune (...), pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2 » ;

Vu le tableau de la circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif, qui détermine les coefficients d'équivalence pour les activités « assimilées domestiques » ;

Vu les délibérations du Conseil Communautaire n° DL2020-181 et DL2022-231 pour une mise en place plus juste et une actualisation des modalités de calculs ;

Considérant que le fait générateur de la participation est la date de raccordement au réseau collectif et qu'elle est donc applicable aux constructions neuves et aux constructions existantes ;

Considérant que les modalités suivantes ont été présentées aux communes d'Auribeau-sur-Siagne, de Grasse, de Pégomas et de la Roquette-sur-Siagne, et que ces quatre communes les ont validées ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Les principales dispositions relatives à la PFAC sont les suivantes :

- Elle est destinée à remplacer la Participation pour Raccordement à l'Egout, supprimée en tant que participation d'urbanisme liée au permis de construire à partir du 1er juillet 2012.
- Le fait générateur de la participation est la date de raccordement au réseau collectif. Elle est donc applicable aux constructions neuves et aux constructions existantes.
- Elle représente au maximum 80 % du coût d'un assainissement individuel (ANC) ; le coût du branchement est déduit de cette somme.
- Elle est due par le propriétaire de l'immeuble raccordé.
- La PFAC et la Taxe d'Aménagement au taux majoré pour des raisons d'assainissement ne peuvent pas se cumuler.

Les redevables de la P.F.A.C. sont :

- Les propriétaires d'immeubles neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte des eaux usées ;
- Les propriétaires d'immeubles existants déjà raccordés au réseau de collecte des eaux usées, lorsqu'ils réalisent des travaux ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires (extension, aménagement intérieur, changement de destination, etc.) ;
- Les propriétaires d'immeubles existants non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (donc équipés d'une installation d'assainissement non collectif), lorsque le raccordement à un réseau collectif est réalisé ;
- Les propriétaires d'établissements relevant de la catégorie « assimilés domestiques ».

Afin de tenir compte de la jurisprudence liée à l'égalité de traitement des usagers, il est nécessaire de supprimer l'exonération de paiement pour les logements sociaux et les logements destinés aux handicapés (Journal Officiel du Sénat du 22 mai 2014, qui précise que la participation pour le financement de l'assainissement collectif ne peut pas prendre en compte des critères tirés de l'occupation potentielle ou la situation financière des propriétaires - C.A.A. Bordeaux, 17 septembre 1996, n°94BX00313, commune de Saint-Cyprien).

Mode de calcul :

1 – Constructions et extensions de logements

Afin de mieux répondre aux cas particuliers des très petites constructions et extensions, il est proposé de les exonérer de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

Le montant de la participation s'établit comme suit :

- Constructions et extensions d'une surface de plancher < à 20 m² : pas de P.F.A.C.,
- Constructions et extensions d'une surface de plancher ≥ à 20 m² : 30 € par m².

2- Autres types de constructions et extensions

Il est proposé d'appliquer le même forfait de 30 € par m² de surface de plancher.

En revanche, et dans le souci de corrélation entre la P.F.A.C. et les besoins réels de travaux de raccordement, il sera appliqué un coefficient de modulation selon le type d'établissement.

Le tableau ci-dessous détaille le coefficient de modulation à utiliser.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Type d'établissement	Coefficient de modulation
Ecole, collège, lycée ou similaire en pensionnat, caserne	1
Etablissement classé type J, maison de repos	1
Ecole, collège, lycée ou similaire en demi-pension, crèche	0,5
Ecole, collège, lycée ou similaire en externat	0,2
Hôpital, clinique, EPAHD, etc.	2
Garage, entrepôt, magasin, bureaux, commerce ne générant pas d'eaux usées « non domestiques »	0,2
Hôtel et pension de famille hors restaurant	1
Restaurant	0,8
Terrain de camping(sanitaires, mobiles-home, chalet, et tout bâtiment raccordé aux réseau collectif)	1
Théâtre, cinéma, équipement de loisirs (hors loisirs aquatiques)	0,2
Equipement sportif (hors bassin de natation)	0,5
Activités générant des eaux usées « non domestiques », soumises à arrêté d'autorisation de déversement (article L.1331-10 du Code de la Santé Publique) autre que blanchisserie	1
Blanchisserie	1,5
Station de lavage auto raccordée au réseau d'eaux usées à raison de 10 m² par emplacement ou zone de lavage	1.5
Piscine*	1
Lieu de culte	0,2

*Le coefficient s'appliquera aux m² de bassin, hors margelles et plages.

Actualisation du montant

Le calcul de l'actualisation de la participation s'effectue par application du coefficient selon le calcul suivant :

$$P_n = P_o \times C_n$$

Avec $C_n = I_n / I_0$
Où :
C_n est le coefficient d'actualisation à l'année n,
I_n est le dernier indice connu **TP10f** au 1er janvier de l'année n,
I_0 correspond à l'indice **TP10f** de novembre 2024 qui est de 129,0.

Considérant que pour une application plus juste et conformément aux préconisations établies conjointement par l'AMF et la FNCCR, il convient de distinguer, pour les immeubles existants dotés d'une installation d'assainissement autonome, plusieurs cas associés à un coefficient correcteur :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

Type d'installation	Coefficient correcteur
L'installation est vétuste et aurait dû être complètement réhabilitée en l'absence de réseau. Le propriétaire paie la PFAC au taux plein, puisqu'il fait l'économie de la construction d'une installation neuve.	1
L'installation nécessite quelques travaux, afin de remédier à une ou plusieurs anomalies, par rapport à la réglementation en vigueur. Le propriétaire se raccorde au réseau collectif en payant une PFAC au taux réduit de 50% (puisqu'il réalise l'économie du coût des réparations de son installation d'ANC).	0,5
L'installation est récente, en bon état de fonctionnement et ne nécessite pas de travaux. Le propriétaire choisit entre le raccordement au réseau collectif sans versement de la PFAC (puisqu'il n'a pas fait l'économie de la construction d'une installation d'ANC), ou la conservation de son installation, par dérogation du Président à l'obligation de raccordement, pouvant aller jusqu'à 10 ans, conformément à l'article L1331-1 du CSP (délai d'amortissement de son investissement).	0

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de la mise en place de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif et les conditions de mise en œuvre de son recouvrement, notamment les cas particuliers ;
- **D'APPROUVER** le taux de la P.F.A.C. ;
- **D'APPLIQUER** ces nouvelles mesures à tous les branchements qui seront mis en service à compter du retour du contrôle de légalité de la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette participation.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
11 MARS 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DL2025_033-DE
Reçu le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025

2

Délibérations

Du 03 avril 2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU JEUDI 03 avril 2025

Ordre du jour

Approbation du procès-verbal de la séance du 27 février 2025

Communication des décisions prises par Monsieur le Président conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par Monsieur le Président au titre des marchés à procédure adaptée conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par le bureau communautaire conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

PROJETS DE DELIBERATIONS

AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°034 : Election d'un autre membre de bureau

GEMAPI

RAPPORTEUR : Madame Florence SIMON

N°035 : Fiscalité – Produit 2025 de la taxe GEMAPI

N°036 : Adoption du contrat territorial 2025-2029 liant le SMIAGE Maralpin à la CAPG

FINANCES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°037 : Budget principal - Vote du budget primitif 2025

N°038 : Budget régie des transports SILLAGES – Vote du budget primitif 2025

N°039 : Budget annexe Eau Potable - Vote du budget primitif 2025

N°040 : Budget annexe Assainissement - Vote du budget primitif 2025

N°041 : Budget annexe Régie SPANC de Grasse - Vote du budget primitif 2025

N°042 : Budget principal Fiscalité - Vote des taux 2025

N°043 : Versement de la couverture 2025 de la contrainte de service public à la régie des transports Sillages

N°044 : Montant global de la dotation de solidarité communautaire et montants par communes pour 2025

RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°045 : Recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux - Contrat à durée déterminée de 3 ans

N°046 : Recrutement d'un responsable du service énergie - Contrat à durée déterminée de 3 ans

N°047 : Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2025

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°048 : Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante - Attribution de subvention 2025

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°049 : Programmation Economie Sociale et Solidaire - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

N°050 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Soli-Cités

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond ALBIS

N°051 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

RAPPORTEUR : Monsieur Marino CASSEZ

N°052 : Programmation Insertion professionnelle : Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Mission Locale du Pays de Grasse

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

RAPPORTEUR : Madame Dominique BOURRET

N°053 : Programmation de Droit Commun : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

N°054 : Programmation Politique de la ville : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2025

RAPPORTEUR : Monsieur Christian ZEDET

N°055 : Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » - Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur Claude BOMPARD

N°056 : Programmation 2025 Inclusion Numérique - Attribution de subventions

CULTURE

RAPPORTEUR : Monsieur Pierre ASCHIERI

N°057 : Programmation artistique et culturelle 2025 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°058 : Attribution d'une subvention d'investissement a la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur dans le cadre de l'acquisition de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque

JEUNESSE

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc MACARIO

N°059 : Mutualisation de service – Renouvellement de la convention de mise à disposition de services communaux de Spéracèdes à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'exercice de sa compétence petite-enfance jeunesse

SPORTS

RAPPORTEUR : Monsieur Gilles RONDONI

N°060 : Programmation Sports 2025 : Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2025

COMMANDE PUBLIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°061 : Cession d'un bus inutilisé – Vente aux enchères publiques en ligne

N°062 : Marché public – Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en « Jardin de pluie » - Avenant n°1 au marché 2023/2020

MOBILITES-TRANSPORTS

RAPPORTEUR : Monsieur Claude SERRA

N°063 : Convention relative au financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen

N° 064 : Tarification Multimodale des Alpes-Maritimes – Convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco à compter du 1er janvier 2025

N°065 : Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables

AMENAGEMENT

RAPPORTEUR : Madame Michèle PAGANIN

N°066 : Demande d'autorisation environnementale concernant le regroupement des établissements ROBERTET plan et CHARABOT entrainant le passage à la catégorie « Seveso seuil haut » / avis du conseil communautaire

FONCIER

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°067 : Bilan annuel Acquisitions /Cessions

ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur Marino CASSEZ

N°068 : Attribution de subventions aux associations pour l'année 2025

ENERGIE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°069 : Lancement de la procédure de concession de service public pour la solarisation des ombrières existantes au pôle intermodal de grasse

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond ALBIS

N°070 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'Association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques Louis Lions

N°071 : Convention de coopération 2025 avec la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine et territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA)

RAPPORTEUR : Monsieur Raoul CASTEL

N°072 : Bail rural relatif au hameau de Fontagne à Collongues

N°073 : Programmation action économique et agriculture 2025 / attributions de subventions/signatures des conventions d'objectifs et de financement et de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels

HABITAT

RAPPORTEUR : Madame Marie-Louise GOURDON

N°074 - Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse (PLH) du Pays de Grasse 2025-2030 - Arrêt du projet

N°075 – Mise en œuvre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat du Pays de Grasse – Autorisation de signature du Pacte territorial

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_034-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_034 : Election d'un autre membre de bureau

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_034-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_034
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES JURIDIQUES ET GENERALES	
Election d'un autre membre de bureau	

SYNTHESE

Suite à la modification de la composition du bureau communautaire instaurant un nouveau poste « d'autre membre du bureau », il est proposé au conseil communautaire de procéder à une nouvelle désignation conformément aux conditions prévues au Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-7, L.5211-2 et L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral AP6-2019-828, en date du 08 octobre 2019, fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2020_034 en date du 16 juillet 2020, portant sur la détermination du nombre de vice-président et composition du bureau communautaire ;

Vu la délibération DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes, vice-président et des autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification du nombre de vice-président et autres membres du bureau ;

Considérant que par délibération DL2025_001 du 27 février 2025, il a été proposé de modifier la composition du bureau communautaire en supprimant le poste de premier vice-président et d'instaurer un nouveau poste « d'autre membre du bureau » ;

Considérant que cette modification intervient à la suite de la démission de Monsieur Jean-Marc DELIA de son poste de premier vice-président de la CAPG, devenu Sénateur ;

Considérant cependant que demeurant conseiller municipal de la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey et conseiller communautaire de la CAPG, il est possible de le maintenir au sein de bureau communautaire en qualité « d'autre membre du bureau » et sans attribution d'une délégation de fonction ;

Considérant qu'il convient donc de procéder à une nouvelle élection dans les conditions du L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_034-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Est enregistrée la candidature de :

- Monsieur Jean-Marc DELIA

Suite aux opérations de votes :
(Vote à bulletins secrets : votants 64 : 63 votes POUR, 1 vote BLANC, 0 NUL) ;

Le Président proclame le conseiller communautaire suivant « autre membre du bureau » :

- **Jean-Marc DELIA**

Et le déclare installé dans ses fonctions.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_034-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_035 : Fiscalité – Vote du produit de la taxe GEMAPI – Budget 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	DL2025_035
RAPPORTEUR : Florence SIMON	
GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS	
Fiscalité – Vote du produit de la taxe GEMAPI – Budget 2025	

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est compétente pour la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1er janvier 2018. La CAPG a transféré cette compétence au Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau maralpin (SMIAGE) sur une partie de son territoire. Par ailleurs, elle a également transféré la GEMA et délégué la PI au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Verdon (PNR Verdon) pour le territoire restant.
Afin de financer le programme de travaux et d'entretien sur son territoire, la CAPG a par délibération du 24 septembre 2020 instauré la taxe GEMAPI. Il convient de fixer le produit de fiscalité attendu pour l'année 2025 avant le 15 avril 2025. Le produit de cette taxe sera entièrement affecté à ce programme d'études, de travaux et d'entretien et sera réparti sur les contributions des taxes d'habitation, de foncier bâti, non bâti et de cotisation foncière des entreprises. Le produit attendu en 2025 est de 1 927 300 €.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5 I 5° ;

Vu les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles 1530 bis, 1639 A et 1639 A bis du Code Général des Impôts (CGI) ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi "MAPTAM") et notamment son article 59 ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi "NOTRe") et notamment son article 76 ;

Vu la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 notamment son article 164 - II qui prévoit que le produit de la taxe GEMAPI peut être voté avant le 15 avril de l'année de perception de la taxe (conformément à l'article 1639 A du CGI) ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2017_168 du 15 décembre 2017 relative à la GEMAPI, ses modalités d'exercice de la compétence et la signature des contrats territoriaux avec le syndicat SMIAGE ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2017_024 du 7 avril 2017 relative à l'adhésion de la CAPG au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Verdon au titre de la compétence gestion globale du grand cycle de l'eau ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2019_072 du 17 mai 2019 relative à la modification des statuts du syndicat mixte de gestion du PNR Verdon et à l'adhésion de la CAPG à la compétence GEMA et PI pour une partie du territoire ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° DL2020_126 du 24 septembre 2020 instaurant à compter du 1er janvier 2021 sur le territoire de la CAPG la taxe GEMAPI ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 20 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable de la commission GEMAPI et risques majeurs en date du 07 mars 2025 ;

Vu le programme d'études et de travaux prévisionnel GEMAPI du Syndicat mixte de gestion du PNR Verdon pour le territoire du Pays de Grasse à réaliser dans le cadre de la convention partenariale pour l'année 2025 ;

Considérant le programme d'actions réalisé en 2024, en synthèse :

- Par le PNR Verdon : entretien de la Lane et du Rieu Tort.
- Par le SMIAGE : entretien de la végétation dans le cadre de la DIG et hors DIG (65 km), entretien des 3 bassins de rétention, poursuite des études de réduction du risque inondation (PAPI Siagne) et finalisation des études sur les systèmes d'endiguement (Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas), finalisation de travaux de lutte contre les inondations (Auribeau-sur-Siagne et Mouans-Sartoux), sensibilisation des scolaires, appui à la gestion de crise et à la réalisation du Plan Intercommunal de Sauvegarde (P.I.C.S), surveillance des cours d'eau, réalisation des diagnostics de vulnérabilité, poursuite du SAGE de la Siagne, animation du site Natura 2000 Gorges de la Siagne ;

Considérant la nécessité pour la CAPG de se donner les moyens pour financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à l'exercice de la compétence GEMAPI ;

Considérant que la population DGF de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2024 telle que notifiée par l'Etat est de 109.997 habitants ;

Considérant que conformément à l'article L.1530 Bis du CGI, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse doit voter avant le 15 avril 2025 un produit relatif à la Taxe GEMAPI à percevoir pour l'exercice 2025 qui doit couvrir les charges de fonctionnement et d'investissement dédiées à cette compétence ;

Considérant que cette taxe devra être affectée entièrement au financement de cette compétence ;

Considérant que le montant maximal que peut percevoir la CAPG en 2025 est de **4.399.880 €** soit 40 € par habitant (population DGF 109.997 habitants en 2024) ;

Considérant le programme d'action prévisionnel pour 2025 dont le détail est en annexe, soit en synthèse pour le SMIAGE : entretien des 3 systèmes d'endiguement existants sur le territoire, réalisation des travaux de lutte contre les inondations (Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette-sur-Siagne), réalisation de l'entretien de la végétation et des bassins GEMAPI, poursuite des démarches territoriales (SAGE Siagne, études PAPI, diagnostics de vulnérabilité), poursuite de la surveillance/système d'alerte et les actions de sensibilisation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

des scolaires. Pour le PNR Verdon, il s'agira de poursuivre l'entretien de la Lane et du Rieu Tort, les études PAPI et Zones Humides ;

Considérant que le montant proposé par le Syndicat SMIAGE pour l'année 2025 est de 1 903 664,61€ qui correspond en fonctionnement à 1 316 211 €, en investissement à 233 138 € et la part emprunt arrêtée à 281 686,61 €, que le montant proposé par le syndicat mixte de gestion du PNR Verdon pour l'année 2025 qui correspond à la cotisation annuelle au syndicat, la cotisation pour la démarche PAPI et le programme d'études, entretien et travaux 2025 pour un total de 23 635 € conformément au tableau ci-dessous ;

Considérant qu'étant précisé que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le SMIAGE devront signer en 2025 un avenant au contrat territorial 2022-2025 qui précisera l'ensemble des études, travaux et missions financés par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il est proposé aux membres du conseil communautaire de se prononcer sur le montant à percevoir en 2025 au titre de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DEFINIR** le programme d'études et de travaux du SMIAGE et du syndicat mixte du PNR Verdon 2025 à financer par la taxe GEMAPI comme suit :

Taxe GEMAPI 2025 (€ TTC, subventions déduites)

	Fonctionnement	Investissement
SMIAGE		
Frais de structure	72 629 €	
Provision post crue	0 €	
Programmation 2024 *(études PAPI et hors PAPI, études SAGE Siagne, animation Natura 2000, surveillance cours d'eau, système d'alerte crue, études et travaux, entretien végétation)*	1 316 211 €	233 138 €
Dette SISA	281 686,61 €	
Total SMIAGE	**1 903 664,61 €**	
Syndicat PNR Verdon		
Cotisation adhésion syndicat	2 000 €	
Cotisation PAPI	1 524 €	
Travaux	20 111 €	
Total Syndicat PNR VERDON	**23 635 €**	
TOTAL GENERAL	**1 927 299,61 €**	

- **DE VOTER** au budget 2025 un produit de **1 927 300 €** au titre de la Taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) conformément aux articles 1530 bis et 1639 A du CGI ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- **DE DIRE** que ce produit sera imputé en recettes sur le budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et affecté exclusivement au programme ci-dessus décrit ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision et accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision ;

- **DE NOTIFIER** la présente décision à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, Monsieur le Comptable Public de Grasse, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques, Monsieur le Président du SMIAGE et Monsieur le Président du PNR du Verdon.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Code action unique	Programme source PAPI, PAOT… N°		Libellé action	Code SOCLE	G/ HG	Fonc / Inv	Etat action* au 31/12/24	Bassin versant
Actions locales EPCI								
CAPG 00			Assistance technique et administrative GEMAPI		G	F	E	tous
CAPG 00-1	intemp19	8,3	Interventions post crue 2019 - fonctionnement	Ge2a	G	F	E	tous
CAPG 00-2	intemp19	49,8	Interventions post crue 2019 - investissement	Ge2a	G	I	E	tous
CAPG 01			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Bragues	Ge2a	G	F	E	Bragues
CAPG 02			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Estéron	Ge2a	G	F	E	Esteron
CAPG 03			Identification des aménagements hydrauliques et des systèmes d'endiguement	Ge5c	G	F	F	tous
CAPG 04			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Loup	Ge2a	G	F	E	Loup
CAPG 05-1	PAOT		Etude de restauration de la franchissabilité du seuil Ancien gué d'Auribeau (ROE 83517) compléments	Ge8a	G	I	F	Siagne
CAPG 05-2	PAOT		Travaux de restauration de la franchissabilité du seuil Ancien gué d'Auribeau (passerelle d'Auribeau, seuil 5) -	Ge8a	G	I	E	Siagne
CAPG 06			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Siagne	Ge2a	G	F	E	Siagne
CAPG 07			Entretien des milieux aquatiques : lutte espèces invasives BV Siagne	Ge2a	G	F	E	Siagne
CAPG 08	PAPI		Animation du PAPI 2 Siagne	HG3	HG	F	F	Siagne
CAPG 09	PAPI	1,2	Supports de communication (convention CNRS)	HG2	HG	I	F	Siagne
CAPG 10-1	PAPI		Système d'annonce de crue du SDAL Siagne (clé ex SISA) - équipement	HG17	HG	I	E	Siagne
CAPG 10-2	PAPI		SDAL Siagne -Fonctionnement	HG1	HG	F	E	Siagne
CAPG 11	CACPL/CAPG		Assistance prévision Météo France	HG17	HG	F	S	Siagne
CAPG 12			Entretien et restauration des milieux aquatiques : gestion sédimentaire	Ge2a	G	F	E	Siagne
CAPG 12-1			Entretien structurant du vallon des Ribes à Grasse	Ge2a	G	F	F	Siagne
CAPG 13-1	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : équipements stations hydrométrie	HG17	HG	I	F	Siagne
CAPG 13-2	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : fonctionnement stations hydrométrie	HG17	HG	F	F	Siagne
CAPG 13-3	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : diagnostic vulnérabilité	Ge5f	G	F	F	Siagne
CAPG 14-1	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - étude	Ge2a	G	I	F	Siagne
CAPG 14-2	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - équipements	Ge2a	G	I	F	Siagne
CAPG 14-3	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - fonctionnement gpt SDAL ?	Ge2a	G	F	E	Siagne
CAPG 14-4	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - investissement	Ge2a	G	I		Siagne
CAPG 16	CACPL/CAP		Etude et suivi de l'embouchure de la Siagne	Ge2a	G	I	E	Siagne
CAPG 17			Etude hydromorphologique du bassin versant de la Siagne	Ge8b	G	I	S	Siagne
CAPG 18	PAPI	2,1	Mise en place d'un système de mesure des débits (CENEAU)	HG17	HG	I	F	Siagne
CAPG 19	PAPI	0,1	Equipe de projet (honoraires SCP) et inventaires naturalistes	HG3	HG	I	F	Siagne
CAPG 24			Sensibilisation des scolaires CAPG (régie)	HG2	HG	F	F	Siagne
CAPG 26			Confortement de berge du vallon Mardaric à Collongues	Ge5g	G	I	F	Esteron
CAPG 27	intemp19	53	Restauration capacité écoulement vallon Sardine à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne
CAPG 28	intemp19	245	Restauration capacité écoulement vallon Cabrol-Tanneron à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne
CAPG 29	AP		Suivi Consoude suite aux aménagements du SISA sur Frayère, Mourachonne, Grand Vallon	Ge5g	G	F	E	Siagne
CAPG 30	intemp19	150,	Confortement de berges Mourachonne à Pégomas et Mouans Sartoux - STEP	Ge5g	G	I	E	Siagne
CAPG 31	intemp19	213	Confortement de berge vallon Fontagne à Collongues - intempéries 2019	Ge5g	G	I	F	Esteron
CAPG 32			Confortement d'urgence de la protection de berge de la Frayère chemin de Carel à Auribeau	Ge5g	G	I	F	Siagne
CAPG 33-1			Etude pour la réduction du risque inondation du St-Antoine secteur Covili à Auribeau	Ge5b	G	I	E	Siagne
CAPG 33-2			Travaux de confortement de berge du St-Antoine secteur Covili à Auribeau	Ge5g	G	I	F	Siagne
CAPG 34	PAPI	5,2;5	PAPI intention : diagnostic de réduction de vulnérabilité du bâti	Ge5f	G	F	E	Siagne
CAPG 35	intemp20		Désembaclement a proximité des ponts à le Mas suite tempête ALEX (régie)	Ge2a	G	F	S	Esteron
CAPG 36-1			Etude de conception MOE réduction inondation du vallon des Parettes à Grasse (financé par CD06)	Ge5b	G	I	A	Bragues
CAPG 36-2			Etudes et Travaux réduction inondation du vallon des Parettes à Grasse (hors CD_75)	Ge5b	G	I	E	Bragues
CAPG 37-1			Etude de réduction inondation des vallons Coudouron et Rouret à La Roquette et St-Joseph à Grasse	Ge5b	G	I	E	Siagne
CAPG 38-1			Etude pour la protection contre les inondations du quartier de la Parra à st-Vallier (financé par CD06)	Ge5b	G	I	A	Siagne
CAPG 38-2			Travaux pour la protection contre les inondations du quartier de la Parra à st-Vallier	Ge5b	G	I	E	Siagne
CAPG 40	PAPI	1.2 /	PAPI intention : définition programme aménagement prioritaire Frayère Mourachonne et des seuils	Ge5j	G	I	E	Siagne
CAPG 41	PAPI	6,4	PAPI intention : étude réduction inondation des vallons à St-Cézaire	Ge5j	G	I	E	Siagne
CAPG 42			Restauration capacitaire du vallon de Loubonnières à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne
CAPG 44			Travaux de protection de berge GV piste amont Ecluse à Pégomas	Ge5g	G	I	F	Siagne
CAPG 45			PAPI intention : étude de la pertinence hydraulique des systèmes d'endiguement existants (Frayère)	Ge5a	G	I	E	Siagne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Code action unique	Programme source PAPI, PAOT… N°		Libellé action	Code SOCLE	G/ HG	Fonc / Inv	Etat action* au 31/12/24	Bassin versant
CAPG 46			Travaux de protection de berge GV vallon Mourlans à ESCRAGNOLLES	Ge5g	G	I	F	Siagne
CAPG 47-1			Inspection et étude du vallon Rastigny (trou ALDI) à GRASSE / DMOA	Ge5g	G	I	A	Siagne
CAPG 47-2			Travaux vallon de Rastigny à Grasse / DMOA	Ge5j	G	I	E	Siagne
CAPG 48			Travaux de protection de berge GV vallon Faye à ST-AUBAN	Ge5g	G	I	F	Siagne
CAPG 49			Réduction du risque d'inondation chemin des Alouettes à Grasse	Ge5j	G	I	F	Siagne
CAPG 51			EDD Système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	I	E	Siagne
CAPG 52-1			Entretien Système d'endiguement Frayère Auribeau	Ge5a	G	F	E	Siagne
CAPG 52-2			Surveillance du système d'endiguement Frayère d'Auribeau	Ge5a	G	F	E	Siagne
CAPG 52-3			Entretien génie civil du système d'endiguement Frayère d'Auribeau	Ge5a	G	I	E	Siagne
CAPG 53-1			Entretien Système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	F	E	Siagne
CAPG 53-2			Surveillance du système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	F	E	Siagne
CAPG 53-3			Entretien génie civil du système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	I	E	Siagne
CAPG 54			Entretien bassin de rétention Perdigon à Grasse	Ge5b	G	F	E	Siagne
CAPG 56			Entretien bassin de rétention Salle polyvalente La Roquette sur Siagne	Ge5b	G	F	E	Siagne
CAPG 57			Entretien bassin de rétention Bléjarde à Peymeinade	Ge5b	G	F	E	Siagne
CAPG 59-1			Etude vallon du Riou Blanquet à Grasse	Ge5e	G	I	E	Siagne
CAPG 59-2			Travaux sur le vallon du Riou Blanquet à Grasse	Ge5e	G	I	E	Siagne
CAPG 61	PAPI	1,2	PAPI intention: Etude de l'impact des barrages de la Frayère à Auribeau-sur-Siagne et de la Mourachonne à Pégomas sur le risque inondation et la continuité écologique et définition du programme d'aménagement. A	Ge5j	G	I		Siagne
CAPG 62-1	PAPI	1.4	PAPI intention: Actions de communication et de sensibilisation aux rivières auprès des établissements scolaires CAPG	HG2	G	F	F	Siagne
CAPG 62-2	PEP Siagne	1,4	Action n°1 : communication et sensibilisation auprès des établissements scolaires	HG2	G	F		Siagne
CAPG 62-3	PEP Siagne	1,3	Action n°2 : élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour de la culture du risque inondation et de la valorisation des milieux aquatiques	HG2	G	F		Siagne
CAPG 63	PAPI		PAPI intention: Pose de repères de crue et de panneaux pédagogiques dédiés à la pérennisation de la	HG1	G	I		Siagne
CAPG 64			Appui aux communes pour l'élaboration du volet inondation des PCS et DICRIM	HG1	HG	F		tous
CAPG 66			Instrumentation des cours d'eau spécifique CAPG	HG17	HG	I	E	Siagne
CAPG 67			Etude vallon Bléjarde- Jaisous à Peymeinade	Ge5e	G	I	E	Siagne
CAPG 68			Protection de la berge Frayère chemin Carel Auribeau - EN ATTENTE	Ge5g	G	I		Siagne
CAPG 69			Valorisation du lac du plan de Grasse	Ge2a	G	F		Siagne
CAPG 70	PAPI	1,1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - St Cézaire	Ge5j	G	I	F	Siagne
CAPG 71	PAPI	5,1	Recensement des enjeux en zone inondable - St Cézaire	Ge5j	G	I	F	Siagne
CAPG 72			Acquisition de parcelles en bordure de cours d'eau - Pégomas et Grasse	Ge5j	G	I		Siagne
CAPG 75-1			Etudes préalables à la réfection des ouvrages menacés par l'abaissement du lit du Grand Vallon EN ATTENTE	Ge5j	G	I		Siagne
CAPG 75-2			Réfection des ouvrages menacés par l'abaissement du lit du Grand Vallon EN ATTENTE PAPI	Ge5g	G	I		Siagne
CAPG 76			Réfection du passage busé du vallon de Blancard (la Lauve) à Grasse	Ge5b	G	I	A	Siagne
CAPG 77			Réfection de berge ch des plaines Mouans Sartoux	Ge5g	G	I	E	Siagne
CAPG 79			Etude et travaux - Le rioucougourde à Grasse - rétablissement de la continuité hydraulique	Ge5g	G	I		Siagne
CAPG 80			Surveillance des ouvrages étudiés à classer	Ge5b	G	F	A	Siagne
CAPG 81			Surveillance des ouvrages et aménagements (hors ouvrages classés)	Ge5b	G	F		Siagne
CAPG 82			Réparation de la berge en techniques végétales : rive gauche de la Siagne, à Auribeau sur Siagne	Ge5g	G	I	A	Siagne
CAPG 83			Recensement des ouvrages et aménagements (hors ouvrages classés)	Ge5b	G	F		tous
CAPG 84			Projet d'économies d'eau "défi familles"	HG9	HG	F	E	tous
CAPG 85			Etude et travaux - Vallon du Rouret, La Roquette	Ge5g	G	I		Siagne
CAPG 86			Etude sur l'aménagement de la carrière MUL	Ge5b	G	I		Siagne
CAPG 87-1			Entretien de la passe à anguilles du barrage de l'écluse à Pégomas	Ge8a	G	F		Siagne
CAPG 87-2			Réparation des désordres sur la passe à anguilles du barrage de l'écluse à Pégomas	Ge8a	G	I		Siagne
CAPG 88			Opération d'évacuation de la "piscine" d'Auribeau - cours de la Frayère	Ge2a	G	F		Siagne
CAPG 89-1			Mise en place d'une stratégie de restauration des écosystèmes lentiques et lotiques de la Siagne et de leur connectivité - Cistude d'Europe comme fil d'ariane	HG7	HG	F		Siagne
CAPG 89-2			Mise en place d'une stratégie de restauration des écosystèmes lentiques et lotiques de la Siagne et de leur connectivité - Cistude d'Europe comme fil d'ariane	HG7	HG	I		Siagne
CAPG 90			Accompagnement à la mise en place du PICS	HG1	HG	F		tous
CAPG 91			Diagnostic en vue de la démolition de la maison COVILI - Auribeau/Siagne	Ge5f	G	F	E	Siagne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Code action unique	Programme source PAPI, PAOT… N°		Libellé action	Code SOCLE	G/ HG	Fonc / Inv	Etat action* au 31/12/24	Bassin versant
CAPG 92			Travaux d'entretien d'un enrochement RD du Grand Vallon au droit de la carrosserie du Vieux Pont à Grasse	Ge5b	G	I		Siagne
CAPG 93			Entretien et restauration de la capacité hydraulique des vallons en rive droite de la Siagne	Ge2a	G	F		Siagne
CAPG 94			Travaux de reprise des berges du vallon de Manon	Ge5g	G	I		Siagne
Actions de BV								
BEAL 01	intemp19		Confortement berges Béal (pont d'avril Cannes et chemin Ecluse Pégomas) et reprise piège - intempéries	Ge5g	G	I	F	Béal
BEAL 02	intemp19		Restauration capacité hydraulique prise d'eau Béal - intempéries 2019	Ge2a	G	I	F	Béal
BEAL 03	intemp19		Restauration capacité hydraulique La Roquette sur Siagne - intempéries 2019 - Annulée	Ge2a	G	I	A	Béal
BEAL 04	PAPI		PAPI intention: définition programme aménagement prioritaire Béal	Ge5j	G	I	E	Béal
BEAL 05	0		Confortement berge GV Béal stade Pégomas	Ge5g	G	I	F	Béal
BEAL 06	PAPI		EDD Système d'endiguement du Béal Amont	Ge5a	G	I	E	Béal
BEAL 07-1	0		Entretien Système d'endiguement du Béal amont	Ge5a	G	F	0	Béal
BEAL 07-2	0		Surveillance du système d'endiguement Béal amont	Ge5a	G	F	0	Béal
BEAL 07-3	0		Entretien génie civil du système d'endiguement Béal amont	Ge5a	G	I	0	Béal
BEAL 08	0		Accès et reprise du piège à embâcles Béal amont buse A8	Ge5b	G	I	0	Béal
BEAL 09	0		Confortement berge Béal secteur de l'Ecluse	Ge5g	G	I	0	Béal
BRA 01	0		Animation à l'échelle du BV Brague	HG14	HG	F	0	Brague
EST 04	Riv Sauvage		Animation rivière sauvage Estéron (adhésion réseau) / Audit Label	HG14	HG	F	E	Esteron
EST 05	Riv Sauvage		Etude sur la qualité des rivières sauvages par ADN diatomées	HG14	HG	F	F	Esteron
LOU 01	0		Animation à l'échelle du bassin versant	HG14	HG	F	0	Loup
SIA 02	0		Etude du plan de gestion complémentaire des milieux aquatiques et DIG BV Siagne	Ge2a	G	F	F	Siagne
SIA 03	0		Elaboration du SAGE Siagne	HG14	HG	F	E	Siagne
SIA 05	0		Etude diagnostic de la ressource et définition des volumes prélevables et PGRE	HG7	HG	F	F	Siagne
SIA 06-1	PAPI		Elaboration du dossier PAPI intention Siagne (régie)	0	G	F	F	Siagne
SIA 07	PAPI	1,1;5	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	0	G	I	0	Siagne
SIA 08	PAPI	0.2	PAPI intention: Elaboration du PAPI complet	0	G	I	0	Siagne
SIA 09	PAPI		PAPI intention: Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour	0	G	F	0	Siagne
SIA 10	PGRE		Diagnostic des milieux Siagnole de Mons, Siagne de la Pare et Biançon (régie)	HG7	HG	F	F	Siagne
SIA 11	PGRE		Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Veyans (régie)	HG7	HG	F	E	Siagne
SIAH 01	Natura		Animation du site Natura 2000 haute Siagne	HG7	HG	F	F	haute
SIAH 02	Natura		Entretien et surveillance du site Natura 2000 haute Siagne (temps agent)	HG7	HG	F	E	haute
SIAH 03	Natura		Inventaires et cartographie des habitats naturels du site Natura 2000 haute Siagne	HG7	HG	F	F	haute
SIAH 04	Natura		Acquisition de matériel de suivis naturalistes	HG7	HG	I	F	haute
SIAH 05	Natura		Etat des populations de reptile du site Natura 2000	HG7	HG	F	F	haute
SIAH 06	Natura		Recherche de pollution dans la Siagne à St-Cézaire suite au constat de disparition de la population	HG7	HG	F	F	haute
SIAH 07	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	Ge8a	G	I	0	haute
SIAH 08	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la bambouseraie	Ge8a	G	I	0	haute Siagne
SIAH 09	Natura 2000		Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	HG7	HG	I	0	haute Siagne
SISAI 01	PAPI	5.1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - Val de Siagne	Ge5j	G	I	E	SISA Inv
SISAI 02	PAPI	5,1	Recensement des enjeux en zone inondable - Val de Siagne	Ge5j	G	I	F	SISA Inv
NE PAS SUPPRIMER								

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Programmes d'actions d'intérêt de bassin pour lesquels l'EPCI est concerné : programme global

Code action	Programme source	N°	Libellé action	Fonc / Inv	G/ HG	Code SOCLE	Etat action* au 31.12.24	Bassin versant	Montant HT 2022-2025						Subven-tions (taux)	EPCI à FP concernés							Propriété ouvrage
									Total HT	Prévisionnel 2022	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Prévisionnel 2025		MNCA	CASA	CACPL	CAPG	CCAA	CCPF	CCAPV	
BEAL 01	intemp19	22, 52, 8	Confortement berges Béal (pont d'avril Cannes et chemin Ecluse Pégomas) et reprise piège - intempéries 2019	I	G	Ge5g	F	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	53%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 02	intemp19	438	Restauration capacité hydraulique prise d'eau Béal - intempéries 2019	I	G	Ge2a	F	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 03	intemp19	157,2	Restauration capacité hydraulique La Roquette sur Siagne - intempéries 2019 -	I	G	Ge2a	A	Béal	- €	- €	- €		- €	- €	63%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 04	PAPI	6,3	PAPI intention: définition programme aménagement prioritaire Béal	I	G	Ge5j	E	Béal	60 484 €	50 000 €	- €	19 556 €	12 548 €	28 380 €	60%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 05			Confortement berge GV Béal stade Pégomas	I	G	Ge5g	E	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 06	PAPI	7,1	EDD Système d'endiguement du Béal Amont	I	G	Ge5a	E	Béal	88 687 €	40 000 €	42 280 €	17 315 €	15 243 €	13 849 €	67%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 07-1			Entretien Système d'endiguement du Béal amont	F	G	Ge5a		Béal	12 138 €	20 000 €	10 138 €	- €	- €	2 000 €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 07-2			Surveillance du système d'endiguement Béal amont	F	G	Ge5a		Béal	- €				- €			N	N	O	O	N	N	N	
BEAL 07-3			Entretien génie civil du système d'endiguement Béal amont	I	G	Ge5a		Béal	- €				- €			N	N	O	O	N	N	N	
BEAL 08			Accès et reprise du piège à embâcles Béal amont buse A8	I	G	Ge5b		Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 09			Confortement berge Béal secteur de l'Ecluse	I	G	Ge5g		Béal	30 000 €					30 000 €		N	N	O	O	N	N	N	
BRA 01			Animation à l'échelle du BV Bragues	F	HG	HG14		Brague	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	N	O	O	O	N	N	N	
EST 04	Riv Sauvage		Animation rivière sauvage Estéron (adhésion réseau) / Audit Label	F	HG	HG14	E	Esteron	5 396 €	1 100 €	1 000 €	833 €	1 000 €	2 563 €	0%	O	O	N	O	O	N	O	
EST 05	Riv Sauvage		Etude sur la qualité des rivières sauvages par ADN diatomées	F	HG	HG14	F	Esteron	424 €	546 €	424 €	- €	- €	- €	0%	O	O	N	O	O	N	O	
LOU 01			Animation à l'échelle du bassin versant	F	HG	HG14		Loup	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	O	O	N	O	N	N	N	
SIA 02			Etude du plan de gestion complémentaire des milieux aquatiques et DIG BV Siagne	F	G	Ge2a	F	Siagne	13 473 €	14 474 €	7 785 €	5 688 €	- €	- €	50%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 03			Elaboration du SAGE Siagne	F	HG	HG14	E	Siagne	146 150 €	46 100 €	11 100 €	23 700 €	1 350 €	110 000 €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 05			Etude diagnostic de la ressource et définition des volumes prélevables et PGRE	F	HG	HG7	F	Siagne	11 497 €	11 497 €	11 497 €	- €	- €	- €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 06-1	PAPI		Elaboration du dossier PAPI intention Siagne (régie)	F	G		F	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 07	PAPI	1,1;5,1	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	I	G			Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	76%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 08	PAPI	0,2	PAPI intention: Elaboration du PAPI complet	I	G			Siagne	9 720 €	- €	720 €	5 250 €	- €	3 750 €	60%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 09	PAPI	1,3	PAPI intention: Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour de la culture du risque inondation et de la valorisation des milieux aquatiques	F	G			Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 10	PGRE		Diagnostic des milieux Siagnole de Mons, Siagne de la Pare et Biançon (régie)	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 11	PGRE		Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Veyans (régie)	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIAH 01	Natura 2000		Animation du site Natura 2000 haute Siagne	F	HG	HG7	F	haute Siagne	2 812 €	- €	- €	- €	2 812 €	- €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 02	Natura 2000		Entretien et surveillance du site Natura 2000 haute Siagne (temps agent)	F	HG	HG7	E	haute Siagne	82 688 €	3 865 €	20 932 €	25 728 €	18 014 €	18 014 €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 03	Natura 2000		Inventaires et cartographie des habitats naturels du site Natura 2000 haute Siagne	F	HG	HG7	F	haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 04	Natura 2000		Acquisition de matériel de suivis naturalistes	I	HG	HG7	F	haute Siagne	65 €	500 €	65 €	- €	- €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 05	Natura 2000		Etat des populations de reptile du site Natura 2000	F	HG	HG7		haute Siagne	9 938 €	25 000 €	- €	- €	- 9 938 €	19 875 €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 06	Natura 2000		Recherche de pollution dans la Siagne à St-Cézaire suite au constat de disparition de la population d'écrevisses	F	HG	HG7	F	haute Siagne	- €	1 703 €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 07	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	I	G	Ge8a		haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 08	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la bambouseraie	I	G	Ge8a		haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 09	Natura 2000		Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	I	HG	HG7		haute Siagne	1 000 €					1 000 €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SISAI 01	PAPI	1,1 - 6.1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - Val de Siagne	I	G	Ge5j	E	SISA Inv	132 782 €	135 000 €	5 000 €	70 572 €	26 205 €	31 005 €	80%	N	N	O	O	N	N	N	
SISAI 02	PAPI	5.1	Recensement des enjeux en zone inondable - Val de Siagne	I	G	Ge5j	E	SISA Inv	22 595 €	22 400 €	- €	15 680 €	6 915 €	- €	60%	N	N	O	O	N	N	N	
									629 849 €	372 185 €	110 941 €	174 385 €	103 962 €	240 560 €	364 182 €								

24

* Etat de l'action :
A= Annulé E=engagé F=finalisé S=soldé (dépenses et subventions)

PROGRAMME ACTION FONCTIONNEMENT HT	272 378 €	104 285 €	52 738 €	46 012 €	43 052 €	130 576 €
PROGRAMME ACTION INVESTISSEMENT HT	166 162 €	157 900 €	5 785 €	91 502 €	33 120 €	35 755 €
Total cellules visibles	*629 849 €*	*372 185 €*	*110 941 €*	*174 385 €*	*103 962 €*	*240 560 €*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_035-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Contrat territorial 22-25 **CAPG**

en €	Dépenses totales 22-25 HT	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Prévisionnel 2025	Subvention prévisionnelle HT	Différentiel TVA / FCTVA	Rappel cotisation 2022	Rappel cotisation 2023	Rappel cotisation 2024	Contribution 2025 (après déduction des cotisations 2022 à 2024)
TOTAL GENERAL	**9 029 689 €**	**1 062 498 €**	**1 132 968 €**	**1 523 384 €**	**5 310 839 €**	**2 181 944 €**	**744 503 €**	**1 594 682 €**	**1 617 134 €**	**1 621 384 €**	**1 621 978 €**
Structure	**287 289 €**	71 019 €	71 552 €	72 089 €	72 629 €	**0 €**	**0 €**	71 019 €	71 552 €	72 089 €	72 629 €
Provision post crue	**135 870 €**	51 246 €	44 624 €	40 000 €	0 €	**0 €**	**0 €**	51 246 €	44 624 €	40 000 €	0 €
Prg. Fct	**3 685 232 €**	***542 908 €***	***690 747 €***	***889 172 €***	***1 562 405 €***	**852 758 €**	**729 202 €**	**587 543 €**	**622 088 €**	**867 476 €**	***1 316 211 €***
actions locales (F)	3 571 410 €	*516 031 €*	*676 087 €*	*868 090 €*	*1 511 202 €*	800 707 €	714 282 €	*565 096 €*	*607 648 €*	*837 586 €*	*1 330 360 €*
actions de bassin versant (F)	113 823 €	*26 878 €*	*14 660 €*	*21 082 €*	*51 203 €*	52 050 €	14 920 €	*22 447 €*	*14 440 €*	*29 890 €*	*-14 150 €*
Prg. Invest.	**4 921 297 €**	***397 324 €***	***326 045 €***	***522 123 €***	***3 675 804 €***	**1 329 186 €**	**15 301 €**	**884 874 €**	**878 870 €**	**641 819 €**	***233 138 €***
actions locales (I)	4 772 416 €	*375 920 €*	*271 809 €*	*496 072 €*	*3 628 615 €*	1 233 162 €	15 043 €	*859 153 €*	*848 300 €*	*633 450 €*	*259 477 €*
actions de bassin versant (I)	148 881 €	*21 404 €*	*54 236 €*	*26 051 €*	*47 190 €*	96 024 €	258 €	*25 721 €*	*30 570 €*	*8 369 €*	*-26 339 €*
TOTAL PROG 22-25	***8 606 529 €***	*940 233 €*	*1 016 792 €*	*1 411 295 €*	*5 238 210 €*	*2 181 944 €*	*744 503 €*	*1 472 417 €*	*1 500 959 €*	*1 509 295 €*	*1 549 349 €*

	2023	2024	2025
dette CAPG	282 966,40	282 673,91	281 686,61
Cotis CAPG	1 900 100,44 €	1 904 057,59 €	1 903 664,67 €

	2025
Intérêt	95 686,38
Capital	186 000,23

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_036 : Adoption du contrat territorial 2025-2029 liant le SMIAGE maralpin à la CAPG

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELL

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_036
RAPPORTEUR : Florence SIMON	

GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS

Adoption du contrat territorial 2025-2029 liant le SMIAGE maralpin à la CAPG

SYNTHESE

Conformément à la Loi NOTRe, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a choisi de transférer la compétence GEMAPI au SMIAGE Maralpin au 1er janvier 2018. Les missions transférées sont ainsi précisées dans un contrat territorial 2018-2021, qui a été prolongé au 30 juin 2022 par avenant puis au 31 décembre 2025 par un second avenant. Il convient de renouveler à nouveau le contrat territorial pour une nouvelle période 2025-2029, afin de prendre en compte la programmation correspondante.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités locales et notamment l'article L. 5216-5 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du pays de Grasse ;

Vu le transfert de la compétence GEMAPI au SMIAGE Maralpin le 1er janvier 2018 ;

Vu la signature du contrat territorial autorisé par délibération n°DL2017_168 du 15 décembre 2017 ;

Vu la délibération N° 2022/21 du 15 avril 2022 du SMIAGE maralpin adoptant le contrat territorial 2022-2025 liant le SMIAGE et la CAPG ;

Considérant qu'il convient de renouveler le premier contrat territorial pour une nouvelle période 2025-2029 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et le SMIAGE ont conclu un contrat territorial pour la période 2022-2025, ayant pour objet de définir les engagements mutuels entre les cosignataires, en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations. Ce contrat qui a pris effet le 1er janvier 2022 et prendra fin le 31 décembre 2025, inventorie les missions déléguées au SMIAGE par la CAPG ainsi que les conditions techniques financières et organisationnelles de la délégation ;

Considérant que durant cette période, 2 avenants sont intervenus afin de fixer les contributions de la CAPG au titre des différents exercices budgétaires d'une part, d'apporter des précisions sur l'exécution du contrat d'autre part.

La CAPG et le SMIAGE souhaitent à présent renouveler leur contrat territorial pour une nouvelle période 2025-2029 via un troisième avenant, afin d'arrêter le programme

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

d'actions et fixer les contributions de la CAPG pour l'exercice 2025 d'une part et prolonger le contrat territorial pour une nouvelle période de 4 ans d'autre part.

Le programme d'actions inscrit au contrat territorial 2025-2029 s'élève à 6 285 852 €TTC.

Pour l'année 2025, le programme d'actions inscrit au contrat territorial s'élève à 1 621 978 € TTC et la contribution 2025 à 1 903 665 €.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant numéro 3 au contrat territorial liant la CAPG et le SMIAGE pour la période 2025-2029, tel que joint à la présente délibération ;
- **DECIDE** d'autoriser le Président ou son représentant, à signer l'avenant au contrat territorial 2025-2029 avec le SMIAGE Maralpin, tel qu'il est joint à la présente délibération ;
- **D'APPROUVER** la programmation 2025 et la cotisation correspondante ;
- **DE DIRE** que le montant de la contribution est inscrit au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AVENANT N°3 AU

CONTRAT TERRITORIAL

2ème période

entre

le SMIAGE Maralpin

et

la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Portant transfert de compétence et mise en œuvre opérationnelle du Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) relative au grand cycle de l'eau

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Entre :

- Le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin, dont le siège est établi à NICE (06204) au CADAM, représenté par son Président, Charles Ange GINESY, dûment autorisé par délibération du Comité Syndical en date du 1er avril 2025 ;

Ci-dessous dénommé le Syndicat,

Et

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12 dont le siège est établi au 57 avenue Pierre Sémard à GRASSE (06130) et représentée par son Président en exercice, Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°2025_.... prise en date du ……2025, visée en préfecture de Nice le……2025.

Ci-dessous dénommée l'EPCI

Tous ensemble désignés les « Parties »,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

TABLE DES MATIERES

1. OBJET DU PRESENT AVENANT 4
2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CAPG 4
3. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT 5
4. AUTRES DISPOSITIONS 5
ANNEXES 6

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1. OBJET DU PRÉSENT AVENANT

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et le SMIAGE ont conclu un 2ème contrat territorial ayant pour objet de définir les engagements mutuels entre les cosignataires en vue de la mise en œuvre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Ce contrat qui a pris effet le 1er janvier 2022, inventorie les missions transférées au SMIAGE par la CAPG ainsi que les conditions techniques financières et organisationnelles du transfert.

Un premier avenant est intervenu afin d'arrêter le programme d'actions pour 2023 et les années suivantes d'une part et fixer les contributions de la CAPG pour l'exercice 2023 d'autre part.

Un deuxième avenant est intervenu afin d'arrêter le programme d'actions pour 2024 et les années suivantes d'une part et fixer les contributions de la CAPG pour l'exercice 2024 d'autre part.

Un troisième avenant doit intervenir afin d'arrêter le programme d'actions et fixer les contributions de la CAPG pour l'exercice 2025 d'une part et prolonger le contrat territorial pour une nouvelle période de 4 ans d'autre part.

2. ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COTISATION DE LA CAPG

Le contrat territorial 2022-2025 prévoit que toute évolution des programmes d'actions et éléments de cadrage techniques ou financiers est évoquée dans le cadre de la clause de revoyure annuelle formalisée par un avenant.

2-1 Programmation :

- Le nouveau contenu détaillé du programme d'actions d'intérêt local et de bassins pour l'année 2025, à l'échelle de la CAPG, est présenté en annexes 1 et 2 du présent avenant.

2-2 Charges de structure du SMIAGE :

- L'état des charges de structure du SMIAGE mis à jour pour l'année 2025 est présenté en annexe 3 du présent avenant.

2-3 Cotisation :

L'article 4 du contrat territorial 2022-2025 précise que pour l'année N+1 suivant son adoption, le SMIAGE demandera le versement de la contribution de l'EPCI en deux fois :

- 50% de la contribution N-1, en janvier N,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Le solde qui sera le résultat de la contribution N calculée après l'adoption de l'avenant au contrat territorial (avenant qui aura repris les réalisés N-1, la nouvelle programmation et arrêté la nouvelle contribution) déduction faite du 1er appel.

Ce solde sera appelé après l'adoption de l'avenant n°3 par la CAPG et le SMIAGE.

- La synthèse des engagements financiers de la CAPG est présentée en annexe 4 du présent avenant.

3. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT

Comme le permet l'article 7 du contrat, la CAPG et le SMIAGE ont décidé de prolonger leurs relations contractuelles pour une nouvelle période de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2029 sans que la durée totale n'excède 8 ans.

4. AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions du contrat territorial demeurent inchangées.

Fait à ……., le……., en 2 exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour le SMIAGE Maralpin**
M. Jérôme VIAUD, Président	**M. Charles Ange GINESY, Président**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXES

- **<u>Annexe 1 : Programme d'actions d'intérêt local et de bassins de l'EPCI concerné</u>**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Code action unique	Programme source PAPI, PAOT…	N°	Libellé action	Code SOCLE	G/ HG	Fonc / Inv	Etat action* au 31/12/24	Bassin versant	Montant HT 2022-2025 Total HT	Réalisés 2022	Réalisés 2023	Réalisés 2024	Prévisionnel 2025	TOTAL 26-29 PREVI € HT	Assiette subventionnable	Subventions prévi (taux)	Subventions prévi (montant)	TVA - FCTVA prévi	Autofinancement prévisionnel TTC 2022-2025 Avant déduction des cotisations déjà versées de 2022 à 2024 CT 22-25
Actions locales EPCI																			
CAPG 00			Assistance technique et administrative GEMAPI		G	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	15 071 €
CAPG 00-1	intemp19	8,3	Interventions post crue 2019 - fonctionnement	Ge2a	G	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		70%	0 €	0 €	0 €
CAPG 00-2	intemp19	49,8	Interventions post crue 2019 - investissement	Ge2a	G	I	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		50%	0 €	0 €	0 €
CAPG 01			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Brague	Ge2a	G	F	E	Brague	10 409 €	0 €	4 848 €	2 561 €	3 000 €	0 €		30%	0 €	2 082 €	12 490 €
CAPG 02			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Estéron	Ge2a	G	F	E	Esteron	10 000 €	0 €	0 €	0 €	10 000 €	0 €		30%	0 €	2 000 €	13 060 €
CAPG 03			Identification des aménagements hydrauliques et des systèmes d'endiguement	Ge5c	G	F	F	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 04			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Loup	Ge2a	G	F	E	Loup	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		30%	0 €	0 €	-1 800 €
CAPG 05-1	PAOT		Etude de restauration de la franchissabilité du seuil Ancien gué d'Auribeau (ROE 83517) compléments	Ge8a	G	I	F	Siagne	4 613 €	0 €	4 613 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	80%	3 691 €	15 €	-1 857 €
CAPG 05-2	PAOT		Travaux de restauration de la franchissabilité du seuil Ancien gué d'Auribeau (passerelle d'Auribeau, seuil	Ge8a	G	I	E	Siagne	72 025 €	0 €	0 €	54 362 €	17 663 €	0 €		80%	57 620 €	227 €	-25 998 €
CAPG 06			Entretien et restauration des milieux aquatiques BV Siagne	Ge2a	G	F	E	Siagne	1 809 771 €	401 653 €	415 920 €	523 831 €	468 368 €	0 €		30%	120 496 €	361 954 €	2 015 160 €
CAPG 07			Entretien des milieux aquatiques : lutte espèces invasives BV Siagne	Ge2a	G	F	E	Siagne	531 570 €	99 499 €	133 428 €	148 642 €	150 000 €	0 €		60%	189 321 €	106 314 €	468 396 €
CAPG 08	PAPI		Animation du PAPI 2 Siagne	HG3	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 09	PAPI	1,2	Supports de communication (convention CNRS)	HG2	HG	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 125 €	50%	0 €	0 €	-371 €
CAPG 10-1	PAPI		Système d'annonce de crue du SDAL Siagne (clé ex SISA) - équipement	HG17	HG	I	E	Siagne	33 629 €	621 €	1 571 €	16 603 €	14 834 €	0 €	43 275 €	80%	26 903 €	106 €	-1 981 €
CAPG 10-2	PAPI		SDAL Siagne -Fonctionnement	HG1	HG	F	E	Siagne	8 111 €	1 026 €	347 €	4 029 €	2 709 €	0 €		0%	0 €	1 622 €	-33 802 €
CAPG 11	CACPL/CAPG		Assistance prévision Météo France	HG17	HG	F	S	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 12			Entretien et restauration des milieux aquatiques : gestion sédimentaire	Ge2a	G	F	E	Siagne	70 247 €	10 730 €	0 €	9 517 €	50 000 €	0 €		30%	3 219 €	14 049 €	81 078 €
CAPG 12-1			Entretien structurant du vallon des Ribes à Grasse	Ge2a	G	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		30%	0 €	0 €	-6 242 €
CAPG 13-1	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : équipements stations hydrométrie	HG17	HG	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		85%	0 €	0 €	767 €
CAPG 13-2	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : fonctionnement stations hydrométrie	HG17	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		85%	0 €	0 €	0 €
CAPG 13-3	Risqeau		ALCOTRA RISQ'EAU : diagnostic vulnérabilité	Ge5f	G	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		85%	0 €	0 €	-107 €
CAPG 14-1	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - étude	Ge2a	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 101 €	60%	0 €	0 €	2 269 €
CAPG 14-2	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - équipements	Ge2a	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 387 €	10%	0 €	0 €	-4 745 €
CAPG 14-3	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - fonctionnement gpt SDAL ?	Ge2a	G	F	E	Siagne	3 211 €	30 €	37 €	138 €	3 006 €	0 €		10%	321 €	642 €	1 029 €
CAPG 14-4	PAPI	7,2	Sécurisation et automatisation des martellières du Béal - investissement	Ge2a	G	I		Siagne	6 188 €				6 188 €	0 €		10%	619 €	20 €	5 588 €
CAPG 16	CACPL/CAP		Etude et suivi de l'embouchure de la Siagne	Ge2a	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	-9 314 €
CAPG 17			Etude hydromorphologique du bassin versant de la Siagne	Ge8b	G	I	S	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 875 €	80%	0 €	0 €	0 €
CAPG 18	PAPI	2,1	Mise en place d'un système de mesure des débits (CENEAU)	HG17	HG	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 125 €	60%	0 €	0 €	447 €
CAPG 19	PAPI	0,1	Equipe de projet (honoraires SCP) et inventaires naturalistes	HG3	HG	I	F	Siagne	9 106 €	9 106 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 563 €	36%	3 278 €	29 €	217 €
CAPG 24			Sensibilisation des scolaires CAPG (régie)	HG2	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 26			Confortement de berge du vallon Mardaric à Collongues	Ge5g	G	I	F	Esteron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 855 €	31%	0 €	0 €	3 232 €
CAPG 27	intemp19	53	Restauration capacité écoulement vallon Sardine à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		70%	0 €	0 €	0 €
CAPG 28	intemp19	245	Restauration capacité écoulement vallon Cabrol-Tanneron à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		70%	0 €	0 €	-873 €
CAPG 29	AP		[illegible] sur Frayère, Mourachonne, Grand Vallon	Ge5g	G	F	E	Siagne	1 714 €	0 €	1 714 €	0 €	0 €	1 714 €		0%	0 €	343 €	2 057 €
CAPG 30	intemp19	150,	Confortement de berges Mourachonne à Pégomas et Mouans Sartoux - STEP	Ge5g	G	I	E	Siagne	418 380 €	0 €	3 407 €	4 487 €	410 487 €	0 €		32%	133 882 €	1 319 €	281 475 €
CAPG 31	intemp19	213	Confortement de berge vallon Fontagne à Collongues - intempéries 2019	Ge5g	G	I	F	Esteron	40 976 €	3 868 €	37 108 €	0 €	0 €	0 €		49%	19 939 €	129 €	398 €
[illegible]			[illegible] la Frayère chemin Carel à Auribeau	Ge5g	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 33-1			Etude pour la réduction du risque inondation du St-Antoine secteur Covili à Auribeau	Ge5b	G	I	E	Siagne	24 661 €	24 661 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80 000 €	10%	2 466 €	78 €	-49 979 €
CAPG 33-2			Travaux de confortement de berge du St-Antoine secteur Covili à Auribeau	Ge5g	G	I	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 243 €	10%	0 €	0 €	-7 329 €
CAPG 34	PAPI	5,2,5	PAPI intention : diagnostic de réduction de vulnérabilité du bâti	Ge5f	G	F	E	Siagne	263 916 €	720 €	39 196 €	96 105 €	127 894 €	0 €	450 000 €	80%	211 133 €	52 783 €	15 566 €
CAPG 35	intemp20		Désembaclement à proximité des ponts à le Mas suite tempête ALEX (régie)	Ge2a	G	F	S	Esteron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 36-1			Etude de conception MOE réduction inondation du vallon des Parettes à Grasse (financé par CD06)	Ge5b	G	I	A	Brague	4 300 €	0 €	0 €	900 €	3 400 €	0 €		100%	4 300 €	14 €	27 €
CAPG 36-2			Etudes et Travaux réduction inondation du vallon des Parettes à Grasse (hors CD_75)	Ge5b	G	I	E	Brague	2 041 906 €	22 160 €	14 746 €	0 €	2 005 000 €	795 000 €		20%	408 381 €	6 436 €	1 265 276 €
CAPG 37-1			Etude de réduction inondation des vallons Coudouron et Rouret à La Roquette et St-Joseph à Grasse	Ge5b	G	I	E	Siagne	86 226 €	65 241 €	15 060 €	5 925 €	0 €	0 €	172 400 €	10%	8 623 €	272 €	-129 642 €
CAPG 38-1			Etude pour la protection contre les inondations du quartier de la Parra à st-Vallier (financé par CD06)	Ge5b	G	I	A	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		100%	0 €	0 €	0 €
CAPG 38-2			Travaux pour la protection contre les inondations du quartier de la Parra à st-Vallier	Ge5b	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 40	PAPI	1.2 /	PAPI intention : définition programme aménagement prioritaire Frayère Mourachonne et des seuils	Ge5j	G	I	E	Siagne	116 287 €	0 €	59 813 €	18 072 €	38 401 €	0 €		100%	116 287 €	367 €	-19 949 €
CAPG 41	PAPI	6,4	PAPI intention : étude réduction inondation des vallons à St-Cézaire	Ge5j	G	I	E	Siagne	63 552 €	0 €	11 505 €	36 787 €	15 260 €	0 €		60%	38 131 €	200 €	5 463 €
CAPG 42			Restauration capacitaire du vallon de Loubonnières à Pégomas	Ge2a	G	I	F	Siagne	75 566 €	75 566 €	0 €	0 €	0 €	0 €	92 000 €	30%	22 670 €	238 €	-28 826 €
CAPG 44			Travaux de protection de berge GV piste amont Ecluse à Pégomas	Ge5g	G	I	F	Siagne	67 834 €	52 834 €	0 €	0 €	15 000 €	0 €		0%	0 €	214 €	36 717 €
CAPG 45			PAPI intention : étude de la pertinence hydraulique des systèmes d'endiguement existants (Frayère)	Ge5a	G	I	E	Siagne	81 971 €	49 845 €	6 479 €	20 712 €	4 936 €	0 €		60%	49 183 €	258 €	33 821 €
CAPG 46			Travaux de protection de berge GV vallon Mourlans à ESCRAGNOLLES	Ge5g	G	I	F	Siagne	25 014 €	0 €	25 014 €	0 €	0 €	0 €		10%	2 501 €	79 €	2 529 €
CAPG 47-1			Inspection et étude du vallon Rastigny (trou ALDI) à GRASSE / DMOA	Ge5g	G	I	A	Siagne	2 496 €	2 496 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	8 €	-4 €
CAPG 47-2			Travaux vallon de Rastigny à Grasse / DMOA	Ge5j	G	I	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 48			Travaux de protection de berge GV vallon Faye à ST-AUBAN	Ge5g	G	I	F	Siagne	24 480 €	24 480 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	77 €	-453 €
CAPG 49			Réduction du risque d'inondation chemin des Alouettes à Grasse	Ge5j	G	I	F	Siagne	209 171 €	0 €	0 €	209 171 €	0 €	0 €		0%	0 €	659 €	209 830 €
CAPG 51			EDD Système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	I	E	Siagne	76 105 €	39 290 €	20 319 €	9 451 €	7 046 €	0 €		60%	45 663 €	240 €	30 682 €
CAPG 52-1			Entretien Système d'endiguement Frayère Auribeau	Ge5a	G	F	E	Siagne	23 499 €	0 €	0 €	8 499 €	15 000 €	0 €		0%	0 €	4 700 €	28 199 €
CAPG 52-2			Surveillance du système d'endiguement Frayère d'Auribeau	Ge5a	G	F	E	Siagne	0 €			0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 52-3			Entretien génie civil du système d'endiguement Frayère d'Auribeau	Ge5a	G	I	E	Siagne	2 000 €			0 €	2 000 €	0 €		0%	0 €	6 €	2 006 €
CAPG 53-1			Entretien Système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	F	E	Siagne	12 733 €	0 €	0 €	7 733 €	5 000 €	0 €		0%	0 €	2 547 €	15 279 €
CAPG 53-2			Surveillance du système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	F	E	Siagne	0 €			0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 53-3			Entretien génie civil du système d'endiguement de la Mourachonne	Ge5a	G	I	E	Siagne	2 000 €			0 €	2 000 €	0 €		0%	0 €	6 €	2 006 €
CAPG 54			Entretien bassin de rétention Perdigon à Grasse	Ge5b	G	F	E	Siagne	46 543 €	0 €	11 627 €	14 915 €	20 000 €	0 €		0%	0 €	9 309 €	55 851 €
CAPG 56			Entretien bassin de rétention Salle polyvalente La Roquette sur Siagne	Ge5b	G	F	E	Siagne	15 370 €	0 €	2 028 €	6 341 €	7 000 €	0 €		0%	0 €	3 074 €	18 443 €
CAPG 57			Entretien bassin de rétention Bléjarde à Peymeinade	Ge5b	G	F	E	Siagne	70 335 €	0 €	46 301 €	17 034 €	7 000 €	0 €		0%	0 €	14 067 €	84 401 €
CAPG 59-1			Etude vallon du Riou Blanquet à Grasse	Ge5e	G	I	E	Siagne	57 625 €	0 €	0 €	0 €	57 625 €	0 €		20%	11 525 €	182 €	46 282 €
CAPG 59-2			Travaux sur le vallon du Riou Blanquet à Grasse	Ge5e	G	I	E	Siagne	888 000 €			0 €	888 000 €	0 €		20%	177 600 €	2 799 €	713 199 €
CAPG 61	PAPI	1,2	PAPI intention: Etude de l'impact des barrages de la Frayère à Auribeau-sur-Siagne et de la Mourachonne à Pégomas sur le risque inondation et la continuité écologique et définition du programme d'aménagement	Ge5j	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		70%	0 €	0 €	0 €
CAPG 62-1	PAPI	1.4	PAPI intention: Actions de communication et de sensibilisation aux rivières auprès des établissements scolaires CAPG	HG2	G	F	F	Siagne	44 890 €	0 €	18 045 €	26 845 €	0 €	0 €		60%	26 934 €	8 978 €	26 934 €
CAPG 62-2	PEP Siagne	1,4	Action n°1 : communication et sensibilisation auprès des établissements scolaires	HG2	G	F		Siagne	40 620 €			0 €	40 620 €	0 €		0%	0 €	8 124 €	48 744 €
CAPG 62-3	PEP Siagne	1,3	Action n°2 : élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour de la culture du risque inondation et de la valorisation des milieux aquatiques	HG2	G	F		Siagne	2 400 €			0 €	2 400 €	0 €		80%	1 920 €	480 €	960 €
CAPG 63	PAPI		PAPI intention: Pose de repères de crue et de panneaux pédagogiques dédiés à la pérennisation de la	HG1	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		80%	0 €	0 €	0 €
CAPG 64			Appui aux communes pour l'élaboration du volet inondation des PCS et DICRIM	HG1	HG	F		tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 66			Instrumentation des cours d'eau spécifique CAPG	HG17	HG	I	E	Siagne	17 919 €	5 752 €	12 167 €	0 €	0 €	0 €		80%	14 335 €	56 €	3 640 €
CAPG 67			Etude vallon Bléjarde- Jaisous à Peymeinade	Ge5e	G	I	E	Siagne	118 302 €	0 €	37 070 €	26 239 €	54 993 €	0 €		20%	23 660 €	373 €	95 014 €
CAPG 68			Protection de la berge Frayère chemin Carel Auribeau - EN ATTENTE	Ge5g	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 69			Valorisation du lac du plan de Grasse	Ge2a	G	F		Siagne	54 968 €	2 372 €	2 595 €	0 €	50 000 €	0 €		0%	0 €	10 994 €	65 961 €
CAPG 70	PAPI	1,1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - St Cézaire	Ge5j	G	I	F	Siagne	45 407 €	0 €	20 325 €	25 082 €	0 €	0 €		80%	36 326 €	143 €	9 224 €
CAPG 71	PAPI	5,1	Recensement des enjeux en zone inondable - St Cézaire	Ge5j	G	I	F	Siagne	3 113 €	0 €	0 €	3 113 €	0 €	0 €		60%	1 868 €	10 €	1 255 €
CAPG 72			Acquisition de parcelles en bordure de cours d'eau - Pégomas et Grasse	Ge5j	G	I		Siagne	20 000 €	0 €	0 €	0 €	20 000 €	0 €		0%	0 €	63 €	20 063 €
CAPG 75-1			Etudes préalables à la réfection des ouvrages menacés par l'abaissement du lit du Grand Vallon EN	Ge5j	G	I		Siagne	0 €		0 €	0 €		0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 75-2			Réfection des ouvrages menacés par l'abaissement du lit du Grand Vallon EN ATTENTE PAPI	Ge5g	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 76			Réfection du passage busé du vallon de Blancard (la Lauve) à Grasse	Ge5b	G	I	A	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 77			Réfection de berge ch des plaines Mouans Sartoux	Ge5g	G	I	E	Siagne	68 565 €	0 €	2 613 €	65 170 €	783 €	0 €		20%	13 713 €	216 €	55 068 €
CAPG 79			Etude et travaux - Le rioucougourde à Grasse - rétablissement de la continuité hydraulique	Ge5g	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80 000 €		10%	0 €	0 €	0 €
CAPG 80			Surveillance des ouvrages étudiés à classer	Ge5b	G	F	A	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 81			Surveillance des ouvrages et aménagements (hors ouvrages classés)	Ge5b	G	F		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 82			Réparation de la berge en techniques végétales : rive gauche de la Siagne, à Auribeau sur Siagne	Ge5g	G	I	A	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 83			Recensement des ouvrages et aménagements (hors ouvrages classés)	Ge5b	G	F		tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 84			Projet d'économies d'eau "défi familles"	HG9	HG	F	E	tous	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 85			Etude et travaux - Vallon du Rouret, La Roquette	Ge5g	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 86			Etude sur l'aménagement de la carrière MUL	Ge5b	G	I		Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		20%	0 €	0 €	0 €
CAPG 87-1			Entretien de la passe à anguilles du barrage de l'écluse à Pégomas	Ge8a	G	F		Siagne	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 87-2			Réparation des désordres sur la passe à anguilles du barrage de l'écluse à Pégomas	Ge8a	G	I		Siagne	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 88			Opération d'évacuation de la "piscine" d'Auribeau - cours de la Frayère	Ge2a	G	F		Siagne	200 000 €			0 €	200 000 €	0 €		80%	160 000 €	40 000 €	80 000 €
CAPG 89-1			Mise en place d'une stratégie de restauration des écosystèmes lentiques et lotiques de la Siagne et de leur connectivité - Cistude d'Europe comme fil d'ariane	HG7	HG	F		Siagne	109 205 €			0 €	109 205 €	55 000 €		80%	87 364 €	21 841 €	43 682 €
CAPG 89-2			Mise en place d'une stratégie de restauration des écosystèmes lentiques et lotiques de la Siagne et de leur connectivité - Cistude d'Europe comme fil d'ariane	HG7	HG	I		Siagne	5 000 €				5 000 €	0 €		80%	4 000 €	16 €	1 016 €
CAPG 90			Accompagnement à la mise en place du PICS	HG1	HG	F		tous	0 €			0 €	0 €	0 €		0%	0 €	0 €	0 €
CAPG 91			Diagnostic en vue de la démolition de la maison COVILI - Auribeau/Siagne	Ge5f	G	F	E	Siagne	131 900 €			1 900 €	130 000 €	0 €		0%	0 €	26 380 €	158 280 €
CAPG 92			Travaux d'entretien d'un enrochement RD du Grand Vallon au droit de la carrosserie du Vieux Pont à Grasse	Ge5b	G	I		Siagne	60 000 €			0 €	60 000 €	0 €		10%	6 000 €	189 €	54 189 €
CAPG 93			Entretien et restauration de la capacité hydraulique des vallons en rive droite de la Siagne	Ge2a	G	F		Siagne	110 000 €				110 000 €	0 €		0%	0 €	22 000 €	132 000 €
CAPG 94			Travaux de reprise des berges du vallon de Manon	Ge5g	G	I		Siagne	0 €				0 €			0%	0 €	0 €	0 €
Actions de BV																			
BEAL 01	intemp19		Confortement berges Béal (pont d'avril Cannes et chemin Ecluse Pégomas) et reprise piège - intempéries	Ge5g	G	I	F	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53%	0 €	0 €	3 230 €
BEAL 02	intemp19		Restauration capacité hydraulique prise d'eau Béal - intempéries 2019	Ge2a	G	I	F	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50%	0 €	0 €	-71 €
BEAL 03	intemp19		Restauration capacité hydraulique La Roquette sur Siagne - intempéries 2019 - Annulée	Ge2a	G	I	A	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	63%	0 €	0 €	-998 €
BEAL 04	PAPI		PAPI intention: définition programme aménagement prioritaire Béal	Ge5j	G	I	E	Béal	27 101 €	0 €	8 800 €	5 530 €	12 771 €	0 €	0 €	60%	16 261 €	0 €	1 770 €
BEAL 05	0		Confortement berge GV Béal stade Pégomas	Ge5g	G	I	F	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	105 €
BEAL 06	PAPI		EDD Système d'endiguement du Béal Amont	Ge5a	G	I	E	Béal	39 909 €	19 026 €	7 792 €	6 859 €	6 232 €	0 €	0 €	67%	26 739 €	0 €	13 170 €
BEAL 07-1	0		Entretien Système d'endiguement du Béal amont	Ge5a	G	F	0	Béal	5 462 €	4 562 €	0 €	0 €	900 €	0 €	0 €	0%	0 €	1 092 €	6 555 €
BEAL 07-2	0		Surveillance du système d'endiguement Béal amont	Ge5a	G	F	0	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
BEAL 07-3	0		Entretien génie civil du système d'endiguement Béal amont	Ge5a	G	I	0	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
BEAL 08	0		Accès et reprise du piège à embâcles Béal amont buse A8	Ge5b	G	I	0	Béal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
BEAL 09	0		Confortement berge Béal secteur de l'Ecluse	Ge5g	G	I	0	Béal	13 500 €				13 500 €	0 €	0 €	10%	1 350 €	43 €	12 193 €
BRA 01	0		Animation à l'échelle du BV Brague	HG14	HG	F	0	Brague	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50%	0 €	0 €	0 €
EST 04	Riv Sauvage		Animation rivière sauvage Estéron (adhésion réseau) / Audit Label	HG14	HG	F	E	Esteron	801 €	148 €	124 €	148 €	380 €	0 €	0 €	0%	0 €	160 €	991 €
EST 05	Riv Sauvage		Etude sur la qualité des rivières sauvages par ADN diatomées	HG14	HG	F	F	Esteron	33 €	33 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	7 €	142 €
LOU 01	0		Animation à l'échelle du bassin versant	HG14	HG	F	0	Loup	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50%	0 €	0 €	0 €
SIA 02	0		Etude du plan de gestion complémentaire des milieux aquatiques et DIG BV Siagne	Ge2a	G	F	F	Siagne	4 896 €	2 740 €	2 157 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50%	2 448 €	979 €	-13 676 €
SIA 03	0		Elaboration du SAGE Siagne	HG14	HG	F	E	Siagne	57 481 €	4 366 €	9 321 €	531 €	43 263 €	0 €	0 €	80%	45 985 €	11 496 €	14 380 €
SIA 05	0		Etude diagnostic de la ressource et définition des volumes prélevables et PGRE	HG7	HG	F	F	Siagne	4 522 €	4 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80%	3 617 €	904 €	0 €
SIA 06-1	PAPI		Elaboration du dossier PAPI intention Siagne (régie)	0	G	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
SIA 07	PAPI	1,1;5	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	0	G	I	0	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76%	0 €	0 €	-7 990 €
SIA 08	PAPI	0.2	PAPI intention: Elaboration du PAPI complet	0	G	I	0	Siagne	3 823 €	283 €	2 065 €	0 €	1 475 €	0 €	0 €	60%	2 294 €	12 €	1 541 €
SIA 09	PAPI		PAPI intention: Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation	0	G	F	0	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80%	0 €	0 €	0 €
SIA 10	PGRE		Diagnostic des milieux Siagnole de Mons, Siagne de la Pare et Biançon (régie)	HG7	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
SIA 11	PGRE		Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Veyans (régie)	HG7	HG	F	E	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
SIAH 01	Natura		Animation du site Natura 2000 haute Siagne	HG7	HG	F	F	Siagne	1 406 €	0 €	0 €	1 406 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	281 €	15 590 €
SIAH 02	Natura		Entretien et surveillance du site Natura 2000 haute Siagne (temps agent)	HG7	HG	F	E	Siagne	39 222 €	10 507 €	12 996 €	9 059 €	6 660 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	28 670 €
SIAH 03	Natura		Inventaires et cartographie des habitats naturels du site Natura 2000 haute Siagne	HG7	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100%	0 €	0 €	-25 €
SIAH 04	Natura		Acquisition de matériel de suivis naturalistes	HG7	HG	I	F	Siagne	33 €	33 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100%	33 €	0 €	0 €
SIAH 05	Natura		Etat des populations de reptile du site Natura 2000	HG7	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	-9 938 €	9 938 €	0 €	0 €	0 €	100%	0 €	0 €	0 €
SIAH 06	Natura		Recherche de pollution dans la Siagne à St-Cézaire suite au constat de disparition de la population	HG7	HG	F	F	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%	0 €	0 €	0 €
SIAH 07	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	Ge8a	G	I	0	Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80%	0 €	0 €	0 €
SIAH 08	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la bambouseraie	Ge8a	G	I	0	haute Siagne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80%	0 €	0 €	0 €
SIAH 09	Natura 2000		Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	HG7	HG	I	0	haute Siagne	500 €			0 €	500 €	0 €	0 €	0%	0 €	2 €	502 €
SISAI 01	PAPI	5.1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - Val de Siagne	Ge5j	G	I	E	SISA Inv	54 695 €	2 063 €	29 111 €	10 810 €	12 712 €	0 €	0 €	80%	43 756 €	172 €	11 111 €
SISAI 02	PAPI	5,1	Recensement des enjeux en zone inondable - Val de Siagne	Ge5j	G	I	F	SISA Inv	9 320 €	0 €	6 468 €	2 852 €	0 €	0 €	0 €	60%	5 592 €	29 €	3 758 €
NE PAS SUPPRIMER																			
									8 606 529 €	940 233 €	1 016 792 €	1 411 295 €	5 238 210 €	931 714 €	1 213 949 €		2 181 944 €	744 504 €	6 032 019 €
								PROGRAMME ACTION FONC	3 685 232	542 908	690 747	889 172	1 562 405	56 714	450 000		852 758 €	729 203	3 393 318
								PROGRAMME ACTION INVE	4 921 297	397 324	326 045	522 123	3 675 804	875 000	763 949		1 329 186 €	15 301	2 638 701

* Etat de l'action :
A= Annulé E=engagé F=finalisé S=soldé (dépenses et subventions)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_036-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- **Annexe 2 : Programme d'actions d'intérêt commun aux bassins maralpins : programme global**

Code action	Programme source N°		Libellé action	Fonc / Inv	G/ HG	Code SOCLE	Etat action* au 31.12.24	Bassin versant	Montant HT 2022-2025						Subven-tions (taux)	EPCI à FP concernés							Propriété ouvrage
									Total HT	Prévisionnel 2022	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Prévisionnel 2025		MNCA	CASA	CACPL	CAPG	CCAA	CCPF	CCAPV	
BEAL 01	intemp19	22, 52, 8	Confortement berges Béal (pont d'avril Cannes et chemin Ecluse Pégomas) et reprise piège - intempéries 2019	I	G	Ge5g	F	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	53%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 02	intemp19	438	Restauration capacité hydraulique prise d'eau Béal - intempéries 2019	I	G	Ge2a	F	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 03	intemp19	157,2	Restauration capacité hydraulique La Roquette sur Siagne - intempéries 2019 -	I	G	Ge2a	A	Béal	- €	- €	- €		- €	- €	63%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 04	PAPI	6,3	PAPI intention: définition programme aménagement prioritaire Béal	I	G	Ge5j	E	Béal	60 484 €	50 000 €	- €	19 556 €	12 548 €	28 380 €	60%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 05			Confortement berge GV Béal stade Pégomas	I	G	Ge5g	E	Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 06	PAPI	7,1	EDD Système d'endiguement du Béal Amont	I	G	Ge5a	E	Béal	88 687 €	40 000 €	42 280 €	17 315 €	15 243 €	13 849 €	67%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 07-1			Entretien Système d'endiguement du Béal amont	F	G	Ge5a		Béal	12 138 €	20 000 €	10 138 €	- €	- €	2 000 €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 07-2			Surveillance du système d'endiguement Béal amont	F	G	Ge5a		Béal	- €				- €			N	N	O	O	N	N	N	
BEAL 07-3			Entretien génie civil du système d'endiguement Béal amont	I	G	Ge5a		Béal	- €				- €			N	N	O	O	N	N	N	
BEAL 08			Accès et reprise du piège à embâcles Béal amont buse A8	I	G	Ge5b		Béal	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	N	N	CACPL
BEAL 09			Confortement berge Béal secteur de l'Ecluse	I	G	Ge5g		Béal	30 000 €					30 000 €		N	N	O	O	N	N	N	
BRA 01			Animation à l'échelle du BV Brague	F	HG	HG14		Brague	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	N	O	O	O	N	N	N	
EST 04	Riv Sauvage		Animation rivière sauvage Estéron (adhésion réseau) / Audit Label	F	HG	HG14	E	Esteron	5 396 €	1 100 €	1 000 €	833 €	1 000 €	2 563 €	0%	O	O	N	O	O	N	O	
EST 05	Riv Sauvage		Etude sur la qualité des rivières sauvages par ADN diatomées	F	HG	HG14	F	Esteron	424 €	546 €	424 €	- €	- €	- €	0%	O	O	N	O	O	N	O	
LOU 01			Animation à l'échelle du bassin versant	F	HG	HG14		Loup	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50%	O	O	N	O	N	N	N	
SIA 02			Etude du plan de gestion complémentaire des milieux aquatiques et DIG BV Siagne	F	G	Ge2a	F	Siagne	13 473 €	14 474 €	7 785 €	5 688 €	- €	- €	50%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 03			Elaboration du SAGE Siagne	F	HG	HG14	E	Siagne	146 150 €	46 100 €	11 100 €	23 700 €	1 350 €	110 000 €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 05			Etude diagnostic de la ressource et définition des volumes prélevables et PGRE	F	HG	HG7	F	Siagne	11 497 €	11 497 €	11 497 €	- €	- €	- €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 06-1	PAPI		Elaboration du dossier PAPI intention Siagne (régie)	F	G		F	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 07	PAPI	1,1;5,1	PAPI intention : définition stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - SUPPRIMEE	I	G			Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	76%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 08	PAPI	0,2	PAPI intention: Elaboration du PAPI complet	I	G			Siagne	9 720 €	- €	720 €	5 250 €	- €	3 750 €	60%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 09	PAPI	1,3	PAPI intention: Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de sensibilisation autour de la culture du risque inondation et de la valorisation des milieux aquatiques	F	G			Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 10	PGRE		Diagnostic des milieux Siagnole de Mons, Siagne de la Pare et Biançon (régie)	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIA 11	PGRE		Complément connaissance hydrologie haute-Siagne et détermination débits biologiques Veyans (régie)	F	HG	HG7	E	Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	O	O	N	O	N	
SIAH 01	Natura 2000		Animation du site Natura 2000 haute Siagne	F	HG	HG7	F	haute Siagne	2 812 €	- €	- €	- €	2 812 €	- €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 02	Natura 2000		Entretien et surveillance du site Natura 2000 haute Siagne (temps agent)	F	HG	HG7	E	haute Siagne	82 688 €	3 865 €	20 932 €	25 728 €	18 014 €	18 014 €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 03	Natura 2000		Inventaires et cartographie des habitats naturels du site Natura 2000 haute Siagne	F	HG	HG7	F	haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 04	Natura 2000		Acquisition de matériel de suivis naturalistes	I	HG	HG7	F	haute Siagne	65 €	500 €	65 €	- €	- €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 05	Natura 2000		Etat des populations de reptile du site Natura 2000	F	HG	HG7		haute Siagne	9 938 €	25 000 €	- €	- 9 938 €	19 875 €	- €	100%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 06	Natura 2000		Recherche de pollution dans la Siagne à St-Cézaire suite au constat de disparition de la population d'écrevisses	F	HG	HG7	F	haute Siagne	- €	1 703 €	- €	- €	- €	- €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 07	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil Péchenard	I	G	Ge8a		haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 08	PAOT		Etude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique au seuil de la bambouseraie	I	G	Ge8a		haute Siagne	- €	- €	- €	- €	- €	- €	80%	N	N	N	O	N	O	N	
SIAH 09	Natura 2000		Réalisation de panneaux signalitiques et pédagogiques sur le site Natura 2000 Gorges de la Siagne	I	HG	HG7		haute Siagne	1 000 €					1 000 €	0%	N	N	N	O	N	O	N	
SISAI 01	PAPI	1,1 - 6.1	Définition d'une stratégie globale de réduction du risque inondation et programme d'aménagement - Val de Siagne	I	G	Ge5j	E	SISA Inv	132 782 €	135 000 €	5 000 €	70 572 €	26 205 €	31 005 €	80%	N	N	O	O	N	N	N	
SISAI 02	PAPI	5.1	Recensement des enjeux en zone inondable - Val de Siagne	I	G	Ge5j	E	SISA Inv	22 595 €	22 400 €	- €	15 680 €	6 915 €	- €	60%	N	N	O	O	N	N	N	
									629 849 €	372 185 €	110 941 €	174 385 €	103 962 €	240 560 €	364 182 €								
24																							
								PROGRAMME ACTION FONCTIONNEMENT HT	272 378 €	104 285 €	52 738 €	46 012 €	43 052 €	130 576 €										
								PROGRAMME ACTION INVESTISSEMENT HT	166 162 €	157 900 €	5 785 €	91 502 €	33 120 €	35 755 €										

* Etat de l'action :
A= Annulé E=engagé F=finalisé S=soldé (dépenses et subventions)

- **Annexe 3 : Charges de structure du SMIAGE**

Charges de structure : Bilan	2022	Réalisé 2022	2023	Réalisé 2023	2024	Réalisé 2024	2025
Total dépenses structure	**6 344 445 €**	**5 275 290 €**	**5 994 502 €**	**5 588 638 €**	**5 985 009 €**	**5 941 170 €**	**6 597 600 €**
Charges de personnel	*4 480 664 €*	*4 308 810 €*	*4 680 000 €*	*4 450 370 €*	*4 680 000 €*	*4 765 846 €*	*5 050 000 €*
Charges de fonctionnement	*1 147 212 €*	*849 025 €*	*1 167 212 €*	*1 044 121 €*	*1 135 009 €*	*1 059 034 €*	*1 250 000 €*
Charges d'investissement	*716 569 €*	*117 456 €*	*147 290 €*	*94 146 €*	*170 000 €*	*116 291 €*	*297 600 €*
Total recettes structure	**6 344 445 €**	**5 275 291 €**	**5 994 502 €**	**5 588 638 €**	**5 985 009 €**	**5 872 500 €**	**6 597 600 €**
Cotisations EPCI	*789 189 €*	*789 189 €*	*795 108 €*	*795 108 €*	*801 071 €*	*796 331 €*	*807 079 €*
Cotisation CD06 fonctionnement	*3 917 477 €*	*3 239 539 €*	*3 991 550 €*	*3 578 132 €*	*3 515 394 €*	*2 995 197 €*	*3 000 000 €*
Cotisation CD06 investissement	*716 569 €*	*0 €*	*147 290 €*	*-19 183 €*	*170 000 €*	*47 621 €*	*297 600 €*
Autres recettes prévisionnelles	*921 210 €*	*1 246 562 €*	*1 060 554 €*	*1 234 581 €*	*1 498 544 €*	*2 033 351 €*	*2 492 921 €*

- **Annexe 4 : Synthèse des engagements financiers de l'EPCI**

Contrat territorial 22-25 **CAPG**

en €	Dépenses totales 22-25 HT	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Prévisionnel 2025	Subvention prévisionnelle HT	Différentiel TVA / FCTVA	Rappel cotisation 2022	Rappel cotisation 2023	Rappel cotisation 2024	Contribution 2025 (après déduction des cotisations 2022 à 2024)
TOTAL GENERAL	**9 029 689 €**	**1 062 498 €**	**1 132 968 €**	**1 523 384 €**	**5 310 839 €**	**2 181 944 €**	**744 503 €**	**1 594 682 €**	**1 617 134 €**	**1 621 384 €**	**1 621 978 €**
Structure	**287 289 €**	71 019 €	71 552 €	72 089 €	72 629 €	**0 €**	**0 €**	71 019 €	71 552 €	72 089 €	72 629 €
Provision post crue	**135 870 €**	51 246 €	44 624 €	40 000 €	0 €	**0 €**	**0 €**	51 246 €	44 624 €	40 000 €	0 €
Prg. Fct	**3 685 232 €**	***542 908 €***	***690 747 €***	***889 172 €***	***1 562 405 €***	**852 758 €**	**729 202 €**	**587 543 €**	**622 088 €**	**867 476 €**	***1 316 211 €***
actions locales (F)	3 571 410 €	*516 031 €*	*676 087 €*	*868 090 €*	*1 511 202 €*	800 707 €	714 282 €	*565 096 €*	*607 648 €*	*837 586 €*	*1 330 360 €*
actions de bassin versant (F)	113 823 €	*26 878 €*	*14 660 €*	*21 082 €*	*51 203 €*	52 050 €	14 920 €	*22 447 €*	*14 440 €*	*29 890 €*	*-14 150 €*
Prg. Invest.	**4 921 297 €**	***397 324 €***	***326 045 €***	***522 123 €***	***3 675 804 €***	**1 329 186 €**	**15 301 €**	**884 874 €**	**878 870 €**	**641 819 €**	***233 138 €***
actions locales (I)	4 772 416 €	*375 920 €*	*271 809 €*	*496 072 €*	*3 628 615 €*	1 233 162 €	15 043 €	*859 153 €*	*848 300 €*	*633 450 €*	*259 477 €*
actions de bassin versant (I)	148 881 €	*21 404 €*	*54 236 €*	*26 051 €*	*47 190 €*	96 024 €	258 €	*25 721 €*	*30 570 €*	*8 369 €*	*-26 339 €*
TOTAL PROG 22-25	***8 606 529 €***	*940 233 €*	*1 016 792 €*	*1 411 295 €*	*5 238 210 €*	*2 181 944 €*	*744 503 €*	*1 472 417 €*	*1 500 959 €*	*1 509 295 €*	*1 549 349 €*

	2023	2024	2025
dette CAPG	282 966,40	282 673,91	281 686,61
Cotis CAPG	1 900 100,44 €	1 904 057,59 €	1 903 664,67 €

	2025
Intérêt	95 686,38
Capital	186 000,23

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_037 : Budget principal - Vote du budget primitif 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_037
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	
FINANCES	
Budget principal - Vote du budget primitif 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de voter le budget primitif 2025 du budget principal avec reprise des résultats de 2024. La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes à 125 593 650 € et la section d'investissement à 53 984 431,26 €.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération n°DL2023_177 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue en date du 20 mars 2025 ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire a été tenu lors de la séance du conseil communautaire du 27 février 2025 du conseil communautaire ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant l'article L.2311-5 du CGCT permet une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024 au budget 2025 sur production d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la fiche de calcul du résultat du budget principal 2024 est certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux conseillers communautaires en pièce jointe des convocations de ce conseil communautaire ;

Considérant que le budget principal pour l'exercice 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que présenté, reprend les résultats de clôture de l'exercice 2024, ainsi que les restes à réaliser, et peut se résumer ainsi :

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	17 936 329,03	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22	17 800 806,22
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	29 337 065,00	0,00	30 400 000,00	30 400 000,00	30 400 000,00
014	Atténuations de produits	34 316 184,00	0,00	36 037 838,00	36 037 838,00	36 037 838,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	27 365 400,00	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94	26 380 982,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**108 954 978,03**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**
66	Charges financières	1 386 647,00	0,00	1 224 550,00	1 224 550,00	1 224 550,00
67	Charges spécifiques (3)	70 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	383 312,00		400 062,00	400 062,00	400 062,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**110 794 937,03**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 791 816,00***		***13 299 410,84***	***13 299 410,84***	***13 299 410,84***
TOTAL		**121 586 753,03**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**125 593 650,00**

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	580 000,00	0,00	570 525,38	570 525,38	570 525,38
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 573 730,00	0,00	8 360 622,77	8 360 622,77	8 360 622,77
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	24 681 087,00	0,00	23 613 570,00	23 613 570,00	23 613 570,00
731	Fiscalité locale	61 867 762,00	0,00	65 994 201,00	65 994 201,00	65 994 201,00
74	Dotations et participations (3)	15 654 440,00	0,00	15 696 496,00	15 696 496,00	15 696 496,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 182 852,00	0,00	1 247 457,00	1 247 457,00	1 247 457,00
Total des recettes de gestion courante		**110 539 871,00**	**0,00**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**
76	Produits financiers	1 202 587,92	0,00	1 117 088,00	1 117 088,00	1 117 088,00
77	Produits spécifiques (3)	20 000,20	0,00	23 890,00	23 890,00	23 890,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**111 762 459,12**	**0,00**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***150 000,00***		***43 804,44***	***43 804,44***	***43 804,44***
TOTAL		**111 912 459,12**	**0,00**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**8 925 995,41**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**125 593 650,00**

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	3 822 965,75	481 326,42	2 668 302,85	2 668 302,85	3 149 629,27
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	3 139 556,53	642 630,57	1 990 335,00	1 990 335,00	2 632 965,57
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	2 713 406,15	1 180 340,82	2 476 770,79	2 476 770,79	3 657 111,61
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	13 348 881,34	2 778 228,67	16 212 364,00	16 212 364,00	18 990 592,67
Total des dépenses d'équipement		23 024 809,77	5 082 526,48	23 347 772,64	23 347 772,64	28 430 299,12
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	13 983,00	13 983,00	13 983,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 874 793,20	0,00	4 915 808,50	4 915 808,50	4 915 808,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	173 050,00	22 650,00	0,00	0,00	22 650,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Total des dépenses financières		5 197 843,20	22 650,00	5 079 791,50	5 079 791,50	5 102 441,50
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	11 179 793,21	707 660,27	11 411 466,46	11 411 466,46	12 119 126,73
Total des dépenses réelles d'investissement		39 402 446,18	5 812 836,75	39 839 030,60	39 839 030,60	45 651 867,35
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*1 150 000,00*		*543 804,44*	*543 804,44*	*543 804,44*
TOTAL		40 552 446,18	5 812 836,75	40 382 835,04	40 382 835,04	46 195 671,79
						+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE						7 788 759,47
						=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						53 984 431,26

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	9 795 535,30	5 957 448,22	5 600 330,33	5 600 330,33	11 557 778,55
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	6 000 000,00	2 000 000,00	5 390 000,00	5 390 000,00	7 390 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	207 182,00	207 182,00	207 182,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	14 856,00	14 856,00	14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 795 535,30**	**7 957 448,22**	**11 212 368,33**	**11 212 368,33**	**19 169 816,55**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 500 000,36	0,00	4 133 737,00	4 133 737,00	4 133 737,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	3 077 553,90	0,00	3 398 074,74	3 398 074,74	3 398 074,74
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 900,00	0,00	2 600,00	2 600,00	2 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	830 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Total des recettes financières		**5 560 454,26**	**0,00**	**7 734 411,74**	**7 734 411,74**	**7 734 411,74**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	11 871 234,51	2 246 073,26	11 034 718,87	11 034 718,87	13 280 792,13
Total des recettes réelles d'investissement		**33 227 224,07**	**10 203 521,48**	**29 981 498,94**	**29 981 498,94**	**40 185 020,42**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 791 816,00***		***13 799 410,84***	***13 799 410,84***	***13 799 410,84***
TOTAL		**45 019 040,07**	**10 203 521,48**	**43 780 909,78**	**43 780 909,78**	**53 984 431,26**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**53 984 431,26**

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à la majorité absolue (contre : Paul EUZIERE, Magali CONESA) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le budget 2025 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement ainsi que le total par section qui lui est présenté pour l'exercice 2025 et de l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales jointe en annexe ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des dépenses de personnel dans la limite de 7.50% pour chaque section ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Budget Primitif 2025

Note de Présentation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Table des matières

1. Introduction 3
2. Structure du Budget 4
3. Synthèse et équilibre du budget primitif 2025 4
4. Le budget principal 2025 5
4.1 Dépenses de fonctionnement 5
4.2 Recettes de fonctionnement 6
5. Les budgets annexes 11
5.1 Le budget annexe de l'Eau potable 11
5.2 Le budget annexe de l'Assainissement 13
5.3 Le budget annexe SPANC 14
5.4 Le budget annexe de la Régie SILLAGES 15

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1. Introduction

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation ; elle est disponible sur le site internet de la CAPG.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année 2025, dans le respect des principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, antériorité et sincérité.

Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'EPCI et doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte. Une fois adopté, il est transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours.

Par cette adoption, le Président est habilité à exécuter les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Enfin, il est précisé que le budget 2025 intègre par anticipation les résultats de l'exercice 2024.

Ce budget a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires discutées lors du conseil communautaire du 27 février 2025. Il repose sur les principes suivants :

- Poursuivre les investissements en cours, en maintenant un niveau d'engagement élevé ;
- Préserver la qualité des services à la population, malgré un contexte budgétaire contraint ;
- S'inscrire dans la trajectoire financière du mandat, en veillant au respect des objectifs en matière de fiscalité, d'épargne et de gestion de la dette ;
- Renforcer les efforts d'optimisation budgétaire, en tenant compte des impératifs économiques nationaux.

Le budget primitif s'articule autour des objectifs suivants :

- Maîtriser au plus juste les dépenses de fonctionnement afin de préserver l'équilibre budgétaire ;
- Renforcer la solidarité communautaire, notamment à travers la mise en place d'une dotation de solidarité communautaire destinée aux communes (1,7 M€) ;
- Limiter l'augmentation de l'endettement, en maintenant une gestion rigoureuse des finances ;
- Maintenir inchangés les taux de la fiscalité directe locale ;
- Prendre en compte la nouvelle contrainte financière imposée par l'État, qui impactera les équilibres budgétaires (DILICO estimé à 500 K€, inscrit au chapitre 014) ;
- Intégrer la hausse de 3 points des cotisations retraites des agents titulaires, avec ses conséquences sur les charges de personnel.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. Structure du Budget

La CAPG dispose d'un budget principal ainsi que de plusieurs budgets annexes dédiés à des compétences spécifiques : Eau potable, Assainissement, SPANC et Régie Sillages. Chaque budget fait l'objet d'un vote distinct pour son budget primitif.

Structure du budget d'un EPCI

Le budget d'un **EPCI** est structuré en **deux sections** :

- **La section de fonctionnement**, qui couvre la gestion courante de la collectivité.
- **La section d'investissement**, qui regroupe les achats de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que les études et travaux portés par la **CAPG**.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et recettes nécessaires à l'activité quotidienne et récurrente des services de l'agglomération.

- Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel, l'entretien et les consommations de fluides des bâtiments intercommunaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestation de services, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer ;

- Les recettes de fonctionnement sont constituées par les produits des services et domaine, la fiscalité, les subventions, la Dotation Globale de Fonctionnement etc…

La section d'investissement est dédiée aux projets d'aménagement et de développement de l'agglomération.

- Les dépenses de cette section font varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de l'agglomération. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers ainsi que les études et les travaux réalisés. On retrouve également ici le remboursement du capital des emprunts contractés pour mener à bien ces projets ;

- Les recettes d'investissement sont principalement les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement, le remboursement de la TVA par l'Etat et l'autofinancement ainsi que les emprunts nouveaux contractés pour financer les dépenses d'investissements.

3. Synthèse et équilibre du budget primitif 2025

Budget Principal

(En €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCT	125 593 650,00	125 593 650,00
SECTION D'INVEST	53 984 431,26	53 984 431,26
TOTAL DU BUDGET	**179 578 081,26**	**179 578 081,26**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Budget Eau Potable

(En €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION EXPLOITATION	6 102 208,00	6 102 208,00
SECTION D'INVEST	4 032 052,00	4 032 052,00
TOTAL DU BUDGET	**10 134 260,00**	**10 134 260,00**

Budget Assainissement

(En €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION EXPLOITATION	8 447 068,00	8 447 068,00
SECTION D'INVEST	8 347 420,17	8 347 420,17
TOTAL DU BUDGET	**16 794 488,17**	**16 794 488,17**

Budget SPANC

(En €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION EXPLOITATION	165 000,00	165 000,00
SECTION D'INVEST	11 341,21	11 341,21
TOTAL DU BUDGET	**176 341,21**	**176 341,21**

Budget Régie SILLAGES

(En €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION EXPLOITATION	17 445 239,60	17 445 239,60
SECTION D'INVEST	1 816 811,00	1 816 811,00
TOTAL DU BUDGET	**19 262 050,60**	**19 262 050,60**

4. Le budget principal 2025

4.1 Dépenses de fonctionnement

Dans un contexte budgétaire contraint, l'ensemble des services de la **CAPG** s'est engagé dans une démarche de **maîtrise et de modération des dépenses**.

Cet effort a pour objectif de **préserver l'équilibre budgétaire** tout en garantissant un **niveau de service optimal** pour les usagers. Il s'inscrit dans une gestion rigoureuse des ressources, indispensable pour anticiper et faire face aux **contraintes financières** des années à venir.

Pour l'exercice 2025, il prévu pour **les dépenses de fonctionnement** un montant de **125 593 650 €**

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de l'EPCI, notamment :

- Les charges à caractère général (contrats, fluides, télécommunications, fournitures, assurances ….) pour 17,8 M€ ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Les charges de personnel pour 30,4 M€ ;
- Les subventions aux associations :2,6 M€ ;
- La contrainte de service public versée à Sillages : 6,9M€ ;
- Les cotisations versées au SMED et à Univalom :13,3 M€ ;
- Les charges financières (intérêts de la dette et autres) :1,2 M€ ;
- Les atténuations de produits (chapitre 014) 36 M€ qui concernent le reversement d'une partie du versement mobilité à Sillages, les attributions de compensation versées aux communes, le FNGIR, la D.S.C (dotation de solidarité communautaire), une prévision pour le DILICO , le reversement de la taxe GEMAPI au SMIAGE ;
- Le virement à la section d'investissement pour 8,2 M€ ;
- Les opérations d'ordre (chapitre 042) pour 5,07 M€.

Les **dépenses de fonctionnement** enregistrent une **hausse globale de 3,2 %** par rapport aux crédits ouverts en **2024**. Toutefois, en excluant les **mesures gouvernementales** (DILICO, augmentation des cotisations CNRACL) ainsi que la mise en place de la **Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**, la progression se limiterait à **1,2 %**.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2024	BP 2025	Différence entre BP 2025 et crédits ouverts 2024
011 Charges à caractère général	17,9 M€	17,8 M€	-0,1 M€
012 Charges de personnel	29,3 M€	30,4 M€	+1,1 M€
014 Atténuation de produits	34,3 M€	36 M€	+1,7M€
65 Autres charges gestion courante	27,3 M€	26,3 M€	-1 M€
66 Charges financières	1,3 M€	1,2 M€	-0,1 M€
67 Charges exceptionnelles	0,07 M€	0,05 M€	-0,02 M€
68 Dotations aux provisions	0,3 M€	0,4 M€	+0,1 M€
023 Virement à la section d'Investissement	5,6 M€	8,2 M€	+2,6 M€
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	5,1 M€	5,07 M€	-0,03 M€
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	**121,5 M€**	**125,5 M€**	**+4 M€**

4.2 Recettes de fonctionnement

La **section de fonctionnement** garantit la gestion courante de l'établissement.
Les **recettes** proviennent principalement de :

- La fiscalité locale ;
- Les produits des services et du domaine ;
- Les dotations versées par l'État.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pour l'exercice 2025, il prévu pour les recettes de fonctionnement un montant de **125 593 650 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2024	BP 2025	Différence entre BP 2025 et crédits ouverts 2024
70 Produits des services et domaine	6,5 M€	8,3 M€	+1,8 M€
73 & 731 Fiscalité	86,5 M€	89,6 M€	+3,1 M€
74 Subvention d'exploitation	15,6 M€	15,7 M€	+0,01 M€
75 Produits divers de gestion courante	1,2 M€	1,2 M€	
76 Produits financiers	1,2 M€	1,1 M€	-0,1 M€
77 Autres produits exceptionnels	0,02 M€	0,02 M€	
013 Atténuations de charges	0,6 M€	0,5 M€	-0,1 M€
002 Excédent de fonctionnement reporté	9,6 M€	8,9 M€	-0,7 M€
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,1 M€	0,04 M€	-0,06 M€
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**121,5 M€**	**125,5 M€**	**+4 M€**

Ainsi pour 2025, il est notamment inscrit :

Chapitre 70 produits des services et domaines *: 8,3 M€*

Ce chapitre inclut principalement :

- Les produits des services à la population tels que les sports, la jeunesse, la petite enfance, les musées, le parc automobile, Grasse Campus, les déplacements, le développement économique, etc ;
- La redevance spéciale déchets appliquée aux professionnels ;
- Le remboursement des salaires pour les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que par l'Office de tourisme et la Ville de Grasse, entre autres.

Chapitre 73 Impôts et taxes et 731 : 89,6 M€

Évolution des recettes fiscales

Depuis la **loi de finances pour 2018**, le **coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives** (bases d'imposition) est déterminé par un calcul automatique et n'est plus fixé par amendement parlementaire. Il n'apparaît donc plus dans les lois de finances annuelles.

Pour **2025**, la **revalorisation forfaitaire des bases locatives** est calculée en fonction de l'évolution de l'**indice des prix à la consommation harmonisé** sur un an. En raison de la forte inflation en 2024, le coefficient de revalorisation des bases est fixé à **+1,6 %** pour 2025, contre **+3,8 %** l'année précédente.

En l'absence de variation des **taux de fiscalité**, cette augmentation concernera uniquement les **bases d'imposition**, hors évolutions physiques. La revalorisation des bases s'applique uniquement aux **bases foncières** (**TFB, TFNB et CFE**), hors **Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)**.

Depuis **2021**, en remplacement du produit de la **Taxe d'Habitation**, la CAPG perçoit une **fraction de TVA nationale**. Par prudence, les hypothèses budgétaires pour 2025 maintiennent cette ressource au même niveau qu'en 2024, soit **16,5 M€**, en raison des différentes versions du **projet de loi de finances 2025**.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Prudence dans l'estimation du produit fiscal

Concernant le **produit fiscal**, une approche prudente est retenue. Il est proposé de **ne pas intégrer les éventuels rôles supplémentaires** dans l'estimation budgétaire initiale.

- Engagement des services de la CAPG dans une politique de modération des dépenses

La Fiscalité perçue par la CAPG se décline comme ci-après

- La CFE (cotisation foncière des entreprises) ;
- La TF (taxe foncière) ;
- La THRS (taxe d'habitation sur les résidences secondaires) ;
- La TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales) ;
- L'IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux) ;
- La TVA versée par l'Etat en compensation de la suppression de la TH sur les résidences principales ;
- La Taxe GEMAPI ;
- La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

En ce qui concerne la fiscalité, il a été proposé de ne pas faire varier les taux des impôts locaux et de **reconduire les taux votés en 2024**.

- **Taxe foncière bâtie additionnelle** : 0,104% ;
- **Taxe foncière non bâtie additionnelle** : 2,60 % ;
- **Taxe d'habitation additionnelle sur les résidences secondaires** : 8,17% ;
- **CFE Unique** : 29,22 %.

TEOM 2025

Zones	Taux 2025
Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas	16,18%
Mouans-Sartoux	10,28%
Grasse	18,73%
Cabris, Le Tignet, Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Spéracédes	12,88%
Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon, Valderoure	16,50%

Chapitre 74 Dotations et participation : 15,6 M€

- Dotation Globale de Fonctionnement : dotation d'intercommunalité et dotation de compensation ;

- Les allocations compensatrices de l'Etat ;

- Les subventions de la CAF, de la DRAC, de l'Europe, de la Région et enfin du Département des Alpes-Maritimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chapitre 75 Autres produits de gestion courante :1,2 M€

- Les revenus du patrimoine immobilier ;
- remboursement par SILLAGES d'une partie de l'avance de Versement Mobilité perçue en 2021.

3.3 La section d'investissement

La section d'investissement présente un équilibre entre les dépenses et les recettes, s'élevant à **53 984 431,26 €**.

Le montant des dépenses d'équipement (hors reste à réaliser et DMO) prévu pour 2024 est de **23,3 M€**.

Les principaux postes de dépenses sont répartis ainsi :

- **Développement économique** : 0,7 M€ ;
- **Collecte et traitement des Ordures ménagères** (remplacement de véhicules, aménagement de points d'apports, achats de caches bacs, composteurs, colonnes, subvention d'investissement au SMED et Univalom etc..) : 2,1 M€ ;
- **Enseignement supérieur : 2,7 M€** ;
- **Mobilité -déplacements** (acquisitions VAE, bus électrique, bornes, consignes vélos, BHNS) : **2,7 M€** ;
- **Equipements sportifs et salles polyvalentes** :**7,3 M€** ;
- **Culture : 1,06 M€** ;
- **Voirie** (ZA, mise aux normes arrêts bus, parking) :**1,2 M€** ;
- **Habitat : 3,8 M€** ;
- **Aménagement urbain** (jardin de pluie) :**0,5M€** ;
- **Eaux Pluviales :0,7 M€**.

Le financement de ces investissements est assuré :

- Les subventions de nos partenaires : **5,6M€** ;
- L'autofinancement (virement et amortissements) : **13,2 M€** ;

Le recours à l'emprunt : **5,3 M€** (Pour mémoire le remboursement 2025 du capital de la dette est de 4,9M€) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Le FCTVA : **4 M€**.

DMO avec les communes inscrites au BP 2025 pour un total de 7,2 M€

DMO	BP 2025
CAILLE MAISON ALZIARY	359 568,00
SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE	659 945,09
LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3	24 525,60
SPERACEDES EGLISE	150 000,00
RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	86 532,58
CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY	458 500,80
RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	516,24
VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	1 303,53
SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	15 846,76
SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS	120 000,00
HABITAT INCLUSIF VALDEROURE	30 000,00
VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX	65 000,00
MUJOULS DOTATION CANTONALE TRAVAUX	65 000,00
MUJOULS TRAVAUX CAPG DETR	60 000,00
SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES	300 000,00
SAINT VALLIER CITY STADE	120 000,00
SAINT AUBAN SENTIER DU VERTIGE SUITE	50 000,00
CABRIS HALLE MARCHE	507 024,00
VALDEROURE 6 LOGEMENTS GITE MALAMAIRE	624 000,00
VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE	69 960,00
VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF	88 943,87
VALDEROURE VOIRIE 2024 (Neutre)	504,00
GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU	2 923 103,66
RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	62 252,33
AUBERGE DE BRIANCONNET	12 000,00
GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS	56 940,00
PARKING COVOITURAGE SPERACEDES	300 000,00
TOTAL DES DMO avec les communes	**7 211 466,46**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

5. Les budgets annexes

5.1 Le budget annexe de l'Eau potable

Depuis 2020, la CAPG est compétence dans le domaine de l'eau potable

En section d'exploitation ce budget annexe s'équilibre à **6 102 208 €**
Les dépenses d'exploitation sont principalement :

- Les achats d'eau au SIEF et au SICASIL ;
- Les charges de personnel (remboursées au budget principal) ;
- Les intérêts des emprunts ;
- Les dotations aux amortissements.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 871 817,87	0,00	3 106 118,38	3 106 118,38	3 106 118,38
012	Charges de personnel, frais assimilés	520 000,00	0,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		3 396 817,87	0,00	3 526 128,38	3 526 128,38	3 526 128,38
66	Charges financières	65 000,00	0,00	119 503,00	119 503,00	119 503,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		3 511 817,87	0,00	3 885 631,38	3 885 631,38	3 885 631,38
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 190 574,00*		*1 675 916,00*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*482 000,00*		*540 660,62*	*540 660,62*	*540 660,62*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		*1 672 574,00*		*2 216 576,62*	*2 216 576,62*	*2 216 576,62*
TOTAL		5 184 391,87	0,00	6 102 208,00	6 102 208,00	6 102 208,00
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

Les recettes d'exploitation sont principalement constituées :

- Des recettes de surtaxe encore appelée redevance eau reversées par le délégataire SUEZ ;
- De la Redevance d'utilisation des équipements facturée à la SEM Eaux de Mouans.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 900 000,00	0,00	3 695 389,00	3 695 389,00	3 695 389,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	88 547,00	88 547,00	88 547,00
	Total des recettes de gestion des services	3 900 000,00	0,00	3 783 936,00	3 783 936,00	3 783 936,00
76	Produits financiers	30 000,00	0,00	12 999,97	12 999,97	12 999,97
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	3 930 000,00	0,00	3 796 935,97	3 796 935,97	3 796 935,97
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*15 300,00*		*17 276,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	***15 300,00***		***17 276,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
	TOTAL	3 945 300,00	0,00	3 814 211,97	3 814 211,97	3 814 211,97
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 287 996,03
						=
					TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

En section d'investissement ce budget annexe s'équilibre à **4 032 052€**.

Les dépenses d'équipement nouvelles (hors reste à réaliser) représentent **2,3 M€** dont **1 320 500 €** pour l'usine de traitement de la Foux à Grasse, opération qui se termine en 2025.

Ces dépenses seront financées par des subventions et de l'autofinancement, sans recours à l'emprunt prévu pour l'exercice 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

5.2 Le budget annexe de l'Assainissement

Depuis 2020, la CAPG est compétence dans le domaine de l'assainissement.

En section d'exploitation, ce budget annexe s'équilibre à **8 447 068 €**

Les dépenses d'exploitation sont principalement constituées :

- Des participations pour les effluents facturés par la CAPL ;
- Des charges de personnel (remboursées au budget principal).

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	421 316,00	0,00	470 399,73	470 399,73	470 399,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	562 000,00	0,00	469 000,00	469 000,00	469 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	0,00	50 010,00	50 010,00	50 010,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 283 316,00**	**0,00**	**989 409,73**	**989 409,73**	**989 409,73**
66	Charges financières	75 200,00	0,00	59 079,49	59 079,49	59 079,49
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		2 875,00	2 875,00	2 875,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 398 516,00**	**0,00**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 065 452,00*		*6 221 361,31*	*6 221 361,31*	*6 221 361,31*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 030 820,00*		*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 096 272,00***		***7 330 703,78***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
TOTAL		**6 494 788,00**	**0,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 970 000,40	0,00	2 145 371,73	2 145 371,73	2 145 371,73
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	187 645,00	187 645,00	187 645,00
Total des recettes de gestion des services		**2 170 000,40**	**0,00**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**
76	Produits financiers	16 200,00	0,00	29 500,00	29 500,00	29 500,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 186 200,40**	**0,00**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*192 114,00*		*207 029,01*	*207 029,01*	*207 029,01*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***192 114,00***		***207 029,01***	***207 029,01***	***207 029,01***
TOTAL		**2 378 314,40**	**0,00**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 877 522,26**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les recettes d'exploitation sont constituées des redevances assainissement (surtaxe) reversées par le délégataire SUEZ et des participations de raccordement à l'assainissement collectif.

En section d'investissement ce budget annexe Assainissement s'équilibre à :
8 347 420 €.

Les dépenses d'équipement nouvelles (hors RAR) représentent **7,1 M€**.

Ces dépenses sont financées par des subventions et par l'autofinancement, aucun recours à l'emprunt n'est prévu sur l'exercice 2025.

5.3 Le budget annexe SPANC

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est responsable du contrôle de tous les systèmes d'assainissement assurant la collecte, le traitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques dans les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Lorsqu'un logement n'est pas relié au réseau public de collecte des eaux usées, il doit être équipé d'un système d'assainissement non collectif autonome, soumis à un contrôle par la CAPG. Ce contrôle aboutit à un diagnostic. En cas de vente, le vendeur doit inclure ce diagnostic dans le dossier de diagnostic technique (DDT), qui doit être remis à l'acquéreur.

En section d'exploitation ce budget annexe s'équilibre à **165 000 €**

Les dépenses d'exploitation sont constituées majoritairement des dépenses de personnel pour 130 237 € (remboursement au bénéfice du budget principal de la CAPG).

Les recettes d'exploitation sont constituées des facturations réalisées par les agents du service lors notamment de contrôle des systèmes d'assainissement autonomes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

5.4 Le budget annexe de la Régie SILLAGES

Par une délibération en date du 10 janvier 2014 (DL 2014_063), le conseil communautaire de la CAPG a décidé de créer la Régie Sillages, qui dispose de l'autonomie financière exclusive.

Cette régie autonome est chargée :

- De l'organisation des transports sur le territoire de la CAPG ;
- De la conception et de la proposition de l'offre de service à mettre en œuvre ;
- De l'exploitation du réseau de transport urbain du territoire de la communauté d'agglomération (lignes régulières, lignes occasionnelles, SAD) ;
- De toutes les opérations d'investissement liées à l'exploitation du réseau.

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et recettes à **17 445 239,60 €**

Les dépenses d'exploitation sont constituées principalement :

- Des charges de personnel : 850 000 € ;
- Des charges à caractère général : 1 636 670 € ;
- Des autres charges de gestion : 13 708 459 € (dont 11,8M€ pour la Contribution Forfaitaire Financière pour la délégation de service public pour le transport urbain) ;
- Le virement à la section d'investissement : 1 042 110 €.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 978 400,00	0,00	1 636 670,00	1 636 670,00	1 636 670,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	855 250,00	0,00	850 000,00	850 000,00	850 000,00
014	Atténuations de produits	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
65	Autres charges de gestion courante	14 501 300,00	0,00	13 708 459,00	13 708 459,00	13 708 459,00
	Total des dépenses de gestion des services	**17 338 950,00**	**0,00**	**16 199 129,00**	**16 199 129,00**	**16 199 129,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 961,25	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'exploitation	**17 342 911,25**	**0,00**	**16 203 129,00**	**16 203 129,00**	**16 203 129,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*366 692,75*		*1 042 110,60*	*1 042 110,60*	*1 042 110,60*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***566 692,75***		***1 242 110,60***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
	TOTAL	**17 909 604,00**	**0,00**	**17 445 239,60**	**17 445 239,60**	**17 445 239,60**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les recettes d'exploitation sont constituées principalement :

- Du versement mobilité reversé par le budget principal de la CAPG : 8,9 M€ ;
- De la contrainte de service public versée par le budget principal de la CAPG : 6,9 M€ ;
- De subvention pour le transport scolaire (631 638 €) et la DGD (223 512 €) ;
- De l'excédent antérieur reporté : 729 070,16 €.

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	8 000,32	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	8 800 000,00	0,00	8 900 000,00	8 900 000,00	8 900 000,00
74	Subventions d'exploitation	8 003 512,00	0,00	7 755 150,00	7 755 150,00	7 755 150,00
75	Autres produits de gestion courante	12 450,00	0,00	12 500,00	12 500,00	12 500,00
	Total des recettes de gestion des services	**16 823 962,32**	**0,00**	**16 693 650,00**	**16 693 650,00**	**16 693 650,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	21 319,44	21 319,44	21 319,44
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	**16 825 962,32**	**0,00**	**16 714 969,44**	**16 714 969,44**	**16 714 969,44**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	***1 200,00***		***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
	TOTAL	**16 827 162,32**	**0,00**	**16 716 169,44**	**16 716 169,44**	**16 716 169,44**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**729 070,16**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

En section d'investissement ce budget annexe s'équilibre à : **1 816 811 €**

Les dépenses d'équipement nouvelles (hors RAR) représentent 1,2 M€.

Les principaux postes de dépenses sont :

- Système d'aide à l'exploitation INEO : 650 000 € ;
- Equipement Billettique : 490 000 € ;
- Installation abribus : 20 000 € ;
- Logiciel pour le service à la demande et Mobi + 75 000 €.

Ces dépenses sont financées par l'excédent antérieur reporté et par l'autofinancement, aucun recours à l'emprunt n'est prévu sur l'exercice 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexé à la délibération DL2025_37A2

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ETAT ANNEXE AU BUDGET 2025

Aux termes de l'article 209 de la loi n° 2022-217 du 21/02/2022, les collectivités territoriales et les EPCI sont tenus d'établir annuellement un état des fonctionnaires mis à disposition et des structures bénéficiaires. Cet état, annexé au budget, est communiqué à l'assemblée délibérante avant l'examen du budget.

Information au Conseil Communautaire sur le Bilan annuel du mécénat de compétences au titre de l'année 2024

Données générales				
Nom de la collectivité	**Nature**	**N° de département**	**Nombre total de fonctionnaires mis à disposition par la collectivité au titre de l'année 2023**	**Nombre total de structures bénéficiaires**
CAPG	**EPCI**	**06**	**0**	**0**

Etat des fonctionnaires mis à disposition					
	Fonctionnaire mis à disposition n°1	**Fonctionnaire mis à disposition n°2**	**Fonctionnaire mis à disposition n°3**	**Fonctionnaire mis à disposition n°X**	**TOTAL**
Grade					
Objet de la mise à disposition					
Durée					
Coût					
Caractère renouvelable (oui/non)					
Organisme bénéficiaire					
nbre de fonctionnaires mis à disposition					
nbre de fonctionnaires mis à disposition					

NEANT

Liste des structures bénéficiaires				
	Structure bénéficiaire n°1	**Structure bénéficiaire n°2**	**Structure bénéficiaire n°3**	**Structure bénéficiaire n°X**
Nom de l'organisme bénéficiaire				
Nature de l'organisme (association, fondation...)				
Projet ayant justifié la mise à disposition				
Nombre de fonctionnaires mis à disposition dans la structure				

NEANT

Appréciation qualitative du dispositif de mécénat de compétences	
Points forts	
Points de vigilance	
Difficultés rencontrées	
Améliorations possibles	
Appréciation générale	

NEANT

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : CA DU PAYS DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003985700012

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget Principal (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 10
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 31
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 32
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 33
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 34
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 37
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 40
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 46

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 49
A1.01 - Opérations non ventilables 52
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 53
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 56
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 57
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 58
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 61
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 65
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 68
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 69
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 72
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 74
A1.908 - Fonction 8 - Transports 77
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 81
A2.01 - Opérations non ventilables 83
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 84
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 90
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 91
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 92
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 96
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 102
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 105
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 106
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 107
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 110
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 112
A2.938 - Fonction 8 - Transports 118

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 125
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 131
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 132

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 133
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 135
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 136
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 137
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 141
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 164
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 165
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 207
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés 208
B7.9 - Autres engagements reçus 209
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel 210
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 218
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 233
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 234

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 235
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 236
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 237

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 239
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 240
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 242
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 245

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	103770

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1336.08

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1082.15
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1123.87
3	Dépenses d'équipement brut / population	225
4	Encours de dette / population (2) (3)	442.17
5	DGF / population	75.69
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	27.07%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100.50%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	20.02%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	39.34%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	11%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	131 679 641,65	131 007 252,31	5 207 700,02	A1	4 535 310,68
Investissement	18 193 609,04	14 871 443,46	(3) -4 466 593,89	A2	-7 788 759,47
Fonctionnement	113 486 032,61	116 135 808,85	(4) 9 674 293,91	A3	12 324 070,15

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	5 812 836,75	III + IV	10 203 521,48	B1	4 390 684,73
Investissement	I	5 812 836,75	III	10 203 521,48	B2	4 390 684,73
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	8 925 995,41
Investissement	**A2 + B2**	-3 398 074,74
Fonctionnement	**A3 + B3**	12 324 070,15

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**5 812 836,75**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**481 326,42**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**642 630,57**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**1 180 340,82**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**2 778 228,67**
26	**Participations et créances rattachées**		**22 650,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**707 660,27**
4581009	AUBERGE DE BRIANCONNET		16 442,42
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC		36 000,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS		2 107,22
4581036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE-AURIBEAU		202 752,00
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN		2 449,15
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE		181 486,08
4581043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY		50 394,20
4581044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS		828,00
4581046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL		8 144,00
4581048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE		157 777,09
4581050	CABRIS HALLE MARCHE		4 080,00
4581056	SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE		40 854,91
4581057	LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3		4 345,20
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**10 203 521,48**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**5 957 448,22**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**2 000 000,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**2 246 073,26**
4582009	AUBERGE DE BRIANCONNET		348 011,10
4582024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS		38 057,71
4582030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS		206 391,25
4582034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS		200 141,25
4582035	GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS		19 232,00
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN		36 000,00
4582041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN		15 000,00
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY		79 839,36
4582044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS		54 356,16
4582045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY		111 771,99
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL		33 067,79
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE		483 868,65
4582050	CABRIS HALLE MARCHE		129 600,00
4582053	VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF		117 920,00
4582054	VALDEROURE VOIRIE 2024		46 904,00
4582055	CAILLE MAISON ALZIARY		150 000,00
4582057	LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3		55 912,00
4582059	SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS		120 000,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	40 382 835,04	43 780 909,78
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	5 812 836,75	10 203 521,48
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 7 788 759,47	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	53 984 431,26	53 984 431,26

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	125 593 650,00	116 667 654,59
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 8 925 995,41
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	125 593 650,00	125 593 650,00

TOTAL DU BUDGET (4)	179 578 081,26	179 578 081,26

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	3 822 965,75	481 326,42	2 668 302,85	2 668 302,85	3 149 629,27
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	3 139 556,53	642 630,57	1 990 335,00	1 990 335,00	2 632 965,57
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	2 713 406,15	1 180 340,82	2 476 770,79	2 476 770,79	3 657 111,61
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	13 348 881,34	2 778 228,67	16 212 364,00	16 212 364,00	18 990 592,67
Total des dépenses d'équipement		**23 024 809,77**	**5 082 526,48**	**23 347 772,64**	**23 347 772,64**	**28 430 299,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	13 983,00	13 983,00	13 983,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 874 793,20	0,00	4 915 808,50	4 915 808,50	4 915 808,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	173 050,00	22 650,00	0,00	0,00	22 650,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Total des dépenses financières		**5 197 843,20**	**22 650,00**	**5 079 791,50**	**5 079 791,50**	**5 102 441,50**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	11 179 793,21	707 660,27	11 411 466,46	11 411 466,46	12 119 126,73
Total des dépenses réelles d'investissement		**39 402 446,18**	**5 812 836,75**	**39 839 030,60**	**39 839 030,60**	**45 651 867,35**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 150 000,00***		***543 804,44***	***543 804,44***	***543 804,44***
TOTAL		**40 552 446,18**	**5 812 836,75**	**40 382 835,04**	**40 382 835,04**	**46 195 671,79**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**7 788 759,47**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**53 984 431,26**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	9 795 535,30	5 957 448,22	5 600 330,33	5 600 330,33	11 557 778,55
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	6 000 000,00	2 000 000,00	5 390 000,00	5 390 000,00	7 390 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	207 182,00	207 182,00	207 182,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	14 856,00	14 856,00	14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 795 535,30**	**7 957 448,22**	**11 212 368,33**	**11 212 368,33**	**19 169 816,55**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 500 000,36	0,00	4 133 737,00	4 133 737,00	4 133 737,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	3 077 553,90	0,00	3 398 074,74	3 398 074,74	3 398 074,74
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 900,00	0,00	2 600,00	2 600,00	2 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	830 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Total des recettes financières		**5 560 454,26**	**0,00**	**7 734 411,74**	**7 734 411,74**	**7 734 411,74**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	11 871 234,51	2 246 073,26	11 034 718,87	11 034 718,87	13 280 792,13
Total des recettes réelles d'investissement		**33 227 224,07**	**10 203 521,48**	**29 981 498,94**	**29 981 498,94**	**40 185 020,42**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 791 816,00***		***13 799 410,84***	***13 799 410,84***	***13 799 410,84***
TOTAL		**45 019 040,07**	**10 203 521,48**	**43 780 909,78**	**43 780 909,78**	**53 984 431,26**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**53 984 431,26**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**13 255 606,40**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(9) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(10) Solde total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	17 936 329,03	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22	17 800 806,22
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	29 337 065,00	0,00	30 400 000,00	30 400 000,00	30 400 000,00
014	Atténuations de produits	34 316 184,00	0,00	36 037 838,00	36 037 838,00	36 037 838,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	27 365 400,00	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94	26 380 982,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**108 954 978,03**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**
66	Charges financières	1 386 647,00	0,00	1 224 550,00	1 224 550,00	1 224 550,00
67	Charges spécifiques (3)	70 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	383 312,00		400 062,00	400 062,00	400 062,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**110 794 937,03**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 791 816,00***		***13 299 410,84***	***13 299 410,84***	***13 299 410,84***
TOTAL		**121 586 753,03**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**125 593 650,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	580 000,00	0,00	570 525,38	570 525,38	570 525,38
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 573 730,00	0,00	8 360 622,77	8 360 622,77	8 360 622,77
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	24 681 087,00	0,00	23 613 570,00	23 613 570,00	23 613 570,00
731	Fiscalité locale	61 867 762,00	0,00	65 994 201,00	65 994 201,00	65 994 201,00
74	Dotations et participations (3)	15 654 440,00	0,00	15 696 496,00	15 696 496,00	15 696 496,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 182 852,00	0,00	1 247 457,00	1 247 457,00	1 247 457,00
Total des recettes de gestion courante		**110 539 871,00**	**0,00**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**
76	Produits financiers	1 202 587,92	0,00	1 117 088,00	1 117 088,00	1 117 088,00
77	Produits spécifiques (3)	20 000,20	0,00	23 890,00	23 890,00	23 890,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**111 762 459,12**	**0,00**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***150 000,00***		***43 804,44***	***43 804,44***	***43 804,44***
TOTAL		**111 912 459,12**	**0,00**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**8 925 995,41**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**125 593 650,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**13 255 606,40**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	13 983,00	*43 804,44*	57 787,44
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 915 808,50	*0,00*	4 915 808,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	3 149 629,27	*0,00*	3 149 629,27
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	2 632 965,57	*0,00*	*2 632 965,57*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	3 657 111,61	*0,00*	3 657 111,61
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	18 990 592,67	*500 000,00*	*19 490 592,67*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	22 650,00	*0,00*	22 650,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	*0,00*	150 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	12 119 126,73	*0,00*	12 119 126,73
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**45 651 867,35**	***543 804,44***	**46 195 671,79**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**7 788 759,47**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**53 984 431,26**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	17 800 806,22		17 800 806,22
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	30 400 000,00		30 400 000,00
014	Atténuations de produits	36 037 838,00		36 037 838,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	26 380 982,94	*0,00*	26 380 982,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	1 224 550,00	*0,00*	1 224 550,00
67	Charges spécifiques (9)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	400 062,00	*5 078 286,84*	5 478 348,84
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*8 221 124,00*	8 221 124,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**112 294 239,16**	***13 299 410,84***	**125 593 650,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**125 593 650,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(4) Ces chapitres n'ont pas à être renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors charges financières.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		4 133 737,00	*0,00*	4 133 737,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		11 557 778,55	*0,00*	11 557 778,55
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		7 392 600,00	*0,00*	7 392 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*500 000,00*	500 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		207 182,00	*0,00*	*207 182,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		14 856,00	*0,00*	14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		150 000,00	*0,00*	150 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*3 656 856,84*	3 656 856,84
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		13 280 792,13	*0,00*	13 280 792,13
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*1 421 430,00*	1 421 430,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*8 221 124,00*	8 221 124,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		50 000,00		50 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**36 786 945,68**	***13 799 410,84***	**50 586 356,52**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**3 398 074,74**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**53 984 431,26**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	570 525,38		570 525,38
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 360 622,77		8 360 622,77
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	23 613 570,00		23 613 570,00
731	Fiscalité locale	65 994 201,00		65 994 201,00
74	Dotations et participations (8)	15 696 496,00		15 696 496,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	1 247 457,00	*0,00*	1 247 457,00
76	Produits financiers	1 117 088,00	*0,00*	1 117 088,00
77	Produits spécifiques (8)	23 890,00	*43 804,44*	67 694,44
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**116 623 850,15**	***43 804,44***	**116 667 654,59**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			8 925 995,41
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			125 593 650,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**40 552 446,18**	**5 812 836,75**	**0,00**	**40 382 835,04**	**40 382 835,04**	**0,00**	**40 382 835,04**	**46 195 671,79**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 822 965,75	481 326,42	0,00	2 668 302,85	2 668 302,85	0,00	2 668 302,85	3 149 629,27
204	Subventions d'équipement versées (9)	3 139 556,53	642 630,57	0,00	1 990 335,00	1 990 335,00	0,00	1 990 335,00	2 632 965,57
21	Immobilisations corporelles	2 713 406,15	1 180 340,82	0,00	2 476 770,79	2 476 770,79	0,00	2 476 770,79	3 657 111,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	13 348 881,34	2 778 228,67	0,00	16 212 364,00	16 212 364,00	0,00	16 212 364,00	18 990 592,67
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**23 024 809,77**	**5 082 526,48**	**0,00**	**23 347 772,64**	**23 347 772,64**	**0,00**	**23 347 772,64**	**28 430 299,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		13 983,00	13 983,00		13 983,00	13 983,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 874 793,20	0,00		4 915 808,50	4 915 808,50		4 915 808,50	4 915 808,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	173 050,00	22 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 650,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**5 197 843,20**	**22 650,00**	**0,00**	**5 079 791,50**	**5 079 791,50**	**0,00**	**5 079 791,50**	**5 102 441,50**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	11 179 793,21	707 660,27	0,00	11 411 466,46	11 411 466,46	0,00	11 411 466,46	12 119 126,73
Total des dépenses réelles		**39 402 446,18**	**5 812 836,75**	**0,00**	**39 839 030,60**	**39 839 030,60**	**0,00**	**39 839 030,60**	**45 651 867,35**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*150 000,00*			*43 804,44*	*43 804,44*		*43 804,44*	*43 804,44*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 000 000,00*			*500 000,00*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 150 000,00**			**543 804,44**	**543 804,44**		**543 804,44**	**543 804,44**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**7 788 759,47**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**53 984 431,26**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**41 941 486,17**	**10 203 521,48**	**40 382 835,04**	**40 382 835,04**	**50 586 356,52**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	9 795 535,30	5 957 448,22	5 600 330,33	5 600 330,33	11 557 778,55
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 000 000,00	2 000 000,00	5 390 000,00	5 390 000,00	7 390 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	207 182,00	207 182,00	207 182,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	14 856,00	14 856,00	14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 795 535,30**	**7 957 448,22**	**11 212 368,33**	**11 212 368,33**	**19 169 816,55**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 500 000,36	0,00	4 133 737,00	4 133 737,00	4 133 737,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 900,00	0,00	2 600,00	2 600,00	2 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	830 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Total des recettes financières		**2 482 900,36**	**0,00**	**4 336 337,00**	**4 336 337,00**	**4 336 337,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	11 871 234,51	2 246 073,26	11 034 718,87	11 034 718,87	13 280 792,13
Total des recettes réelles		**30 149 670,17**	**10 203 521,48**	**26 583 424,20**	**26 583 424,20**	**36 786 945,68**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
Total des recettes d'ordre		***11 791 816,00***		***13 799 410,84***	***13 799 410,84***	***13 799 410,84***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**3 398 074,74**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**53 984 431,26**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**40 552 446,18**	**5 812 836,75**	**0,00**	**40 382 835,04**	**40 382 835,04**	**0,00**	**40 382 835,04**	**46 195 671,79**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 822 965,75	481 326,42	0,00	2 668 302,85	2 668 302,85	0,00	2 668 302,85	3 149 629,27
2031	Frais d'études	3 395 442,03	467 561,74		2 369 824,09	2 369 824,09	0,00	2 369 824,09	2 837 385,83
2033	Frais d'insertion	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
2051	Concessions, droits similaires	412 523,72	13 764,68		283 478,76	283 478,76	0,00	283 478,76	297 243,44
204	Subventions d'équipement versées (9)	3 139 556,53	642 630,57	0,00	1 990 335,00	1 990 335,00	0,00	1 990 335,00	2 632 965,57
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	237 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	661 228,00	0,00		769 180,00	769 180,00	0,00	769 180,00	769 180,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	106 629,53	53 730,57		91 155,00	91 155,00	0,00	91 155,00	144 885,57
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	22 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	2 061 699,00	588 900,00		980 000,00	980 000,00	0,00	980 000,00	1 568 900,00
21	Immobilisations corporelles	2 713 406,15	1 180 340,82	0,00	2 476 770,79	2 476 770,79	0,00	2 476 770,79	3 657 111,61
2111	Terrains nus	19 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	70 000,00	70 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	85 200,00	73 350,00		0,00	0,00	0,00	0,00	73 350,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	6 960,00	6 012,97		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	16 012,97
21578	Autre matériel technique	798 823,14	312 063,34		435 000,00	435 000,00	0,00	435 000,00	747 063,34
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	86 704,00	42 806,56		129 408,00	129 408,00	0,00	129 408,00	172 214,56
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21821	Matériel de transport ferroviaire	0,00	0,00		7 800,00	7 800,00	0,00	7 800,00	7 800,00
21828	Autres matériels de transport	990 499,05	616 676,21		1 277 500,00	1 277 500,00	0,00	1 277 500,00	1 894 176,21
21838	Autre matériel informatique	231 175,21	8 156,16		385 900,00	385 900,00	0,00	385 900,00	394 056,16

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	107 231,15	704,96		74 841,79	74 841,79	0,00	74 841,79	75 546,75
2185	Matériel de téléphonie	10 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	305 013,60	50 570,62		139 821,00	139 821,00	0,00	139 821,00	190 391,62
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	13 348 881,34	2 778 228,67	0,00	16 212 364,00	16 212 364,00	0,00	16 212 364,00	18 990 592,67
2312	Agencements et aménagements de terrains	6 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 718 090,80	462 119,13		1 322 500,00	1 322 500,00	0,00	1 322 500,00	1 784 619,13
2314	Constructions sur sol d'autrui	329 386,90	35 573,84		479 700,00	479 700,00	0,00	479 700,00	515 273,84
2315	Install., matériel et outill. technique	1 985 267,87	594 542,57		2 770 746,00	2 770 746,00	0,00	2 770 746,00	3 365 288,57
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	7 957 258,91	1 420 903,27		9 209 418,00	9 209 418,00	0,00	9 209 418,00	10 630 321,27
238	Avances commandes immo corporelles	1 352 396,86	265 089,86		2 430 000,00	2 430 000,00	0,00	2 430 000,00	2 695 089,86
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**23 024 809,77**	**5 082 526,48**	**0,00**	**23 347 772,64**	**23 347 772,64**	**0,00**	**23 347 772,64**	**28 430 299,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		13 983,00	13 983,00		13 983,00	13 983,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		13 983,00	13 983,00		13 983,00	13 983,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	4 874 793,20	0,00		4 915 808,50	4 915 808,50		4 915 808,50	4 915 808,50
1641	Emprunts en euros	4 860 000,00	0,00		4 463 713,00	4 463 713,00		4 463 713,00	4 463 713,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 900,00	0,00		2 900,00	2 900,00		2 900,00	2 900,00
16871	Dettes - Etat, établissements nationaux	0,00	0,00		195 886,50	195 886,50		195 886,50	195 886,50
168741	Dettes - Communes membres du GFP	9 893,20	0,00		253 309,00	253 309,00		253 309,00	253 309,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	173 050,00	22 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 650,00
261	Titres de participation	173 050,00	22 650,00		0,00	0,00	0,00	0,00	22 650,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
27632	Créance Régions	150 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**5 197 843,20**	**22 650,00**	**0,00**	**5 079 791,50**	**5 079 791,50**	**0,00**	**5 079 791,50**	**5 102 441,50**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	11 179 793,21	707 660,27	0,00	11 411 466,46	11 411 466,46	0,00	11 411 466,46	12 119 126,73
4581009	AUBERGE DE BRIANCONNET	**58 240,70**	16 442,42		12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	28 442,42
458101	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	**1 000 000,00**	0,00		1 700 000,00	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	**736 000,00**	36 000,00		900 000,00	900 000,00	0,00	900 000,00	936 000,00
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	**2 168,86**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581027	SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS	**4 974,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	**3 820,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	**1 436,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	**218 644,17**	2 107,22		62 252,33	62 252,33	0,00	62 252,33	64 359,55
4581035	GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS	**56 940,00**	0,00		56 940,00	56 940,00	0,00	56 940,00	56 940,00
4581036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE-AURIBEAU	**3 126 295,99**	202 752,00		2 923 103,66	2 923 103,66	0,00	2 923 103,66	3 125 855,66
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	**21 857,00**	2 449,15		0,00	0,00	0,00	0,00	2 449,15
4581038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	**1 000,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE	**1 359 070,56**	181 486,08		1 600 000,00	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	1 781 486,08
4581041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	**39 132,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	**96 674,78**	0,00		86 532,58	86 532,58	0,00	86 532,58	86 532,58

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4581043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY	**518 400,00**	50 394,20		458 500,80	458 500,80	0,00	458 500,80	508 895,00
4581044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	**64 071,00**	828,00		516,24	516,24	0,00	516,24	1 344,24
4581045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY	**179 896,87**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	**42 908,40**	8 144,00		1 303,53	1 303,53	0,00	1 303,53	9 447,53
4581047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	**357,60**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	**804 345,28**	157 777,09		15 846,76	15 846,76	0,00	15 846,76	173 623,85
4581050	CABRIS HALLE MARCHE	**518 400,00**	4 080,00		507 024,00	507 024,00	0,00	507 024,00	511 104,00
4581051	VALDEROURE 6 LOGEMENTS GITE MALAMAIRE	**624 000,00**	0,00		624 000,00	624 000,00	0,00	624 000,00	624 000,00
4581052	VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE	**69 960,00**	0,00		69 960,00	69 960,00	0,00	69 960,00	69 960,00
4581053	VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF	**132 000,00**	0,00		88 943,87	88 943,87	0,00	88 943,87	88 943,87
4581054	VALDEROURE VOIRIE 2024	**69 600,00**	0,00		504,00	504,00	0,00	504,00	504,00
4581055	CAILLE MAISON ALZIARY	**360 000,00**	0,00		359 568,00	359 568,00	0,00	359 568,00	359 568,00
4581056	SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE	**700 000,00**	40 854,91		659 945,09	659 945,09	0,00	659 945,09	700 800,00
4581057	LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3	**69 600,00**	4 345,20		24 525,60	24 525,60	0,00	24 525,60	28 870,80
4581058	SPERACEDES EGLISE	**150 000,00**	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
4581059	SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS	**120 000,00**	0,00		120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00
4581060	HABITAT INCLUSIF VALDEROURE	**30 000,00**	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
4581061	VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX	**0,00**	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
4581062	MUJOULS DOTATION CANTONALE TRAVAUX	**0,00**	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
4581063	MUJOULS TRAVAUX CAPG DETR	**0,00**	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
4581064	SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES	**0,00**	0,00		300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
4581065	SAINT VALLIER CITY STADE	**0,00**	0,00		120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4581067	SAINT AUBAN SENTIER DU VERTIGE SUITE	**0,00**	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
4581068	PARKING COVOITURAGE SPERACEDES	**0,00**	0,00		300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
Total des dépenses réelles		**39 402 446,18**	**5 812 836,75**	**0,00**	**39 839 030,60**	**39 839 030,60**	**0,00**	**39 839 030,60**	**45 651 867,35**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*150 000,00*			*43 804,44*	*43 804,44*		*43 804,44*	*43 804,44*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*150 000,00*			*43 804,44*	*43 804,44*		*43 804,44*	*43 804,44*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*150 000,00*			*43 804,44*	*43 804,44*		*43 804,44*	*43 804,44*
13913	*Subv. transf. Départements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 000 000,00*			*500 000,00*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*
2313	*Constructions*	*965 048,00*			*500 000,00*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*34 952,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 150 000,00**			**543 804,44**	**543 804,44**		**543 804,44**	**543 804,44**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**41 941 486,17**	**10 203 521,48**	**40 382 835,04**	**40 382 835,04**	**50 586 356,52**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	9 795 535,30	5 957 448,22	5 600 330,33	5 600 330,33	11 557 778,55
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	136 903,57	136 903,57	543 500,00	543 500,00	680 403,57
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	987 510,31	1 039 865,38	91 000,00	91 000,00	1 130 865,38
1322	Subv. non transf. Régions	5 686 659,40	3 549 209,40	2 290 333,33	2 290 333,33	5 839 542,73
1323	Subv. non transf. Départements	1 000 000,00	1 000 000,00	600 000,00	600 000,00	1 600 000,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	220 863,87	220 863,87	0,00	0,00	220 863,87
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	363 598,15	10 606,00	535 497,00	535 497,00	546 103,00
1348	Autres fonds non transférables	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	6 000 000,00	2 000 000,00	5 390 000,00	5 390 000,00	7 390 000,00
1641	Emprunts en euros	6 000 000,00	2 000 000,00	5 390 000,00	5 390 000,00	7 390 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	207 182,00	207 182,00	207 182,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	207 182,00	207 182,00	207 182,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	14 856,00	14 856,00	14 856,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	14 856,00	14 856,00	14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 795 535,30**	**7 957 448,22**	**11 212 368,33**	**11 212 368,33**	**19 169 816,55**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 500 000,36	0,00	4 133 737,00	4 133 737,00	4 133 737,00
10222	FCTVA	1 500 000,36	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	133 737,00	133 737,00	133 737,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	2 900,00	0,00	2 600,00	2 600,00	2 600,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 900,00	0,00	2 600,00	2 600,00	2 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
27632	Créance Régions	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	830 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Total des recettes financières		**2 482 900,36**	**0,00**	**4 336 337,00**	**4 336 337,00**	**4 336 337,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	11 871 234,51	2 246 073,26	11 034 718,87	11 034 718,87	13 280 792,13
Total des recettes réelles		**30 149 670,17**	**10 203 521,48**	**26 583 424,20**	**26 583 424,20**	**36 786 945,68**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*5 634 349,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*5 157 467,00*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*30 000,00*		*19 880,00*	*19 880,00*	*19 880,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*331,00*	*331,00*	*331,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*48 102,00*		*48 104,00*	*48 104,00*	*48 104,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*3 640,00*		*3 640,00*	*3 640,00*	*3 640,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 000,00*		*6 000,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 020,00*		*1 020,00*	*1 020,00*	*1 020,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*239 807,00*		*223 915,63*	*223 915,63*	*223 915,63*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*665,00*		*664,87*	*664,87*	*664,87*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*178 000,00*		*189 396,00*	*189 396,00*	*189 396,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*172 497,00*		*221 799,41*	*221 799,41*	*221 799,41*
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	*1 066,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*204 337,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*5 088,00*		*6 944,00*	*6 944,00*	*6 944,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*11 715,00*		*14 115,00*	*14 115,00*	*14 115,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*971 873,00*		*894 289,87*	*894 289,87*	*894 289,87*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*8 438,00*		*8 437,54*	*8 437,54*	*8 437,54*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*6 487,00*		*6 486,46*	*6 486,46*	*6 486,46*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*274 206,00*		*340 594,22*	*340 594,22*	*340 594,22*
28087	*Immo incorp. reçues / mise à diposition*	*5 688,00*		*5 688,00*	*5 688,00*	*5 688,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 251,00*		*3 110,77*	*3 110,77*	*3 110,77*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*262,00*		*262,00*	*262,00*	*262,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*11 246,00*		*11 245,68*	*11 245,68*	*11 245,68*
281321	*Immeubles de rapport*	*145 845,00*		*145 845,00*	*145 845,00*	*145 845,00*
281351	*Bâtiments publics*	*11 955,00*		*11 701,78*	*11 701,78*	*11 701,78*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*1 778,00*		*1 777,94*	*1 777,94*	*1 777,94*
28142	*Construct° sol autrui - Immeuble rapport*	*5 147,00*		*5 147,00*	*5 147,00*	*5 147,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*107,00*		*106,21*	*106,21*	*106,21*
28152	*Installations de voirie*	*1 645,00*		*1 644,19*	*1 644,19*	*1 644,19*
281538	*Autres réseaux*	*594,00*		*594,00*	*594,00*	*594,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*7 615,00*		*6 853,31*	*6 853,31*	*6 853,31*
281571	*Matériel ferroviaire*	*7 182,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*		*7 332,00*	*7 332,00*	*7 332,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*240,00*	*240,00*	*240,00*
281578	*Autre matériel technique*	*121 006,00*		*197 681,09*	*197 681,09*	*197 681,09*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*111 803,00*		*131 257,03*	*131 257,03*	*131 257,03*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*37 724,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*0,00*		*37 723,82*	*37 723,82*	*37 723,82*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*3 545,00*		*3 544,98*	*3 544,98*	*3 544,98*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*3 955,00*		*3 954,32*	*3 954,32*	*3 954,32*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*15 284,00*		*15 283,80*	*15 283,80*	*15 283,80*
281828	*Autres matériels de transport*	*493 443,00*		*281 560,36*	*281 560,36*	*281 560,36*
281838	*Autre matériel informatique*	*291 867,00*		*263 756,42*	*263 756,42*	*263 756,42*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*110 494,00*		*125 871,30*	*125 871,30*	*125 871,30*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*8 215,14*	*8 215,14*	*8 215,14*
28188	*Autres immo. corporelles*	*183 660,00*		*400 842,70*	*400 842,70*	*400 842,70*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*1 421 430,00*		*1 421 430,00*	*1 421 430,00*	*1 421 430,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*1 000 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
2031	*Frais d'études*	*700 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
237	*Avances commandes immo incorporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***11 791 816,00***		***13 799 410,84***	***13 799 410,84***	***13 799 410,84***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**121 586 753,03**	**0,00**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**
011	Charges à caractère général (3)	17 936 329,03	0,00	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	29 337 065,00	0,00		30 400 000,00	30 400 000,00		30 400 000,00	30 400 000,00
014	Atténuations de produits	34 316 184,00	0,00		36 037 838,00	36 037 838,00		36 037 838,00	36 037 838,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	27 365 400,00	0,00	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**108 954 978,03**	**0,00**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**
66	Charges financières	1 386 647,00	0,00		1 224 550,00	1 224 550,00		1 224 550,00	1 224 550,00
67	Charges spécifiques (3)	70 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	383 312,00			400 062,00	400 062,00		400 062,00	400 062,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 839 959,00**	**0,00**	**0,00**	**1 674 612,00**	**1 674 612,00**		**1 674 612,00**	**1 674 612,00**
Total des dépenses réelles		**110 794 937,03**	**0,00**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 634 349,00*			*8 221 124,00*	*8 221 124,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*5 157 467,00*			*5 078 286,84*	*5 078 286,84*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 791 816,00**			**13 299 410,84**	**13 299 410,84**		**13 299 410,84**	**13 299 410,84**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**125 593 650,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**111 912 459,12**	**0,00**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**
013	Atténuations de charges (2)	580 000,00	0,00	570 525,38	570 525,38	570 525,38
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 573 730,00	0,00	8 360 622,77	8 360 622,77	8 360 622,77
73	Impôts et taxes (sauf 731)	24 681 087,00	0,00	23 613 570,00	23 613 570,00	23 613 570,00
731	Fiscalité locale	61 867 762,00	0,00	65 994 201,00	65 994 201,00	65 994 201,00
74	Dotations et participations (2)	15 654 440,00	0,00	15 696 496,00	15 696 496,00	15 696 496,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	1 182 852,00	0,00	1 247 457,00	1 247 457,00	1 247 457,00
Total des recettes de gestion des services		**110 539 871,00**	**0,00**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**
76	Produits financiers	1 202 587,92	0,00	1 117 088,00	1 117 088,00	1 117 088,00
77	Produits spécifiques (2)	20 000,20	0,00	23 890,00	23 890,00	23 890,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 222 588,12**	**0,00**	**1 140 978,00**	**1 140 978,00**	**1 140 978,00**
Total des recettes réelles		**111 762 459,12**	**0,00**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**43 804,44**	**43 804,44**	**43 804,44**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**8 925 995,41**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**125 593 650,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**121 586 753,03**	**0,00**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**	**0,00**	**125 593 650,00**	**125 593 650,00**
011	Charges à caractère général (4)	17 936 329,03	0,00	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22	0,00	17 800 806,22	17 800 806,22
6042	Achats de prestations de services	130 010,00	0,00		105 858,26	105 858,26	0,00	105 858,26	105 858,26
60611	Eau et assainissement	159 839,25	0,00		112 089,00	112 089,00	0,00	112 089,00	112 089,00
60612	Energie - Electricité	873 577,50	0,00		924 546,10	924 546,10	0,00	924 546,10	924 546,10
60613	Chauffage urbain	164 700,00	0,00		115 598,90	115 598,90	0,00	115 598,90	115 598,90
60621	Combustibles	6 200,00	0,00		6 200,00	6 200,00	0,00	6 200,00	6 200,00
60622	Carburants	390 021,00	0,00		395 000,00	395 000,00	0,00	395 000,00	395 000,00
60623	Alimentation	17 633,00	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
60624	Produits de traitement	50 647,42	0,00		49 700,00	49 700,00	0,00	49 700,00	49 700,00
60628	Autres fournitures non stockées	44 240,54	0,00		42 600,00	42 600,00	0,00	42 600,00	42 600,00
60631	Fournitures d'entretien	37 036,93	0,00		33 250,00	33 250,00	0,00	33 250,00	33 250,00
60632	Fournitures de petit équipement	380 807,02	0,00		492 750,00	492 750,00	0,00	492 750,00	492 750,00
60636	Habillement et vêtements de travail	48 527,00	0,00		54 970,00	54 970,00	0,00	54 970,00	54 970,00
6064	Fournitures administratives	34 494,86	0,00		35 590,00	35 590,00	0,00	35 590,00	35 590,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	2 338,00	0,00		1 950,00	1 950,00	0,00	1 950,00	1 950,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	3 553,58	0,00		3 600,00	3 600,00	0,00	3 600,00	3 600,00
6068	Autres matières et fournitures	266 057,00	0,00		108 540,00	108 540,00	0,00	108 540,00	108 540,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	6 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 867 225,79	0,00		9 734 244,26	9 734 244,26	0,00	9 734 244,26	9 734 244,26
6132	Locations immobilières	417 858,00	0,00		398 500,00	398 500,00	0,00	398 500,00	398 500,00
61351	Matériel roulant	58 999,00	0,00		78 900,00	78 900,00	0,00	78 900,00	78 900,00
61358	Autres	2 204,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
614	Charges locatives et de copropriété	79 655,25	0,00		74 481,14	74 481,14	0,00	74 481,14	74 481,14
61521	Entretien terrains	54 200,00	0,00		69 500,00	69 500,00	0,00	69 500,00	69 500,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	318 869,00	0,00		406 760,00	406 760,00	0,00	406 760,00	406 760,00
615231	Entretien, réparations voiries	19 006,00	0,00		14 500,00	14 500,00	0,00	14 500,00	14 500,00
615232	Entretien, réparations réseaux	85 879,00	0,00		101 616,00	101 616,00	0,00	101 616,00	101 616,00
61551	Entretien matériel roulant	401 401,44	0,00		522 850,00	522 850,00	0,00	522 850,00	522 850,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 266,00	0,00		29 678,00	29 678,00	0,00	29 678,00	29 678,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6156	Maintenance	620 617,00	0,00		607 303,00	607 303,00	0,00	607 303,00	607 303,00
6168	Autres primes d'assurance	269 443,00	0,00		301 276,00	301 276,00	0,00	301 276,00	301 276,00
617	Etudes et recherches	267 068,00	0,00		301 386,00	301 386,00	0,00	301 386,00	301 386,00
6182	Documentation générale et technique	37 795,00	0,00		54 210,00	54 210,00	0,00	54 210,00	54 210,00
6184	Versements à des organismes de formation	308 900,00	0,00		58 800,00	58 800,00	0,00	58 800,00	58 800,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 063,38	0,00		8 800,00	8 800,00	0,00	8 800,00	8 800,00
6188	Autres frais divers	5 138,00	0,00		8 540,00	8 540,00	0,00	8 540,00	8 540,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	7 200,00	0,00		28 920,00	28 920,00	0,00	28 920,00	28 920,00
62268	Autres honoraires, conseils	152 961,00	0,00		103 000,00	103 000,00	0,00	103 000,00	103 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	98 492,00	0,00		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00
6228	Divers	19 327,00	0,00		9 600,00	9 600,00	0,00	9 600,00	9 600,00
6231	Annonces et insertions	182 236,00	0,00		177 500,00	177 500,00	0,00	177 500,00	177 500,00
6232	Fêtes et cérémonies	92 274,50	0,00		82 200,00	82 200,00	0,00	82 200,00	82 200,00
6233	Foires et expositions	14 973,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6234	Réceptions	86 020,79	0,00		64 270,00	64 270,00	0,00	64 270,00	64 270,00
6236	Catalogues et imprimés	130 471,00	0,00		139 200,00	139 200,00	0,00	139 200,00	139 200,00
6238	Divers	57 868,00	0,00		43 550,00	43 550,00	0,00	43 550,00	43 550,00
6241	Transports de biens	16 580,00	0,00		46 050,00	46 050,00	0,00	46 050,00	46 050,00
6245	Transports de personnes extérieures	8 300,00	0,00		5 300,00	5 300,00	0,00	5 300,00	5 300,00
6247	Transports collectifs	767,18	0,00		275,00	275,00	0,00	275,00	275,00
6251	Voyages, déplacements et missions	69 807,00	0,00		57 000,00	57 000,00	0,00	57 000,00	57 000,00
6261	Frais d'affranchissement	41 356,00	0,00		43 000,00	43 000,00	0,00	43 000,00	43 000,00
6262	Frais de télécommunications	117 000,00	0,00		115 000,00	115 000,00	0,00	115 000,00	115 000,00
627	Services bancaires et assimilés	13 750,03	0,00		18 660,00	18 660,00	0,00	18 660,00	18 660,00
6281	Concours divers (cotisations)	106 484,00	0,00		128 405,00	128 405,00	0,00	128 405,00	128 405,00
6282	Frais de gardiennage	39 020,00	0,00		62 500,00	62 500,00	0,00	62 500,00	62 500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	389 744,00	0,00		369 650,00	369 650,00	0,00	369 650,00	369 650,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	560 271,00	0,00		568 496,00	568 496,00	0,00	568 496,00	568 496,00
62878	Remb. frais à des tiers	44 446,00	0,00		39 700,00	39 700,00	0,00	39 700,00	39 700,00
6288	Autres services extérieurs	60 256,00	0,00		119 893,56	119 893,56	0,00	119 893,56	119 893,56
63512	Taxes foncières	110 778,57	0,00		122 801,00	122 801,00	0,00	122 801,00	122 801,00
63513	Autres impôts locaux	2 500,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5 551,00	0,00		5 700,00	5 700,00	0,00	5 700,00	5 700,00
6358	Autres droits	600,00	0,00		7 849,00	7 849,00	0,00	7 849,00	7 849,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	60 524,00	0,00		73 200,00	73 200,00	0,00	73 200,00	73 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	29 337 065,00	0,00		30 400 000,00	30 400 000,00		30 400 000,00	30 400 000,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	474 068,00	0,00		488 370,00	488 370,00		488 370,00	488 370,00
6218	Autre personnel extérieur	8 591,00	0,00		9 033,00	9 033,00		9 033,00	9 033,00
6331	Versement mobilité	294 306,00	0,00		303 644,00	303 644,00		303 644,00	303 644,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	84 086,00	0,00		85 435,00	85 435,00		85 435,00	85 435,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	398 973,00	0,00		404 699,00	404 699,00		404 699,00	404 699,00
64111	Rémunération principale titulaires	10 627 782,00	0,00		11 244 744,00	11 244 744,00		11 244 744,00	11 244 744,00
64112	SFT, indemnité de résidence	222 988,00	0,00		239 014,00	239 014,00		239 014,00	239 014,00
64113	NBI	142 537,00	0,00		155 560,00	155 560,00		155 560,00	155 560,00
64118	Autres indemnités	2 666 885,00	0,00		2 913 116,00	2 913 116,00		2 913 116,00	2 913 116,00
64121	Rémunération principale	25 927,00	0,00		23 390,00	23 390,00		23 390,00	23 390,00
64128	Autres indemnités	5 600,00	0,00		6 546,00	6 546,00		6 546,00	6 546,00
64131	Rémunérations	5 407 423,00	0,00		5 207 710,00	5 207 710,00		5 207 710,00	5 207 710,00
64132	SFT, indemnité de résidence	94 862,00	0,00		91 467,00	91 467,00		91 467,00	91 467,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	9 254,00	0,00		9 280,00	9 280,00		9 280,00	9 280,00
64162	Emplois d'avenir	205,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	278 330,00	0,00		287 611,00	287 611,00		287 611,00	287 611,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00		6 759,00	6 759,00		6 759,00	6 759,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 299 043,00	0,00		3 318 965,00	3 318 965,00		3 318 965,00	3 318 965,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 965 175,00	0,00		4 207 466,00	4 207 466,00		4 207 466,00	4 207 466,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	240 848,00	0,00		226 673,00	226 673,00		226 673,00	226 673,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	220 000,00	0,00		230 000,00	230 000,00		230 000,00	230 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	42 943,00	0,00		45 181,00	45 181,00		45 181,00	45 181,00
64731	Allocations chômage versées directement	14 678,00	0,00		24 198,00	24 198,00		24 198,00	24 198,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	47 500,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	764 061,00	0,00		815 139,00	815 139,00		815 139,00	815 139,00
014	Atténuations de produits	34 316 184,00	0,00		36 037 838,00	36 037 838,00		36 037 838,00	36 037 838,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	42 123,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
739156	Revers. sur taxe versement mobilité	8 932 041,22	0,00		8 900 000,00	8 900 000,00		8 900 000,00	8 900 000,00
739211	Attribution de compensation	19 216 022,00	0,00		19 216 022,00	19 216 022,00		19 216 022,00	19 216 022,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00		1 738 000,00	1 738 000,00		1 738 000,00	1 738 000,00
739221	FNGIR	2 863 666,00	0,00		2 863 666,00	2 863 666,00		2 863 666,00	2 863 666,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 696 622,00	0,00		1 800 000,00	1 800 000,00		1 800 000,00	1 800 000,00
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	144 479,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	61 970,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	271 302,00	0,00		600 000,00	600 000,00		600 000,00	600 000,00
7498	Autres revers./dotations, participations	1 087 958,78	0,00		855 150,00	855 150,00		855 150,00	855 150,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	27 365 400,00	0,00	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94	0,00	26 380 982,94	26 380 982,94
65132	Prix	7 500,00	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
65188	Autres	35 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65311	Indemnités de fonction	479 033,00	0,00		480 000,00	480 000,00	0,00	480 000,00	480 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65313	Cotisations de retraite	31 900,00	0,00		31 900,00	31 900,00	0,00	31 900,00	31 900,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	157 000,00	0,00		157 000,00	157 000,00	0,00	157 000,00	157 000,00
65315	Formation	12 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	967,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	7 783,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6542	Créances éteintes	124 122,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6553	Service d'incendie	80 000,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
65568	Autres contributions	16 095 224,00	0,00		15 539 824,00	15 539 824,00	0,00	15 539 824,00	15 539 824,00
6568	Autres participations	500,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
65732	Subv. fonct. régions	5 000,00	0,00		18 608,00	18 608,00	0,00	18 608,00	18 608,00
65733	Subv. fonct. départements	82 175,00	0,00		82 200,00	82 200,00	0,00	82 200,00	82 200,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	7 215 000,00	0,00		6 950 000,00	6 950 000,00	0,00	6 950 000,00	6 950 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 665 102,00	0,00		2 637 340,00	2 637 340,00	0,00	2 637 340,00	2 637 340,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	29 600,00	0,00		6 700,00	6 700,00	0,00	6 700,00	6 700,00
65818	Autres	34 914,00	0,00		13 000,00	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00
6584	Amendes fiscales et pénales	95,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	272 485,00	0,00		266 910,94	266 910,94	0,00	266 910,94	266 910,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**108 954 978,03**	**0,00**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**	**0,00**	**110 619 627,16**	**110 619 627,16**
66	Charges financières	1 386 647,00	0,00		1 224 550,00	1 224 550,00		1 224 550,00	1 224 550,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 365 000,00	0,00		1 103 064,00	1 103 064,00		1 103 064,00	1 103 064,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		16 000,00	16 000,00		16 000,00	16 000,00
661131	Remb. int. emprunt transf. Cnes du GFP	10 647,00	0,00		50 486,00	50 486,00		50 486,00	50 486,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
6688	Autres	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	70 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	70 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	383 312,00			400 062,00	400 062,00		400 062,00	400 062,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	383 312,00			50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			350 062,00	350 062,00		350 062,00	350 062,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**1 839 959,00**	**0,00**	**0,00**	**1 674 612,00**	**1 674 612,00**		**1 674 612,00**	**1 674 612,00**
Total des dépenses réelles		**110 794 937,03**	**0,00**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**	**0,00**	**112 294 239,16**	**112 294 239,16**
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 634 349,00*			*8 221 124,00*	*8 221 124,00*		*8 221 124,00*	*8 221 124,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*5 157 467,00*			*5 078 286,84*	*5 078 286,84*		*5 078 286,84*	*5 078 286,84*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*3 736 037,00*			*3 656 856,84*	*3 656 856,84*		*3 656 856,84*	*3 656 856,84*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*1 421 430,00*			*1 421 430,00*	*1 421 430,00*		*1 421 430,00*	*1 421 430,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 791 816,00**			**13 299 410,84**	**13 299 410,84**		**13 299 410,84**	**13 299 410,84**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	321 883,14
Montant des ICNE de l'exercice N-1	305 883,14
= Différence ICNE N – ICNE N-1	16 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**111 912 459,12**	**0,00**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**	**116 667 654,59**
013	Atténuations de charges (3)	580 000,00	0,00	570 525,38	570 525,38	570 525,38
6419	Remboursements rémunérations personnel	180 000,00	0,00	110 525,38	110 525,38	110 525,38
6479	Rembourst sur autres charges sociales	400 000,00	0,00	460 000,00	460 000,00	460 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 573 730,00	0,00	8 360 622,77	8 360 622,77	8 360 622,77
7011	Ventes d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	390 940,00	0,00	432 000,00	432 000,00	432 000,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
70328	Autres droits stationnement et location	131 100,00	0,00	159 500,00	159 500,00	159 500,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	96 000,00	0,00	153 999,60	153 999,60	153 999,60
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 200 000,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	380 200,00	0,00	537 490,00	537 490,00	537 490,00
70631	Redevances services à caractère sportif	54 000,00	0,00	86 000,00	86 000,00	86 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	487 000,00	0,00	510 000,00	510 000,00	510 000,00
7066	Redevances services à caractère social	784 872,00	0,00	690 920,00	690 920,00	690 920,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	231 000,00	0,00	273 000,00	273 000,00	273 000,00
706888	Autres	80 000,00	0,00	168 526,40	168 526,40	168 526,40
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	1 040 000,00	0,00	1 040 000,00	1 040 000,00	1 040 000,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	786 000,00	0,00	1 137 318,77	1 137 318,77	1 137 318,77
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	147 500,00	0,00	666 500,00	666 500,00	666 500,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	509 168,00	0,00	625 168,00	625 168,00	625 168,00
70878	Remb. frais par des tiers	255 950,00	0,00	266 000,00	266 000,00	266 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	12 200,00	12 200,00	12 200,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	24 681 087,00	0,00	23 613 570,00	23 613 570,00	23 613 570,00
73211	Attribution de compensation	27 092,00	0,00	27 092,00	27 092,00	27 092,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	17 330 795,00	0,00	16 577 227,00	16 577 227,00	16 577 227,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	7 323 200,00	0,00	7 009 251,00	7 009 251,00	7 009 251,00
731	Fiscalité locale	61 867 762,00	0,00	65 994 201,00	65 994 201,00	65 994 201,00
73111	Impôts directs locaux	14 639 319,00	0,00	17 844 462,00	17 844 462,00	17 844 462,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	1 313 277,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	755 378,00	0,00	790 730,00	790 730,00	790 730,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	30 678 566,00	0,00	31 231 709,00	31 231 709,00	31 231 709,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	1 931 222,00	0,00	1 927 300,00	1 927 300,00	1 927 300,00
73156	Versement mobilité	12 400 000,00	0,00	12 500 000,00	12 500 000,00	12 500 000,00
7318	Autres	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	15 654 440,00	0,00	15 696 496,00	15 696 496,00	15 696 496,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	1 941 275,00	0,00	1 941 275,00	1 941 275,00	1 941 275,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	5 913 107,00	0,00	5 913 107,00	5 913 107,00	5 913 107,00
744	FCTVA	20 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
74611	DGD des communes et EPCI	325 868,00	0,00	223 512,00	223 512,00	223 512,00
74718	Autres participations Etat	439 905,00	0,00	388 162,00	388 162,00	388 162,00
7472	Participation régions	709 638,00	0,00	664 638,00	664 638,00	664 638,00
7473	Participation départements	163 725,00	0,00	167 765,00	167 765,00	167 765,00
74771	Participation Fonds social européen	323 400,00	0,00	347 550,00	347 550,00	347 550,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
747888	Autres	1 988 499,00	0,00	2 065 965,00	2 065 965,00	2 065 965,00
748312	D.C.R.T.P.	195 099,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 633 490,00	0,00	3 554 522,00	3 554 522,00	3 554 522,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	434,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 182 852,00	0,00	1 247 457,00	1 247 457,00	1 247 457,00
752	Revenus des immeubles	640 720,00	0,00	649 560,00	649 560,00	649 560,00
755	Dédits et pénalités perçus	537 132,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
75738	Autres	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	507 897,00	507 897,00	507 897,00
Total des recettes de gestion des services		**110 539 871,00**	**0,00**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**	**115 482 872,15**
76	Produits financiers	1 202 587,92	0,00	1 117 088,00	1 117 088,00	1 117 088,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	1 111 788,00	0,00	1 111 788,00	1 111 788,00	1 111 788,00
7688	Autres	90 799,92	0,00	5 300,00	5 300,00	5 300,00
77	Produits spécifiques (3)	20 000,20	0,00	23 890,00	23 890,00	23 890,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	20 000,20	0,00	22 390,00	22 390,00	22 390,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		**111 762 459,12**	**0,00**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**	**116 623 850,15**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*150 000,00*		*43 804,44*	*43 804,44*	*43 804,44*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**150 000,00**		**43 804,44**	**43 804,44**	**43 804,44**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**6 151 639,56**	**2 631 897,70**	**13 983,00**	**0,00**	**5 746 912,66**	**8 613 830,09**	**171 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	13 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 667 169,00	0,00	0,00	0,00	53 309,00	200 000,00	1 000,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	275 641,00	0,00	0,00	150 000,00	151 798,09	500,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	497 556,79	0,00	0,00	8 000,00	186 114,00	46 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	416 000,00	0,00	0,00	2 612 500,00	8 075 918,00	123 500,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	2 484 470,56	1 372 699,91	0,00	0,00	2 923 103,66	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**13 531 634,74**	**1 290 360,80**	**0,00**	**0,00**	**4 301 405,66**	**3 174 333,33**	**41 934,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 398 074,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175 000,00	1 774 333,33	41 934,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 990 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 856,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	2 143 560,00	1 225 504,80	0,00	0,00	3 126 405,66	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**4 846 952,33**	**759 940,00**	**3 101 297,76**	**7 801 577,50**		**39 839 030,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		13 983,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 900,00	275 500,00	716 930,50		4 915 808,50
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	197 000,00	0,00	76 871,76	1 816 492,00		2 668 302,85
204	Subventions d'équipement versées	980 000,00	80 000,00	769 180,00	91 155,00		1 990 335,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	5 600,00	957 000,00	776 500,00		2 476 770,79
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	857 700,00	603 500,00	1 022 746,00	2 500 500,00		16 212 364,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00		150 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	2 662 252,33	68 940,00	0,00	1 900 000,00		11 411 466,46
RECETTES		**4 182 000,00**	**249 030,41**	**133 737,00**	**3 077 063,00**		**29 981 498,94**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	133 737,00	0,00		7 531 811,74
13	Subventions d'investissement	1 432 000,00	0,00	0,00	1 177 063,00		5 600 330,33
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 600,00	0,00	0,00		5 392 600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	207 182,00	0,00	0,00		207 182,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		14 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00		150 000,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	2 600 000,00	39 248,41	0,00	1 900 000,00		11 034 718,87

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**6 151 639,56**
164	Emprunts auprès des éts financiers	3 667 169,00
458	Opérations sous mandat	2 484 470,56
RECETTES		**13 531 634,74**
102	Dotations et fonds d'investissement	4 000 000,00
106	Réserves	3 398 074,74
164	Emprunts auprès des éts financiers	3 990 000,00
458	Opérations sous mandat	2 143 560,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 631 897,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	232 641,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	487 556,79	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	416 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	1 372 699,91	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 290 360,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	14 856,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	1 225 504,80	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 631 897,70**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232 641,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 556,79
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 372 699,91
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 290 360,80**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 856,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 225 504,80

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**13 983,00**	**0,00**	**0,00**	**13 983,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	13 983,00	0,00	0,00	13 983,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 823 809,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 309,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 612 500,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**109,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 175 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175 000,00	0,00
458	Opérations sous mandat	109,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 923 103,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 746 912,66**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 309,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 612 500,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	2 923 103,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 923 103,66
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**3 126 295,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 301 405,66**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	3 126 295,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 126 405,66

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**220 360,00**	**0,00**	**0,00**	**1 009 032,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	15 360,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	55 000,00	0,00	0,00	47 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	41 206,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	150 000,00	0,00	0,00	718 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**180 400,00**	**0,00**	**7 141 038,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	94 038,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	178 900,00	0,00	5 029 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**83 333,33**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	83 333,33	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 613 830,09**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 038,09
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 760,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 408,00
218	Autres immobilisations corporelles	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 206,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 075 918,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 174 333,33**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 774 333,33
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 500,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**165 000,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 934,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 934,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 934,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 934,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**3 085 000,00**	**597 000,00**	**0,00**	**62 252,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**372 700,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	35 000,00	97 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
204	Subventions d'équipement versées	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 700,00
276	Autres créances immobilisées	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	2 600 000,00	0,00	0,00	62 252,33	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 782 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	680 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 400 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 846 952,33**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	857 700,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 662 252,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 182 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**649 940,00**	**0,00**	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	573 500,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	68 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**249 030,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	207 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	39 248,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**759 940,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	603 500,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 940,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 030,41**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 182,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 248,41

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 378 257,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	275 500,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	769 180,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 877,76	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	443 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	514 000,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	329 700,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**723 040,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	59 994,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	663 046,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 737,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	133 737,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 101 297,76**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 994,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	769 180,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 877,76
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	443 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	992 746,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 737,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 737,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 243 577,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	521 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	195 886,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	1 696 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	30 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	776 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	1 331 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 777 063,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	673 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	503 563,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 558 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	769 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 801 577,50**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	521 044,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 886,50
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 785 792,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 700,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	776 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 500,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 077 063,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673 500,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 563,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**24 833 688,00**	**16 228 379,51**	**0,00**	**0,00**	**608 390,10**	**12 884 965,43**	**5 238 652,18**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	3 181 344,76	0,00	0,00	273 675,00	1 805 431,26	642 503,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 942 779,81	0,00	0,00	314 854,10	9 727 701,17	3 711 839,18	0,00
014	Atténuations de produits	23 929 688,00	2 353 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 266 192,94	0,00	0,00	15 000,00	1 306 208,00	884 310,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	904 000,00	55 000,00	0,00	0,00	4 861,00	45 625,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	400 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**32 011 188,00**	**25 998 761,38**	**0,00**	**0,00**	**158 300,00**	**3 680 793,00**	**2 642 500,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	570 525,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	393 200,00	0,00	0,00	143 000,00	2 518 376,00	690 920,00	0,00
73	Impôts et taxes	27 092,00	23 586 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	20 335 192,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	11 648 904,00	158 580,00	0,00	0,00	0,00	719 457,00	1 949 580,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	150 500,00	0,00	0,00	15 300,00	442 960,00	2 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	1 117 088,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	22 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 366 592,61**	**2 534 617,53**	**28 419 134,39**	**19 179 819,41**		**112 294 239,16**
011	Charges à caractère général	0,00	621 791,00	1 435 734,20	8 649 957,00	1 190 370,00		17 800 806,22
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 612 801,61	819 243,33	4 316 807,39	953 973,41		30 400 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	9 755 150,00		36 037 838,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	132 000,00	279 640,00	15 390 524,00	7 107 108,00		26 380 982,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	41 846,00	173 218,00		1 224 550,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00		50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		400 062,00
RECETTES		**0,00**	**602 684,17**	**722 968,00**	**36 308 049,00**	**14 498 606,60**		**116 623 850,15**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		570 525,38
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	497 959,17	287 168,00	3 042 500,00	787 499,60		8 360 622,77
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		23 613 570,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	33 159 009,00	12 500 000,00		65 994 201,00
74	Dotations et participations	0,00	104 725,00	0,00	60 100,00	1 055 150,00		15 696 496,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	435 800,00	44 940,00	155 957,00		1 247 457,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 117 088,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00		23 890,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**24 833 688,00**
661	Charges d'intérêts	904 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	23 929 688,00
RECETTES		**32 011 188,00**
731	Fiscalité locale	20 335 192,00
732	Fiscalité reversée	27 092,00
741	D.G.F.	7 854 382,00
744	FCTVA	50 000,00
748	Autres attributions et participations	3 744 522,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**15 529 529,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	672 701,80	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	172 079,26	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	169 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	47 981,14	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	897 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	164 751,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	6 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	94 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	31 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	169 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	112 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	153 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	14 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	258 713,56	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	214 832,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	111 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 581 900,81	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 272 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	841 421,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	106 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	222 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	188 402,94	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	400 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	2 353 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**25 998 761,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	110 525,38	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	393 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	23 586 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	158 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	60 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	1 117 088,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	22 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**698 850,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	6 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	688 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 228 379,51**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673 051,80
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 079,26
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 981,14
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897 808,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 751,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 280,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 761,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 270,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 910,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 713,56
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 832,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 581 900,81
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 272 865,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	841 421,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	688 900,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 890,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 402,94
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 062,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 353 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 998 761,38**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 525,38
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 200,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 586 478,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 580,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 500,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 117 088,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 390,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**561 315,10**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 100,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 700,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 300,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 576,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 474,10	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 488,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	316,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 861,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 300,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 300,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**47 075,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	14 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	75,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**608 390,10**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 250,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 750,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 200,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 800,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 576,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 474,10
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 488,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	316,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 861,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 300,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**104 956,00**	**1 645 838,31**	**0,00**	**0,00**	**3 552 586,60**	**0,00**	**282 157,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	7 600,00	0,00	0,00	285 590,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	90 200,00	0,00	0,00	139 570,00	0,00	360,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 500,00	0,00	0,00	59 538,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	17 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	100,00	0,00	0,00	3 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	22 200,00	0,00	0,00	154 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	46 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	30 100,00	0,00	0,00	141 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 633,00	10 517,00	0,00	0,00	71 887,00	0,00	5 973,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	300,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	75 056,00	284 869,31	0,00	0,00	1 840 108,60	0,00	164 420,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	26 862,00	105 565,00	0,00	0,00	719 644,00	0,00	75 134,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
647	Autres charges sociales	405,00	887,00	0,00	0,00	6 729,00	0,00	1 170,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 083 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	45 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**915 686,00**	**0,00**	**0,00**	**997 547,00**	**0,00**	**130 000,00**	**60 000,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	537 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	547 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	60 800,00	0,00	0,00	28 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	307 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**467 470,00**	**85 000,00**	**699 537,60**	**0,00**	**0,00**	**51 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	18 600,00	0,00	27 050,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	70,00	0,00	4 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	2 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	29 300,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	9 000,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 287,00	0,00	18 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	253 535,00	0,00	429 126,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	96 635,00	0,00	170 119,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	993,00	0,00	1 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	76 700,00	85 000,00	20 300,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	1 978,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**88 600,00**	**0,00**	**75 960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	75 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**5 887 605,92**	**36 700,00**	**34 000,00**	**33 464,00**	**3 950,00**	**0,00**	**12 884 965,43**
604	Achats d'études, prestations de services	19 858,26	27 700,00	22 500,00	0,00	1 000,00	0,00	72 858,26
606	Achats non stockés de matières et fourni	28 210,00	3 300,00	3 700,00	0,00	1 450,00	0,00	382 900,00
611	Contrats de prestations de services	211 000,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	450 830,00
613	Locations	7 200,00	3 300,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
615	Entretien et réparations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 798,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 525,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00
618	Divers	200,00	100,00	0,00	600,00	0,00	0,00	5 690,00
621	Personnel extérieur au service	460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	464 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	4 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	213 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 000,00	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 350,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
627	Services bancaires et assimilés	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
628	Divers	285 200,00	0,00	4 200,00	200,00	0,00	0,00	486 030,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	144 510,00	0,00	0,00	823,00	0,00	0,00	263 697,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
641	Rémunérations du personnel	3 394 437,66	0,00	0,00	18 171,00	0,00	0,00	6 459 724,17
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 319 187,00	0,00	0,00	6 970,00	0,00	0,00	2 520 116,00
647	Autres charges sociales	8 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 164,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 280 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 208,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 625,00
RECETTES		**1 247 000,00**	**30 000,00**	**59 000,00**	**0,00**	**77 000,00**	**0,00**	**3 680 793,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
706	Prestations de services	725 000,00	30 000,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	1 406 490,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	677 886,00
747	Participations	522 000,00	0,00	31 000,00	0,00	77 000,00	0,00	719 457,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 960,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**66 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 503,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 150,00	0,00	0,00	0,00	11 303,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	59 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**299 410,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 600,00**	**2 962 801,69**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	17 500,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	700,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	47 200,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 750,00	0,00	0,00
618	Divers	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 920,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 955,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 867 721,69	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	737 760,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 295,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	285 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**74 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**1 784 250,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404 220,00	0,00	0,00
747	Participations	74 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	1 380 030,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**453 969,83**	**1 427 717,66**	**0,00**	**0,00**	**5 238 652,18**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 000,00	2 100,00	0,00	0,00	67 053,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	215 400,00	21 930,00	0,00	0,00	401 330,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	27 600,00	0,00	0,00	27 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00	17 950,00
618	Divers	0,00	0,00	50,00	6 550,00	0,00	0,00	11 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 920,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	26 500,00	0,00	0,00	30 150,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	9 050,00	0,00	0,00	22 050,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	6 625,00	21 841,00	0,00	0,00	104 421,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	169 215,83	546 123,66	0,00	0,00	2 583 061,18
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	61 284,00	211 430,00	0,00	0,00	1 010 474,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	395,00	2 993,00	0,00	0,00	12 683,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	539 700,00	0,00	0,00	825 310,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**347 700,00**	**422 550,00**	**0,00**	**0,00**	**2 642 500,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	286 700,00	0,00	0,00	0,00	690 920,00
747	Participations	0,00	0,00	61 000,00	422 550,00	0,00	0,00	1 949 580,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**345 882,00**	**1 090 281,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**267 311,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 176,00
611	Contrats de prestations de services	312 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 135,00
618	Divers	0,00	1 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	475,00	25 413,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 757,00	675 408,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	4 602,00	258 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	48,00	3 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	112 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**46 725,00**	**362 959,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
706	Prestations de services	0,00	163 526,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	199 432,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	46 725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**633 118,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 134,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	451 043,06	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	161 940,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 801,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 366 592,61**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 826,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 135,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 830,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 022,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 140 208,61
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 810,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 761,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**602 684,17**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 526,40
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 432,77
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 725,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**1 298 107,36**	**0,00**	**0,00**	**165 440,00**	**0,00**	**0,00**	**1 071 070,17**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	232 182,20	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	26 250,00	0,00	0,00	101 544,00	0,00	0,00	926 262,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	17 046,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	45 300,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	10 000,00	0,00	0,00	37 150,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	18 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 146,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	476 724,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 728,17
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	177 214,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 412,00
647	Autres charges sociales	0,00	1 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	279 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**580 068,00**	**0,00**	**0,00**	**2 900,00**	**0,00**	**0,00**	**140 000,00**
708	Autres produits	0,00	147 168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	432 900,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 534 617,53**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232 682,20
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 054 056,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 046,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 300,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 150,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 027,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577 452,33
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 626,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 138,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 640,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**722 968,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 168,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**2 599 442,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 477 247,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 600,00	0,00	0,00	0,00	502 271,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	114 379,00	0,00	0,00	0,00	7 128 350,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	305 500,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	137 630,00	0,00	0,00	0,00	50 560,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	442,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	7 800,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	59 805,00	0,00	0,00	0,00	195 796,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 072,00	0,00	0,00	0,00	77 002,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 650,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	170 485,00	0,00	0,00	0,00	1 983 962,98	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	61 965,00	0,00	0,00	0,00	771 013,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	740,00	0,00	0,00	0,00	5 797,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	1 995 824,00	0,00	0,00	0,00	13 347 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	200,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	41 846,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**107 440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 853 309,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 605 000,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	31 231 709,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
747	Participations	45 000,00	0,00	0,00	0,00	15 100,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	44 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 342 444,41**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	101 616,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	28 373,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	778 817,41	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	427 936,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	4 202,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 347 300,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	1 420 000,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	1 927 300,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 419 134,39**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 871,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 242 729,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 116,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 190,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 601,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 447,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 650,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 933 265,39
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 914,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 739,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 342 824,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 700,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 846,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 308 049,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 605 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437 500,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 159 009,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 100,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 940,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**1 088 679,00**	**0,00**	**0,00**	**18 079 140,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	281 700,00	0,00	0,00	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	82 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	600,00	0,00	0,00	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	217 000,00	0,00	0,00	35 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	119 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	88 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 920,00	0,00	0,00	12 836,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	343 400,00	0,00	0,00	346 710,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	114 299,00	0,00	0,00	123 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	60,00	0,00	0,00	1 055,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	7 040 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	66 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	173 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	8 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	855 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**13 898 606,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	178 499,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	600 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	12 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	223 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	691 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	155 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 179 819,41**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 970,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 756,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690 110,41
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 992,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 040 808,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 300,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 218,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 900 000,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	855 150,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 498 606,60**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 499,60
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 512,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	691 638,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 957,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**78 350 192,59**									
1641 Emprunts en euros (total)					78 350 192,59									
0036355M (CE2015-01)	CREDIT FONCIER	22/07/2015	28/09/2015	28/12/2015	2 587 500,00	F	FIXE	2,380	2,419		T	C	O	A-1
00600615825-Sillages (CA2011-0	CREDIT AGRICOLE	16/11/2011	20/12/2011	20/03/2012	3 000 000,00	V	MOYEURIBOR03M	3,039	3,679		T	P	O	A-1
00600623576 (CA2012-01)	CREDIT AGRICOLE	09/12/2012	12/01/2012	12/04/2012	1 000 000,00	F	FIXE	5,150	5,251		T	P	O	A-1
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	13 322,69	F	FIXE	4,030	4,832		A	P	O	A-1
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	145 066,29	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	15 398,27	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	17/03/2020	11 918,27	F	FIXE	5,020	5,167		T	P	O	A-1
00754990049-7104891 (NEF2021-0	LA NEF	26/11/2021	26/11/2021	13/12/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,800	0,796		A	C	O	A-1
1129870 (1129870)	CAISSE DEPOT CON.	01/02/2009	01/02/2009	01/02/2010	1 000 000,00	F	FIXE	4,470	4,471		A	P	O	A-1
1340118-EP AURIBEAU (CDC2018-0	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	36 178,44	V	LIVRETA	1,750	3,207		T	C	O	A-1
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	17 806,80	V	LIVRETA	1,750	2,796		T	C	O	A-1
1340130 EP AURIBEAU (CDC2018-0	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	6 908,42	V	LIVRETA	1,500	2,998		T	C	O	A-1
1589613 (SG2019-01)	SOCIETE GENERALE	09/08/2019	01/10/2019	01/01/2020	3 000 000,00	F	FIXE	0,550	0,559		T	C	O	A-1
1701 (1701)	SOCIETE GENERALE	11/07/2017	17/07/2017	17/10/2017	4 300 000,00	F	FIXE	1,230	1,254		T	C	O	A-1
2011.074 (2011.074)	CAISSE D'EPARGNE	11/08/2011	07/12/2011	25/03/2012	1 400 000,00	V	E3M	5,480	4,293		T	C	O	A-1
2013.059/A1013169 (2013.059)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	03/06/2013	25/09/2013	510 000,00	F	FIXE	4,890	4,981		T	C	O	A-1
2013.060/A1013170 (2013.060)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	25/09/2013	25/12/2013	1 000 000,00	F	FIXE	5,010	5,106		T	C	O	A-1
2655/001 (SG2020-01)	SOCIETE GENERALE	07/10/2020	15/10/2020	15/01/2021	3 000 000,00	F	FIXE	0,600	0,610		T	C	O	A-1
2952/001 (SG2021-01)	SOCIETE GENERALE	30/11/2021	10/12/2021	10/03/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,860	0,875		T	C	O	A-1
407543 (CDC-01-T05)	CAISSE DEPOT CON.	16/03/2012	16/09/2015	01/12/2015	6 000 000,00	F	FIXE	2,570	2,570		T	P	O	A-1
53188 (CDC53188)	CAISSE DEPOT CON.	01/08/2016	09/09/2016	09/09/2017	1 417 200,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
A1013428 (CE2013)	CAISSE D'EPARGNE	26/07/2013	25/08/2013	25/11/2013	2 639 561,44	F	FIXE	5,070	5,238		T	P	O	A-1
A1013699 (CE2013-2)	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2013	31/10/2013	25/02/2014	3 500 000,00	F	FIXE	3,860	4,023		T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2018	01/01/2020	25/03/2020	10 230,66	F	FIXE	5,170	5,368		T	P	O	A-1
BD6472 (CA)	CREDIT AGRICOLE	10/11/2010	21/12/2010	21/12/2011	4 000 000,00	F	FIXE	3,110	3,156		A	P	O	A-1
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	12/08/2016	19/09/2017	01/01/2018	1 700 000,00	F	FIXE	1,160	1,160		T	C	O	A-1
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/04/2016	7 329 654,11	F	FIXE	2,950	2,994		A	X Libre	O	A-1
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	19 900 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	2 000 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MON270563EUR (DX)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/07/2010	01/09/2010	01/01/2011	750 000,00	F	FIXE	2,870	2,901		T	P	O	A-1
MON525934EUR EP AURIBEAU (SFIL	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/12/2011	01/01/2020	05/01/2020	20 960,00	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
MON526035EUR EP LA ROQUETTE (S	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	01/01/2019	01/01/2020	05/01/2020	38 487,20	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
MON544141EUR (LBP2022-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	08/08/2022	01/09/2022	01/03/2023	3 000 000,00	F	FIXE	2,710	2,729		S	C	O	A-1
SG2018-01 (SG2018-01)	SOCIETE GENERALE	12/10/2018	22/10/2018	22/01/2019	1 000 000,00	F	FIXE	1,500	1,531		T	C	O	A-1
SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	SOCIETE GENERALE	20/01/2010	20/01/2010	20/01/2011	1 000 000,00	V	E3M	0,470	0,623		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**6 275 319,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					6 275 319,00									
5378108 (CDC2021-01)	CAISSE DEPOT CON.	24/07/2020	01/01/2021	01/02/2021	1 100 000,00	F	FIXE	0,560	0,569		T	P	O	A-1
AVANCE (AVANCE)	Direction Générale des Finances Publiques	12/01/2021	31/01/2021	01/08/2022	1 175 319,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
MIP (TAMIP)	REMBOURSEMENT VILLE DE GRASSE	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	4 000 000,00	F	FIXE	4,500	4,566		A	C	O	A-1
Total général					**84 625 511,59**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**300 000,00**		**42 818 722,33**					**4 464 466,18**	**1 099 343,09**	**1 266,30**	**225 403,41**
1641 Emprunts en euros (total)		300 000,00		42 818 722,33					4 464 466,18	1 099 343,09	1 266,30	225 403,41
0036355M (CE2015-01)	N	0,00	A-1	1 390 781,25	10,74	F	FIXE	2,380	129 375,00	31 945,92	0,00	333,57
00600615825-Sillages (CA2011-0	N	0,00	A-1	2 033 022,64	16,97	V	MOYEURIBOR03M	5,762	76 100,84	105 958,55	0,00	3 475,90
00600623576 (CA2012-01)	N	0,00	A-1	483 814,70	7,03	F	FIXE	5,150	56 552,68	23 835,92	0,00	4 843,27
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	7 317,17	4,17	F	FIXE	4,030	1 350,14	294,88	0,00	201,60
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	85 742,21	5,17	F	FIXE	3,430	13 113,14	2 940,96	0,00	2 088,50
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	N	0,00	A-1	9 101,21	5,17	F	FIXE	3,430	1 391,92	312,17	0,00	221,69
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	5 960,40	3,96	F	FIXE	5,020	1 380,51	273,49	0,00	9,58
00754990049-7104891 (NEF2021-0	N	0,00	A-1	1 275 000,00	16,95	F	FIXE	0,800	75 000,00	10 200,00	0,00	499,73
1129870 (1129870)	N	0,00	A-1	336 889,39	4,08	F	FIXE	4,470	61 617,47	15 058,96	0,00	11 259,60
1340118-EP AURIBEAU (CDC2018-0	N	0,00	A-1	24 316,64	10,00	V	LIVRETA	4,000	2 372,36	856,68	0,00	184,19
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	N	0,00	A-1	11 968,55	10,00	V	LIVRETA	4,000	1 167,67	421,65	0,00	74,83
1340130 EP AURIBEAU (CDC2018-0	N	0,00	A-1	4 782,82	11,00	V	LIVRETA	3,750	425,12	157,78	0,00	33,92
1589613 (SG2019-01)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,75	F	FIXE	0,550	200 000,00	10 734,17	0,00	2 530,00
1701 (1701)	N	0,00	A-1	2 221 666,57	7,54	F	FIXE	1,230	286 666,68	26 364,19	0,00	5 024,55
2011.074 (2011.074)	N	0,00	A-1	793 333,16	16,98	V	E3M	4,571	46 666,68	33 757,75	0,00	646,04
2013.059/A1013169 (2013.059)	N	0,00	A-1	216 750,00	8,48	F	FIXE	4,890	25 500,00	10 131,47	0,00	181,85
2013.060/A1013170 (2013.060)	N	0,00	A-1	437 500,00	8,73	F	FIXE	5,010	50 000,00	20 979,38	0,00	377,49
2655/001 (SG2020-01)	N	0,00	A-1	2 200 000,00	10,79	F	FIXE	0,600	200 000,00	12 926,66	0,00	2 600,00
2952/001 (SG2021-01)	N	0,00	A-1	1 275 000,00	16,94	F	FIXE	0,860	75 000,00	10 871,39	0,00	630,67
407543 (CDC-01-T05)	N	0,00	A-1	2 724 292,93	5,67	F	FIXE	2,570	445 696,41	65 117,39	0,00	4 994,78
53188 (CDC53188)	N	0,00	A-1	850 320,00	11,69	F	FIXE	0,000	70 860,00	0,00	0,00	0,00
A1013428 (CE2013)	N	0,00	A-1	1 483 746,97	8,65	F	FIXE	5,070	138 235,18	72 604,50	0,00	6 858,82

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
A1013699 (CE2013-2)	N	**0,00**	A-1	**933 333,48**	3,90	F	FIXE	3,860	233 333,32	33 093,25	0,00	2 777,06
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	N	0,00	A-1	6 822,84	7,23	F	FIXE	5,170	795,21	342,11	0,00	6,06
BD6472 (CA)	N	0,00	A-1	2 584 494,33	15,97	F	FIXE	3,110	126 704,48	81 494,13	0,00	2 335,58
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	N	0,00	A-1	906 666,76	7,75	F	FIXE	1,160	113 333,32	10 024,33	0,00	2 300,67
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	N	0,00	A-1	5 738 654,11	13,25	F	FIXE	2,950	265 000,00	171 641,55	0,00	123 347,27
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	N	0,00	A-1	7 959 999,88	5,92	F	FIXE	2,950	1 326 666,68	223 160,54	0,00	16 850,51
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	N	0,00	A-1	800 000,12	5,92	F	FIXE	2,950	133 333,32	22 428,20	0,00	1 693,52
MON270563EUR (DX)	N	0,00	A-1	396 306,16	10,75	F	FIXE	2,870	31 100,37	11 041,27	0,00	2 620,35
MON525934EUR EP AURIBEAU (SFIL	N	0,00	A-1	7 452,86	2,01	F	FIXE	5,740	3 194,76	359,84	0,00	58,44
MON526035EUR EP LA ROQUETTE (S	N	0,00	A-1	13 685,26	2,01	F	FIXE	5,740	5 866,24	660,76	0,00	107,32
MON544141EUR (LBP2022-01)	N	0,00	A-1	2 700 000,00	17,67	F	FIXE	2,710	150 000,00	72 153,75	0,00	23 289,53
SG2018-01 (SG2018-01)	N	0,00	A-1	599 999,92	8,81	F	FIXE	1,500	66 666,68	8 744,44	0,00	1 577,77
SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	O	300 000,00	A-1	300 000,00	5,05	V	FIXE	2,230	50 000,00	8 455,06	1 266,30	1 368,75
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**3 065 005,73**					**449 195,25**	**50 485,23**	**0,00**	**19 274,75**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		**0,00**		**0,00**					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		3 065 005,73					449 195,25	50 485,23	0,00	19 274,75
5378108 (CDC2021-01)	N	0,00	A-1	889 686,73	15,83	F	FIXE	0,560	53 308,75	4 860,23	0,00	774,75
AVANCE (AVANCE)	N	0,00	A-1	1 175 319,00	5,58	F	FIXE	0,000	195 886,50	0,00	0,00	0,00
MIP (TAMIP)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	4,50	F	FIXE	4,500	200 000,00	45 625,00	0,00	18 500,00
Total général		**300 000,00**		**45 883 728,06**					**4 913 661,43**	**1 149 828,32**	**1 266,30**	**244 678,16**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	38	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	45 883 728,06	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**300 000,00**					**300 000,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
4131272M (SWAPSG)	SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	300 000,00	20/01/2030	NATIXIS	SWAP	Taux	300 000,00	20/07/2014	20/01/2030	T	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**300 000,00**					**300 000,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						149 135,99	8 809,64		
4131272M (SWAPSG)	SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	FIXE	2,230	E3M	3,220	149 135,99	8 809,64	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						149 135,99	8 809,64		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-07-06
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	21311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	21312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	21313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	21314 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	21315 -CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	21316 -EQUIPEMENTS DU CIMETIERE	0	10/01/2014
L	21532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014
L	21533 - RESEAUX CABLES	0	10/01/2014
L	21572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215731 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014
L	215738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	215741 - INSTALLATIONS,MAT.OUTIL.CANTINES SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215742 -INSTALLATIONS,MAT.OUTIL.COLONIES DE VACANC	0	10/01/2014
L	21611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21621 -BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21622 -DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21712 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21713- TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21714- TERRAINS DE GISEMENT	0	10/01/2014
L	21717 -BOIS ET FORETS	0	10/01/2014
L	21718- AUTRES TERRAINS	0	10/01/2014
L	21721 - PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	0	10/01/2014
L	217311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	217312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	217313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	217341 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	217315 - CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	217318 -AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	217321- IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	217328 - AUTRES BATIMENTS PRIVES	0	10/01/2014

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21741- CONST./SOL AUTRUI - BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	21742 - CONST./SOL AUTRUI - IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	21745 - CONST./SOL AUTRUI - INSTAL. GEN., AGENC.,	0	10/01/2014
L	21752 - INSTALLATIONS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	217531 - RESEAUX DE TRANSMISSION	0	10/01/2014
L	217532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014
L	217533 - RESEAUX CABLES	0	10/01/2014
L	217534 - RESEAUX D'ELECTRIFICATION	0	10/01/2014
L	217561 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014
L	217568 - MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DEFE	0	10/01/2014
L	217571 - MATERIEL FERROVIAIRE	0	10/01/2014
L	217572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	217578 - AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	0	10/01/2014
L	217611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	217612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	217621 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	217622 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	217821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	0	10/01/2014
L	21785 - MATERIEL DE TELEPHONIE	0	10/01/2014
L	21786 - CHEPTEL	0	10/01/2014
L	2186 - CHEPTEL	0	10/01/2014
L	2211- TERRAINS NUS	0	10/01/2014
L	2212 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	2213 - TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014
L	2318 -AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014
L	2324 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014
L	2328- AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	10/01/2014
L	2041511 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BIENS MOB.MAT.ETU	5	06/07/2023
L	2041512 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BATS ET INSTALL.	15	06/07/2023
L	20415322 - SUB.EQ.VERS.CCAS-BATIMENTS ET INSTALLAT	15	06/07/2023
L	21321 -IMMEUBLES DE RAPPORT	30	06/07/2023
L	21328 -AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	06/07/2023
L	21351- BATIMENTS PUBLICS	15	06/07/2023
L	21352 -BATIMENTS PRIVES	15	06/07/2023
L	2175731 - MATERIEL ROULANT	25	06/07/2023
L	2175738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	217828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	5	06/07/2023
L	217831- MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	06/07/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	217838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	06/07/2023
L	217841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	10	06/07/2023
L	217848 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	10	06/07/2023
L	21821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	5	06/07/2023
L	21828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	5	06/07/2023
L	21831 - MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	06/07/2023
L	21838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	06/07/2023
L	21841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIERS SCOLAIRES	10	06/07/2023
L	21848- AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	10	06/07/2023
L	2185 - MATERIEL DE TELEPHONIE	5	06/07/2023
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	06/07/2023
L	2188-APPAREIL DE LEVAGE ASCENSEURS	25	06/07/2023
L	2138-AUTRES CONSTRUCTIONS	10	06/07/2023
L	2141-(M14) CONST. SUR SOL D'AUTRUI BATS PUBLICS	30	06/07/2023
L	2145-INST GEN AGENC AMENA CONST S/SOL D'AUTRUI	15	06/07/2023
L	2148-AUTRES CONST S/SOL D'AUTRUI	15	06/07/2023
L	2181-INSTAL GEN AGENC AMENAG DIVERS	15	06/07/2023
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	10	06/07/2023
L	21571-CAMIONS ET VEHICULES INDUSTRIELS	8	06/07/2023
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS DE CUISINE	10	06/07/2023
L	2088-AUTRES IMMO INCORPORELLES	2	06/07/2023
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	06/07/2023
L	2158-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	20422-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	21568 - MATERIEL INCENDIE FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	21578 - MAT OUTIL VOIRIE FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	06/07/2023
L	2142-IMMEUBLE DE RAPPORT CONST S/SOL D'AUTRUI	30	06/07/2023
L	21561- (M14) VEHICULE INCENDIE	8	06/07/2023
L	21568-MATERIEL INCENDIE	6	06/07/2023
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	06/07/2023
L	2188-APPAREIL DE LABORATOIRE	5	06/07/2023
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	06/07/2023
L	2087- AUTRES IMMO INCOR RECU MAD	2	06/07/2023
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	6	06/07/2023
L	2158-INST MAT ET OUTILLE TECHNIQUE	6	06/07/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	2121-PLANTATIONS	15	06/07/2023
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	06/07/2023
L	21538-RESEAUX DIVERS	25	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS SPORTIFS	10	06/07/2023
L	204182-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	20422-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	204411- SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204412- SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041581-SUB EQUIP BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204183-SUB PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NATIONAL	30	06/07/2023
L	204113-SUBV PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NAL	30	06/07/2023
L	20421-SUBV EQUIPT BIENS MOBI MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204132-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	204122-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	20421-SUBV EQUIPT AIDES INVEST ENTREPRISES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041582-SUBV EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041411-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041412-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041481-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041482-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL(15 ANS)	15	06/07/2023
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	06/07/2023
L	2152-INSTALLATIONS DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	21578-MAT ET OUTILLAGE DE VOIRIE	6	06/07/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 006	Intitulé de l'opération : STEP AUDIBERGUE ANDON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 197,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	10 197,80	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 197,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 009	Intitulé de l'opération : AUBERGE DE BRIANCONNET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**34 275,61**	**16 442,42**	**12 000,00**	**28 442,42**
4581009 AUBERGE DE BRIANCONNET (5)	34 275,61	16 442,42	12 000,00	28 442,42
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**34 275,61**	**16 442,42**	**12 000,00**	**28 442,42**
RECETTES (b)	**27,36**	**348 011,10**	**1 540,41**	**349 551,51**
4582009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	27,36	348 011,10	1 540,41	349 551,51
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**27,36**	**348 011,10**	**1 540,41**	**349 551,51**

N° opération : 01	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 700 000,00**	**1 700 000,00**
458101 AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE (5)	1 000 000,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 700 000,00**	**1 700 000,00**
RECETTES (b)	**885 572,00**	**0,00**	**1 700 000,00**	**1 700 000,00**
458201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	885 572,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**885 572,00**	**0,00**	**1 700 000,00**	**1 700 000,00**

N° opération : 016	Intitulé de l'opération : DMO EGLISE LES MUJOULS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 704,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582016 DMO EGLISE LES MUJOULS (5)	1 704,36	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 704,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**94 880,00**	**36 000,00**	**900 000,00**	**936 000,00**
458102 AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC (5)	94 880,00	36 000,00	900 000,00	936 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**94 880,00**	**36 000,00**	**900 000,00**	**936 000,00**
RECETTES (b)	**166 880,00**	**0,00**	**900 000,00**	**900 000,00**
458202 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	166 880,00	0,00	900 000,00	900 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**166 880,00**	**0,00**	**900 000,00**	**900 000,00**

N° opération : 022	Intitulé de l'opération : SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**341 498,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581022 SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES (5)	341 498,81	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**341 498,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**341 498,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581022 4582022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	341 498,81	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**341 498,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 024	Intitulé de l'opération : RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**841 264,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581024 RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (5)	841 264,67	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**841 264,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**807 329,70**	**38 057,71**	**109,67**	**38 167,38**
4581024 4582024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	807 329,70	38 057,71	109,67	38 167,38
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**807 329,70**	**38 057,71**	**109,67**	**38 167,38**

N° opération : 027	Intitulé de l'opération : DMO SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**250 804,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581027 SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS (5)	250 804,55	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**250 804,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**4 973,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582027 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	4 973,30	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 973,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 030	Intitulé de l'opération : RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**869 608,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581030 RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (5)	869 608,75	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**869 608,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**669 608,75**	**206 391,25**	**0,00**	**206 391,25**
4582030 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	669 608,75	206 391,25	0,00	206 391,25
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**669 608,75**	**206 391,25**	**0,00**	**206 391,25**

N° opération : 031	Intitulé de l'opération : PARKING NOTRE DAME DES FLEURS GRASSE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**2 967,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581031 PARKING PLACE DE LA BUANDERIE GRASSE (5)	2 967,03	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 967,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 032	Intitulé de l'opération : RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**75 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581032 RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (5)	75 220,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**75 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**75 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582032 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	75 220,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**75 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 033	Intitulé de l'opération : SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**51 005,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582033 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	51 005,20	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**51 005,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 034	Intitulé de l'opération : RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**154 284,62**	**2 107,22**	**62 252,33**	**64 359,55**
4581034 RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (5)	154 284,62	2 107,22	62 252,33	64 359,55
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**154 284,62**	**2 107,22**	**62 252,33**	**64 359,55**
RECETTES (b)	**43 858,75**	**200 141,25**	**0,00**	**200 141,25**
4582034 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	43 858,75	200 141,25	0,00	200 141,25
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**43 858,75**	**200 141,25**	**0,00**	**200 141,25**

N° opération : 035	Intitulé de l'opération : GITE PASTORAL D'ADOM ENR LES MUJOULS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**56 940,00**	**56 940,00**
4581035 GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS (5)	0,00	0,00	56 940,00	56 940,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**56 940,00**	**56 940,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**19 232,00**	**37 708,00**	**56 940,00**
4582035 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	19 232,00	37 708,00	56 940,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**19 232,00**	**37 708,00**	**56 940,00**

N° opération : 036	Intitulé de l'opération : GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**440,33**	**202 752,00**	**2 923 103,66**	**3 125 855,66**
4581036 GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU (5)	440,33	202 752,00	2 923 103,66	3 125 855,66
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**440,33**	**202 752,00**	**2 923 103,66**	**3 125 855,66**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**3 126 295,99**	**3 126 295,99**
4582036 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	3 126 295,99	3 126 295,99
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**3 126 295,99**	**3 126 295,99**

N° opération : 037	Intitulé de l'opération : TERRE DES LACS SAINT-AUBAN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**31 164,07**	**2 449,15**	**0,00**	**2 449,15**
4581037 TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (5)	31 164,07	2 449,15	0,00	2 449,15
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**31 164,07**	**2 449,15**	**0,00**	**2 449,15**
RECETTES (b)	**0,00**	**36 000,00**	**0,00**	**36 000,00**
4582037 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**36 000,00**	**0,00**	**36 000,00**

N° opération : 038	Intitulé de l'opération : ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581038 ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**52 501,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582038 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	52 501,78	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**52 501,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 039	Intitulé de l'opération : PARKING LA ROQUE GRASSE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**206 632,93**	**181 486,08**	**1 600 000,00**	**1 781 486,08**
4581039 PARKING LA ROQUE GRASSE (5)	206 632,93	181 486,08	1 600 000,00	1 781 486,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**206 632,93**	**181 486,08**	**1 600 000,00**	**1 781 486,08**
RECETTES (b)	**202 929,56**	**0,00**	**1 600 000,00**	**1 600 000,00**
4582039 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	202 929,56	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**202 929,56**	**0,00**	**1 600 000,00**	**1 600 000,00**

N° opération : 041	Intitulé de l'opération : SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**29 790,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581041 SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN (5)	29 790,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**29 790,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**14 930,00**	**15 000,00**	**0,00**	**15 000,00**
4582041 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	14 930,00	15 000,00	0,00	15 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**14 930,00**	**15 000,00**	**0,00**	**15 000,00**

N° opération : 042	Intitulé de l'opération : RENOV APPART RUE LAUGIER SAINT VALLIER DE THIEY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**41 867,42**	**0,00**	**86 532,58**	**86 532,58**
4581042 RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (5)	41 867,42	0,00	86 532,58	86 532,58
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**41 867,42**	**0,00**	**86 532,58**	**86 532,58**
RECETTES (b)	**31 760,64**	**79 839,36**	**16 800,00**	**96 639,36**
4582042 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	31 760,64	79 839,36	16 800,00	96 639,36
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**31 760,64**	**79 839,36**	**16 800,00**	**96 639,36**

N° opération : 043	Intitulé de l'opération : CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**9 809,80**	**50 394,20**	**458 500,80**	**508 895,00**
4581043 CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY (5)	9 809,80	50 394,20	458 500,80	508 895,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 809,80**	**50 394,20**	**458 500,80**	**508 895,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**518 704,80**	**518 704,80**
4582043 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	518 704,80	518 704,80
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**518 704,80**	**518 704,80**

N° opération : 044	Intitulé de l'opération : RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**68 342,76**	**828,00**	**516,24**	**1 344,24**
4581044 RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS (5)	68 342,76	828,00	516,24	1 344,24
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**68 342,76**	**828,00**	**516,24**	**1 344,24**
RECETTES (b)	**22 299,84**	**54 356,16**	**0,00**	**54 356,16**
4582044 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	22 299,84	54 356,16	0,00	54 356,16
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**22 299,84**	**54 356,16**	**0,00**	**54 356,16**

N° opération : 045	Intitulé de l'opération : RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**163 168,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581045 RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY (5)	163 168,47	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**163 168,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**72 134,01**	**111 771,99**	**0,00**	**111 771,99**
4582045 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	72 134,01	111 771,99	0,00	111 771,99
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**72 134,01**	**111 771,99**	**0,00**	**111 771,99**

N° opération : 046	Intitulé de l'opération : VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**35 440,87**	**8 144,00**	**1 303,53**	**9 447,53**
4581046 VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (5)	35 440,87	8 144,00	1 303,53	9 447,53
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**35 440,87**	**8 144,00**	**1 303,53**	**9 447,53**
RECETTES (b)	**11 820,61**	**33 067,79**	**0,00**	**33 067,79**
4582046 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	11 820,61	33 067,79	0,00	33 067,79
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**11 820,61**	**33 067,79**	**0,00**	**33 067,79**

N° opération : 047	Intitulé de l'opération : VALDEROURE REFECTION VOIRIES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**69 818,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581047 VALDEROURE REFECTION VOIRIES (5)	69 818,40	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**69 818,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**69 818,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582047 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	69 818,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**69 818,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 048	Intitulé de l'opération : SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**610 688,20**	**157 777,09**	**15 846,76**	**173 623,85**
4581048 SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (5)	610 688,20	157 777,09	15 846,76	173 623,85
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**610 688,20**	**157 777,09**	**15 846,76**	**173 623,85**
RECETTES (b)	**323 500,35**	**483 868,65**	**0,00**	**483 868,65**
4582048 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	323 500,35	483 868,65	0,00	483 868,65
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**323 500,35**	**483 868,65**	**0,00**	**483 868,65**

N° opération : 050	Intitulé de l'opération : CABRIS HALLE MARCHE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**7 296,00**	**4 080,00**	**507 024,00**	**511 104,00**
4581050 CABRIS HALLE MARCHE (5)	7 296,00	4 080,00	507 024,00	511 104,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**7 296,00**	**4 080,00**	**507 024,00**	**511 104,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**129 600,00**	**388 800,00**	**518 400,00**
4582050 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	129 600,00	388 800,00	518 400,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**129 600,00**	**388 800,00**	**518 400,00**

N° opération : 051	Intitulé de l'opération : VALDEROURE 6 LOGEMENTS GITE MALAMAIRE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**624 000,00**	**624 000,00**
4581051 VALDEROURE 6 LOGEMENTS GITE MALAMAIRE (5)	0,00	0,00	624 000,00	624 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**624 000,00**	**624 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**624 000,00**	**624 000,00**
4582051 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	624 000,00	624 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**624 000,00**	**624 000,00**

N° opération : 052	Intitulé de l'opération : VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**69 960,00**	**69 960,00**
4581052 VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE (5)	0,00	0,00	69 960,00	69 960,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**69 960,00**	**69 960,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**69 960,00**	**69 960,00**
4582052 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	69 960,00	69 960,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**69 960,00**	**69 960,00**

N° opération : 053	Intitulé de l'opération : VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**43 056,13**	**0,00**	**88 943,87**	**88 943,87**
4581053 VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF (5)	43 056,13	0,00	88 943,87	88 943,87
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**43 056,13**	**0,00**	**88 943,87**	**88 943,87**
RECETTES (b)	**14 080,00**	**117 920,00**	**0,00**	**117 920,00**
4582053 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	14 080,00	117 920,00	0,00	117 920,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**14 080,00**	**117 920,00**	**0,00**	**117 920,00**

N° opération : 054	Intitulé de l'opération : VALDEROURE VOIRIE 2024			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**69 096,00**	**0,00**	**504,00**	**504,00**
4581054 VALDEROURE VOIRIE 2024 (5)	69 096,00	0,00	504,00	504,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**69 096,00**	**0,00**	**504,00**	**504,00**
RECETTES (b)	**22 696,00**	**46 904,00**	**0,00**	**46 904,00**
4582054 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	22 696,00	46 904,00	0,00	46 904,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**22 696,00**	**46 904,00**	**0,00**	**46 904,00**

N° opération : 055	Intitulé de l'opération : CAILLE MAISON ALZIARY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**432,00**	**0,00**	**359 568,00**	**359 568,00**
4581055 CAILLE MAISON ALZIARY (5)	432,00	0,00	359 568,00	359 568,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**432,00**	**0,00**	**359 568,00**	**359 568,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**150 000,00**	**210 000,00**	**360 000,00**
4582055 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	150 000,00	210 000,00	360 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**150 000,00**	**210 000,00**	**360 000,00**

N° opération : 056	Intitulé de l'opération : SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**2 449,15**	**40 854,91**	**659 945,09**	**700 800,00**
4581056 SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE (5)	2 449,15	40 854,91	659 945,09	700 800,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 449,15**	**40 854,91**	**659 945,09**	**700 800,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**700 800,00**	**700 800,00**
4582056 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	700 800,00	700 800,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**700 800,00**	**700 800,00**

N° opération : 057	Intitulé de l'opération : LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**40 729,20**	**4 345,20**	**24 525,60**	**28 870,80**
4581057 LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3 (5)	40 729,20	4 345,20	24 525,60	28 870,80
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**40 729,20**	**4 345,20**	**24 525,60**	**28 870,80**
RECETTES (b)	**13 688,00**	**55 912,00**	**0,00**	**55 912,00**
4582057 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	13 688,00	55 912,00	0,00	55 912,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**13 688,00**	**55 912,00**	**0,00**	**55 912,00**

N° opération : 058	Intitulé de l'opération : SPERACEDES EGLISE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
4581058 SPERACEDES EGLISE (5)	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
4582058 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**

N° opération : 059	Intitulé de l'opération : SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
4581059 SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS (5)	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**
4582059 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**

N° opération : 060	Intitulé de l'opération : HABITAT INCLUSIF VALDEROURE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
4581060 HABITAT INCLUSIF VALDEROURE (5)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
4582060 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**

N° opération : 061	Intitulé de l'opération : VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
4581061 VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX (5)	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
4582061 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**

N° opération : 062	Intitulé de l'opération : MUJOULS DOTATION CANTONALE TRAVAUX			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
4581062 MUJOULS DOTATION CANTONALE TRAVAUX (5)	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
4582062 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**65 000,00**

N° opération : 063	Intitulé de l'opération : MUJOULS TRAVAUX CAPG DETR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
4581063 MUJOULS TRAVAUX CAPG DETR (5)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
4582063 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**

N° opération : 064	Intitulé de l'opération : SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
4581064 SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES (5)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
4582064 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**

N° opération : 065	Intitulé de l'opération : SAINT VALLIER CITY STADE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
4581065 SAINT VALLIER CITY STADE (5)	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
4582065 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**

N° opération : 066	Intitulé de l'opération : SAINT CEZAIRE 7 LOGEMENTS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581066 SAINT CEZAIRE 7 LOGEMENTS (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582066 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 067	Intitulé de l'opération : SAINT AUBAN SENTIER DU VERTIGE SUITE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
4581067 SAINT AUBAN SENTIER DU VERTIGE SUITE (5)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
4582067 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

N° opération : 068	Intitulé de l'opération : PARKING COVOITURAGE SPERACEDES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
4581068 PARKING COVOITURAGE SPERACEDES (5)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
4582068 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	254 203 548,53	226 909 268,26	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 294 000,00**	**3 028 459,13**											**40 060,24**	**142 000,34**
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2023	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	379 746,76	18,38	A	F	FIXE	1,450	F	FIXE	1,450	A-1		5 506,33	17 503,42
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2022	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	366 103,67	19,07	A	F	FIXE	1,520	F	FIXE	1,520	A-1		5 564,78	15 801,27
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2021	C	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	La Banque Postale	2 500 000,00	2 282 608,70	20,29	A	F	FIXE	1,284	F	FIXE	1,270	A-1		28 989,13	108 695,65
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**500 000,00**	**312 660,32**											**11 233,28**	**16 040,38**
Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	2010	P	11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Crédit Foncier	500 000,00	312 660,32	16,25	T	V	LIVRETA	2,388	V	LIVRETA	4,110	A-1		11 233,28	16 040,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**250 409 548,53**	**223 568 148,81**											**6 970 671,86**	**1 752 219,53**
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2005	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	65 887,00	53 261,02	31,92	A	V	LIVRETA	2,689	V	LIVRETA	3,700	A-1		1 970,66	642,78
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	49 481,00	37 481,42	31,50	A	V	LIVRETA	2,618	V	LIVRETA	3,500	A-1		1 311,85	477,46
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	90 538,00	59 274,57	21,50	A	V	LIVRETA	2,507	V	LIVRETA	3,500	A-1		2 074,61	1 578,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	216 293,00	155 278,15	24,00	A	V	LIVRETA	1,889	V	LIVRETA	3,000	A-1		4 658,34	3 799,62
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	44 415,00	35 625,06	34,00	A	V	LIVRETA	2,027	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 068,75	475,24
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 515,00	63 935,54	23,00	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	3,800	A-1		2 429,55	1 481,39
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	274 123,00	219 558,09	33,00	A	V	LIVRETA	2,945	V	LIVRETA	3,800	A-1		8 343,21	2 525,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	54 431,00	36 556,39	23,00	A	V	LIVRETA	1,857	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 023,58	982,93
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	166 685,00	125 986,83	33,00	A	V	LIVRETA	1,973	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 527,63	1 871,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	214 728,00	168 379,81	25,33	A	V	LIVRETA	2,443	V	LIVRETA	3,800	A-1		6 398,44	3 888,75
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	226 384,50	171 289,40	25,50	A	V	LIVRETA	2,442	V	LIVRETA	3,800	A-1		6 509,00	3 955,95
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	301 168,00	257 343,15	37,42	A	V	LIVRETA	1,902	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 205,61	482,05
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	977 305,00	769 364,85	27,42	A	V	LIVRETA	1,734	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 542,22	8 834,71
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 862 621,00	3 183 488,51	27,42	A	V	LIVRETA	2,436	V	LIVRETA	3,600	A-1		114 605,59	25 616,79
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 312,00	1 065 709,60	37,42	A	V	LIVRETA	2,609	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 873,73	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	6 127 611,00	4 923 507,22	27,83	A	V	LIVRETA	2,422	V	LIVRETA	3,600	A-1		177 246,26	60 263,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 609 594,00	1 417 350,76	37,83	A	V	LIVRETA	2,588	V	LIVRETA	3,600	A-1		51 024,63	4 195,47
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	738 693,00	571 511,78	27,83	A	V	LIVRETA	1,717	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 002,33	8 821,88
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	194 039,00	162 879,31	37,83	A	V	LIVRETA	1,881	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 560,62	973,29
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	92 500,00	45 487,87	8,00	A	V	LIVRETA	2,036	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 637,56	4 095,58
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	237 500,00	114 156,51	8,00	A	V	LIVRETA	1,595	V	LIVRETA	3,150	A-1		3 595,93	10 489,02
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 210,28	110 884,09	19,00	A	F	FIXE	1,710	F	FIXE	1,710	A-1		1 896,12	4 696,89
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	640 173,35	580 444,44	32,67	A	V	LIVRETA	3,127	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 896,00	1 504,20

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	426 520,11	406 172,54	52,67	A	V	LIVRETA	3,267	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 119,82	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 810,08	80 207,18	15,42	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	4,000	A-1		3 208,29	3 433,88
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 273 998,68	1 004 610,17	16,92	A	V	LIVRETA	3,182	V	LIVRETA	4,000	A-1		40 184,41	39 054,06
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	570 202,88	510 383,03	31,92	A	V	LIVRETA	3,440	V	LIVRETA	4,000	A-1		20 415,32	6 152,01
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 186,20	358 893,48	31,50	A	V	LIVRETA	3,336	V	LIVRETA	3,900	A-1		13 996,85	4 324,35
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	683 968,54	569 123,82	21,50	A	V	LIVRETA	3,188	V	LIVRETA	3,900	A-1		22 195,83	14 646,02
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	767 613,45	606 217,79	14,17	A	V	LIVRETA	3,147	V	LIVRETA	4,000	A-1		24 248,71	29 004,80
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	486 686,25	446 679,07	34,17	A	V	LIVRETA	3,491	V	LIVRETA	4,000	A-1		17 867,16	4 904,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 749 373,36	1 518 342,41	24,00	A	V	LIVRETA	3,222	V	LIVRETA	3,900	A-1		59 215,35	33 105,49
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	386 402,84	351 643,56	34,00	A	V	LIVRETA	3,350	V	LIVRETA	3,900	A-1		13 714,10	3 895,16
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	308 253,50	246 701,24	15,33	A	V	LIVRETA	3,149	V	LIVRETA	4,000	A-1		9 868,05	11 303,85
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	193 258,41	177 481,88	35,33	A	V	LIVRETA	3,472	V	LIVRETA	4,000	A-1		7 099,28	2 287,19
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	433 854,04	334 146,67	15,50	A	V	LIVRETA	3,126	V	LIVRETA	4,000	A-1		13 365,87	15 310,60
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	245 383,98	221 674,34	35,50	A	V	LIVRETA	3,455	V	LIVRETA	4,000	A-1		8 866,98	2 856,69
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	146 741,00	118 899,47	15,08	A	V	LIVRETA	3,215	V	LIVRETA	4,000	A-1		4 755,98	4 111,11
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	50 499,56	46 980,08	35,08	A	V	LIVRETA	3,549	V	LIVRETA	4,000	A-1		1 853,69	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 264 727,78	1 012 326,14	13,33	A	V	LIVRETA	3,099	V	LIVRETA	3,900	A-1		39 480,72	56 298,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	401 347,00	355 783,64	31,08	A	V	LIVRETA	2,569	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 808,21	1 249,90
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	255 093,00	236 111,18	41,08	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 591,53	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	172 204,00	146 124,30	31,08	A	V	LIVRETA	1,880	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 091,48	1 010,67
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 403,00	79 543,85	41,08	A	V	LIVRETA	2,034	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 175,37	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	485 451,00	402 028,20	29,58	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 473,02	2 262,13
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 023,00	269 042,79	39,58	A	V	LIVRETA	2,856	V	LIVRETA	3,600	A-1		8 963,18	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	168 244,00	134 487,19	29,58	A	V	LIVRETA	1,948	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 765,64	1 216,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 822,00	88 496,58	39,58	A	V	LIVRETA	2,095	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 486,39	38,59
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	550 566,00	510 861,11	32,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 884,84	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	833 999,00	820 545,80	52,67	A	V	LIVRETA	3,497	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 809,93	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 000,00	649 518,47	32,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	4,110	A-1		25 281,96	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 208 328,00	2 039 164,75	33,33	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	3,600	A-1		71 294,64	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	892 045,00	867 579,48	53,33	A	V	LIVRETA	3,058	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 887,74	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 695 451,00	1 580 176,29	33,83	A	V	LIVRETA	2,824	V	LIVRETA	3,600	A-1		55 247,18	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	571 192,00	556 766,84	53,83	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	3,370	A-1		12 659,42	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	606 130,00	550 021,98	33,83	A	V	LIVRETA	2,122	V	LIVRETA	2,800	A-1		15 400,62	1 366,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	233 491,00	227 594,31	53,83	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	3,370	A-1		5 174,90	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 028 306,00	1 888 696,09	34,50	A	V	LIVRETA	2,921	V	LIVRETA	3,600	A-1		64 456,99	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	928 063,00	898 451,62	54,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		21 217,06	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 094 369,00	1 002 717,65	34,50	A	V	LIVRETA	2,205	V	LIVRETA	2,800	A-1		28 076,09	1 624,87
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 675,00	390 795,09	54,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		9 228,68	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 403 596,00	1 318 673,96	34,50	A	V	LIVRETA	3,374	V	LIVRETA	4,110	A-1		49 081,15	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	568 156,00	548 199,37	54,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		12 945,80	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	119 743,00	112 418,68	34,25	A	V	LIVRETA	3,454	V	LIVRETA	4,110	A-1		4 184,23	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	61 102,00	58 856,38	54,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		1 364,77	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 629,00	196 650,73	34,25	A	V	LIVRETA	2,988	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 711,25	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	145 651,00	140 712,59	54,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		3 262,86	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	85 817,00	78 715,12	34,25	A	V	LIVRETA	2,253	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 204,02	127,56
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	69 348,00	66 996,69	54,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		1 553,53	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	764 223,00	744 359,65	55,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	3,330	A-1		16 214,14	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 136 945,00	1 083 755,51	35,42	A	V	LIVRETA	3,089	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 130,62	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	397 847,00	387 506,35	55,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	3,330	A-1		8 440,92	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	742 542,00	697 219,23	35,42	A	V	LIVRETA	2,350	V	LIVRETA	2,800	A-1		19 522,14	561,13
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	497 917,00	489 813,96	55,58	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		11 174,86	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 383 814,00	1 312 265,95	35,58	A	V	LIVRETA	2,355	V	LIVRETA	2,800	A-1		36 743,45	1 056,12
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	356 193,00	350 396,35	55,58	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		7 994,12	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	437 954,00	421 686,23	35,58	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	4,060	A-1		15 234,42	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	649 756,00	625 620,87	35,58	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	4,060	A-1		22 602,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 860 956,00	2 738 628,21	35,58	A	V	LIVRETA	3,081	V	LIVRETA	3,600	A-1		91 301,33	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 165 710,00	1 146 739,39	55,58	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		26 162,28	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	299 181,00	287 541,00	35,83	A	V	LIVRETA	3,249	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 210,59	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	161 097,00	158 172,30	55,83	A	V	LIVRETA	3,358	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 498,81	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	223 727,00	223 898,26	56,42	A	V	LIVRETA	3,768	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 565,13	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	235 640,00	233 252,83	56,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	3,360	A-1		4 731,85	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	722 560,00	696 290,25	36,42	A	V	LIVRETA	2,434	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 696,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	537 109,00	531 667,79	56,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	3,360	A-1		10 785,60	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 646 979,00	1 597 292,76	36,42	A	V	LIVRETA	3,167	V	LIVRETA	3,600	A-1		49 961,42	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	354 051,00	347 346,44	36,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	4,110	A-1		11 920,65	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	52 727,00	51 365,37	36,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	4,110	A-1		1 762,82	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 938 503,00	1 880 134,74	36,17	A	V	LIVRETA	3,206	V	LIVRETA	3,600	A-1		58 808,39	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 891 470,00	2 855 805,76	56,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,360	A-1		57 933,89	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	824 268,00	794 228,80	36,17	A	V	LIVRETA	2,463	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 325,78	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 229 477,00	1 214 825,19	56,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,360	A-1		24 644,38	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	244 997,00	239 429,78	55,50	A	V	LIVRETA	3,349	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 269,14	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	248 718,00	236 711,51	35,50	A	V	LIVRETA	3,237	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 582,41	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	165 526,00	163 324,66	56,17	A	V	LIVRETA	3,409	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 542,25	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	307 406,00	298 123,21	36,17	A	V	LIVRETA	3,323	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 324,94	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	211 806,00	212 090,54	58,00	A	V	LIVRETA	3,830	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 096,71	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	121 033,00	121 125,37	38,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 953,55	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	36,33	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	466 386,00	466 833,11	58,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	3,210	A-1		8 705,19	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	672 726,00	671 638,67	38,00	A	V	LIVRETA	3,263	V	LIVRETA	3,600	A-1		19 933,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	434 635,00	435 051,67	58,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	3,210	A-1		8 112,55	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	694 598,00	690 641,14	38,00	A	V	LIVRETA	2,540	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 524,05	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	144 000,00	144 000,00	36,33	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	155 322,00	155 440,53	38,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 073,60	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	213 799,00	214 382,12	38,25	A	V	LIVRETA	2,584	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 457,52	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	510 001,00	510 050,42	38,25	A	V	LIVRETA	3,309	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 243,06	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	296 624,00	296 656,27	38,25	A	V	LIVRETA	3,713	V	LIVRETA	4,050	A-1		9 661,91	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 000,00	306 000,00	37,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	81 000,00	81 000,00	37,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	611 276,00	611 331,19	78,83	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,350	A-1		11 077,61	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 352 021,00	1 352 149,51	38,83	A	V	LIVRETA	3,299	V	LIVRETA	3,530	A-1		43 452,72	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	273 154,00	273 178,66	78,83	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,350	A-1		4 950,13	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	757 266,00	757 323,30	38,83	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 129,94	0,00
API PROVENCE	2004	P	Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	592 498,00	130 573,77	5,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		1 305,73	25 597,68
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 055 000,00	2 027 925,32	56,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	3,270	A-1		45 723,74	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	994 000,00	960 685,08	36,75	A	V	LIVRETA	2,621	V	LIVRETA	2,800	A-1		26 899,18	1 256,57
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 949 000,00	2 910 146,84	56,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	3,270	A-1		65 615,23	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 708 000,00	1 663 496,91	36,75	A	V	LIVRETA	3,403	V	LIVRETA	3,600	A-1		56 491,42	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 365 000,00	1 214 170,35	21,75	A	F	FIXE	0,729	F	FIXE	0,740	A-1		8 984,86	51 022,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	232 000,00	230 401,38	77,33	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	3,390	A-1		5 015,59	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	330 000,00	327 726,10	77,33	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	3,390	A-1		7 134,24	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	98 000,00	97 324,72	77,33	A	V	LIVRETA	3,294	V	LIVRETA	3,390	A-1		2 118,65	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	179 000,00	180 741,18	38,83	A	V	LIVRETA	2,596	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 060,75	459,90
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	321 000,00	321 916,58	38,83	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,530	A-1		11 250,22	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	68 000,00	68 194,17	38,83	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,530	A-1		2 383,22	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	40 000,00	39 267,58	37,33	A	V	LIVRETA	3,351	V	LIVRETA	3,530	A-1		1 397,91	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	180 000,00	168 310,11	22,33	A	F	FIXE	1,661	F	FIXE	1,760	A-1		2 962,26	5 999,70
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	339 432,00	255 526,40	26,00	A	V	LIVRETA	2,570	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 198,95	3 847,41
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	183 330,42	140 411,86	25,62	A	V	LIVRETA	2,481	V	LIVRETA	3,500	A-1		4 914,42	2 965,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 509,56	683 975,17	21,00	A	V	LIVRETA	0,944	V	LIVRETA	3,600	A-1		24 623,11	17 960,49
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 386 695,04	1 324 637,40	24,00	A	V	LIVRETA	3,788	V	LIVRETA	3,900	A-1		51 660,86	28 090,53
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	573 260,00	573 260,00	58,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		18 600,89	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 294,00	700 294,00	38,25	A	V	LIVRETA	3,528	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 210,58	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	153 661,00	153 661,00	58,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		4 985,93	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	86 062,00	86 062,00	38,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 537,15	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	283 650,00	283 650,00	58,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		9 203,75	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	261 415,00	261 415,00	38,25	A	V	LIVRETA	2,747	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 319,62	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	122 967,00	122 967,00	38,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 053,94	0,00
COTE D'AZUR HABITAT	2012	P	COTE D'AZUR HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	226 264,00	99 166,64	7,42	A	V	LIVRETA	1,843	V	LIVRETA	3,350	A-1		3 322,08	10 668,99
COTE D'AZUR HABITAT	2008	P	Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	DEXIA Crédit Local	1 680 600,00	1 012 325,83	13,33	A	V	LIVRETA	3,902	V	LIVRETA	5,000	A-1		50 616,29	56 298,64
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 436 676,00	1 202 358,05	30,08	A	V	LIVRETA	2,464	V	LIVRETA	3,600	A-1		43 284,89	12 352,14
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	528 279,00	467 207,52	40,08	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 819,47	1 240,99
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	684 455,00	553 895,96	30,08	A	V	LIVRETA	1,780	V	LIVRETA	2,800	A-1		15 509,09	7 383,88
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	240 231,00	205 715,48	40,08	A	V	LIVRETA	1,935	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 760,03	1 131,52
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 203,55	189 449,80	32,50	A	V	LIVRETA	3,456	V	LIVRETA	3,900	A-1		7 419,91	110,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	143 655,06	132 887,84	32,50	A	V	LIVRETA	3,555	V	LIVRETA	4,000	A-1		5 343,07	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	532 940,00	459 043,05	31,17	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 525,55	1 612,65
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	446 569,00	401 665,02	41,17	A	V	LIVRETA	2,726	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 914,47	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	492 837,00	412 189,02	31,17	A	V	LIVRETA	1,877	V	LIVRETA	2,800	A-1		11 541,29	2 850,91
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	412 965,00	362 165,89	41,17	A	V	LIVRETA	2,030	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 904,55	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	834 201,00	705 708,83	31,58	A	V	LIVRETA	1,917	V	LIVRETA	2,800	A-1		19 759,85	4 881,04
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	765 801,00	679 283,71	41,58	A	V	LIVRETA	2,064	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 577,12	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	256 845,00	242 980,79	42,50	A	V	LIVRETA	3,257	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 124,40	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 729,00	1 069 873,13	32,50	A	V	LIVRETA	2,666	V	LIVRETA	3,600	A-1		38 515,43	1 248,55
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 543,00	1 068 818,98	42,50	A	V	LIVRETA	2,816	V	LIVRETA	3,600	A-1		32 280,95	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	529 473,00	478 432,41	42,50	A	V	LIVRETA	2,115	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 206,18	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	548 443,00	476 905,95	32,50	A	V	LIVRETA	1,974	V	LIVRETA	2,800	A-1		13 353,37	2 222,36
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	614 830,00	596 762,54	44,75	A	V	LIVRETA	3,008	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 584,11	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	902 420,00	856 998,81	34,75	A	V	LIVRETA	2,889	V	LIVRETA	3,600	A-1		29 247,46	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 465,00	195 335,94	44,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 535,71	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	301 572,00	280 221,91	34,75	A	V	LIVRETA	2,192	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 846,21	454,09
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	543 407,00	527 454,24	44,75	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 658,03	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 661 781,00	1 578 026,72	34,75	A	V	LIVRETA	2,888	V	LIVRETA	3,600	A-1		53 854,54	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	659 886,00	613 105,44	34,75	A	V	LIVRETA	2,191	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 166,95	993,52
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	215 785,00	205 144,46	44,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 763,47	0,00
ERILIA	2019	C	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	112 000,00	112 000,00	54,33	A	F	FIXE	2,321	F	FIXE	1,600	A-1		1 792,00	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	524 062,00	515 087,12	56,33	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	3,340	A-1		11 087,03	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	255 442,00	251 126,72	56,33	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	3,340	A-1		5 405,40	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	373 229,00	361 563,55	36,33	A	V	LIVRETA	3,057	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 783,64	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	181 922,00	174 744,78	36,33	A	V	LIVRETA	2,353	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 902,08	0,00
ERILIA	2006	X Durée Ajustable	LE FLORALIES	DEXIA Crédit Local	350 000,00	76 440,06	4,17	T	V	E3M	1,285	V	E3M	0,000	A-1		0,00	18 423,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	423 000,00	334 994,44	29,83	A	V	LIVRETA	1,920	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 379,84	3 922,03
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	440 000,00	360 779,14	29,83	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 988,05	3 061,48
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	35 000,00	30 077,68	32,50	A	V	LIVRETA	2,145	V	LIVRETA	2,800	A-1		842,18	179,33
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	214 937,00	196 799,49	34,83	A	V	LIVRETA	2,384	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 510,39	825,07
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	346 719,00	339 349,92	56,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,500	A-1		8 632,03	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	158 121,00	152 844,43	36,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	4,060	A-1		5 847,85	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	746 423,00	643 518,21	36,42	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 018,51	1 682,35
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	401 781,00	355 631,32	56,42	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	3,500	A-1		9 046,18	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	1 390 031,00	1 329 491,44	36,42	A	V	LIVRETA	3,034	V	LIVRETA	3,600	A-1		46 973,38	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	748 219,00	727 315,16	56,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,500	A-1		18 500,69	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	227 101,00	219 522,52	36,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	4,060	A-1		8 398,97	0,00
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	198 949,00	154 867,10	29,00	A	V	LIVRETA	1,836	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 336,28	1 813,14
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	32 145,00	24 729,54	28,75	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	2,800	A-1		692,43	318,36

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 448 661,00	2 064 307,04	30,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	4,110	A-1		84 843,02	34 135,11
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 648 902,00	1 446 380,29	37,75	A	V	LIVRETA	3,235	V	LIVRETA	4,110	A-1		59 446,23	16 418,18
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	932 149,00	785 834,27	30,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	4,110	A-1		32 297,79	12 994,45
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	71 976,00	66 015,92	34,50	A	V	LIVRETA	3,262	V	LIVRETA	4,110	A-1		2 713,25	876,71
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	311 675,00	290 806,62	44,50	A	V	LIVRETA	2,920	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 469,04	2 676,67
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	463 090,00	420 708,97	34,50	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 145,52	6 186,41
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	97 592,00	91 863,31	44,50	A	V	LIVRETA	3,365	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 775,58	736,59
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 931 541,00	1 831 058,60	45,17	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	3,600	A-1		65 918,11	16 124,71
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	3 536 452,00	3 284 000,41	35,17	A	V	LIVRETA	3,026	V	LIVRETA	3,600	A-1		118 224,01	45 959,95
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 370 690,00	1 283 407,88	45,17	A	V	LIVRETA	2,367	V	LIVRETA	2,800	A-1		35 935,42	14 026,79
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 621 689,00	2 402 975,57	35,17	A	V	LIVRETA	2,293	V	LIVRETA	2,800	A-1		67 283,32	39 522,26
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2018	P	Financemement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	Crédit Agricole	1 950 000,00	1 421 835,41	23,57	T	V	LIVRETA	1,624	V	LIVRETA	3,890	A-1		50 418,26	49 386,47
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 327 204,00	832 528,97	18,83	A	V	LIVRETA	2,490	V	LIVRETA	3,600	A-1		29 971,04	31 281,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	805 381,00	505 199,65	18,83	A	V	LIVRETA	2,344	V	LIVRETA	3,600	A-1		18 187,19	18 982,51
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2011	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	98 840,00	14 905,66	1,08	A	V	LIVRETA	1,928	V	LIVRETA	3,600	A-1		536,60	7 274,20
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	500 000,00	439 671,06	32,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	4,110	A-1		18 070,48	6 505,08
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	630 000,00	575 877,31	42,17	A	V	LIVRETA	3,128	V	LIVRETA	4,110	A-1		23 668,56	5 088,20
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 220 000,00	1 072 797,40	32,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	4,110	A-1		44 091,97	15 872,40
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	490 000,00	421 358,74	30,58	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	4,110	A-1		17 317,84	1 704,29
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	670 000,00	605 453,70	40,58	A	V	LIVRETA	3,318	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 741,90	0,00
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 507 000,00	1 295 893,10	30,58	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	4,110	A-1		53 261,21	5 241,55
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 206 800,00	1 139 751,39	33,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	4,110	A-1		46 589,61	0,00
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	689 600,00	662 458,70	43,25	A	V	LIVRETA	3,546	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 837,03	0,00
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	511 600,00	483 175,99	33,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 750,78	0,00
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	506 850,00	473 448,10	32,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 590,91	167,86
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	575 200,00	549 931,07	42,92	A	V	LIVRETA	3,504	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 234,82	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 070 950,00	1 000 373,37	32,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	4,110	A-1		41 394,65	354,69
L'ARCHE A GRASSE	2009	P	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 000 000,00	1 854 282,54	15,75	A	V	LIVRETA	2,162	V	LIVRETA	3,630	A-1		67 310,46	82 504,38
L'ARCHE A GRASSE	2017	C	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 184 671,71	933 901,75	26,75	T	V	LIVRETA	3,603	V	LIVRETA	4,500	A-1		38 106,66	34 588,96
LE REFUGE DES CHEMINOTS	2018	P	LE REFUGE DES CHEMINOTS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 054 154,11	1 642 410,43	15,33	T	V	LIVRETA	3,227	V	LIVRETA	4,070	A-1		58 662,28	74 794,57
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	813 550,00	732 569,80	39,83	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	3,600	A-1		26 372,51	4 781,86
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	384 973,00	309 792,92	29,83	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	2,800	A-1		8 674,20	5 355,66
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	256 838,00	220 286,39	39,83	A	V	LIVRETA	1,873	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 168,02	2 015,20
LOGIREM	2019	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 170 655,85	1 112 387,37	29,83	T	V	LIVRETA	3,164	V	LIVRETA	3,600	A-1		34 419,53	20 783,93
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	217 731,00	204 454,02	44,42	A	V	LIVRETA	2,248	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 270,94	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	166 283,00	152 242,21	34,42	A	V	LIVRETA	2,134	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 262,78	638,27
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	349 012,00	337 021,50	44,42	A	V	LIVRETA	2,949	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 326,89	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 543,00	251 904,64	34,42	A	V	LIVRETA	2,825	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 068,57	211,60
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	187 271,00	186 078,38	54,33	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 616,83	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	212 788,00	204 272,33	34,33	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 185,07	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 435,00	133 578,85	54,33	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	4,110	A-1		4 032,11	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	164 665,00	158 075,18	34,33	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	4,110	A-1		6 333,98	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	423 848,00	411 093,16	54,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	3,350	A-1		10 315,98	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	406 636,00	383 753,57	34,50	A	V	LIVRETA	2,833	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 815,13	322,36
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	194 247,00	188 401,54	54,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	3,350	A-1		4 727,75	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 359,00	170 523,05	34,50	A	V	LIVRETA	2,139	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 774,65	714,91
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	851 940,00	836 967,15	55,08	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	3,370	A-1		20 842,83	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	976 013,00	940 285,94	35,08	A	V	LIVRETA	2,925	V	LIVRETA	3,600	A-1		33 910,89	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	342 708,00	336 684,91	55,08	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	3,370	A-1		8 384,40	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	392 618,00	368 441,90	35,08	A	V	LIVRETA	2,229	V	LIVRETA	2,800	A-1		10 316,37	1 245,85
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 522,00	260 347,77	44,83	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 977,48	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	312 997,00	299 235,14	34,83	A	V	LIVRETA	2,875	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 772,47	251,36

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	160 413,00	152 233,02	44,83	A	V	LIVRETA	2,287	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 924,65	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	188 385,00	174 312,09	34,83	A	V	LIVRETA	2,180	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 880,74	730,80
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	519 519,00	487 595,82	35,33	A	V	LIVRETA	2,233	V	LIVRETA	2,800	A-1		13 652,68	1 648,75
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	427 294,00	421 532,47	55,33	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		10 796,17	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 027 503,00	991 107,43	35,33	A	V	LIVRETA	2,931	V	LIVRETA	3,600	A-1		35 743,74	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	863 265,00	851 624,94	55,33	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		21 811,58	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	398 398,00	390 113,71	35,33	A	V	LIVRETA	3,370	V	LIVRETA	4,110	A-1		15 334,22	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	304 683,00	300 574,70	55,33	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		7 698,24	0,00
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	532 479,00	521 862,84	37,83	A	V	LIVRETA	3,411	V	LIVRETA	3,600	A-1		18 787,06	3 206,20
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	388 056,00	386 371,14	77,83	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,350	A-1		11 016,33	0,00
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	237 309,00	231 280,85	37,83	A	V	LIVRETA	2,659	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 475,86	2 063,08
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	176 786,00	176 018,43	77,83	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,350	A-1		5 018,69	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	11 265,00	8 936,50	28,17	A	V	LIVRETA	2,629	V	LIVRETA	3,600	A-1		321,71	111,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	464 967,00	395 916,68	38,17	A	V	LIVRETA	2,769	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 253,00	1 524,16
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 040,00	2 322,57	28,17	A	V	LIVRETA	1,861	V	LIVRETA	2,800	A-1		65,03	36,14
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	57 195,00	46 979,51	38,17	A	V	LIVRETA	2,008	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 315,43	316,51
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 794 332,00	1 457 579,31	29,25	A	V	LIVRETA	2,566	V	LIVRETA	3,600	A-1		52 472,86	16 615,11
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	964 492,00	834 121,51	39,25	A	V	LIVRETA	2,716	V	LIVRETA	3,600	A-1		30 028,37	2 761,62
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	773 331,00	606 902,81	29,25	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 993,28	8 770,41
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	415 682,00	347 796,02	39,25	A	V	LIVRETA	1,976	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 738,29	2 138,32
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2021	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 099 785,76	907 195,36	32,08	A	V	LIVRETA	3,671	V	LIVRETA	4,040	A-1		36 650,69	12 104,54
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	381 568,00	337 413,45	39,92	A	V	LIVRETA	2,723	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 240,96	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 660,00	957 643,14	29,92	A	V	LIVRETA	2,559	V	LIVRETA	3,600	A-1		34 475,15	5 388,47
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	157 235,00	134 290,59	39,92	A	V	LIVRETA	2,000	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 773,02	58,56
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	473 749,00	379 445,13	29,92	A	V	LIVRETA	1,839	V	LIVRETA	2,800	A-1		10 624,46	3 432,94
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	798 119,00	644 947,44	30,00	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 058,53	5 125,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	241 839,00	206 737,69	40,00	A	V	LIVRETA	1,994	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 769,38	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	260 602,00	230 851,98	40,00	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 523,32	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	860 038,00	720 927,34	30,00	A	V	LIVRETA	2,548	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 953,38	3 269,67
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	470 569,00	420 455,42	40,17	A	V	LIVRETA	2,735	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 757,10	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 047 467,00	1 738 085,77	30,17	A	V	LIVRETA	2,574	V	LIVRETA	3,600	A-1		62 571,09	7 882,84
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	228 480,00	197 620,80	40,17	A	V	LIVRETA	2,020	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 518,74	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	994 130,00	813 383,02	30,17	A	V	LIVRETA	1,863	V	LIVRETA	2,800	A-1		22 774,72	6 464,32
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	705 656,00	666 220,52	43,92	A	V	LIVRETA	2,912	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 742,34	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 805 882,00	1 631 421,63	33,92	A	V	LIVRETA	2,732	V	LIVRETA	3,600	A-1		58 731,18	2 756,37
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	294 430,00	271 641,47	43,92	A	V	LIVRETA	2,210	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 139,90	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	485 587,00	433 786,80	33,92	A	V	LIVRETA	2,089	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 146,03	2 191,23
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2017	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	173 200,00	97 573,23	7,08	A	V	LIVRETA	2,107	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 512,64	10 741,29
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 449,00	178 030,01	54,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		4 909,30	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	497 129,00	449 526,75	34,25	A	V	LIVRETA	2,260	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 586,75	1 884,62
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	703 581,00	647 332,19	34,25	A	V	LIVRETA	3,001	V	LIVRETA	3,600	A-1		23 303,96	543,78
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	554 826,00	529 773,14	54,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		14 608,87	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	843 004,00	804 938,63	54,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		22 196,75	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 226 699,00	1 137 797,10	34,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	4,110	A-1		45 590,87	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	793 395,00	735 895,72	34,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	4,110	A-1		29 486,92	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 906 869,00	2 756 868,98	35,42	A	V	LIVRETA	3,022	V	LIVRETA	3,600	A-1		99 424,96	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 033 036,00	1 002 701,01	55,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	3,370	A-1		24 970,07	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 131 486,00	1 053 026,97	35,42	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		29 484,76	3 560,69
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	428 039,00	413 070,59	55,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	3,370	A-1		10 286,62	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	603 967,00	600 417,65	56,58	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	3,370	A-1		12 268,85	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	243 133,00	241 704,17	56,58	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	3,370	A-1		4 938,95	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 698 367,00	1 672 044,57	36,58	A	V	LIVRETA	3,210	V	LIVRETA	3,600	A-1		52 299,57	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	683 697,00	665 447,42	36,58	A	V	LIVRETA	2,476	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 867,88	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 819 303,00	3 910 500,13	47,83	A	V	LIVRETA	3,670	V	LIVRETA	4,040	A-1		108 764,25	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	325 863,58	338 509,88	59,08	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		9 337,08	4 307,07
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	621 244,09	370 029,17	39,08	A	V	LIVRETA	3,061	V	LIVRETA	1,100	A-1		12 787,59	7 414,31
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	125 355,56	130 220,43	59,08	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		3 591,86	1 656,88
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	203 440,90	119 003,34	39,08	A	V	LIVRETA	2,401	V	LIVRETA	0,300	A-1		1 112,22	2 804,60
Le Refuge des Cheminots	2008	P	Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	DEXIA Crédit Local	4 141 500,00	2 290 868,56	15,33	T	V	LIVRETA	2,073	V	LIVRETA	1,750	A-1		39 241,31	129 827,98
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	182 124,00	144 952,77	28,58	A	V	LIVRETA	2,620	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 218,30	1 816,43
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	190 590,00	162 801,10	38,58	A	V	LIVRETA	2,763	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 860,84	638,68
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	305 414,00	248 428,08	28,58	A	V	LIVRETA	3,102	V	LIVRETA	4,110	A-1		10 210,39	2 663,99
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	427 579,00	372 682,75	38,58	A	V	LIVRETA	3,242	V	LIVRETA	4,110	A-1		15 317,26	855,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	116 895,00	94 809,55	28,58	A	V	LIVRETA	3,036	V	LIVRETA	4,040	A-1		3 830,31	1 039,55
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	514 702,00	470 885,74	51,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	3,360	A-1		12 331,71	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 868 311,00	1 605 654,19	31,25	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	3,600	A-1		57 803,55	5 701,21
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	240 680,00	220 191,08	51,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	3,360	A-1		5 766,43	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	702 484,00	586 952,74	31,25	A	V	LIVRETA	2,057	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 434,68	4 068,05
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 355 912,00	1 989 425,29	30,58	A	V	LIVRETA	2,785	V	LIVRETA	3,600	A-1		71 619,31	11 895,42
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 195 181,00	1 063 732,38	40,58	A	V	LIVRETA	2,916	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 368,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	512 220,00	443 411,50	40,58	A	V	LIVRETA	2,152	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 415,52	565,19
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	758 965,00	621 124,29	30,58	A	V	LIVRETA	2,018	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 391,48	5 761,96
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	241 859,00	213 160,77	40,50	A	V	LIVRETA	2,873	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 287,79	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	312 938,00	261 681,62	30,50	A	V	LIVRETA	2,734	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 420,54	1 564,68
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	107 539,00	96 236,45	40,50	A	V	LIVRETA	3,355	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 614,81	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	216 701,00	184 537,35	30,50	A	V	LIVRETA	3,219	V	LIVRETA	4,110	A-1		7 584,49	746,40
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	102 854,00	88 162,60	40,50	A	V	LIVRETA	2,114	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 468,55	112,38
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	114 262,00	92 591,57	30,50	A	V	LIVRETA	1,972	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 592,56	858,94
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	310 921,00	295 632,00	54,33	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	3,260	A-1		7 250,52	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	125 729,00	113 988,51	34,33	A	V	LIVRETA	2,328	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 191,68	477,89
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	414 561,00	394 175,70	54,33	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	3,260	A-1		9 667,36	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	199 372,00	183 956,05	34,33	A	V	LIVRETA	3,078	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 622,42	154,53
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	372 086,00	354 193,72	54,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,330	A-1		8 843,17	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	258 113,00	234 010,58	34,17	A	V	LIVRETA	2,343	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 552,30	981,08
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	744 170,00	708 385,54	54,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,330	A-1		17 686,29	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	653 427,00	602 902,38	34,17	A	V	LIVRETA	3,111	V	LIVRETA	3,600	A-1		21 704,49	506,45
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	599 324,36	579 945,15	55,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	3,500	A-1		14 069,10	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	661 437,28	616 787,37	35,25	A	V	LIVRETA	2,438	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 270,05	1 281,58
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	833 847,15	787 043,36	35,25	A	V	LIVRETA	3,183	V	LIVRETA	3,600	A-1		27 310,36	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	876 542,96	848 199,88	55,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	3,500	A-1		20 576,78	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	341 554,83	324 398,63	35,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	4,110	A-1		12 288,11	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	546 679,28	529 316,71	55,25	A	V	LIVRETA	3,260	V	LIVRETA	3,550	A-1		13 008,52	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	583 706,69	554 387,27	35,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	4,110	A-1		21 000,01	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	C	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	297 000,00	297 000,00	35,25	A	F	FIXE	1,091	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	45 134,00	33 984,71	25,83	A	V	LIVRETA	2,586	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 223,45	461,69
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	319 943,00	266 115,90	35,83	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 580,17	771,02
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	459 631,00	329 814,61	25,83	A	V	LIVRETA	1,813	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 234,81	5 569,71
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	64 840,00	51 499,93	35,83	A	V	LIVRETA	1,965	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 442,00	311,72
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	575 766,00	211 794,20	3,58	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 704,74	48 363,47
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	350 413,00	128 898,60	3,58	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 297,73	29 434,16
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	753 366,00	641 681,76	29,58	A	V	LIVRETA	2,697	V	LIVRETA	3,600	A-1		23 100,54	5 445,15
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	428 686,00	384 756,95	39,58	A	V	LIVRETA	2,836	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 938,44	0,00
S.A Participation Logement. NICEAM	2011	P	Contrat 1 rue de l'Evêché	Crédit Agricole	175 000,00	147 013,70	36,98	A	V	LIVRETA	1,922	V	LIVRETA	4,160	A-1		6 115,77	1 738,48
S.A Participation Logement. NICEAM	2011	P	1 place de l'eveche - Grasse	Crédit Agricole	200 641,00	130 768,56	16,99	A	V	LIVRETA	2,058	V	LIVRETA	4,160	A-1		5 439,97	5 442,82
S.A Participation Logement. NICEAM	2008	P	Pre Vergé - Parloniam	Crédit Foncier	1 100 000,00	496 812,01	13,55	A	V	LIVRETA	2,642	V	LIVRETA	4,130	A-1		20 518,34	37 130,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOHLAM	2005	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	38 135,00	15 319,72	10,75	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		153,19	1 324,47
SOHLAM	2009	P	Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	51 246,00	27 531,48	14,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		275,31	1 710,38
SOHLAM	2009	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	29 883,00	16 054,38	14,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		160,54	997,37
SOHLAM	2009	P	Dévelopement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	16 864,00	9 059,98	14,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		90,59	562,86
SOHLAM	2011	P	Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	37 075,00	22 356,40	17,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		223,56	1 213,03
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	70 045,00	65 651,06	35,08	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 838,23	52,84
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	343 929,00	334 235,44	55,08	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	3,490	A-1		7 600,46	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	421 467,00	399 501,86	35,08	A	V	LIVRETA	3,021	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 318,73	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	57 159,00	55 547,98	55,08	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	3,490	A-1		1 263,15	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	888 618,00	888 618,00	57,83	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	3,400	A-1		18 043,39	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	751 949,00	749 889,39	37,83	A	V	LIVRETA	3,295	V	LIVRETA	3,600	A-1		22 919,74	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	294 615,00	294 615,00	57,83	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	3,400	A-1		5 982,16	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 551,00	3 528,01	37,83	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	2,800	A-1		92,21	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	270 000,00	270 000,00	56,33	A	F	FIXE	1,989	F	FIXE	0,970	A-1		2 619,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	162 000,00	162 000,00	36,33	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	553 014,00	553 014,00	58,08	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		13 006,92	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	262 982,00	262 982,00	38,08	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		8 451,20	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	206 242,00	206 242,00	58,08	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		4 850,82	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 000,00	210 000,00	57,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		3 108,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 717,00	133 717,00	38,08	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 730,81	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	126 000,00	126 000,00	37,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	201 857,00	201 857,00	58,08	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		4 747,69	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	104 973,00	104 973,00	38,08	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		3 373,42	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	109 879,00	109 879,00	38,08	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		3 531,08	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	60 000,00	60 000,00	57,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		888,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	37,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	193 021,00	188 073,28	56,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	4,060	A-1		7 635,78	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	42 316,00	40 844,49	36,25	A	V	LIVRETA	3,434	V	LIVRETA	4,060	A-1		1 658,29	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	93 760,00	91 356,64	56,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	4,060	A-1		3 709,08	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	56 000,00	56 000,00	54,25	A	F	FIXE	2,438	F	FIXE	1,850	A-1		1 036,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	744 577,00	699 783,02	35,25	A	V	LIVRETA	3,071	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 192,19	26,97
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	332 987,00	317 172,73	55,25	A	V	LIVRETA	2,947	V	LIVRETA	3,340	A-1		10 593,57	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	302 262,00	280 383,25	35,25	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 850,73	948,09
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	156 407,00	150 391,24	55,25	A	V	LIVRETA	2,955	V	LIVRETA	3,340	A-1		5 023,07	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	70 000,00	70 000,00	54,25	A	F	FIXE	2,437	F	FIXE	1,850	A-1		1 295,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	20 901,00	20 351,95	55,33	A	V	LIVRETA	3,708	V	LIVRETA	4,060	A-1		826,29	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	214 193,00	203 314,42	35,33	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	4,060	A-1		8 254,57	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	149 606,00	142 007,69	35,33	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	4,060	A-1		5 765,51	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	151 829,00	150 283,50	56,67	A	V	LIVRETA	3,769	V	LIVRETA	4,050	A-1		4 160,57	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	91 159,00	89 109,82	36,67	A	V	LIVRETA	3,661	V	LIVRETA	4,050	A-1		3 276,16	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	111 533,00	106 893,16	35,67	A	V	LIVRETA	3,663	V	LIVRETA	4,050	A-1		4 008,21	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	21 000,00	21 000,00	55,67	A	F	FIXE	1,944	F	FIXE	0,900	A-1		189,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 177,00	215 698,76	36,67	A	V	LIVRETA	2,501	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 039,57	282,13
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	185 722,00	183 255,57	56,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	3,240	A-1		4 097,86	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	301 201,00	293 361,80	36,67	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 962,40	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 483,00	220 515,09	56,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	3,240	A-1		4 931,03	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	49 000,00	49 000,00	45,67	A	F	FIXE	1,818	F	FIXE	0,900	A-1		441,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	542 047,00	542 106,10	38,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	4,060	A-1		19 233,15	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	954 810,00	954 900,00	58,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,500	A-1		33 421,50	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	940 152,00	940 223,13	38,25	A	V	LIVRETA	2,538	V	LIVRETA	2,800	A-1		26 326,25	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	900 000,00	900 000,00	56,25	A	F	FIXE	1,951	F	FIXE	0,920	A-1		8 280,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 581 435,00	1 581 588,24	38,25	A	V	LIVRETA	3,243	V	LIVRETA	3,600	A-1		56 937,18	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 330 238,00	1 330 363,38	58,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,500	A-1		46 562,72	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	416 530,00	416 575,42	38,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	4,060	A-1		14 779,50	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	857 191,00	857 271,79	58,25	A	V	LIVRETA	3,256	V	LIVRETA	3,500	A-1		20 025,26	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	540 000,00	540 000,00	36,25	A	F	FIXE	1,092	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	234 229,00	232 971,70	37,58	A	V	LIVRETA	3,286	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 748,04	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	227 939,00	227 966,34	77,58	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		4 380,09	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	163 157,00	163 176,57	77,58	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		3 135,23	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 975,00	133 773,74	37,58	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 761,23	62,28
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	127 829,00	127 844,33	77,58	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		2 456,37	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	62 174,00	61 954,74	37,58	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	4,060	A-1		2 238,80	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	51 135,00	50 954,67	37,58	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	4,060	A-1		1 841,30	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	150 000,00	150 000,00	56,08	A	F	FIXE	1,792	F	FIXE	0,590	A-1		885,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	90 000,00	90 000,00	36,08	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	350 000,00	350 000,00	36,33	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2022	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	72 000,00	72 000,00	37,83	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	Opération 17 logements	ARKEA	1 353 639,00	1 210 193,03	25,92	T	F	FIXE	1,701	F	FIXE	1,690	A-1		20 216,08	37 399,12
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS bâti opération	ARKEA	1 616 287,00	1 527 584,45	36,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	4,110	A-1		62 783,72	30 524,66
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS foncier opération	ARKEA	153 858,00	147 680,29	46,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	4,110	A-1		6 069,66	2 125,90
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	La Banque Postale	514 726,00	451 189,23	24,29	A	F	FIXE	2,279	F	FIXE	2,280	A-1		10 287,11	13 589,60
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	461 934,00	429 471,89	44,33	T	C	TAUX STRUCTURES	1,860	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		7 889,81	6 266,49
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	211 170,00	190 555,26	34,33	T	C	TAUX STRUCTURES	1,859	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		3 492,42	3 979,48
TOTAL GENERAL					**254 203 548,53**	**226 909 268,26**											**7 021 965,38**	**1 910 260,25**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	209 334,24
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	4 915 808,50
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**5 125 142,74**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**116 623 850,15**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**4,39**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**201,20**	**4,56**	**205,76**	**142,46**	**36,03**	**178,49**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	47,80	0,00	47,80	38,00	0,00	38,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	29,10	0,00	29,10	21,30	0,00	21,30
Adjoint administratif terr.	C	42,40	2,22	44,62	32,76	9,00	41,76
Attaché	A	32,70	0,70	33,40	19,00	11,70	30,70
Attaché hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal	A	10,00	0,00	10,00	7,80	1,00	8,80
Directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	21,60	1,10	22,70	9,80	11,29	21,09
Rédacteur principal 1 cl	B	7,00	0,54	7,54	6,00	1,04	7,04
Rédacteur principal 2 cl	B	6,60	0,00	6,60	4,80	2,00	6,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**257,97**	**3,76**	**261,73**	**160,00**	**39,91**	**199,91**
Adjoint technique pal 1 cl	C	27,00	0,00	27,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	24,00	0,00	24,00	28,80	0,00	28,80
Adjoint technique territorial	C	105,97	3,76	109,73	46,30	24,91	71,21
Agent de maîtrise	C	24,00	0,00	24,00	18,00	2,00	20,00
Agent de maîtrise principal	C	27,00	0,00	27,00	25,90	0,00	25,90
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	3,00	2,00	5,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur général	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	9,00	0,00	9,00	7,00	0,00	7,00
Technicien	B	16,00	0,00	16,00	11,00	4,00	15,00
Technicien principal de 1 cl	B	11,00	0,00	11,00	6,00	5,00	11,00
Technicien principal de 2 cl	B	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
FILIERE SOCIALE (d)		**14,00**	**7,72**	**21,72**	**8,54**	**2,00**	**10,54**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent social	C	2,00	4,92	6,92	3,54	1,00	4,54
Agent social principal 2 cl	C	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,80	1,80	1,00	0,00	1,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	4,00	0,00	4,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**30,00**	**0,00**	**30,00**	**25,20**	**4,00**	**29,20**
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	13,00	0,00	13,00	8,80	3,00	11,80
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	11,00	0,00	11,00	11,80	0,00	11,80
Infirmier en soins généraux	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Puéricultrice	A	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
Puéricultrice hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**21,80**	**0,00**	**21,80**	**10,00**	**1,00**	**11,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,80	0,00	2,80	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial A.P.S	B	12,00	0,00	12,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**45,60**	**0,00**	**45,60**	**30,70**	**6,00**	**36,70**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint territorial patrimoine	C	18,60	0,00	18,60	9,00	5,00	14,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	4,00	0,00	4,00	2,90	1,00	3,90
Assistant de conservation	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal conservation	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Conservateur en chef (pat)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**113,10**	**24,02**	**137,12**	**80,27**	**52,56**	**132,83**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	10,00	0,00	10,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	19,00	0,71	19,71	13,61	0,00	13,61
Adjoint territorial animation	C	72,20	23,31	95,51	50,66	51,56	102,22
Animateur	B	6,00	0,00	6,00	2,00	1,00	3,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,90	0,00	2,90	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 2ème cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**7,00**	**2,00**	**9,00**
Assistante maternelle		2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
D.G.A.S. 40 à 150.000 hab.	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Instituteur		0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	5,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**689,67**	**40,06**	**729,73**	**464,17**	**143,50**	**607,67**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-10	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	366	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-11	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-10	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	366	0,00	332-23-1°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	373	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	421	0,00	332-14	CDD
Agent social	C	S	366	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	366	0,00	332-10	CDI
Assistant conservation pal 2c	B	CULT	376	0,00	332-14	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	CDD
Attaché	A	ADM	435	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	395	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	518	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	435	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	485	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	518	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	529	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	550	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	415	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	395	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	556	0,00	332-10	CDI
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	373	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	373	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	373	0,00	332-14	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	830	0,00	333-1_333-10	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	395	0,00	332-14	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	384	0,00	332-10	CDI
Infirmier en soins généraux	A	MS	424	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	430	0,00	332-11	CDI
Ingénieur	A	TECH	395	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-23-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	436	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	374	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	446	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	513	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	582	0,00	332-10	CDI
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	377	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	384	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	446	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	373	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	373	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	373	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	539	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	513	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	534	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	539	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	513	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	421	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	395	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel

ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
29/11/2004 - Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	API PROVENCE			592 498,00
13/06/2005 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			65 887,00
23/08/2005 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	SOHLAM			38 135,00
06/05/2006 - LE FLORALIES	ERILIA			350 000,00
22/05/2006 - Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	COTE D'AZUR HABITAT			1 680 600,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			49 481,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			90 538,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			216 293,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			44 415,00
19/10/2007 - Pre Vergé - Parloniam	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		1 100 000,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			89 515,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			274 123,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			54 431,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			166 685,00
02/04/2008 - Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	Le Refuge des Cheminots	Le Refuge des Cheminots		4 141 500,00
23/04/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			214 728,00
19/06/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			226 384,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			1 327 204,00
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			805 381,00
16/03/2009 - L'ARCHE A GRASSE	L'ARCHE A GRASSE			3 000 000,00
20/07/2009 - Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	SOHLAM			51 246,00
20/07/2009 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	SOHLAM			29 883,00
20/07/2009 - Dévelopement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	SOHLAM			16 864,00
30/09/2009 - 11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes		500 000,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			301 168,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			977 305,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			3 862 621,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 190 312,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			45 134,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			319 943,00
29/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			459 631,00
29/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			64 840,00
10/12/2010 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			339 432,00
05/01/2011 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			98 840,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			6 127 611,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 609 594,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			738 693,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			194 039,00
30/11/2011 - Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	SOHLAM			37 075,00
25/12/2011 - Contrat 1 rue de l'Evêché	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		175 000,00
01/01/2012 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			183 330,42
15/05/2012 - COTE D'AZUR HABITAT	COTE D'AZUR HABITAT			226 264,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			813 550,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			384 973,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			256 838,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			92 500,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			237 500,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			1 436 676,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			528 279,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			684 455,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			240 231,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			11 265,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			464 967,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			3 040,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			57 195,00
12/06/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			415 682,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 794 332,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			964 492,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			773 331,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			182 124,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			190 590,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			305 414,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			427 579,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			116 895,00
06/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06			198 949,00
16/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06			32 145,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			381 568,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 149 660,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			157 235,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			473 749,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			798 119,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			241 839,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			260 602,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			860 038,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			470 569,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			2 047 467,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			228 480,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			994 130,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			401 347,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			255 093,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			172 204,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			89 403,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			532 940,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			446 569,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			492 837,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			412 965,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			575 766,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			350 413,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			753 366,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			428 686,00
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA			834 201,00
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA			765 801,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			485 451,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			306 023,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			168 244,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			103 822,00
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			423 000,00
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			440 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			500 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			630 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 220 000,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			2 448 661,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 648 902,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			932 149,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			241 859,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			312 938,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			107 539,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			216 701,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			102 854,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			114 262,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			256 845,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			1 190 729,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			1 149 543,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			529 473,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			548 443,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			490 000,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			670 000,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 507 000,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			2 355 912,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			1 195 181,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			512 220,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			758 965,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			514 702,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			1 868 311,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			240 680,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			702 484,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			550 566,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			833 999,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			700 000,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			705 656,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 805 882,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			294 430,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			485 587,00
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 208 328,00
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			892 045,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 695 451,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			571 192,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			606 130,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			233 491,00
19/01/2017 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			173 200,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			187 271,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			212 788,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			134 435,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			164 665,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			217 731,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			166 283,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			349 012,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			266 543,00
11/05/2017 - 1 place de l'eveche - Grasse	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		200 641,00
15/06/2017 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			35 000,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			423 848,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			406 636,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			194 247,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			186 359,00
01/07/2017 - L'ARCHE A GRASSE	L'ARCHE A GRASSE			1 184 671,71
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			543 407,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			1 661 781,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			659 886,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			215 785,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			614 830,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			902 420,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			205 465,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			301 572,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			266 522,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			312 997,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			160 413,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			188 385,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			506 850,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			575 200,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 070 950,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			71 976,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			311 675,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			463 090,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			97 592,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 028 306,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			928 063,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 094 369,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			403 675,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 403 596,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			568 156,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			851 940,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			976 013,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			342 708,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			392 618,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 206 800,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			689 600,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			511 600,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			119 743,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			61 102,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			210 629,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			145 651,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			85 817,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			69 348,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			519 519,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			427 294,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			1 027 503,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			863 265,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			398 398,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			304 683,00
01/05/2018 - LE REFUGE DES CHEMINOTS	LE REFUGE DES CHEMINOTS			2 054 154,11
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			186 449,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			497 129,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			703 581,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			554 826,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			843 004,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 226 699,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			793 395,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/07/2018 - Financemement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			1 950 000,00
01/07/2018 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 149 509,56
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			70 045,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			343 929,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			421 467,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			57 159,00
06/11/2018 - Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			514 726,00
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			461 934,00
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			211 170,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			2 906 869,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 033 036,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 131 486,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			428 039,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			372 086,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			258 113,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			744 170,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			653 427,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			497 917,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 383 814,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			356 193,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			437 954,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			649 756,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 860 956,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 165 710,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			744 577,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			332 987,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			302 262,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			156 407,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			70 000,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			193 021,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			42 316,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			93 760,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			56 000,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 931 541,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			3 536 452,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 370 690,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			2 621 689,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			310 921,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			125 729,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			414 561,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			199 372,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			112 000,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			524 062,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			255 442,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			373 229,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			181 922,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			133 210,28
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			640 173,35
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			426 520,11
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			103 810,08
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 273 998,68
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			570 202,88
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			403 186,20
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			683 968,54
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			767 613,45
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			486 686,25
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 749 373,36

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			386 402,84
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			308 253,50
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			193 258,41
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			433 854,04
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			245 383,98
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			146 741,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			50 499,56
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			346 719,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			158 121,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			746 423,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			401 781,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			1 390 031,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			748 219,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			227 101,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			764 223,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 136 945,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			397 847,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			742 542,00
04/10/2019 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			214 937,00
01/11/2019 - LOGIREM	LOGIREM			1 170 655,85
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA			205 203,55
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA			143 655,06
01/01/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 264 727,78
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			223 727,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			235 640,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			722 560,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			537 109,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 646 979,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			354 051,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			52 727,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 938 503,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 891 470,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			824 268,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 229 477,00
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			599 324,36
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			661 437,28
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			833 847,15
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			876 542,96
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			341 554,83
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			546 679,28
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			583 706,69
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			297 000,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			603 967,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			243 133,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 698 367,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			683 697,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			20 901,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			214 193,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			149 606,00
05/06/2020 - Opération 17 logements	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 353 639,00
05/06/2020 - PLS bâti opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 616 287,00
05/06/2020 - PLS foncier opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			153 858,00
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			244 997,00
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			248 718,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			151 829,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			91 159,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			111 533,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			21 000,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			223 177,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			185 722,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			301 201,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			223 483,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			49 000,00
02/10/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			3 819 303,00
16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			299 181,00
16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			161 097,00
01/01/2021 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 099 785,76
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			234 229,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			227 939,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			163 157,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			134 975,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			127 829,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			62 174,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			51 135,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			150 000,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			90 000,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			165 526,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			307 406,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	2 500 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			542 047,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			954 810,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			940 152,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			900 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 581 435,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 330 238,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			416 530,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			857 191,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			540 000,00
12/04/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			350 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			211 806,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			121 033,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			36 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			466 386,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			672 726,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			434 635,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			694 598,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			144 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			155 322,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			888 618,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			751 949,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			294 615,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			3 551,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			270 000,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			162 000,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			213 799,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			510 001,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			296 624,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			2 055 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			994 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			2 949 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			1 708 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			1 365 000,00
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			325 863,58
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			621 244,09
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			125 355,56
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			203 440,90

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			553 014,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			262 982,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			206 242,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			210 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			133 717,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			126 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			201 857,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			104 973,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			109 879,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			60 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			36 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			232 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			330 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			98 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			179 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			321 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			68 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			40 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			180 000,00
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			306 000,00
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			81 000,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			611 276,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 352 021,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			273 154,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			757 266,00
01/09/2022 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 386 695,04

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
04/10/2022 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			72 000,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			532 479,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			388 056,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			237 309,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			176 786,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			573 260,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			700 294,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			153 661,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			86 062,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			283 650,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			261 415,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			122 967,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SMGA			59 000,00
SCOT			112 000,00
SDIS			80 000,00
PNR VERDON			3 524,00
PNR VERDON COMPETENCE GEMAPI			23 635,00
SICTIAM	01/01/2003		26 000,00
SMIAGE	01/01/2004		1 903 665,00
PNR PREALPES D'AZUR	01/01/2005		65 000,00
SMED	01/02/2014		12 250 000,00
UNIVALOM	01/08/2014		1 097 000,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
SPIC	REGIE AUTONOMIE FINANCIERE DES TRANSPORT SILLAGES	01/01/2014		20003985100020	transports urbains	oui
SPIC	EAU POTABLE	01/01/2020	04/10/2019	20003985700053	service public de distribution d'eau potable	oui
SPIC	ASSAINISSEMENT	01/01/2020	04/10/2019	20003985700046	service public assainissement	oui
SPIC	REGIE AUTONOMIE FINANCIERE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)	10/06/2020	10/06/2020	20003985700061	service public d'assainissement non collectif	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 788 759,47**	**-7 788 759,47**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**4 390 684,73**	**4 390 684,73**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 398 074,74**	**-3 398 074,74**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**3 398 074,74**	**3 398 074,74**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 398 074,74**	**-3 398 074,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**4 956 712,94**	**4 956 712,94**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**17 633 147,84**	**17 633 147,84**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**12 676 434,90**	**12 676 434,90**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**4 956 712,94**	**I** **4 956 712,94**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**4 912 908,50**	**4 912 908,50**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 463 713,00	4 463 713,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	449 195,50	449 195,50
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**43 804,44**	**43 804,44**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*43 804,44*	*43 804,44*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**17 633 147,84**	**III**	**17 633 147,84**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 283 737,00**		**4 283 737,00**
10222	FCTVA	4 000 000,00		4 000 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	133 737,00		133 737,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
27632	Créance Régions	150 000,00		150 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**13 349 410,84**		**13 349 410,84**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*19 880,00*		*19 880,00*
28033	*Frais d'insertion*	*331,00*		*331,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*48 104,00*		*48 104,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*3 640,00*		*3 640,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 000,00*		*6 000,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 020,00*		*1 020,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*223 915,63*		*223 915,63*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*664,87*		*664,87*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*189 396,00*		*189 396,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*221 799,41*		*221 799,41*
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*6 944,00*		*6 944,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*14 115,00*		*14 115,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*894 289,87*		*894 289,87*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*8 437,54*		*8 437,54*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*6 486,46*		*6 486,46*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*340 594,22*		*340 594,22*
28087	*Immo incorp. reçues / mise à diposition*	*5 688,00*		*5 688,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*3 110,77*		*3 110,77*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*262,00*		*262,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*11 245,68*		*11 245,68*
281321	*Immeubles de rapport*	*145 845,00*		*145 845,00*
281351	*Bâtiments publics*	*11 701,78*		*11 701,78*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*1 777,94*		*1 777,94*
28142	*Construct° sol autrui - Immeuble rapport*	*5 147,00*		*5 147,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*106,21*		*106,21*
28152	*Installations de voirie*	*1 644,19*		*1 644,19*
281538	*Autres réseaux*	*594,00*		*594,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*6 853,31*		*6 853,31*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281571	*Materiel ferroviaire*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*7 332,00*	*7 332,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*240,00*	*240,00*
281578	*Autre matériel technique*	*197 681,09*	*197 681,09*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*131 257,03*	*131 257,03*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*37 723,82*	*37 723,82*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*3 544,98*	*3 544,98*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*3 954,32*	*3 954,32*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*15 283,80*	*15 283,80*
281828	*Autres matériels de transport*	*281 560,36*	*281 560,36*
281838	*Autre matériel informatique*	*263 756,42*	*263 756,42*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*125 871,30*	*125 871,30*
28185	*Matériel de téléphonie*	*8 215,14*	*8 215,14*
28188	*Autres immo. corporelles*	*400 842,70*	*400 842,70*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*1 421 430,00*	*1 421 430,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	50 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 221 124,00*	*8 221 124,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
MUSEES	MUSEE INTERNATIONALE DE LA PARFUMERIE (MIP) ET JARDINS DU MIP (JMIP)			entrées, locations, boutique des musées
PEPINIERE ENTREPRISES	PEPINIERE ENTREPRISES - ESPACE JACQUES LOUIS LIONS			locations d espaces et coworking
HOTEL ENTREPRISES	HOTEL ENTREPRISES - BIOTECH	01/01/2018		Location d'espaces
BORNES ELECTRIQUES	BORNES ELECTRIQUES	01/01/2019		Recharge des véhicules électriques

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**275 500,00**
1641	EMPRUNTS EN EUROS	275 500,00
Acquisitions d'immobilisations		**2 102 757,76**
2031	FRAIS D'ETUDES	15 000,00
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	769 180,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	1 877,76
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0,00
21578	AUTRE MAT. ET OUTIL. DE VOIRIE	435 000,00
2158	AUTRES INST. MAT. OUTIL. TECHN	8 000,00
21828	MATÉRIEL DE TRANSPORT	504 000,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 000,00
2313	CONSTRUCTIONS	0,00
2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	329 700,00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	0,00
2317	IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPO.	0,00
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMO. CORP.	30 000,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 378 257,76**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**2 378 257,76**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
1322	REGIONS	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**8 220 127,00**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	4 500,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	17 671,00
60622	CARBURANTS	313 000,00
60623	ALIMENTATION	500,00
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT	24 000,00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	21 000,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	6 000,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIP.	79 000,00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	35 000,00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 600,00
611	CONTRAT DE PRESTA. DE SERVICES	7 128 350,00
6132	LOCATIONS IMMOBILIÈRES	5 000,00
61351	LOCATIONS MOBILIERES	4 000,00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	0,00
615231	VOIRIES	4 500,00
61551	MATERIEL ROULANT	301 000,00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	0,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	50 560,00
6228	DIVERS	0,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMÉS	9 000,00
6238	DIVERS	9 000,00
6251	VOYAGES ET DÉPLACEMENTS	1 000,00
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	4 000,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 500,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	12 200,00
62875	AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP	179 096,00
62878	A D'AUTRES ORGANISMES	3 000,00
63512	TAXES FONCIÈRES	650,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	5 000,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**2 837 774,98**

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	29 100,00
6332	COTISATIONS VERS. AU F.N.A.L.	8 315,00
6336	COT.CENT.NAT.CENT.GEST. DE FPT	39 587,00
64111	RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	1 042 837,98
64112	NBI, SFT & INDEM DE RESIDENCE	13 814,00
64113	NBI	8 461,00
64118	PERSONNEL TITULAIRE ¿ INDEMNITÉ INFLATION	313 171,00
64131	RÉMUNÉRATION	578 878,00
64132	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE	9 520,00
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	17 281,00
6451	COTISATIONS À L'U.R.S.S.A.F.	335 848,00
6453	COT. AUX CAISSES DE RET.	406 340,00
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	24 587,00
6458	COT. AUX AUTRES ORG. SOC.	4 238,00
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	5 797,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**13 357 500,00**
65568	AUTRES CONTRIBUTIONS	13 347 000,00
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	10 500,00
66	**Charges financières**	**41 846,00**
66111	INTÉRÊTS RÉGLÉS À L'ÉCHÉANCE	41 846,00
67	**Charges spécifiques**	**20 000,00**
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	20 000,00
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**24 477 247,98**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**24 477 247,98**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**31 231 709,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
73133	TX. D'ENL. DES ORD. MÉNAGÈRES	31 231 709,00
Dotations et participations reçues		**15 100,00**
747888	AUTRES ORGANISMES	15 100,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**1 606 500,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**1 605 000,00**
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	1 600 000,00
706888	AUTRES	5 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
755	DEDITS ET PENALITES PERCUES	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**1 500,00**
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	1 500,00
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**32 853 309,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**32 853 309,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET PRINCIPAL 2024

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
Recettes	116 135 808,85	Recettes	14 871 443,46
- Dépenses	113 486 032,61	- Dépenses	18 193 609,04
= Résultat de l'exercice	**2 649 776,24**	**= Résultat de l'exercice**	**- 3 322 165,58**
+ Excédent reporté	9 674 293,91	- Déficit reporté	- 4 466 593,89
= Résultat de clôture fonct	**12 324 070,15**	**= Résultat de clôture invest**	**- 7 788 759,47**
		+ Solde des restes à réaliser	4 390 684,73
		= Besoin de financement	- 3 398 074,74
Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement	**8 925 995,41**		

Grasse, le 13/3/2025

SERVICE GESTION COMPTABLE 006/109 GRASSE

Le Chef de Service Comptable,
Service de Gestion Comptable
Le comptable du Trésor
Pierre-yves SIKLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUDGET PRINCIPAL - RESTES A REALISER 2024 - DEPENSES

Nature	Fonction	Opération	Service	N° engagement	Date eng.	Libellé	Tiers	Montant
2031	323	11		AC22002101P	06/01/2025	Conseil - Restructuration extension piscine Altitu de 500	AB SHARK	6 600,00 €
2031	323	11		AC24-00012P	06/01/2025	PHASE PRO - TRANCHE FERME - TNA - ALT 500	TNA THIERRY NABERES-ARCHITECTES	11 816,54 €
2031	323	11		AC24-00048P	06/01/2025	ETUDES VRD AUX ABORDS PISCINE ALTITUDE 500	SEGIC INGENIERIE	16 380,00 €
2031	323	11		AC24-00127P	06/01/2025	COMPLEMENT TRANCHE FERME PHASE AMT/DCE + EXE PARTIELLE ET FLUIDES - SYMBIEAU TECH - ALT 500	SYMBIEAU TECH	5 374,21 €
2031	323	11		AC24003101P	06/01/2025	DIAGNOSTIC ARCHITECTURAL - CENTRE CULTUREL ALT 500 (ECA)	TNA THIERRY NABERES-ARCHITECTES	8 235,60 €
2031	323	11		AC24020701P	06/01/2025	PORTER A CONNAISSANCE - PISCINE ALTITUDE 500	EAU ET PERSPECTIVES	2 400,00 €
2031	020			BA24052701P	06/01/2025	BAT 35- Diag dalle pour sécurisation	ASTER BTP	16 254,00 €
2031	7212			CL18014501P	06/01/2025	CESS ACTI REHAB SITE MALAMAIRE	BURGEAP	5 791,50 €
2031	821			DE23005701P	06/01/2025	ETUDES TCSP	ALGOE	3 800,68 €
2031	821			DE24-00039P	06/01/2025	ETUDES BHNS ENTRE LA GARE DE GRASSE ET MOUANS-SARTOUX	EGIS VILLES ET TRANSPORTS	66 404,14 €
2031	821			DE24-00050P	06/01/2025	ETUDES BHNS ENTRE LA GARE DE GRASSE ET MOUANS-SARTOUX	ATELIER VILLES ET PAYSAGES	195,20 €
2031	821			DE24-00051P	06/01/2025	ETUDES BHNS ENTRE LA GARE DE GRASSE ET MOUANS-SARTOUX	ROCHE	579,60 €
2031	821			DE24000501P	06/01/2025	MISS ASSIST APPEL A PROJET DEPOLIEMT PLAN VELO	ALGOE	3 978,00 €
2031	821			DE24004901P	06/01/2025	ACCOMPAGNEMENT CONCERTATION CONTINUE BHNS	ALGOE	19 371,28 €
2031	821			DE24009401P	06/01/2025	INSPECTIONS VISUELLES DE 4OA-M12FUTUR BHNS DE GRAS SE - MOUANS SARTOUX	CEBTP GINGER	5 640,00 €
2031	821			DE24010201P	06/01/2025	Missions complémentairesArticles du CCTP : 23,24,2 5,27,28,29,32,33,34,35-M16, 41.1.1,41.1.2,41.1.3,4	EGIS VILLES ET TRANSPORTS	16 882,08 €
2031	821			DE24011401P	06/01/2025	LEVES TOPOGRAPHIQUES COMPLEMENTAIRES	EGIS VILLES ET TRANSPORTS	10 530,00 €
2031	821			DE24011501P	06/01/2025	2 ANALYSES MARCHE AMO FONCIER BHNS	EGIS VILLES ET TRANSPORTS	4 185,00 €
2031	821			DE24014001P	06/01/2025	Missions complémentaires Articles du CCTP : 23,24, 25,27,28,29,32,33,34,41.1.1,41.1.2,41.1.3,41.1.4	EGIS VILLES ET TRANSPORTS	744,14 €
2031	510			HA24-00063P	06/01/2025	NPNRU - MISSION OPCU / AMO - MARCHE 2022-019	SETEC ITS ORGANISATION	13 822,50 €
2031	734		GR	PL22003701P	06/01/2025	GIRATOIRE PETIT PARIS GRASSE - MO CREATION RESEAU EPCONSULTATION DU 24/05/22	AXES INGENIERIE	6 180,00 €
2031	734		GR	PL24002501P	06/01/2025	GRASSE AV DE LA LIBERATION - MISSION CSPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	466,80 €
2031	734		GR	PL24005601P	06/01/2025	GRASSE TRAVERSE DE LA GAREETUDE FAISABILITE DEVOIE MENT	CONCEPTION TRAVAUX HANSEN	6 660,00 €
2031	734		GR	PL24006401P	06/01/2025	INSPECTION TELEVISEE DE 4 OUVRAGES ET GEOREFERENCE MENT- SECTEUR DE GRASSE - LA GARE - 06130 GRASSE	SMC	11 760,00 €
2031	518			VO24-00096P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE - MOE - PHASE ESQ + APS PAYÉE PAR SERVICE AMÉNAGEMENT	STOA	43 673,38 €
2031	518			VO24-00097P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE - MOE - PHASE ESQ+APS PRISE EN CHARGE PAR SERVICE AMENAGEMENT	ALGOE	13 230,00 €
2031	518			VO24-00098P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE - MOE - PHASE ESQ+APS PRISE EN CHARGE PAR SERVICE AMENAGEMENT	AXES INGENIERIE	90 785,99 €
2031	518			VO24-00099P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE - MOE- PHASE ESQ+APS PRISE EN CHARGE PAR SERVICE AMENAGEMENT	GEOLITHE	1 979,62 €
2031	518			VO24-00100P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE - MOE - ESQ APS PRISE EN CHARGE PAR AMENAGEMENT	EAU ET PERSPECTIVES	22 169,48 €
2031	845			VO24001201P	06/01/2025	VOIRIE SPERACEDES_ETUDE BORNAGE & ALIGNEMENT	BERBENNI OLIVIER	2 304,00 €
2031	845			VO24003901P	06/01/2025	MOE_REHABILITATION RESERVOIR GRASSE CAMPUS 3	CEREG INGENIERIE	23 700,00 €
2031	845			VO24005301P	06/01/2025	AMO CREATION PARKING SPERACEDES	AXES INGENIERIE	21 840,00 €
2031	518			VO24007701P	06/01/2025	JARDIN DE PLUIE_DIAG AMIANTE AVANT TRAVAUX	GMCD	1 248,00 €
2031	845			VO24007901P	06/01/2025	ZA DU PILON_PLAN TOPO, BORNAGE PARTIEL	ARPENTEURS GEOMETRES	2 580,00 €
CHAPITRE 2031								**467 561,74 €**
204183	821			DE22-00083P	06/01/2025	CONVENTION FINANCEMENT PHASE 1 DU PROJET DES PHASES 1 ET 2 DE LA LNPCA	SNCF RESEAU	2 746,22 €
204183	821			DE23-00086P	06/01/2025	LNPCA ETUDES AVANT PROJET PHASE 1 DU PROJET DES PHASES 1&2-T2 ET T3 2023	SNCF RESEAU	47 253,78 €
204183	821			DE24-00002P	06/01/2025	PARTICIPATION BUDGET 2023 SLNPCA	SOCIETE DE LA LIGNE NOUVELLE PRO	3 730,57 €
CHAPITRE 204183								**53 730,57 €**
20422	555			HA22-00158P	06/01/2025	2021 - ATHENA - LOGIREM	LOGIREM	8 400,00 €
20422	555			HA22-00159P	06/01/2025	2021 - OLIA -LRS-UNICIL	UNICIL	24 500,00 €
20422	555			HA22-00160P	06/01/2025	2021 - CAMBOUNE - LOGIS FAMILIAL	LOGIS FAMILIAL	38 500,00 €
20422	555			HA22-00161P	06/01/2025	2021 - ZAC LEBON - 3FSUD	IMMOBILIERE MEDITERRANEE - 3F SU	178 500,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

20422	555			HA22-00162P	06/01/2025	2021 - LA BRISE - 3F SUD	IMMOBILIERE MEDITERRANEE - 3F SU	10 000,00 €
20422	555			HA22-00163P	06/01/2025	2021 - LES ROCHES GRISSES I - 3F SUD	IMMOBILIERE MEDITERRANEE - 3F SU	21 000,00 €
20422	555			HA22-00164P	06/01/2025	2021 - VILLA MARCY - 3F SUD	IMMOBILIERE MEDITERRANEE - 3F SU	45 500,00 €
20422	555			HA22-00165P	06/01/2025	2021 - RIVIERA AZUR -SCS-UNICIL	UNICIL	255 500,00 €
20422	555			HA22-00166P	06/01/2025	2021 - LA CLOSERIE - BATIGERE	BATIGERE GRAND EST	7 000,00 €
CHAPITRE 20422								**588 900,00 €**
2051	020			DS24-00295P	06/01/2025	CARTE ACHAT UPDF POUR 5 LICENCES ENTREPRISES	RA SERV DES FINANCES -GRASSE	495,00 €
2051	314			DS24029101P	06/01/2025	LICENCE GTS V5 POUR LA CAISSE DU MIP	VIVATICKET	2 200,00 €
2051	314			DS24032101P	06/01/2025	SICTIAM Acquisition licences O365 Grasse Campus - Devis n°RIT2024-1791 Joint.	MONACO DIGITAL	543,75 €
2051	020			DS24032201P	06/01/2025	Acquisition licences plateforme de supervision OMN IVISTA / Devis joint n° RIT2024-1808	SICTIAM	3 585,13 €
2051	020			SI22000501P	06/01/2025	Achat logiciel ESRI - Connecteur Next'ADS - Geo-we b	ESRI FRANCE	6 940,80 €
CHAPITRE 2051								**13 764,68 €**
2115	61 0			FI24-00109P	06/01/2025	ACQUISITION BIOLANDES DEL 2024 162 DU 19 SEPT 2024	GERARD BORIES DEBRAY PUTINE NOTA	70 000,00 €
CHAPITRE 2115								**70 000,00 €**
21318	7212			FI24-00108P	06/01/2025	ACQUISITION LOCAL DECHETS 4 BIS PORTES NEUVE GRASSE DB 2024-108	GEORGES FABRE CHRISTELLE DAPRELA	23 350,00 €
21318	7212			FI24-00110P	06/01/2025	ACQUISITION LOCAL DECHETS RUE CHARLES NEGRE GRASSE DEL 2019-212	NOTAIRES NICE-LIBERATION	50 000,00 €
CHAPITRE 21318								**73 350,00 €**
21568	633			BA24-00221P	06/01/2025	OT_RÉGULARISATION ACHAT EXTINCTEUR	ACQUA PROTECTION SARL	104,40 €
21568	821			BA24009101P	06/01/2025	ACHAT EXTINCTEUR DEVIS 29762	ACQUA PROTECTION SARL	318,60 €
21568	633			BA24057201P	06/01/2025	PDC/OT_FOURNITURE & POSE DETECTION INCENDIE	SPIE BUILDING SOLUTIONS	5 589,97 €
CHAPITRE 21568								**6 012,97 €**
21578	7212			CL24086001P	06/01/2025	ACHAT COLONNES AERIENNES	CONTENUR	710,47 €
21578	7212			CL24102201P	06/01/2025	ACHAT BAC DE TRI INDIVIDUELS 50X140l + 50x240l +25 x340l op+50x340l+ 50x360l	CONTENUR	13 657,45 €
21578	7212			CL24102301P	06/01/2025	ACHAT BAC 50x660l tri +50x140l om+ 50x660l om+ 50 x660 dib	CONTENUR	1 791,38 €
21578	7212			CL24104101P	06/01/2025	commande de 5 colonnes (4 OMr et 1 verre) enterrée s selon devis N°13112024-400 saint vallier	CONTENUR	45 885,68 €
21578	7212			CL24104201P	06/01/2025	20 colonnes (10 emballages et 10 verres) selon de vis N° 13112024-200 vallée de la siagne	CONTENUR	38 649,91 €
21578	7212			CL24104301P	06/01/2025	42 colonnes (22 emballages, 20 verre) selon devis 13112024-300	CONTENUR	84 850,03 €
21578	7212			CL24104401P	06/01/2025	5 colonnes (4 OMr, 1 verre) la roquette sur siagne	CONTENUR	45 885,68 €
21578	7212			CL24104501P	06/01/2025	15 colonnes (verres)	CONTENUR	30 278,98 €
21578	7212			CL24104601P	06/01/2025	1 colonne verre à le Tignet	CONTENUR	9 444,95 €
21578	7212			CL24104701P	06/01/2025	CACHE BAC	SODILOR SAS	25 005,12 €
21578	7212			CL24105201P	06/01/2025	achat 50x140l de TRI, 50x140l OM, 50x660 l OM, 20x 660l OM	CONTENUR	15 903,69 €
CHAPITRE 21578								**312 063,34 €**
2158	80			AU24040401P	06/01/2025	FOURNITURE OUTILLAGE ATELIER BON PJ	PARENTE PIECES AUTO MOUGINS	399,60 €
2158	80			AU24040501P	06/01/2025	OUTILLAGE ATELIER PA	ESCOMAT	148,16 €
2158	311			CU24014201P	06/01/2025	CULTURE_ACHAT MOBILIER POUR L'ESPACE COMMUN	MAISONS DU MONDE GRASSE	248,90 €
2158	414			FI24009101P	06/01/2025	FOURNITURE ET INSTALLATION ELECTRO CARDIOGRAPHE	GE MEDICAL SYSTEMS	35 443,50 €
2158	314			MT24047901P	06/01/2025	STATION DE NETTOYAGE DE PINCEAUX	ZOLPAN ALBERTINI	3 375,00 €
2158	323			SP24001701P	06/01/2025	matériel pédagogique piscine Peymeinade WATER POLO	DECATHLON PRO SAS	555,00 €
2158	323			SP24017601P	06/01/2025	REMPLACEMENT TOBOGGAN EDUCATIF PISCINE HARJES (rem place la commande précédente)	SEVA PISCINE	2 636,40 €
CHAPITRE 2158								**42 806,56 €**
21828	7212			CL23094301P	06/01/2025	Achat véhicule BOM VDS/MS	UGAP	264 898,80 €
21828	7212			CL24078901P	06/01/2025	ACHAT BOM RENAULT UGAP POUR CTI MOUANS-VDS SELON D EVIS JOINT N°40251915	UGAP	266 698,56 €
21828	7212			CL24085801P	06/01/2025	Achat véhicule mini benne FUSO SELON DEVIS N°40297 927	UGAP	85 078,85 €
CHAPITRE 21828								**616 676,21 €**
21838	020			DS24019701P	06/01/2025	1 IMPRIMANTE LAZER JET PRO - MULTIFONCTION NOIR ET BLANC POUR MME GUERRIN SOUS DEVIS N° 10846176	INMAC WSTORE	390,00 €
21838	314			DS24029102P	06/01/2025	ACQUISITION MATERIEL POUR CAISSE DU MIPSOUS DEVIS N° OC241435	VIVATICKET	4 579,00 €
21838	020			DS24031801P	06/01/2025	UGAP /Devis joint n°302977824 / Descriptif : Ec rans externe PC/Disques de sauvegarde/ Imprimantes	UGAP	1 904,23 €
21838	020			DS24032001P	06/01/2025	UGAP Acquisition de deux Ecrans. Devis joint N°302 986086	UGAP	1 282,93 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

						CHAPITRE 21838		**8 156,16 €**
21838	020			BA24071201P	06/01/2025	BAT_ ACHAT D'ÉTAGÈRES POUR BUREAUX	BERTRAND VIGOUROUX	500,00 €
21848	331			JE24041701P	06/01/2025	Tableau mural de bureau weleda	OLLIVIER	204,96 €
						CHAPITRE 21848		**704,96 €**
2188	321			BA24070501P	06/01/2025	ECSHP_ACHAT D'UN ASPIRATEUR	BERTRAND VIGOUROUX	104,46 €
2188	7212			CL23-00940P	06/01/2025	INSTALLATION DISPOSITIF VÉHICULES COLLECTE SECTEUR GRASSE SELON ORDRE SERVICE N°2	SIMPLICITI	6 390,00 €
2188	7212			CL24-01014P	06/01/2025	INSTALLATION DISPOSITIF ET GPS SUR VÉHICULES CTI GRASSE ET BOM PRESTATAIRE	SIMPLICITI	38 000,00 €
2188	331			JE24040301P	06/01/2025	siège auto pour acl	PAPOUILLE	4 884,48 €
2188	331			JE24042101P	06/01/2025	Commande de cible de tir à l'arc	DECATHLON PRO SAS	139,00 €
2188	4221			PE24014601P	06/01/2025	projecteur + jeu sensoriel	WESCO	284,68 €
2188	323			SP24018601P	06/01/2025	nettoyeurs préfiltres robots piscines	MARINER 3SFRANCE	768,00 €
						CHAPITRE 2188		**50 570,62 €**
2313	61 3			BA23008801P	06/01/2025	BIOTECH - MOE TRAVX REMPLACEMENT PRODUCTIONS CALOR IFIQUES ET FRIGORIQUESPHASE 1 ANALYSE DEVIS	CINFORA	6 000,00 €
2313	821			BA23014501P	06/01/2025	SILLAGES_CREATION CLOISON REFECTOIRE	SRC BAT	8 348,66 €
2313	821			BA23015201P	06/01/2025	SILLAGES-P5 HORS MARCHÉ_DÉPLACEMANT VENTILO-CONVEC TEUR	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	1 814,40 €
2313	821			BA23022901P	06/01/2025	MAISON DE LA MOBILITE - MOE -PRESTATION COMPLEMENT AIRE ST230007	ARCHIMU - ROY MURIELLE	519,60 €
2313	6312			BA23023701P	06/01/2025	ARCHIDIAQUE-MISSION MOE 4 phases	CINFORA	35 400,00 €
2313	821			BA23038301P	06/01/2025	MAISON DE LA MOBILITE - FOURNITURE ET POSE MENUISE RIE METAL	REMETAL	7 411,20 €
2313	020			BA23040901P	06/01/2025	BAT42_AMENAGEMENT ARCHIVES EN SALLE DE REUNION	SRC BAT	568,12 €
2313	61 1			BA23041201P	06/01/2025	EJLL_CRÉATION CONTROLE D'ACCES HORS MARCHÉ	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	4 082,71 €
2313	61 1			BA23041301P	06/01/2025	EJLL_CRÉATION D'UN ESPACE D'ATTENTE SÉCURISÉ R+2	SRC BAT	5 228,16 €
2313	6312			BA23047001P	06/01/2025	ARCHIDIAQUE_MISSION GEOTECHNIQUE	SEFAB	14 760,00 €
2313	7212			BA23047901P	06/01/2025	CTI MARIGARDE_FOUNITURE & POSE ALARME INCENDIE TYP E 4DEVIS N° 07.23.264	GREENB SECURITY	1 022,45 €
2313	020			BA23052001P	06/01/2025	BAT24BIS_TRAVAUX D'ISOLATION FACADE COTÉ RESTAURAN T	SRC BAT	5 066,86 €
2313	61 3			BA23064601P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION CONTROLE D'ACCES AU RDC.hors marc hé	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	15 317,05 €
2313	020			BA23064701P	06/01/2025	BAT 42_FOURNITURE & POSE VIDEOPHONE ENTREE.hors ma rché	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	398,37 €
2313	61 1			BA23066201P	06/01/2025	EJLL_FOURNITURE & POSE CREMONE SUR VANTAUX AU RDC	BONELLI MATHIEU	1 125,00 €
2313	020			BA23066301P	06/01/2025	BAT 42_FOURNITURE & POSE DE MECANISME A CHAINE ELE CTRIQUE AU RDJ.	BONELLI MATHIEU	13 656,00 €
2313	020			BA23070101P	06/01/2025	BAT24BIS_FRE&POSE CONTROLE D'ACCES	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	2 970,46 €
2313	020			BA23072601P	06/01/2025	Contrôle d'accès Porte d'entrée vitrée RDC fournit ure et pose	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	8 118,74 €
2313	020			BA24021001P	06/01/2025	BAT24BIS_FOURNITURE ET POSE D'UN VIDEOPHONEdevis n °D240268	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	1 889,18 €
2313	61 1			BA24021101P	06/01/2025	EJLL_FOURNITURE ET POSE D'UN VIDEOPHONE devis n°D2 40267	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	1 610,72 €
2313	821			BA24028601P	06/01/2025	MAISON DE LA MOBILITÉ_CRÉATION GOULOTTE POUR RAJOU T PC AU R+1 devis 2024.1019	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	950,67 €
2313	61 1			BA24033401P	06/01/2025	EJLL R+1 _CREATION PRISE + RJ45 devis 2024.1024	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	1 085,31 €
2313	321			BA24035801P	06/01/2025	ECSHP_FOURNITURE&POSE D'UN BLOC PORTE CF hors marc hé	SRC BAT	3 677,59 €
2313	020			BA24037101P	06/01/2025	BAT 42 RDJ_FOURNITURE & POSE D'UN VENTILOCONVECTEU R P5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	2 544,58 €
2313	61 3			BA24043301P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION DE 2 LABORATOIRES AU R+1	AIR DATA SYSTEMS SAS	105 021,12 €
2313	61 3			BA24043401P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION D'UNE CLOISON MOBILE AU RDC	ALGAFLEX	12 427,00 €
2313	61 3			BA24043501P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION D'UNE SALLE DE REUNION	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	4 623,58 €
2313	61 3			BA24043601P	06/01/2025	BIOTECH_FOURNITURE ET POSE D'UN CHASSIS	MIROITERIE DES MARRONNIERS	4 330,60 €
2313	61 3			BA24043701P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION DE CLOISON ET FAUX PLAFOND AU R+1 hors marché	SRC BAT	5 949,23 €
2313	61 3			BA24043801P	06/01/2025	BIOTECH_CREATION D'UN BUREAU DANS LE HALL RDChors marché	SRC BAT	4 866,36 €
2313	61 3			BA24043901P	06/01/2025	BIOTECH_MODIFICATION CLOISON ET FAUX PLAFOND RDC h ors marché	SRC BAT	10 537,27 €
2313	61 1			BA24049101P	06/01/2025	BAT 35_TRAVAUX FERMETURE FAITAGE TOITURE	OPTIM TOITURES	1 923,75 €
2313	61 3			BA24051101P	06/01/2025	BIOTECH_OUVERTURE ET HABILLAGE DU BARDAGE (au R+1)	REMETAL	8 874,44 €
2313	020			BA24051801P	06/01/2025	BAT 24 BIS_MISE EN PLACE D'UN VENTILO CONVECTEURP5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	4 731,25 €
2313	020			BA24051901P	06/01/2025	BAT42 RDJ_MISE EN PLACE D'UN VENTILO CONVECTEURP5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	4 759,09 €
2313	020			BA24052001P	06/01/2025	BAT42 HALL RH_MISE EN PLACE D'UN VENTILO CONVECTEU RP5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	2 543,18 €
2313	020			BA24052101P	06/01/2025	BAT 42_ MISSION DE COORDINATION SSI	SSI PROJETS	2 244,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2313	020			BA24053401P	06/01/2025	BAT42 RH- INSTALLATION ET MISE EN PLACE CVC	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	2 543,18 €
2313	61 1			BA24054701P	06/01/2025	BAT24 - R+1 - FOURNITURE ET POSE D4UN PLAN DE TRAV AIL	BONELLI MATHIEU	880,00 €
2313	414			BA24056201P	06/01/2025	MAISON MEDICALE- FOURNITURE ET POSE CONTROLE D'ACC ES	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	25 062,79 €
2313	821			BA24059201P	06/01/2025	MAISON MOBILITÉ_CRÉATION DE 2 TROP PLEINS	OPTIM TOITURES	1 131,00 €
2313	020			BA24060801P	06/01/2025	BAT42_TRAVAUX DE REFECTION RESEAU D'EAU GLASSÉE SA LLE DU CONSEIL P5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	5 794,28 €
2313	821			BA24064101P	06/01/2025	PIG_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	960,00 €
2313	020			BA24064901P	06/01/2025	BAT 42_TRVX AMNAGEMENT BUREAUX JURIDIQUE	SRC BAT	11 259,60 €
2313	61 1			BA24066301P	06/01/2025	BAT24_CREATION PRISES LOCAL VESTIAIRE RDC	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	421,58 €
2313	020			BA24066701P	06/01/2025	Fourniture et pose de pc/chauffage éclairage et RJ 45	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	8 363,69 €
2313	020			BA24066801P	06/01/2025	Fourniture et pose de pc/éclairage/RJ45	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	4 833,22 €
2313	61 1	0055		BA24067001P	06/01/2025	BAT35_TRAVAUX DE BRANCHEMENT ELEC	ENEDIS ACCUEIL RACCORDEMENT ELCT	1 382,40 €
2313	821			BA24068401P	06/01/2025	PIG_MISE EN PLACE CONTROLE D'ACCES LOCAL CHAUFFEUR	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	1 317,87 €
2313	020			BA24069601P	06/01/2025	BAT42_FOURNTURE & POSE DE STORE SALLE DU CONSEIL	BONELLI MATHIEU	2 688,00 €
2313	61 1			BA24069901P	06/01/2025	BAT35_FOURNITURE ET POSE MATERIEL ELECTRIQUE	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	7 304,10 €
2313	821			DE24011701P	06/01/2025	INSTALLATION VIDEO SURVEILLANCE PIG	2 ATS - OPUS-STONE	22 008,00 €
2313	821			DE24011702P	06/01/2025	CAMERA DOME PTZ IP	2 ATS - OPUS-STONE	2 028,00 €
2313	821			DE24012101P	06/01/2025	DEPLACEMENT PASSAGE PIETON ZA BOIS DE GRASSE	SATEC	4 172,17 €
2313	821			DE24014301P	06/01/2025	Ouverture du parc P+R aux horaires avec ajout d'un e caisse automatique et remplacement des caméras L	OSP HOLDING	33 511,52 €
2313	61 3			ST20070401P	06/01/2025	BIOTECH-Aménagement R+1 et mise en place clim	AIR DATA SYSTEMS SAS	774,00 €
2313	321	0106		ST21-00104P	06/01/2025	ECS VALDEROURE PLOMBERIE-CHAUFFAGE TRVX SUP AVENANT 2	HYDRIUM	888,18 €
2313	020			ST23001201P	06/01/2025	BEAUSEJOUR- Remplacement Chaudière- P5 hors marché	VEOLIA ENERGIE FRANCE SAS	6 760,80 €
2313	020			VO23003301P	06/01/2025	PARKING BAT 42_ TRVX SUITE AFFAISSEMENT BORDURES	SATEC	1 638,05 €
CHAPITRE 2313								**462 119,13 €**
2314	7212			ST22006101P	06/01/2025	Mise en peinture PAV rue ancien palais justice	SRC BAT	1 980,00 €
2314	845			VO24002401P	06/01/2025	MISE AUX NORMES ARRET BUS DU COURS GRASSE	SATEC	3 108,54 €
2314	845			VO24003301P	06/01/2025	CRÉATION ARRET DE BUS AVE MATHIAS DUVAL GRASSE	SATEC	2 290,41 €
2314	7212			VO24004901P	06/01/2025	LE MAS_CRÉATION D'UN PAV DE 12 M2	MOSAIQUE SCOP	9 428,15 €
2314	7212			VO24005001P	06/01/2025	LE MAS_CRÉATION D'UN PAV DE 6 M2	MOSAIQUE SCOP	5 824,90 €
2314	845			VO24007801P	06/01/2025	ZA BOIS DE GRASSE_DEPLACEMENT DE L'AIRE DE DETENTE	BOCLET GEORGES	1 500,00 €
2314	7212			VO24008801P	06/01/2025	AMENAGEMENT PR CHEMIN ROURE DE LA GACHE	SATEC	8 621,84 €
2314	7212			VO24010701P	06/01/2025	CREATION DALLE_PAV ROURE DE LA GACHE	SRC BAT	2 820,00 €
CHAPITRE 2314								**35 573,84 €**
2315	7212			BA24031901P	06/01/2025	CTI MOUANS_CRÉATION PLACES DE STATIONNEMENT	A2LS	1 216,80 €
2315	518			DE23005801P	06/01/2025	SDIRVE AVEC PRIX ACTUALISES SELON COEFFICIENT ACTU ALISATION DE 1,092COMPLEMENT BDC DE230046(3179,90-	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	535,80 €
2315	518			DE23008201P	06/01/2025	INSTALLATION BORNE DE RECHARGE GRASSE BD M.LECLERC DEVIS N°D2023./190	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	10 333,29 €
2315	518			DE24005301P	06/01/2025	RACCORDEMENT BORNE LES MARRONNIERS 4 RUE DES GRILL ONS 06130 GRASSE PDL 50033504928807	ENEDIS ACCUEIL RACCORDEMENT ELCT	1 326,00 €
2315	518			DE24005401P	06/01/2025	RACCORDEMENT BORNE MAGAGNOSC CHEMIN DE LA MOUTONNE 06130 GRASSE PDL 50057093929570	ENEDIS ACCUEIL RACCORDEMENT ELCT	1 326,00 €
2315	518			DE24005601P	06/01/2025	RACCORDEMENT BORNE 20 AV THIERS 06130 GRASSE PDL 5 0086182098445	ENEDIS ACCUEIL RACCORDEMENT ELCT	1 326,00 €
2315	518			DE24005701P	06/01/2025	RACCORDEMENT BORNE AIRE DE REPOS BOIS DE GRASSE 61 -7 AV LOUISON BODET PDL 50047397723224	ENEDIS ACCUEIL RACCORDEMENT ELCT	1 326,00 €
2315	518			DE24007001P	06/01/2025	INSTALLATION BORNE GRASSE LES MARRONNIERS	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	10 470,05 €
2315	518			DE24007101P	06/01/2025	INSTALLATION BORNE GRASSE MAUBERT	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	9 875,67 €
2315	518			DE24012301P	06/01/2025	BOXYCLETTE AIRE DE COVOITURAGE SAINT VALLIER	ALTINNOVA	4 680,40 €
2315	518			DE24012401P	06/01/2025	BOXYCLETTE SALLE BATIPOLI SAINT CEZAIRE/SIAGNE	ALTINNOVA	4 680,40 €
2315	518			DE24012501P	06/01/2025	BOXYCLETTE PARK COVOITURAGE ISCLES LA ROQUETTE	ALTINNOVA	4 680,40 €
2315	518			DE24012601P	06/01/2025	BOXYCLETTE SITE DU PETIT PARIS GRASSE	ALTINNOVA	4 680,40 €
2315	518			DE24012801P	06/01/2025	BOXYCLETTE PARKING VAL DU TIGNET	ALTINNOVA	4 680,40 €
2315	518			DE24013001P	06/01/2025	BOXYCLETTE CAMPUS DE GRASSE	ALTINNOVA	4 753,20 €
2315	518			DE24013101P	06/01/2025	BOXYCLETTE ECOLE SAINT JEAN LA ROQUETTE/SIAGNE	ALTINNOVA	868,40 €
2315	518			DE24013201P	06/01/2025	BOXYCLETTE COEUR SAINT GEORGES LA ROQUETTE/SIAGNE	ALTINNOVA	190,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2315	518			DE24013701P	06/01/2025	IRVE CAPG GRASSE AVENUE THIERS	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	10 441,94 €
2315	518			DE24013801P	06/01/2025	IRVE CAPG GRASSE ZA BOIS DE GRASSE - CUBE	GROUPT DALKIA ELECTROTEC-IZIVIA-	9 954,43 €
2315	020			DS24024501P	06/01/2025	MATERIEL ET PRESTATION E MISE EN OEUVRE POUR LE CO EUR DU RESEAUSelon les éléments du marché subséque	ORANGE	84 237,48 €
2315	020			DS24030001P	06/01/2025	ACQUISITION MODULES SFP-QSFP ET COEUR DE RESEAUREF ORANGE : LANOSM-MAM-2421527 v2.0	ORANGE BUSINESS SERVICES SA	4 858,57 €
2315	734		GR	PL23-00059P	06/01/2025	RENOUV RESEAU EAU PLUVIALE AV DE GRASSE	EUROP'TP	9 876,00 €
2315	734		GR	PL23001101P	06/01/2025	GRASSE CANAL PLACE AUX AIRES - ITV DS MILIEU CONFI NÉ	SMC	1 800,00 €
2315	734		GR	PL23003901P	06/01/2025	GRASSE BD V. HUGO - REPRISE ETANCHÉITÉ REGARD	SKR.TP	486,00 €
2315	734		RO	PL23005001P	06/01/2025	TRAVX RESEAU D'EAUX PLUVIALES - BD DU 8 MAI	COLAS FRANCE	7 632,00 €
2315	734		GR	PL23006001P	06/01/2025	GRASSE AV F. MISTRAL - EXTENSION RESEAU	GRPT SEETP EMGC	9 090,82 €
2315	734		GR	PL24-00045P	06/01/2025	BD MCHL LECLERC - REVISION MARCHE	GRPT SEETP EMGC	58,80 €
2315	734		AU	PL24-00063P	06/01/2025	RENOUVELLEMENT RÉSEAUX EAU PLUVIALE	GROUPEMENT GME POLITI NLE SIROLA	4 032,00 €
2315	734		GR	PL24002001P	06/01/2025	GRASSE AV M. DUVAL - RENOUVELLEMENT RESEAU	GRPT SEETP EMGC	15 314,34 €
2315	734		PEY	PL24002401P	06/01/2025	PEYMEINADE RTE DE DRAGUIGNAN - TRAVAUX D'URGENCE S UR RESEAU□	SEETP	42,89 €
2315	734		PG	PL24004701P	06/01/2025	PEGOMAS CHEM DES MITRES - EXTENSION RESEAU	SOCIETE NOUVELLE POLITI	14 362,92 €
2315	734		TIGN	PL24005001P	06/01/2025	LE TIGNET CHEM DE VOIE ROMAINE - EXTENSION RESEAU	SEETP	328,11 €
2315	734		AU	PL24005801P	06/01/2025	AURIBEAU - CHEMIN DE LA GROTTE CREATION REGARD + G RILLE	SKR.TP	1 800,00 €
2315	734		GR	PL24006101P	06/01/2025	GRASSE BD BARTHOU - RENOUVELLEMENT RESEAU	SKR.TP	1 140,00 €
2315	734		GR	PL24006201P	06/01/2025	GRASSE CHEM DE VENCE - RENOUVELLEMENT GRILLE	SKR.TP	801,00 €
2315	845			VO24003701P	06/01/2025	ECSHP_FOURNITURE ET POSE ECLAIRAGE PARKING	GRANIOU JEAN	18 144,00 €
2315	845			VO24003801P	06/01/2025	ECSHP_CREATION DE PARKING	SEETP	17 377,20 €
2315	321			VO24005401P	06/01/2025	ECSHP_ CREATION D'UN PARKING	SATEC	23 853,02 €
2315	845			VO24006801P	06/01/2025	ZA STE MARGUERITE_FOURNITURE&POSE ECLAIRAGE	GRANIOU JEAN	6 663,36 €
2315	845			VO24007501P	06/01/2025	ZA ARGILE-CREATION MARQUAGE VOIE DK	OLYMPIQUE MARQUAGE	960,00 €
2315	845			VO24007601P	06/01/2025	ZA ARGILE-CREATION MARQUAGE PARKING PL/VL	OLYMPIQUE MARQUAGE	4 620,00 €
2315	845			VO24008101P	06/01/2025	ZA ARGILE_ FOURNITURE & POSE BUTTE ROUE PARKING PL	SATEC	2 512,69 €
2315	845			VO24008201P	06/01/2025	ZA PILON_DÉPLACEMENT ENTRÉE- PURGE DÉFORMATIONS	SATEC	104 752,39 €
2315	845			VO24008301P	06/01/2025	ZA BOIS DE GRASSE_DÉPLACEMENT AIRE DE DÉTENTE	SATEC	29 200,03 €
2315	845			VO24008701P	06/01/2025	ZA AROMAGRASSE_ FOURNITURE & POSE ECLAIRAGE	GRANIOU JEAN	7 722,00 €
2315	845			VO24008901P	06/01/2025	ZA STE MARGUERITE_TRVX RENFORCEMENT DE CHAUSSEE	SATEC	75 748,42 €
2315	845			VO24009301P	06/01/2025	ZA DE L'ARGILE_TRVX RENFORCEMENT DE CHAUSSEE	SATEC	43 518,04 €
2315	845			VO24009401P	06/01/2025	TRAVAUX CHEMINEMENT GARE SNCF MOUANS-SARTOUX	SRC BAT	4 938,00 €
2315	845			VO24010101P	06/01/2025	ZA BOIS DE GRASSE_TRVX COMPLEMENTAIRE AIRE DE DÉTE NTEdevis n°24D11257 Hors marché	SATEC	5 018,10 €
2315	845			VO24010301P	06/01/2025	ZA DU PILON_DEPLACEMENT TRIPLE MAT POUR TRAVAUX	GRANIOU JEAN	6 308,81 €
						CHAPITRE 2315		**594 542,57 €**
2317	323	11		AC23-00082P	06/01/2025	RESTRUCT PISCINE ALT 500 -MISSION CONTROLE TECHNIQUE	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	10 562,60 €
2317	323	11		AC23-00083P	06/01/2025	RESTRUCT PISCINE ALT 500 -MISSION CSPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	1 847,33 €
2317	323	11		AC23-00141P	06/01/2025	AMT INCLUS DCE + STD + EXE PARTIELLE - RESTRUCTURATION PISCINE ALT 500	TNA THIERRY NABERES-ARCHITECTES	19 209,02 €
2317	323	11		AC23-00142P	06/01/2025	AMT / DCE + STD + EXE PARCIELLE - RESTRUCTURATION PISCINE ALT 500	STOA	4 586,40 €
2317	323	11		AC23-00143P	06/01/2025	AMT / DCE + STD + EXE PARCIELLE - RESTRUCTURATION PISCINE ALT 500	INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE	18 807,12 €
2317	323	11		AC23-00146P	06/01/2025	PRO + AMT / DCE + STD + EXE PARCIELLE - RESTRUCTURATION PISCINE ALT 500 - TO1	TNA THIERRY NABERES-ARCHITECTES	711,24 €
2317	323	11		AC23-00147P	06/01/2025	PRO + AMT / DCE + STD + EXE PARCIELLE - RESTRUCTURATION PISCINE ALT 500 - TO1	SYMBIEAU TECH	1 799,28 €
2317	323	11		AC24-00101P	06/01/2025	CREATION DE BRANCHEMENTS - ALTITUDE 500	SUEZ EAU FRANCE	74 909,42 €
2317	323	11		AC24-00102P	06/01/2025	MISSION OPC - PHASES CONCEPTION ET REALISATION - ALTITUDE 500	EURETEC INGENIERIE	149 448,00 €
2317	323	11		AC24-00103P	06/01/2025	COMPLEMENT RESTRUCT PISCINE ALT 500 -MISSION CSPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	15 247,20 €
2317	323	11		AC24-00131P	06/01/2025	RESTRUCT PISCINE ALT 500 -MISSION CONTROLE TECHNIQUE - COMPLEMENT	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	49 696,80 €
2317	323	11		AC24-00132P	06/01/2025	RESTRUCT PISCINE ALT 500 -MISSION CONTROLE TECHNIQUE - COMPLEMENT 2	APAVE EXPLOITATION FRANCE	1 803,60 €
2317	323	11		AC24013501P	06/01/2025	TRAVAUX ELECTRIQUES - 57 AV HONORE LIONS - ALT 500	ENEDIS	50 615,39 €
2317	323	11		AC24017701P	06/01/2025	Travaux d'élagage, abattage et transplantation d'o liviers avant restructuration piscine Altitude 500	GRASSE JARDINS	9 660,00 €
2317	323	11		AC24018201P	06/01/2025	TRAVAUX PREPARATOIRES - ALT 500	IVEA	3 883,20 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DI2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2317	323	11		AC24019901P	06/01/2025	TRAVAUX ELECTRICITE - DE25-046057 - ALT 500	ENEDIS	907,54 €
2317	323	11		AC24020601P	06/01/2025	SONDAGES - PISCINE ALTITUDE 500	SEETP	2 675,96 €
2317	61			AE24007001P	06/01/2025	PA parc Sainte Marguerite	SIGNATURE	3 614,10 €
2317	323			BA23017201P	06/01/2025	PISCINE PEYMEINADE-CRÉATION PÉDILUVE	SRC BAT	6 467,28 €
2317	633			BA23042501P	06/01/2025	NOUVEL OT_TRAVAUX AMÉNAGEMENT NOUVEAUX BUREAUX	SRC BAT	1 377,23 €
2317	314			BA23043601P	06/01/2025	MIP_FOURNITURE ET POSE VERINSDevis N° 07.23.266	GREENB SECURITY	1 133,32 €
2317	4221			BA23067301P	06/01/2025	CRECHE TIGNET_SÉCURISATION PORTAIL D'ENTRÉE	REMETAL	1 238,95 €
2317	4221			BA23067401P	06/01/2025	CRECHE DAUDET_CONFECTION D'UN GARDE CORPS	REMETAL	5 514,97 €
2317	321			BA23071201P	06/01/2025	SALLE D'ESCRIME_ CT FIN DE TRAVAUX	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	1 192,80 €
2317	321			BA23073001P	06/01/2025	SALLE D'ESCRIME_CREATION LOCAL STOCKAGE	SRC BAT	8 248,40 €
2317	314			BA24-00056P	06/01/2025	MIP - MISES AUX NORMES PMR-COMPLT BA230614	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	1 163,00 €
2317	314			BA24-00415P	06/01/2025	FACADES DU MIP - TRANCHE FERME	SMBR	132 856,60 €
2317	23	12		BA24-00542P	06/01/2025	MOE GRASSE CAMPUS2 - SOLDE 2024	FABRE-SPELLER ARCHITECTES	56 298,74 €
2317	23	12		BA24-00543P	06/01/2025	MOE GRASSE CAMPUS2- SOLDE ANNEE 2024	ITC	21 307,29 €
2317	23	12		BA24-00544P	06/01/2025	MOE GRASSE CAMPUS2 - SOLDE ANNEE2024	EPCO ENERGIES	17 033,08 €
2317	314			BA24-00669P	06/01/2025	MIP FACADES - SOUS TRAITANT SMBR	IMPACT SUD ECHAFAUDAGE	47 475,00 €
2317	23	12		BA24-00674P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2 - MOE - SOLDE MARCHE	ITC	19 646,83 €
2317	23	12		BA24-00675P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS2 - MOE SOLDE MARCHE	EPCO ENERGIES	21 182,78 €
2317	23	12		BA24-00676P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2 - MOE SOLDE MARCHE	FABRE-SPELLER ARCHITECTES	88 128,12 €
2317	23	12		BA24-00739P	06/01/2025	MOE EXTENSION CAMPUS ETUDIANTS DE GRASSE PHASES DIAG-APS-APD	EPCO ENERGIES	4 970,58 €
2317	23	12		BA24-00740P	06/01/2025	AMO GRASSE CAMPUS 2 LABEL BDM	AUXANIA	27 720,00 €
2317	314			BA24-00741P	06/01/2025	MOE _MIP FAÇADES	MADELENAT ARCHITECTE	11 374,00 €
2317	314			BA24-00742P	06/01/2025	MOE_ FAÇADES MIP	TINCHANT PHILIPPE	1 980,51 €
2317	23	12		BA24-00743P	06/01/2025	CAMPUS 2_SONDAGES ET ETUDES GEOTECHNIQUES	GEOLITHE	1 440,00 €
2317	314			BA24-00744P	06/01/2025	FACADES MIP CSPS PHASE 1	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	3 610,00 €
2317	23	12		BA24-00745P	06/01/2025	CAMPUS 2_ETUDE GEOTHECHNIQUE SOUS TRAITANT DE GEOL ITHE(BA230630)	GAIATHYS SAS	478,20 €
2317	23	12		BA24-00746P	06/01/2025	MOE EXTENSION CAMPUS ETUDIANTS DE GRASSE	CABINET GRANDFILS PHILIPPE	147,96 €
2317	23	12		BA24-00747P	06/01/2025	CAMPUS 2_MISSION DE COORDINATION SSI	NAMIXIS	6 240,00 €
2317	23	12		BA24-00748P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2 - MISSION CTEPHASE 1 CONCEPTION	SOCOTEC	17 587,20 €
2317	23	12		BA24-00749P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2 - MISSION CSPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	6 426,00 €
2317	23	12		BA24-00750P	06/01/2025	CAMPUS 2_SONDAGES COMPLÉMENTAIRES(BDC BA230581)HO RS MARCHÉ	SRC BAT	5 818,47 €
2317	23	12		BA24-00751P	06/01/2025	CAMPUS 2_DIAG AMIANTE ET PARASITAIRE	DEKRA INDUSTRIAL SAS	588,00 €
2317	23	12		BA24-00752P	06/01/2025	CAMPUS 2_ÉTUDE SURETÉ SÉCURITÉ PROJET EXTENSION	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	10 176,00 €
2317	23	12		BA24-00753P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2 -DIAG COMPLÉMENTAIRE AMIANTE	DEKRA INDUSTRIAL SAS	396,00 €
2317	316			BA24033601P	06/01/2025	TDG_CREATION D'UN ACCES A L'ARRIERE DU THEATRE	SATEC	513,59 €
2317	311			BA24040601P	06/01/2025	ECSVS - FOURNITURE ET POSE PORTE DOUBLE EFFET	BONELLI MATHIEU	504,00 €
2317	23	12		BA24049501P	06/01/2025	TRAVAUX TRAITEMENT DES BOIS DES POUTRES SOUS PLAN CHERdevis 201002052	BOISSUR SUD TOITURE	2 426,40 €
2317	4221			BA24050301P	06/01/2025	CRECHE TIGNET_TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ devis n° DV01-2 4-0202	OPTIM TOITURES	1 644,00 €
2317	321			BA24050501P	06/01/2025	SALLE ESCRIME_CRÉATION ELECTRIQUE LOCAL STOCKAGE d evis 2024.1007	ELECTRICITE INDUST JP FAUCHÉ	4 618,75 €
2317	311			BA24050801P	06/01/2025	ECSVS_TRVX DE MISE EN CONFORMITÉ DES GRADINS	BONELLI MATHIEU	23 100,00 €
2317	23			BA24053201P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS1- TRAVAUX DE MENUISERIE	MENUISERIE DU CANAL	12 537,60 €
2317	321			BA24054001P	06/01/2025	ECSHP - INSTALLATION CONTROLE ACCES	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	3 123,68 €
2317	4221			BA24055701P	06/01/2025	CRECHE POUSSINIERE- INSTALLATION CUMULS SUITE TRAV AUX	LEFORT ET FILS	5 054,76 €
2317	23			BA24055801P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS1- FABRICATION CLOTURE EN FER	SUN METAL DESIGN	7 200,00 €
2317	4221			BA24056801P	06/01/2025	DAUDET_FOURNITURE&POSE PERGOLA DE 90m2	REMETAL	34 528,90 €
2317	23			BA24057701P	06/01/2025	CAMPUS 1_CREATION D'UN DALLAGE	SRC BAT	8 100,00 €
2317	23			BA24058301P	06/01/2025	CAMPUS 1_FOURNITURE ET POSE DE 2 CAMÉRAS	INEO	3 360,48 €
2317	23			BA24058801P	06/01/2025	CAMPUS 1_ FOURNITURE ET POSE STORE EN TOILE	SAS ENERGIE BOIS	2 701,44 €
2317	4221			BA24059401P	06/01/2025	CRECHE ST CEZAIRE_TRVX BRANCHEMENT COMPTEUR D'EAU	REGIE DES EAUX CANAL BELLETRUD	2 421,60 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2317	23	12		BA24060201P	06/01/2025	CONSTAT PREVENTIF VOIRIE EXTENSION CAMPUS 2	VERCELLONE DUMAS HEUSE SELARL	540,00 €
2317	94			BA24060401P	06/01/2025	DOM DES SOURCES_FOURNITURE ET POSE DE 2 PORTAILS	SRC BAT	16 736,98 €
2317	23	12		BA24061101P	06/01/2025	CAMPUS2_CONSTAT D'AFFICHAGE DE PC EXTENSION CAMPUS	VERCELLONE DUMAS HEUSE SELARL	390,00 €
2317	23	12		BA24061301P	06/01/2025	CAMPUS 2_MISSION D'ACCOMPAGNEMENT ESSP	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	4 288,80 €
2317	23			BA24061501P	06/01/2025	CAMPUS1_FOURNITURE&POSE TOMETTES ET ISOLATION THER MIQUE	LES COMPAGNONS DE LA COTE D'AZUR	15 960,00 €
2317	4221			BA24062501P	06/01/2025	CRECHE DAUDET_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	5 724,00 €
2317	323			BA24062601P	06/01/2025	PISCINE PEYMEINADE_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	4 362,00 €
2317	4221			BA24062701P	06/01/2025	CRECHE TIGNET_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	2 280,00 €
2317	321			BA24062801P	06/01/2025	SALLE D'ESCRIME_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	4 905,00 €
2317	323			BA24064201P	06/01/2025	HARJES_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	540,00 €
2317	311			BA24064301P	06/01/2025	ECSVS_TRVX DE MISE AUX NORMES PMR	D.H.P. DECORS HARMONIE PEINTURES	5 892,00 €
2317	23			BA24065001P	06/01/2025	BAT42_ FOURNITURE & POSE D'UN ONDULEUR	LEGRAND ENERGIES SOLUTIONS	4 115,40 €
2317	23			BA24065301P	06/01/2025	CAMPUS 1_CREATION CONTROLE D'ACCES ESCALIERS DE SE COURS	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	3 071,43 €
2317	316			BA24067201P	06/01/2025	TDG_TRAVAUX SUR CONNECTIQUE RJ45 INTERVENTION PREV UE 26 ET 27 DECEMBRE	BC MAINTENANCE	4 104,00 €
2317	323			BA24068001P	06/01/2025	PISCINE PEYMEINADE_COMPLEMENT AU BDC BA240609	ERYMA SAS	2 470,38 €
2317	633			BA24068801P	06/01/2025	OT/PDC_REHABILITATION ESCALIER	SRC BAT	17 100,00 €
2317	4221			BA24069001P	06/01/2025	CRECHE DAUDET_CREATION SECURISATION JARDIN	BONELLI MATHIEU	2 448,00 €
2317	311			BA24069701P	06/01/2025	ECSVS_FOURNITURE & POSE DE STORES	BONELLI MATHIEU	3 360,00 €
2317	314			BA24069801P	06/01/2025	PRESTATION SUR DEVIS / N°155244327 ASCENSEUR HUGUE S AINE	SCHINDLER SA	1 792,50 €
2317	23	12		BA24070101P	06/01/2025	GRASSE CAMPUS 2_CSPS COMPLEMENT AU BDC BA240038	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS	3 594,00 €
2317	314			BA24070201P	06/01/2025	MIP_MOE MISE EN PLACE SIGNALETIQUE	MADELENAT ARCHITECTE	5 460,00 €
2317	314			BA24070301P	06/01/2025	MIP_MOE MISE EN PLACE SIGNALETIQUE	TINCHANT PHILIPPE	3 300,00 €
2317	314			BA24070401P	06/01/2025	MIP_MOE MISE EN PLACE SIGNALETIQUE	LOPEZ DAVID STUDIO TROISQUATRE	5 500,00 €
2317	23	12		BA24071001P	06/01/2025	CAMPUS 2_SONDAGES ET ETUDES GEOTECHNIQUES	GEOLITHE	4 110,00 €
2317	4221			ST20045001P	06/01/2025	portillon évacuation crèche Poussinière	SRC BAT	1 261,80 €
2317	323			ST22056701P	06/01/2025	PISCINE PEYMEINADE-Reprise enduit sous poutrelles plancher	SRC BAT	1 248,00 €
2317	845			ST22084201P	06/01/2025	MOE ZA ARGILE - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRE	VERDI INGENIERIE MEDITERRANEE	6 505,20 €
2317	845			VO24-00086P	06/01/2025	ZA STE MARGUERITE GRASSE - REHABILITATION ZONES DE STATIONNEMENT	SATEC	96 094,20 €
2317	845			VO24-00105P	06/01/2025	ZA ARGILE - TRAVAUX MODIFICATION VOIES D+F+GIRATOIRE	NARDELLI TP SPIE BATIGNOLLES MAL	85 021,94 €
2317	7212			VO24000701P	06/01/2025	CTI VALDEROURE_CREATION AIRE DE LAVAGE	SEETP	7 115,43 €
2317	845			VO24004501P	06/01/2025	ZA ST MARC_TRAVAUX SÉCURISATION PIÉTONS	OLYMPIQUE MARQUAGE	2 988,00 €
2317	845			VO24007301P	06/01/2025	ZA ARGILE_TRAVAUX CHEMINEMENT PIÉTONS	SATEC	6 257,57 €
2317	845			VO24007401P	06/01/2025	ZA ST MARC_TRAVAUX CHEMINEMENT PIÉTONS	SATEC	29 672,12 €
2317	845			VO24010601P	06/01/2025	ZA ARGILE_FOURNITURE ET POSE D'UN LUMINAIRE	GRANIOU JEAN	1 657,81 €
CHAPITRE 2317								**1 420 903,27 €**
238	734		RO	PL24-00022P	06/01/2025	LA ROQUETTE GIRATOIRE PANORAMIC REMBT TRAVAUX DMO RESEAUX EAUX	COMMUNE DE LA ROQUETTE	33 372,00 €
238	821	0105		ST21-00884P	06/01/2025	AVANCE SUR TRAVAUX PARKING MOUANS SARTOUX	COMMUNE DE MOUANS SARTOUX	231 717,86 €
CHAPITRE 238								**265 089,86 €**
261	6312			AE24-00082P	06/01/2025	ACQUISITIONS DE PARTS SOCIALES SCIC « 06 À TABLE »	06 A TABLE	450,00 €
261	6312			TO24-00007P	06/01/2025	ACHAT ACTION SPL	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE PAYS DE	22 200,00 €
CHAPITRE 261								**22 650,00 €**
4581009	61			AC23-00043P	06/01/2025	MOE RENOV AUBERGE DU CHANAN	FRESCO FRANCK	698,13 €
4581009	61			ST18-00117P	06/01/2025	MOE RENOV AUBERGE DU CHANAN BRIANCONNET	ETIM	2 752,54 €
4581009	61			ST18-00118P	06/01/2025	MOE RENOV AUBERGE DU CHANAN BRIANCONNET	EURO CONCEPT INGENIERIE	2 282,11 €
4581009	61			ST21-00335P	06/01/2025	RENOV AUBERGE CHANAN LOT5 MENUISERIE INTERIEURE	PRO WOOD	10 245,00 €
4581009	61			ST21029801P	06/01/2025	Mission complémentaire sur contrôle technique Aube rge le Chanan Birançonnet	QUALICONSULT	464,64 €
CHAPITRE 4581009								**16 442,42 €**
458102	510			HA23-00090P	06/01/2025	202200606900002 TRACASTEL PALULOS RELANCE 1ER ACOMPTE 30	LOGIREM	8 000,00 €
458102	510			HA23-00091P	06/01/2025	20220606900001 JAURES PALULOS RELANCE 1ER ACOMPTE 30	LOGIREM	9 000,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

458102	510			HA23-00092P	06/01/2025	20220606900003 CHIRIS PALULOS RELANCE 1ER ACOMPTE 30	LOGIREM	19 000,00 €
						CHAPITRE 458102		**36 000,00 €**
4581034	512			AC23007301P	06/01/2025	Ajout d'une lanterne rue du Doyen Bailet - Eclaira ge public Cabris	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES MEDITER	2 107,22 €
						CHAPITRE 4581034		**2 107,22 €**
4581036	281			AC24-00139P	06/01/2025	MISSION CT REFECTOIRE AURIBEAU	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	15 600,00 €
4581036	281			AC24-00140P	06/01/2025	MISSION CT REFECTOIRE AURIBEAU	APAVE EXPLOITATION FRANCE	960,00 €
4581036	281			AC24-00141P	06/01/2025	MISSION CSPS REFECTOIRE AURIBEAU	RG CSPS	5 472,00 €
4581036	281			AC24-00208P	06/01/2025	MOE ICA - PHASE 2 AVEC MISSIONS COMPLEMENTAIRES - AVENANT 4 - RESTAURANT SCOLAIRE - AURIBEAU SUR SIAGNE	ICA INGENIEURS CONSEILS ASSOCIES	45 600,00 €
4581036	281			AC24-00209P	06/01/2025	MOE CONSEIL+ - PHASE 2 AVEC MISSIONS COMPLEMENTAIRES - AVENANT 4 - RESTAURANT SCOLAIRE - AURIBEAU SUR SIAGNE	CONSEIL PLUS INGENIERIE	45 000,00 €
4581036	281			AC24-00210P	06/01/2025	MOE ALPHA ING. - PHASE 2 AVEC MISSIONS COMPLEMENTAIRES - AVENANT 4 - RESTAURANT SCOLAIRE - AURIBEAU SUR SIAGNE	ALPHA INGENIERIE	90 120,00 €
						CHAPITRE 4581036		**202 752,00 €**
4581037	020			AC24-00111P	06/01/2025	TRANCHE FERME PHASE DIA + ESQ - REHABILIATION GITE ST AUBAN	ONARCHITECTURE	2 449,15 €
						CHAPITRE 4581037		**2 449,15 €**
4581039	821			BA23021101P	06/01/2025	PARKING LA ROQUE- DÉMARCHE QDM	ENVIROBAT - BDM	6 336,00 €
4581039	821			BA23024201P	06/01/2025	MISSION CT_ LIAISON URBAINE LA ROQUE	QUALICONSULT	5 623,68 €
4581039	821			BA23024301P	06/01/2025	MISSION CSPS_ LIAISON URBAINE LA ROQUE	DEGAINE INGENIERING	5 976,00 €
4581039	821			BA23032301P	06/01/2025	LA ROQUE-MISSION ACCOMPAGNATEUR QDM -PHASE 1 TRANC HE FERME	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	17 088,00 €
4581039	821			BA24-00198P	06/01/2025	MOE CREATION LIAISON URBAINE LA ROQUE GRASSE MOIF REMUNERATION AVT1	AXES INGENIERIE	53 918,44 €
4581039	821			BA24-00199P	06/01/2025	MOE CREATION LIAISON URBAINE LA ROQUE GRASSE MOIF REMUNERATION AVT1	ARCHITECTURE STOA	17 527,68 €
4581039	821			BA24-00200P	06/01/2025	MOE CREATION LIAISON URBAINE LA ROQUE GRASSE MOIF REMUNERATION AVT1	BETEK INGIENERIE	20 105,27 €
4581039	821			BA24028301P	06/01/2025	CONSTAT d'AFFICHAGE PC _ PARKING LA ROQUE	VERCELLONE DUMAS HEUSE SELARL	390,00 €
4581039	821			BA24041301P	06/01/2025	DMO LA ROQUE - MOE AMIANTE - DIA	ACCEO	16 200,00 €
4581039	821			BA24067801P	06/01/2025	DMO LA ROQUE - ETUDE G2PRO - FONDATION PASERELLE	GEOLITHE	4 742,40 €
4581039	821			BA24067901P	06/01/2025	DMO LA ROQUE - PROJET PASSERELLE - ETUDES GEOTECH NIQUES	GAIATHYS SAS	19 970,40 €
4581039	821			BA24073501P	06/01/2025	DMO LA ROQUE - COMPLEMENT BA240679	GAIATHYS SAS	2 064,00 €
4581039	821			ST23-00020P	06/01/2025	MOE CREATION LIAISON URBAINE LA ROQUE GRASSE	AXES INGENIERIE	11 544,21 €
						CHAPITRE 4581039		**181 486,08 €**
4581043	020			AC24-00129P	06/01/2025	MAITRISE D'OEUVRE - ARCHITECTE MANDATAIRE - RESTAURATION CHAPELLE STE LUCE - ST VALLIER	MADELENAT ARCHITECTE	33 153,68 €
4581043	020			AC24-00130P	06/01/2025	MAITRISE D'OEUVRE - RESTAURATION CHAPELLE ST LUCE - ST VALLIER	LEGAL BERNARD BUREAU D'ETUDE	6 560,52 €
4581043	020			AC24019201P	06/01/2025	MISSION CT - CHAPELLE STE LUCE - ST VALLIER	BTP CONSULTANTS	5 520,00 €
4581043	020			AC24019301P	06/01/2025	MISSION CSPS - CHAPELLE STE LUCE - ST VALLIER	RG CSPS	4 680,00 €
4581043	020			AC24021201P	06/01/2025	DIAGNOSTIC BOIS - CHAPELLE STE LUCE - ST VALLIER	DEKRA INDUSTRIAL SAS	480,00 €
						CHAPITRE 4581043		**50 394,20 €**
4581044	020			AC24021501P	06/01/2025	TS REGUL. CHEMINEE - MAIRIE PHASE 2 - LES MUJOULS	SASU SEEL FACTORY	828,00 €
						CHAPITRE 4581044		**828,00 €**
4581046	020			AC24003201P	06/01/2025	FABRICATION ET POSE COFFRE	FERRONNERIE PANTEL	1 059,00 €
4581046	020			AC24016001P	06/01/2025	Travaux de couverture selon DPGF	ORTAGGIO PIERRE	7 085,00 €
						CHAPITRE 4581046		**8 144,00 €**
4581048	020			AC23-00150P	06/01/2025	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE MADD A SAINT VALLIER	METAFER SARL	5 969,02 €
4581048	020			AC23-00151P	06/01/2025	MENUISERIES INTERIEURES-CLOISONS-PEINTURE-SOLS MADD SAINT VALLIER	SRC BAT	2 938,80 €
4581048	020			AC23-00152P	06/01/2025	ISOLATION BIOSOURCEE MADD A SAINT VALLIER	SRC BAT	500,00 €
4581048	020			AC23-00154P	06/01/2025	ELEVATEUR PMR - MADD A SAINT VALLIER	ERMHES SAS	21 309,42 €
4581048	020			AC23-00155P	06/01/2025	ELECTRICITE MADD A SAINT VALLIER	AMB (AZURÉENNE MOUGINOISE BÂTIME	41 773,67 €
4581048	020			AC23-00156P	06/01/2025	CVC - PLOMBERIE MADD A SAINT VALLIER	LEFORT ET FILS	34 768,80 €
4581048	020			AC23013901P	06/01/2025	BRANCHEMENT EAU POTABLE - SAINT VALLIER - MADD	REGIE DES EAUX CANAL BELLETRUD	1 260,00 €
4581048	020			AC24-00041P	06/01/2025	MADD A ST VALLIER AVT1 TRVX SUP LOT1 DEMOLITION-GROS OEUVRE-VRD	SRC BAT	29 210,16 €
4581048	020			AC24-00045P	06/01/2025	MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE MADD	DEKRA INDUSTRIAL SAS	1 281,60 €
4581048	020			AC24-00049P	06/01/2025	NH MO BET DIMA MADD - PHASES VISA + DET + AOR	BET DIMA	1 890,72 €
4581048	020			AC24-00071P	06/01/2025	CVC PLOMBERIE MADD TRANCHE OPTIONNELLE	LEFORT ET FILS	8 100,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DI2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4581048	020			AC24-00143P	06/01/2025	MOINH VISA + OPC + DET + AOR POUR MADD ST VALLIER	ONARCHITECTURE	5 222,88 €
4581048	020			AC24-00165P	06/01/2025	MADD A ST VALLIER AVT2 TRVX SUP LOT1 DEMOLITION-GROS OEUVRE-VRD	SRC BAT	2 942,26 €
4581048	020			AC24018801P	06/01/2025	EXTINCTEURS + PLAN DE SECURITE - MADD - ST VALLIER	MSB TRACFEU MURRU STEPHANE	609,76 €
CHAPITRE 4581048								**157 777,09 €**
4581050	01			AC24006901P	06/01/2025	MISSION CONTROLE TECHNIQUE HALLE MARCHE CABRIS	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	4 080,00 €
CHAPITRE 4581050								**4 080,00 €**
4581056	01			AC24-00114P	06/01/2025	MOE RENOVATION GITE ST AUBAN - PHASES APS A SSI - TRANCHE FERME	CINFORA	28 254,33 €
4581056	01			AC24-00115P	06/01/2025	MOE RENOVATION GITE ST AUBAN - PHASES APS A SSI - TRANCHE FERME	ONARCHITECTURE	4 920,58 €
4581056	01			AC24008601P	06/01/2025	MISSION CT ETUDES ET TVX - GITE TONIC SAINT AUBAN	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRU	7 680,00 €
CHAPITRE 4581056								**40 854,91 €**
4581057	01			AC24-00156P	06/01/2025	LOT 3 - ELECTRICITE - BATIMENT MAIRIE - LES MUJOULS PHASE 3	BOUCHITE CHRISTOPHE	4 345,20 €
CHAPITRE 4581057								**4 345,20 €**
TOTAL GENERAL RAR DEPENSES 2024								**5 812 836,75 €**

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUDGET PRINCIPAL - RESTES A REALISER 2024 - RECETTES

Nature	Fonction	Opération	Service	N° engagement	Date eng.	Libellé	Tiers	Montant
1311	23	10		DS23-00303P	06/01/2025	SUBV DSIL EQUIPEMENT DE GRASSE CAMPUS (ACV)	ETAT TG	83 903,58 €
1311	734		AU	PL23-00093P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	4 185,71 €
1311	734		TIGN	PL23-00094P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	5 037,42 €
1311	734		CABR	PL23-00095P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	1 775,61 €
1311	734		RO	PL23-00096P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	8 580,49 €
1311	734		SV	PL23-00097P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	1 934,60 €
1311	734		PG	PL23-00098P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	8 098,59 €
1311	734		PEY	PL23-00099P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	6 532,04 €
1311	734		SPER	PL23-00100P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	1 422,99 €
1311	734		SCZ	PL23-00101P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	2 329,44 €
1311	734		MX	PL23-00102P	06/01/2025	2023 4980 RÉPÉRAGE ET DIAGNOSTIQUE DES RÉSEAUX EP-CAPG HORS GRASSE	AGENCE DE L'EAU RHONE	13 103,10 €
1321	23	12		FI24-00098P	06/01/2025	FONDS VERTS REHABILITATION ENERGETIQUE ANCIENNE GENDARMERIE OPERATION EXTENSION CAMPUS II	ETAT TG	830 097,07 €
1321	323	0108		ST21-01083P	06/01/2025	SUBV DSIL TRAVAUX MGPE	ETAT TG	186 200,00 €
1321	331			ST21-01084P	06/01/2025	SUBV DSIL MISE AUX NORMES ET SECURISATION 6 CRECHES ET 1 CLSH	ETAT TG	23 568,31 €
1322	323	11		AC23-00158P	06/01/2025	SUBV REGION PISCINE ALT500	CONSEIL REGIONAL PACA	3 000 000,00 €
1322	821			BA23-00757P	06/01/2025	SUBVENTION REGION MAISON DE LA MOBILITE	CONSEIL REGIONAL PACA	168 750,00 €
1322	7212			CL23-01040P	06/01/2025	SUBVENTION REGION COMPOSTEUR	CONSEIL REGIONAL PACA	60 860,00 €
1322	821			DE18-00085P	06/01/2025	SUBV CRET 20% ETUDES FAISABILITE TCSP	CONSEIL REGIONAL PACA	19 518,80 €
1322	821			DE24-00095P	06/01/2025	ACQUISITION CONSIGNE VELO	CONSEIL REGIONAL PACA	1 000,00 €
1322	510			HA20-00063P	06/01/2025	OPAH - ETUDE PRE-OPERATIONNELLE - REGION SUBVENTION 20% TTC	CONSEIL REGIONAL PACA	16 800,00 €
1322	322			VO23-00069P	06/01/2025	SOLDE SUBVENTION DSIL STADE DE LA BASTIDE	CONSEIL REGIONAL PACA	282 280,60 €
1323	323	11		AC23-00157P	06/01/2025	SUBV DEPARTEMENT PISCINE ALT500	CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	1 000 000,00 €
13241	821	0105		ST20-00892P	06/01/2025	SOLDE FONDS DE CONCOURS PARKING MOUANS SARTOUX	COMMUNE DE MOUANS SARTOUX	220 863,87 €
1328	4221			PE24-00142P	06/01/2025	SUBVENTION AGRANDISSEMENT SMA SERANON	MSA PROVENCE AZUR	3 600,00 €
1328	4221			PE24-00185P	06/01/2025	FPT HANDICAP INVESTISSEMENT 2024	CAF 06	756,00 €
1328	734		GR	PL21-00076P	06/01/2025	ETUDE ZONAGE EAUX PLUVIALES PEGOMAS	AGENCE DE L'EAU RHONE	6 250,00 €
TOTAL CHAPITRE 13								**5 957 448,22 €**
1641	323	11		FI24-00117P	06/01/2025	EMPRUNT RESTRUCTURATION PISCINE - 1ER TIRAGE	CAISSE DES DEPOTS DIREC PRET	2 000 000,00 €
TOTAL CHAPITRE 16								**2 000 000,00 €**
4582009	61			AC22-00017P	06/01/2025	MAINTIEN ACTIVITE EN ZONE RURALE - RENOVATION AUBERGE	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES AM	2 317,74 €
4582009	61			AC22-00036P	06/01/2025	COMPLÉMENT PART COMMUNALE SUITE AUGMENTATION DE BUDGET	COMMUNE DE BRIANCONNET	26 666,20 €
4582009	61			ST18-00640P	06/01/2025	PART COMMUNALE BRIANCONNET + PART FIPL	COMMUNE DE BRIANCONNET	297 856,64 €
4582009	61			ST19-00759P	06/01/2025	CHANAN - SUBVENTION CRET	CONSEIL REGIONAL PACA	18 782,20 €
4582009	61			ST21-01081P	06/01/2025	SUBVENTION CD 06 - DOTATION CANTONALE	CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	2 388,32 €
TOTAL CHAPITRE 4582009								**348 011,10 €**
4582024	201			ST19-00770P	06/01/2025	DMO ECOLE CABRIS - SUBVENTION FRAT	CONSEIL REGIONAL PACA	38 057,71 €
TOTAL CHAPITRE 4582024								**38 057,71 €**
4582030	020			AC22-00013P	06/01/2025	SUBVENTION FRAT - SALLE MISTRAL - CABRIS	CONSEIL REGIONAL PACA	200 000,00 €
4582030	020			AC23-00127P	06/01/2025	PART COMMUNALE - SALLE MISTRAL CABRIS (DSIL REFUSEE)	COMMUNE DE CABRIS	6 391,25 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

TOTAL CHAPITRE 4582030								**206 391,25 €**
4582034	512			AC23-00076P	06/01/2025	RÉCUPÉRATION SUBVENTION CD 06 ÉCLAIRAGE PUBLIC CABRIS	COMMUNE DE CABRIS	90 750,00 €
4582034	512			AC23-00077P	06/01/2025	RÉCUPÉRATION SUBVENTION ETAT DREAL - ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	COMMUNE DE CABRIS	6 467,25 €
4582034	512			AC23-00078P	06/01/2025	PART COMMUNALE ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	COMMUNE DE CABRIS	68 000,00 €
4582034	512			AC24-00138P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION FONDS VERT - EP - COMMUNE DE CABRIS	COMMUNE DE CABRIS	34 924,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582034								**200 141,25 €**
4582035	61			AC24-00151P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DETR 2024 - GITE ADOM PHASE 2 - LES MUJOULS	COMMUNE DES MUJOULS	19 232,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582035								**19 232,00 €**
4582037	020			AC23-00024P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION ETAT - FNADT	COMMUNE DE ST AUBAN	12 000,00 €
4582037	020			AC23-00025P	06/01/2025	PART COMMUNALE - GITE TONIC	COMMUNE DE ST AUBAN	12 000,00 €
4582037	020			AC23-00099P	06/01/2025	SUBVENTION REGION - ETUDES RENOVATION GITE TONIC ST AUBAN	CONSEIL REGIONAL PACA	12 000,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582037								**36 000,00 €**
4582041	70			AC24-00107P	06/01/2025	PART COMMUNALE - CREATION SENTIER VERTIGE - SAINT AUBAN	COMMUNE DE ST AUBAN	5 000,00 €
4582041	70			AC24-00109P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION REGION - CREATION SENTIER VERTIGE - ST AUBAN	COMMUNE DE ST AUBAN	10 000,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582041								**15 000,00 €**
4582042	020			AC23-00033P	06/01/2025	PART COMMUNALE RENOVATION APPTS RUE LAUGIER ET RUE GUEBHARD	COMMUNE DE SAINT VALLIER	1 542,68 €
4582042	020			AC23-00034P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL	COMMUNE DE SAINT VALLIER	74,48 €
4582042	020			AC23-00035P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION ETAT DSIL - APPTS RUE LAUGIER ET RUE GUEBHARD	COMMUNE DE SAINT VALLIER	23 137,40 €
4582042	020			AC24-00074P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION AIDE A LA PIERRE CAPG LAUGIER GUEBHARD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	14 000,00 €
4582042	020			AC24-00080P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION PALULOS APPTS LAUGIER GUEBHARD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	13 600,00 €
4582042	020			AC24-00081P	06/01/2025	COMPLEMENT RECUPERATION PART COMMUNALE APPTS LAUGIER GUEBHARD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	27 484,80 €
TOTAL CHAPITRE 4582042								**79 839,36 €**
4582044	020			AC23-00113P	06/01/2025	DOTATION CANTONALE MAIRIE LES MUJOUS PHASE 2	CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	46 458,00 €
4582044	020			AC23-00114P	06/01/2025	PART COMMUNALE MAIRIE LES MUJOULS PHASE 2	COMMUNE DES MUJOULS	7 898,16 €
TOTAL CHAPITRE 4582044								**54 356,16 €**
4582045	020			AC24-00077P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION CD 06 - 2023 - 15 GUEBHARD	COMMUNE DE SAINT VALLIER	24 493,97 €
4582045	020			AC24-00078P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DSIL 2023 - 15 GUEBHARD - ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	66 540,49 €
4582045	020			AC24-00079P	06/01/2025	RECUPERATION PART COMMUNALE 15 GUEBHARD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	20 737,53 €
TOTAL CHAPITRE 4582045								**111 771,99 €**
4582046	020			AC23-00079P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DETR - FOUR ET WC PUBLIC	COMMUNE DE VALDEROURE	29 925,60 €
4582046	020			AC23-00080P	06/01/2025	PART COMMUNALE FOUR ET WC PUBLICS - VALDEROURE	COMMUNE DE VALDEROURE	3 142,19 €
TOTAL CHAPITRE 4582046								**33 067,79 €**
4582048	020			AC23-00122P	06/01/2025	PART COMMUNALE MADD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	36 920,65 €
4582048	020			AC23-00153P	06/01/2025	SUBVENTION ETAT FONDS VERT REHABILITATION BERGERIE	ETAT TG	257 649,00 €
4582048	020			AC24-00186P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DREAL MADD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	55 136,00 €
4582048	020			AC24-00187P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DEPARTEMENT MADD ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	134 163,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582048								**483 868,65 €**
4582050	01			AC24-00123P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DETR 2024 - HALLE MARCHE - CABRIS	COMMUNE DE CABRIS	129 600,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582050								**129 600,00 €**
4582053	01			AC24-00125P	06/01/2025	RÉCUPÉRATION SUBVENTION DETR 2024 - MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF - VALDEROURE	COMMUNE DE VALDEROURE	88 000,00 €
4582053	01			AC24-00126P	06/01/2025	RECUPERATION PART COMMUNE - TVX AMENAGEMENT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF - VALDEROURE	COMMUNE DE VALDEROURE	29 920,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582053								**117 920,00 €**
4582054	01			AC24-00190P	06/01/2025	PART COMMUNALE - VOIRIE 2024 - CHEMIN DES DENES ET FONT NEGRE - VALDEROURE	COMMUNE DE VALDEROURE	504,00 €
4582054	01			AC24-00191P	06/01/2025	RECUPERATION DOTATION CANTONALE 2024 - VOIRIE 2024 - CHEMIN DES DENES ET FONT NEGRE - VALDEROURE	COMMUNE DE VALDEROURE	46 400,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582054								**46 904,00 €**

AR Prefecture
006-220003985_20250403-DL2025_037-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4582055	01			AC24-00121P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DETR 2024 CAILLE - MAISON ALZIARY	COMMUNE DE CAILLE	150 000,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582055								**150 000,00 €**
4582057	01			AC24-00146P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DOTATION CANTONALE 2024 - REFECTION MAIRIE DES MUJOULS - PHASE 3	COMMUNE DES MUJOULS	46 400,00 €
4582057	01			AC24-00147P	06/01/2025	RECUPERATION PART COMMUNALE - REFECTION MAIRIE DES MUJOULS - PHASE 3	COMMUNE DES MUJOULS	9 512,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582057								**55 912,00 €**
4582059	020			AC24-00163P	06/01/2025	RECUPERATION SUBVENTION DETR 2024 - BUREAUX ADMINISTRATIFS - ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	80 000,00 €
4582059	020			AC24-00164P	06/01/2025	RECUPERATION PART COMMUNALE - BUREAUX ADMINISTRATIFS - ST VALLIER	COMMUNE DE SAINT VALLIER	40 000,00 €
TOTAL CHAPITRE 4582059								**120 000,00 €**
TOTAL GENERAL RAR RECETTES 2024								**10 203 521,48 €**

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_038 : Budget régie des transports SILLAGES – Vote du budget primitif 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_038
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	

REGIE DES TRANSPORTS SILLAGES

Budget régie des transports SILLAGES – Vote du budget primitif 2025

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire de voter le budget primitif 2025 du budget annexe Régie des transports Sillages avec reprise anticipée des résultats 2024. La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et recettes à 17 445 239,60 € et la section d'investissement à 1 816 811 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2224-1, L.2224-2 ;

Vu l'instruction budgétaire M43 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des transports Sillages en date du 19 Mars 2025 ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire s'est tenu lors de la séance du 27 Février 2025 du conseil communautaire ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant l'article L.2311-5 du CGCT permet une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024 au budget 2025 sur production d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la fiche de calcul du résultat du budget de la Régie des transports Sillages 2024 est certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux conseillers communautaires en pièce jointe des convocations de ce conseil communautaire ;

Considérant que le budget autonome de la Régie des transports Sillages pour l'exercice 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que présenté, reprend les résultats de clôture de l'exercice 2024, et peut se résumer ainsi :

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 978 400,00	0,00	1 636 670,00	1 636 670,00	1 636 670,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	855 250,00	0,00	850 000,00	850 000,00	850 000,00
014	Atténuations de produits	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
65	Autres charges de gestion courante	14 501 300,00	0,00	13 708 459,00	13 708 459,00	13 708 459,00
	Total des dépenses de gestion des services	17 338 950,00	0,00	16 199 129,00	16 199 129,00	16 199 129,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 961,25	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'exploitation	17 342 911,25	0,00	16 203 129,00	16 203 129,00	16 203 129,00
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*366 692,75*		*1 042 110,60*	*1 042 110,60*	*1 042 110,60*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	*566 692,75*		*1 242 110,60*	*1 242 110,60*	*1 242 110,60*
	TOTAL	17 909 604,00	0,00	17 445 239,60	17 445 239,60	17 445 239,60

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	17 445 239,60

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	8 000,32	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	8 800 000,00	0,00	8 900 000,00	8 900 000,00	8 900 000,00
74	Subventions d'exploitation	8 003 512,00	0,00	7 755 150,00	7 755 150,00	7 755 150,00
75	Autres produits de gestion courante	12 450,00	0,00	12 500,00	12 500,00	12 500,00
	Total des recettes de gestion des services	16 823 962,32	0,00	16 693 650,00	16 693 650,00	16 693 650,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	21 319,44	21 319,44	21 319,44
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	16 825 962,32	0,00	16 714 969,44	16 714 969,44	16 714 969,44
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
	TOTAL	16 827 162,32	0,00	16 716 169,44	16 716 169,44	16 716 169,44

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	729 070,16

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	17 445 239,60

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	76 286,06	16 960,00	75 000,00	75 000,00	91 960,00
21	Immobilisations corporelles	678 713,94	557 740,40	1 165 910,60	1 165 910,60	1 723 651,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	755 000,00	574 700,40	1 240 910,60	1 240 910,60	1 815 611,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	755 000,00	574 700,40	1 240 910,60	1 240 910,60	1 815 611,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
	TOTAL	756 200,00	574 700,40	1 242 110,60	1 242 110,60	1 816 811,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 816 811,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	284 453,21	284 453,21	284 453,21
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	284 453,21	284 453,21	284 453,21
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	284 453,21	284 453,21	284 453,21
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*366 692,75*		*1 042 110,60*	*1 042 110,60*	*1 042 110,60*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*566 692,75*		*1 242 110,60*	*1 242 110,60*	*1 242 110,60*
TOTAL		566 692,75	0,00	1 526 563,81	1 526 563,81	1 526 563,81

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	290 247,19

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 816 811,00

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** budget primitif 2025 du budget annexe Régie des transports Sillages au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ainsi que son total qui lui est présenté pour l'exercice 2025 et de l'arrêter comme détaillé ci-dessus ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillées ci-dessus ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
20003985700020	CAPG - REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS SILLAGES SILLAGES

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE GRASSE MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget primitif

BUDGET : SILLAGES (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 19
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 22
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 25
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 26
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 27

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 28

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	17 445 239,60	16 716 169,44
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 729 070,16
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	17 445 239,60	17 445 239,60

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 242 110,60	1 526 563,81
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	574 700,40	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 290 247,19
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 816 811,00	1 816 811,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	19 262 050,60	19 262 050,60

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 978 400,00	0,00	1 636 670,00	1 636 670,00	1 636 670,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	855 250,00	0,00	850 000,00	850 000,00	850 000,00
014	Atténuations de produits	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
65	Autres charges de gestion courante	14 501 300,00	0,00	13 708 459,00	13 708 459,00	13 708 459,00
Total des dépenses de gestion des services		**17 338 950,00**	**0,00**	**16 199 129,00**	**16 199 129,00**	**16 199 129,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 961,25	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**17 342 911,25**	**0,00**	**16 203 129,00**	**16 203 129,00**	**16 203 129,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*366 692,75*		*1 042 110,60*	*1 042 110,60*	*1 042 110,60*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***566 692,75***		***1 242 110,60***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
TOTAL		**17 909 604,00**	**0,00**	**17 445 239,60**	**17 445 239,60**	**17 445 239,60**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	17 445 239,60

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	8 000,32	0,00	26 000,00	26 000,00	26 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	8 800 000,00	0,00	8 900 000,00	8 900 000,00	8 900 000,00
74	Subventions d'exploitation	8 003 512,00	0,00	7 755 150,00	7 755 150,00	7 755 150,00
75	Autres produits de gestion courante	12 450,00	0,00	12 500,00	12 500,00	12 500,00
Total des recettes de gestion des services		**16 823 962,32**	**0,00**	**16 693 650,00**	**16 693 650,00**	**16 693 650,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	21 319,44	21 319,44	21 319,44
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**16 825 962,32**	**0,00**	**16 714 969,44**	**16 714 969,44**	**16 714 969,44**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 200,00***		***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
TOTAL		**16 827 162,32**	**0,00**	**16 716 169,44**	**16 716 169,44**	**16 716 169,44**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	729 070,16

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	17 445 239,60

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 240 910,60

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote.)

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	76 286,06	16 960,00	75 000,00	75 000,00	91 960,00
21	Immobilisations corporelles	678 713,94	557 740,40	1 165 910,60	1 165 910,60	1 723 651,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**755 000,00**	**574 700,40**	**1 240 910,60**	**1 240 910,60**	**1 815 611,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**755 000,00**	**574 700,40**	**1 240 910,60**	**1 240 910,60**	**1 815 611,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 200,00*		*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 200,00***		***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
TOTAL		**756 200,00**	**574 700,40**	**1 242 110,60**	**1 242 110,60**	**1 816 811,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	284 453,21	284 453,21	284 453,21
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**284 453,21**	**284 453,21**	**284 453,21**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	Total des recettes réelles d'investissement	**0,00**	**0,00**	**284 453,21**	**284 453,21**	**284 453,21**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*566 692,75*		*1 042 110,60*	*1 042 110,60*	*1 042 110,60*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***566 692,75***		***1 242 110,60***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
TOTAL		**566 692,75**	**0,00**	**1 526 563,81**	**1 526 563,81**	**1 526 563,81**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**290 247,19**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 240 910,60**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 636 670,00		1 636 670,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	850 000,00		850 000,00
014	Atténuations de produits	4 000,00		4 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	13 708 459,00		13 708 459,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	4 000,00	*0,00*	4 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*200 000,00*	200 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 042 110,60*	1 042 110,60
	Dépenses d'exploitation – Total	**16 203 129,00**	***1 242 110,60***	**17 445 239,60**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*1 200,00*	1 200,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	91 960,00	0,00	91 960,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 723 651,00	0,00	1 723 651,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**1 815 611,00**	***1 200,00***	**1 816 811,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	26 000,00		26 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	8 900 000,00		8 900 000,00
74	Subventions d'exploitation	7 755 150,00		7 755 150,00
75	Autres produits de gestion courante	12 500,00		12 500,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	21 319,44	*1 200,00*	22 519,44
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**16 714 969,44**	***1 200,00***	**16 716 169,44**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**729 070,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*200 000,00*	200 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 042 110,60*	1 042 110,60
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***1 242 110,60***	**1 242 110,60**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**290 247,19**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**284 453,21**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 978 400,00**	**1 636 670,00**	**1 636 670,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	7 000,00	5 800,00	5 800,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6066	Carburants	65 000,00	27 000,00	27 000,00
6068	Autres matières et fournitures	500,00	500,00	500,00
611	Sous-traitance générale	1 481 850,00	1 195 000,00	1 195 000,00
6135	Locations mobilières	20 700,00	19 700,00	19 700,00
61551	Entretien matériel roulant	30 500,00	15 500,00	15 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	72 500,00	21 000,00	21 000,00
6156	Maintenance	219 000,00	268 350,00	268 350,00
6168	Autres	17 700,00	18 000,00	18 000,00
618	Divers	11 000,00	4 300,00	4 300,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	600,00	520,00	520,00
6226	Honoraires	4 100,00	4 000,00	4 000,00
6231	Annonces et insertions	4 200,00	2 000,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	500,00	500,00
6238	Divers	500,00	500,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	1 300,00	1 300,00
6257	Réceptions	500,00	500,00	500,00
6261	Frais d'affranchissement	4 000,00	5 000,00	5 000,00
6262	Frais de télécommunications	9 000,00	23 000,00	23 000,00
627	Services bancaires et assimilés	200,00	200,00	200,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	16 000,00	16 000,00	16 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	6 500,00	5 500,00	5 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	550,00	500,00	500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**855 250,00**	**850 000,00**	**850 000,00**
6331	Versement de mobilité	8 000,00	8 165,00	8 165,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 000,00	2 331,00	2 331,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 000,00	11 196,00	11 196,00
6411	Salaires, appointements, commissions	453 000,00	447 076,00	447 076,00
6414	Indemnités et avantages divers	138 000,00	136 727,00	136 727,00
6415	Supplément familial	4 600,00	4 562,00	4 562,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	93 000,00	92 579,00	92 579,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	109 250,00	107 654,00	107 654,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	6 200,00	6 210,00	6 210,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	100,00	100,00
6476	Vêtements de travail	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6478	Autres charges sociales diverses	27 600,00	30 900,00	30 900,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**4 000,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	4 000,00	4 000,00	4 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**14 501 300,00**	**13 708 459,00**	**13 708 459,00**
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	14 501 300,00	13 552 499,00	13 552 499,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	155 960,00	155 960,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**17 338 950,00**	**16 199 129,00**	**16 199 129,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**3 961,25**	**4 000,00**	**4 000,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 000,00	1 000,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 961,00	2 000,00	2 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,25	1 000,00	1 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**17 342 911,25**	**16 203 129,00**	**16 203 129,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***366 692,75***	***1 042 110,60***	***1 042 110,60***

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***200 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***566 692,75***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***566 692,75***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**17 909 604,00**	**17 445 239,60**	**17 445 239,60**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**8 000,32**	**26 000,00**	**26 000,00**
7061	Transport de voyageur	8 000,32	26 000,00	26 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**8 800 000,00**	**8 900 000,00**	**8 900 000,00**
734	Versement de mobilité	8 800 000,00	8 900 000,00	8 900 000,00
74	**Subventions d'exploitation**	**8 003 512,00**	**7 755 150,00**	**7 755 150,00**
7475	Subv. exploitat° Groupements	8 003 512,00	7 755 150,00	7 755 150,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**12 450,00**	**12 500,00**	**12 500,00**
7588	Autres	12 450,00	12 500,00	12 500,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**16 823 962,32**	**16 693 650,00**	**16 693 650,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**21 319,44**	**21 319,44**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	21 319,44	21 319,44
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	2 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**16 825 962,32**	**16 714 969,44**	**16 714 969,44**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**16 827 162,32**	**16 716 169,44**	**16 716 169,44**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**729 070,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 445 239,60**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**76 286,06**	**75 000,00**	**75 000,00**
2031	Frais d'études	10 825,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	65 461,06	75 000,00	75 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**678 713,94**	**1 165 910,60**	**1 165 910,60**
2135	Installations générales, agencements	10 000,00	0,00	0,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	395 074,53	1 140 000,00	1 140 000,00
2158	Autres	13 000,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	228 197,10	20 000,00	20 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	19 902,81	5 000,00	5 000,00
2184	Mobilier	12 539,50	910,60	910,60
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**755 000,00**	**1 240 910,60**	**1 240 910,60**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**755 000,00**	**1 240 910,60**	**1 240 910,60**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*1 200,00*	*1 200,00*	*1 200,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 200,00***	***1 200,00***	***1 200,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**756 200,00**	**1 242 110,60**	**1 242 110,60**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**574 700,40**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**284 453,21**	**284 453,21**
1068	Autres réserves	0,00	284 453,21	284 453,21
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**284 453,21**	**284 453,21**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,00**	**284 453,21**	**284 453,21**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***366 692,75***	***1 042 110,60***	***1 042 110,60***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***200 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
28031	*Frais d'études*	*2 442,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*31 123,00*	*55 000,00*	*55 000,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*66 735,00*	*55 000,00*	*55 000,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*14 100,00*	*14 000,00*	*14 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*29 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 000,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
28188	*Autres*	*3 000,00*	*3 000,00*	*3 000,00*
2828	*Autres immos corporelles (affectation)*	*30 100,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***566 692,75***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***566 692,75***	***1 242 110,60***	***1 242 110,60***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**566 692,75**	**1 526 563,81**	**1 526 563,81**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**290 247,19**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 816 811,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 760.00 €	2018-12-14

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	SILLAGES/CONSTRUCTIONS SUR SOL D AUTRUI	25	19/12/2014
L	SILLAGES/FRAIS D ETUDES	5	14/12/2018
L	SILLAGES/LOGICIELS ET DROITS D'AUTEUR	5	14/12/2018
L	SILLAGES/INSTALLATION A CARACTERE SPECIFIQUE	15	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT D EXPLOITATION	10	14/12/2018
L	SILLAGES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	15	14/12/2018
L	2158 - AUTRES - 10 ANS	10	14/12/2018
L	SILLAGES/COLLECTIONS OEUVRES D ART	0	14/12/2018
L	SILLAGES/VEHICULE LEGERS ET DEUX ROUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/AMENAGEMENTS DIVERS	25	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT	10	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/MOBILIER	10	14/12/2018
L	SILLAGES/AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25	14/12/2018
L	2135-INSTAL GEN AGENCEMENTS AMENAG CONSTRUCTIONS	15	14/12/2018

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**290 247,19**	**290 247,19**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-574 700,40**	**-574 700,40**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-284 453,21**	**-284 453,21**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**284 453,21**	**284 453,21**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-284 453,21**	**-284 453,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 200,00**	**1 200,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 242 110,60**	**1 242 110,60**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 240 910,60**	**1 240 910,60**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 200,00**	**I**	**1 200,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 200,00**		**1 200,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 200,00*		*1 200,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 242 110,60**	**III**	**1 242 110,60**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 242 110,60**		**1 242 110,60**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*55 000,00*		*55 000,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*		*0,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*1 000,00*		*1 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*10 000,00*		*10 000,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*55 000,00*		*55 000,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*1 000,00*		*1 000,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*14 000,00*		*14 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*50 000,00*		*50 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 000,00*		*6 000,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*		*5 000,00*
28188	*Autres*	*3 000,00*		*3 000,00*
2828	*Autres immos corporelles (affectation)*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 042 110,60*		*1 042 110,60*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5,00**	**1,00**	**6,00**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Attaché	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 1 cl	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9,71**	**1,00**	**10,71**
Adjoint technique pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial	C	0,00	0,00	0,00	3,71	0,00	3,71
Agent de maîtrise principal	C	0,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
Ingénieur principal	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,34**	**0,34**
Adjoint territorial animation	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	0,34
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14,71**	**2,34**	**17,05**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

AR Prefecture
SILLAGES - SILLAGES - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_038-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET SILLAGES 2024

EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
Recettes	17 107 131,56	Recettes	188 645,84
- Dépenses	17 176 049,87	- Dépenses	87 905,90
= Résultat de l'exercice	**-68 918,31**	**= Résultat de l'exercice**	**100 739,94**
+ Excédent reporté	1 082 441,68	+ Excédent reporté	189 507,25
= Résultat de clôture fonct	**1 013 523,37**	**= Résultat de clôture invest**	**290 247,19**
		- Solde des restes à réaliser	-574 700,40
		= Besoin de financement	-284 453,21
Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement	**729 070,16**		

Grasse, le 27/02/2025

Le Chef de Service Comptable,
Service de Gestion Comptable

SERVICE GESTION COMPTABLE 006/109 GRASSE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_039 : Budget annexe Eau Potable - Vote du budget primitif 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_039
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	
FINANCES	
Budget annexe Eau Potable - Vote du budget primitif 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de voter le budget primitif 2025 du budget annexe Eau potable avec reprise anticipée des résultats de 2024. La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et recettes à 6 102 208 € et la section d'investissement à 4 032 052 €.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire s'est tenu lors de la séance du conseil communautaire du 27 février 2025 ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant l'article L.2311-5 du CGCT permet une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024 au budget 2025 sur production d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la fiche de calcul du résultat du budget annexe Eau potable 2024 est certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux conseillers communautaires en pièce jointe des convocations de ce conseil communautaire ;

Considérant que le budget annexe Eau potable pour l'exercice 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que présenté, reprend les résultats de clôture de l'exercice 2024, ainsi que les restes à réaliser, et peut se résumer ainsi :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 871 817,87	0,00	3 106 118,38	3 106 118,38	3 106 118,38
012	Charges de personnel, frais assimilés	520 000,00	0,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 396 817,87**	**0,00**	**3 526 128,38**	**3 526 128,38**	**3 526 128,38**
66	Charges financières	65 000,00	0,00	119 503,00	119 503,00	119 503,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 511 817,87**	**0,00**	**3 885 631,38**	**3 885 631,38**	**3 885 631,38**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 190 574,00*		*1 675 916,00*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*482 000,00*		*540 660,62*	*540 660,62*	*540 660,62*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 672 574,00***		***2 216 576,62***	***2 216 576,62***	***2 216 576,62***
TOTAL		**5 184 391,87**	**0,00**	**6 102 208,00**	**6 102 208,00**	**6 102 208,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 900 000,00	0,00	3 695 389,00	3 695 389,00	3 695 389,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	88 547,00	88 547,00	88 547,00
Total des recettes de gestion des services		**3 900 000,00**	**0,00**	**3 783 936,00**	**3 783 936,00**	**3 783 936,00**
76	Produits financiers	30 000,00	0,00	12 999,97	12 999,97	12 999,97
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 930 000,00**	**0,00**	**3 796 935,97**	**3 796 935,97**	**3 796 935,97**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*15 300,00*		*17 276,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***15 300,00***		***17 276,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
TOTAL		**3 945 300,00**	**0,00**	**3 814 211,97**	**3 814 211,97**	**3 814 211,97**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 287 996,03

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	862 000,00	203 496,09	482 000,00	482 000,00	685 496,09
21	Immobilisations corporelles	58 500,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 744 852,50	1 118 826,85	1 849 101,58	1 849 101,58	2 967 928,43
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 665 352,50**	**1 322 322,94**	**2 333 101,58**	**2 333 101,58**	**3 655 424,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	163 000,00	0,00	209 351,48	209 351,48	209 351,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**163 000,00**	**0,00**	**209 351,48**	**209 351,48**	**209 351,48**
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	**5 828 352,50**	**1 322 322,94**	**2 542 453,06**	**2 542 453,06**	**3 864 776,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*15 300,00*		*17 276,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***15 300,00***		***167 276,00***	***167 276,00***	***167 276,00***
	TOTAL	**5 843 652,50**	**1 322 322,94**	**2 709 729,06**	**2 709 729,06**	**4 032 052,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 032 052,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	641 507,00	1 041 765,65	100 000,48	100 000,48	1 141 766,13
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 641 507,00**	**1 041 765,65**	**100 000,48**	**100 000,48**	**1 141 766,13**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**123 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	**2 764 507,00**	**1 041 765,65**	**100 000,48**	**100 000,48**	**1 141 766,13**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 190 574,00*		*1 675 916,00*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*482 000,00*		*540 660,62*	*540 660,62*	*540 660,62*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***1 672 574,00***		***2 366 576,62***	***2 366 576,62***	***2 366 576,62***
	TOTAL	**4 437 081,00**	**1 041 765,65**	**2 466 577,10**	**2 466 577,10**	**3 508 342,75**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	523 709,25

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 032 052,00

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le budget annexe Eau potable 2025 au niveau du chapitre pour les sections d'exploitation et d'investissement tel que proposé ci-dessus ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003985700053	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : BUDGET ANNEXE EAU (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 19
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 22

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	6 102 208,00	3 814 211,97
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 287 996,03
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	6 102 208,00	6 102 208,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	2 709 729,06	2 466 577,10
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	1 322 322,94	1 041 765,65
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 523 709,25
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 032 052,00	4 032 052,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	10 134 260,00	10 134 260,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 871 817,87	0,00	3 106 118,38	3 106 118,38	3 106 118,38
012	Charges de personnel, frais assimilés	520 000,00	0,00	420 000,00	420 000,00	420 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 396 817,87**	**0,00**	**3 526 128,38**	**3 526 128,38**	**3 526 128,38**
66	Charges financières	65 000,00	0,00	119 503,00	119 503,00	119 503,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 511 817,87**	**0,00**	**3 885 631,38**	**3 885 631,38**	**3 885 631,38**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 190 574,00*		*1 675 916,00*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*482 000,00*		*540 660,62*	*540 660,62*	*540 660,62*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 672 574,00***		***2 216 576,62***	***2 216 576,62***	***2 216 576,62***
TOTAL		**5 184 391,87**	**0,00**	**6 102 208,00**	**6 102 208,00**	**6 102 208,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 900 000,00	0,00	3 695 389,00	3 695 389,00	3 695 389,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	88 547,00	88 547,00	88 547,00
Total des recettes de gestion des services		**3 900 000,00**	**0,00**	**3 783 936,00**	**3 783 936,00**	**3 783 936,00**
76	Produits financiers	30 000,00	0,00	12 999,97	12 999,97	12 999,97
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 930 000,00**	**0,00**	**3 796 935,97**	**3 796 935,97**	**3 796 935,97**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*15 300,00*		*17 276,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***15 300,00***		***17 276,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
TOTAL		**3 945 300,00**	**0,00**	**3 814 211,97**	**3 814 211,97**	**3 814 211,97**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 287 996,03

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 102 208,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 199 300,62

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote.)

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	862 000,00	203 496,09	482 000,00	482 000,00	685 496,09
21	Immobilisations corporelles	58 500,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 744 852,50	1 118 826,85	1 849 101,58	1 849 101,58	2 967 928,43
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 665 352,50**	**1 322 322,94**	**2 333 101,58**	**2 333 101,58**	**3 655 424,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	163 000,00	0,00	209 351,48	209 351,48	209 351,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**163 000,00**	**0,00**	**209 351,48**	**209 351,48**	**209 351,48**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 828 352,50**	**1 322 322,94**	**2 542 453,06**	**2 542 453,06**	**3 864 776,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*15 300,00*		*17 276,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***15 300,00***		***167 276,00***	***167 276,00***	***167 276,00***
TOTAL		**5 843 652,50**	**1 322 322,94**	**2 709 729,06**	**2 709 729,06**	**4 032 052,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	641 507,00	1 041 765,65	100 000,48	100 000,48	1 141 766,13
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 641 507,00**	**1 041 765,65**	**100 000,48**	**100 000,48**	**1 141 766,13**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**123 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	Total des recettes réelles d'investissement	**2 764 507,00**	**1 041 765,65**	**100 000,48**	**100 000,48**	**1 141 766,13**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 190 574,00*		*1 675 916,00*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*482 000,00*		*540 660,62*	*540 660,62*	*540 660,62*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 672 574,00***		***2 366 576,62***	***2 366 576,62***	***2 366 576,62***
TOTAL		**4 437 081,00**	**1 041 765,65**	**2 466 577,10**	**2 466 577,10**	**3 508 342,75**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**523 709,25**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 199 300,62**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 106 118,38		3 106 118,38
012	Charges de personnel, frais assimilés	420 000,00		420 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00		10,00
66	Charges financières	119 503,00	*0,00*	119 503,00
67	Charges exceptionnelles	240 000,00	*0,00*	240 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*540 660,62*	540 660,62
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 675 916,00*	1 675 916,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 885 631,38**	***2 216 576,62***	**6 102 208,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 102 208,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*17 276,00*	17 276,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	209 351,48	*0,00*	209 351,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	685 496,09	0,00	685 496,09
21	Immobilisations corporelles (6)	2 000,00	0,00	2 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 967 928,43	150 000,00	3 117 928,43
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 864 776,00**	***167 276,00***	**4 032 052,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 695 389,00		3 695 389,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	88 547,00		88 547,00
76	Produits financiers	12 999,97	*0,00*	12 999,97
77	Produits exceptionnels	0,00	*17 276,00*	17 276,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**3 796 935,97**	***17 276,00***	**3 814 211,97**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 287 996,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 102 208,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 141 766,13	*0,00*	1 141 766,13
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*150 000,00*	150 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*540 660,62*	540 660,62
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 675 916,00*	1 675 916,00
Recettes d'investissement – Total		**1 141 766,13**	***2 366 576,62***	**3 508 342,75**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**523 709,25**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 871 817,87**	**3 106 118,38**	**3 106 118,38**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	2 800 000,00	2 785 000,00	2 785 000,00
611	Sous-traitance générale	25 000,00	25 000,00	25 000,00
6132	Locations immobilières	0,00	1 800,00	1 800,00
6135	Locations mobilières	1 200,00	1 200,00	1 200,00
61551	Entretien matériel roulant	2 500,43	2 500,00	2 500,00
6168	Autres	8 500,00	9 118,38	9 118,38
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00
618	Divers	3 617,44	3 000,00	3 000,00
6226	Honoraires	1 000,00	3 000,00	3 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	0,00	500,00	500,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	275 000,00	275 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**520 000,00**	**420 000,00**	**420 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	520 000,00	420 000,00	420 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 000,00**	**10,00**	**10,00**
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	10,00	10,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**3 396 817,87**	**3 526 128,38**	**3 526 128,38**
66	**Charges financières (b) (8)**	**65 000,00**	**119 503,00**	**119 503,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	50 000,00	86 800,00	86 800,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	12 283,00	12 283,00
661133	Remb. intérêts emprunts trans. coll/étab	15 000,00	0,00	0,00
661138	Remb. intérêts emprunts transf. autres	0,00	5 420,00	5 420,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	15 000,00	15 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	100 000,00	100 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	50 000,00	140 000,00	140 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**3 511 817,87**	**3 885 631,38**	**3 885 631,38**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 190 574,00***	***1 675 916,00***	***1 675 916,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***482 000,00***	***540 660,62***	***540 660,62***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*482 000,00*	*540 660,62*	*540 660,62*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 672 574,00***	***2 216 576,62***	***2 216 576,62***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 672 574,00***	***2 216 576,62***	***2 216 576,62***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 184 391,87**	**6 102 208,00**	**6 102 208,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 102 208,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	12 283,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	12 283,00

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**3 900 000,00**	**3 695 389,00**	**3 695 389,00**
70128	Autres taxes et redevances	3 400 000,00	3 290 389,00	3 290 389,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	500 000,00	405 000,00	405 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**88 547,00**	**88 547,00**
7588	Autres	0,00	88 547,00	88 547,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**3 900 000,00**	**3 783 936,00**	**3 783 936,00**
76	**Produits financiers (b)**	**30 000,00**	**12 999,97**	**12 999,97**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	30 000,00	12 999,97	12 999,97
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 930 000,00**	**3 796 935,97**	**3 796 935,97**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***15 300,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*15 300,00*	*17 276,00*	*17 276,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***15 300,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 945 300,00**	**3 814 211,97**	**3 814 211,97**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 287 996,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 102 208,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**862 000,00**	**482 000,00**	**482 000,00**
2031	Frais d'études	860 000,00	480 000,00	480 000,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	2 000,00	2 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**58 500,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	55 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 500,00	2 000,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**4 744 852,50**	**1 849 101,58**	**1 849 101,58**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 584 852,50	1 849 101,58	1 849 101,58
238	Avances commandes immo. incorp.	160 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 665 352,50**	**2 333 101,58**	**2 333 101,58**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**163 000,00**	**209 351,48**	**209 351,48**
1641	Emprunts en euros	163 000,00	194 651,48	194 651,48
16878	Remboursements des autres dettes	0,00	14 700,00	14 700,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**163 000,00**	**209 351,48**	**209 351,48**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**5 828 352,50**	**2 542 453,06**	**2 542 453,06**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***15 300,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***15 300,00***	***17 276,00***	***17 276,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*2 549,00*	*10 069,00*	*10 069,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*751,00*	*7 207,00*	*7 207,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***150 000,00***	***150 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***15 300,00***	***167 276,00***	***167 276,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**5 843 652,50**	**2 709 729,06**	**2 709 729,06**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**1 322 322,94**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**641 507,00**	**100 000,48**	**100 000,48**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	362 162,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	279 345,00	100 000,48	100 000,48
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	2 000 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 641 507,00**	**100 000,48**	**100 000,48**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**123 000,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	123 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**123 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 764 507,00**	**100 000,48**	**100 000,48**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 190 574,00***	***1 675 916,00***	***1 675 916,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***482 000,00***	***540 660,62***	***540 660,62***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*73 073,00*	*73 073,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*33 764,00*	*33 763,62*	*33 763,62*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*440 657,00*	*425 878,20*	*425 878,20*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*6 643,00*	*6 499,80*	*6 499,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*936,00*	*1 446,00*	*1 446,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 672 574,00***	***2 216 576,62***	***2 216 576,62***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***150 000,00***	***150 000,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 672 574,00***	***2 366 576,62***	***2 366 576,62***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 437 081,00**	**2 466 577,10**	**2 466 577,10**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**1 041 765,65**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**523 709,25**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 032 052,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	217311-(M49) STEP OUVRAGES LEGERS RECUS MAD	60	13/12/2019
L	217531 - RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU RECU MAD	35	13/12/2019
L	21751-RESEAUX DE VOIRIE RECUS MAD	35	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	8	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	21784-MOBILIER RECUS MAD	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	0	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	0	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	35	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	21782-VEHICULES RECUS MAD	8	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**523 709,25**	**523 709,25**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-280 557,29**	**-280 557,29**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**243 151,96**	**243 151,96**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**243 151,96**	**243 151,96**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**243 151,96**	**243 151,96**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**226 627,48**	**226 627,48**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**2 216 576,62**	**2 216 576,62**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 989 949,14**	**1 989 949,14**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**226 627,48**	**I** **226 627,48**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**209 351,48**	**209 351,48**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	194 651,48	194 651,48
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	14 700,00	14 700,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**17 276,00**	**17 276,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*17 276,00*	*17 276,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 216 576,62**	**III** **2 216 576,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 216 576,62**	**2 216 576,62**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28153	*Installations à caractère spécifique*	*73 073,00*	*73 073,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*33 763,62*	*33 763,62*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*425 878,20*	*425 878,20*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*6 499,80*	*6 499,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 446,00*	*1 446,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 675 916,00*	*1 675 916,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET EAU 2024

EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
Recettes	5 699 709,72	Recettes	3 133 434,82
- Dépenses	4 650 805,56	- Dépenses	3 372 693,53
= Résultat de l'exercice	**1 048 904,16**	**= Résultat de l'exercice**	**- 239 258,71**
+ Excédent reporté	1 239 091,87	+excédent reporté	762 967,96
= Résultat de clôture fonct	**2 287 996,03**	**= Résultat de clôture invest**	**523 709,25**
		- Solde des restes à réaliser	- 280 557,29
		= Besoin de financement	243 151,96

Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement

Grasse, le 13/03/2025

SERVICE GESTION COMPTABLE 006/109 GRASSE

Le Chef de Service Comptable,
Service de Gestion Comptable

Le comptable du Trésor
Pierre-yves SIKLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE RESTES A REALISER 2024 DEPENSES

ENGAGEMENT	DATE ENG.	LIBELLE	NATURE	OPERATION	TIERS	SOLDE ENG	HT/TTC	SERV
EA23001301P	#######	GRASSE - AMO TRAITEMENT SOURCE DE LA FOUX	2031	01	ALTEREO	12 939,50	HT	GR
EA24-00074	#######	REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - TRANCHE FERME	2031	04	ALTEREO	165 840,00	HT	GR
EA24-00083	#######	CONCEPTION REALISATION UNITE TRAITEMENT LA FOUX	2031	01	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	441,59	HT	GR
EA24007201	#######	GRASSE SOURCE DE LA FOUX - ETUDE HYDROGEOLOGIQUED OSSIER TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	2031	01	EAU ET PERSPECTIVES	15 700,00	HT	GR
EA19-00010P	#######	SCHEMA DIRECTEUR AEP ASSISTANCE A MO	2031		EURYECE	8 575,00	HT	GR
		SOUS TOTAL CHAPITRE 20				**203 496,09**		
EA24-00028	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	ARCHITECTURE STOA	23 048,00	HT	GR
EA24-00026	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	CANAL DE PROVENCE	516 521,93	HT	GR
EA24006501	#######	GRASSE - OPERATION UNITÉ DE LA FOUX - RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ BA	2315	01	ENEDIS	13 064,04	HT	GR
EA24-00078	#######	CONCEPTION REALISATION UNITE TRAITEMENT LA FOUX	2315	01	ETANDEX	2 100,00	HT	GR
EA23002901P	#######	GRASSE CHEM DES VACANCES - RENOUVELLEMENT RESEAU	2315	03	GRPT SEETP EMGC	8 812,26	HT	GR
EA24-00044	#######	REVISON MARCHE	2315	01	GRPT SEETP EMGC	321,64	HT	GR
EA24-00045	#######	REVISON MARCHE	2315		GRPT SEETP EMGC	177,65	HT	GR
EA24002501	#######	GRASSE AV M. DUVAL - RENOUVELLEMENT RESEAU	2315	01	GRPT SEETP EMGC	39,09	HT	GR
EA24004701	#######	GRASSE BD FOUON / AV BASTIDE - RENOUVELLT RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	223,61	HT	GR
EA24005101	#######	GRASSE HAMEAU TZIGANE - CREATION RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	641,10	HT	GR
EA24005401	#######	GRASSE AV M.DUVAL / AV SIDI BRAHIM - RACCORDEMENT	2315	01	GRPT SEETP EMGC	274,72	HT	GR
EA24005601	#######	GRASSE AV MATHIAS DUVAL - BRANCHEMENT DE NUIT	2315	01	GRPT SEETP EMGC	41,13	HT	GR
EA24005701	#######	GRASSE BD FOUON / AV BASTIDE - RACCORDEMENT RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	63,65	HT	GR
EA24005901	#######	GRASSE AV MATHIAS DUVAL - RENOUVELLEMENT RESEAUTRA VAUX COMPLEMENTAIRES SUR BDC EA240025	2315		GRPT SEETP EMGC	91,99	HT	GR
EA24006001	#######	GRASSE CHEM DES FONTERINES - EXTENSION RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	8 693,77	HT	GR
EA24-00058	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	IDEM	146 770,55	HT	GR
EA24-00031	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	LA COLLOISE	12 324,15	HT	GR
EA23-00024P	#######	CONCEPTION RÉALISATION UNITÉ DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE LA FOUX	2315	01	MAURO ET ASSOCIES SARL	950,00	HT	GR
EA24-00027	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	MAURO ET ASSOCIES SARL	291 140,31	HT	GR
EA24-00082	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	METALLERIE PAROLA ET GOUMOT	37 441,61	HT	GR
EA24-00030	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	SEETP	2 744,00	HT	GR
EA23004401P	#######	GRASSE - IMP DE LA RIVOLTE - AMELIORATION RESEAU A EP	2315		SKR.TP	800,00	HT	GR
EA24006401	#######	GRASSE RUE AMIRAL DE GRASSE - REPRISE ETANCHEITE R EGARD	2315		SKR.TP	252,50	HT	GR
EA24-00063	#######	CONCEPTION REALISATION UNITE DE TRAITEMENT LA FOUX	2315	01	SOCOTEC	8 776,50	HT	GR
EA24-00035	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	SOL PROVENCAL	3 680,00	HT	GR
EA24000201	#######	GRASSE BD Mchl LECLERC - CRÉATION CHAMBRE DE RÉGUL ATION	2315	01	SUEZ EAU FRANCE	38 710,15	HT	GR
EA24007301	#######	GRASSE AV M. DUVAL - RACCORDEMENT CANALISATIONDEVI S COMPLEMENTAIRE AU BDC EA 240049	2315		SUEZ EAU FRANCE	1 113,50	HT	GR
EA24-00029	#######	CONCEP° REALISA° UNITE TRAITEMENT EAU POTABLE DE LA FOUX	2315	01	TECNOFIL INDUSTRIES	9,00	HT	GR
		SOUS TOTAL CHAPITRE 23				**1 118 826,85**		

TOTAL DES RAR DEPENSES	**1 322 322,94**	HT

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_039-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE RESTES A REALISER 2024 RECETTES

ENGAGEMENT	DATE ENG.	LIBELLE	NATURE	OPERATION	TIERS	SOLDE ENG	HT/TTC	SERV
EA23-00049S	04/01/2024	2023 6845 RÉALISATION DU SDAEP DE GRASSE	13111	04	AGENCE DE L'EAU RHONE	181 081,00	HT	GR
EA23-00031S	04/01/2024	RÉALISATION D'UN SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (SDAEP)	1313	04	CONSEIL DEPARTEMENTAL	144 545,00	HT	GR
EA23-00037P	04/01/2024	2023 04872 RUE AUGUSTIN	1313		CONSEIL DEPARTEMENTAL	5 894,00	HT	GR
EA23-00039S	04/01/2024	2023 04867 RÉSEAU EAU POTABLE SDAEP	1313	04	CONSEIL DEPARTEMENTAL	113 288,78	HT	GR
EA23-00041P	04/01/2024	2023 04877 HAMEAU TZIGANE	1313		CONSEIL DEPARTEMENTAL	7 151,00	HT	GR
EA23-00048S	04/01/2024	2023_07359 UNITÉ DE TRAITEMENT DES EAUX DE LA FOUX	1313	01	CONSEIL DEPARTEMENTAL	584 134,87	HT	GR
EA23-00055P	04/01/2024	2023 04871 RUE DU MIEL	1313		CONSEIL DEPARTEMENTAL	5 671,00	HT	GR
TOTAL DES RAR RECETTES						**1 041 765,65**	HT	

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_040 : Budget annexe Assainissement - Vote du budget primitif 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 3 AVRIL 2025	N°DL2025_040
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	
FINANCES	
Budget annexe Assainissement - Vote du budget primitif 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de voter le budget primitif 2025 du budget annexe Assainissement avec reprise anticipée des résultats de 2024. La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et recettes à 8 447 068 € et la section d'investissement à 8 347 420,17 €.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire s'est tenu lors de la séance du conseil communautaire du 27 février 2025;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant l'article L.2311-5 du CGCT permet une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024 au budget 2025 sur production d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la fiche de calcul du résultat du budget annexe Assainissement 2024 est certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux conseillers communautaires en pièce jointe des convocations de ce conseil communautaire ;

Considérant que le budget annexe Assainissement pour l'exercice 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que présenté, reprend les résultats de clôture de l'exercice 2024, ainsi que les restes à réaliser, et peut se résumer ainsi :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	421 316,00	0,00	470 399,73	470 399,73	470 399,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	562 000,00	0,00	469 000,00	469 000,00	469 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	0,00	50 010,00	50 010,00	50 010,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 283 316,00**	**0,00**	**989 409,73**	**989 409,73**	**989 409,73**
66	Charges financières	75 200,00	0,00	59 079,49	59 079,49	59 079,49
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		2 875,00	2 875,00	2 875,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 398 516,00**	**0,00**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 065 452,00*		*6 221 361,31*	*6 221 361,31*	*6 221 361,31*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 030 820,00*		*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 096 272,00***		***7 330 703,78***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
TOTAL		**6 494 788,00**	**0,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 970 000,40	0,00	2 145 371,73	2 145 371,73	2 145 371,73
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	187 645,00	187 645,00	187 645,00
Total des recettes de gestion des services		**2 170 000,40**	**0,00**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**
76	Produits financiers	16 200,00	0,00	29 500,00	29 500,00	29 500,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 186 200,40**	**0,00**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*192 114,00*		*207 029,01*	*207 029,01*	*207 029,01*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***192 114,00***		***207 029,01***	***207 029,01***	***207 029,01***
TOTAL		**2 378 314,40**	**0,00**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 877 522,26**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	383 500,00	96 747,54	511 227,00	511 227,00	607 974,54
21	Immobilisations corporelles	11 687,35	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 986 860,00	223 012,18	6 594 133,42	6 594 133,42	6 817 145,60
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 382 047,35**	**319 759,72**	**7 111 360,42**	**7 111 360,42**	**7 431 120,14**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	194 100,00	0,00	145 263,00	145 263,00	145 263,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**194 100,00**	**0,00**	**145 263,00**	**145 263,00**	**145 263,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 576 147,35**	**319 759,72**	**7 256 623,42**	**7 256 623,42**	**7 576 383,14**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*192 114,00*		*207 029,01*	*207 029,01*	*207 029,01*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*320 000,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***192 114,00***		***527 029,01***	***527 029,01***	***527 029,01***
TOTAL		**5 768 261,35**	**319 759,72**	**7 783 652,43**	**7 783 652,43**	**8 103 412,15**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**244 008,02**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	374 512,00	476 137,00	132 948,65	132 948,65	609 085,65
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**374 512,00**	**476 137,00**	**132 948,65**	**132 948,65**	**609 085,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	87 630,74	87 630,74	87 630,74
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	33 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**33 100,00**	**0,00**	**87 630,74**	**87 630,74**	**87 630,74**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		**407 612,00**	**476 137,00**	**220 579,39**	**220 579,39**	**696 716,39**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 065 452,00*		*6 221 361,31*	*6 221 361,31*	*6 221 361,31*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 030 820,00*		*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*320 000,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 096 272,00***		***7 650 703,78***	***7 650 703,78***	***7 650 703,78***
TOTAL		**5 503 884,00**	**476 137,00**	**7 871 283,17**	**7 871 283,17**	**8 347 420,17**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le budget annexe Assainissement 2025 au niveau du chapitre pour les sections d'exploitation et d'investissement tel que proposé ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003985700046	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 26
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 27
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 29
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 30
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 31
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 32
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 33
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 34
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 35

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	8 447 068,00	2 569 545,74
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 877 522,26
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	8 447 068,00	8 447 068,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	7 783 652,43	7 871 283,17
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	319 759,72	476 137,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 244 008,02	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	8 347 420,17	8 347 420,17

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	16 794 488,17	16 794 488,17

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	421 316,00	0,00	470 399,73	470 399,73	470 399,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	562 000,00	0,00	469 000,00	469 000,00	469 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	0,00	50 010,00	50 010,00	50 010,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 283 316,00**	**0,00**	**989 409,73**	**989 409,73**	**989 409,73**
66	Charges financières	75 200,00	0,00	59 079,49	59 079,49	59 079,49
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		2 875,00	2 875,00	2 875,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 398 516,00**	**0,00**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 065 452,00*		*6 221 361,31*	*6 221 361,31*	*6 221 361,31*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 030 820,00*		*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 096 272,00***		***7 330 703,78***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
TOTAL		**6 494 788,00**	**0,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 447 068,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 970 000,40	0,00	2 145 371,73	2 145 371,73	2 145 371,73
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	187 645,00	187 645,00	187 645,00
Total des recettes de gestion des services		**2 170 000,40**	**0,00**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**
76	Produits financiers	16 200,00	0,00	29 500,00	29 500,00	29 500,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 186 200,40**	**0,00**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*192 114,00*		*207 029,01*	*207 029,01*	*207 029,01*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***192 114,00***		***207 029,01***	***207 029,01***	***207 029,01***
TOTAL		**2 378 314,40**	**0,00**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	5 877 522,26

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 447 068,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	7 123 674,77

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	383 500,00	96 747,54	511 227,00	511 227,00	607 974,54
21	Immobilisations corporelles	11 687,35	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 986 860,00	223 012,18	6 594 133,42	6 594 133,42	6 817 145,60
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 382 047,35**	**319 759,72**	**7 111 360,42**	**7 111 360,42**	**7 431 120,14**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	194 100,00	0,00	145 263,00	145 263,00	145 263,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**194 100,00**	**0,00**	**145 263,00**	**145 263,00**	**145 263,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 576 147,35**	**319 759,72**	**7 256 623,42**	**7 256 623,42**	**7 576 383,14**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*192 114,00*		*207 029,01*	*207 029,01*	*207 029,01*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*320 000,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***192 114,00***		***527 029,01***	***527 029,01***	***527 029,01***
TOTAL		**5 768 261,35**	**319 759,72**	**7 783 652,43**	**7 783 652,43**	**8 103 412,15**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	244 008,02

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 347 420,17

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	374 512,00	476 137,00	132 948,65	132 948,65	609 085,65
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**374 512,00**	**476 137,00**	**132 948,65**	**132 948,65**	**609 085,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	87 630,74	87 630,74	87 630,74
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	33 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**33 100,00**	**0,00**	**87 630,74**	**87 630,74**	**87 630,74**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		**407 612,00**	**476 137,00**	**220 579,39**	**220 579,39**	**696 716,39**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 065 452,00*		*6 221 361,31*	*6 221 361,31*	*6 221 361,31*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 030 820,00*		*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*320 000,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 096 272,00***		***7 650 703,78***	***7 650 703,78***	***7 650 703,78***
TOTAL		**5 503 884,00**	**476 137,00**	**7 871 283,17**	**7 871 283,17**	**8 347 420,17**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**7 123 674,77**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	470 399,73		470 399,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	469 000,00		469 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 010,00		50 010,00
66	Charges financières	59 079,49	*0,00*	59 079,49
67	Charges exceptionnelles	65 000,00	*0,00*	65 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	2 875,00	*1 109 342,47*	1 112 217,47
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*6 221 361,31*	6 221 361,31
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 116 364,22**	***7 330 703,78***	**8 447 068,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*207 029,01*	207 029,01
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	145 263,00	*0,00*	145 263,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	607 974,54	0,00	607 974,54
21	Immobilisations corporelles (6)	6 000,00	0,00	6 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 817 145,60	320 000,00	7 137 145,60
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**7 576 383,14**	***527 029,01***	**8 103 412,15**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**244 008,02**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 145 371,73		2 145 371,73
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	187 645,00		187 645,00
76	Produits financiers	29 500,00	*0,00*	29 500,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*207 029,01*	207 029,01
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**2 362 516,73**	***207 029,01***	**2 569 545,74**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**5 877 522,26**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	609 085,65	*0,00*	609 085,65
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*320 000,00*	320 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 109 342,47*	1 109 342,47
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*6 221 361,31*	6 221 361,31
Recettes d'investissement – Total		**609 085,65**	***7 650 703,78***	**8 259 789,43**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**87 630,74**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**421 316,00**	**470 399,73**	**470 399,73**
6062	Produits de traitement	500,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 500,00	1 499,73	1 499,73
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 000,00	1 000,00
611	Sous-traitance générale	5 500,00	3 000,00	3 000,00
6135	Locations mobilières	2 500,00	2 500,00	2 500,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	3 726,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6156	Maintenance	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6168	Autres	5 500,00	6 000,00	6 000,00
617	Etudes et recherches	80 000,00	5 000,00	5 000,00
618	Divers	10 000,00	8 900,00	8 900,00
6226	Honoraires	11 500,00	3 000,00	3 000,00
6231	Annonces et insertions	4 000,00	5 000,00	5 000,00
6236	Catalogues et imprimés	100,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	1 000,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	7 000,00	500,00	500,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	30 000,00	32 500,00	32 500,00
62878	Remb. frais à des tiers	255 140,00	305 000,00	305 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	350,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	92 500,00	92 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**562 000,00**	**469 000,00**	**469 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	562 000,00	469 000,00	469 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**300 000,00**	**50 010,00**	**50 010,00**
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	300 000,00	50 010,00	50 010,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**1 283 316,00**	**989 409,73**	**989 409,73**
66	**Charges financières (b) (8)**	**75 200,00**	**59 079,49**	**59 079,49**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	60 200,00	43 230,00	43 230,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	3 409,49	3 409,49
661133	Remb. intérêts emprunts trans. coll/étab	15 000,00	0,00	0,00
661138	Remb. intérêts emprunts transf. autres	0,00	7 440,00	7 440,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	5 000,00	5 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**40 000,00**	**65 000,00**	**65 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	35 000,00	55 000,00	55 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	10 000,00	10 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**2 875,00**	**2 875,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	2 875,00	2 875,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**1 398 516,00**	**1 116 364,22**	**1 116 364,22**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 065 452,00***	***6 221 361,31***	***6 221 361,31***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 030 820,00***	***1 109 342,47***	***1 109 342,47***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 030 820,00*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 096 272,00***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 096 272,00***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 494 788,00**	**8 447 068,00**	**8 447 068,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			8 447 068,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	27 702,92
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	24 293,43
= Différence ICNE N – ICNE N-1	3 409,49

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 970 000,40**	**2 145 371,73**	**2 145 371,73**
70611	Redevance d'assainissement collectif	1 440 000,00	1 690 371,73	1 690 371,73
70613	Participations assainissement collectif	290 000,40	235 000,00	235 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	240 000,00	220 000,00	220 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
741	Primes d'épuration	200 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**187 645,00**	**187 645,00**
7588	Autres	0,00	187 645,00	187 645,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 170 000,40**	**2 333 016,73**	**2 333 016,73**
76	**Produits financiers (b)**	**16 200,00**	**29 500,00**	**29 500,00**
761	Produits de participations	0,00	12 000,00	12 000,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	16 200,00	17 500,00	17 500,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 186 200,40**	**2 362 516,73**	**2 362 516,73**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***192 114,00***	***207 029,01***	***207 029,01***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*192 114,00*	*207 029,01*	*207 029,01*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***192 114,00***	***207 029,01***	***207 029,01***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 378 314,40**	**2 569 545,74**	**2 569 545,74**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**5 877 522,26**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 447 068,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**383 500,00**	**511 227,00**	**511 227,00**
2031	Frais d'études	377 500,00	503 227,00	503 227,00
2033	Frais d'insertion	6 000,00	8 000,00	8 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**11 687,35**	**6 000,00**	**6 000,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	8 000,00	6 000,00	6 000,00
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 687,35	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**4 986 860,00**	**6 594 133,42**	**6 594 133,42**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 943 860,00	6 594 133,42	6 594 133,42
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	2 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	41 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 382 047,35**	**7 111 360,42**	**7 111 360,42**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**194 100,00**	**145 263,00**	**145 263,00**
1641	Emprunts en euros	194 100,00	118 734,00	118 734,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	0,00	26 529,00	26 529,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**194 100,00**	**145 263,00**	**145 263,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**5 576 147,35**	**7 256 623,42**	**7 256 623,42**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***192 114,00***	***207 029,01***	***207 029,01***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***192 114,00***	***207 029,01***	***207 029,01***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*102 040,00*	*109 309,65*	*109 309,65*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*171,00*	*330,00*	*330,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*54 545,00*	*54 544,91*	*54 544,91*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*34 957,00*	*42 443,45*	*42 443,45*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*401,00*	*401,00*	*401,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***320 000,00***	***320 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***192 114,00***	***527 029,01***	***527 029,01***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**5 768 261,35**	**7 783 652,43**	**7 783 652,43**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**319 759,72**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**244 008,02**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

(10) Inscrire en section d'investissement les résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**374 512,00**	**132 948,65**	**132 948,65**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	75 000,00	75 000,00
1313	Subv. équipt Départements	374 512,00	57 948,65	57 948,65
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**374 512,00**	**132 948,65**	**132 948,65**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**87 630,74**	**87 630,74**
1068	Autres réserves	0,00	87 630,74	87 630,74
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**33 100,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	33 100,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**33 100,00**	**87 630,74**	**87 630,74**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**407 612,00**	**220 579,39**	**220 579,39**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***4 065 452,00***	***6 221 361,31***	***6 221 361,31***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 030 820,00***	***1 109 342,47***	***1 109 342,47***
28031	*Frais d'études*	*900,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*141,00*	*86 769,00*	*86 769,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*7 117,00*	*7 117,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*657,00*	*657,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 843,00*	*7 842,68*	*7 842,68*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*362 231,00*	*362 000,44*	*362 000,44*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*652 839,00*	*636 278,39*	*636 278,39*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*2 330,00*	*2 165,71*	*2 165,71*
28182	*Matériel de transport*	*1 791,00*	*1 791,00*	*1 791,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 143,00*	*2 898,25*	*2 898,25*
28184	*Mobilier*	*180,00*	*180,00*	*180,00*
28188	*Autres*	*1 422,00*	*1 643,00*	*1 643,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***5 096 272,00***	***7 330 703,78***	***7 330 703,78***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***320 000,00***	***320 000,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*320 000,00*	*320 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***5 096 272,00***	***7 650 703,78***	***7 650 703,78***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 503 884,00**	**7 871 283,17**	**7 871 283,17**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (9)	**476 137,00**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 347 420,17**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

(7) Le compte 1068 peut être ventilé dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**1 682 068,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 682 068,37									
00603523619 (CA2022-01)	CREDIT AGRICOLE	28/07/2022	28/07/2022	18/11/2022	314 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,857	3,435		T	P	O	A-1
1340121-1352436 (CDC2019-06)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	7 610,59	V	LIVRETA	1,750	3,105		T	P	O	A-1
1340122-1352440 (CDC2019-02)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	591,51	V	LIVRETA	1,750	2,787		T	P	O	A-1
1340124-1352437 (CDC2019-05)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	38 053,93	V	LIVRETA	1,750	3,121		T	C	O	A-1
1340125-1352441 (CDC2019-01)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	9 758,35	V	LIVRETA	1,750	3,216		T	C	O	A-1
1340127-1352438 (CDC2019-04)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	58 285,81	V	LIVRETA	1,500	2,636		T	C	O	A-1
1340128-1352442 (CDC2019-03)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	13 494,37	V	LIVRETA	1,500	2,973		T	C	O	A-1
CP0353 (CA2019-01)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	131 366,75	F	FIXE	4,643	4,877		T	C	O	A-1
CP0354 (CA2019-02)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	129 412,99	F	FIXE	4,643	4,875		T	C	O	A-1
MON276589EUR (SFIL2024-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	16/11/2011	01/01/2024	01/12/2024	19 999,96	F	FIXE	5,180	5,502		A	C	O	A-1
MON529822EUR (SFIL2005-1)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	19/12/2005	01/01/2020	01/03/2020	959 494,11	F	FIXE	3,550	3,990		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**254 877,68**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					254 877,68									
2008.188-A1008653 (CE2024-02)	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	24/12/2008	01/01/2024	25/07/2024	45 289,92	F	FIXE	2,610	3,118		A	C	O	A-1
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	14/12/2007	01/01/2024	01/01/2024	209 587,76	C	TAUX STRUCTURES	0,000	3,349		A	P	O	F-6
Total général					**1 936 946,05**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 192 504,47**					**118 702,77**	**43 273,16**	**0,00**	**21 524,74**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 192 504,47					118 702,77	43 273,16	0,00	21 524,74
00603523619 (CA2022-01)	N	0,00	A-1	277 872,03	12,63	V	MOYEURIBOR03M	4,268	17 350,73	10 180,16	0,00	1 098,95
1340121-1352436 (CDC2019-06)	N	0,00	A-1	5 418,30	10,00	V	LIVRETA	4,000	437,98	192,12	0,00	34,50
1340122-1352440 (CDC2019-02)	N	0,00	A-1	421,12	10,00	V	LIVRETA	4,000	34,54	14,93	0,00	2,68
1340124-1352437 (CDC2019-05)	N	0,00	A-1	26 344,93	11,00	V	LIVRETA	4,000	2 341,80	931,10	0,00	166,29
1340125-1352441 (CDC2019-01)	N	0,00	A-1	6 755,75	11,00	V	LIVRETA	4,000	600,52	238,78	0,00	42,64
1340127-1352438 (CDC2019-04)	N	0,00	A-1	40 351,72	11,00	V	LIVRETA	3,750	3 586,82	1 303,53	0,00	250,19
1340128-1352442 (CDC2019-03)	N	0,00	A-1	9 342,17	11,00	V	LIVRETA	3,750	830,44	308,19	0,00	53,75
CP0353 (CA2019-01)	N	0,00	A-1	49 262,53	2,94	F	FIXE	4,643	16 420,84	2 028,13	0,00	93,17
CP0354 (CA2019-02)	N	0,00	A-1	48 529,87	2,94	F	FIXE	4,643	16 176,62	1 997,98	0,00	91,79
MON276589EUR (SFIL2024-01)	N	0,00	A-1	13 333,29	1,92	F	FIXE	5,180	6 666,67	700,26	0,00	29,74
MON529822EUR (SFIL2005-1)	N	0,00	A-1	714 872,76	10,17	F	FIXE	3,550	54 255,81	25 377,98	0,00	19 661,04
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**229 175,21**					**26 528,69**	**7 429,86**	**0,00**	**6 184,65**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		229 175,21					26 528,69	7 429,86	0,00	6 184,65
2008.188-A1008653 (CE2024-02)	N	0,00	A-1	36 247,52	3,57	F	FIXE	2,610	9 042,40	957,14	0,00	314,67
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	N	0,00	F-6	192 927,69	8,00	C	TAUX STRUCTURES	3,300	17 486,29	6 472,72	0,00	5 869,98
Total général		**0,00**		**1 421 679,68**					**145 231,46**	**50 703,02**	**0,00**	**27 709,39**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	209 587,76	192 927,69	6	10,00		3.3	4.10+25*(1/USDCHF-1)	0,00		3,300	6 472,72	0,00	13,57
TOTAL (F)		**209 587,76**	**192 927,69**						**0,00**			**6 472,72**	**0,00**	**13,57**
TOTAL GENERAL		**209 587,76**	**192 927,69**						**0,00**			**6 472,72**	**0,00**	**13,57**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	12	0	0	0	0	
	% de l'encours	86,44	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 228 751,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						1
	% de l'encours						13,57
	Montant en euros						192 927,69

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	15	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2158-AUTRES INST MAT ET OUTIL TECH (M49)	15	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	0	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	0	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	0	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	0	13/12/2019
L	13118-SUBV RECU TRANSFERABLE (ETAT)	0	13/12/2019
L	1318-SUBV RECU TRANSFERABLE AUTRES	0	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	5	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-244 008,02**	**-244 008,02**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**156 377,28**	**156 377,28**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-87 630,74**	**-87 630,74**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**87 630,74**	**87 630,74**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-87 630,74**	**-87 630,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**352 292,01**	**352 292,01**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**7 330 703,78**	**7 330 703,78**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 978 411,77**	**6 978 411,77**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**352 292,01**	**I**	**352 292,01**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**145 263,00**		**145 263,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	118 734,00		118 734,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	26 529,00		26 529,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**207 029,01**		**207 029,01**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*207 029,01*		*207 029,01*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 330 703,78**	**III**	**7 330 703,78**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 330 703,78**		**7 330 703,78**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*86 769,00*		*86 769,00*
28154	*Matériel industriel*	*7 117,00*		*7 117,00*
28158	*Autres*	*657,00*		*657,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 842,68*		*7 842,68*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*362 000,44*		*362 000,44*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*636 278,39*		*636 278,39*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*2 165,71*		*2 165,71*
28182	*Matériel de transport*	*1 791,00*		*1 791,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 898,25*		*2 898,25*
28184	*Mobilier*	*180,00*		*180,00*
28188	*Autres*	*1 643,00*		*1 643,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*6 221 361,31*		*6 221 361,31*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET ASSAINISSEMENT 2024

EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
Recettes	4 033 423,45	Recettes	1 408 632,60
- Dépenses	2 184 744,05	- Dépenses	1 593 512,59
= Résultat de l'exercice	**1 848 679,40**	**= Résultat de l'exercice**	**- 184 879,99**
+ Excédent reporté	4 116 473,60	- Déficit reporté	- 59 128,03
= Résultat de clôture fonct	**5 965 153,00**	**= Résultat de clôture invest**	**- 244 008,02**
		- Solde des restes à réaliser	156 377,28
		= Besoin de financement	- 87 630,74

Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement	**5 877 522,26**

Grasse, le 13/03/2025

Le Chef de Service Comptable,
Service de Gestion Comptable

SERVICE GESTION COMPTABLE 006 109 GRASSE

Le comptable du Trésor
Pierre-yves SIKLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT RESTES A REALISER 2024 DEPENSES

ENGAGEMENT	DATE ENG.	LIBELLE	NATURE	OPERATION	TIERS	MONTANT	HT/TTC	SERV	GESTION.
AS24015201	02/08/2024	GRASSE STEPS - RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES	2031	15	BRUAND GWENAELLE	10 870,00	HT	GR	AC
AS24022201	03/12/2024	GRASSE AV HENRI DUNANT - RELEVÉ TOPOGRAHIQUE	2031	15	BRUAND GWENAELLE	400,00	HT	GR	AC
AS24003901	25/03/2024	STEP PLASCASSIER - ETUDE AVANT PROJET	2031	15	CABINET MERLIN	24 219,00	HT	GR	AC
AS24006601	24/04/2024	GRASSE MOE STEPS - TRVX BASSIN ORAGE + DEMOLITION STEP MARIGARDE	2031	15	CABINET MERLIN	14 028,00	HT	GR	AC
AS24006701	24/04/2024	GRASSE MOE STEPS - REUNIONS 2024-2025	2031	15	CABINET MERLIN	6 800,00	HT	GR	AC
AS24006801	24/04/2024	GRASSE MOE STEPS - TRVX DEGRILLAGE ET RENFORCEMENT STEP LA PAOUTE	2031	15	CABINET MERLIN	10 500,00	HT	GR	AC
AS24021401	07/11/2024	GRASSE STEPS - REUNION INTERMEDIAIRE DE TRAVAIL CO TECH	2031	15	CABINET MERLIN	1 000,00	HT	GR	AC
AS24021501	07/11/2024	GRASSE STEPS - ETUDES GEOTECHNIQUES	2031	15	CABINET MERLIN	1 175,00	HT	GR	AC
AS24021601	07/11/2024	GRASSE STEPS - AMO LEVÉ TOPO + DIAG AMIANTE	2031	15	CABINET MERLIN	63,00	HT	GR	AC
AS24022501	25/11/2024	GRASSE VALLON DES CHEVREFEUILLESMISSION ADMINISTRA TIVE AUTORISATION PROPRIETAIRES	2031		CONCEPTION TRAVAUX HANSEN	2 250,00	HT	GR	AC
AS24006901	24/04/2024	GRASSE MOE STEPS - REUNIONS 2024-2025	2031	15	EURYECE	4 200,00	HT	GR	AC
AS24007001	24/04/2024	GRASSE MOE STEPS - REALISATION DOSSIER DECLARATION LOI SUR L'EAU	2031	15	EURYECE	5 900,00	HT	GR	AC
AS22019701P	09/01/2024	STEPS GRASSE - AMO	2031	15	IE2A	2 820,00	HT	GR	AC
AS23005801P	09/01/2024	STEPS GRASSE - AMO	2031	15	IE2A	12 000,00	HT	GR	AC
AS23011201P	09/01/2024	GRASSE STEP PAOUTE - CAMPAGNE ANALYSES REUTE	2031	19	SUEZ EAU FRANCE	522,54	HT	GR	AC
		SOUS TOTAL CHAPITRE 20				**96 747,54**			
AS24020501	23/10/2024	AURIBEAU RUE DE BUGADIERES - REHABILITATION RESEAU	2315		AD2R	4 810,00	HT	AU	AC
AS24-00119	01/07/2024	REVISION MARCHE	2315		GRPT SEETP EMGC	1 985,71	HT	GR	AC
AS24-00181	12/09/2024	GRASSE IMP DE LA RIVOLTE - REPRISE RACCORDEMENT RESEAU	2315	17	GRPT SEETP EMGC	24,46	HT	GR	AC
AS24003301	06/03/2024	GRASSE AV MATHIAS DUVAL - SONDAGES	2315		GRPT SEETP EMGC	6 198,27	HT	GR	AC
AS24006301	24/04/2024	GRASSE AV M. DUVAL - RENOUVELLEMENT RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	10 592,73	HT	GR	AC
AS24007801	23/05/2024	GRASSE BD E. ROUQUIER - EXTENSION RESEAU	2315	18	GRPT SEETP EMGC	10 740,05	HT	GR	AC
AS24011301	26/06/2024	GRASSE CHEM DU CASTELLARAS - EXTENSION RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	8 835,54	HT	GR	AC
AS24013601	17/07/2024	GRASSE BD FOUON / AV BASTIDE - RENOUVELLT RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	330,27	HT	GR	AC
AS24016501	02/08/2024	GRASSE HAMEAU TZIGANE - CREATION RESEAU	2315		GRPT SEETP EMGC	556,18	HT	GR	AC
AS24020401	23/10/2024	GRASSE - AV DE LA LIBERATION - SONDAGES RESEAUX	2315	15	GRPT SEETP EMGC	4 675,73	HT	GR	AC
AS24021801	18/11/2024	GRASSE GIRATOIRE CHASSEURS ALPINS - SONDAGES EMPRI SE FONTAINE	2315	15	GRPT SEETP EMGC	6 611,94	HT	GR	AC
AS24021901	18/11/2024	GRASSE GIRATOIRE CHASSEURS ALPINS - SONDAGES CHAUS SÉE	2315	15	GRPT SEETP EMGC	14 714,42	HT	GR	AC
AS24022401	25/11/2024	GRASSE HAMEAU TZIGANE - CREATION RESEAUTRAVAUX COM PLEMENTAIRES AU BDC AS240165	2315		GRPT SEETP EMGC	24,99	HT	GR	AC
AS24022601	26/11/2024	GRASSE IMPASSE DE LA RIVOLTEINSTALLATION PROVISOIR E POSTE REFOULEMENT	2315	17	GRPT SEETP EMGC	3 980,06	HT	GR	AC
AS24022701	26/11/2024	GRASSE IMPASSE DE LA RIVOLTEINSTALLATION PROVISOIR E POSTE REFOULEMENT	2315	17	GRPT SEETP EMGC	27 800,00	HT	GR	AC
AS24022801	03/12/2024	LA ROQUETTE - PISTE DES EGOUTSPLAN ETAT DES LIEUX ET DES FILS D'EAU	2315		LAUGIER-GEOMER	8 035,00	HT	RO	AC
AS24011701	03/07/2024	GRASSE BD DU FOUON - ENROBÉTRAVAUX PROGRAMMÉS EN S EPTEMBRE	2315		SATEC	148,30	HT	GR	AC
AS23-00134P	09/01/2024	TRVX RENOUVLLT RESEAU EUD AV DE GRASSE PEGOMAS	2315		SATEC	3 395,03	HT	PG	AC
AS24001001	24/04/2024	LA ROQUETTE CHEM DE LA LEVADE - REHABILITATION POR TION COLLECTEUR	2315		SEREHA	18 625,00	HT	RO	AC
AS24003801	06/03/2024	LA ROQUETTE CHEM DE LA LEVADE - REHABILITATION POR TION COLLECTEUR	2315		SEREHA	5 518,00	HT	RO	AC
AS24020601	04/11/2024	GRASSE RUE AMIRAL DE GRASSE - REPRISE ETANCHEITE R EGARD	2315		SKR.TP	252,50	HT	GR	AC
AS23020901P	09/01/2024	GRASSE STEP PAOUTE - MISE EN PLACE SYSTEME INJECTI ON TRAITEMENT PHOSPHORE	2315	15	SUEZ EAU FRANCE	85 158,00	HT	GR	AC
		SOUS TOTAL CHAPITRE 23				**223 012,18**			

TOTAL DES RAR DEPENSES	**319 759,72**	HT		

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_040-BF
Reçu le 15/04/2025

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT RESTES A REALISER 2024 RECETTES

ENGAGEMENT	DATE ENG.	LIBELLE	NATURE	OPERATION	TIERS	MONTANT	HT/TTC	SERV	GESTION.
AS21-00128P	09/01/2024	SUBV RNVT RÉSEAU EAUX USÉES RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE GRASSE	13111		AGENCE DE L'EAU RHONE	7 000,00	HT	GR	AC
AS21-00129P	09/01/2024	SUBV RNVT RÉSEAU EAUX USÉES BLD MARECHAL LECLERC GRASSE]	13111		AGENCE DE L'EAU RHONE	35 000,00	HT	GR	AC
AS21-00131P	09/01/2024	SUBV RNVT RÉSEAU EAUX USÉES RUE DU MIEL GRASSE	13111		AGENCE DE L'EAU RHONE	9 625,00	HT	GR	AC
AS22-00016P	09/01/2024	ETUDE POUR LE RNVT DU DEGRILLEUR D'ENTREE STATION DE LA PAOUTE	13111		AGENCE DE L'EAU RHONE	50 000,00	HT	GR	AC
AS23-00197P	09/01/2024	2023 12501 REUT STEP PAOUTE	1313	19	CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	374 512,00	HT	GR	AC

TOTAL DES RAR RECETTES	476 137,00	HT		

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Signé électroniquement par:
Jérôme VIAUD

Le 10 janvier 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_041 : Budget annexe Régie SPANC de Grasse - Vote du budget primitif 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_041
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	
FINANCES	
Budget annexe Régie SPANC de Grasse - Vote du budget primitif 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de voter le budget primitif 2025 du budget annexe Régie SPANC de Grasse avec reprise anticipée des résultats de 2024. La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et recettes à 165 000 € et la section d'investissement à 11 341,21 €.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire s'est tenu lors de la séance du conseil communautaire du 27 février 2025;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant l'article L.2311-5 du CGCT permet une reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024 au budget 2025 sur production d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la fiche de calcul du résultat du budget annexe Régie SPANC de Grasse 2024 est certifiée par Monsieur le Comptable public de Grasse ;

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux conseillers communautaires en pièce jointe des convocations de ce conseil communautaire ;

Considérant que le budget annexe Régie SPANC de Grasse pour l'exercice 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que présenté, reprend les résultats de clôture de l'exercice 2024, et peut se résumer ainsi :

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	5 140,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	115 000,00	0,00	130 237,00	130 237,00	130 237,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	20,00	20,00	20,00
Total des dépenses de gestion des services		120 140,00	0,00	135 257,00	135 257,00	135 257,00
66	Charges financières	0,00	0,00	848,37	848,37	848,37
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		424,00	424,00	424,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		120 140,00	0,00	137 529,37	137 529,37	137 529,37
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
TOTAL		120 276,00	0,00	138 214,37	138 214,37	138 214,37

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	26 785,63

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	165 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	131 022,78	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		131 022,78	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		131 022,78	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL		131 022,78	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	165 000,00

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 404,40	0,00	11 341,21	11 341,21	11 341,21
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	13 404,40	0,00	11 341,21	11 341,21	11 341,21
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	13 404,40	0,00	11 341,21	11 341,21	11 341,21
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL	13 404,40	0,00	11 341,21	11 341,21	11 341,21

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 341,21

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
TOTAL		**136,00**	**0,00**	**685,00**	**685,00**	**685,00**

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**10 656,21**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le budget annexe Régie SPANC de Grasse 2025 au niveau du chapitre pour les sections d'exploitation et d'investissement tel que proposé ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003985700061	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : SPANC (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 17
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	138 214,37	165 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 26 785,63	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	165 000,00	165 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	11 341,21	685,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 10 656,21
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	11 341,21	11 341,21

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	176 341,21	176 341,21

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	5 140,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	115 000,00	0,00	130 237,00	130 237,00	130 237,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	20,00	20,00	20,00
Total des dépenses de gestion des services		**120 140,00**	**0,00**	**135 257,00**	**135 257,00**	**135 257,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	848,37	848,37	848,37
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		424,00	424,00	424,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**120 140,00**	**0,00**	**137 529,37**	**137 529,37**	**137 529,37**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***136,00***		***685,00***	***685,00***	***685,00***
TOTAL		**120 276,00**	**0,00**	**138 214,37**	**138 214,37**	**138 214,37**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**26 785,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	131 022,78	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**131 022,78**	**0,00**	**165 000,00**	**165 000,00**	**165 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**131 022,78**	**0,00**	**165 000,00**	**165 000,00**	**165 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**131 022,78**	**0,00**	**165 000,00**	**165 000,00**	**165 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**685,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote.)

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 404,40	0,00	11 341,21	11 341,21	11 341,21
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**13 404,40**	**0,00**	**11 341,21**	**11 341,21**	**11 341,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**13 404,40**	**0,00**	**11 341,21**	**11 341,21**	**11 341,21**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**13 404,40**	**0,00**	**11 341,21**	**11 341,21**	**11 341,21**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	Total des recettes réelles d'investissement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*136,00*		*685,00*	*685,00*	*685,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***136,00***		***685,00***	***685,00***	***685,00***
TOTAL		**136,00**	**0,00**	**685,00**	**685,00**	**685,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**10 656,21**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**685,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	5 000,00		5 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	130 237,00		130 237,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20,00		20,00
66	Charges financières	848,37	*0,00*	848,37
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	*0,00*	1 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	424,00	*685,00*	1 109,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**137 529,37**	***685,00***	**138 214,37**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**26 785,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	11 341,21	0,00	11 341,21
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**11 341,21**	***0,00***	**11 341,21**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	165 000,00		165 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**165 000,00**	***0,00***	**165 000,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*685,00*	685,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***685,00***	**685,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**10 656,21**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**5 140,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
6156	Maintenance	4 140,00	4 000,00	4 000,00
618	Divers	1 000,00	1 000,00	1 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**115 000,00**	**130 237,00**	**130 237,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	115 000,00	130 237,00	130 237,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**20,00**	**20,00**
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	20,00	20,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**120 140,00**	**135 257,00**	**135 257,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**848,37**	**848,37**
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	848,37	848,37
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	1 000,00	1 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**424,00**	**424,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	424,00	424,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**120 140,00**	**137 529,37**	**137 529,37**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***136,00***	***685,00***	***685,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*136,00*	*685,00*	*685,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***136,00***	***685,00***	***685,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***136,00***	***685,00***	***685,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**120 276,00**	**138 214,37**	**138 214,37**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**26 785,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**131 022,78**	**165 000,00**	**165 000,00**
70128	Autres taxes et redevances	32 000,00	36 000,00	36 000,00
7062	Redevances assainissement non collectif	99 022,78	129 000,00	129 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**131 022,78**	**165 000,00**	**165 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**131 022,78**	**165 000,00**	**165 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**131 022,78**	**165 000,00**	**165 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**165 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**13 404,40**	**11 341,21**	**11 341,21**
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	5 000,00	5 000,00
2184	Mobilier	4 404,40	5 341,21	5 341,21
2188	Autres immobilisations corporelles	4 000,00	1 000,00	1 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'équipement		**13 404,40**	**11 341,21**	**11 341,21**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**13 404,40**	**11 341,21**	**11 341,21**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**13 404,40**	**11 341,21**	**11 341,21**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 341,21**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*136,00*	*685,00*	*685,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*549,00*	*549,00*
28188	*Autres*	*136,00*	*136,00*	*136,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*136,00*	*685,00*	*685,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*136,00*	*685,00*	*685,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	136,00	685,00	685,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	10 656,21

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 341,21

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2184-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	5	13/12/2019
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	0	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	8	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	21784-MOBILIER RECUS MAD	10	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**10 656,21**	**10 656,21**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**10 656,21**	**10 656,21**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**10 656,21**	**10 656,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**10 656,21**	**10 656,21**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**685,00**	**685,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**685,00**	**685,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

AR Prefecture
CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - BP - 2025
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**685,00**	**III**	**685,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**685,00**		**685,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*549,00*		*549,00*
28188	*Autres*	*136,00*		*136,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

FICHE DE CALCUL DU RESULTAT - BUDGET SPANC 2024

EXPLOITATION			INVESTISSEMENT		
Recettes		103 105,83	Recettes		136,00
- Dépenses		119 144,68	- Dépenses		2 748,19
= Résultat de l'exercice	-	**16 038,85**	**= Résultat de l'exercice**	-	**2 612,19**
- Déficit reporté	-	10 746,78	+ excédent reporté		13 268,40
= Résultat de clôture fonct	-	**26 785,63**	**= Résultat de clôture invest**		**10 656,21**
			- Solde des restes à réaliser		
			= Besoin de financement		

Excédent disponible après couverture du besoin de financement d'investissement

Grasse, le 13/03/2025

Le Chef de Service Comptable,
Service de Gestion Comptable

Le comptable du Trésor
Pierre-yves SIKLI

SERVICE GESTION COMPTABLE 006/109 GRASSE

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_041-BF
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_042 : Budget principal Fiscalité - Vote des taux 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE FIXER** les taux des taxes 2025 comme suit :

  Taxe foncière bâtie additionnelle : 0,104%

  Taxe foncière non bâtie additionnelle : 2,60 %

  Taxe d'habitation additionnelle sur les résidences secondaires : 8,17%

  CFE Unique : 29,22 %

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) :

Zones	Bases prévisionnelles notifiées 2025	Taux	Produit attendu en 2025	Estimation coût 2025	Projection taux de couverture
Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas	25 380 908 €	16,18%	4 106 631 €	3 818 818 €	107,54%
Mouans-Sartoux	30 083 210 €	10,28%	3 092 554 €	2 745 218 €	112,65%
Grasse	94 055 750 €	18,73%	17 616 642 €	15 881 936 €	110,92%
Cabris, Le Tignet, Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Spéracédes	44 136 734 €	12,88%	5 684 811 €	5 409 416 €	105,09%
Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon, Valderoure	5 441 817 €	16,50%	897 900 €	957 113 €	93,81%
Totaux	**199 098 419 €**		**31 398 538 €**	**28 812 501 €**	108,98%

- **DE CHARGER** le Président d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de cette décision et notamment sa notification à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques aux services fiscaux et Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

FINANCES PUBLIQUES

EPCI : 003 PAYS DE GRASSE

DEPARTEMENT : 06

TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE GRASSE

N° 1259 EPCI (1)

TAUX

FDL

2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2025

Taxes	Bases d'imposition effectives de 2024 1	Taux de référence pour 2025 2	Tx moyens pondérés des com. si fusion 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2025 4	Produits référence (col.4 x col.2a ou 2b) 5	Taux votés 6	Produits attendus (col. 4 x col. 6) 7
Taxe foncière bâtie additionnelle	**191 847 790**	**0,104**		**196 205 000**	**204 053**	0,104	204 053
Taxe foncière non bâtie additionnelle	**1 752 848**	**2,60**		**1 748 000**	**45 448**	2,60	45 448
Taxe d'habitation additionnelle	**41 418 457**	**8,17**		**37 529 000**	**3 066 119**	8,17	3 066 119
CFE additionnelle	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
CFE unique ou de zone	**37 555 304**	**29,22**		**47 468 000**	**13 870 379**	29,22	13 870 379
CFE éolienne	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
				Total de la fiscalité additionnelle	**3 315 620**	Total	17 185 999
Taux CFE plafonné pour 2025	>>>			Total des CFE unique, de zone et éolienne	**13 870 379**		

Aide au calcul des taux additionnels par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes additionnelles	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10
Taxe foncière bâtie additionnelle	Produits attendus	
Taxe foncière non bâtie additionnelle	3 315 620 = 1,000 000	
Taxe d'habitation additionnelle	**3 315 620**	
CFE additionnelle	Produits référence de la fiscalité additionnelle (sous-total col. 5)	

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2025, cochez la case

Éléments relatifs au vote du taux de CFE unique, de zone ou éolienne	Réserve de taux capitalisée utilisable en 2025 (11)	Réserve de taux utilisée pour le taux voté en 2025 (12)	Fraction de taux mis en réserve sur délibération (13)	(14) Durée retenue en cas d'intégration progressive des taux
CFE unique ou de zone				
CFE éolienne	>>>			

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2025

TVA	IFER	TASCOM	TAFNB	Alloc. compensatrices	DCRTP	FNGIR	Total
23 672 409	**804 969**	**1 423 168**	**204 799**	**3 809 555**	**0**	**-2 863 666**	**27 051 234**

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2025

Produits attendus des taxes à taux voté (col. 7)	+	Ressources fiscales indépendantes des taux votés (cadre II)	=	Montant prévisionnel de la fiscalité directe locale pour 2025
17 185 999		**27 051 234**		44 237 233

À NICE
Le 18 MARS 2025
Pour la Direction des Finances publiques,
JEAN-PAUL CATANESE

À Grasse
Le 03 avril 2025
Pour le Groupement,

Pays de Grasse

À
Le
Pour la Préfecture,

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

FINANCES PUBLIQUES

EPCI : 003 PAYS DE GRASSE

DEPARTEMENT : 06

TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE GRASSE

N° 1259 EPCI (2)

TAUX

FD -

2025

006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025
AR Prefecture

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

Taxe foncière bâtie :	
a. Personnes de condition modeste	0
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	198
c. Locaux industriels	8 635
d. Logements sociaux	314
Taxe foncière non bâtie	0
Taxe d'habitation :	
a. Dotation pour perte de THLV	0
b. Mayotte	>>>
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	1 089
b. Base minimum	611 199
c. Locaux industriels	3 173 949
d. Autres allocations	14 171

2. BASES EXONÉRÉES

Taxe foncière bâtie :	
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi	13 111 309
Taxe foncière non bâtie :	
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi (terres agricoles)	104 919
c. Par la loi (autres)	0
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Par le conseil communautaire	96 453
b. Par la loi	13 906 315

3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	37 529 000
b. Logements vacants soumis à la THLV	0
c. Bases dégrevées hors locaux vacants	4 515 813
d. Bases dégrevées locaux vacants	0

4. PRODUITS PRÉVISIONNELS DE L'IFER

a. Éoliennes et hydroliennes	0
b. Centrales électriques	0
c. Centrales photovoltaïques	12 595
d. Centrales hydrauliques	26 519
e. Transformateurs électriques	392 731
f. Stations radioélectriques	363 020
g. Installations gazières et autres	10 104

5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA prév. (compensation TH)	16 624 743
b. TVA prév. (comp. CVAE)	7 050 667
c. DTCE (Métropole de Lyon)	>>>

6. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. 75% moyenne nationale	6,73
b. Taux maximum	>>>

7. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

7.1. TAUX MAXIMUM ET TAUX MOYENS PONDÉRÉS

	CFE unique ou de zone	CFE éolienne
Taux maximum :		
a. De droit commun	29,28	>>>
b. Dérogatoire	29,28	>>>
c. Avec rattrapage		>>>
d. Avec capitalisation	29,28	>>>
e. Avec majoration spéciale	>>>	>>>
Taux moyens pondérés :		
a. 75 % de la moyenne nationale de la catégorie	20,40	>>>
b. En cas de changement de périmètre		>>>

7.2. COEFFICIENTS DE VARIATION DES TAUX MOYENS DES TAXES FONCIÈRES

a. Taxe foncière bâtie	1,002123	>>>
b. Taxes foncières bâtie et non bâtie	1,002119	>>>

7.3. PLAFONNEMENT DU TAUX DE CFE

a. Taux moyen communal de 2024 au niveau national	26,86
b. Taux plafond de 2025	53,72

7.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens des taxes foncières de 2024 :	CFE unique/de zone	CFE éolienne
a. au niveau national		>>>
b. au niveau de l'EPCI		>>>
Taux maximum de la majoration spéciale	>>>	>>>

8. DIMINUTION SANS LIEN

Année antérieure à 2025 au titre de laquelle... :	
a. ...la diminution sans lien a été appliquée	
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	
Taux moyens de référence au niveau national :	
a. Taxe foncière bâtie	39,74
b. Taxe foncière non bâtie	51,08

ETAT DE NOTIFICATION DES BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES 1259 TEOM -

A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

TAXE INSTITUEE PAR L'EPCI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 003 PAYS DE GRASSE

Bases exonérées sur délibération : 0

Pas de plafonnement institué : >>>>>>>

Coefficient : >>>>>>>

Bases définitives de l'année précédente : 194 960 565

Bases prévisionnelles d'imposition : 199 098 419

I-COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX	PRODUITS ATTENDUS
02 AURIB-PEG-ROQUETTE	25 380 908	16,18 %	4 106 631 €
03 MOUANS SARTOUX	30 083 210	10,28%	3 092 554 €
04 GRASSE	94 055 750	18,73%	17 616 642 €
05 EX-TERRES DE SIAGNE	44 136 734	12,88%	5 684 811 €
06 EX-MONTS DAZUR	5 441 817	16,50%	897 900 €

A NICE, le 28 mars 2025 A , le A Grasse , le 03 avril 2025

Le Directeur Départemental des Finances Publiques, Le Préfet, Le Président,

JEAN-PAUL CATANESE

III- COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : 003 PAYS DE GRASSE 1259 TEOM - I

Zone Intercommunale de Perception	COMMUNES	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES
02 AURIB-PEG-ROQUETTE	007 AURIBEAU SUR SIAGNE	P	5 011 878
	090 PEGOMAS	P	11 251 289
	108 LA ROQUETTE SUR SIAGNE	P	9 117 741
03 MOUANS SARTOUX	084 MOUANS SARTOUX	P	30 083 210
04 GRASSE	069 GRASSE	P	94 055 750
05 EX-TERRES DE SIAGNE	026 CABRIS	P	4 005 321
	095 PEYMEINADE	P	17 110 877
	118 SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE	P	7 732 495
	130 SAINT VALLIER DE THIEY	P	5 623 669
	137 SPERACEDES	P	3 345 894
	140 LE TIGNET	P	6 318 478
06 EX-MONTS DAZUR	002 AMIRAT	P	40 187
	003 ANDON	P	1 247 871
	024 BRIANCONNET	P	252 841
	028 CAILLE	P	839 882
	045 COLLONGUES	P	70 833
	058 ESCRAGNOLLES	P	562 041
	063 GARS	P	81 005
	081 LE MAS	P	177 101
	087 LES MUJOULS	P	26 546
	116 SAINT AUBAN	P	389 921
	134 SERANON	P	928 401
	154 VALDEROURE	P	825 188

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_042-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_043-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_043 : Versement de la couverture 2025 de la contrainte de service public à la régie des transports Sillages

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_043-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_043
RAPPORTEUR : Jérôme VIAUD	

FINANCES

Versement de la couverture 2025 de la contrainte de service public à la régie des transports Sillages

SYNTHESE

Pour des raisons de solidarité territoriale, d'aménagement du territoire et de contraintes de desserte, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) organise des services spécifiques (transports scolaires, services à la demande, services pour les personnes à mobilité réduite) dont les coûts ne peuvent être supportés uniquement par le versement mobilité et les autres recettes d'exploitation.
Par conséquent, il appartient à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de verser à la régie des transports Sillages une participation financière permettant la couverture de la contrainte de service public. Il est proposé de verser une contribution de service public d'un montant de 6 900 000 € pour l'exercice 2025.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le nouveau Code des transports et l'ordonnance 2010-1307 du 28 octobre 2010 ;

Vu l'article 33 de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, codifié à l'article L.2333-67 alinéa 12 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 ;

Vu la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°DL2023_140 en date du 21 septembre 2023 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse instaurant les modalités de reversement à terme à échoir, du versement mobilité à la régie des transports Sillages ;

Vu la délibération n° DL2025_013 en date du 27 février 2025 accordant une avance de 1 375 000 € ;

Vu le budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et celui de la régie des transports Sillages, prévoyant une participation financière de **6 900 000 €** ;

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation qui s'est tenu le 19 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_043-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a confié la gestion de ses services publics à la régie des transports Sillages dédiée et créée à cet effet ;

Considérant que la régie des transports Sillages étant un service public industriel et commercial (SPIC), elle se doit de respecter les règles budgétaires et comptables propres à ce type d'établissement et en particulier les règles d'équilibre définies aux articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les recettes principales de la régie des transports Sillages sont composées d'une partie du reversement « versement mobilité », des droits d'usage des infrastructures (vente de billetterie) et des subventions du Conseil régional au titre du transport scolaire ;

Considérant qu'en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse perçoit 100% du produit du versement mobilité ;

Considérant que les exigences du service public conduisent la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à imposer des contraintes particulières de fonctionnement et notamment par les services spécifiques de transports (scolaires, transports à la demande, transports pour les personnes à mobilité réduite, les affrétements ...) ;

Considérant que le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissement, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs ;

Considérant qu'afin de respecter les règles d'équilibre fixées aux articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code général des collectivités territoriales, il appartient donc à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de voter une grille tarifaire permettant de couvrir le coût d'exploitation du réseau confié à la régie des transports Sillages ;

Considérant que pour des raisons sociales, d'aménagement du territoire et des contraintes de desserte, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a imposé à la régie des transports Sillages une grille tarifaire ne lui permettant pas de couvrir le coût d'exploitation ;

Considérant qu'afin de respecter les règles d'équilibre fixées aux articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code général des collectivités territoriales permettant d'assurer l'égalité de traitement des différents opérateurs d'un secteur particulièrement concurrentiel, il appartient à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de reverser à sa régie des transports Sillages, une juste compensation aux contraintes de service public qu'elle lui impose à travers cette grille tarifaire ;

Considérant qu'il est proposé au conseil communautaire de verser une contribution prévisionnelle correspondant aux crédits inscrits au budget principal 2025, soit **6 900 000€** ;

Etant précisé qu'il s'agit d'un montant forfaitaire et non d'une subvention en complément de prix et que cette opération relève d'un transfert financier à l'intérieur d'une même personne morale, la régie étant à simple autonomie financière ;

Considérant que cette somme n'est pas assujettie à la TVA et n'entre pas dans le calcul d'un éventuel prorata de TVA déductible conformément l'article BOI 3-A-7-06 du 16 juin 2006 du Code général des impôts ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_043-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** à la régie des transports Sillages la somme de **6 900 000** € au titre de la couverture de la contrainte de service public versable mensuellement à compter du 1er janvier 2025 ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_044-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_044 : Montant global de la dotation de solidarité communautaire et montants par communes pour 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_044-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_044
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FINANCES	
Montant global de la dotation de solidarité communautaire et montants par communes pour 2025	
SYNTHESE **Par délibération n° DL2025_012 du 27 février 2025, le conseil communautaire a délibéré pour définir les critères de répartition de la dotation de solidarité communautaire. Il est proposé dans cette délibération de fixer pour l'année 2025, le montant à répartir et les sommes perçues individuellement par les communes. Cette répartition découle de l'application des critères délibérés en février dernier.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article 256 de loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;

Vu l'article 197 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-28-4 ;

Vu l'avis favorable de la commission des finances qui s'est tenue le 20 mars 2025 ;

Vu la délibération n° DL2025_012 du 27 février 2025 instituant les critères de répartition de la dotation de solidarité communautaire sur le territoire de l'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Dotation de Solidarité Communautaire constitue l'un des outils à la disposition d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale lui permettant de mettre en œuvre la solidarité entre ses communes membres, au même titre que la prise en charge d'une partie du prélèvement prévu par l'Etat au titre de la contribution au Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), ou de la politique de fonds de concours destinée à conforter et appuyer les projets d'investissement ;

Considérant que la dotation de solidarité communautaire (DSC) a pour principal objectif de réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. Afin de parvenir à cet objectif, l'enveloppe doit être répartie au moyen de critères péréquateurs ;

Considérant que les critères de répartition ont été adoptés par délibération n° DL2025_012 du conseil communautaire du 27 février 2025, il est proposé de fixer le montant total à répartir au titre de la dotation de solidarité communautaire à **1 737 292 €** ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_044-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Les communes percevront, individuellement, les sommes suivantes au titre de l'exercice 2025 :

	DSC 2025
AMIRAT	30 000 €
ANDON	35 000 €
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	40 000 €
BRIANCONNET	30 000 €
CABRIS	35 000 €
CAILLE	35 000 €
COLLONGUES	30 000 €
ESCRAGNOLLES	35 000 €
GARS	30 000 €
GRASSE	679 917 €
LE MAS	30 000 €
MOUANS-SARTOUX	177 237 €
MUJOULS	30 224 €
PEGOMAS	82 279 €
PEYMEINADE	96 800 €
LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE	47 924 €
SAINT-AUBAN	35 000 €
SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE	63 747 €
SAINT-VALLIER-DE-THIEY	43 340 €
SERANON	35 000 €
SPERACEDES	35 000 €
LE TIGNET	40 000 €
VALDEROURE	40 824 €

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_044-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le montant global de la Dotation de Solidarité Communautaire à **1 737 292 €** ainsi que les montants individuels revenant à chaque commune au titre de l'exercice 2025 comme détaillé ci-dessus ;

- **D'ADRESSER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_045-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_045 : Recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux — Contrat à durée déterminée de 3 ans

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_045-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_045
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux Contrat à durée déterminée de 3 ans	
SYNTHESE **Un appel à candidature a été ouvert pour le recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux au sein de la direction des affaires juridiques et des affaires générales. A l'issue de cet appel, aucune candidature d'agent titulaire n'a pu être retenue. Il convient donc d'établir un contrat à durée déterminée de 3 ans à partir du 1er juin 2025.** **Cette délibération ne modifie pas le tableau des effectifs.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2° ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette décision seront inscrits au chapitre 012 du budget principal 2025 et suivants ;

Considérant que la collectivité doit procéder au recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux ;

Sous l'autorité de la directrice des affaires juridiques et des affaires générales, l'agent aura pour missions :

- Conseiller et accompagner les services de la collectivité dans des domaines variés du droit,
- Accompagner les services dans la vérification et faisabilité règlementaire de leurs projets et leurs actes,
- Apporter un appui juridique et réglementaire dans les questions ou projets en lien avec les affaires institutionnelles (transfert de compétences, dissolution EPCI, pouvoir de police spéciale, mise en conformité statutaire, mutualisation, ...),
- Mise en place et suivi du référent déontologue pour les élus,
- Apporter un appui juridique/réglementaire aux assemblées de la collectivité (traitement des problématiques en lien avec le domaine, réglementation des instances, élections, statut des élus, ...),

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_045-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Assurer la gestion et suivi des dépôts de marques en lien avec les services et prestataire extérieur (renouvellement, surveillance, recours amiable et contentieux, ...),
- Suivre et gérer les dossiers précontentieux et contentieux (hors urbanisme) en lien avec les services et conseils externes,
- Suivre les dossiers sur les sites des juridictions et assister aux expertises,
- Accompagner la directrice ou l'équipe sur des dossiers complexes,
- Assurer les remplacements de l'équipe juridique en cas d'absence.

Pour assurer ces missions, le candidat doit réunir les conditions suivantes :
- De formation juridique (Bac + 5) spécialisé en droit public,
- Expérience dans une collectivité territoriale ou dans un service juridique souhaitée,
- Connaissances en droit public et collectivités territoriales, gestion des contentieux,
- Connaissances des enjeux et missions d'une communauté d'agglomération, de la gestion de projets transversaux,
- Grande rigueur, autonomie, réactivité,
- Aisance relationnelle et rédactionnelle, capacités de synthèse,
- Discrétion et sens du service public.

Considérant qu'afin de procéder au recrutement d'un chargé des affaires juridiques et des contentieux, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait paraître un appel à candidatures par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. A l'issue de cette procédure de recrutement, il s'avère qu'aucun agent titulaire ne répond aux besoins spécifiques liés au poste. C'est pourquoi, il est proposé de privilégier les compétences professionnelles du candidat pour ce poste spécifique et de recourir au recrutement d'un agent contractuel ;

Considérant qu'en effet, le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 prévoit les modalités de la procédure de recrutement applicables aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire qui sont candidates sur un emploi permanent ouvert aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. L'article L.332-8-2° du Code général de la fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ce code, ce qui est le cas ;

Considérant qu'il est donc proposé d'établir un contrat pour une période de 3 ans sur la base de la rémunération de la fonction publique territoriale correspondant au grade d'attaché à l'échelon 4 avec la possibilité de versement des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante ;

Considérant que cette décision n'engendre pas de modification du tableau des effectifs ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_045-DE
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE et Magali CONESA) **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce contrat à intervenir pour une durée de 3 ans, à compter du 1er juin 2025 ;

- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_046-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_046 : Recrutement d'un responsable du service énergie Contrat à durée déterminée de 3 ans

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_046-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_046
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Recrutement d'un responsable du service énergie Contrat à durée déterminée de 3 ans	
SYNTHESE **Un appel à candidature a été ouvert pour le recrutement d'un responsable du service énergie au sein de la direction gestion des déchets et énergie. A l'issue de cet appel, aucune candidature d'agent titulaire n'a pu être retenue. Il convient donc d'établir un contrat à durée déterminée de 3 ans à partir du 1er juin 2025.** **Cette délibération ne modifie pas le tableau des effectifs.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2° ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette décision seront inscrits au chapitre 012 du budget principal 2025 et suivants ;

Considérant que la collectivité doit procéder au recrutement d'un responsable du service énergie ;

Sous l'autorité du directeur gestion des déchets et énergie, l'agent aura pour missions :

- Assurer l'élaboration et la mise en œuvre des actions dans le domaine de l'énergie, notamment du Marché Global de Performance Energétique,
- Assurer le suivi du Plan Climat Air Energie Territorial en lien avec la technicienne en charge du dossier,
- Planifier et organiser des réunions régulières avec les communes, les élus et les référents afin de les assister sur la thématique environnementale (énergie, qualité environnementale des bâtiments, ...),
- Mettre en place et suivre les obligations relatives au décret tertiaire pour les bâtiments de la collectivité, assister les communes,
- Développer la politique énergétique de la collectivité,
- Sensibiliser les services, les élus et les partenaires,
- Assurer le suivi des indicateurs permettant d'atteindre les objectifs du PCAET (réalisation de bilans énergétiques, tableaux de bord et graphiques de synthèse, propositions de pistes d'amélioration, mise en place d'actions, ...),

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_046-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Encadrement d'un agent (technicienne énergie plan climat),
- Assurer le suivi de l'exécution des marchés publics.

Pour assurer ces missions, le candidat doit réunir les conditions suivantes :
- Titulaire d'un diplôme Bac + 4/5, dans le domaine de l'énergie, développement durable ou expérience équivalente,
- Connaissance approfondie des problématiques énergétiques, du changement climatique, énergies renouvelables, thermique du bâtiment, bilan carbone,
- Connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales, des marchés publics,
- Maitrise de l'organisation et l'animation de réunions,
- Sens de l'organisation, rigueur, autonomie et esprit d'initiative,
- Capacité d'adaptation pour travailler en équipe et en partenariat avec des interlocuteurs nombreux et variés,
- Qualité rédactionnelles, d'analyse et de synthèse,
- Maîtrise des outils informatiques et bureautiques, connaissance souhaitée des logiciels de suivi des consommations d'énergie,
- Permis B exigé.

Considérant qu'afin de procéder au recrutement d'un responsable du service énergie, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a fait paraître un appel à candidatures par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. A l'issue de cette procédure de recrutement, il s'avère qu'aucun agent titulaire ne répond aux besoins spécifiques liés au poste. C'est pourquoi, il est proposé de privilégier les compétences professionnelles du candidat pour ce poste spécifique et de recourir au recrutement d'un agent contractuel ;

Considérant qu'en effet, le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 prévoit les modalités de la procédure de recrutement applicables aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire qui sont candidates sur un emploi permanent ouvert aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. L'article L.332-8-2° du Code général de la fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ce code, ce qui est le cas ;

Considérant qu'il est donc proposé d'établir un contrat pour une période de 3 ans sur la base de la rémunération de la fonction publique territoriale correspondant au grade de technicien à l'échelon 8 avec la possibilité de versement des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante ;

Considérant que cette décision n'engendre pas de modification du tableau des effectifs ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_046-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE et Magali CONESA) **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce contrat à intervenir pour une durée de 3 ans, à compter du 1er juin 2025 ;

- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_047 : Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_047
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	

Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2025

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de soutien et d'accompagnement aux actions en faveur du personnel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il est proposé au conseil communautaire d'attribuer une subvention à l'association du Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » dont les modalités d'exécution sont formalisées dans la convention d'objectifs et de financement, annexée à la présente délibération.

Il est proposé de verser une subvention pour l'exercice 2025 d'un montant de 152 500 € étant précisé qu'une avance 2025 de 77 500 € a déjà été versée.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° 2024_201 du 18 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve la réactualisation de l'intérêt communautaire ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_212 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance de 77 500 € sur les subventions 2025 de l'association le COS Capgéniaux ;

Vu la délibération n° DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par l'association du Comité des Œuvres Sociales « Les CAPGéniaux » ;

Considérant que l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet énuméré en annexe ;

Considérant que ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association ;

Considérant que le projet initié et conçu par l'association est conforme à son objet statutaire et vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse attribuée à ce projet n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet ;

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir ce projet pour un montant total de 152 500 € ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention au bénéficiaire suivant :
  - « Le COS Capgéniaux »: 152 500 €, étant précisé qu'il reste à verser 75 000 €, une avance de 77 500 € ayant déjà été versée ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectif et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC L'ASSOCIATION « Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux »

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard à Grasse (06130), déclarée à la sous-préfecture le 24 décembre 2013 et parution au journal officiel le 19 décembre 2013 sous le n° W061004764, Siret n° et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Élodie MORAND, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association « Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux » a initié et conçu le projet d'accorder des prestations sociales aux agents de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Le conseil communautaire dans sa délibération DL2025_XXX du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution d'une subvention et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet non économique d'intérêt général « Comité des œuvres sociales » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet non économique d'intérêt général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction générale de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 152500 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 152 500 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 152 500 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 152 500 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

<u>ARTICLE 5</u> - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'Association :

- Au titre d'une avance de 77 500 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 75 000 euros, à la signature de la présente convention par chacune des parties et après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 020» ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC. COMITE DES OEUVRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT AGRICOLE / GRASSE ST JACQUES

Code banque : 19106 / Code guichet : 00606
Numéro de compte : 43639651950 / Clé RIB : 80

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

<u>ARTICLE 6</u> – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par la présidente de l'Association ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet non économique d'intérêt général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.
Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association « Comité des œuvres sociales Les Capgéniaux

La Présidente,

Elodie MORAND

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Comité des œuvres sociales » comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Charges du projet	**Subvention de** *(autorité publique qui établit la convention)*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
152 500 €	152 500 €	152 500 €

a) Objectif(s) : Accorder des prestations sociales, organiser des manifestations et activités de cohésion d'équipe pour le personnel de la CAPG, accorder un secours exceptionnel en cas de problème grave.

b) Public visé : Les agents de la CAPG.

c) Localisation : Les 23 communes de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : Les actions conduites par le COS reposent intégralement sur le bénévolat accordé par ses membres. L'ensemble des projets initiés sont fondés sur une logique de solidarité et de redistribution et dans une démarche participative. Au titre de ses missions, le COS a vocation à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de manifestations diverses pour les adhérents, recherche et proposition d'avantages aux adhérents par le biais de partenariats divers et dans le cadre d'évènements particuliers (repas de groupe, fêtes de fin d'année, noël des enfants, etc.) ;

- Attribution d'allocations (mariage, pacs, naissance, retraite, médaille, etc.) ;

- Octroi de certaines aides de type : participation forfaitaire pour le sport, la culture, les voyages, la billetterie, les loisirs, participation aux vacances, prestations d'actions sociales, chèques cadeau .

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS	Valeurs cibles 2023
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Versement d'allocations sous forme de chèque vacances/cadeaux	240 € par agent/an
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Organisation d'activités de cohésion	135 participants
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Proposer des tarifs préférentiels (billetterie cinéma ; loisirs ; vacances ; etc.)	

Indicateurs qualitatifs :

- Maintenir et développer les partenariats ayant pour finalités l'obtention de conditions promotionnelles par les agents bénéficiaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_047-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL DU PROJET

CapGénéraux

BUDGET PREVISIONNEL 2025

	Charges 2025	Produits 2025
PRODUITS		
Subvention CAPG - Versement 1		77 500,00
Subvention CAPG - Versement 2		75 000,00
		152 500,00
Cotisations membres 600 adhérents - 12€		7 200,00
		159 700,00

CHARGES		
Charge fixes de fonctionnement	**1 450,00**	
Frais d'assurance Groupama	880,00	
Frais tenu de compte	120,00	
Achats divers fonctionnement	450,00	
Charges variables - Allocations	**152 963,00**	
Chèque vacances et chèque cadeaux	144 000 €	
Loisirs soleil/Proweb /site	2 013 €	
Abonnement théatre	350 €	
Mariage/PACS et Naissance	2 100 €	
Allocation retraite	1 500 €	
Médailles du travail	3 000 €	
Activités de Cohésion (avec participation)	**5 390,00**	**0 €**
Soirées / Journées agents	5 390 €	1 650 €
Activités de Cohésion (subventionnées à 100%)	**1 500,00**	**1 650 €**
Noël des enfants	1 500 €	
	161 303,00	**161 350,00**

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_048-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_048 : Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante – Attribution de subvention 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_048-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_048
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante

Attribution de subvention 2025

SYNTHESE

Les étudiants de Grasse Campus ont créé un Bureau des étudiants inter-écoles « SYNERGY GC » afin d'organiser des événements et manifestations pour soutenir la vie étudiante en Pays de Grasse. A ce titre, l'association doit se doter de ressources matérielles afin de générer des recettes et de mener à bien des projets.
Afin de contribuer et de soutenir la population estudiantine, il est proposé au titre de la programmation développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'attribuer la subvention suivante :

- **Association SYNERGY GC : 2 000 €.**

Le montant total des subventions s'élève à 2 000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_048-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement Economique Agriculture Enseignement Supérieur et Tourisme en date du 30 janvier 2025 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en faveur de la vie étudiante exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir un projet pour un montant total de 2 000 € ;

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention au bénéficiaire suivant :

L'association « SYNERGY GC » : 2 000 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 18 rue de l'ancien palais de justice 06130 GRASSE, déclarée au journal officiel en date du 26 novembre 2024 sous le n°73, et représentée par sa Présidente Madame GARNETT Louna, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Cette association a pour objet de promouvoir et d'organiser des activités et évènements destinés à améliorer la vie étudiante, favoriser

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_048-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

les échanges culturels, sportifs et sociaux au sein de l'établissement territorial Grasse Campus où elle est basée.

- Intitulé et description du projet : SYNERGY Connect est un projet initié par l'association SYNERGY GC visant à dynamiser la vie étudiante et à renforcer les liens entre étudiants et habitants du pays de Grasse. L'objectif est d'organiser une série d'événements culturels sportifs et solidaires favorisant les échanges intergénérationnels et interculturels tout en valorisant l'engagement des jeunes dans la vie locale. Ces événements permettront de promouvoir la diversité culturelle, de soutenir l'économie locale par des partenariats avec des entreprises et associations du territoire et de renforcer la cohésion sociale au sein de la communauté étudiante. Ce projet s'inscrit dans une démarche durable en intégrant des pratiques respectueuses de l'environnement, il soutient la vie associative et l'attractivité de l'ensemble du territoire pour les étudiants.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

— **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention au bénéficiaire suivant :
  - « SYNERGY GC » : 2 000 € ;

— **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_049 : Programmation Economie Sociale et Solidaire - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_049
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

INSERTION PROFESSIONNELLE & INNOVATION SOCIALE

Programmation Economie Sociale et Solidaire - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte, depuis plus de 10 ans, une politique volontariste en faveur du développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui représente 11% de l'emploi privé sur le territoire. C'est dans le cadre de son plan d'actions annuel de soutien à l'ESS que la communauté d'agglomération propose d'accompagner sur 2025, 3 actions spécifiques :
- l'accompagnement à la professionnalisation des bénévoles des associations et porteurs de projets associatifs du territoire mis en œuvre par l'APPASCAM ;
- le déploiement d'une Ecole de la Transition Ecologique portée par l'association Evaleco ;
- le soutien au développement de l'épicerie solidaire de Rayon d'Espoir 06.

Au titre de la programmation ESS 2025, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :
- Association APPASCAM : 3 700 € ;
- Association EVALECO : 7 500 € ;
- Association Rayon d'Espoir 06 : 5 000 € ;

Le montant total des subventions proposées s'élève à 16 200 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Emploi et Solidarités en date du 12 mars 2025 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte une politique volontariste de soutien au développement de l'Economie Sociale et Solidaire -ESS-.
Aujourd'hui en plein essor, cette économie connaît sur l'ensemble du territoire une implantation significative avec plus de 274 établissements employeurs, 2 482 salariés et près de 53 millions d'euros de salaires bruts versés. Equivalente au volume total d'emploi dans la construction sur le territoire, l'ESS représente 11 % de l'ensemble des salariés du secteur privé.
Sur le Pays de Grasse, l'Economie Sociale et Solidaire constitue un puissant levier de développement économique et social.
Au-delà d'un mode d'entreprendre plus résilient, l'ESS démontre, dans cette période de crise écologique, sociale, économique, démocratique que nous traversons, sa capacité à apporter des réponses innovantes, coconstruite pour une transition soutenable et plus solidaire de notre territoire.
Dix années de politique volontariste ont permis de consolider et développer l'emploi et l'entrepreneuriat (respectivement +17% et + 27%) faisant de l'ESS un véritable facteur de différenciation et d'attractivité sur notre territoire ;

Considérant que l'intercommunalité entend poursuivre son soutien au développement de l'Economie Sociale et Solidaire sur l'année 2025 en accord avec les objectifs du plan d'actions local -PLESS- élaboré pour la période 2023-2025 ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement de l'Economie Sociale et Solidaire exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant les demandes de subvention déposées par les structures bénéficiaires susmentionnées par lesquelles elles s'engagent, à leurs initiatives et sous leurs responsabilités, à mettre en œuvre les projets pour le PLESS ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des structures bénéficiaires ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision.

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 3 projets pour un montant total de 16 200 € ;

Considérant qu'ainsi, au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

- **Association APPASCAM : 3 700 €**

L'Association APPASCAM (Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes) régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 Rue de la Foux, Le Grand Large Le Galion1 06800 Cagnes-sur-Mer, déclarée à la sous-préfecture sous le numéro W061010047- numéro de SIRET 42460292800022, et représentée par son Président en exercice, Nathalie AUDIN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dans le cadre de sa mission de CRIB (Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles), l'APPASCAM permet de favoriser la participation des citoyens à la vie associative, élément essentiel de la vie démocratique ; reconnaître, faciliter et soutenir l'exercice des bénévoles ;inciter à la création et le développement d'activités de qualité, répondant aux besoins des usagers ; développer des projets associatifs ; mettre à disposition des outils au bénéfice des bénévoles et professionnels associatifs ; soutenir l'emploi associatif.

Intitulé et description du projet : « Mise en place de permanences du centre de ressource et d'information pour les bénévoles sur la CAPG ».

A partir de permanences régulières (une demi-journée par mois sur 10 mois), l'association informe et aide gratuitement les associations du territoire en matière de droit des associations, de gestion administrative, d'aide à la gestion sociale, d'accompagnement des porteurs de projets collectifs, de conseils en matière de recherche et de mobilisation de ressources financières, de veille juridique sur le monde associatif.
Ce projet s'inscrit dans les axes « Soutien aux nouvelles initiatives » et « Soutien aux entreprises ESS existantes » du PLESS.

Perspectives-actions 2025 :
Reconduire les permanences tout en poursuivant un travail de communication à l'échelle de l'ensemble du territoire pour une appropriation toujours plus dynamique de l'outil.

Au vu du bilan 2024 et des objectifs 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite poursuivre son soutien aux permanences de l'association APPASCAM et propose d'allouer une subvention d'un montant de 3 700 € pour l'année 2025.

- **Association EVALECO : 7 500 €**

L'Association EVALECO régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 7 rue des abris 06620 Le Bar-sur-Loup, déclarée à la sous-préfecture sous le numéro W061000301 - numéro de SIRET 51743526900025, et représentée par sa Présidente en exercice, Geneviève FONTAINE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Cette association d'éducation populaire a pour vocation d'accompagner les démarches de développement durable et de transition écologique sur le territoire. Son activité repose sur des actions de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les projets décrits ci-avant pour les bénéficiaires suivants :
  - Association APPASCAM : 3 700 € ;
  - Association EVALECO : 7 500 € ;
  - Association Rayon d'Espoir 06 : 5 000 € ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_049-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Intitulé et description du projet : « Déploiement d'une Ecole de la Transition Ecologique -ETRE- »

Les écoles de la transition écologique visent à accompagner et former aux métiers manuels de la transition écologique et de l'économie circulaire . Elles s'adressent principalement aux jeunes de 16 à 25 ans, et en particulier celles et ceux qui ne sont ni à l'école, ni en emploi, ni en formation (en décrochage scolaire, en situation de handicap, en quête de sens...).
Chaque école propose des parcours de remobilisation et de préqualification en s'appuyant sur une pédagogique par « le faire » : l'objectif de ces parcours est que les jeunes puissent découvrir par la pratique. Un seul dispositif ETRE peut être labelisé par département.
Localement, ce dispositif vient compléter l'existant en tissant des liens avec les prescripteurs qui sont en contact direct avec les jeunes (Missions Locales, France Travail, Protection Juridique de la Jeunesse, associations...), les organismes de formation proposant des cursus en lien avec les métiers opérationnels de la Transition Écologique et les entreprises qui recrutent dans ces domaines. C'est ce maillage territorial avec les différents acteurs qui détermine les thématiques abordées au sein de l'école.
Ce projet s'inscrit dans l'axe « Soutien aux nouvelles initiatives » du PLESS.

Perspectives - actions 2025 :
Déployer ce dispositif ETRE sur le territoire de la CAPG, en s'assurant qu'il s'adresse prioritairement à des jeunes du territoire et possiblement également des adultes (proportion de 20%).

Au vu de l'intérêt manifesté par les partenaires du réseau Local pour l'Emploi, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite contribuer au déploiement de ce dispositif ETRE sur son territoire et propose pour ce faire d'allouer à l'association Evaleco une subvention d'un montant de 7 500 € pour l'année 2025.

– **Association Rayon d'Espoir 06 : 5 000 €**

L'Association Rayon d'Espoir 06 régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 938 avenue de la République 06550 La Roquette-sur-Siagne, déclarée à la sous-préfecture sous le numéro W061007092 - numéro SIRET 814 417 648 - et représentée par son Président en exercice, Joaquim HIRSH, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

L'association Rayon d'Espoir 06 porte une épicerie solidaire qui est implantée sur la commune de la Roquette-sur-Siagne depuis 2015. Elle collecte des denrées alimentaires invendues auprès de commerces de proximité et les redistribue moyennant une petite contribution financière aux personnes et familles en situation de grande précarité domiciliées sur le Pays de Grasse. En 2024, plus de 253 personnes ont bénéficié de cette aide.

Intitulé et description du projet : « Soutien au développement de l'épicerie solidaire Rayon d'Espoir 06».

Soutenir le développement de l'épicerie solidaire qui s'inscrit dans l'axe « Soutien aux entreprises ESS existantes » du PLESS et également dans le Projet Alimentaire Territorial -PAT- porté par la CAPG, dans ses objectifs de lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaires.

Perspectives - actions 2025 :
L'association en 2025, souhaite poursuivre la structuration de son activité en se dotant de nouveaux matériels de conservation et en développant ses sources d'approvisionnement pour répondre à une demande croissante.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'association Rayon d'Espoir 06 dans son développement et propose d'allouer une subvention d'un montant de 5000 € pour l'année 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n° DL2025_050 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale — Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Soli-Cités

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_050
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Soli-Cités

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi et l'insertion, mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif le développement social et la lutte contre les exclusions sur le territoire.
Notre démarche de soutien à l'insertion professionnelle, en 2025, s'inscrit dans un contexte conjoncturel de fragilité du marché du travail avec une augmentation du taux de chômage amorcée sur le dernier trimestre 2024.
Afin de contribuer à l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi et de soutenir un réseau territorial d'insertion par l'activité économique particulièrement agissant et utile sur le territoire, il est proposé, au titre de la programmation insertion professionnelle et innovation sociale 2025, d'attribuer une subvention à l'association Soli-Cités pour deux projets:
- « Entreprise d'Insertion -EI- Régie de Quartier» : 40 000 €
- « Atelier Chantier d'Insertion - ACI Les Fées contraires » : 10 000 €

Le montant total de la subvention proposée pour les deux projets s'élève à 50 000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;
Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°2024_211 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur la subvention 2025 à l'association SOLI-CITES ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Insertion professionnelle et Innovation sociale du 12 mars 2025 ;

Considérant que la politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans une démarche partenariale territoriale portée désormais par le Réseau Local pour l'Emploi. Cette dynamique a permis, dans un contexte de nouvelle tension du marché du travail, de lutter contre le chômage par le soutien à des dispositifs d'accueil et d'accompagnement, de renforcer nos actions en matière d'offre de services aux entreprises à l'écoute de modes de recrutement inclusifs et de répondre aux besoins des personnes les plus précaires ;

Considérant qu'à ce titre, la communauté d'agglomération soutien le réseau des structures d'insertion par l'activité économique de son territoire qui proposent des étapes d'insertion constructives pour les publics les plus en difficultés ;

Considérant que les projets portés par l'association Soli-Cités présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique d'insertion et de retour à l'emploi exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que ces projets, portés par cet acteur de l'Economie Sociale et Solidaire, participent également au développement d'une économie de proximité par la création d'emplois et de richesses ;

Considérant que l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets pour l'insertion professionnelle.

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association ;
Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que les actions financées concernent l'accompagnement du public, la formation professionnelle, la création d'activités et le soutien au développement des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) ;

Au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention à **L'ASSOCIATION SOLI-CITES : 50 000** € (soit 40 000 € pour l'EI et 10 000 € pour l'ACI).

Considérant que l'Association Soli-Cités régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 50 Route de Cannes Les Fleurs de Grasse Le Hameau Bât Y, 06130 GRASSE, déclarée à la sous-préfecture le 23 juin 2004 sous le numéro W061001813, et représentée par son Président en exercice, Madame Nicole NUTINI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ce conventionnement s'articule autour de 2 projets d'insertion:

1. « Maintien des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion -EI- Régie de quartier» :

Labellisée Régie de quartier, l'EI propose à un public éloigné de l'emploi et en transition professionnelle, des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) subventionnés par l'Etat (14 ETP) et collabore avec de nombreux partenaires tels que la DDEETS, la ville de Grasse, les bailleurs sociaux, la CAPG, UNIVALOM, France Travail, la Mission Locale, le PLIE et les associations du territoire. Elle intervient sur l'entretien des locaux, l'entretien des espaces verts, le broyage des végétaux. L'entreprise opère sur les QPV mais aussi sur d'autres résidences de bailleurs sociaux, sur des marchés privés et chez des particuliers.

2. « Développement et équilibre de l'Atelier Chantier d'Insertion dans sa globalité -ACI- Les Fées contraires».

Labellisée Atelier et Chantier d'Insertion, l'association est conventionnée pour 8,7 ETP ce qui représente 11 personnes en moyenne en emploi. Ce chantier dénommé **l'atelier recyclerie « Les Fées Contraires »,** s'appuie sur une activité de recyclerie pour accompagner la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi. L'ACI intervient sur la collecte des encombrants, le vide-maisons, le débarrassage de locaux, puis le tri, récupération et surtout la transformation des matériaux, puis leur vente.

L'activité de vente se développe à partir d'une boutique, implantée désormais en plein centre ville de Grasse, au cœur du QPV, qui permet de mettre en valeur toute la mission d'insertion par le recyclage et donne tout son sens à l'économie sociale et solidaire à laquelle l'association participe au quotidien. Désormais, l'atelier recyclerie est plébiscité pour ses objets et meubles uniques recyclés, devenant un réel acteur et partenaire local de l'économie circulaire.

Grâce à ce support d'activité, l'association accompagne dans et vers l'emploi, un public en difficultés qui se trouve en transition professionnelle et personnelle. Cet accompagnement permet une reprise progressive et évolutive d'une activité à temps partiel (28 heures hebdomadaires) afin de lever les freins à l'emploi avec un accompagnement socioprofessionnel individualisé et renforcé.

Perspectives-actions 2025

Reconduire les deux actions à l'identique en mettant l'accent sur la consolidation du

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

modèle économique dans un contexte de retrait notamment de certains financeurs.

Il s'agira de conforter voir de développer les partenariats économiques initiés en 2024 (nouveaux marchés sur les deux actions d'insertion) et de diversifier la nature des interventions ; poursuivre le rayonnement de l'atelier recyclerie sur l'ensemble du territoire et ancrer la boutique dans la dynamique du QPV du centre ville de Grasse.

Au vu des bilans 2024 et des objectifs 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite continuer de soutenir les emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion et les actions d'insertion de l'association « Soli-Cités » et propose d'allouer une subvention d'un montant global de 50 000 € pour l'année 2025, soit une subvention d'un montant de 40 000 € pour le projet « Maintien des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion» porté par l'EI et une subvention de 10 000 € pour le projet « Développement et équilibre de l'Atelier Chantier d'Insertion dans sa globalité » porté par l'ACI.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Cyril DAUPHOUD, Marie-Louise GOURDON, Nicole NUTINI, Gilles RONDONI.
Pouvoir non pris en compte : Laurence COSTE

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour l'association SOLI-CITES (2 dossiers) : 50 000 € ; (étant précisé qu'il reste à verser 25 000 €, une avance de 25 000€ ayant déjà été versée) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs et de financement annexées à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association SOLI-CITES, régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé au 50 Route de Cannes Les Fleurs de Grasse, Le Hameau Bât Y - 06130 GRASSE, déclarée à la sous-préfecture le 23 juin 2004 sous le numéro W061001813 et représentée par sa Présidente, **Madame Nicole NUTINI,** au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Délégation de signature : Mme Sabine BODIROGA

Ci-après dénommée, « l'Association Soli-Cités »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association SOLI-CITES a initié et conçu les deux projets « Consolidation des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre financier de l'ACI dans sa globalité ».

Ces projets visent l'accompagnement de personnes très éloignées de l'emploi vers une reprise progressive et évolutive d'une activité à temps partiel (28 heures hebdomadaires) afin de lever les freins à l'emploi avec un accompagnement socioprofessionnel individualisé et renforcé. Le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion permettent de retrouver un rythme de vie, une place et une utilité au sein d'une équipe et plus largement d'une entreprise, de reconstruire une vie sociale (pour les salariés les plus isolés) et de permettre un travail sur l'image et la confiance en soi.

L'objectif ultime étant la sortie sur un emploi (ou entrée en formation qualifiante) en lien avec un projet professionnel personnalisé.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans ses projets d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets d'intérêt économique général « Consolidation des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre financier de l'ACI dans sa globalité » et précisé en annexe I à la présente convention. Ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible des projets sur la durée de la convention est évalué à 380 611 € (soit 40 000 € pour l'EI et 10 000 € pour l'ACI) conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre des projets, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 50 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 380 611 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 50 000 € (soit 40 000 € pour l'EI et 10 000 € pour l'ACI).

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 25 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 25 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : SOLI-CITES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Caisse d'épargne Côte d'Azur
Code banque : 18315 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004197294 / Clé RIB : 48

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des projets comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif,** de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.
10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.4

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-AR
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association SOLI-CITES

Agissant pour le compte de la Présidente,

Sabine BODIROGA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation des projets visés à l'article 1er de la convention :

Projets : « Consolidation des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre financier de l'ACI dans sa globalité ».

Charges du projet	**Subvention de *La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
380 611 €	50 000 €	225 611 €

a) Objectif(s) :

Entreprise d'insertion (EI) labellisée Régie de quartier, elle intervient sur l'entretien des locaux, l'entretien des espaces verts, broyage des végétaux dans la cadre du service à la personne SAP. Acteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'association Soli-Cités travaille à l'inclusion des salariés rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Conventionnée par l'état, elle œuvre au quotidien pour conjuguer accompagnement social et activité économique en proposant des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI d'une durée de 4 mois.)
Le Chantier accueille 30 ETP, soit 70 à 90 personnes qui passent dans la structure en 1 an. Comme sur les autres chantiers, la difficulté de mobilisation du public est rapportée (public en insertion de plus en plus éloigné de l'emploi et avec de grandes difficultés de motivation par rapport à l'insertion professionnelle).

Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) propose un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Deux boutiques situées à Grasse (au sein des QPV) afin de valoriser les créations uniques mais aussi et surtout les hommes et les femmes en insertion. Le support d'insertion de l'atelier -boutique, permet d'obtenir des résultats rapides sur l'image de soi grâce à la dimension créative de l'action.

b) Public(s) visé(s) : DELD, Bénéficiaires du RAS, jeunes de la Mission Locale, personnes sous-main de justice (convention avec le ministère de la Justice permettant d'accompagner 1 détenu sur le dispositif EI)

c) Localisation : sur le territoire CAPG, plus particulièrement QPV et Département 06.

d) Moyens mis en œuvre : 6 salariés en CDI équivalent à 3.732 temps plein et 1 CDD équivalent à 1 ETP.
Description des moyens RH, locaux, matériel, outils, démarche, etc.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Le bilan sera distingué entre l'Atelier Chantier d'Insertion et l'Entreprise d'Insertion.

- Nombre de bénéficiaires accueillis ;
- Nombre de bénéficiaires accompagnés ;
- Nombre réunions collectives
- Nombre d'ateliers et animations

Indicateurs qualitatifs : la typologie du public

- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	9000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	105000
Achats matières et fournitures	9000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	275611
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	25381	ETAT DDETS	203303
Locations	7381		
Entretien et réparation	9000		
Assurance	9000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	7850	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5600	DEPARTEMENT (CG activation RSA)	22308
Publicité, publication	250		
Déplacements, missions	600	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1400	CAPG	50000
63 - Impôts et taxes	12409		
Impôts et taxes sur rémunération	12409		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	325971	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	270556	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	55415	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	380611	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	380611

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	380611	**TOTAL DONT CVN**	380611

La subvention sollicitée de 50000 **€, objet de la présente demande représente** 13,14 **% du total des produits du projet dont CVN** (montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_050-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d’engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_051 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale — Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_051
RAPPORTEUR : Raymond ALBIS	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale : Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi, mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif le développement social et la lutte contre les exclusions sur le territoire.

Cette politique se déploie dans le cadre d'une coordination partenariale : « le Réseau Local pour l'Emploi ». Un plan d'actions partagé entre France Travail, la Mission Locale, Cap Emploi et la CAPG, décliné sur notre territoire.

Notre démarche de soutien à l'insertion professionnelle, en 2025, s'inscrit dans un contexte conjoncturel de fragilité du marché du travail avec une augmentation du taux de chômage amorcée sur le dernier trimestre 2024.

Afin de dynamiser les parcours d'accompagnement des personnes, jeunes et adultes, les plus éloignées de l'emploi sur notre territoire et soutenir le réseau territorial d'insertion par l'activité économique particulièrement agissant et utile, il est proposé, au titre de la programmation insertion professionnelle et innovation sociale 2025, d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association COSENS (Ex-Créactive 06) : 20 000 € ;**
- **Initiative Terres d'Azur : 18 000 € ;**
- **Parcours le monde : 5 000 € ;**
- **ARPAS : 12 500 €**
- **Fondation Apprentis d'Auteuil Restaurant : 15 000 € ;**
- **Montagn'Habits : 18 000 € ;**
- **Jardins des Valeurs Solidaires : 45 000 € ;**
- **DEFIE : 70 000 € ;**

Le montant total des subventions proposées s'élève à 203 500 €.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil de communauté approuve le versement d'une avance sur la subvention 2025 aux structures suivantes : DEFIE, COSENS, FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL, JARDINS VALEURS SOLIDAIRES, MONTAGN'HABITS, INITIATIVE TERRES D'AZUR ;

Vu la délibération n° DL2025_037 du 03 avril par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Insertion professionnelle et Innovation Sociale du 12 mars 2025 ;

Considérant que la politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans une démarche partenariale territoriale portée désormais par le Réseau Local pour l'Emploi. Cette dynamique a permis, dans un contexte de nouvelle tension du marché du travail, de lutter contre le chômage par le soutien à des dispositifs d'accueil et d'accompagnement, de renforcer nos actions en matière d'offre de services aux entreprises à l'écoute de modes de recrutement inclusifs et de répondre aux besoins des personnes les plus précaires ;

Considérant, en l'occurrence, que les projets présentés par les associations présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique d'insertion et de retour à l'emploi exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que dans ce cadre les associations s'engagent à leurs initiatives et sous leurs responsabilités, à mettre en œuvre les projets pour l'emploi et l'insertion ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des structures bénéficiaires ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que les actions financées concernent l'accompagnement du public, la formation professionnelle, la création d'activités et le soutien au développement des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 8 projets pour un montant total de 203 500 € ;

Considérant qu'ainsi, au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

A/ ACCOMPAGNEMENT ET CREATION D'ACTIVITES

L'Association COSENS (ex-CRÉACTIVE 06) : 20 000 €

L'Association COSENS, venant aux droits et obligations à compter du 1er janvier 2025 de l'association Créactive 06 par la transmission universelle du patrimoine de cette dernière, arrêtée par le traité de fusion signé le 28 janvier 2025 entre les deux associations, régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône sous le numéro RNA W133007232, ayant son siège social sis au 2A rue de Rome à Marseille (13001), identifiée sous le numéro de SIRET 41936979800030, représentée par Monsieur Xavier CHANTEPY, son président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes.

Intitulé: « Accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le test de leur activité avant la création effective de l'entreprise et dans l'acquisition des compétences du métier de chef d'entreprise ».

Objet social de l'association : l'association COSENS (ex Créactive 06) et une « couveuse » qui permet de tester la validité et la pérennité du projet de création en donnant aux entrepreneurs à l'essai la possibilité juridique et légale d'utiliser le numéro de Siret de l'association pour vendre, facturer et encaisser les produits de leur activité tout en conservant leur situation administrative (salariés à temps partiel, demandeur d'emploi, bénéficiaires de minimas sociaux, étudiants…). L'accompagnement des entrepreneurs à l'essai est de 36 mois maximum. Le dispositif est ouvert à tous, hommes et femmes porteurs de projets de création d'activités de tout âge.

L'association s'appuie sur 4 piliers :

1) Hébergement juridique
2) Accompagnement individuel
3) Formation
4) Vie du réseau

En 2024, la structure s'est redéployée à l'échelle du territoire avec des permanences dans plusieurs communes.

Perspectives - actions 2025 :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Reconduire l'action en accompagnant spécifiquement l'association COSENS (ex-CRÉACTIVE 06) dans sa problématique de sourcing : toucher plus de communes sur le territoire et donc un public qui bénéficie de moins d'offres de services (Saint-Vallier-de-Thiey, Peymeinade, Saint-Auban, avec des permanences régulières) ; mieux faire connaitre l'outil couveuse auprès des intermédiaires de l'emploi ; remettre en place une présence régulière dans le cœur de ville de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

— **INITIATIVE TERRES D'AZUR (ITA) : 18 000 €**

L'Association Initiative Terres d'Azur, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 05 juin 1998 sous le numéro 19980026, et représentée par son Président en exercice, Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Entreprenariat dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville - QPV ».

Objet social de l'association et contenu du projet :
L'association ITA fait partie du réseau Initiative France qui est le 1er réseau associatif de financement et d'accompagnement des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprises. Elle est constituée d'une équipe multidisciplinaire qui aide les créateurs d'entreprises à formaliser leur projet, identifier leurs besoins, en valider la pertinence économique, mobiliser des moyens financiers et animer une communauté d'entrepreneurs responsables et citoyens.

Le contenu du projet dédié à l'entreprenariat dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville (QPV) se résume ainsi:

1. Accompagner un public éloigné de l'écosystème de l'entrepreneuriat
2. Offrir un parcours personnalisé et adapter aux entrepreneurs des QPV
3. Lever et casser les freins d'accès à l'entrepreneuriat
4. Favoriser le réseautage entre entrepreneurs débutants et expérimentés des QPV
5. Collaborer avec des acteurs locaux pour créer un écosystème favorable
6. Créer des espaces d'échanges pour faire naître des projets

A noter sur 2024 : 40 personnes accueillies dont 36 résidentes en QPV, 5 projets financés en QPV, 3 entreprises implantées en QPV et 12 personnes résident en ZRR accompagnées.

Perspectives - actions 2025 :
Reconduire l'opération en portant un certain nombre d'actions spécifiques :

- Organisation d'évènements sur des espaces publics en cœur de ville (médiathèque Charles Nègre, marché du Cours Honoré Cresp...) ;
- Programmation d'informations collectives en lien avec France Travail ;
- Evènements de « réseautage » organisés en cœur de ville pour les entreprises et les habitants (théâtre de Grasse et autres) ;
- Mobilisation de dispositifs spécifiques comme « Incube », « Prêts d'honneur Quartier » de la BPI, ;
- Focus sur l'entreprenariat étudiant avec le projet d'un incubateur dédié en lien avec Grasse Campus.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

— **Association PARCOURS LE MONDE SUD-EST : 5 000 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'Association Parcours le Monde, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 67 Rue de la Canebière 13 001 MARSEILLE 1, déclarée à la Sous-Préfecture le 13 janvier 2016 sous le numéro W133024260, et représentée par sa Présidente en exercice, Elisabeth CUNHA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
Adresse de correspondance : 60 avenue de Verdun, 06800 CAGNES-SUR-MER

Intitulé du projet : « Partir pour se construire »

Objet social de l'association : L'association promeut et développe la mobilité européenne et internationale pour les jeunes qui en sont le plus éloignés comme un outil d'insertion sociale et professionnelle, avec une visée d'autonomisation et d'accès à l'emploi ou de reprise de formation.

L'action de l'association se découpe en 3 axes :

- Sensibiliser et informer sur les formes et dispositifs de mobilité européenne ou internationale (permanences ou intervention chez les partenaires, ateliers, évènements du territoire) ;
- Parcours d'accompagnement personnalisé : une mobilité internationale pour tous - accompagnement individualisé mêlant entretiens individuels et ateliers collectifs, accompagnement avant, pendant et après la mobilité ;
- Laboratoire de projets de mobilité européenne et internationale : construire des partenariats et actions européennes et locales adaptées et sécurisées (volontariats de coute durée et longue durée de 1 à 6 mois, formation) ; proposer des projets innovants tout en créant du lien entre l'éducation formelle et non formelles.

Les publics bénéficiaires sont des jeunes de 18 à 30 ans résidant sur le territoire de la CAPG.
Aucune participation financière n'est demandée aux jeunes pour bénéficier des services de Parcours le Monde qui prend en charge les frais d'accompagnement.

Perspectives - actions 2025 :

- Poursuivre le travail de communication sur l'offre de service sur les territoires (espace EAE) et auprès des intermédiaires de l'emploi.
- Poursuivre le travail de collaboration avec la Mission Locale du Pays de Grasse pour sensibiliser et accompagner toujours plus de jeunes ;
- Développer et mettre en œuvre un projet de coopération avec Grasse Campus pour mettre en place des permanences, contribuer à des évènementiels et accompagner des étudiants dans leurs démarches de mobilité.

Les objectifs sont de sensibiliser 100 personnes dont des étudiants de Grasse Campus, 50 professionnels, de mettre en place des permanences à Grasse Campus et d'accompagner à minima 5 jeunes du territoire dans une mobilité effective.

Au vu du bilan 2024 et en fonction des objectifs pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association Parcours le Monde et propose d'allouer une subvention d'un montant de 5 000 € pour l'année 2025.

- **ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE – ARPAS- : 12 500 €**

L'Association ARPAS régie par la loi du 1er juillet 1901 enregistrée au niveau national sous le numéro W06100079, dont le siège social est au 19 Avenue Auguste Renoir, le Sainte Luce A, 06800 Cagnes-sur-Mer et représentée par son Président en exercice, Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Intitulé et description du projet : « Point Accueil Ecoute Jeunes 16 – 25 ans »

Objet social de l'association :
Créée en février 2000, l'association a pour vocation la promotion et la mise en œuvre d'actions de prévention, de recherche, de formations en santé mentale.

L'action proposée s'adresse à des jeunes âgés de 16 à 25 ans et à leurs parents.
L'objectif de ce point accueil est de prévenir autant que possible les risques de ruptures, familiales et sociales, dans les parcours d'apprentissage et d'associer les parents aux mesures d'accompagnement de leur jeune.
Il s'agit de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de jeunes sortis de la scolarité obligatoire, ou de l'ASE (l'Aide Sociale à l'Enfance) sans projet de formation ou d'emploi et qui présentent des fragilités importantes.
Les actions d'accompagnement des jeunes et de leurs parents sont conduites par des psychologues. Les principaux partenaires professionnels sont les services sociaux du département, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la Mission Locale, le Centre de Formation Apprentis d'Auteuil, la Prévention spécialisée.

Perspectives - actions 2025 :
Accompagnement de 50 jeunes de 16 à 25 ans et de parents. Mise en place de bilans neurocognitifs pour des jeunes en échec scolaire (dû souvent à des troubles cognitifs non dépistés).

Au vu du bilan 2024 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association ARPAS et propose d'allouer une subvention d'un montant de 12 500 € pour l'année 2025.

B/LE SOUTIEN AUX STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'insertion par l'activité économique constitue un dispositif d'insertion sociale et professionnelle conventionné par l'Etat.
Il existe plusieurs conventionnements possibles dont notamment : les Entreprises d'Insertion -EI- et les Ateliers et Chantiers d'Insertion -ACI-.

Ces structures s'adressent à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles importantes. Elles ont pour mission l'accueil, l'embauche et la mise au travail de ces publics par le biais de supports techniques d'activité et d'un accompagnement social et professionnel individualisé.
Sur le territoire du Pays de Grasse, les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique proposent des supports d'activités variés tels que, l'agriculture biologique, le bâtiment, la culture, l'entretien, la restauration, le recyclage,...

Le financement de ces structures est assuré majoritairement par l'Etat (via notamment les contrats aidés), le Conseil Départemental pour les allocataires du RSA et les recettes propres de l'activité. Le financement de ces structures s'inscrit tout à la fois dans le cadre de la politique de soutien de la collectivité à l'Economie Sociale et Solidaire, comme à l'insertion professionnelle des publics les plus fragilisés.
En 2025, ces structures d'insertion par l'activité économique pourraient connaitre une certaine fragilité économique liée à l'annonce du retrait de la région du volet insertion. Une grande vigilance et un accompagnement soutenu sera proposé pour permettre aux structures de développer d'autres moyens leur permettant de consolider leur modèle économique.

- **FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL (RESTAURANT D'INSERTION) : 15 000 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Fondation Apprentis d'Auteuil, dont le siège social est situé au 40 rue Jean de la Fontaine, 75 781 Paris 16e, déclarée à la Sous-Préfecture le 03 décembre 2010 sous le numéro W133015088, et représentée par sa Directrice en Insertion 06 en exercice, Delphine SAGORY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Adresse de correspondance Fondation Apprentis d'Auteuil, le Mas du Calme, 51 chemin de la Tourache, 06130 Grasse.

Intitulé du projet : Chantier d'insertion dans la restauration - Espaces verts

Cet ACI vise à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques dans deux secteurs d'activités (restauration et espaces verts). L'action consiste à mettre en œuvre un encadrement renforcé et spécifique, alliant compétences techniques et accompagnement social et professionnel.

L'association demande le renouvellement de la subvention pour 15,5 ETP pour 2025 :
- ACI Restaurant : 11 ETP
- ACI Espaces verts : 4,5 ETP

1.L'activité restauration - Restaurant du "Mas du Calme".
Le restaurant est ouvert au public du lundi au vendredi. Il privilégie les circuits courts et l'élaboration de menus avec des produits frais, de saison. Des partenariats avec une coopérative agricole et des producteurs de la région ont été mis en place. L'activité se développe avec des prestations traiteur et de groupes.

2.L'activité Espaces verts "L'Allée Verte":
Ce chantier propose des prestations de services auprès de particuliers et de collectivités sur le territoire de la CAPG, CASA et CAPL.
L'ACI entretient également le domaine du Mas du Calme (4 hectares de végétation en restanques), et une oliveraie constituée de 200 arbres dont l'huile est directement utilisée dans le restaurant.

Perspectives - actions 2025 :
Poursuivre l'activité d'insertion quant au nombre de postes et au contenu de l'accompagnement.
Mettre en place des actions permettant de consolider le modèle économique de chaque ACI par la recherche de co-financements et le développement des activités en propre. A ce titre, entreprendre une réflexion de développement d'activités notamment en lien avec le Projet Alimentaire Territorial.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

– **ASSOCIATION MONTAGN'HABITS : 18 000 €**

L'Association Montagn'Habits régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 1132 route du Brunet, 06850 Saint-Auban, déclarée à la sous-préfecture le 25 avril 1998 sous le numéro 13950X98, et représentée par son Président en exercice, Hubert GERMAIN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Chantier d'insertion à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés, et environnementale par la collecte de textiles, linge de maison et chaussures dits de seconde main ».

Objet social de l'association : Située à Saint-Auban, Montagn'Habits a pour objectifs de maintenir et développer l'emploi sur le territoire du Haut-Pays grassois par la collecte et la

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

revalorisation de vêtements, textiles, linge de maison, chaussures et maroquinerie usagés (TLC). Acteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural et de montagne, l'association anime un chantier d'insertion permettant à des personnes en situation de précarité (demandeurs d'emploi de longue durée et souvent bénéficiaires du RSA) d'avoir une perspective de retour vers l'emploi pérenne.
Pour ce faire, l'ACI s'appuie sur un activité de TLC qui l'amène à intervenir sur un vaste territoire couvrant une partie des Alpes-Maritimes, du Var et des Alpes-de-Haute-Provence : 400 containers qui maillent 130 communes.
Il est important de souligner que Montagn'habits est la principale entreprise privée implantée sur le Haut-Pays.

Perspectives - actions 2025 :
Comme tous les opérateurs de tri de la filière TLC, Montagn'Habits a vu fondre son principal débouché, la réutilisation à l'export. Cette crise impacte toute la filière et amène Montagn'Habits à devoir envisager une évolution de son fonctionnement par la diversification de ses activités économiques, supports des parcours d'insertion.
Il s'agira à court terme d'être accompagné par les partenaires institutionnels pour consolider la dynamique du chantier d'insertion sur l'année à venir; tout en travaillant à des projets de nouvelles activités, à même de permettre à la structure de se redéployer de façon pérenne.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

– ASSOCIATION LES JARDINS VALEURS SOLIDAIRES (JVS) : 45 000 €

L'Association Jardins Valeurs Solidaires, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2530 Route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, déclarée à la sous-préfecture le 31 mars 1998 sous le numéro W061007110, et représentée par son Président en exercice, Henri ONIMUS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé et description du projet : « Chantier d'Insertion par l'Activité Economique ».

Objet social de l'association : Depuis 25 ans, sur le territoire du Pays de Grasse, l'association « les Jardins Valeurs Solidaires » porte un Atelier Chantier d'insertion qui permet à des personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des freins d'ordre socioprofessionnels, de reprendre une activité professionnelle. Le public est orienté par les prescripteurs partenaires (France Travail, le PLIE du Pays de Grasse, le Conseil Départemental pour les BRSA) et bénéficie d'un accompagnement professionnel renforcé, dans le cadre d'un contrat de travail (CDDI), conventionné par l'Etat DDETS.
Cet ACI développe une activité de maraichage bio, d'élevage de poules pondeuses, de production de plans bio et quelques prestations jardinage chez des particuliers. Il s'agit d'une activité qui répond à la Chartre du Réseau Cocagne et des organismes certifiant la filière-AB.
Les productions sont vendues aux adhérents sous forme de paniers et sur des marchés sur le territoire de la CAPG.

Perspectives - actions 2025 :

- Encadrement du chantier : consolider les 10 postes d'encadrants et l'accompagnement pour 38,8 ETP ;
-Développement des activités supports pour consolider le modèle économique fragilisé notamment par le retrait de soutiens financiers ;
- Améliorer les supports de communication et diffuser plus largement les informations vers les partenaires, avec les tarifs des prestations ;
- S'inscrire encore plus dans une démarche territoriale partenariale en lien notamment avec les PAT du territoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- **ASSOCIATION DEFIE : 70 000 €**

L'Association DEFIE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 5 Avenue Font Laugière, 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 18 juin 1999 sous le numéro W061001207, et représentée par son Président en exercice, Jean-Marie POUGET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ».

Objet social de l'association : Accueillir, accompagner, suivre, former les personnes privées d'emploi du territoire ; identifier et contribuer à lever des freins socioprofessionnels (accompagnement), transmettre et former les comportements attendus en entreprise, créer du lien social contre l'isolement, acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser.

L'association est un Atelier Chantier d'insertion -ACI- qui permet d'embaucher des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi en utilisant comme supports des chantiers dans le second œuvre, les espaces verts et le nettoyage. Ces travaux sont utiles à la collectivité et permettent aux participants de :

- Créer du lien social et de lutter contre l'isolement
- Acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser
- Développer les comportements attendus en entreprise
- Se redynamiser et se projeter vers un projet
- Lutter contre les discriminations
- Participer au développement économique du territoire

En tant qu'outil territorial, DEFIE se concentre sur les populations en difficulté, notamment les bénéficiaires du RSA qui résident sur le territoire de Grasse et principalement les deux quartiers QPV (Quartier Prioritaire politique de la Ville).

Perspectives - actions 2025 :
Maintenir l'activité avec une moyenne de 40 ETP en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion).
Stabiliser le modèle économique avec le développement d'un volet formation (formation sur la rénovation des murs en pierres sèches sur Saint-Vallier-de-Thiey -certification Qualiopi en cours). Mise en œuvre également d'une ingénierie autour d'un autre support sur le recyclage des cartons.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Le Président, Gérard BOUCHARD et Marino CASSEZ.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les bénéficiaires suivants :

  - Association COSENS (ex Créactive 06) : 20 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 10 000 €, une avance de 10 000 € ayant déjà été versée) ;
  - INITIATIVE TERRES D'AZUR : 18 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 9 000 €, une avance de 9 000 € ayant déjà été versée) ;
  - PARCOURS LE MONDE : 5 000 € ;
  - ARPAS : 12 500 € ;
  - FONDATION DES APPRENTIS D'AUTEUIL : 20 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 12 500 €, une avance de 7 500 € ayant déjà été versée) ;
  - MONTAGN'HABITS : 18 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 9 000 €, une avance de 9 000 € ayant déjà été versée) ;
  - JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE : 45 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 22 500 €, une avance de 22 500 € ayant déjà été versée) ;
  - DEFIE : 70 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 35 000 €, une avance de 35 000 € ayant déjà été versée) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement annexées à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD,** agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association DEFIE régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé 5 Avenue Font Laugière - 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 18 juin 1999 sous le numéro W061001207 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Marie POUGET,** agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association DEFIE »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association DEFIE a initié et conçu le projet « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ».

Ce projet vise à accueillir, accompagner, suivre, former les personnes privées d'emploi du territoire ; identifier et contribuer à lever des freins socioprofessionnels ; transmettre et former les comportements attendus en entreprise, créer du lien social contre l'isolement, acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 896 290 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 70 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 896 290 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 70 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 35 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Au titre du solde, soit 35 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : DEFIE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Caisse d'épargne Côte d'Azur
Code banque : 18315 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08000978413 / Clé RIB : 50

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG et participer autant que faire se peut aux évènements organisés par le Service Insertion Professionnelle & Innovation Sociale.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif,** de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association DEFIE

Le Président,

Jean-Marie POUGET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ».

Charges du projet	**Subvention de** ***La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
1 896 290 €	70 000 €	1 281 884 €

a) Objectif(s) :

Concrètement, l'association va permettre d'embaucher des demandeurs d'emploi sur les chantiers dans les domaines du second œuvre, des espaces verts et du nettoyage. Ces travaux sont utiles à la collectivité et permettent aux participants de :

- Créer du lien social et de lutter contre l'isolement
- Acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser
- Développer les comportements attendus en entreprise
- Se redynamiser et se projeter vers un projet
- Lutter contre les discriminations
- Participer au développement économique du territoire
- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population

En tant qu'outil territorial, DEFIE se concentre sur les populations en difficulté, notamment les bénéficiaires du RSA qui résident sur le territoire de Grasse et principalement les deux quartiers QPV.

b) Public(s) visé(s) : Femmes et hommes du territoire de la CAPG, demandeurs d'emploi, avec une attention particulière aux résidents QPV de Grasse, DELD, les jeunes de moins de 26 ans, des personnes placées sous main de justice, des bénéficiaires des minimas sociaux (RSA), des séniors…… orientées par le PLIE, le Pôle Emploi, le SPIP, le CCAS, la MSD, la CAMS…

c) Localisation : DEFIE intervient sur tout le bassin Ouest des Alpes-Maritimes, plus précisément sur le territoire de la CAPG

d) Moyens mis en œuvre :

- Une équipe pédagogique professionnelle (encadrant technique, conseiller en insertion) : 67 salariés représentant 55 ETP
- des véhicules permettant de transporter les participants vers les différents chantiers

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- des locaux permettant d'assurer la fonction d'accueil, suivi, formation et accompagnement des participants; matériel divers en lien avec le second œuvre, pour les espaces verts et pour le nettoyage ;

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de bénéficiaires accueillis
Nombre de bénéficiaires accompagnés
Nombre réunions collectives
Nombre d'ateliers et animations

Indicateurs qualitatifs :
- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2025

6. Budget du projet
année 2025

CHARGES	Prévision ESA	PRODUITS	Prévision ESA
Charges directes affectées à l'action		**Ressources directes affectées à l'action**	
60 – Achat	153 326	**70 – Vente de marchandises produits finis, presta. de ser.**	529 406
Achats matières et tarification	110 659		
Autres fournitures	42 667	**73 – Dot et prod de tarification**	
		74- Sub d'exploitation[2]	1 366 884
61 - Services extérieurs	61 073	- FDI Investissement	0
Locations	23 822	- SPIP	12 000
Entretien et réparation	16 444	- SEVE	0
Assurance	20 807	Région(s) :	
Documentation	0	- Conseil Régional PACA	38 000
62 - Autres services exterieurs	47 123	- Conseil Départemental 06	145 960
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20 714	CD - Passer'elle	0
Publicité, publication	0	CD - Trempl'un	0
Déplacements, missions	19 997	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	6 413	- CAP G	85 000
63 - Impôts et taxes	63 635	Organismes sociaux (LOGIREM)	0
Impôts et taxes sur rémunération	28 384	PCB	0
Autres impôts et taxes	35 251		
64- Charges de personnel	1 542 704	ASP	993 177
Rémunération des personnels	1 338 851	Autres établissements publics	
Charges sociales	174 496	CD cofinancement BRSA	92 747
Autres charges de personnel	29 358	**75 - Autres prod de gest crte**	
65- Autres charg. de gest. crte	0	cotisations, manuels ou legs	
66- Charges financières	4 665	**76 - Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	23 764	**78 – Reports ressources d'opérations antérieurs**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION	
Charges fixes de fct			
Frais financiers			
Autres			
Total des charges	1 896 290	Total des produits	1 896 290
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions		**87 - Contributions volontaires en**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- MAD de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	1 896 290	TOTAL	1 896 290
La subvention de 85 000€ représente 3,8% du Total des produits.			

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association Jardins Valeurs Solidaires régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2530 Route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, déclarée à la sous-préfecture le 31 mars 1998 sous le numéro W061007110, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ONIMUS** agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association JVS »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Jardins Valeurs Solidaires (JVS) a initié et conçu le projet « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) ».

Ce projet vise à accompagner, à former les personnes éloignées de l'emploi du territoire, à identifier et à contribuer à lever des freins socioprofessionnels, acquérir de nouvelles compétences.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 260 194 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 45 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 260 194 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 45 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 22 500 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Au titre du solde, soit 22 500 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Jardins Valeurs Solidaires
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Coopératif
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08003776154 / Clé RIB : 92

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.**

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit

dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Jardins Valeurs Solidaires

Le Président,

Henri ONIMUS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) ».

Charges du projet	Subvention de *La CAPG*	Somme des financements publics (affectés au projet)
1 260 194 €	45 000 €	829 896 €

a) Objectif(s) :

Depuis 25 ans, sur le territoire du Pays de Grasse, l'association « les Jardins Valeurs Solidaires » permettent à des personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des freins d'ordre socioprofessionnels, de reprendre une activité professionnelle, respectueuse de l'environnement, répondant à la Chartre du Réseau Cocagne et des organismes certifiant la filière.

Le public orienté par les prescripteurs partenaires, France Travail, le PLIE du Pays de Grasse, le Conseil Départemental pour les BRSA, bénéficie d'un accompagnement professionnel renforcé, dans le cadre d'un contrat de travail (CDDI), conventionné par l'Etat DDETS. L'action s'inscrit localement par la vente de nos productions auprès d'adhérents et de clients issus du territoire de la CAPG.

La solidarité, la prévention, l'insertion, une agriculture respectueuse de l'environnement, une production biologique, une alimentation saine, une économie locale non prédatrice qui maintient le lien social constituent les valeurs d'une économie sociale et solidaire que mettent en œuvre les activités de JVS.
Le cadre professionnel permet aux jardiniers de s'impliquer, de se responsabiliser, de retrouver une activité et un rythme de travail. Des liens sociaux se nouent. Tout cela contribue à une dynamique et une valorisation personnelle qui favorisent l'amélioration de la situation et le retour à l'emploi de la personne

b) Public(s) visé(s) : personnes orientées par des partenaires (PLIE, Mission Locale, MSD, Conseil Départemental…) Demandeurs d'emploi de Longue Durée, jeunes de – 26 ans, Bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS…), DE de longue durée, travailleurs reconnus handicapés

c) Localisation : DEFIE intervient sur tout le bassin Ouest des Alpes-Maritimes, plus précisément sur le territoire de la CAPG, Mouans-Sartoux et Valbonne (CASA).

d) Moyens mis en œuvre :
- 10 permanents répartis sur l'accompagnement social et professionnel, encadrement technique et administratif ; 60 emplois aidés pour 30 ETP ;
- 1 véhicule permettant de transporter les participants vers les différents chantiers, 4 véhicules utilitaires ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- des locaux permettant d'assurer la fonction d'accueil, suivi, formation et accompagnement des participants; matériel divers en lien avec le second œuvre, pour les espaces verts et pour le nettoyage ;

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre d'accompagnement social évalué en interne par les améliorations de condition de vie, des blocages administratifs ou toute autre levée des freins
Nombre de retour à une situation professionnelle durable, une entrée en formation ou toute autre sortie dite dynamique, évaluée en fonction des objectifs fixés par l'Etat
Nombre de mise en situation professionnelle pour les bénéficiaires (évaluées par nombre de jour)
Actions de formations proposées lors du parcours
L'atteinte des objectifs de productions afin d'assurer la part d'autofinancement demandées par les partenaires sociaux

Indicateurs qualitatifs :
- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

Année *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	122300	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	343933
Achats matières et fournitures	90600	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	31700	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	874896
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	29786	aides au postes (DDETS)	525450
Locations	14786	modulation ACI	25000
Entretien et réparation	8000		
Assurance	7000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		région Sud	29000
62 - Autres services extérieurs	43118	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20968	Alpes Maritimes (aide aux postes)	96668
Publicité, publication		Alpes Maritimes (accompagnemen	99868
Déplacements, missions	3000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	19150	CAPG	50000
63 - Impôts et taxes	17000	CASA	30000
Impôts et taxes sur rémunération		PAT-CAPG	8000
Autres impôts et taxes	17000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	1000
64 - Charges de personnel	1013508	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	893264	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	117244	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	3000	Aides privées (fondation)	10000
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	275
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	26000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	34482	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	15000
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1260194	**TOTAL DES PRODUITS**	1260194

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	1260194	**TOTAL**	1260194

La subvention sollicitée de 50000 **€, objet de la présente demande représente** 3.97 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD,** agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association COSENS, régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône sous le numéro RNA W133007232, ayant son siège social sis au 2A rue de Rome à Marseille (13001), identifiée sous le numéro de SIRET 41936979800030, représentée par Monsieur Xavier CHANTEPY, son président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes ;

Ci-après dénommée, « **L'Association COSENS** ».

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

A compter du 1er janvier 2025, l'Association COSENS, est venu aux droits et obligations de l'association Créative 06, par la transmission universelle du patrimoine de cette dernière, transmission arrêté par le traité de fusion signé le 28 janvier 2025 entre les deux associations. Conformément à ses statuts, l'Association COSENS a initié et conçu le projet « Accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le test de leur activité avant la création effective de l'entreprise et dans l'acquisition des compétences du métier de chef d'entreprise ».

Ce projet vise à tester la validité et la pérennité du projet de création en donnant aux entrepreneurs à l'essai la possibilité juridique et légale d'utiliser le numéro de Siret de l'association pour vendre, facturer et encaisser les produits de leur activité tout en conservant leur situation (salariés à temps partiel, demandeur d'emploi, bénéficiaires de minimas sociaux, étudiants…). L'accompagnement des entrepreneurs à l'essai est de 36 mois maximum.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le test de leur activité avant la création effective de l'entreprise et dans l'acquisition des compétences du métier de chef d'entreprise » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 152 724 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 20 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 152 724 établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 20 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 10 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 10 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : L'Association COSENS
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CEPAC (Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse)
Code banque : 11315 / Code guichet : 00001
Numéro de compte : 08003919836 / Clé RIB : 57
L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif,** de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association COSENS

Le Président,

Xavier CHANTEPY

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le test de leur activité avant la création effective de l'entreprise et dans l'acquisition des compétences du métier de chef d'entreprise ».

Charges du projet	**Subvention de** ***La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
152 724 €	20 000 €	24 000 €

a) Objectif(s) :

L'association intervient sur le territoire en accueillant dans ses locaux des entrepreneurs à l'essai dans le cadre de leur accompagnement à la création d'activités et dans l'acquisition de leurs compétences du métier de chef d'entreprise. L'accompagnement personnalisé est de 36 mois maximum. Il est constitué d'entretiens individuels et de formations animées par des experts de l'entreprise. Dès leur autonomie développée et leurs objectifs de chiffre d'affaires atteints, Créactive 06 les aide à trouver la forme juridique la plus adaptée à leur activité afin qu'ils puissent s'immatriculer en toute confiance en ayant déjà des clients et du chiffre d'affaires. S'appuyant sur un maillage fort des structures de la création et du développement des entreprises sur le territoire, Créactive06 peut également les orienter vers d'autres dispositifs pouvant répondre à d'autres besoins notamment en termes de financement, de logistique comme la Pépinière d'entreprises, la plateforme Initiative…
Le dispositif est ouvert à tous, hommes et femmes porteurs de projets de création d'activités de tout âge.

b) Public(s) visé(s) : Le dispositif est ouvert à tous, hommes, femmes, porteurs de projets de création d'activités de tout âge qui souhaitent tester leur activité avant la création effective de l'entreprise : salariés à temps partiel, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux, étudiants.

c) Localisation : l'ensemble du territoire CAPG

d) Moyens mis en œuvre : 3 salariés à temps plein ; 14 bénévoles ; les moyens humains et matériels de l'association sont dédiés à l'accompagnement des entrepreneurs à l'essai sur le territoire de la CAPG ; des permanences sur l'ensemble du territoire de la CAPG et notamment dans le centre historique de Grasse.

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le modèle peut être enrichi autant que de besoin par les parties pour préciser la nature de leurs relations au service du projet financé et les missions respectives en découlant.

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes accueillis ;
- Nombre de porteurs de projet accueillis ;
- Nombre de porteurs de projet accompagnés
- Nombre de porteurs de projet en formation
- Nombre de porteurs sortis et type de sorties (création, emploi, formation…)

Indicateurs qualitatifs : Les caractéristiques du public
- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du porteur de projet
- Freins rencontrés
- Nombre de porteurs sortis de la couveuse
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET

Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025

Budget supplémentaire : projet pluriannuel

Suppression du budget : projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	926	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	91955
Achats matières et fournitures	686	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	240	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	44000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	2860		
Locations	1010		
Entretien et réparation	1073		
Assurance	780	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	17	REGION SUD MON PROJET D'ENTREPRISE	24000
62 - Autres services extérieurs	6963	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2712		
Publicité, publication	274		
Déplacements, missions	2150	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1827	CAPG	20000
63 - Impôts et taxes	455		
Impôts et taxes sur rémunération	422		
Autres impôts et taxes	33	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	50465	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	36564	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	13815	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	86	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	90553	**75 - Autres produits de gestion courante**	6975
		756. Cotisations	6975
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	41	**76 - Produits financiers**	73
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	461	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	9721
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	152724	**TOTAL DES PRODUITS**	152724

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	152724	**TOTAL**	152724

La subvention sollicitée de 20000 **€, objet de la présente demande représente** 13 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d’engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD,** agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association MONTAGN'HABITS régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 1132 Route du Brunet, 06850 Saint-Auban, déclarée à la sous-préfecture le 25 avril 1998 sous le numéro W139150X98, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Hubert GERMAIN**, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

Ci-après dénommée « MONTAGN'HABITS »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association MONTAGN'HABITS a initié et conçu le projet « Chantier d'insertion à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés ».

Ce projet vise à maintenir et développer l'emploi sur le territoire du Haut-Pays grassois par la collecte et la revalorisation de vêtements, textiles, linge de maison, chaussures et maroquinerie usagés. Acteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural et de montagne, l'association anime un chantier d'insertion permettant à des personnes en situation de précarité (demandeurs d'emploi de longue durée et souvent bénéficiaires du RSA) et confrontés à des situations difficiles, d'avoir une perspective de retour vers l'emploi.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Chantier d'insertion à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 443 730 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 18 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 443 730 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 18 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 9 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 9 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : MONTAGN'HABITS
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Agricole Provence Alpes Côte d'Azur
Code banque : 19106 / Code guichet : 00606
Numéro de compte : 00068042704 / Clé RIB : 50

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.**

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Montagn'Habits**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Hubert GERMAIN**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Chantier d'insertion à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés ».

Charges du projet	**Subvention de** **La CAPG**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
443 730 €	18 000 €	283 895 €

a) Objectif(s) :

L'objectif principal est le retour à l'emploi durable en mettant à profit ce passage sur le chantier d'insertion mais il comprend également un volet social prenant en considération « l'humain » proprement dit, en particulier la reprise de confiance en soi grâce à un travail en équipe, la possibilité d'évoquer les difficultés auxquelles il est confronté avec le soutien de l'équipe d'encadrants.

L'action solidaire permet un accompagnement dans la recherche de débouchés viables et d'insister sur d'éventuelles formations pour optimiser les projets professionnels. Pour chaque suivi social et/ou professionnel avec un volet formation, il est important d'organiser les démarches, optimiser les lettres de motivations et CV, cibler les recherches…

Montagn'Habits intervient sur 3 départements et plus de 130 communes : Alpes-Maritimes, Var et Alpes de Haute-Provence.
400 containers ; 2 000 tonnes collectées (textiles et vêtements, linge de maison et chaussures) soit 167 tonnes par mois ; 8 fourgons de collecte tournent 5 jours/semaine soit 300 000 km cumulés
17 à 25 employés en permanence dont une bonne partie sur le chantier d'insertion

b) Public(s) visé(s) : public en situation de précarité, bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes en difficulté sociale ou professionnelle, séniors se heurtant aux difficultés liées à leur âge d'où un public fragilisé.

Localisation : Montagn'Habits intervient sur 3 départements et plus de 130 communes : Alpes-Maritimes, Var et Alpes de Haute-Provence.

d) Moyens mis en œuvre :

- Une équipe de 4 salariés dont 3 en CDI représentant 1,2 ETP et 1 emploi aidé représentant 0,4 ETP
- 17 à 25 employés en permanence dont une bonne partie sur le chantier d'insertion

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de bénéficiaires accueillis
Nombre de bénéficiaires accompagnés
Nombre réunions collectives
Nombre d'ateliers et animations

Indicateurs qualitatifs :

- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	46900	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	141835
Achats matières et fournitures	45400	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	1500	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	301895
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	53320	ASP ACI	215480
Locations	2620		
Entretien et réparation	8000		
Assurance	10200	Conseil-s Régional(aux) :	13000
Documentation			
divers	2500		
62 - Autres services extérieurs	10800	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7000	ACTIVATION RSA	25671
Publicité, publication		HEURES INSERTION	29744
Déplacements, missions	1150	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	2650	CAPG	18000
63 - Impôts et taxes	2600		
Impôts et taxes sur rémunération	2600		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	330110	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	282622	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	29639	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	17849	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		**TOTAL DES PRODUITS**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	443730	**TOTAL**	443730

La subvention sollicitée de 18000 **€, objet de la présente demande représente** 4.051 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

La Fondation Apprentis d'Auteuil dont le siège social est situé au 40 Rue Jean de la Fontaine, 75 000 Paris 16e, déclarée à la Sous-Préfecture le 03 décembre 2010 sous le numéro W133015088 et représentée par sa Directrice en exercice, **Madame Delphine SAGORY**, agissant au nom et pour le compte de ladite Fondation (antenne de Grasse) en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Adresse de correspondance : Fondation Apprentis d'Auteuil, le Mas du Calme, 51 chemin de la Tourache, 06130 Grasse.

Ci-après dénommée, « FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, la Fondation Apprentis d'Auteuil a initié et conçu le projet « Chantier d'Insertion restauration – Espaces verts ».

Ce projet vise à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques dans différents secteurs (restauration, espaces verts, et à mettre en œuvre un encadrement renforcé et spécifique, alliant compétences techniques et accompagnement social et professionnel.
Fort de son expérience et de son savoir-faire, développé dans le cadre de ses activités auprès des publics de faible ou de premier niveau de qualification, le centre de formation propose des accompagnements renforcés en s'appuyant sur un important réseau de partenaires. Pour offrir un service de qualité, l'association s'est engagée depuis plusieurs année dans une démarche de labellisation « qualité dont le certificat a été renouvelé.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Fondation s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Chantier d'Insertion restauration – Espaces verts » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec Fondation pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 120 431 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par «la Fondation » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, la Fondation peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

La Fondation notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 15 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 120 431 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 15 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par la Fondation de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à la Fondation :

- Au titre d'une avance de 7 500 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;
- Au titre du solde, soit 7 500 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Fondation Apprentis d'Auteuil
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Générale
Code banque : 30003 / Code guichet : 03383
Numéro de compte : 00050055252 / Clé RIB : 73

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

La Fondation s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et la Fondation. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 La Fondation informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au référentiel national des fondations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la Fondation en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 La Fondation déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par La Fondation sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la Fondation et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe la Fondation de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **La Fondation s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.**

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec La Fondation, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. La Fondation s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à La Fondation.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, La Fondation octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

La Fondation est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

La Fondation est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

La Fondation s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de La Fondation des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et la Fondation s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

La Fondation s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et La Fondation. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et La Fondation signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

La Fondation peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à la Fondation n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de la Fondation auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

La Fondation dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si la Fondation introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour la Fondation Apprentis d'Auteuil**
Le Président,	La Directrice,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Delphine SAGORY**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

La Fondation s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Chantier d'Insertion restauration – Espaces verts ».

Charges du projet	**Subvention de** ***La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
1 120 431 €	15 000 €	777 750 €

a) Objectif(s) : Renouvellement pour 19,1 ETP en 2025

Structure d'insertion par l'activité économique (IAE), le Chantier d'insertion a pour objet de permettre à des personnes sans emploi de bénéficier de contrats de travail (à durée déterminée d'insertion de maximum 24 mois) grâce à des activités économiques dans deux secteurs d'activités sur le Pays de Grasse :

- **Un chantier restauration avec le « Restaurant Le Mas du Calme » :** ouvert au public du lundi au vendredi midi. Propose des menus prioritairement constitués de produits frais et en circuits courts avec des partenaires locaux (producteurs, coopératives agricoles) et développement de prestations de traiteur et repas de groupes ; 12,6 ETP

- **Un chantier d'insertion espaces verts "L'Allée Verte" Mas du Calme,** prestations de services auprès de particuliers et collectivités sur le territoire de la CAPG, CASA et CAPL.
  Entretien du domaine du Mas du Calme _4 hectares de végétation en restanques_ l'oliveraie (200 pieds), récolte et production d'huile d'olive utilisée dans le restaurant ; 3,5 ETP

Sur 2025, il est envisagé de se positionner sur les marchés clausés, de continuer à développer la formation afin de valoriser les compétences acquises par chaque salarié

b) Public(s) visé(s) : Bénéficiaires du RSA ; Jeunes – de 25 ans relevant de la Mission Locale ou DE de longue durée relevant de Pôle Emploi ; personnes pouvant bénéficier de la nouvelle loi pénitentiaire sur les aménagements de peine et l'alternative à l'incarcération (en lien avec le SPIP).

c) Localisation : sur le territoire CAPG

d) Moyens mis en œuvre : 6 salariés équivalent à 5.5 ETP
   Restaurant : matériel et équipement nécessaires à la production et au service
e) Espaces verts : matériel entretien jardins/espaces verts : petit outillage, camion

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Entretiens individuels et ateliers collectifs ;
- Périodes de mise en situation en milieu professionnel ;
- Attestation de formation ou compétences pour les salariés en espaces verts.

Indicateurs qualitatifs : Les caractéristiques du public

- Profil des jeunes : motif de la demande, données sociodémographiques, la situation professionnelle
- Prise en charge des freins identifiés en entrée ;
- Données socio-économiques : ressources, nature des ressources
- Sorties à l'emploi
- Taux de progression des situations
- Consommation d'heures conventionnées

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	148 302	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	316 900
Achats matières et fournitures	134 506	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	0	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	792 750
Prestations de services	13 796	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	44 866	Etat-Remboursement/insertion personnel	370 870
Locations	38 366		
Entretien et réparation	6 500		
Assurance	0	Conseil-s Régional(aux) :	25 600
Documentation	0		
62 - Autres services extérieurs	10 743	Conseil-s Départemental (aux) :	57 537
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 200		
Publicité, publication	1 700		
Déplacements, missions	5 557	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	15 000
Services bancaires, autres	1 286		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération	0	FONDS PROPRES	308 742
Autres impôts et taxes	0	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	712 646	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	523 225	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	174 342	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	15 079	Aides privées (fondation)	15 000
65 - Autres charges de gestion courante	187 663	**75 - Autres produits de gestion courante**	11 533
Autres charges	4	756. Cotisations	
Frais de Siège Moyens communs utilisés	187 663	758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	16 208	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	-752
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 120 431	**TOTAL DES PRODUITS**	1 120 431

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	1 120 431	**TOTAL**	1 120 431

La subvention sollicitée de 15000 **€, objet de la présente demande représente** 1,34 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d’engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association Initiative Terres d'Azur régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 05 juin 1998 sous le numéro W061003955 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ALUNNI**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association ITA »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Initiative Terres d'Azur a initié et conçu le projet « Entreprenariat dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville ».

Ce projet vise à accompagner un public éloigné de l'écosystème de l'entrepreneuriat, à offrir un parcours personnalisé et adapter aux entrepreneurs des QPV, à lever et casser les freins d'accès à l'entrepreneuriat, à favoriser le réseautage entre entrepreneurs débutants et expérimentés des QPV, à collaborer avec des acteurs locaux pour créer un écosystème favorable, à créer des espaces d'échanges pour faire naître des projets.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Insertion Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Entreprenariat dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Insertion Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 59 000 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 18 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 59 000 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 18 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 9 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 9 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Initiative Terres d'Azur
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Mutuel
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00022451940 / Clé RIB : 95

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif,** de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Initiative Terres d'Azur

Le Président,

Henri ALUNNI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Entreprenariat dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville ».

Charges du projet	**Subvention de** ***La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
59 000 €	18 000 €	23 000 €

a) Objectif(s) :

La dynamique de l'action Entreprenariat dans les QPV répond à 6 objectifs :

- accueillir les publics éloignés des institutions, les écouter, les informer, les orienter, les sensibiliser à l'entreprenariat et les accompagner dans l'émergence de leurs projets
- rendre plus lisible et visible l'action des partenaires de l'accompagnement à la création d'entreprises grâce à un travail de maillage territorial, communication, mise en relation et création de partenariats
- ouvrir des espaces de rencontres et d'échanges pour faire naitre des idées et les transformer en projets durables
- changer les représentations et développer du lien en donnant la parole aux entrepreneurs et en valorisant leurs parcours
- accompagner les chefs d'entreprises implantés en QPV et les aider dans le développement de leur activité
- Développer des actions au travers de plusieurs dispositifs

  ✓ « Incube », programme d'accompagnement renforcé à la création d'entreprise pour les jeunes moins de 30 ans, issus des QPV et orienté par la Mission Locale et France Travail avec une prime de 1 000 € d'aide au démarrage sous conditions d'éligibilité
  ✓ Les jeunes dans l'Entrepreneuriat : échanges et intervention auprès d'un jeune public (écoliers, collégiens, lycéens autour de réflexions sur « c'est quoi une entreprise, quels sont les métiers...)
  ✓ Action « Ma boite, mon quartier », promotion de la création d'entreprises au sein des quartiers prioritaires de la ville ; témoignages et retour d'expérience des créateurs accompagnés par ITA en QPV.

Pour 2025 : Organisation d'un évènement sur la création d'entreprise au sein de la médiathèque Charles Nègre au printemps ; Création d'un groupe de femmes des QPV pour travailler sur leurs problématiques, leurs envies... ; Bus de l'entrepreneuriat, 1 fois/mois ;
L'Entrepreneuriat au féminin : évènement en cours d'organisation en partenariat avec Alter Egaux (dispositif REV'L)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

b) Public(s) visé(s) : Le public ciblé correspond aux personnes résidents au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (Fleurs de Grasse et Grand Centre) et au sein du quartier de veille active (le quartier du Plan de Grasse). Les entrepreneurs de ces quartiers sont également éligibles à l'accompagnement et surtout au suivi individuel et collectif proposé par la plateforme. Au sein de ses quartiers, l'ensemble des publics énoncés est accepté : jeunes, demandeurs d'emploi, publics défavorisés, personnes handicapées, femmes, migrants, bénéficiaires des minima sociaux, salariés, salariés sous contrats aidés, travailleurs âgés, créateurs d'activités, entrepreneurs et indépendants, personnes sous-main de justice, habitants de zones défavorisées, ...Les habitants et entrepreneurs du haut pays grassois (ancienne ZRR)

c) Localisation : Les quartiers prioritaires de la ville de Grasse (Fleurs de Grasse et Grand Centre) ; le quartier en difficulté au Plan de Grasse ; la zone de revitalisation rurale du Haut-pays grassois

d) Moyens mis en œuvre :

Equipe de 5 personnes dont 2 alternants avec une chargée de mission référent ; mobilisation des partenaires et experts bénévoles lors de l'accompagnement des porteurs de projet et chefs d'entreprise et lors des actions collectives ; bureaux très proches des deux QPV pour des rencontres individuelles et collectives ; Hébergée au sein d'une pépinière, ITA peut faciliter les rencontres entre porteurs de projet et jeunes entrepreneurs.

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Les indicateurs devront permettre de mesurer l'impact de l'action au bénéfice des publics résidant sur le Pays de Grasse.
La structure s'engage à fournir un bilan permettant de mesurer la mobilisation des bénéficiaires relevant du pays de Grasse comparativement à l'ensemble des publics accueillis. Toutes les données devront être territorialisées et complétées par une analyse sur les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville et sur la zone de revitalisation rurale du haut pays grassois.

Indicateurs quantitatifs :
- nombre de permanences
- nombre de RDV individuel
- nombre de rencontres collectives
- nombre de rencontres partenariales
- nombres de participations aux actions collectives

Indicateurs qualitatifs :
- notoriété de la mission et inscription dans le réseau local

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- mise en œuvre de réponses adaptée aux besoins du public et adaptation des moyens d'information

Plusieurs outils de communication et d'informations mis en place :

- Informer le public cible
- Communiquer avec les prescripteurs et partenaires
- Sensibiliser le public à la création d'entreprise
- Situer la démarche du porteur de projet dans son parcours professionnel et personnel
- Définir son projet
- Mobiliser toutes les formes d'entrepreneuriat (Couveuse, Portage salarial, sociétés, entreprise individuelle…)
- Mise en place d'ateliers d'émergence des talents

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET -Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	500	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation [2]	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		Politique de la Ville	10 000
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000		
Publicité, publication	1 500		
Déplacements, missions	1 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CAPG Développement social des territoires et prévention	13 000
63 - Impôts et taxes		CAPG Emploi Insertion et Economie Sociale et Solidaire	18 000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	35 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	14 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement	5 000	Insuffisance prévisionnel	18 000
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	59 000	**TOTAL DES PRODUITS**	59 000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	5 000	875 - Bénévolat	5 000
TOTAL	5 000	TOTAL	5 000

La subvention sollicitée de 18 000 **€, objet de la présente demande représente** 30 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_051-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_052 : Programmation Insertion professionnelle - Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 - Association Mission Locale du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_052
RAPPORTEUR : Marino CASSEZ	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Programmation Insertion professionnelle - Attribution d'une subvention et signature de la convention d'objectifs et de financement 2025 Association Mission Locale du Pays de Grasse

SYNTHESE

Présentes sur l'ensemble du territoire national, les 440 Missions Locales exercent une mission de service public de proximité avec un objectif essentiel : accompagner les jeunes de 16 à 25 ans dans leurs parcours d'insertion professionnelle et sociale.
Ainsi, chaque année, 1,1 million de jeunes sont accompagnés par les Missions locales qui constituent le 1er réseau national d'insertion des jeunes. Les missions Locales font partie du Réseau Local pour l'Emploi et se trouvent confirmées dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023.

Depuis 1997, date de sa création, la Mission Locale du Pays de Grasse est une structure institutionnelle incontournable, implantée sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Au-delà de ses fonctions de premier accueil, d'information et d'orientation des jeunes, la Mission Locale du Pays de Grasse est un acteur majeur du développement local.

Il est proposé, au titre de la programmation insertion professionnelle 2025, d'attribuer la subvention de 270 000 € à la Mission Locale du Pays de Grasse.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur la subvention 2025 à la Mission Locale du Pays de Grasse;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Emploi et Solidarités du 12 mars 2025 ;

Considérant que la politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle notamment des jeunes, portée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, s'effectue dans un cadre territorial partenarial et transversal à l'échelle de notre EPCI, mobilisant ainsi l'ensemble des services en lien avec les entreprises, les questions de mobilité, de logement... ;

Considérant que l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets pour l'emploi et l'insertion des jeunes ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des structures bénéficiaires ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique d'insertion et de retour à l'emploi exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant qu'ainsi, au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention à :

- La Mission Locale du Pays de Grasse : 270 000 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'association Mission Locale du Pays de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 16 chemin de Camperousse, les Cyclades, 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 6 novembre 1996 sous le numéro 12993, et représentée par son Président en exercice, Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 26 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle ».

Objet social de l'association : mission de service public de proximité, la Mission Locale du Pays de Grasse a un rôle essentiel sur le territoire : accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc.). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.
Elle intervient sur le territoire de la CAPG autour de 9 points d'accueil.

Perspectives - actions 2025 :

Pour 2025, l'action de la Mission Locale du Pays de Grasse s'inscrit dans le cadre d'une mobilisation renforcée autour du Réseau Local pour l'Emploi.
La Mission Locale a pour objectifs de :

- Poursuivre le « Plan Jeunes » pour être collectivement au rendez-vous de l'emploi ;
- Mise en œuvre du Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) ;
- Faire entrer des jeunes dans le Contrat d'Engagement Jeune ;
- Accompagner l'obligation de formation pour les jeunes 16-18 ans mineurs décrocheurs autour des « plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) », la mise en place des actions coordonnées en faveurs de la formation (AIF Pôle emploi, Région, PRIC, AFPR, POEI...) ;
- Promouvoir l'engagement en Service Civique ;
- Valoriser les mesures disponibles dans l'accès à l'emploi des jeunes (PEC, CIE, Emploi franc, contrat pro, Apprentissage).

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Le Président, Gérard BOUCHARD, Cyril DAUPHOUD, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Christian ZEDET.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour la Mission Locale du Pays de Grasse de 270 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 135 000 €, une avance de 135 000 € ayant déjà été versée) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs et de financement annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association Mission Locale du Pays de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé au 16 chemin de Camperousse, les Cyclades, 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 6 novembre 1996 sous le numéro W2775, Siret n°41263512000030 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant en vertu de pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la Mission Locale »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Mission Locale a initié et conçu le projet « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle ».

Ce projet vise à accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc.). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.

Il s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et de mobilisation renforcée du service public de l'emploi (SPE) territorial sur la zone « Cannes -Grasse – Antibes ».

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_ du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 270 000 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 270 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 270 000 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 270 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition d'équipements : un bureau par Espace Activités Emploi de la Vallée de la Siagne à Pégomas et de Mouans-Sartoux.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'une avance de 135 000 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre du solde, soit 135 000 euros, après la signature de la présente convention par chacune des parties, après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4, ainsi qu'après le bilan intermédiaire.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : MISSION LOCALE DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Marseillaise de Crédit
Code banque : 30077 / Code guichet : 04942
Numéro de compte : 21909200200 / Clé RIB : 44

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.**

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association la Mission Locale du Pays de Grasse**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD	**Jérôme VIAUD**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle ».

Charges du projet	Subvention de *La CAPG*	Somme des financements publics (affectés au projet)
270 000 €	270 000 €	0 €

a) Objectif(s) :

Missions de service public de proximité, la Mission Locale a un rôle essentiel sur le territoire : accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc.). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.

2025, une mobilisation renforcée du Service Public de l'Emploi (SPE)

- Poursuite du Plan Jeunes pour être collectivement au rendez-vous de l'emploi ;
- Mise en œuvre du Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) ;
- Entrée des jeunes dans le Contrat d'Engagement Jeune ;
- Obligation de formation pour les jeunes 16-18 ans mineurs décrocheurs autour des « plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) », la mise en place des actions coordonnées en faveurs de la formation (AIF Pôle emploi, Région, PRIC, AFPR, POEI, POEC,..) ;
- Promouvoir l'engagement en Service Civique ;
- Valoriser les mesures disponibles dans l'accès à l'emploi des jeunes (PEC, CIE, Emploi franc, contrat pro, Apprentissage).

2025, c'est aussi une mobilisation renforcée du service public de l'emploi autour du SPE territorial sur la zone "Cannes -Grasse - Antibes".

b) Public(s) visé(s) : Tous les jeunes de 16 à 25 ans en demande d'insertion dont les jeunes NEETs (jeunes qui ne sont pas en emploi, en études ou en formation) et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des zones de revitalisation rurale, ceux en situation de handicap, les décrocheurs, les primo-arrivants, ceux sortant de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

c) Localisation : la Mission Locale est présente sur plusieurs lieux d'accueil (les Espaces Activités Emploi de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas et Peymeinade, la MSAP de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Saint-Auban) et des permanences sont proposés sur l'ensemble du territoire, notamment sur le moyen et le haut-pays : Saint-Cézaire, Saint-Vallier-de-Thiey, Maison d'arrêt de Grasse, ERIC des Fleurs de Grasse…

d) Moyens mis en œuvre : une équipe de 36 personnes dont 18 conseillers, 4 chargés de projets, 4 agents d'accueil, 3 agents d'animation, d'information et de communication, 1 chargée de communication, 1 assistante financière, 1 assistante de direction, 3 responsables de secteur, 1 directrice adjointe, 1 directeur pour un prévisionnel de 34,37 ETP (équivalent temps plein).

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de jeunes accueillis ;
- Nombre de jeunes en situation d'emploi, de formation, en contrat d'alternance et de création d'activité :
- Nombre d'entreprises partenaires sur des offres d'emploi collectées
- Nombre de jeunes en parcours d'accompagnement renforcé

Indicateurs qualitatifs : Les caractéristiques du public

- Analyse par profil (niveau de formation, âge, genre),
- nombre de nouveaux publics,
- nombre de jeunes accompagnés,
- nombre de contrats aidés,
- nombre de jeunes entrés en formation,
- nombre de jeunes entrés en emploi,
- nombre de jeunes entrés en (PACEA - GJ- CEJ),
- suivi et le nombre de jeunes décrocheurs (PSAD),
- nombre d'offres d'apprentissage et d'emploi collectées,
- nombre d'entreprises mobilisées,
- nombre d'opérations mises en place

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	4715	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	1191	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	927	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	270000
Energie	2596	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	21285		
Locations	14576		
Entretien et réparation	3139		
Assurance	1538	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	2033		
62 - Autres services extérieurs	15632	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3767		
Publicité, publication	360		
Déplacements, missions	3060	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	8446	CAPG	270000
63 - Impôts et taxes	14156		
Impôts et taxes sur rémunération	12524		
Autres impôts et taxes	1632	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	207496	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	151078	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	47446	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	8972	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	6716	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	270000	**TOTAL DES PRODUITS**	270000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	270000	**TOTAL**	270000

La subvention sollicitée de 270000 **€, objet de la présente demande représente** 100 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_052-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEX IV : Charte d’engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_053 : Programmation de droit commun - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_053
RAPPORTEUR : Dominique BOURRET	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation de droit commun
Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale, d'accès aux droits et de prévention de la délinquance ; la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse soutient les actions qui visent à réduire les inégalités sociales et territoriales et qui œuvrent en faveur de la cohésion sociale et de la prévention de la délinquance.

Au titre de la programmation de droit commun 2025 du développement social des territoires et prévention, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association ARPAS (Point Ecoute Jeunes) : 7 000 €**
- **Association Harpèges-les accords solidaires (EVSI) : 30 000 €**
- **Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes : 2 000 €**
- **Association Solinum : 2 000 €**
- **Association 1,2,3 soleil Ludothèque Quartier libre : 5 000 €**
- **Espace Part'âge : 2 500 €**

Le montant total des subventions s'élève à 48 500 €.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_200 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Emploi, Insertion, ESS, Politique de la ville, solidarités et santé du 12/03/2025 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de politique de la ville, prévention de la délinquance, d'action sociale d'intérêt communautaire et de gestion des maisons de service au public en faveur des publics et des territoires ruraux et urbains ; exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 6 projets pour un montant total de 48 500 € ;

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

1. Association ARPAS : 7 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé « Bâtiment A » Le Sainte Luce, 19 Avenue A. Renoir, 06800 Cagnes-sur-Mer, immatriculé par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 26/06/2002 sous le numéro de SIRET 440 643 070 000 20, RNA n°W061000794 et représentée par son Président Monsieur Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Prévention en santé globale (soutien psychologique)

- Intitulé et description du projet : Point Accueil / Ecoute Jeunes de Grasse

Action destinée aux jeunes âgés de 11 à 15 ans, les parents peuvent également être accompagnés. Orientation des jeunes faite par la plateforme d'appui aux décrocheurs scolaires, l'Education Nationale, la MSD et les associations de prévention.

Les objectifs sont :

- Prévenir les risques de rupture scolaire et familiale
- Soutenir psychologiquement les jeunes présentant des fragilités psychiques
- Accompagner les parents sur les questions éducatives et familiales
- Lutter contre les violences intrafamiliales

- Modalités de mise en œuvre :
  Une équipe d'encadrants (2 administratifs, 2 psychologues cliniciens, 1 neuropsychologue), matériels neuropsychologique pour des bilans et des remédiations, mise à disposition de locaux de permanences par la Mission locale, l'AFC, le CFA, Conseil Départemental.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de personnes reçues (jeunes, majeurs, parents, d'actes d'intervention, de collectifs.
- Recueil statistique des données.

Qualitatifs :
- Durée des suivis, typologie des difficultés traitées, orientations effectuées.
- Adhésion des publics.
- Réunions de coordination trimestrielles avec les partenaires orienteurs sur le suivi des jeunes.
- Comité de pilotage annuel Etat, Région, Département, CAPG, Mission Locale.

2. Association Harpèges-les accords solidaires : 30 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 8 Avenue du 11 novembre, 06130 Grasse, immatriculée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 22/04/2020 sous le numéro de SIRET 782 532 238 000 30, RNA n°W061005742, et représentée par son Président Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Soutenir, protéger et accompagner, de toutes manières en son pouvoir, toute personne dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé ; son action est fondée sur les principes du respect de la personne humaine, de la neutralité politique et confessionnelle, et se développe sans aucune discrimination.

- Intitulé et description du projet : Espace de vie sociale itinérant (EVSI) sur la commune de Saint-Vallier-de-Thiey et les 12 communes du Haut-Pays grassois.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'action de l'EVSI émane du contrat de ruralité, ce dispositif s'inscrit pleinement dans la cohésion sociale et l'accès aux droits sur le Haut Pays.

Les objectifs sont :

- Promouvoir le vivre-ensemble et participer à l'animation de la vie locale ;
- Offrir un lieu d'accueil, d'écoute, d'accompagnement et d'orientation sur le Haut-Pays grassois ;
- Faciliter l'émergence de projets ;
- Accompagner à la parentalité et animer les CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire) ;
- Mener des actions sociales et solidaires.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

3. Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes – CDAD 06 : 2 000 €

Régie par les articles 54 et suivants de la loi n 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée par la loi n 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21ème siècle, dont le siège social est situé au, 3-5 Rue Provana de Leyni, 06000 NICE, dont la convention constitutive a été publiée au recueil des actes administratifs des Alpes-Maritimes en date du 5 juin 2023, et dont le SIRET est n°180 619 165 00020, et représentée par sa Présidente Madame Pascale DORION, présidente du tribunal judiciaire de Nice et présidente du Conseil départemental des Alpes-Maritimes agissant au nom et pour le compte dudit groupement en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social : Aide à l'accès au droit

- Intitulé et description du projet : Définition et mise en œuvre d'une politique d'accès au droit et à la justice au sein des Alpes-Maritimes

Action de permanences d'information, de conseil, d'accompagnement du public sur le droit et le juridique.

- Modalités de mise en œuvre :

L'action propose :
- Des permanences juridiques généralistes dispensées par des avocats inscrits au barreau de Grasse,
- Des permanences spécialisées en droit social dispensées par des avocats spécialistes du contentieux social,
- Des permanences spécialisées en droit administratif dispensées par des avocats spécialistes des contentieux administratif (droit des étrangers, contentieux sociaux...)
- Des permanences notariales organisées en partenariat avec la chambre départementale des notaires des Alpes-Maritimes,
- La délivrance de bons de consultation aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales permettant une consultation sans délai auprès d'un avocat,
- Des permanences assurées par une juriste en direction des personnes placées sous main de justice,
- Des permanences assurées par une juriste en direction des usagers pour l'aide à la constitution des dossiers d'aide juridictionnelle et l'orientation vers les modes alternatifs de résolution des différends,
- L'organisation de journées d'information collective (journée nationale de l'accès au droit, nuit du droit, colloque...) et participation aux évènements des partenaires, formation des

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

agents des espaces France services,
- L'organisation d'actions pédagogiques en direction des jeunes,
- Le soutien aux actions innovantes en matière d'accès au droit.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Réunions partenariales et comités de pilotage, Rapport annuel d'activité, suivi d'activité (tableaux de bord comptable et statistiques...), Conseils d'administration et assemblée générale du groupement.

Qualitatifs :
- Des enquêtes de satisfaction des usagers des point-justice lancées par le Bureau de l'accès au droit rattaché au Ministère de la Justice.

4. Association Solinum : 2 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 16 place des Quinconces, 33000 Bordeaux, enregistrée au journal officiel des associations depuis le 19/09/2015 sous le n° 821 691 151, RNA n°W332 019 029 et représentée par son Président Monsieur Didier JAUBERT, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Développer des solutions innovantes basées sur le numérique et la co-construction pour soutenir les acteurs de la lutte contre les exclusions

- Intitulé et description du projet : Déploiement du Soliguide dans les Alpes-Maritimes

Solinum coordonne le Soliguide, plateforme qui répertorie les structures d'aide de proximité ; dans les domaines de la santé, l'alimentation, l'habillement, le logement, l'accompagnement social... C'est un véritable annuaire pour les professionnels du secteur du sanitaire et du social.

Les objectifs sont :

- Mise à jour de la plateforme ;
- Participer aux évènements du territoire CAPG ;
- Travailler en partenariat avec les services de la CAPG (extraction de données, cartographie...)

- Modalités de mise en œuvre :

Soliguide est une plateforme numérique qui cartographie les acteurs de la solidarité afin de faciliter l'accès à l'information sur les ressources du territoire des Alpes-Maritimes aux personnes vulnérables et à ceux qui les soutiennent et les accompagnent.
Solinum réalise un travail de cartographie des services et structures du territoire.
Il s'agira également de garantir des informations fiables et de sensibiliser et former les structures pour qu'elles maintiennent à jour leurs données sur la plateforme par le biais des comptes professionnels.
Solinum développe de nouvelles fonctionnalités de l'outil, par exemple de nouvelles traductions (italien et roumain) ou le développement de l'annuaire professionnel. Enfin, Solinum poursuivra une communication active autour de l'outil afin d'en augmenter sa lisibilité auprès du public mais également des professionnels, notamment en participant sur le territoire CAPG à des évènements locaux pour présenter le dispositif aux citoyens, aux élus et aux professionnels de l'action sociale.

- Indicateurs de réalisation :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Quantitatifs :
- Nombre de recherches effectuées sur le site ;
- Nombre de structures en ligne ;
- Nombre de professionnels ayant un compte Soliguide ;
- Pourcentage de mise à jour du site en autonomie par les structures ;
- Nombre d'actions de sensibilisation ;
- Nombre d'abonnés à la newsletter ;
- Nombre de partenariats mis en place ;
- Nombre de nouveautés sur la plateforme.

Qualitatifs :
- Une mesure d'impact (analyse qualitative basée sur des questionnaires et des entretiens) sera mise en place

5. Association 1,2,3 Soleil , Ludothèque Quartier Libre : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Villa Synephias, 1 rue de Verdun, 06370 Mouans-Sartoux, immatriculée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 01/12/2003 sous le SIRET n°490 135 456 00013, et représentée par sa Présidente Madame Marie-Noelle KARTMANN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : cette association a pour objet l'organisation d'actions ludiques et culturelles destinées à tous publics. Fédérer et initier à l'art et la culture par le jeu.
- Intitulé et description du projet : La Ludomobile pour lutter contre l'isolement sur les territoires du Haut et Moyen-Pays.

Les objectifs sont :

- Rompre l'isolement des personnes ;
- Favoriser les liens intergénérationnels ;
- Renforcer les liens parents-enfants ;
- Participer à l'animation de la vie sociale et locale ;
- Créer une dynamique à travers une action culturelle.

- Modalités de mise en œuvre :

Les ludothèques ont pour principaux objectifs de favoriser la pratique du jeu et pour mission de faire reconnaître son importance, tant au niveau éducatif, social et culturel. A travers le projet de la « Ludomobile » sur le territoire du Moyen et du Haut-Pays grassois, la ludothèque Quartier Libre intervient grâce à ces animateurs socio-culturels et le mini-fourgeon « la ludo-mobile ». En lien avec les fêtes locales, les marchés, la communication s'établit facilement.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Fréquentation par commune ;
- Type de population (genre, âge, lieux de résidence, composition de la famille) ;
- Fréquence des actions par commune ;
- Nombre de jeux empruntés.

Qualitatifs :
- Evaluation annuelle ;
- Grilles d'observation des comportements du public (participation, emprunt de jeux, fidélisation du public) ;
- Observation des interventions entre les différents publics dans les différents espaces de jeux ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Implication du public/des partenaires ;
- Régularité des fréquentations ;
- Dynamisation constatée (engouement, liens tissés, interactions constatés..) ;
- Relation partenariale ;
- Evaluation mi parcours , bilan annuel : échanges informels, feuilles de présence , logiciel de statistique "ludomax".

6. « Espace Part'âge » porté par le CCAS de Peymeinade : 2 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 11 boulevard Général de Gaulle, 06530 PEYMEINADE, identifiée sous le numéro de Siret 26060155400017, et représentée par son Président en exercice, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé et description du projet : « Espace d'animation de la vie sociale et de prévention du Moyen-Pays »
Dans le cadre de la CTG Charte avec les familles, une maison « villa Letriard » appartenant à la ville de Peymeinade a été rénovée par cette dernière. Elle se compose d'une cuisine et d'une pièce à vivre avec sanitaires et d'un grand extérieur où il y a des jardins partagés. Ce lieu est un espace collaboratif et participatif ouvert aux habitants.es du territoire, aux associations et aux partenaires institutionnels.

- Modalités de mise en œuvre :

Les actions proposées seront les suivantes:
- Des ateliers cuisine intergénérationnels ;
- Des ateliers Graff « raconte moi ta ville » avec des publics accompagnés par le PLIE et la Mission Locale ;
- Des ateliers cuisine diététique avec les familles en lien avec les jardins partagés ;
- Des ateliers couture pour toutes et tous ; pour apprendre à coudre ou réparer ses vêtements ;
- Des ateliers numériques ;
- Des veillées jeux ;
- Des soirées intergénérationnelles autour des jeux de société avec la ludothèque et le Conseil Municipal des Jeunes ;
-La mise en place du Programme de Soutien à la Fonction Parentale (PSFP) et ateliers pause café dans le soutien à la parentalité ;
- Des permanences de prévention avec les associations Harpèges concernant l'aide aux victimes et l'association Médiation Mosaïque pour renforcer la médiation familiale.

Ce lieu d'animations sociales et de prévention pourrait se transformer et devenir un Espace de Vie Social (EVS). La labellisation est accompagnée par la CAF 06.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Fréquentation par atelier et permanence (composition familiale, sexe, age) ;
- Nombre de partenaires participant au projet global ;
- Nombre de permanences par structure.

Qualitatifs :
- Régularité dans la fréquentation des ateliers ;
- Impact de la participation, l'atelier répond t-il à un besoin identifié ? ;
- Questionnaire de satisfaction.

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE et Catherine SEGUIN.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association ARPAS : 7 000 €
  - Association Harpèges-les accords solidaires : 30 000 €
  - Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes : 2 000 €
  - Association Solinum : 2 000 €
  - Association 1,2,3 soleil Ludothèque Quartier libre : 5 000 €
  - Espace Part'âge : 2 500 €

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Harpèges - Les accords solidaires, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé au 8 Avenue du 11 novembre, 06110 GRASSE, identifiée sous le n° de SIRET : 78253223800030 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Harpèges a initié et conçu le projet **« Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois** ».

Ce projet vise à offrir un lieu itinérant dédié à l'accueil, à l'écoute, l'orientation des habitants du territoire. Il s'agit de promouvoir un mieux vivre ensemble, en facilitant la rencontre, le dialogue et la connaissance réciproque entre les générations et les cultures.

L'EVSI se veut être un lieu de concertation et de projets partenariaux et se décline en plusieurs axes :

1. Accompagnement à la parentalité
   CLAS Contrat Local d'accompagnement à la scolarité et soutien à la parentalité.
2. Actions sociales et solidaires/Accès aux droits :
   En itinérance, accueil, accompagnement social et médiation inclusion numérique. Equipe citoyenne pour lutter contre l'isolement des personnes en situation de vulnérabilité.
3. Animation de la vie locale, ateliers « Mieux vivre ensemble » : ateliers collectifs intergénérationnels, accompagnement de projets d'intérêts collectifs. Participation à la dynamique du territoire et aux fêtes locales.

Il s'inscrit dans les projets qui ont été portés par le Contrat de ruralité du pays de grasse 2017-2020.

Il présente un intérêt public local et il correspond à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale et d'accès aux droits et au numérique en faveur des publics des territoires ruraux.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation de Droit Commun Action Sociale 2025, portée par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé le budget primitif 2025.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 161 035 EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **30 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **161 035 EUR** dont 25 700 € de contributions volontaires en nature (bénévolat), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de la CAPG ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse : 30 000 euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux personnes, associations, autres personnes de droit privé) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : HARPEGES - LES ACCORDS SOLIDAIRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08011857769 / Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.
(L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention).

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse,

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association HARPEGES

Le Président,

Philippe COTTA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 : **« Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois »**

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (Affectés au projet)
161 035 – 25 700 = 135 335 EUR	30 000 EUR	52 107 EUR

a) Objectif(s) :

- Accompagner à la parentalité (CLAS)
- Mener des actions sociales et solidaires, faciliter l'accès aux droits
- Aller vers le public du haut pays
- Animer la vie locale, ateliers « mieux vivre ensemble »
- Accompagner les projets d'intérêt collectif
- Lutter contre l'isolement des personnes et la précarité alimentaire

b) Public(s) visé(s) : Femmes et Hommes de tous âge, habitants les 12 communes du Haut Pays et St Vallier de Thiey

c) Localisation : quartier, commune, département, région, territoire métropolitain.

Le Mas, Les Mujouls, Gars, Amirat, Briançonnet, Collongues, St Auban, Andon, Valderoure, Caille, Séranon, Escragnolles, St Vallier de Thiey

d) Moyens mis en œuvre :

1 local, 1 véhicule, 1 coordinatrice de l'EVSI, 1 référente animation sociale, des accompagnateurs à la scolarité, 1 équipe de bénévoles.

Sur une démarche d'itinérance, fort partenariat avec les mairies, les associations et l'EPCI.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

-Nombre de personnes accompagnées par âge, sexe, villages de résidence, villages d'activité
-Nombre de personnes orientées sur des partenaires
-Nombre de personnes suivies selon les activités (exemple CLAS, ateliers, événements…)

Indicateurs qualitatifs :

-Evaluation par action
-Evaluation annuelle globale
-Evaluation de fin d'agrément
-Questionnaires d'évaluation des actions

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 ou exercice du au

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	3 441	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	50 628
Achats matières et fournitures	1 411	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	2 030	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	82 107
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	16 683	FONJEP	7 107
Locations	13 003		
Entretien et réparation	2 450		
Assurance	1 150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	80		
62 - Autres services extérieurs	20 935	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 500	Département Alpes Maritimes	20 000
Publicité, publication	375		
Déplacements, missions	17 340	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1 720	CAPG	30 000
63 - Impôts et taxes	7 277		
Impôts et taxes sur rémunération	7 177		
Autres impôts et taxes	100	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	84 249	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	25000
Rémunération des personnels	60 025	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	24 014	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	210	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	140
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	150	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	1 260
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	2 600	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	1 200
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	135 335	**TOTAL DES PRODUITS**	135 335

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	25 700	**87 - Contributions volontaires en nature**	25 700
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	25 700	875 - Bénévolat	25 700
TOTAL	25 700	**TOTAL**	25 700

La subvention sollicitée de 30 000 **€, objet de la présente demande représente** 22 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Janvier 2022 - Page 7 sur 9

La subvention de 30 000 EUR représente 22 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_053-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_054 : Programmation Politique de la ville — Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_054
RAPPORTEUR : Dominique BOURRET	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation Politique de la ville
Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2025

SYNTHESE

La politique de la ville se formalise par un contrat de ville couvrant la période 2024 – 2030. La programmation de ces actions est co-financée par l'Etat, la Caf 06, la Ville de Grasse, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).
Les associations financées sont :

- **DEFIE : 3 000 €**
- **ATELIER DU ZERO SIX : 1 000 €**
- **ARPAS : 5 000 €**
- **GRASSE A TOUS LES VISAGES : 1 000 €**
- **INITIATIVES TERRES D'AZUR : 9 000 €**
- **FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL : 2 500 €**
- **ALTER EGAUX : 1 000 €**
- **GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES : 1 500 €**
- **CIE BE : 1 000 €**
- **HISTOIRES VIVANTES : 1 000 €**
- **JARDINS VALEURS SOLIDAIRES : 4 000 €**
- **RUGBY OLYMPIQUE GRASSE : 2 000 €**
- **BOUTIQUE DE GESTION COTE D'AZUR : 5 610 €**
- **CIDISOL : 1 000 €**
- **FAMILLES ARC EN CIEL : 1 000 €**

Le montant total des actions financées dans le cadre du Contrat de Ville par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'élève à 39 610 €, s'intégrant dans un co-financement global de 446 447 €.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n° 6057 - SG du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers ;

Vu le courrier du Ministre chargé de la ville et du logement du 3 avril 2023 adressé aux préfets concernant la prochaine génération des contrats de ville : « Engagements Quartier 2030 » ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Emploi, Insertion, ESS, Politique de la ville, Solidarité et Santé du 12/03/2025 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 15 projets pour un montant total de 39 610 € ;

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. L'association « DEFIE » : 3 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 5 avenue font laugiere 06130 Grasse, déclarée au journal officiel du 20 août 2005 sous le n° 20050034, et représentée par son Président Monsieur POUGET Jean-Marie, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Education formation / établissement de formation professionnelle, formation continue

- Intitulé et description du projet :

Sensibiliser les habitants du centre-ville, habitants du QPV, aux enjeux environnementaux liés à la gestion des déchets, au "bien vivre" dans son quartier par le biais d'une communication de proximité. Promouvoir des pratiques responsables en matière de tri et de réduction des déchets. Impliquer les habitants dans des actions concrètes de nettoyage et de valorisation de leur environnement. Renforcer le lien social à travers des actions participatives.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

2. L'association « Atelier du zéro six » : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16 impasse Col Tajasque 06400 Cannes déclarée au journal officiel en date du 23 avril 2011 sous le n° 20110017, et représentée par son Président Monsieur GUYOMARCH Serge agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :
Créer des liens privilégiés entre les habitants (enfants, adultes et familles) de Cannes, des Alpes-Maritimes et de la Région PACA et leur environnement ; développer, pour ces mêmes habitants, des outils de connaissance et d'information, des outils pédagogiques et de l'environnement.

- Intitulé et description du projet :

La structure recourra à l'olivier pour créer des liens entre habitants :
Les habitants des Fleurs de Grasse eux-mêmes et ceux du centre historique, adultes, enfants, familles, personnes âgées.
La structure proposera aux habitants des Fleurs de Grasse et du centre ancien de se rendre en d'autres lieux afin d'accompagner un travail favorisant l'appropriation, par les habitants, de leur patrimoine oléicole.
Collectes : Poursuivre et développer les collectes d'olives sur les Fleurs de Grasse et l'ensemble de la commune de Grasse. Poursuivre les collectes hors les Fleurs de Grasse.
Taille des oliviers : poursuivre et développer l'apprentissage de cette taille par les habitants.
La structure développera une convivialité autour des huiles d'olives : poursuivre les dégustations d'huiles, initier des repas à partir des olives et des huiles d'olives, créer un lien avec le jardin partagé existant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La structure conduira les habitants à consommer d'avantage d'huile d'olive : travail sur la diététique et la santé, consommer d'avantage d'huile d'olive à un prix supportable.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

3. L'association « Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé » : 5 000 €

Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 19 Avenue Auguste Renoir, La Sainte Luce A, 06800 Cagnes sur Mer, identifiée au journal officiel sous le numéro de déclaration n° 20090032 et représentée par son Président en exercice, Monsieur GREGORIO Reinaldo, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

La promotion d'actions de formation, de recherche, de prévention en santé globale mais aussi d'assurer un rôle de conseil auprès d'organismes privés ou publics.

- Intitulé et description du projet :

A partir d'une cellule d'écoute, d'accompagnement et d'orientation :
- Réduire les freins à l'emploi en lien avec des situations de souffrance psychologique ou des problématiques de santé ;
- Renforcer les compétences psychosociales en vue de l'accès à l'emploi, la formation.
- Renforcer spécifiquement les parcours d'insertion professionnelle des bénéficiaires du PLIE ;
- Prise en charge hebdomadaire des bénéficiaires à partir de l'orientation des partenaires professionnels de l'insertion et de l'emploi ;
- Entretiens de diagnostic de situation et d'orientation à la demande des partenaires.
- Accompagnement psychosocial axé sur la réduction des freins à l'emploi ;
- Accompagnement sur le renforcement des compétences, la réduction des craintes liées à l'échec, la réadaptation sociale à l'environnement professionnel, sur les premiers temps du retour à l'emploi. ;
- Accompagnement sur la réalisation effective des démarches de soins repérées comme freins à l'emploi ;
- 8 ateliers de sophrologie en collectif ;
- Réunions trimestrielles de synthèse sur les suivis des bénéficiaires avec les partenaires orienteurs ;
- Comité de pilotage annuel (CAPG, Etat, CAF, citoyens) ;
- L' action est sur une programmation triennale avec la Politique Ville (2024-2027).

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

4. L'association « Grasse a tous les visages » : 1 000 €

Association Grasse a tous les visages régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : Les fleurs de Grasse, Bâtiment S2, 50, route de cannes, 06130 Grasse, identifiée au journal officiel sous le numéro de déclaration n° 20130021 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Maria Eduarda VAZ FERREIRA FERNANDES, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Aider les enfants, les personnes en situation de handicap et les personnes en difficulté en France comme à l'étranger afin d'améliorer leur situation et leur quotidien.

- Intitulé et description du projet :

  - Favoriser l'échange intergénérationnel ;
  - Offrir un encadrement aux plus jeunes ;
  - Sortir du quartier, ouvrir les horizons, découvrir l'autre ;
  - Offrir un espace de parole libre pour les habitants du quartier.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

5. L'association « Initiatives Terres d'Azur » : 9 000 €

Initiatives Terres d'Azur régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro RNA, W061003955 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Dans le cadre de ses missions générales d'outil de développement local : aider à la création, à la reprise et au développement d'entreprises : en favorisant le développement d'activités économiques, créatrices d'emplois sur son territoire d'intervention, en organisant une assistance technique et humaine et en suscitant la mobilisation des moyens financiers nécessaires aux porteurs du projet de création, de reprise ou de premier développement d'une entreprise ; apporter sa contribution et son soutien dans l'accompagnement de personnes demandeurs d'emplois, s'implantant sur des zones dites "difficiles" (ex : zones rurales, quartiers urbains,...) ou de personnes en situation fragilisée, en particulier celles issues de reconversion suite à de fusions / acquisitions / restructurations d'entreprises ; mettre en œuvre de nouvelles formes d'accompagnement des entreprises dans leur positionnement commercial, dans leur capacité de gestion, dans leur développement en général.

- Intitulé et description du projet :

Accueillir les publics éloignés des institutions, les écouter, les informer, les orienter, les sensibiliser à l'entrepreneuriat, les accompagner dans l'émergence de leurs projets, et éventuellement les orienter vers un projet de formation ou d'emploi si l'entreprenariat n'est pas adapté à leur profil et situation et la même façon, accompagner les chefs d'entreprise implantés en QPV et les aider dans le développement de leur activité, développer des actions au travers de plusieurs dispositifs (le Prêt d'honneur Quartier, Ma boite Mon quartier) afin de développer l'activité économique au sein des QPV et quartier en difficulté.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

6. L'association « Fondation Apprentis D'Auteuil » : 2 500 €

Fondation Apprentis d'Auteuil régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 40 rue jean de la fontaine, 75016 Paris, identifiée sous le numéro de SIRET : 775688799 01340, et représentée par son président, Monsieur Jean Marc SAUVE, agissant au nom et pour le compte de ladite fondation en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Une éducation des jeunes à la relation, au respect, à la découverte de l'autre et l'ouverture au monde, à la liberté dans une vie collective. Une communauté éducative rassemblant jeunes, pa—rents, bénévoles et professionnels, qui pensent et agissent ensemble.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Intitulé et description du projet :

  - Prendre confiance et faire confiance ;
  - Améliorer le comportement en groupe des jeunes encadrés ;
  - Transmettre le respect des règles.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

7. L'association « ALTER EGAUX » : 1 000 €

L'association ALTER EGAUX régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon, 06530 Saint Cézaire sur Siagne, identifiée sous le numéro de SIRET : 78929005300022 et représentée par sa Directrice en exercice, Madame BAUCHET Anne-Gael, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Accompagne les organisations publiques et privées dans la mise en œuvre d'une politique d'égalité réelle entre les femmes et les hommes et participe à l'insertion professionnelle des candidats et des candidates sur les métiers en tension.

- Intitulé et description du projet :

Accompagner les femmes éloignées de l'emploi à se projeter dans l'emploi
Lever les freins à leur employabilité et à leur insertion
Sécuriser leur parcours professionnel autour d'un projet viable (emploi ou création d'entreprise)

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

8. L'association « GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES » : 1 500 €

L'association GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 102 C rue Amelot, 75011 Paris 11, identifiée sous le numéro de SIRET : 831236021 00026 et représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Yoann DUMONTET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Cette association a pour objet de soutenir et développer les initiatives d'intérêt général en réponse à un besoin en termes de transition écologique vers une agriculture et une alimentation durable. Elle agit sous les marques Fermes d'Avenir et Les Insatiables.

- Intitulé et description du projet :

  1/ Donner aux jeunes comme aux adultes, sans distinction, le moyen d'être acteur de leur santé en leur transmettant les clefs de compréhension d'une alimentation plaisir et santé (= nutrition) ;
  2/ Faire (re)découvrir toutes les étapes du cycle alimentaire pour (re)donner du sens à la prise alimentaire (= alimentation durable) ;
  3 / Créer du lien social.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

9. L'association « Cie BE » : 1 000 €

L'association Cie BE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 14 allée des joncs, 06800 Cagnes sur Mer, identifiée sous le numéro de SIRET 500 339 114 00034 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Valérie GAUCHER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

La Cie BE utilise des processus artistiques pour interroger la place du sensible dans notre société en utilisant la réflexion, l'expérimentation et la création artistique (labos, performances, évènements...)

- Intitulé et description du projet :

Objectif(s) :
Proposer des projets artistiques « en dehors / en dedans » à destination des habitants des quartiers politiques de la ville (Grasse Grand Centre et Fleurs de Grasse) pour permettre aux habitants QPV un accès vers les structures culturelles existantes sur le territoire. (Musées, salles d'expositions, médiathèque etc...). Ces projets artistiques sont construits en partenariat avec les acteurs et associations en place dans les QPV (centre social, régie de quartier, associations de quartier, conseil citoyen etc...). Ils visent à :

- Renforcer le lien social
- Favoriser la mixité sociale

L'action s'inscrit dans les axes du contrat de ville via « l'accès à la culture pour tous » « l'amélioration du cadre de vie par la création de liens intergénérationnelles, des initiatives citoyennes ».

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

10. L'association « Histoires Vivantes » : 1 000 €

L'association HISTOIRES VIVANTES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison des Associations de Grasse, rue de l'ancien palais de justice 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 47930152500040 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Alexis GAILLARD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Promouvoir la reconstitution historique en France. Aider les personnes qui de par leurs actes et activités font revivre l'Histoire. Une des activités principales de l'association sera l'organisation et la production de spectacles vivants ayant pour thème l'histoire et faisant intervenir les différents acteurs de la reconstitution historique.

- Intitulé et description du projet :

Faire découvrir par l'immersion ludique un lieu culturel, se l'approprier, l'associer désormais à son quotidien, son environnement dans la ville.
Au-delà de la fonction muséale du lieu, c'est aussi son histoire au cœur de la ville, ce patrimoine qui est mis en lumière.
L'objectif de l'association est de mobiliser jusqu'à 24 jeunes issus du QPV pour une poursuite de projet afin d'entrée dans les lieux et espaces culturels de son quartier.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

11. L'association « JARDINS VALEURS SOLIDAIRES » : 4 000 €

L'association JARDINS VALEURS SOLIDAIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, identifiée sous le numéro de SIRET 420400582 00029 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ONIMUS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Développer par l'intermédiaire de ses membres, des actions d'insertion par l'activité économique et de formation centrées sur des activités agricoles et ou sur l'environnement, accompagner la mise en place et le développement de l'emploi salarié, rechercher toute expérimentation susceptible de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté.

- Intitulé et description du projet :

Permettre à des hommes et des femmes à faibles revenus l'accès à des fruits et légumes bio de saison, produits localement : mieux manger pour tous !

-Les animations dispensées en parallèle de la distribution de légumes permettront de sensibiliser le public aux problématiques environnementales, de développement durable, de l'utilité de consommer local tout en sensibilisant sur l'utilité d'une alimentation saine.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

12.L'association « Rugby Olympique Grasse » : 2 000 €

L'association RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, chemin des castors, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET 34207910000018 et représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Philippe BOUQUET DE JOLINIERE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Education sportive de la jeunesse pour pratiquer le rugby.

- Intitulé et description du projet :

Partager des valeurs de partage, d'esprit d'équipe, de respect, de liens intrinsèques au rugby. Développer les pratiques d'un sport collectif afin de donner des clés aux jeunes résidents des QPV pour favoriser l'inclusion sociale. Eduquer en développant les qualités physiques, intellectuelles et morales afin de permettre aux jeunes d'affronter leur vie personnelle et sociale avec une personnalité suffisamment épanouie.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

13. L'association « Boutique de Gestion Côte d'Azur » : 5 610 €

L'Association Boutique de Gestion Côte d'Azur (BGE), régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 11 Place Ile de Beauté – 06300 NICE déclarée à la sous-préfecture le 16 septembre 1976 et parution au journal officiel le 22 septembre 1976 sous le n°17576 et représentée par son Président en exercice,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Monsieur Franck VIALLE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Rendre l'entrepreneuriat accessible à tous.

- Intitulé et description du projet : Bus de l'entreprenariat

C'est un dispositif mobile, itinérant qui permet de renforcer la couverture territoriale des réseaux et de proposer des services au plus proche des lieux de vie ;

Les objectifs sont :
- Détecter des entrepreneurs en devenir et en activité, éloignés des réseaux d'accompagnement ou ne connaissant pas l'offre ;
- Tenir les permanences prévues dans le planning pour couvrir l'intégralité des QPV du Pays de Grasse ;
- Fédérer et impliquer les partenaires de l'entreprenariat en Pays de Grasse dans le cadre des permanences initialement prévues ou à l'occasion d'événements spécifiques auxquels le bus participe ;
- Mesurer l'impact du dispositif mobile ;

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

14.L'association « CIDISOL » : 1 000 €

L'association CIDISOL régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison des associations, 16 rue de l'Ancien Palais de Justice, 06130 Grasse identifiée sous le numéro de SIRET : 83295087700023 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Gaël HAUTE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Faire office de facilitateur ou de coordinateur d'initiatives de développement international et de solidarités, de représentation ou d'interfaçage avec, entre ou en faveur d'organisations non gouvernementales ou gouvernementales, publiques ou privées, ainsi que d'individus porteurs de projets ; organiser et de mettre en œuvre toutes activités et actions, de rechercher des partenaires et parrains, établir des alliances, signer des conventions, ainsi que collecter directement ou indirectement des fonds, dons, donations, legs, subventions et autres soutiens matériels ou financiers permettant de mettre en œuvre des projets et programmes dans les domaines suivants et sans que cette liste soit restrictive : savoirs, agriculture, culture, infrastructures, santé ; initier, organiser, coordonner, nouer des partenariats, soutenir ou promouvoir des événements ou des opérations de développement et de solidarité internationale, territoriale ou locale.

- Intitulé et description du projet :

Lutter contre l'exclusion des jeunes, des familles et des enfants d'un quartier prioritaire en pleine restructuration en garantissant un accès équitable à des activités éducatives, artistiques et culturelles à travers le projet "Mémoire".
-> Préserver et transmettre la mémoire collective d'un quartier Prioritaire en impliquant les jeunes et intergénération dans des activités qui documentent et expriment l'histoire et l'identité du quartier (slam, musique, vidéos, fresque ou expos photos en défilé).
-> Favoriser l'inclusion culturelle et artistique à travers l'expression offerte par le biais du slam couplé à des ateliers créatifs artistiques et culturels renforçant la visibilité de leurs réalisations.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

-> Renforcer les compétences sociales et citoyennes par l'interculturalité, la lutte contre l'illettrisme, l'égalité des genres, l'inclusion du plus grand nombre en se retrouvant autour d'un sujet commun faisant sens pour ses habitants, co-construit avec eux, touchant à leur quotidien.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

15. L'association « FAMILLES ARC EN CIEL » : 1 000 €

L'association FAMILLES ARC EN CIEL régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 64 route de Cannes, Bâtiment les Amaryllis 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 80117539900030 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame BOUKHOBZA Norah, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Organiser des manifestations, des séjours, des activités ou des sorties, d'ordres culturels, sportifs, ou artistiques de façon permanente, promouvoir une large action socio-éducative et culturelle par l'accompagnement des habitants dans leurs démarches administratives, promotions de rencontres interculturelles, intergénérationnelles, inter-quartiers, développer des formations professionnelles et personnelles, organiser un accompagnement scolaire dans le cadre du programme de réussite éducative, soutien à la parentalité.

- Intitulé et description du projet :

- Promouvoir la santé physique et mentale des habitants,
- Maintenir le lien social des habitants,
- Accompagner le public vulnérable,
- Favoriser le développement personnel des habitants en utilisant la nature comme catalyseur pour le bien-être général
- Favoriser le développement social, culturel et communautaire,
- Favoriser l'interaction entre différentes générations,
- Proposer des activités accessibles aux habitants (barrière financière, et physique)
- Promouvoir la créativité des habitants.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ne prend pas part au vote et quitte la salle : Le Président

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - « DEFIE »: 3 000 € ;
  - « ATELIER DU ZERO SIX »: 1 000 € ;
  - « ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE »: 5 000 € ;
  - « GRASSE A TOUS LES VISAGES »: 1 000 € ;
  - « INITIATIVES TERRES D'AZUR »: 9 000 € ;
  - « FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL »: 2 500 € ;
  - « ALTER EGAUX »: 1 000 € ;
  - « GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES »: 1 500 € ;
  - « CIE BE »: 1 000 € ;
  - « HISTOIRES VIVANTES »: 1 000 € ;
  - « JARDINS VALEURS SOLIDAIRES »: 4 000 € ;
  - « RUGBY OLYMPIQUE GRASSE »: 2 000 € ;
  - « BOUTIQUE DE GESTION COTE D'AZUR »: 5 610 € ;
  - « CIDISOL »: 1 000 € ;
  - « FAMILLES ARC EN CIEL »: 1 000 € ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'atelier du zero six régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16 impasse Col Tajasque, 06400 Cannes, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n° 20110017 et représentée par son Président en exercice, Monsieur GUYOMARCH Serge, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à Atelier du zéro six ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Nos olives valent de l'huile à Grasse » conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Nos olives valent de l'huile à Grasse ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 9 000 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDITCOOP NICE

Code banque : 42559 / Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08013084215 / Clé RIB : 75

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association L'atelier du Zéro Six**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD	**Serge GUYOMARCH**
Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Nos olives valent de l'huile à Grasse » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

La structure recourra à l'olivier pour créer des liens entre habitants :

Les habitants des Fleurs de Grasse eux-mêmes et ceux du centre historique, adultes, enfants, familles, personnes âgées.

La structure proposera aux habitants des Fleurs de Grasse et du centre ancien de se rendre en d'autres lieux afin d'accompagner un travail favorisant l'appropriation, par les habitants, de leur patrimoine oléicole.

Collectes : Poursuivre et développer les collectes d'olives sur les Fleurs de Grasse et l'ensemble de la commune de Grasse. Poursuivre les collectes hors les Fleurs de Grasse.

Taille des oliviers : poursuivre et développer l'apprentissage de cette taille par les habitants.

La structure développera une convivialité autour des huiles d'olives : poursuivre les dégustations d'huiles, initier des repas à partir des olives et des huiles d'olives, créer un lien avec le jardin partagé existant.

La structure conduira les habitants à consommer d'avantage d'huile d'olive : travail sur la diététique et la santé, consommer d'avantage d'huile d'olive à un prix supportable.

La structure luttera contre le gaspillage réel et l'idée du gaspillage : ne plus laisser les olives joncher les sols. L'huile d'olive est un produit alimentaire de luxe : cette action peut permettre aux personnes de consommer davantage d'huile d'olive à un prix supportable par toutes les bourses. La structure veillera à permettre aux bénéficiaires de se réapproprier l'environnement de la cité.

B. Public(s) visé(s) :

Environs 300 habitants et partenaires (140 garçons, 160 filles) de 0 à 65 ans et plus.

C. Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE, Les fleurs de Grasse

D. Moyens mis en œuvre :

<u>Matériel :</u>

Les Moyens matériels affectés par la structure à la réalisation de l'action :

- Matériel de collecte (filets, peignes, caisses)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Matériel de taille (échelles ciseau, tronçonneuse
- Véhicule pour acheminer les olives

Partenariat avec :

- La ville de Grasse pour l'utilisation de la salle des associations
- L'aide du service des espaces verts

Humain :

- La structure mettre à disposition de l'action 1 coordonnateur/animateur qui organise les relations avec les partenaires, fixe le calendrier de l'action, accueille les publics lors de toutes les phases de l'action. Il est aidé par un certain nombre de personnes, enseignants, animateurs CLSH, bénévoles, adultes et adhérents de l'association.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

- le nombre de personnes présentes lors des réunions d'information, des collectes, des temps de taille des oliviers et moments conviviaux.

- le nombre de personnes issues des Fleurs de Grasse et d'ailleurs (mixer les populations)

- la quantité d'oliviers collectées et taillées en 2025

- la quantité d'huiles d'olives produites

- la quantité de lieux de collectes et de taille

Indicateurs qualitatifs :

- les avis recueillies lors des temps de collectes, tailles et conviviaux.

- la volonté des bénéficiaires de poursuivre en développant de l'autonomie dans la prise de décision et d'organisation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 800,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 500,00 €	
Prestations de services	200,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	500,00 €
Achats matières et fournitures	400,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	200,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
61 - Service extérieurs 200,00 €		74 - Subventions d'exploitation 7 000,00 €	
Locations	0,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	3 000,00 €
Entretien et réparation	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	3 000,00 €
Assurance	150,00 €	Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Documentation	50,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	0,00 €
62 - Autres services extérieurs 1 300,00 €		Communautés de communes ou d'agglomérations	2 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00 €	06-CA DU PAYS DE GRASSE	2 000,00 €
Publicité, publication	300,00 €	Commune(s)	0,00 €
Déplacements, Missions	1 000,00 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	2 000,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-CAF	2 000,00 €
63 - Impôts et taxes		Etablissements publics	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0,00 €
64 - Charges de personnel 4 500,00 €		Aides privées (fondation)	0,00 €
Rémunération des personnels	4 000,00 €	Autres établissements publics	0,00 €
Charges sociales	500,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel	0,00 €	756.Cotisations	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante		758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
Charges financières	0,00 €	Produits financiers	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
Charges exceptionnelles	0,00 €	Produits exceptionnels	0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 200,00 €		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Dotation aux amortissements	200,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	Transfert de charges	0,00 €
Charges indirectes 500,00 €		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement	500,00 €	Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	0,00 €
Frais financiers	0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 1 500,00 €	
Autres charges indirectes	0,00 €	870 - Bénévolat	1 000,00 €
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €	871 - Prestations en nature	0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 1 500,00 €		875 - Dons en nature	500,00 €
860 - Secours en nature	500,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €		
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	1 000,00 €		
Total des Charges	**9 000,00 €**	**Total des ressources**	**9 000,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

l'association DEFIE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 5 avenue font Laugière 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n° 20050034 et représentée par son Président en exercice, Monsieur POUGET Jean-Marie, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à DEFIE ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Equipe urbaine de gestion des déchets aux abords des PDV de Grasse Centre » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Equipe urbaine de gestion des déchets aux abords des PDV de Grasse Centre ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **3 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 95 285 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CAISSE D EPARGNE CE COTE D AZUR

Code banque : 18315 / Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08000978413 / Clé RIB : 50

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association DEFIE

Le Président,

Jean-Marie POUGET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Equipe urbaine de gestion des déchets aux abords des PDV de Grasse centre » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable et de cohésion sociale. Répondant à deux des axes principaux du contrat de ville 2025 - 2030, ainsi, qu'aux problèmes identifiés au QPV centre ville de Grasse par les habitants et les élus sur la gestion des déchets aux abords des PDV.

ACTION : Mise en place d'une brigade de nettoyage de proximité, par et pour les habitants du quartier.

La brigade interviendra sur site directement au sein du quartier pour réaliser le nettoyage et le tri des déchets dans les points d'apports et aux abords (rue annexes).

REALISATION : Recrutement de jusqu'à trois demandeurs d'emploi du territoire via le financement de 3 postes

(ETP 2.74) sur la plage horaire 16h - 21h, 5 jours par semaine durant l'année 2025 (du 1er avril au 31 décembre 2025).

RECRUTEMENT : Accompagnement par l'insertion professionnel pour identifier et accompagné des habitants crée un engagement au quartier sur le temp long. Chantier d'insertion.

PARTENARIAT : Gestion Urbaine de Proximité de la ville de Grasse, PLIE pour l'insertion, Régie de quartier pour la réutilisation de certain déchets, création d'un cercle vertueux. Les ambassadeurs du service collecte de la CAPG et Ville, les commerçants du Grand Centre.

B. Public(s) visé(s) :

Cette action vise à sensibiliser par l'action et des ateliers les habitants résidents QPV Grand Centre environs 6 000 habitants, public mixte.

C. Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE.

D. Moyens mis en œuvre :

<u>Matériel :</u>

Les Moyens matériels affectés par la structure à la réalisation de l'action :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Equipements pour le ramassage et trie des déchets (sacs, gants, gilets de sécurité, canne de ramassages, balais, pelle de ramassage, Equipement de protection individuelle)

Humain :

- Un encadrant technique pédagogique et social afin d'assurer l'encadrement et la formation technique des salariés en transition (demandeurs d'emploi)
- Trois salariés en transition pour réaliser le travail attendu
- Un coordinateur technique pour coordonner les plannings et assurer les relations avec les donneurs d'ordres
- Un conseiller en insertion professionnelle pour assurer l'accueil, le suivi et l'accompagnement
- Une coordinatrice pédagogique pour assurer et organiser les temps de formation des salariés en transition
- Une équipe pour assurer le fonctionnement administratif et financier (auxiliaire administratif, comptable directeur)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

- Evolution des tonnages des points d'apports

- Quantités de déchets à revaloriser (recyclerie etc...)

- Evolution du nombre de participants aux ateliers de sensibilisation / sujet de concertation centre ancien

Indicateurs qualitatifs :

- Relevé d'avis chez les commerçants du vieux centre pour connaitre l'impact réel (Avant/après dispositif)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Commenté [LC1]: Manque des éléments dans le total des subventions total à 95k pour 47k en sous-total ???

7. Budgets du projet

Année 2025

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 2 385,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 €	
Prestations de services	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
Achats matières et fournitures	2 054,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 €	
Autres fournitures	331,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
61 - Service extérieurs 1 225,00 €		74 - Subventions d'exploitation 95 285,00 €	
Locations	113,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	39 700,00 €
Entretien et réparation	66,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	39 700,00 €
Assurance	1 046,00 €	Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Documentation	0,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	3 980,00 €
62 - Autres services extérieurs 979,00 €		06-ALPES-MARITIMES (DEPT)	3 980,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	505,00 €	Communautés de communes ou d'agglomérations	3 349,00 €
Publicité, publication	26,00 €	06-CA DU PAYS DE GRASSE	3 349,00 €
Déplacements, Missions	245,00 €	Commune(s)	0,00 €
Services bancaires, autres	203,00 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	0,00 €
63 - Impôts et taxes 2 654,00 €		Etablissements publics	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	2 420,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Autres impôts et taxes	234,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	48 256,00 €
64 - Charges de personnel 86 761,00 €		Aides privées (fondation)	0,00 €
Rémunération des personnels	73 987,00 €	Autres établissements publics	0,00 €
Charges sociales	12 284,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 0,00 €	
Autres charges de personnel	490,00 €	756.Cotisations	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 €		758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
66 - Charges financières 298,00 €		76 - Produits financiers 0,00 €	
Charges financières	298,00 €	Produits financiers	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 €		77 - Produits exceptionnels 0,00 €	
Charges exceptionnelles	0,00 €	Produits exceptionnels	0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 983,00 €		78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 €	
Dotation aux amortissements	983,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 €		79 - Transfert de charges 0,00 €	
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	Transfert de charges	0,00 €
Charges indirectes 0,00 €		Ressources propres affectées au projet 0,00 €	
Charges fixes de fonctionnement	0,00 €		
Frais financiers	0,00 €		
Autres charges indirectes	0,00 €		
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €		
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 €			
860 - Secours en nature	0,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €		
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	0,00 €		
		Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	0,00 €
		87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €	
		870 - Bénévolat	0,00 €
		871 - Prestations en nature	0,00 €
		875 - Dons en nature	0,00 €
Total des Charges	**95 285,00 €**	**Total des ressources**	**95 285,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d'engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé (ARPAS) régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 19 Avenue Auguste Renoir, La Sainte Luce A, 06800 Cagnes sur Mer, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n° 20090032 et représentée par son Président en exercice, Monsieur GREGORIO Reinaldo, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à ARPAS ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025 ;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle » conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **5 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 15 615

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

€ dont 140 € de contributions en nature, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR

Code banque : 18315 / Code guichet : 10000

Numéro de compte : 080023786447 / Clé RIB : 30

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 17 : Suspension

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

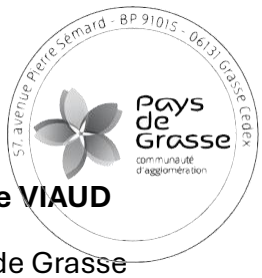
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le 03 avril 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,



Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Agence Régional pour la Promotion des Actions de Santé

Le Président,

Reinaldo GREGORIO

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « « Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

A partir d'une cellule d'écoute, d'accompagnement et d'orientation:

Réduire les freins à l'emploi en lien avec des situations de souffrance psychologique ou des problématiques de santé.

Renforcer les compétences psychosociales en vue de l'accès à l'emploi, la formation.

Renforcer spécifiquement les parcours d'insertion professionnelle des bénéficiaires du PLIE.

Prise en charge hebdomadaire des bénéficiaires à partir de l'orientation des partenaires professionnels de l'insertion et de l'emploi.

Entretiens de diagnostic de situation et d'orientation à la demande des partenaires.

Accompagnement psychosocial axé sur la réduction des freins à l'emploi.

Accompagnement sur le renforcement des compétences, la réduction des craintes liées à l'échec, la réadaptation sociale à l'environnement professionnel, sur les premiers temps du retour à l'emploi.

Accompagnement sur la réalisation effective des démarches de soins repérées comme freins à l'emploi.

8 ateliers de sophrologie en collectif.

Réunions trimestrielles de synthèse sur les suivis des bénéficiaires avec les partenaires orienteurs.

Comité de pilotage annuel (CAPG, Etat, CAF, citoyens).

L' action est sur une programmation triennale avec la Politique Ville (2024-2027).

Public(s) visé(s) :

30 personnes issues des QPV. 10 Hommes-20 Femmes âgés de 26 ans et plus.

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE, Les fleurs de Grasse

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les Moyens matériels affectés par la structure à la réalisation de l'action :

Locaux réception des publics: France services les Aspres, nos locaux au 18 chemin de Camperousse, le Plan de Grasse pour les collectifs.

Humain :

Moyens humains (0.18 ETP) : 1 psychologue, 1 sophrologue, 2 administratifs.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de personnes, de collectifs, de réunions partenariales.

Durée des suivis, nombre de personnes entrées sur l'exercice/nombre de personnes sur le retour à l'emploi en consolidation.

Indicateurs qualitatifs :

Nature des difficultés des bénéficiaires traitées, orientations effectives sur les soins, assiduité, résultats sur l'accès à l'emploi, la formation.

Rapport d'activité annuel. Comité de pilotage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	68	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	68	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation [2]	15270
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1659	Politique ville	9270
Locations	1380		
Entretien et réparation	204		
Assurance	75	Conseil-s Régional(aux) :	25000
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	1186	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	940		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	246	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	6000
Services bancaires, autres		CAPG	6000
63 - Impôts et taxes	549		
Impôts et taxes sur rémunération	416		
Autres impôts et taxes	133	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	10753	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7573	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2698	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	482	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	1261	Ressources propres	205
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	15475	TOTAL DES PRODUITS	15475

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	140	871 - Prestations en nature	140
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	15615	TOTAL	15615

La subvention sollicitée de 6000 €, objet de la présente demande représente 38.5 % du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

Association Grasse a tous les visages régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Les fleurs de Grasse, Bâtiment S2, 50, route de cannes, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n° 20130021 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Maria Eduarda VAZ FERREIRA FERNANDES, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à Grasse a tous les visages ;

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Actions d'accompagnement des publics vulnérables du quartier des Fleurs de Grasse » conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Actions d'accompagnement des publics vulnérables du quartier des Fleurs de Grasse ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 25 834 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL

Code banque : 10278 / Code guichet : 08955

Numéro de compte : 00021078601 / Clé RIB : 37

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Grasse a tous les visages

La Présidente,

Maria Eduarda VAZ FERREIRA FERNANDES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Actions d'accompagnement des publics vulnérables du quartier des fleurs de Grasse » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Favoriser l'échange intergénérationnel

Offrir un encadrement aux plus jeunes

Sortir du quartier, ouvrir les horizons, découvrir l'autre

Offrir un espace de parole libre pour les habitants du quartier

Public(s) visé(s) :

150 habitants du QPV les Fleurs de Grasse

Localisation :

Quartier Politique de la Ville, Les fleurs de Grasse

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Matériel de cuisine : 2 cafetières, deux fours, un frigo

Tables chaises

Matériel de coutures : 4 machines à coudres, ciseaux, fils, tissu de raccord

Humain :

14 bénévoles

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de personnes, de collectifs, de réunions partenariales.

Durée des suivis, nombre de personnes entrées sur l'exercice/nombre de personnes sur le retour à l'emploi en consolidation.

Indicateurs qualitatifs :

Nature des difficultés des bénéficiaires traitées, orientations effectives sur les soins, assiduité, résultats sur l'accès à l'emploi, la formation.

Rapport d'activité annuel. Comité de pilotage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Grasse à tous les visages - BUDGET PREVISIONNEL 2025			
Charges		**Produits**	
Achat de matières première et fournitures		**Subvention d'exploitation**	
Principalement de la nouritures pour les repas partagés, soirée jeunesse (boissons), ateliers cuisines. ACTIONS 1, 2 et 4	12 900,00 €	Subvention Politique de la ville ETAT	8 000,00 €
Des dépenses liées également à l'achat de fournitures pour les ateliers de coutures (fils, épingles, aiguilles, ciseaux, raccord etc...)		Communauté d'agglomération du pays de Grasse - Politique de la ville	4 000,00 €
Trousse de secours (pharmacie)	30,00 €	CAF	8 000,00 €
Ramettes de papier et encres de photocopieurs pour les documents de l'associations	150,00 €	**Don en nature**	
Locations		Montant locatif de l'espace utilisé par l'association à titre gracieux sur l'année	5 834,00 €
Machine professionnelles prévues pour les animations durant l'année (machine de barbe à papa)	1 000,00 €		
Frais d'assurance	100,00 €		
Autres services exterieurs			
Location de transports pour les sorties annuelles (bus, vanne)	7 000,00 €		
Frais bancaires	54,00 €		
Autres charges courantes			
Frais d'achats de tickets d'entrée pour les parcs, espaces culturels prévues dans les sorties (exemple OK CORRAL, Grotte COSQUER à marseille)	4 600,00 €		
TOTAL	**25 834,00 €**		**25 834,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d'engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

Initiatives Terres d'Azur régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro RNA, W061003955 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à Initiatives Terres d'Azur ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « L'entreprenariat dans les quartiers prioritaires politique de la ville » conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « L'entreprenariat dans les quartiers prioritaires politique de la ville ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **9 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 64 000 € dont 5000€ en contributions volontaires en nature, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL

Code banque : 10278 / Code guichet : 08955

Numéro de compte : 00022451940 / Clé RIB : 95

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Initiative Terres d'Azur

Le Président,

Henri ALUNNI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « L'entreprenariat dans les quartiers prioritaires politique de la ville » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Accueillir les publics éloignés des institutions, les écouter, les informer, les orienter, les sensibiliser à l'entrepreneuriat, les accompagner dans l'émergence de leurs projets, et éventuellement les orienter vers un projet de formation ou d'emploi si l'entreprenariat n'est pas adapté à leur profil et situation et la même façon, accompagner les chefs d'entreprise implantés en QPV et les aider dans le développement de leur activité, développer des actions au travers de plusieurs dispositifs (le Prêt d'honneur Quartier, Ma boite Mon quartier) afin de développer l'activité économique au sein des QPV et quartier en difficulté.

Public(s) visé(s) :

70 habitants du QPV

Localisation :

Quartier Politique de la Ville, Les fleurs de Grasse et Grasse Grand Centre

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Ordinateur portable, téléphone portable et accès internet

Humain :

Equipe de 6 personnes (dont 2 alternants) au sein d'Initiative Terres d'Azur avec une chargée de mission référent. Mobilisation des partenaires et experts bénévoles lors de l'accompagnement des porteurs de projet et chefs d'entreprise et lors des actions collectives. Les bureaux d'Initiative Terres d'Azur étant très proches des deux QPV et positionnés de manière centrale seront également un lieu de rencontres individuelles et collectives. De plus, étant hébergée au sein d'une pépinière d'entreprise, Initiative Terres d'Azur facilitera les rencontres entre les porteurs de projet et les jeunes entrepreneurs. La directrice et les chargés de missions d'Initiative Terres d'Azur sont à disposition pour soutenir et conseiller selon leurs compétences la chargée de mission référent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de personnes, de collectifs, de réunions partenariales.

Durée des suivis, nombre de personnes entrées sur l'exercice/nombre de personnes sur le retour à l'emploi en consolidation.

Indicateurs qualitatifs :

Nature des difficultés des bénéficiaires traitées, orientations effectives sur les soins, assiduité, résultats sur l'accès à l'emploi, la formation.

Rapport d'activité annuel. Comité de pilotage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 500,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
Achats matières et fournitures	500,00 €		
Autres fournitures	0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	
61 - Service extérieurs		Dotations et produits de tarification	0,00 €
Locations	0,00 €		
Entretien et réparation	0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 41 000,00 €	
Assurance	0,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	10 000,00 €
Documentation	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	10 000,00 €
62 - Autres services extérieurs 4 500,00 €		Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	0,00 €
Publicité, publication	1 500,00 €	Communautés de communes ou d'agglomérations	31 000,00 €
Déplacements, Missions	1 000,00 €	06-CA DU PAYS DE GRASSE	31 000,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €	Commune(s)	0,00 €
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	Etablissements publics	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
64 - Charges de personnel 49 000,00 €		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0,00 €
Rémunération des personnels	35 000,00 €	Aides privées (fondation)	0,00 €
Charges sociales	14 000,00 €	Autres établissements publics	0,00 €
Autres charges de personnel	0,00 €		
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de gestion courante	0,00 €		
66 - Charges financières		756.Cotisations	0,00 €
Charges financières	0,00 €	758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles		750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
Charges exceptionnelles	0,00 €		
68 - Dotation aux amortissements		76 - Produits financiers	
Dotation aux amortissements	0,00 €	Produits financiers	0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés			
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	
		Produits exceptionnels	0,00 €
Charges indirectes 5 000,00 €			
Charges fixes de fonctionnement	5 000,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Frais financiers	0,00 €		
Autres charges indirectes	0,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €		
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 5 000,00 €		79 - Transfert de charges	
		Transfert de charges	0,00 €
860 - Secours en nature	0,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €	Ressources propres affectées au projet 18 000,00 €	
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	5 000,00 €	Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	18 000,00 €
		87 - Contributions volontaires en nature 5 000,00 €	
		870 - Bénévolat	5 000,00 €
		871 - Prestations en nature	0,00 €
		875 - Dons en nature	0,00 €
Total des Charges	**64 000,00 €**	**Total des ressources**	**64 000,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

Fondation Apprentis d'Auteuil régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 40 rue jean de la fontaine, 75016 Paris, identifiée sous le numéro de SIRET : 775688799 01340, et représentée par son président, Monsieur Jean Marc SAUVE, agissant au nom et pour le compte de ladite fondation en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, la fondation.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à Fondation Apprentis d'Auteuil;

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « J'assure » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, la fondation bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « J'assure ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec la fondation pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par la fondation ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, la fondation peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

la fondation notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **2 500 €,** au regard du montant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 5 547 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par la fondation de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : SOCIETE GENERALE

Code banque : 30003 / Code guichet : 03383

Numéro de compte : 00050055252 / Clé RIB : 73

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

La fondation s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la fondation. Ces documents sont signés par le Président de la fondation ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. la fondation s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

La fondation s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec la fondation de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à la fondation.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, la fondation octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

La fondation est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

la fondation est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

La fondation s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. La fondation s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de la fondation des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la fondation s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

La fondation s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

La fondation informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

La fondation déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, la fondation s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la fondation, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 17 : Suspension

La fondation peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à la fondation n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par la fondation sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la fondation et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe la fondation de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la fondation. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de la fondation auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

La fondation dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si la fondation introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le 3 avril 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour la Fondation Apprentis d'Auteuil

Le Président,

Jean Marc SAUVE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

La fondation s'engage à mettre en œuvre le projet « J'assure » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

- Prendre confiance et faire confiance
- Améliorer le comportement en groupe des jeunes encadrés
- Transmettre le respect des règles

Public(s) visé(s) :

16 jeunes en partie issus du QPV Grasse grand centre et Fleurs de Grasse

Localisation :

QPV Grasse

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Equipement de grimpe (baudriers, casques, chaussons) pour l'ensemble des membres du groupe

Location minibus 9 places + voiture de service par le centre de formation

Humain :

Encadrement d'un professionnel de l'escalade agréé en présence du formateur technique

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par la fondation comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe la fondation de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe la fondation de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de jeunes par atelier, nombre d'atelier d'encadrement

Indicateurs qualitatifs :

Questionnaire de suivi en amont et après les ateliers

Evolution de l'attitude des jeunes après les ateliers

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

	Coût prévu
60 - ACHATS	**3 417,00 € HT**
Prestations de services	2 952,00 €
Achats matières et fournitures	465,00 €
Autres fournitures	0,00 €
61 - SERVICE EXTÉRIEURS	**0,00 € HT**
Locations	0,00 €
Entretien et réparation	0,00 €
Assurance	0,00 €
Documentation	0,00 €
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**900,00 € HT**
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00 €
Publicité, publication	0,00 €
Déplacements, Missions	900,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	**0,00 € HT**
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	**1 230,00 € HT**
Rémunération des personnels	1 230,00 €
Charges sociales	0,00 €
Autres charges de personnel	0,00 €
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**0,00 € HT**
Autres charges de gestion courante	0,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Coût prévu
66 - CHARGES FINANCIÈRES	**0,00 € HT**
Charges financières	**0,00 €**
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00 € HT**
Charges exceptionnelles	**0,00 €**
68 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	**0,00 € HT**
Dotation aux amortissements	**0,00 €**
69 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (IS) ; PARTICIPATION DES SALARIÉS	**0,00 € HT**
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	**0,00 €**
CHARGES INDIRECTES	**0,00 € HT**
Charges fixes de fonctionnement	**0,00 €**
Frais financiers	**0,00 €**
Autres charges indirectes	**0,00 €**
Exédent prévisionnel (bénéfice)	**0,00 €**
86 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	**0,00 € HT**
860 – Secours en nature	**0,00 €**
861 – Mise à disposition gratuite de biens et services	**0,00 €**
862 – Prestations	**0,00 €**
864 – Personnel bénévole	**0,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Financement prévu
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	**0,00 €**
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	**0,00 €**
73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	**0,00 €**
Dotations et produits de tarification	**0,00 €**
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**5 547,00 €**
Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	**2 800,00 €**
06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	2 800,00 €
Conseil-s Régional(aux)	**0,00 €**
Conseil-s Départemental (aux)	**0,00 €**
Communautés de communes ou d'agglomérations	**2 747,00 €**
06-CA DU PAYS DE GRASSE	2 747,00 €
Commune(s)	**0,00 €**
Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	**0,00 €**
Etablissements publics	**0,00 €**
Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	**0,00 €**
L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	**0,00 €**
Aides privées (fondation)	**0,00 €**
Autres établissements publics	**0,00 €**
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**0,00 €**
756.Cotisations	**0,00 €**
758.Dons manuels - Mécénat	**0,00 €**
750.Autres produits de gestion courante	**0,00 €**
76 - PRODUITS FINANCIERS	**0,00 €**
Produits financiers	**0,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Financement prévu
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00 €**
Produits exceptionnels	**0,00 €**
78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**0,00 €**
789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	**0,00 €**
79 - TRANSFERT DE CHARGES	**0,00 €**
Transfert de charges	**0,00 €**
RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET	**0,00 €**
Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	**0,00 €**
87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	**0,00 €**
870 - Bénévolat	**0,00 €**
871 - Prestations en nature	**0,00 €**
875 - Dons en nature	**0,00 €**

TOTAL DEPENSES **5 547,00 €** HT	TOTAL RECETTES **5 547,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association ALTER EGAUX régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon, 06530 Saint Cézaire, identifiée sous le numéro de SIRET : 78929005300022 et représentée par sa Directrice en exercice, Madame BAUCHET Anne-Gaël, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à ALTER EGAUX ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « XPLORE 2.0 » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « XPLORE 2.0 ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 15 000€, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : LA BANQUE POSTALE

Code banque : 20041 / Code guichet : 01008

Numéro de compte : 2763325D029 / Clé RIB : 43

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association ALTER EGAUX

La Directrice,

Anne-Gael BAUCHET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « XPLORE 2.0 » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Accompagner les femmes éloignées de l'emploi à se projeter dans l'emploi

Lever les freins à leur employabilité et à leur insertion

Sécuriser leur parcours professionnel autour d'un projet viable (emploi ou création d'entreprise)

Public(s) visé(s) :

Le dispositif vise 10 femmes en QPV éloignées de l'emploi pour diverses raisons.

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE et FLEURS DE GRASSE.

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

La CAPG facilite l'accès aux salles municipales et le stade pour l'organisation des ateliers.

Humain :

Pour l'animation du dispositif : une chargée de mission est mobilisée sur la base d'un équivalent temps plein de 3 mois sur la CAPG.

Pour le soutien administratif : une assistante administrative et la direction d'Alter Egaux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes touchés, suivies dans les ateliers

- Nombre de parcours engagés

Indicateurs qualitatifs :

A la fin de l'accompagnement, nous visons les objectifs qualitatifs suivants :

- 100% des bénéficiaires suivies jusqu'à la fin de l'accompagnement auront un projet professionnel singulier et adapté à leurs aspirations et profil.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Projet n°....

6. Budget[5] du projet

Année 2025 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire projet pluriannuel

Suppression du budget projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	500	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	500	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	15 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	200	Politique de la Ville	5 000
Locations	50		
Entretien et réparation			
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	50		
62 - Autres services extérieurs	2 300	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	750		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	50	CAPG	10 000
63 - Impôts et taxes	300		
Impôts et taxes sur rémunération	300		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	11 700	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7 900	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	3 800	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	15 000	**TOTAL DES PRODUITS**	15 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	2 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	3 000	871 - Prestations en nature	3 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	2 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	5 000	**TOTAL**	5 000

La subvention sollicitée de 10000€, objet de la présente demande représente 66,00% du total des produits du projet

(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 102 C rue Amelot, 75011 Paris 11, identifiée sous le numéro de SIRET : 831236021 00026 et représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Yoann DUMONTET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES;

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Les Insatiables : De la graine à l'assiette 2025 » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Les Insatiables : De la graine à l'assiette 2025 ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 500 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 18 419 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : LA SOCIETE GENERALE

Code banque : 30003 / Code guichet : 00808

Numéro de compte : 00050042253 / Clé RIB : 95

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association

GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES

Le Directeur,

Yoann DUMONTET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Les Insatiables : De la graine à l'assiette 2025 » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Objectif général 1/ Donner aux jeunes comme aux adultes, sans distinction, le moyen d'être acteur de leur santé en leur transmettant les clefs de compréhension d'une alimentation plaisir et santé (= nutrition)

Objectif général 2/ Faire (re)découvrir toutes les étapes du cycle alimentaire pour (re)donner du sens à la prise alimentaire (= alimentation durable)

Objectif général 3 / Créer du lien social

Public(s) visé(s) :

cible : 80 (Théoriquement nous devrions toucher 20 prs*4 marchés + minimum 18 prs durant le cycle = 98 personnes issues des QPV.

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE et FLEURS DE GRASSE.

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

- des lieux adaptés comme une cuisine et une salle à disposition pour les séances

- denrées et fournitures de cuisine pour l'atelier de cuisine et les accueils conviviaux lors des autres ateliers, conforment à la charte d'Eco responsabilité de l'association* ;

- tabliers en coton biologique ;

- kakemono

- 2 grandes tables d'extérieur pour les temps forts

- du matériel de cuisine mobile pour l'atelier cuisine en extérieur

- des denrées

- fournitures administratives ;

- des lots pour le quiz

- un bus pour le transport à la visite du jardin

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Humain :

- 1 cheffe de projet : dédiée à la mise en œuvre du projet et responsable du développement des actions. Interlocuteur privilégié des financeurs et des partenaires, la cheffe de projet prépare le projet en amont (étape préparatoire, diagnostic), déploie les actions, coordonne les partenariats locaux et est directement responsable de la logistique et de l'organisation des actions.

- 1 responsable régionale : appuie la cheffe de projets sur la programmation territoriale, la gestion administrative et participe aux comités de pilotage.

- 1 équipe centrale permettant d'assurer des fonctions transverses :

> Directeur des Insatiables : encadre l'équipe et pilote le projet

Les Insatiables à l'échelle nationale

> Responsable du développement : en charge de la création de nouveaux partenariats privés et institutionnels, aux échelles nationales et locales

> Responsable administratif et financier : interlocuteur sur les questions administratives et juridique, assure le suivi budgétaire et financier du projet ;

> Responsable communication : en charge de la stratégie, des supports et des relations presse.

> 2 Responsables impact : en charge d'uniformiser les outils de mesure d'impact

- des intervenants spécifiques (producteur ou artisan, diététicien.ne, chef.fe de cuisine)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes impactées, suivies dans les ateliers

- Nombre de parcours engagés

Indicateurs qualitatifs :

A la fin de l'accompagnement, nous visons les objectifs quantitatifs suivants :

- 100% des bénéficiaires suivies jusqu'à la fin de l'accompagnement auront un projet professionnel singulier et adapté à leurs aspirations et profil.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Dans le cadre d'une demande, dupliquer autant de fois que nécessaire si les budgets annuels sont différents.

5. Budget[1] de l'association

Année 2025 ou exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	499 752	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	55 684	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	2 932 000
Etudes et prestations	444 068	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	4 719 (DEPT)
61 - Services extérieurs	417 100		
Locations	65 000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	5 100		
Sous traitance générale	347 000		
62 - Autres services extérieurs	239 148	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 500		
Publicité, publication	7 000		
Déplacements, missions	190 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	40 648	CAPG	2 700
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	3 000
64 - Charges de personnel	1 757 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	2 393 821
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	527 760
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	19 000	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	2 932 000	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	2 932 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	0	**TOTAL DONT CVN**	0

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association Cie BE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 14 allée des joncs, 06800 Cagnes sur Mer, identifiée sous le numéro de SIRET : 500 339 114 00034 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Valérie GAUCHER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à CIE BE;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Sensibilis Quartier Politique de la ville » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Sensibilis Quartier Politique de la ville ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 54 190 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : LA BANQUE POSTALE

Code banque : 20041 / Code guichet : 01008

Numéro de compte : 1938512T029 / Clé RIB : 48

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le 03 avril 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association CIE BE

La Présidente,

Valérie GAUCHER

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « SENSIBILIS Quartier Politique de la ville » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Proposer des projets artistiques « en dehors / en dedans » à destination des habitants des quartiers politiques de la ville (Grasse Grand Centre et Fleurs de Grasse) pour permettre aux habitants QPV un accès vers les structures culturelles existantes sur le territoire. (musée, salles d'expositions, médiathèque etc...) En partenariat avec les acteurs et associations en place dans les QPV (centre social, régie de quartier, associations de quartier, conseil citoyen etc...)

- Renforcement du lien social
- Porte d'entrée supplémentaire pour les habitants QPV vers la culture du droit commun
- Possibilité d'ouverture, mixité sociale
- L'action s'inscrit dans les axes du contrat de ville via « l'accès à la culture pour tous » « l'amélioration du cadre de vie par la création de liens intergénérationnelles, des initiatives citoyennes »

Public(s) visé(s) :

100 personnes habitants QPV

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE et FLEURS DE GRASSE.

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Partenariat avec la municipalité de Grasse pour le matériel et les accès extérieur et intérieur des lieux culturels.

Humain :

- une référente du projet Caroline Duval, un ou deux artistes, Sandra Fasola chargée du développement de la cie, un service civique

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

- fréquentation des habitants lors de la journée de clôture

Indicateurs qualitatifs :

- fréquentation des habitants après Sensibilis des lieux de culture (les opérateurs culturels avec qui ils ont collaboré pendant la résidence avec l'artiste)

- retours d'expérience et témoignages des habitants auprès des référents qui les ont accompagnés

- appropriation de l'action et demande de reconduction par les habitants

- transmission et enrichissement d'expériences entre artistes et habitants- habitants et lieux de vie- habitants et lieux de culture

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année ou exercice du 07/12/2 au 05/07/20

Budget supplémentaire projet pluriannuel

Suppression du budget projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1000
Achats matières et fournitures	560	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation [2]	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		DRAC PACA	25000
Locations	1100		
Entretien et réparation			
Assurance	130	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Région 06	10000
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14000	conseil départemental 06	3000
Publicité, publication	500	réseau parentalité dpt 06	450
Déplacements, missions	3500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		carros 1000 St raphaël 1000	2000
63 - Impôts et taxes		capg	3000
Impôts et taxes sur rémunération	400		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	8000
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	22000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	740
Charges sociales	12000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	1000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	54190	TOTAL DES PRODUITS	54190

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	600	871 - Prestations en nature	600
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de 1800 €, objet de la présente demande représente 3 % du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association HISTOIRES VIVANTES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison des Associations de Grasse, rue de l'ancien palais de justice 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 47930152500040 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Alexis GAILLARD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à HISTOIRES VIVANTES ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « QuartierS d'HistoireS » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « QuartierS d'HistoireS ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 6 000 € dont 1000€ en contributions volontaires en nature, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : BNP PARIBAS

Code banque : 300004 / Code guichet : 01293

Numéro de compte : 00010179983 / Clé RIB : 75

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association HistoireS VivanteS

Le Président,

Alexis GAILLARD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « QuartierS d'HistoireS » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Faire découvrir par l'immersion ludique un lieu culturel, se l'approprier, l'associer désormais à son quotidien, son environnement dans la ville.

Au-delà de la fonction muséale du lieu, c'est aussi son histoire au cœur de la ville, ce patrimoine qui est mis en lumière.

L'objectif de l'association est de mobiliser jusqu'à 24 jeunes issus du QPV pour une poursuite de projet afin d'entrée dans les lieux culturels et espaces culturels de son quartier.

Public(s) visé(s) :

80 adolescents de 11 à 17 ans habitants QPV

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE et FLEURS DE GRASSE.

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

1 minibus de 7 places

Humain :

2 salariés de l'association en CDI

1 salarié animateur en CDD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Evaluer la période d'inscription

Le nombre d'inscrits et les partenariats avec les structures via les actions menées

Evaluer le nombre de familles informées

Evaluer le nombre de jeunes qui vont au bout du projet (phase 3)

Indicateurs qualitatifs :

L'association cherche à fédérer des jeunes autours de projet ludique et immersif voué à découvrir l'histoire et le patrimoine de la ville de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Projet n° 1

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	880	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	360	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	520	**74 - Subventions d'exploitation [6]**	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	380	ETAT POL VILLE 06	1200
Locations	190		
Entretien et réparation			
Assurance	120	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	70	drac	1000
62 - Autres services extérieurs	420	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	30		
Déplacements, missions	390	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CAPG	2800
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3170	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	2960	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	210	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement	150		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5000	**TOTAL DES PRODUITS**	5000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	200
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	200	871 - Prestations en nature	300
862 - Prestations	300		
864 - Personnel bénévole	500	875 - Bénévolat	500
TOTAL	6000	**TOTAL**	6000

La subvention sollicitée de 2800 **€, objet de la présente demande représente** 56 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association JARDINS VALEURS SOLIDAIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas, 06370 Mouans Sartoux, identifiée sous le numéro de SIRET : 420400582 00029 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ONIMUS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à JARDINS VALEURS SOLIDAIRES;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Accessibilité alimentaire en faveur des plus démunis » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Accessibilité alimentaire en faveur des plus démunis ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **4 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 46 764 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF

Code banque : 42559 / Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08003776154 / Clé RIB : 92

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Jardins Valeurs Solidaires

Le Président,

Henri ONIMUS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Accessibilité alimentaire en faveur des plus démunis » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Permettre à des hommes et des femmes à faible revenu l'accès à des fruits et légumes bio de saison, produits localement : mieux manger pour tous ! -Les animations dispensées en parallèle de la distribution de légumes permettent de sensibiliser le public aux problématiques environnementales, de développement durable, de l'utilité de consommer local tout en sensibilisant sur l'utilité d'une alimentation saine.

Public(s) visé(s) :

150 Habitants QPV Grand Centre / mixité de la population

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

les sites de productions agricoles des JVS (1,8 hectares de maraichage) le matériel agricole des JVS (tracteur, motoculteur, petit matériel manuel) les véhicules utilitaires, nécessaire pour les livraison les locaux des JVS (atelier de conditionnement, bureau, chambres froides...)

Humain :

1) salariés et bénévoles de l'association: Les membres du conseil d'administration, représentants légaux de l'association. Les salariés permanents, porteurs du projet pour l'ingénierie et la logistique au quotidien (montage du projet, suivi du projet et relation avec les partenaires). Les salariés bénéficiaires du chantier d'insertion pour la réalisation du projet (production, conditionnement et livraison).

2) les partenaires extérieurs: les structures à vocation sociale pour appuyer le projet, le communiquer à leurs bénéficiaires et faire un relais dans les quartiers concernés ou nous ne sommes pas implantés (CCAS de Mouans-Sartoux, Sollicités, Harpège, CCAS Grasse, PLIE de la CAPG, autres chantiers d'insertion du territoire). les maraichers locaux, fournisseurs de fruits et légumes Bio

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

nombre de paniers distribués

nombre de familles bénéficiaires

nombre d'animation dispensées

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

7. Budget[5] du projet

Année 2025

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 7 500,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 10 000,00 €	
Prestations de services	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	10 000,00 € 4€ par panier de légumes, payé par le bénéficiaire
Achats matières et fournitures	7 500,00 €		
Autres fournitures	0,00 €		
61 - Service extérieurs 1 500,00 €		73 - Dotations et produits de tarification	
Locations	1 000,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
Entretien et réparation	0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 36 764,00 €	
Assurance	500,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	4 000,00 €
Documentation	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	4 000,00 €
62 - Autres services extérieurs 1 000,00 €		Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	500,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	4 000,00 €
Publicité, publication	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES (DEPT)	4 000,00 €
Déplacements, Missions	500,00 €	Communautés de communes ou d'agglomérations	0,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €	Commune(s)	0,00 €
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	1 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	84-MSA	1 000,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	Etablissements publics	0,00 €
64 - Charges de personnel 36 764,00 €		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Rémunération des personnels	31 926,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	16 964,00 € aide aux poste de l'état pour le public bénéficiaire de l'ACI dans le cadre des contrat à durée déterminée d'insertion
Charges sociales	4 838,00 €	Aides privées (fondation)	10 800,00 € savoir faire réseau Cocagne, cofinancement de légumes et soutien aux actions de sensibilisation du public bénéficiaire
Autres charges de personnel	0,00 €	Autres établissements publics	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de gestion courante	0,00 €	756.Cotisations	0,00 €
66 - Charges financières		758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
Charges financières	0,00 €	750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
Charges exceptionnelles	0,00 €	Produits financiers	0,00 €
68 - Dotation aux amortissements		77 - Produits exceptionnels	
Dotation aux amortissements	0,00 €	Produits exceptionnels	0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
Charges indirectes		79 - Transfert de charges	
Charges fixes de fonctionnement	0,00 €	Transfert de charges	0,00 €
Frais financiers	0,00 €	Ressources propres affectées au projet	
Autres charges indirectes	0,00 €	Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	0,00 €
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		870 - Bénévolat	0,00 €
860 - Secours en nature	0,00 €	871 - Prestations en nature	0,00 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €	875 - Dons en nature	0,00 €
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	0,00 €		
Total des Charges	**46 764,00 €**	**Total des ressources**	**46 764,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association RUGBY OLYMPIQUE GRASSE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, chemin des castors, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 34207910000018 et représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Philippe BOUQUET DE JOLINIERE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à Rugby Olympique Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Section Rugby - QPV Grasse Grand Centre » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Section Rugby - QPV Grasse Grand Centre ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **2 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 790 593 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : SOCIETE GENERALE

Code banque : 30003 / Code guichet : 00482

Numéro de compte : 00037261548 / Clé RIB : 90

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

L'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Rugby Olympique Grasse

Le Directeur,

Philippe BOUQUET DE JOLINIERE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Section Rugby - QPV Grasse Grand Centre » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

- Partager des valeurs de partage, d'esprit d'équipe, de respect, de lien intrinsèque au rugby

- Développer les pratiques d'un sport collectif afin de donner des clés aux jeunes résidents QPV pour favoriser l'inclusion social

- Eduquer en développant les qualités physiques, intellectuelles et morales afin de permettre aux jeunes d'affronter sa vie personnelle et sociale avec une personnalité suffisamment épanouie

Public(s) visé(s) :

30 jeunes collégiens du lycée Saint Hilaire de Grasse QPV Grand Centre

Les bénéficiaires sont mobilisés dans chaque niveau (6ème, 5ème, 4ème, 3ème)

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Le matériel sportif est fourni par le collège et des crédits spécifiques à la section rugby du club.

Humain :

- Les mardi de 15h30 à 18h, entrainement encadré par des éducateurs du Rugby Olympique de Grasse

- Le vendredi de 12h30 à 15h30, entrainement encadré par le professeur coordonnateur de la section et un éducateur diplômé d'état du Rugby Olympique de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombres de participations aux entrainements et autres activités du ROG

Indicateurs qualitatifs :

Evaluation individuel en fin de parcours sur les acquisitions dans l'année (compétence, valeurs etc…)

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

F2-PC1	SAISON 2024/2025	ECHEANCE DU 1 AOUT 2024 AU PLUS TARD	
CLUB : Rugby Olympique Grasse		DATE : 29 Juillet 2024	

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL AU 30 JUIN 2025

CHARGES			PRODUITS		
60	**Achats**	**62000**	**70**	**Ventes et Prestations de services**	**111600**
602	Achats stockés	5500	706	Prestations de services	23100
602230	Fournitures consommables	5500	706110	Recettes Matches Domicile	5500
	Autres achats stockés		706119	Recettes Matches Phase Finale	
			706120	Recettes Matches Extérieurs	
606	Achats non stockés	46000	706140	Abonnements	100
606100	Electricité Eau Gaz	3600	706400	Fonds de Blocage FFR (prévisible)	14000
606160	Carburant	4200			
606310	Equipement Joueurs	33000	706900	Autres Recettes Matches	3500
606320	Petit Equipement et Outillage	2400			
606330	Fournitures d'entretien	1600	707	Ventes de Marchandises	30500
606400	Fournitures administratives	1200	707100	Ventes Buvette	12000
	Autres achats non stockés	0	707200	Ventes Repas Sponsors	5500
			707300	Ventes Boutique	6500
607	Achats de marchandises	10500	707310	Autres Ventes	6500
607100	Achats Buvette	6000			
607200	Achats Boutique	4500	708	Produit des Activités Annexes	58000
607300	Autres Achats de marchandises		708200	Sponsoring - Public	18000
			708210	Sponsoring - Privé	40000
61	**Services extérieurs**	**109200**		Mécénat (voir ci-dessous 758)	
			708280	Publicités diverses	
612	Redevances de Crédit-Bail	4800	708320	Location Salles	
			708380	Locations diverses	
613	Locations	88600			
613210	Locations Stade Terrains	20000	**74**	**Subventions d'exploitation**	**304703**
613220	Locations Autres locaux		741000	CAPG	2000
613230	Locations Appartements	64000	742000	Région	z10000
613240	Locations matériel (préciser la nature)	4600	743000	Département	15000
			744000	Commune	202703
615	Entretien et Réparations	2800	748000	Autres	75000
616	Primes d'assurances	13000	**75**	**Autres produits de gestion courante**	**354000**
618	Divers		756	Cotisations	71000
62	**Autres services extérieurs**	**343183**	758	Produits divers de gestion courante	283000
			758100	Mécénats	250000
622	Rémunérations d'Intermédiaires et Honoraires	19000	758500	Indemnités perçues Mutation Joueurs	9000
			758600	Indemnités kilométriques FFR	24000
623	Publicité, Publications, Relations publiques	2800			
			76	**Produits financiers**	
625	Déplacements, Missions et Réceptions	237183			
625100	Voyages et Dépl. Dirigeants	8200	**77**	**Produits exceptionnels**	**35000**
625105	Déplacements bénévoles non remboursés	26000	771300	Dons reçus	
625120	Transports - Collectifs	50000	771305	Renoncements remboursements frais	
625130	Indemnités kilométriques	104983		bénévoles	35000
625140	Indemnités Arbitres	14000			
625150	Indemnités Délégués sportifs	0	**78**	**Reprises sur amort. et provisions**	
625220	Stages	6000			
625230	Hôtel	14000			
625500	Restaurations	10500			
625700	Réceptions	3500			
626	Frais postaux et Frais de Télécommunications	6200			
627	Services bancaires et assimilés	6000			
628	Divers	72000			
628140	Timbres FFR	3600			
628150	Licences et Mutations	56000			
628210	Redevances FFR	8200			
628230	Redevances Comités	4200			
63	**Impôts, Taxes et Versements assimilés**	**3500**			
631100	Taxe sur les salaires				
635500	Taxe sur les spectacles				
	Autres Taxes	850			
635	Autres Impôts, Taxes et Versements assimilés	2650			
64	**Charges de Personnel**	**255410**			

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

641	Rémunérations du Personnel	230600
641100	Salaires bruts Joueurs	58205
641110	Salaires bruts Entraîneurs	34890
641120	Salaires bruts Staff technique	32000
641121	Médical - Paramédical	22700
641130	Salaires bruts Personnel administratif	23700
641140	Primes et gratifications Joueurs et Entraîneurs	0
	Primes et gratifications Joueurs	
	Primes et gratifications Entraineurs (hors licencies "joueurs")	
641400	Avantages en nature Joueurs et Entraîneurs	
	Avantages en nature Joueurs	0
	Avantage en nature Entraineurs	
641410	Avantages en nature Autres Collaborateurs	
642100	Franchises - Sportifs	59105
642101	Franchises - Autres	
645	Charges sociale et de prévoyance	24810
645100	Cotisations URSSAF	14610
645200	Cotisations Mutuelles privées	
645310	Retraites TA Cadres et Non-cadres	4300
645320	Retraites TB Cadres	
645400	Cotisations ASSEDIC	5500
645800	Cotisations Autres Organismes sociaux	
	Autres charges sociales et de prévoyance	
648	Autres charges de Personnel	400
66	**Charges financières**	1800
67	**Charges exceptionnelles**	7000
68	**Dotations aux Amort. et aux Provisions**	8500
69	**Impôt sur les sociétés**	
	TOTAL DES CHARGES	790593

TOTAL DES PRODUITS	805303

RESULTAT =	**14 710,00 €**

RAPPEL

Chaque club, par le simple fait de sa participation à une Division fédérale, reconnait que tout document transmis à la DNACG, y compris les documents émanant de tierces personnes que l'association et/ou la société sportive auront mandatées pour accompagner ou conseiller leurs dirigeants, est réputé avoir été validé et sa communication approuvée par son représentant légal ou ses représentants légaux, conformément aux procédures internes qu'il appartient donc à ce ou ces derniers d'organiser en conséquence.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d'engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'Association Boutique de Gestion Côte d'Azur (BGE), régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 1 avenue de la République– 06300 NICE déclarée à la sous-préfecture le 16 septembre 1976 et parution au journal officiel le 22 septembre 1976 sous le n°17576 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Franck VIALLE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

N° de SIRET : 31445183200054

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à L'Association Boutique de Gestion Côte d'Azur (BGE);

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « *Bus de l'entreprenariat pour tous*» conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « *Bus de l'entreprenariat pour tous* ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

La CAPG verse 5 610 euros à la notification de la convention en 2024, puis 5 610 euros en 2025 et 5 610 euros en 2026 après le vote des budgets respectifs de ces exercices.

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **5 610 € dans le cadre de la politique de la ville.**

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF/NICE

Code banque : 42559 / Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08002954886 / Clé RIB : 96

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Boutique de Gestion Côte d'Azur

Le Président,

Franck VIALLE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention : « Bus de l'entreprenariat pour tous »

Objectif(s) :

« D'aller vers » : détection proactive des entrepreneurs en devenir et en activité, éloignés des réseaux d'accompagnement ou ne connaissant pas l'offre ; Tenir les permanences prévues dans le planning prévisionnel pour couvrir l'intégralité des QPV et QVA du Pays de Grasse ;

Fédérer et impliquer les partenaires de l'entreprenariat en Pays de Grasse dans le cadre des permanences initialement prévues ou à l'occasion d'événements spécifiques auxquels le bus participe ;

Promouvoir spécifiquement la CAPG en tant que partenaire financeur du projet en faisant figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG (conformément à la charte graphique définie), ou faire mention de sa contribution financière sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention ;

Présenter ses activités et objectifs à l'occasion d'une réunion des élus et/ou directeurs de la CAPG si la demande lui en est formulée.

Mesurer l'impact du dispositif mobile (positionnement du dispositif dans la détection et l'accompagnement ; niveau d'essaimage d'une culture entrepreneuriale ; développement d'une offre globale de services ; approche quantitative et qualitative ; niveau de rayonnement des partenaires).

De proximité : dispositif mobile, itinérant qui permet de renforcer la couverture territoriale des réseaux et de proposer des services au plus proche des lieux de vie ;

D'accompagnement : améliorer la prise en charge, l'accompagnement de ce public afin de sécuriser leurs parcours ;

Collaborative : outil favorisant le travail partenarial entre tous les acteurs au bénéfice des entrepreneurs ;

Articulée à l'écosystème territorial : dispositif conçu en cohérence et en articulation avec l'offre locale d'accompagnement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de personne reçues

Nombre de personne présentant un intérêt pour l'entreprenariat

Evaluation de la catégorie socioprofessionnelle

Indicateurs qualitatifs :

Positionnement du dispositif dans la détection et l'accompagnement

Niveau d'essaimage d'une culture entrepreneuriale

Développement d'une offre globale de services

Niveau de rayonnement des partenaires

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année **2025** *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	1600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	600	73 - Concours publics	
Autres fournitures	1000	74 - Subventions d'exploitation [2]	75000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	9980	BPI	32500
Locations	3000		
Entretien et réparation	4500		
Assurance	2000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	480		
62 - Autres services extérieurs	3920	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	500		
Publicité, publication	1000		
Déplacements, missions	1920	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	500	MNCA	28475
63 - Impôts et taxes	900	CAPG - Grasse	5610
Impôts et taxes sur rémunération	400	Cannes Pays de Lérins et CASA	8415
Autres impôts et taxes	500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	57000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	37000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	20000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1600	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	75000	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	75000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	75000	**TOTAL DONT CVN**	75000

La subvention sollicitée de 5610 **€, objet de la présente demande représente** 7.48 **% du total des produits du projet dont CVN** (montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d'engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association CIDISOL régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison des associations, 16 rue de l'Ancien Palais de Justice, 06130 Grasse identifiée sous le numéro de SIRET : 83295087700023 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Gaël HAUTE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à CIDISOL ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « CV- Mémoire des Fleurs de Grasse » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « CV- Mémoire des Fleurs de Grasse ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 18 274 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D AZUR

Code banque : 19106 / Code guichet : 00676

Numéro de compte : 43658948068 / Clé RIB : 82

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association CIDISOL

Le Président,

Gaël HAUTE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « CV- Mémoire des Fleurs de Grasse » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

Lutter contre l'exclusion des jeunes, des familles et des enfants d'un quartier prioritaire en pleine restructuration en garantissant un accès équitable à des activités éducatives, artistiques et culturelles à travers le projet ''Mémoire''.

-> Préserver et transmettre la mémoire collective d'un quartier Prioritaire en impliquant les jeunes et intergénération dans des activités qui documentent et expriment l'histoire et l'identité du quartier (slam, musique, vidéos, fresque ou expos photos en défilé).

-> Favoriser l'inclusion culturelle et artistique à travers l'expression offerte par le biais du slam couplé à des ateliers créatifs artistiques et culturels renforçant la visibilité de leurs réalisations.

-> Renforcer les compétences sociales et citoyennes par l'interculturalité, la lutte contre l'illettrisme, l'égalité des genres, l'inclusion du plus grand nombre en se retrouvant autour d'un sujet commun faisant sens pour ses habitants co-construit avec eux touchant à leur quotidien.

Public(s) visé(s) :

- les familles et enfants des quartiers, qui bénéficieront des activités intergénérationnelles ;

- les habitants hors quartier qui touchés par les activités publiques et le projet de mémoire collective souhaitant s'y impliquer au bénéfice d'une mixité sociale ;

- 350 participants aux rendus finaux (spectacle de restitution, exposition aux Festival des Solidarités/ Festisol).

Localisation :

Quartier Politique de la Ville GRASSE GRAND CENTRE

B. Moyens mis en œuvre :

<u>Matériel :</u>

De nombreux partenaires :

-- La Ville de Grasse : prêt de salles pour les ateliers (par ex : Médiathèque), salle à la mairie annexe des

Aspres et occupation du domaine public pour la restitution.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

-- La CAPG, notamment les services Culture et ESS : apports en contacts et informations, relai de

communication.

-- La SCIC TETRIS : Education populaire.

-- Harpèges : mobilisation de publics et diffusion de la communication.

-- Les Apprentis d'Auteuil de Grasse : mobilisation de publics.

-- La Mission Locale de Grasse : mobilisation de publics.

-- Soli-Cités : prêts de locaux, mobilisation de publics et diffusion de la communication.

-- Montjoye : mobilisation et accompagnement de publics, et diffusion de la communication.

-- Association Grasse à tous les visages : Mobilisation de publics et co-création.

-- Actions humanitaires Pays de Grasse : sourcing de tissus recyclés.

-- Les collèges St Hilaire, les Jasmins, Canteperdrix , Carnot : relai d'information.

Humain :

-> une mobilisation de 34 bénévoles et partenaires.

- 6 membres de CIDISol :

-- Président : représentation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombres de participants aux ateliers

Nombre d'ateliers

Indicateurs qualitatifs :

Evaluation individuel en fin de parcours sur les acquisitions dans l'année (compétence, valeurs etc…)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

7. Budget[5] du projet

Année 2025

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 8 950,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	8 650,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
Rémunération prestations : animateurs Ateliers, médiateur, animation Restitution, techniques restitution, agents sécurité restitution, montage clip		73 - Dotations et produits de tarification	
Achats matières et fournitures	300,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
Autres fournitures	0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 11 684,00 €	
61 - Service extérieurs 1 213,00 €		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	2 400,00 €
Locations	900,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	2 400,00 €
Entretien et réparation	0,00 €	Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Assurance	13,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	0,00 €
Documentation	300,00 €	Communautés de communes ou d'agglomérations	2 400,00 €
62 - Autres services extérieurs 500,00 €		06-CA DU PAYS DE GRASSE	2 400,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00 €	Commune(s)	2 400,00 €
Publicité, publication	200,00 €	GRASSE (06130)	2 400,00 €
Déplacements, Missions	300,00 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	3 684,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-CAF	3 684,00 €
63 - Impôts et taxes		Etablissements publics	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0,00 €
64 - Charges de personnel		Aides privées (fondation)	0,00 €
Rémunération des personnels	0,00 €	Autres établissements publics	800,00 €
Charges sociales	0,00 €	Subvention demandée au titre du Contrat de Ville au bailleur social des Fleurs de Grasse 3F Sud	
Autres charges de personnel	0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	
65 - Autres charges de gestion courante 1 021,00 €		756.Cotisations	0,00 €
Autres charges de gestion courante	1 021,00 €	758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
66 - Charges financières		750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
Charges financières	0,00 €	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		Produits financiers	0,00 €
Charges exceptionnelles	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		Produits exceptionnels	0,00 €
Dotation aux amortissements	0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés			
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €		
Charges indirectes			
Charges fixes de fonctionnement	0,00 €		
Frais financiers	0,00 €		
Autres charges indirectes	0,00 €		
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €		
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 6 590,00 €			
860 - Secours en nature	0,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	1 490,00 €		
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	5 100,00 €		
		789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
		79 - Transfert de charges	
		Transfert de charges	0,00 €
		Ressources propres affectées au projet	
		Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	0,00 €
		87 - Contributions volontaires en nature 6 590,00 €	
		870 - Bénévolat	5 100,00 €
		871 - Prestations en nature	1 490,00 €
		875 - Dons en nature	0,00 €
Total des Charges	**18 274,00 €**	**Total des ressources**	**18 274,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

D'une part,

ET :

L'association FAMILLES ARC EN CIEL régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 64 route de Cannes, Bâtiment les Amaryllis 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 80117539900030 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame BOUKHOBZA Norah, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_200-DE de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires.

Vu la délibération n°2025_xxx du 3 avril 20255par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2023 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à FAMILLES ARC EN CIEL ;

Vu l'avis du Comité de Pilotage Contrat de Ville réuni en date du 12/03/2025;

Considérant le projet initié et conçu par la fondation « Activités sportives et développement personnel en milieu naturel » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique publique de la politique de la ville ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la fondation participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée : « Activités sportives et développement personnel en milieu naturel ».

Elle bénéficie pour cela d'une subvention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique menée au travers la Programmation Contrat de ville 2025 sur le territoire du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le **service développement social des territoires et prévention** de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention et pour toute question relative au suivi et au cofinancement de son opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties. La période de réalisation de l'opération est celle inscrite dans le dossier de l'action et est au maximum pour une durée de 1 an.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'association ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

l'association notifie ces modifications à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **1 000 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 97 700 €, dont 30 000 € de contributions volontaires en nature établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par l'association de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) ; du budget principal 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte :

Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL

Code banque : 10278 / Code guichet : 08955

Numéro de compte : 00020466501 / Clé RIB : 30

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

L'association s'engage à fournir à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. l'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'association s'engage à fournir au terme de l'action un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'association octroie à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

L'association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

l'association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

L'association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

L'association informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans la conduite de ses actions, l'association s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes n°1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 17 : Suspension

L'association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'association n'est pas recouvrée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires,

À Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Familles arc en ciel

La Présidente,

Norah BOUKHOBZA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : le projet

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Activités sportives et développement personnel en milieu naturel » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

A. Objectif(s) :

- promouvoir la santé physique et mentale des habitants,

- Maintenir le lien social des habitants,

- Accompagner le public vulnérable,

- favoriser le développement personnel des habitants en utilisant la nature comme catalyseur pour le bienêtre général

- favoriser le développement social, culturel et communautaire,

- favoriser l'interaction entre différentes générations,

- proposer des activités accessibles aux habitants (barrière financière, et physique)

- promouvoir la créativité des habitants.

Public(s) visé(s) :

Les actions proposées toucheront environ 250 personnes dont 130 filles et 120 garçons du QPV LES FLEURS DE GRASSE

Localisation :

Quartier Politique de la Ville LES FLEURS DE GRASSE

B. Moyens mis en œuvre :

Matériel :

Véhicule associatif

Matériel de marche / de Gym Douce

(Bâtons, Chaussures, Tapis etc.)

Humain :

Intervenants Spécialisés : Engager des experts en développement personnel, méditation, et coaching.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

Nombres de personnes aux activités

Nombre d'activités proposées

Nombre de femmes

Nombre d'enfants

Indicateurs qualitatifs :

Entretiens réguliers pour l'évaluation des progrès personnels.

Encourager la rétroaction constante pour ajuster le programme.

Mesurer la participation aux différentes activités proposées.

Encourager la cohésion de groupe et la création de liens.

Évaluations de Satisfaction :

Collecteur des commentaires sur l'expérience globale du programme.

Identifier les aspects forts et les domaines à améliorer.

Impact sur la Qualité de Vie :

Évaluer l'impact du programme sur la qualité de vie des participants.

Mesurer le niveau de bien-être mental et émotionnel.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global ou du projet

7. Budget[5] du projet

Année 2025

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 26 000,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 2 000,00 €	
Prestations de services	17 000,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	2 000,00 €
Achats matières et fournitures	5 000,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	4 000,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
61 - Service extérieurs 1 000,00 €		74 - Subventions d'exploitation 65 200,00 €	
Locations	0,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	26 000,00 €
Entretien et réparation	500,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	26 000,00 €
Assurance	500,00 €	Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Documentation	0,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	0,00 €
62 - Autres services extérieurs 9 500,00 €		Communautés de communes ou d'agglomérations	12 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00 €	06-CA DU PAYS DE GRASSE	12 000,00 €
Publicité, publication	500,00 €	Commune(s)	0,00 €
Déplacements, Missions	8 800,00 €	GRASSE (06130)	0,00 €
Services bancaires, autres	200,00 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	8 000,00 €
63 - Impôts et taxes		06-ALPES-MARITIMES-CAF	8 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	14 200,00 €
64 - Charges de personnel 31 200,00 €		Aides privées (fondation)	5 000,00 €
Rémunération des personnels	25 000,00 €	Autres établissements publics	0,00 €
Charges sociales	6 200,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 500,00 €	
Autres charges de personnel	0,00 €	756.Cotisations	500,00 €
65 - Autres charges de gestion courante		758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
Charges financières	0,00 €	Produits financiers	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
Charges exceptionnelles	0,00 €	Produits exceptionnels	0,00 €
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Dotation aux amortissements	0,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	Transfert de charges	0,00 €
Charges indirectes		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement	0,00 €	Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	0,00 €
Frais financiers	0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 30 000,00 €	
Autres charges indirectes	0,00 €	870 - Bénévolat	25 000,00 €
Exédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €	871 - Prestations en nature	5 000,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 30 000,00 €		875 - Dons en nature	0,00 €
860 - Secours en nature	0,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €		
862 - Prestations	5 000,00 €		
864 - Personnel bénévole	25 000,00 €		
Total des Charges	**97 700,00 €**	**Total des ressources**	**97 700,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_054-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : Charte d'engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_055 : Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_055
RAPPORTEUR : Christian ZEDET	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2025

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale, d'accès aux droits et de prévention de la délinquance, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse soutient les actions qui visent à réduire les inégalités sociales et territoriales, qui œuvrent en faveur de la cohésion sociale et de la prévention de la délinquance.

Au titre de la programmation 2025 de la prévention de la délinquance, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Fondation Apprentis d'Auteuil : 2 500 €**
- **Association ALC : 80 000 €**
- **SCOP Alter Egaux : 3 500 €**
- **Association ARPAS : 7 500 €**
- **Association G-ADDICTION : 8 000 €**
- **Association Harpèges-les accords solidaires : 70 000 €**
- **Association La Ferme : 1 500 €**
- **Association Montjoye : 1 000 €**
- **Association Une voix pour elles : 1 000 €**
- **Association Tous Addict : 1 000 €**

Le montant total des subventions s'élève à 176 000 €

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2024_211 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2025 de l'association ALC (AIR 20 000 €) ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Emploi, Insertion, ESS, Politique de la ville, solidarités et santé du 12 mars 2025 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de prévention de la délinquance et de la radicalisation en faveur des publics et des territoires, exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 13 projets pour un montant total de 176 000 € ;

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. **Fondation « Apprentis d'Auteuil » : 2 500 €**

La Fondation dont le siège social est situé au 40 rue Jean de la Fontaine, 75781 Paris Cedex 16 et dont l'établissement secondaire de Grasse est situé au Pôle administration 06, Le Mas du Calme, 51 chemin de la Tourache, 06160 Grasse, identifiée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 20/04/2011 sous le numéro SIRET 775 688 799 013 40, et représentée par sa Directrice Pôle Formation Insertion 06, Madame Delphine SAGORY, agissant au nom et pour le compte de ladite fondation en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la fondation : Accueillir sans considération d'origine, de relation ni de ressources, à la demande notamment des familles ou de leurs représentants légaux des services sociaux, ou de l'institution judiciaire, des jeunes (enfants, adolescents ou jeunes adultes), garçons ou filles rencontrant des difficultés, et notamment en rupture familiale, sociale, scolaire ou en processus d'expulsion, victime de maltraitance ou de carences affectives, orphelins, abandonnés ou issus de famille en détresse.
- Intitulé et description du projet : « Chantier éducatif »

  Le Chantier Educatif à vocation à prendre en charge des publics jeunes ne pouvant pas entrer sur des dispositifs de droit commun et en rupture scolaire et/ou sociale, dans un souci de mixité :
  - Ceux pour lesquels une mesure judiciaire ou éducative est en place
  - Ceux qui vivent dans des quartiers jugés prioritaires
  - Ceux qui ne sont pas francophones
  - Ceux en grande difficulté sociale

  Il s'agit de viser l'autonomie et l'intégration de ces jeunes au regard de leurs besoins et de leurs particularités. Les jeunes francophones peuvent ainsi insister sur la pratique professionnelle quand les mineurs non accompagnés visent principalement l'apprentissage de la langue française et les codes sociaux citoyens.

- Modalités de mise en œuvre :
  Le chantier accueille deux groupes distincts de jeunes (un groupe de jeunes francophones, un groupe de jeunes allophones) avec des modules spécifiques mais des temps communs de manière à favoriser une émulation constructive. Le chantier doit permettre à ces jeunes de s'immerger dans une communauté d'apprentissage, de découvrir ou retrouver des règles de vie dans un collectif de travail, d'acquérir des compétences en liant savoirs théoriques et expériences pratiques diversifiées et apprendre à les rendre visibles et à les faire valoir. Le chantier s'appuie sur des supports pédagogiques variés : les espaces de plantation, les espaces verts, le second œuvre ou la cuisine.

- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - nombre de jeunes accueillis
  - réunions d'équipe mensuelles
  - réunions avec les partenaires
  - suivi budgétaire régulier

  Qualitatifs :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

la construction d'un projet professionnel cohérent et son aboutissement au travers de la découverte des filières et des secteurs d'activité ;
- une réinsertion sociale facilitée par l'apprentissage de la vie en groupe au sein de l'organisme de formation ;
- la validation de compétences acquises : exemple du diplôme initial de langue française (DILF)…
- l'accès à des formations professionnelles ou actions qualifiantes ;
- une diminution du taux de récidive parmi les jeunes gens placés sous-main de justice ;
- l'accès à l'emploi.

2. Association « ALC » : 80 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 Avenue du Dr Emile Roux, 06200 NICE, enregistrée auprès de la Préfecture des Alpes Maritimes sous le n° RNA : W062001134, SIRET 781 626 817 002 79, reconnue d'utilité publique depuis le 10 juillet 1920 et représentée par son Président Monsieur Luc MERCIER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : prendre toute initiative pour la défense des droits fondamentaux et l'insertion des personnes en difficulté, notamment enfants, personnes, isolées, familles, étrangers et victimes de violence ou de la traite des êtres humains.
- Intitulé et description du projet : « A.I.R.- Accompagnement Individuel Renforcé »

  Le projet d'Accompagnement Individualisé Renforcé (A.I.R.) est dédié à la prise en charge renforcée et globale des personnes placées sous-main de justice résidant sur le ressort du tribunal judiciaire de Grasse en vue de prévenir le risque de récidive.
- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

3. SCOP « Alter Egaux » : 2 projets – 3 500 €

La SCOP (SARL coopérative de production), dont le siège social est situé au 124 chemin du Prignon, 06530 Saint-Cézaire sur Siagne, identifiée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 14/01/2017 sous le numéro SIRET 789 290 053 000 22, et représentée par sa Directrice Madame Anne-Gaël BAUCHET, agissant au nom et pour le compte de ladite SCOP en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la SCOP : accompagnement des organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Intitulé et description du 1er projet (2 500 €) : « Branche ton cerveau ! »

  L'action vise à prévenir les risques de radicalisation des individus qui n'ont pas trouvé leur place dans la société, qui sont en quête de sens et qui deviennent des cibles potentielles pour certaines idéologies radicales. Le dispositif pédagogique s'appuie sur la construction d'un esprit critique et sur des techniques de discernement.

- Modalités de mise en œuvre :
  Mettre les jeunes en situation de comprendre ce que vise une fake news et comment l'opinion peut être manipulée par les théories du complot. Repérer les méthodes d'influence utilisées sur les réseaux, savoir vérifier les informations et les sources pour échapper aux propositions de récupération. Développer l'esprit critique face à toute sorte de message et d'informations. Penser par soi-même.
- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - nombre de participants

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- nombre de partenaires et associations du réseau Prévention CAPG
- 24 ateliers pressentis sur le territoire de la CAPG
- personnel encadrant, pédagogique et professionnel visé : nombre à définir par ateliers.

Qualitatifs :

- Séances de débriefing avec le personnel encadrant et les professionnels
- Retour des jeunes (évaluation à chaud sur place)

— Intitulé et description du 2ème projet (1 000€) : « Egamix Plan départemantal pour l'égalité et la mixité ».

L'action s'inscrit dans la volonté d'ancrer la culture de l'égalité dès le plus jeune âge dans l'espace public autour de collectifs constitués et prévenir les violences sexistes et sexuelles dans les transports collectifs, dans les pratiques sportives en sensibilisant le personnel encadrant de la jeunesse et du sport, les élèves et bénéficiaires des structures de proximité.

— Modalités de mise en œuvre :

1. **Culture de l'égalité dans l'espace public :**

• Programmation d'ateliers de sensibilisation sur la place des femmes dans l'espace public "Dans ma rue", sur la communication verbale non-violente "Autodéfense verbale non-Violente" et des cafés débats "Roue du sexisme".

• Animation de collectifs de femmes des quartiers prioritaire de la politique de la ville (QPV) de Grasse (PINK)

• Plan d'actions de prévention des violences sexistes et sexuelles dans les transports en commun : campagne 3.

2. **Culture de l'égalité dans les pratiques sportives :**

• Animation de rue sur la mixité dans le sport au City Stade de Grasse l'été en partenariat avec Harpèges.

• Ciné-débat avec le personnel encadrant de la jeunesse et du sport et en partenariat avec le CDOS ou le Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et au Sport

• Rencontre des élèves de l'école primaire de Saint Cézaire sur Siagne avec Nicole Abar pour un tournoi de football mixte et un temps d'échange

• Organiser un tournoi académique intersport et mixte en partenariat avec l'UNSS06

• Organiser l'itinérance de l'exposition « Tous les sports sont mixtes » dans les associations et structures grassoises

• Construire une culture de l'égalité dès le plus jeune âge (nouvel axe 2025) en lien avec les écoles

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :

- nombre de personnes requises dans l'organisation
- nombre total bénéficiaires directs
- nombre d'ateliers
- nombre total de structures impliquées

Qualitatifs :

- étude d'impact pour ce dispositif.
- retour des encadrants et des équipes accueillantes
- taux de fidélisation des structures participantes d'une année sur l'autre.
- retour des jeunes (évaluation à chaud sur place)
- retour des structures qui programment les ateliers

4. **Association « ARPAS » : 3 projets – 7 500 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 19 Avenue Auguste Renoir, Le Sainte Luce - bâtiment A, 06800 Cagnes-sur-Mer, identifiée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 26/06/2002 sous le numéro SIRET 440 643 070 000 20, RNA n°W061000794 et représentée par son Président Monsieur Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : promotion d'actions de recherche, de formation de prévention de santé globale.
- Intitulé et description du 1er projet (1 500 €) : « Prévention et lutte contre les violences au sein du couple par stages de responsabilisation ».

  ARPAS œuvre aux fins d'éviter la récidive ou la réitération des comportements de violence au sein du couple. Le travail vise à permettre la prise de conscience et la sensibilisation sur : les impacts de la violence sur la victime et les enfants, les facteurs de risque notamment liés aux consommations de toxiques, les représentations stigmatisantes rôle/statut de genre.
- Modalités de mise en œuvre :
  Les stages sont animés par deux psychologues de l'ARPAS, un Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation sur le postsentenciel et en Maison d'arrêt. Public cible : les auteurs sous main de justice. Les stages se déroulent sur deux jours et demi. Dans le cadre de l'alternative aux poursuites: les auteurs sont positionnés sur les stages par les Parquets de Nice et Grasse. ARPAS participe également aux Comités de pilotage VIF du territoire.
- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - nombre de stages
  - nombre de personnes
  - nombre de demandes en accompagnement volontaire à l'issue des stages

  Qualitatifs :
  - assiduité aux mesures proposées, récidives ou réitération d'actes de violence, enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires, qualité du partenariat.
  - Comité de pilotage annuel avec les Parquets et les Tribunaux Judiciaires, le SPIP 06, la Déléguée départementale aux droits des femmes, l'Agence Régionale de Santé.

- Intitulé et description du 2ème projet (4 000 €) : « Prévention de la récidive des comportements de violence chez les auteurs de violences conjugales ».
- Prévenir la réitération ou la récidive des violences conjugales et intrafamiliales.
- Agir dans le cadre du pré sentenciel ou en prévention secondaire pour les auteurs en démarche libre et non contractuelle.
- Favoriser l'inscription des auteurs dans un parcours de prise en charge globale
- Modalités de mise en œuvre :
  Groupes de parole mensuels à Grasse, Cagnes Sur Mer et Nice. Accompagnement psychologique individuel sur la durée des obligations de soin. Réunions avec les antennes SPIP des Alpes Maritimes sur l'orientation des auteurs de violences conjugales condamnés. Inscription des actions dans le cadre des Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), participation au réseau VIF ouest et au réunions du schéma départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - nombre de personnes reçues,
  - durée des suivis,
  - nombre de groupes de paroles, de réunions et de permanences.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Qualitatifs :

- assiduité aux mesures d'accompagnement proposées,
- récidives ou réitérations d'actes de violence,
- nature des parcours de suivi,
- recueil de l'avis des bénéficiaires,
- qualité du partenariat,
- Comité de pilotage et de suivi annuel avec les Parquets, les Tribunaux Judiciaires, le SPIP 06, la Délguée départementale aux droits des femmes, l'ARS.

– Intitulé et description du 3ème projet (2 000 €) : « Prévention de la récidive jeunes à risques et pris en charge par la PJJ ».

L'action a pour but d'identifier et intervenir sur les facteurs de vulnérabilité psychique, familiale, sociale afin de réduire les potentialités de passage à l'acte ou de réitération de comportement de délinquance. Il s'agit de renforcer les compétences psychosociales permettant une plus grande responsabilisation, un meilleur jugement, des relations pacifiées aux autres.

– Modalités de mise en œuvre :

- Accompagnement psychologique individualisé jeune axé sur la réduction des comportements déviants, le renforcement des compétences psychosociales.
- Orientation sur les partenaires du soin si nécessaire.
- Accompagnement parental et familial sur la réduction des dysfonctionnements relationnels familiaux, la guidance parentale.
- Bilans neuropsychologiques de dépistage et d'orientation pour la formation professionnelle.

– Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :

- nombre de personnes reçues,
- durée des suivis,
- nombre de groupes de paroles, de réunions.

Qualitatifs :

- typologie des comportements de délinquance,
- récidives ou non, assiduité et adhésion des jeunes et des parents,
- orientations effectuées sur le soin ou l'insertion professionnelle.

5. Association « G-ADDICTION » : 8 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Les Mouettes RDC, 3 Allée Honoré Bellon, 06200 NICE, déclarée à la Préfecture des Alpes Maritimes le 23/08/2018 sous numéro SIRET 817 666 571 00028. Le local annexe se situe à la Maison des Jeunes, 8 Bd Victor Hugo, 06300 GRASSE. L'association est représentée par son Directeur Monsieur Quentin MATTON, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés par pouvoir et procuration du 10/11/2024.

– Objet social de l'association : rassembler, fédérer, mettre en mouvement et faire des jeunes des acteurs de la société (citoyenneté, engagement, valeurs républicaines, prévention santé, lutte contre les addictions, sécurité routière, lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes, lutte contre le harcèlement, environnement et développement durable, égalité des chances, insertion professionnelle, sport, caritatif, solidarité, vie étudiante).

– Intitulé et description du projet : « Les escapes games citoyens ».

Jeu de sensibilisation à destination des jeunes du Pays de Grasse autour de grandes causes nationales :

- la sécurité routière et la lutte contre les addictions

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- la préservation de l'environnement, la biodiversité et le changement climatique
- la lutte contre le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement

— Modalités de mise en œuvre :
Jeu d'évasion ludo-pédagogique dont le but est de développer le sens de la citoyenneté au sein de la République à travers la promotion des valeurs du respect, de la dignité et de l'égalité. Favoriser la cohésion et la mixité sociale au sein des quartiers prioritaires et hors du milieu scolaire.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- nombre de bénéficiaires,
- nombre de jours et d'heures de sensibilisation,
- nombre de journalistes présents et d'établissements mobilisés,
- nombre de communes associées et de quartiers prioritaires ciblés.

Qualitatifs :
- retour des bénéficiares et des adultes accompagnateurs,
- évaluation de la satisfaction des commanditaires de l'action et des partenaires,
- typologie du public touché,
- traitement de la presse du dispositif,
- type, lieu géographique et date de l'action,
- visibilité de l'action.

6. Association « Harpèges-les accords solidaires » : 70 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 8 avenue du 11 Novembre, 06130 Grasse, déclarée au journal officiel en date du 16/10/1953 sous le numéro SIRET 782 532 238 000 30, et représentée par son Président Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : Soutenir, protéger et accompagner, de toutes manières en son pouvoir, toute personne dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé ; son action est fondée sur les principes du respect de la personne humaine, de la neutralité politique et confessionnelle, et se développe sans aucune discrimination.

— Intitulé et description du projet : « Aide aux victimes d'infractions pénales - Violences intrafamiliales ».

L'objectif est de permettre une prise en charge globale - juridique, sociale et psychologique de la victime, au plus près des faits, ainsi que de mettre en œuvre des dispositifs de protection pour les victimes de violences conjugales (Téléphone grave danger, Bracelet anti-rapprochement).

Agréé par le Ministère de la Justice, le service d'aide aux victimes d'Harpèges accompagne les personnes victimes d'une infraction pénale, d'attentat terroriste, de catastrophe naturelle, d'accident collectif ou sériel, et/ou de litiges civils. En conformité avec la charte nationale d'aide aux victimes, le service d'aide aux victimes conduit une action spécifique sur les communes du ressort du tribunal de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

— Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

7. Association La Ferme ! : 1 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 3 route Privée du Camp, 06670 LA ROQUETTE-SUR-VAR, déclarée au journal officiel en date du 28/11/2018 sous le numéro Siret 844 445 031 000 17, RNA n°W062015042 et représentée par sa Présidente

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Madame Esther PARRADO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confies.

- Objectif social de l'association : activités lucratives de médiation par l'animal à visée thérapeutique, éducative, d'insertion et de loisir adressés à tout public et en particulier les personnes en difficultés.

- Intitulé et description du projet : « Citoyenneté et prévention de la délinquance en classe Relais ».

- Modalités de mise en œuvre :
  Accompagner les élèves d'une classe relais dans l'acquisition de savoirs et le développement (ou la restauration) de leurs compétences psychosociales, dans le cadre de séances de médiation par l'animal.
  Finalité : prévention de la délinquance
  Les objectifs opérationnels recherchés seront les suivants :
  - Développer et/ou renforcer les compétences psychosociales
  - Développer et renforcer les aptitudes pour bien vivre en société
  - Accompagner l'acquisition des savoirs de base (lecture, écriture, calcul)
  - Sensibiliser à la nature, à l'importance de la préservation de l'environnement
  - Sensibiliser au bien-être animal et à la citoyenneté

- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - nombre d'élèves
  - nombre de séances

  Qualitatifs :
  - taux de participation
  - compte-rendu de séances
  - bilan intermédiaire

8. Association Montjoye : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 6 avenue Edith Cavell, 06000 NICE, identifiée par l'Insee au répertoire Sirene depuis le 01/02/2004 sous le numéro Siret 775 552 235 001 75, RNA n°W062002189 et représentée par sa Présidente Madame Catherine BRETAUDEAU, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : créer et développer des activités d'accompagnement pour toute personne en situation de vulnérabilité et plus particulièrement, les enfants, les jeunes et leur famille, afin de faciliter leur autonomie et une meilleure inclusion.
- Intitulé et description du projet : « Stage de Responsabilité parentale (S.R.P.) – Grasse ».

  Les mesures alternatives aux poursuites ont pour but d'assurer la réparation du dommage causé à la victime ; de mettre fin au trouble résultant de l'infraction ; de contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Le stage de responsabilité parentale (S.R.P) prévu à l'article R131-35 du Code pénal pour objet de rappeler à l'usager les obligations juridiques, économiques, sociales et morales qu'implique l'éducation d'un enfant.

  Un accompagnement des parents à la reconstruction ou à la restauration d'une parentalité. Le public cible est constitué d'adultes, parents de mineurs, ayant accompli des infractions ciblées par le Parquet de GRASSE (non-présentation d'enfants ; non-

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

paiement de pension alimentaire ou « abandon de famille » ; délaissement de mineurs ; violences par ascendant sur mineur de 15 ans).

— Modalités de mise en œuvre :
Le Parquet du Tribunal Judiciaire de GRASSE, avec le concours de l'association Montjoye, propose la mise en place de 4 stages de responsabilité parentale comportant 4 étapes :
1) l'ouverture du stage par le Parquet, en présence des représentants de l'association ;
2) 1ers entretiens individuels ;
3) temps d'échanges collectifs sur le rôle parental, les responsabilités inhérentes ;
4) entretiens individuels et clôture du stage par la signature d'un engagement.

La fin du SRP prévoit 1 réunion de synthèse des intervenants.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- données chiffrées sur le nombre de stagiaires
- caractéristiques détaillées de la population touchée.

Qualitatifs :
- Eléments d'évaluation individuelle
- Analyse lors de la réunion de synthèse à chaque fin de stage.

9. Association Une voix pour elles : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Villa Luna, Maison des Associations, 265 Promenade des anglais, 06200 Nice, déclarée à la Préfecture des Alpes-Maritimes en date du 24/09/2024 sous le numéro Siret 878 153 592 000 26, RNA n°W061014165 et représentée par sa Présidente Madame Peggy LEFEBVRE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : la lutte contre les violences et les discriminations faites aux femmes.

— Intitulé et description du projet : « On Bouge ! ».

Cette action permet de venir en aide aux femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants qui doivent ou ont quitté leur domicile en urgence sans avoir les moyens de récupérer, transporter, stocker leurs effets personnels et leur mobilier.

Une Voix pour Elles se charge de la planification du déménagement et du suivi administratif auprès des partenaires de l'action. A la faveur du maillage partenarial opérationnel de l'association, une collaboration avec les forces de l'ordre a pu être effective afin d'assurer la sécurité de tous lors des interventions de l'assocation au domicile des victimes.

— Modalités de mise en œuvre :
Le dispositif "Secours Hôtels" apporte une aide matérielle aux victimes de violences hébergées en hôtels conventionnés ou CHRS. Des produits d'hygiène sont remis sous formes de kits de première nécessité pour les femmes et enfants (produits d'hygiène, produits spécial bébé, couches , lait infantile ...).
Une aide alimentaire d'urgence peut également être assurée , mais également des dons de vêtements et du matériel de puériculture.
L' association assure également le déplacement des affaires entreposées dans leur local de stockage jusqu'au nouveau logement de la personne bénéficiaire .
L'association a permis l'installation de distributeurs de serviettes hygiéniques et tampons dans les collectivités, associations, établissements recevant du public scolaire ou non.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de fiches de liaisons émises

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Nombre de victimes accompagnées en "secours hôtels"
- Nombre de déménagement et ré-emménagement réalisés
- Nombre de kits d'hygiène femmes distribués
- Nombre de kits d'hygiène enfants distribués
- Nombre de produits distribués auprès de structures associatives, MSD , CCAS et auprès des communes de la CAPG

Qualitatifs :

- Nombre de structures partenaires
- Délai écoulé entre l'orientation et la prise en charge de la victime

10. Association Tous Addict : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Résidence les Comtes de Provence, 89 Avenue Saint Exupéry 06130 GRASSE, déclarée au journal officiel en date du 29/11/2021 sous le n° SIRET 914 325 089 000 11, RNA n° W061015469 et représentée par sa Présidente Madame Liliane LEVY DENERY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Soutien psychologique pour les personnes souffrant d'addictions.
- Intitulé et description du projet : « Tous Addict ».

  L'idée est de pouvoir partager expériences, souffrances, solutions et d'échanger sur le vécu des uns et des autres.

  Propose des groupes de parole afin d'accompagner les parents d'enfants souffrant d'addictions.
- Modalités de mise en œuvre :
  TOUS ADDICT offre des espaces de parole libre, ouverts à tout sujet mais toujours sous le contrôle du modérateur "Tous Addict", Madame Annie GIRARDO. Le modérateur instaure des liens, aplanit les tensions, facilite la communication. Selon les besoins du CLSPD de Grasse, des groupes de parole seront proposés à des parents dont les enfants ont une addiction. Cette action doit s'articuler avec le CLSPD et l'Atelier Santé Ville (Politique de la ville).
- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - Nombre d'inscrits aux groupes de parole
  - Nombre de participants/assiduité

  Qualitatifs :
  - Nombre de personnes accompagnées sur la durée
  - Qualité du partenariat

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :

- Fondation Apprentis d'Auteuil : 2 500 €
- Association ALC : 80 000 €
- SCOP Alter Egaux : 3 500 €
- Association ARPAS : 7 500 €
- Association G-ADDICTION : 8 000 €
- Association Harpèges-les accords solidaires : 70 000 €
- Association La Ferme : 1 500 €
- Association Montjoye : 1 000 €
- Association Une voix pour elles : 1 000 €
- Association Tous Addict : 1 000 €

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Agir pour le Lien social et Citoyenneté (ALC), régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 2 avenue du Docteur Emile Roux, 06200 NICE, identifiée par l'Insee depuis le 17/12/1984 sous le numéro SIRET 781 626 817 002 79, RNA N°W062001134 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Luc MERCIER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association ALC a initié et conçu le projet :

« Accompagnement individualisé renforcé (AIR) ».

Ce projet vise à prendre en charge de manière renforcée et globale des personnes placées sous-main de justice résidant sur le ressort du tribunal judiciaire de Grasse en vue de prévenir le risque de récidive.

Ce projet a pour objectifs de favoriser l'insertion ou la réinsertion des justiciables.

Dans le cadre du dispositif AIR, l'Association ALC s'engage à :
-Réaliser des enquêtes sociales rapides ;
-Réaliser des bilans psychologiques ;
-Réaliser des évaluations sociales des situations des justiciables ;
-Définir des axes d'intervention pour chacun des justiciables ;
-Réaliser des accompagnements sociaux comprenant l'accompagnement administratif, social et médical ;
-Informer régulièrement les magistrats et les CPIP en charge de la mesure.
-Accueillir 350 personnes par an, au sein de chaque bassin de population dont 50 pour le ressort de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2025, portée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

La CAPG, à la demande de l'Association ALC, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_XXX du 03 avril 2025 a approuvé le budget primitif 2025.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_XXX du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association ALC s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le Service Développement Social des Territoires et Prévention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **864 534 EUR** conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **80 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **864 534 EUR**, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La contribution de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en deux fois. Un acompte de **20 000 EUROS** ayant été préalablement versé, la somme restante de **60 000 EUROS** sera virée à la signature de la présente convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux personnes, associations, autres personnes de droit privé) ; fonction 420 (action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Raison sociale du titulaire du compte : AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : HSBC
Code banque : 30056 / Code guichet : 00296
Numéro de compte : 02965428972 / Clé RIB : 94

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 - JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.
(L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention).

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

57 avenue Pierre Sémard - BP 91015 - 06131 Grasse Cedex
Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association ALC

Le Président,

Luc MERCIER

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Accompagnement individualisé renforcé (AIR) ».

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics sollicitée (Affectés au projet)
864 534 EUR	80 000 EUR	600 000 EUR

a) Objectif(s) :

Le projet AIR est un dispositif socio-judiciaire innovant de prévention de la récidive dédié à des multirécidivistes ayant commis des faits en lien avec une problématique d'exclusion sociale ou / et d'addiction. Il agit sur les facteurs désocialisants et criminogènes à la racine de l'acte délinquant.

Ce programme est conçu de manière holistique en référence à un modèle de justice résolutive de problèmes ; il mène simultanément des interventions éducatives, psychosociales et thérapeutiques.

=> 1. Sécurité publique : ce dispositive contribue à réduire les risques de récidive et le nombre de Nouvelles victimes.

=> 2. Optimisation des fonds publiques : l'incarcération est une solution coûteuse pour la société mais délétère pour le condamné avec des effets désocialisants voir criminogènes.

=> 3. Insertion dans l'emploi et le logement des justiciables

b) Public(s) visé(s):

L'AIR s'adresse à des justiciables multirécidivistes ayant commis des faits de violence notamment en lien avec une problématique d'exclusion sociale ou/et d'addiction. Ce

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

sont majoritairement des hommes du fait des caractéristiques sociologiques des prévenus et détenus. Uniquement des personnes majeures sans limite d'âge.

Le dispositif prévoit d'accueillir 350 personnes par an, au sein de chaque bassin de population dont 50 pour le ressort de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

c) Localisation :

Plusieurs zones d'intervention ont été définies au plan départemental, correspondant aux principaux bassins de population du ressort juridictionnel de Grasse. La Communauté d'Agglomération de Grasse en fait partie.

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
10 salariés : chef de service, secrétaire, 5 chargés d'Insertion et de Prévention de la Récidive, 3 psychologues.

Moyens matériels :
Des locaux seront mutualisés entre ALC et Addictions France au sud de Grasse pour l'équipe dédiée : salle d'entretien, de réunion et fonctions transverses.
Les locaux existants des associations et partenaires pourront être mobilisés pour des permanences ou rdv au plus près du lieu de vie des justiciables.
Des places d'hébergement seront également mobilisées pour les sans domicile.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Evaluation de l'impact du dispositif sur les territoires d'intervention pour mesurer l'efficacité de ce modèle de lutte contre la récidive :
- nombre de justiciable ayant bénéficié de ce dispositif
- évolution de la situation judiciaire et sociale (santé, situation financière, famille emploi, environnement social…).

- Une base statistique sera alimentée avec des indicateurs tels que le nombre de bénéficiaires de la mesure, le bassin de vie, le taux d'accomplissement de la mesure, le nombre de récidive.

Indicateurs qualitatifs :

- Evaluation continue du parcours : le suivi permet en effet d'encourager et de motiver les individus dans leur démarche de changement. Des rituels de valorisation des efforts ainsi mobilisés sont organisés avec les magistrats afin de bousculer les représentations que le justiciable a de lui-même et de la justice.

- Organisation d'un Comité de pilotage annuel pour présenter le travail mené et les résultats obtenus.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	17373	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	111350
Achats matières et fournitures	17373	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	680000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	190166	PREFECTURE FIPDR	30000
Locations	173016	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	150000
Entretien et réparation	10050	MILDECA	45000
Assurance	6500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	600	SAINT LAURENT DU VAR	15000
		COMMUNE DE CANNES	100000
62 - Autres services extérieurs	28619	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3600	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES AM	115000
Publicité, publication		COMMUNE VENCE	5000
Déplacements, missions	4617	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	20402	COMMUNE CAGNES SUR MER	35000
63 - Impôts et taxes	48217	CASA	100000
Impôts et taxes sur rémunération	46717	CAPG	80000
Autres impôts et taxes	1500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	537409	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	377248	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	150698	Autres établissements publics	5000
Autres charges de personnel	9463	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	36000	**75 - Autres produits de gestion courante**	73184
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	73184
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	6750	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	864534	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	864534

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	864534	**TOTAL DONT CVN**	864534

La subvention sollicitée de 80000 **€, objet de la présente demande représente** 9 **% du total des produits du projet dont CVN** (montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Décembre 2022 - Page 7 sur 10

La subvention de 80 000 EUR représente 9 % du total des produits :
(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association HARPEGES, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 8 avenue du 11 novembre 06110 GRASSE, identifiée sous le n° de SIRET : 78253223800030 et représentée par son Président en exercice, Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association HARPEGES a initié et conçu le projet « **Aide aux victimes d'infractions pénales, Violences intrafamiliales** (VIF) ».

Ce projet agréé par le Ministère de la Justice vise à recevoir et accompagner des victimes d'infractions pénales, d'attentats, d'accidents collectifs ou sériels et/ou catastrophes naturelles et de litiges civils.

Il s'agit de proposer une prise en charge globale juridique, sociale et psychologique de la victime, au plus près des faits, en mettant en œuvre des dispositifs de protection pour les victimes de violences conjugales. Une astreinte téléphonique en soirée et le week-end sur saisine du parquet pourra être mise en place. Dans le cadre de la création du réseau intercommunal de prévention des violences intrafamiliales du Pays de Grasse, l'Association assurera la coordination de l'accompagnement des victimes, établira le recensement statistique des suivis effectués et conduira des actions de sensibilisations auprès des professionnels du territoire sur la thématique des violences intrafamiliales.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2025, portée par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_XXX du 03 avril 2025 a approuvé le budget primitif 2025.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_XXX du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général *« Aide aux victimes d'infractions pénales, Violences intrafamiliales »* et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **388 055** EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **70 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **388 055 EUR**, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de la CAPG ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La contribution de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux personnes, associations, autres personnes de droit privé) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : HARPEGES - LES ACCORDS SOLIDAIRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08011857769 / Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'Association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.
La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.
(L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention).

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'Association HARPEGES

Le président,

Philippe COTTA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Aide aux victimes d'infractions pénales, Violences intrafamiliales ».

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics estimée (affectés au projet)
388 055 EUR	70 000 EUR	277 665 EUR

a) Objectif(s) :

- Permettre une prise en charge globale juridique, sociale et psychologique de la victime, au plus près des faits

- Mettre en œuvre des dispositifs de protection pour les victimes de violences conjugales (Téléphone grave danger, Bracelet anti-rapprochement)

- Coordonner le parcours de prise en charge des victimes de violences intrafamiliales

- Proposer des astreintes téléphoniques en soirées et les week-ends

b) Public(s) visé(s) :

- Toute personne victime (ainsi que ses proches) d'une infraction pénale, d'attentats terroristes, d'accidents collectifs, de catastrophes naturelles ou d'un litige civil.

- Il s'agit de toute personne, homme ou femme, mineure ou majeure, quel que soit son lieu de résidence.

Harpèges intervient également en direction des scolaires dans le cadre de la prévention (en lien avec la PJJ et le service jeunesse de Grasse), des professionnels (police, gendarmerie, services sociaux…) pour ce qui est des informations-formations plus particulièrement centrées sur l'aide aux victimes et les violences conjugales.

Estimation : 2 200 (dont 900 Hommes et 1300 Femmes)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

c) Localisation :

Sur le territoire de la CAPG :
- Le Centre historique de la ville de Grasse
- Le quartier prioritaire des Fleurs de Grasse
- Au commissariat de Grasse
- Au Tribunal judiciaire de Grasse (Bureau d'aide aux victimes)
- A l'espace activité emploi de Mouans-Sartoux
- Au CCAS de Pégomas
- Possibilité de rdv à la France Services des Monts d'Azur à St Auban

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
Sous la responsabilité d'une directrice de pôle, une équipe pluridisciplinaire, composée d'un agent d'accueil, juristes et psychologues cliniciens, apporte une écoute privilégiée, adaptée à chaque situation, afin d'identifier les difficultés des victimes et les accompagner au mieux, ainsi qu'un coordinateur de parcours soit 4.81 ETP directs (dont 1.94 ETP affectés aux dispositifs spécifiques : TGD, EVVI, justice restaurative, astreintes).
Moyens supports affectés à l'action (direction générale, fonctions supports siège) : 0.46 ETP.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes/victimes aidées/ nouvelles demandes
- Nombre d'entretiens/lieu de permanence
- Nombre de victimes de violences intrafamiliales
- Nombre de suivis psychologiques
- Nombre de saisines à caractère d'urgence

Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de partenaires associés à l'action
- Nombre de victimes orientées par le réseau
- Nombre de diligences effectuées,
- Nombre de victimes résidentes CAPG /issues des quartiers de zone de géographie prioritaire

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	6 141	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	14 000
Achats matières et fournitures	2 076	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	4 065	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	374 055
61 - Services extérieurs	13 113	Ministère de la Justice	203 415
Locations	4 257	Etat FIPD	27 630
Entretien et réparation	5 451		
Assurance	1 437	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	968	Région Sud	26 320
62 - Autres services extérieurs	29 801	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 281	Département Alpes Maritimes	20 300
Publicité, publication	518		
Déplacements, missions	13 703	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	6 299	CAPG Droit commun	47 060
63 - Impôts et taxes	27 274	CAPG FIPD	49 330
Impôts et taxes sur rémunération	27 064		
Autres impôts et taxes	210	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	302 826	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	214 983	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	87 150	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	693	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	100	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	9 800	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	388 055	**TOTAL DES PRODUITS**	388 055

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	5 195	**87 - Contributions volontaires en nature**	5 195
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	5 195	875 - Bénévolat	5 195
TOTAL	393 250	**TOTAL**	393 250

La subvention sollicitée de 47 060 **€, objet de la présente demande représente** 12 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

La subvention de 96 390 EUR représente 25 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_055-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_056 : Programmation 2025 Inclusion Numérique - Attribution de subventions

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_056
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

Programmation 2025 Inclusion Numérique - Attribution de subventions

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de l'inclusion numérique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a pour objectif de permettre aux publics d'accéder à des ressources numériques tout en bénéficiant d'un accompagnement pour monter en compétences sur les nouvelles technologies.

Au titre de la programmation « Développement numérique 2025 », il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association Insertion Travail Education Culture (ITEC) : 10 000 €**
- **Association Banque du Numérique : 11 500 €**

Le montant total des subventions s'élève à 21 500 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

notamment internet ; d'assurer des évaluations de compétences et des diagnostics d'orientation et plus généralement de favoriser l'accès à la culture, aux savoirs et aux loisirs afin de permettre au plus grand nombre de devenir des citoyens actifs et responsables.

- Intitulé et description du projet : « Espace Régional Internet Citoyen (ERIC) des casernes »

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Amener le public à appréhender les nouvelles technologies
- Animer des ateliers de formation
- Accompagner le public dans leur projet de formation
- Lutter contre la fracture numérique et favoriser l'inclusion numérique

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

2. Association Banque du Numérique : 11 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 6 rue Chanoine Rance Bourrey, 06100 Nice, déclarée au journal officiel en date du 12/10/21 sous le n°904 271 269 000 14, RNA n°W062017406 et représentée par son Président Monsieur Philippe FOFANA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :
  - Lutter contre la fracture numérique ;
  - Promouvoir et développer les initiatives d'inclusion numérique ;
  - Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques de solidarité
  - Soutenir la structuration territoriale d'une offre solidaire de mise à disposition de matériel informatique, de connexion aux réseaux, de formations et de médiation ;
  - Favoriser les échanges afin de développer ou de créer des coopérations avec d'une part, les collectivités territoriales, les organismes publics et privés et, d'autre part, tous les acteurs concourant à cette ambition, notamment les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

- Intitulé et description du projet : « Poursuite du déploiement de la banque du numérique sur le Pays de grasse ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mettre à jour la plateforme de la banque du numérique ;
- Accompagner les collectivités dans les projets de reconditionnement ;
- Outiller le public et les partenaires afin de faciliter leur accès au numérique ;
- Lutter contre la fracture numérique et favoriser l'inclusion numérique.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_200 de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, précisant les statuts et compétences obligatoires ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement numérique du 13 mars 2025.

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de développement numérique en faveur des publics et des territoires ; exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir **2 projets pour un montant total de 21 500 € ;**

1. **Association Insertion Travail Education Culture (ITEC) : 10 000 €**

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 25 Traverse du Barri, 06560 Valbonne, déclarée au journal officiel en date du 15 Juin 1994, sous le SIRET n° 394 925 655000 34, RNA n°W061004750 et représentée par son Président Monsieur Dominique ISOARDI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : ITEC a pour but de favoriser la formation, l'insertion ou la réinsertion des personnes le plus en difficulté ou des travailleurs désireux de suivre une remise à niveau des connaissances de base indispensables ; de lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme ; d'aider à la recherche d'emploi ; de favoriser la réussite scolaire des élèves en difficulté ; d'initier les publics accueillis à l'utilisation des multimédias et

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association ITEC : 10 000 € ;
  - Association Banque du Numérique : 11 500 € ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Banque du Numérique, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé chez HETIS 6 rue du Chanoine Rance Bourrey 06100 NICE, identifiée sous le n° de SIRET : 90427126900014 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe FOFANA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Banque du Numérique a initié et conçu le projet **« Poursuite du déploiement de la Banque du numérique sur le Pays de grasse »**.

Ce projet vise à poursuivre son déploiement sur le Pays de grasse en fonction de la feuille de route définit. L'Association s'appuiera sur un réseau de partenaires détecteurs de situations d'illectronisme et permettra de mieux orienter les publics et de les équiper.

Il présente un intérêt public local et il correspond à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale et d'accès aux droits et au numérique en faveur des publics.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation de Développement Numérique 2025, portée par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé le budget primitif 2025.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général **« Poursuite du déploiement de la Banque du numérique sur le Pays de grasse »** et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 26 260 EUR dont 6000 EUR de contributions volontaires en nature conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **11 500 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **26 260 EUR dont 6000 EUR de contributions volontaires en nature**, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de la CAPG ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse : 11 500 euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux personnes, associations, autres personnes de droit privé) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC BANQUE DU NUMERIQUE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL
Code banque : 10278 / Code guichet : 07967
Numéro de compte : 00020543701/ Clé RIB : 45

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.
(L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention).

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Banque du Numérique

Le Président,

Philippe FOFANA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 : « Poursuite du déploiement de la Banque du numérique sur le Pays de grasse ».

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (Affectés au projet, hors CAPG)
20 260 EUR	11 500 EUR	8 760 EUR

a) Objectif(s) :

Permettre à l'ensemble des acteurs sociaux économiques et institutionnels du Pays de grasse de continuer à bénéficier :
- D'une animation locale regroupant des acteurs variés sur le sujet de l'inclusion numérique
- De remises solidaires à des personnes en situation d'illectronisme
- De l'accès et de la mise à jour d'une cartographie de l'offre de proximité afin de mieux orienter sur les dispositifs financés par les acteurs publics
- D'accompagnement des mairies sur leur démarche de reconditionnement (parc d'ordinateurs...)

b) Public(s) visé(s) : Les bénéficiaires de cette action sont : des demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minimas les étudiants les seniors ce sont des personnes à faible niveau de qualification rencontrant des difficultés d'accès aux droits, à la formation et à l'emploi. Les femmes et les plus de 60 ans sont les plus concernées.

c) Localisation : Territoire du Pays de Grasse. Intervention sur l'ensemble des communes avec une priorité d'action en fonction de la situation de l'indice de vulnérabilité numérique de celle-ci.

d) Moyens mis en œuvre : les moyens matériels sont - un local de stockage mis à disposition par l'AFPJR - des prestations de transports (Entreprise Multiservices de l'AFPJR) - des prestations de diagnostics et reconditionnement de matériel informatique et électroniques (CONEXT MOBILE AND YOU et ACTIF AZUR) Les moyens humains sont - une déléguée générale - une prestataire coordinatrice logistique - un temps de prestation administrative

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

-Nombre et noms des communes impactées
-Nombre de structures partenaires relais
-Nombre de points numériques référencés
-Nombre de comités et évaluation
-Nombre d'équipements remis à des personnes en situation d'illectronisme
-Nombre de présences du groupe de travail numérique CAPG

Indicateurs qualitatifs :

-Profils des personnes (âge, sexe, commune d'habitation, niveau de qualification, situation)
-Evaluation de la satisfaction des parties prenantes (structures relais, bénéficiaires, donateurs, re conditionneurs, financeurs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année ou exercice 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	500	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	500	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	20260
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	600		
Locations			
Entretien et réparation	500		
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	4500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2500		
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions	1500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		capg	11500
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	14660	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	8800	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	5860	Autres établissements publics	8760
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	20260	**TOTAL DES PRODUITS**	20260

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	6000	871 - Prestations en nature	6000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	26260	**TOTAL**	26260

La subvention de 11 500 EUR représente 43 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association ITEC – Insertion Travail Education Culture, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé au 25 traverse du Barri, 06560 VALBONNE, identifiée sous le n° de SIRET : 39492565500034 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Dominique ISOARDI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association ITEC a initié et conçu le projet **« ERIC DES CASERNES (Espace Régional Internet Citoyen) »**.

Ce projet vise à sensibiliser le public à appréhender les nouvelles technologies, de manière individuelle ou collective, sous forme d'ateliers et de conseils permanents en favorisant la mixité.

Les objectifs sont la découverte, la sensibilisation et l'accompagnement aux usages numériques.

Il présente un intérêt public local et il correspond à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale et d'accès aux droits et au numérique en faveur des publics.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation de Développement Numérique 2025, portée par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé le budget primitif 2025.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2025_xxx du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général **« ERIC DES CASERNES (Espace Régional Internet Citoyen) »** et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 25 000 EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **10 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **25 000 EUR**, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de la CAPG ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse : 10 000 euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux personnes, associations, autres personnes de droit privé) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC INSERTION TRAVAIL EDUCATION CULTURE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT AGRICOLE
Code banque : 19106 / Code guichet : 00696
Numéro de compte : 43645436130/ Clé RIB : 72

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.
(L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention).

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association ITEC

Le Président,

Dominique ISOARDI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 : **« ERIC DES CASERNES (Espace Régional Internet Citoyen) »**.

Charges du projet	**Subvention de la CAPG**	**Somme des financements publics (Affectés au projet, hors CAPG)**
25 000 EUR	10 000 EUR	0 EUR

a) Objectif(s) :

La découverte, la sensibilisation et l'accompagnement aux usages numériques.

b) Public(s) visé(s) : Demandeurs d'emploi, jeunes, seniors, tout public ayant des difficultés avec l'outil informatique

c) Localisation : CAPG/Grasse

d) Moyens mis en œuvre : 1 animateur multimédia, 1 formateur et 1 coordinateur

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers
- Nombre de sessions individuelles
- Nombre de visites
- Nombre de présences au groupe de travail Numérique de la CAPG

Indicateurs qualitatifs :

-Questionnaires de satisfaction
-Statistiques sur la typologie des publics (nombre d'hommes, de femmes, âge, commune d'habitation, motif d'utilisation de l'ERIC)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année ou exercice 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	200	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	650		
Locations			
Entretien et réparation	200		
Assurance	150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	300		
62 - Autres services extérieurs	800	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	300		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	25000
Services bancaires, autres	300		
63 - Impôts et taxes	732		
Impôts et taxes sur rémunération	232		
Autres impôts et taxes	500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	22618	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	17593	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	5025	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		**TOTAL DES PRODUITS**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	25000	**TOTAL**	25000

La subvention de 25 000 EUR représente 100 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_056-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_057 : Programmation artistique et culturelle 2025 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	**N°DL2025_057**
RAPPORTEUR : Pierre ASCHIERI	
CULTURE	

Programmation artistique et culturelle 2025 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

SYNTHESE

La politique artistique et culturelle intercommunale conduite en faveur de l'épanouissement et de l'émancipation de la personne, du citoyen à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, a pour objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondé sur une culture partagée riche et diversifiée.

Cette politique, co-construite avec les acteurs culturels et les associations du territoire, vise dans le cadre de ses actions en faveur du patrimoine, du spectacle vivant, du livre et de la généralisation d'une éducation artistique et culturelle « 100% EAC », à favoriser et encourager la préservation et la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances.

Au titre de la programmation artistique et culturelle 2025, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse : 903 000 € (dont 134 000 € de mise à disposition de personnel) ;**
- **Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée Piste d'Azur : 135 000 € ;**
- **Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 € ;**
- **Association Culturelle du Val de Siagne : 8 500 € ;**
- **Association Coup de pouce à Caille : 2 000 € ;**
- **Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 5 000 € ;**

Le montant global des subventions « Culture » s'élève à 1 083 500 €.

Monsieur le Vice-Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_200 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil communautaire approuve la modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2025 de la SCIC Piste d'Azur (65 000 €) et du Théâtre de Grasse Centre de développement culturel du Pays de Grasse (449 500) ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ; »

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission culture réunie en date du 27 janvier 2025 ;

Considérant les demandes de subvention déposées par les associations et la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) ;

Considérant que les associations et la SCIC s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets culturels d'intérêt économique général décrits ci-après ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations et de la SCIC ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique culturelle exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération, ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la politique artistique et culturelle intercommunale conduite en faveur de l'épanouissement et de l'émancipation de la personne, du citoyen à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique, a pour objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondé sur une culture partagée riche et diversifiée ;

Considérant que ces projets culturels visent à favoriser et encourager sur l'ensemble des 23 communes, la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances. ;

La présente délibération prévoit de soutenir 6 projets pour un montant total de 1 083 500 €.

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. **L'Association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse-TDG » : 903 000 € (dont 134 000 € de mise à disposition de personnel).**
(Une avance de 449 500 € a déjà été versée en vertu de la délibération n°DL2024_212 du 12 décembre 2024).

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 avenue Maximin Isnard 06 130 GRASSE, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°201000500106 - numéro SIRET 344 854 997 00022, et représentée par son Président en exercice Monsieur Jonathan TURRILLO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : développement culturel et artistique.

- Intitulé et description des projets 2025 :
Soutenir le fonctionnement de l'activité du Théâtre de Grasse et développer le rayonnement du TDG sur le territoire, hors de ses murs, dans les quartiers de Grasse et dans les communes du Pays de Grasse.
Mettre en place un programme d'actions qui participe à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général ; proposer une diffusion artistique de qualité aux publics les plus larges et les plus variés possibles ; promouvoir les démarches d'actions culturelles actives et inventives ; contribuer à la diffusion des formes et disciplines moins valorisées ;
Accompagner : la diffusion hors-les-murs tout au long de la saison et lors d'un temps fort dans la continuité du festival Les Evadées ; l'itinérance sur le territoire et notamment dans le Moyen Pays et le Haut-Pays grassois ; le développement d'un réseau de résidences d'artistes en territoire.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir l'avenant 1 à la convention triennale 2024-2026 ci-annexé.

2. **La Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur : 135 000 €.**
(Une avance de 65 000 € a déjà été versée en vertu de la délibération n°DL2024_212 du 12 décembre 2024).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Régie par la loi du 10 septembre 1947 dont le siège social est situé 1975 avenue de la République, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE, identifiée sous le numéro SIRET 448 507 244 00029, et représentée par son Président-Directeur en exercice, Monsieur Florent FODELLA, agissant au nom et pour le compte de ladite SCIC en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la SCIC : Centre régional des arts du cirque

- Intitulé et description du projet 2025 : Soutenir le fonctionnement de l'activité de Piste d'Azur en cohérence avec les orientations de la politique culturelle de la CAPG dans le respect des orientations ci-dessous :

  - Education artistique et culturelle : interventions auprès des jeunes dans le cadre scolaire/périscolaire,
  - Pratique circassienne amateur : école de cirque amateur pour les jeunes et les adultes (de 2 à 65 ans) du territoire,
  - Formation professionnelle artistique d'élèves nationaux et internationaux : préparation aux écoles supérieures, certification reconnue par l'Etat d'« Artiste de cirque et du mouvement »,
  - Soutien aux artistes et compagnies et aides à l'insertion professionnelle : Accueil en Résidence et accompagnement d'artistes et de jeunes compagnies circassiennes,
  - Centre de ressource et de documentation permettant aux acteurs culturels et institutionnels du territoire de bénéficier des ressources nécessaires à l'organisation de projets autour du spectacle vivant et des arts du cirque,
  - Organisation d'évènements et d'animations autour des arts du cirque dans le territoire tout au long de l'année.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir l'avenant 1 à la convention triennale 2024-2026 ci-annexé.

3. L'Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 77 Allée des Cèdres - 06370 MOUANS SARTOUX, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel 19830256 N° SIRET 334 748 027 000 11, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Marie-Louise GOURDON, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : créer et développer toutes activités artistiques et culturelles et notamment le Festival du Livre de Mouans-Sartoux.

- Intitulé et description du projet 2025 : Participer au rayonnement du festival du livre de Mouans-Sartoux sur l'ensemble du territoire par le développement de projets et d'actions d'éducation artistique et culturelle à destination des jeunes sur l'ensemble des communes du pays de Grasse (écoles, collèges et lycées) :
  Mettre en place une programmation d'ateliers-rencontres à destination des élèves de maternelle, primaire, collège et lycée du Pays du Grasse afin de rendre accessible à tous le livre et la lecture ; Favoriser les rencontres et temps d'échanges avec des auteurs et illustrateurs.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention 2025 ci-annexée.

4. Association Culturelle du Val de Siagne : 8 500 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 17, allée des chênes 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, identifiée sous le numéro de RNA W061001591 - numéro SIRET 49849352700010, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Andrée-Claire LIEGE agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : promouvoir la culture sous toutes ses formes dans les trois communes de la vallée de la Siagne notamment par la programmation de spectacles et d'actions culturelles autour de l'écriture/lecture.

- Intitulé et description du projet 2025 : « programme culturel 2025 » : programmation de spectacles, thés littéraires, ateliers d'écritures...

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention 2025 ci-annexée.

5. Association Coup de pouce à Caille : 2 000 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 18 rue Principale, 06750 CAILLE, identifiée sous le numéro de RNA W061013794 - numéro SIRET 50844358700011, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphan BERGEON, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : développer une offre culturelle de qualité dans le Haut Pays en complément des Estivales du Conseil Départemental notamment par l'organisation du Festival de musique « Pass'à Caille » sur les communes d'Andon, Caille, Séranon et Valderoure.

- Intitulé et description du projet 2025 : « Festival de musique Pass'à Caille » : programmation de 10 concerts (classique, jazz, musique de chambre...), entre juin et juillet 2025, sur 9 jours consécutifs répartis sur les 4 communes.

6. Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 5 000 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16, rue de l'Ancien Palais de Justice, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro de RNA W061004382 - numéro SIRET 79761434400019, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : a pour but la préservation et la valorisation du Patrimoine Culturel Immatériel du Pays de Grasse.

- Intitulé et description du projet 2025 : Demande de soutien financier au titre des actions menées pour la valorisation de la reconnaissance des « Savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Le Président, Raymond ALBIS, Dominique BOURRET, Aline BOURDAIRE, Cyril DAUPHOUD, Nicolas DOYEN, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Florence SIMON.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse- TDG » 903 000 € (dont 134 000 € de mise à disposition de personnel) (étant précisé qu'il reste à verser 319 500 €, une avance de 449 500 € ayant déjà été versée) ;
  - Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée Piste d'Azur : 135 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 70 000 €, une avance de 65 000 € ayant déjà été versée) ;
  - Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 € ;
  - Association Culturelle du Val de Siagne : 8 500 € ;
  - Association Coup de pouce à Caille : 2 000 € ;
  - Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 5 000 € ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions annexées, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération
Vu la délibération du Conseil de Communauté 2025_XXX du 03 avril 2025.

D'une part,

ET :
Le ***Centre d'expression culturelle et artistique***, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 77 Allée des Cèdres - 06370 MOUANS SARTOUX, représentée par sa Présidente **Madame Marie-Louise GOURDON** et désignée sous le numéro de déclaration au journal officiel 19830256, N° SIRET 334 748 027 000 11 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Préambule

« Le Festival du livre » de Mouans-Sartoux, initié et conçu par le *Centre d'expression culturelle et artistique* participe de la politique culturelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en contribuant à l'accès des jeunes à la culture : lecture publique, cinéma.
La Communauté d'agglomération a reconnu d'intérêt communautaire le soutien à l'organisation d'animations pour les enfants et les familles dans le cadre de manifestations culturelles.

La Communauté d'agglomération entend formaliser ses relations avec cette association dans le cadre d'une convention triennale qui a pour but de définir les objectifs pour lesquels l'association *Centre d'expression culturelle et artistique* est subventionnée par la Communauté, de déterminer les droits et obligations de chacune des parties.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Organiser le 38ème « Festival du livre » de Mouans Sartoux et produire des animations jeunesse dans le cadre de cet évènement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Faire participer les scolaires de la CAPG aux activités en leur proposant des rencontres, ateliers ou spectacles. Ces activités auront lieu à Mouans Sartoux et dans le reste du territoire.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet.

ARTICLE 2 : Engagements de l'association

a. Description du projet de l'association

L'association s'engage à organiser la 38ème édition du « Festival du livre », à créer un espace dédié au livre et littérature pour le public jeune et familial et à proposer des activités de sensibilisation à la lecture et au livre aux scolaires par :

- l'organisation de rencontres avec des professionnels du livre, des artistes (illustrateurs, auteurs, …), journalistes...
- la présentation de spectacles et de séances de cinéma
- la tenue d'ateliers.

ARTICLE 3 : Engagement de la collectivité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à verser la subvention pour financer les actions citées à l'article 2 de la convention.

La Communauté d'agglomération s'engage à communiquer à toute personne qui en fera la demande le budget et les comptes de l'association ainsi que la présente convention et les comptes rendus financiers de la subvention.

ARTICLE 4 : Modalités de versement de la contribution financière

Pour l'année 2025, l'aide attribuée par la Communauté est de ***30 000 euros***.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à la Caisse de Crédit Mutuel de Mouans-Sartoux au compte de *Centre d'expression culturelle et artistique.*

Code établissement : 10278	Code guichet : 09070
Numéro de compte : 00020090701	Clé RIB : 20

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 5 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

programme d'actions définis d'un commun accord entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal Officiel*,
- Le rapport d'activité.

L'association déclare le montant brut des deux salaires les plus élevés de son personnel à la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 6 : Autres engagements

L'association s'engage :

- à déposer à la Préfecture du Département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, la présente convention ainsi que le compte rendu financier de la subvention (c*lause applicable uniquement aux associations ayant reçu annuellement de l'ensemble des collectivités publiques une subvention supérieure à 153 000 Euros).*

- à communiquer sans délai à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté d'agglomération sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : Communication

L'association s'engage, dans tous ses outils de communication externes et internes en lien avec sa politique d'éducation artistique et culturelle, à faire apparaître le logo de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

La Communauté d'agglomération s'engage à promouvoir les activités de l'association par le biais de l'information communautaire.

ARTICLE 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : Evaluation

L'association s'engage à fournir au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.
L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact de programme d'actions au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 10 : Contrôle de l'administration

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 11 : Durée de la convention

La convention prend effet à compter de la signature par les deux parties pour l'année 2025.

ARTICLE 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

ARTICLE 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association.
Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 14 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association dénommée, Centre d'expression culturelle et artistique**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Marie Louise GOURDON**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE

5. Budget[1] de l'association

Année 2025 ou exercice du au

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	92560
Achats matières et fournitures	2300	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	3500	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	
Prestations de Service	93785	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		CNL	38890
Locations	66230	DRAC	3500
Entretien et réparation	1780	CCAS	1000
Assurance	2400	Conseil-s Régional(aux) :	50000
Documentation			
Sous Traitance	62760		
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	58000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4250		
Publicité, publication	86070		
Déplacements, missions	89680	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1910	Commune	210000
63 - Impôts et taxes		CAPG	30000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes	3500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	179420	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	53900	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	3000	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	120375
		758. Dons manuels - Mécénat	50300
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	1500
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1640	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	656125	**TOTAL DES PRODUITS**	656125
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	656125	**TOTAL**	656125

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat : voir notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

AVENANT N°1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉES 2024 - 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération.
Vu la délibération du Conseil de Communauté DL2025_XXX du 03 avril 2025.

D'une part,

ET :

Le ***Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse***, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 Avenue Maximin Isnard - 06130 GRASSE, représentée par son président **Monsieur Jonathan TURRILLO** et désignée sous le numéro de déclaration au journal officiel 201000500106 - N° de SIRET 344 854 997 00022 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a adopté la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2024_067 du 04 avril 2024 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention au Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_200 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil de communauté approuve la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2025 au Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse (449 500 €) ;

Vu l'avis favorable de la commission culture réunie en date du 27 janvier 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Considérant le projet initié et conçu par le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique intercommunale d'éducation artistique et culturelle et du spectacle vivant ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Les termes du présent avenant se substituent intégralement à la convention d'objectifs et de financement triennale 2024-2026 conclue entre la CAPG et la SCIC et en vertu de la délibération n°2024_067 du 04 avril 2024.

Par le présent avenant, le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général : « Programmation 2025 ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global du Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Le présent avenant et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le service des Affaires culturelles de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec la SCIC pour toute question relative à la mise en œuvre du présent avenant.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La durée de la convention initiale reste inchangée. Le présent avenant est conclu au titre de l'exercice 2025 et prendra juridiquement effet à sa date de notification signé par chacune des parties et ce jusqu'à son terme prévu le 31 décembre 2025.

Toute reconduction de la convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°1 du présent avenant et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°2
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse ;
- sont identifiables et contrôlables.

Lors de la mise en œuvre du projet, le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 903 000 établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet au Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse de la manière suivante :

- Mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers consentie à titre gracieux en vertu de la décision du Président n°2024_097 du 20 juin 2024.
  Les modalités définissant la présente mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique signée en date du 28 juin 2024 et conclue pour une durée de trois ans (28 juin 2024 – 24 juin 2027).

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la CAPG d'un montant total de 903 000 € est versée :

- Au titre d'une avance de 449 500 € conformément à la délibération du Conseil de communauté n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre d'un acompte à la notification du présent avenant signé par chacune des parties, soit 453 500 €.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux organismes de droit privé) ; fonction « 311 – Action culturelle » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : CDC DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF/NICE
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004368864 / Clé RIB : 69

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés en annexe et définis d'un commun accord entre la CAPG et le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse. Ces documents sont signés par le Président du le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de chaque tranche annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe du présent avenant.

La CAPG procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 11 : Responsabilité

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération. En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La CAPG et le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à respecter ses obligations en matière de dépôt de comptes au registre du commerce et des sociétés.

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

Dans la conduite de ses actions, le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la CAPG favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre du présent avenant, le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

L'annexe fait partie intégrante du présent avenant.

ARTICLE 17 : Suspension

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée au Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent avenant, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par la SCIC sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre du présent avenant conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la SCIC et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La CAPG informe le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours du Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si le Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association dénommée,
Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse

Le Président,

Jonathan TURRILLO

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

A N N E X E 1

5. Budget[1] de l'association

Année 2025 *ou exercice du* ____ *au* ____

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	502 200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	341 000
Achats matières et fournitures	35 000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	472 000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	1 803 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	129 000	DRAC PACA / CREATION ARTISTIQUE	210 000
Locations	80 000	DRAC PACA / AIDE A LA TRANSMISSION	65 000
Entretien et réparation	30 000	DRAC PACA / MPMD	30 000
Assurance	15 000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	4 000	REGION SUD	250 000
62 - Autres services extérieurs	374 000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	55 000	ALPES-MARITIMES	300 000
Publicité, publication	90 000		
Déplacements, missions	200 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	30 000	CAPG	920 000
63 - Impôts et taxes	25 000		
Impôts et taxes sur rémunération	15 000		
Autres impôts et taxes	10 000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	1 070 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	665 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	240 000	Autres établissements publics	22 000
Autres charges de personnel	165 000	Aides privées (fondation)	6 000
65 - Autres charges de gestion courante	70 000	**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	65 000
66 - Charges financières	1 000	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	53 000	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	21 000
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	2 230 000	**TOTAL DES PRODUITS**	2 230 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		TOTAL	

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Janvier 2022 - Page 4 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

A N N E X E 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION
ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

INDICATEURS	OBJECTIFS
Comptabilisation du nombre de spectateurs annuel	Mesurer l'attractivité et le rayonnement du théâtre
Taux de réabonnement et nouveaux abonnés	Mesurer sa capacité à fidéliser les publics
Provenance géographique des spectateurs	
Nombre d'activités de médiation au tout public	Mesurer l'engagement du théâtre dans l'éducation artistique et culturelle sur le territoire
Nombre de spectacles Jeune Public programmés	
Nombre de participants scolaires : - Dont issus des quartiers de la politique de la ville - dont issus de zones rurales	
Nombre d'activités proposées aux scolaires : - dont issus des quartiers de la politique de la ville - dont issus de zones rurales	Mesurer le principe de diffusion Hors les Murs (art. 2)
Nombre de spectacles hors les murs et localisation	Observer l'activité de création sur le territoire
Nombre d'aide à la création ou de co-production : - dont artistes/Cies implantés sur le territoire de la CAPG	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Indicateurs qualitatifs :
L'association programme des spectacles et met en œuvre des actions qui lui permettent de remplir ses engagements en tant que « Scène conventionnée d'intérêt national » et « Pôle régional de développement culturel ». Dans ce cadre, elle co-signe une convention avec l'Etat, la Communauté d'agglomération et la Région PACA.
Les spectacles diffusés et ateliers autour des représentations, permettent de sensibiliser les publics à la création contemporaine. Ainsi, de nombreux scolaires, enseignants participent à des ateliers et des rencontres autour des spectacles programmés.
De plus, l'association accueille des résidences de création.

Conditions de l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 10 de la présente, un entretien annuel aura lieu en septembre de l'année d'effet de la convention. L'association fournira alors un bilan d'étape qualitatif et quantitatif des actions soutenues par la CAPG.

Si elles n'ont pu être envoyées dans le cadre d'un nouveau dossier de demande de subvention pour l'année N+1, les pièces visées à l'article 10 de la convention 2021-2023, devront être parvenues à la Direction des affaires culturelles et du développement touristique (DACDT) avant le 1er mars 2025 Elles seront accompagnées d'un bilan qualitatif et quantitatif annuel des actions financées par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

AVENANT N°1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNEES 2024 à 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération.
Vu la délibération du Conseil de Communauté 2025_XXX du 03 avril 2025.

D'une part,

ET :

« Piste d'azur », *Société Coopérative d'Intérêt Collectif,* dont le siège social est situé 1975 avenue de la République, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE, représentée par son Président **Monsieur Florent FODELLA,** N° SIRET 448 507 244 00029 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a adopté la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2024_067 du 04 avril 2024 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention à la SCIC Piste d'Azur ;

Vu la délibération n°DL2024_200 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil de communauté approuve la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2025 de la SCIC Piste d'Azur (65 000 €) ;

Vu l'avis favorable de la commission culture réunie en date du 27 janvier 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_XXX du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté adopte le budget 2025 ;

Considérant le projet initié et conçu par la SCIC « Projet Piste d'Azur 2025 » conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique intercommunale d'éducation artistique et culturelle et du spectacle vivant ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la SCIC participe à la mise en œuvre de cette politique.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

Les termes du présent avenant se substituent intégralement à la convention d'objectifs et de financement triennale 2024-2026 conclue entre la CAPG et la SCIC et en vertu de la délibération n°2024_067 du 04 avril 2024.

Par le présent avenant, la SCIC s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général : « Projet Piste d'Azur 2025 ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de la SCIC.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Le présent avenant et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

Le service des Affaires culturelles de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec la SCIC pour toute question relative à la mise en œuvre du présent avenant.

ARTICLE 2 : Durée d'application et condition de reconduction

La durée de la convention initiale reste inchangée. Le présent avenant est conclu au titre de l'exercice 2025 et prendra juridiquement effet à sa date de notification signé par chacune des parties et ce jusqu'à son terme prévu le 31 décembre 2025.

Toute reconduction de la convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 8 et 9 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°1 du présent avenant et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°2;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par la SCIC ;
- sont identifiables et contrôlables.

Lors de la mise en œuvre du projet, la SCIC peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

La SCIC notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 135 000 € établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par la SCIC de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de la SCIC de la manière suivante :

- Mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers consentie à titre gracieux en vertu de la décision du Président n°2023_029 du 09 février 2023.
  Les modalités définissant la présente mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique signée en date du 22 février 2023 et conclue pour une durée de trois ans (14 février 2023 – 13 février 2026).

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La contribution financière de la CAPG d'un montant total de 135 000 € est versée :

- Au titre d'une avance de 65 000 € conformément à la délibération du Conseil de communauté n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre d'un solde à la notification du présent avenant signé par chacune des parties, soit 70 000 €.

ARTICLE 6 : Inscription budgétaire de la subvention

La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 6574 (subvention de fonctionnement aux organismes de droit privé) ; fonction « 311 – Action culturelle » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : SCIC PISTE D'AZUR
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF/NICE
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004510122 / Clé RIB : 88

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 7 : Pièces justificatives

La SCIC s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la CAPG et la SCIC. Ces documents sont signés par le Président de la SCIC ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 : Contrôle

Pendant et au terme de la période de réalisation la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. La SCIC s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 : Évaluation

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

La SCIC s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de chaque tranche annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 du présent avenant.

La CAPG procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec la SCIC de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à la SCIC.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, la SCIC octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

ARTICLE 11 : Responsabilité

La SCIC est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et règlementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération. En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

La SCIC est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 : Conflits d'intérêts

La SCIC s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. La SCIC s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de la SCIC des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 13 : Confidentialité

La CAPG et la SCIC s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 14 : Communication

La SCIC s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 15 : Autres engagements

La SCIC informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

La SCIC s'engage à respecter ses obligations en matière de dépôt de comptes au registre du commerce et des sociétés.

La SCIC déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

Dans la conduite de ses actions, la SCIC s'engage à participer à la démarche intégrée menée par la CAPG favorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes définie par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et précisée par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre du présent avenant, la SCIC en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : Annexes

L'annexe fait partie intégrante du présent avenant.

ARTICLE 17 : Suspension

La SCIC peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure[1], rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à la SCIC n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 18 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent avenant, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : Déchéance

Conformément aux dispositions prévues par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, sont prescrites, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par la SCIC sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au

[1] On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

titre du présent avenant conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la SCIC et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La CAPG informe la SCIC de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : Modification

La convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et la SCIC. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de la SCIC auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

La SCIC dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée de la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si la SCIC introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes

Pour la SCIC Piste d'Azur

Le Président,

Florent FODELLA

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

A N N E X E 1

5. Budget[1] de l'association

*Année 20*25 *ou exercice du* 01/01/25 *au* 31/12/25

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	102 700	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	257 000
Achats matières et fournitures	102 700	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	397 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	13 800	DRAC PACA	121 000
Locations	1 000		
Entretien et réparation	6 000		
Assurance	5 300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 500	SUD PACA	100 000
62 - Autres services extérieurs	44 500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 000	Alpes Maritimes	35 000
Publicité, publication	5 000		
Déplacements, missions	17 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	11 000	CAPG	140 000
63 - Impôts et taxes	12 000	La Roquette Sur Siagne	1 000
Impôts et taxes sur rémunération	12 000		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	468 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	318 700	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	149 300	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	1 000	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	12 000	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	654 000	**TOTAL DES PRODUITS**	654 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	120 000	871 - Prestations en nature	120 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	120 000	**TOTAL**	120 000

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a *minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

A N N E X E 2
INDICATEURS D'ÉVALUATION
ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS	OBJECTIFS
Pratique amateur : - nombre de pratiquants - nombre d'heures d'activité annuelle	Mesurer l'activité de la SCIC Piste d'Azur et l'animation du territoire
Organisation d'évènements : - nombre d'évènements et d'animation autour des arts du cirque sous le chapiteau et sur le territoire CAPG - nombre de participants - nombre de communes concernées	
Préparation aux écoles supérieures : - nombre d'élèves formés - nombre de concours présenté - nombre d'élèves ayant réussi à entrer en école supérieure et nombre d'élève en continuité de formation - provenance géographique des élèves	Mesurer les actions de formation professionnelle dans le domaine des arts du cirque portée par Piste d'Azur
Certification reconnue par l'Etat : - nombre d'élèves accueillis en formation - nombre d'élèves diplômés - provenance géographique des élèves	
BIAC et autres formations professionnelles : - nombre d'élèves accueillis en formation - nombre d'élèves diplômés - provenance géographique des élèves	
EAC : - nombre de scolaires participants - nombre d'heures d'activités proposées à des scolaires - nombre d'établissements sur le territoire et à l'extérieur	Mesurer l'engagement de Piste d'Azur dans l'éducation artistique et culturelle sur le territoire
Accueil et accompagnement d'artistes : - nombre d'artistes accompagnés (aide à la création, co-production, accueil en résidence…) - dont artistes et Cies implantés sur le territoire	Observer l'activité de création sur le territoire

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Conditions de l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 10 de la présente, un entretien annuel aura lieu en septembre de l'année d'effet de la convention. La SCIC Piste d'Azur fournira alors un bilan d'étape qualitatif et quantitatif des actions soutenues par la CAPG.

Si elles n'ont pu être envoyées dans le cadre d'un nouveau dossier de demande de subvention pour l'année N+1, les pièces visées à l'article 6 de la convention 2024-2026, devront être parvenues à la Direction des affaires culturelles et du développement touristique (DACDT) avant le 1er avril 2025. Elles seront accompagnées d'un bilan qualitatif et quantitatif annuel des actions financées par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Volet ouvert annexé à la délibération n°DL2025_057

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, dont le siège est sis 57, avenue Pierre Sémard – BP 91015 – 06131 Grasse Cedex – représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présents par une décision en date du ……..……, visée en Sous-préfecture de Grasse le ……..

Dénommée ci-après : « La CAPG »,

Et

La **Ville de Grasse**, représentée par son Adjoint au Maire en exercice, Monsieur Nicolas DOYEN, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

Dénommée ci-après : « La Ville »,

Et

L'**Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse** identifiée sous le numéro SIREN N° 797 614 344, dont le siège est Maison des Associations 16 Rue de l'Ancien Palais de Justice 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD Président agissant en application d'une décision du conseil d'administration en date du ……

Dénommée ci-après, « L'Association »,

Préambule

Le patrimoine culturel immatériel dit aussi patrimoine vivant est un facteur important du maintien de la diversité culturelle face à la mondialisation croissante. Il est traditionnel, vivant et contemporain et contribue à procurer un sentiment d'identité, de continuité et d'appartenance à une communauté.

Le 28 novembre 2018, **les « savoir-faire liés au Parfum en Pays de Grasse : la culture des plantes à parfum, la connaissance des matières premières naturelles et leur transformation et l'art de composer le parfum »** ont été reconnus au Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité par l'UNESCO. Cette reconnaissance est portée par l'association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse en partenariat avec la

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et avec le soutien de toutes les communautés.

Cette inscription au Patrimoine de l'Humanité est un moyen :

- de rendre hommage aux générations qui ont porté et transmis aux générations suivantes ces savoir faire, et d'inscrire les savoir-faire liés au Parfum dans l'histoire de l'Humanité,
- de faire davantage prendre conscience en particulier parmi les jeunes générations de l'importance du patrimoine culturel,
- de sensibiliser au niveau local, national et international de l'importance de ce patrimoine pour le Pays de Grasse, avec un impact non négligeable et espéré sur l'économie générale, touristique, environnementale,
- d'assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur de ce patrimoine.

Ainsi, l'Association du Patrimoine vivant en Pays de Grasse, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Ville de Grasse s'engagent à avancer conjointement vers un objectif commun : Faire vivre et rayonner la reconnaissance de ces savoir-faire. Unis et partenaires dans cet objectif, elles mettent leurs moyens et leurs spécificités en commun pour mettre en œuvre les mesures de sauvegarde définies dans le dossier de candidature.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements des partenaires désignés ci-dessus, dans un objectif commun de valorisation de la reconnaissance des savoir-faire liés au parfum au patrimoine culturel immatériel de l'humanité et cela à travers les différents projets permettant d'y parvenir.

La CAPG, la Ville de Grasse et l'association définissent en commun les projets à mettre en œuvre chaque année. Pour 2025, 3 évènements sont programmés :

- 8 mars 2025 : le colloque « Les savoir-faire liés au parfum et à l'art de la construction en pierre sèche, valorisation croisée et enjeux communs de deux éléments inscrits sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité » dans le cadre des journées « de la Pierre au Parfum »,
- 26 mai 2025 : Cérémonie de remise de l'emblème,
- 28 novembre 2025 : le colloque annuel sur le thème prévisionnel « Fédérer la filière ».

Article 2 – Engagements des partenaires

2.1 Engagements de l'association :

A travers la communauté de praticiens qu'elle fédère, cultivateurs de plantes à parfums, experts en connaissance des matières premières naturelles, spécialistes de la transformation, compositeurs de parfums indissociablement liés ainsi qu'à travers ses membres, l'association apporte notamment son expertise, ses connaissances sur tous les aspects du dossier.

2.2 Engagement de la CAPG et de la ville :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Visa pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

La CAPG et la Ville dans le cadre des règles qui les régissent associent leurs agents compétents aux actions à mettre en œuvre (cf Article 1). Ces agents demeurent sous l'autorité exclusive de la hiérarchie dont ils dépendent.
Les interventions des agents des collectivités consisteront en leur présence au sein des commissions et comités ainsi que dans le cadre de l'organisation des actions et évènements organisés de concert.
De plus, La CAPG et la Ville peuvent mettre leurs équipements gracieusement à disposition pour l'organisation de ces actions.

La CAPG héberge le site internet de l'Association. Le site internet a pour vocation d'archiver, de valoriser et de rendre accessibles l'ensemble des actions portées par l'Association.

2.3 Engagements de l'ensemble des partenaires

Une commission d'octroi de l'emblème des « Savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse » se réunit plusieurs fois par an pour étudier les demandes d'usage de l'emblème conformément à la charte d'engagement mise en place. La CAPG accompagne la commission dans un rôle de rapporteur.

Un comité de suivi des mesures de sauvegarde Patrimoine Culturel Immatériel intégrant l'association et les deux collectivités est mis en place pour réfléchir, proposer et coordonner les actions. Ce comité opérationnel est composé s'agissant de la CAPG : du Président, du Vice-Président à la culture ainsi que des agents en raison de leurs compétences et leurs missions au sein de la collectivité.
S'agissant de la Ville : du Maire, de l'Adjoint à la Culture ainsi que des agents en raison de leurs compétences et de leurs missions au sein de la collectivité.

En termes de communication, l'association et les collectivités s'engagent dans les actions entreprises en commun à citer et mentionner dans tous les documents informatifs ou promotionnels édités par l'une d'entre elles, le nom de ses partenaires signataires de la présente convention. Elles s'autorisent sur leur site internet à citer les actions en cours en mentionnant le nom de la structure porteuse du projet.
Les opérations de communication et de presse sur la reconnaissance et les actions mises en œuvre se feront de manière conjointe entre l'association et les collectivités.

Une évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions (respect des objectifs, maîtrise des dépenses, valorisation des actions…) auxquels les collectivités ont apporté leur concours est réalisée selon des modalités définies d'un commun accord. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de l'intérêt général et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la présente convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

ARTICLE 3 - Modalités de versement de la contribution financière

Pour la mise en œuvre des projets mentionnés dans l'article 1, la CAPG s'engage à verser une subvention d'un montant de **5 000 € pour l'année 2025**.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement sera effectué au Crédit Mutuel Grasse à l'Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse.
Code établissement : 10278 Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00020637701 Clé RIB : 45

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Article 4 - Assurances

Chacune des parties, maître d'ouvrage de l'activité et/ou d'une action ci-dessus définie l'exerce sous sa responsabilité exclusive.

Article 5 – Prise d'effet – Durée

La présente convention prendra effet à la date de sa signature pour une durée d'un an renouvelable 2 fois par avenant.

Article 6 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'un de ses engagements résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 – Litiges

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, et après épuisement de tout recours amiable, le Tribunal administratif de Nice sera seul compétent pour connaître de toute contestation.

Fait à Grasse, en 3 exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Pour la Ville de Grasse

L'Adjoint au Maire,

Nicolas DOYEN

Pour l'Association du Patrimoine Vivant du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_057

CONVENTION

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ET

L'ASSOCIATION CULTURELLE DU VAL DE SIAGNE

_____

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT – ANNEE 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 Avenue Pierre Sémard - 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération N°DL2025_XXX prise en date du 03 avril 2025.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

ET

L'Association Culturelle du Val de Siagne, immatriculée sous le numéro SIRET 498 493 527 000 10 dont le siège est sis 17 Allée des Chênes - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, déclarée en Sous-Préfecture de Grasse le 13 avril 2010 sous le numéro W061001591, et représentée par sa Présidente, Madame Andrée-Claire LIEGE.

Dénommée ci-après, « **l'Association** »,

Dénommée ensemble ci-après, « **les parties** »,

PREAMBULE

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement culturel et en soutien à la programmation de spectacle vivant, la CAPG souhaite accompagner l'Association Culturelle du Val de Siagne pour ses activités de promotion de la culture et de diffusion de spectacles vivants sur le territoire d'action des communes de La Roquette sur Siagne, Pégomas et Auribeau sur Siagne.
L'Association Culturelle du Val de Siagne organise entre autres, des représentations théâtrales et musicales.
La CAPG souhaite également contribuer financièrement à ce projet d'intérêt général.

La CAPG souhaite soutenir le programme culturel 2025 mis en place par l'Association au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne par une mise à disposition à titre gratuit de la salle de spectacle dans la limite de dix (10) représentations maximum par an et par l'attribution d'une subvention.

Ainsi, il convient par la présente convention, de formaliser le soutien apporté par la CAPG au profit de l'Association tant en déterminant les modalités de la mise à disposition de biens mobiliers et immobiliers et d'attribution de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET
L'objet de la convention est de déterminer le soutien apporté par la CAPG au bénéfice de l'Association en définissant les modalités de la mise à disposition des locaux et équipements et celle de la subvention attribuée.

Article 2 : DESCRIPTION DU PROJET
L'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant :

- Programmer **dix (10) spectacles maximum** variés à destination du jeune public et des familles dans la Vallée de la Siagne.

Son action permet de faire rayonner la culture sur la Vallée de la Siagne en offrant une programmation culturelle variée. En 2025, l'Association proposera 10 spectacles maximum à l'intention des jeunes et/ou des familles.

Article 3 : DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION
Pour chacune de ces 10 représentations maximum, la CAPG met à la disposition de l'Association une partie des locaux (cf. annexe 5) d'une superficie totale de 750 m² dont elle est propriétaire au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne, sis 1975 Avenue de la République - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, sur la parcelle cadastrée AC0120 (Voir fiche).

Ces biens comprennent :

- un hall d'accueil comprenant une banque d'accueil, un bar et un vestiaire public,
- des dégagements,
- une salle polyvalente,
- des loges,
- et l'équipement scénique tel que désigné en annexe 1 à la présente convention.

Article 4 : DESTINATION DES BIENS MIS A DISPOSITION
L'Association s'engage à affecter les locaux mis à disposition à l'usage exclusif du projet désigné à l'article 2 de la présente convention et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions pour la programmation de spectacles vivants.

La mise à disposition est limitée à dix représentations de spectacle maximum pour la durée totale de la convention.

L'Association pourra encaisser des recettes de billetterie ou buvette liées à son activité.

Article 5 : CONDITIONS GENERALES DE LA MISE A DISPOSITION
La mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers est consentie à l'Association à titre précaire et révocable.

Article 5.1 Obligations incombant à l'Association

- L'Association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit.
- L'Association s'engage à n'utiliser que les biens mobiliers et immobiliers visés aux articles 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 4.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- L'Association s'engage à utiliser les biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter les règles de sécurité.
- L'Association se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.
- L'Association est tenue de maintenir pendant toute la durée de la présente convention, les biens qui lui sont confiés en en bon état de nettoyage, bon état de conservation, de fonctionnement et d'exploitation.
- La présente convention est consentie intuitu personae, l'Association ne pourra céder les droits en résultant et s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.
- l'Association s'engage à prendre connaissance des 2 chartes d'engagement annexées à la présente convention et à s'y conformer .
- L'Association informera la CAPG des travaux, lui incombant en tant que propriétaire des locaux, qu'elle estime nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

Article 5.2 Obligations incombant à la CAPG

- La CAPG s'engage de son côté à mettre à disposition les locaux et biens susmentionnés au profit de l'Association, selon les conditions prévues par la présente.
- La CAPG se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif en cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité.
- La CAPG s'oblige à exécuter et prendre en charge les travaux qui sont à la charge du propriétaire au sens de l'article 606 du Code civil. Cependant, si ces réparations sont rendues nécessaires par la faute ou la négligence de l'Association, cette dernière en supportera la charge financière.

Article 5.3 Contraintes de fonctionnement :

- Les parties reconnaissent expressément que la CAPG peut utiliser tout ou partie des locaux utilisés par l'Associaiton sous réserve d'une information préalable de l'Association, notifiée au moins 30 jours avant de début des manifestations. En cas d'urgence, ce délai est ramené à 15 jours.
- Dans ce cas, il y a interruption dans les effets de la mise à disposition : la CAPG retrouve la responsabilité pleine et entière des locaux et du matériel utilisés pour tout ou partie et durant la période de jouissance.
- Ces contraintes, sauf cas de force majeure, ne s'imposent à l'Association que dans le respect de la continuité des missions de services publics dévolues à la CAPG dans l'exercice de ses compétences.
- En sus des contraintes évoquées ci-dessus, l'Association supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux qui deviendraient nécessaires tant aux abords, des biens mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative de la CAPG, et sans pouvoir réclamer aucune indemnité.
- En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à l'Association dans un délai raisonnable.

Article 6 : MODALITES FINANCIERES

6.1 Attribution d'une subvention

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour l'année 2025, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant de 8 500 € au bénéfice de l'Association culturelle du Val de Siagne.

La subvention de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par l'Association de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet.

En vertu de la délibération DL2022_074 prise en date du 6 avril 2024, la subvention sera versée au bénéfice de l'Association et créditée au compte Crédit Agricole de l'Association selon les procédures comptables en vigueur :

Code établissement : 19106 Code guichet : 00607
Numéro du compte : 43642654927 Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

6.2 Redevance
La mise à disposition des locaux et équipements est consentie à titre gratuit.

Article 7 : PIECES JUSTIFICATIVES
L'Association s'engage à fournir à la CAPG, avant le 1er juillet de l'année suivante, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé et certifiés conformes par la Présidente. En vertu des dispositions de l'article L 612-4 du code de commerce, une certification par un commissaire aux comptes est obligatoire dans le cas où le montant de l'aide publique enregistrée au cours de l'exercice atteindrait 153 000 euros (total des subventions perçues par l'Association provenant de l'Etat, des Collectivités locales ou Etablissements publics). Ils comprendront en annexe le détail des sommes encaissées au titre de la billetterie ainsi que les nouvelles propositions tarifaires s'il y a lieu.

La CAPG s'engage à communiquer à toutes personnes qu'en fera la demande le budget, les comptes et les comptes-rendus financiers de l'Association ainsi que la présente convention.

Article 8 : CONTROLE
Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées et à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

La CAPG contrôle à l'issue de la convention que la subvention n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

augmenté d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 9 : ÉVALUATION
L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°3 de la présente convention.

La CAPG procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, concernant la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 10 : COMMUNICATION
L'Association s'engage, dans tous ses outils de communication externes et internes, à faire apparaitre le logo de la CAPG. La CAPG s'engage à promouvoir les activités de l'Association par le biais de l'information communautaire.

Article 11 : ASSURANCES
L'Association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que tous dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.
L'Association s'engage à fournir dès la signature de la présente convention l'attestation correspondante dûment établie par son assureur.
L'Association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.
LA CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de sa mise à disposition.

Article 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Les éventuelles modifications apportées à la présente convention devront faire l'objet d'avenants conclus entre les parties signataires.

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de l'Association devront être signalés à la CAPG dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 15 ci-après.

Article 13 : DUREE
La présente convention est consentie et acceptée à compter de la date de signature des parties pour 10 représentations maximum sur l'année 2025.

Article 14 : FIN DU CONTRAT

Article 14.1 : Suspension
L'Association peut suspendre la programmation de ces représentations (en tout ou partie) si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

De plus, si la crise sanitaire liée à la Covid-19 est toujours en cours ; l'Association se doit de respecter les règles sanitaies en vigueur (ex : port du masque, présentation du pass sanitaire, etc…). En cas de cas positifs à la Covid-19, l'Association se doit de les déclarer à la CAPG pour assurer la sécurité de tous. Si une date de la programmation devait être annulée par l'Association ou la CAPG, une nouvelle date pourra être définie sous réserve de disponibilité des lieux.

Article 14.2 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

Article 15 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 8 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 : RECOURS

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Article 17 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Article 18 : ANNEXES

- Annexe n° 1 Liste des biens mobiliers mis à disposition
- Annexe n° 2 Charte d'engagement de mise à disposition
- Annexe n° 3 Charte d'engagement écoresponsable
- Annexe n° 4 Plan du cadastre

Les annexes susmentionnées font partie intégrantes de la présente convention et lient les parties.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association culturelle du Val de Siagne**
Le Président,	**La Présidente**,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Andrée-Claire LIEGE**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 1

Matériel mis à disposition

EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE SPECTACLE DE L'ECSVS

ESPACE CULTUREL ET SPORTIF DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE



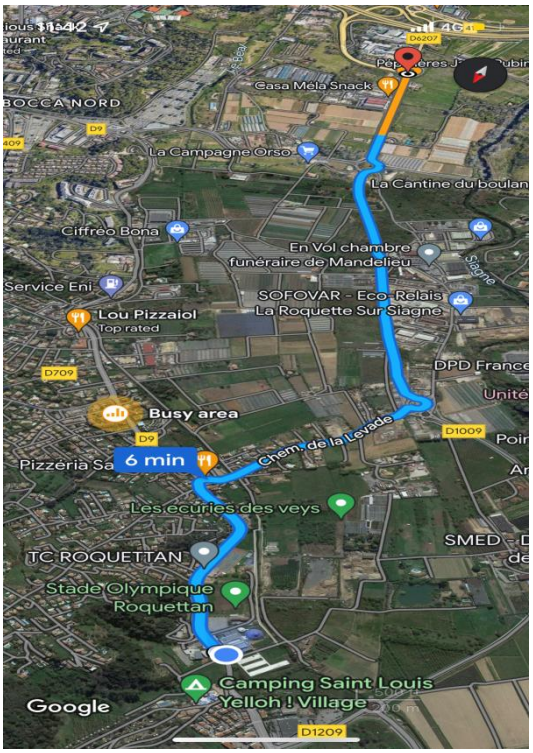


AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

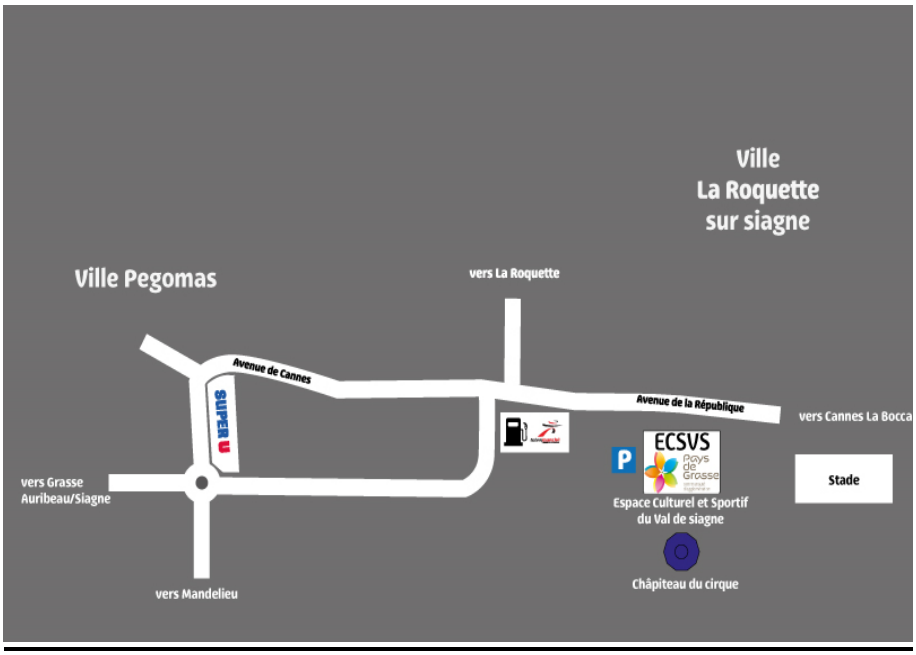


ACCES

Depuis l'autoroute A8



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



Accueil sonorisation et lumière

L'accueil des concerts est toujours placé sous la responsabilité du régisseur d'accueil qui veillera :

- A la mise à disposition et mise sous tension des équipements existants.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités Norme.

NF15/100.

Déchargement, accès et stationnement

Un espace déchargement est prévu pour l'accueil et le déchargement des véhicules. Le quai de déchargement est de plain-pied jusqu'à la scène...

SÉCURITÉ INCENDIE ET PRÉVENTIONS DES RISQUES

L'utilisation du gaz est interdite dans le bâtiment.

L'utilisation éventuelle de flamme nue y compris cigarette en jeu fait l'objet de conditions d'utilisation strictes, de moyens de sécurité compensatoires et d'un accord préalable de la direction technique.

Obscurité

Le noir salle intègre la présence de Bloc Autonome d'Éclairage de Sécurité (vert).

Lutte contre le bruit

Conformément au décret d'application 98-1143 relatif aux prescriptions applicables des établissements recevant du public, la pression acoustique en salle est soumise à un niveau qui ne doit pas dépasser 102 dB(A) en niveau moyen, dans des conditions de mesure contrôlées par le régisseur son.

Classement au feu des décors

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Votre décor doit avoir si nécessaire un PV de classement au feu valide. A soumettre à notre direction technique.

DETAIL DES EQUIPEMENTS SCENIQUES

TGBT SCENIQUE

Armoires divisionnaires 1 ens Legrand
Transfo d'isolement 1 u Palmieri Robin

RESEAUX ECLAIRAGE

Armoires gradateurs scéniques 1 ens Robert Juliat TIVOLI
Distribution des circuits gradués 48 u - -
Distribution des directs 1 ens - -
Baie de brassage DMX 1 u - -
Buffer répartiteur DMX 1 u
Distribution des lignes DMX 13 u - -
Distribution des lignes eclairage de service 1 ens - -
Luminaires d'éclairage de service 13 u

RESEAUX AUDIOVISUELS

Distribution des directs - lignes et terminaux 1 ens - -
Baie de brassage 1 u ATOS Evolution 600
Distribution des lignes micros/module 1 ens CAE DIGI 16
Distribution des lignes boucle d'induction 1 u
Distribution des lignes vidéoprojection 2 u CAE VCB100
Distribution des lignes ethernet scénographiques 6 u CAE F5558SH
Distribution des lignes interphonie 1 ens CAE DIGI2

MATERIEL D'ECLAIRAGE

1 Jeu d'orgue ADB Liberty 120
1 GMA 3 Compact XT MA
2 Gradateurs mobiles ADB Mikapack
48 Projecteurs PAR 64 Varytec REF 024
24 Projecteurs PC 1000w Robert Juliat 310 HPC
5 Projecteurs Dec. 614SX Robert Juliat
2 FL1300 STRIKEARRAY2
14 PAR LED COLORADO 2 QUADZOOM
8 Projecteurs PAR LED RGB Chauvet

4 Martin | MAC Viper Profile

Accessoires 1 ens ASD ALT300
Câblage mobile éclairage 1 ens

MATERIEL ELECTRO-ACOUSTIQUE

1 Console audionumérique 32 voies YAMAHA LS9-32
2 Lecteurs médias CD TASCAM CD500B
2 Enceintes de monitoring YAMAHA MSP5
4 Diffusion générale enceinte coaxiale actives L-ACOUSTICS 112P
2 Diffusion façade enceinte sub 1000W L-ACOUSTICS SB15P
1 Amplification boucle magnétique ATEÏS SPA2240

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Câblage et accessoires audio 1 ens
Micros 3 u SHURE SM58
1 Micro HF SM58
1 Micro HF beta 87
2 Micros statiques KM184
4 D.I 4
4 Enceinte DXR 12 YAMAHA



AGENCEMENT REGIE

Plan de travail 1 u
Fauteuils de régie 2 u

REF PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Interphonie filaire salle de spectacle 1 ens ASL PS279 / PS19 / HS1D
Pieds de micro standard 6 u
Pieds à crémaillère + adaptateurs 4 u
Platines sol 6 u
Machine à brouillard 1 u LOOK unique 2DMX

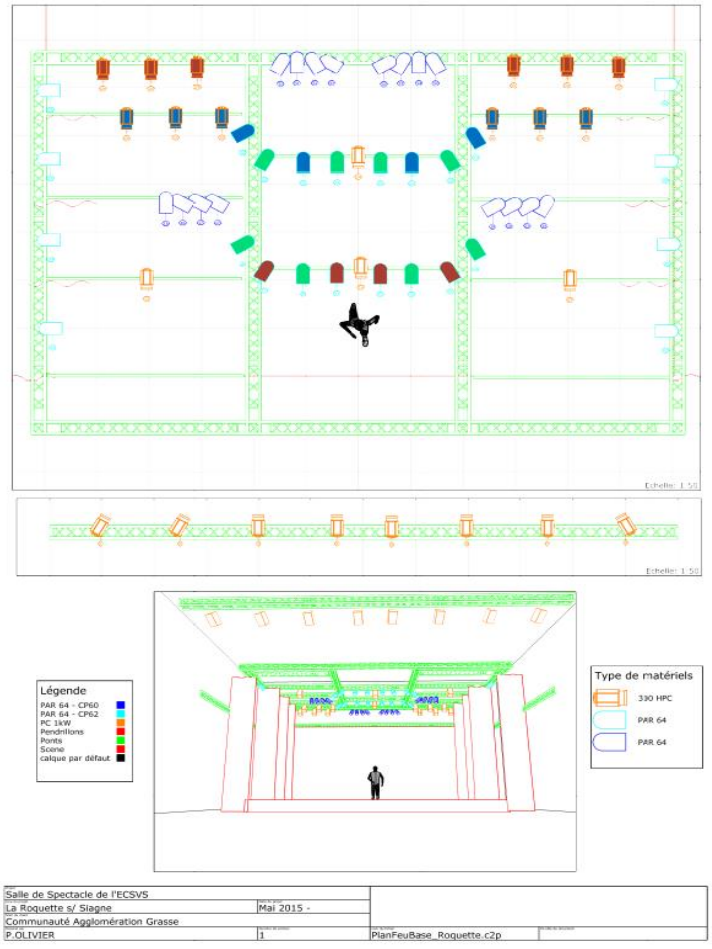
VIDEO

1 Vidéo projecteur OPTOMA 9800 Lumens ZU 920 T avec sa télécommande
1 écran de projection fond de scène dimension : 6x6
1 télécommande de manœuvre écran

PLATEAU

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

1 Rideau d'avant-scène plissé ouverture 15mL/tirage motorisé. (7.5x2x8)
1 GRILL de scène structure noire 300, motorisé par 4 moteurs électriques, 12m d'ouverture,
9 m de profondeur.
1 PONT de face structure noire 300, motorisé par 2 moteurs électriques, 12 m.
10 pendrillons 2.40m par 7m
2 frises 2.50m par 7m
1 tapis de danse noir



Cette liste est susceptible de connaitre une modification en fonction des achats réalisés ou de la défectuosité du matériel énuméré ci-dessus.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 2

Charte d'engagement de mise à disposition

L'Association s'engage à :

- préserver le patrimoine communautaire en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ;
- prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- garantir le bon fonctionnement de la structure, en offrant aux publics l'ensemble des prestations faisant partie de l'objet de l'Association et en veillant à ne pas troubler l'ordre public ;
- mettre en place une billetterie numérotée en fonction des différents tarifs qu'elle pratique ;
- garantir la remise en état du matériel lumière conformément au plan de feu prévu par l'agglomération;
- entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier ;
- signer, pour chacune des manifestations organisées dans le cadre de la présente convention, le formulaire de location de salle qui détaille l'utilisation des locaux et à respecter le règlement intérieur annexé au formulaire ;
- rendre les locaux et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. La CAPG se réserve le droit de demander à l'Association la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une mauvaise gestion, d'une insuffisance ou d'une affectation non conforme au présent contrat ;
- informer la CAPG de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention ;
- autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services de la CAPG, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables ;
- signer la charte d'engagement écoresponsable (voir en annexe 3).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 3

Charte d'engagement écoresponsable

L'Association culturelle du Val de Siagne immatriculée sous le numéro SIRET 498 493 527 000 10 dont le siège est sis 17 Allée des Chênes - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, déclarée en Sous-Préfecture de Grasse le 13 avril 2010 sous le numéro W061001591, et représentée par sa Présidente, Madame Andrée-Claire LIEGE agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

PREAMBULE

Devenir **Ecoresponsable** : c'est un engagement social et éthique défini par la volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte la nécessité d'adopter des comportements appropriés dans l'organisation au quotidien.

Article 1 - CONTEXTE GENERAL

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite s'inscrire dans une logique de développement durable et avec elle, elle souhaite impliquer les associations culturelles du territoire dans son ensemble dans cette logique éco-citoyenne.

Il est donc apparu opportun de sensibiliser et de mobiliser les associations culturelles présentes sur le territoire, qui sont des acteurs importants, tant dans leur fonctionnement quotidien que dans leurs manifestations ponctuelles, dont certaines peuvent être de grandes importances et attirer un public nombreux.

Par leurs activités et leurs manifestations, les associations culturelles ont indéniablement un impact sur notre environnement (bruit, consommations excessives d'énergie, pollutions, encombrements voire désordres lors des compétitions, détritus laissés par les pratiquants et les spectateurs, mais également d'émissions de gaz à effet de serre lors des déplacements sur les lieux d'entraînements ou de compétitions). Sensibiliser et responsabiliser les dirigeants associatifs pour réduire cet impact et ces nuisances est indéniablement un des enjeux contribuant à lutter contre le changement climatique, tendre vers la transition énergétique de notre territoire et protéger notre environnement.

Article 2 - ENGAGEMENTS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La présente charte a pour objectif de proposer un engagement de bonne conduite lors de manifestations culturelles au sein des équipements intercommunaux. Au quotidien, le monde associatif peut donc initier et encourager des dispositions favorisant la prise en compte de l'environnement et du développement durable.

Quelques bons gestes :

- Installer une signalétique explicite incitant à trier les déchets et rappelant de ne pas abandonner de déchets en dehors des dispositifs prévus pour leur collecte
- Informer sur la localisation des poubelles et le tri sélectif à opérer
- Ramasser les déchets sur les lieux de pratique (salles, milieu naturel). Inciter les pratiquants à vérifier la propreté des lieux avant de partir
- Installer des cendriers et des poubelles en nombre suffisant
- Eviter la production de déchets en estimant les besoins au plus juste pour les évènements
- Réduire les déchets en limitant les emballages : vrac, formats familiaux, écorecharge

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Eviter les produits jetables au profit du réutilisable (gobelets, gourdes, vaisselle consignée...)
- Réduire, autant que faire se peut, la consommation d'eau en bouteille (et privilégier l'eau du robinet)
- Proposer des produits issus de l'agriculture biologique, des produits issus du commerce équitable ou de producteurs locaux (limitation des transports, donc d'émission de CO2)
- Proposer des emballages ou des contenants écologiques en papier ou carton
- Instaurer une consigne pour les gobelets et les barquettes non recyclables
- Acheter des équipements dont les modes de production et de fabrication respectent les principes de l'agriculture biologique et de l'équité sociale au travers notamment du respect de la norme SA 8000 qui inclut l'interdiction du travail des enfants, la réglementation des horaires de travail, la fixation de minima salariaux
- Favoriser le développement local à travers les partenariats et les achats

Article 3 - SOUTIEN DE LA CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse soutiendra toute initiative des associations culturelles adhérentes à la démarche. Dans la mesure de ses possibilités, elle mobilisera les moyens techniques et humains qui relèvent de son domaine de compétence afin d'optimiser la mise en œuvre de l'action de développement durable dans la pratique culturelle.

Article 4 – COMMUNICATION

Les signataires s'engagent réciproquement à valoriser cette démarche et l'action mise en œuvre et à promouvoir auprès des participants et du public les valeurs du développement durable dans tous les domaines (signalétique, annonces sonores, expositions ...).

ACCEPTATION

Par sa signature de la présente Charte, l'Association culturelle du Val de Siagne représentée par sa Présidente Madame Andrée-Claire LIEGE s'engage à la respecter.

Date : Nom/Prénom :

Signature :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

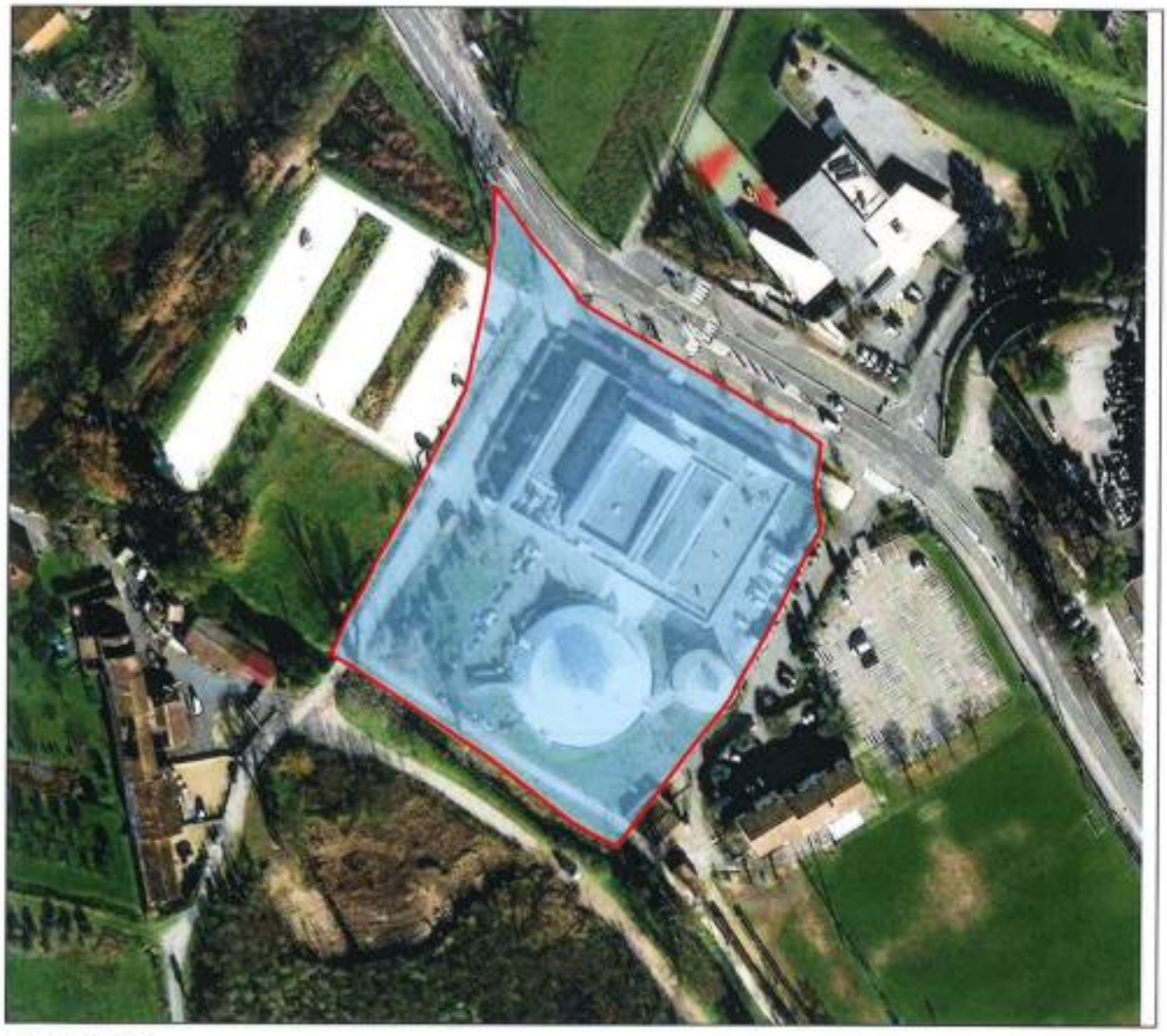
ANNEXE 4

Plan du cadastre

arcOpole PRO Cadastre

060108 AC0120

Commune :	LA ROQUETTE SUR SIAGNE (060108)
Surface géographique :	11903 m²
Contenance :	11894 m²
Adresse :	--
Bâtie :	Oui
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_057-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Propriétaire(s) :

Compte : +00003 (1)

Propriétaire :

COMMUNE DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE MAIRIE 0630 CHE DE LA COMMUNE 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00003		Terre		Terres	01	11894	62,87	27,71
Total						11894	62,87	27,71

Bâtiment(s) (2) :

Invariant : 1081255267 (+00003)
Type : Appartement
Nature : Appartement
Occupation : Location autre que propriétaire ou usufruitier
Date de mutation: 01/01/1983
Année de construction : 2014
Valeur cadastrale (€) : 1171
P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Habitation	5	A	022	466	2341	

Invariant : 1081267659 (+00003)
Type : Local commercial ou industriel
Nature : Local divers
Occupation : Occupé par le propriétaire ou l'usufruitier
Date de mutation: 01/01/1983
Année de construction : 2014
Valeur cadastrale (€) : 0
P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Commerce			001	0	200098	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_058 : Attribution d'une subvention d'investissement a la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur dans le cadre de l'acquisition de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_058
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
CULTURE	

Attribution d'une subvention d'investissement a la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur dans le cadre de l'acquisition de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque

SYNTHESE

La politique artistique et culturelle intercommunale mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondées sur une culture partagée riche et diversifiée. À ce titre, les activités poursuivies par la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur contribuent à ces objectifs par le développement des pratiques circassiennes. En complément de la subvention de fonctionnement attribuée à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur, elle sollicite une aide spécifique dans le cadre de l'acquisition de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque. La CAPG souhaite accorder une subvention d'investissement à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur pour renouveler son matériel usagé et acquérir du matériel nouveau et adapté.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'investissement à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur pour un montant de 7000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_200 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve la modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ; »

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission culture réunie en date du 27 janvier 2025 ;

Considérant les demandes de subvention déposées par les associations et la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) ;

Considérant que les associations et la SCIC s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets culturels d'intérêt économique général décrits ci-après ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations et de la SCIC ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique culturelle exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération, ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la politique artistique et culturelle intercommunale conduite en faveur de l'épanouissement et de l'émancipation de la personne, du citoyen à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique, a pour

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondé sur une culture partagée riche et diversifiée ;

Considérant qu'à ce titre, les activités conduites par la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur contribuent à ces objectifs par le développement des pratiques circassiennes.

Considérant qu'en complément de la subvention de fonctionnement attribuée à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur, elle sollicite une aide spécifique dans le but de remplacer et de développer le parc de matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque ;

La présente délibération prévoit d'attribuer une subvention d'investissement à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur pour un montant de 7000 €.

« Piste d'azur », *Société Coopérative d'Intérêt Collectif,* dont le siège social est situé 1975 avenue de la République, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE, représentée par son Président **Monsieur Florent FODELLA,** N° SIRET 448 507 244 00029 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

-Objet social de la SCIC : Centre régional des arts du cirque.

-Intitulé et description du projet : Le projet d'investissement consiste à acquérir du matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque.

- Renouvellement du matériel usagé ou arrivé à échéance : Toile de trampoline, Gréage aérien, Agrès aériens, ...
- Acquisition de petits gradins à montage rapide : Faciliter l'organisation de présentation de travaux d'élèves et de sortie de résidence dans et hors les murs.
- Acquisition de matériel pour cirque adapté : permettre une meilleure inclusion dans les activités.
- Équipement d'une salle de classe : optimiser les locaux et développer les actions de formation.
- Acquisition de matériel événementiel : barnums, tables, chaises, sonorisation autonome.

Afin de poursuivre ses activités en toute sécurité et dans les meilleures conditions, il est nécessaire d'acquérir du matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque.

- Budget de financement prévisionnel du projet :

PISTE D'AZUR
Centre régional des Arts du Cirque PACA

Budget Investissement 2025

Dépenses			Recettes	
Toile de trampoline	5 000,00 €		CAPG	7 000,00 €
Matériel Cirque adapté	7 000,00 €		Conseil Régional PACA	7 000,00 €
Petits gradins PALC 150 Places	3 000,00 €		Fondation	7 000,00 €
Renouvellement agrès aériens	5 000,00 €		Auto financement	7 000,00 €
Salle de classe	3 000,00 €			
Matériel événementiel	5 000,00 €			
TOTAUX	**28 000,00 €**			**28 000,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Ne prend pas part au vote et quitte la salle : Dominique BOURRET

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention d'investissement à la Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur pour un montant de 7000 € dans le cadre d'acquérir du matériel en vue de développer les actions du Centre Régional des Arts du Cirque ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_058-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_059 : Mutualisation de service – Renouvellement de la convention de mise à disposition de services communaux de Spéracèdes à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'exercice de sa compétence petite-enfance jeunesse

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_059
RAPPORTEUR : Jean-Marc MACARIO	

JEUNESSE – PETITE ENFANCE

Mutualisation de service
–
Renouvellement de la convention de mise à disposition de services communaux de Spéracèdes à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'exercice de sa compétence petite-enfance jeunesse

SYNTHESE

Pour l'exercice de la compétence petite-enfance jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), une convention de mise à disposition de services communaux a été établie en application de l'article L5211-4-1 II du Code général des collectivités territoriales avec la commune de Spéracèdes pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2022.

Cette dernière étant arrivée à échéance le 31 décembre, il convient de la renouveler afin d'assurer une continuité du service mutualisé auprès de la commune concernée.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-4-1 II et D5211-16 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2021_235 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse du 16 décembre 2021 autorisant la conclusion d'une convention de mise à disposition de services avec ces 10 dix de ses communes membres concernées ;

Considérant que pour l'exercice de la compétence d'intérêt communautaire « *petite enfance jeunesse* » partiellement transférée à la CAPG, la commune de Spéracèdes lui a mis à disposition une partie de leurs services communaux ;

Considérant que ce mécanisme de mise à disposition de service permet de concourir à une bonne organisation des services à la population et facilite le bon fonctionnement des services communaux exerçant des compétences n'ayant pas été intégralement transférés à l'agglomération ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant qu'en vertu de ce principe, la commune a formalisé une convention de mise à disposition de service avec la CAPG portant sur cette compétence partiellement transférée ;

Considérant que cette dernière est arrivée à échéance, il convient d'adopter une nouvelle convention prévoyant les modalités d'organisation pratiques et financières de ces mises à disposition de service, avec la commune concernée applicables à compter du 1er janvier 2025 ;

Considérant qu'il est ainsi proposé le renouvellement de cette convention avec la commune de Spéracèdes ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe du renouvellement de la convention de mise à disposition de services communaux de Spéracèdes à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- **D'APPROUVER** les modalités et conditions générales du projet de convention de mise à disposition de services, jointe en annexe, à passer entre la commune concernée et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer cette convention, avec la commune concernée ainsi que tous les documents nécessaires concourant à la mise en œuvre de ces mises à disposition de service ;
- **DE PREVOIR** la dépense correspondante au budget principal au chapitre 012.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_059

CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE ET LA COMMUNE DE SPERACEDES

MISE A DISPOSITION PARTIELLE DES SERVICES COMMUNAUX AU PROFIT DE LA CAPG POUR L'EXERCICE DE SA COMPETENCE PETITE ENFANCE ET JEUNESSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n° DL2025_XXXX prise en date du XXXX Visée en préfecture de Nice le ……

Dénommée ci-après, « **la CAPG**»,

ET :

La commune de Spéracèdes, identifiée sous le numéro SIRET 210 601 373 00017, dont le siège se trouve 11 boulevard du Docteur Sauvy 06530 SPÉRACÈDES et représentée par son Maire en exercice Monsieur Jean-Marc MACARIO, agissant en application d'une délibération en date du XXXX visée en préfecture de Nice le……..

Dénommée ci-après, « la Commune »,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

En application de l'article L5211-4-1 II du code général des collectivités territoriales, une convention de mise à disposition des services de la commune de Spéracèdes au profit de la CAPG, avait été signée en date du 01/01/2022, pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2022, reconductible pour la même durée.

En effet, dans le cadre de ses compétences petite-enfance jeunesse, la CAPG sollicite régulièrement le concours d'agents ou de services des communes qui n'ont pas été transférés, car ils ne relevaient pas intégralement des compétences transférées ou parce que ces compétences n'ont pas été entièrement transférées (par exemple les écoles).

Dans une logique de bonne organisation des services à la population et afin de tenir compte de l'impossibilité de transférer à la CAPG des agents n'accomplissant qu'une partie de leur temps de travail au profit du périscolaire, des centres de loisirs ou encore de l'entretien ou petites réparations de locaux, la présente convention précise les modalités de mise à disposition des services communaux intervenant au bénéfice de CAPG.

La présente convention vise à renouveler la convention initiale qui parviendra à son terme le 31 décembre 2024 afin d'assurer une continuité du service mutualisé auprès de la commune.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, la CAPG bénéficie de la mise à disposition partielle des services communaux en vue d'assurer le service jeunesse et petite enfance.

Les services communaux pourront être mis à disposition sur demande de la CAPG et après accord de la commune, en vue d'assurer les missions suivantes dans le cadre de sa compétence jeunesse et petite enfance :

- participation, encadrement et présence à l'animation jeunesse ou à la surveillance des enfants,
- petits travaux d'entretien, de réparation et de manutention,
- travaux de déneigement ou de nettoyage des parties extérieures,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- préparation et service des repas,

- hygiène des locaux,

- respect des objectifs fixés par sa hiérarchie en lien avec le projet pédagogique.

Il est ici rappelé que pendant la pause méridienne, la surveillance des enfants au moment de la prise des repas en temps scolaire relève de la compétence de la commune et que l'animation hors temps de repas relève de la compétence de la CAPG.

Une fiche de poste sera distribuée à chaque agent de la commune concernée.

ARTICLE 2 : Autorité et responsabilité

La commune s'engage à informer sans délai la CAPG en cas de remplacement temporaire ou définitif du personnel concerné par l'encadrement d'enfants ainsi qu'à informer sans délai la CAPG en cas d'impossibilité d'assurer le service.

S'agissant de services accueillant des enfants et devant impérativement se conformer aux taux d'encadrement, la commune s'engage à prévenir en tout état de cause au plus tard 48 heures à l'avance la CAPG en cas d'impossibilité de concourir à ces services, sauf dans le cas d'une grève.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, le président de la CAPG adresse directement ses instructions précises aux agents des services mis à disposition, concernant les tâches à réaliser. Il en contrôle l'exécution par tout moyen, par l'intermédiaire des services de la CAPG.

Les agents communaux effectuent leur service pour le compte de la CAPG.

Cependant, la commune conserve l'autorité hiérarchique et le pouvoir disciplinaire au regard du personnel concerné et continue de gérer la situation administrative et la carrière de celui-ci.

Elle a en charge la protection statutaire et la protection fonctionnelle du personnel, pour lesquelles elle atteste disposer des assurances nécessaires.

ARTICLE 3 : Conditions financières et Modalité de remboursement

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1 II du code général des collectivités territoriales, la CAPG procèdera au remboursement des frais de fonctionnement engagés pas les services mis à disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de

fonctionnement constatées par l'établissement public de coopération intercommunale bénéficiaire de la mise à disposition.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Le coût unitaire est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

La détermination du coût est effectuée par la commune ayant mis à disposition ledit service. Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement.

Le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L. 1612-2. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention. Le remboursement s'effectue selon une périodicité semestrielle.

Le remboursement s'effectue sur présentation par la commune à chaque semestre :

- d'un relevé précis établi par la commune et validé par la CAPG des dépenses détaillées de rémunération du personnel mis à disposition,

- d'un état détaillé des éventuels frais annexes engagés,

- d'un titre de recettes.

ARTICLE 4 : Durée, entrée en vigueur et résiliation

La présente convention est conclue à compter du 01/01/2025 pour une durée de trois ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie, à tout moment, avec un préavis de 2 mois.

Un bilan annuel est effectué entre la commune de Spéracèdes et la CAPG en vue de remédier aux éventuelles difficultés d'exécution des missions prévues dans la convention et procéder aux ajustements nécessaires.

ARTICLE 5 : Modification de la convention

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_059-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 7 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Nice. Les parties s'engagent toutefois à rechercher et privilégier une solution amiable au litige.

Fait à Grasse en 2 exemplaires, Le…….2025

Pour la communauté	**Pour la Commune**
D'Agglomération du Pays de Grasse	**De Spéracèdes**
Le Président,	Le Maire,
Jérôme VIAUD	**Jean-Marc MACARIO**
Maire de Grasse,	
Vice-président du Conseil	
Départementale des Alpes Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_060 : Programmation Sports 2025 : Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_060
RAPPORTEUR : Gilles RONDONI	
SPORTS	

Programmation Sports 2025 : Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2025

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale conduite en faveur des sports, les disciplines de l'escrime, de la natation et de l'école de rugby sont reconnues d'intérêt communautaire. De manière générale, La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a pour objectif de soutenir les actions liées à la pratique des activités sportives mises en œuvre sur plusieurs communes du territoire, développant un projet complet, de l'initiation au haut niveau, ou présentant un intérêt pour le rayonnement du territoire.

Au titre de la programmation Sports 2025, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Rugby Olympique de Grasse : 85 000 € ;**
- **Dauphins du Pays de Grasse : 20 300 € ;**
- **Cercle d'Escrime du Pays de Grasse : 76 700 €;**
- **Association Automobile de Grasse : 15 000 €.**

Le montant total des subventions s'élève à 197 000 €.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°DL2024_212 du 20/12/2024 par laquelle le Conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2025 de l'association Rugby Olympique Grasse (42 500€), de l'association Dauphins de Grasse (10 150 €) et de l'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse (33 350€).

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission jeunesse et Sports du 14 novembre 2024 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale en faveur des sports exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir 4 projets pour un montant total de 197 000 €.

Au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

1. L'association « Rugby Olympique Grasse » : 85 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, Chemin des Castors – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061007109 – numéro de SIRET 34207910000018, et représentée par son co-Président en exercice, Monsieur Éric BERDEU, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Pratique et de l'éducation physique des sports.

- Intitulé et description du projet : « Pratique du rugby ». Dans le cadre de sa politique sportive, le Rugby Olympique de Grasse a mis en place sur le territoire une école de rugby. Depuis plusieurs années, cette école de rugby a vu son nombre d'adhérents croître de façon exponentielle, grâce à la qualité de son enseignement. Il convient de rappeler que l'école de rugby compte plus de 360 enfants encadrés par une trentaine d'éducateurs tous diplômés et qu'une dizaine de jeunes issus de l'équipe de rugby ont été sélectionnés soit en équipe de « France jeunes », soit en « Pôle espoir ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Faciliter l'accès de la pratique à l'activité Rugby aux jeunes ;
- Impliquer les adhérents dans une démarche de citoyenneté ;
- Promouvoir le respect de l'environnement ;
- Développer les formations ;
- Participer aux actions sportives menées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Mettre en place un plan de formation pour les éducateurs (formation de cadres) ;
- Communiquer sur la possibilité pour les enfants du territoire d'assister aux matchs des équipes premières et réserves gratuitement ;
- Possibilité en fonction des terrains et horaires qui pourraient être proposés de développer l'école de rugby sur d'autres communes du territoire ;
- Réaliser en fonction des disponibilités du ROG la mise en place d'interventions en direction des centres de loisirs gérés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Mise en place d'intervention en direction d'IME (Institut médico-éducatif) du territoire en fonction des possibilités de l'association et des disponibilités des terrains.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

2. L'association « Dauphins du Pays de Grasse » : 20 300€

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Piscine Harjès, Avenue St Exupéry - 06130 Grasse déclarée à la sous-préfecture le 23/09/1985 et parution au journal officiel du 16/10/1985 sous le n° 6761X85 et représenté par son Président en exercice, Monsieur Laurent CARY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Développer la pratique de la natation et de toutes les disciplines annexes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Intitulé et description du projet : « Aide au fonctionnement ». L'association des Dauphins du Pays de Grasse propose à ses adhérents différentes activités telles que l'école de natation, les cours de natation pour les jeunes, la participation à des compétitions, etc... La mise en place de parcours complets en direction des différents publics a permis avec le temps d'assoir le fonctionnement de l'association.

L'association s'engage, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Participation aux compétitions départementales, régionales et interrégionales ;
- Mise en place de stage pour les nageurs durant les vacances ;
- Organisation d'une manifestation à orientation caritative (action locale) ;
- Mise en place du mini club 5/ 6 ans ;
- Mise en place d'une école de natation (7 -8 -9 ans) ;
- Suivi les dispositifs fédéraux tels que « sauv-nage » ;
- Mise en place de parcours complets en direction des jeunes.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

3. L'association « Cercle d'Escrime du Pays de Grasse » : 76 700€

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Salle d'Armes, 2 Rue Martine Carol, 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 05 janvier 1970 sous le numéro de SIRET 399 879 790 00034 avec parution au journal officiel du 17/01/1970 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Pascal LADEVEZE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : La découverte et l'initiation de l'escrime auprès de tous les publics valides ou porteurs de handicap ; la préparation et la participation des tireurs en compétition ; le développement de toutes les formes de pratiques liées à l'escrime ; la formation des cadres et des bénévoles dirigeants ;

- Intitulé et description du projet : « Ecole d'escrime ». L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse propose différentes activités en direction de l'ensemble des habitants du territoire et notamment l'école d'escrime, ainsi que des actions telles que la pratique de la compétition, l'action cancer du sein et des animations éducatives autour de l'escrime.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accueillir les enfants de l'ensemble du territoire ;
- Développer la pratique de l'escrime pour les enfants du territoire ;
- Mettre en place des parcours éducatifs complets de l'initiation à la compétition ;
- Permettre aux jeunes d'accéder à la compétition ;
- Organisation d'une compétition sur la saison en fonction du calendrier fédéral ;
- Continuité du projet « Cancer du sein » ;
- Développement du Sport handi : aller vers une reconnaissance de la fédération ;
- Développer une antenne sportive sur le val de Siagne ainsi qu'en fonction des possibilités sur Saint-Vallier-de-Thiey.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

4. L'association « Association Automobile de Grasse » : 15 000 €.

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 6 Boulevard du Jeu de Ballon à 06130 GRASSE, déclarée à la sous-préfecture de Grasse sous le numéro n°W061001931, identifié sous le numéro de SIRET 409 893 435 00027, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Rémi TOSELLO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : De manière générale, dans le cadre de l'affiliation à la Fédération Française du Sport Automobile (FFSA), l'ASA participe à une mission de service public et est à ce titre chargée de promouvoir l'éducation par les activités sportives. L'objet de l'association est d'organiser et de développer la pratique du sport automobile sous l'autorité et le contrôle de la FFSA.

- Intitulé et description du projet : « Rallye du Pays de Grasse 2025 ». Par la participation ainsi que l'organisation de rallyes automobiles, l'association a pour vocation de contribuer au rayonnement du territoire de la CAPG et par conséquent participer à son attractivité économique et touristique.

- Modalités de mise en œuvre : Organisation le 4 et 5 avril 2024, d'un rallye de championnat de France de véhicules historiques et d'un rallye national de véhicules modernes (160 concurrents attendus au total).

- Indicateurs de réalisation : nombres de concurrents aux différentes courses ; relais dans la presse (générale et spécialisée).

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :

  - « Rugby Olympique Grasse »: 85 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 42 500€, une avance de 42 500 € ayant déjà été versée) ;
  - « Dauphins du Pays de Grasse »: 20 300 € (étant précisé qu'il reste à verser 10 150€, une avance de 10 150 € ayant déjà été versée) ;
  - « Cercle d'Escrime du Pays de Grasse »: 76 700 € (étant précisé qu'il reste à verser 43 350 €, une avance de 33 350 € ayant déjà été versée) ;
  - « Association Automobile de Grasse » : 15 000 € (versé en une seule fois).

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération N°DL 2025- du Conseil communautaire passée en date du 03 avril 2025 et visé en préfecture le 2025.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse (CEPG), association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé, Salle d'Armes, 2 Rue Martine Carol, 06130 Grasse déclarée à la sous-préfecture le 05 janvier 1970 sous le numéro SIRET 399 879 790 00034 avec parution au journal officiel le 17/01/1970 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Pascal LADEVEZE**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'association du Cercle d'Escrime du Pays de Grasse a initié et conçut le projet « développement de l'escrime et passage du Cercle d'Escrime du Pays de Grasse au stade de club référent PACA ».

Ce projet vise à la découverte, à l'initiation et à la pratique de l'escrime dans les écoles primaires de Grasse et au sein du Club.
Il participe au développement de la pratique de l'escrime sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse, autant en loisir qu'en compétition.
Ce projet permet par ailleurs de pérenniser la mise en place du centre sportif pour les collégiens et les lycéens et du pôle enseignement épée pour les étudiants de Grasse Campus.
Le but de ce centre, ainsi que du pôle est d'encadrer les escrimeurs compétiteurs de haut niveau par l'accompagnement et le soutien tant sportif et scolaire que médical, mental et nutritionnel.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action sociale, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans sa délibération DL 2025- du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant et précisé en annexe n°1 de la présente convention : « Accueil de tous les publics désirant découvrir ou pratiquer l'escrime ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : DUREE D'APPLICATION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITION DE DETERMINATION DU COUT DU PROJET

Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'Association ;
- sont identifiables et contrôlables.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 : Condition de détermination de la subvention

4-1 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 76 700 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention établie à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.
Cette contribution financière correspond à 26 700 € pour le fonctionnement et 50 000 € pour le financement du salaire du maitre d'armes, contrairement aux années précédentes, où le maitre d'armes était mis à disposition par la CAPG. Par ailleurs, ce maitre d'armes sera mis à disposition de la CAPG à hauteur de 20 heures hebdomadaires pour l'intervention escrime pour les écoles du territoire.

4-2 La contribution financière de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par l'Association de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

4-3 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association de la manière suivante :

- Mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers : Locaux administratifs et d'accueil à titre gracieux (à hauteur de 27 719,57 €)

La CAPG est propriétaire de la salle d'armes située rue Martine Carol à 06130 GRASSE. Cet équipement est dans sa totalité mis à disposition de l'association en dehors des heures d'utilisation par les scolaires ou d'autres services de la CAPG.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5-1 La contribution financière de la CAPG est versée :

- Au titre d'une avance de 33 350 € conformément à la délibération du Conseil de communauté n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;

- Au titre d'un acompte à la notification de la convention signée par chacune des parties, soit 35 680 €. Le total des versements effectués avant le solde ne pourra dépasser 90% du montant maximal attribué, avance et acompte compris. L'avance et l'acompte éventuellement consentis sont déduits au plus tard lors du versement du solde final ;

- Au titre du solde, soit 7 670 €, dès lors que l'évaluation de l'opération est conforme aux modalités décrites à l'article 9.

5-2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 321 » (service commun sport) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5-3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC. CERCLE D'ESCRIME PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : crédit agricole
Code banque : 19106 / Code guichet : 00684
Numéro de compte : 43647005358 / Clé RIB : 75

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par la Présidente de l'Association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9-1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9-2 L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

9-3 La CAPG procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, concernant la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10-1 Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10-2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.
Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmenté d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 : SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 18 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

ANNEXES :

Les annexes n° 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : 03/04/2025

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Le Président,	**Pour l'Association «Cercle d'Escrime du Pays de Grasse»**
Jérome VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Pascal LADEVEZE**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : les missions

L'Association s'engage à mettre en œuvre son projet « Accueil de tous les publics désirant découvrir ou pratiquer l'escrime ».

L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse propose différentes activités en direction de l'ensemble des habitants du territoire et notamment au sein des écoles primaires de grasse à raison de 20h/hebdo, au sein de l'école d'escrime, ainsi que des actions telles que la pratique de la compétition, l'action cancer du sein et des animations éducatives autour de l'escrime.

L'association s'engage également à développer l'activité escrime sur l'ensemble du territoire de la CAPG sur les temps péris et extra-scolaires.

Des temps de retours, d'évaluation et d'échanges seront également programmés avec le maître d'armes du club, notamment concernant son temps mis à disposition dans les différentes écoles.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

Le projet spécifique 2025 se décline comme suit :

- Accueillir les enfants de l'ensemble du territoire,
- Intervenir dans les écoles primaires de grasse (20h/hebdo).
- Participer à la programmation de l'activité scolaire avec le service des sports de la CAPG, de GRASSE, ainsi que l'Education Nationale
- Développer la pratique de l'escrime pour les enfants du territoire,
- Mettre en place des parcours éducatifs complets de l'initiation à la compétition,
- Permettre aux jeunes d'accéder à la compétition,
- Organisation d'une compétition sur la saison en fonction du calendrier fédéral,
- Continuité du projet « Cancer du sein »,
- Développement du Handi- Sport : aller vers une reconnaissance de la fédération,
- Développer l'antenne sportive du club notamment sur le val de Siagne ainsi qu'en fonction des possibilités sur Saint-Vallier de Thiey et le haut pays grassois.

Localisation : territoire de la CAPG.

Moyens mis en œuvre : la salle d'armes située rue Martine Carol à 06130 GRASSE. Cet équipement est dans sa totalité mis à disposition de l'association en dehors des heures d'utilisation par les scolaires ou d'autres services de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 « justificatifs » des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs d'évaluation, quantitatifs et qualitatifs par pôle de compétence.

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Lieux d'interventions - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des intervenants - Nbre d'intervenants par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres/championnat/compétitions	- Nbre de rencontres - Nbre rencontres organisées - Nbre de compétitions - Nbre compétitions organisés

Indicateurs qualitatifs :

- Résultats des différentes catégories par compétition
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements
- Horaires d'entraînement proposés aux différentes catégories et lieux
- Présence à différents forums d'associations
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux.)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global– Exercice 2025
Du 10/09/2024 au 05/07/2025

Projet n° unique

6. Budget[5] du projet

Année 24/25 ou exercice du 10/09/20: au 05/07/202

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	8000
Achats matières et fournitures	13000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	50000	**74 - Subventions d'exploitation[6]**	115000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs			
Locations			
Entretien et réparation	2000		
Assurance	2000	Conseil-s Régional(aux) :	25000
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	5000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	30000		
Publicité, publication	2000		
Déplacements, missions	40000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	85000
Services bancaires, autres	1000		
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	27000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	20000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	7000	**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	54000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	2000
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	15000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	194000	**TOTAL DES PRODUITS**	194000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention sollicitée de 85000 **€, objet de la présente demande représente** 43,81 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Janvier 2022 - Page 7 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération N°DL2025- du Conseil communautaire passée en date du 03 avril 2025 et visé en préfecture le 2025.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'Association Les Dauphins du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé, Piscine Harjès, Avenue St Exupéry - 06130 Grasse déclarée à la sous-préfecture le 23/09/1985 et parution au journal officiel le 16/10/1985 sous le n° 6761X85 et représentée par son Présidente en exercice, **Monsieur Laurent CARY**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Des Dauphins du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « Apprentissage, perfectionnement et pratique de la compétition en natation ».

Ce projet vise à l'apprentissage, au perfectionnement et à la pratique de la compétition, ainsi qu'à favoriser la pratique « forme et bien-être » pour les dites et les personnes âgées.

Il vise également :
- La formation pour « le Savoir Nager en Sécurité » pour les 5-6 ans.
- L'école de natation pour les 7-8 ans.
- Le soutien aux sections sportives afin que les individualités puissent s'épanouir dans la recherche de la performance.
- La valorisation du Club et de la Collectivité à travers des résultats probants en compétition régionale, PACA et nationale.

Le projet propose différentes activités autour de la natation en fonction des besoins des publics. Il permet aux adhérents de pouvoir bénéficier d'activités telles que l'aquagym o le fitness aquatique, tant d'activités axées sur le bien-être et qui sont fortement demandées. De plus, conscient que l'offre en direction des enfants n'est pas complète à ce jour, l'association à travers son projet met en place un cursus complet d'apprentissage de la natation en lien avec la fédération Française de Natation. Dans le cadre sportif, le projet donne la possibilité aux jeunes inscrits dans les groupes « avancés » de participer aux compétitions, en fonction de leur niveau.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action social, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet reconnu d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans la délibération 2025- du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et à la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant et précisé en annexe n°1 de la présente convention : « Aide au fonctionnement ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITION DE DETERMINATION DU COUT DU PROJET

3-1 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3-2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'Association ;
- sont identifiables et contrôlables.

3-3 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

3-4 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 4 : CONDITION DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

4-1 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **20 300 €,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention établie à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

4-2 La contribution financière de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par l'Association de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

4-3 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

– Créneaux d'utilisation des bassins de nage des équipements nautiques de la piscine « Harjes » sise 69 Avenue Saint Exupéry à 06130 GRASSE et de la piscine « Altitude 500 » sise 29 Avenue Honoré Lions à 06130 GRASSE ;

– Un local de stockage pour la sono du club et un local qui a vocation à être un lieu d'accueil pour les adhérents du club ainsi qu'un bureau pour le secrétariat au sein de la piscine Harjes.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe n°4 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

5-1 La contribution financière de la CAPG est versée :

- Au titre d'une avance de 10 150€ conformément à la délibération du Conseil de communauté n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;
- Au titre d'un acompte à la notification de la convention signée par chacune des parties, soit 8 120 €. Le total des versements effectués avant le solde ne pourra dépasser 90% du montant maximal attribué, avance et acompte compris. L'avance et l'acompte éventuellement consentis sont déduits au plus tard lors du versement du solde final ;
- Au titre du solde, soit 2 030 €, dès lors que l'évaluation de l'opération est conforme aux modalités décrites à l'article 9.

5-2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction 323 (« équipements nautiques ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5-3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Raison sociale du titulaire du compte : LES DAUPHINS DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : crédit mutuelle
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00017487040 / Clé RIB : 17

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.

Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le Président de l'Association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9-1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9-2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

9-3 L'administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10-1 Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10-2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmenté d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.
Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 : SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 18 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

ANNEXES :

Les annexes n° 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : 03/04/2025

Pour la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse Le Président,	**Pour l'Association « Dauphins du Pays de Grasse »** Le Président,
Jérome VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Laurent CARY**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : les missions

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet « Aide au fonctionnement » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

a) Objectifs :

- **Intitulé et description du projet :**

« Aide au fonctionnement ». L'association Dauphins du Pays de Grasse propose à ses adhérents différentes activités telles que l'école de natation, les cours de natation pour les jeunes, la participation à des compétitions, etc... La mise en place de parcours complets en direction des différents publics a permis avec le temps d'asseoir le fonctionnement de l'association.
L'association s'engage, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Participation aux compétitions Départementales, Régionales, Interrégionales,
- Mise en place de stage pour les nageurs durant les vacances,
- Organisation d'une manifestation à orientation caritative (action locale),
- Mise en place du mini club 5/ 6 ans
- Mise en place d'une école de natation, (7 -8 -9 ans),
- Suivi les dispositifs fédéraux tels que « sauv'nage »,
- Mise en place de parcours complets en direction des jeunes.

b) Public visé : catégories jeunes.

c) Localisation : territoire de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : Piscine Harjès mise à disposition à titre gracieux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des intervenants - Nbre d'intervenants par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres/championnat/compétitions	- Nbre de rencontres - Nbre rencontres organisées - Nbre de compétitions - Nbre compétitions organisés

Indicateurs qualitatifs :

- Résultats des différentes catégories par rencontre ;
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions ;
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements ;
- Horaires d'entraînements proposés aux différentes catégories et lieux ;
- Présence à différents forums d'associations ;
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global– Exercice 2025
Du 01/09/2024 au 31/08/2025

5. Budget[1] de l'association

Année *ou exercice du* 1/09/24 *au* 31/8/20

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	12000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	1600
Achats matières et fournitures	9000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	3000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1200		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance	1200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	7300	Conseil-s Départemental (aux) :	10000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3900	CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	10000
Publicité, publication			
Déplacements, missions	3200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	22500
Services bancaires, autres	200	Communauté Agglomération Pays de Grasse	22500
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	137000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	100000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	37000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	15500	**75 - Autres produits de gestion courante**	
Licences / Fédération	15500	756. Cotisations	135000
		758. Dons manuels - Mécénat	1500
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	1500
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	900
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES		**TOTAL DES PRODUITS**	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	173000	**TOTAL**	173000

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Janvier 2022 - Page 4 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°4 : CONTRIBUTIONS INDIRECTES – MISE À DISPOSITION

1. DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les biens mis à disposition de l'Association et désignés au titre de la présente convention sont :

- Les bassins de nage des équipements nautiques de la piscine « Harjes » (sise 69 Avenue Saint Exupéry à 06130 GRASSE) et de la piscine « Altitude 500 » (sise 29 Avenue Honoré Lions 06130 GRASSE) ;

- Un local d'environ 50m² situé au RDC de la piscine Harjes destiné au secrétariat et à l'accueil des adhérant du club ;

- Un local d'environ 1m² situé dans le foyer du même équipement nautique destiné au stockage d'une sono.

Lesdits locaux sont mis à disposition de l'Association de manière exclusive. Cependant la CAPG peut si besoin être amener à les utiliser ponctuellement.

Le tout pour un montant de **118 604,19 €**

2. DUREE

La présente mise à disposition est conclue pour l'année sportive et scolaire 2024/25. Avant le terme de la mise à disposition, les parties devront se rapprocher afin de décider de son éventuelle reconduction. Ladite reconduction interviendra de manière tacite en cas de renouvellement d'octroi de la subvention de fonctionnement.

3. CONDITIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES BIENS

3.1 Conditions générales :

La présente convention vaut autorisation d'utilisation des biens désignés ci-avant et consentie à l'Association exclusivement pour l'exercice de ses missions découlant de son objet statutaire.

L'exercice de toute autre activité ainsi que sous location est interdite, sauf autorisation expresse et préalable de la CAPG, constatée le cas échéant par voie d'avenant.

Sous réserves des autorisations éventuellement consenties au titre de la présente convention, toute modification dans l'utilisation par l'Association des espaces ci-dessus mentionnés doit faire l'objet d'un accord écrit de la part de la CAPG.

La mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers est consentie à l'Association à titre précaire et révocable. Par conséquent, l'Association reconnaît expressément qu'elle ne peut en aucun cas se prévaloir des règles relatives à la propriété commerciale et aux statuts des baux commerciaux, elle ne peut prétendre à aucune indemnité d'éviction et ne peut prétendre à aucun droit au maintien dans les lieux après cessation de la présente convention.

Cette mise à disposition n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L 1311-5 à L 1311-8 du code général des collectivités territoriales et ne constitue pas un bail emphytéotique administratif au sens des articles L 1311-2 à L 1311-4-1 de ce même code.

L'Association est tenue de maintenir une activité régulière dans les locaux mis à sa disposition, sauf cas de force majeure. L'Association s'engage à assurer la sécurité, le bon

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées.

L'Association devra veiller à ce que les lieux soient utilisés et occupés de façon paisible, prendre en particulier toute précaution utile pour ne pas occasionner de gêne et respectera scrupuleusement le droit à la tranquillité des utilisateurs.

3.2 Conditions spécifiques :
Les créneaux horaires de mise à disposition des bassins de nage seront définis avant chaque nouvelle année scolaire par un planning élaboré par le service des sports de la CAPG.

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau ne pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pendant ces périodes spécifiques d'utilisation, l'Association assurera la gestion des personnes présentent au sein des équipements et assurera la surveillance des nageurs durant tous les créneaux mis à disposition par une ou plusieurs personnes, ayant les diplômes requis et à jour de leurs révisions.

3.3 Cessions, prêts, transferts :
Les biens mobiliers ou immobiliers mis à disposition de l'Association dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être ni cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance sauf accord écrit et préalable de la CAPG.

4. REDEVANCE :

En raison de la nature des activités de l'Association et du fait qu'elle participe directement à la politique sportive intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

5. RÉPARTITION DES CHARGES :

La répartition des charges relatives à la présente mise à disposition se décline de la manière suivante :

5.1 Charges supportées exclusivement par la CAPG :

- Les interventions concernant les travaux, l'entretien, la maintenance et la conformité de l'ensemble des bâtiments gérés par la CAPG ;
- Les vérifications réglementaires périodiques (et si nécessaire l'entretien) :
    - Des installations et systèmes de lutte contre les intrusions et les incendies (BAES, extincteurs, signalétiques) ;
    - Des installations électriques ;
    - De la potabilité de l'eau et de non-contamination par la légionnelle.
- Les charges liées au fonctionnement des biens immobiliers et mobiliers tels que les abonnements et consommations d'eau, d'électricité et de téléphonie ; les contrats

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

de maintenance (chaufferie, VMC, etc.) ; les frais de nettoyage des locaux (dans la limite de la fréquence définie).

5.2 Charges supportées par l'Association :
L'ensemble des charges qui ne seraient pas supportées par la CAPG et en outre :

- Les frais liés aux installations spécifiques mises en place lors de ses manifestations ;
- Les frais directement induits par l'activité et liée à la programmation proposée par l'Association.

5.3 Conditions générales d'intervention et travaux :
L'Association utilisera les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de leurs mises à disposition, sans pouvoir exiger aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires ou travaux quelconques, même s'ils avaient été rendus nécessaires par suite d'erreur, de défaut de conformité ou d'inadaptation des locaux à l'activité envisagée.

Aucun travaux ou aménagement susceptible de modifier ou d'agir sur la structure des bâtiments, ne pourra être réalisé sans l'accord écrit de la CAPG. En cas de non-respect de cette clause, la CAPG se réserve le droit d'imposer à l'Association la remise en état immédiate.

De la même manière, toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'Association devra être portée immédiatement à la connaissance de la CAPG et faire l'objet d'une remise en état aux frais exclusif de l'Association.

Aussi, les dégradations liées à un défaut d'utilisation ou à un geste volontaire ou non d'un usager, sont prises en charge par l'Association qui pourra, le cas échéant, se retourner contre l'auteur identifié des faits.

La CAPG lorsqu'elle devra effectuer des travaux dans les locaux, ceux-ci seront planifiés afin que l'Association puisse en être informée en amont et s'organiser en conséquence. Toutefois, pour des raisons de sécurité ou de cas de force majeure, la CAPG peut décider de fermer l'équipement sans que cela ait été prévu. Dans ce cas, l'Association ne pourra aucunement se retourner contre la CAPG.

Tous les frais et honoraires relatifs aux aménagements, embellissements et améliorations que l'Association pourrait faire seront à sa charge et profiteront à la CAPG, à l'issue de la convention, sans que l'Association puisse réclamer aucune indemnité que ce soit.

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

Dans la limite des autorisations qui lui sont consenties au titre des présentes, l'Association s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité.

Elle se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.

À ce titre, elle s'interdit notamment de faire usage de tout gaz ou de tout produit inflammable dont l'utilisation serait interdite par le règlement de sécurité.

Elle se conforme aux instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

6.1 Mesures de sécurité-incendie :
L'Association déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans chaque site. Elle est tenue de le respecter et de le faire respecter par son personnel.

Conformément à la réglementation ERP qui impose un service de sécurité incendie durant l'occupation des piscines par des usagers, la CAPG délègue cette surveillance ainsi que l'organisation de la sécurité à l'Association dans les cas suivants :

- Organisation de manifestation ;
- Lorsque l'association utilise l'équipement sans la présence de personnel de la CAPG.

Dans ces cas, l'Association aura la charge des missions suivantes :

- Connaître et faire appliquer les consignes de sécurité en cas d'incendie, notamment concernant les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- Prendre le cas échéant les premières mesures de sécurité à la place de l'exploitant ;
- Assurer la vacuité, la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Dans cette situation les procédures se conformeront aux instructions du POSS et du PIOSS.

Par la signature de cette convention l'Association certifie notamment :

- Qu'elle ait pris connaissance des consignes de sécurité et s'engage à les respecter ;
- Qu'elle procédera avec l'exploitant à la visite des établissements et à une reconnaissance des voies d'accès et issues de secours ;
- Qu'elle ait reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose les établissements.

Une formation sera organisée par l'exploitant afin de s'assurer que les intervenants de l'Association soient bien au fait des procédures. Par ailleurs, le responsable de l'équipement sera joignable constamment.
L'Association signale immédiatement à la CAPG tout dysfonctionnement éventuel.

6.2 Hygiène et sécurité au travail :
L'Association est tenue de respecter l'ensemble des règles d'hygiène applicables dans le cadre de l'exercice de son activité et notamment les dispositions du règlement intérieur des équipements.

7. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

7.1 Responsabilité :
L'Association est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et ce, sans que la CAPG ne puisse aucunement être mis en cause à quelque titre que ce soit.

L'Association doit informer immédiatement la CAPG de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les espaces utilisés ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il ne résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier auprès de la CAPG.

7.2 Assurances :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'Association doit contracter, avant de commencer son activité, auprès des compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, tout contrat d'assurance.

Les responsabilités respectives de la CAPG et de l'Association sont celles résultant du principe du droit commun sans qu'il soit apporté de dérogation à ces principes, notamment en termes de renonciation à recours.

En conséquence de quoi :

La CAPG devra assurer les risques de dommages et responsabilités inhérents à sa qualité de propriétaire des bâtiments objet de la présente convention.

L'Association devra souscrire les contrats d'assurances garantissant les dommages dont il pourrait être déclaré responsable ou affectant ses propres biens.
Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus. Tout découvert de garantie du fait d'une insuffisance de garanties ou de franchises ne sera opposable qu'à la partie concernée et en aucun cas transférable à l'autre partie ou à ses assureurs.

Chacune des parties devra pouvoir justifier la souscription des contrats d'assurance répondant aux obligations ci-avant à la première demande de l'autre partie.

Les parties devront communiquer la présente convention à son ou ses assureurs, tant en responsabilité civile qu'en assurance dommages aux biens, afin qu'ils puissent établir des garanties conformes aux obligations présentes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération N°DL 2025- du Conseil communautaire passée en date du 03/04/2025 et visé en préfecture le 2025 .

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'Association Rugby Olympique de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, Chemin des Castors – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061007109 – numéro de SIRET 34207910000018, et représentée par son co-Président en exercice, **Monsieur Éric BERDEU**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'association de l'école de Rugby du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « développement du rugby et passage du ROG comme club référent PACA »

Ce projet vise à la découverte, à l'initiation et à la pratique du rugby en club, pour les enfants de 6 à 14 ans.
Il participe au développement de la pratique du rugby sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse, autant en loisir qu'en compétition, notamment par :
- La mise en place d'une « mixité sociale » ;
- La découverte du rugby dans les quartiers prioritaires (quartier QPV) de la ville de Grasse ;
- Le développement du rugby dans le milieu scolaire ;
- La mise en place de « stages multi activités » durant les vacances pour les licenciés de l'école de rugby ;
- La découverte du rugby au sein des accueils de loisirs de la collectivité ;
- L'affiliation au comité Départemental Handisport.

Il vise également la pratique du rugby chez les jeunes, de l'initiation à la compétition.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action sociale, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans sa délibération DL 2025- du 03 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant et précisé en annexe n°1 de la présente convention : « Développement social et sportif au sein du Pays Grassois ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 : DUREE D'APPLICATION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

3-1 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3-2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'Association ;
- sont identifiables et contrôlables.

3-3 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

3-4 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 : CONDITION DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **85 000€,** au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention établie à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.

La contribution financière de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par l'Association de ses obligations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 8.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5-1 La contribution financière de la CAPG est versée :

- Au titre d'une avance de 42 500€ conformément à la délibération du Conseil de communauté n°DL2024_212 du 12 décembre 2024 ;
- Au titre d'un acompte à la notification de la convention signée par chacune des parties, soit 34 000 €. Le total des versements effectués avant le solde ne pourra dépasser 90% du montant maximal attribué, avance et acompte compris. L'avance et l'acompte éventuellement consentis sont déduits au plus tard lors du versement du solde final ;
- Au titre du solde, soit 8 500 €, dès lors que l'évaluation de l'opération est conforme aux modalités décrites à l'article 9.

5-2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction «322» (« service commun sport ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5-3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Rugby Olympique de Grasse
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Générale/SG Grasse quatre chemins
Code banque : 30003 / Code guichet : 00506
Numéro de compte : 00037285620 / Clé RIB : 70

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par la Présidente de l'Association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.
La CAPG procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, concernant la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE

10-1 Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

10-2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmenté d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 : SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 18 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 19 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.
Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les

deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

ANNEXES :

Les annexes n° 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : 03/04/2025

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association
« Rugby Olympique du Pays de Grasse »
Le Président,

Eric BERDEU

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_060

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°1 : les missions

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet « Développement social et sportif au sein du Pays Grassois » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

a) Objectifs :

- Accueillir tous les enfants qui habitent dans les communes du Pays de Grasse ;
- Fournir une formation générale et sportive de qualité aux jeunes ;
- Mettre en place des actions d'animation et d'éducation dans les écoles des Communes membres du Pays de Grasse et dans les quartiers prioritaires du Contrat Urbain De Cohésion Sociale du Pays de Grasse ;
- Veiller à insérer les jeunes en difficultés ;
- Organiser des entraînements et compétitions dans les communes du Pays de Grasse en fonction des terrains mis à disposition par les communes ;
- Interventions en lien avec le service des sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la participation à des évènements ;
- Mettre en place un plan de formation pour les éducateurs ;
- Communiquer sur la possibilité pour les enfants du territoire d'assister aux matchs des équipes premières et réserves gratuitement ;
- Possibilité en fonction des terrains et horaires qui pourraient être proposés de développer l'école de rugby sur d'autres communes du territoire ;
- Réaliser en fonction des disponibilités la mise en place d'interventions en direction des centres de loisirs gérés par la CAPG ;
- Mise en place d'intervention en direction d'IME du territoire en fonction des possibilités de l'Association et des disponibilités des terrains.

Conscient que la pratique du sport n'est pas une fin en soi l'Association s'engage à veiller à l'éducation des jeunes et à leur épanouissement personnel. L'Association devra de ce fait développer le goût de l'effort, le respect des règles et la citoyenneté. Elle veillera à :

- Faciliter l'accès de la pratique à l'activité Rugby aux jeunes du territoire ;
- Impliquer les adhérents dans une démarche de citoyenneté ;
- Promouvoir le respect de l'environnement ;
- Développer les formations.

b) Public visé : catégories jeunes.

c) Localisation : territoire de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : stade de rugby et vestiaires ; moyens de transports adaptés pour les déplacements en compétition ; matériel pédagogique adapté aux différentes catégories ; encadrants et éducateurs (qualifiés), équipement fourni aux licenciés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°2 : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 « justificatifs » des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins deux mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Lieux d'interventions - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des éducateurs - Nbre d'encadrant par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres (plateaux, tournois...)	- Nbre de plateaux fréquentés par catégorie - Nbre de plateaux organisés - Nbre de tournois fréquentés par catégorie - Nbre de tournois organisés

Indicateurs qualitatifs :

- Résultats des différentes catégories par tournois ;
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions ;
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements ;
- Horaires d'entraînements proposés aux différentes catégories et lieux ;
- Présence à différents forums d'associations ;
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_060-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE n°3 : budget global– Exercice 2025
Du 01/09/2024 au 31/08/2025

Projet n° — 6. Budget[5] du projet — Budget supplémentaire - projet pluriannuel — Suppression du budget - projet pluriannuel

Année *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	25000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	29800	**74 - Subventions d'exploitation**[2]	142000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs			
Locations	3500		
Entretien et réparation	2500		
Assurance	3200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	36000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	95000
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	42000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	47000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		**TOTAL DES PRODUITS**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	142000	**TOTAL**	142000

La subvention sollicitée de 95000 **€, objet de la présente demande représente** 66 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Janvier 2022 - Page 7 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_061 : Cession d'un bus inutilisé – Vente aux enchères publiques en ligne

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_061
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

COMMANDE PUBLIQUE

Cession d'un bus inutilisé – Vente aux enchères publiques en ligne

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver et d'autoriser Monsieur le Président à signer le contrat cadre de mandat et de fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne avec la société SVV AGORASTORE afin de vendre un bus inutilisé par la régie des transports Sillages, dont le prix excède 10 000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 qui prévoit que le Président peut, par délégation du conseil communautaire, décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 euros. Au-delà de ce seuil, il incombe au conseil communautaire d'autoriser la vente des biens concernés ;

Considérant la nécessité d'avoir une politique de réemploi, de réduction des déchets et plus largement de développement durable ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dispose de biens dont elle n'a plus l'usage, qu'elle souhaite mettre en vente de gré à gré ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite confier un mandat de gestion à la société SVV AGORASTORE pour la vente aux enchères sur le site de courtage aux enchères en ligne www.agorastore.fr.

Considérant qu'il s'agit d'un contrat cadre de mandat et de fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne pour une durée d'un an à compter de la signature dudit contrat, renouvelable 3 fois par reconduction tacite, dont la durée totale ne peut pas excéder 4 ans ;

Considérant que les conditions tarifaires pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en qualité de vendeur sont les suivantes :

- Frais de mise en place du Back office vendeur : 200 € HT
- Formation initiale à distance au Back office vendeur : 200 € HT

Le taux de TVA applicable est de 20%

Considérant que les frais de vente sont supportés par l'acheteur à hauteur de 15% du prix du bien ;

Considérant que la société SVV AGORASTORE perçoit le paiement et informe la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que l'enchère est close et que la vente a été conclue. Une fois le bien retiré par l'acheteur, la Communauté d'agglomération du Pays

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025

de Grasse perçoit la somme correspondant au montant de l'enchère dans un délai de 45 jours ;

Considérant que pour réaliser la vente aux enchères, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse indiquera à la société SVV AGORASTORE lors de la mise en vente d'un bien :

- La désignation du bien ;
- Le prix de réserve du bien ;
- La description du bien (y compris description complémentaire éventuelle type carte grise, rapport technique, ...) ;
- Des photos du bien ;
- Le mois et l'année de fin de vente ;
- Les créneaux de visite et de délivrance du bien ;

En ce qui concerne les véhicules, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à fournir une copie du certificat d'immatriculation.

Il est proposé au conseil communautaire la vente aux enchères du matériel figurant ci-dessous et dont la valeur est estimée à 20 000 euros.

Quantité	Désignation	Fabricant	Référence	Année (n° série)	N° Agorastore	Montant de la mise à prix (en €)
1	INDCAR MOBI	IVECO	ZCFC270CX05 059577	04/02/2016		20 000€

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le contrat cadre de mandat et de fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne avec la société SVV AGORASTORE ;
- **D'APPROUVER** le recours aux enchères électroniques via la plateforme en ligne www.agorastore.fr ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le contrat cadre de mandat et de fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne avec la société SVV AGORASTORE ;
- **D'AUTORISER** la vente du bien ci-dessus référencé, dont le prix excède 10 000 € au prix résultant de la mise aux enchères ;
- **D'AUTORISER** l'enregistrement de la sortie du bien du patrimoine de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément aux dispositions budgétaires et comptables de la M 57 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

SAS Agorastore
Organisateur de Ventes Volontaires
20 rue Voltaire 93100 Montreuil
S.A.S. au capital de 56 790 € - Agrément SVV- 062-2014
SIRET 491 023 073 00027 - TVA N°FR 71 491 023 073

CONTRAT CADRE DE MANDAT ET DE FOURNITURE DE PRESTATIONS DE VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES EN LIGNE

En date du _____

Je soussigné _____ dûment habilité à représenter _____
(Le Vendeur)

Téléphone : _____ | Fax : _____ _____ | E-mail : _____

Requiert la SVV Agorastore, opérateur de vente volontaire aux enchères publiques depuis la déclaration d'activité effectuée auprès du Conseil des Ventes Volontaires de meubles aux enchères publiques le 5 novembre 2014, de vendre aux enchères publiques en ligne via le site www.agorastore.fr, au plus offrant et dernier enchérisseur les biens qui seront désignés suivant la procédure décrite ci-dessous au cours de la durée du présent contrat, dont je déclare être propriétaire. La désignation des produits, les dates de ventes et toutes les informations de vente seront communiquées par écrit par le Vendeur ou par la SVV Agorastore et validées par le Vendeur selon tout moyen convenu entre les parties.

Le Vendeur atteste qu'il n'est pas redevable de la TVA au titre de la vente sauf mention contraire explicite et écrite lors de la mise en vente.

1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Vendeur autorise la SVV Agorastore, à faire toute publicité ou prises de vue, frais d'arrangement, de manutention, stockage ou expédition, à se faire assister des experts ou spécialistes de son choix.

Le Vendeur déclare que les objets qu'il souhaite mettre en vente lui appartiennent en toute propriété et sont libres de toute saisie, tout nantissement ou autre empêchement.

Le Vendeur enverra les informations de vente relatives aux objets qu'il souhaite mettre en vente à la SVV Agorastore par mail ou voie postale ou fera part de sa validation quant aux informations de vente communiquées par le Vendeur, notamment via le portail Agorastore. Ces informations de vente sont les suivantes :

- Désignation des biens (y compris lots) ;
- Prix de réserve pour chaque bien ou chaque lot ;
- Mois et année de fin de vente ;
- Créneaux de visite et délivrance. Le vendeur s'engage à donner au moins un créneau de visite du matériel pendant la vente, et au moins un créneau de retrait du matériel dans les 15 jours suivant la fin de vente.

En ce qui concerne les véhicules, le Vendeur s'engage à fournir une copie lisible du certificat d'immatriculation du ou des véhicules considérés.

Le Vendeur devra également préciser s'il souhaite souscrire des prestations optionnelles (cf. l'article Tarifs ci-dessous). Dans cette hypothèse, ces montants seront facturés par Agorastore au Vendeur et devront faire l'objet d'un règlement dans un

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

délai maximal de 45 jours fin de mois. En cas de dépassement de ce délai, des pénalités de retard d'un montant de trois fois le taux d'intérêt légal s'appliqueront, outre une indemnité forfaitaire de 40€, conformément aux dispositions légales.

La validation par le Vendeur des informations de vente transmises par Agorastore ou par le Vendeur pour les objets concernés vaudra réquisition de la SVV Agorastore au sens de l'article L321-5 du Code de commerce et donnera mandat de vente irrévocable et exclusif à la SVV Agorastore pour présenter aux enchères publiques les lots sur son site internet.

Le produit de la vente ainsi que les frais de vente facturés à l'acheteur transitent par le compte de tiers de la société de ventes volontaires Agorastore, conformément à l'article L321-6 du Code de commerce.

Le Vendeur est informé (i) que des frais sont susceptibles de lui être appliqués et (ii) que des frais sont susceptibles d'être appliqués aux acheteurs, conformément à l'article Tarifs ci-dessous, ces derniers frais pouvant le cas échéant s'appliquer sur les prix de vente des objets concernés.

Le produit de la vente sera réglé au Vendeur par virement bancaire à sa convenance à 45 jours fin de mois après envoi d'un bordereau par Agorastore précisant le montant à reverser. En cas de non-respect de ce délai de paiement, des pénalités de retard d'un montant de trois fois le taux d'intérêt légal s'appliqueront, outre une indemnité forfaitaire de 40€, conformément aux dispositions légales. Toutefois, il est précisé qu'aucun règlement ne pourra avoir lieu avant réception des fonds provenant de l'acheteur du (ou des) bien(s).

Le Vendeur s'engage à ce que les biens mis en vente soient conformes à leur désignation et à en assurer la délivrance aux acquéreurs dans les conditions convenues entre les parties. Dans le cas où les biens vendus ne seraient pas conformes à leur désignation ou ne pourraient être délivrés, pour quelque cause que cela puisse être, la vente pourra être annulée à la demande de l'acquéreur sans préjudice de ses droits, et les frais liés au préjudice subi par la SVV Agorastore seront à la charge du Vendeur.

Le commissaire-priseur étant, de par son statut, un mandataire agissant pour le compte du Vendeur, décline toute responsabilité concernant les conséquences juridiques et fiscales qui résulteraient d'une fausse déclaration du Vendeur, ce dernier étant responsable de la déclaration et du paiement de TVA aux autorités compétentes en cas de nécessité. Le vendeur donne mandat à la société Agorastore pour accomplir en ses lieu et place ses obligations de facturation.

La délivrance sera organisée par la SVV Agorastore, et réalisée par le Vendeur. En tout état de cause, la délivrance ne pourra avoir lieu qu'avec l'accord formel de la SVV Agorastore, et sous réserve du complet paiement du prix par l'adjudicataire. Le Vendeur s'engage à effectuer la délivrance dans les conditions convenues entre les parties. Il sera redevable des frais supplémentaires voire compensatoires en cas de non-respect de cette délivrance.

Dans l'hypothèse où (i) l'Adjudicataire a payé le bien mais ne l'a pas récupéré, ou (ii) Agorastore a procédé à la résolution de la vente et ou (iii) des frais ont effectivement été prélevés par Agorastore, et sous réserve qu'il n'existe pas de litige en cours en relation avec cette vente, Agorastore versera au Vendeur une indemnité au titre de ses frais de stockage, dont le montant ne pourra excéder 50% du montant total de la vente. Ce versement au profit du Vendeur aura lieu au cours mois de janvier suivant l'année civile pendant laquelle les ventes ont été réalisées.

En cas de folle enchère, le Vendeur donne mandat à Agorastore d'engager, sauf instruction contraire de sa part, la procédure de folle enchère, aux mieux de ses intérêts, contre l'acheteur déclaré défaillant, si dans un délai de deux semaines à compter de la vente, celui-ci ne s'est pas acquitté de son paiement après mise en demeure. Par ailleurs, Le Vendeur donne mandat au commissaire-priseur de remettre l'objet aux enchères lors d'une vacation ultérieure. Au cas où la SVV Agorastore devrait engager une action en recouvrement à l'encontre d'un acheteur défaillant, à la demande du Vendeur, tous les frais resteront à la charge du Vendeur.

Le Vendeur ne doit porter aucune enchère pour son propre compte. Il ne désignera aucune personne pour porter une telle enchère durant la vente, et en particulier aucun salarié ou dirigeant du Vendeur s'il s'agit d'une personne morale (L321-5 du Code de commerce).

Concernant les véhicules et conformément à la réglementation applicable, tous les véhicules de plus de 4 ans n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle technique de moins de 6 mois (ou 2 mois en cas de contre-visite) seront réservés aux professionnels du négoce de véhicules ou de la réparation et de la vente de véhicules d'occasion.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Lorsque la vente concerne des véhicules, au moment de la remise du bien considéré et sous réserve du respect par le Vendeur des dispositions qui précèdent, la SVV Agorastore donne expressément mandat au Vendeur de procéder, pour lui et en son nom, aux opérations suivantes :

- Tamponner et signer les certificats d'immatriculation des véhicules vendus aux enchères par la SVV Agorastore et identifiés par cette dernière ;
- Barrer les certificats d'immatriculation concernés et y apposer la mention « *Vendu le [Date] par la SVV AGORASTORE* » ;
- Remettre ces certificats d'immatriculation dûment barrés, tamponnés et signés aux adjudicataires des véhicules concernés ;
- Plus généralement, de procéder à toute formalité relative à la remise du certificat d'immatriculation en cas de vente, telle que requise par la réglementation applicable.

Pour les biens invendus, le Vendeur a le droit, dans un délai de 15 jours suivant le terme de la vente, soit de renouveler cette dernière avec une baisse du prix de réserve soit de récupérer son bien pour le vendre d'une autre manière.

Le Vendeur reconnaît et accepte que la SVV Agorastore, assurant la police de la vente, pourra refuser les enchères de personnes connues comme mauvais payeurs ou pour toute autre raison ayant pour objectif la sécurité de la vente, conformément à l'article L321-5 du Code de commerce.

2. TARIFS

Le présent article régit les conditions tarifaires de l'accord cadre établie entre Agorastore et le Vendeur.
Les tarifs sont applicables à tout bien ou lot faisant l'objet de la transmission des informations de vente listées ci-dessus et de leur validation par Agorastore. Le taux de TVA applicable est de 20%.

Frais Vendeur

	PRIX H.T
FRAIS DE MISE EN PLACE DU BACK OFFICE VENDEUR	200€
FORMATION INITIALE A DISTANCE AU BACK OFFICE VENDEUR	200€

.

Frais Acheteurs

	PRIX H.T
FRAIS ACHETEURS SUR LE PRIX FINAL DE VENTE	**15%**
FRAIS DE DOSSIER ACHETEURS ET UNITAIRES POUR LA VENTE DE VEHICULES ET D'EQUIPEMENTS	10€ A 500€*

*Palier de frais de dossier :
Jusqu'à 500€ht : 10€ de FDD
De 500€ à 1000€ht : 40€ de FDD
De 1000€ à 3000€ht : 150€ de FDD
De 3000€ à 5000€ht : 200€ de FDD
De 5000€ à 12500€ht : 400€ de FDD
Au-dessus de 12500€ht : 500€ de FDD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Prestations optionnelles

FACTURABLE AU VENDEUR	PRIX HT
INVENTAIRE PHYSIQUE / JOUR - (HORS CORSE & DOM POM)	900€

* L'inventaire physique est offert à partir de la vente de 20 matériels roulants.

À tout moment au cours de la durée du Contrat, la SVV Agorastore pourra communiquer au Vendeur de nouvelles conditions tarifaires, par email, lesquelles seront applicables sous réserve du respect d'un préavis de 30 jours. En cas de désaccord écrit du Vendeur dans ce délai, le présent Contrat sera purement et simplement résilié à l'issue dudit préavis de 30 jours. A défaut de désaccord écrit, ces nouveaux tarifs seront réputés acceptés par le Vendeur.

3. DURÉE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 (une) année à compter de la date de signature par le Client, et se renouvellera d'année en année par tacite reconduction pour une durée maximale de 4 années.

Le contrat pourra être résilié à chaque date anniversaire sous réserve du respect d'un préavis d'un mois précédant cette date, ou en cas d'inexécution des obligations par l'une des parties ayant donné lieu à l'envoi d'un courrier ou d'un courriel de mise en demeure avec accusé de réception resté infructueux pendant 1 mois (toutes les prestations éventuellement réalisées restant dues)

4. DONNÉES PERSONNELLES

Toute donnée à caractère personnel que chaque Partie serait amenée à transmettre à l'autre Partie est soumise aux lois et règlements en vigueur telles que notamment les dispositions de la Loi n° 78-17 Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, du Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil adopté le 27 avril 2016 ainsi que les avis et recommandations applicables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (ci-après la « Réglementation sur les Données Personnelles ») .

Chaque Partie s'engage à respecter dans le traitement des données de l'autre Partie la Réglementation sur les Données Personnelles.

Si des données à caractère personnel collectées par une Partie sont transmises à une autre Partie dans le cadre de l'exécution du Contrat, lesdites données à caractères personnel seront considérées comme des informations confidentielles de la Partie divulgatrice concernée :
(i) utilisées par la Partie réceptrice concernée uniquement pour les besoins stricts d'exécution de ses obligations au titre des présentes et dans le respect de la Réglementation sur les Données Personnelles, et
(ii) conservées par la Partie réceptrice, sans possibilité de divulgation et/ou transfert ni à un tiers quel qu'il soit (y compris membres du groupe de la Partie réceptrice) ni en dehors du territoire de l'Espace Economique Européen. Par dérogation à ce qui précède, dans l'hypothèse où l'une des Parties décide de procéder à un tel transfert à une entité de son Groupe basée en dehors de l'Espace Economique Européen, ce transfert pourra avoir lieu mais celui-ci devra au préalable faire l'objet de signature des clauses contractuelles types de la Commission Européenne par ladite Partie et les entités de son Groupe à qui les données sont transférées.

Dans le cadre de la prestation fournie par Agorastore, cette dernière est amenée à traiter les données à caractère personnel de ses clients vendeurs dans le cadre de la gestion de la relation commerciale et autres traitements sur le site web www.agorastore.fr. La Politique Confidentialité d'Agorastore renseigne sur tous les traitements des données vendeurs. Elle est facilement accessible sur le site en cliquant sur le lien suivant : https://agorastorewww.agorastore.fr/informations/politique-confidentialite

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_061-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

5. IDENTITÉ ET SIGNATURE

Pour	Représentant	Date et Lieu	Signature et tampon
_____	_____	_____	
Agorastore		Montreuil, le	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_062 : Marché public – Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en « Jardin de pluie » Avenant n°1 au marché 2023/20

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_062
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

COMMANDE PUBLIQUE

Marché public – Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en « Jardin de pluie »
Avenant n°1 au marché 2023/20

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ayant pour objet d'arrêter le montant définitif des travaux à la somme de 1 774 205,31 € HT (valeur septembre 2023) suite à la remise de l'APD et corrélativement de fixer le montant du forfait définitif de la tranche ferme de la rémunération du groupement de maîtrise d'œuvre à 190 730,18 € HT.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses article L2123-1 et R2123-1°, L2431-1 et suivants ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le marché 2023/20 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du parking SNCF de la gare de Grasse en « Jardin de pluie » attribué au groupement STOA/AXES INGENIERIE/GEOLITHE/EAU ET PERSPETECTIVE et notifié le 29 juillet 2024 ;

Considérant que sur la base du programme et projet architectural, le montant estimatif de l'opération de travaux a été arrêté à la somme de 1 721 409,00 € HT (tranche ferme). Le montant provisoire de rémunération du groupement de maîtrise d'œuvre a été notifié pour un montant de 175 583,72 € HT avec un taux de rémunération fixé à 10,20% ;

Considérant qu'il convient d'arrêter le montant définitif des travaux et corrélativement le forfait définitif de rémunération du groupement de maîtrise d'œuvre suite à la remise de l'APD ;

Considérant que le montant définitif des travaux correspond au montant des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre à l'issue de la phase de l'avant-projet définitif (APD) et après arbitrage des travaux nécessaires au programme ;

Considérant que le montant définitif des travaux est arrêté à la somme de 1 789 126,00 € HT (valeur mars 2025), soit 1 774 205,31 € HT (valeur septembre 2023) ;

Considérant que le taux définitif de la rémunération est ramené à 9,79 % au lieu de 10,20%, le montant définitif de la rémunération de la tranche ferme du groupement de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

maîtrise d'œuvre s'élève à 190 730,18 € HT dont 17 000 € HT correspondant à la prime relative aux études d'esquisse et d'avant-projet sommaire ;

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 pour fixer le montant définitif de rémunération de la tranche ferme à la somme de 190 730,18 € HT ;

Pour mémoire :

- Montant initial du marché public :
  175 583,72 € HT + 17 000 € HT= 192 853,72 €HT
- Nouveau montant du marché public :
  173 730,18 € HT + 17 000 € HT= 190 853,72 €HT

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à la majorité absolue (contre : Paul EUZIERE et Magali CONESA) **DECIDE** :

- **DE VALIDER** l'APD présenté par le groupement STOA /AXES INGENIERIE/ GEOLITHE/ EAU ET PERSPETECTIVE ;
- **D'ARRETER** le coût prévisionnel définitif des travaux à 1 774 205,31 €HT (valeur septembre 2023) ;
- **D'ARRETER** le forfait définitif de rémunération de la tranche ferme du maître d'œuvre à la somme de 190 730,18 € HT ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les documents du marché correspondant ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à effectuer les démarches pour la recherche de financements extérieurs sur la base de cet APD et à signer tout document, contrat, avenant ou convention relatifs à ce projet ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités réglementaires nécessaires à la réalisation de ces travaux en application en particulier du Code de l'urbanisme et du Code de la construction et de l'habitation ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à lancer les procédures de consultation des entreprises et à signer les marchés de travaux relatifs à la restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en « Jardin de pluie ».

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 1

A1 – Maitre d'ouvrage

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
57, Avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

GROUPEMENT : STOA mandataire et Algoé Sous-traitant
Cotraitants : Axes, Géolithe, Eau et Perspectives
7, rue d'Italie
13006 MARSEILLE

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

☐ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

RESTRUCTURATION DU PARKING SNCF DE LA GARE DE GRASSE EN « JARDIN DE PLUIE »

☐ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 29 juillet 2024

☐ Numéro du marché public ou de l'accord-cadre : 2024/20

☐ Durée d'exécution initiale du marché public ou de l'accord-cadre : 20 mois répartis sur la durée du projet études et travaux.

☐ Montant du forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre :

FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION	Montant HT	Montant TTC
Tranche ferme	175 583,72 €	210 700,46 €
Tranche optionnelle N°1	10 000,00 €	12 000,00 €
Tranche optionnelle N°2	9 500,00 €	11 400,00 €
Tranche optionnelle N°3	8 000,00 €	9 600,00 €

Sur la base du programme, le montant estimatif de l'opération de travaux a été arrêtée à la somme de 1 721 409 € HT (valeur septembre 2023). Le montant provisoire de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre a été notifié pour un montant de 175 583,72 € HT avec un taux de rémunération fixé à 10,2%.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

D - Objet de l'avenant.

☐ Modifications introduites par le présent avenant :

1- Forfait définitif de rémunération

Le présent avenant n°1 a pour objet de fixer le montant définitif des travaux et corrélativement le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre suite à la remise de l'AVP.

Le montant définitif des travaux correspond au montant des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre à l'issue de la phase de l'avant-projet (AVP) et après arbitrage des travaux nécessaires au programme.

A l'issue de la phase AVP, le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté à la somme de 1 789 126,00 € HT (valeur mars 2025). Ce montant est ramené à 1 774 205.31 € (valeur septembre 2023) après application d'une désactualisation sur la base de l'indice TP01 valeur 130.30 (09/23) et valeur 131.90 (01/25)

Après application de l'article 7 du CCAP du marché de maîtrise d'œuvre, le taux définitif de rémunération est ramené à 9,79 % au lieu de 10,20% initialement. Le calcul du montant de la rémunération du groupement de maîtrise d'œuvre aboutit à 173 730,18 €HT.

Il convient cependant d'ajouter à ce montant, la prime de 17 000,00 €HT correspondant aux honoraires des missions esquisse et avant-projet-sommaire.

Le montant définitif de la rémunération de la tranche ferme du groupement de maîtrise d'œuvre s'élève à 190 730,18 € HT.

☐ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☐ NON ☒ OUI

Nouveau montant des honoraires de la tranche ferme après rendu AVP retenu par le Maître d'ouvrage :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 190 730,18 €
- **Montant TTC : 228 876,22 €**

La nouvelle répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre, selon les co-traitants, est annexée au présent avenant n°1.

Une fois l'avenant notifié, l'équipe de maîtrise d'œuvre transmettra sa facturation d'honoraires pour les phases ESQ et AVP afin d'actualiser la facturation des montants concernés.

AUTRES CLAUSES
Toutes les clauses du marché initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET
Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
STOA MANDATAIRE		
AXES		
GEOLITHE		
EAU ET PERSPECTIVES		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

C – Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_062-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Jardin de pluie

montant des travaux	1 774 205,31
taux	9,792%
montant des honoraires	**173 730,18396**
prime	17 000,00
montant honoraires totaux TF	**190 730,18**
montant honoraires totaux TF+TC	**190 730,18**

Missions	**%**	**€**	%	total €			%	total €	%	total €	%	total €	
Tranche ferme		**TOTAL**		**STOA**		**Algoé négo**		**Géolithe**		**Axès**		**EAU&PERS**	
Etudes d'esquisses						**sous traitant**							
Avant projet sommaire					vrais honos Stoa								
Prime de 17000€		**17 000,00 €**	**72%**	**12 240,00 €**	12 240,00 €		**3%**	**510,00 €**	**15%**	**2 550,00 €**	**10%**	**1 700,00 €**	100%
Avant projet détaillé yc concertation	**30%**	**52 119,06 €**	**69%**	**35 962,15 €**	9 552,15 €	**26 410,00 €**	**2%**	**1 042,38 €**	**15%**	**7 817,86 €**	**14%**	**7 296,67 €**	100%
Etudes de Projet	**21%**	**36 483,34 €**	**34%**	**12 404,34 €**	12 404,34 €		**3%**	**1 094,50 €**	**34%**	**12 404,34 €**	**29%**	**10 580,17 €**	100%
Assistance à la MOA pour la passation des contrats de travaux	**9%**	**15 635,72 €**	**35%**	**5 472,50 €**	5 472,50 €		**0%**	**0,00 €**	**65%**	**10 163,22 €**	**0%**	**0,00 €**	100%
Examen de conformité	**5%**	**8 686,51 €**	**35%**	**3 040,28 €**	3 040,28 €		**0%**	**0,00 €**	**65%**	**5 646,23 €**	**0%**	**0,00 €**	100%
Direction d'execution des contrats de travaux	**24%**	**41 695,24 €**	**25%**	**10 423,81 €**	10 423,81 €		**0%**	**0,00 €**	**70%**	**29 186,67 €**	**5%**	**2 084,76 €**	100%
Ordonnancement coordination et pilotage de stravaux	**3%**	**5 211,91 €**	**0%**	**0,00 €**	0,00 €		**0%**	**0,00 €**	**100%**	**5 211,91 €**	**0%**	**0,00 €**	100%
Assistance lors des opérations préalables à la réception et GPA	**8%**	**13 898,41 €**	**50%**	**6 949,21 €**	6 949,21 €		**0%**	**0,00 €**	**50%**	**6 949,21 €**	**0%**	**0,00 €**	100%
Total Tranche ferme	**100%**	**173 730,18 €**		**74 252,28 €**	**47 842,28 €**			**2 136,88 €**		**77 379,42 €**		**19 961,60 €**	
		190 730,18 €		86 492,28 €	60 082,28 €			2 646,88 €		79 929,42 €		21 661,60 €	
Tranches optionnelles													
Tranche optionnelle 1 : Dossier loi sur l'eau	**0,00**		**0%**	**0,00 €**	0,00 €		**0%**	**0,00 €**	**0%**	**0,00 €**	**100%**	**0,00 €**	
Tranche optionnelle 2 : Etude de pollution des sols	**0,00**		**0%**	**0,00 €**	0,00 €		**100%**	**0,00 €**	**0%**	**0,00 €**	**0%**	**0,00 €**	
Tranche optionnelle 3 : Toutes autres études règlementaires nécessaires à la bonne réalisation du projet	**0,00**		**95%**	**0,00 €**	0,00 €		**0%**	**0,00 €**	**5%**	**0,00 €**	**0%**	**0,00 €**	
Total Tranches optionnelles		**0,00 €**		**86 492,28 €**	**60 082,28 €**			**2 646,88 €**		**79 929,42 €**		**21 661,60 €**	
TOTAL GENERAL		190 730,18 €		60 082,28 €		26 410,00 €		2 646,88 €		79 929,42 €		21 661,60 €	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_063 : Convention relative au financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2024_063
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Convention relative au financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen	

SYNTHESE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a engagé en 2024 un travail collectif avec un grand nombre de collectivités et intercommunalités, ainsi que des territoires associés comme la principauté de Monaco, qui a permis la labellisation de quatre « service express régional métropolitain » (SERM) par le ministre chargé des transports, correspondant aux quatre grandes aires urbaines de la région, à savoir l'aire azuréenne, l'aire toulonnaise, l'aire avignonnaise et l'aire marseillaise.

Le projet de SERM azuréen s'inscrit dans la continuité des démarches engagées sur le grand territoire de l'aire urbaine azuréenne pour accompagner la dynamique de développement du territoire, en améliorant les conditions de mobilité à l'échelle du bassin de vie, notamment autour de ses principaux pôles urbains.
Il s'appuie notamment sur le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Il est proposé au Conseil Communautaire, d'approuver la présente convention qui a pour objet le financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen en collaboration avec la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, les Communautés d'agglomération Cannes Pays de Lérins, de Sophia Antipolis, et de la Riviera française.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des transports, et notamment l'article L. 1215-6 créé par la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains (SERM) ;

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 7 et son Titre III ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles qui fait de la région le chef de file de l'intermodalité et de la complémentarité entre les modes de transports ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu la délibération DL2019-115 du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacement Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu le courrier du ministre en date du 4 juillet 2024 portant labellisation des 4 projets de service express régional métropolitain (SERM) ;

Vu la délibération n°24-0827 du 13 décembre 2024 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvant l'avenant n°1 relatif au Volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Mobilités-Transports en date du 19 mars 2025 ;

Vu la saisine de Comité des partenaires ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 1215-1 du code des transports, modifié par la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, la Région est cheffe de file des mobilités et est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité ;

Considérant que la loi n°2023-1269 du 27 décembre 2023 définit les Services Express Régionaux Métropolitains comme une offre multimodale de services de transports collectifs publics qui s'appuie prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire ;

Considérant que cette offre intègre la mise en place de services de transport routier à haut niveau de service, de réseaux cyclables et, le cas échéant, de services de transport maritime, de covoiturage, d'autopartage et de transports guidés ainsi que la création ou l'adaptation de gares ou de pôles d'échanges multimodaux, et la conversion de voies routières en voies réservées, le développement du billet unique;

Considérant que l'article L. 1215-6 du code des transports prévoit que "les projets de service express régional métropolitain font l'objet d'une concertation entre l'Etat, la région, les autorités organisatrices de la mobilité, les départements et, le cas échéant, les gestionnaires d'autoroutes et de voies routières express du périmètre concerné" ;

Considérant que les quatre services express régionaux métropolitains de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été labellisés par courrier du ministre en charge des transports le 4 juillet 2024 ;

Considérant qu'à travers la signature de la présente convention, les parties se sont ainsi réunies pour définir les modalités de financement de la phase de préfiguration ainsi que le contenu, le déroulement et le rôle de chacun ;

Considérant que la phase de préfiguration se décline en deux phases, chacune avec son calendrier prévisionnel :

- la phase préparatoire : la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, financent les Études Préparatoires portées par la Région, en sa qualité de maîtrise d'ouvrage. SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions contribuent à cette phase.
  La durée prévisionnelle de cette phase est de 6,5 mois, et a démarré depuis le 17 décembre 2024.

- la phase de consolidation : Société des Grands Projets Développement (SGP Dev), SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions réalisent, chacun sur leur périmètre de compétences, les études et attendus nécessaires à la constitution du dossier de synthèse en co-construction avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité AOM.

Le schéma d'ensemble proposé dans le dossier de synthèse résultera du choix entre les trois scénarios de la phase préparatoire qui seront étudiés dans leur globalité.
La durée prévisionnelle de cette phase est de 9 mois, incluant une période de transition de deux semaines avec la phase préparatoire.

Considérant que le coût total de financement pour les phases préparatoire et de consolidation s'élève à 930 555, 56 euros réparti entre l'ensemble des financeurs selon

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

la clé de répartition définie, soit 0,729418 % pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse finance la phase préparatoire à hauteur de 942,04 euros et la phase de consolidation à hauteur de 5 845,60 euros soit un total de 6 787,64 euros ;

En conséquence, il est proposé d'approuver la présente convention et ses annexes, jointes à la présente délibération.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention relative au financement de l'élaboration du dossier de demande de statut du SERM azuréen ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la présente convention ;
- **DE DIRE** que les dépenses seront prévues aux budgets 2025 et suivant.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Convention

Relative au financement de l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM azuréen

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'État (Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation), représenté par Monsieur **Georges-François LECLERC**, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Ci-après désigné **« L'État** »,

La **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, dont le siège est 27 place Jules-Guesde, 13002 Marseille, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur **Renaud MUSELIER**, dûment habilité par délibération _____ de l'Assemblée plénière du Conseil régional réunie le _____,

Ci-après désignée **« La Région »,**

La Métropole Nice Côte d'Azur, dont le siège est 5 rue de l'Hôtel de Ville, 06364 Nice Cedex 4, représentée par le Président de la Métropole, Monsieur **Christian ESTROSI**, dûment habilité par délibération du _____,

Ci-après désigné **« La Métropole Nice Côte d'Azur »,**

La Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, dont le siège est CS 50044, 06414 Cannes Cedex, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur **David LISNARD**, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire de la CACPL le 4 avril 2025,

Ci-après désigné **« Cannes Pays de Lérins »,**

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège est 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur **Jérôme VIAUD**, dûment habilité par délibération du _____,

Ci-après désigné **« Pays de Grasse »,**

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, dont le siège est Les Genêts - 449, route des Crêtes, 06901 Sophia Antipolis Cedex, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur **Jean LEONETTI**, dûment habilité par délibération du _____,

Ci-après désigné **« Sophia Antipolis »**

La Communauté d'agglomération de la Riviera française, dont le siège est 16 rue Villarey, 06500 Menton, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération, Monsieur **Yves JUHEL**, dûment habilité par délibération du _____,

Ci-après désigné **« Riviera française »,**

Et,

SGP DÉVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée, au capital de 100.000 euros, ayant son siège à SAINT DENIS (93200), Immeuble Moods, 2-4 mail de la Petite Espagne, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 918 2006 111, représentée par Monsieur **Bernard CATHELAIN**, président de la SGP DÉVELOPPEMENT ;

Ci-après désignée « **SGP Dev** »,

SNCF Réseau, société anonyme au capital de 621 773 700 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le N° B. 412.280.737, dont le siège est situé 15-17 rue

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Jean-Philippe Rameau CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex, représentée par Monsieur **Karim TOUATI**, Directeur Territorial Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Ci-après désignée « **SNCF Réseau** »,

SNCF Gares & Connexions, société anonyme au capital de 213 710 030 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 507 523 801, dont le siège social est à Paris (75013), au 16 avenue d'Ivry, représentée par Monsieur **Jérôme BINI**, Directeur régional des Gares Sud - Provence Alpes Côte d'Azur, agissant au nom et pour le compte de ladite société, dûment habilité à cet effet ;

Ci-après désignée « **SNCF Gares & Connexions** ».

L'État, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions, étant dénommés ci-après collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Par ailleurs, l'État, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française sont dénommés ci-après collectivement les « **Financeurs** » et individuellement un « **Financeur** ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

VU :

- Le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1111-10 IV ;
- Le code des transports, et notamment les articles L2111-9 à L2111-9-3 et L2121-3 ;
- Le code de la commande publique ;
- La Loi n° 2010-597 relative au Grand Paris, notamment son article 7 et son Titre III ;
- La Loi n°2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;
- La Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La Loi n° 2022-217, 21 février 2022, relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- L'ordonnance n°2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF ;
- Le décret n°2012-70 du 20 janvier 2012 relatif aux installations de service du réseau ferroviaire, modifié par le décret n°2016-1468 du 28 octobre 2016 relatif à l'accès aux installations de services et prestations fournis par les exploitants d'installations de service et portant diverses dispositions en matière de transport ferroviaire ;
- Le décret n°2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;
- Le décret n°2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant diverses dispositions à la société SNCF Réseau ;
- Le décret n°2019-1588 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports (Gares & Connexions) et portant diverses dispositions relatives à la filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports ;
- Le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;
- L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 approuvant le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Le protocole de préfiguration de l'avenant Mobilités 2023-2027 du Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 signé le 1er décembre 2023 ;
- La délibération CS 2022-09 du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du 12 mai 2022 portant création d'une filiale de valorisation du patrimoine immatériel de la Société du Grand Paris, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie ;
- Les statuts en date du 12 décembre 2022 de la société SGP Développement (SGP Dev), société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Bobigny ;
- Le courrier du ministre en date du 4 juillet 2024 portant labellisation du projet de service express régional métropolitain azuréen ;
- Le courrier du ministre en date du _____ autorisant la SGP à accompagner la préfiguration du projet de service express régional métropolitain azuréen, conjointement avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS 12

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION ET PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE PRÉVISIONNEL 12

2.1 OBJET DE LA CONVENTION 12
2.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE PREVISIONNEL A CONFORTER 13

ARTICLE 3. DURÉE DE LA CONVENTION ET DELAIS PREVISIONNELS 14

3.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION 14
3.2 CALENDRIER PREVISIONNEL 15
3.3 ÉTUDES OU ATTENDUS EFFECTUES PAR ANTICIPATION A LA DATE DE PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION 16

ARTICLE 4. DESCRIPTION DES ÉTUDES ET ATTENDUS 16

4.1 FEUILLE DE ROUTE GLOBALE DE LA PHASE DE PREFIGURATION 16
4.2 PHASE PREPARATOIRE 17
4.3 PHASE DE CONSOLIDATION 18
4.3.1. VOLET 1 : SCHEMA D'ENSEMBLE 18
4.3.2. VOLET 2 : FINANCEMENT 20
4.3.3. VOLET 3 : GOUVERNANCE 21
4.3.4. VOLET 4 : ÉLABORATION DU « DOSSIER DE SYNTHESE » 22

ARTICLE 5. RÉPARTITION DES MISSIONS ET CONTRIBUTIONS 23

5.1 PHASE PREPARATOIRE 25
5.2 PHASE DE CONSOLIDATION 25
5.2.1. AU TITRE DE L'ANIMATION DE LA PHASE DE CONSOLIDATION DU PROJET 25
5.2.2. AU TITRE DU VOLET 1 : SCHEMA D'ENSEMBLE 26
5.2.3. AU TITRE DU VOLET 2 : FINANCEMENT 28
5.2.4. AU TITRE DU VOLET 3 : GOUVERNANCE 29
5.2.5. AU TITRE DU VOLET 4 : ÉLABORATION DU « DOSSIER DE SYNTHESE » 30

ARTICLE 6. COMITOLOGIE 30

6.1 ARTICULATION AVEC LES COMITOLOGIES EXISTANTES 30
6.2 COMITOLOGIE DE LA PHASE PREPARATOIRE 31
6.3 COMITOLOGIE DE LA PHASE DE CONSOLIDATION 31
6.3.1. COMITE DE PILOTAGE (COPIL) 31
6.3.2. COMITE TECHNIQUE (COTEC) 32
6.3.3. L'ÉQUIPE DE PREFIGURATION 33
6.3.4. MODALITES D'ASSOCIATION DES PARTIES PRENANTES DU TERRITOIRE 34

ARTICLE 7. FINANCEMENT DE L'OPÉRATION 35

7.1 ASSIETTE DE FINANCEMENT 35
7.1.1. POUR LA PHASE PREPARATOIRE 35
7.1.2. POUR LA PHASE DE CONSOLIDATION 35
7.2 PLAN DE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET ATTENDUS 36
7.3 GESTION DES ECARTS RELATIFS AUX EFFETS DE L'INDEXATION 39

ARTICLE 8. MODALITÉS DE FINANCEMENT 39

8.1 APPELS DE FONDS 39
8.1.1. STIPULATIONS GENERALES 39
8.1.2. INFORMATIONS CONCERNANT LE FINANCEMENT DE L'ETAT 40

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8.1.3. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE 40
8.1.4. MODALITES DE VERSEMENT DES APPELS DE FONDS 40
8.1.5. MODALITES DE REGLEMENT DU SOLDE OU REMBOURSEMENT DU TROP-PERÇU POUR SNCF RESEAU ET SNCF GARES & CONNEXIONS 41
8.1.6. MODALITES DE REGLEMENT DU SOLDE POUR SGP DEV ET DE REGION 41
8.1.7. TRANSMISSION DES APPELS DE FONDS 42
8.2 DELAIS DE PAIEMENT 43
8.3 DOMICILIATION DES VERSEMENTS 44

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DE LA CONVENTION 44

ARTICLE 10. DELAI DE CADUCITE 45

ARTICLE 11. COMMUNICATION 45

11.1 MODALITES GENERALES DE COMMUNICATION 45
11.2 MODALITES DE COMMUNICATION 45

ARTICLE 12. DROIT D'AUDIT DES FINANCEURS 46

ARTICLE 13. CONFIDENTIALITÉ 47

ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 49

14.1 LIBRE USAGE PAR LES PARTIES DES ELEMENTS NON PROTEGES PAR DES DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU LE SECRET DES AFFAIRES 49
14.2 PROPRIETE ET LICENCE RELATIVE AUX CONNAISSANCE ANTERIEURES, ÉTUDES REALISEES ET SYNTHESES DES ÉTUDES REALISEES 49
14.2.1. PROPRIETE DES CONNAISSANCES ANTERIEURES, ÉTUDES REALISEES ET SYNTHESES DES ETUDES REALISEES 49
14.2.2. LICENCE RELATIVE AUX ÉTUDES REALISEES TRANSMISES A SGP DEV 49
14.2.3. LICENCE RELATIVE AUX SYNTHESES DES ÉTUDES REALISEES TRANSMISES AUX PARTIES AUTRES QUE SGP DEV 50
14.2.4. LICENCE RELATIVE AUX ELEMENTS ISSUS D'UNE ÉTUDE REALISEE OU D'UNE SYNTHESE D'UNE ÉTUDE REALISEE INCORPORES DANS LES ÉTUDES ET ATTENDUS, LES RESULTATS OU LES SYNTHESES DES RESULTATS 50
14.3 REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DES RESULTATS ET DES SYNTHESES DES RESULTATS .. 50
14.3.1. DROIT DE PROPRIETE DES RESULTATS ET DES SYNTHESES DES RESULTATS 50
14.3.2. DROIT D'EXPLOITATION DES RESULTATS POUR SGP DEV, SNCF RESEAU, SNCF GARES & CONNEXIONS ET LES PARTIES DEPOSANT LE DOSSIER DE SYNTHESE AUPRES DES AUTORITES COMPETENTES 51

ARTICLE 15. ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DE SGP DEV 51

ARTICLE 16. RÉSILIATION DE LA CONVENTION 51

ARTICLE 17. RÉGLEMENT DES DÉSACCORDS ET DIFFÉRENDS 52

ARTICLE 18. NOTIFICATIONS – CONTACTS 52

ANNEXES 55

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRÉAMBULE

- **Contexte et projets en cours**

Le projet de service express régional métropolitain (ci-après « **SERM** ») azuréen s'inscrit dans la continuité des démarches engagées sur le grand territoire de l'aire urbaine azuréenne pour accompagner la dynamique de développement du territoire, en améliorant les conditions de mobilité à l'échelle du bassin de vie, notamment autour de ses principaux pôles urbains. Le projet de SERM s'appuie notamment sur le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Les différentes stratégies de mobilités et plans de mobilités des agglomérations concernées, les schémas de cohérence territoriale (ci-après « **SCOT** »), ou encore les études spécifiques par thématique ou zone géographiques (études de déplacements, projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, etc.), témoignent de cet engagement et de la maturité des acteurs locaux pour faire émerger une vision d'ensemble à l'échelle de la région métropolitaine.

Par ailleurs, le projet s'appuie sur les contrats opérationnels de mobilités (ci-après « **COM** »), construits dans le cadre de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (ci-après « **LOM** ») et en partenariat avec la plupart des signataires de la présente convention, qui constituent la fondation des projets de mobilité SERM. C'est dans cette démarche, et en anticipation de l'exigence de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1215-6 du code des transports qui impose la passation des COM dans les six mois suivants l'attribution du statut de SERM, qu'une signature des COM en parallèle de la présente convention de financement sera recherchée.

Le projet de SERM sera nécessairement cohérent avec les COM concernés. La gouvernance du SERM sera coordonnée avec celle des COM.

La préfiguration du SERM azuréen s'appuie ainsi sur ces éléments, en ouvrant à une vision multimodale.

Le projet de SERM nécessite de conjuguer trois exigences :

- l'adéquation entre l'offre, tous modes, et la demande de déplacement ;
- l'efficience économique ;
- l'efficience environnementale.

Autour de ces exigences, le dossier de demande de statut de SERM s'articule autour de cinq thématiques :

- la consistance ;
- l'évaluation financière ;
- la gouvernance ;
- l'évaluation des impacts environnementaux ;
- la coordination avec les politiques d'aménagement.

- **Le nouveau cadre mis en place par la loi SERM**

Le premier alinéa de l'article L. 1215-6 du code des transports, dans sa rédaction issue de la loi n°2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains (ci-après « **Loi SERM** »), définit un SERM comme étant une « *offre multimodale de services de transports collectifs publics,* [appuyée] *prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire,* [intégrant] *le transport routier à haut niveau de service, les réseaux cyclables et, le cas échéant, le transport fluvial, le*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

covoiturage, l'autopartage et les transports guidés, ainsi que la création ou l'adaptation des gares et pôles d'échanges multimodaux ».

Le troisième alinéa du même article précise les objectifs des SERM comme étant « *une amélioration de la qualité des transports du quotidien, notamment par des dessertes plus fréquentes et plus fiables des zones périurbaines, la réduction de la pollution de l'air, la lutte contre l'auto-solisme, le désenclavement des territoires périurbains et ruraux insuffisamment reliés aux centres urbains, une meilleure accessibilité, notamment pour les personnes en situation de handicap, et la décarbonation des mobilités* ».

Le quatrième alinéa de l'article L. 1215-6 du code des transports précise « *Les projets* [de SERM] *prennent en compte les enjeux liés au développement des zones à faibles émissions mobilité mentionnées à l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales. Ils prennent également en compte les enjeux liés au développement du fret ferroviaire* ».

- **Rôle de la SGP, ou de ses filiales, dans le cadre des projets de SERM**

Dans le cadre de la phase d'élaboration de la demande de statut, la Loi SERM a prévu l'intervention de la SGP, ou de l'une de ses filiales, aux côtés de SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions. Ainsi le I. A. de l'article 20-3 de la loi n° 2010-597 prévoit que « *l'établissement public Société des grands projets ou ses filiales peuvent participer à l'élaboration des propositions de service express régional métropolitain mentionné à l'article L. 1215-6 du code des transports, sur décision du ministre chargé des transports, à la demande de la région et des autorités compétentes pour l'organisation de la mobilité contribuant au financement de ce service, conjointement avec SNCF Réseau et sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du même code pour les infrastructures et les ouvrages mentionnés aux 1° et 2° du B du présent I* ».

Ainsi, à la demande de la Région et des AOM, et sous réserve d'une décision du ministre chargé des transports, la SGP peut participer à l'élaboration de la demande de statut prévue à l'article L. 1215-6 du code des transports.

Cette intervention s'inscrit dans la logique du rôle donné à la SGP par la Loi SERM dans le cadre des projets de SERM. En effet, si le statut de SERM est obtenu, la SGP ou l'une de ses filiales, telles que SGP Dev, peut intervenir à plusieurs titres :

- la SGP ou ses filiales peut être désignée maître d'ouvrage de certaines infrastructures ou ouvrages du projet de SERM, dans les conditions visées au B. de l'article 20-3 précité ;

- la SGP ou ses filiales peut participer au financement des projets de création, d'extension, d'amélioration ou de modernisation d'infrastructures de transport au titre du D. de l'article 20-3 précité ;

- si elle est désignée maître d'ouvrage, la SGP ou ses filiales est membre de la structure locale de coordination dans les conditions visées à l'article L. 1215-8 du code des transports et si elle finance le projet de SERM la SGP ou ses filiales « *veillent au respect des objectifs de coût et du calendrier des projets* » dans les conditions visées à l'article L. 1215-8 du code des transports.

- **La loi SERM appliquée au territoire azuréen**

Les développements d'une offre multimodale de services de transports collectifs publics, appuyée prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire, intégrant les infrastructures de transport complémentaires au mode ferroviaire, notamment le transport routier à haut niveau de service, les réseaux cyclables et, le cas échéant, le transport fluvial, le covoiturage, l'autopartage et les transports guidés, ainsi que la création ou l'adaptation des gares et pôles d'échanges multimodaux, nécessitent une coordination forte.

Il convient ainsi de s'appuyer sur la dynamique partenariale en place et sur les études réalisées et en cours pour définir une amélioration phasée de l'offre de service sur l'ensemble de ses composantes, c'est-à-dire :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- considérant l'ensemble des modes de déplacement y compris les aménagements ferroviaires, tout en s'assurant que les ambitions de service intermédiaires soient compatibles avec les travaux qui seraient nécessaires pour les phases ultérieures du projet ;

- s'interroger par ailleurs, au surplus des modes de déplacement, sur les développements en matière d'information voyageurs, de tarification et de billettique pour l'ensemble des modes de transport.

Dans ce contexte, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, en application de l'avant dernier alinéa de l'article L.1215-6 précité, ont décidé de formuler une proposition conjointe au Ministre chargé des transports en vue d'obtenir le statut de SERM pour le projet azuréen.

Cette démarche s'appuie sur les intentions suivantes partagées entre les partenaires :

- diminuer les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie, par des solutions de mobilités durables et décarbonées pour les déplacements du quotidien ;

- conforter le développement des polarités, et lutter contre l'étalement urbain, en favorisant le report modal ;

- consolider la relation entre les politiques d'aménagement du territoire, l'urbanisation et le développement des services de mobilité ;

- prendre en compte la diversité des territoires - urbains et périurbains - et des publics ;

- favoriser l'intermodalité et l'accessibilité aux réseaux de transport et développer les modes alternatifs à l'autosolisme ;

- développer les modes actifs (voies vertes, pistes cyclables) ;

- maîtriser l'usage de la capacité routière ;

- assurer la cohérence, la complémentarité et la visibilité des offres de transport ;

- conforter le maillage et l'articulation des offres et services autour des réseaux structurants, en valorisant tous les modes, notamment pour la desserte périurbaine ;

- renforcer l'attractivité des offres et services : rendre lisible l'ensemble des solutions de mobilité, en proposant un bouquet d'offres et services multimodaux de transports en commun, mobilités partagées ou modes actifs, faciliter les parcours pour les usagers (correspondance, tarification et distribution entre les réseaux) ;

- communiquer sur l'offre multimodale et intermodale et assurer la visibilité des actions favorisant l'intermodalité ;

- proposer une tarification intégrée et assurer l'interopérabilité des services d'information des voyageurs et de billettique ;

- assurer la soutenabilité financière du projet dans la durée, investissement comme fonctionnement, et définir une trajectoire financière cohérente ;

- adapter la gouvernance en tenant compte des espaces de coopération existants, y compris ceux existant en lien avec le SERM ;

- partager l'avancement des projets de mobilité et de transport de marchandises.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Afin de préparer leur proposition conjointe en vue d'obtenir le statut de SERM, les collectivités partenaires ont transmis le 27 juin 2024 à l'État un dossier minute, en vue de l'obtention d'une labellisation SERM.

Le 4 juillet 2024, le Ministère chargé des transports a « labellisé » le projet de SERM azuréen.

Cette labellisation a ouvert ainsi la phase suivante dite du « *dossier de synthèse* » qui invite « *les régions et les collectivités des territoires d'Avignon, de Marseille, Nice, et Toulon* […] *à poursuivre les travaux d'élaboration de leur SERM en vue de l'obtention du statut par arrêté* ».

La décision accordant au projet le statut de SERM sera prise sur la base de l'analyse d'un dossier de synthèse approfondi, qui devra préciser les objectifs, la feuille de route pour les atteindre, le plan de financement ainsi que la gouvernance du projet.

Il a été décidé par les Financeurs d'organiser la phase devant aboutir à la transmission du dossier de synthèse, dénommée « phase de préfiguration », comme suit :

- une première phase dite « phase préparatoire » - période de réalisation 1er semestre 2025.

  La Région, en sa qualité de cheffe de file de l'intermodalité a confié, via la conclusion d'un marché subséquent de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), au bureau d'études Transitec la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dénommées Etudes Préparatoires pour :

  - établir une base documentaire partagée ;
  - construire avec les partenaires de chacun des SERM de la région un diagnostic partagé des mobilités incluant un état initial et une situation de référence de l'offre de mobilité tous modes et des services aux voyageurs, ainsi que selon les SERM, les caractéristiques principales de 3 scénarios d'offre de services contrastés à l'horizon 2050 selon les hypothèses du dossier minute ;
  - préparer et exécuter une phase de transition vers la seconde phase dite de consolidation.

- une seconde phase dédiée à la production du dossier de synthèse du SERM azuréen dite « phase de consolidation » - période de réalisation : 2ème semestre 2025 et 1er trimestre 2026 :

  Cette seconde phase, qui s'appuie sur les Etudes Préparatoires a pour objectifs :

  - de compléter les productions réalisées dans le cadre des Etudes Préparatoires ;
  - d'approfondir la caractérisation des trois scénarios issus de la Phase préparatoire en vue de les comparer et de préparer le choix de l'un d'entre eux pour le dossier de synthèse ;
  - d'élaborer les différentes composantes du projet de SERM tant du point de vue de l'offre multimodale de transports que de celui de la gouvernance, du financement, de l'aménagement du territoire, de l'analyse des impacts environnementaux ou de trafic ;
  - de présenter aux Parties le bilan des productions de la phase de consolidation au plus tard en janvier 2026, dans le cadre d'un COPIL permettant de faire le choix d'un scénario et d'acter le lancement de la rédaction du dossier de synthèse de demande du statut de SERM (ci-après « **Dossier de synthèse** ») ;
  - de rédiger ledit Dossier de synthèse permettant de candidater à l'obtention du statut SERM.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Afin de permettre à la Société des Grands Projets de contribuer à cette démarche, et dans les conditions prévues par le 18° du II de l'article 4 de la Loi SERM, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis et Riviera française ont sollicité le ministre délégué en charge des Transports pour que la SGP, au travers de sa filiale SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions, soient associés à l'élaboration du dossier de demande d'obtention du statut de SERM.

Le Ministre a autorisé la SGP, au travers de sa filiale SGP Dev, conjointement avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, à participer à la phase de préfiguration pour le SERM azuréen.

- **Objectif de la convention**

La présente convention porte sur les modalités d'organisation de la phase de préfiguration du SERM. Celle-ci vise l'élaboration concertée du Dossier de synthèse.

Comme indiqué ci-dessus, la phase de préfiguration se décline en deux phases : une phase préparatoire et une phase de consolidation.

Au titre de la phase préparatoire, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, financent les Études Préparatoires portées par la Région, en sa qualité de maîtrise d'ouvrage. SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions contribuent à cette phase conformément aux missions décrites à l'Article 5.1.

Au titre de la phase de consolidation, l'État, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, financent SGP Dev, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions pour mener à bien la mission d'élaboration du Dossier de synthèse, objet de la présente convention.

Pour mener à bien cette phase de consolidation, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions réalisent, chacun sur leur périmètre de compétences, les études et attendus nécessaires à la constitution du Dossier de synthèse en co-construction avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM).

Les Parties se sont ainsi réunies pour définir les modalités de financement de la phase de préfiguration ainsi que le contenu, le déroulement et le rôle de chacun dans le cadre de cette phase. C'est l'objet de la présente convention.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

Les définitions des termes de la convention sont précisées en Annexe 1. Sauf stipulation expresse contraire, les termes et expressions en majuscule définis dans la Convention auront la signification qui est portée dans cette Annexe. Ils peuvent être utilisés indifféremment au singulier et au pluriel.

Les Annexes font partie intégrante de la Convention et ont la même valeur que les stipulations figurant dans les Articles, sauf stipulation expresse contraire.

En cas de contradiction entre une stipulation figurant dans un Article et celle d'une Annexe, les stipulations figurant dans les Articles prévalent.

Les intitulés des titres, des Articles et le sommaire ont été insérés uniquement pour faciliter les références et ne doivent pas être pris en compte pour l'interprétation de la Convention.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION ET PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE PRÉVISIONNEL

2.1 Objet de la Convention

La Convention a pour objet de définir :

- le contenu, le périmètre et le calendrier de réalisation des Études et Attendus, ainsi que le rôle des Parties pour les mener à bien ;

- les conditions et modalités de financement de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et de la Région pour la réalisation des Études et Attendus, dans les délais estimés fixés par la Convention et selon le périmètre décrit à l'Article 5ARTICLE 4 ;

- les modalités de suivi et de gouvernance de la Convention.

La Convention qui couvre ainsi la préfiguration du SERM se décline en deux phases : une phase préparatoire et une phase de consolidation.

Au titre de la phase préparatoire, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, financent les Études Préparatoires portées par la Région, en sa qualité de maîtrise d'ouvrage. SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions contribuent à cette phase conformément aux missions décrites à l'Article 5.1.

Au titre de la phase de consolidation, l'État, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis, Riviera française, financent SGP Dev, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions pour mener à bien la mission d'élaboration du Dossier de synthèse, objet de la Convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

2.2 Périmètre géographique prévisionnel à conforter

La carte ci-dessous présente le périmètre des bassins de mobilités M et N au titre de la LOM.



Bassins de mobilité du SERM azuréen
Source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le périmètre géographique à l'étude pour le SERM azuréen est présenté dans la carte ci-dessous, et reprend les périmètres administratifs des partenaires locaux de la démarche SERM connus à ce jour.

La définition précise de ce périmètre fait partie des travaux à mener dans le cadre de la phase de préfiguration, prévue par la Convention, en lien avec les territoires concernés.

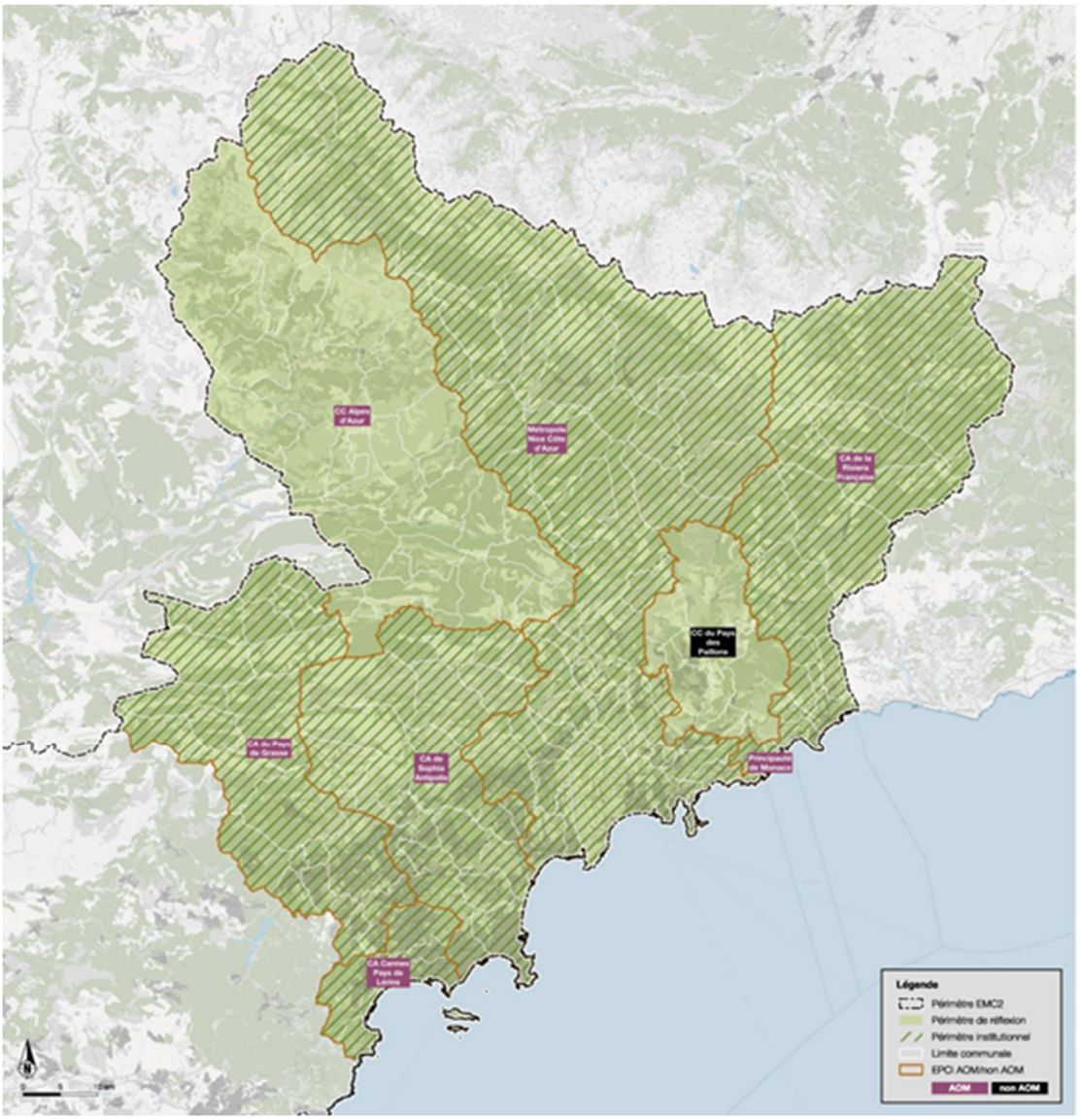
Elle s'appuie notamment sur les résultats de la phase préparatoire.

A noter que la Principauté de Monaco fait partie intégrante de la phase de préfiguration du SERM azuréen et participe au financement de la présente phase de préfiguration. Cette participation financière

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

fera l'objet d'une convention de financement entre SNCF Gares & Connexions et la Principauté de Monaco.

Par ailleurs, la Région est AOM de substitution sur le périmètre de la communauté de communes du Pays des Paillons. Ces deux entités seront associées à la démarche du SERM azuréen tout au long du processus comme précisé par les Articles 5.2.4 et 6.3.4. Le Département des Alpes-Maritimes, et la communauté de communes Alpes-d'Azur seront également associés à la démarche SERM.



Périmètre institutionnel du SERM azuréen
Source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur/Transitec

ARTICLE 3. DURÉE DE LA CONVENTION ET DELAIS PREVISIONNELS

3.1 Entrée en vigueur et durée de la Convention

La Convention, une fois signée par toutes les Parties, entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la convention de financement à conclure entre SNCF Gares & Connexions et la Principauté de Monaco et relative au financement d'une partie de ses études. Cette convention avec la Principauté de Monaco contiendra des dispositions contractuelles au moins équivalentes à celles figurant dans la présente Convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Si dans les quinze (15) Jours suivants la signature de la Convention par l'ensemble des Parties, la convention de financement entre SNCF Gares & Connexions et la Principauté de Monaco relative au financement d'une partie de ses études n'est toujours pas signée, les Parties se rencontrent pour identifier les différents impacts sur la Convention et notamment concernant les dépenses réalisées par anticipation, ainsi que sur les modalités de financement.

En cas de difficulté rencontrée par SNCF Gares & Connexions dans l'exécution de la Convention de financement conclue avec la Principauté de Monaco, les Parties conviennent de se rencontrer afin d'examiner l'ensemble des conséquences de la situation et les mesures à adopter.

La Convention prend fin à la date de versement effectif du Solde, correspondant au dernier des différents appels de fonds, conformément aux Articles 8.1.5 et 8.1.6ARTICLE 8.

Par exception, les dispositions relatives à la propriété intellectuelle, à la confidentialité et au droit d'audit des Financeurs demeurent applicables au-delà de l'expiration de la Convention pour les durées qui leur sont propres, stipulées aux ArticlesARTICLE 11, 0, ARTICLE 130 et ARTICLE 14ARTICLE 13.

3.2 Calendrier prévisionnel

La durée prévisionnelle totale de réalisation de la préfiguration est de 15 mois. Elle se décompose comme suit :

- Phase préparatoire : 6,5 mois, à partir du 17 décembre 2024 ;
- Phase de consolidation : 9 mois, incluant une période de transition de deux semaines avec la phase préparatoire.

Cette durée s'entend hors période de validation politique des Études et Attendus.

L'objectif des Financeurs est de valider les principes constitutifs du Dossier de synthèse (volets 1 à 3) en début d'année 2026, afin de pouvoir produire ce Dossier de synthèse (volet 4) et le déposer auprès des services de l'État à l'issue.

Un calendrier prévisionnel de la phase de préfiguration est présenté dans l'Annexe 5. Ce calendrier prévisionnel se décompose comme suit :

- la durée de la phase préparatoire est estimée à 6,5 mois pour la durée des Études Préparatoires, incluant une période de transition de deux semaines avec la phase de consolidation ;
- le démarrage de la phase de consolidation est conditionné aux rendus définitifs des Études Préparatoires, conditionné au COPIL concluant la phase préparatoire et validant les trois scénarios (au plus tard le 30 juin 2025) ;
- la réalisation des volets 1 à 3 décrits dans l'Article 4.3 s'effectue en parallèle, sur une durée estimée à 6 mois à compter de la validation par le COPIL des travaux de la phase préparatoire. Les travaux des volets 1 à 3 s'alimentent les uns les autres ;
- la durée du volet 4, dont la période de réalisation intervient à l'issue de celles des volets 1 à 3, est estimée à 3 mois. Le démarrage du volet 4 débutera à l'issue du COPIL de validation du scénario retenu pour le dossier de synthèse (au plus tard en début d'année 2026).

Le calendrier prévisionnel est mis à jour par l'Équipe de préfiguration, visée à l'Article 6.3.3, à la suite du rendu définitif des Études Préparatoires réalisées par Transitec.

En cas d'évènement qui aurait une incidence significative sur la tenue des délais visés au présent Article, les Parties s'informent dans le cadre des instances visées à l'Article ARTICLE 6ARTICLE 6.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

3.3 Études ou Attendus effectués par anticipation à la date de prise d'effet de la Convention

Le montant visé à l'Article 7.1 pour SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région tient compte des dépenses qui seraient effectuées par ces derniers par anticipation à la date de prise d'effet de la Convention au titre de la réalisation de la phase de préfiguration.

Les seules dépenses éligibles à la présente clause sont celles qui sont liées à la conclusion de la Convention ou qui ont un lien direct avec la réalisation des Études et Attendus. Toute autre dépense ne pourra être intégrée au montant visé à l'Article 7.1 et pourra être rejetée par les Financeurs lors des demandes d'appel de fonds réalisées dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Pour la Région, ces dépenses sont prises en compte à compter du 17 décembre 2024.

Pour SGP Dev, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, ces dépenses sont prises en compte à compter du 1er février 2025. Il s'agit notamment des réunions et contributions à la phase préparatoire menées jusqu'à la signature de la Convention, et validées avec les Financeurs.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DES ÉTUDES ET ATTENDUS

4.1 Feuille de route globale de la phase de préfiguration

Le contenu de la phase de préfiguration du projet de SERM azuréen, telle que définie par la Convention, comprend un volet préparatoire et quatre volets principaux aboutissant à la constitution du Dossier de synthèse (volet 4) :

- Volet préparatoire - réalisation d'Études Préparatoires avec pour principaux objectifs de :
    - synthétiser les études existantes et s'approprier les deux contrats opérationnels de mobilité du territoire concerné ;
    - superposer les schémas de desserte par mode, pour mettre en évidence des doublons et des lacunes ;
    - organiser des ateliers de recueil du besoin de mobilité auprès des parties prenantes du territoire ;
    - esquisser trois scénarios contrastés de schémas de desserte tous modes.
- Volet 1 – Schéma d'ensemble : la définition du schéma d'ensemble du SERM, incluant le périmètre géographique et modal à valider, l'identification de ses composantes avec la caractérisation de l'ambition de niveau de l'offre de service par composante, ainsi que la préfiguration des périmètres d'intervention de chaque maître d'ouvrage. Ce schéma peut être phasé dans le temps et comprendre plusieurs horizons temporels d'augmentation du niveau de service. Son élaboration s'appuie notamment sur les analyses suivantes :
    - synthèse des enjeux environnementaux du projet de SERM sur l'environnement ;
    - coordination avec les politiques d'aménagement : qualité de l'insertion du projet de SERM dans les politiques et les outils d'aménagement et d'urbanisme, aux différentes échelles du territoire, ainsi que ses impacts sur ces territoires ;
    - estimation du potentiel de fréquentation, reposant sur une étude de marché, qui serait généré par le schéma d'ensemble du SERM et identification des éléments préliminaires de socio-économie à approfondir par une étude ultérieure à l'obtention du statut de SERM. Cette étude de marché reposera sur :
        - un travail bibliographique (études déjà réalisées) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- le traitement des données quantitatives existantes, par axe et par mode (statistiques de population, d'emploi et de déplacement, enquêtes mobilités, etc.) ;

- les dires d'expert.

- Volet 2 – Financement : la préparation d'un plan de financement à l'échelle de l'ensemble du projet de SERM, incluant une première évaluation préalable à dire d'expert des coûts en investissement et en fonctionnement et l'exploration de modalités de financement non budgétaires. Ce volet financement s'effectue en itération avec le volet 1 ;

- Volet 3 – Gouvernance : l'élaboration du schéma de gouvernance envisagé à la suite de l'obtention du statut de SERM. Ce volet gouvernance s'effectue en itération avec le volet 1 ;

- Volet 4 – Élaboration du « Dossier de synthèse » : l'ensemble des volets 1 à 3 permet l'élaboration du Dossier de synthèse. Il intègre les éléments demandés par la loi SERM (article L. 1215-6 du code des transports) déclinés par la DGITM en un document d'appui à la réalisation d'un SERM et une check-list détaillée d'obtention du statut de SERM (cf. Annexe 6), ainsi que les spécifications des futurs maîtres d'ouvrage identifiés au stade de la phase de préfiguration dans le cadre de l'exécution de la Convention.

A l'issue de sa présentation et validation en Comité de pilotage dans les conditions visées à l'Article 6.3.1ARTICLE 6, la Région, la Métropole Nice Côte d'Azur, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia Antipolis et Riviera française transmettent au Ministre chargé des transports le Dossier de synthèse élaboré dans le cadre de la phase de consolidation encadrée par la Convention en prenant en compte les spécifications des futurs maîtres d'ouvrage identifiés dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Par simplicité de présentation, les volets ci-dessus sont présentés de manière thématique, successivement dans la Convention. Dans le déroulé de la phase de consolidation, ces volets sont menés en parallèle, s'appuient sur un dialogue territorial continu et s'alimentent les uns les autres. Par ailleurs, l'avancement sur l'un des volets, hors volet préparatoire, peut venir réinterroger des hypothèses prises sur un ou plusieurs autres volets et nécessiter leur reprise. La réalisation des Études et Attendus de la phase de consolidation des différents volets se fait donc par itération interne au sein de chaque volet et entre les volets.

Les contributions et missions de chacune des Parties pour mener à bien cet objectif sont décrites dans l'Article ARTICLE 5ARTICLE 5.

4.2 Phase préparatoire

La Région, avec son prestataire Transitec (voir cahier des charges en Annexe 7) :

- établit un diagnostic partagé des mobilités incluant un état initial et une situation de référence de l'offre de transport tous modes et des services aux voyageurs ;

- construit pour le SERM azuréen, les caractéristiques principales de 3 scénarios d'offre de services tous modes contrastés à l'horizon 2050 ;

- prépare et exécute une phase de transition vers la phase de consolidation.

SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions contribuent à ce volet préparatoire en assurant leur participation aux réunions et aux groupes de travail :

- pour SNCF Gares & Connexions, il s'agira d'identifier avec les Financeurs les gares susceptibles d'être fortement développées au regard des enjeux du SERM ;

- pour SNCF Réseau, ce dernier mettra à disposition les éléments disponibles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

4.3 Phase de consolidation

Cette phase doit permettre la consolidation du projet de SERM à partir des trois scénarios dégagés au terme de la phase préparatoire.

Les trois scénarios caractérisés durant cette phase préparatoire, et validés lors du COPIL programmé en juin 2025, seront étudiés durant la phase de consolidation suivant les volets ci-dessous. Ces trois scénarios seront ainsi comparés de manière à pouvoir éclairer le choix de l'un d'entre eux lors d'un nouveau COPIL en début d'année 2026 conformément à l'Article 3.2.

4.3.1. Volet 1 : Schéma d'ensemble

Ce volet vise à définir les composantes multimodales et servicielles ayant vocation à être intégrées au projet de SERM azuréen – permettant ainsi de constituer le périmètre géographique et fonctionnel du projet –, l'ambition de service associée à chaque composante, et le programme d'opérations nécessaires pour aboutir à cette ambition.

Le schéma d'ensemble proposé dans le dossier de synthèse au titre de ce volet résultera du choix entre les trois scénarios de la phase préparatoire qui seront étudiés dans leur globalité lors de la phase de consolidation.

Il doit concilier à la fois les enjeux identifiés, les priorités en matière de politique de transports, les contraintes et opportunités existantes du réseau ferroviaire et des réseaux des autres modes de transports, ainsi que leurs complémentarités. La qualité d'inscription au sein des politiques d'aménagement du territoire est un critère essentiel pour le choix du schéma d'ensemble.

Pour aboutir à un schéma d'ensemble établi sur la base des Études Réalisées, ce volet 1 comporte les Études et Attendus suivants :

- une intégration des scénarios retenus de schéma de desserte caractérisant l'évolution de l'offre de transport multimodale, produits par Transitec au titre des Études Préparatoires ;
- l'ajustement, le cas échéant selon les scénarios, du périmètre de services et d'aménagements du SERM ;
- la formalisation de l'ambition de service pour chacune des composantes concernées (composantes par modes, aménagements multimodaux des gares et pôles d'échanges, services aux voyageurs, etc.), et la définition des principales caractéristiques fonctionnelles de chaque composante ;
- l'analyse des enjeux concernant les systèmes de billettique, de tarification et d'information voyageurs et la proposition de recommandations pour assurer ou renforcer leur interopérabilité.

Ce volet s'appuie sur la mise à disposition des éléments disponibles et consolidés par Transitec au titre des Études Préparatoires sous maîtrise d'ouvrage de la Région. Ces éléments incluent :

- les diagnostics du système de transports existant et des freins et obstacles capacitaires (qu'il s'agisse de l'offre de transport collectif ferroviaire, de l'offre routière, du covoiturage, des liaisons cyclables ou encore des facilités intermodales) ;
- l'expression des besoins du territoire vis-à-vis des mobilités ;
- la proposition de périmètres, géographiques et modaux, de services et d'aménagements du SERM ;
- la formalisation et le phasage de trois scénarios contrastés d'évolution de l'offre de mobilité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ce schéma d'ensemble vise à formaliser une offre de service multimodale globale à court (horizon prévisionnel 2030), moyen (horizon prévisionnel 2035) et long terme (horizon prévisionnel 2050) et à consolider sa chronique de déploiement aux différents horizons de mises en service considérés (phasage).

L'élaboration du schéma d'ensemble s'appuie notamment sur une estimation du potentiel de fréquentation tous modes. Cette estimation vise à produire les prévisions des flux générés par l'évolution des offres de service du schéma d'ensemble. Elle s'effectue à partir d'une étude de marché sur le territoire concerné par le SERM. Ces estimations de flux sont utilisées pour produire la synthèse des enjeux environnementaux du schéma d'ensemble, et serviront dans une étude ultérieure à l'obtention du statut de SERM pour les éléments de socio-économie du projet.

L'élaboration du schéma d'ensemble tient compte de l'analyse, de l'ordonnancement et des modalités de suivi des études et opérations, en cours et à venir, contribuant à la définition et à la mise en œuvre de l'ambition de service dans une vision globale tous modes de mobilité confondus. Cette approche ensemblière sur les mobilités permet d'apporter aux Parties, d'une part une prise de recul sur l'ordonnancement des aménagements au regard du service apporté aux voyageurs, et d'autre part un éclairage sur le besoin d'articulation entre les différentes grandes composantes de projets d'infrastructures ou de services.

Pour le mode ferroviaire, il doit préserver les capacités pour le fret et les liaisons longues distances voyageurs. Pour les autres modes, il doit prendre en compte les infrastructures et services existants.

La proposition du schéma d'ensemble au titre de ce volet est également éclairée par des analyses sur les thématiques suivantes :

- synthèse des enjeux environnementaux : il s'agit d'identifier et de qualifier les impacts du projet de SERM sur l'environnement. Il convient donc de réaliser une synthèse qualitative des enjeux environnementaux stratégiques du SERM ;

- coordination avec les politiques d'aménagement : il s'agit d'apprécier la qualité de l'insertion du projet dans les politiques et les outils d'aménagement et d'urbanisme, aux différentes échelles du territoire, ainsi que ses impacts sur ces territoires et de concevoir le schéma d'ensemble en conséquence. Cette analyse se base sur les documents de planification existants et porte sur les éléments suivants :

    - la proposition de grandes orientations stratégiques, en complément ou ajustement des orientations existantes, pour l'aménagement du territoire et le développement des quartiers de gare en articulation avec l'offre de mobilité ;

    - des priorités en matière d'urbanisme aux alentours des gares, haltes et pôles d'échanges multimodaux ;

    - des propositions quant à l'articulation entre l'aménagement et les mobilités, dans l'optique de construire une organisation du territoire renforçant la lutte contre l'étalement urbain et la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

- évaluation du potentiel de fréquentation, reposant sur une étude de marché, qui serait généré par le scénario d'évolution de l'offre de transport figurant au schéma d'ensemble. Cette étude reposera sur :

    - un travail bibliographique (études déjà réalisées) ;

    - le traitement des données quantitatives existantes, par axe et par mode (statistiques de population, d'emploi et de déplacement, enquêtes mobilités, etc.) ;

    - les dires d'expert.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les Parties reconnaissent que les missions prévues au titre de la Convention ne comprennent pas d'évaluation socio-économique permettant de quantifier et monétariser les effets du projet. Il s'agira uniquement d'identifier les éléments préliminaires de socio-économie à approfondir par une étude ultérieure à l'obtention du statut de SERM. Ces approfondissements seront étudiés dans les phases ultérieures, sur la base notamment des éventuels modèles de trafic existant.

Pour chacun des scénarios, la Synthèse des Résultats de ce volet 1 prendra la forme d'un rapport présentant l'offre de service multimodale cible, ainsi que les coûts associés (investissement en matière d'infrastructures et de matériel roulant et de coûts d'exploitation) et sa planification, pour alimenter le Dossier de synthèse du SERM azuréen.

4.3.2. Volet 2 : Financement

Il s'agit d'établir un chiffrage des coûts de réalisation et d'exploitation du projet de SERM et de préciser les modalités de leur financement.

Ce volet comprend les éléments suivants :

- la consolidation des coûts, ou l'estimation à dire d'expert en tant que de besoin, par rapport à une situation actuelle et de référence sans projet, des investissements requis pour chacun des modes, par périmètre administratif au sens des compétences des AOM, et par composante du projet (études procédures, travaux, y compris mesures réglementaires, matériel roulant et infrastructures techniques associées), ainsi que les coûts de fonctionnement / d'exploitation annuels en fonction des grandes phases de développement ;

- la planification de ces investissements, par des phases successives, incluant un macro-planning des opérations pour toutes les composantes identifiées, précisant les besoins d'interface par grande phase, et tenant compte des autres opérations éventuelles sur les réseaux de transports concernés, notamment de régénération du réseau ferré national ;

- sur la base a minima des estimations à dire d'expert susmentionnées, ce deuxième volet permet d'identifier d'une part les ressources financières potentiellement mobilisables sur les territoires concernés, en recherchant notamment les pistes de financement au niveau local, national et européen, et d'autre part de déterminer le modèle de financement le plus adapté au projet, pour les phases ultérieures d'études comme de réalisation (investissement et exploitation).

- une fois estimés les capacités budgétaires, fiscales et les revenus projetés qui seraient engendrés par l'exploitation des services du SERM, des propositions de plan de financement des dépenses d'investissement et d'exploitation sont construites à l'échelle de l'ensemble du SERM et pour chaque phase du projet de SERM. Ces propositions feront l'objet d'une validation du COPIL.

L'identification des ressources financières disponibles tient compte des conclusions de la conférence nationale de financement des SERM prévue à l'article 10 de la Loi SERM. Au regard de l'hypothèse d'ordre de grandeur de coût à dire d'expert du projet issue du présent volet de la phase de préfiguration, cette identification se concentre sur un triptyque de ressources potentielles :

- la capacité contributive des différents cofinanceurs par le biais d'une éventuelle participation budgétaire, est analysée dans le cadre d'une étude rétrospective et prospective des recettes et des dépenses de fonctionnement/exploitation et d'investissement. Les plans de financement simulés veillent à intégrer l'ensemble des cofinancements identifiés (CPER, subventions européennes, etc.). A cette occasion, un focus spécifique sur le mode de financement de la compétence « services de transports » par les entités est réalisé ;

- la capacité contributive du territoire, par le biais d'un recours à de la fiscalité locale, est également étudiée. Ces bénéfices seront mesurés en considérant l'année 2024 comme situation de référence. A ce titre, la capacité contributive du territoire est analysée au regard de l'incidence d'une modulation des taux sur un panier de fiscalité diversifié (taxe spéciale

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

d'équipement, taxe additionnelle à la taxe de séjour, taxe additionnelle à la taxe d'aménagement, taxe sur les locaux à usages de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockages, taxe sur les surfaces de stationnement, versement mobilité). Ces réflexions prennent en compte les mécanismes fiscaux déjà instaurés ;

- les ressources d'exploitation (tarification, publicités, amendes, redevances, etc.), permettant de minorer le coût net d'exploitation du SERM, font également l'objet d'une attention particulière dans les travaux conduits et intègrent une proposition d'approfondissement de l'intégration tarifaire à une échelle supra intercommunale.

Pour chacune de ces ressources financières potentielles, les résultats de l'analyse menée dans le cadre de ce volet, et uniquement pour ce qui les concernent, sont soumis aux directions des finances des collectivités et structures du territoire concernées avant validation du COPIL. Ces dernières sont associées à la collecte des données nécessaires à la réalisation des Études et Attendus.

D'autres pistes de financement, dégagées à partir des effets induits par le projet de SERM peuvent être étudiées (développement urbain, tourisme, bénéfices environnementaux…).

Elles éclairent le choix du scénario à retenir parmi les scénarios retenus au terme de la phase préparatoire en tenant compte des orientations décidées par le Comité de pilotage tel que défini à l'Article 6.3.1ARTICLE 6, et de leurs impacts sur la solvabilité des entités concernées, par le biais des ratios de taux d'épargne brute et de capacité de désendettement. Elles sont définies en cohérence avec les équilibres retenus pour la constitution de la structure locale de gouvernance, objet du volet 3 des Études et Attendus.

La Synthèse des Résultats de ce volet 2 prendra la forme d'un rapport présentant un plan pluriannuel d'investissement et de fonctionnement du projet de SERM azuréen.

4.3.3. Volet 3 : Gouvernance

Il s'agit de proposer un schéma de gouvernance pour la mise en œuvre du SERM.

Il convient donc :

- de préciser les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet postérieurement à l'obtention du statut de SERM (périmètre) et qui ont donc vocation à participer à la structure locale de coordination visée à l'article L. 1215-8 du code des transports ou à conventionner avec elle ;

- d'expliciter la coordination des partenaires impliqués dans la conception, la réalisation et la mise en œuvre des infrastructures constituant le projet de SERM ;

- d'expliciter les modalités d'association des territoires (dans la conception et mise en œuvre des infrastructures incluses dans le projet de SERM).

Ce volet comprend les éléments suivants :

- sur la base des périmètres de compétences identifiés au volet 1, dans le respect des prérogatives de chaque entité et des possibilités offertes par la loi SERM, ainsi que des différents textes applicables, la définition des entités qui constitueront la future structure locale de coordination et leur rôle dans celle-ci ;

- la proposition, en coopération avec les structures concernées (gestionnaires, syndicats mixtes, etc.) et les Financeurs, d'un schéma de gouvernance et de mise en œuvre opérationnelle des phases ultérieures du SERM. Conformément à la loi SERM, ce schéma de gouvernance s'appuie notamment sur la mise en place d'une structure locale de coordination, pouvant être un groupement d'intérêt public (GIP), par les maîtres d'ouvrage concourant à la réalisation des composantes du projet de SERM, au sens de l'article L.1215-8 du code des transports, et dont l'objet est de veiller à la bonne articulation des interventions de ses membres ainsi qu'au respect des coûts et du calendrier ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- la définition de la stratégie de concertation, d'information et d'association des collectivités territoriales, du public et d'autres acteurs locaux, afin d'assurer l'adhésion des territoires lors des phases ultérieures du projet.

Pour ce faire, il est nécessaire de déterminer, d'une part, le rôle et la composition des instances de gouvernance et d'administration de la structure locale de coordination et, d'autre part, l'architecture conventionnelle définissant notamment les périmètres d'intervention de chacun des acteurs impliqués sur les composantes du projet de SERM, les objectifs de performance, le calendrier, les objectifs de sécurité de l'exploitation et d'interopérabilité des équipements et services projetés, ainsi que les coûts de réalisation des projets, en lien avec la proposition de schéma d'ensemble établi au titre du volet 1 et qui seront intégrés à la convention prévue à l'article L. 1215-8 du code des transports.

Cette proposition comprend également des préconisations sur l'articulation entre la gouvernance du projet de SERM et les gouvernances en place ou en projet. Elle tient compte des instances de coopération préexistantes, en définissant leur place dans le schéma de gouvernance à venir, ainsi que des scénarios de financement des dépenses d'investissement, de fonctionnement et de l'exploitation, objet du volet 2 des Études et Attendus.

Le paramétrage de la structure locale de coordination (au regard notamment de sa forme, ses parties prenantes, ses rôles et moyens et son articulation avec les comitologies existantes) et l'architecture conventionnelle associée aux phases ultérieures du projet de SERM sont réalisés au regard des scénarios étudiés au titre des volets 1 et 2.

Points d'attention :

- Il est précisé que la phase de mise en œuvre du SERM, après obtention de l'arrêté ministériel conférant le statut, fera l'objet d'un conventionnement spécifique ultérieur.

- Il sera recherché, dans le cadre des dispositions prévues par l'article L. 1215-8 du code des transports, des modalités de gouvernance fondées sur les capacités contributives de chaque Financeur (population et potentiel fiscal) et les gains socio-économiques du SERM attendus respectivement par chacun des Financeurs.

Ainsi les études socio-économiques, réalisées postérieurement hors périmètre de la Convention, contribuent à estimer ces gains par acteur et à dresser le tableau des clefs de répartition des financements et des pouvoirs de décision associés au sein de la structure locale de coordination du projet (GIP, comité de pilotage, etc.).

La Synthèse des Résultats de ce volet 3 prend la forme d'un rapport présentant le schéma de gouvernance proposé et le cheminement ayant conduit à retenir cette solution, assorti d'un document venant exposer ses hypothèses, avantages, inconvénients et limites du schéma de gouvernance envisagé. Sur demande des Financeurs, un dossier de création de l'entité de gouvernance du projet pourra être proposé, tel que prévu à l'Article 5.2.4.

4.3.4. Volet 4 : Élaboration du « Dossier de synthèse »

L'objectif final de la Convention est l'élaboration, en vue de son dépôt auprès du Ministre chargé des transports, du dossier de demande de statut SERM, dit Dossier de synthèse, qui assemble les éléments issus des volets 1 à 3 décrits précédemment et qui fait partie intégrante des Études et Attendus.

Ce volet permet la mise au point finale de la « *proposition conjointe de la Région et des autorités compétentes pour l'organisation de la mobilité contribuant au financement* » du SERM, prévue à l'article L. 1215-6 du code des transports, visant l'octroi du statut de SERM azuréen par le ministre chargé des Transports.

Ce volet s'appuie notamment sur la concertation prévue par l'article L. 1215-6 du code des transports. Cette concertation associe l'Etat, la Région, les AOM, le Département, la Principauté de Monaco et, le cas échéant, les gestionnaires d'autoroutes et de voies routières express inclus dans le périmètre du projet de SERM.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La finalisation du Dossier de synthèse est conditionnée à la validation en COPIL des principaux éléments constitutifs du projet retenu à l'issue de l'étude des 3 scénarios contrastés (choix de scénario de schéma d'ensemble, plan de financement, schéma de gouvernance).

Le Dossier de synthèse est produit pour couvrir les attendus de la DGITM indiqués dans le document « *Obtention du statut de SERM – Check-list détaillée* » (figurant en Annexe 6) de manière concertée avec la Région et les autorités compétentes en matière de mobilités qui le valident. Ainsi, ce Dossier de synthèse doit :

- « *énoncer les objectifs assignés au SERM en matière de lutte contre le changement climatique et d'aménagement du territoire, caractériser les offres de services cibles et les aménagements nécessaires, expliciter les démarches entreprises afin de coordonner les services, et maîtriser l'urbanisation ;*
- *définir le calendrier progressif de déploiement et les investissements associés par phases ;*
- *formaliser la gouvernance du projet, la structure locale de coordination, les périmètres de maîtrise d'ouvrage et d'intervention des cofinanceurs ;*
- *expliciter les modalités de financement retenues* ».

Si nécessaire, ce volet pourra inclure des échanges, postérieurement à la remise du Dossier de synthèse, avec les autorités récipiendaires de ce dossier dans les conditions visées à l'Article 5.2.5.

ARTICLE 5. RÉPARTITION DES MISSIONS ET CONTRIBUTIONS

Les Parties contribuent chacune à chaque volet des Études et Attendus et échangent toutes données produites ou informations nouvelles ou Étude Réalisée ou tout élément réalisé au fur et à mesure de la réalisation des Études et Attendus susceptibles de concourir à cette réalisation, dans les conditions prévues par la Convention.

Au démarrage de la phase de préfiguration, durant la phase préparatoire, chaque Partie fixe la liste :

- des synthèses des Études Réalisées, dont elle dispose, et l'adresse à l'ensemble des Parties et en lien avec l'élaboration du SERM ;
- de tout ou partie des Études Réalisées, dont elle dispose, nécessaires à SGP Dev pour l'établissement du Dossier de synthèse.

Transitec sollicitera, par ailleurs, les Parties pour identifier les données ou Études Réalisées qu'il juge nécessaires pour la réalisation de la phase préparatoire.

Les Parties adressent ensuite, tout au long de la phase de consolidation et dans une temporalité compatible et cohérente avec le bon déroulement des Études et Attendus de la phase de préfiguration :

- les synthèses de leurs Études Réalisées, telles que fixées dans la liste, à SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et à la Région ;
- de tout ou partie des Études Réalisées tels que fixés dans la liste, à SGP Dev, nécessaires à l'établissement du Dossier de synthèse.

En cas de demande d'ajout par SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région d'une Étude Réalisée dans la liste :

- La Partie demanderesse devra en solliciter la communication auprès de la Partie détentrice en justifiant la nécessité de sa communication pour la réalisation des Études et Attendus de la phase de préfiguration ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- La Partie détentrice s'engage à rencontrer la Partie demanderesse pour échanger sur cette demande et inscrire l'Étude Réalisée dans la liste si la demande est bien fondée ;

- Dans le cas où la Partie détentrice considérerait la demande infondée, elle pourra solliciter l'avis de l'Équipe de préfiguration, telle que définie à l'Article 6.3.3.

Les membres de l'Équipe de préfiguration, telle que définie à l'Article 6.3.3, s'engagent à informer de toutes études ou éléments, réalisés en dehors de la Convention, qui intéressent les Études et Attendus en lien avec la phase de préfiguration.

Études Réalisées hors champ de la Convention :

Hors champ de la Convention, des Études Réalisées ont été financées concernant le périmètre du SERM. Elles sont nécessaires à la réalisation de la phase de préfiguration du SERM. Les Études Réalisées concernées sont les suivantes :

- une étude réalisée sous maîtrise d'ouvrage **SNCF Gares & Connexions** financée à 100% par la Région pour un montant de 377 000 €. Il s'agit d'une étude de flux et de mobilités, dite étude d'élasticité, portant sur l'ensemble des gares régionales, à l'exception des gares intégrées au projet LNPCA :

    - cette étude est nécessaire à la poursuite des réflexions à mener dans le cadre de la phase de préfiguration du SERM de l'aire azuréenne. L'objectif de cette étude est de réaliser un diagnostic prospectif des gares et haltes, et d'y projeter les aménagements nécessaires, au regard des nouveaux flux voyageurs attendus et induits par le renforcement du niveau d'offre ferroviaire et de transports en commun connu sur le périmètre du SERM. L'analyse portera également sur les parkings existants des gares, en se basant sur les données de fréquentation.

      Le rendu prévisionnel de l'étude prévoit la réalisation pour chaque gare ou halte d'un diagnostic physique (périmètre autour du bâtiment voyageurs, quais, passage souterrain, passerelle...) et fonctionnel de l'existant (approche capacitaire des quais et identification des équipements intermodaux) ;

    - le livrable final de l'étude, attendu pour fin juillet 2025, est remis sous forme d'un Atlas des gares de la région comprenant des schémas et cartographies par gare synthétisant les éléments de diagnostic en termes de dimensionnement des ouvrages et équipements en gare, ainsi que les principaux enjeux et risques identifiés. Des mesures correctives sous forme de préconisations sont proposées sur chacun des thèmes abordés (équipements intermodaux, parkings et approche capacitaire des quais et accès aux trains) ;

    - indépendamment des propres instances relatives à ce cadre conventionnel extérieur, SNCF Gares & Connexions et les Financeurs partagent l'avancement de ces études ferroviaires dans le cadre du suivi de l'avancement du projet de SERM, via l'Équipe de préfiguration.

- **ESCOTA** réalise des études d'opportunité de réalisation de voie réservée sur l'A8 avec un financement projeté à 100% par la Région afin de diminuer, à terme, la part de l'autosolisme et favoriser le changement de pratique de mobilité. Cette étude est réalisée en cohérence avec les actions structurantes retenues pour la Mobilité des voyageurs du Plan de transformation énergétique et écologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur où figure l'action suivante : « *Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation* ».

  L'encadrement des droits de propriété intellectuelle relatifs aux Études Réalisées de chaque Partie, aux Résultats et aux Synthèses des Résultats est détaillé à l'Article ARTICLE 14ARTICLE 14.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les missions de la phase de consolidation sont effectuées sous la coordination de l'Équipe de préfiguration, définie à l'Article 6.3.3, dans les conditions d'animation visées à l'Article 5.2.1.

Elles sont réparties entre SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région comme suit.

5.1 Phase préparatoire

Les missions réalisées par le prestataire de la Région, Transitec, sont définies en Annexe 7. Elles permettent notamment de proposer 3 scénarios d'offre de services tous modes contrastés à l'horizon 2050.

Au titre de la phase préparatoire, **SNCF Réseau** fournit des éléments pour permettre à Transitec de réaliser un diagnostic territorial. Cette mission comprenant au besoin :

- une description générale des fonctionnalités du réseau ferré national (RFN) ;
- un état des lieux des projets ferroviaires en cours d'étude ou de réalisation ;
- Un état des lieux des plan d'exploitation émergent, plan d'exploitation de référence (PEE/PER) existants ;
- Un état des lieux des principaux projets de régénération connus.

Par ailleurs dans le cadre de cette phase préparatoire, **SNCF Gares & Connexions** identifie avec la Région et les AOM les gares et les pôles d'échanges susceptibles d'être fortement développés au regard des enjeux du SERM, ainsi que les projets de réouverture ou de création de gare.

5.2 Phase de consolidation

Dans un objectif d'agilité et d'efficacité dans les Études et Attendus à mener et en réponse à l'ambition du SERM azuréen, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions réalisent conjointement les Études et Attendus de la phase de consolidation visés à l'Article 4.3.

L'ensemble des documents et outils de suivi de cette phase de consolidation est déposé sur un espace partagé accessible aux Parties.

Il est entendu par les Parties que l'analyse produite au titre des volets 1, 2 et 3 par SGP Dev, SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau pour le schéma d'ensemble du projet de SERM concerne les 3 scénarios contrastés issus de la phase préparatoire. Le projet retenu qui fera l'objet de l'élaboration du dossier de synthèse (volet 4) sera validé en Comité de pilotage à la suite de l'analyse des 3 scénarios contrastés.

5.2.1. Au titre de l'animation de la phase de consolidation du projet

SGP Dev :

- assure la coordination et le suivi de l'avancement des contributions et des productions de l'ensemble des membres de l'Équipe de préfiguration, comme identifiés à l'Article 6.3.3 b), et s'assure du respect des objectifs des Études et Attendus et des délais. Pour cela, elle tient à jour un outil d'avancement et de suivi de l'ensemble des actions à conduire sur les volets 1 à 4 visés à l'Article 4.3 ;
- organise et prépare les réunions de l'Équipe de préfiguration sur la base des éléments communiqués par ses membres, anime ces réunions, rédige les comptes-rendus ou les relevés de décisions, validés par lesdits membres conformément à l'Article 6.3.3, met à jour le tableau de bord des actions et, le cas échéant, le planning.

La Région assure le lien avec Transitec pour les éventuels compléments ou précisions à apporter.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

5.2.2. Au titre du Volet 1 : Schéma d'ensemble

a) Construire une vision d'ensemble du projet pour le territoire

SGP Dev :

- réalise l'état des lieux des orientations favorisant l'urbanisation autour des axes du SERM et la lutte contre l'étalement urbain, des orientations d'aménagement vers les lieux d'intermodalité, des OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) en interface avec le SERM dans les documents de planification ;

- recense les projets urbains en cours ou envisagés sur des fonciers hors emprises ferroviaires, des nœuds de connexions entre les services de transports et des besoins, notamment de desserte des zones d'emploi ;

- apprécie la cohérence du projet de SERM avec les documents d'urbanisme et de planification et leurs adaptations éventuelles ainsi qu'avec les projets urbains en cours ou envisagés ;

- apprécie les effets du projet de SERM en matière de désenclavement de certains territoires par le renforcement de l'accès aux services et aux équipements structurants ;

- propose, en lien avec les acteurs concernés et les documents d'urbanisme applicables, le développement des services de mobilité du projet de SERM en fonction de la stratégie d'aménagement du territoire, dans un objectif de maîtrise de l'urbanisation. SGP Dev s'appuie pour cela sur les conclusions des travaux réalisés par Transitec au titre des Études Préparatoires, et mène sa mission en lien étroit avec les collectivités membres de la préfiguration.

SNCF Gares & Connexions :

- réalise en complément de l'étude « Flux et mobilités, dite étude d'élasticité » sur les gares de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et susmentionnée, un chiffrage à dire d'expert des aménagements induits nécessaires au service ferroviaire et aux transports en commun projetés sur les gares du SERM (évolution des ouvrages ou nouveaux ouvrages, équipements intermodaux et mobiliers…). Ce chiffrage (hors coûts d'exploitation) est réalisé par typologie de gare et à partir de ratios. Il est décliné selon les 3 scénarios élaborés lors de la phase préparatoire. En aucun cas, le chiffrage proposé par typologie de gare ne pourra se substituer à une étude de préfaisabilité qui devra être réalisée ultérieurement pour chaque gare ;

- fournit à la Région les coûts d'exploitation actuels pour chaque segment de gares, pour l'ensemble des gares du périmètre du SERM et toutes données bibliographiques à sa disposition, le cas échéant. Ces données, communiquées aux Financeurs, permettent l'élaboration par la Région d'une méthodologie d'estimation des coûts d'exploitation des gares au titre du projet du SERM, dont les résultats sont ensuite communiqués par la Région à SGP Dev pour la consolidation des coûts d'exploitation projetés ;

- réalise un chiffrage à dire d'expert d'un projet de réouverture de gare qui s'appuie sur les hypothèses des trois scénarios d'offre de services issus de la phase préparatoire. Le choix de la gare à étudier est fait pendant la phase préparatoire, tel que prévu à l'Article 5.1 ;

- transmet la liste des gares à mettre en accessibilité, ainsi que celles concernées par des Traversées de Voie Piétonne (TVP) à supprimer, compte tenu de l'évolution de la fréquentation et du trafic.

SGP Dev :

- formalise le schéma d'ensemble du projet ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- propose un phasage du déploiement de l'offre de service multimodale du SERM et des aménagements associés, sur la base des scénarios de schéma de desserte caractérisant l'évolution de l'offre de transport multimodale, produits par Transitec au titre des Études Préparatoires, et en tenant compte des données, projets ou contraintes propres aux AOM et aux gestionnaires d'infrastructures concernés ;

- consolide l'ambition de service et le programme à l'échelle de l'ensemble du SERM, en matière d'intermodalité, au niveau des pôles d'échanges non ferroviaires, soit en matière de services routiers, de services vélo, et en matière de signalétique et d'information voyageurs. Pour les gares et les PEM du SERM de l'aire azuréenne, SGP Dev s'appuie sur les résultats de l'étude « Flux et mobilités, dite étude d'élasticité », ainsi que ceux de l'étude visant à classifier les gares par typologie selon les aménagements attendus. Ces résultats d'étude seront fournis par SNCF Gares & Connexions.

SNCF Réseau réalise, pour le volet infrastructure ferroviaire, une analyse et une expertise des offres ferroviaires figurant dans les schémas de mobilités proposés au terme de la phase préparatoire, par :

- une présence et analyse critique sur les sujets ferroviaires évoqués au cours des séances de travail ;

- l'identification des études à venir pour les phases suivantes.

La mission de SNCF Réseau sur cette partie comprend les limites suivantes :

- Dans le cadre de cette convention, aucune étude d'exploitation ferroviaire ou technique ne sera réalisée sur les sujets n'ayant fait l'objet d'aucune étude préalable faite par SNCF Réseau.

- SNCF Réseau ne pourra pas garantir la faisabilité, l'exploitabilité ni les chiffrages associés à des sujets nouveaux (création de nouvelle haltes, renforcement de dessertes ferroviaires, réactivation d'une ligne non circulée, etc.). L'exploitabilité des scénarios et des premières estimations financières de nouveaux aménagements sera traitée ultérieurement.

La Région et les AOM signataires :

- dans le cadre de l'animation de la démarche par SGP Dev, réalisent sur leur périmètre de compétences, un état des lieux de la démarche d'interopérabilisation du système de billettique, de tarification et du système d'information voyageurs ;

- définissent l'ambition en matière de services aux usagers, sur les thématiques de la billettique, de la tarification et l'information voyageurs. En particulier :

    - **SGP Dev** assure le rôle d'animation et de synthèse de cette démarche des AOM signataires auprès de l'Équipe de préfiguration pour viser les attendus du Dossier de synthèse ;

    - **SNCF Gares & Connexions**, pour le volet gare appuie la Région, les AOM signataires et SGP Dev pour la définition de cette ambition.

b) <u>Déployer les aménagements rendus nécessaires par le projet</u>

SGP Dev réalise, le cas échéant et sur validation de l'Équipe de préfiguration, les études de définition de services complémentaires hors ferroviaires (par exemple, nouvelle ligne de bus, de cars ou de cars express, lignes de covoiturage, transport à la demande…) en lien avec les AOM et gestionnaires de voirie.

SGP Dev, avec l'appui de SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau pour le volet ferroviaire, établit une pré-identification des périmètres de maîtrise d'ouvrage par composante, tenant compte de tous les modes figurant dans le schéma d'ensemble, et tenant compte des besoins en infrastructures,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

aménagements, équipements et matériel roulant. Ces périmètres sont présentés à l'Équipe de préfiguration et concertés pour convenir d'une répartition de référence en fin de phase de préfiguration.

c) Justifier le projet, évaluer ses bénéfices et ses impacts

SGP Dev synthétise les enjeux environnementaux du territoire et les objectifs environnementaux poursuivis par le projet, y compris sur les sujets de résilience au changement climatique et de maîtrise de l'urbanisation et sur les démarches entreprises, et les objectifs poursuivis pour décarboner les flottes de matériels roulants (tous modes).

SGP Dev réalise une estimation du potentiel de fréquentation, reposant sur une étude de marché. Cette étude repose sur :

- un travail bibliographique (études déjà conduites sur les projets antérieurs : projets routiers, TCU, BHNS, etc.) ;
- le traitement des données quantitatives existantes, par axe et par mode (données publiques et les données qui lui sont mises à disposition par les AOM, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, notamment les enquêtes de déplacements ou les documents d'Études Réalisées) ;
- les dires d'expert.

5.2.3. Au titre du volet 2 : Financement

Sur la base du phasage et de la consolidation des coûts effectués au titre du volet 1, et en étroite collaboration avec les Parties associées tout au long de la mission :

- **SNCF Gares & Connexions** fournit une estimation à dire d'expert des coûts d'investissements par typologie de gare sur le périmètre des gares et haltes ;
- Sur la base des éléments transmis par SNCF Gares & Connexions, **la Région** évalue les coûts d'exploitation à dire d'experts des gares et haltes ;
- **SNCF Réseau** réalise, pour le volet infrastructure ferroviaire, une analyse et une expertise des offres ferroviaires figurant dans les schémas de mobilités proposés au terme de la phase préparatoire, par :
  - une présence et analyse critique sur les sujets ferroviaires évoqués au cours des séances de travail,
  - l'identification des études à venir pour les phases suivantes ;
- **A la demande de SGP Dev, les AOM** fournissent, chacune sur leur domaine de compétence, les estimations à dire d'expert des coûts d'investissements sur le matériel roulant, ferroviaire et routier ;
- **SGP Dev :**
  - consolide à partir des données fournies par les AOM, les gestionnaires d'infrastructures, les exploitants, hors périmètre ferroviaire, les estimations des coûts d'investissements et d'exploitation/fonctionnement tous modes figurant dans le schéma d'ensemble ;
  - assemble les estimations des coûts d'investissements fournies par chaque **Partie** sur son périmètre, tenant compte de tous les modes figurant dans le schéma d'ensemble, et tenant compte des besoins en infrastructures, aménagements et matériel roulant. Elle s'assure de la cohérence des hypothèses retenues, du niveau de précision des données fournies, et de la complétude au regard des composantes du schéma d'ensemble ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- assemble les estimations des coûts d'exploitation par acteur (AOM, gestionnaires d'infrastructures, exploitants, etc.) fournies par chaque Partie sur son périmètre, tenant compte de tous les modes figurant dans le schéma d'ensemble. Elle s'assure de la cohérence des hypothèses retenues, du niveau de précision des données fournies, et de la complétude au regard des composantes du schéma d'ensemble ;

- assure la consolidation et la synthèse des coûts d'investissement et d'exploitation auprès de l'Équipe de préfiguration.

- réalise les estimations des recettes prévisionnelles futures des services du SERM aux différents horizons du projet. Elle s'appuie pour cela sur les données et hypothèses fournies par les autres **Parties**, et notamment la **Région** et les **AOM** signataires ;

- identifie les ressources financières nécessaires pour les investissements ;

- identifie les ressources financières nécessaires pour l'exploitation ;

- dresse des pistes de financement au niveau local, national et européen ;

- réalise des propositions de scénarios de plan de financement, tenant compte d'une part des dépenses d'investissement et d'exploitation/fonctionnement, et d'autre part des capacités contributives des territoires concernés par le projet, en lien avec le volet 3 sur la gouvernance ;

- dresse des pistes de mécanismes de refacturation et de péréquation entre AOM du périmètre du SERM.

Ces analyses sont conduites dans les conditions visées à l'Article 4.3.2, notamment en ce qui concerne l'association des directions des finances des collectivités et structures du territoire concernées.

5.2.4. Au titre du volet 3 : Gouvernance

Aux vues de présenter à l'ensemble des **Financeurs** des éléments pour discussion :

- **SGP Dev, en coordination avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions,** réalise un état des lieux des structures de gouvernance existantes sur le périmètre du SERM et des formes de structure locale de coordination pertinentes ;

- **SGP Dev, en coordination avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions,** consolide avec la contribution de toutes les parties prenantes plusieurs scénarios de gouvernance et de mise en œuvre opérationnelle du projet de SERM dans les phases ultérieures à la préfiguration. Cette proposition s'intéresse notamment :

  - au choix du cadre juridique de la structure adaptée (GIP ou autre structure locale de coordination) ;

  - à la composition des instances de gouvernance et d'administration ;

  - à l'identification des membres cofinanceurs ;

  - à la définition des périmètres de maîtrise d'ouvrage ;

  - aux relations avec les financeurs dans le cadre de la convention visée à l'article L.1215-8 du code des transports ;

  - à la définition des modalités de coordination d'ensemble et des maîtrises d'ouvrage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- **SGP Dev, en coordination avec SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions,** pourra, sur demande des Financeurs, constituer le dossier de création de l'entité de gouvernance du projet.

5.2.5. Au titre du volet 4 : Élaboration du « Dossier de synthèse »

SGP Dev produit, avec la **contribution de l'Équipe de préfiguration**, le Dossier de synthèse, permettant de couvrir les attendus de la DGITM précisé dans le document « *Obtention du statut de SERM – Check-list détaillée* » (figurant en Annexe 6), de manière concertée avec la **Région et les AOM signataires**.

Pour les missions listées ci-dessus qui sont conduites par les **Parties autres que SGP Dev**, les éléments sont fournis à SGP Dev de la manière la plus synthétique possible et prêts à intégration dans le Dossier de synthèse. Ces éléments sont transmis suffisamment en amont de la finalisation du Dossier de synthèse par SGP Dev, dans une temporalité validée par l'Équipe de préfiguration.

La Région et les AOM signataires déposent le Dossier de synthèse auprès des autorités compétentes pour le recevoir.

Postérieurement à la remise du Dossier de synthèse, **SGP Dev pourra accompagner la Région et des AOM signataires de la Convention jusqu'à l'obtention du statut de SERM**, et notamment dans le cadre d'échange avec les autorités compétentes. Cette intervention de SGP Dev se fait sur la base d'une demande expresse de la Région et des AOM signataires. Les modalités de financement de cette intervention sont visées à l'Article 7.1.2.

En dehors des Études Préparatoires réalisées par Transitec, en cas d'absence d'information nécessaire pour engager ou alimenter les autres Études et Attendus, les Parties reconnaissent la nécessité de prendre toute hypothèse dans le but de ne pas impacter les délais de la phase de préfiguration. Dans ce cas, la Partie concernée fait part à l'Équipe de préfiguration de toute difficulté rencontrée et des hypothèses prises en conséquence, et fait remonter si besoin le sujet dans les instances de décision du projet, décrites à l'Article 6.3.

Dans le cas où la phase de préfiguration nécessiterait des éléments non identifiés ci-dessus, dans l'Annexe 6 ou dans les Études Réalisées, les Parties se rencontrent pour envisager les évolutions du contenu des missions ci-dessus et les acter le cas échéant et, si nécessaire, par avenant ou dans le cadre d'un financement *ad hoc*, avec validation en COPIL.

ARTICLE 6. COMITOLOGIE

Les Parties prennent part au suivi de la Convention, lequel porte à la fois sur ses aspects techniques, financiers, sur la concertation et l'association de l'ensemble des territoires concernés, et sur l'avancement de la préfiguration de la gouvernance du SERM.

Il est précisé que la Principauté de Monaco est conviée à l'ensemble de la comitologie prévue au présent article.

6.1 Articulation avec les comitologies existantes

Au début de l'exécution de la Convention, les Financeurs communiquent à l'Équipe de préfiguration un recensement desdites comitologies existantes. Les Financeurs veillent à la bonne articulation de l'ensemble des démarches en cours, et notamment les démarches projets existantes (par exemple le COM) figurant dans le dossier minute transmis aux services de l'État en juin 2024, dans l'attente d'un accord sur un mode de gouvernance (objet du volet 3 des Études et Attendus) et sa mise en place.

Les Financeurs peuvent inviter SGP Dev, au titre de ses missions visées à l'Article 5.2ARTICLE 5, à participer à certains des comités visés ci-dessus (hors comités projet LNPCA) dans le but de faciliter les démarches en vue de l'obtention du statut de SERM.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

6.2 Comitologie de la phase préparatoire

La phase préparatoire fait l'objet d'une comitologie spécifique distincte de la phase de consolidation, à laquelle participent SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau en tant que membres contributeurs de cette phase. Les Financeurs peuvent inviter SGP Dev à toute réunion permettant de faciliter la phase de consolidation ultérieure. Cette comitologie est animée par la Région.

La SGP peut être associée à cette comitologie spécifique, sur sollicitation de la Région, pour le bon déroulement de la phase de préfiguration du SERM.

6.3 Comitologie de la phase de consolidation

6.3.1. Comité de pilotage (COPIL)

Sans préjudice des réunions régulières de l'Équipe de préfiguration et du Comité technique, le suivi de la phase de consolidation et de l'exécution de la Convention est assuré par un Comité de pilotage (COPIL).

Le COPIL est constitué par les représentants des Financeurs et prévoit l'invitation de la Principauté de Monaco. Le COPIL est co-présidé par l'État et la Région. SGP Dev, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions participent au COPIL en apportant les éléments soumis à la décision des Financeurs. Les ordres du jour du COPIL sont validés lors des COTEC préalables définis à l'Article 6.3.2.

SGP Dev propose aux membres du Comité technique la programmation des COPIL. Une fois la programmation validée, SGP Dev assiste la Région et l'Etat pour l'envoi des invitations aux membres du COPIL.

Le COPIL prend les décisions ayant un impact sur les objectifs, le coût et le planning de la phase de consolidation et de l'exécution de la Convention, définit et valide les orientations majeures.

Le COPIL a pour mission de :

- veiller au bon déroulement des Études et Attendus ;
- proposer des modifications éventuelles d'ordonnancement des opérations en cours et à venir, permettant d'atteindre les objectifs de planning ;
- définir et valider, aux étapes clefs de la phase de préfiguration, les orientations proposées par l'Équipe de préfiguration sur les volets décrits à l'Article 4.3, afin de mener à bien les objectifs de la phase de préfiguration, et jalonner la démarche de concertation ;
- partager régulièrement les informations contenues dans les Annexes et mises à jour le cas échéant par les SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région ;
- veiller à la conformité des délais de réalisation des Études et Attendus tels que définis dans la Convention ;
- valider la complétude de la réalisation des volets définis à l'Article 4.3 et le projet de proposition conjointe pour l'obtention du statut de SERM établi sur ces bases ;
- veiller à la mise en œuvre des stipulations prévues par la Convention ;
- mettre à jour le suivi financier, impliquant éventuellement une actualisation des conditions financières ;
- déterminer si les coûts de réalisation des Études et Attendus sont toujours compatibles avec les financements disponibles, en cas de risque de dépassement identifié par l'une des Parties ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- approuver toute modification de programme demandée par un Financeur ou un tiers, après analyse de sa faisabilité et de ses impacts.

Il est l'organe clef de la coopération entre les Parties.

Le COPIL se réunit, en tant que de besoin, *a minima*, au début et à la fin de la phase de préfiguration, ainsi qu'en cours de préfiguration, notamment en cas d'arbitrage nécessaire sur les éléments financiers ou de gouvernance résultant des Attendus des volets 2 et 3. Il peut également se réunir au besoin sur demande de l'Équipe de préfiguration, du Comité technique, ou d'une Partie avec un préavis d'information de trente (30) Jours, sauf exception après accord écrit des Parties.

Il se réunit également pour la validation du scénario retenu et qui sera repris dans le Dossier de synthèse conformément à l'Article 4.3.4 ci-avant.

Chaque COPIL fait l'objet d'un support de présentation validé par les services des entités co-présidentes du COPIL, sur proposition de SGP Dev, et sur la base des contributions de l'Équipe de préfiguration et des conclusions du Comité technique. L'animation du COPIL est assurée par la Région.

Un relevé de décisions est produit par SGP Dev, validé par l'Équipe de préfiguration et transmis sous deux (2) Jours aux membres du COPIL qui peuvent faire part de leurs demandes d'amendement / complément dans un délai de quinze (15) Jours après transmission. En l'absence de retour des participants dans ce délai, le relevé de décision est approuvé.

Un compte-rendu est ensuite rédigé par SGP Dev, relu et amendé le cas échéant par les entités qui co-président le COPIL, puis adressé à l'ensemble des participants du COPIL, au plus tard quinze (15) Jours après ladite réunion. Les participants peuvent faire part de leurs demandes d'amendement / complément dans un délai d'un (1) mois après transmission. En l'absence de retour des participants dans ce délai, le compte-rendu est approuvé.

En lien avec les modalités d'association des parties prenantes du territoire visées à l'Article 6.3.4, le COPIL peut inviter des parties prenantes extérieures ou être suivi d'instances élargies. Le Comité technique, sur proposition de l'Équipe de préfiguration, statue sur cette organisation.

6.3.2. Comité technique (COTEC)

Le Comité technique est *a minima* composé des représentants techniques de chacun des membres du COPIL. Il peut être élargi à d'autres membres sur proposition des Parties.

SGP Dev propose aux membres de l'Équipe de préfiguration la programmation des COTEC. Une fois la programmation validée, les membres du COTEC donnent mandat à SGP Dev pour inviter les membres du COTEC. Les ordres du jour sont soumis pour validation par SGP Dev aux services de la Région et de l'État.

Ce COTEC a notamment pour objet :

- le suivi de l'avancement technique des Études et Attendus à partir des informations fournies par SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région ;
- d'instruire et de préparer les décisions à prendre en COPIL ;
- le suivi des délais de réalisation des Études et Attendus ;
- le suivi de l'évolution des coûts des Études et Attendus ;
- le suivi de la situation en termes de couverture financière et appels de fonds et des paiements réalisés.

Le COTEC se réunit au minimum 2 fois par an, a minima pour préparer les COPIL, et en tant que de besoin.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Chaque COTEC fait l'objet d'un support de présentation réalisé par SGP Dev sur la base des contributions de l'Équipe de préfiguration et validé au préalable par celle-ci avant envoi. L'animation du COTEC est assurée par la Région.

Un relevé de décisions est produit par SGP Dev, validé par l'Équipe de préfiguration et transmis après la séance aux membres du COTEC qui peuvent faire part de leurs demandes d'amendement / complément dans un délai de huit (8) Jours à réception du relevé de décisions. En l'absence de retour des participants dans ce délai, le relevé de décision est approuvé.

En lien avec les modalités d'association des parties prenantes du territoire visées à l'Article 6.3.4, le COTEC peut inviter des parties prenantes extérieures ou être suivi d'instances élargies. L'Équipe de préfiguration statue sur cette organisation.

6.3.3. L'Équipe de préfiguration

a) Composition de l'Equipe de préfiguration

L'Équipe de préfiguration est composée des représentants des Parties. Chaque membre désigne les personnes physiques qui les représenteront aux instances de l'Équipe de préfiguration. Elles sont listées à titre indicatif à l'Article ARTICLE 18ARTICLE 18.

b) Missions de l'Équipe de préfiguration

L'Équipe de préfiguration a pour objet de coordonner l'ensemble des Études et Attendus et de s'assurer de leur bon avancement.

L'Équipe de préfiguration est chargée de collaborer étroitement à la réalisation des Études et Attendus. Dans un rôle d'ensemblier, elle est chargée d'assurer la cohérence globale des Études et Attendus et de préparer les COTEC et COPIL. Elle a ainsi pour mission :

- le partage des informations relatives aux actualités des membres en lien avec la préfiguration du SERM ;
- la supervision des éléments produits par les SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région, au fur et à mesure de la réalisation des Études et Attendus ;
- la supervision des ateliers de dialogue territorial visés à l'Article 6.3.4 et des groupes de travail thématiques nécessaires à la réalisation des Études et Attendus ;
- le suivi de l'avancement et des délais de réalisation des Études et Attendus ;
- le suivi de l'évolution des coûts des Études et Attendus ;
- le suivi de la situation en termes de couverture financière et appels de fonds et des paiements réalisés ;
- la préparation des COTEC et du COPIL.

L'Équipe de préfiguration prend part à des groupes de travail *ad hoc* pour la réalisation des Études et Attendus, pour tout ou partie de ses membres selon les thématiques. Ces groupes de travail peuvent associer, dans le cadre du dialogue territorial visé à l'Article 6.3.4, des représentants d'autres entités ou organismes. SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région, et l'État à sa demande, participant à ces groupes de travail thématiques, rapportent les conclusions de ces groupes de travail à l'Équipe de préfiguration.

Toute réalisation dans le cadre des Études et Attendus, y compris le Dossier de synthèse, doit être présentée à l'Équipe de préfiguration, préalablement à toute transmission au COTEC.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

c) Organisation de l'Équipe de préfiguration

L'Équipe de préfiguration se réunit, en tant que de besoin, de façon hebdomadaire ou bimensuelle, selon l'actualité du projet et le degré d'avancement des Études et Attendus.

L'Équipe de préfiguration peut associer, à la discrétion de ses membres, des représentants d'autres entités ou organismes.

L'organisation, l'animation et le secrétariat de l'Équipe de préfiguration sont confiés à SGP Dev. A ce titre, SGP Dev tient notamment à jour l'avancement du planning des Études et Attendus de la phase de préfiguration, assure le suivi de l'exécution financière de la Convention, le suivi des risques, et formule les alertes utiles.

Un relevé de décision est produit et approuvé pour permettre notamment de répondre aux enjeux de calendrier du projet.

En début de réalisation des Études et Attendus, l'Équipe de préfiguration établit un « mode opératoire » qui détaille notamment son fonctionnement interne entre ses membres, les modalités de suivi et pilotage des Études et Attendus. Il précise le calendrier prévisionnel de production, de pilotage, et de concertation ainsi que l'organisation des outils collaboratifs de partage des données.

6.3.4. Modalités d'association des parties prenantes du territoire

Sur proposition de l'Équipe de préfiguration, les Financeurs sont chargés d'associer largement les parties prenantes du bassin de vie azuréen. Cette association s'articule à deux niveaux, dont les modalités et thématiques abordées découlent de la stratégie de concertation à définir en début de préfiguration, et s'adaptent autant que de besoin en cours de celle-ci.

a) Dialogue territorial institutionnel

Le niveau de dialogue territorial institutionnel comprend les acteurs institutionnels du territoire métropolitain élargi aux acteurs concernés par le sujet des mobilités et qui ne sont pas Parties. Cette association peut comprendre les acteurs suivants :

- AOM et EPCI du périmètre, et notamment : Communauté de communes du Pays des Paillons, Communauté de communes Alpes d'Azur ;
- Département des Alpes-Maritimes ;
- gestionnaires d'autoroutes et de voies routières express du périmètre concerné ;
- services de l'État ;
- Principauté de Monaco.

Conformément aux Articles 6.3.1 et 6.3.2, ces acteurs peuvent être invités lors des COTEC et COPIL ou être conviés à des instances élargies. L'Équipe de préfiguration statue sur cette organisation.

b) Dialogue territorial élargi

Le niveau de dialogue territorial élargi comprend notamment les acteurs suivants :

- représentants des acteurs économiques et du tourisme ;
- représentants d'associations d'usagers des transports en commun, de cyclistes et de piétons ;
- les conseils de développement des EPCI à fiscalité propre dont le ressort territorial est inclus en tout ou partie dans le projet de SERM conformément à l'article L. 5211-10-1 du code général des collectivités territoriales ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- représentants des transporteurs locaux, ferroviaires et routiers ;

- et toute autre partie prenante identifiée en cours de préfiguration dont le dialogue est jugé pertinent par les Parties.

A l'issue de la phase préparatoire, l'Équipe de préfiguration détermine les modalités de mise en œuvre de ce dialogue territorial et la prise en compte des principales conclusions permettant d'alimenter la phase de préfiguration du SERM.

ARTICLE 7. FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

7.1 Assiette de financement

Le montant indiqué au présent Article en Euros Courants est un montant plafond révisable dans les conditions prévues au présent Article et aux Articles **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, 7.3 et ARTICLE 9.

Pour la Région, le besoin de financement est évalué à 129 150,00 € courants.

Pour SGP Dev, le besoin de financement est évalué à 715 680,00 € courants.

Pour SNCF Réseau, le besoin de financement est évalué à 40 000,00 € courants

Pour SNCF Gares & Connexions, le besoin de financement est évalué à 115 170,00 € courants, dont 45 725,56 € courants au titre de la Convention. Le solde de 69 644,44 € courants fait l'objet d'une convention bilatérale entre la Principauté de Monaco et SNCF Gares & Connexions.

Le coût des Études et Attendus visés par la Convention est fixé à 1 000 000,00 Euros Courants, dont 930 555,56 € courants au titre de la Convention et 69 444,44 € courants au titre d'une convention bilatérale entre la Principauté de Monaco et SNCF Gares & Connexions, pour des paiements prévus sur le second semestre 2025 et le premier semestre 2026.

Ces montants tiennent compte :
- des derniers indices connus de 12/2024 (indice ING pour le coût des études) ;
- et d'un taux d'indexation de l'ING de 2% en 2025, de 2% en 2026.

7.1.1. Pour la phase préparatoire

Le coût de la phase préparatoire portée par la Région est de 129 150,00 Euros Courants pour des paiements prévus sur 2025.

7.1.2. Pour la phase de consolidation

Le coût des Études et Attendus visés par la Convention, au titre de la phase de consolidation, est fixé à 870 850,00 Euros Courants, dont 801 405,56 € courants au titre de la Convention et 69 444,44 € courants au titre d'une convention bilatérale entre la Principauté de Monaco et SNCF Gares & Connexions, pour des paiements prévus sur le second semestre 2025 et le premier semestre 2026.

	Périmètre SGP Dev	Périmètre SNCF Réseau	Périmètre SNCF Gares & Connexions	Total
Missions internalisées, frais de maîtrise d'ouvrage incluant tous droits de propriété intellectuelle ou licences visé(e)s à l'Article	350 000,00 €	40 000,00 €	22 680,56 €	412 680,56 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 14ARTICLE 14 (Euros Courants)				
Missions externalisées (bureaux d'études, maîtrise d'œuvre, prestations diverses) (Euros Courants)	365 680,00 €	0 €	23 045,00 €	388 725,00,00 €
Total (Euros Courants)	**715 680,00 €**	**40 000,00 €**	**45 725,56 €**	**801 405,56 €**

Le montant total des Etudes et Attendus sur le périmètre de SGP Dev ne comprend pas un éventuel accompagnement de la Région et des AOM signataires par SGP Dev, postérieurement à la remise du Dossier de synthèse, dans le cadre des échanges avec les autorités compétentes en vue de l'obtention du statut. Si le coût de cet accompagnement n'engendre pas de dépassement du montant total des Études et Attendus, il pourra alors être inclus dans les Études et Attendus. Dans le cas contraire, SGP Dev et les Financeurs se rencontrent pour voir comment le financement de SGP Dev peut être assuré pour permettre l'accompagnement de la Région et des AOM signataires.

Le montant des Études et Attendus internalisés de SGP Dev est forfaitaire.

A la condition expresse que cela n'augmente pas le montant total des Études et Attendus sur le périmètre SGP Dev, les montants des missions internalisées et externalisées de SGP Dev sont considérés comme prévisionnels. A ce titre, ces montants sont fongibles dans les conditions visées à l'Article ARTICLE 9ARTICLE 9.
3.2
Si les dépenses réellement engagées par SGP Dev (hors Études et Attendus internalisés de SGP Dev), SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région, sont inférieures aux coûts d'Études et Attendus qui leur sont propres, le financement est adapté en conséquence lors du Solde, dans les conditions prévues par les Articles 8.1.5 et 8.1.6, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

En cas de risque de dépassement du montant en Euros Courants identifié au présent Article, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région en informent par écrit les Parties dans les meilleurs délais, suivant l'identification de ce risque.

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région convoqueront un COPIL et fournissent tout élément justificatif et proposent, le cas échéant, des alternatives.

Les Parties conviennent alors, ensemble et à bref délai, de la réponse à apporter, soit par :

- la modification du niveau des prestations ;
- la mobilisation d'autres financements ou révision des financements consentis par les différents partenaires ;
- l'évolution du programme et/ou du calendrier de réalisation ;
- l'abandon du projet.

Un COPIL est convoqué dans les meilleurs délais, et dans les conditions visées à l'Article 6.3.1, suivant cette information, par la Partie à l'initiative de l'information.

En cas d'accord des Parties sur l'une des réponses à apporter concernant un risque de dépassement du montant en Euros Courants identifié au présent Article, la Convention est modifiée par avenant.

7.2 Plan de financement des Études et Attendus

Pour l'ensemble des phases préparatoire et de consolidation, au titre de la Convention et de la convention de financement bilatérale à conclure entre SNCF Gares & Connexions et la Principauté de Monaco, le plan de financement des Études et Attendus est le suivant :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	50,000000 %	500 000,00 €
Région	25,000000 %	250 000,00 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	11,346889 %	113 468,89 €
Principauté de Monaco*	6,944444 %	69 444,44 €
Sophia Antipolis	2,680905 %	26 809,05 €
Cannes Pays de Lérins	2,012813 %	20 128,13 €
Riviera Française	1,336184 %	13 361,84 €
Pays de Grasse	0,678764 %	6 787,64 €
TOTAL	**100,000000 %**	**1 000 000,00 €**

Au titre de la Convention, les Financeurs s'engagent à participer au financement des Études et Attendus selon la clé de répartition suivante :

Pour l'ensemble des phases préparatoire et de consolidation :

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	53,731343 %	500 000,00 €
Région	26,865672 %	250 000,00 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	12,193672 %	113 468,89 €
Sophia Antipolis	2,880973 %	26 809,05 €
Cannes Pays de Lérins	2,163023 %	20 128,13 €
Riviera Française	1,435899 %	13 361,84 €
Pays de Grasse	0,729418 %	6 787,64 €
TOTAL	**100,000000 %**	**930 555,56 €**

La Principauté de Monaco finance la phase de préfiguration du SERM azuréen à hauteur de 69 444,44 €.
Cette participation financière, fléchée sur les Etudes et Attendus réalisés par SNCF Gares & Connexions, doit faire l'objet d'une convention de financement, non signée à ce jour, entre SNCF Gares & Connexions et la Principauté de Monaco.

La participation d'un ou de plusieurs nouveaux Financeurs portera sur la globalité de la phase de préfiguration, c'est à dire phase préparatoire et de consolidation. Les participations de chacun seront adaptées à due conséquence.

Soit pour la phase préparatoire (périmètre Région) :

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	0,000000 %	- €
Région	80,597015 %	104 091,04 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	12,193672 %	15 748,13 €
Sophia Antipolis	2,880973 %	3 720,78 €
Cannes Pays de Lérins	2,163023 %	2 793,54 €
Riviera Française	1,435899 %	1 854,46 €
Pays de Grasse	0,729418 %	942,04 €
TOTAL	**100,000000 %**	**129 150,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Soit pour la phase de consolidation

- *Soit en particulier sur le périmètre **SGP Dev :***

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	63,427580 %	453 938,51 €
Région	17,169435 %	122 878,21 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	12,193672 %	87 267,67 €
Sophia Antipolis	2,880973 %	20 618,55 €
Cannes Pays de Lérins	2,163023 %	15 480,33 €
Riviera Française	1,435899 %	10 276,44 €
Pays de Grasse	0,729418 %	5 220,30 €
TOTAL	**100,000000 %**	**715 680,00 €**

- *Soit en particulier sur le périmètre **SNCF Réseau** :*

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	53,731343 %	21 492,54 €
Région	26,865672 %	10 746,27 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	12,193672 %	4 877,47 €
Sophia Antipolis	2,880973 %	1 152,39 €
Cannes Pays de Lérins	2,163023 %	865,21 €
Riviera Française	1,435899 %	574,36 €
Pays de Grasse	0,729418 %	291,77 €
TOTAL	**100,000000 %**	**40 000,00 €**

- *Soit sur le périmètre **SNCF Gares & Connexions** :*

Au titre de la Convention :

Financeur	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Courants
Etat	53,731343 %	24 568,96 €
Région	26,865672 %	12 284,48 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	12,193672 %	5 575,62 €
Sophia Antipolis	2,880973 %	1 317,34 €
Cannes Pays de Lérins	2,163023 %	989,05 €
Riviera Française	1,435899 %	656,57 €
Pays de Grasse	0,729418 %	333,53 €
TOTAL	**100,000000%**	**45 725,56 €**

A noter que le périmètre SNCF Gares & Connexions fait, par ailleurs, l'objet d'une convention de financement bilatérale avec la Principauté de Monaco pour un montant de 69 444,44 €, ce qui permet d'aboutir au plan de financement global suivant pour le périmètre SNCF Gares & Connexions :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Partenaire	Clé de répartition (%)	Montant en Euros Constants
Etat	21,332773 %	24 568,96 €
Région	10,666387 %	12 284,48 €
Métropole Nice Côte-d'Azur	4,841212 %	5 575,62 €
Principauté de Monaco	60,297338 %	69 444,44 €
Sophia Antipolis	1,143823 %	1 317,34 €
Cannes Pays de Lérins	0,858778 %	989,05 €
Riviera Française	0,570090 %	656,57 €
Pays de Grasse	0,289598 %	333,53 €
TOTAL	**100,000000 %**	**115 170,00 €**

Par périmètre, ces plans de financement servent aux appels de fonds, selon les modalités définies à l'Article 8.1, au prorata des participations de chaque Financeur.

Les clés de répartition précitées sont uniquement valables pour la réalisation de la Convention.

7.3 Gestion des écarts relatifs aux effets de l'indexation

Les Parties ne supportent pas les risques d'évolution à la hausse des indices de référence retenus pour actualiser le besoin de financement. A chaque COPIL, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région présentent aux Financeurs un état de l'évolution des indices de référence et les prévisions de fin d'année et des éventuelles conséquences sur le coût de la Convention.

En cas de risque de dépassement du montant en euros courants identifiés à l'Article 7.1 ci-avant, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région en informent par écrit les Parties dans les meilleurs délais suivant l'identification de ce risque et lorsque cela est possible au minimum trois (3) mois avant l'échéance à laquelle ils considèrent que les engagements financiers complémentaires sont nécessaires pour le bon avancement des missions. Un COPIL est convoqué dans les meilleurs délais suivant cette information. Par conséquent, si le coût de réalisation des Études et Attendus se trouve modifié en raison de l'évolution des indices d'indexation prévus à la signature de la Convention, les Financeurs, après avoir été informés lors du COPIL, peuvent examiner avec SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région selon le périmètre, les marges de manœuvre possibles pour rester dans les enveloppes financières prévues par la Convention ou pour en limiter les effets.

A l'issue de ces discussions validées en COPIL, les évolutions de coûts convenues sont prises en charge par les Financeurs au prorata de leur participation. En aucun cas, ces discussions ne peuvent conduire à mettre à la charge de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et de la Région l'effet de l'évolution des indices d'actualisation.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE FINANCEMENT

8.1 Appels de fonds

8.1.1. Stipulations générales

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région procèdent auprès des Financeurs à des appels de fonds pour le règlement du montant visé à l'Article 7.1 dans les conditions prévues au présent Article.

Un échéancier prévisionnel des appels de fonds figure en Annexe 3.

Les financements sont hors du champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8.1.2. Informations concernant le financement de l'Etat

Pour l'exercice des Etudes et Attendus définis au titre de la convention, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions percevront un financement de l'État sur le budget du programme 203 (« infrastructures et services de transports »), action 41 (« infrastructures ferroviaires »).

L'opération est financée sur l'activité budgétaire 020341NC13C5.

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement est chargé de l'exécution de la Convention pour l'Etat.

Le comptable assignataire est la Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur - DRFIP 13.

8.1.3. Modalités de versement de l'avance

A la date d'entrée en vigueur de la Convention visée à l'Article 3.1, SGP Dev, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions effectuent un premier appel de fonds sous forme de demande d'avance et sur présentation d'une attestation d'engagement des Études ou des Attendus signée par le représentant de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions.

Le montant de cette avance et son échéance prévisionnelle est précisé dans l'Annexe 3.

L'avance consentie au titre du présent Article est intégralement déduite du premier acompte versé dans les conditions prévues par l'Article 8.1.4.

8.1.4. Modalités de versement des appels de fonds

Les appels de fonds sont calculés en multipliant le taux d'avancement des Études et Attendus par le montant de la participation de chaque Financeur en Euros Courants, conformément à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région procèdent aux appels de fonds auprès des Financeurs, conformément aux clés de répartition visées à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

Les appels de fonds sont établis en Euros Courants.

Lorsqu'un avancement de 70% de la mission de préfiguration a été atteint, SGP Dev procède à des appels de fond sous forme de facture. L'échéance prévisionnelle d'atteinte des 70% d'avancement est envisagée à T0+6 mois, selon l'échéancier et le planning prévisionnel figurant dans les Annexes 3 et 5.

La Région procède aux appels de fonds auprès de chaque Financeur, selon la clé de répartition figurant à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et selon les modalités suivantes :

- après le démarrage des études, des acomptes dus par chacun des Financeurs correspondant à un avancement des Études et Attendus à hauteur de 70% sont calculés et appelés. Ces acomptes sont accompagnés d'un certificat d'avancement des Études et Attendus visé par le représentant de la Région.

Sur leurs périmètres, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions procèdent aux appels de fonds auprès de chaque Financeur, selon la clé de répartition figurant à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et selon les modalités suivantes :

- après le démarrage des études, des acomptes dus par chacun des Financeurs correspondant à l'avancement des Études et Attendus sont calculés et appelés en proportion de celui-ci. Ces acomptes sont accompagnés d'un certificat d'avancement des Études et Attendus visé par le représentant de SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions. Le cumul des fonds appelés ne peut pas excéder 90% du montant de la participation de chaque Financeur en Euros Courants définie à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- au-delà des 90%, les demandes de versement d'acomptes seront accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses comptabilisées visé par SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions. Le cumul des fonds appelés ne peut pas excéder 95% du montant de la participation de chaque Financeur en Euros Courants définie à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

8.1.5. Modalités de règlement du Solde ou remboursement du trop-perçu pour SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions

Le Solde est appelé par SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions sous réserve de la transmission par SNCF Réseau ou SNCF Gares & Connexions des éléments suivants :

- le relevé détaillé des dépenses final selon modèle joint en Annexe 2, visé par les représentants de SNCF Réseau ou SNCF Gares & Connexions ;

- un certificat attestant la conformité des Études et Attendus réalisés aux caractéristiques attendues en application de la Convention et précisant leur date d'achèvement selon le modèle figurant en Annexe 4.

Sur la base de ces pièces, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions procèdent à la présentation d'un appel de fonds pour le règlement du Solde.

Dans l'hypothèse d'un trop-perçu, SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau procèdent à la présentation d'un appel de fonds pour remboursement de ce trop-perçu. Dans ce dernier cas, SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau procèderont à la liquidation du paiement auprès de :

Titulaire	SIRET	TVA Communautaire
État	130 006 380 000 13	/
Région	231 300 021 000 12	FR 02 231 300 021
Métropole Nice Côte d'Azur	200 030 195 000 24	FR 00 200 030 195
Cannes Pays de Lérins	200 039 915 000 18	FR 60 200 039 915
Pays de Grasse	200 039 857 000 12	FR 80 200 039 857
Sophia Antipolis	240 600 585 000 14	FR 32 240 600 585
Riviera française	240 600 551 000 32	FR 27 600 551 000 24

8.1.6. Modalités de règlement du Solde pour SGP Dev et de Région

Le versement du Solde du périmètre de la SGP et de la Région, par le présent Article, est réglé après l'achèvement de l'intégralité des Études et Attendus. Dans un délai de douze (12) mois à compter de la date d'achèvement des Études et Attendus visée à l'Article 3.2, SGP Dev transmet :

- les documents de synthèse des Études et Attendus dans leur version définitive ;

- un état récapitulatif détaillé et certifié exact par son comptable assignataire ou son commissaire aux comptes des Études et Attendus et dépenses réalisées conformément aux volets visés à l'Article 4.3 ;

- la justification de la totalité des dépenses effectuées avec la copie des factures acquittées et les pièces justificatives non encore produites et la liste des aides publiques perçues et leur montant respectif.

Dans le cas où, postérieurement à la dépose du Dossier de synthèse, SGP Dev est sollicitée pour accompagner la Région et les AOM signataires en vue de l'obtention du statut de SERM dans les conditions visées à l'Article 5.2.5, le délai de 12 mois à compter duquel SGP Dev doit transmettre les informations visées ci-dessus court à compter de la connaissance de la décision du ministre chargé des transports concernant le statut de SERM.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ensemble des factures et justificatifs doit être établi au nom de SGP Dev ou de la Région selon le périmètre.

Le Solde du montant des Études et Attendus visé à l'Article 7.1 a un caractère définitif. Aucune pièce justificative supplémentaire transmise après le versement du Solde ne sera prise en compte et ne donnera lieu à un versement rectificatif du Solde de la subvention.

Sur la base de ces pièces, SGP Dev et la Région procèdent à la présentation d'un appel de fonds pour le règlement du Solde ou le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Dans ce dernier cas, le paiement est effectué par virement bancaire à :

Titulaire	SIRET	TVA Communautaire
État	130 006 380 000 13	/
Région	231 300 021 000 12	FR 02 231 300 021
Métropole Nice Côte d'Azur	200 030 195 000 24	FR 00 200 030 195
Cannes Pays de Lérins	200 039 915 000 18	FR 60 200 039 915
Pays de Grasse	200 039 857 000 12	FR 80 200 039 857
Sophia Antipolis	240 600 585 000 14	FR 32 240 600 585
Riviera française	240 600 551 000 32	FR 27 600 551 000 24

8.1.7. Transmission des appels de fonds

Les documents visés aux Articles 8.1.4, 8.1.5 et 8.1.6 doivent être transmis par adresse électronique par SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région pour permettre aux services des Financeurs de procéder au paiement des financements.

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

	Adresse	Service administratif responsable du suivi des appels de fonds	
		Nom du service	N° téléphone / adresse électronique
État	DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur 16, rue Antoine Zattara 13 332 Marseille Cedex 03	Service Transports Infrastructures et Mobilités Unité Programmation et Pilotage des Ressources	04 88 22 64 57 uppr.stim.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
Région	Région Provence-Alpes-Côte d'Azu27, Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20	Direction des Transports et des Grands Equipements – Service Infrastructures et Pôles d'Echanges	masalas@maregionsud.fr ltribolo@maregionsud.fr vdemares@maregionsud.fr
Métropole Nice Côte d'Azur	Métropole Nice Côte d'Azur, 455 Promenade des Anglais, 06364 Nice CEDEX 4	Direction Général Adjointe Grands Projets et Transports	wilfrid.espi@nicecotedazur.org isabelle.villardry@nicecotedazur.org 04 89 98 18 30
Cannes Pays de Lérins	Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins - CS 50044	Direction Générale Adjointe à la Mobilité	frederic.marandon@cannespaydelerins.fr 04 92 19 56 10

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	06414 CANNES Cedex		
Pays de Grasse	Communauté d'agglomération du Pays de Grasse 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE	Direction Mobilités-Transports	Raphaël FLATOT rflatot@paysdegrasse.fr 04 89 35 91 37
Sophia Antipolis	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Les Genêts - 449, route des Crêtes, 06901 Sophia Antipolis Cedex	Direction Mobilité Déplacements Transports Service Déplacements	Madame Martine SIMON, Directrice : 04 89 87 71 60 m.simon@agglo-casa.fr
Riviera française	Communauté de la Riviera Française 16 rue Villarey 06500 Menton	Département Transport	Monsieur Philippe PINOLI 04 92 41 26 52 p.pinoli@carf.Fr
SGP Dev	2 Mail de la Petite Espagne, CS10011 - 93212 La Plaine Saint-Denis	-	L'adresse électronique du gestionnaire financier sera communiquée lors du premier appel de fonds
SNCF Réseau	Direction Générale Finances Achats 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex	Direction Générale Finances Achats Unité Credit management	L'adresse électronique du gestionnaire financier sera communiquée lors du premier appel de fonds
SNCF Gares & Connexions	SNCF Gares & Connexions Département comptabilité 16 avenue d'Ivry 75634 Paris Cedex 13	Direction Finances, Juridique et Régulation Département Comptabilité	Virginie PUYAL 01 80 50 92 07 virginie.puyal@sncf.fr

Les factures d'appels de fonds adressées aux Financeurs sont envoyées par courriel avec accusé de réception aux adresses électroniques indiquées.

En cas de difficulté technique, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région adresseront une facture d'appels de fonds par courrier à l'adresse postale indiquée, sans qu'il soit nécessaire d'en avertir la Partie concernée préalablement.

8.2 Délais de paiement

Les Financeurs conviennent de régler les sommes dans un délai de quarante-cinq (45) Jours à compter de la date d'émission des appels de fonds.

Toute réclamation ou contestation suspend automatiquement le délai de règlement et les actions de recouvrement, un dialogue de gestion s'instaure alors entre les Financeurs pour examiner et lever les difficultés et le cas échéant de trouver une solution amiable.

Le délai de paiement s'arrête alors à la date de notification et le délai restant ne peut reprendre qu'une fois résolu le Différend entre le Financeur concerné et SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions, ou la Région.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En dehors des sommes dues à la Région, toute somme non payée dans les délais impartis porte de plein droit intérêt au taux légal en vigueur à la date prévue du paiement considéré, majoré de deux (2) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

8.3 Domiciliation des versements

Le versement des sommes pour **la Région**, en sa qualité de maître d'ouvrage de la phase préparatoire, est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) sur le compte ouvert à la Banque de France, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR09	3000	1005	12C1	3200	0000	031	BDFEFRPPCCT

Le versement des sommes pour **SGP Dev** est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) sur le compte ouvert au Crédit Agricole, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3148	9000	1000	2625	5853	347	BSUIFRPP

Le versement des sommes pour **SNCF Réseau** est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

Le versement des sommes pour **SNCF Gares & Connexions** est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) sur le compte ouvert chez BNP PARIBAS, dont les références sont les suivantes :

Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Agence de domiciliation
30004	01328	00013903694	04	LA DEFENSE ENT (01328)

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la Convention donne lieu à l'établissement d'un avenant, après acceptation des instances décisionnelles de chacune des Parties, à l'exception de tout élément indiqué comme prévisionnel ou estimatif dans la Convention. Ces dernières modifications seront présentées *a minima* à l'Équipe de préfiguration.

Par exception, la domiciliation des Parties visée à l'Article 8.1.7, les références bancaires visées à l'Article 8.3, les coordonnées des directions de la communication des Parties visées à l'ArticleARTICLE 11ARTICLE 11, ainsi que les coordonnées des contacts visées à l'Article ARTICLE 18ARTICLE 18 peuvent être modifiées sans avenant. Dans ce cas, la Partie concernée informe les autres de la modification par courrier électronique.

Les délais de caducité évoluent dans les conditions visées à l'Article ARTICLE 10ARTICLE 10.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 10. DELAI DE CADUCITE

Les engagements financiers des Financeurs deviennent caducs :

- si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région n'ont pas transmis tout document permettant de justifier soit d'un début de réalisation des Etudes et Attendus au titre duquel la subvention a été accordée, soit de son report ;

- si, à l'expiration de trente-six (36) mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou la Région n'ont pas effectué une demande de règlement du Solde dû au titre de leurs engagements.

Les délais de caducité précités peuvent être prolongés si un événement imprévu, extérieurs à SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou à la Région (par exemple litige avec l'entreprise, plainte d'un tiers, etc.) et impactant le déroulement des Etudes et Attendus, se produit, ou si les flux financiers ne sont pas soldés, sur justification de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou de la Région.

Par ailleurs, ces délais peuvent être prolongés pour tout autre motif en cas d'accord de l'ensemble des Parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 11. COMMUNICATION

11.1 Modalités générales de communication

La communication dans le cadre de la Convention se fait dans le respect des règles de confidentialité et de propriété intellectuelle, respectivement visées aux ArticlesARTICLE 13 ARTICLE 13 et ARTICLE 14ARTICLE 14.

Les Parties mentionnent le concours financier des Financeurs et en font état sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement.

Chaque Partie autorise les autres Parties à utiliser les marques, dénominations sociales et autres signes distinctifs (dont les logotypes) la concernant sur les documents précités et dans les conditions prévues par la Convention.

Les Parties s'engagent, par ailleurs, à informer les Financeurs dans les meilleurs délais de l'organisation de toute manifestation publique de communication, notamment les représentants des Financeurs dont les contacts sont mentionnés à l'ArticleARTICLE 18ARTICLE 18ARTICLE 18.

Les modalités relatives à l'organisation des manifestations et, plus généralement, à la communication doivent faire l'objet d'une concertation préalable entre les Parties, dans le cadre des instances visées à l'Article ARTICLE 6ARTICLE 6 et *a minima* à l'Équipe de préfiguration.

L'obligation de communication doit être maintenue jusqu'à la date de caducité des financements.

11.2 Modalités de communication

S'agissant des supports dématérialisés (site internet notamment), les Parties doivent faire état du financement des Financeurs en apposant leurs logotypes et la mention : « Cette opération bénéficie du soutien financier de [citer les Financeurs] » dans le pied de page de la page d'accueil du site ou au sein d'une page « Financeurs » dédiée.

Le soutien des Financeurs doit également apparaître sur les documents intermédiaires, définitifs et de synthèse relatifs aux Études et Attendus par l'apposition du logotype des Financeurs. Ce financement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

doit également être mentionné lors de la promotion des Études et Attendus (communiqué de presse, conférence de presse, présentation publique…).

Les Parties se rapprochent de la direction de la communication de chacune des autres Parties afin de disposer des instructions et modalités de communication, selon la nature de l'opération et des supports de communication (logotypes, charte graphique, etc.), et s'engagent à respecter strictement ces instructions et modalités.

Financeur	Contact
État	Mustapha MAKHLOUFI Adresse : STIM / UAPTD - DREAL PACA, 16, rue Zattara - CS 70248 – 13 331 Marseille Cedex 3 Tél : 04.88.22.64.21 E-mail : mustapha.makhloufi@developpement-durable.gouv.frARTICLE 18
Région	Direction de la Communication et de la Marque Hôtel de Région 27 place Jules Guesde -13481 Marseille cedex 20 Laura DELTOUR, directrice par intérim de la Communication et de la Marque ldeltour@maregionsud.fr Aurélie MARTINOD, cheffe de mission Communication sur les sujets transports amartinod@maregionsud.fr Emeline RUSSO, cheffe de mission Communication sur les sujets transports erusso@maregionsud.fr
Métropole Nice Côte d'Azur	dereck.diamond@nicecotedazur.org
Cannes Pays de Lérins	Loïc SUMIEN Responsable communication CACPL 04 89 82 21 09 loic.sumien@cannespaysdelerins.fr
Pays de Grasse	Direction Mobilités-Transports Raphaël FLATOT rflatot@paysdegrasse.fr 04 92 42 33 88
Sophia Antipolis	Nathalie ROUBION Responsable du service Opérationnel Direction de la Communication 04 89 87 70 12 06 69 35 85 43 n.roubion@agglo-casa.fr
Riviera française	m.cipan@carf.fr

ARTICLE 12. DROIT D'AUDIT DES FINANCEURS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le présent Article ne concerne pas l'ensemble des enquêtes et audits qui pourraient être menés par les juridictions financières ou autorités administratives indépendantes à leur initiative ou sur sollicitation de l'une des Parties.

Les Financeurs disposent d'un droit d'audit et de contrôle relatif à l'exécution de la Convention par SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région, qu'ils exercent soit directement soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs organismes extérieurs mandatés à cet effet.

Lorsque SGP Dev ou la Région sont concernées par l'audit, les Financeurs informent de la mise en œuvre du droit d'audit prévu au présent Article au moins sept (7) Jours avant la date de l'audit, par lettre recommandée avec avis de réception.

Lorsque SNCF Réseau ou SNCF Gares & Connexions sont concernées par l'audit, les Financeurs l'informent de la mise en œuvre du droit d'audit prévu au présent Article au moins vingt (20) Jours avant la date de l'audit, par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cadre, les Financeurs informent le ou les entités auditée(s) du périmètre de l'audit et de l'identité des personnes habilitées à l'exercer.

L'audit consiste à vérifier, sur pièces et/ou sur place, les documents et informations attestant que le financement versé est utilisé conformément à son objet et dans le respect des obligations résultant de la Convention.

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région conservent chacun l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de la date de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué *a posteriori*.

L'audit ne peut plus débuter :

- un (1) an après le versement du Solde pour SNCF Réseau ;
- dix (10) ans après le versement du Solde pour SGP Dev, SNCF Gares & Connexions et la Région.

En tout état de cause, le délai de réalisation d'un contrôle intervenant en cours d'exécution de la Convention ne saurait dépasser un délai de quatre (4) mois.

Les Financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de la Convention.

Les résultats envisagés de l'audit sont communiqués à l'entité audité. Celle-ci dispose d'un délai de trente (30) Jours pour apporter tout élément contradictoire sur des points de non-conformité relevés dans l'audit et susceptible d'emporter la suspension des paiements.

Les conclusions définitives de l'audit sont transmises à l'entité auditée dans un délai de trente (30) Jours.

En cas de non-respect des stipulations du présent Article par l'entité auditée, les Financeurs se réservent la possibilité de suspendre les paiements alloués au titre de la Convention.

Les personnes désignées ou mandatées pour procéder à ces contrôles devront signer un engagement de confidentialité.

Les documents administratifs, comptables et techniques ainsi que toute pièce communiquée aux Financeurs à leur demande constituent des Informations Confidentielles et ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles de l'audit. Toute pièce physique communiquée dans le cadre de l'audit devra être restituée dans un délai de trente (30) Jours et toute pièce communiquée de façon dématérialisée devra être détruite dans un délai de trente (30) Jours.

ARTICLE 13. CONFIDENTIALITÉ

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Sans préjudice et sous réserve des dispositions figurant aux ArticlesARTICLE 11ARTICLE 11ARTICLE 11ARTICLE 11, 00 et ARTICLE 14ARTICLE 14, les Parties s'engagent à respecter la confidentialité des Informations Confidentielles dont elles seraient destinataires à l'occasion de la Convention. Elles s'engagent à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la Partie émettrice de l'Information Confidentielle, sauf lorsque cela est autorisé par la Convention ou strictement nécessaire au regard de son objet notamment lorsque la divulgation d'Informations Confidentielles est strictement nécessaire à l'obtention du statut de SERM, à son financement, son développement ou à son exploitation.

Les Prestataires peuvent être destinataires des Informations Confidentielles sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la Partie émettrice, sous réserve d'avoir préalablement signé un accord de confidentialité prévoyant les modalités de confidentialité *a minima* équivalentes au présent Article.

D'une manière générale, les Parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la Convention et les dix (10) années suivant son expiration, les Informations Confidentielles :

- soient traitées avec la même précaution que les Parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;

- ne soient pas divulguées à des tiers lorsqu'elles sont obtenues dans le cadre de l'exécution de la Convention, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Partie émettrice, sauf lorsque cela est autorisé dans le cadre de la Convention ;

- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de la Convention ou lorsque ce n'est pas strictement nécessaire à l'obtention du statut de SERM, à son financement, son développement ou à son exploitation ;

- soient signalées comme confidentielles lors de toute réunion au cours de laquelle elles seront communiquées.

Les Résultats et les Synthèses des Résultats ne sont pas couverts par la confidentialité sauf mention contraire de la Partie émettrice pour tout ou partie du contenu, dûment justifiée.

Conformément à l'article 1204 du code civil, les Parties se portent fort pour leurs salariés et toutes personnes agissant pour leur compte ou à leur demande du respect de cette obligation de confidentialité.

Il est précisé que ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication, non signalées comme confidentielles par la Partie émettrice ou déjà détenues ou connues par la Partie destinataire, à condition qu'elle puisse en apporter la preuve.

Enfin, les Parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent Article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des Informations Confidentielles d'une autre Partie à une autorité publique, ni dans le cadre des échanges avec les services de l'État en charge de la sécurité des transports publics guidés ou des autorités administratives exerçant la tutelle des Parties. Dans cette hypothèse, ils devront informer l'autre Partie de la requête ou de l'injonction de communiquer qui leur a été notifiée, sauf si cette information est interdite par la réglementation.

En cas de demande d'un tiers sur le fondement du CRPA pour obtenir la communication d'une Information Confidentielle, les Parties se rencontrent pour déterminer si cette information relève de l'article L.311-1 dudit code et convenir des suites à donner à la demande. En cas d'avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs, les Parties se rencontrent pour convenir des suites à donner à cet avis. Lorsque l'avis n'est pas contesté par les Parties, celles-ci peuvent alors transmettre l'Information Confidentielle concernée au tiers concerné dans les conditions fixées par les Parties.

Sous réserve que la Principauté de Monaco signe un engagement de confidentialité avec des modalités de confidentialité a minima équivalentes au présent Article, les Parties peuvent lui communiquer l'ensemble des Informations Confidentielles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Chaque Partie assume, dès la signature de la Convention, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent Article.

En cas de non-respect de la présente clause, chaque Partie se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'autre sur le fondement du droit commun et notamment les dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1 Libre usage par les Parties des éléments non protégés par des droit de propriété intellectuelle ou le secret des affaires

Les éléments des Résultats, des Synthèses de Résultats, des Études Réalisées et des Synthèses des Études Réalisées non protégés par des droits de propriété intellectuelle ou par le secret des affaires sont considérés par les Parties comme « libres de droit » et pourront, à ce titre, être librement exploités et utilisés par chacune des Parties.

14.2 Propriété et licence relative aux Connaissance Antérieures, Études Réalisées et Synthèses des Études Réalisées

14.2.1. Propriété des Connaissances Antérieures, Études Réalisées et Synthèses des Etudes Réalisées

D'une manière générale, pour ce qui concerne les Connaissances Antérieures, les Études Réalisées :

- les Connaissances Antérieures, les Études Réalisées et leurs Synthèses restent la propriété de la Partie qui les partage à une ou plusieurs autres Parties pour les besoins de l'exécution de la Convention ;

- chaque Partie fait son affaire et garantit les autres Parties de l'obtention ou de la détention des droits ou autorisations éventuellement nécessaires pour partager ces Connaissances Antérieures, ces Études réalisées ou leurs Synthèses dans les conditions prévues par la Convention, en particulier si elles sont protégées par des droits de propriété intellectuelle et/ou des clauses de confidentialité impliquant des tiers.

14.2.2. Licence relative aux Études Réalisées transmises à SGP Dev

Conformément à l'Article ARTICLE 5ARTICLE 5, les Études Réalisées par les Parties sont transmises à SGP Dev pour les stricts besoins de la réalisation de la phase de préfiguration du SERM objet de la Convention ou de l'exécution de la Convention.

Seuls les membres de SGP Dev et de ses Prestataires travaillant sur les Études et Attendus auront accès à ces Études Réalisées et ces personnes ne pourront réaliser des actes de reproduction, de traduction ou d'adaptation totale ou partielle ou des actes de communication entre elles de tout ou partie de ces Études Réalisées qu'à la stricte condition que ces actes soient strictement nécessaires aux finalités précitées.

Toute communication, reproduction, ou adaptation de ces Études Réalisées par SGP Dev impliquant des tiers autres que les Prestataires ou les autres Parties à la Convention est soumise à l'accord préalable de la Partie émettrice.

Cette licence accordée à SGP Dev par la Partie émettrice est personnelle, non transmissible et sans droit de sous-licence. Elle est accordée pour la durée de la Convention sur le territoire français uniquement.

En cas de non-respect de ces obligations, SGP Dev s'engage à indemniser la Partie émettrice de tout préjudice dont SGP Dev serait redevable résultant de ce non-respect.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

14.2.3. Licence relative aux Synthèses des Études Réalisées transmises aux Parties autres que SGP Dev

Sans préjudice des dispositions concernant SGP Dev visées à l'Article 14.2.2, des Synthèses des Études Réalisées par les Parties sont transmises aux Parties uniquement pour le strict besoin de la réalisation de la phase de préfiguration du SERM objet de la Convention ou de l'exécution de la Convention et sur leur demande expresse.

Seuls les membres du personnel des Parties concernées ou leurs Prestataires travaillant sur les Études et Attendus auront accès à ces Synthèses des Études Réalisées et ces personnes ne pourront réaliser des actes de reproduction, de traduction ou d'adaptation totale ou partielle ou des actes de communication entre elles de tout ou partie de ces Synthèses des Études Réalisées qu'à la stricte condition que ces actes soient strictement nécessaires aux finalités précitées.

Toute communication, reproduction, ou adaptation de ces Synthèses des Études Réalisées par une Partie impliquant des tiers autres que les Prestataires est soumise à l'accord préalable de la Partie émettrice. Toute adaptation d'une Synthèse d'une Étude Réalisée, partagée initialement par la Partie émettrice, est soumise à l'accord préalable de la Partie émettrice.

Cette licence accordée par la Partie émettrice à chaque Partie est personnelle, non transmissible et sans droit de sous-licence. Elle est accordée pour la durée de la Convention sur le territoire français uniquement.

En cas de non-respect de ces obligations par une Partie récipiendaire de la Synthèse des Etudes Réalisées, cette dernière s'engage à indemniser la Partie émettrice des Etudes Réalisées concernées par le non-respect des obligations de tous préjudices dont la Partie émettrice serait redevable résultant de ce non-respect.

14.2.4. Licence relative aux éléments issus d'une Étude Réalisée ou d'une Synthèse d'une Étude Réalisée incorporés dans les Études et Attendus, les Résultats ou les Synthèses des Résultats

Si tout ou partie d'une Étude Réalisée ou d'une Synthèse d'une Étude Réalisée est incorporé(e) dans les Études et Attendus, ou plus généralement dans les Résultats ou dans les Synthèses des Résultats et que la reproduction, l'adaptation ou la communication de ces Études et Attendus, Résultats, Synthèses des Résultats par l'une des Parties à des tiers, dont le ministère en charge des transports, est nécessaire à la phase de préfiguration du SERM azuréen, à l'obtention du statut de SERM, son financement, son développement ou son exploitation, la Partie titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les éléments issus d'une Étude Réalisée ou d'une Synthèse d'une Étude Réalisée octroie par avance une licence relative à ces éléments autorisant la Partie concernée à effectuer lesdits actes de reproduction, adaptation ou communication dans les conditions prévues à l'Article 14.3.

14.3 Régime de propriété intellectuelle des Résultats et des Synthèses des Résultats

14.3.1. Droit de propriété des Résultats et des Synthèses des Résultats

Chaque Partie est par principe séparément titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des Résultats et de la Synthèse des Résultats correspondante qu'elle aura réalisé ou fait réaliser par un Prestataire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

En cas de coréalisation, les Parties concernées sont co-propriétaires des Résultats et de la Synthèse des Résultats correspondante à l'exclusion de ce qui relève des Connaissances Antérieures. Chaque copropriétaire est libre, à ce titre, d'exploiter et d'utiliser, comme il le souhaite, lesdits Résultats ou Synthèses des Résultats correspondantes, sans en référer ni demander d'autorisation aux autres copropriétaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Dans tous les cas, les Parties se partagent la propriété des Synthèses des Résultats correspondants à la réalisation des Études et Attendus, à l'exclusion de ce qui relève des Connaissances Antérieures. Chaque Partie membre de l'Équipe de préfiguration est libre, à ce titre, d'exploiter et d'utiliser, comme elle le souhaite, lesdites Synthèses des Résultats, sans en référer ni demander d'autorisation aux autres copropriétaires.

Les Parties accordent à la Principauté de Monaco la propriété des Synthèses des Résultats correspondants à la réalisation des Études et Attendus, à l'exclusion de ce qui relève des Connaissances Antérieures.

14.3.2. Droit d'exploitation des Résultats pour SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et les Parties déposant le Dossier de synthèse auprès des autorités compétentes

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région en sa qualité de maître d'ouvrage de la phase préparatoire, ainsi que les Parties qui déposent le Dossier de synthèse auprès des autorités compétentes, en ce qu'elles collaborent toutes à la réalisation des Études et Attendus, décident de s'accorder mutuellement des droits de propriété intellectuelle dans les conditions ci-dessous sur les Résultats.

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions, la Région, ainsi que chaque Partie déposant le Dossier de synthèse auprès des autorités compétentes, disposent d'un droit d'exploitation des Résultats sans contrepartie financière aux autres Parties, pour satisfaire ses besoins propres pour l'ensemble des démarches nécessaires à l'obtention du statut de SERM.

Ce droit d'exploitation couvre aussi bien le droit de reproduction, le droit d'adaptation que le droit de communication de ces Résultats, y compris à des tiers, dès lors que ces actes sont nécessaires aux finalités précitées.

Si le statut de SERM est conféré, le droit d'exploitation des Résultats couvrira également l'ensemble des démarches nécessaires à la réalisation du SERM azuréen, et notamment son financement, son développement, sa réalisation et son exploitation.

Ces droits d'exploitation conférés au présent Article couvrent le territoire français et sont applicables pendant toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle protégeant les Résultats.

ARTICLE 15. ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DE SGP DEV

SGP Dev se porte fort pour ses représentants du respect des règles déontologiques qui lui sont applicables.

SGP Dev s'engage à ne pas privilégier un quelconque Financeur ou Partie de la convention dans le cadre des missions prévues au titre de celle-ci, et à appliquer de bonne foi la Convention. En particulier, les missions des volets 2 et 3 visées aux Articles 5.2.3 5.2.4sont réalisées par SGP Dev en parfaite indépendance vis-à-vis de l'ensemble des Parties.

Sans préjudice des règles de confidentialité et de propriété intellectuelle applicables à la Convention, SGP Dev s'engage à informer les Financeurs de toute sollicitation ou demande d'une autre Partie relative à l'exécution de la convention dont elle aurait connaissance.

ARTICLE 16. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Les Parties peuvent décider de résilier la Convention d'un commun accord. Cette décision de résiliation est formalisée par un échange de lettres recommandées avec accusés de réception entre les Parties.

La Convention peut également être résiliée de plein droit par chacune des Parties, en cas de faute grave et répétée d'une Partie relatives aux engagements pris au titre de la Convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La résiliation pour faute grave et répétée est précédée d'une mise en demeure adressée aux autres Parties par la Partie qui la décide, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et restée sans effet dans le délai imparti, lequel est fixé en fonction de la gravité de l'événement ou du manquement, étant précisé que ce délai ne pourra en tout état de cause être inférieur à un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la mise en demeure.

La mise en demeure précise la nature de l'évènement ou des griefs articulés à l'encontre de l'autre Partie.

Tout désaccord ou Différend né de la résiliation de la Convention est réglé conformément aux stipulations de l'ARTICLE 17.ARTICLE 17

Dans tous les cas de résiliation prévus par la Convention, les Financeurs s'acquittent auprès de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et de la Région, sur la base d'un relevé de dépenses final, de la totalité des dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que des dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif.

SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Région présentent un appel de fonds aux Financeurs pour règlement du Solde ou procède au reversement du trop-perçu (en cas de cofinancement, au prorata des participations des Financeurs). L'Annexe 2 est utilisée à cet effet.

En toute hypothèse, jusqu'à sa date de prise d'effet, la résiliation de la Convention prononcée en application du présent Article est sans effet sur les engagements des Parties au titre de la Convention et les Parties veillent à poursuivre l'exécution de leurs obligations respectives.

ARTICLE 17. RÉGLEMENT DES DÉSACCORDS ET DIFFÉRENDS

En cas de désaccord persistant ou de Différend dans l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable notamment dans le cadre des instances visées à l'Article ARTICLE 6ARTICLE 6 pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) Jours à compter de la date à laquelle le désaccord persistant ou le Différend a fait l'objet d'une notification écrite à [aux] autre(s) Partie(s). Pendant ce délai, aucune des Parties ne peut soumettre aux tribunaux un désaccord persistant ou un Différend né à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention sauf si ce délai fait obstacle à l'exercice par l'une ou l(es)'autre(s) des Parties de ses droits à recours.

En cas d'échec de règlement à l'amiable du désaccord persistant ou du Différend, ce dernier peut être porté devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 18. NOTIFICATIONS – CONTACTS

Toute notification faite par l'une des Parties à une autre Partie, pour les besoins de la Convention, est adressée par écrit et envoyée par courrier simple ou courrier électronique à :

Pour l'État	**Pour la Région**
Contact conventionnel/opérationnel Mustapha MAKHLOUFI Adresse : STIM / UAPTD - DREAL PACA, 16, rue Zattara - CS 70248 – 13 331 Marseille Cedex 3 Tél : 04.88.22.64.21 E-mail : mustapha.makhloufi@developpement-durable.gouv.fr	*Contact conventionnel/opérationnel* Didier BIAU, Directeur des infrastructures et grands équipements Hôtel de Région - 27 place Jules Guesde -13481 Marseille cedex 20 dbiau@maregionsud.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour la Métropole Nice Côte d'Azur *Contact conventionnel/opérationnel* Dereck DIAMOND dereck.diamond@nicecotedazur.org	**Pour Cannes Pays de Lérins** Contact conventionnel Direction Générale des Services michel.tani@cannespaysdelerins.fr 04 89 82 27 61 Contact opérationnel Direction Générale Adjointe à la Mobilité frederic.marandon@cannespaydelerins.fr 04 92 19 56 10
Pour la Pays de Grasse *Contact conventionnel* Direction Générale Adjointe Aménagement et cadre de vie Nathalie CAMPANA ncampana@paysdegrasse.fr *Contact opérationnel* Direction Mobilités-Transports Raphaël FLATOT rflatot@paysdegrasse.fr 04 92 42 33 88	**Pour Sophia Antipolis** *Contact conventionnel* Hugo ABEDI 04 89 87 71 93 h.abedi@agglo-casa.fr *Contact opérationnel* PIROCCHI 04 89 87 71 47 n.pirocchi@agglo-casa.fr Martine SIMON Direction Mobilité Déplacements Transports 04 89 87 71 60 m.simon@agglo-casa.fr
	Pour la Riviera Française *Contact conventionnel* Directeur Général des Services Techniques Sylvain MICHELET s.michelet@carf.Fr *Contact opérationnel* Responsable du Département Transport Philippe PINOLI p.pinoli@carf.Fr
Pour SNCF Réseau *Contact conventionnel/opérationnel* SNCF Réseau – Direction Territoriale Provence-Alpes-Côte d'Azur 5, rue de Crimée 13003 Marseille Patrick LARMINAT patrick.larminat@sncf.fr	**Pour SNCF Gares & Connexions** *Contact conventionnel* Jérôme BINI jerome.bini@sncf.fr *Contact opérationnel* Céline SIMONIN 06 16 38 18 13 celine.simonin@sncf.fr
Pour SGP Dev *Contact conventionnel* SGP DEVELOPPEMENT Direction du développement des transports territoriaux 2 Mail de la Petite Espagne	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CS10011 – 93212 La Plaine Saint-Denis comptabilite@sgpdev.fr *Contact opérationnel* Claire RAIS ASSA claire.raisassa@sgp.fr	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXES

Annexe 1 : Définitions ;

Annexe 2 : Modèle d'attestation d'avancement et d'état récapitulatif des dépenses ;

Annexe 3 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds ;

Annexe 4 : Modèle d'attestation de la conformité des Études et des Attendus ;

Annexe 5 : Calendrier prévisionnel de la phase de préfiguration ;

Annexe 6 : Obtention du statut de SERM – Check-list détaillée (Document DGITM) ;

Annexe 7 : Cahier des charges des prestations réalisées par Transitec au titre des Études Préparatoires sous maîtrise d'ouvrage de la Région ;

Annexe 8 : Dossier minute du SERM azuréen

Fait, en dix (10) exemplaires originaux,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour l'État,

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Marseille
Le…

Monsieur Georges-François LECLERC

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour la Région,

Le président du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

A…
Le…

Monsieur Renaud MUSELIER

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour la Métropole Nice Côte d'Azur,

Le Président de la Métropole

A…
Le…

Monsieur Christian ESTROSI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour Cannes Pays de Lérins,

Le Président de l'exécutif communautaire

A…
Le…

Monsieur David LISNARD

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour Pays de Grasse,

Le Président de l'exécutif communautaire

A…
Le…

Monsieur Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour Sophia Antipolis,

Le Président de l'exécutif communautaire

A…
Le…

Monsieur Jean LEONETTI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour la Riviera française,

Le Président de l'exécutif communautaire

A…
Le…

Monsieur Yves JUHEL

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour SGP Développement,

Le président de SGP Développement

A…
Le…

Monsieur Bernard CATHELAIN

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour SNCF Réseau,

Le Directeur Territorial Provence-Alpes-Côte d'Azur

A…
Le…

Monsieur Karim TOUATI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour SNCF Gares & Connexions,

Le Directeur régional des Gares Sud - Provence Alpes Côte d'Azur

A…
Le…

Monsieur Jérôme BINI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 1 : Définitions

Annexe	Désigne une annexe à la Convention.
Article	Désigne un article de la Convention.
Attendus	Désigne l'ensemble des attendus visés à l'Article ARTICLE 4ARTICLE 4.
Convention	Désigne la présente convention, les Articles et les Annexes.
Comité de pilotage ou COPIL	Désigne l'instance visée à l'Article 6.3.1.
Comité technique ou COTEC	Désigne l'instance visée à l'Article 6.3.2
Équipe de préfiguration	Désigne l'instance visée à l'Article 6.3.3.
Connaissance Antérieure	Désigne tous les éléments, quels qu'en soient leur forme, nature et support, qui sont incorporés aux Résultats ou nécessaires à l'élaboration des Études et Attendus mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendant de la Convention et dont les droits sont détenus par une ou plusieurs des Parties, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les études, les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, les études (notamment études de trafic et/ou d'exploitation), les données sur l'état du réseau ferroviaire et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les algorithmes, les modèles, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.
Différend	Désigne l'apparition : - soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant d'une Partie et faisant apparaître le désaccord ; - soit du silence gardé par une Partie à la suite d'une mise en demeure adressée par l'autre Partie l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) Jours.
Dossier de synthèse	a le sens indiqué en préambule.
Étude(s)	Désigne l'ensemble des études visées à l'Article ARTICLE 4ARTICLE 4.
Études Préparatoires	Désigne les études réalisées par la Région et son Prestataire Transitec au titre de la phase préparatoire, résultant du cahier des charges en Annexe 9. Les Études Préparatoires constituent une catégorie spécifique des Études et Attendus.
Études Réalisées	Désignent les études protégées ou non par des droits de propriété intellectuelle, que les Parties ont fait réaliser préalablement à l'entrée en vigueur de la présente Convention ou qu'elles ont engagées (autres que celles visées à l'Article 3.3 de la présente Convention) en dehors de la présente Convention et qui sont strictement nécessaires à la réalisation des Études et Attendus. Les Études Réalisées constituent une catégorie spécifique des Connaissances Antérieures.
Euro Courant	Désigne l'unité monétaire constatée au moment des dépenses, intégrant la variation liée à l'inflation ou la déflation.
Financeur(s)	Désigne les Parties qui participent au suivi, au processus de définition du projet de SERM et à la prise de décision lors des instances prévues à la Convention. Ils participent financièrement à la réalisation des Études et des Attendus. Ces Parties ont été désignées comme telles dans le Préambule.
Information Confidentielle	Désigne toutes les informations ou données non publiques ou non obtenues par les autres Parties auprès d'un tiers ou non obtenues par les autres Parties en dehors du cadre de la Convention, quelle qu'en soit la

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	nature ou la forme ou le support, écrite ou orale, et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés, qui seront transmises entre les Parties dans le cadre de la Convention (dont les Études Réalisées) qui répondent aux conditions prévues à l'Article ARTICLE 13ARTICLE 13.
Jour	Désigne un jour calendaire, c'est-à-dire tous les jours du calendrier de l'année, y compris les jours fériés, soit 365 jours par an ou 366 jours les années bissextiles.
Prestataire	Désigne un titulaire de marché de SGP Dev, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions ou de la Région désigné pour la réalisation de tout ou partie d'un Attendu ou d'une Étude prévu(e) à la Convention.
Résultats	Désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution de la Convention, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété Intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les algorithmes, les modèles, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens, en ce compris les Études et Attendus.
Solde	Désigne le restant à payer du montant visé à l'Article 7.1ARTICLE 7 pour règlement des Études et Attendus après déduction des appels de fonds déjà versés, dans les conditions prévues par les Articles 8.1.5 et 8.1.6.
Structure locale de coordination	Désigne le groupement d'intérêt public ou toute autre structure visé(e) à l'article L. 1215-8 du code des transports.
Synthèse(s) d'une Étude Réalisée	Désigne un résumé ou un extrait ou les résultats partiels ou complets d'une Étude Réalisée.
Synthèse (s) des Résultats	Désigne tout élément qui vient résumer les Résultats en vue de leur transmission aux Financeurs dans les conditions visées à l'ArticleARTICLE 14ARTICLE 14. Les Synthèses des Résultats font partie intégrante des Études et Attendus

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 2 : Modèle d'attestation d'avancement et d'état récapitulatif des dépenses

Attestation d'avancement :

Nom de la convention	
Phase	
N° de la convention	
N° de la délibération	

Je soussigné [à compléter], certifie l'état d'avancement mentionné ci-dessous, concernant la phase [à compléter] de [nom de l'opération].

État d'avancement au [date] :

Désignation de la phase	Taux d'avancement cumulé en %

Fait à

Signature du représentant du maître d'ouvrage :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Modèle d'état récapitulatif détaillé des dépenses pour SNCF Gares & Connexions :

Projet :
Période :
Phase :

DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

Convention relative au financement de l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM azuréen

Etat du compte rectificatif au

Nom	Référence	Libellé	Montant €
Maitrise d'ouvrage - études internalisées			
SNCF Gares & Connexions		Direction de projet	
Total			0,00 €
Etudes externalisées			
Total			0,00 €
TOTAL			0,00 €

0,00%

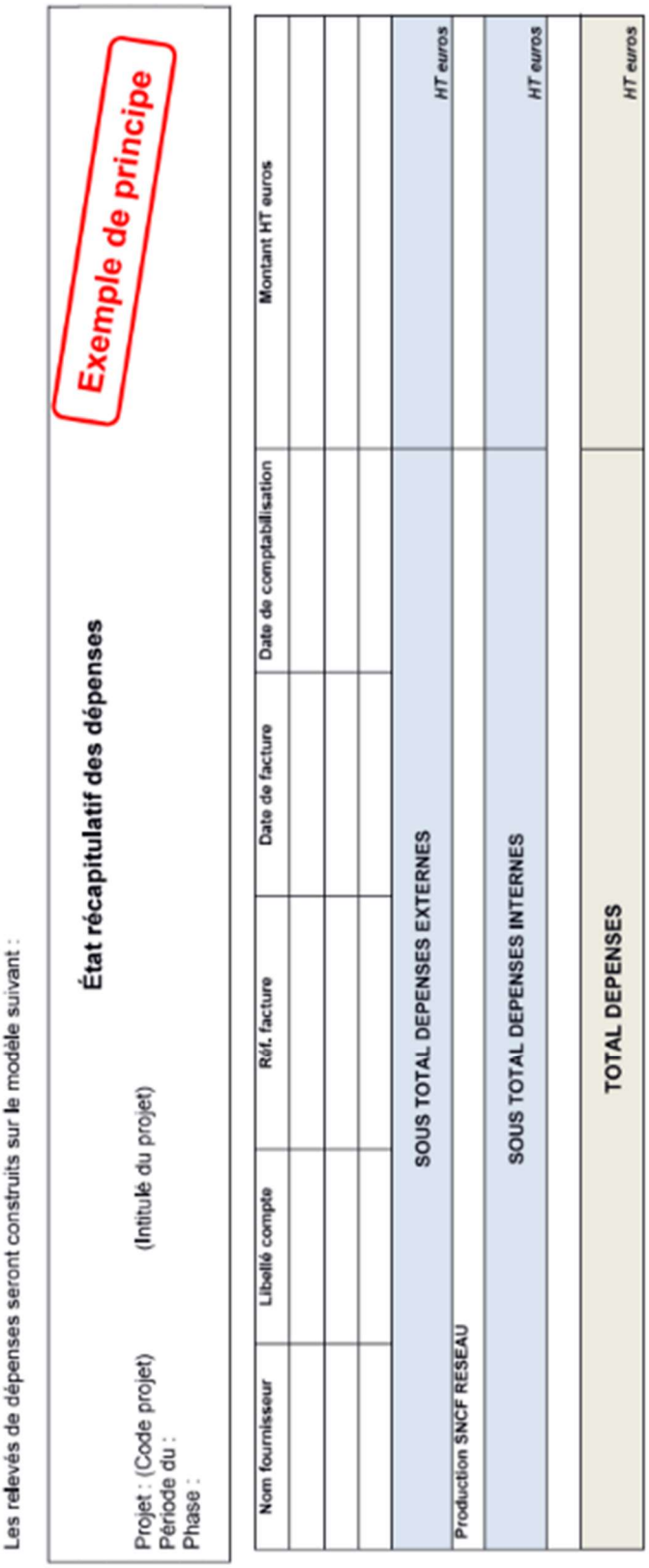
Fait à , le

Nom et qualité du signataire

Cachet et signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Tableau à utiliser pour SNCF Réseau



Les relevés de dépenses seront construits sur le modèle suivant :

Exemple de principe

État récapitulatif des dépenses

Projet : (Code projet) (Intitulé du projet)
Période du :
Phase :

Nom fournisseur	Libellé compte	Réf. facture	Date de facture	Date de comptabilisation	Montant HT euros
SOUS TOTAL DEPENSES EXTERNES					*HT euros*
Production SNCF RESEAU					
SOUS TOTAL DEPENSES INTERNES					*HT euros*
TOTAL DEPENSES					*HT euros*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 3 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Calendrier prévisionnel des appels de fonds :

Phase préparatoire :

Pour la Région

	T0	/	Solde	Total
% du besoin de financement	**70 %**	/	30 %	**100 %**
Budget courant Région (€HT)	90 405,00 €	/	38 745,00 €	**129 150,00 €**

Phase de consolidation :

Pour SGP Dev

	T0	T0 + 6 mois	Solde	Total
% du besoin de financement	**30 %**	40 %	30 %	**100 %**
Budget courant SGP Dev (€HT)	214 704,00 €	286 272,00 €	214 704,00 €	**715 680,00 €**

Pour SNCF Réseau

	T0	/	/	Total
% du besoin de financement	**90 %**	/	10 %	**100 %**
Budget courant SNCF RESEAU (€HT)	36 000,00 €	/	4 000,00 €	**40 000,00 €**

Pour SNCF Gares & Connexions

	T0	T0 + 6 mois	Solde	Total
% du besoin de financement	**90 %**	/	10 %	**100 %**
Budget courant SNCF Gares & Connexions (€HT)	41 153,00 €	/	4 572,56 €	**45 725,56 €**

T0 = date de prise d'effet de la convention

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 4 : Modèle d'attestation de la conformité de l'Étude et des Attendus

Dénomination du maître d'ouvrage :

Nom du représentant légal du maître d'ouvrage :

Opération subventionnée : Convention relative au financement de l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM azuréen.

Numéros des délibérations approuvant la convention :

- Pour la Région :
- Pour la Métropole Nice Côte d'Azur :
- Pour Cannes Pays de Lérins :
- Pour Pays de Grasse :
- Pour Sophia Antipolis :
- Pour Riviera française :

Montant définitif des dépenses comptabilisées : € HT

J'atteste :

- Que les Études et Attendus réalisés sont conformes à ceux décrites dans la présente Convention ;
- Du commencement de la phase de préfiguration en date du :
- De l'achèvement de la phase de préfiguration en date du :

Fait à , en date du

Signature du représentant de la Partie :

« certifié sincère et exact »

Cachet :

NB : ce document doit être rempli et signé <u>en original</u> par le représentant légal bénéficiaire

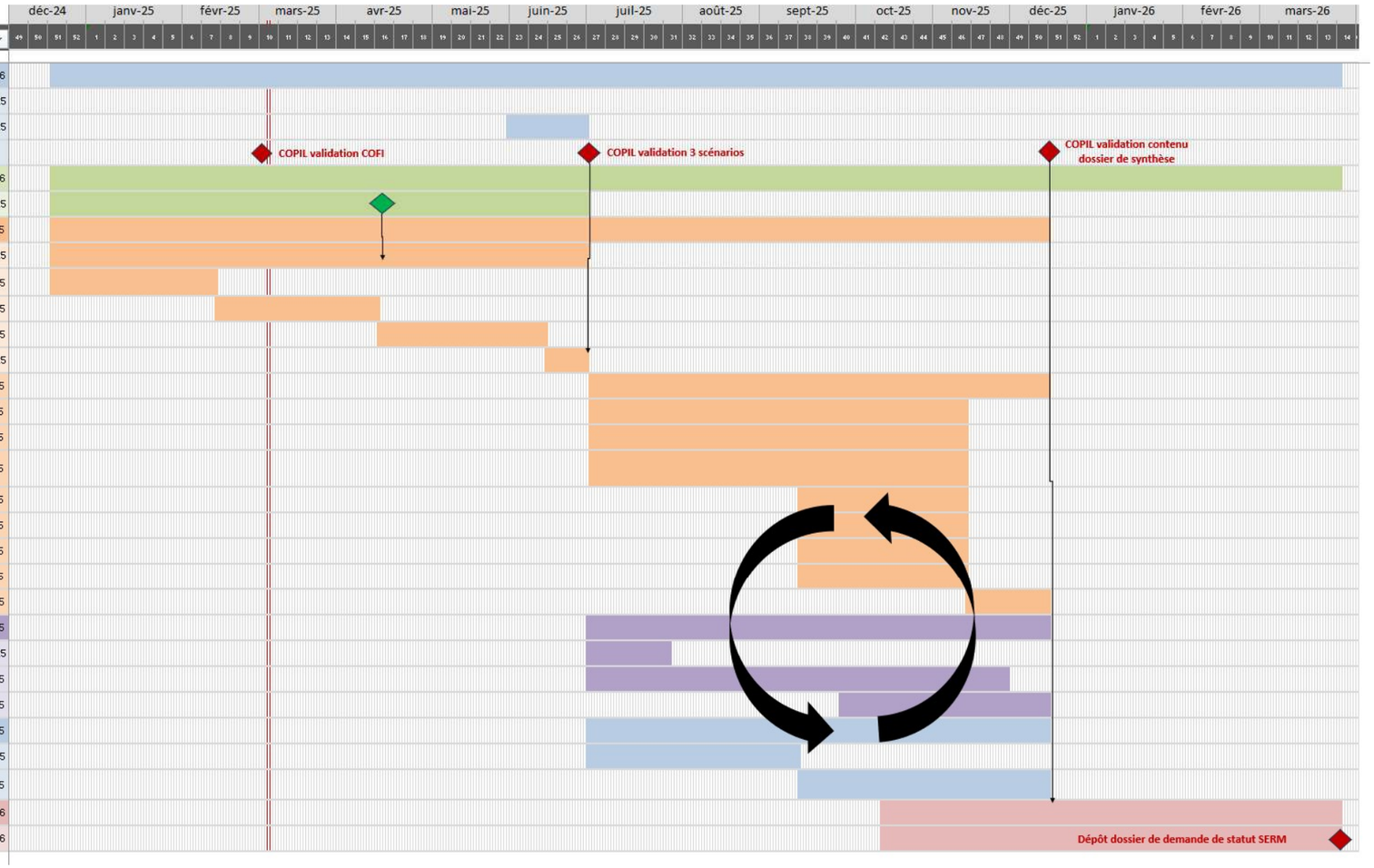
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 5 : Calendrier prévisionnel de la phase de préfiguration

PLANNING PREVISIONNEL SERM AZUR — 1

Société des Grands Projets

NOM DE L'ACTIVITE		DÉBUT	FIN
Convention de financement	**15 mois**	17/12/2024	31/03/2026
Elaboration convention phase préfiguration	Délibérations des Financeurs	21/03/3025	23/05/2025
	Signature convention	01/06/2025	30/06/2025
Comitologie	COPIL		
Dialogue territorial		17/12/2024	31/03/2026
Ateliers – TRANSITEC	Recueil du besoin de mobilité auprès des parties prenantes du territoire	17/12/2024	30/06/2025
Volet 1 : Schéma d'ensemble du SERM		17/12/2024	15/12/2025
Phase Préparatoire – TRANSITEC		17/12/2024	30/06/2025
	Etape 1 : établissement de la base documentaire	17/12/2024	15/02/2025
	Etape 2 : élaboration de l'état initial et de la situation de référence	15/02/2025	15/04/2025
	Etape 3 : esquisse de 3 scénarios contrastés	15/04/2025	15/06/2025
	Etape 4 : passation vers la phase de consolidation	15/06/2025	30/06/2025
Phase de consolidation – SGP / SNCF R / SNCF G&C		01/07/2025	15/12/2025
	Analyses multicritères des scénarios	01/07/2025	15/11/2025
	Phasage de l'offre de service multimodale du SERM et des aménagements associés	01/07/2025	15/11/2025
	Analyse des enjeux concernant les systèmes de billettique, de tarification et d'information voyageurs et la proposition de recommandations pour assurer ou renforcer leur interopérabilité	01/07/2025	15/11/2025
	Estimation du potentiel de fréquentation	15/09/2025	15/11/2025
	Coordination avec les politiques d'aménagement	15/09/2025	15/11/2025
	Analyse des enjeux et des effets du projet sur l'environnement	15/09/2025	15/11/2025
	Identification des périmètres de maîtrise d'ouvrage par composante	15/09/2025	15/11/2025
	Formalisation des analyses des scénarios pour validation en COPIL	15/11/2025	15/12/2025
Volet 2 : Financement – SGP / SNCF R / SNCF G&C / Financeurs		30/06/2025	15/12/2025
	Diagnostic financier et fiscal	30/06/2025	30/07/2025
	Evaluation à dire d'expert des coûts ou estimation à dire d'expert des différentes composantes fonctionnelles et techniques	30/06/2025	30/11/2025
	Propositions de scénarios de plan de financement, tenant compte des dépenses d'investissement et de fonctionnement	30/09/2025	15/12/2025
Volet 3 : Gouvernance – SGP / SNCF R / SNCF G&C / Financeurs		30/06/2025	15/12/2025
	Etat des lieux de la gouvernance des projets de mobilités et des formes de structure locale de coordination pertinentes	30/06/2025	15/09/2025
	Proposition d'un schéma de gouvernance	15/09/2025	15/12/2025
Volet 4 : Elaboration du dossier de demande de statut SERM		15/10/2025	31/03/2026
	Constitution du dossier pour la demande de l'octroi du statut de SERM	15/10/2025	31/03/2026



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 6 : Obtention du statut de SERM – Check-list détaillée (Document DGITM)

La loi relative aux Service Express Régionaux Métropolitains (SERM) prévoit l'obtention du statut de SERM par arrêté du ministre chargé des transports sur proposition des Régions et AOM cofinanceurs, après concertation avec les parties prenantes.

Cette note, expose le déroulé « type » devant conduire à l'obtention du statut de SERM et présente en annexe les différents volets de la démarche d'élaboration d'un projet de SERM dans laquelle les porteurs de projets sont invités à s'inscrire en vue de l'obtention du statut de SERM.

Il est proposé de procéder en deux étapes, pour initier la structuration puis confirmer l'ambition :

- Une première vague de « lettres d'intentions et lancement d'études SERM » suite au dépôt de Dossiers « minute » par les collectivités au printemps 2024 ;
- Dans un deuxième temps, pour chaque SERM, la demande d'arrêté ministériel une fois les études et concertations accomplies, et sur proposition de la Région et des AOM cofinanceurs.

Structuration de la « synthèse du projet » en vue de l'obtention du statut de SERM

Pour la demande d'arrêté ministériel, la Région et les autorités compétentes en matière de mobilité présentent les résultats d'études et éléments détaillés sur l'ensemble des items développés en annexe, sous forme d'une « synthèse du projet ». Cette synthèse doit :

- Énoncer les objectifs assignés au SERM en matière de lutte contre le changement climatique et d'aménagement du territoire, caractériser les offres de services cibles et les aménagements nécessaires, expliciter les démarches entreprises afin de coordonner les services, et maîtriser l'urbanisation ;
- Définir le calendrier progressif de déploiement et les investissements associés par phases ;
- Formaliser la gouvernance du projet, la structure locale de coordination, les périmètres de maîtrise d'ouvrage et d'intervention des cofinanceurs ;
- Expliciter les modalités de financement retenues.

Ci-dessous la définition des sous-jacents par thématiques et avec les précisions des attendus.

Des points intermédiaires entre porteurs de projet, représentants des collectivités, représentants des associations et acteurs économiques et des services de l'Etat ponctuent ce travail.

ITEMS		
1	**Définir un chemin commun**	Feuille de route coconstruite entre AOM, collectivités et acteurs locaux
1.1	Expliciter le contexte local et les enjeux du territoire	- Synthèse des défis à relever sur le territoire en matière de mobilité, de transition écologique et d'aménagement durable du territoire en cohérence avec les documents de planification - Définition des objectifs qualitatifs et quantitatifs assignés au SERM • objectifs environnementaux et sociaux du projet, notamment réduction de la pollution de l'air, décarbonation, désenclavement des territoires, densification, … • stratégie de report modal et trajectoire de baisse du trafic routier, • objectifs en matière de temps de parcours, capacité offerte, niveau de desserte, régularité, … - Identification des vulnérabilités du SERM au changement climatique et mesures d'adaptation envisagées
1.2	Définir un périmètre d'intervention	- Définition des territoires desservis, des services et de leur terminus, des hubs de mobilité / PEM (à créer ou renforcer) - Caractérisation de la population et des emplois desservis, des collectivités associées, …
1.3	Créer et accompagner le « choc d'offre », tous modes	- Pour chaque développement de service, caractérisation des services cibles en semaine et le week-end (volumétrie, politique d'arrêt, fréquence, amplitude, niveau de confort) et des étapes pour y parvenir - pour le mode fer, la fréquence de desserte recommandée est la 1/2h sur la journée (en semaine). - Mise en regard pour chaque phase de déploiement de nouveaux services, des aménagements et investissements nécessaires par modes
1.3.1	*Réussir l'intermodalité et développer la multimodalité*	
	❖ Organiser l'intermodalité et la multimodalité, lutter contre l'autosolisme	- Identification des principaux pôles d'échanges et précision sur les principes généraux de traitement - Mesures prises pour faciliter le rabattement et garantir l'accessibilité aux PEM : • Réalisation de diagnostics d'accessibilité des gares pour la marche et le vélo,

		• Dimensionnement des stationnements tous modes en gare, - Coordination des horaires entre modes - Stratégie de maîtrise de l'usage de la voiture - Description du réseau cyclable actuel et projeté, son maillage et sa hiérarchisation. - Description de l'offre de car express à haut niveau de services - Description du panel d'offres de mobilités du SERM (offre covoiturage accessible et attractif, VR2+, incitation financière, politique de stationnement, …)
	❖ Développer l'offre « toutes dessertes »	- Articulation et cohérence des dessertes SERM avec l'offre TER interurbaine des villes moyennes - Complémentarité des offres ferroviaires et routières (car express et covoiturage) - Préservation des capacités ferroviaires pour le fret
1.3.2	*Améliorer le service*	
	❖ Améliorer la qualité de service	- Définition des objectifs de régularité et de fiabilité des services - Amélioration du confort des matériels roulants, de la connectivité offerte au voyageur durant son trajet
	❖ Décarboner les transports en commun	- Précisions sur les démarches entreprises et les objectifs poursuivis pour décarboner les flottes de matériels roulants (tous modes)
1.3.3	*Faciliter l'accès au service*	
	❖ Aller vers une tarification multimodale	- Mise en place d'une tarification multimodale - Précision sur le périmètre de l'intégration tarifaire (existante ou à venir)
	❖ Déployer une billettique unifiée -> vers le titre unique ?	- Déploiement d'une billettique interopérable (préciser son périmètre) – description de l'état d'avancement de la démarche entre AOM (le cas échéant).
	❖ Déployer une information voyageur temps réel multimodes	- Définition d'une stratégie d'information des voyageurs multicanaux (écrans, application) - Précisions sur les coopérations mise en œuvre entre AOM pour y parvenir (partage des données)
1.4	Articuler mobilités et aménagements urbains	- Articulation entre projet de mobilités et urbanisme -modalité de coopération entre collectivités retenue-(charte locale, contrat d'axe, …)
	❖ Densifier autour des gares	- Mise en place d'une stratégie de maitrise foncière (urbanisation et stationnement) - Développement des capacités d'accueil de population et d'emploi autour des gares - Stratégie pour desservir les quartiers d'habitat social, les QPV et les centralités
	❖ Promouvoir la qualité urbaine	- Développement d'espaces publics « accueillants », notamment autour des gares et arrêts. - Renforcement de l'accès aux services et équipements structurants

	❖ Limiter l'étalement urbain et optimiser le foncier et son artificialisation	- Mise à jour des documents de planification en cohérence avec les objectifs de densification, sobriété et efficience (SRADDET, SCOT, plan de mobilité) - Stratégie pour limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
2	**Mettre en place une gouvernance efficiente et pérenne**	
2.1	Formaliser la gouvernance	- Constitution de la structure locale de coordination • Choix du cadre juridique de la structure adaptée • Identification des membres cofinanceurs • Définition des périmètres de maîtrise d'ouvrage • Définition des modalités de coordination d'ensemble et des maîtrises d'ouvrage
2.2	Construire la trajectoire financière	- Définition d'une trajectoire d'investissements progressive pour les aménagements (infrastructures, PEM, …), les matériels roulants et les applicatifs (information voyageur, application MaaS, …) - Estimation des coûts d'exploitation du « choc d'offre » tous modes confondus
2.3	Définir les modalités de financement	- Stabilisation d'un plan de financement pour les phases d'investissements et d'exploitation - Précision le cas échéant sur le souhait de recourir à un financement assis sur le recours à l'emprunt et la recherche de ressources pérennes pour en assurer le remboursement sur le long terme (via la SGP)
2.4	Associer les parties prenantes	- Synthèse des enseignements de la concertation (article 1 et concertation réglementaire le cas échéant) - Présentation de la démarche de consultation des différents partenaires et de leurs éventuels avis - Installation des structures de coordination

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 7 : Cahier des charges des prestations réalisées par Transitec au titre des Études Préparatoires sous maîtrise d'ouvrage de la Région

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_063-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 8 : Dossier minute du SERM azuréen

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_064 : Tarification Multimodale des Alpes-Maritimes – Convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco à compter du 1er janvier 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_064
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES-TRANSPORTS	
Tarification Multimodale des Alpes-Maritimes – Convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco à compter du 1er janvier 2025	
SYNTHESE **La convention initiale encadrant cette tarification commune arrivant à échéance au 31 décembre 2024, il est proposé au Conseil Communautaire, d'approuver la présente convention qui a pour objet de définir les conditions et les règles pour la mise en œuvre d'une tarification multimodale de type zonale, valable sur le territoire des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco.** **Cette nouvelle convention entre en vigueur au 1er janvier 2025 et ce pour une durée de 5 ans, renouvelable une fois pour la même durée.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°DL2019_115 du conseil communautaire du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_118 du 28 juin 2019 approuvant la convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco ;

Vu l'avis favorable de la Commission Mobilités-Transports du 19 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie Sillages du 19 mars 2025 ;

Considérant que la convention initiale, signée le 13 décembre 2019 a permis aux Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) présentes sur le territoire des Alpes Maritimes de lancer le 1er janvier 2020 le Pass Sud Azur, un abonnement multimodal zonal qui a pour objectif de :

- faciliter l'usage des transports en commun et le passage d'un réseau à un autre ;
- diminuer la part modale de l'automobile dans les déplacements ;
- s'adapter aux pratiques existantes des usagers des transports collectifs.

Considérant que l'avenant n°1 a acté l'intégration de la Principauté de Monaco dans le Pass Sud Azur au 1er octobre 2020 et en précisait certaines modalités ; que l'avenant n°2

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

a eu pour objet de prendre en considération les coefficients de redressement des validations de la tarification multimodale zonale, valable sur le territoire des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco pour le réseau TER PACA et pour le réseau Lignes d'Azur ;

Considérant que l'avenant n°3 a eu pour objet de définir les conditions de mise en œuvre de l'expérimentation de trois forfaits multimodaux à vocation touristique d'une durée de 3 jours, 7 jours et de 14 jours entre le 1er juillet 2023 et le 6 novembre 2023 ;

Considérant qu'en parallèle cet avenant n°3, a appliqué la revalorisation tarifaire des forfaits multimodaux mensuels et annuels dont les partenaires ont convenu, avec une application à compter du 1er juillet 2023 ;

Considérant que la convention initiale, signée le 13 décembre 2019, encadrant cette tarification commune est arrivée à échéance le 31 décembre 2024 ;

Considérant que la nouvelle convention reprend le tableau ci-dessous visant à définir les services accessibles aux usagers pour chaque zone de tarification :

Zones (numérotation, périmètre et dénomination)	Services concernés sur la zone
Pays de Grasse (Zone 1)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06 Lignes urbaines du réseau Sillages, Lignes interurbaines.
Pays de Lérins (Zone 2)	Lignes Régulières et navettes Palm Bus, Exclusion : Service Palm à la demande ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06
Sophia- Antipolis (Zone 3)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06Lignes Régulières Envibus, Transport à la demande ICILA Exclusion : navette Envineige, Navette Gorges du Loup
Nice Côte d'Azur (Zone 4)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06Réseau Lignes d'Azur Exclusion : lignes à tarification spéciale notamment services 100% neige, Mobil Azur etc
Principauté de Monaco (Zone 5)	Réseau BUS CAM (Hors services scolaires réservés)
Riviera Française (Zone 6)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06, Réseau Zest sans exclusion
Arrière Pays (Zone 7)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06

Considérant que l'usager peut choisir un abonnement multimodal mensuel ou annuel portant sur une seule zone. Le tarif applicable, au 1er janvier 2025 est alors défini selon le tableau ci-dessous :

Ressort territorial	Tarif Mensuel (€)	Mensualité du tarif annuel (€)	Tarif annuel en [€]

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse (Zone 1)	34	23	276
Pays de Lérins (Zone 2)	45	38	456
Sophia-Antipolis (Zone 3)	27	24	288
Nice Côte d'Azur (Zone 4)	53	45	540
Principauté de Monaco (Zone 5)	monomodal	monomodal	monomodal
Riviera Française (Zone 6)	44	39.50	474
Alpes Azur Estéron (Zone 7)	32	28	336

Considérant que l'usager peut également choisir un abonnement donnant accès à deux ou trois zones contigües, quelles qu'elles soient, ou à l'ensemble des réseaux. Le tarif des abonnements combinant l'utilisation de plusieurs zones est défini comme suit :

Zonage		**Deux zones contiguës** 	**Trois zones contiguës** 	**Alpes-Maritimes et Monaco** 
Tarif mensuel en €		69 €/mois	80 €/mois	88 €/mois
Mensualité du tarif annuel en €		64 €/mois	74 €/mois	82 €/mois
Tarif d'un abonnement annuel en €		768 €/an	888€ /an	984€ / an

Considérant qu'en complément des abonnements mensuels et annuels, les voyageurs peuvent faire l'acquisition de titres multimodaux à vocation touristique qui ouvrent l'accès aux mêmes réseaux, qu'un abonnement multimodal mensuel et annuel à l'échelle des Alpes-Maritimes et Monaco, pour des périodes de 3 jours, 7 jours et 14 jours.

Considérant que les tarifs de ces titres multimodaux, applicables au 1er janvier 2025 sont listés dans le tableau ci-infra :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Zonage		Alpes-Maritimes et Monaco 
Tarif 3 jours	Tout public	35 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	30 €
Tarif 7 jours	Tout public	50 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	40 €
Tarif 14 jours	Tout public	80 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	65 €

Considérant que dans le cadre du reversement des recettes des Pass Sud Azur entre les parties, les clés de répartition utilisées sont des clefs de répartition au réel, c'est-à-dire fondée sur l'utilisation réelle des titres dont le suivi se fait à la validation ;

Considérant que la Région met à disposition des parties, les prestations de son assistance à maîtrise d'ouvrage visant la mise en interopérabilité des supports billettiques. Tous les autres coûts inhérents à d'éventuels développements et mises en commercialisation sont à la charge de l'autorité organisatrice de la Mobilité en charge du réseau concerné ;

En conséquence, il est proposé d'approuver la présente convention, jointe en annexe à la présente délibération.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention relative à mise en place d'une tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco à compter du 1er janvier 2025 et ce pour une période de 5 ans, renouvelable une fois pour la même durée ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la présente convention.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Prefecture
0256102_DL2025_064_DE
025
/2025

CONVENTION

RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION MULTIMODALE

SUR LE PERIMETRE DES ALPES MARITIMES ET DE MONACO

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES

- Les autorités organisatrices de la mobilité de transport des Alpes Maritimes, ci-après désignées par « les Parties »,

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par son Président Monsieur Renaud MUSELIER, agissant en vertu de la délibération n°……..

La Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par son Président Monsieur Christian ESTROSI, agissant en vertu de la délibération n°……..

La communauté d'agglomération Canne Pays de Lérins, représentée par son Président Monsieur David LISNARD, lui-même représenté par son Vice-Président délégué aux transports, Monsieur Richard GALY habilité à cet effet par délibération du Conseil Communautaire n°…….

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, agissant en vertu de la délibération n° ……. ……

La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis représentée par son Président Monsieur Jean LEONETTI, agissant en vertu de la délibération n°……. ……..

La Communauté de la Riviera Française, représentée par son Président Monsieur Yves JUHEL, agissant en vertu de la délibération n°…….

- L'exploitant de la Principauté de Monaco

La **Compagnie des Autobus de Monaco** ci-après désignée « la CAM », société anonyme monégasque, inscrite au Répertoire du Commerce et de l'Industrie sous le numéro 56S00465, au capital social de 480.000,00 euros, et dont le siège social se situe 4/6 avenue Albert II à Monaco, représentée par Madame Marie-Agnès DE RECHNIEWSKI, Administratrice déléguée, dûment mandatée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Introduction

Les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) présentes sur le territoire des Alpes Maritimes ont lancé le 1er janvier 2020 le Pass Sud Azur, un abonnement multimodal qui a pour objectif de :

- faciliter l'usage des transports en commun et le passage d'un réseau à un autre ;
- diminuer la part modale de l'automobile dans les déplacements ;
- s'adapter aux pratiques existantes des usagers des transports collectifs.

Les six AOM ayant créé ce nouveau titre multimodal sont les entités publiques compétentes pour la définition des services de transport sur le territoire des Alpes-Maritimes. Il s'agit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de toutes les autorités organisatrices de la mobilité durable du territoire concerné. Elles ont été rejointes par la Principauté de Monaco à la fin de l'année 2020.

Cette tarification commune consiste dans un premier temps, en la mise en place d'abonnements mensuels tout public zonaux et multimodaux utilisables par le voyageur sur l'ensemble des réseaux de transport urbains et interurbains, pour les déplacements quotidiens sur des périmètres proposés. Par la suite, ces titres pourront être déclinés par profil.

Ces produits tarifaires communs ont pour objectif d'autoriser le porteur à utiliser l'ensemble des transports en commun sur la ou les zones qu'il choisit.

Les autorités organisatrices mettent en œuvre ou confient à leurs exploitants la mise en œuvre du service et notamment la distribution et le contrôle de ce nouveau titre multimodal zonal.

Une convention a été signée fin 2019 par toutes les autorités organisatrices de la mobilité présentes sur le territoire maralpin afin de définir :

- les tarifs de lancement ;
- les modalités d'évolution des prix et les principes et mécanismes de répartition des recettes procurées par les ventes de ces titres ;
- le suivi des ventes et des éléments opérationnels et commerciaux associés, tels que la distribution, la validation, le contrôle et le SAV.

Il a été formalisé dans cette convention d'établir un suivi et bilan partagé des ventes et de l'usage de ces nouveaux titres multimodaux afin de procéder aux ajustements des dispositions financières si cela s'avérait nécessaire.

Il a été également précisé que la Principauté de Monaco a été associée à la mise en place de cette tarification multimodale sur le territoire des Alpes-Maritimes en étant intégrée dans le périmètre d'application des tarifs multizones. Il a été convenu que l'intégration de la Principauté de Monaco soit décalée au 1er octobre 2020 concomitamment au renouvellement du système billettique de l'exploitant du réseau la Compagnie des Autobus de Monaco.

L'avenant n°1 a acté l'intégration de la Principauté de Monaco dans le Pass Sud Azur au 1er octobre 2020, et en précisait certaines modalités.

L'avenant n°2 a eu pour objet de prendre en considération les coefficients de redressement des validations de la tarification multimodale zonale, valable sur le territoire des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco pour le réseau TER Provence-Alpes-Côte d'Azur et pour le réseau Lignes d'Azur.

L'avenant n°3 visait à définir les conditions de mise en œuvre au 1er juillet 2023 de trois forfaits multimodaux à vocation touristique d'une durée de 3 jours, 7 jours et 14 jours.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La convention initiale encadrant cette tarification commune arrivant à échéance au 31 décembre 2024, la présente convention a pour objet de prendre sa suite.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article I : La convention

Article I-1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les règles pour la mise en œuvre d'une tarification multimodale de type zonale, valable sur le territoire des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco.
Elle définit :

- Les produits tarifaires et leur échéance de mise en œuvre
- Les principes de répartition des charges afférentes à la mise en œuvre de ces titres
- Les principes de répartition des recettes de ces titres.

Elle précise de plus, les modalités de mise en œuvre de ces tarifications au niveau de chaque réseau en termes de distribution, de validation et de contrôle des titres.

Article I-2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2025, pour une durée de 5 ans. Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée.

Article I-3 : Désaccord entre les Parties et clause attributive de juridiction :

Dans le cas de désaccord concernant l'application ou l'interprétation de la présente convention, les Parties conviennent de se réunir, préalablement à toute action contentieuse afin de trouver une solution acceptable pour chacune d'entre elles.

Les réunions se tiennent à l'initiative d'une des Parties, après que celle-ci a exposé par écrit aux autres Parties la nature du désaccord exigeant la recherche d'une solution.

Si les réunions débouchent sur un accord, celui-ci est formalisé dans un procès-verbal approuvé par les Parties. Ces dernières procéderont le cas échéant à la signature d'un avenant à la présente convention pour préciser ou modifier les points objets du désaccord initial.

Tout litige survenant dans l'interprétation ou dans l'exécution de la présente convention et sur lesquels les Parties ne pourront aboutir à un accord amiable sera soumis à l'appréciation du tribunal administratif de Marseille. Le tribunal ne pourra être saisi qu'après l'expiration d'un délai d'un mois au minimum à compter de la première réunion de conciliation entre les Parties.

Article I-4 : Résiliation :

L'une ou l'autre des Parties pourra prendre l'initiative de la résiliation de la présente convention, en faisant état de cette volonté par courrier recommandé avec accusé de réception à l'ensemble des signataires, au moins six mois avant l'échéance de chaque date anniversaire, tout au long de la durée de la convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article I-5 : Responsabilités :

Respect des prescriptions légales ou réglementaires et des obligations contractuelles :
Les autorités organisatrices s'engagent à respecter et faire respecter par leurs exploitants et le personnel de ces derniers ou leurs tiers mandatés, la législation et la réglementation en vigueur, ainsi que les obligations et consignes décrites dans les conventions particulières les liant.

Dommages causés aux usagers du présent service
Les exploitants sont responsables de l'inobservation des lois, décrets et règlements auxquels leur activité de transporteurs de voyageurs est soumise sur les lignes qu'ils exploitent respectivement.
Vis-à-vis des dommages causés aux usagers à l'occasion du contrat de transport, seule la responsabilité du transporteur qui exploite effectivement la ligne est susceptible d'être engagée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article II : La gamme tarifaire

Article II-1 : Zones tarifaires et périmètre de services de transport public

Principe de la gamme tarifaire : l'usager peut utiliser l'intégralité des services d'une zone ou de plusieurs zones.

1- Définition des zones et des services accessibles aux usagers :

La tarification multimodale concerne l'intégralité du périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco. Elle est établie par zone (cf **annexe 1** : cartographie du découpage zonal).

Le découpage zonal respecte le découpage préexistant par ressort territorial des autorités organisatrices de la mobilité durable.

Le tableau ci-dessous définit les services accessibles aux usagers pour chaque zone de la tarification.

Zones (numérotation, périmètre et dénomination)	Services concernés sur la zone
Pays de Grasse (Zone 1)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06 Lignes urbaines du réseau Sillages, Lignes interurbaines,
Pays de Lérins (Zone 2)	Lignes Régulières et navettes Palm Bus, Exclusion : Service Palm à la demande ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06
Sophia- Antipolis (Zone 3)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06Lignes Régulières Envibus, Transport à la demande ICILA Exclusion : navette Envineige, Navette Gorges du Loup
Nice Côte d'Azur (Zone 4)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06Réseau Lignes d'Azur Exclusion : lignes à tarification spéciale notamment services 100% neige, Mobil Azur etc
Principauté de Monaco (Zone 5)	Réseau BUS CAM (Hors services scolaires réservés)
Riviera Française (Zone 6)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06, Réseau Zest sans exclusion
Arrière Pays (Zone 7)	ZOU! Express, ZOU ! Proximités 06

CP = Chemins de Fer de Provence

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

2- Tarifications multimodales mensuelle ou annuelle selon périmètre choisi par l'usager

L'usager peut choisir un abonnement multimodal mensuel ou annuel portant sur une seule zone. Le tarif applicable, au 1er janvier 2025 est alors défini selon le tableau ci-dessous (cf **annexe 1** : cartographie du découpage zonal) :

Ressort territorial	Tarif Mensuel (€)	Mensualité du tarif annuel (€)	Tarif annuel en [€]
Pays de Grasse (Zone 1)	34	23	276
Pays de Lérins (Zone 2)	45	38	456
Sophia-Antipolis (Zone 3)	27	24	288
Nice Côte d'Azur (Zone 4)	53	45	540
Principauté de Monaco (Zone 5)	monomodal	monomodal	monomodal
Riviera Française (Zone 6)	44	39.50	474
Alpes Azur Estéron (Zone 7)	32	28	336

*Non commercialisé

L'usager peut également choisir un abonnement donnant accès à deux ou trois zones contigües, quelles qu'elles soient, ou à l'ensemble des réseaux. Le tarif des abonnements combinant l'utilisation de plusieurs zones est défini comme suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Zonage		Deux zones contiguës 	Trois zones contiguës 	Alpes-Maritimes et Monaco 
Tarif mensuel en €		69 €/mois	80 €/mois	88 €/mois
Mensualité du tarif annuel en €		64 €/mois	74 €/mois	82 €/mois
Tarif d'un abonnement annuel en €		768 €/an	888€ /an	984€ / an

3- Tarifications multimodales à vocation touristique

En complément des abonnements mensuels et annuels, les voyageurs peuvent faire l'acquisition de titres multimodaux qui ouvrent l'accès aux mêmes réseaux, qu'un abonnement multimodal mensuel et annuel à l'échelle des Alpes-Maritimes et Monaco, pour des périodes de 3jours, 7 jours et 14 jours.

Les tarifs de ces titres multimodaux, applicables au 1er janvier 2025 sont listés dans l tableaux ci-infra ;

Zonage		Alpes-Maritimes et Monaco 
Tarif 3 jours	Tout public	35 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	30 €
Tarif 7 jours	Tout public	50 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	40 €
Tarif 14 jours	Tout public	80 €
	inf 18 ans accompagné d'un adulte	65 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article II-2 : Evolutions des titres

Chaque Partie peut proposer une évolution des titres multimodaux zonaux, objet de la présente convention.
Par évolution tarifaire, on entend notamment :

- La création ou la suppression d'une modulation tarifaire
- La modification des prix
- La modification du périmètre d'application des titres
- La modification des modalités d'usage des titres

Par ailleurs, les Parties s'obligent à étudier chaque année une révision du prix des titres multimodaux, objet de la présente convention, pour tenir compte des évolutions du contexte économique.

Chaque évolution ou groupe d'évolution fait l'objet d'un avenant à la présente convention conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article II-3 : Evolution des gammes existantes :

- Chacun conserve sa tarification monomodale
- Les tarifications multimodales et intermodales ne sont pas maintenues à l'exception :
    - o des titres de la gamme Azur qui répondent à des besoins spécifiques
    - o des abonnements TER+ avec une origine ou une destination hors Alpes-Maritimes ou Monaco, c'est-à-dire pour des abonnés entrants et sortants du périmètre.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article III : Modalités d'encaissement et de reversements des recettes :

Article III-1 : Recettes des Pass Sud Azur

Constituent les Recettes des Pass, les recettes perçues lors de la vente des titres de la gamme tarifaire des Pass décrits.

Article III-2 : Reversement des Recettes des Pass entre les Parties

Les clés de répartition utilisées sont des clefs de répartition au réel, c'est-à-dire fondée sur l'utilisation réelle des titres dont le suivi se fait à la validation.

Dans le cadre de la répartition des recettes des Pass, il existe deux clés de répartition :

- La clé applicable pour les Pass vendus sur support nominatif qui concernent, les Pass
  - mensuels ;
  - annuels ;
  - 3 jours ;
  - 7 jours ;
  - 14 jours.
- La clé applicable pour les pass vendus sur support anonyme qui concernent, les Pass
  - 3 jours ;
  - 7 jours ;
  - 14 jours.

Les données de validations communiquées par chaque réseau sont redressées du coefficient de redressement, propre à chaque réseau, tel que détaillé dans l'annexe 2.

Ces coefficients de redressement pourront être modifiés dans l'hypothèse d'un accord de l'ensemble des partenaires, convenus à l'occasion d'un comité technique. Cette évolution devra être actée au plus tard un mois avant la prise en compte de cette modification dans la répartition des recettes. Les demandes d'évolutions devront être accompagnées d'éléments tangibles (types enquêtes faites par le réseau), et les autorités organisatrices de mobilité présenteront, le cas échéant, les mesures prises en vue de la réduction de ce taux de non-validation.

La clé de répartition s'appuie sur une recette moyenne par réseau, qui est calculée en considérant le périmètre tarifaire présenté en annexe 3, pour la répartition des recettes des Pass mensuels et annuels.

L'annexe 4 présente un exemple de recette moyenne, par réseau en 2023, pris en considération pour la répartition des recettes 2024.

Pour la répartition des recettes des Pass 3 jours, 7 jours et 14 jours, le périmètre tarifaire considéré est détaillé en annexe 5.

Dans tous les cas, les recettes moyennes considérées, par réseau pour répartir les recettes des Pass émis lors d'une année N sont celles de l'année N-1.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ces éléments étant rassemblés, les clés sont calculées comme suit :

a)-Clé de répartition des recettes pour un titre multimodal distribué sur carte sans contact nominative

Formule avec 7 réseaux (a, b, c, d, e , f, g)

$$Rda = \frac{Ra \times Va}{Ra \times Va + Rb \times Vb + Rc \times Vc \ldots + RGg \times Vg} \times Ppass$$

Rd : Recettes redistribuées au réseau
V : Nb de validations réelles

*R : recette moyenne constatée par voyage sur chaque réseau de l'année n-1***
a, b, c : Réseaux sur le périmètre du Pass considéré

P_{pass} : Prix du pass considéré

**Le périmètre tarifaire considéré pour établir la recette moyenne :

- des abonnements tout public, de chaque réseau partenaire, pour la répartition des recettes des abonnements multimodaux mensuels et annuels est détaillé en annexe 3 de la présente convention ;
- des titres occasionnels, pour la répartition des recettes des titres multimodaux 3 jours, 7 jours et 14 jours de chaque partenaire est détaillé en annexe 5 de la présente convention.

Afin d'illustrer au mieux l'application de la formule de clé de répartition, ci-dessous, un exemple pour un Pass toutes zones vendu à 88€ :

	TER	ZOU !06	NCA	Envibus	Zest	Palmbus	Sillages	CAM	CP	Total
R=recette moyenne par voyage	2,271€	0,79€	0,44€	0,48€	0,66€	0,60€	0,53€	0,49€	1,3	N/A
V=Hypothèse de nombre de validations	100 000	15 000	50 000	2 000	40 000	40 000	2 000	4 500	500	254 000
RxV	227 093	11 876	21 852	951	26 358	23 940	1 050	2 208	651	315 327
RxV (en% pour chaque réseau sur le total)	72%	4%	7%	0%	8%	8%	0%	1%	0%	100%
Rd : recette du pass redistribué au réseau	63, 38€	3,31€	6,1€	0,27€	7,36€	6,68€	0,29€	0,62€	0,18€	88€

b)-Clé de répartition des recettes pour un titre multimodal distribué sur carte sans contact anonyme

Dans le cadre de la distribution des titres multimodaux 3 jours, 7 jours et 14 jours sur carte sans contact anonyme, le coût d'acquisition des supports anonymes du réseau émetteur est déduit des recettes tarifaires réparties entre les partenaires au bénéfice du partenaire émetteur du titre. La participation de l'usager à l'acquisition de la carte sans contact anonyme est également appliquée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

$$Rda = \frac{Ra\ X\ Va}{Ra\ X\ Va+Rb\ X\ Vb+Rc\ X\ Vc+Rd\ X\ Vd+Re\ X\ Ve+Rf\ X\ Vf} x\ (Pabo - (\text{C ano a ou b ou c ...} - \text{P ano a, b, c. . , d, et f ...}))$$

Rd : Recettes redistribuées au réseau

V : Nb de validations réelles

*R : recette moyenne constatée par voyage sur chaque réseau de l'année n-1**

a, b, c : réseaux sur le périmètre du Pass considéré.

P pass : Prix du pass multimodal considéré ;

C ano : Coût d'acquisition d'une carte sans contact anonyme par le réseau émetteur du titre

a, b, c, d, e, f : réseau émetteur du Pass considéré.

P ano : Prix d'une carte anonyme facturé à l'usager

a, b, c, d, e, f… : réseau émetteur du Pass considéré.

**Le périmètre tarifaire considéré pour établir la recette moyenne de chaque partenaire est détaillé en annexe 5 de la présente convention*

Les recettes à redistribuer font l'objet d'un calcul permettant de limiter le nombre de reversements entre les réseaux

Le coût d'acquisition par réseau des cartes sans contact anonymes sont repris dans l'annexe 6 de la présente convention.

Article III- 3 : Commercialisation des titres

A l'entrée en vigueur de la convention, les pass sont vendus par :

- La Région Sud Provence- Alpes Côte d'Azur et ses exploitants
- La Métropole de Nice Côte d'Azur, dans le réseau de la Régie Lignes d'Azur
- La Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins, dans le réseau de la Régie Palm Bus
- La Communauté d'agglomération du pays de Grasse et sa Régie des Transports Sillages ;
- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dans le réseau de la Régie Envibus ;
- La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française et son exploitant ;
- La Compagnie des Autobus de la Principauté de Monaco.

Article III- 4 : Modalités de reversement des recettes :

a) Prestataire en charge de la répartition des recettes

La Région a désigné un prestataire dont la mission consiste en une analyse mensuelle des ventes et des validations. Cet état constitué servira de fondement à la mise en œuvre des clés de répartition des recettes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Sur le fondement de ce travail d'analyse, le prestataire conduira le travail de préparation des factures en collaboration avec les exploitants et les autorités organisatrices de transport.

Celui-ci animera également les réunions requises pour un point d'étape annuel entre les Parties à la convention. Son analyse pourra conduire à la modification de la clé de répartition si besoin.

b) Reversement des recettes entre partenaires :

Chaque trimestre, au plus tard le dernier jour du mois m+4, les réseaux adressent aux prestataires de la Région en charge de la répartition des recettes, un état des ventes et validations mensuelles. Les données sont présentées sous forme de tableaux et détaillent le nombre de titres vendus par réseau de vente les recettes correspondantes, les validations d'abonnements multimodaux intervenus par couple de zones.

Suite à la production des rapports de répartition des recettes sur la base des clés de répartition définies à l'article III-2, chacun reverse l'intégralité des montants TTC de la part revenant aux autres sur présentation d'un appel de fonds adressé par LRAR. Le règlement des sommes dues intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'appel de fonds. Chaque Partie ou exploitant ayant en responsabilité la recette perçue de ces ventes a en charge de procéder aux appels de fonds au regard des ventes effectuées pour la part qui lui revient.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article IV : Le volet opérationnel et commercial

Article IV-1 : Distribution des titres

Les Parties s'engagent à distribuer les titres multimodaux ou à les faire distribuer.

Les Parties s'engagent à informer les autres parties des évolutions des modalités de vente dans un délai de deux mois précédant la mise en œuvre.

Article IV- 2 : Information et communication sur les titres

Afin de développer la multimodalité et notamment l'usage des titres multimodaux, les Parties s'engagent à réaliser, ou faire réaliser par leurs exploitants, des actions de promotion de ces titres.

Les dispositifs tarifaires bénéficient d'une identité et d'une charte graphique communes et partagées. Cette dernière sera utilisée par chacune des ¨Parties lors de la réalisation d'actions de communication propres à son réseau et visant à valoriser ces dispositifs. Chaque Partie informera les autres partenaires des actions de communication qu'il envisage d'entreprendre directement. A minima, chaque Partie s'engage à une valorisation des titres au travers des supports de communication propres à son réseau (brochures tarifaires, site internet, etc).

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre les actions nécessaires pour garantir la bonne formation de leur personnel et de celui de leur(s) exploitant(s) sur le fondement d'un document interne conçu et édité, ainsi que la bonne diffusion auprès des usagers du document de présentation commerciale.

Article IV- 3 : Principes fonctionnels communs pour l'interopérabilité

Les principes fonctionnels communs à appliquer pour la mise en œuvre de l'interopérabilité billettique entre les réseaux sont détaillés dans la dernière version en vigueur du référentiel fonctionnel commun document technique partagé. Ce document prévoira notamment les procédures d'après-vente.

Article IV- 4 : Contrôle des titres et traitement de la fraude

Les Parties s'engagent à assurer, ou à ce que les exploitants assurent, le contrôle du respect sur leur réseau des règles d'usage des titres par les voyageurs.

Les Parties s'engagent par ailleurs à assurer, ou à ce que les exploitants assurent, la formation des agents chargés de la vérification des titres de transport et des recouvrements le cas échéant sur leur réseau.

Les abonnements sur support billettique seront vérifiés avec les outils de contrôle habituels des exploitants.

La vérification portera sur les éléments suivants :

- Vérification de la validité géographique du titre : le voyageur devra être en possession d'un titre valable dans la zone dans laquelle il est contrôlé ;
- Vérification de la validité temporelle du titre : l'usager devra être en possession d'un titre déjà « validé » et en cours de validité.
- Vérification de l'identité de l'utilisateur pour les abonnements.

Les règles de contrôle et de régularisation ainsi que le montant des amendes afférentes, respectent les principes en vigueur dans chacun des réseaux pour les abonnements.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le produit du constat des infractions tarifaires pour les titres multimodaux ne fait l'objet d'aucune répartition entre les Parties et revient au réseau ayant dressé et recouvré le Procès Verbal suite à l'infraction.

Article IV-5 : Remboursement ou échange des titres, SAV des titres

Concernant la tarification zonale multimodale, les abonnements mensuels ne sont ni échangeables ni remboursables, mais chaque réseau reste libre des gestes commerciaux qu'il souhaite mettre en œuvre.

Les abonnements multimodaux dans leurs déclinaisons 3 jours, 7 jours, et 14 jours, ne seront ni échangeables ni remboursables, mais chaque réseau reste libre des gestes commerciaux qu'il souhaite mettre en œuvre.

Le SAV des titres est réalisé conformément au REFOCO par l'émetteur du contrat.

Un titre délivré sur une carte sans contact-anonyme ne pourra faire l'objet d'aucun SAV.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article V : Les dispositions financières :

Article V-1 : Prise en charge financière des coûts d'investissement et de fonctionnement liés à la gestion opérationnelle des titres intégrés.

La Région met à disposition des Parties, les prestations de son assistance à maîtrise d'ouvrage visant la mise en interopérabilité des supports billettiques.

Tous les autres coûts inhérents à d'éventuels développements et mises en commercialisation sont à la charge de l'autorité organisatrice de la Mobilité en charge du réseau concerné.

Chaque partie s'engage ainsi à prendre à sa charge l'intégralité des coûts de fonctionnement, directs ou indirects, liés à la distribution, la validation, au contrôle, au service après-vente et au traitement des données statistiques des titres concernés sur son réseau qu'il s'agisse des coûts de distribution, des coûts liés à l'achat des supports billettiques, à la formation des personnels concernés ou des coûts bancaires.

Le suivi global des données sera confié à la Région qui délégue cette prestation à un prestataire. Par conventions spécifiques ou par avenant à la présente convention, la Région sera alors fondée à demander aux autres Parties une contribution financière de la part de chaque AOM au prorata du travail généré.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article VI : Dispositions et instance de suivi :

Un comité de suivi est constitué entre les Parties en vue d'assurer le suivi de l'exécution de la convention. Il est composé des membres désignés par les Parties, en fonction des sujets, objet de chaque réunion de ce comité de suivi.

Il se réunit au moins une fois par an, au plus tard au 15 juin, et traite, notamment, des sujets suivants :

I- Bilan des ventes, recettes et voyages des Pass mutlimodaux, objet de la présente convention ;

II- Ajustements annuels des dispositions financières en application des articles III et V.

III- Proposition de modification des tarifs des Pass multimodaux, objet de la présente convention en application de l'article II-2

IV- Offre de service, communication, marketing ;

Fait en ….. exemplaires originaux, le

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Président de la Région

Renaud MUSELIER

Pour la Métropole Nice Côte d'Azur

Le Président de la Métropole

Christian ESTROSI

Pour la Communauté d'Agglomération

du Pays de Grasse,

Le Président

Jérôme VIAUD

Pour la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins

Le Vice-Président délégué aux Transports

Richard GALY

Pour la Communauté

de la Riviera Française,

Le Président

Yves JUHEL

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Le Président

Jean LEONETTI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pour la Compagnie des Autobus de Monaco,

L'Administratrice Déléguée,

Marie-Agnès DE RECHNIEWSKI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe 1 Cartographie des zones



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe 2 :

Coefficients de redressement des validations par réseau

	TER	SRT06	NCA	Envibus	Zest	Palmbus	Sillages	CAM	CP
Coefficient de redressement	1/0,68	1/0,964	1/0,94	1/0,955	1/0,996	1/0,976	-	1/0,94	1/0,85

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE 3 :

Périmètre tarifaire utilisé pour définir la recette moyenne par réseau dans le cadre de la répartition des recettes des forfaits mensuels et annuels

Autorité Organisatrice de la Mobilité	Périmètre tarifaire	Commentaires
Région- TER	Abonnement mensuel ZOU et ZOU + TP Abonnement annuel TER ZOU et ZOU + TP	Recette moyenne spécifique à chaque zone/couple de zones
Région-ZOU !06	Abonnement mensuel proximités tout public	
	Abonnement annuel proximités tout public	
	Abonnement Carte Azur mensuel	
	Abonnement Carte Azur annuel	
MNCA-Lignes Azur	26-64 ans Annuel/Pass Liberté 26-64ans Mensuel/Pass 31	
CASA-Envibus	Pass mensuel	
	Pass Annuel	
	Pass trimestriel	
CARF-Zest	Abonnement mensuel TP	
	Abonnement annuel TP	
CACPL Palmbus	Palm hebdo 7 jours	
	Croisette 31 jours	
	Pass Liberté annuel	
	Pass Azur Trimestriel	
CAPG-Sillages	Abonnement mensuel TP	
	Abonnement annuel TP	
Principauté de Monaco-CAM	Carte annuelle	
	Carte annuelle avec prélèvement mensuel	
	Carte trimestrielle à 57 €	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Carte mensuelle à 22€	
Région- CP	**Abonnement mensuel**	**Recettes moyennes spécifique à chaque zones**
	Abonnement annuel	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe 4 : exemple des prix moyens monomodaux pour la répartition des recettes des Pass mensuels et annuels

			TER	SRT 06	NCA	Envibus	Zest	Palmbus	Sillages	CAM	CP
Pass SUDAZUR zone 1	1 zone	intra 1	0,55 €	0,84 €					0,95 €		
Pass SUDAZUR zone 2		intra 2	0,60 €	0,84 €				0,69 €			
Pass SUDAZUR zone 3		intra 3	0,53 €	0,84 €		0,52 €					
Pass SUDAZUR zone 4		intra 4	0,67 €	0,84 €	0,63 €						4,33 €
Pass SUDAZUR zone 5		Pas de zone 5									
Pass SUDAZUR zone 6		intra 6	0,59 €	0,84 €			1,38 €				
Pass SUDAZUR zone 7		intra 7		0,84 €							3,56 €
Pass SUDAZUR 2 zones 12	2 zones	1-2	0,96 €	0,84 €				0,69 €	0,95 €		
Pass SUDAZUR 2 zones 13		1-3	1,48 €	0,84 €		0,52 €			0,95 €		
Pass SUDAZUR 2 zones 17		1-7		0,84 €					0,95 €		
Pass SUDAZUR 2 zones 23		2-3	0,79 €	0,84 €		0,52 €		0,69 €			
Pass SUDAZUR 2 zones 34		3-4	1,08 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €					
Pass SUDAZUR 2 zones 37		3-7		0,84 €		0,52 €					
Pass SUDAZUR 2 zones 45		4-5	1,03 €	0,84 €	0,63 €					0,57 €	
Pass SUDAZUR 2 zones 46		4-6	1,31 €	0,84 €	0,63 €		1,38 €				
Pass SUDAZUR 2 zones 47		4-7		0,84 €	0,63 €						5,41 €
Pass SUDAZUR 2 zones 56		5-6	0,58 €	0,84 €			1,38 €			0,57 €	
Pass SUDAZUR 3 zones 123	3 zones	1-2-3	0,85 €	0,84 €		0,52 €		0,69 €	0,95 €		
Pass SUDAZUR 3 zones 127		1-2-7	0,96 €	0,84 €				0,69 €	0,95 €		
Pass SUDAZUR 3 zones 134		1-3-4	1,14 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €			0,95 €		
Pass SUDAZUR 3 zones 137		1-3 7	1,48 €	0,84 €		0,52 €			0,95 €		5,41 €
Pass SUDAZUR 3 zones 174		1-7- 4	2,05 €	0,84 €	0,63 €				0,95 €		
Pass SUDAZUR 3 zones 234		2-3-4	1,30 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €		0,69 €			
Pass SUDAZUR 3 zones 237		2-3-7	0,79 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €		0,69 €			5,41 €
Pass SUDAZUR 3 zones 345		3-4-5	1,09 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €				0,57 €	
Pass SUDAZUR 3 zones 346		3-4-6	1,17 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €	1,38 €				
Pass SUDAZUR 3 zones 347		3-4-7	1,08 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €					5,41 €
Pass SUDAZUR 3 zones 456		4-5-6	0,93 €	0,84 €	0,63 €		1,38 €			0,57 €	
Pass SUDAZUR 3 zones 457		4-5 -7	1,03 €	0,84 €	0,63 €					0,57 €	
Pass SUDAZUR 3 zones 467		4-6-7	1,31 €	0,84 €	0,63 €		1,38 €				
Pass SUDAZUR 3 zones 475		4-7-5									
Pass SUDAZUR 3 zones 476		4-7-6									
Pass SUDAZUR Tous Réseaux	TTZ	Tout réseau	2,05 €	0,84 €	0,63 €	0,52 €	1,38 €	0,69 €	0,95 €	0,57 €	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe 5

Périmètre tarifaire utilisé pour définir la recette moyenne par réseau dans le cadre de la répartition des recettes des forfaits 3 jours, 7 jours et 14 jours

Autorité Organisatrice de la Mobilité	Périmètre tarifaire	Périmètre géographique
Région- TER	Répartition des recettes de l'année 2023 Billets unitaires PT	Origines et destinations dans le 06
	A compter de la répartition des recettes de l'année 2024 Billet 1 voyage PT Billet 1 voyage-Mini groupe-3 pers Billet 1 voyage-Mini groupe-4 pers Billet 1 voyage-Mini groupe-5 pers Billet 1 voyage-Mini groupe-6 pers 10 voyages PT	Origines et destinations dans le 06
Région-ZOU !06	1 voyage PT	
	10 voyages PT	
Région-ZOU !06-Lignes aéroports	1 aller aéroport	
	1 A/R lignes aéroport	
	6 voyages aéroport	
MNCA-Lignes Azur		
	Solo 1 voyage 1 A/R aéroport Pass N-voyages Pass 1 jour PT Pass 7 jours	
CASA-Envibus	Ticket unitaire	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Pass 10 voyages PT	
	Pass journée PT	
	Pass 7 jours PT	
CARF-Zest	**Titre journée PT**	
	Abonnement 7 jours PT	
CACPL Palmbus	**Ticket 1 voyage PT**	
	Carnet de 10 voyages PT	
	Pass 1 jour	
	Pass 3 jours	
	Palm hebdo 7 jours PT	
CAPG-Sillages	**Uno**	
	Pack 10	
	Ticket Journée	
Principauté de Monaco-CAM	**Pass 1 voyage PT**	
	Pass 10 voyages PT	
	Pass 1 jours PT	
	Pass 7 jours PT	
Région- CP	**Billets unitaires PT** **BU A/R PT** **Carnet de 10 PT**	**Origines et destinations dans le 06**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_064-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe 6: Coût des cartes sans contact anonymes distribuées par les partenaires

Les tarifs renseignés ici sont ceux des marchés de fourniture de cartes sans contact anonymes en vigueur dans chaque réseau.

Réseau	Tarif d'achat d'une CSC anonyme en € TTC par les partenaires
Région- TER	0.75 €
Région-ZOU !06	0.75 €
MNCA-Ligne Azur	1,16 €
CASA-Envibus	1,00 €
CARF-Zest	3,60 €
CACPL Palmbus	1.13 €
CAPG-Sillages	2,51 €
Principauté de Monaco-CAM	1,093 €
Région- CP	0.75 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_065 : Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_065
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil Communautaire d'approuver la constitution du groupement de commandes pour le renouvellement du marché de déploiement d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) comprenant l'acquisition, la pose, l'entretien, le suivi de la conformité électrique et l'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques sur le territoire du Pôle Métropolitain CAP AZUR et Estérel Côte d'Azur Agglomération. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est désignée coordonnateur du groupement de commande.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1414-3 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs au groupement de commandes ;

Vu la loi d'orientation des Mobilités (L.O.M.) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°DL2019_018 du conseil communautaire du 8 février 2019 actant le lancement de la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la délibération n°DL2019_147 du conseil communautaire du 4 octobre 2019 relative à la convention de partenariat afin de mettre en œuvre les actions communes du Plan Climat Energie Territoriale Ouest 06 (PCAET) ;

Vu l'avis favorable de la Commission Mobilités-Transports du 19 mars 2021 ;

Considérant que dans le cadre du Plan Climat Energie Ouest 06, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), la Communauté d'Agglomération- Cannes Pays de Lérins (CACP.) déploient, depuis 2018, un réseau d'infrastructures de recharge pour accompagner et faciliter le développement des véhicules électriques et hybrides sur le territoire ;

Considérant que ce déploiement harmonisé à l'échelle de l'ouest 06 a pour objectif de faciliter la mobilité électrique sur le bassin de vie, répondant ainsi aux enjeux de qualité

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que pour mener à bien ce déploiement, les ECPI ont souhaité, dès 2016, constituer un groupement de commandes afin d'assurer un maillage cohérent et d'optimiser les coûts ;

Considérant que depuis 2018, la CASA, la CAPG, la CACPL et la Communauté de communes Alpes d'Azur (CCAA) se sont associées pour créer le Pôle Métropolitain CAP Azur afin de réaliser des actions communes à l'échelle des 4 territoires pour assurer une meilleure cohérence ;

Considérant qu'en date du 19 avril 2021, le groupement de commandes entre la CAPG, la CASA la CACPL, la CCAA et ECAA a été constitué pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des IRVE sur l'ouest des Alpes Maritimes. Ce marché, passé pour une durée de 4 ans, arrive à échéance le 26 Février 2026 ;

Considérant que depuis 2022, la Communauté de communes des Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération ont intégré le réseau WiiiZ et qu'au 1er Avril 2025, le réseau WiiiZ comporte plus de 350 bornes réparties sur la CASA, la CAPG, la CACPL, la CCAA et ECAA ;

Considérant la volonté de la CASA, de la CAPL, de la CCAA, d'ECAA et de la CAPG de constituer un nouveau groupement de commandes pour le renouvellement du marché d'acquisition, de pose, d'entretien, de suivi de la conformité électrique et d'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques sur l'ouest des Alpes Maritimes ;

Considérant que la CAPG est désignée comme coordonnateur du nouveau groupement de commandes constitué par convention et qu'à ce titre, elle aura la qualité de pouvoir adjudicateur avec pour principales missions : la mise en œuvre de la procédure de passation, la signature du ou des marchés publics et des éventuels avenants et leur notification dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique ainsi que le suivi de l'exécution de ceux-ci ;

Considérant que chaque membre du groupement inscrira le montant de l'opération qui le concerne dans son budget, assurera l'exécution comptable du marché correspondant et se chargera du paiement direct au titulaire ;

Considérant qu'une Commission d'Appel d'offres ad hoc composée d'un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la C.A.O. de chaque membre du groupement a été souhaité par l'ensemble des membres. La C.A.O. sera présidée par le représentant du coordonnateur du groupement ;

Considérant que les coûts indicatifs moyens pratiqués se décomposent de la manière suivante :

- Fourniture, pose, raccordement d'une infrastructure de recharge accélérée (22 kW) pour véhicules électriques (IRVE) : 11 000 € HT par borne (chaque borne comprenant 2 points de charge)
- Entretien et exploitation d'une IRVE : 1000 € HT/ an par borne

Considérant, à titre indicatif, que le nombre envisagé d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques à déployer, se répartit de la manière suivante entre les membres (chaque infrastructure comprend 2 points de charge) :

- Sur le territoire de la CAPG : 27
- Sur le territoire de la CASA : 30
- Sur le territoire de la CACPL : 19
- Sur le territoire de la CCAA : 0
- Sur le territoire de ECAA : 0

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que les conditions et modalités de fonctionnement de ce groupement sont définies dans une convention annexée à la présente ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté de Communes Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché public relatif aux déploiements d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention constitutive de groupement de commandes et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;

- **DE PRECISER** que les dépenses afférentes au déploiement des IRVE seront prévues aux budgets 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

POUR LE DEPLOIEMENT D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs au groupement de commandes.

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ci-après désignée « la CAPG », dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du……,

ET

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du……..,

ET

La **Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins**, ci-après désignée « la CACPL », dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur David LISNARD, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du……..,

ET

La **Communauté de Communes Alpes d'Azur**, ci-après désignée « la CCAA », dont le siège social est situé Maison des Services Publics, Place Adolphe Conil, 06260 Puget-Théniers, représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles-Ange GINESY, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté de communes par délibération en date du……..,

ET

Estérel Côte d'Azur Agglomération ci-après désignée « ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION », dont le siège social est situé à Saint-Raphaël, 624 chemin Aurélien - 83707 SAINT-RAPHAEL CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric MASQUELIER, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par décision en date du……..,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « partie » ou « signataire » ou « membre ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Plan Climat Energie Territorial Ouest 06 adopté en 2013 regroupait les Communautés d'Agglomération Pôle Azur Provence (CAPAP), Sophia Antipolis (CASA) et les communes de Cannes, Grasse et Antibes. Le périmètre s'est élargi en 2014 avec l'extension de la CAPAP qui est devenue la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la création de la Communauté d'Agglomération Cannes-Pays de Lérins. En 2017, suite à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, les communes ne sont plus obligées de détenir un PCET, ainsi seuls les EPCI restent dans le PCET Ouest 06.

Ce PCET Ouest 06 est donc composé d'un plan d'actions spécifiques à chaque collectivité et d'un plan d'actions commun.

L'action W3 « Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques » fait partie du Plan d'actions commun.

La présente convention est conforme aux lignes directrices de la convention cadre « Mise en œuvre du PCAET Ouest 06 » adoptée par délibérations :

- N°CC 2019-135 du conseil communautaire de la CASA en date du 14 octobre 2019,
- N°DL 2019_147 du conseil communautaire de la CAPG en date du 04 octobre 2019
- N°22 du conseil communautaire de la CACPL en date du 27 septembre 2019,

Depuis 2018, les 3 EPCI ont créé avec la Communauté de Communes des Alpes d'Azur, le Pôle Métropolitain CAP'Azur. Le déploiement des bornes de recharge devient la première action du Pôle Métropolitain.

La Communauté de Communes Alpes d'Azur (CCAA) par délibération n° D2021/053 du Conseil Communautaire en date du 12/02/2021 débute le processus de la prise de compétence optionnelle IRVE.

Estérel Côte d'Azur Agglomération par délibération n° 32 du Conseil Communautaire en date du 25/03/2021 débute le processus de la prise de compétence optionnelle IRVE.

Ainsi, dans le cadre du marché « Fourniture, pose, entretien et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur l'Ouest des Alpes Maritimes » initialement passé en groupement de commandes entre la CAPG, la CACPL et la CASA, il est intégré depuis 2022 la CCAA, dans le cadre de la coopération à l'échelle du Pôle Métropolitain, ainsi que Estérel Côte d'Azur Agglomération qui mène sur son territoire des actions de même nature.

Le marché « Fourniture, pose, entretien et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur l'Ouest des Alpes Maritimes et le Sud du var » arrive à échéance et doit être renouvelé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

I.1. OBJECTIF DU GROUPEMENT

La présente convention est établie en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique à l'effet de :

- constituer un groupement de commandes pour la passation d'un ou plusieurs marchés publics de travaux, fournitures et services ;
- définir les règles de fonctionnement du groupement.

I.2. DEFINITION DU BESOIN

Le groupement constitué par la présente convention vise à répondre aux besoins propres des membres relatifs à l'acquisition, la pose, l'entretien, le suivi de la conformité électrique et l'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques.

ARTICLE II : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué de :

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
- la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins,
- la Communauté de Communes Alpes d'Azur,
- Estérel Côte d'Azur Agglomération,

dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

ARTICLE III : MODALITES D'ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

III.1. SIEGE ADMINISTRATIF

Les membres conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi au siège de la CAPG.

III.2. ADHESION

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée délibérante ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement. Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence du premier marché public passé dans le cadre de ce groupement de commande.

III.3. ENGAGEMENTS DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Fournir au coordonnateur tout élément nécessaire à l'identification du besoin ;
- Participer à l'élaboration des pièces administratives et techniques ;
- Prendre connaissance et valider les pièces administratives et techniques dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- Emettre les bons de commande relatifs à la part de marché le concernant, ainsi le dispositif de paiement de l'article IX.9 pourra être mis en œuvre ;
- De s'assurer de la bonne exécution des prestations qui le concernent ;
- Payer les prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché le concernant.

III.4. RESPONSABILITE DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution du ou des marchés publics dans les conditions prévues, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.
Suite à la notification du ou des marchés publics par le coordonnateur du groupement, chaque membre s'assure de la bonne exécution des marchés publics en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

ARTICLE IV : COORDONNATEUR

Le coordonnateur est le membre du groupement ayant la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation des marchés publics au nom et pour le compte des autres membres et procèdera le cas échéant à la réalisation des avenants et à leur notification pour la bonne exécution du marché en accord avec chacun des membres du groupement.

IV.1. Désignation du coordonnateur

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est désignée par la présente convention coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

IV.2. Missions du coordonnateur

IV.2.1- Durant la phase de procédure de passation du marché public

En tant que coordonnateur, la CAPG sera chargée de mettre en œuvre les procédures et ses éventuelles modifications, de signer les marchés publics et modifications au marché public.

Le coordonnateur pilote la procédure de passation des marchés. A cet effet, il lui incombera de :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet) ;
- Préparer et rédiger les avis d'appel public à la concurrence et le DCE ;
- Gérer les opérations de consultation normalement dévolues au pouvoir adjudicateur, telles que l'envoi aux publications, envoi des DCE aux candidats et/ou mise en ligne du DCE sur la plateforme www.marches-securises.fr, réception des plis, ouverture des plis, demande de compléments de candidatures et régularisation des offres le cas échéant, etc. ;
- Convoquer, conduire et suivre les réunions de la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres ;
- Rédiger et transmettre le cas échéant le rapport de présentation en application des dispositions des articles R2184-1 à R2184-6 du code de la commande publique ;
- Notifier les marchés au(x) prestataire(s) retenu(s).

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entrainer le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les marchés publics passés par le coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de coordonnateur du groupement.

IV.2.2- Durant la phase d'exécution du marché public

Chacun des membres du groupement sera responsable de l'exécution administrative, technique et financière du ou des marchés publics.

Le coordonnateur assurera la cohérence des travaux du ou des prestataires à l'échelle du groupement de commandes.

ARTICLE V : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

La procédure de passation retenue sera déterminée par le Coordonnateur du groupement dans le respect de la réglementation applicable aux code de la commande publique.

Chaque marché sera passé selon la technique de l'accord-cadre, s'exécutant par l'émission de bons de commande et conclu avec un seul opérateur économique (Accord Cadre mono-attributaire).

ARTICLE VI : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

VI.1. COMPOSITION DE LA C.A.O.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Conformément aux dispositions de l'article L.1414-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera institué une CAO ad hoc, composée d'un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.

La commission d'appel d'offres sera présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

VI.2. ROLE DE LA C.A.O.

Pour les procédures supérieures aux seuils, la CAO choisit l'attributaire du marché public.

ARTICLE VII : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI

VII.1. COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE ET FONCTIONNEMENT

Le comité technique de coordination et de suivi est composé du chargé de missions PCAET inter-collectivités, des chargés de la thématique Energie ou Développement Durable et des chargés de la thématique Mobilité et Transport des membres décisionnaires.

Il peut s'adjoindre toutes personnes compétentes pour l'assister dans ses missions.

Le comité technique se réunit en tant que de besoin durant :

- les procédures d'élaboration et de passation des contrats
- les procédures d'exécution des contrats.

VII.2. ROLE DU COMITE TECHNIQUE

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de commandes de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est chargé :

- de recenser les besoins ;
- de participer à l'élaboration des cahiers des charges des procédures de la commande publique, en vue de permettre au coordonnateur de constituer les dossiers de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre à la C.A.O de choisir le candidat ;
- à la demande d'un membre, d'intervenir tout au long de l'exécution des prestations, d'effectuer tous les contrôles nécessaires au bon déroulement de ces prestations et de remettre, en tant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement.

ARTICLE VIII : COMITE DE PILOTAGE

VIII.1. COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE

Il est composé du comité technique, des responsables hiérarchiques impliqués, des élus en charge de la thématique et des élus référents PCAET des membres.
Il pourra s'adjoindre toute personne compétente pour l'assister dans sa mission.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

VIII.2. ROLE DU COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage prend toutes les décisions relatives à la vie du groupement de commandes.
Il valide les propositions techniques du comité technique relatives aux phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

Pour les procédures inférieures aux seuils, il propose au pouvoir adjudicateur l'attributaire du marché

VIII.3. FONCTIONNEMENT DU COMITE DE PILOTAGE

Seuls les élus des membres du groupement votent. Ils disposent d'une voix délibérative par collectivité signataire.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité de pilotage ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou courriel.
Les décisions sont prises à la majorité.

Il se réunit en tant que de besoin pendant les phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

ARTICLE IX : DISPOSITIONS FINANCIERES

IX.1. FRAIS LIES A LA PROCEDURE DE PASSATION

La mission de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en qualité de Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou à indemnité.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché public sont supportés par le Coordonnateur.

IX.2. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

Pour permettre au Coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour le ou les marchés publics le concernant.

IX.3. PAIEMENT DU MARCHE PUBLIC

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assure l'exécution comptable du ou des marchés publics qui le concerne.

Chaque membre assume le coût réel de l'investissement, de la pose, de l'exploitation et de la maintenance des IRVE déployées sur son territoire.

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2192-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les modalités d'émission des pièces de dépenses par les titulaires, dans le respect du montant maximum propre à chacun des membres, seront définies dans les pièces contractuelles des marchés publics.

IX.4. SUBVENTIONS PREVISIONNELLES

Les membres du groupement peuvent bénéficier des financements du programme ADVENIR via les Certificats d'Economie d'Energie. Le montant maximum de ce financement est fixé à l'échelle nationale et révisé tous les ans.

Les coûts éligibles d'investissement sont les coûts du matériel et de génie civil.

D'autres subventions pourront être mobilisées telles que le dispositif « Zéro Emission sur route » ou encore le Contrat Régional d'Equilibre Territorial

IX.5. GESTION DES SUBVENTIONS

Chaque membre du groupement est responsable de la gestion de ses propres subventions.

IX.6. GESTION DES RECETTES

Chaque membre perçoit les recettes issues de l'exploitation des IRVE déployées sur son territoire, le cas échéant.

La gestion des recettes générées par l'exploitation des IRVE est prévue dans le contrat passé avec le titulaire de celui-ci.

IX.7. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

Pour permettre au coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour les contrats les concernant.

ARTICLE X : DUREES

X.1. DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué pour une durée courant à compter de la notification par le Coordonnateur aux membres de la présente convention qui prendra fin à l'issue des relations contractuelles existant entre les prestataires retenus et chacun des membres du groupement (sauf résiliation prévue à l'article XIII ou sortie du groupement).

X.II. DUREE DU MARCHE PUBLIC

Chaque marché commence à produire ses effets juridiques à compter de la date de notification.

Chaque marché prendra fin à l'achèvement des obligations respectives des parties. En tout état de cause, il n'excédera pas de 48 mois.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE XI : EXECUTION DE LA CONVENTION

La convention ne sera rendue exécutoire qu'après son dépôt auprès des services chargés du contrôle de légalité et sa notification par le Coordonnateur aux membres à la présente convention.

ARTICLE XII : MODIFICATION

XII.1. Avenants à la convention

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative au droit de la commande publique ne nécessitera pas la passation d'un avenant si elle n'a pas pour conséquence de modifier substantiellement la réglementation relative au groupement de commandes.

XII.2. Modifications au marché

La passation de modifications de chaque marché relève de la compétence du coordonnateur du groupement. Il sera en charge de la signature, de la notification et passage au contrôle de légalité.

Toute modification au marché devra être préalablement approuvée par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE XIII : SORTIE DU GROUPEMENT – RESILIATION

Les membres qui décident de ne pas poursuivre l'opération ont la possibilité de sortir du groupement. Ils devront toutefois supporter les conséquences financières qui découlent de leur sortie. Le retrait est notifié au Coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché public, il ne pourra prendre effet qu'à l'expiration de la période du marché concerné. Les membres qui le souhaitent pourront alors sortir du groupement, dès lors qu'ils se seront acquittés de leurs obligations contractuelles.
La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre toutes les parties. Dans ce cas, il sera procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre. Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE XIV : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le Coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

ARTICLE XV: LITIGES

XV.1. LITIGE RESULTANT DES PROCEDURES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

En cas de litige résultant de l'application des clauses des contrats, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

En plein contentieux ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

XV.2. LITIGE RESULTANT DE LA PRESENTE CONVENTION

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque membre.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés à part égale entre les membres du groupement.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

La présente convention comporte 11 pages. Elle est établie en cinq (5) exemplaires originaux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_065-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait à Grasse, le ……..

Monsieur le Président de la C.A.P.G.

Pour Monsieur le Président de la C.A.C.P.L.

Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement

M. Jérôme VIAUD

M. Christophe FIORENTINO

Pour Monsieur le Président de la C.A.S.A.

Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité

Monsieur le Président de la C.C.A.A.

M. Lionnel LUCA

M. Charles-Ange GINESY

Pour Monsieur le Président de Estérel Côte d'Azur Agglomération

Madame la Vice-Présidente déléguée aux transports et à la mobilité

Mme Danièle LOMBARD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_066-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_066 : Demande d'autorisation environnementale concernant le regroupement des établissements ROBERTET plan et CHARABOT entrainant le passage à la catégorie « Seveso seuil haut » / avis du conseil communautaire

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_066-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_066
RAPPORTEUR : Michèle PAGANIN	

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Demande d'autorisation environnementale concernant le regroupement des établissements ROBERTET plan et CHARABOT entrainant le passage à la catégorie « Seveso seuil haut » / Avis du conseil communautaire

SYNTHESE

Le présent rapport a pour objet de donner un avis à la régularisation administrative des sites de ROBERTET et CHARABOT, implantés au Plan de Grasse, qui, en fusionnant, changent de statut en matière de règlementation sur les installations classées, mais ne changent pas la nature des risques qu'ils présentent ni leur potentiel de danger.
Cette fusion administrative entraine un changement de classement sans création de nouvelles activités ou changement majeur de process industriel.

Madame la Vice-présidente expose au conseil communautaire :

Vu le code de l'environnement, article L.123-19, qui indique que le dossier soumis à cette procédure est mis en consultation sur support papier, sur demande, en préfecture, en sous-préfecture, dans les espaces France Services ou dans la mairie de la commune d'implantation du projet ;

Vu la décision d'examen au cas par cas n° 16378 du 3 juin 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°17609 du 30/01/2025 portant organisation d'une participation du public par voie électronique du 24 février au 25 mars 2025, portant sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ROBERTET concernant le regroupement des établissements ROBERTET PLAN et CHARABOT, entraînant le passage au « statut Seveso Seuil Haut » du site implanté 48 avenue Jean Maubert à Grasse ;

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ROBERTET concernant le regroupement des établissements ROBERTET PLAN et CHARABOT sur la commune de Grasse entrainant le passage du « statut Seveso Seuil Haut », demande déposée le 7 avril 2021 et complété les 23 décembre 2021 et 28 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_14 du 23 janvier 2025, déclarant le dossier de demande d'autorisation environnementale complet et régulier à l'issue de la phase d'examen ;

Considérant que le groupe ROBERTET exploite son site de fabrication de parfums et d'arômes sur la plaine économique de Sainte Marguerite au Plan de Grasse depuis 1980 et que la société CHARABOT y exploite également son site de matières premières naturelles depuis les années 2000 ;

Considérant qu'à la date du 1er janvier 2020, le groupe ROBERTET a dissout l'entité juridique CHARABOT au profit de ROBERTET. En application des dispositions de l'article

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_066-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

R516-1 du code de l'environnement ROBERTET a demandé l'autorisation de changement d'exploitant pour l'établissement CHARABOT, situé 108 Avenue Jean-Maubert à Grasse ;

Considérant que jusqu'à présent, ces deux sites étaient classés en « Autorisation » et « Seveso seuil bas » séparément au titre des rubriques :
- 3410 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits organiques) et 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) pour le site ROBERTET ;
- 3410 et 4511 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) pour le site CHARABOT ;

Considérant que la réunion administrative des sites, à la date du 1er janvier 2020, engendre un cumul des quantités de produits de stockage par catégorie, entrainant un passage au seuil haut pour le risque sur les milieux aquatiques, mais ne change pas de catégorie pour les risques explosion, nuage toxique, ou thermique ;

Considérant que le passage en seuil SEVESO seuil haut ne résulte pas de l'installation de nouvelles activités ou de nouveaux process industriels, mais de la fusion administrative des sites ROBERTET PLAN et CHARABOT préexistants depuis plus de 20 ans sans modification des activités déjà présentes ;

Considérant qu'une tierce expertise a été réalisée par un autre organisme agrée (BUREAU VERITAS) sur 100% de l'étude de risque pour conforter le premier avis ;

Considérant le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale mis à la disposition du public pour l'enquête publique qui est constitué de 8 parties :

1. « Note de Présentation Non Technique du Projet » (fichier PJ7 Note de présentation non technique),
2. Présentation du demandeur et de l'établissement : Présentation de l'Etablissement (fichier PJ46 Présentation établissement avec annexes) ;
3. Résumé Non Technique de l'Etude d'Incidence et de l'Etude de Dangers APAVE Version 4 juin 2024 (fichier PJ5 c Résume non technique étude incidence),
4. Etude d'Incidence Environnementale de l'APAVE EXPLOITATION France Marseille version 4 en date du mois de juin 2024 (fichier PJ5 a Etude incidence) qui traite des nuisances occasionnées par l'établissement en fonctionnement normal, et qui précise les mesures préventives prises et envisagées.
   Les annexes de l'étude d'incidence (fichier PJ5 b Annexes étude incidence)
   - annexe 3 : rapport de bruit APAVE en date du 07/09/2020
   - annexe 6 - le diagnostic des sols de l' APAVE en date du 06 12 2021
5. Une Etude de Dangers (fichier PJ49 Etude de danger avec annexes) qui décrit, après analyse des risques, les conséquences possibles sur l'environnement d'événements accidentels pouvant avoir lieu dans l'établissement, et qui précise également les mesures préventives prises et envisagées.
6. Les annexes et les plans de localisation (fichiers Plan environnement.pdf, PJ1 Plan 1 25000, PJ2 Cadastre, PJ3 Attestation de propriété),
7. La décision de la Préfecture des Alpes Maritimes après examen de la demande au cas par cas du regroupement administratif du site ROBERTET avec le site CHARABOT en date du 3 juin 2020 (fichier PJ6 Décision cas par cas),
8. Une tierce expertise du Bureau Veritas Exploitation Indice 0 en date du 29 04 2024 (fichier Tierce expertise EDD)

Considérant que la fusion des sites ROBERTET et CHARABOT au Plan de Grasse, ne génère pas d'aggravation des scénarios des risques existants ;

Considérant que pour limiter les risques, la société ROBERTET a d'ores et déjà mis en œuvre ou va mettre en place des moyens organisationnels, humains et techniques afin de réduire le risque pour ne pas impacter l'environnement extérieur. Il est notamment à noter que le site est déjà entièrement en rétention pour éviter toute pollution de l'environnement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_066-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

aquatique (risque le plus important) et qu'une protection des zones de stockage existantes a été réalisée par des murs coupe-feu de résistance minimale 2 heures (pour le risque explosion/feu) ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DONNER un avis favorable** à l'évaluation environnementale faisant suite au regroupement administratif des sites industriels ROBERTET et CHARABOT, assorti des prescriptions suivantes :

  - La société ROBERTET devra s'assurer de protéger les abords immédiats du site en mettant en œuvre l'ensemble des dispositifs permettant de limiter le risque sur l'environnement urbain proche ;

  - Transmettre la cartographie faisant figurer, sur une carte unique ou, le cas échéant, sur plusieurs cartes pour une meilleure lisibilité, l'ensemble des scénarios en gravité/occurrence des risques avec les périmètres d'incidence projetés sur l'environnement extérieur (sociétés environnantes, habitations, ERP, ...) ;

  - Prendre en compte dans les dispositifs de protection des abords immédiats à mettre en œuvre, les projets d'aménagement connus à ce jour notamment le projet de Bus à Haut Niveau de Service dont le tracé passe sur l'avenue Jean Maubert et les projets de développement économique et urbain situés dans les périmètres d'incidence projetés sur l'environnement extérieur du site ;

  - Assurer un suivi de la mise en place des solutions pour la réduction des risques sur l'environnement extérieur ;

  - La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite être associée à l'élaboration du Porter à Connaissance (PAC) qui sera réalisé par les services de l'Etat ;

  - Compléter le plan d'opération interne (POI) en incluant les sociétés impactées.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_067-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_067 : Bilan annuel 2024 - Acquisitions /Cessions

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELL

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_067-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_067
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FONCIER	
Bilan annuel 2024 - Acquisitions /Cessions	
SYNTHESE **Conformément à l'article L.5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire est appelé à délibérer annuellement sur la gestion des biens et opérations immobilières effectuées pendant l'exercice budgétaire de l'année 2024.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au bilan des acquisitions et cessions opérées par les établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant que ledit article impose aux établissements publics de coopération intercommunale, de dresser un bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières et de le soumettre chaque année à délibération de l'organe délibérant ;

Considérant que ce bilan a pour objet d'apporter une meilleure connaissance des mutations immobilières réalisées par l'établissement public de coopération intercommunale sur l'exercice de l'année 2024 ;

Considérant le tableau ci-après, portant le détail du bilan afférent aux mutations immobilières réalisées sur l'exercice de l'année 2024 ;

Date	Parcelle cadastrale	Adresse	Nature de l'opération	Prix de vente ou d'acquisition
25/06/2024	section DT n°s 51,52,53,55,58	Lieudit Saint Marc 06130 GRASSE	Me BONTE VENTE CAPG/SAGI IMMOBILIER	Prix de vente 630.000,00€
31/08/2024	section D n°955	Les Saouves Bas 06750 VALDEROURE	Me DUPAS-BONNOME VENTE CRISCOLA/CAPG	Prix d'acquisition 18.000,00€

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_067-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

26/09/2024 et 05/11/2024	Section BZ n°s 657, 658, 659	Avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE	Acte administratif VENTE CAPG/DEPARTEMENT	Prix de vente 1,00€

Le conseil communautaire **PREND ACTE** du bilan des acquisitions et des cessions effectuées au cours de l'exercice de l'année 2024 par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et **PREND NOTE** que ce bilan sera annexé au compte administratif du budget principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_067-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_068 : Attribution de subventions aux associations pour l'année 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	**DL2025_068**
RAPPORTEUR : Marino CASSEZ	
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Attribution de subventions aux associations pour l'année 2025	

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur du développement durable, mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif la sensibilisation du public à la préservation de notre environnement.

Au titre de la programmation 2025 ? dans le cadre des compétences en éducation au développement durable de la CAPG, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **AGRIBIO 06 (animations scolaires apiculture bio) : 1 500 €**
- **ATELIER DU 06 (cueillettes solidaires d'olives) : 2 000 €**
- **PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE (sorties découverte du monde nocturne) : 1 000 €**
- **LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (recensement et inventaires participatifs sur les martinets et hirondelles) : 5 000 €**
- **NATURABELHA (exposition « Abeille sentinelle » et atelier sur l'alimentation anti-gaspillage) : 5 220 €**
- **SAUVEGARDE DE LA SIAGNE ET DE SON CANAL (aide au fonctionnement de l'association) : 1 000 €**

Le montant total des subventions s'élève à 15 720 € pour l'année 2025.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2025_037du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Environnement du 20 février 2025 ;

Considérant les demandes de subvention de 2025 présentées par les associations Agribio 06, Atelier du 06, Planète Sciences Méditerranée, Ligue de protection des oiseaux, Naturabelha, Sauvegarde de la Siagne et de son canal ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt environnemental qu'elles animent ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de chacune de ses associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement durable exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente délibération doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la politique intercommunale conduite en faveur de ces associations et mise en œuvre par la CAPG, a pour objectif la sensibilisation du public à la préservation de notre environnement ;

La présente délibération prévoit de soutenir 6 projets pour un montant total de 15 720 €.

Considérant qu'au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1/ AGRIBIO 06 régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 10-12 rue des Arbousiers à Carros, numéro SIRET 39352481400059, et représentée par son Président en exercice, Nicolas LASSAUQUE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Objet social de l'association : Promouvoir l'agriculture biologique, accompagner les producteurs et les porteurs de projet d'installation agricole, développer les marchés et structurer les filières.

Intitulé et description du projet : **Animations scolaires sur l'apiculture bio**
Présentation du métier d'apiculteur et d'une ruche, explication du rôle de pollinisateur des abeilles, présentation des menaces qui pèsent sur les abeilles, dégustation de miel, atelier dessin avec des fleurs et des abeilles. 2 h par animation. Quatre classes bénéficieront de ces animations.

Montant attribué : **1 500 €**

Indicateurs de réalisation :
- Nombre d'enfants sensibilisés.
- Satisfaction des enfants et du personnel enseignant.

2/ ATELIER DU 06 régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16 impasse Colonel Tajasque à Cannes, numéro SIRET 53194865100017, et représentée par son Président en exercice, Serge GUYOMARCH, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : Enrichir le lien qui unit un habitant et son environnement. Donner à l'habitant les moyens, les outils pour la compréhension du milieu dans lequel il vit pour agir et valoriser son environnement. Créer avec les habitants, des jardins et oliveraies partagés et des aires de compostage de quartiers, de copropriétés et de collectivités écoles,...

Intitulé et description du projet : **Nos olives valent de l'huile !**
Aller vers la création « d'oliveraies partagées » prises en charge par les habitants organisés, des collectes d'olives, la valorisation des huiles d'olives (ateliers du goût, vente solidaire d'huiles d'olives).
Une part de ces huiles est distribuée aux cueilleurs, l'autre est vendue au profit d'association ou de l'école de quartier ou du village.

Montant attribué : **2 000 €**

Indicateurs de réalisation :
- Le nombre de personnes impliquées dans l'action : élèves, enfants, parents, familles,...
- Le nombre d'arbres collectés et taillés.
- La satisfaction exprimée des participants à l'action.

3/ LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX PACA régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 9 rue de Provence à Hyères, numéro SIRET 35032310100203, et représentée par sa Présidente en exercice, Irène LASTERE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : Agir et favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité.

Intitulé et description du projet : **Recensement des hirondelles et martinets dans les centres villes des communes de la CAPG**
Recherche bibliographique des sites connus de nidification, identification des sites à enjeux qui nécessitent un recensement, recensement sur les sites pré-identifiés, organisation d'inventaires participatifs, rédaction d'un bilan, accompagnement de la CAPG pour sensibiliser les entreprises réalisant les travaux de recherche et de résolution afin de concilier la biodiversité et la bâti, mise à disposition de l'exposition « Hirondelles et martinets ».

Montant attribué : **5 000 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Indicateurs de réalisation :
- Le nombre de communes prospectées.
- Le nombre de nids identifiés.
- Le rapport d'inventaires.
- Le nombre de sites à enjeux ayant fait l'objet d'une médiation avec les entreprises de travaux.

4/ NATURABELHA régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 10 place du Tour à Saint Vallier-de-Thiey, numéro SIRET 80868912900019, et représentée par son Président en exercice, Romain MARTIN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : La protection de l'environnement, la sensibilisation au monde des abeilles et de la biodiversité.

Intitulé et description du projet : **Exposition « Abeille sentinelle » et atelier sur l'alimentation anti-gaspillage**
- Exposition tout public itinérante sur le monde de l'abeille qui a pour but de sensibiliser sur le monde de l'abeille, sur le métier de l'apiculture et sur l'importance des insectes pollinisateurs sur notre alimentation, ainsi que sur les différents types de ruches.
- Atelier sur l'alimentation anti-gaspillage afin de renforcer et compléter l'accompagnement méthodologique du service EDD de la CAPG sur la lutte contre le gaspillage alimentaire auprès des écoles de son territoire. Découverte des fruits et légumes de saison, en les faisant gouter par le biais d'un jus que les enfants fabriqueront eux-mêmes.

Montant attribué : **5 220 €**

Indicateurs de réalisation :
Questionnaires de satisfaction mis en place auprès des structures et des visiteurs de l'exposition.

5/ Planète Sciences Méditerranée régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 11 rue sans peur à Grasse, numéro SIRET 31952659600030, et représenté par son président en exercice, Dave LOLLMAN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : Promouvoir les sciences et les techniques et les mettre à la portée de tous.

Intitulé et description du projet : **Sorties de découverte du monde nocturne**
Organisation de 4 sorties découvertes sur le territoire de la CAPG pour les familles du territoire, afin de découvrir la biodiversité nocturne, de sensibiliser à la pollution lumineuse et à son impact sur la biodiversité, observer le ciel nocturne et s'initier à l'astronomie amateur.

Montant attribué : **1 000 €**

Indicateurs de réalisation : Le nombre de demande de participation permettra de savoir dans quelles mesures ces interventions ont un intérêt pour le grand public.

6/ SAUVEGARDE DE LA SIAGNE ET DE SON CANAL régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 18 rue des Ormeaux (L'Oustaou) au Tignet, numéro SIRET 49292013700022, et représentée par son président en exercice, Jean-Marie SERREAU, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association : Protéger le canal de la Siagne et l'eau qu'elle achemine par tous les moyens qu'elle jugera appropriés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_068-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Intitulé et description du projet : **Aide au fonctionnement de l'association**

- Partenariat avec Méditerranée 2000 pour dispenser des cours dans les écoles portant sur la biodiversité.
- Promenade de surveillance le long du canal de la Siagne pour identifier les éventuels aménagements à effectuer et les signaler au SICASIL.
- Promenades au bord de la Siagne et de son canal pour faire découvrir à ses adhérents la richesse de ce patrimoine et sensibiliser à préserver la qualité de l'eau et de l'environnement.
- Information sur le site de l'association de l'histoire du canal, des verrous et des possibilités de contournement, de l'actualité du canal et des sujets sur la sécheresse.
- Organisation de la Fête de l'eau et de la biodiversité.
- Nettoyage des bords de la Siagne et de la Brague.
- Atelier pour les enfants sur le thème de l'eau et de la biodiversité.

Montant attribué : **1 000 €**

Indicateurs de réalisation :

- Nombre de participants aux promenades.
- Nombres de visiteurs à la Fête de l'eau et de la biodiversité.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

– **D'APPROUVER** l'attribution des subventions pour l'année 2025 pour les projets décrits ci-avant et les bénéficiaires suivants :

• AGRIBIO 06	1 500 €
• ATELIER DU 06	2 000 €
• PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE	1 000 €
• LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX	5 000 €
• NATURABELHA	5 220 €
• SAUVEGARDE DE LA SIAGNE ET DE SON CANAL	1 000 €

Soit un total de 15 720 €.

– **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_070 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques Louis Lions

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_070
RAPPORTEUR : Raymond ALBIS	

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques Louis Lions

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse accueille des acteurs du développement économique territorial au sein de l'Espace Jacques Louis Lions.
L'association EnvirobatBDM, présente au sein des espaces de coworking de la CAPG depuis 2024, a pour missions de promouvoir l'intégration des principes du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. À ce titre, elle conduit des actions et développe des outils répondant à des critères d'innovation et d'intérêt général.

Dans l'objectif de renforcer son ancrage au sein du Pays de Grasse, il est proposé au conseil communautaire de signer une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à titre onéreux d'une durée d'un an avec l'association EnvirobatBDM.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n° 2024_201 du 18 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire approuve la réactualisation de l'intérêt communautaire ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que l'association a pour mission de promouvoir l'intégration des principes du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Considérant que pour atteindre cet objectif, elle déploie six axes d'action prioritaires : débattre, innover et développer, former, évaluer, capitaliser et valoriser, que ces missions se traduisent par des actions et outils répondant à des critères d'innovation et d'intérêt général ;

Considérant que l'association est déjà présente au sein des espaces de coworking d'InnovaGrasse depuis 2024 et qu'elle souhaite renforcer son ancrage au sein du Pays de Grasse ;

Considérant que les missions de l'association présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences ;

Il est proposé au conseil communautaire de signer une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à titre onéreux d'une durée d'un an consentie avec l'association EnvirobatBDM. Ladite convention est annexée à la présente délibération et précise notamment la désignation des locaux concernés, les modalités financières, les conditions générales d'utilisation et les engagements respectifs des parties.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_070

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**.

D'une part,

ET

L'association ENVIROBATBDM identifiée sous le numéro SIREN 480512201, ayant son siège social Le Phocéen, bâtiment C -32 Rue de Crimée – 13003 Marseille, enregistrée le 09/05/2003, représentée par son Directeur en exercice, **Monsieur Frédéric CORSER**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »**.

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2025_xxx du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté approuve la signature de la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques Louis LIONS ;

Considérant que l'association a pour mission de promouvoir l'intégration des principes du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Considérant que l'association est déjà présente au sein des espaces de coworking d'InnovaGrasse depuis 2024 et qu'elle souhaite renforcer son ancrage au sein du Pays de Grasse ;

Considérant que les missions de l'association présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 11/04/2025
Publié le 16/04/2025

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités d'occupation de locaux, de matériels et de refacturation des services à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions 4 Traverse Dupont – 06130 GRASSE ainsi que les engagements de chaque partie.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

Sont concernés par la présente convention les locaux suivants :

- Un bureau situé au R+2 de l'Espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux) d'une surface de 32,19m² ;
- Des espaces communs à différentes fins : salle de réunions sur réservation, espace repas, petit salon, un bureau dédié aux appels téléphoniques et une kitchenette ;
- Les services de l'accueil, du standard téléphonique pour la réception des appels, de tri du courrier, du postage du courrier départ ;
- Les parties communes, des sanitaires. ;
- Des appareils de reprographie, de télécopie, de reliure, des écrans géants tactiles et des appareils de projection, sous respect de leurs conditions d'utilisation ;
- Du mobilier de bureau mis à la disposition de l'occupant dans le cadre de l'occupation des locaux qu'il utilise ;
- La fourniture d'électricité, des installations de chauffage, de climatisation et de ventilation, de nettoyage des locaux, aux conditions prévues par la présente convention.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LOCAUX

Lesdits locaux lui permettent d'établir ses bureaux administratifs et d'organiser des réunions, formations, ateliers et conférences conformément à son objet social.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une **indemnité mensuelle de base susceptible d'évolution de 18 €/m², soit un montant total de 579,42€ HT/mois ou 695,30€ TTC/mois.**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1) L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit ;

2) L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect des règles l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter les règles de sécurité, sanitaires, soit toute règlementation en vigueur liée à son activité sous sa seule responsabilité ;

3) L'association s'engage à n'utiliser que les locaux visés à l'article 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 3 ;

4) L'association ne fera aucune démolition, construction, changement de distribution, cloisonnement ou percement d'ouvertures sans le consentement exprès et par écrit de la CAPG ;

5) L'association souffrira l'exécution de toutes réparations, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Communauté d'agglomération estimera nécessaires, utiles ou même simplement convenables, et qu'il fera exécuter pendant le cours de la convention dans le local, et ne pourra demander aucune indemnité quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si leur durée excédait 40 jours ;

6) A la fin de la convention, le local sera laissé en bon état de nettoyage et d'entretien, tous les embellissements, les améliorations resteront la propriété de la CAPG sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1. Engagements de l'association

Le champ d'intervention de l'association porte sur le fait de rassembler les professionnels de la construction et de l'aménagement durables pour la généralisation du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région PACA. Les locaux mis à disposition serviront exclusivement à des activités liées à l'objet de l'association.

L'association s'engage en outre à respecter la réglementation des Etablissements recevant du public (ERP) et les consignes de sécurité et de contrôle d'accès.

6.2. Engagements de la CAPG

6.2.1. Le nettoyage des locaux

Le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux sont assurés par la CAPG selon le même niveau de service que celui des autres locaux de l'Espace Jacques Louis Lions.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 7 : SYSTEME D'INFORMATION ET TELEPHONIE

La CAPG intègre dans son infrastructure Système d'Information l'association lui permettant un accès à son Système d'Information ainsi qu'à son accès internet et téléphonique. La CAPG met à disposition de l'association une infrastructure de télécommunication et téléphonie sans contrepartie financière.

7.1. Prestations et moyens suivants mis à disposition de l'association

Pour assurer l'exécution de la présente convention, la CAPG met à disposition de l'association, les prestations et moyens suivants :

- Accès Internet central

L'accès Internet est un service central mutualisé.

- Accès Infrastructure réseaux et télécoms

L'association est intégrée dans le réseau informatique CAPG lui permettant l'accès au système téléphonique ainsi qu'à son réseau public Wifi.

- Prestations d'assistance

La Direction des Systèmes d'Information de la CAPG propose les missions suivantes :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage :
  - Aide à l'achat
  - Définition des besoins
  - Rédaction de cahier des charges technique
  - Contrôle qualité et vérification d'aptitude et/ou performance
  - Pilotage de projets techniques

- Gestion des infrastructures réseau et systèmes :
  - Conception et planification des infrastructures
  - Déploiement des infrastructures
  - Exploitation des infrastructures
  - Support technique des infrastructures

- Gestion de la sécurité :
  - Audit technique et fonctionnel
  - Conception et déploiement de systèmes de protection
  - Sécurisation des accès internet
  - Sauvegarde et restauration

- Support Informatique

La DSI assistera l'association en cas d'éventuel dysfonctionnement technique concernant les services mutualisés octroyés. Cette Direction dispose d'un service hotline accessible au 04 89 35 91 00 les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ou par mail à l'adresse support@paysdegrasse.fr.
Dès enregistrement de l'incident, les techniciens mettent en œuvre les solutions adéquates dont ils disposent (assistance à distance ou sur site) pour pallier le dysfonctionnement dans un délai le plus court possible.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Au regard de l'évolution régulière des Technologies de l'Information et de la Communication, de nouvelles prestations de nature informatique et téléphonique sont susceptibles d'être mises à disposition de l'association.

7.2. Périmètre non couvert ou à la charge de l'association

D'une manière générale les charges d'investissements sont décidées et engagées par l'association en fonction de ses besoins. Elle en garde la propriété et supporte les amortissements du matériel lui appartenant (ordinateurs fixes et/ou portables, imprimantes, etc.).

7.3. Conditions d'utilisation

L'association au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter les règles relatives au fonctionnement du système d'information en vigueur. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans les locaux occupés.

L'association devra fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

L'association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.

La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de l'occupation.

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX

Les locaux sont remis en l'état, les parties se dispensent d'établir un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 : DUREE – RENOUVELLEMENT

La présente convention à titre précaire est consentie et acceptée au titre de l'exercice 2025 pour une durée de 1 an et prendra effet à compter de la date de signature des deux parties de la présente convention.

Toutefois, elle pourra être renouvelée, uniquement, après acceptation expresse du Président de la CAPG pour une nouvelle période d'un an maximum.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Dans ce cas, la demande de renouvellement par l'association devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et devra intervenir trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois et sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice.

La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la CAPG de l'acte portant dissolution de l'association.

ARTICLE 12 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'association ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement sans agrément de la Communauté d'agglomération préalable.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 14 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 16 : ANNEXES

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association ENVIROBATBDM**
Le Président,	Directeur,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Frédéric CORSER**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_070-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE - Plan de situation des locaux



AR Prefecture
006-200039857-20250409-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_071 : Convention de coopération 2025 avec la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine et territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA)

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_071
RAPPORTEUR : Raymond ALBIS	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Convention de coopération 2025 avec la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine et territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA)

SYNTHESE

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse cherche à renforcer l'attractivité de son territoire.

Parallèlement, la CCI Nice Côte d'Azur a pour mission de « contribuer au développement économique du territoire des Alpes-Maritimes, des entreprises, des acteurs économiques au sens large en remplissant en leur faveur des missions de service public, des missions d'intérêt général et, à son initiative, des missions d'intérêt collectif » (art L 710-1 du Code de commerce). Elle intervient notamment dans les domaines de l'appui, du conseil et de l'accompagnement des entreprises, des créateurs et des repreneurs d'entreprises, de l'appui et du conseil pour le développement international et l'export.

La CCINCA et la CAPG concourent en conséquence à une pluralité d'objectifs communs qui les a amenées historiquement à s'engager dans une coopération qu'elles souhaitent pérenniser par la signature d'une convention de coopération pour l'exercice 2025. Celle-ci permettra de faciliter la mise en œuvre d'une stratégie partagée en harmonisant leurs interventions et en mettant en commun leurs expertises.

La coopération porte sur la mise en commun de moyens et de personnels, sur leur cofinancement, dans le but de réaliser des opérations communes inscrites dans la politique de développement territorial de la CAPG et dans la mission de service public de la CCI Nice Côte d'Azur. La CAPG contribuera à la réalisation des actions par une participation financière d'un montant de 20 000 euros.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver ladite participation financière et la signature de la convention de coopération avec la CCINCA pour l'exercice 2025.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;
Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République notamment son article 66 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Considérant que, dans le cadre de sa compétence développement économique, afin de mener à bien ses missions, la CAPG a besoin d'informations chiffrées sur son tissu économique, mais aussi d'outils d'analyse et d'aide à la décision ;

Considérant que la CCI Nice Côte d'Azur dispose depuis plus de 20 ans d'un observatoire économique à vocation départementale, système de production d'informations économiques basé sur la maîtrise de la réalisation d'études économiques, l'observation de la conjoncture, la construction de bases de données économiques ;

Considérant le projet de convention annexé à la présente qui précise les objectifs et les modalités de mise en œuvre et de financement ;

Considérant que l'article 4 de ladite convention institue un comité technique de déploiement et du suivi du partenariat entre les deux institutions composées de représentants techniques de chaque structure, à savoir pour la CAPG : Madame Nathalie Campana, Directrice générale adjointe et Monsieur Andy Vanhandenhoven, Directeur du Développement économique ;

La Loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a redéfini les compétences des collectivités territoriales et les relations entre les différents acteurs publics, régions, départements, intercommunalités, chambres consulaires.

En 2017, prenant acte de ces modifications, l'assemblée des Communautés de France (AdCF) et CCI France ont conclu un partenariat national aux termes duquel les CCI et les intercommunalités sont invitées à travailler ensemble pour mettre en œuvre des coopérations en vue d'assurer le déploiement efficace des politiques publiques de développement économique visant les objectifs d'intérêt général qu'elles ont en commun.

La CCI Nice Côte d'Azur a pour mission de « contribuer au développement économique du territoire des Alpes Maritimes, des entreprises, des acteurs économiques au sens large en remplissant en leur faveur des missions de service public, des missions d'intérêt général et, à son initiative, des missions d'intérêt collectif » (art L 710-1 du code de commerce). Elle intervient notamment dans les domaines de l'appui, du conseil et de l'accompagnement des entreprises, des créateurs et des repreneurs d'entreprises, de l'appui et du conseil pour le développement international et l'export.

La CCINCA et la CAPG concourent en conséquence à une pluralité d'objectifs communs en termes de développement économique, d'emploi et de valorisation du territoire.

De plus, la CAPG et la CCI Nice Côte d'Azur se sont engagées avec succès dans une coopération étroite, depuis plus de 10 ans, qu'elles souhaitent pérenniser.

Considérant que la présente convention est établie pour l'exercice 2025. Elle répond à la double ambition d'établir un cadre collaboratif entre les deux signataires et de définir des actions concrètes. Notamment, le partage de données économiques et un recensement des besoins en compétences industrielles des entreprises du territoire dans le cadre du dispositif territoire d'industrie ;
Par cette convention, la CAPG et la CCINCA entendent également faciliter la mise en œuvre d'une stratégie partagée en harmonisant leurs interventions et en mettant en commun leurs expertises.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la contribution à la réalisation de l'action de la CCINCA par le versement d'une participation

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

financière d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2025 et de signer la convention annuelle de coopération.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la contribution à la réalisation de l'action de la CCINCA par le versement d'une participation financière d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2025 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de coopération 2025 jointe à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONVENTION DE COOPERATION 2025

ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

Entre les Soussignés,

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur, établissement public administratif de l'Etat dont le siège est fixé au 20 boulevard Carabacel CS 11 259 06005 Nice Cedex 1 représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre SAVARINO

Ci-après dénommée : la « CCINCA » ou « CCI Nice Côte d'Azur »,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dont le siège est situé 57 avenue Pierre Sémard – BP 91015- 06131 Grasse Cedex, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer la présente convention par délibération n°DL2025_XXX du 03 avril 2025.

Ci-après dénommée « CAPG »,

D'autre part,

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

La loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a redéfini les compétences des collectivités territoriales et les relations entre les différents acteurs publics, régions, départements, intercommunalités et chambres consulaires.

La CAPG et la CCI Nice Côte d'Azur se sont engagées avec succès dans une coopération étroite qu'elles souhaitent pérenniser.

Par la présente convention de coopération, elles entendent faciliter la mise en œuvre d'une stratégie partagée en harmonisant leurs interventions et en mettant en commun leurs expertises.

Présentation des partenaires :

La CCI Nice Côte d'Azur :

La CCI Nice Côte d'Azur est un acteur public investi de missions d'intérêt général. A ce titre, elle est un opérateur des politiques publiques et le partenaire de l'Etat et de ses services.

La CCINCA intervient dans les domaines de l'appui, du conseil et de l'accompagnement des entreprises, des créateurs et des repreneurs d'entreprises, de l'appui et du conseil pour le développement international et l'export.

Dans le cadre de sa mission en faveur de la formation professionnelle initiale ou continue, elle gère 5 établissements de formation en apprentissage au sein du Campus Sud des Métiers.

Enfin, elle gère des infrastructures, équipements portuaires et parc d'activités logistiques.

La CAPG :

La CAPG est un Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) réunissant 23 communes, né en 2014 de la fusion de 3 intercommunalités : Terres de Siagne, Monts d'Azur et Pôle Azur Provence.

La Direction Générale Adjointe Aménagement et Cadre de vie rassemble notamment les missions de développement durable et cadre de vie, gestion des déchets et énergie, ***le pôle Eau*** et assainissement, la Transition écologique et la résilience, la mobilité et les transports, le développement économique et le tourisme, autant de domaines d'activité qu'elle a en commun avec la CCI NICE Côte d'Azur.

La CAPG cherche à renforcer et développer l'attractivité de son territoire par le déploiement d'une offre d'hébergement et d'accompagnement en faveur des acteurs économiques allant de l'incubation à l'industrialisation. A ce titre, elle a organisé un pilotage de ces objectifs autour de trois pôles : InnovaGrasse (pépinière pour jeunes entreprises innovantes) ; Grasse BIOTECH (hôtel d'entreprises scientifique) et Grasse Entreprises (parcs d'activités et diffus).

La CCINCA et la CAPG concourent à une pluralité d'objectifs communs en termes de développement économique, d'emploi et de valorisation du territoire. La CAPG et la CCINCA s'associent, en particulier, pour contribuer au développement économique du territoire, en facilitant l'accès des TPE/PME aux marchés publics du 06. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est la première collectivité des Alpes-Maritimes à avoir signé le « Small Business Act 06 », charte d'engagement des organismes publics en faveur des TPE/PME, initié en 2021 par la CCINCA.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La présente convention est élaborée pour l'année 2025 et répond à la double ambition d'établir un cadre collaboratif entre les deux signataires et de définir des actions concrètes, adaptées aux réalités économiques locales.

Il est convenu ce qui suit.

Article 1er – Fondement juridique et objet de la convention

1.1 Fondement juridique

La coopération, objet de la présente convention, poursuit un objectif d'intérêt général. Elle porte sur la mise en commun de moyens et de personnels, sur leur cofinancement, dans le but de réaliser des opérations communes inscrites dans la politique de développement territorial de la CAPG et dans la mission de service public de la CCI Nice Côte d'Azur, établissement public de l'Etat.

C'est sur ces principes que la convention entre la CAPG et la CCI Nice Côte d'Azur est arrêtée.

1.2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les actions qui seront mises en œuvre en **2025** et les axes sur lesquels elles seront déployées. Elle précise les contenus et missions, le budget, la méthodologie, le calendrier et livrables correspondants, le mode de pilotage.

Article 2 – Descriptions des actions

La CCI Nice Côte d'Azur et la CAPG s'engagent dès la signature de la présente convention à conduire les actions suivantes :

2.1 Animation territoriale et appui aux entreprises

La CAPG organise son offre d'hébergement et d'accompagnement en faveur des acteurs économiques autour de trois pôles d'intervention (Innova Grasse ; Grasse BIOTECH ; Grasse Entreprises). La CCI Nice Côte d'Azur appuie la CAPG et ses directions dans l'animation de leurs activités et desdits pôles.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse propose un parcours global d'accompagnement des entreprises à chaque stade de leur développement, au sein de Grasse Entreprises ou de Grasse BIOTECH, comme de la pépinière d'entreprises InnovaGrasse. La politique d'animation de ces trois pôles est organisée en synergie entre tous les acteurs et partenaires économiques afin d'offrir aux entreprises un guichet unique : rendez-vous d'information multithématiques, actions d'animation interentreprises ateliers de formation ou de sensibilisation, animation des zones d'activités avec la mise en place de démarches collectives.

La CCI Nice Côte d'Azur contribue à l'animation organisée par la CAPG en faveur des entreprises de son territoire, par l'organisation d'ateliers thématiques (marque employeur, développement commercial, transmission/reprise, sensibilisation à la RSE, etc.) programmés avec les services de la CAPG et sa direction du développement économique. Afin de s'adapter aux emplois du temps contraints des chefs et créateurs d'entreprises, la CCI Nice Côte d'Azur et la CAPG conviennent de réaliser cette animation à travers des ateliers en présentiel ou podcasts en adéquation avec les choix exprimés par les entreprises.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

2.2 Energie- Industrie

La CAPG et la CCINCA travaillent étroitement au profit des entreprises et clubs d'entreprises du territoire, sur des thématiques liées à la transition énergétique. Les entreprises doivent répondre à une équation complexe : comment développer leur activité, génératrice de croissance économique et d'emplois, tout en prenant en compte les enjeux environnementaux.

Dans le cadre de cette démarche la CAPG et la CCINCA proposent des actions transversales structurantes et fédératrices afin de contribuer à répondre aux enjeux identifiés, notamment en lien avec la réglementation ou les dispositifs nationaux (décret tertiaire, semaine de l'industrie, industrie du future, gestion de l'eau, logistique, etc.).

2.3 Action de soutien à la Place Business, accélérateur du développement commercial des TPE-PME

Déployée par la CCI Nice Côte d'Azur, la Place Business a pour objectif de favoriser l'accès des TPE et PME locales aux marchés publiés par les grands donneurs d'ordre locaux publics et privés.

La Place Business participe de la mise en œuvre, au niveau régional, du Small Business Act européen en faveur des TPE-PME azuréennes. Ce dispositif doit permettre aux TPE et PME d'accroître leurs courants d'affaires au sein de l'écosystème local. Il s'appuie sur une plateforme B to B, ainsi que sur des rencontres d'affaires.

En tant qu'acteur public clé de l'économie azuréenne, la CAPG s'engage à soutenir le dispositif Place business en l'intégrant dans son processus d'achat et à intervenir comme donneur d'ordre, de la simple consultation aux appels d'offre. La CAPG participera aux rencontres d'affaires traitant des thématiques qu'elle jugera pertinente.

La CAPG s'engage également à promouvoir et recommander la Place Business auprès des entreprises de son territoire.

2.4 Actions stratégiques de développement et d'attractivité

De manière générale, la convention de coopération pourra porter sur la mise en œuvre de toute action stratégique s'inscrivant dans le champ de compétences des missions de service public d'intérêt général dont est investie la CCNCA et identifiée comme susceptible de concourir à la consolidation du tissu économique local ainsi qu'à l'attractivité du territoire créant ainsi un écosystème dynamique et résilient, propice à un développement durable et inclusif.

Article 3 – Modalités financières

Pour la réalisation des actions décrites ci-dessus, la CAPG versera une participation financière à hauteur de 20 000 € à la CCINCA, versée en 2 temps :

- 60%, soit 12 000 €, à la signature de la convention ;
- 40%, soit 8 000 €, en fin d'année 2025 à réception du bilan annuel de la convention assorti de la demande de participation correspondante émise par la CCINCA.

Article 4 – Modalités de suivi

Il est créé entre la CAPG et la CCI Nice Côte d'Azur une instance commune de pilotage dénommée commission de suivi. Elle est composée de 4 à 6 membres, soit 2 à 3 représentants de la CAPG, un représentant de la Direction Générales des Services de la CAPG et le Directeur du Développement économique et directeur de projet opérationnel de la convention, et 2 à 3 représentants de la CCI Nice Côte d'Azur, la directrice du développement et la Responsable Conventionnements Publics et Ingénierie de Projets.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La commission de suivi se réunira 1 fois par an, au plus tard 3 mois avant la fin de la convention. La commission de suivi aura pour fonction de veiller au bon fonctionnement de la présente convention de coopération, d'initier les changements nécessaires et de proposer de nouvelles actions communes. Elle aura aussi pour rôle d'aplanir toute difficulté qui pourrait naître de l'application de la présente convention de coopération et de prévenir, par la voie de la conciliation, tout différend pouvant naître de son interprétation ou de son exécution. Elle aura pour mission d'étudier les suites potentielles à donner en 2025, sur un programme d'actions ciblées.

Les parties conviennent, par ailleurs, de se réunir, si nécessaire, à mi-parcours et en fin de convention, au sein d'un comité technique de déploiement, composé des personnes en charge de la réalisation des actions et livrables afin de valider conjointement l'avancement et la mise en œuvre opérationnelle des actions.

Les parties se tiennent mutuellement informées de l'identité du ou des interlocuteurs qu'elles ont respectivement désignés et de tout changement d'interlocuteur intervenant pendant la durée de la convention de coopération, par tout moyen.

La commission de suivi pourra être composée des représentants CAPG :

- Mme Nathalie CAMPANA, Directeur Générale Adjointe des Services ;
- M. Andy VANHANDENHOVEN, Directeur du Développement Economique et Touristique
- Mme Anna ENGUENT, Chargée des relations partenaires économiques

Ainsi que des représentants CCI Nice Côte d'Azur :

- Mme Marie-Laure MAZEAU, Responsable conventionnements publics et ingénierie de projets ;
- Mme Myriam PRIEUR, Directrice du Développement
- Mme Peggy MISIRACA-TEYCHENE Directrice Appui aux Entreprises et Territoires.

Article 5 – Date d'effet et durée

La présente Convention est conclue pour l'année 2025. Elle fera l'objet d'un bilan annuel. A l'expiration de ce délai initial, la présente convention peut être renouvelée deux fois d'un commun accord entre les Parties, par voie d'avenant. A défaut, le présent partenariat cesse de produire ses effets à son échéance, et ce, automatiquement et de plein droit.

Article 6 – Adaptation, évolution et révision

Les actions visées ci-dessus sont mises en œuvre sur la base d'une concertation entre les Parties. Le cas échéant, d'autres actions pourront être identifiées et mises en œuvre après accord des parties sous forme d'avenant à la présente convention.

Si en cours d'exécution de la convention la CAPG venait à connaitre des modifications notables notamment dans sa composition, un élargissement de son territoire à de nouvelles communes, ou des modifications de ses statuts et de l'intérêt communautaire causant des incidences appréciables sur l'économie de la coopération, les parties se rapprocheront pour examiner les adaptations nécessaires au maintien de cet équilibre.

L'exécution de la convention sera poursuivie pendant le temps de la négociation en vue de l'adaptation.

Si les parties ne parviennent pas à un accord dans un délai de 6 mois, la présente convention pourra être résiliée à l'initiation de l'une ou l'autre des parties.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Article 7 – Résiliation

Chacune des parties peut résilier la présente convention de partenariat, à tout moment et de plein droit, dans le cas où l'autre partie manquerait à l'une de ses obligations résultant des présentes et n'y remédierait pas totalement dans un délai de deux mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui signalant ledit manquement.

Ladite résiliation prend effet automatiquement et de plein droit à l'expiration du délai susvisé.

Article 8 – Garantie, responsabilité et assurance

La CCI Nice Côte d'Azur reconnait avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable le garantissant pour toutes les conséquences de la responsabilité civile lui incombant à raison des dommages causés à autrui du fait de l'exécution des présentes.

La CAPG reconnait avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable le garantissant pour toutes les conséquences de la responsabilité civile lui incombant à raison des dommages causés à autrui du fait de l'exécution des présentes.

Chaque partie déclare être assurée pour des montants suffisants pour les risques relevant de sa responsabilité civile, professionnelle et contractuelle.

Article 9 – Droit de propriété intellectuelle

Chaque partie aux présentes conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle attachés à ses propres bases, documents, outils et savoir-faire. Le contenu fourni par l'une des parties à l'autre partie restera la propriété de la partie qui l'a fourni, la partie bénéficiaire étant autorisée à utiliser le contenu selon les modalités précisées dans la présente convention.

La CCI Nice Côte d'Azur conservera notamment l'ensemble de ces droits attachés aux systèmes et produits d'information issus de ces outils, qu'elle délivrera à la CAPG.

La CAPG disposera sur l'ensemble des produits d'un droit d'usage non exclusif pour la durée de la présente convention et à l'issue de celle-ci. Elle les utilisera conformément à ses besoins. Les utilisateurs s'interdisent toute forme de prestation à caractère commercial sur les données mises à leur disposition. Toute diffusion de données, par l'une des parties, s'accompagnera de la mise en valeur du partenariat et de l'affichage des logos.

Article 10 – Clause de non-exclusivité

La présente convention ne saurait attribuer une quelconque exclusivité à l'une ou l'autre des parties.

Les parties conservent ainsi la faculté de collaborer avec d'autres intervenants pendant la période d'exécution de la présente convention. La CCINCA se réserve le droit de proposer à d'autres partenaires la mise en place d'outils de même structure, de même que le droit exclusif d'utiliser la base de données commune dans le cadre d'établissement et de relations avec d'autres acteurs, selon les modalités de son choix.

Article 11 - Données à Caractère personnel

Dans les cas où les parties ont à procéder au traitement de données à caractère personnel, elles ont à le faire de manière légale et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et d'assurer notamment un niveau de sécurité adéquate de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_071-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur en France et en particulier à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite loi Informatique et Libertés ainsi qu'au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Article 12 - Dispositions Générales

La présente Convention, y compris ses Annexes, constitue l'intégralité des obligations entre les Parties et se substitue à tous les autres accords antérieurs, écrits ou oraux, se rapportant au même objet.

Les Parties reconnaissent que le présent partenariat ne crée entre elles aucun lien de subordination, d'agence, d'association ou d'entreprise commune. Chacune des Parties agit en son nom propre et pour son propre compte. Une Partie n'a ni le pouvoir, ni l'autorisation d'engager l'autre Partie de quelque façon que ce soit. La CAPG ne délègue aucun mandat ou pouvoir à la CCI Nice Côte d'Azur et réciproquement.

Article 13 - Droit applicable et juridictions compétentes

La présente Convention est soumise au droit français.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tous litiges qui pourraient survenir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Nice sera compétent.

Fait à _____, le _____2025

En deux exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour la CCI Nice Côte d'Azur**
Le Président,	**Le Président,**
Jérôme VIAUD	**Jean-Pierre SAVARINO**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_072 : Bail rural relatif au hameau de Fontagne à Collongues

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_072
RAPPORTEUR : Raoul CASTEL	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
Bail rural relatif au hameau de Fontagne à Collongues	

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse bénéficie d'un bail emphytéotique sur diverses parcelles situées à Collongues. Il est proposé de consentir un bail rural de 9 ans pour l'installation de Monsieur Jean-François MORENO, éleveur de porcs de plein air et maraîcher bio, déjà présent en vertu d'un bail de petites parcelles du 15 juin 2023.
Le nouveau bail rural envisagé porte sur une superficie plus grande pour un total de 3ha 95a 30ca de terres labourables et un bâtiment agricole de 112 m², sis au Hameau de Fontagne à Collongues, dans le périmètre du bail emphytéotique de 30 ans qui lie la CAPG et Mesdames Lions, et qui se termine le 25 juillet 2041.
Le montant du fermage est calculé selon les règles et indices fixés par arrêtés préfectoraux et s'élève sur la base d'une année pleine, calculée en 2024 à la somme de 2.435,73 €, payable semestriellement. Son montant sera révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice des fermages.
Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer ce bail rural.

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code Rural et de la Pêche maritime et notamment les articles L. 411-11 et suivants et R. 411-11 et suivants ;

Vu la loi n° 95-02 du 2 janvier 1995 relative aux prix des fermages ;

Vu le décret n°2007-326 du 8 mars 2007 relatif aux clauses visant au respect de pratiques culturales pouvant être incluses dans les baux ruraux ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM-SEAFEN-AP n° 2020-182 du 28 septembre 2020 « Arrêté portant sur la fixation des conditions d'établissement du prix des fermages » ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM-SEAFEN-AP n° 2024_414 du 25 novembre 2024 « Arrêté fixant la variation annuelle des indices pour la révision des anciens prix des fermages et la valeur des points pour l'établissement des nouveaux prix des fermages pour 2024 des conditions d'établissement du prix des fermages » ;

Vu la délibération n° DL2023_150 du 21 septembre 2023 portant « Adoption de la stratégie alimentaire et plan d'action du Projet alimentaire Territorial du Pays de Grasse » et « Intégration du Projet Alimentaire Territorial » (PAT) au Projet de Territoire du Pays de Grasse ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant le bail emphytéotique consenti le 26 juillet 2011, par Mesdames LIONS à la Communauté de Communes des Monts d'Azur pour une durée de trente ans avec possibilité de sous-location, suivi d'un avenant du 22 avril 2016 au profit de la CAPG ;

Considérant que depuis le 15 juin 2023, en vertu d'une délibération DL2023_088 du 6 avril 2023, Monsieur Jean-François MORENO, éleveur de porcs bio de plein air, bénéficie d'un bail de petites parcelles (1ha 38a 15ca) pour 8 années ;

Considérant qu'en plus de son élevage bio de porcs, les productions proposées par Monsieur Jean-François MORENO, en qualité de maraîcher bio, présentent un intérêt pour le territoire, et en particulier pour la commune de COLLONGUES ;

Considérant que cette installation participe au Projet Alimentaire Territorial de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que le nouveau bail proposé sur 3ha 95a 30ca de terres labourables et un bâtiment agricole de 112 m2, sis au Hameau de Fontagne à Collongues, se substituera au bail petites parcelles en cours dès l'obtention de l'autorisation préfectorale d'exploiter et sous réserve que cette autorisation intervienne après le contrôle de légalité dudit bail ;

Il est proposé au conseil communautaire de mettre à disposition via la conclusion d'un bail rural de 9 ans entre la CAPG et Monsieur Jean-François MORENO, les onze parcelles sollicitées par Monsieur MORENO au Hameau de FONTAGNE sur la commune de COLLONGUES pour un montant de fermage annuel de 2.435,73 €, payable semestriellement soit 1.217,86 €/semestre à terme échu, Le premier paiement devant être effectué le 30 juin 2025. Son montant sera révisable chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages de la région naturelle agricole concernée, publié annuellement par arrêté préfectoral des Alpes Maritimes. (L'indice de référence à prendre en considération étant le dernier indice connu au moment de la signature du bail, soit les terres cultivées en région « Alpes » - Année de référence : 2024 - Valeur du point Terres nues : 11.06 €/ha/an – Valeur du point bâtiment d'exploitation : 0.13 €/m2/an.)

Par ailleurs, afin de protéger la qualité des sols, la ressource en eau et, de préserver les paysages et la biodiversité très affirmée sur le site, ce bail comporte une clause environnementale qui impose d'y pratiquer une agriculture biologique sur sa majeure partie.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CONSENTIR** ce bail rural en faveur de Monsieur Jean-François MORENO, sur les parcelles et dans les conditions mentionnées au projet de bail ci-annexé ;
- **D'APPROUVER** les termes du bail rural de 9 ans tel que présenté en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le bail rural, entre la CAPG et Monsieur Jean-François MORENO.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_072

MAJ 05.02.2025.

BAIL RURAL de 9 ans

contenant CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Entre les soussignés

BAILLEUR :

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**, ou par abréviation CAPG, dont le siège est situé à GRASSE (06130), 57 avenue Pierre Sémard, immatriculée au SIREN sous le numéro 200 039 857,

constitué en application de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999, et de la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010, et par suite de l'arrêté de Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes en date du 27 mai 2013 portant création de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et de l'arrêté préfectoral modificatif du 17 décembre 2013.

Les statuts de ladite agglomération ayant été adoptés suite à l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015, et du 20 novembre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ici représentée par :

Monsieur Jérôme VIAUD, Président au sein de la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE,** élu et nommé à cette fonction en vertu d'une délibération du conseil communautaire n° DL2020-033 en date du 16 juillet 2020.

Lequel est spécialement autorisé à l'effet des présentes, conformément à l'article L.1311-13 du code général des collectivités territoriales, suite à une délégation de signature consentie par le conseil communautaire en vertu d'une délibération n°DL 2020-049 en date du 16 juillet 2020, transmise en préfecture le 27 juillet 2020.

En vertu de l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales, la délibération est exécutoire dés sa transmission en Préfecture.

Spécialement habilité aux termes d'une délibération n°DL2025- en date du [*date*] 2025 transmise en préfecture des Alpes Maritimes, le 2025.

Figurant ci-après sous la dénomination : le "**BAILLEUR**", sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas de pluralité de bailleurs.

D'UNE PART

PRENEUR :

Monsieur Jean-François Jacques **MORENO,** Agriculteur, demeurant chemin du Moulin à La Rochette (06260),

Né à Perpignan (66000), le 6 juin 1993.

Célibataire majeur, non marié, non PACSé.

Figurant ci-après sous la dénomination : le "**PRENEUR**" sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas de pluralité de preneurs.

D'AUTRE PART

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PRESENCE – REPRESENTATION

Monsieur Jérôme VIAUD, représentant le BAILLEUR est à ce présent.

Monsieur Jean-François MORENO, en sa qualité de PRENEUR est à ce présent**.**

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Préalablement au bail, les parties déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'il n'existe aucune restriction à la capacité de donner à bail du **BAILLEUR** ainsi qu'à la capacité de s'obliger du **PRENEUR** par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque, ainsi qu'il en a été justifié.

Le **BAILLEUR** seul :

- Qu'il a la libre disposition des locaux loués.
- Qu'aucune clause de réserve de propriété ne peut être invoquée par les fournisseurs des éléments de matériel, mobilier, agencements ou installation compris dans les locaux loués.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces relatives à l'état civil des parties ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

La première partie contient les dispositions du bail proprement dit et la deuxième partie les dispositions diverses.

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

EXPOSE

CONTEXTE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse vient historiquement en soutien à l'agriculture sur son territoire à travers une politique d'accompagnement des porteurs de projets, de sécurisation des installations mais aussi à travers l'animation foncière et l'acquisition de foncier à vocation agricole.

Elle poursuit également, le développement de son Programme Alimentaire Territorial, qui a pour but de relocaliser l'agriculture et l'alimentation sur son territoire, en privilégiant l'installation ou la pérennisation des exploitations agricoles. Elle favorise les circuits courts et les produits locaux de qualité dans la restauration collective et notamment scolaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ainsi, dans une logique de développement économique adapté, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) s'est engagée depuis sa création dans une démarche de reconquête agricole en lien avec les acteurs locaux notamment sur la commune de Collongues. Sur ce territoire très rural de moyenne montagne, la création d'emplois et le soutien de l'activité économique doivent répondre à de multiples exigences : adaptation aux potentiels endogènes et aux contraintes géographiques ou climatologiques, préservation du patrimoine naturel et paysager, amélioration des conditions de vie sociale et de solidarité etc…

En effet, la dynamique agricole de ces dix dernières années dans la Vallée du Chanan a vu de nouveaux jeunes agriculteurs, et moins jeunes, s'installer, parfois en famille, redynamisant l'ensemble de la vallée.

Initialement, un bail emphytéotique a été consenti par les consorts LIONS au profit de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS D'AZUR (CCMA) pour une durée de 30 ans jusqu'au 25 juillet 2041, portant sur diverses parcelles en nature de terre, pré et taillis, situés au hameau de Fontagne à Collongues d'une surface d'environ 110 ha. Ainsi qu'il résulte d'un bail emphytéotique reçu par Maître Rémi CHARLES, notaire à BRIGNOLES (Var), le 26 juillet 2011, publié au bureau des hypothèques de GRASSE 2, le 25 août 2011, volume 2011P, n°3079.

Un avenant à bail emphytéotique dressé par Maître Yann DEBRAY, notaire à GRASSE (06130), le 22 avril 2016 a été signé entre les consorts LIONS au profit de la CAPG venant aux droits de la CCMA, et ayant pour objet l'autorisation de réaliser un réseau d'écoulement des eaux pluviales, et de construire le bâtiment agricole sur la parcelle section B n° 317, ainsi que la modification de l'indice de révision dudit bail

Sur ces parcelles, le Groupe Local d'Appui de Collongues, qui assure une relation directe et de terrain avec les acteurs de projet, a accompagné la mise en œuvre d'un espace test agricole durant trois ans au profit de Monsieur Adrien Peyre et a permis l'installation de deux agriculteurs : Madame Etienne, agricultrice Production de Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales (PPAM) et Monsieur Devésa, Paysan boulanger.

Ensuite, Monsieur Peyre a bénéficié d'un bail rural qui lui a permis de cultiver le site jusqu'en décembre 2022.

Dans l'intervalle, un bâtiment agricole de 112 m^2 a été construit grâce au cofinancement de la CAPG, de la Région Sud PACA et du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

Le 15 juin 2023, la CAPG a consenti un bail rural « de petites parcelles », d'une durée de 8 années, au profit de Monsieur Jean-François Moreno, jeune agriculteur en élevage porcin Bio de plein air, voisin installé à La Rochette (04), pour la production de fourrage concernant une partie du site sur 13 815 m².

Ce dernier sera résilié et substitué par la signature des présentes.

Monsieur MORENO s'étant engagé à produire des denrées certifiées en agriculture biologique pour la majeure partie, en circuit court et développer son élevage par la production de plantes fourragères destinées à alimenter son cheptel porcin de plein air.

Le 28 août 2024, le Groupe Local d'Appui, réuni autour de Monsieur Raoul Castel, Maire de Collongues, a proposé à la CAPG de mettre à disposition les terres arables disponibles et le bâtiment agricole nécessaires à l'activité de Monsieur Jean-François Moreno. Ainsi, il est consenti à Monsieur MORENO un nouveau bail rural à clauses environnementales, répondant aux objectifs et valeurs portés par la CAPG.

Ceci exposé, il est établi l'acte à la requête des parties,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREMIERE PARTIE – BAIL RURAL de 9 ans

Le **BAILLEUR** donne à bail rural conformément aux articles L.411-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, aux garanties ordinaires et de droit en la matière, modifiées ou complétées éventuellement par les stipulations du présent acte, pour la durée et aux conditions ci-après précisées, au **PRENEUR** qui accepte, les biens dont la désignation suit :

IMMEUBLES LOUES - DESIGNATION

A COLLONGUES (Alpes Maritimes) (06910),

- **Diverses parcelles de terres en nature de terre, pré, futaie.**

- **Un bâtiment agricole d'une surface intérieure de 112m², desservi et équipé en eau « brute » et électricité, construit sur la parcelle cadastrée section B n° 317.**

Les parcelles de terres de diverses natures telles qu'elles figurent au cadastre communal comme suit :

Section	N°	Lieu-dit	Surface			Nature
			Ha	a	ca	
A	21	Peirouchier	00	11	50	Terre
A	23	Peirouchier	00	09	60	Terre
A	24	Peirouchier	00	29	30	Terre
A	30	Peirouchier	00	17	30	Terre
A	38	Peirouchier	00	26	30	Terre
A	40	Peirouchier	00	18	50	Terre

Section	N°	Lieu-dit	Surface			Nature
			Ha	a	ca	
B	12	Le Combal	00	19	60	Terre
B	15	Le Combal	00	06	05	Vigne
B	319	Fontagne	00	08	20	Terre
B	317	Fontagne	00	05	00	Futaie
B	320	Fontagne	02	43	95	Pré

Total	Ha	a	ca
	03	**95**	**30**

D'une contenance totale de : 3 ha 95 a 30 ca.

Les biens loués sont donnés à bail tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du **PRENEUR**.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

EFFET RELATIF

Les parcelles appartiennent en démembrement de propriété à savoir en usufruit à Madame Nicolle HAMEL, veuve de Monsieur LIONS non remariée, et en nue-propriété à Madame Anita LIONS, en vertu d'une attestation de propriété suivant acte reçu par Maître ISNARDY, notaire à PUGET-THENIERS le 14 juin 2004, publié au service de la publicité foncière de GRASSE 2eme BUREAU, le 30 juillet 2004, volume 2004P, numéro 3226.

La CAPG détient un droit réel sur les biens objets des présentes, en vertu savoir :

Bail emphytéotique suivant acte reçu par Maître CHARLES, notaire à BRIGNOLES, le 26 juillet 2011 publié au service de la publicité foncière de GRASSE 2eme BUREAU, le 25 août 2011, volume 2011 P n°3079.

Avenant au bail emphytéotique suivant acte reçu par Maître Yann DEBRAY, notaire à GRASSE (06130), le 22 avril 2016, publié le 2 mai 2016, volume 2016P, n°1482.

DESTINATION - AFFECTATION

Conformément à l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme, le preneur ne pourra changer la destination des parcelles louées qui sont strictement à vocation agricole.

En effet, ledit bail rural est consenti en vue d'une exploitation agricole. Dès lors, sont notamment interdites les exploitations de carrières, mines, sablonnières, de sylviculture, ainsi que les cultures sans sol, les cultures de sapins de Noël, et les dépôts quelconques de quelque nature que ce soit, à l'exception des dépôts de fertilisants et amendements.

ÉTAT DES LIEUX

Le **PRENEUR** prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement et à frais communs dans le mois qui précède l'entrée en jouissance ou dans les trois mois suivant celle-ci.

Il constatera avec précision l'état **du bâtiment** et celui des terres, ainsi que le degré d'entretien de ces dernières.

Passé ce délai, la partie la plus diligente établit unilatéralement un état des lieux qu'elle notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière dispose à compter du courrier recommandé d'un délai de deux mois pour faire ses observations sur l'état des lieux qui lui est proposé. A l'expiration de ce délai, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

SERVITUDES

Le BAILLEUR déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les immeubles loués et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte. Toutefois, le PRENEUR souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les biens sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe.

CONSISTANCE - REGLEMENTATION

Les biens sont loués, tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Étant précisé que s'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'immeubles à usage agricole en vue de leur exploitation selon des pratiques culturales respectueuses de l'environnement, la convention obéit aux règles d'ordre public du statut du fermage et de la réglementation particulière aux baux ruraux environnementaux figurant aux articles L 411-27 et R 411-9-11-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux conditions particulières convenues entre les parties dans les limites permises par la loi.

Les parties sont avisées qu'en cas de modification du statut du fermage ou de création de zones visées à l'article L 411-27, elles seront tenues de se conformer aux dispositions immédiatement applicables aux baux en cours.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens immobiliers appartiennent en usufruit à Madame Nicolle HAMEL veuve de Monsieur LIONS, et en nue-propriété à Madame Anita LIONS, par suite des faits et actes ci-après relatés :

I Originairement :

Lesdits biens appartenaient à Monsieur Georges LIONS, ci-après nommé, pour les avoir recueillis avec d'autres biens étrangers aux présentes, dans la succession de :

Madame Angèle Antonia LIONS, en son vivant, sans profession, demeurant à COLLONGUES (06910), née à COLLONGUES (06910), le 13 novembre 1906, décédée à COLLONGUES (06910), le 27 août 1965,

laissant pour recueillir sa succession, son unique héritier à réserve : Monsieur Georges LIONS, son fils naturel reconnu, institué légataire universel aux termes d'un testament authentique reçu par Maître BRUN, alors Notaire à VALDEROURE (06750), le 6 mai 1965, enregistré à GRASSE (06130), le 29 novembre 1965.

Ainsi que ces faits et actes ont été constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître FEUERBACH, notaire à SAINT VALLIER DE THIEY (06460), le 25 octobre 1968.

La transmission par décès des biens composant ladite succession a été constatée aux termes d'une attestation immobilière dressée par Maître FEUERBACH, le 17 mai 1977, dont une copie authentique a été publiée au 2ème bureau des hypothèques de GRASSE (06130), le 22 juin 1977, volume 1399, n°15.

II Décès de Monsieur Georges LIONS

Monsieur Georges Augustin LIONS, en son vivant employé municipal, demeurant à COLLONGUES (06910), Hameau de Fontagne, né à MARSEILLE (13000), le 20 novembre 1940, époux en uniques noces de Madame HAMEL, avec laquelle il était marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de PUGET THENIERS (06260), le 20 avril 1968.

Est décédé à NICE (06000), où il se trouvait momentanément, le 3 août 2002.

Laissant pour recueillir sa succession :

1ent - son conjoint survivant :

Madame Nicolle Marcelle Marie Françoise HAMEL, retraitée, demeurant à COLLONGUES (06910), hameau de Fontagne, né à VIREY (50600), le 30 mai 1948, veuve de Monsieur Georges LIONS et non remariée depuis.

2ent – et pour seul habile à se dire et porter héritier à réserve et de droit : Mademoiselle Anita Mireille Denise LIONS, adjointe technique territoriale, demeurant à PUGET THENIERS (06260), 2 avenue Alexandre BOTTIN, née à NICE (06000), le 3 septembre 1970, célibataire.

Sa fille unique issue de son union avec son conjoint survivant.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Lucien ISNARDY, notaire à PUGET THENIERS (06260), le 14 juin 2004.

La transmission par décès des biens composant ladite succession a été constatée aux termes d'une attestation immobilière dressée par ledit notaire, Maître ISANRDY, le 14 juin 2004, dont une copie authentique a été publiée au 2ème bureau des hypothèques de GRASSE (06130), le 30 juillet 2004, volume 2004 P, n° 3326.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Audit acte, Madame Nicolle HAMEL a déclaré opter pour l'usufruit de l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers composant la succession.

III Bail EMPHYTEOTIQUE

un bail emphytéotique a été consenti par les consorts LIONS au profit de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS D'AZUR (CCMA) pour une durée de 30 ans jusqu'au 25 juillet 2041, portant sur diverses parcelles en nature de terre, pré et taillis, situés au hameau de Fontagne à Collongues d'une surface d'environ 110 ha.

Ainsi qu'il résulte d'un bail emphytéotique reçu par Maître Rémi CHARLES, notaire à BRIGNOLES (Var), le 26 juillet 2011, publié au bureau des hypothèques de GRASSE 2, le 25 août 2011, volume 2011P, n°3079.

Un avenant audit bail emphytéotique a été dressé par Maître Yann DEBRAY, notaire à GRASSE (06130), le 22 avril 2016 a été signé entre les consorts LIONS au profit de la CAPG venant aux droits de la CCMA, et ayant pour objet l'autorisation de réaliser un réseau d'écoulement des eaux pluviales, et de construire le bâtiment agricole sur la parcelle section B n° 317, ainsi que la modification de l'indice de révision dudit bail

La construction du bâtiment agricole à usage de stockage de matériel et des récoltes d'une surface plancher de 112 m² pour l'avoir faite édifier sans avoir conférer de privilège de vendeur ni d'architecte, en vertu d'un permis de construire PC 006 045 13N0007 délivré suivant un arrêté en date du 24 février 2014.

DUREE

En application des dispositions de l'article L.411-5 du Code rural et de la pêche maritime, le bail est conclu pour une durée de **9 années** entières et consécutives qui prendront cours à compter de la signature des présentes (la date de la dernière signature faisant foi).

1°) Résiliation

Une résiliation amiable peut être décidée par les parties d'un commun accord.

Pour ce faire, le preneur et le bailleur doivent parvenir à s'entendre sur les termes de celle-ci.

Le bailleur peut saisir le Tribunal Paritaire des Baux Ruraux afin de demander une résolution judiciaire en invoquant une faute du preneur :

- Défaut de paiement du fermage ;
- Agissement compromettant l'exploitation du bien agricole ;
- Inexécution d'une clause du bail.

La résiliation du présent bail intervient également lors :

- Du décès du preneur (dont le travail à la ferme est indispensable) ;
- De l'incapacité du preneur (dont le travail à la ferme est indispensable) ;

De la destruction fortuite des biens loués.

2°) Modification

Toute modification du présent bail rural devra faire l'objet d'un avenant devant recueillir la signature et l'accord express des parties à l'acte.

Cet avenant devra ensuite être annexé aux présentes.

3°) Renouvellement du bail

A défaut de congé, le bail se renouvellera automatiquement conformément à l'article L411-50 du code rural par tacite reconduction pour une durée de 9 années aux clauses et conditions du bail précédent, sauf conventions contraires qui devront faire l'objet d'un avenant.

Lors du renouvellement , le preneur ne pourra refuser l'introduction d'une clause de reprise à la fin de la sixième année du bail renouvelé au profit du conjoint du bailleur, du partenaire pacsé ou d'un ou plusieurs des descendants qui devront exploiter personnellement, conformément à l'article L411-59 du CRPM. Dans ce cas, le congé doit être adressé au preneur au moins 2 ans à l'avance.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le Bailleur qui désire s'opposer au renouvellement du bail doit notifier au Preneur un congé motivé, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail, par exploit d'huissier (L411-47 du CRPM). A peine de nullité, ce congé doit être fondé sur l'un des motifs prévus par le CRPM (L 411.53, L411-31, L 411-57 et suivants). Si le Preneur entend contester le congé, il doit saisir le tribunal paritaire dans les 4 mois du congé, par lettre recommandée (L 411-54 CRPM).

Le Preneur peut demander la résiliation du bail pour les motifs énoncés à l'art L411-33 du CRPM. Si la fin de l'année culturale est postérieure de 9 mois au moins à la cause de résiliation, celle-ci peut prendre effet soit à la fin de l'année culturale en cours, soit à la fin de l'année culturale suivante. Dans le cas contraire, la résiliation ne prendra effet qu'à la fin de l'année culturale suivante.

CHARGES ET CONDITIONS DE JOUISSANCE

Ce bail est soumis aux dispositions du statut du fermage, aux usages locaux demeurés valables et notamment aux clauses et conditions suivantes que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir.

1°) Jouissance

Le Bailleur est tenu de mettre à la disposition du Preneur les biens loués pendant toute la durée du bail, et de lui en assurer la libre jouissance. Le Preneur s'engage à jouir des bien loués, suivant leur destination, en fermier soigneux et de bonne foi, conformément à l'usage des lieux. Il avertira le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur le fonds loué (L.411-26 du CRPM) dans les délais prescrits par l'art 1768 du Code civil. Il sera tenu d'engranger et devra tenir l'exploitation constamment garnie (L 1766 et 1767 du Code civil). Il ne pourra arracher ni abattre aucun arbre existant, fruitier ou autre sans le consentement du Bailleur. Il entretiendra toutes les clôtures vives et sèches existant sur les biens loués. Il pourra élaguer les arbres de bordure. En fonction des usages locaux, le Preneur fera tous les fossés, rigoles, et saignées nécessaires à l'assainissement des terres et des prés.

Le droit de chasse appartient au Bailleur. Le Preneur et le co-preneur ont le droit personnel de chasser sur la ferme louée sans pouvoir donner d'autorisation à quiconque, y compris les membres de sa famille (L 415-7 du CRPM).

2°) Empiétement – Usurpations

Le **PRENEUR** s'opposera à tous empiétements et à toutes usurpations et s'oblige à avertir le **BAILLEUR** de tous ceux qui pourraient se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

3°) Destination des lieux

Le **PRENEUR** ne pourra changer la destination des lieux loués qui est strictement à vocation agricole. Le **PRENEUR** s'interdit l'exercice de toute autre activité, notamment commerciale.

a) Extension des activités

Au cours du bail, le **PRENEUR** pourra étendre ses activités, sous réserve, d'une part, qu'elles demeurent agricoles au sens défini par l'article 2 de la loi numéro 88-1202 du 30 décembre 1988 et, d'autre part, que la mise en valeur des terres soit assurée de manière effective et régulière ; l'extension d'activité ne devra pas compromettre la bonne exploitation des biens loués ni leur porter préjudice. Si ces changements ou extensions nécessitaient des aménagements aux bâtiments ou d'autres travaux d'équipement, ils ne pourront être exécutés qu'après que le **BAILLEUR**, soit en a été informé, soit les ait autorisés selon le cas, conformément aux dispositions de l'article L411-73 du Code rural et de la pêche maritime.

b) Transformation des terres

Le **PRENEUR** pourra, dans les conditions fixées par l'article L 411-29 du Code rural et de la pêche maritime, procéder soit au retournement des parcelles de terre en vue d'améliorer les conditions de l'exploitation soit à la mise en herbe de parcelles de terre. Il pourra également, dans les mêmes conditions, mettre en œuvre des moyens culturaux non prévus au bail, après obtention de l'accord préalable du **BAILLEUR.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

4°) Affichage sur les murs et bâtiments

Ce droit est réservé au **BAILLEUR**. Le **PRENEUR** aura le droit de faire figurer des affiches concernant ses propres productions en dehors de ces murs et bâtiments.

5°) Réparations locatives ou de menu entretien

Le **PRENEUR** s'oblige, pendant tout le cours du bail, à entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives, si elles ne sont occasionnées ni par la vétusté, ni par le vice de la construction ou de matière, ni par force majeure.

6°) Grosses réparations - Reconstruction.

Les grosses réparations seront à la charge exclusive du BAILLEUR conformément au bail emphytéotique et aux disposition de l'article L.451-8 deuxième alinéa du Code Rural.

Le **PRENEUR** s'engage à informer le **BAILLEUR** dès que de grosses réparations s'avéreraient nécessaires.

En cas de destruction d'un bâtiment loué, compromettant gravement l'équilibre économique de l'exploitation, en application de l'article L 411-30 du Code rural et de la pêche maritime, le **BAILLEUR** sera tenu, si le **PRENEUR** le demande, de reconstruire le bâtiment détruit ou un bâtiment équivalent, à due concurrence des sommes versées par les compagnies d'assurance.

Si les frais de reconstruction excédent le montant de l'indemnité d'assurance, le **BAILLEUR**, conformément audit article, pourra prendre en charge l'intégralité de la dépense, en demandant au **PRENEUR** une augmentation de fermage conformément aux dispositions de l'article L 411-11 du Code rural et de la pêche maritime, en respectant les quantités arrêtées par l'autorité administrative. En cas de désaccord sur la modification demandée, elle sera fixée par le tribunal paritaire, saisi par la partie la plus diligente.

Le **PRENEUR** pourra également décider de participer au financement des travaux de reconstruction.

Le **PRENEUR** souffrira que le bailleur fasse faire toutes les grosses réparations qui deviendront nécessaires aux bâtiments du domaine affermé ainsi que toutes les reconstructions et constructions nouvelles que celui-ci jugerait à propos de faire édifier. **Il ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution du fermage pour la gêne pouvant résulter de ces travaux.**

7°) Mise aux normes des bâtiments

Le **BAILLEUR** ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Le **BAILLEUR** autorise, d'ores et déjà, le **PRENEUR** à effectuer ces travaux. Le **PRENEUR** informera alors le **BAILLEUR** de toutes les mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

8°) Assurances.

*a) Obligations pour le **PRENEUR***. Le **PRENEUR** devra, pendant le cours du bail, assurer pour une somme suffisante ;

- son mobilier, son matériel de culture, ses bestiaux, ses récoltes et plus généralement, tous les biens lui appartenant et garnissant la ferme ;
- les risques liés à sa qualité de preneur : incendie, dégâts des eaux…
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout au **BAILLEUR** par la production des polices et des quittances.

*b) Obligation pour le **BAILLEUR** de réinvestir l'indemnité d'assurance*. En cas de destruction d'un bâtiment loué, la reconstruction sera effectuée conformément aux dispositions de la clause 6° "*Grosses réparations - Reconstruction"* ci-dessus énoncée.

9°) Cours - Chemins privés

Le **PRENEUR** entretiendra en bon état d'usage et de viabilité toutes les cours et tous les chemins privés de la ferme.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

10°) Culture des terres

Les terres seront cultivées, labourées, fumées et ensemencées en temps et saisons convenables selon les meilleures méthodes modernes de cultures éprouvées, de manière à les rendre à la fin du bail en bon état de culture et de fumure.

11°) Prairies ou herbages

Le **PRENEUR**, dans la mesure où des prairies ou herbages sont compris aux présentes, en prendra soin comme des labours en les fumant, les amendant.

12°) Épandage, fertilisation, amendement

Le **PRENEUR** effectuera ces activités conformément aux normes en vigueur dans le respect du droit des tiers et aux périodes appropriées. Il tiendra compte des types de sols, de leur couverture, de leur situation par rapport aux autres surfaces.

13°) Bois – Émondes

Le **PRENEUR** fera l'émondage en temps et saison convenables et ne pourra le pratiquer sur les arbres qu'il n'est pas usage d'émonder. En aucun cas, il ne devra mutiler ou étêter les arbres et plants.

14°) Arbres fruitiers

Le **PRENEUR** est tenu d'entretenir et soigner suivant les méthodes culturales modernes et appropriées, les arbres fruitiers, oliviers et vignes de la propriété. Il les fumera et taillera convenablement et détruira les rejetons et gourmands qu'ils pourraient produire, ainsi que les bois d'élagage.

Il ne pourra arracher ni abattre pour son compte aucun des arbres existants ou qui seront plantés, lors même qu'ils ne seraient plus en rapport ; toutefois, il pourra abattre des arbres ou plants épars qui seront morts, après en avoir référé au propriétaire.

Dans tous les cas d'abattage, le preneur devra tenir des obligations en matière de défrichement.

15°) Talus - Fossés - Haies - Clôtures

Le preneur est tenu de curer et nettoyer les fossés d'arrosage et d'écoulement. Il entretiendra en bon état les clôtures vives ou sèches. Il taillera et échenillera les haies en temps et saisons convenables. L'entretien des murs de soutènement et des talus sera à la charge du preneur.

16°) Pailles et foins - Fumures

Toutes les pailles et tous les foins ainsi que les fumiers produits le cas échéant sur le domaine loué pourront respectivement soit être consommés sur place soit être employés à la fumure de la ferme soit être vendus. Le tout dans la mesure où il n'y a ni dégradation du fonds loué ni atteinte au potentiel de production de celui-ci.

Toutefois, les récoltes et les fumiers produits la dernière année de jouissance (après semailles et plantations des légumes fourragères exigeant des fumures), appartiendront au **PRENEUR**, déduction faite de la partie à laisser en ensouchement d'après l'état des lieux.

17°) Boues des stations d'épuration citadines

Le **PRENEUR** veillera à l'innocuité des boues épandues afin de ne pas compromettre la qualité des sols loués.

18°) Cas fortuits

Il est expressément convenu que le preneur supportera tous les cas fortuits ordinaires ou extraordinaires, tel que grêle, foudre, gelée, coulure, inondation et de tous autres cas fortuits prévus ou imprévus.

Par suite de catastrophes naturelles ou de calamités agricoles, le preneur aura la possibilité de demander une remise de prix du fermage conformément aux dispositions des articles L. 411-19 et suivants du Code Rural.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

19°) Clauses environnementales

Les clauses environnementales ont vocation à protéger la qualité des sols et la ressource en eau et à préserver la qualité des paysages et de la biodiversité. Conformément aux dispositions du décret n°2007-326 du 8 mars 2007 relatif aux clauses visant au respect de pratiques culturales pouvant être incluses dans les baux ruraux, les deux parties conviennent des engagements du preneur quant à la conduite des cultures suivant le cahier des charges de l'Agriculture Biologique.

L'évaluation annuelle du respect de cette clause se fera :

- Sur présentation de la certification des productions concernées par le bien donné à bail.
- Par la mise en œuvre d'un bilan régulier des pratiques agronomiques mises en œuvre que le bailleur établira avec le preneur à des dates convenues entre les parties et qui donnera lieu à une visite des parcelles.
    - Le preneur s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'évaluation des progrès effectués et des difficultés rencontrées.
    - Le bailleur se réserve le droit d'effectuer toute analyse chimique qu'il jugera nécessaire.

Ces clauses s'applique à l'ensemble du site à l'exception des parcelles cadastrées section B n°317 (bâtiment), et B n°12 et B n°15 (installation de l'élevage de porc).

20°) Garnissement

Le **PRENEUR** devra garnir et tenir constamment garnis les bâtiments d'exploitation s'il en existe, pendant tout le cours du bail, de matériel de culture et instruments aratoires, en quantité et de valeur suffisante pour assurer une bonne exploitation et pour répondre du paiement des fermages et de l'exécution des conditions du bail.

21°) Engrangement des récoltes

Le **PRENEUR** engrangera dans les bâtiments de la ferme louée toutes les récoltes qui proviendront des biens affermés, sauf pour les récoltes qu'il est usage de livrer directement à l'organisme acheteur, ou de stocker en dehors des bâtiments.

22°) Fin du bail - Obligation du PRENEUR

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, le **PRENEUR** devra restituer les lieux en bon état, conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail, conformément aux articles L 411-28, L 411-29 et L 411-73 du Code rural et de la pêche maritime. Le nouvel état des lieux qui sera alors dressé, à frais communs, devra tenir compte de ces modifications et transformations.

PLANTATIONS INSTALLEES PAR LE PRENEUR

Il est convenu entre les parties que les plantations faites par le **PRENEUR** en cours du bail ne seront acquises au **BAILLEUR** qu'à l'expiration définitive des présentes.

CESSION – ASSOCIATION AU BAIL – APPORT EN SOCIETE

1°) Cession du bail

Le bail est incessible sauf dans les cas et sous les conditions prévues à l'article L 411-35 du Code rural et de la pêche maritime. Il en est de même de tout sous-location. Les conditions de forme de notification au bailleur pour obtenir son agrément doivent être conformes à l'article L 411-35 sous peine de résiliation judiciaire.

2°) Apport à une société

Tout apport à une société civile d'exploitation ou à un GAEC est subordonné à l'agrément personnel et préalable du **BAILLEUR** conformément aux dispositions de l'article L 411-38 du Code rural et de la pêche maritime.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

SOUS-LOCATION – MISE A DISPOSITION – ÉCHANGE DE JOUISSANCE

1°) Sous-location

Toute sous-location est interdite.

2°) Mise à disposition

En vertu de l'article L 411-35 du Code rural et de la pêche maritime, le preneur peut héberger, dans les bâtiments d'habitation loués, s'il en existe, ses ascendants, descendants, frères et sœurs, ainsi que leurs conjoints. Il ne peut exiger, pour cet hébergement, un aménagement intérieur du bâtiment ou une extension de construction.

En vertu de l'article L 411-37 du Code rural et de la pêche maritime, si le **PRENEUR** est, ou devient, membre d'une société dont l'objet est principalement agricole, il pourra mettre à la disposition de celle-ci tout ou partie des biens présentement loués, à condition d'en aviser le **BAILLEUR**.

Le Preneur reste seul titulaire du bail et doit, à peine de résiliation, continuer à se consacrer personnellement à l'exploitation du bien loué. Les droits du bailleur ne sont pas modifiés.

3°) Échange de jouissance.

Le **PRENEUR** aura la faculté, dans les limites et conditions fixées par l'article L 411-39 du Code rural et de la pêche maritime, de procéder à des échanges de jouissance ou locations de parcelles détachées ou enclavées. Il devra, au préalable, notifier l'opération au **BAILLEUR** qui pourra s'y opposer en saisissant le tribunal paritaire.

4°) Décès du Preneur (L 411-34 du CRPM)

En cas de décès du Preneur, le bail continue au profit de son conjoint, du partenaire pacsé, de ses ascendants et de ses descendants participant à l'exploitation ou y ayant participé au cours des cinq années antérieures au décès.

Les ayants droit du Preneur ont la faculté de demander la résiliation du bail dans les six mois du décès. La même faculté est accordée au Bailleur lorsque le Preneur ne laisse pas de conjoint ou d'ayant droit réunissant les conditions précitées. Il doit en faire la demande dans les six mois suivant le décès.

AMELIORATIONS PAR LE PRENEUR

Le **PRENEUR** pourra, dans les conditions prévues par l'article L 411-73 du Code rural et de la pêche maritime, effectuer des améliorations présentant un caractère d'utilité certaine pour l'exploitation sur le fonds loué, et effectuer des travaux et des aménagements, avec l'accord du Bailleur. Il aura droit, dans ce cas, à sa sortie des lieux, à une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article L 411-71 du Code rural et de la pêche maritime et déterminée lors de l'état de sortie des lieux.

Pour déterminer l'existence et la consistance des améliorations, il sera fait une expertise de sortie qui sera comparée à l'état des lieux dressé au début du bail.

MAJORATION DU FERMAGE POUR INVESTISSEMENTS

1°) Investissements réalisés par LE BAILLEUR en cours de bail :

a) en cas d'investissements volontaires : lorsque le **BAILLEUR** aura effectué en accord avec le **PRENEUR** des investissements dépassant le cadre de leur obligations légales, le prix du bail en cours sera augmenté d'une rente en espèces égale à l'intérêt des sommes ainsi investies, conformément aux dispositions de l'article R 411-8 du Code rural et de la pêche maritime.

Lors du renouvellement du bail, les parties, d'un commun accord (ou, à défaut, le tribunal paritaire), pourront, par une clause expresse, convertir cette rente en quantité de denrées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

b) en cas d'investissements imposés par une personne morale de droit public (département, commune, syndicat mixte, association syndicale) : si des investissements améliorant les conditions de l'exploitation sont imposés par une telle personne morale, le montant du fermage en cours sera augmenté d'une rente fixée d'un commun accord entre les parties (ou, à défaut, par le tribunal paritaire), compte tenu des dépenses supportées par les bailleurs, conformément aux dispositions de l'article R 411-9 du Code rural et de la pêche maritime.

2°) Investissements réalisés par le fermier sortant :

si le **BAILLEUR** a indemnisé le fermier sortant dans les conditions prévues à l'article L 411-76 alinéa 4, du Code rural et de la pêche maritime, il pourra demander une majoration de fermage dans les conditions prévues à l'article R 411-9 du Code rural et de la pêche maritime.

FERMAGE

Le bail est consenti et accepté moyennant un fermage annuel fixé conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux suivants :

- DDTM-SEAFEN-AP n° 2020-182 du 28 septembre 2020 « Arrêté portant sur le fixation des conditions d'établissement du prix des fermages »
- DDTM-SEAFEN-AP_n° 2024_414 du 25 novembre 2024 « Arrêté fixant la variation annuelle des indices pour la révision des anciens prix des fermages et la valeur des points pour l'établissement des nouveaux prix des fermages pour 2024 des conditions d'établissement du prix des fermages »

Le prix des fermages est constitué :

- **Du loyer des terres nues** minoré pour clauses environnementales.

➢ Le nombre de points (T) étant arrêté à 36 ;
➢ La Valeur de Point de la Terre est de 11.06 €/ha/an ;
➢ La surface « S » est de 3 ha 95 a 30 ca, soit 3.953 ;
➢ La minoration pour clauses environnementales est de 10 %.

Soit : 36 x 11.06 x 3.953 x 0.9 = 1.416.53 € par an.

- **Du loyer du bâtiment d'exploitation**.

➢ Le nombre de points (T) étant arrêté à 70 ;
➢ La Valeur de Point de l'Exploitation est de 0.13 €/m^2/an ;
➢ La surface « S » est de 112 m^2 ;

Soit : 70 x 0.13 x 112 = 1 019,20 € par an.

Ainsi, le montant du loyer annuel est fixé à la somme de 2.435,73 € (deux mille quatre cent trente-cinq euros et soixante-treize centimes).

Le paiement du loyer sera versé au bailleur par semestre à terme échu, soit 1.217.86 € (Mille deux cent dix-sept euros et quatre-vingt-six centimes par semestre).

Ce montant sera actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages de la petite région agricole concernée. L'indice de référence à prendre en considération étant le dernier indice connu au moment de la signature du bail.

Région : Alpes niçoise - Année de référence : 2024

Valeur du point Terres nues : 11.06 €/ha/an – Valeur du point bâtiment d'exploitation : 0.13 €/m2/an

Le preneur s'oblige à payer ledit loyer par semestre au bailleur les 31 décembre et 30 juin de chaque année.

Le premier paiement devant être effectué le 30 juin 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

IMPOTS ET TAXES

Le **PRENEUR** devra acquitter ses impôts personnels de manière que le **BAILLEUR** ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

Il paiera, en outre, en plus du fermage, et éventuellement remboursera au **BAILLEUR** lorsqu'il les aura acquittés en ses lieu et place, tous droits, taxes et cotisations afférentes aux biens loués et que la loi, ou les usages locaux, mettent à la charge de l'exploitant, c'est-à-dire notamment la cotisation pour le budget annexe des prestations sociales agricoles, et actuellement la moitié de l'imposition pour frais de chambre d'agriculture, et, conformément aux dispositions de l'article L 415-3 du Code rural et de la pêche maritime, une somme égale au 1/5ème du montant global de la taxe foncière, le tout majoré des frais de confection des rôles.

Le remboursement par le **PRENEUR** se fera sans délai sur justification du montant des impôts et taxes fournis par le **BAILLEUR**. Etant observé que le montant de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, si elle existe, doit être entièrement rétrocédé au **PRENEUR**.

Le Preneur prendra à sa charge les prestations sociales agricoles afférentes aux biens loués.

PRIVILEGE

Le **BAILLEUR** se réserve son privilège sur tous les objets garnissant la ferme et appartenant au débiteur pour sûreté de tous fermages qui seront dus en vertu du présent bail.

RESILIATION DU BAIL

*a) À la demande du **PRENEUR**.*

- au cas où après un remembrement, la jouissance des biens loués étant diminuée, le **PRENEUR** n'entend pas obtenir le report des effets du bail sur les parcelles reçues en échange, conformément aux dispositions de l'article L 123-15 du Code rural et de la pêche maritime.

- au cas où après exercice d'un droit de préemption, le **PRENEUR** entend quitter les lieux, conformément aux dispositions de l'article L 213-10 alinéa 3, du Code de l'urbanisme.

- si, suite à une résiliation partielle par le **BAILLEUR**, pour changement de la destination agricole, le **PRENEUR** est privé de parcelles essentielles à l'équilibre économique de son exploitation, conformément aux dispositions de l'article L 411-32 du Code rural et de la pêche maritime. Etant précisé que le droit de résiliation ne peut être exercé sur des parcelles en vue d'un changement de leur destination agricole qu'avec l'autorisation de l'autorité administrative, l'absence d'autorisation administrative préalable n'étant possible que pour les parcelles situées en zone U en application d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu. Dans cette hypothèse, le **PRENEUR** ne peut être contraint de quitter les lieux avant l'expiration de l'année culturale en cours et il est indemnisé à hauteur du préjudice subi.

*b) A la demande du **BAILLEUR***

Sous réserve des dispositions des articles L 411-32 et L 411-34 du Code rural et de la pêche maritime, le bailleur ne peut demander la résiliation du bail que s'il justifie de l'un des motifs suivants :

1° Deux défauts de paiement de fermage ou de la part de produits revenants au bailleur ayant persisté à l'expiration d'un délai de trois mois après mise en demeure postérieure à l'échéance. Cette mise en demeure devra, à peine de nullité, rappeler les termes de la présente disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

2° Des agissements du preneur de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds, notamment le fait qu'il ne dispose pas de la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'exploitation. Le fait que le preneur applique sur les terres prises à bail des pratiques ayant pour objet la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité, des paysages, de la qualité des produits, des sols et de l'air, la prévention des risques naturels et la lutte contre l'érosion ne peut être invoqué à l'appui d'une demande de résiliation formée par le bailleur

3° Toute contravention aux dispositions de l'article L411-35 du Code rural et de la pêche maritime aux termes desquelles toute cession de bail est interdite, sauf si la cession est consentie, avec l'agrément du bailleur, au profit du conjoint ou du partenaire d'un pacte civil de solidarité du preneur participant à l'exploitation ou aux descendants du preneur ayant atteint l'âge de la majorité ou ayant été émancipés. A défaut d'agrément du bailleur, la cession peut être autorisée par le tribunal paritaire.

De même aux termes de cet article, le preneur peut avec l'agrément du bailleur ou, à défaut, l'autorisation du tribunal paritaire, associer à son bail en qualité de copreneur son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité participant à l'exploitation ou un descendant ayant atteint l'âge de la majorité.

4° Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article L 411-38 du Code rural et de la pêche maritime aux termes duquel le preneur ne peut faire apport de son droit au bail à une société civile d'exploitation agricole ou à un groupement de propriétaires ou d'exploitants qu'avec l'agrément personnel du bailleur et sans préjudice du droit de reprise de ce dernier.

5° Toute contravention aux obligations dont le preneur est tenu en application des articles L 411-37, L 411-39, L 411-39-1 si elle est de nature à porter préjudice au bailleur.

Dans les cas prévus aux 3° et 4°, le propriétaire a le droit de rentrer en jouissance et le preneur est condamné aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail.

6° En cas de décès du **PRENEUR**, lorsque celui-ci ne laisse ni conjoint, ni partenaire d'un pacte civil de solidarité ou d'ayant droit réunissant la condition d'exploitation. La demande de résiliation doit alors être faite dans les six mois à compter du jour où le décès est porté à sa connaissance.

DEUXIEME PARTIE – DISPOSITIONS DIVERSES

CONTROLE DES STRUCTURES - AUTORISATION A DEMANDER - CONDITION SUSPENSIVE

Les présentes sont soumises à l'obtention par le **PRENEUR** d'une autorisation préfectorale d'exploiter et ce conformément aux dispositions de l'article L 331-2-I du Code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation n'est pas obtenue à ce jour.

Le preneur déclare et reconnaît avoir une parfaite connaissance de la réglementation relative au contrôle des structures résultat des art L 331-1 et suivants du Code rural.

Le présent bail est consenti sous réserve de l'obtention de l'autorisation administrative d'exploiter le fonds agricole objet du présent bail.

URBANISME

Le **PRENEUR** reconnaît que, bien qu'averti de la nécessité d'obtenir des renseignements d'urbanisme, il a requis l'établissement du présent bail rural, sans la production de ces pièces.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Il déclare être parfaitement informé de la situation de l'immeuble à cet égard, et se reconnaît seul responsable des conséquences entraînées par l'existence de servitudes particulières, renonçant à tous recours contre le **BAILLEUR** ou le notaire.

DEBROUSSAILLEMENT

Conformément aux dispositions des articles L 134-5 à L 134-18 du Code forestier, le bien loué n'est pas concerné par l'obligation de débroussaillement et de maintien en l'état débroussaillé.

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Le document d'information prescrit par l'article L 125-7 du Code de l'environnement et établi le 5 février 2025 pour le **BIEN** objet des présentes, est annexé aux présentes.

Ce document mentionne, conformément aux dispositions de l'article R 125-26 du même Code, relativement aux secteurs d'information sur les sols :

- le dernier arrêté pris par le préfet en application de l'article R 125-45 ou de l'article R 125-47,
- les informations mises à disposition dans le système d'information géographique prévu à l'article R 125-45,
- les dispositions de l'article L 556-2 du Code de l'environnement.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout agent de l'EPCI ou à tout collaborateur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

Les frais des présentes sont à la charge du **PRENEUR,** qui s'oblige à leur paiement.

AUCUN.

EXECUTION IMPARFAITE

Les parties déclarent ne pas vouloir se prévaloir des dispositions de l'article 1223 du Code civil aux termes desquelles en cas d'exécution imparfaite de la prestation, le créancier peut, après mise en demeure et s'il n'a pas encore été payé en tout ou partie de la prestation, notifier dans les meilleurs délais au débiteur sa décision d'en réduire de manière proportionnelle le prix.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_072-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de l'acte authentique administratif.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte, le requérant fait élection de domicile en son siège à **GRASSE (06130), 57, avenue Pierre Semard.**

DONT ACTE SUR **DIX SEPT (17)** PAGES.
Fait et passé à GRASSE, les jour, mois et an susdits.
les requérants, après lecture, ont signé le présent acte sous seing privé en deux originaux.

Les parties approuvent expressément :
Renvois : aucun
Mots rayés nuls : aucun
Blanc barré : aucun
Ligne entière rayée nulle : aucune
Chiffre nul : aucun

Signatures :

Le Bailleur, Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Le Preneur,** Monsieur Jean-François Moreno

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_073 : Programmation action économique et agriculture 2025 / Attributions de subventions/Signatures des conventions d'objectifs et de financement et de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_073
RAPPORTEUR : Raoul CASTEL	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Programmation action économique et agriculture 2025 / Attributions de subventions/Signatures des conventions d'objectifs et de financement et de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et dans l'objectif de favoriser les conditions d'implantation et de développement des activités économiques et agricoles en Pays de Grasse, la présente délibération prévoit de soutenir 12 projets pour un montant total de 259 640 € (dont 11 000 € de mise à disposition de personnel).

A) Au titre de la programmation 2025 de l'action économique et de l'agriculture, il est proposé d'attribuer les subventions aux structures suivantes :

1. **Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 € ;**
2. **Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 € ;**
3. **Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 € ;**
4. **Association Incubateur Provence Côte d'Azur : 10 000 € ;**
5. **Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 126 000 € (dont 11 000 € de mise à disposition de personnel) ;**
6. **Association Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 € ;**
7. **Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle de compétitivité Innov'Alliance) : 10 000 € ;**
8. **Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 € ;**
9. **Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 € ;**
10. **Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 € ;**
11. **Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 € ;**
12. **Association Les Fleurs d'exception du Pays de Grasse – FEPG : 23 000 €.**

B) Afin de poursuivre ses objectifs de développement économique en faveur du Pays de Grasse, l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité doit pouvoir disposer de locaux, de services et de biens matériels. En tant que co-financeur historique des actions conduites par cette structure, la CAPG souhaite la soutenir dans leur mise en œuvre.

Il est proposé au Conseil communautaire de signer une convention annuelle de mise à disposition de locaux, de service et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être.

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu le Code du travail et son article L.2131-1 relatif aux syndicats professionnels ;

Vu les lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920 relative aux syndicats professionnels ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°2024_226 du 12 décembre 2024 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la mise à disposition d'un agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à hauteur de 30% de son temps de travail à l'Association Initiative Terres d'Azur pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_037 du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu l'arrêté du président n°AR2023_008 du 30 novembre 2023 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 déposé par les associations et le syndicat ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique, Enseignement supérieur, Agriculture & Tourisme du 30 janvier 2025 ;

Considérant que les associations et le syndicat s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations et du syndicat ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de développement économique en faveur de l'implantation et du développement des activités économiques et agricoles en Pays de Grasse exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision.

A. Dans le cadre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et dans l'objectif de favoriser les conditions d'implantation et de développement des activités économiques et agricoles en Pays de Grasse, au titre de la programmation 2025, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants pour un montant total de 259 640 € :

1. Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel W061007598 - numéro SIRET 44318632500025 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Charlotte DAEFFLER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Faciliter le développement et le rayonnement des entreprises et promouvoir la dynamique économique du territoire par la réflexion prospective et le développement de projets novateurs. Valoriser le patrimoine économique sociétal et culturel et être un lieu d'échanges.

Intitulé et description du projet :

Proposition de projets collectifs structurants sur les thématiques stratégiques et initiatives collectives visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés habitants en lien avec l'attractivité économique durable du territoire.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Programmes : Grasse Expertise, Grasse à la Tech (communauté French Tech by Pays de Grasse), Resoorce, Régénère Azur, Fête des voisins au travail, entreprises et solidarité, Fonds de dotation, « une rose une caresse », au profit du CH de Grasse, AFPJR, etc. ;

- Actions structurantes portées par la CAPG et impulsées par l'association : Protection de la dénomination « Grasse » à l'international, Pôle d'excellence d'enseignement et de recherche en lien avec les entreprises ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse est également partenaire des actions structurantes suivantes : Projet alimentaire territorial CAPG, Plan Climat Air Energie, contribution à la reconnaissance UNESCO à travers Grasse Expertise.

Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

2. Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 7 avenue Michel Chevalier 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061004897 - numéro SIRET 85179758900013, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Julien HELLY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Favoriser la connaissance et les échanges entre les entreprises, entrepreneurs et salariés de l'ensemble des sociétés du parc d'activité des Bois de Grasse. Réaliser toute action d'intérêt commun visant à dynamiser, promouvoir, valoriser le parc et visant à l'amélioration du cadre de vie. Représenter les entreprises membres de l'association auprès des interlocuteurs publics et privés.

Intitulé et description du projet :

Co-construction de projets avec la CAPG autour des actions d'aménagement du Parc. Actions d'animation et de promotion des entreprises (afterwork, ateliers, challenges sportifs...) Renforcement de la dynamique collective au service de la biodiversité et établissement d'un leadership inspirant pour les territoires.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- La représentation des entreprises du Parc auprès de la CAPG, des services de la mairie et des différents partenaires publics ;
- Co-construction de projets et participation avec la CAPG aux actions d'aménagement du parc (sécurisation, signalétique...) ;
- L'animation de la nouvelle démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale en partenariat avec la CAPG, la CCI NCA et le CEPG ;
- L'approfondissement du programme d'actions des « Sentinelles de la Biodiversité » ;
- La poursuite des différentes actions par commission (soirée Impulse, actions en lien avec la mobilité, l'emploi, l'énergie et la promotion du tissu industriel) ;
- L'approfondissement des liens et la co-construction avec les acteurs de l'ESS du territoire ;
- Animation de l'association via des évènements de type afterwork, ateliers, challenges sportifs (EBG Days, activités de bien être...) ;
- Relai des actualités et des actions territoriales de la CAPG, en coordination avec les acteurs du dispositif Grasse Entreprises ;
- La mise en avant systématique du partenariat avec la CAPG dans chacune des actions.

Indicateurs de réalisation :

- Pourcentage de réalisation du plan d'action ;
- Nombre d'évènements organisés en collaboration avec la CAPG ;
- Nombre d'actions co-construites avec les partenaires du territoire ;
- Nombre d'adhérents entreprises (représentativité du club) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Nombre de membres engagés en commission (répartition dirigeants/ collaborateurs) ;
- Nombre d'actions de développement durable effectivement mises en place.

3. Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 7 avenue Michel Chevalier 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061004897 - numéro SIRET 85179758900013, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Julien HELLY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Favoriser la connaissance et les échanges entre les entreprises, entrepreneurs et salariés de l'ensemble des sociétés du parc d'activité des Bois de Grasse. Réaliser toute action d'intérêt commun visant à dynamiser, promouvoir, valoriser le parc et visant à l'amélioration du cadre de vie. Représenter les entreprises membres de l'association auprès des interlocuteurs publics et privés.

Intitulé et description du projet :

Démarche d'Ecologie Industrielle Territoriale.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mettre en œuvre des synergies industrielles d'envergure afin de consolider un leadership inspirant autour de l'association EBG, en partenariat stratégique avec la CCI NCA ;
- Travailler sur la mutualisation d'outils de production entre industriels des Bois de Grasse (Gestion des eaux usées, production de chaleur, vapeur...) ;
- Mise en cohérence du projet avec le PCAET porté par la CAPG ;
- Structurer une dynamique collective au service de l'EIT en favorisant son essaimage en Pays de Grasse, en partenariat avec le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;
- Approfondir les projets d'économie circulaire en partenariat avec les acteurs de l'ESS, les stratégies collectives autour des enjeux de naturalité et massifier les démarches d'EIT ;
- Poser les bases d'une démarche coopérative plus globale (inter-parcs) au service de l'EIT.

Indicateurs de réalisation :

- Remise d'une étude d'opportunité concernant le partage de réseaux de chaleur ;
- Etablissement d'un schéma de portage pour mettre en œuvre le projet en autoconsommation collective ;
- Organiser des réunions multi-acteurs dans le cadre du dispositif Territoire d'Industrie pour identifier les difficultés liées à l'expérimentation de Reuse, identifier les bons leviers de mise en œuvre et de déploiement ;
- Organisation d'un événement issu de la stratégie d'essaimage SymbiOSE (en inter-parc et/ou sur un autre parc).

4. Association Incubateur Provence Côte d'Azur : 10 000 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à BUSINESS POLE 1047 route des Dolines, allée Pierre Ziller 06560 Valbonne, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W006202250 - numéro SIRET 4341326500046 et représentée par sa Présidente en exercice, Maureen CLERC, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Promouvoir et développer l'incubation de projets de création d'entreprises issus des laboratoires des universités de Nice et Toulon et des organismes des Alpes-Maritimes et du Var. Aide à la création d'entreprises par la détection, la sélection et l'accompagnement de projets à caractère innovant, en lien avec la recherche publique.

Intitulé et description du projet :

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement de 35 projets de création d'entreprises innovantes et de 10 à 15 étudiants à l'Est de la région PACA et notamment sur Nice, Sophia Antipolis, Grasse, Cannes et Toulon ;
- Accompagnement d'étudiants de l'université de Nice Sophia Antipolis et de Skema Business School dans le cadre de Pépite Paca-Est.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'entreprises accompagnées ;
- Nombre d'entreprises orientées ;
- Nombre d'emplois créés ;
- Nombre de mini-conférences.

5. Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 126 000 € (dont 11 000 € de mise à disposition de personnel)

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel W061003955 - numéro SIRET 42450696200036 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Plateforme d'initiative locale. Accompagnement de projets d'entreprises engagées dans une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise. Attribution de prêts d'honneurs. Animation de rencontres et ateliers d'information à destination des entreprises.

Intitulé et description du projet :

Renforcer l'accompagnement et le financement des porteurs de projets en création ou de reprise d'entreprises et le développement des entreprises existantes.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement individuel technique et financier des entreprises et créateurs d'entreprises ;
- Rencontres collectives (en présentiel ou distanciel) sur différentes thématiques (création d'entreprises, référencement web, réseaux sociaux, gestion, etc.) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire en animant des ateliers créateurs et en organisant des permanences sur les différentes communes du moyen et haut pays.

Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2025.

6. Association Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1682 rue de la Valsière, 34790 Grabels, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W133006885 - numéro SIRET 48947695200085, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Eric VACARESSE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Animation et promotion de la filière santé/science et technologie du vivant sur le territoire Région Sud-Région Occitanie. Le Pôle mène des initiatives territoriales, fournit des ressources et propose des solutions aux entreprises et aux organismes de recherche. Il les aide à innover, financer, développer et atteindre leurs objectifs stratégiques et commerciaux.

Intitulé et description du projet :

Catalyseur du secteur de la santé du Sud et de la France, le Pôle de compétitivité mène des initiatives territoriales, fournit des ressources et propose des solutions aux entreprises et organismes de recherche.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement des entreprises via des permanences et des événements à Grasse Biotech ;
- Organisation d'un petit déjeuner sur la créativité au sein des entreprises ;
- Participer aux comités de sélection de Grasse Biotech et d'InnovaGrasse ;
- Financement de projets.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'adhérents ;
- Nombre d'évènements ;
- Nombre de projets financés ;
- Nombre d'entreprises accompagnées.

7. Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle de compétitivité Innov'Alliance) : 10 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 100 rue Pierre Bayle, BP 11548, 84916 AVIGNON, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W842000759 - numéro SIRET 48772218300034, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-François GONIDEC, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Accompagner l'innovation autour du végétal et de la naturalité. Le Pôle se positionne notamment sur la dynamique, l'accompagnement et l'animation des entreprises adhérentes dans les domaines de l'agriculture, l'alimentation, la nutraceutique, la cosmétique et les parfums et arômes sur les enjeux liés à l'innovation, la transition écologique et numérique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Intitulé et description du projet :

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Réaliser des rendez-vous en entreprise en binôme avec les équipes de la CAPG selon les besoins exprimés ;
- Un rendez-vous Innova'Cheers (afterwork pour animer la communauté des membres sur le territoire et présenter les actions 2025), prévu en février 2025 ;
- Un rendez-vous des Innov'Alliés (visite collective d'une entreprise adhérente, ouverte aux adhérents) ;
- Une « Journée Technique de la Fleur aux Parfums et aux Arômes » à Grasse
- Contribution aux évènements de Grasse Entreprises ;
- Valorisation du territoire au travers d'une émission « Cosmed TV » pour contribuer à donner de la visibilité à Grasse et son écosystème ;
- Collaboration avec Eurobiomed dans le cadre du dispositif Skin Excellence ;
- Tenue d'une permanence mensuelle à GrasseBiotech ou à InnovaGrasse par une agente chargée de relations Innov'Alliance ;
- Un rendez-vous Innova'Sciences : visite d'un centre de recherche (ouverte aux adhérents 2iP & Master FOQUAL).

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'adhérents (suivi CA – effectifs) ;
- Nombre d'événements organisés sur le territoire et d'événements proposés aux acteurs du territoire en digital ;
- Nombre de rendez-vous adhérents ;
- Nombre des participants adhérents aux actions du Pôle ;
- Nombre d'entreprises accompagnées ;
- Nombre de projets labellisés ;
- Nombre de projets financés ;
- Financements publics mobilisés.

8. Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 265 promenade des Anglais, Villa la Luna, 06200 Nice, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061005608 - numéro SIRET 48487396300033, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne-Laure ROLLET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Plateforme d'interaction entre les différents acteurs scientifiques des domaines de recherche, de l'industrie, de l'éducation et de la culture. Développement d'un projet de recherche. Accompagnement personnalisé des diplômés en sciences (bac+5 à bac+8) via des entretiens individuels et des réunions collectives.

Intitulé et description du projet :

Consolidation du projet de rapprochement laboratoires-entreprises. Ce projet à pour objectif de rassembler les acteurs des mondes économiques et académiques, de favoriser la compétitivité des entreprises innovantes et l'emploi des diplômés du territoire.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Accroître les opportunités de rencontres entre le monde économique et le monde académique ;
- Faire bénéficier les PME, PMI, TPE & Start-up de la compétence R&D des laboratoires et plateformes technologiques régionaux ;
- Les aider à développer leur activité et à se différencier par l'innovation.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'entreprises (dont celles ayant suivie une démarche EFC) et de Laboratoires impliqués ;
- Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre PME, PMI, TPE, Start-up et laboratoires ;
- Nombre de partenariats initiés (en cours ou aboutis) dont le nombre de projets inscrits dans une démarche de transition écologique ;
- Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, alternants, doctorants, jeunes docteurs, ingénieurs dont le nombre de projets inscrits dans la démarche Alternance-Doctorat ;
- Estimation de la valeur financière :
  - des investissements par les entreprises dans les partenariats ;
  - des subventions publiques captées, pour chaque territoire ;
- Nombre d'emplois créés au cours de l'année en CDD ou CDI ;
- Suivi statistique du dispositif depuis son lancement.

9. Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Immeuble Premium, 61, avenue Simone VEIL, 06200 Nice, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W062006611 - numéro SIRET 79023165800028, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Christophe COLINEAUX, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Association d'entraide entrepreneuriale composée de chefs d'entreprises engagés pour soutenir de nouveaux entrepreneurs. Création d'emplois et de richesse sur le territoire. L'association a pour mission de verser des aides financières (Prêts d'honneur) pour favoriser le lancement ou le développement d'entreprises.

Intitulé et description du projet :

Accompagner à la création et au développement des entreprises locales : entrepreneurs, créateurs, repreneurs et développeurs à fort potentiel de création d'emploi. Octroi d'aides financières (prêts d'honneur).

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement individuel pendant plus de 3 ans ;
- Accompagnement collectif pendant 2 ans entre pairs ;
- Accompagnement financier par l'octroi de prêts d'honneur.

Déroulement : les entrepreneurs candidats sont accompagnés en deux temps :

- Tout d'abord, ils rencontrent individuellement 6 chefs d'entreprise qui les challengent sur leur projet et les aident dans la construction de leur business plan ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Ensuite, les candidats sont présentés devant un jury qui va décider du montant du prêt accordé et proposer un accompagnateur pour 3 ans, avec un mentorat par un ou plusieurs chefs d'entreprise bénévoles, mensuellement.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'entreprises accompagnées ;
- Heures de bénévolat ;
- Nombre d'événements ;
- Nombre de personnes sur chaque événement ;
- Nombre d'emplois crées.

10. Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 10-12 Rue des Arbousiers 06510 CARROS, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W062003550, numéro SIRET 39352481400059, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Nicolas LASSAUQUE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Groupement des Agriculteurs Biologiques des Alpes-Maritimes œuvrant pour la promotion de l'agriculture biologique, l'accompagnement des producteurs et des porteurs de projet d'installation agricole, le développement des marchés et la structuration des filières.

Intitulé et description du projet :

Diffuser les connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs pour l'amélioration de leurs productivités, de leurs compétences et de leur niveau de vie. Les former et mettre en place des actions nécessaires à la pérennité et au développement de la profession.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- 11ème édition de l'événement national « De ferme en ferme », week-end de découverte des fermes du 06. Les visiteurs peuvent découvrir les exploitations agricoles et le métier d'agriculteur. Cette opération vise aussi à sensibiliser aux services rendus par l'agriculture biologique et agroécologique en faveur de l'environnement notamment en présentant les bonnes pratiques mises en place par les agriculteurs pour préserver la qualité des sols, de l'eau et de la biodiversité ;
- Fête « Un été bio à Collongues » : il s'agit d'une manifestation ayant pour objectif d'inviter les consommateurs à venir découvrir le Haut-Pays, ses initiatives et son agriculture dans une ambiance conviviale et festive ;
- Edition du guide « Où trouver des produits bio ? » qui consiste à recenser et rendre visible les producteurs bio du département.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre de fermes participant à l'événement ;
- Nombre de visiteurs comptabilisés ;
- Nombre de relais de presse ;
- Satisfaction des agriculteurs accueillants ;
- Nombre d'exposants au marché ;
- Satisfaction des exposants ;
- Actualisation du guide.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

11. Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 €

Régi par la loi du 21 mars 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920, dont le siège social est situé à MIN FLEURS Box 116 – 06296 Nice Cedex 3, numéro SIRET 40954692600018, et représenté par son Président en exercice, Monsieur Adrien MEGE, agissant au nom et pour le compte dudit syndicat en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social du syndicat :

Le syndicat départemental a pour but de présenter et de défendre les intérêts matériels, moraux et sociaux de ses adhérents. Le syndicat départemental adhère au syndicat régional Jeunes Agriculteurs, lui-même adhérent au syndicat national Jeunes Agriculteurs.

Intitulé et description du projet :

Le syndicat s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Promotion du métier d'agriculteur auprès des étudiants des écoles du territoire ;
- Réalisation d'évènements festifs et fédérateurs avec une mise en avant de nos produits maralpins ;
- Parrainage des jeunes en installation, ou dont c'est le projet, sur une ou plusieurs années en fonction des besoins.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'agriculteurs adhérents ;
- Nombre de classes sensibilisées ;
- Nombre d'évènements itinérants sur le territoire.

12. Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse – FEPG : 23 000 € ;

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel n°W061000378, numéro SIRET 52107372600015, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Armelle JANODY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Promotion et valorisation des productions florales et végétales du Pays de Grasse. Faire rayonner la filière des plantes à parfum aromatique et médicinale (PPAM). L'association participe également à la préservation et à la mise en valeur du terroir, des paysages et des savoir-faire locaux. Elle promeut la culture biologique des productions florales du Pays de Grasse, encourage et facilite l'installation de nouveaux agriculteurs.

Intitulé et description du projet :

Développement d'une filière d'excellence pour la promotion, la valorisation et le déploiement de la plante à parfum.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Pérenniser les emplois de l'agriculture biologique de la plante à parfum sur notre territoire ;
- Impacter positivement l'ensemble de la filière et redynamiser l'économie du territoire ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Contribuer à la promotion du dossier Unesco, notamment par la sauvegarde du patrimoine des plantes à parfum et par la mise en place du projet « Aromatic FabLab » et du Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) ;
- Animer l'ODG (Organisme de Défense et de Gestion) dans le cadre de l'obtention de l'IG absolue Pays de Grasse portée par l'association et homologuée le 6 novembre 2020 ;
- Poursuivre les actions de promotion, de communication, les relations presse afin de promouvoir le territoire et son savoir-faire (journées du patrimoine, salon Simppar, évènements IG, etc.).

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre de demandes d'information de la part des porteurs de projets ;
- Nombre de producteurs accueillis/installés ;
- Nombre de stagiaires reçus sur l'AFL (Aromatic FabLab) ;
- Nombre de salariés/d'entreprises reçus sur l'AFL ;
- Nombre de médiations/scolaires reçus sur l'AFL ;
- Statistiques pages réseaux sociaux (Facebook et LinkedIn) ;
- Publications d'articles de presse ;
- Nombre d'entreprises ayant obtenues l'homologation de l'indication géographiques ;
- Mise en œuvre du Pass Saisonnier ;
- Capacité à lever des fonds privés.

B. Afin de poursuivre ses objectifs de développement économique en faveur du Pays de Grasse, l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité doit pouvoir disposer de locaux, de services et de biens matériels constituant un support de leurs missions. En tant que co-financeur historique des actions conduites par cette structure, la CAPG souhaite la soutenir dans leur mise en œuvre. Il est proposé au Conseil communautaire de signer une convention annuelle de mise à disposition de locaux, de service et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Le Président et Raymond ALBIS

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 € ;
  - Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 € ;
  - Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Symbiose - Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 € ;
  - Association Incubateur Provence Côte d'Azur : 10 000 € ;
  - Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 126 000 € (dont 11 000 € de mise à disposition de personnel) ;
  - Association Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 € ;
  - Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle de compétitivité Innov'Alliance) : 10 000 € ;
  - Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 € ;
  - Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 € ;
  - Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 € ;
  - Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 € ;
  - Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse – FEPG : 23 000 €.

- **D'APPROUVER** la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle de compétitivité Innov'Alliance) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2025 avec les associations Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, et la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Vice-Président, Raymond ALBIS, à signer la convention d'objectifs et de financement 2025 avec l'association Initiative Terres d'Azur, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **DE DESIGNER** Monsieur le Président, Jérôme VIAUD, en tant que titulaire, Monsieur le Vice-Président, Raymond ALBIS, en tant que suppléant, pour siéger au sein des instances des associations Incubateur Provence Côte d'Azur, Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité et Eurobiomed ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_073

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Initiative Terres d'Azur

Année 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Vice-Président en exercice, **Monsieur Raymond ALBIS**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Initiative Terres d'Azur, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse déclarée à la sous-préfecture le 29 janvier 2013 et parution au journal officiel le 9 février 2013 sous le n° 201300060112 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ALUNNI**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
N° de SIRET : 42450696200036

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Initiative Terres d'Azur a initié et conçu le projet « *Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement* ».

Ce projet vise à améliorer la pérennité des entreprises, développer l'économie et l'emploi local et participer au rayonnement du Pays de Grasse.

Il s'inscrit dans la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique visant à favoriser l'implantation et le développement des activités économiques et agricoles sur le Pays de Grasse.

Dans le cadre de la programmation 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

PROJET

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction du Développement économique et Touristique de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 397 521 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 126 000 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 397 521 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 126 000 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'acompte, 113 400 euros, à la signature de la présente convention par chacune des parties et après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4. Soit 90% du montant de la contribution financière prévue à l'article 4.2 ;
- Au titre du solde, 12 600 euros, dès lors que l'évaluation de l'opération est conforme aux modalités décrites à l'article 9.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 61 » (« Interventions économiques transversales ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : INITIATIVE TERRES D'AZUR
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL/CCM GRASSE
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00022451940 / Clé RIB : 95

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V si existante font partie intégrante de la présente convention.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Vice-Président,

Raymond ALBIS

Pour l'Association Initiative Terres d'Azur

Le Président,

Henri ALUNNI

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant : « *Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement* » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
397 521 euros	126 000 euros	352 921 euros

a) Objectifs :

- Améliorer la pérennité des entreprises ;
- Développer l'économie et l'emploi local ;
- Participer au rayonnement du Pays de Grasse.

b) Publics visés :

Jeunes, demandeurs d'emploi, publics défavorisés, personnes handicapées, femmes, migrants, bénéficiaires de minima sociaux, salariés, salariés sous contrats aidés, travailleurs âgés, créateurs d'activités, entrepreneurs et indépendants, personnes sous-main de justice, habitants des zones défavorisées. Tous les publics sont éligibles si pas d'interdiction bancaire ou pas d'activité de transaction financière ou immobilière.

c) Localisation : Pays de Grasse.

d) Moyens mis en œuvre :

- Equipe de 6 personnes (dont 2 alternants) ;
- Mobilisation de partenaires et d'experts bénévoles ;
- Mobilisation de chefs d'entreprises lors des actions collectives ;
- Organisation d'ateliers, de conférences, de clubs des créateurs, de speed business meetings et d'événements permettant l'accompagnement des porteurs de projet et la mise en lien de chefs d'entreprises.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes accueillies et informées ;
- Nombre de rendez-vous d'accompagnement sur le plan d'affaire ;
- Nombre d'entrepreneurs suivis ;
- Nombre de projets présentés en comité ;
- Nombre de projets validés ;
- Nombre de prêts à engagés ;
- Nombre d'emplois directs créés ou maintenus.

Indicateurs qualitatifs :

- Taux de pérennité à 3 ans ;
- Effet levier sur les prêts bancaires accordés.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2025

5. Budget[1] de l'association

Année 2025 *ou exercice du* 01/01/2025 *au* 31/12/25

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	8 600
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures	4500	74 - Subventions d'exploitation[2]	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		Politique de la Ville	10 000
Locations	2500		
Entretien et réparation	7700		
Assurance	200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	300	Région SUD	100 000
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	27440		
Publicité, publication	9500		
Déplacements, missions	14 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	13100	CAPG développement économique	138 000
63 - Impôts et taxes		CAPG Part Fonds d'Intervention	-40 000
Impôts et taxes sur rémunération		CAPG Entrepreneuriat dans les quartiers	30 000
Autres impôts et taxes	800	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	293 611	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	109 921
Rémunération des personnels	206 770	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	5 000
Charges sociales	86841	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	7000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	20 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	8 000
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	1000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	23 870	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	397 521	**TOTAL DES PRODUITS**	397 521
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	31 000	871 - Prestations en nature	31 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	50 000	875 - Bénévolat	50 0000
TOTAL	81 000	**TOTAL**	81 000

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

cf. charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirectes – Mise à disposition

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2023_092 du 06 avril 2023 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Initiative Terres d'Azur ;

cf. décision du président n°DP2025_015 du 29 janvier 2025, relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Initiative Terres d'Azur.

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2024_226 du 12 décembre 2024 relative à la mise à disposition d'un agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à l'association Initiative Terres d'Azur.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_073

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse

Année 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard – 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 20 décembre 1997 et parution au journal officiel le 24 janvier 1998, sous le n°19980004 (N° de SIRET : 44318632500025) et représentée par sa Présidente en exercice, **Madame Charlotte DAEFFLER**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « *Proposition de projets collectifs structurants sur les thématiques stratégiques et initiatives collectives visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés habitants en lien avec l'attractivité économique durable du territoire.* »

Ce projet vise à agir pour la promotion, l'attractivité et le déploiement des activités économiques durables du Pays de Grasse, être force de proposition visant à contribuer au développement harmonieux du Pays de Grasse et initier et stimuler des initiatives collectives favorisant le développement des entreprises et plus largement l'activité économique durable et l'emploi soutenable en Pays de Grasse.

Il s'inscrit dans la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique visant à favoriser l'implantation et le développement des activités économiques et agricoles sur le Pays de Grasse.

Dans le cadre de la programmation 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération n°DL2025_XXX du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « *Proposition de projets collectifs structurants sur les thématiques stratégiques et initiatives collectives visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés habitants en lien avec l'attractivité économique durable du territoire.* » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Direction du Développement économique et touristique de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 520 605 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 50 000 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

de l'exécution de la convention de 520 605 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 50 000 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association :

- Au titre d'acompte, 45 000 euros, à la signature de la présente convention par chacune des parties et après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4. Soit 90% du montant de la contribution financière prévue à l'article 4.2 ;
- Au titre du solde, 5 000 euros, dès lors que l'évaluation de l'opération est conforme aux modalités décrites à l'article 9.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 61 » (« Interventions économiques transversales ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : CLUB DES ENTREPRENEURS DU PAYS DE GRASSE/CCM GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00024662940 / Clé RIB : 52

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 18 : SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse

La Présidente,

Charlotte DAEFFLER

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention : « Proposition de projets collectifs structurants sur les thématiques stratégiques et initiatives collectives visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés habitants en lien avec l'attractivité économique durable du territoire. »

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
520 605 euros	50 000 euros	75 192 euros

a) Objectifs :

- Agir pour la promotion, l'attractivité et le déploiement des activités économiques du Pays de Grasse ;
- Être force de proposition visant à contribuer au développement harmonieux du Pays de Grasse ;
- Initier et stimuler des initiatives collectives favorisant le développement des entreprises et plus largement l'activité économique et l'emploi en Pays de Grasse.

b) Publics visés :

- Entreprises du Pays de Grasse : 193 membres ;
- 15 000 salariés (dont groupes) ;
- Acteurs économiques participants aux actions ;
- Salariés habitants du Pays de Grasse ;
- Centre Hospitalier de Grasse, patients atteints d'un cancer ;
- Acteurs de la gestion des déchets.

c) Localisation : Pays de Grasse et pôle métropolitain dans le cadre du projet Régén'ère Azur.

d) Moyens mis en œuvre :

- Une directrice, une chargée de développement local, trois chargées de mission, une alternante ;
- Une équipe de bénévoles (40 personnes) ;
- Support de communication ;
- Locaux (mis à disposition).

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers ;
- Nombre d'heures de bénévolat ;
- Nombre total de participants aux actions ;
- Nombre d'articles de presse ;
- Nombre d'emplois et de soins au Centre CEW du CH de Grasse.

Indicateurs qualitatifs :

- Effet levier sur l'emploi ;
- Effet levier sur l'investissement public et privés des projets initiés ;
- Etat d'avancement des projets ;
- Impact sur le long terme des initiatives menées ;
- Image du territoire au National et à l'International.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2025

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2025 *ou exercice du* 01/01/20: *au* 31/12/202

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	52271
Achats matières et fournitures	121718	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation[2]	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	28866	ADEME	15301
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	9891
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14507		
Publicité, publication	27276		
Déplacements, missions	39956	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	3161	CAPG	127000
63 - Impôts et taxes	5643		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	277528	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	40640
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	159000
		758. Dons manuels - Mécénat	89130
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	2372
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1950	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	25000
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	520605	TOTAL DES PRODUITS	520605

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	13680
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	13680	871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	85792	875 - Bénévolat	85792
TOTAL	620077	TOTAL	620077

La subvention sollicitée de 127000 **€, objet de la présente demande représente** 24,39 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association

cf. charte d'engagement réciproque signée entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirectes – Mise à disposition

cf. Délibération du conseil communautaire n°DL2023_092 du 06 avril 2023 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;

cf. décision du président n°DP2025_020 du 6 février 2025, relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_073

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

Année 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est située 57 avenue Pierre Sémard à Grasse déclarée à la sous-préfecture le 04/03/2009 et parution au journal officiel le 23/05/2009 sous le n°200900210070 et représentée par sa Présidente en exercice, **Madame Armelle JANODY**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
N° de SIRET : 521 073 726 00015

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « Participer à la mission d'intérêt général de préservation et de mise en valeur du terroir, des paysages, des traditions locales et des savoir-faire qui ont fait du Pays de Grasse un berceau de culture des plantes à parfum ».

Ce projet vise à :

- La défense, la promotion et la valorisation des productions florales et végétales du Pays de Grasse en agriculture biologique et paysanne ;
- La valorisation et le rayonnement d'une filière d'excellence territoriale ;
- Le respect de la mesure de sauvegarde « pépinière durable et collective » inscrite au Patrimoine Culturel Immatériel de l'Unesco pour les savoir-faire liés au parfum avec l'Aromatic Fablab ;
- La protection de l'environnement et la biodiversité ;
- La transmission des savoir-faire, par la sensibilisation et la formation ;
- L'animation d'un collectif et toutes actions permettant de pérenniser et faire rayonner l'ensemble de la filière Plantes à Parfums Aromatiques et Médicinales (PPAM) du Pays de Grasse.

Il s'inscrit dans les politiques de Développement Economique et d'Economie Sociale et Solidaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par notamment la structuration d'une filière écoresponsable et solidaire des Plantes à Parfums Aromatiques et Médicinales (PPAM) organisée dans le cadre d'un "Pôle Territorial de Coopération Economique" – PTCE – et d'une "Manufacture de Proximité".

Dans le cadre de la programmation 2025, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération DL2025_XXX du 3 avril 2025 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Participer à la mission d'intérêt général de préservation et de mise en valeur du terroir, des paysages, des traditions locales et des savoir-faire qui ont fait du Pays de Grasse un berceau de culture des plantes à parfum » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Les Directions du Développement économique et touristique, de l'insertion Professionnelle et Innovation Sociale, services de l'Agriculture, et de l'Economie Sociale et Solidaires, de la CAPG assurent la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 446 448 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 23 000 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 446 448 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 23 000 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'association 23 000 euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 6312 » (« Autres ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : FLEURS D'EXCEPTION DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CRÉDIT MUTUEL CCM GRASSE
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 0020442801 / Clé RIB : 29

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

L'Association s'engage également à rendre visible et à promouvoir son appartenance à la communauté des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire du Pays de Grasse, en intégrant les éléments du kit de communication « Acteur.e.s de l'économie solidaire » sur tous ses supports de communication et en valorisant cette appartenance par tous moyens de communication.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de ~~deux~~ trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

La Présidente,

Armelle JANODY

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention : « Participer à la mission d'intérêt général de préservation et de mise en valeur du terroir, des paysages, des traditions locales et des savoir-faire qui ont fait du Pays de Grasse un berceau de culture des plantes à parfum. »

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
446 448 euros	23 000 euros	215 905 euros

a) Objectifs :

- Favoriser l'émergence, la coordination et l'accompagnement des agriculteurs ;
- Pérenniser les emplois de l'agriculture biologique de la plante à parfum sur notre territoire ;
- Impacter positivement l'ensemble de la filière et redynamiser l'Economie du territoire.

b) Publics visés :

- Les adhérents, et bien plus largement l'ensemble des agriculteurs de PPAM du territoire
- Les entreprises de la filière Arôme/Parfum/Cosmétique
- Les associations (Patrimoine vivant du Pays de Grasse, ...)
- Les étudiants/Les écoles (lycée horticole d'Antibes...)
- Le grand public (local, national, international)
- Les touristes (locaux, nationaux, internationaux)
- Les médias (Presse écrite, journaux télévisés, presse spécialisée)
- Les demandeurs d'emploi (Pôle emploi, PLIE)

c) Localisation :

- Territoire historique de la culture des Plantes à Parfum du Pays de Grasse

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens matériels :

- Terrain AFL, serres, matériel végétal, équipement, outils de communication.

Moyens humains :

- Un groupe de bénévole très actif ;
- Une animatrice ;
- Deux techniciennes agricoles chargées du développement de la pépinière de plants et de la R&D ;
- Plusieurs saisonniers.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de demandes d'information de la part des porteurs de projets
- Nombre de producteurs accueillis / Installés
- Nombre de stagiaires reçus sur l'AFL (Aromatic FabLab)
- Nombre de salariés / d'entreprises reçus sur l'AFL
- Nombre de médiations / scolaires reçus sur l'AFL
- Statistiques pages réseaux sociaux (Facebook, linkedin)
- Publications d'articles de presse
- Nombre d'entreprises ayant obtenu l'homologation de l' Indication géographique
- Mise en œuvre du Pass Saisonnier
- Capacité à lever des fonds privés

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_073

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	41962	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	81000
Achats matières et fournitures	39837	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	2125	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	227905
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	86995
61 - Services extérieurs	23550	Economie, finances et industrie (PTCE)	60000
Locations	3850	Ruralité, commerce et artisanat (Manufacture-investissement)	12000
Entretien et réparation	4000	FNADT	14995
Assurance	11000	Conseil-s Régional(aux) :	33910
Documentation	4700	R&D	30000
		investissement	3910
62 - Autres services extérieurs	79120	Conseil-s Départemental (aux) :	69000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	60500	fonctionnement	65000
Publicité, publication	9100	Green Deal	4000
Déplacements, missions	8500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	35000
Services bancaires, autres	1020	CAPG fonctionnement	35000
63 - Impôts et taxes	18		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes	18	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	0
64 - Charges de personnel	250000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0
Rémunération des personnels	250000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0
Charges sociales		Autres établissements publics	3000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	0
65 - Autres charges de gestion courante	530	**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	87243
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	0	**76 - Produits financiers**	300
67 - Charges exceptionnelles	0	**77 - Produits exceptionnels**	50000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	51268	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	0
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	0
TOTAL DES CHARGES	446448	**TOTAL DES PRODUITS**	446448
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	69190	**87 - Contributions volontaires en nature**	69190
860 - Secours en nature	0	870 - Dons en nature	0
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	19190	871 - Prestations en nature	19190
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	50000	875 - Bénévolat	50000
TOTAL	515638	**TOTAL**	515368

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association

cf. charte d'engagement réciproque signée entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirectes – Mise à disposition

cf. décision du président n°DP2024_032 du 4 mars 2024 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels au bénéfice de l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ANNEXE DE LA DL2025_073

PROJET

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité, association régie par la loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé au 100 Rue Pierre Bayle - Cité de l'Alimentation - BP 11548 – 84916 AVIGNON Cedex 9, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel W842000759 – numéro SIRET 487 722 183 00034 et représentée par son Président en exercice **Monsieur Jean-François GONIDEC**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2025_xxx du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil communautaire adopte le budget 2025 ;

Vu la délibération n°DL2025_xxx du 03 avril 2025 par laquelle le Conseil de communauté décide l'attribution d'une subvention et approuve la mise à disposition de locaux, de services et de matériel à l'Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique, Enseignement supérieur, Agriculture & Tourisme du 30 janvier 2025 ;

Considérant l'objet statutaire de l'association, d'accompagner l'innovation et la croissance durable des entreprises de la filière de la Naturalité sur le territoire, de développer l'attractivité du territoire dans la filière de la Naturalité : Parfums & Arômes, Cosmétiques, Alimentation, d'animer, fédérer et développer l'écosystème des entreprises, start-up, acteurs de la recherche et de la formation et de participer au rayonnement national et international du territoire ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Considérant le projet initié et conçu par l'association : « *Animation de l'écosystème du pôle de compétitivité Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité* » ;

Considérant que ce projet présente un intérêt public local et qu'il correspond à la mise en œuvre de la politique de développement économique exercée par la CAPG conformément à son champ de compétences et que dans ce cadre il est décidé la mise à disposition de locaux, de services et de matériel constituant le support des missions de l'association ;

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise à disposition de locaux, de matériels et de refacturation des services à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions 4 Traverse Dupont – 06130 GRASSE ainsi que les engagements de chaque partie.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- 2 bureaux situés au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan de situation des locaux) ;
- Une salle de réunion, disponible sur réservation ;
- Une salle de conférence, disponible sur réservation.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LOCAUX

Lesdits locaux sont mis à disposition de l'association pour lui permettre d'établir ses bureaux administratifs et d'organiser des réunions, formations, ateliers et conférences.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 9 101,08 € HT par an, soit 10 921 30 € TTC.

En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1) L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit ;

2) L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect des règles l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter les règles de sécurité, sanitaires, soit toute règlementation en vigueur liée à son activité sous sa seule responsabilité ;

3) L'association s'engage à n'utiliser que les locaux visés à l'article 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 3 ;

4) L'association ne fera aucune démolition, construction, changement de distribution, cloisonnement ou percement d'ouvertures sans le consentement exprès et par écrit de la CAPG ;

5) L'association souffrira l'exécution de toutes réparations, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Communauté d'agglomération estimera nécessaires, utiles ou même simplement convenables, et qu'il fera exécuter pendant le cours de la convention dans le local, et ne pourra demander aucune indemnité quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si leur durée excédait 40 jours ;

6) A la fin de la convention, le local sera laissé en bon état de nettoyage et d'entretien, tous les embellissements, les améliorations resteront la propriété de la CAPG sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1. Engagements de l'association

Le champ d'intervention de l'association porte sur l'accompagnement à l'innovation et à la croissance durable des entreprises de la filière de la Naturalité sur le territoire, sur le développement de l'attractivité de la filière de la Naturalité (Parfums & Arômes, Cosmétiques, Alimentation), et sur l'animation de l'écosystème des entreprises, start-up, acteurs de la recherche et de la formation dans l'objectif de fédérer, développer et de participer au rayonnement national et international du territoire.

Les locaux mis à disposition serviront exclusivement à des activités liées à l'objet de l'association.

L'association s'engage en outre à respecter la réglementation des Etablissements recevant du public (ERP) et les consignes de sécurité et de contrôle d'accès.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

6.2. Engagements de la CAPG

6.2.1. Le nettoyage des locaux

Le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux mis à disposition sont assurés par la CAPG selon le même niveau de service que celui des autres locaux de l'Espace Jacques Louis LIONS.

ARTICLE 7 : SYSTEME D'INFORMATION ET TELEPHONIE

La CAPG intègre dans son infrastructure Système d'Information l'association lui permettant un accès à son Système d'Information ainsi qu'à son accès internet et téléphonique. La CAPG met à disposition de l'association une infrastructure de télécommunication et téléphonie sans contrepartie financière.

7.1. Prestations et moyens suivants mis à disposition de l'association

Pour assurer l'exécution de la présente convention, la CAPG met à disposition de l'association, les prestations et moyens suivants :

- Accès Internet central

L'accès Internet est un service central mutualisé.

- Accès Infrastructure système

La CAPG dispose d'un environnement virtuel composé de multiples serveurs dont un Active Directory, DHCP et DNS. Elle met à disposition un serveur de fichier indépendant pour l'association d'une capacité de 250 Go sauvegardé pendant 50 jours.

- Accès Infrastructure réseaux et télécoms

L'association est intégrée dans le réseau informatique CAPG lui permettant l'accès au système téléphonique ainsi qu'à son réseau public Wifi.

- Prestations d'assistance

La Direction des Systèmes d'Information de la CAPG propose les missions suivantes :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage :
  - Aide à l'achat
  - Définition des besoins
  - Rédaction de cahier des charges technique
  - Contrôle qualité et vérification d'aptitude et/ou performance
  - Pilotage de projets techniques

- Gestion des infrastructures réseau et systèmes :
  - Conception et planification des infrastructures
  - Déploiement des infrastructures
  - Exploitation des infrastructures
  - Support technique des infrastructures

- Gestion de la sécurité :
  - Audit technique et fonctionnel

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Conception et déploiement de systèmes de protection
- Sécurisation des accès internet
- Sauvegarde et restauration

- Support Informatique

La DSI assistera l'association en cas d'éventuel dysfonctionnement technique concernant les services mutualisés octroyés. Cette Direction dispose d'un service hotline accessible au 04 89 35 91 00 les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ou par mail à l'adresse support@paysdegrasse.fr.

Dès enregistrement de l'incident, les techniciens mettent en œuvre les solutions adéquates dont ils disposent (assistance à distance ou sur site) pour pallier le dysfonctionnement dans un délai le plus court possible.

Au regard de l'évolution régulière des Technologies de l'Information et de la Communication, de nouvelles prestations de nature informatique et téléphonique sont susceptibles d'être mises à disposition de l'association.

7.2. Périmètre non couvert ou à la charge de l'association

D'une manière générale les charges d'investissements sont décidées et engagées par l'association en fonction de ses besoins. Elle en garde la propriété et supporte les amortissements du matériel lui appartenant (ordinateurs fixes et/ou portables, imprimantes, etc.).

7.3. Conditions d'utilisation

L'association au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter les règles relatives au fonctionnement du système d'information en vigueur. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans les locaux mis à sa disposition.

L'association devra fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

L'association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.

La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de sa mise à disposition.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX

Les locaux sont remis en l'état, les parties se dispensent d'établir un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 : DUREE – RENOUVELLEMENT

La présente convention de mise à disposition à titre précaire est consentie et acceptée au titre de l'exercice 2025 pour une durée de six ans et prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

Toutefois, elle pourra être renouvelée, uniquement, après acceptation expresse du Président de la CAPG pour une nouvelle période de six ans. Dans ce cas, la demande de renouvellement par l'association devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et devra intervenir trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois et sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice.

La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la CAPG de l'acte portant dissolution de l'association.

ARTICLE 12 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'association ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement sans agrément de la Communauté d'agglomération préalable.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/25
Publié le 16/04/2025

ARTICLE 14 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 16 : ANNEXES

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

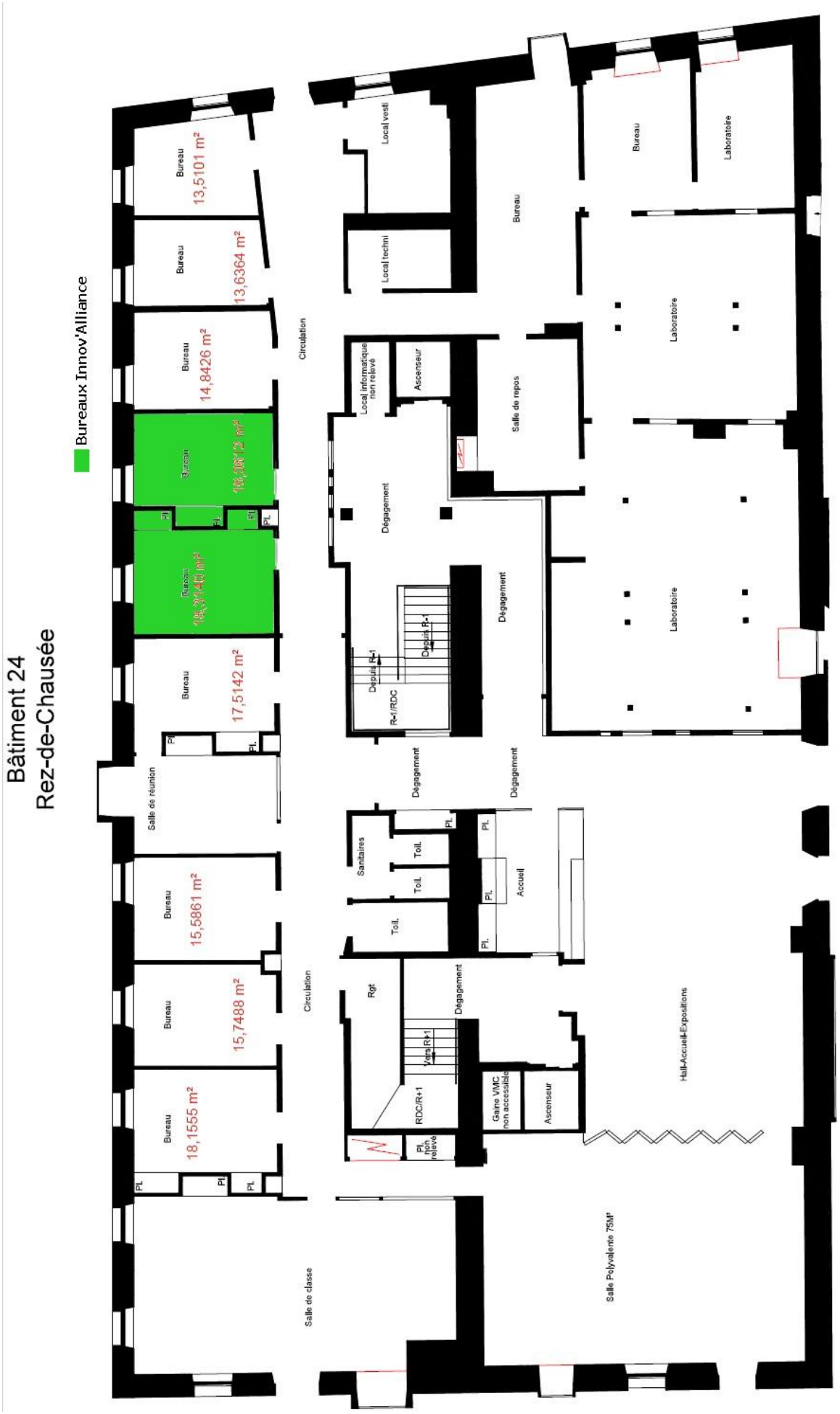
Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jean-François GONIDEC**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_073-DE
Reçu le 16/04/25
Publié le 16/04/2025

ANNEXE - Plan de situation des locaux



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_074 : Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse (2025-2030) — Arrêt du projet

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025 _074
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	
HABITAT & LOGEMENT	
Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse (2025-2030) Arrêt du projet	
SYNTHESE **Codifié aux articles L.302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH), le PLH définit, pour une durée de six ans, un cadre de référence pour l'action publique du territoire en faveur du logement, de l'hébergement et de l'équilibre social de l'habitat. Le 7 avril 2022, le conseil communautaire a engagé la procédure d'élaboration du PLH du Pays de Grasse pour la période 2025-2030. De ce fait, la communauté d'agglomération a conduit les travaux préalables à la définition des documents cadres du PLH : le diagnostic, le document d'orientations et le programme d'actions. Ainsi, conformément à la procédure encadrée par le législateur, il convient dès lors d'aborder la 1ère phase d'adoption du PLH et d'en proposer l'arrêt du projet.**	

Madame la Vice-présente expose au conseil communautaire :

Vu l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales définissant les compétences des communautés d'agglomération en matière d'équilibre social de l'habitat ;

Vu les articles L.302-1 et suivants et R.302-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu la délibération n°2022-073 du 7 avril 2022 du conseil communautaire du Pays de Grasse, prorogeant de 2 années le PLH 2017-2022 jusqu'au 21 décembre 2024, et prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du prochain Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse pour la période 2025-2030 ;

Vu l'avis favorable de la commission habitat du 3 février 2025 ;

Considérant les travaux menés dans le cadre de l'élaboration du PLH 2025-2030, conduisant à la construction d'une vision partagée du territoire et mettant en cohérence la politique de l'habitat avec les autres stratégies de développement du territoire. Pour cela, une démarche concertée et transversale a été engagée, et notamment des rencontres communales avec les élus et techniciens, des « ateliers des partenaires et acteurs de l'habitat et du logement », une enquête auprès des habitants ou des actifs du territoire, des comités techniques organisés avec les services de l'Etat et de la Sous-Préfecture de Grasse, des comités de pilotage validant les grandes étapes du PLH ;

Considérant les prescriptions du code de la construction et de l'habitation définissant les objectifs et le contenu du PLH, trois phases d'étude, confiées conformément au code des marchés publics à un prestataire expert, ont été menées permettant d'aboutir à un projet de PLH qualitatif, ambitieux et réaliste ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La phase 1 de diagnostic a démarré au 1er trimestre 2024, avec une implication forte des élus et des partenaires. Elle a mis en exergue les besoins en matière d'habitat et d'hébergement, et les enjeux du territoire spécifiquement sur les évolutions socio-démographiques, les contextes des marchés de l'immobilier et du parc social, les dynamiques d'amélioration du parc ancien :

- Assurer la cohérence des objectifs de production de logement au regard des perspectives du SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes, de la trajectoire ZAN, des contraintes du territoire en termes de risque et de gestion des ressources, et des objectifs de rattrapage en matière de production de logement social,
- S'appuyer sur une stratégie foncière rationnalisée et renforcée avec la mise en place d'une expérimentation, et d'un observatoire du foncier et de l'habitat,
- Apporter des réponses aux besoins des parcours résidentiels de tous les publics et notamment des plus vulnérables, des jeunes actifs et des étudiants, des travailleurs-clés (agriculteurs, sapeurs-pompiers volontaires et des saisonniers), des personnes âgées et handicapées, et des gens du voyage.
- Poursuivre et intensifier les actions sur le parc existant en matière de réhabilitation du parc social et privé, en s'interrogeant plus particulièrement sur le phénomène de vacance, de précarité énergétique et des copropriétés.

Le diagnostic a été validé en comité du pilotage du 9 juillet 2024.

La phase 2 de définition des orientations a été conduite au cours des 2ème et 3ème trimestres 2024, avec la tenue d'un « séminaire élus » afin de s'accorder sur la stratégie à conduire sur les 6 années du PLH. Les objectifs visent ainsi à permettre à l'ensemble des habitants de bien habiter le territoire en s'inscrivant dans une démarche de transition.

Quatre orientations stratégiques ont été retenues :

1) Produire les logements nécessaires pour répondre aux besoins en cohérence avec les réalités du territoire ;
2) Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages ;
3) Agir sur le parc existant pour des logements de qualité ;
4) Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat.

En matière de programmation de logements, des ***objectifs ambitieux, mais réalistes***, ont été définis pour la période 2025-2035 :

- ✓ Un objectif de production globale de 500 logements par an en compatibilité avec les objectifs du SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes et permettant d'accueillir de nouveaux habitants dans de bonnes conditions ;
- ✓ Programmer 50% de logements sociaux parmi l'offre nouvelle ;
- ✓ Tendre vers 80% en secteur dit de renouvellement urbain : intensification du foncier bâti existant, acquisition-amélioration.

La phase 3 d'élaboration du programme d'actions a été conduite en concertation avec les élus et les acteurs, et a fait émerger, d'une part, le programme territorialisé, identifiant les sites répondant aux objectifs identifiés, et d'autre part, de décliner les orientations en 16 actions opérationnelles :

AXE 1 : PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE

Action 1| Produire 500 logements par an dont 50% de logements sociaux et 80% en renouvellement urbain

Action 2| Placer les enjeux environnementaux au cœur des stratégies foncières déployées par les communes

Action 3| Concilier enjeux de production de logements et qualité de vie en lien avec l'évolution des modes d'habiter

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 4| Accompagner la sortie d'opérations exemplaires au travers d'appels à projets portant sur des fonciers maîtrisés

AXE 2 : SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES

Action 5| Fluidifier les parcours résidentiels en proposant une offre de logements diversifiée

Action 6| Améliorer l'accès au logement des plus fragiles

Action 7| Apporter des réponses adaptées aux situations particulières des personnes âgées & handicapées, jeunes actifs et étudiants

Action 8| Identifier des solutions innovantes pour le logement des agriculteurs, sapeurs-pompiers volontaires et saisonniers

Action 9| Mieux répondre aux besoins d'accueil des gens du voyage

AXE 3 : AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS DE QUALITE

Action 10| Poursuivre et amplifier l'intervention sur le bâti existant à l'aide de dispositifs adaptés

Action 11| Finaliser le processus de revitalisation du cœur historique de Grasse via la combinaison des dispositifs opérationnels

Action 12| Accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse

Action 13| Accompagner la réhabilitation du parc social

AXE 4 : POURSUIVRE ET RENFORCER L'ANIMATION DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT

Action 14| Affirmer la gouvernance locale et optimiser les moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement

Action 15| Renforcer l'offre de service au public

Action 16| Installer un observatoire de l'habitat et du foncier

Le document d'orientations et le programme d'actions ont été validés en comité du pilotage du 17 mars 2025.

Considérant les dispositions réglementaires en vigueur codifiées aux articles R302-9 à R302-11 du CCH, le projet de PLH 2025-2030 présenté en annexe de la présente délibération, sera soumis pour avis aux communes membres et au syndicat du Scot'Ouest des Alpes-Maritimes, qui auront 2 mois pour se prononcer ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **D'ARRETER** le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) établi pour la période 2025-2030, composé du diagnostic, du document d'orientations et du programme d'actions, documents joints en annexe de la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** le Président à transmettre pour avis le projet de PLH aux 23 communes membres, et à l'organe compétent chargé de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes, conformément à l'article R 302-9 du code de la construction et de l'habitation ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DU PAYS DE GRASSE 2025-2030



DOCUMENT 1 | **DIAGNOSTIC**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Table des matières

PARTIE 1 | UN TERRITOIRE ATTRACTIF & CONTRASTE 10

A. Un ralentissement de la dynamique démographique sur la période récente 11

B. Mobilités résidentielles : une difficulté à maintenir les jeunes et les familles aux revenus intermédiaires 14

C. Une dynamique économique favorable qui n'empêche pas les situations de précarités 16

Ce qu'il faut retenir 20

PARTIE 2| UNE TENSION SUR L'OFFRE DE LOGEMENTS, EN DEVELOPPEMENT SUR LES DERNIERES ANNEES 21

A. Des marchés immobiliers de plus en plus *excluant* 22

B. Le développement de l'offre de location courte durée participe à l'hybridation des usages de l'offre de logements 28

C. Une production à la hausse, mais qui ne comble pas le déficit de logements ... 29

D. Des ménages bloqués dans leur parcours résidentiel, où le développement territorial est à planifier dans un contexte de ressources limitées 35

Ce qu'il faut retenir 37

PARTIE 3 | CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS 38

A. Les caractéristiques du parc de logement 39

B. Une vacance à surveiller, notamment dans les centres-anciens 41

C. Un parc privé marqué par des enjeux de précarité énergétique 44

D. Des situations de logements indignes signalées 46

E. Un territoire maillé de nombreuses petites copropriétés 48

F. Une politique locale dynamique pour répondre aux enjeux d'amélioration du parc privé 53

G. Focus sur : le quartier prioritaire Grand Centre de Grasse 56

Ce qu'il faut retenir 59

PARTIE 4 | UN PARC SOCIAL QUI NE COUVRE QU'UNE PARTIE DES BESOINS 60

A. Un parc social en croissance mais qui reste insuffisant 61

B. Une demande sociale en croissance qui relève d'une tension sur le territoire ... 68

C. Des déséquilibres constatés sur le parc social qui conduisent à des interventions publiques 75

Ce qu'il faut retenir 79

PARTIE 5 | DES BESOINS EN LOGEMENTS ET HEBERGEMENTS INCLUSIFS ET SPECIFIQUES 80

A. Des effectifs seniors importants et des besoins à couvrir 81

B. Les porteurs de handicap 86

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

C. Une érosion des effectifs jeunes sur la période récente, des besoins qui demeurent prégnants 87

D. Le logement, un frein aux travailleurs « clés » 90

E. Des besoins émanant du public prioritaire avec une amélioration de leur prise en charge 92

F. L'accueil des gens du voyage 99

Ce qu'il faut retenir 103

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : CITADIA

Co-financement : Région Sud PACA RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR



PLH
2025 - 2030

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Préambule

A. Portrait

Portrait CA du Pays de Grasse

23 communes[1]

103 770 habitants en 2022, soit 9 % de la population départementale, dont 60% est concentrée à Grasse et Mouans-Sartoux

204,8 habitants/km²

55 870 logements, dont 78% de résidences principales

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), est située à l'Ouest des Alpes-Maritimes, à proximité de la bande littorale et du bassin d'emploi de Sophia-Antipolis, lui conférant ainsi une position attractive.

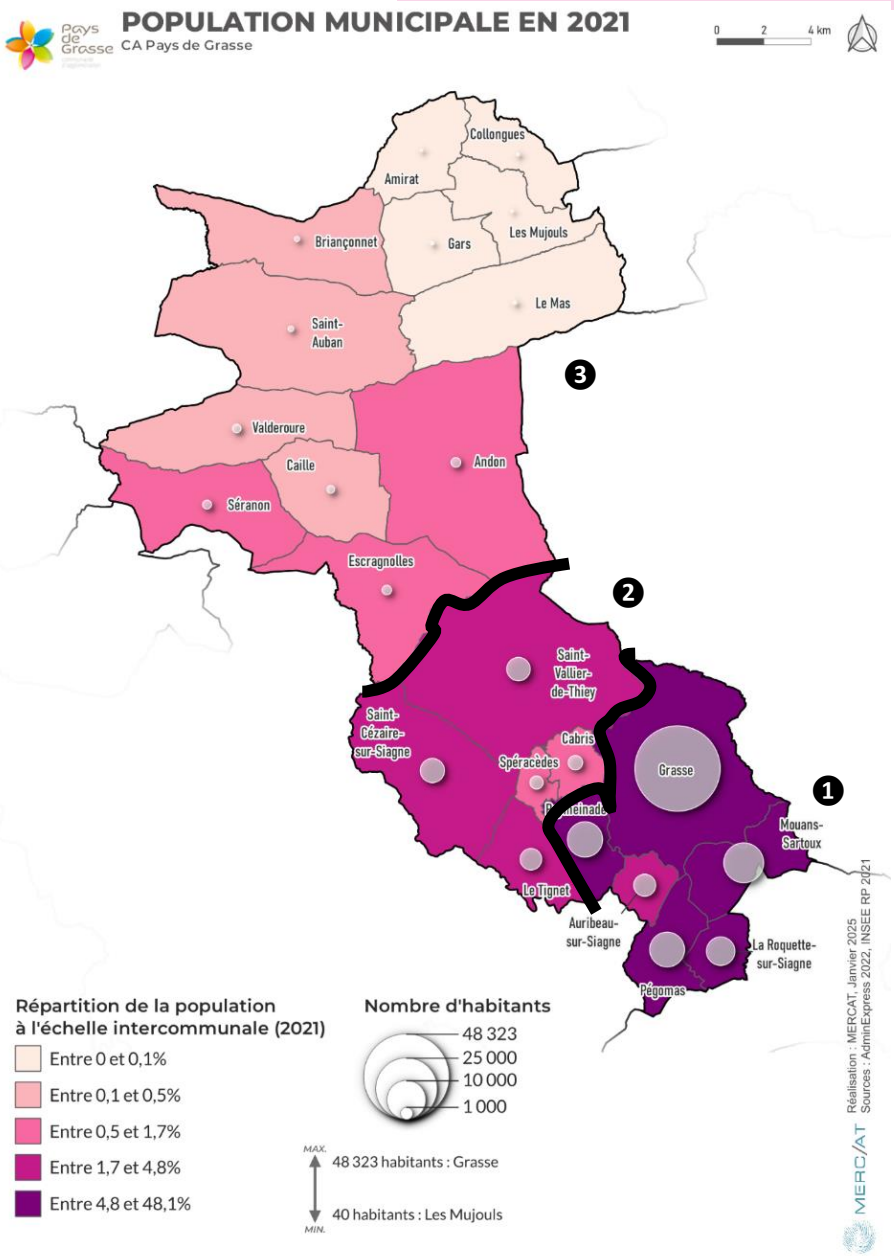
Issue de la fusion au 1er janvier 2014 de la communauté d'agglomération Pôle Azur Provence et des communautés de communes des Terres de Siagne et des Monts d'Azur, la CA du Pays de Grasse constitue un bassin de vie dynamique s'organisant autour de 23 communes, et comptant 103 770 habitants (INSEE 2022).

Dans le cadre de l'élaboration du PLH, un découpage du territoire par secteurs a été réalisé, afin de proposer une analyse en adéquation avec les dynamiques des bassins de vie locaux : le secteur dense, le Moyen-Pays et le Haut-Pays.

1 Secteur dense
- 1 ville centre : Grasse.
- 6 Communes.
- **83 678** habitants (83,4% du territoire).
- Concentration majorité des emplois de la CAPG
- Territoire urbain, connecté aux bassins d'emplois de Sophia-Antipolis et du littoral maralpin.

2 Moyen pays
- 5 Communes.
- **13 224** habitants (13,2% du territoire).
- **Une attractivité croissante**
- Des communes plus résidentielles, situées entre les contreforts des Préalpes d'Azur et le secteur dense.

3 Haut Pays
- 12 Communes (7 au Nord et 5 au Sud).
- **3 426** habitants (3,4% du territoire).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

B. La démarche d'élaboration du PLH 2025-2030

Qu'est-ce qu'un PLH ?

P **comme Programme**

Il vient définir la **programmation de logements de demain** et les **objectifs** de la CA du Pays de Grasse en matière d'habitat.

À la différence du PLU (plan local d'urbanisme), il ne définit pas de droits à construire.

L **Comme Local**

Il relève de la **compétence intercommunale (= CA Pays de Grasse)**

H **Comme Habitat**

Il s'intéresse au **logement dans son contexte** (mobilités, développement économique, environnement), à l'ensemble du **parcours résidentiel**, du début à la fin de vie, aux parcs **social comme privé**

- Il est élaboré pour une durée de **6 ans et s'applique à l'ensemble des communes de l'Agglomération.**
- Il constitue un cadre de **dialogue** avec tous les acteurs locaux de l'habitat (*promoteurs, bailleurs sociaux, associations, gestionnaires de structure d'hébergement, etc.)*
- Un **contrat d'engagement** entre les communes et l'Agglo et avec les différents partenaires
- Il implique des **moyens financiers et humains**

REFERENCE | Article L302-1 du code de la construction et de l'habitation

"Il définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements."

Méthode et calendrier d'élaboration

La procédure d'élaboration du PLH a été engagée par délibération du conseil communautaire le 7 avril 2022 ; le PLH précédent 2017-2022 a été prolongé jusqu'en décembre 2024.

L'élaboration de ce PLH a été l'occasion de construire une vision partagée du territoire et de mettre en cohérence la politique de l'habitat avec les autres stratégies de développement du territoire. Pour cela, l'élaboration de ce PLH s'est appuyée sur large concertation :

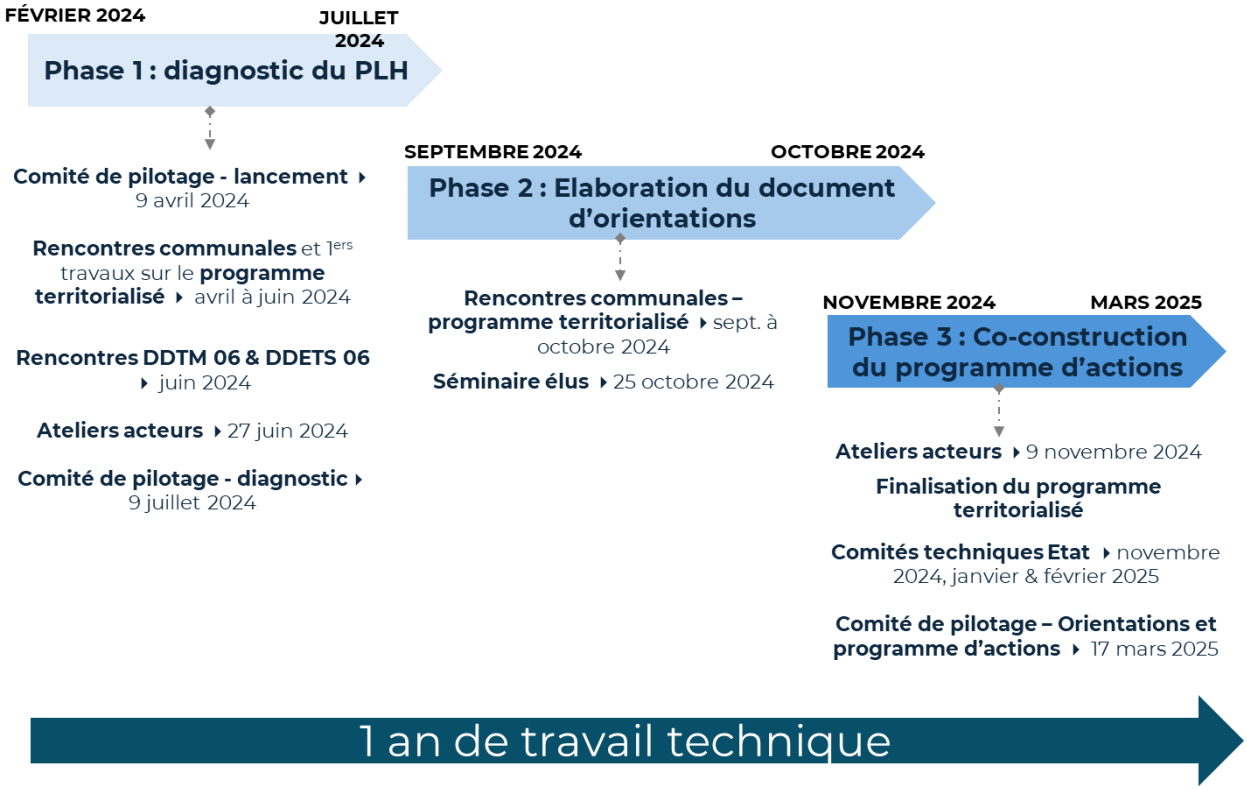
- Une ***enquête auprès de la population*** d'août à octobre 2024, avec la participation de *176 répondants* afin de questionner les attentes et besoins des habitants sur leurs parcours résidentiels, la qualité de vie, la rénovation de l'habitat, etc.. Ces échanges ont mis en lumière la forte tension sur le logement, qu'il s'agisse de la difficulté à trouver un logement ou des prix devenus inaccessibles pour une grande partie de la population.

- Des ***rencontres communales*** avec les élus des communes ont démontré les préoccupations liées aux risques naturelles, à la gestion des ressources naturelles, les contraintes réglementaires (ZAN, SCOT), accroissant la difficulté à mobiliser du foncier disponible pour de nouveaux programmes, et pointant ainsi la nécessité de

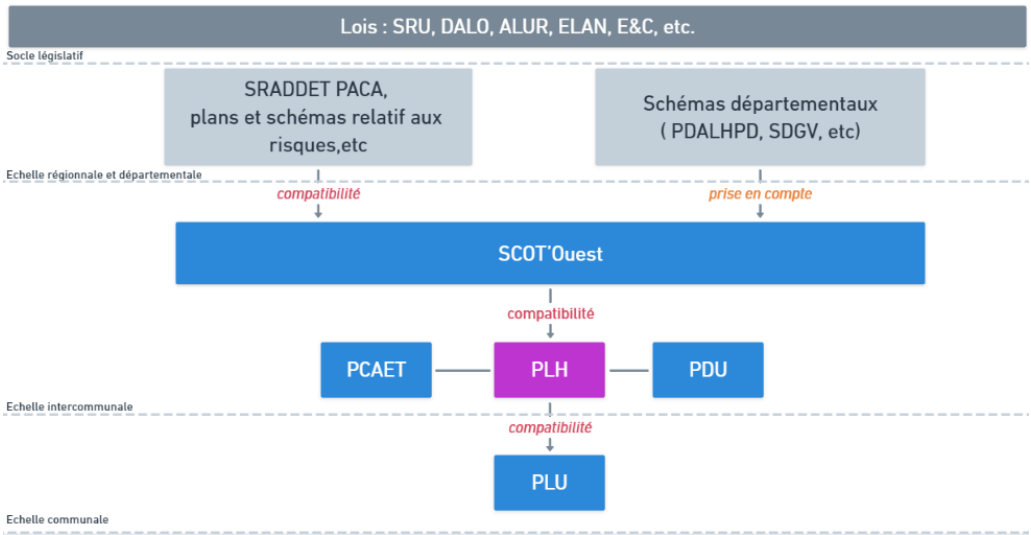
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

travailler davantage sur le renouvellement urbain, limitant l'impact sur l'environnement et le sur les ressources.

- Les "***Ateliers des partenaires***" en juin et novembre 2024 et le "Séminaires des élus" en octobre 2024 ont permis de rassembler une quarantaine de participants qui ont nourri l'élaboration de ce PLH, notamment en valorisant le besoin d'innovation pour continuer à produire du logement.



C. Les articulations du PLH avec les documents de planification et de programmation



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

PLH et SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes



Le SCOT'Ouest[1] des Alpes-Maritimes couvre 2 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale[2] (EPCI), soit 28 communes et 260 808 habitants. Le PLH s'inscrit dans un ***rapport de compatibilité*** avec le SCOT en vigueur, ses orientations et ses objectifs.

L'application du SCOT présente plusieurs effets pour le territoire et ses communes membres :

- Une mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour s'inscrire dans la trajectoire de développement fixée par ce document cadre, incluant des objectifs de réduction de la consommation foncière, en tenant compte d'une armature territoriale et de l'équilibre entre différentes thématiques (habitat, équipements, économie, etc.) ;
- La définition à l'échelle du territoire, d'un volume de logements pouvant être réalisé en moyenne par an en tenant compte de la diversité des besoins à satisfaire, en location comme en accession.

PLH et politiques locales

Le PLH s'articule avec les politiques locales portées par la CA du Pays de Grasse, tel que :

- la politique de gestion de la demande et d'attributions du logement social (CIL, CIA et PPGDID) – en lien avec le PDALHPD 06
- les documents de planification intercommunaux et les projets : de déplacement (PDU, projet bus-tram) et les enjeux de développement durable (PCAET, Charte de la biodiversité, etc..).

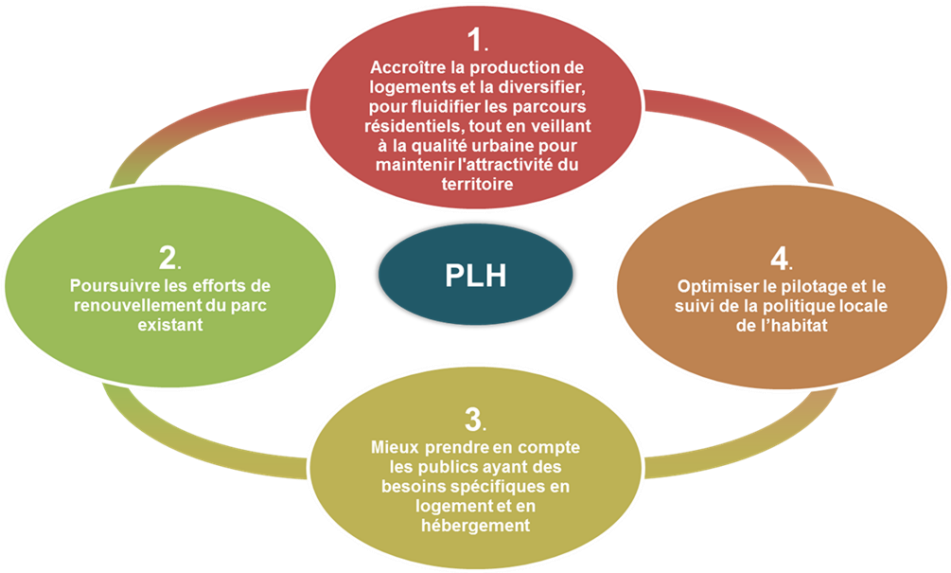
→ Cf. Annexes : Cadre juridique et réglementaire / Prise en compte des documents cadre

[1] Le SCoT' OUEST des Alpes-Maritimes, a été approuvé le 20 mai 2021, et modifié le 27/01/2022 et le 27/10/2022

[2] 23 communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et 5 communes de la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

D. Le PLH 2017-2024 : un bilan positif qui révèle de nouveaux défis



Le PLH du Pays de Grasse 2017-2022, adopté le 15 décembre 2017, et prolongé jusqu'à 2024, prévoit au titre de son programme d'actions, de répondre à 4 grandes orientations .

Le bilan final du PLH 2017 – 2022 a été conduit à l'Eté 2024, en parallèle du diagnostic du présent PLH. Il met en évidence des avancées majeures, et notamment :

- L**a prise de délégation des aides à la pierre**, conduisant la communauté d'agglomération à renforcer l'ingénierie dédiée à la politique de l'habitat et du logement, et permettant de piloter localement les aides de l'Etat et de l'Anah en faveur du parc public et du parc privé.
- La constitution d'un **régime d'aides financières** conséquentes de l'agglomération pour la production de logements sociaux (subventions et garanties d'emprunt), et pour l'accompagnement des projets de rénovation des logements privés.
- **L'encadrement du prix de la VEFA** dès lors qu'un bailleur social se porte acquéreur d'un volume de logements sociaux auprès de la promotion immobilière.
- La construction d'une charte de l'habitat social.
- L'installation de la **Conférence Intercommunale du Logement (CIL)** pour en faire un espace d'échanges sur le logement social, et orchestrant la mise en œuvre de la réforme de la demande et des attributions du logement social.
- La poursuite des dispositifs d'amélioration du parc privé et le renforcement de la coordination de la lutte contre l'habitat indigne.

Objectifs	Résultats
▸ Construire **760 logements par an…**	▸ **736 logements par an** : 4 420 logements autorisés entre 2017 et 2022 ▸ **342 logements autorisés en 2023**
▸ …Dont **la moitié en locatif social (340 logements sociaux)**	▸ **52% de l'offre de l'offre produite : 307 logements** par an sur un total de 1 843 logements sociaux agréés
▸ Tendre vers un objectif de **40 logements par an en accession sociale** (soit 5 % de la production totale attendue)	▸ **22 logements par an** (soit 3,7% de l'offre) sur un total de 132 logements en accession sociale

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

▸ **Conventionner**, via l'ANAH, environ **10 logements privés par an**	▸ **11 logements conventionnés en moyenne par an** (23 uniquement sur l'année 2023)

En perspective : les enjeux du PLH 2025-2030

Le PLH de la CA du Pays de Grasse ambitionne de définir un ***programme opérationnel adapté à un territoire contrasté*** dont les besoins et les avancées en matière d'habitat divergent d'une commune à l'autre. Voici les principaux enjeux identifiés :

- La cohérence des objectifs de production de logement au regard des perspectives de croissance démographique inscrit dans le **SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes**, et de **rattrapage en matière de production de logement social**,

- L'appui à la production de logement sociaux en s'appuyant sur **une stratégie foncière renforcée** avec la mise en place d'une expérimentation, et d'un observatoire du foncier et de l'habitat,

- Apporter des réponses aux besoins des parcours résidentiels de tous les publics et en particulier **des jeunes et étudiants, des saisonniers, des personnes âgées et handicapées, et des gens du voyage.**

- Poursuivre **les actions sur le parc existant** en matière de réhabilitation du parc social et privé en s'interrogeant plus particulièrement sur le phénomène de vacance, de précarité énergétique et d'occupation des copropriétés.

Le porter à connaissance de l'Etat

Le porter à connaissance de l'Etat, transmis le 20 juin 2024, rappelle le contenu du PLH, les nécessaires associations avec les acteurs, partenaires et organismes. Il précise les attentes de l'Etat pour le territoire de la CAPG :

- Assurer le développement équilibré des territoires via la mobilisation des outils des politiques d'urbanisme et d'aménagement ;
- Construire et améliorer l'habitat en répondant aux besoins de chacun et en protégeant les plus fragiles ;
- Réhabiliter le parc de logement privés les plus dégradés ;
- Soutenir la transition énergétique et numérique.

Il confirme les obligations de l'article 55 de la loi SRU et les enjeux de rééquilibrage de l'offre de logements locatifs, et rappelle que sur les 23 communes de l'agglomération, 7 sont soumises à ces dispositions. Il appuie également l'importance de territorialiser les objectifs afin de développer et mieux répartir l'offre en logements sociaux, de mobiliser les outils fonciers pour la production de logements sociaux, de produire une offre de logements pour le public spécifique, de garantir la protection des populations les plus fragiles en assurant une offre d'hébergement adaptée, et de définir une stratégie d'intervention sur le parc de logements anciens.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PARTIE 1 | UN TERRITOIRE ATTRACTIF & CONTRASTE

DYNAMIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

A. Un ralentissement de la dynamique démographique sur la période récente

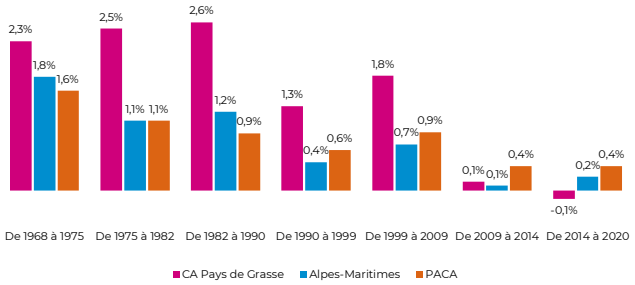
Une croissance démographique en léger déclin sur la période récente

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse recense 103 770 habitants en 2022, près de la moitié des habitants se trouvent à Grasse (49 508)

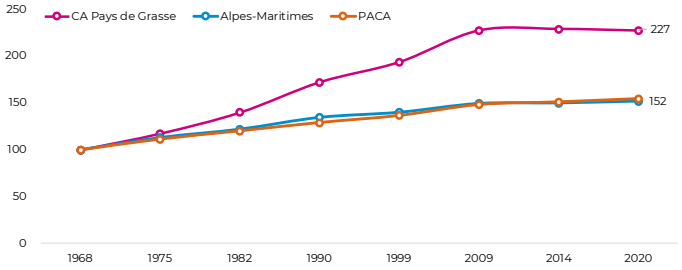
Jusque 2009, le territoire a connu une croissance constante et un fort développement, engendrant un phénomène de périurbanisation, essentiellement concentré dans le secteur dense.
Puis, jusque 2014, la croissance[3] démographique s'est progressivement ralentie, **jusqu'à devenir sensiblement négative à partir de 2020 (-0,1% par an)**. Une situation qui contraste avec la tendance départementale et régionale.

Cette tendance récente s'explique par un apport de population moindre, couplé au vieillissement de la population réduisant la croissance naturelle qui ne compense pas le solde migratoire déficitaire (-0,3%). ***Cette situation est toutefois à nuancer selon les communes***.

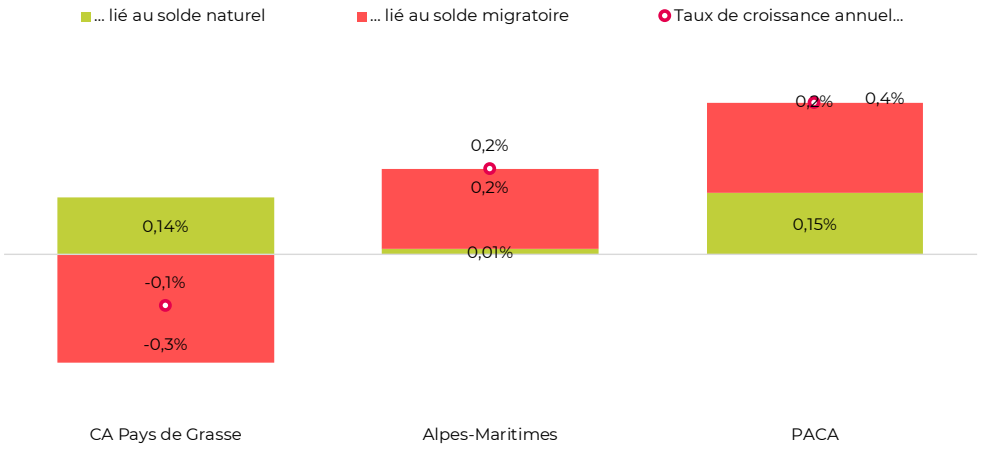
Evolution du taux de croissance démographique depuis 1968
Source : INSEE RP 2020



Evolution en base 100 de la population municipale entre 1968 et 2020
Source : INSEE RP 2020



Moteurs de la croissance démographique entre 2014 et 2020
Source : INSEE RP 2020



[3] **Rappel méthodologique :** les moteurs de l'évolution démographique
L'évolution de la population est le résultat de deux composantes :
- **Le solde naturel,** différence entre le nombre de naissance et le nombre de décès. Il est généralement positif, le nombre de naissance étant le plus souvent supérieur à celui des décès ;
- Le **solde migratoire,** différence entre le nombre de personnes entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont parties au cours d'une période donnée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

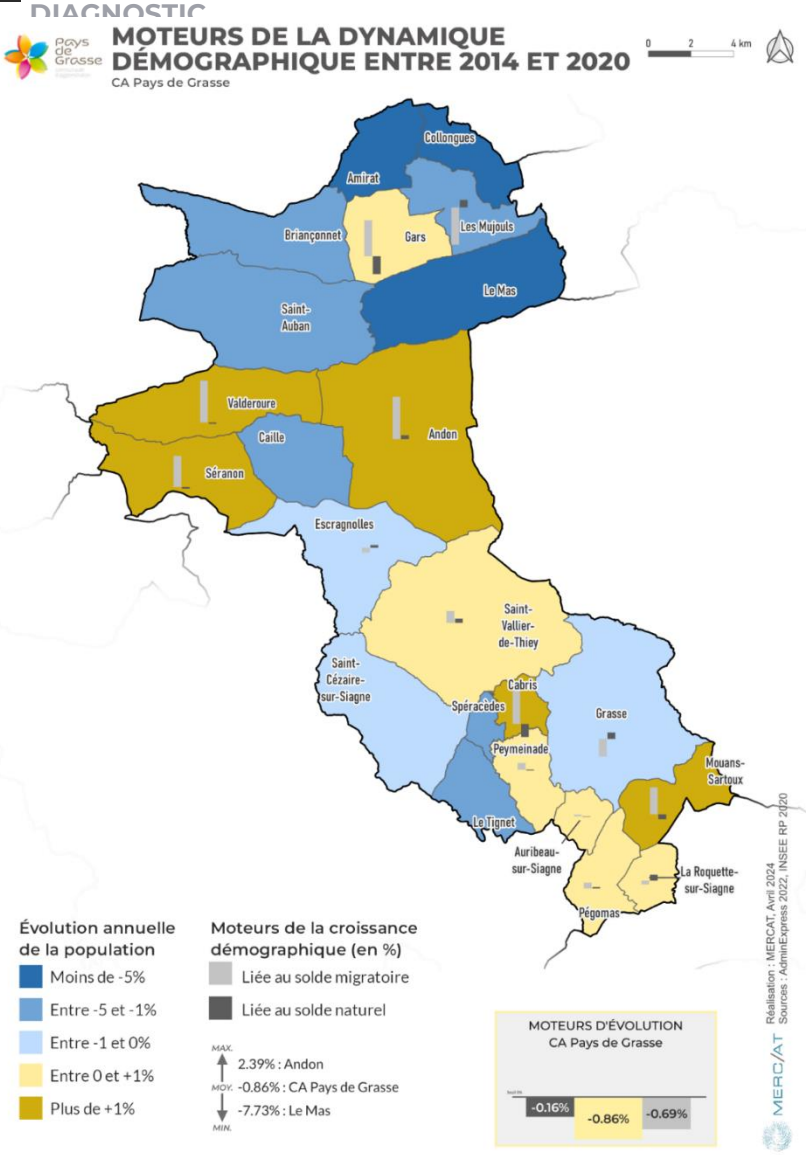
Une diminution de la population est relevée spécifiquement sur la commune-centre, se traduisant par un phénomène de report vers les communes plus au Sud.

*D'après les projections de l'INSEE, « **la population des Alpes-Maritimes atteindrait son maximum autour de 2035** avant de diminuer de manière progressive. À partir de cette date, l'excédent migratoire ne compenserait plus le déficit du solde naturel ».*

Ainsi, à l'échelle du Pays de Grasse, le maximum de population pourrait être atteint à l'issue du PLH.

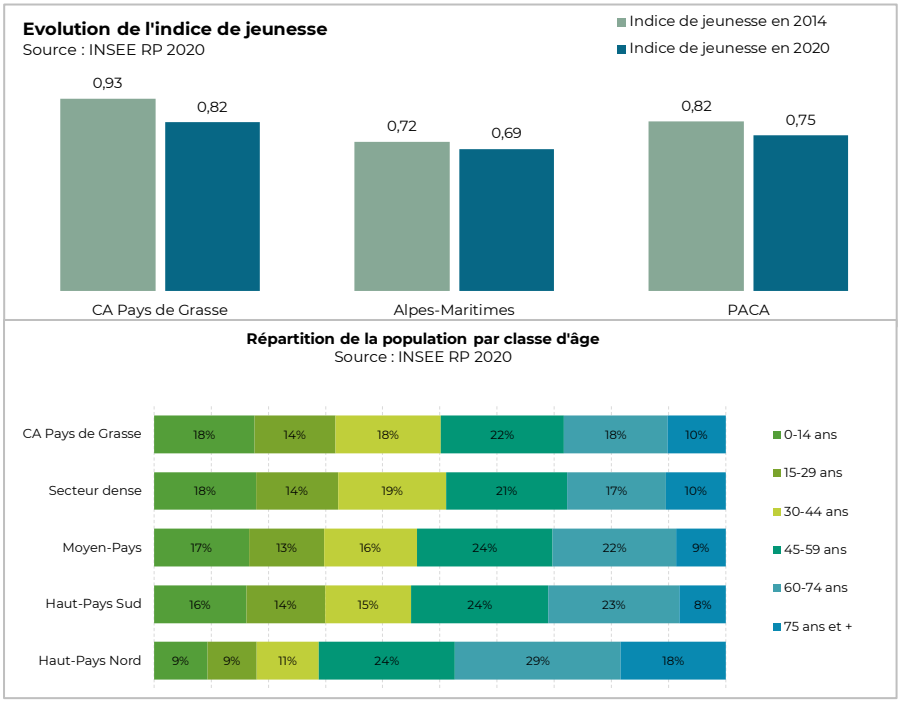
Une augmentation des séniors qui occasionne des besoins spécifiques

Au sein d'un département caractérisé par une proportion importante des ***plus de 60 ans***, la CAPG a un profil plus jeune. Pour autant, on observe un vieillissement rapide sur tous les secteurs.



A noter : un profil davantage vieillissant dans le Haut-Pays Nord avec un indice de jeunesse bien inférieur à la moyenne intercommunale et 47% de ménages composés de 60 ans et plus, une part bien supérieure au reste du territoire.

➔ des besoins d'adaptation du parc ancien à la perte d'autonomie, pour favoriser aussi longtemps que possible le maintien à domicile.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

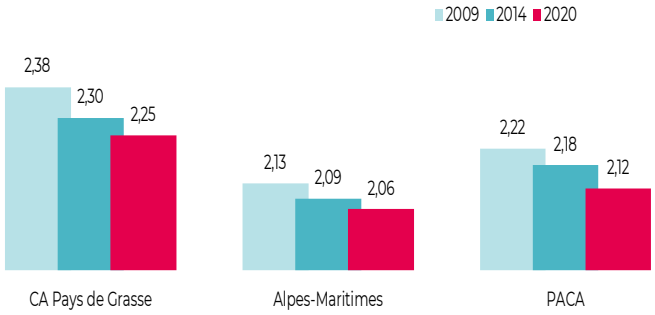
Une diminution significative de la taille des ménages créant un besoin en logements pour maintenir la population

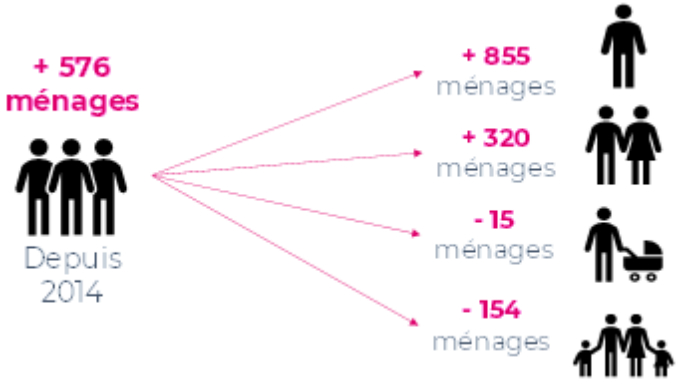
En raison du vieillissement de la population, de la décohabitation des jeunes et des séparations familiales, la ***taille des ménages tend à diminuer***, en passant de 2,38 en 2009 à 2,25 en 2020.

Ce phénomène de ***desserrement*** engendre une augmentation du nombre de ménages (+576 en près de 10 ans) et donc un accroissement des besoins en logements.

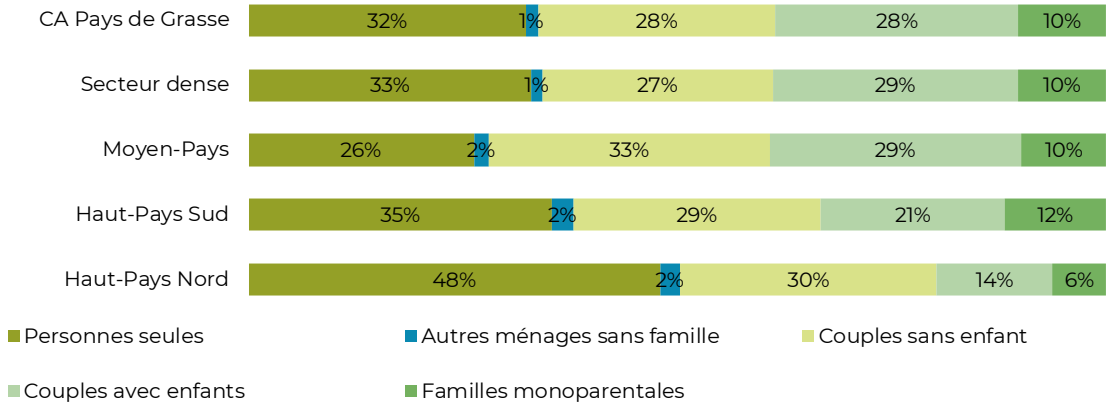
➔ 213 logements ont été nécessaires pour maintenir la population.

Evolution de la taille moyenne des ménages depuis 2009
Source : INSEE RP 20



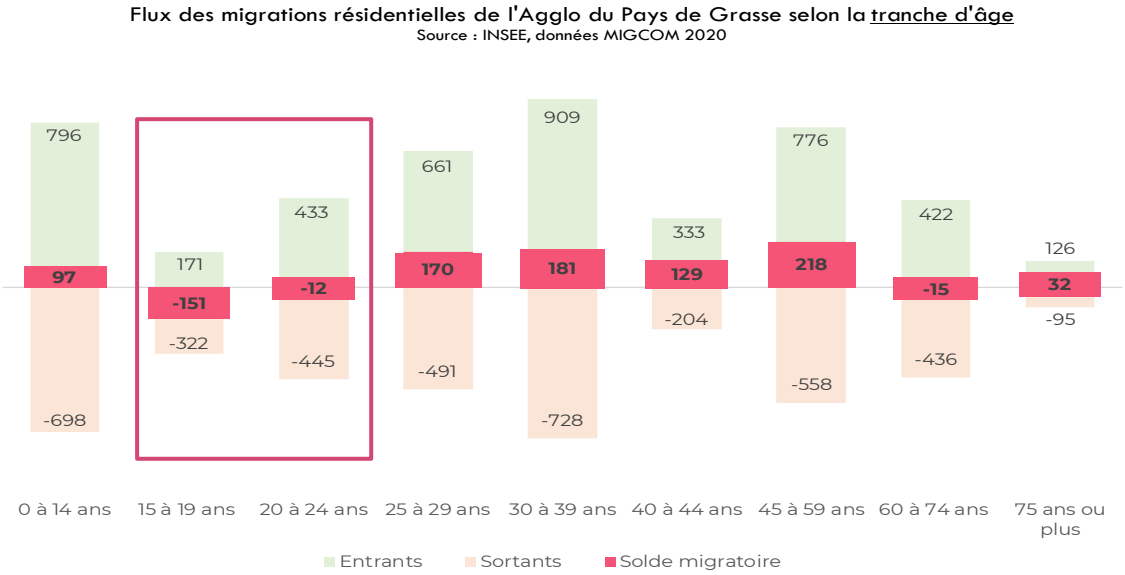


Répartition des ménages selon leur composition familiale
Source : INSEE RP 2020



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

B. Mobilités résidentielles : une difficulté à maintenir les jeunes et les familles aux revenus intermédiaires



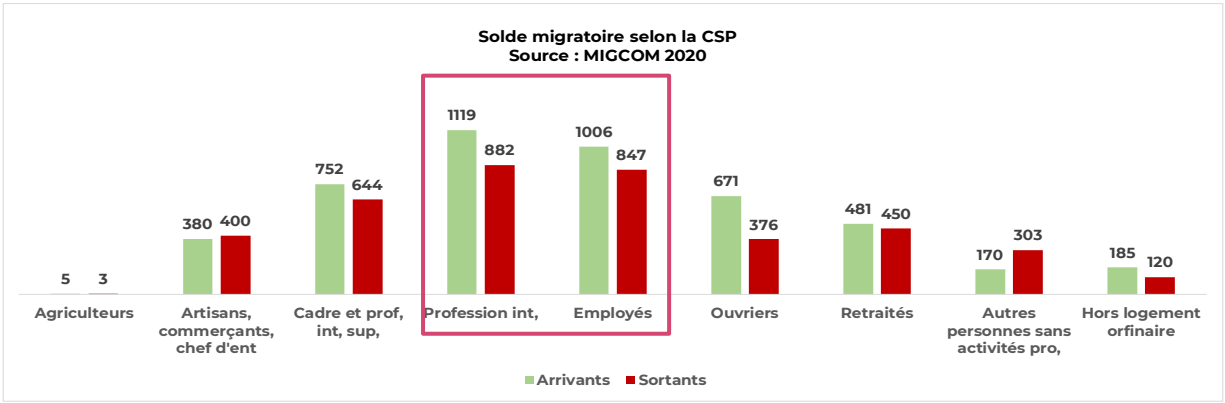
Le solde migratoire est négatif sur le territoire.

Ce déficit migratoire est plus particulièrement marqué aux étapes clés du parcours résidentiels :

- **un départ des jeunes de 15 à 24 ans** en âge de réaliser leurs études supérieures et d'obtenir leur premier emploi,
- Le territoire est **attractif pour les jeunes ménages actifs de 25 à 40 ans**, notamment en provenance de la CA Cannes Pays de Lérins, pour lesquels Grasse fait état d'attractivité résidentielle,
- Un **départ des retraités âgés entre 60 et 75 ans en fin de parcours résidentiel** qui quittent le territoire pour se rapprocher de leur famille ou des services et de bénéficier d'une offre adaptée à leurs besoins.

A noter que la plupart des flux migratoires déficitaires se dirigent vers d'autres régions et départements, principalement les individus âgés de 25 à 39 ans. ; 30% de ces départs concernent les professions intermédiaires.

➔Il y a ainsi un fort enjeu de développement d'une offre de logement adaptée qui permettrait à ces ménages de rester sur le territoire.



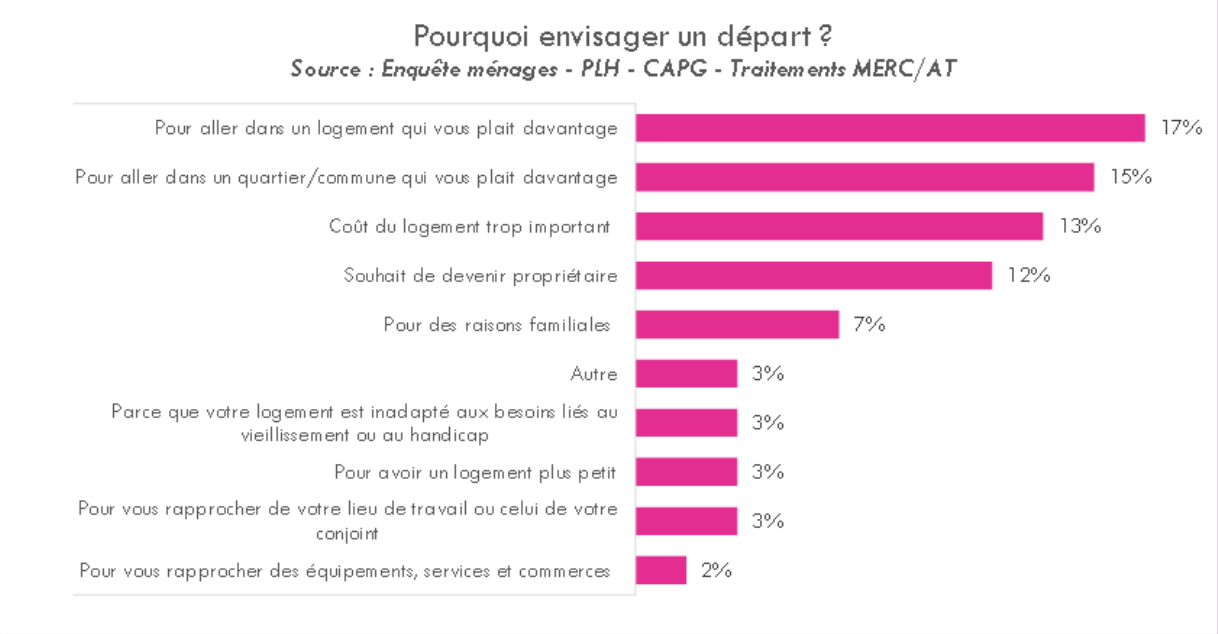
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

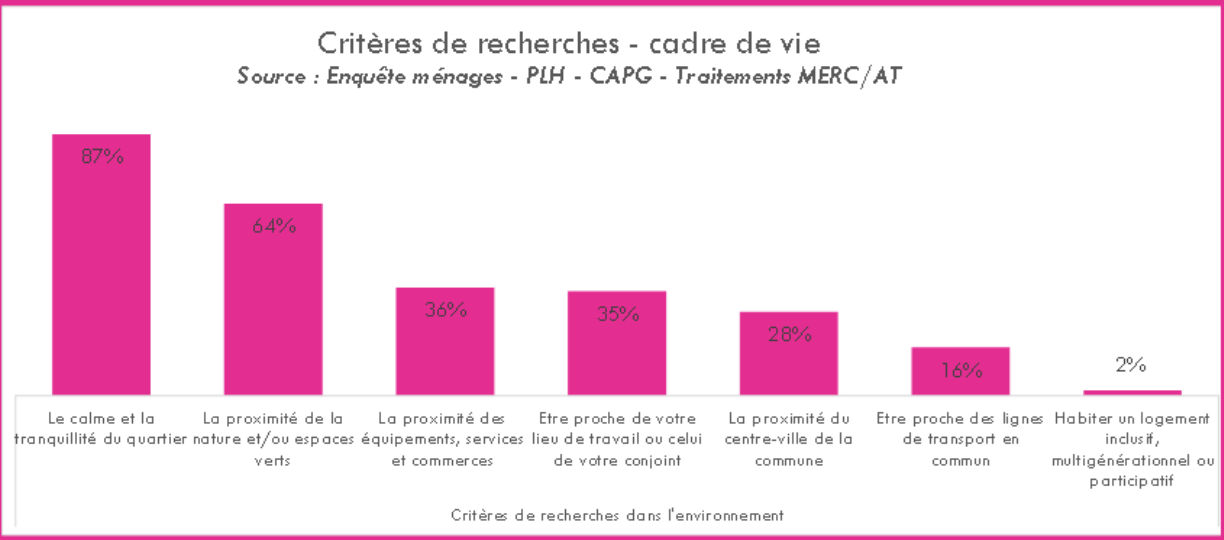
FOCUS ENQUÊTE HABITANTS

L'enquête auprès des habitants a permis de récolter les réponses de 60 personnes ayant pour projet de déménager dans les trois prochaines années concernant le motif de leur projet de mobilité. Les motifs les plus courants sont relatifs aux parcours résidentiels et à la trajectoire des ménages. Ainsi, le premier motif de mobilité apparaît donc être la recherche d'un logement plus adapté, avec 17% de réponses, appuyant l'hypothèse que les départs et venues sur le territoire sont motivés par la poursuite d'un parcours résidentiel. De même, le souhait de devenir propriétaire constitue lui aussi un motif de départ important avec 12% des réponses, et le coût du logement, attestant de la tension du marché locatif et de son rôle moteur dans les mobilités du territoire, est évoqué dans 13% des réponses.

15% des réponses concernent le souhait de trouver une localisation plus plaisante, relevant de considérations plus propres au cadre de vie.



Concernant les attentes en termes de cadre de vie que les habitants recherchent dans leur projet d'installation sur le territoire, les enquêtés indiquent, avec plusieurs réponses possibles, leur critère de recherche. Si 87% des répondants indiquent ainsi porter attention à la tranquillité et au cadre de vie et 64% à la proximité avec la nature, seuls un tiers indiquent la proximité avec des équipements, service et commerces ou le lieu de travail comme des critères importants, et seulement 16% la proximité avec une ligne de transport en commun.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

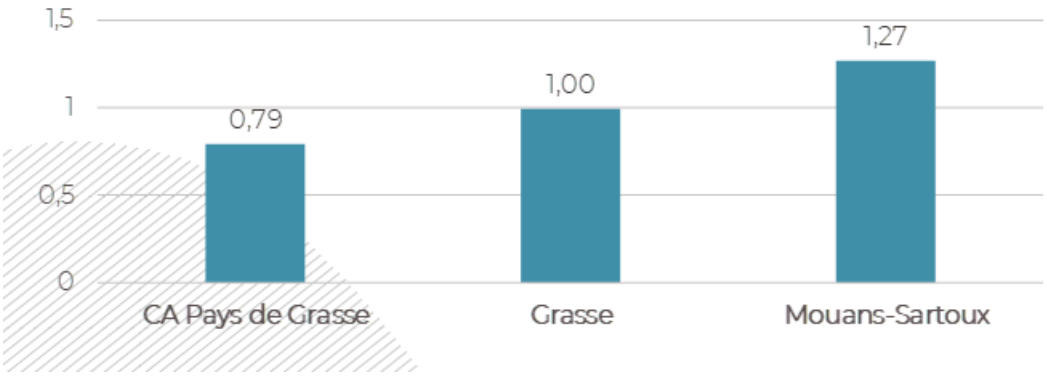
C. Une dynamique économique favorable qui n'empêche pas les situations de précarités

Un pôle économique local

L'indice de concentration de l'emploi de la CAPG est élevé, avec 79 emplois occupés pour 100 actifs résidants sur le territoire et ayant un emploi. *Mais cet indice est toutefois inférieur à celui de la Région PACA (0,99).*

Ce taux témoigne toutefois de la perméabilité du territoire avec les autres bassins d'emplois locaux tels que Sophia Antipolis, le Pays de Lérins, la métropole de Nice, voire Monaco : ainsi, une partie des actifs résidant sur le territoire se déplacent quotidiennement vers ces bassins, contribuant à la saturation routière du secteur.

Indice de concentration d'emploi
Nombre d'emplois pour 1 actif occupé
Source : INSEE RP 2020

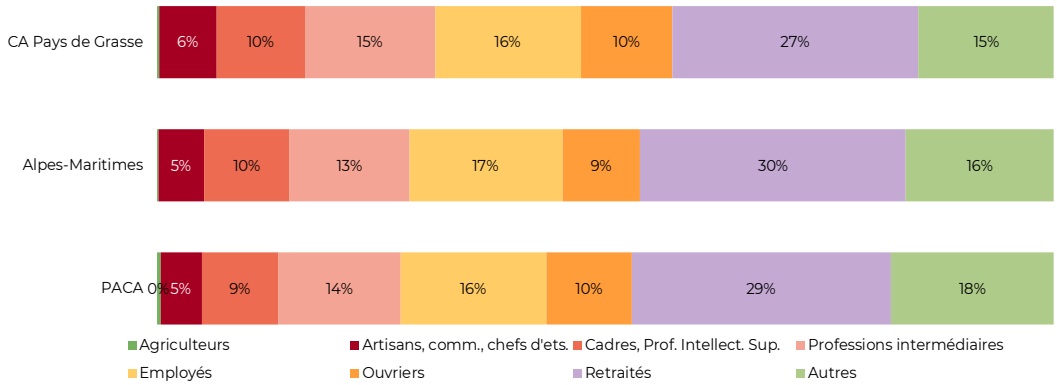


Une part importante de retraités et d'inactifs, à l'instar du Département et de la Région

Les retraités représentent 27% des profils socio-professionnels du territoire, soit une part légèrement inférieure à celle du département (30 %).

A l'inverse, **les employés, les professions intermédiaires et les ouvriers représentent 41 % des actifs du territoire,** soit une proportion supérieure à celle du département (39 %).

Catégories socio-professionnelles de la population de plus de 15 ans
Source : INSEE RP 2020

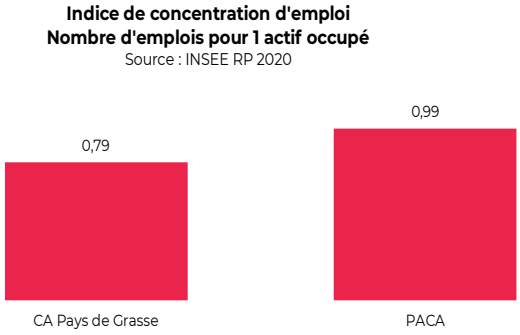


AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Enfin, la présence des artisans, commerçants et chefs d'entreprises est plus marquée au sein de la CAPG (6% contre 5% au niveau départemental et régional). La présence des CSP supérieures est supérieure de 2 points par rapport au département et représente 15 % de la population âgée de 15 ans ou plus.

Des conséquences significatives en termes de déplacements

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse compte **47 956 actifs, dont 42 156 sont des actifs occupés**. Selon les données de France Travail, la dynamique de l'emploi au sein de la CAPG depuis 2019 serait plus faible que celle de la région PACA. **Le nombre d'actifs diminue sur le territoire** (-0,6 %), tandis que la région (+0,4 %) et le département (+0,2 %) enregistrent des taux de croissance positifs.



La CAPG est concernée par un volume important **de mobilités pendulaires interne au territoire,** du fait d'une concentration sur le secteur dense des activités professionnelles et des équipements scolaires - particulièrement à Grasse et Mouans-Sartoux. **Le Pays de Grasse est non seulement un bassin d'emploi pour ses résidents** (60% des actifs résidant sur le territoire y travaille), pour autant, demeure une part significative des actifs ayant un emploi travaillant en dehors de la communauté d'agglomération **amenant des flux pendulaires** importants.

On compte à présent **260 000 déplacements réalisés quotidiennement par les habitants du Pays de Grasse** (Source : *Plan de Déplacement Urbain*). Ces flux engendrent une saturation importante des voiries et des axes routiers sur le territoire.

➔Cette concentration pose à la fois un enjeu de développement des modes de mobilités doux, du covoiturage et des transports en communs, et un enjeu du développement de l'habitat, qui nécessite d'être bien desservi et cohérent avec la présence d'activités sur le territoire, afin de gérer les flux de populations interne et pendulaires du territoire intercommunale.

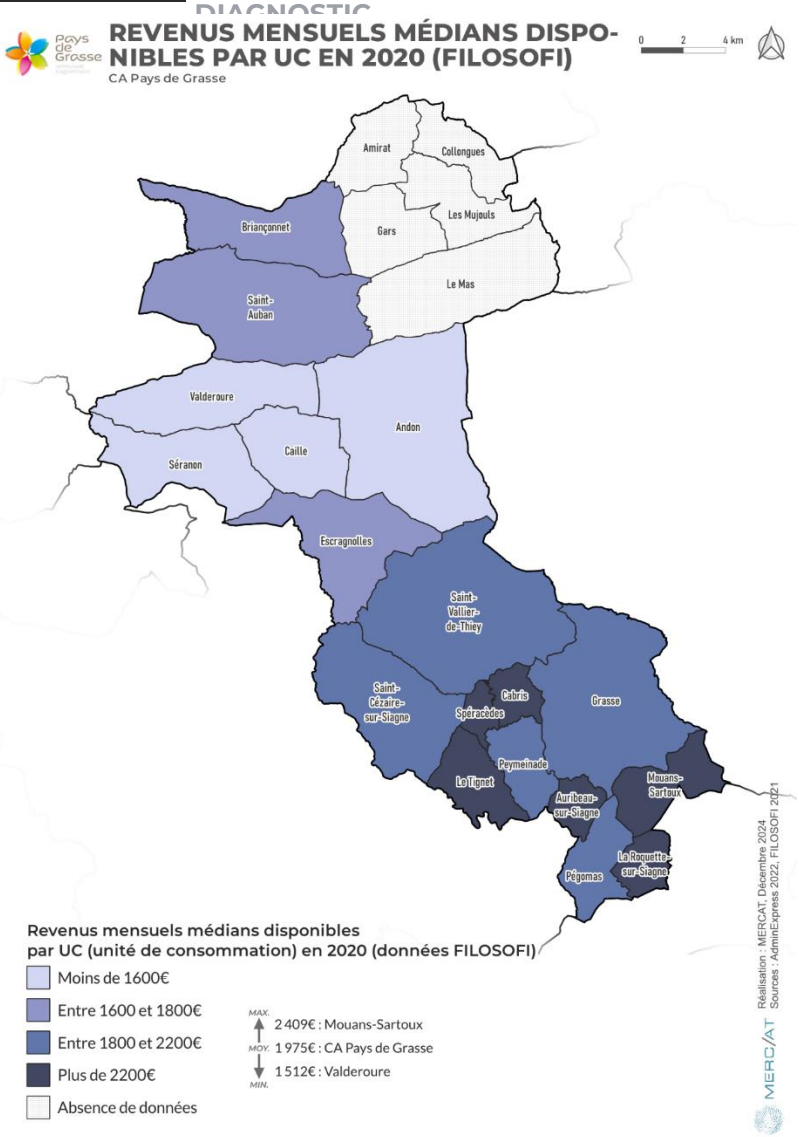
Des profils de revenus diversifiés

Le revenu médian annuel sur le territoire est de 24 890 € annuel légèrement plus élevé que celui du département (23 530 €). **➔A noter : des disparités relativement marquées entre les communes du secteur dense et les communes du Moyen et du Haut-Pays.**

Revenus déclarés - Ensemble des ménages - CA du Pays de Grasse
Source : INSEE Filosofi 2021, traitement MERC/AT

	Classes modestes			Classes moyennes				Classes supérieures	
	1er décile	2ème décile	3ème décile	4ème décile	5ème décile Médiane	6ème décile	7ème décile	8ème décile	9ème décile
Revenu déclaré pour une personne seule (1 UC)	7 840 €	12 850 €	16 700 €	20 000 €	23 250 €	26 520 €	30 490 €	36 010 €	45 850 €
	808 €	1 225 €	1 540 €	1 813 €	2 074 €	2 360 €	2 712 €	3 203 €	4 110 €
Revenu déclaré pour un couple (1,5 UC)	14 535 €	22 050 €	27 720 €	32 640 €	37 335 €	42 480 €	48 810 €	57 660 €	73 980 €
	1 211 €	1 838 €	2 310 €	2 720 €	3 111 €	3 540 €	4 068 €	4 805 €	6 165 €
Revenu déclaré pour un couple avec 1 enfant (1,8 UC)	17 442 €	26 460 €	33 264 €	39 168 €	44 802 €	50 976 €	58 572 €	69 192 €	88 776 €
	1 454 €	2 205 €	2 772 €	3 264 €	3 734 €	4 248 €	4 881 €	5 766 €	7 398 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

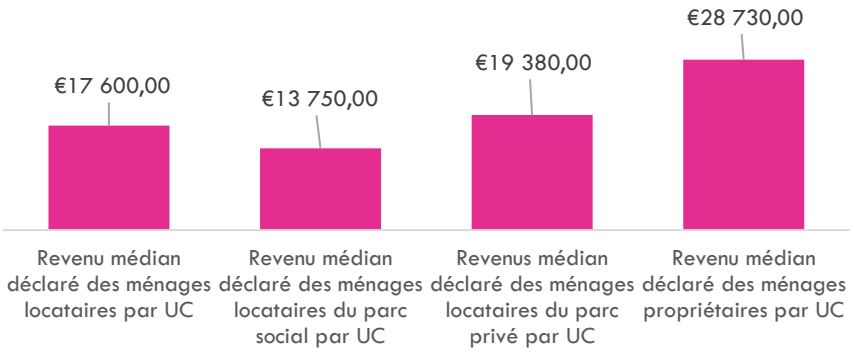


6 600 ménages vivent sous le seuil de pauvreté sur le Pays de Grasse

En comparaison avec les autres échelles (Alpes-Maritimes et PACA), la CAPG obtient des taux plus bas concernant la part de ménages qui se trouvent sous le seuil de pauvreté.

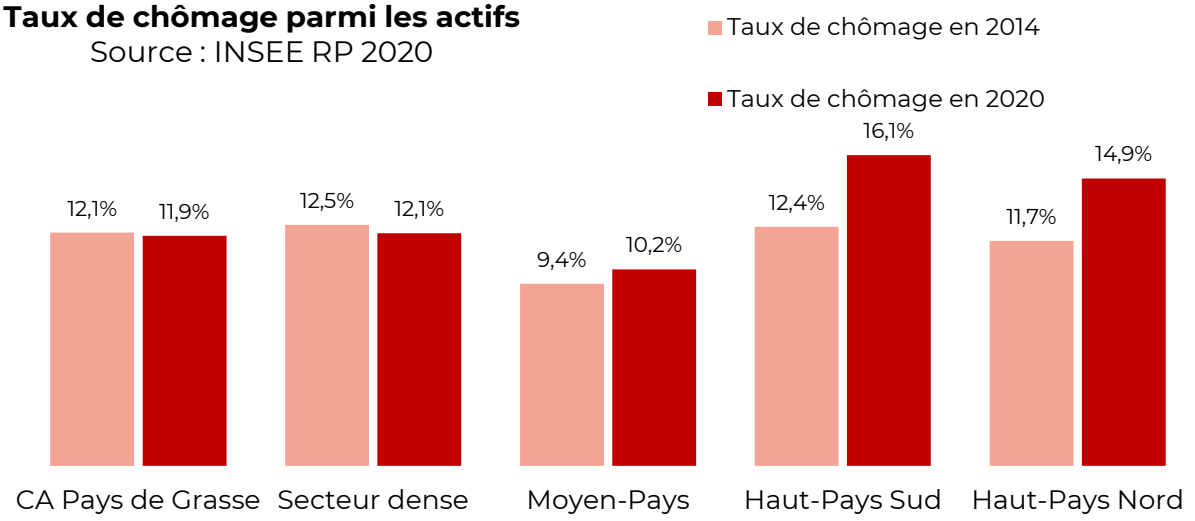
Parmi les ménages sous le seuil de pauvreté : **34% sont propriétaires de leur logement et 40% sont locataires au sein du parc privé,** qui semble jouer ainsi un rôle social de fait et qui positionne ces ménages en situation de fragilité face au coût et à la qualité des logements.

Revenu médian par statut d'occupation - CAPG
Source : Filosofi 2021 - Traitement MERC/AT



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

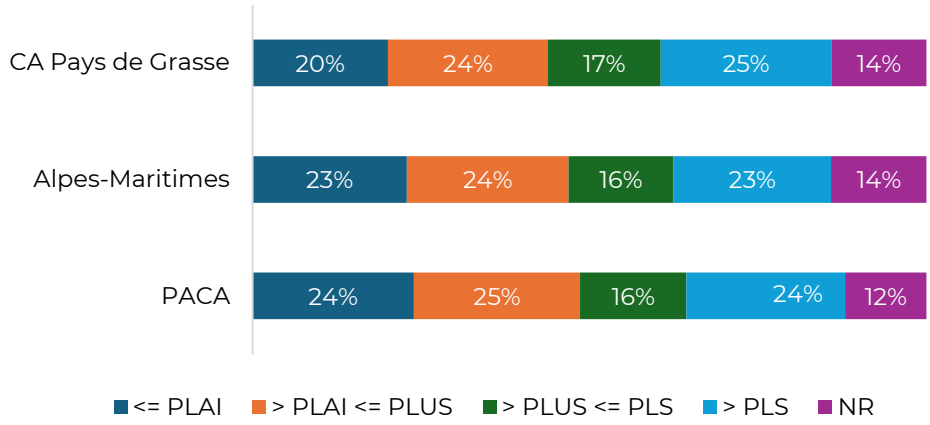
Taux de chômage parmi les actifs
Source : INSEE RP 2020



Près de 28 600 ménages sont éligibles à un logement social sur la CAPG

- Plus de **9 500 ménages dont les niveaux de revenus sont renseignés, sont éligibles au PLAI ce qui représentent environ 20% des ménages du territoire.**
- **11 200 ménages ont des revenus compris entre les plafonds du PLAI et du PLUS, soit environ 24% des ménages.**

Répartition des ménages en fonction des plafonds de revenus du logement social
Sources : filocom 2021, traitements Citadia



Ainsi, plus de 20 000 ménages disposent de revenus qui les positionnent en-deçà des plafonds du logement social classique, et dans des proportions similaires quoique plus faibles qu'aux échelles de comparaison.

Enfin, plus de 7900 ménages disposent de revenus qui les positionnent sur le segment du PLS (environ 17%).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ce qu'il faut retenir

PARTIE 1 | UN TERRITOIRE ATTRACTIF & CONTRASTE
DYNAMIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES

Constats	Enjeux
Une stabilisation progressive de la population. Un desserrement des ménages qui s'accélère : une augmentation des petits ménages (1 ou 2 personnes).	**➔ Un besoin en logement varié pour maintenir la population et pour répondre à l'ensemble des parcours résidentiels.**
Un phénomène de vieillissement qui s'accélère sur tous les secteurs du territoire.	**➔ Des besoins en logements adaptés pour garantir le confort et le maintien à domicile de la population vieillissante.**
Une dynamique économique favorable mais qui génère une saturation des réseaux	**➔ Des conséquences en terme de déplacements quotidiens, avec des axes saturés.**
Des ménages à faibles ressources, de surcroit dans le parc privé	**➔ Le parc privé complète l'offre déficitaire en logement social pour les ménages les plus pauvres.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PARTIE 2| UNE TENSION SUR L'OFFRE DE LOGEMENTS, EN DEVELOPPEMENT SUR LES DERNIERES ANNEES

MARCHES IMMOBILIERS ET DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE

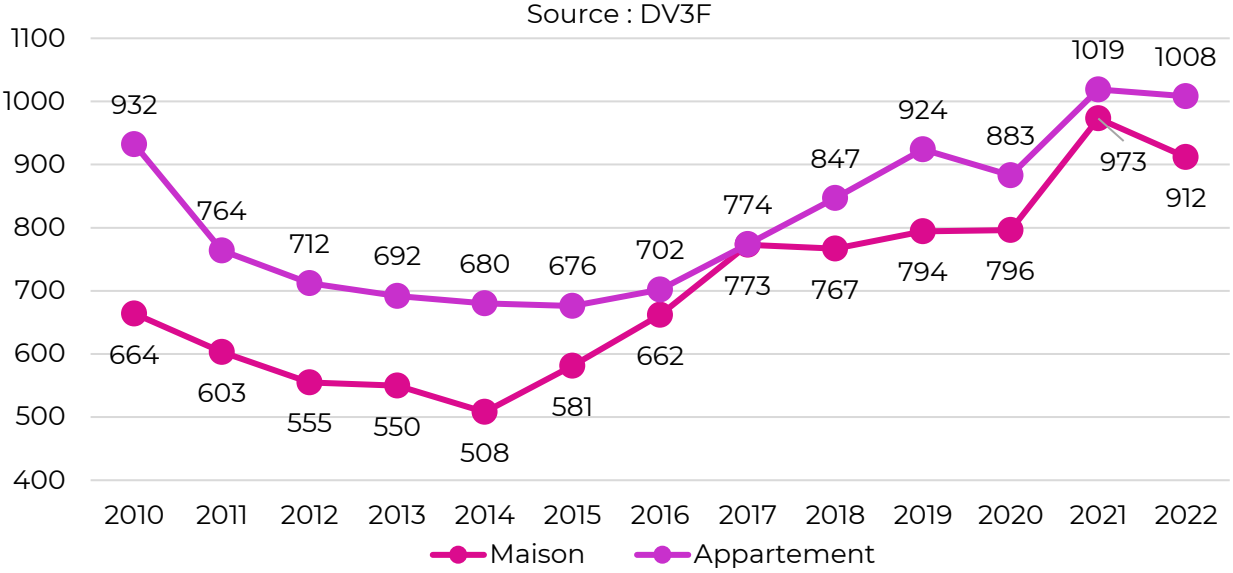


AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

A. Des marchés immobiliers de plus en plus *excluant*

Une offre en accession limitée aux ménages les plus aisés

Nombre de transactions immobilières (maisons et appartements)
Source : DV3F

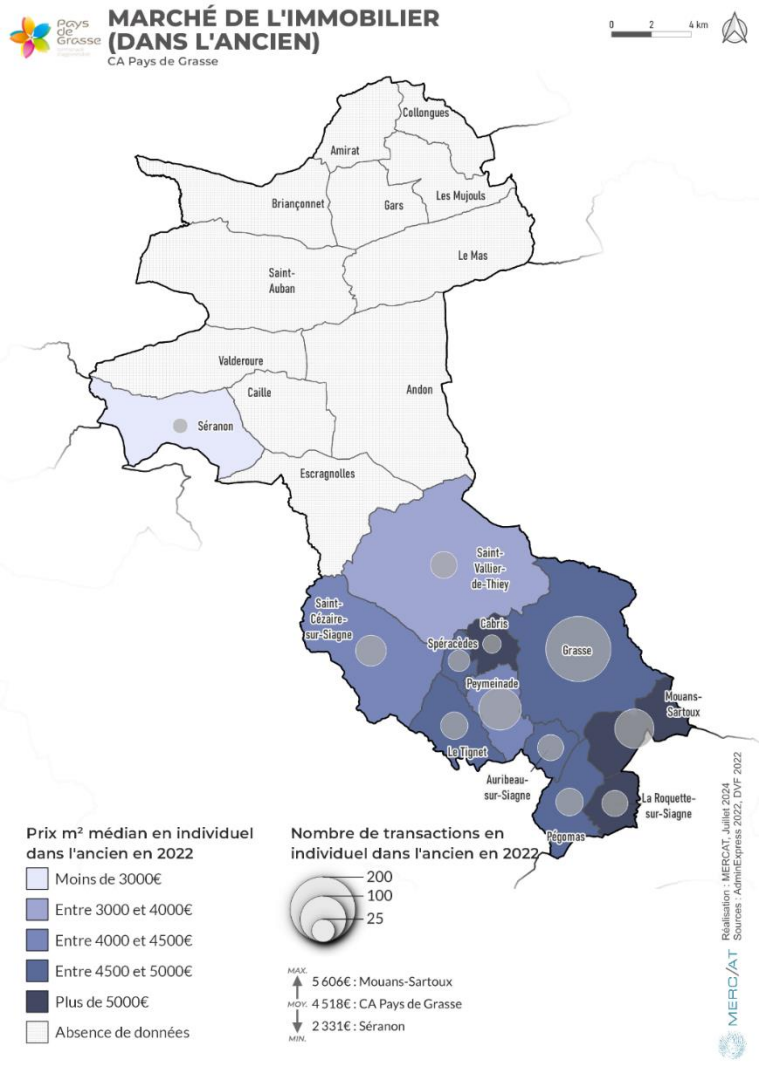


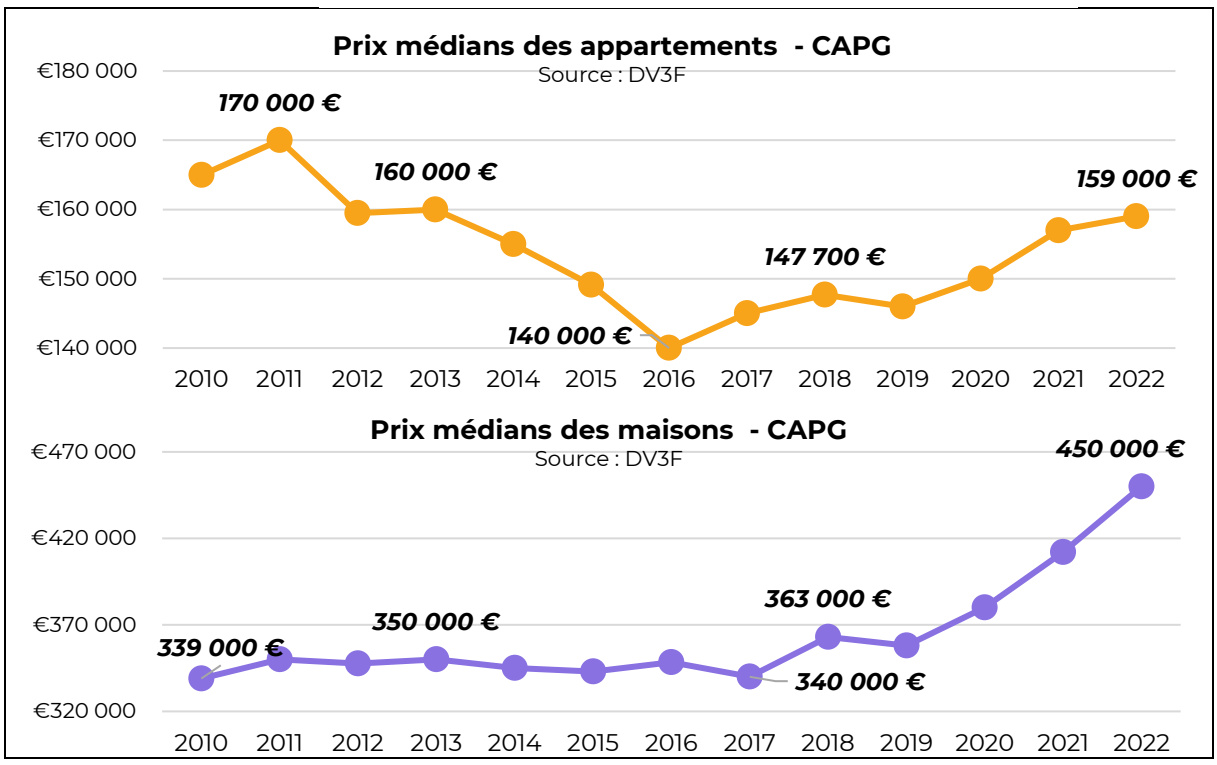
Depuis 2021, on constate :

- **une baisse des transactions,**
- **couplée à une flambée des prix** sur le territoire sur les cinq dernières années : les prix médians se situent autour **de 159 000 € pour un bien en collectif, et autour de 450 000 € pour une maison.**

Prix des biens en 2022			
Fourchette de prix (Q1 – médiane – Q3) *Selon les données DVF*			
Appartement ancien	110 000 €	**159 000 €**	220 000 €
Maison ancienne	300 000 €	**450 000 €**	640 000 €
Fourchette de prix fonction des typologies *Selon les données de l'OIH de la CCI Nice Côte d'Azur*			
Appartement neuf	310 000 €	**340 000 €**	450 000 €
	5600 €/m² le T2	**5300 €/m² le T3**	5600 €/m² le T4
Construction pour soi	165 000 € le terrain = **315 000 € minimum le projet terrain + maison**		

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

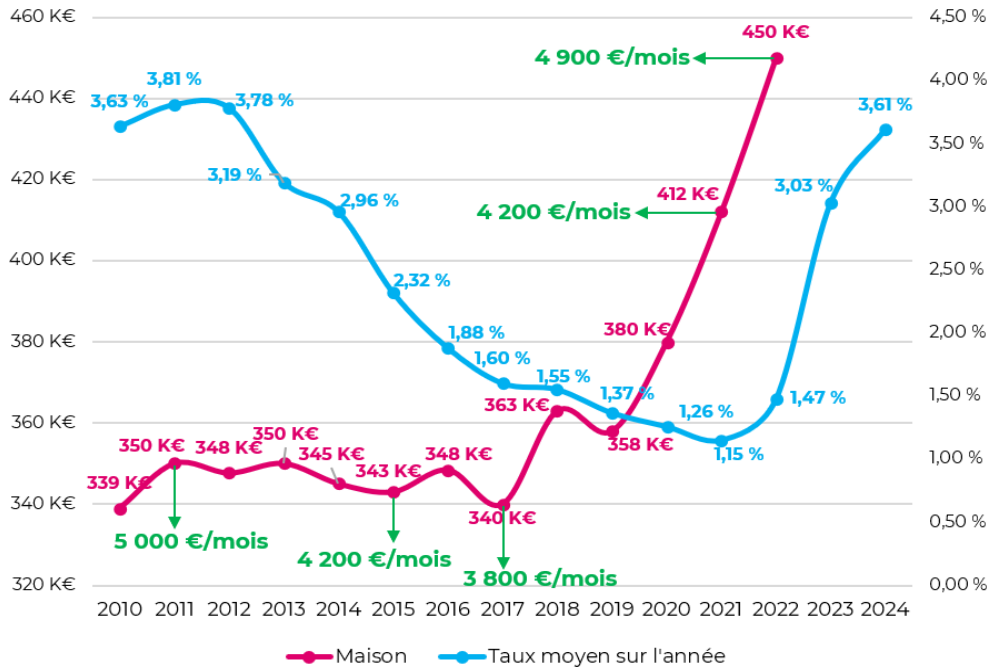




AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Entre 2010 et 2019, les prix sont stables et les taux d'intérêts baissent, ce qui permet une hausse du pouvoir d'achat immobilier. Jusqu'en 2021, la poursuite de la baisse des taux permet de compenser la hausse des prix.

Evolution du prix médian des maisons sur la CA Pays de Grasse et évolution des taux de crédits immobiliers
Sources : données DVF, Banque de France, traitements Mercat



*Aide à la lecture : avec un crédit sur 25 ans, et un apport de 10%, et 33% d'effort, **il faut gagner xxx €/mois** pour acheter un bien en individuel au prix médian, avec le taux moyen de l'année.*

L'analyse des capacités d'achat des ménages, croisée avec les prix de l'immobilier, met en avant l'exclusion d'une part des ménages à l'accession.

- **Les ménages du bas des classes intermédiaires - 4ème, 5ème et une partie du 6ème déciles - sont aujourd'hui schématiquement exclus de l'acquisition en neuf**, leurs budgets d'acquisition étant inférieurs aux prix pratiqués localement.

- **L'achat d'un appartement neuf ou d'une maison dans l'ancien sera restreint** à quelques déciles de ménages uniquement - à partir du 6ème décile-, et éventuellement la construction d'une maison sur un terrain nu.

Capacité d'accession - ensemble des ménages - CA Pays de Grasse									
	Classes modestes			Classes moyennes				Classes supérieures	
	1er décile	2ème décile	3ème décile	4ème décile	Médiane	6ème décile	7ème décile	8ème décile	9ème décile
Personne seule	- €	52 000 €	116 000 €	136 000 €	155 000 €	177 000 €	202 000 €	241 000 €	309 000 €
Couple	- €	77 000 €	173 000 €	205 000 €	234 000 €	266 000 €	305 000 €	361 000 €	461 000 €
Couple 1 enfant	- €	93 000 €	207 000 €	245 000 €	280 000 €	318 000 €	366 000 €	432 000 €	555 000 €
Couple 2 enfants	- €	101 000 €	225 000 €	267 000 €	304 000 €	346 000 €	398 000 €	469 000 €	603 000 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Capacité d'accession - ménages locataires - CA Pays de Grasse									
	Classes modestes			Classes moyennes				Classes supérieures	
	1er décile	2ème décile	3ème décile	4ème décile	Médiane	6ème décile	7ème décile	8ème décile	9ème décile
Personne seule	- €	- €	2 000 €	55 000 €	107 000 €	127 000 €	148 000 €	173 000 €	214 000 €
Couple	- €	- €	2 000 €	82 000 €	159 000 €	191 000 €	220 000 €	259 000 €	323 000 €
Couple 1 enfant	- €	- €	2 000 €	100 000 €	191 000 €	230 000 €	266 000 €	311 000 €	386 000 €
Couple 2 enfants	- €	- €	2 000 €	116 000 €	223 000 €	268 000 €	309 000 €	364 000 €	450 000 €

Source : FILOSOFI 2021, traitements Citadia

Simulation d'accession, avec un prêt principal sur 25 ans à un taux de 3,60%, nécessitant un taux d'effort en accession à 33%, et 15% d'apport.
Un reste à vivre minimum de 1 000 € pour une personne seule ; 1 500 € pour un couple ; 1800 € pour un couple avec 1 enfant : 2100 € pour un couple avec 2 enfants.

Le marché du neuf en difficulté

Un prix qui se fixe à 5 350 €/m² dans le libre en 2024 et qui tend à se stabiliser.

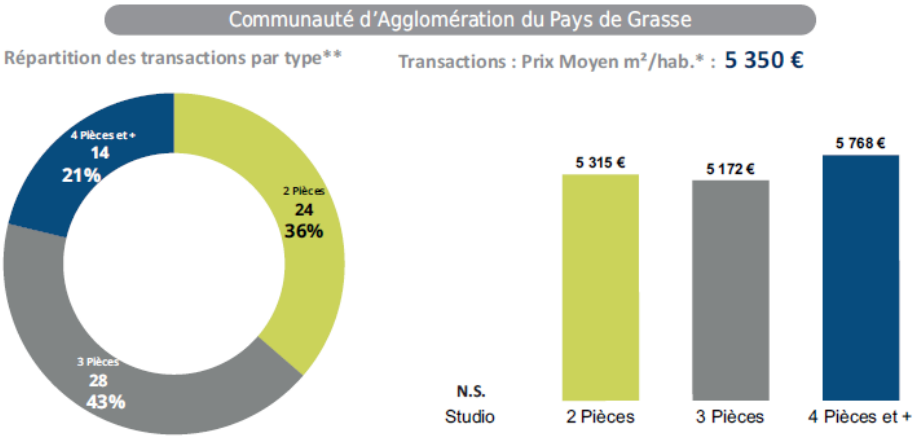
Les ventes se stabilisent, seul +1% entre 2022 et 2023, soit une baisse par rapport à la période précédente (+6%) avec un passage de 5 312 €/m² à 5 350€/m² en collectif.
Des difficultés rencontrées dans la commercialisation des programmes immobiliers, le délai d'écoulement sur la CAPG est de 24 mois, trois fois supérieur à celui de la CA Sophia Antipolis et de la Métropole Nice Côte d'Azur.

Marché du logement neuf - Evolutions année glissante par secteur**

Année N : du 4ème trimestre 2023 au 3ème trimestre 2024 - Année N-1 : du 4ème trimestre 2022 au 3ème trimestre 2023

	MISES EN VENTE		VENTES		DISPONIBLE		Evolutions N/N-1			Délais d'écoulement
	N-1	N	N-1	N	N-1	N	MISES EN VENTE	VENTES	DISPONIBLE	
≤ 4500 € M²	0	16	4	9	33	27	-	NS	-18%	36 mois
≤ 5000 € M²	6	13	6	10	36	46	NS	NS	28%	55 mois
> 5000 € M²	61	21	32	47	90	91	-66%	47%	1%	23 mois
TOTAL SEC.LIBRE	67	50	46	69	167	173	-25%	50%	4%	30 mois
ENCADRE	0	0	0	0	0	0	-	-	-	
RES SERVICES	0	77	0	24	0	53	-	-	-	27 mois
VTES EN BLOC	22	20	52	20	0	0	-9%	-62%	-	
TOTAL	89	147	98	113	167	226	65%	15%	35%	24 mois

Prix sur le marché du neuf en 2024, et répartition des transactions par typologie
Source : Observatoire Immobilier d'Habitat Côte d'Azur – lettre de conjoncture 3T 2024



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Les ventes en bloc sont de plus en plus nombreuses, du fait des inquiétudes du secteur bancaire, et des difficultés d'écoulement. Les opérateurs se tournent ainsi plus systématiquement vers les institutionnels et les bailleurs sociaux pour écouler le stock de logements en commercialisation. Cela peut donc venir impacter la production de logements sociaux, et les programmations initialement prévues.
Source : CCI Nice Côte d'Azur

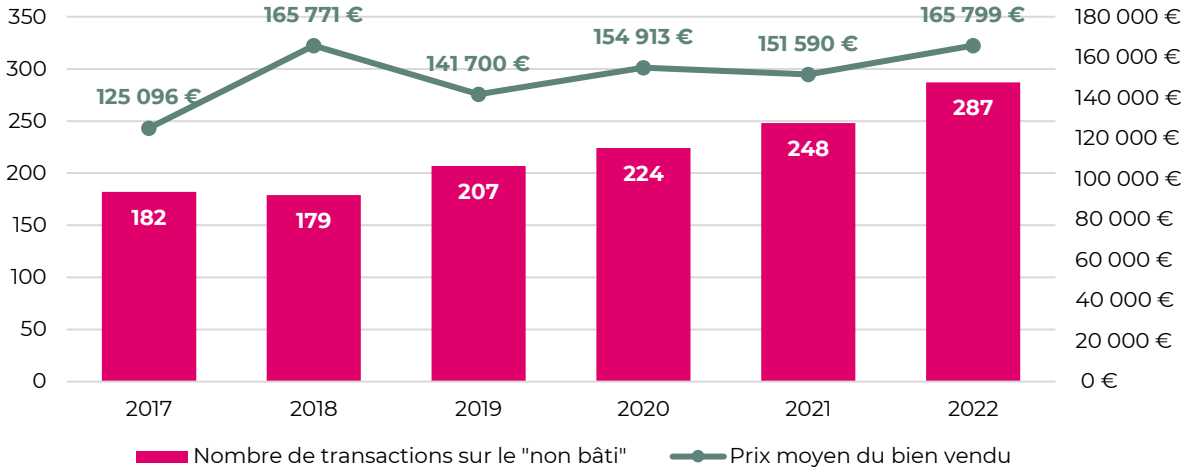
L'encadrement des prix de la VEFA

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre au 1er janvier 2021, la CAPG a mis en place un mécanisme d'encadrement des prix de la VEFA pour le logement social. Ce dispositif vise à maîtriser les coûts de sortie et de ce fait, améliorer l'équilibre des opérations du logement social et à limiter les jeux de concurrence entre bailleurs sociaux. ce prix est amené à évoluer, selon les retours du terrain.

Plafonds VEFA	
Zone 2- Prix Plafond (Grasse, Mouans-Sartoux, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Auribeau-sur-Siagne, Le Tignet, Cabris, Spéracèdes)	**Zone 3- Prix plafond** (Saint-Vallier-de-Thiey, Saint-Cézaire-sur-Siagne et Haut-Pays)
2 450.00€ HT/m² surface habitable parking compris	1 830.00€ HT/m² surface habitable parking compris

La vente de terrains nus : les transactions sont plus nombreuses chaque année, avec des prix moyens en relative hausse

Evolution des volumes de transactions sur les biens "non bâtis", et prix moyens associés dans la CA du Pays de Grasse
Source : DV3F

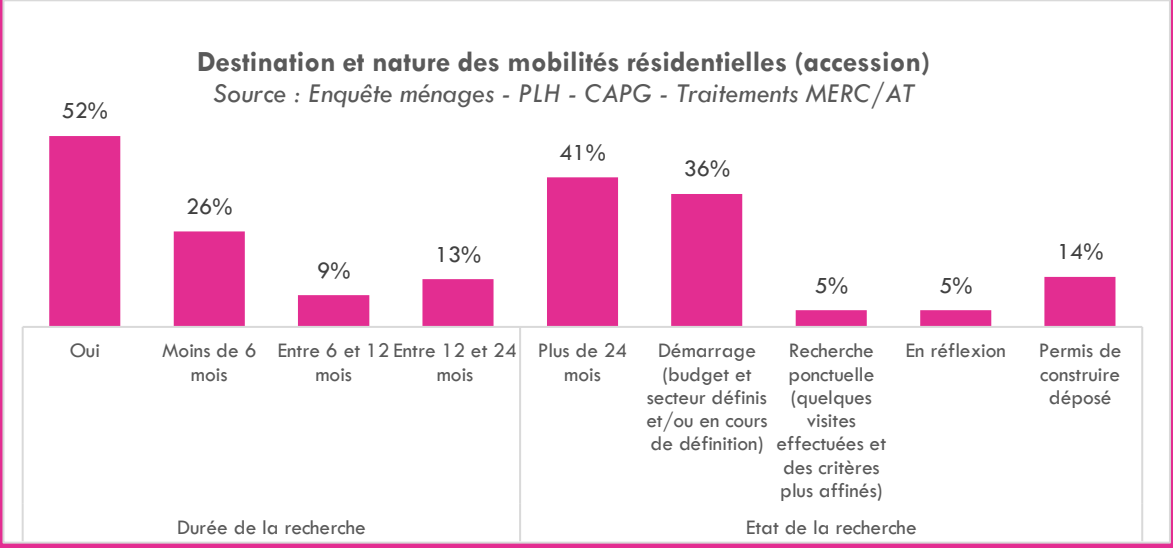


Les prix des terrains nus atteignent, selon DV3F, **165 000 € en moyenne en 2022** *(surfaces non disponibles)*. Au fil des années, on constate une hausse du nombre de transactions. Effectivement, en 2017 on comptait moins de 200 transactions de biens non bâtis, alors qu'elles sont de plus de 280 en 2022.
La dynamique sur les terrains à bâtir est stimulée ces dernières années, et montre l'intérêt pour la construction d'une maison pour soi sur le territoire de la CA du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

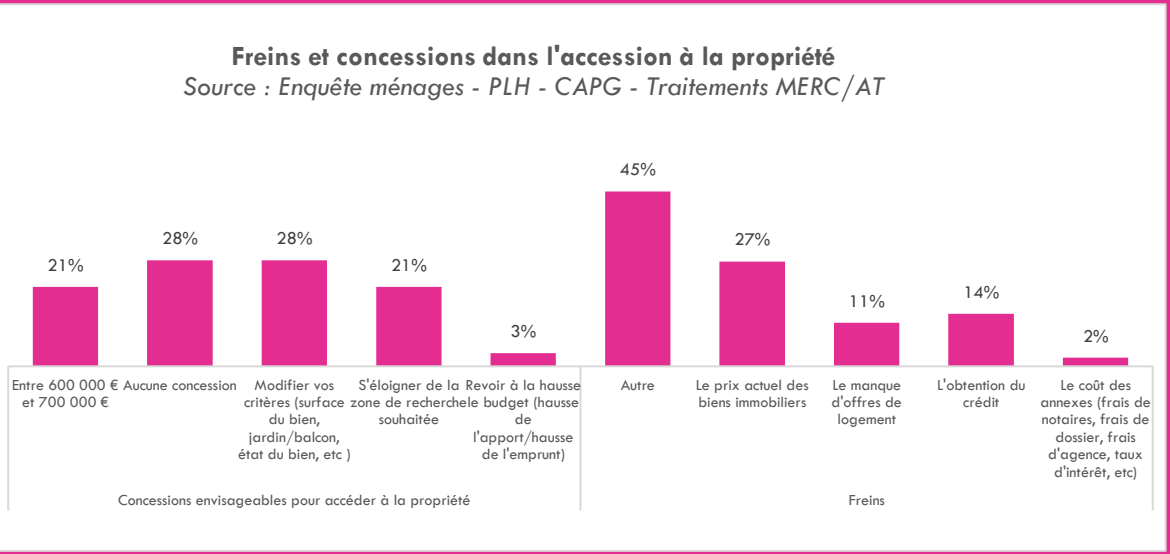
FOCUS ENQUÊTE HABITANTS :

L'enquête menée auprès des habitants a permis de collecter 143 réponses à la question « Quel budget avez-vous défini pour votre projet d'accession ?». Les résultats révèlent que plus de la moitié des enquêtés (58%) ont un budget inférieur à 400 000€, alors même que les biens les plus recherchés sont des maisons (67% en cumulant le neuf et l'ancien), limitant fortement leur capacité à acheter un bien individuel, confirmant des conditions d'accession difficiles sur le territoire.



Par ailleurs, les questions portant sur la durée et l'état de la recherche des ménages ayant un projet d'achat immobilier, permettent de qualifier ces difficultés, notamment en soulignant que près de la moitié des ménages sont dans une démarche de recherche depuis plus de 6 mois, et 13% depuis plus de 24 mois. Concernant l'état de ces recherches, si 41% des enquêtés répondent être en phase de démarrage de ces recherches, 36% indiquent être dans une phase de recherche ponctuelle et seulement 14% dans une recherche avancée.

Les ménages opèrent ainsi des concessions sur leur projet d'accession pour la grande majorité d'entre eux (79%). Les trois leviers principaux sur lesquels les ménages opèrent des concessions sont le confort du bien recherché, la zone de recherche ainsi que le budget, revu à la hausse. Seuls 21% des répondants ne se disent prêts à aucune concession. Le prix est le principal frein à ces projets d'accession, davantage que la disponibilité de l'offre, qui ne constitue le frein principal que pour un quart des projets résidentiels sur le territoire, attestant de la difficulté des ménages, au vu de leur niveau de revenus, à mobiliser les capacités financières suffisante pour acheter un bien en propriété.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le marché de la location : les loyers plus élevés dans le secteur dense, plus proche du littoral

Selon **l'Observatoire des Loyers des Alpes-Maritimes** porté par **l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06)**, les chiffres clés à retenir pour le territoire CA Pays de Grasse sont les suivants :

- 9 496 logements sont loués vides en résidences principales ;
- 29% des logements locatifs du parc privé ont été construits entre 1971 et 1990 ;
- 38% des locataires du parc privé bénéficient d'une allocation logement ;
- 31% des locataires du parc privé ont entre 40 et 54 ans ;
- 36% des locataires du parc privé travaillent dans une autre commune du département.

En 2022, les loyers pratiqués sur le territoire CA Pays de Grasse sont

- **698 € pour un appartement** (loyer moyen : 12 €/m² en collectif)
- **1 170 € pour une maison** (loyer 13,1 €/m² en individuel).

B. Le développement de l'offre de location courte durée participe à l'hybridation des usages de l'offre de logements

La hausse de l'offre mise en location sur les plateformes type Airbnb, Booking, Abritel, est de fait liée à la demande qui augmente.

En effet, Grasse attire des visiteurs pour son rayonnement, son patrimoine et son offre culturels, et ses paysages. Le Pays de Grasse bénéficie également de la proximité avec la Côte d'Azur, ce qui en fait une destination attractive pour les touristes cherchant à combiner visites culturelles et séjours azuréens.

Ainsi, d'après l'observatoire AIRDNA[4], ce sont **entre 400 et 800 biens qui sont proposés en location de courte-durée sur la commune de Grasse**, en fonction de la période de l'année, mais avec une tendance à l'augmentation du volume de biens proposé sur ces plateformes depuis plusieurs années. **Le revenu annuel moyen généré par ces locations s'établit à près de 26 000 € (soit plus de 2 160 €/mois en moyenne)**, un niveau de revenus nettement supérieur aux loyers pratiqués dans la location à l'année.

Parmi ces locations, 94% portent sur des logements entiers, 6% sur des chambres privées chez l'habitant.

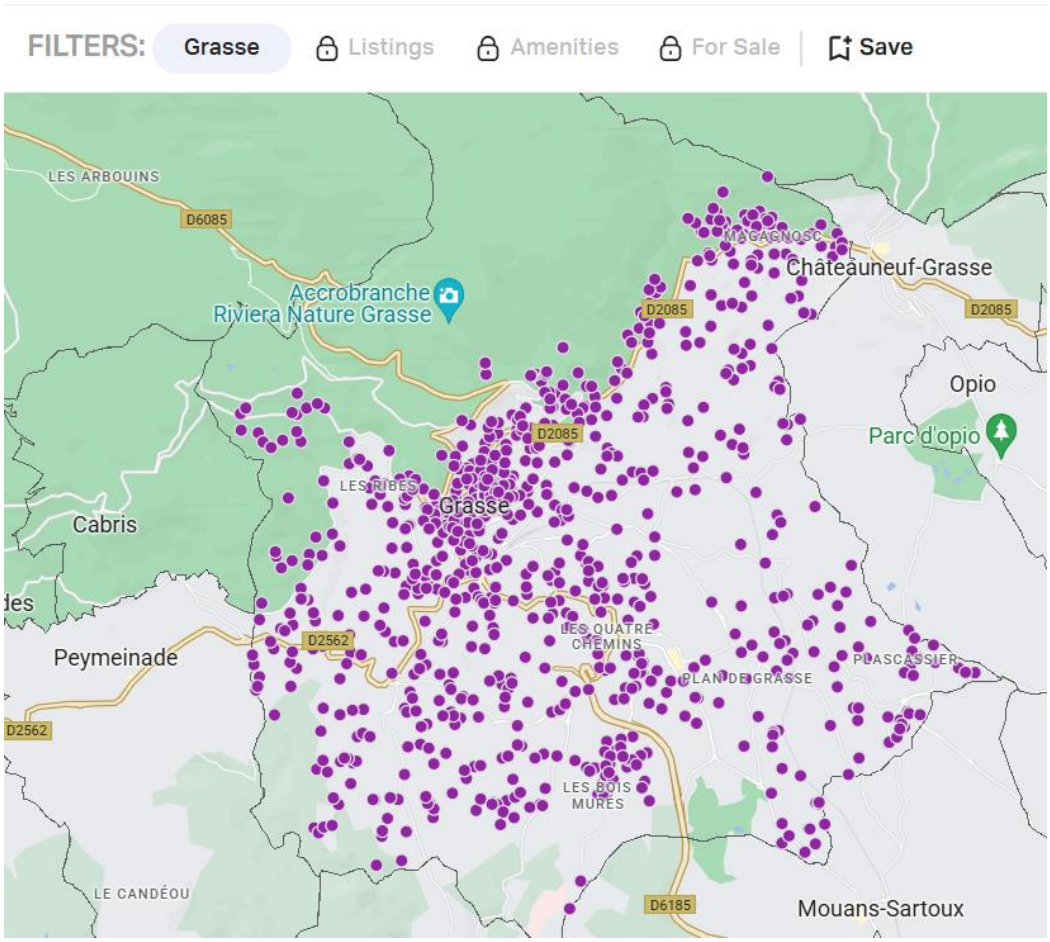
La demande est fortement saisonnière, avec des **pics pendant les mois d'été** (juin à août) et pendant les événements locaux comme la Fête du Jasmin ou les marchés de Noël. Les périodes de vacances scolaires et les longs week-ends voient également une augmentation de la demande.

Cette marchandisation des logements contribue à l'économie locale en générant des revenus pour les hôtes et en attirant des touristes qui dépensent dans les commerces et restaurants locaux.

[4] Observatoire des produits courte durée Airbnb, Abritel, Booking, https://app.airdna.co/data/fr/35497?tab=performance&lat=43.654058&lng=6.921245&zoom=12.77

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Cependant, **ce phénomène engendre des préoccupations concernant l'impact sur le marché locatif longue durée et la disponibilité des logements pour les résidents permanents.**

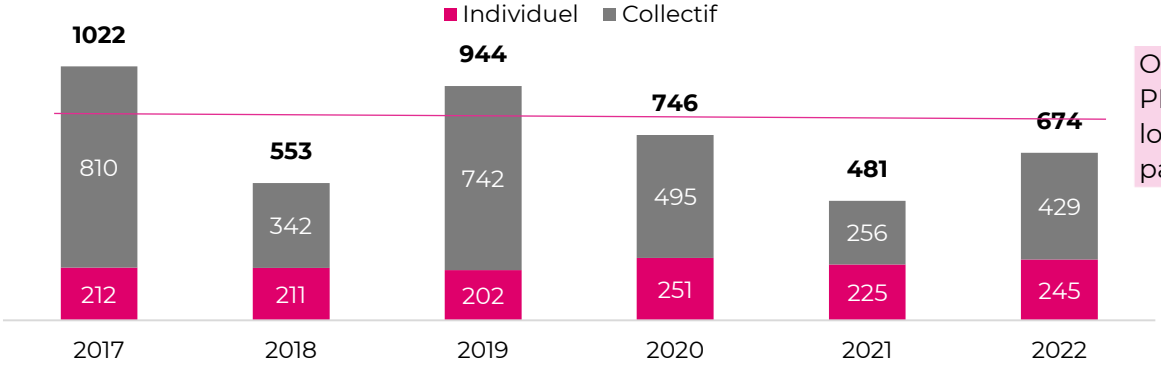


Il s'agit également d'un effet collatéral de l'encadrement de la mise en location dans le centre-ancien de Grasse à la suite du permis de louer, certains propriétaires basculent vers la location courte durée pour y échapper. Par ailleurs, le régime fiscal est plus avantageux pour ce type de location.

C. Une production à la hausse, mais qui ne comble pas le déficit de logements

Nombre de logements autorisés sur la CAPG par an et par forme

Source : données sitadel, logements autorisés (2017 à 2023), traitements Citadia



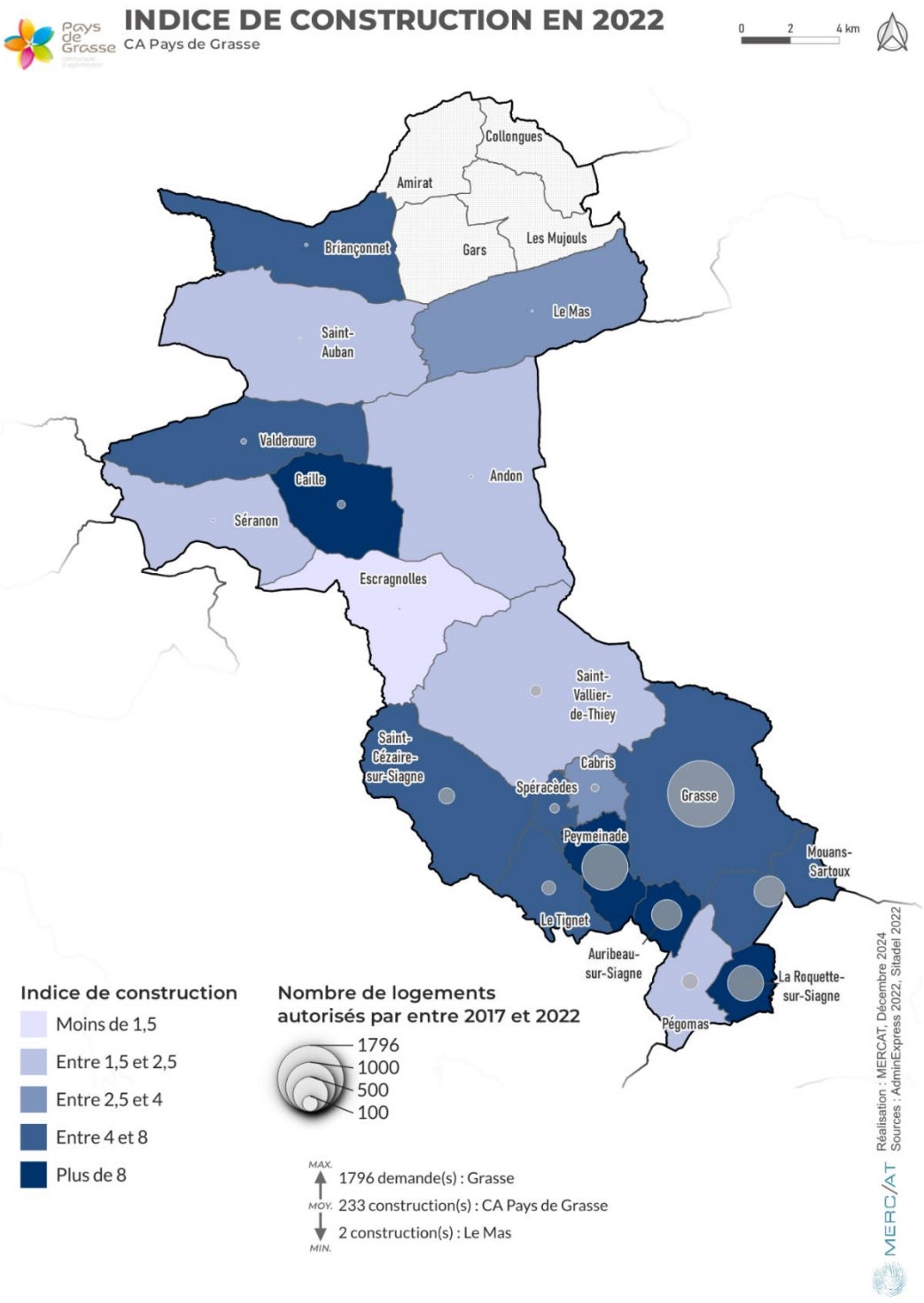
Objectif PLH : 760 logements par an

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Malgré une programmation significative de logements aidés, elle n'a pas permis d'apporter des réponses à toutes la diversités des besoins.

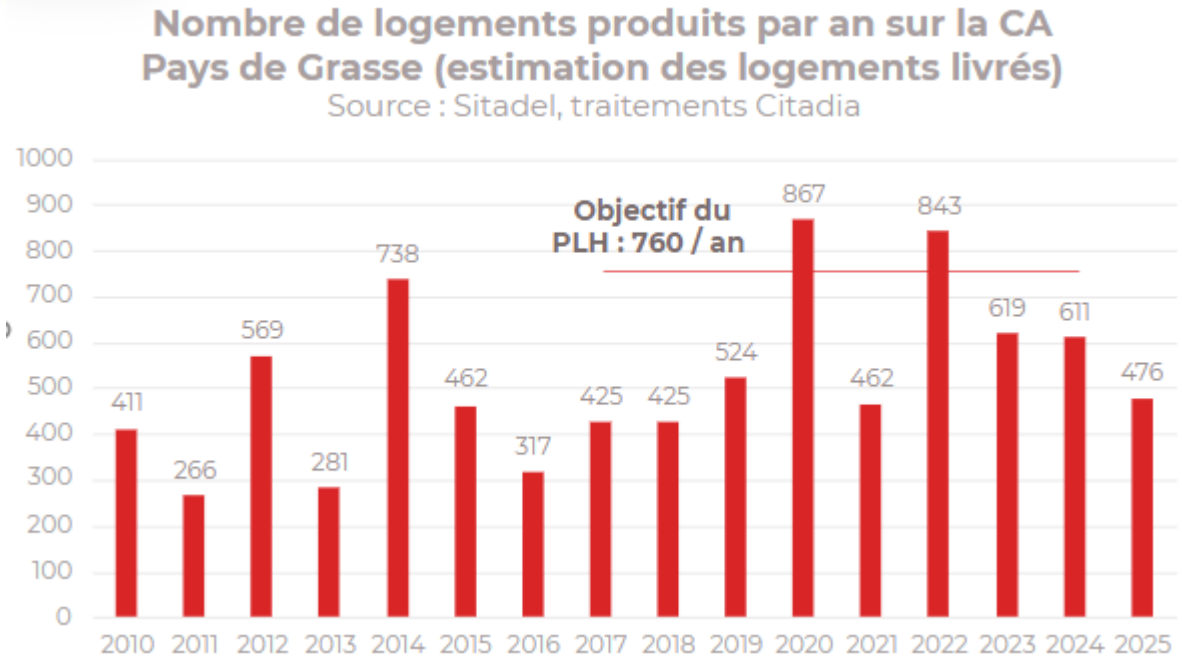
Sur le territoire, sur la période 2017-2022, ce sont en moyenne **737 logements qui sont autorisés chaque année**.

Néanmoins, la dynamique des autorisations s'est ralentie à la suite de la crise covid, avec une nette baisse des autorisations sur les 3 dernières années du PLH avec **634 logements autorisés en moyenne par an** contre 840 logements en moyenne par an sur les 3 premières années du PLH.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

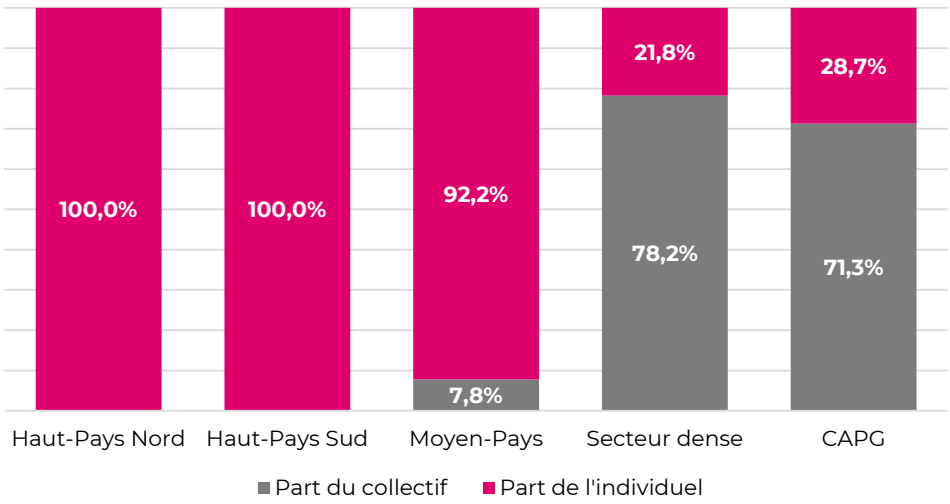


La production de logements se concentre sur le secteur dense, avec 4053 logements autorisés au total sur la période 2017-2022, ce qui représente plus de 90% de la production totale de la CAPG, avec une nette baisse de la production à partir de 2023.

- **Spécificité de chaque secteur quant aux formes urbaines** construites :
  - **le secteur dense concentre 78% de logements en collectif** parmi les logements autorisés.
  - sur le Moyen-pays, 92% des constructions autorisées sont en individuel.
  - le secteur du Haut-Pays propose exclusivement du produit individuel.

Répartition de la production totale sur 2017-2022 par forme urbaine sur les secteurs de la CAPG

Source : données sitadel, logements autorisés (2017 à 2023), traitements Citadia



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Récapitulatif des logements autorisés sur le territoire, par secteurs et par communes :

Source : données Sit@del, logements autorisés (2017 à 2022), traitements Citadia
Si des communes ne sont pas représentées dans le tableau, c'est qu'elles n'apparaissent pas dans Sit@del, car aucun volume n'est autorisé.

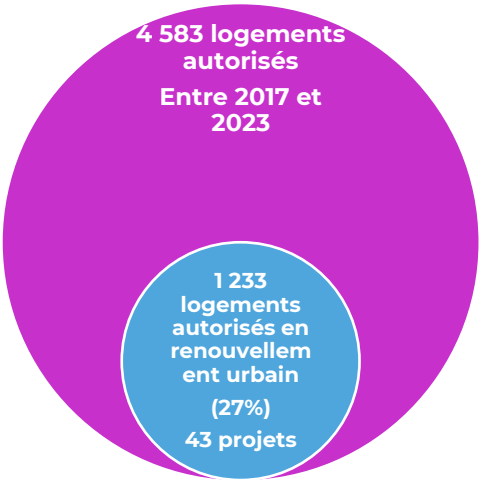
	Nombre de logements créés /an sur 2017-2022	Production totale de logements sur 2017-2022	Nombre de logements collectifs créés /an sur 2017-2022	Production totale de logements collectifs sur 2017-2022	Nombre de logements individuels créés /an sur 2017-2022	Production totale de logements individuels sur 2017-2022	Part de collectifs produits entre 2017 et 2022
CA Pays de Grasse	737	4420	512	3074	224	1346	70%
Secteur dense							
Auribeau-sur-Siagne	62	374	51	308	11	66	82%
Grasse	299	1796	262	1573	37	223	88%
Mouans-Sartoux	65	387	35	212	29	175	55%
Pégomas	18	109	4	25	14	84	23%
Peymeinade	143	860	96	578	47	282	67%
La Roquette-sur-Siagne	88	527	60	359	28	168	68%
Moyen Pays							
Cabris	4	25	0	2	4	23	8%
Saint-Cézaire-sur-Siagne	17	104	2	9	16	95	9%
Saint-Vallier-de-Thiey	9	55	1	3	9	52	5%
Spéracèdes	6	37	1	5	5	32	14%
Le Tignet	13	77	0	0	13	77	0%
Haut-Pays Sud							
Caille	5	29	0	0	5	29	0%
Escragnolles	1	5	0	0	1	5	0%
Andon	1	6	0	0	1	6	0%
Séranon	1	6	0	0	1	6	0%
Valderoure	2	13	0	0	2	13	0%
Haut-Pays Nord							
Briançonnet	1	5	0	0	1	5	0%
Saint-Auban	1	3	0	0	1	3	0%

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

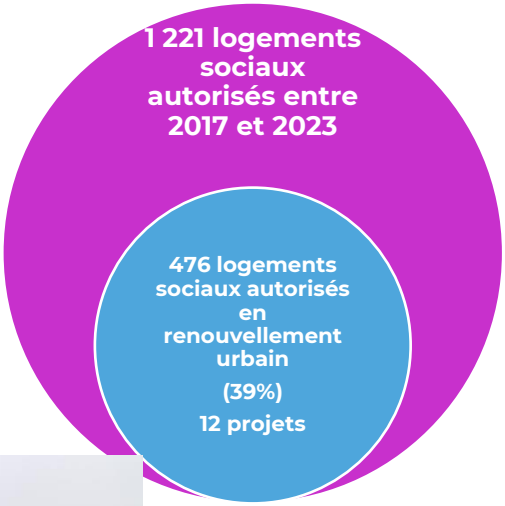
Les opérateurs interviennent de plus en plus en renouvellement urbain

Parmi les logements autorisés sur la période 2017-2023, environ ¼ est réalisé en renouvellement urbain, c'est-à-dire que le projet intègre la démolition d'une surface bâtie.

Cela représente plus de 1 200 logements réalisés par ce biais, et concentrés sur 43 projets, soit une moyenne d'environ 28 logements par projet. **Ainsi, les projets en renouvellement urbain sont plus conséquents que la moyenne des projets réalisés sur le territoire.**

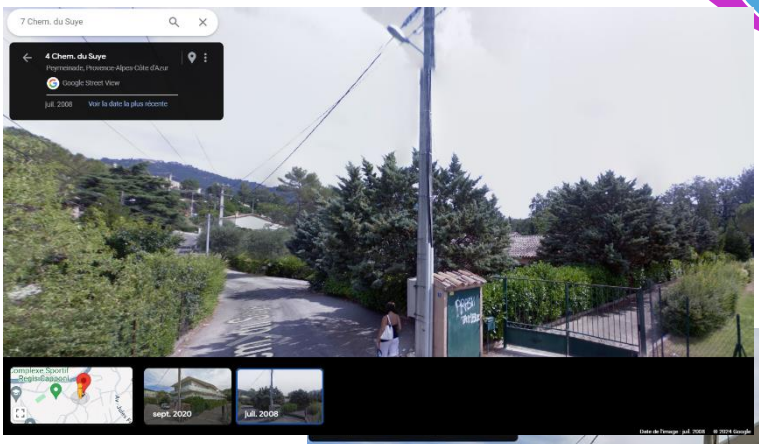


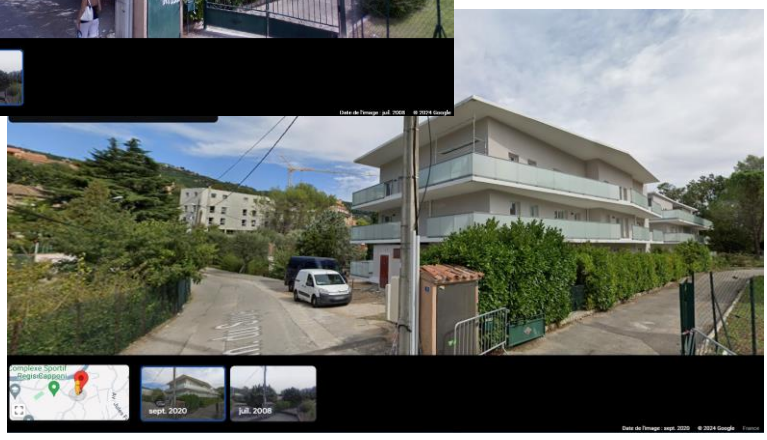
Concernant le parc social, cette proportion est plus importante puisque **39% des logements sociaux produits sur le territoire sont réalisés en renouvellement urbain**, concentrés sur 12 projets (soit une moyenne de près de 40 logements par projet).



Plusieurs exemples peuvent être cités, :

- **Une opération de construction en renouvellement urbain** de 56 logements sociaux portée par 3F Sud à Peymeinade (PC délivré en octobre 2017, livré en février 2021). Cette opération a été réalisée à la place d'une maison individuelle.



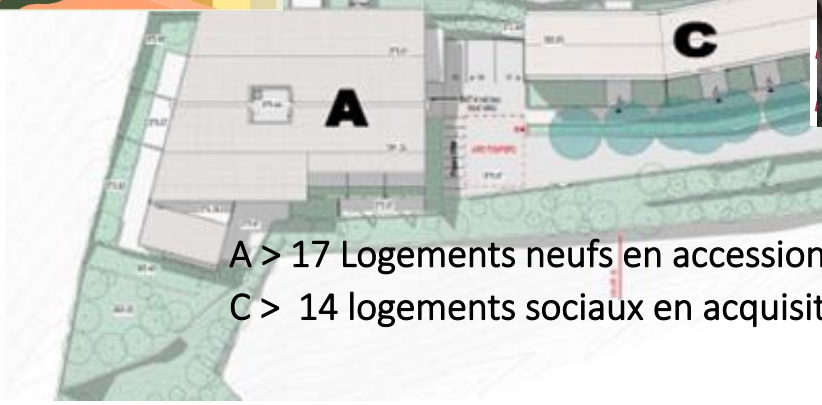


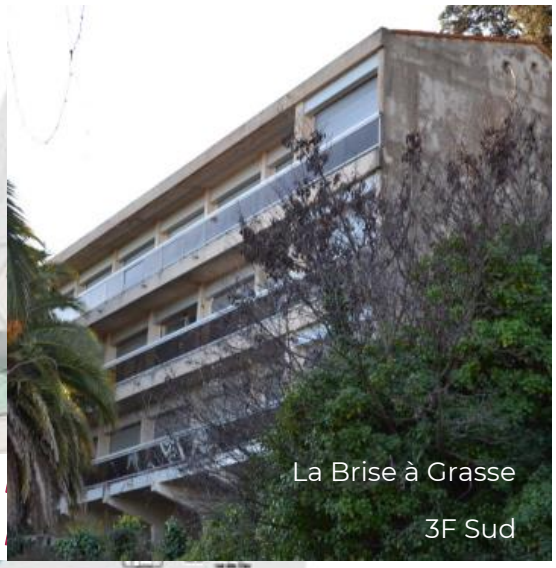
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

- **Une opération en acquisition-amélioration** de 14 logements locatifs sociaux auxquels s'ajoutent 17 logements en accession à prix maitrisé en construction neuve :






La Brise à Grasse

3F Sud

A > 17 Logements neufs en accession à prix maîtrisés

C > 14 logements sociaux en acquisition-amélioration

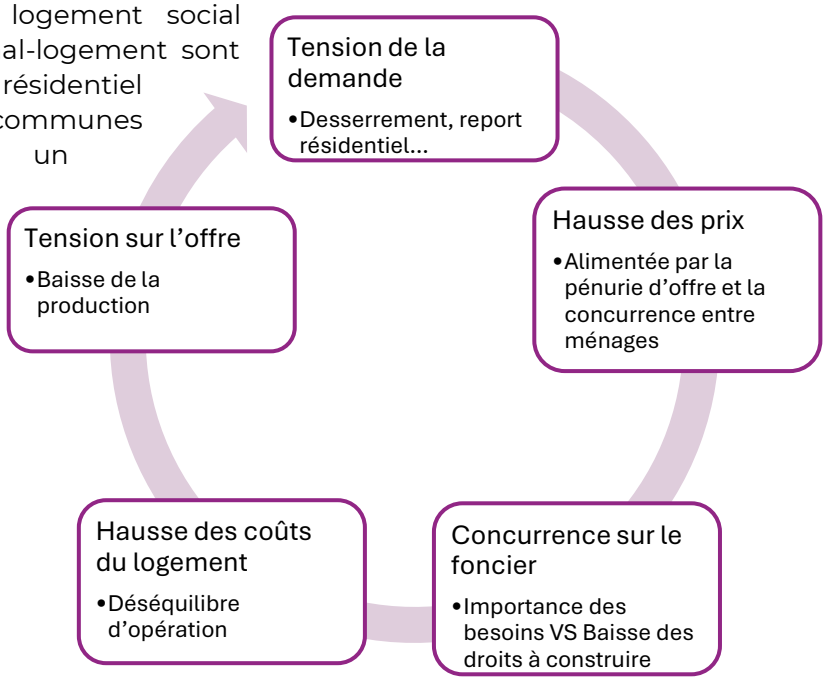
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

D. Des ménages bloqués dans leur parcours résidentiel, où le développement territorial est à planifier dans un contexte de ressources limitées

Le marché se replie, et est marqué par une baisse des logements autorisés en 2023, se cumulant avec des difficultés pour réaliser les projets autorisés sur les années passées. **Le nombre de transactions en 2022 est également en recul par rapport à 2021 (pour la première fois depuis 2014)**. En parallèle, on constate une baisse du pouvoir d'achat immobilier, sous l'effet d'une hausse des prix, couplée à une hausse des taux d'intérêts.

Les parcours résidentiels des ménages locaux s'en retrouvent bloqués :

La tension de la demande en logement social s'accentue, les signalements de mal-logement sont remontés du terrain, et un report résidentiel s'opère depuis les communes littorales/urbaines, et conduit à un éloignement et une hausse des temps de trajet (saturation routière).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Les ateliers avec les partenaires

Les trois étapes phares d'un parcours résidentiel « type » ont été abordées lors des ateliers de juin 2024, et ont permis de dresser des constats et des premiers enjeux en la matière.

Une offre locative indispensable à développer pour permettre à tous de se loger :
Un 1er constat sur le manque de rotation conduisant à une pénurie de l'offre locative a été posé. Les garanties locatives exigées participent aussi à restreindre l'entrée dans le parc privé.
Cela renvoie à l'enjeu du développement de la colocation ou de la cohabitation intergénérationnelle. Le développement d'une offre modulaire pourrait permettre l'évolution de la cellule familiale. Les partenaires ont également souligné la pertinence de renforcer le recours au conventionnement de l'offre, avec ou sans travaux, en lien avec les garanties de loyers impayés.

La primo-accession de plus en plus restreinte :
La hausse des prix, en inadéquation avec les budgets limités des ménages y contribue largement. La tension sur l'offre se traduit par un report résidentiel. Une partie de la population ne pourra raisonnablement pas accéder à la propriété libre et devra donc s'appuyer sur des dispositifs d'accession encadrée.
Plusieurs enjeux sont soulevés, comme la promotion des aides aux travaux pour aller vers l'ancien, l'encadrement des prix du foncier et la densification. Assurer la maîtrise foncière et des prix dans la durée semble ainsi indispensable. Cette problématique nécessite aussi une meilleure acculturation des communes aux dispositifs d'accession sociale. L'intégration d'objectifs d'accession sociale dans les outils règlementaires pourrait également porter ses fruits.

Accompagnement au vieillissement :
On note un départ des retraités âgés de 60-75 ans, en fin de parcours résidentiels, dans l'objectif de se rapprocher des familles ou des services, et bénéficier ainsi d'une offre adaptée.
Le recours à l'EHPA(D) se faisant en dernier recours, les dispositifs de maintien à domicile sont pertinents, avec une intervention dans le logement (dispositifs programmés CAPG), et la mise à disposition de solutions alternatives : habitat inclusif, logement social fléché séniors, résidence privée.
Il apparait essentiel d'améliorer la connaissance des besoins locaux et de tenir compte de la spécificité du modèle des opérations de logements à destination des personnes âgées. Effectivement, ces projets exigent un coût en investissement (financement des locaux de vie) et en fonctionnement (animation de la structure). Pour proposer des logements aux seniors, il sera important de mobiliser les aides et dispositifs existants, ainsi que le tissu associatif pour proposer des services adaptés. La participation de la puissance publique aux opérations (portage foncier, ingénierie, subventions) est attendue.







AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ce qu'il faut retenir

PARTIE 2 | UNE TENSION SUR L'OFFRE DE LOGEMENTS
MARCHES IMMOBILIER ET DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE

Constats	Enjeux
Une partie de la population ne peut plus accéder raisonnablement à la propriété libre. Depuis 2023, s'installe une commercialisation anormalement longue	**➔ La prise en compte des réalités de marché qui empêchent l'accès à la propriété pour de nombreux ménages locaux.** **➔Permettre le développement d'une offre en accession sociale ou encadrée permettant aux déciles intermédiaires d'accéder à la propriété.**
La pénurie d'offre locative conduit à des loyers élevés, source d'efforts importants pour les ménages.	**➔Appuyer la communication autour des dispositifs permettant de sécuriser le propriétaire dans la mise en location de son bien**
Un rythme de production de logements qui ralentis sur la période récente sous l'effet de l'évolution rapide des coûts (foncier, matériaux, taux d'emprunt) et de la rareté du foncier..	**➔Le soutien à la production de logements (abordables) dans un contexte de plus en plus contraint et évolutif**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PARTIE 3 | CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

CONSTATS ET ENJEUX D'AMELIORATION DE L'HABITAT ANCIEN



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

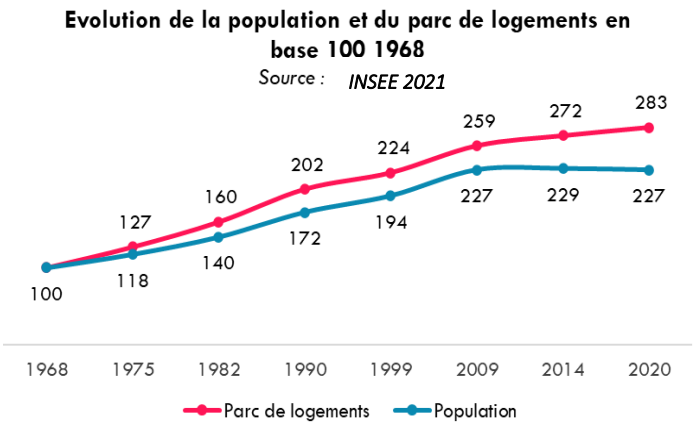
A. Les caractéristiques du parc de logement

Catégorie ou type de logement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**51 272**	**100,0**	**53 786**	**100,0**	**55 870**	**100,0**
Résidences principales	41 309	80,6	43 012	80,0	43 509	77,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	6 145	12,0	6 375	11,9	7 757	13,9
Logements vacants	3 819	7,4	4 399	8,2	4 605	8,2
Maisons	*28 315*	*55,2*	*29 474*	*54,8*	*30 410*	*54,4*
Appartements	*22 513*	*43,9*	*24 034*	*44,7*	*25 112*	*44,9*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024 .

55 870 LOGEMENTS
Dont 77.9% de résidences principales
Et 8.2% de logements vacants

Une croissance du parc de logement supérieure à la croissance démographique, du fait du desserrement des ménages

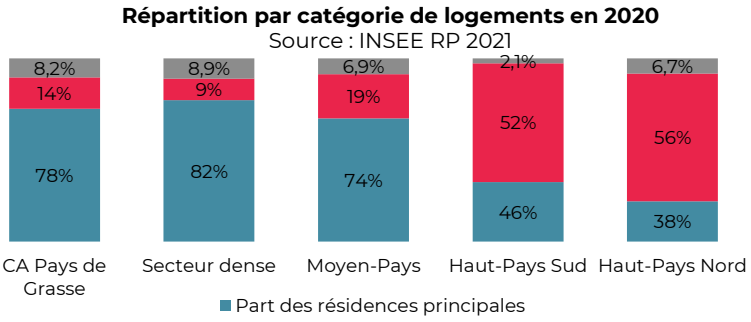


Le parc de logement intercommunal, comptant en 2021 **43 509 résidences principales**, s'est vu multiplié par 2,8 depuis la fin des années 1960 (2,2 pour les Alpes Maritimes).

Cette croissance est légèrement supérieure à la croissance démographique, qui a tendance à se stabiliser dans les dernières décennies. Ces dynamiques prennent place dans un contexte de desserrement des ménages

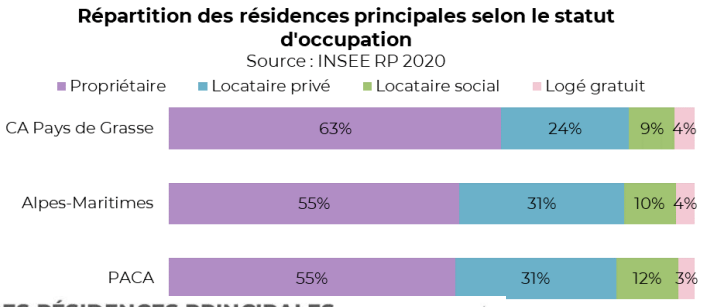
Un territoire résidentiel marqué par une prédominance de résidences principales, toutefois très différencié selon les secteurs, et la propriété occupante comme statut d'occupation majoritaire

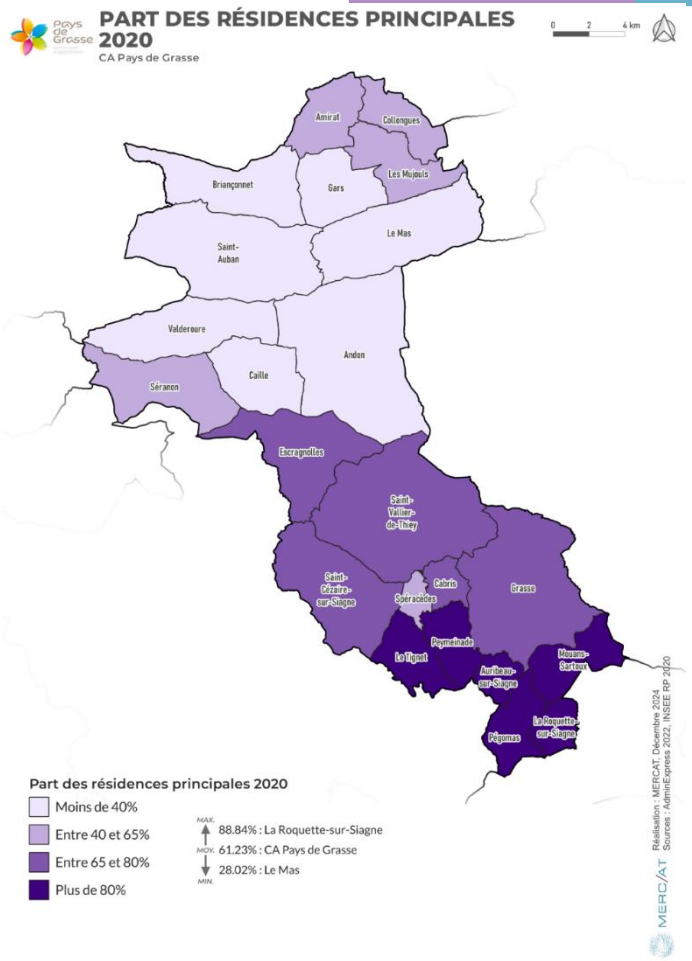
- Près de **78% de résidences principales,** en moyenne intercommunale (env. 67% dans les Alpes-Maritimes)
- Une part importante de résidences secondaires dans le Haut-Pays (moins de 50% pour la plupart des communes du Haut-Pays)



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

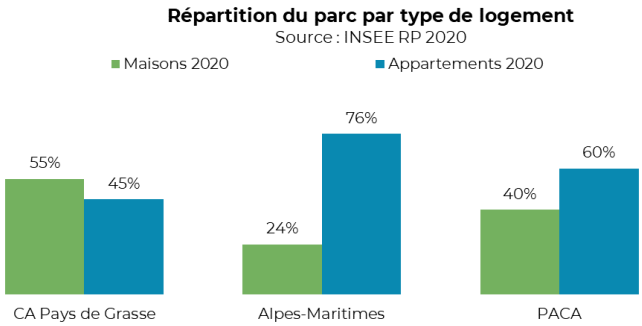
- **Les propriétaires occupants constituent le principal statut d'occupation sur l'intercommunalité (63%).** La part des locataires privés (24%) connaît une évolution négative depuis 2014 (-0,3% par an), là où la part des propriétaires augmente sur la même période (+0,6%).





Un parc de logement composé de grands logements et de maisons individuelles

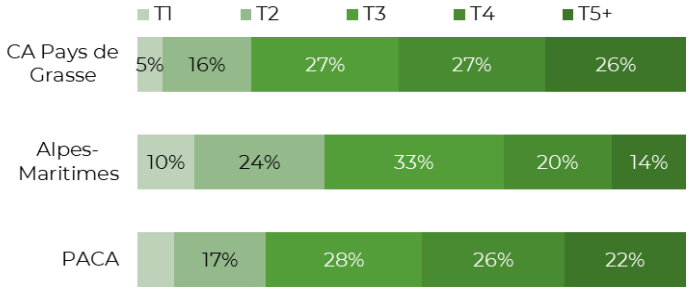
Le parc de logement intercommunal se caractérise par une proportion importante de maisons individuelles : elles sont **majoritaires à 55%** sur le territoire (contre 24% dans les Alpes-Maritimes).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

En outre, le parc intercommunal se différencie de la tendance départementale à disposer de davantage de petites typologies : 34% des logements dans les Alpes-Maritimes sont des T1/T2, alors que la CAPG en compte 21% et 53% de T4 et T5+.

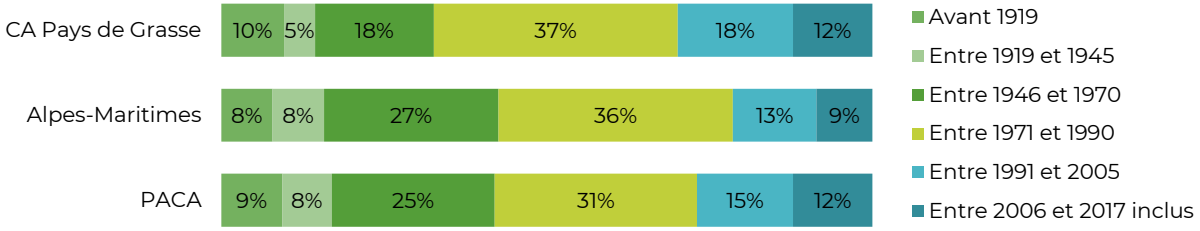
Répartition des résidences principales par typologie
Source : INSEE RP 2020



Un parc de résidences principales ancien, qui s'est fortement développé à partir des années 1970

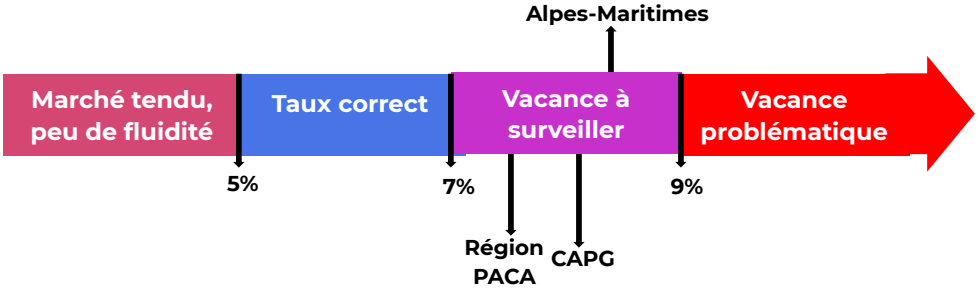
- Une part importante de logements construits à partir des années 1970, dont notamment 30% de logements construits depuis 1991. Seuls 33% des logements datent d'avant 1970 (contre 42% pour les Alpes Maritimes et 41% pour la région PACA).

Ancienneté de constuction des résidences principales
Parmi les résidences principales construites avant 2017
Source : INSEE RP 2020



B. Une vacance à surveiller, notamment dans les centres-anciens

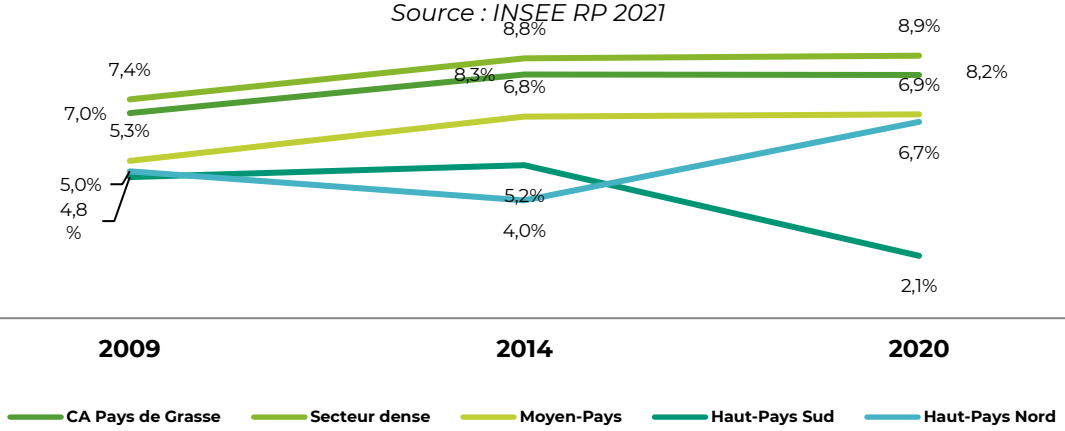
- **Le phénomène de vacance est inégalement marquée sur le territoire.**
- Le taux de vacance au sein de la CAPG s'élève à 8,2% en 2021, soit environ 4 500 logements
- mais **seulement 1,15% de vacance structurelle (deux ans et au-delà).** Cette vacance de longue durée doit être ciblée : bien qu'il s'agisse de logements en "dureté" immobilière, ils constituent un gisement potentiel à mobiliser

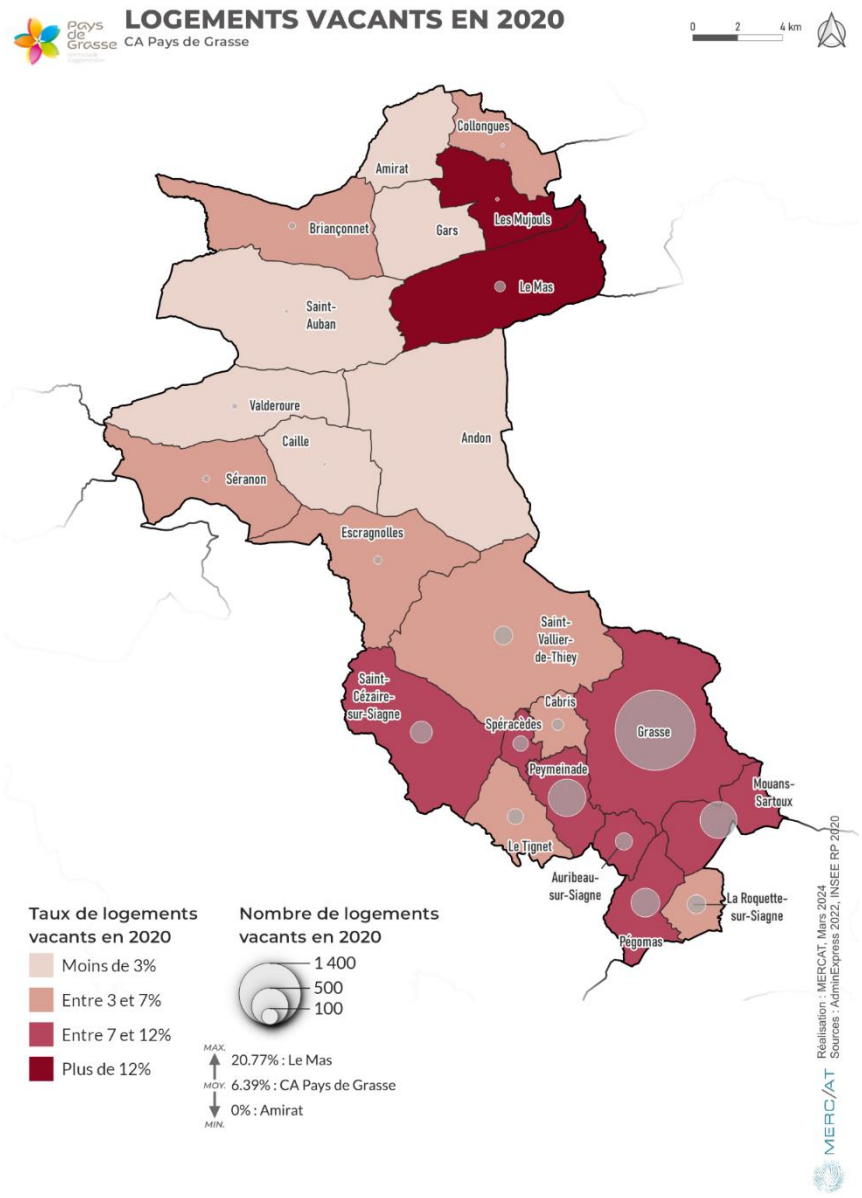


AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Evolution de la part des logements vacants depuis 2009

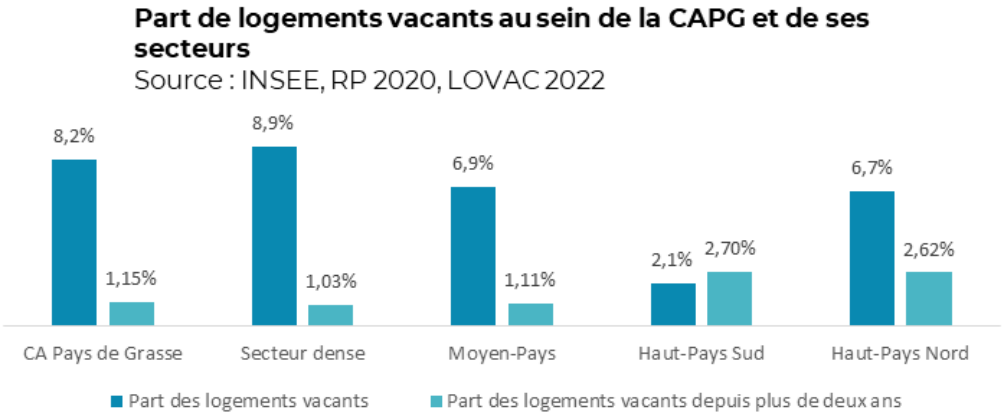
Source : INSEE RP 2021





AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- **La vacance de longue durée est prégnante dans le haut-pays et sur le centre ancien de Grasse.**



Rappel méthodologique

Un logement inoccupé est qualifié de vacant quelle que soit la durée de cette inoccupation. On distingue :
- *La vacance frictionnelle liée au fonctionnement du marché immobilier car la mobilité dans le parc (transactions, relocation) induit une période d'inoccupation, généralement de courte durée. Les logements concernés sont considérés disponibles et pouvant revenir rapidement sur le marché.*
- *A l'inverse, la vacance structurelle (> 2 ans) reflète des blocages de longue durée pouvant être liés à des problématiques administratives (succession), à un fort niveau de dégradation ou inadaptation du logement au regard des attentes résidentielles actuelles, ou encore à un phénomène de rétention du propriétaire.*

Caractéristiques du parc de logements vacants :

Sur le territoire du Pays de Grasse, il est possible de caractériser la vacance (<2018), en comparaison à la structure du parc privé existant :

- **une surreprésentation des logements collectifs : 65% des logements vacants,** (48% de collectifs au sein du parc)
- **En premier lieu des petites typologies** (53% de T1 à T3 contre 28% dans l'ensemble du parc)
- **Des logements anciens** : 36% des logements vacants construits avant 1919 (contre 15% du parc de logements sur le territoire).

➔ Ces logements nécessitent donc une intervention prioritaire pour être remis sur le marché.

Témoignage d'élus :

Grasse : *Le phénomène de vacance se concentre dans le centre historique. L'enjeu demeure également dans le repérage des successions non résolues (maisons).*
Peymeinade : *Des logements inoccupés sont présents dans le centre, notamment ceux situés au-dessus des commerces. Ils présentent une opportunité pour proposer du logement social conventionné, en réponse au besoin local.*
Saint-Cézaire-sur-Siagne : *Les résidences secondaires et logements vacants représentent 400 logements au total. Des préemptions et des réhabilitations des biens vacants seront donc étudiées pour leur remise sur le marché. Il y a une concentration de la vacance dans le centre-bourg. Il existe un fort enjeu de remise aux normes des logements vétustes car ils ne pourront plus être loués.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Zoom sur le secteur du Haut-Pays Nord

- La vacance touche des biens spécifiques par rapport à la structure de l'offre présente, avec davantage d'appartements et des petites typologies (73% des logements de moins de 3 pièces).
- Une prépondérance de logements anciens, construits entre 1946 et 1991 et de qualité médiocre ou très médiocre (catégories cadastrales 7 et 8).

Zoom sur le secteur du Haut-Pays Sud

- Une vacance davantage présente sur les appartements (42%).
- Une prépondérance de logements anciens, construits avant les années 1990.
- La vacance est surreprésentée sur les catégories cadastrales 7 et 8 (situation de précarité énergétique et de pauvreté des ménages).

Zoom sur le secteur du Moyen-Pays

- Une vacance davantage présente sur la forme urbaine en individuel.
- Malgré 23% de vacance sur les logements construits avant 1919, la part de logements vacants construits après 1991 est non négligeable (35%).
- La vacance est très importante sur les catégories cadastrales 7 et 8 (situation de précarité énergétique et de pauvreté des ménages).

Zoom sur le secteur dense

- Une vacance qui touche essentiellement les logements en collectifs et les petites typologies.
- Plus de 40% des logements vacants ont été construits avant 1919. Il s'agit donc d'immeubles très anciens.
- Elle ne touche presque que les catégories cadastrales 7 et 8 (situation de précarité énergétique et de pauvreté des ménages).

C. Un parc privé marqué par des enjeux de précarité énergétique

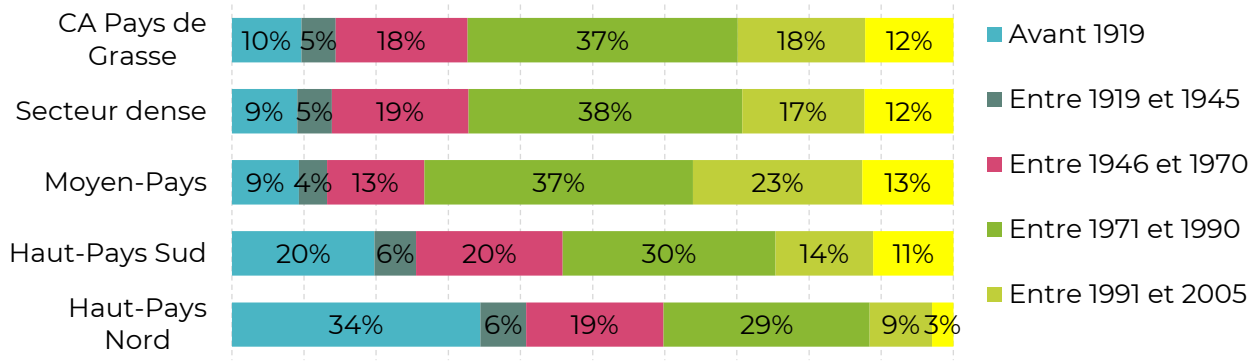
- **Un tiers des résidences principales ont été construites avant les premières règlementations thermiques :** le parc de résidences principales s'est principalement construit sur la période 1970 – 1990 (37% des RP).
- Les résidences construites avant 1970 (date des premières règlementations thermiques) représentent une moins grande part des logements du Pays de Grasse (33%) comparativement aux autres échelles territoriales observées.
- **Une part importante de logements anciens dans le Haut-pays :** les communes du Haut-Pays Nord et Sud sont davantage constituées de résidences principales construites avant 1970. Ils figurent comme les secteurs les plus concernés par l'ancienneté du parc.
- A l'inverse, le Moyen-Pays est le secteur où le parc est le plus récent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ancienneté de constuction des résidences principales
Parmi les résidences principales construites avant 2017
Source : INSEE RP 2020



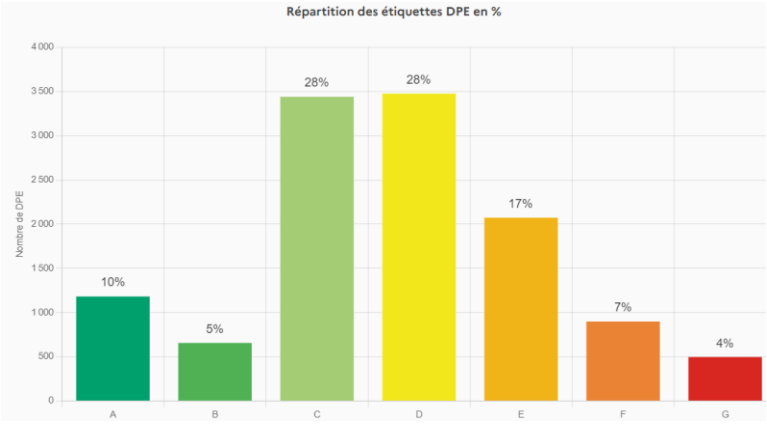
Ancienneté de constuction des résidences principales
Parmi les résidences principales construites avant 2017
Source : INSEE RP 2020



Etat du parc ancien au regard des diagnostics de performance énergétique (DPE) :

28% des logements sont sous étiquettes E, F, G, et étant donc considérés comme des logements dits « énergivores » (ceux proposés à la location seront concernés par l'interdiction de mise en location dans les prochaines années)[5].

Répartition des étiquettes DPE dans le parc de logements de la CA Pays de Grasse (Source : ADEME, Observatoire DPE, 2024)



[5] **Loi « Climat et Résilience »** du 22 aout 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets vise à éradiquer les passoires thermiques en interdisant progressivement à la location les logements mal isolés et en instaurant les aides financières pour les travaux d'isolation :

- A partir du 1er janvier 2025, atteindre a minima la classe énergétique F,
- A partir du 1er janvier 2028, atteindre a minima la classe énergétique E
- A partir du 1er janvier 2034, atteindre a minima la classe énergétique D.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Le dérèglement climatique entraine des épisodes caniculaires de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses. Il est donc essentiel que les logements puissent s'adapter à ces changements de température afin de garantir le confort de leurs habitants tout au long de l'année, été comme hiver.

Eléments de lecture sur la performance énergétique des bâtiments de la CAPG :

- 23% des logements diagnostiqués sont en situation d'insuffisance de confort d'été ;
- 63% des logements disposent d'une isolation de l'enveloppe bâtie insuffisante pour lui permettre d'être moins consommateur ;
- Les deux éléments qui nuisent à la qualité de l'isolation de l'enveloppe bâtie sont en premier lieu les murs (pour 29% des logements) et la ventilation (27%).

D. Des situations de logements indignes signalées

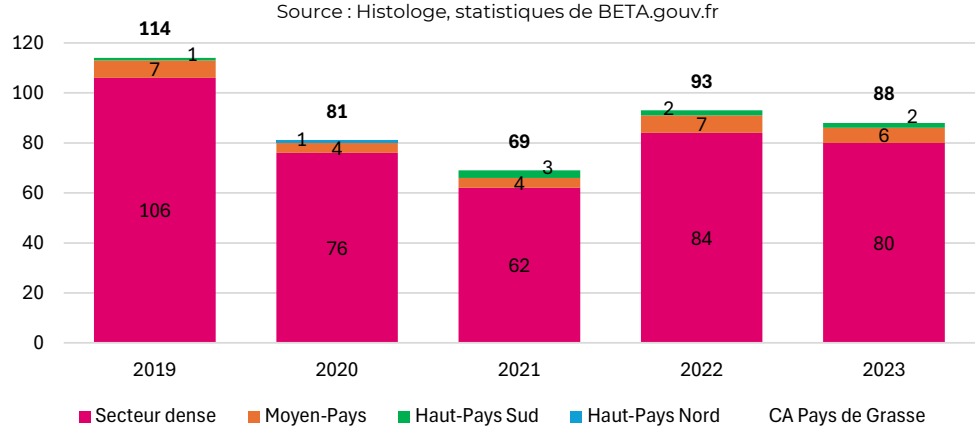
Le suivi des situations de mal-logement grâce à Histologe :

Histologe, une "start-up d'Etat" portée par le Ministère de la Transition Ecologique, est un service public visant à faciliter le signalement, l'évaluation et le suivi des situations de logements indignes afin d'accélérer leur prise en charge et leur résolution.

Sur le territoire du Pays de Grasse, le nombre de signalements sur Histologe se situe entre **70 et 115 signalements/an** (l'année 2024 étant incomplète car en cours au moment de la rédaction du diagnostic). On observe une concentration des signalements sur le secteur dense de la CAPG (près de 60 à 110 signalements/an) :

Nombre de signalements déposés récemment sur le territoire de la CAPG

Source : Histologe, statistiques de BETA.gouv.fr



Le parc privé potentiellement indigne de la CA Pays de Grasse :

En 2019, les données fournies par la DGFIP (FILOCOM[6]), font état de **1 407 logements potentiellement indignes sur les 42 754 résidences principales du territoire**. Le parc privé potentiellement indigne représente donc **3,29% des résidences principales** en 2019.

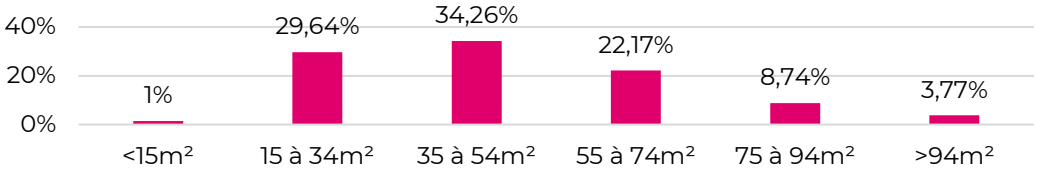
[6] Source : MTE – FILOCOM 2019 d'après la DGFIP, traitement PPPI Anah

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- 129 logements du parc privé potentiellement indigne (d'avant 1949) logent des familles avec des enfants de moins de 6 ans (soit 8,8% du PPPI) et sont soumis au risque de saturnisme. Ce sont donc 164 enfants de moins de 6 ans qui sont concernés.
- 88 logements du parc privé potentiellement indigne font état d'une situation de suroccupation (soit 6,25% des logements du PPPI).
- On dénombre 1 014 locataires du parc privé qui logent dans le parc privé potentiellement indigne : ils représentent 72% des occupants de ce parc potentiellement indigne.
- Les petites surfaces sont les plus touchées par une potentielle indignité (les logements de moins de 54 m² représentent 64% des logements potentiellement indignes).

Superficie des logements du parc privé potentiellement indigne dans la CAPG

Source : MTE - Filocom 2019 / DFIP - PPPI



La part du parc privé potentiellement indigne au sein des communes, par rapport au nombre de résidences principales du parc privé, est variable (pour celles dont les données sont disponibles et non soumises au secret statistique).

Les communes qui semblent les plus sensibles sur le sujet sont :

- Séranon : 8,4% de son parc privé potentiellement indigne,
- Valderoure : 6,4% du PPPI,
- Andon : 5,9% du PPPI.

Ces 3 trois communes font partie du Haut-Pays-Sud.
Le secteur dense est également concerné par cette problématique, dans une moindre mesure :

- Grasse (avec 4,29% de PPPI),
- La-Roquette-sur-Siagne (1,41% du PPPI)
- Peymeinade (1,21% du PPPI).

Commune	Nombre de logements du PPPI en 2019	Part du PPPI parmi les résidences principales du parc privé de la commune
Spéracèdes	21	0
Le Tignet	16	1,19%
Peymeinade	45	1,21%
La Roquette-sur-Siagne	30	1,41%
Grasse	884	4,29%
Andon	16	5,88%
Valderoure	14	6,36%
Séranon	22	8,40%
***Les communes suivantes sont soumises au secret statistique** : Amirat, Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Mouans-Sartoux, Pégomas, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey*		

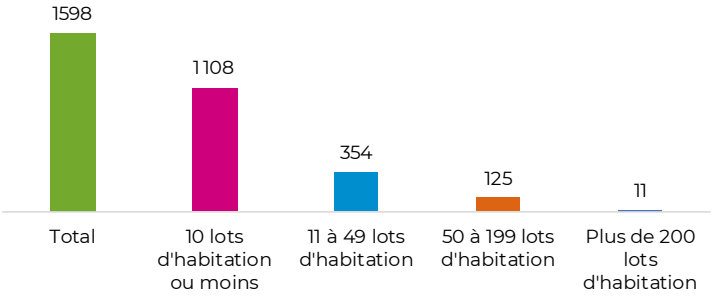
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

E. Un territoire maillé de nombreuses petites copropriétés

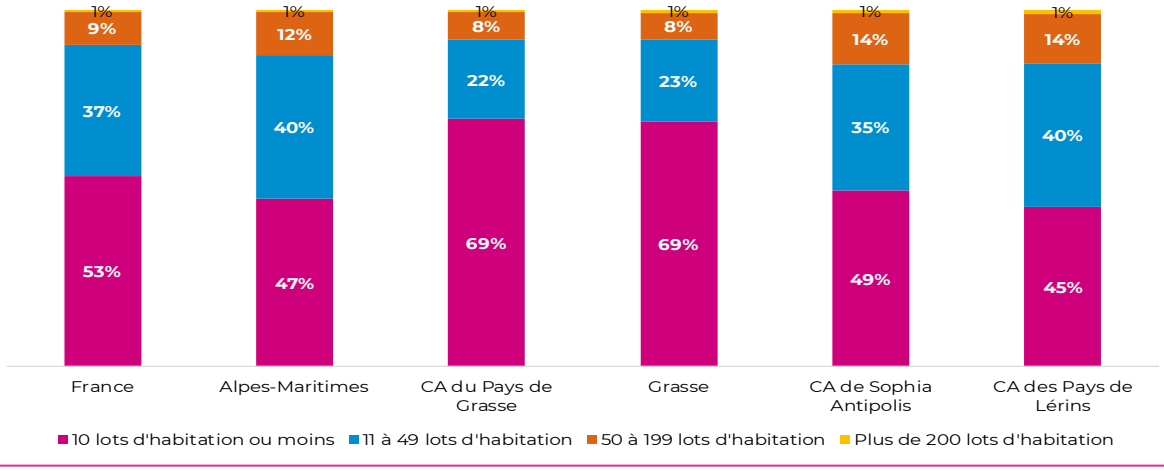
Au 31 décembre 2023, le territoire compte 1 598 copropriétés, dont 956 à Grasse.

- **La majorité sont des petites copropriétés de moins de 10 lots**, en cela, la CA du Pays de Grasse se distingue des territoires de comparaison. En effet, la surreprésentation des petites copropriétés est nette par rapport à la situation nationale, départementale et celle des EPCI voisins.

Répartition des copropriétés par nombre de lots d'habitation - CA Pays de Grasse
Source : Registre des copropriétés de l'ANAH au 31/12/2023

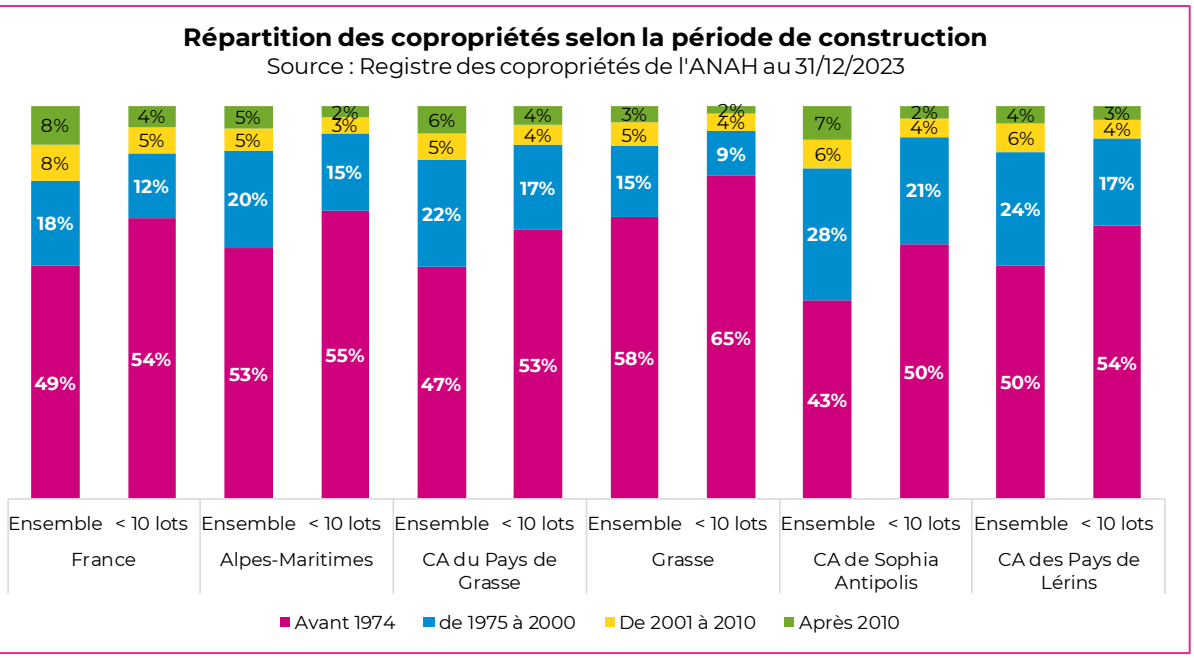


Répartition des copropriétés par nombre de lots d'habitation
Source : Registre des copropriétés de l'ANAH au 31/12/2023



Les copropriétés se trouvent en premier lieu au sein de bâti ancien :

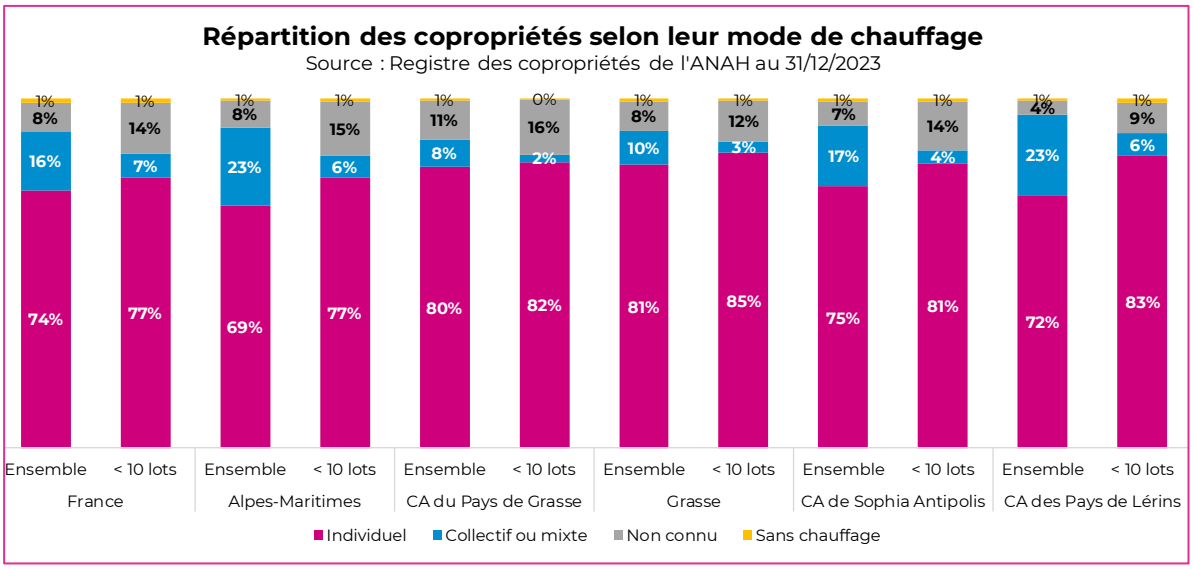
Répartition des copropriétés selon la période de construction
Source : Registre des copropriétés de l'ANAH au 31/12/2023



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

- 58% des copropriétés se trouvent au sein de constructions antérieures à 1975 (antérieures aux premières règlementations thermiques), soit, un niveau légèrement supérieur à la moyenne départementale. Cela concerne même 65% des petites copropriétés, situées généralement en centre-bourg, au sein d'un bâti contraint et parfois classé.

Une nette majorité de copropriétés proposent un système de chauffage individuel :



- 80% des copropriétés ont un système de chauffage individuel, un niveau plus élevé que les territoires de comparaison.

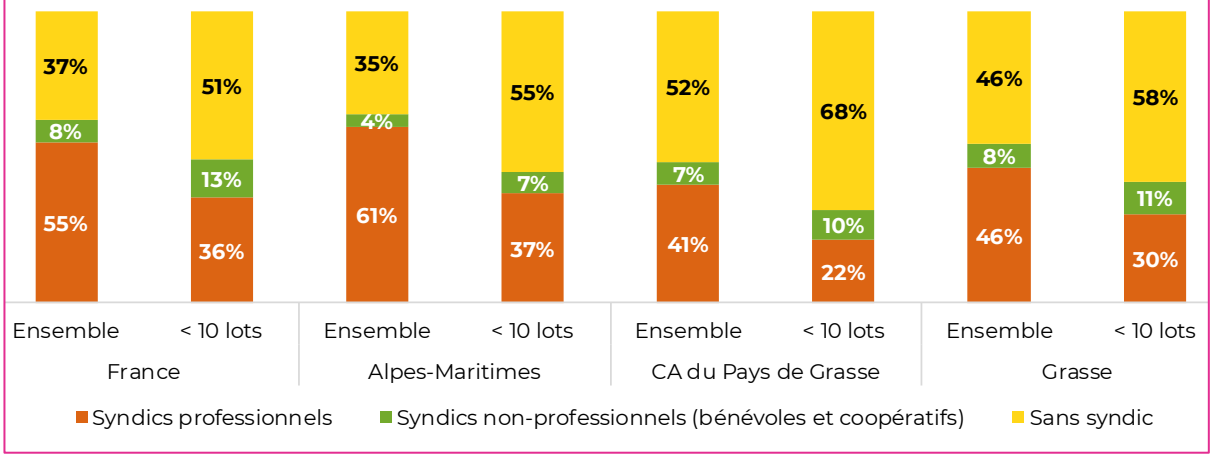
	Total	10 lots d'habitation ou moins	11 à 49 lots d'habitation	50 à 199 lots d'habitation	Plus de 200 lots d'habitation
CA du Pays de Grasse	**1 598**	1 108	354	125	11
Andon	**20**	11	8	1	
Auribeau-sur-Siagne	**44**	31	11	2	
Briançonnet	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Cabris	**24**	24			
Caille	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Escragnolles	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Gars	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Grasse	**956**	656	219	73	8
La Roquette-sur-Siagne	**60**	47	10	3	
Le Mas	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Les Mujouls	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Le Tignet	**26**	21	4	1	
Mouans-Sartoux	**122**	77	26	19	
Pégomas	**105**	63	32	10	
Peymeinade	**104**	57	32	14	1
Saint-Auban	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Saint-Cézaire-sur-Siagne	**49**	45	2	1	1
Saint-Vallier-de-Thiey	**40**	34	4	1	1
Séranon	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*
Spéracèdes	**14**	13	1		
Valderoure	**NC***	NC*	NC*	NC*	NC*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- **Une majorité des copropriétés n'est pas organisée :**

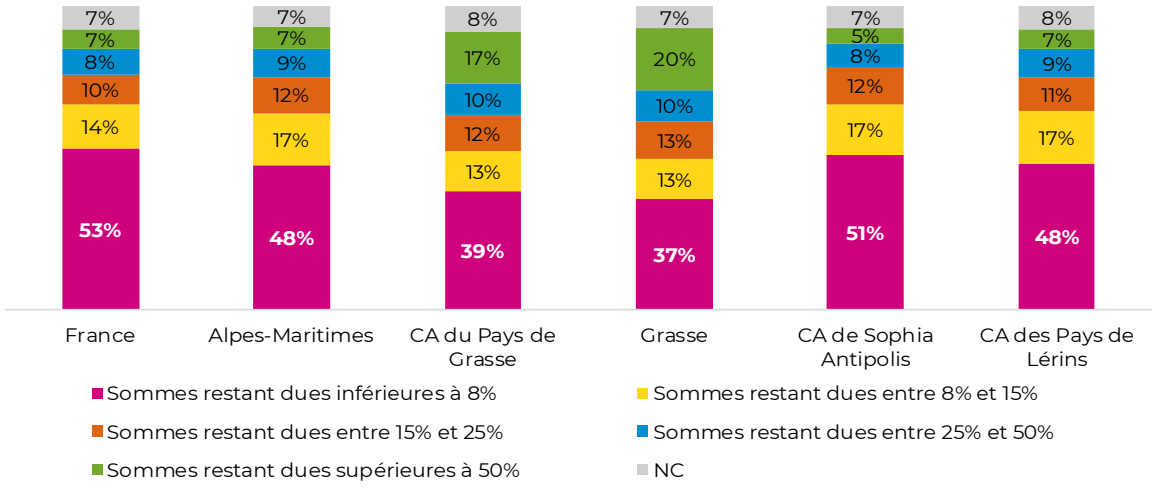
52% des copropriétés référencées sur le Pays de Grasse n'ont pas de syndic. Cela concerne même 68% des petites copropriétés de moins de 10 lots, qui ne sont pas significativement plus organisées que les autres avec des syndics bénévoles et coopératifs (10% des copropriétés de moins de 10 lots, contre 7% pour l'ensemble des copropriétés).

Répartition des copropriétés selon le syndic
Source : Registre des copropriétés de l'ANAH au 31/12/2023



- **Des niveaux d'impayés sur les charges courantes relativement importants :** 39% des copropriétés ont des sommes restantes dues supérieures à 15%, fragilisant la trésorerie des copropriétés et révélant des difficultés de gestion, une capacité restreinte à réaliser à la fois des travaux d'entretien courant et de réhabilitation.

Répartition des copropriétés selon le taux d'impayés dans les charges courantes
Source : Registre des copropriétés de l'ANAH au 31/12/2023



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- **Dix arrêtés[7] sont en cours sur des copropriétés du territoire** : dont 9 à Grasse, 8 portant sur des petites copropriétés de moins de 10 lots. Par ailleurs, trois copropriétés sont sous administration provisoire[8].

	Nombre de copropriété faisant l'objet d'un arrêté	Dont < 10 lots	Dont 11 à 49 lots	Plus de 200 lots
CA du Pays de Grasse	10	8	1	1
Grasse	9	8	1	NC*
Peymeinade	1	0	0	NC*

Les ateliers avec les partenaires

La CAPG est marquée par la présence de copropriétés peu organisées et outillées pour engager des travaux d'amélioration :

- Environ 1 600 copropriétés recensées sur la CA du Pays de Grasse (1 100 comptent moins de 10 logements)
- 1 copropriété sur 2 n'est pas organisée autour d'un syndic, et presque 40% ont des impayés de charges courantes de plus de 15%.
- Des arrêtés sont en cours à Grasse, et nécessitent donc une intervention urgente. A noter que les prescriptions du PSMV contraignent les possibilités d'intervention sur façade.
- Des élus s'inquiètent de la dégradation de petites copropriétés sur certaines communes.
- Des copropriétés non-connues, non organisées et non volontaires (manque de coopération des syndics).

Les enjeux pour le territoire sont donc les suivants :

- Améliorer la connaissance des copropriétés (veille et observation).
- Poursuivre et amplifier l'accompagnement des copropriétés dans leur structuration et la réalisation de travaux.
- Renforcer la réalisation de travaux d'office (prise d'arrêtés).
- Renforcer le dialogue avec l'ABF sur les solutions d'isolation par l'extérieur pour les secteurs concernés.

[7] L'arrêté vise la remise en état ou le remplacement des équipements communs des immeubles collectifs.

[8] Un administrateur provisoire est mandataire de justice nommé par un juge sur une durée limitée dans le temps, désigné lorsque le syndic n'est plus en mesure d'assurer la conservation de l'immeuble ou la sécurité des occupants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Témoignage des acteurs et élus :

Grasse : Il y a des copropriétés mal gérées, désorganisées. La SPL Pays de Grasse Développement accompagne la structuration des copropriétés, au préalable de travaux à conduire.

Pégomas : La commune dispose de peu de retours de la part de copropriétés en difficulté. Toutefois l'absence de syndic peut conduire à des difficultés de gestion impactant l'état du bâti qui laisse à désirer.

Cabris : Si les copropriétés sont généralement bien entretenues, il existe sur la commune des lotissements en copropriété pouvant faire l'objet de problématiques (copropriétés horizontales).

Spéracèdes : Il est nécessaire de communiquer sur les aides pour la rénovation, mobilisables par les copropriétés.

Peymeinade : Une ancienne résidence de vacances est devenue une résidence à l'année. Toutefois les logements sont particulièrement énergivores car mal isolés. Cela implique des niveaux de charges exorbitants pour les copropriétaires qui doivent également faire face à des problèmes d'humidité, de luminosité, etc..

Saint-Cézaire-sur-Siagne : La commune n'a pas la capacité d'identifier précisément ces copropriétés en difficultés, non organisées, non enregistrées, et non assurées. Dans le cadre de l'OPAH, la SPL pourrait intervenir.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

F. Une politique locale dynamique pour répondre aux enjeux d'amélioration du parc privé

Au cours des deux dernières décennies, une politique active est menée en direction du parc privé ancien :

- De 2004 à 2014, 2 OPAH-RU sont conduites par la Ville de Grasse spécifiquement dans le centre ancien ;
- Depuis 2009, des OPAH intercommunales couvrent l'ensemble du territoire communautaire ;
- Depuis 2022, une OPAH-RU « cœur historique de Grasse » pilotée par la CAPG ;
- Depuis le 1er janvier 2021, la prise de délégation des aides à la pierre du parc privé et du parc public complète les dispositifs opérationnels. De ce fait, des Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) sont animées par la CAPG lui permettant une meilleure maitrise des dispositifs.

Sur la base d'une évaluation de ces dispositifs, la CAPG et ses partenaires souhaitent poursuivre et amplifier ces interventions sur l'ensemble du territoire, avec pour enjeux :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- une approche renforcée à destination des copropriétés fragiles,
- l'amélioration énergétique,
- l'aide au maintien à domicile des personnes âgées et en perte d'autonomie,
- s'y ajoute un objectif majeur de dynamisation des centres-bourgs,
- et spécifiquement sur le cœur historique de la Ville Grasse, une combinaison de l'OPAH-RU avec les programmes Action Cœur de Ville, NPnRU, le Permis de Louer, le PSMV et les divers plans financés par la Ville (en faveur de l'amélioration des façades, des actions sur le commerces, etc.).

LES OPERATIONS PROGRAMMEES D'AMELIORATION DE L'HABITAT DU PAYS DE GRASSE

OPAH 2017-2022 : un bilan plutôt positif

- Des objectifs dépassés concernant la réhabilitation énergétique des logements des propriétaires occupants et l'adaptation des logements propriétaires occupants ;
- Mais non atteints concernant les propriétaires bailleurs, le traitement des copropriétés dégradées et la réhabilitation des logements très dégradés ;
- Avec une montée en puissance continue des résultats durant toute l'OPAH.

Une mise en perspectives qui souligne de prévoir une action renforcée dans le Moyen et le Haut-Pays.

Dans le centre ancien de Grasse, des enjeux qui restent forts :

- De réhabilitation de l'habitat dégradé (y compris occupé) ;
- D'accompagnement de copropriétés très fragilisées.

Hors centre-ancien de Grasse, des enjeux :

- Ponctuels de traitement de l'habitat dégradé et d'accompagnement de copropriétés fragiles ou/et dégradées ;
- Forts, comme ailleurs, d'amplification de la réhabilitation énergétique du parc, de traiter la précarité énergétique, et d'adapter le parc aux besoins liés à l'âge et au handicap physique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Ces enjeux se traduisent au travers de l'OPAH 2022-2027, prenant appui sur la forte dynamique de l'OPAH précédente, visant à amplifier les résultats, y compris sur les copropriétés :

- Avec un objectif sur les copropriétés dégradées, mais également, à la différence de l'ancien programme, sur leur rénovation énergétique avec «MaPrimeRénovCopro» ;
- En articulation avec les actions ACV, une priorité à la mise en sécurité des immeubles, ainsi que la réhabilitation ciblée d'immeubles entiers, l'accompagnement des copropriétés dans l'assainissement de leur gestion, et la préfiguration du traitement ultérieur de nouveaux ilots en recyclage.

SYNTHESE DES OBJECTIFS DES OPAH 2022-2027

- Pour l'OPAH CAPG 2022-2027 :

	Objectifs (en log. et en moy. annuelle)	Anah	Habiter Mieux (HM)	Prime passoire + Prime BBC	CAPG	Ville de Grasse	Conseil régional
par an	81	462 850 €	72 500 €	40 500 €	131 700 €		24 900 €
sur 5 ans	405	2 314 250 €	362 500 €	202 500 €	658 500 €		124 500 €

- Pour l'OPAH RU Centre-ancien de Grasse 2022-2027 :

	Objectifs (en log. et en moy. annuelle)	Anah	Habiter Mieux (HM)	Prime passoire + Prime BBC	CAPG	Ville de Grasse	Conseil régional
par an	59	326 780 €	15 000 €	7 000 €	120 080 €	272 200 €	24 250 €
sur 5 ans	295	1 633 900 €	75 000 €	35 000 €	600 400 €	1 361 000 €	121 250 €

▸ Un total de 140 logements/an subventionnés par l'OPAH intercommunale et l'OPAH RU du centre historique de la ville de Grasse sur 2022-2027, **soit un objectif de 700 logements améliorés**.

▸ Cela implique des aides financières de la CAPG à hauteur de 251 780 €/an (soit **une enveloppe globale de 1 258 900 € versée par l'agglomération,** et de 1 361 000€ de la part de la Ville de Grasse, sur l'OPAH-RU (études ilots).

SYNTHESE DE L'INGENIERIE POUR LES OPAH 2022-2027

- Pour les deux OPAH :

▸ Une hypothèse de 4 ETP pour le suivi animation + frais de fonctionnement et de communication

= 285 000 €/an de frais d'ingénierie, pris en charge à 50% par l'Anah dans le cadre de l'OPAH-RU et à 35% dans le cadre de l'OPAH intercommunale. La Banque des Territoires peut participer à hauteur de 25% dans le cadre d'une OPAH RU.

▸ Pour la CAPG, cela correspond à une participation annuelle à l'ingénierie d'environ 165 000 €.

ENVELOPPE GLOBALE POUR LES DEUX OPAH 2022-2027

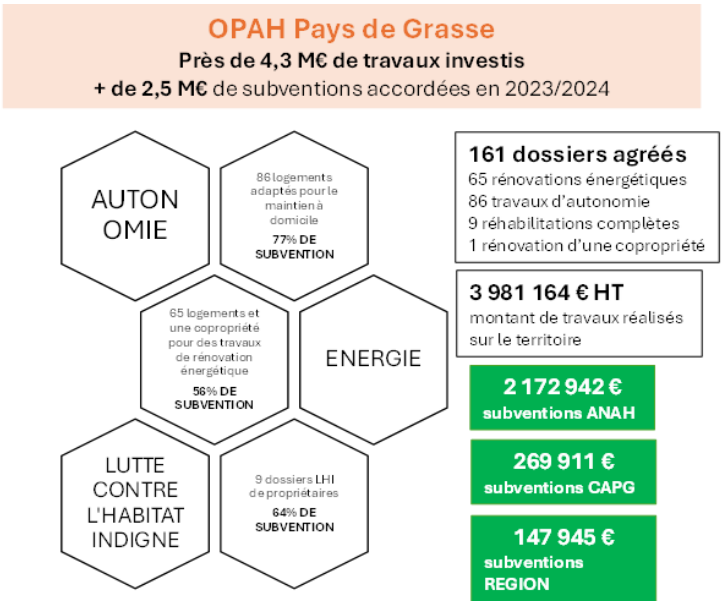
252 000 € de subventions
+ 130 000 à 165 000 € d'ingénierie
= 380 à 420 000 € hors opérations de recyclage

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Les résultats 2023 & 2024

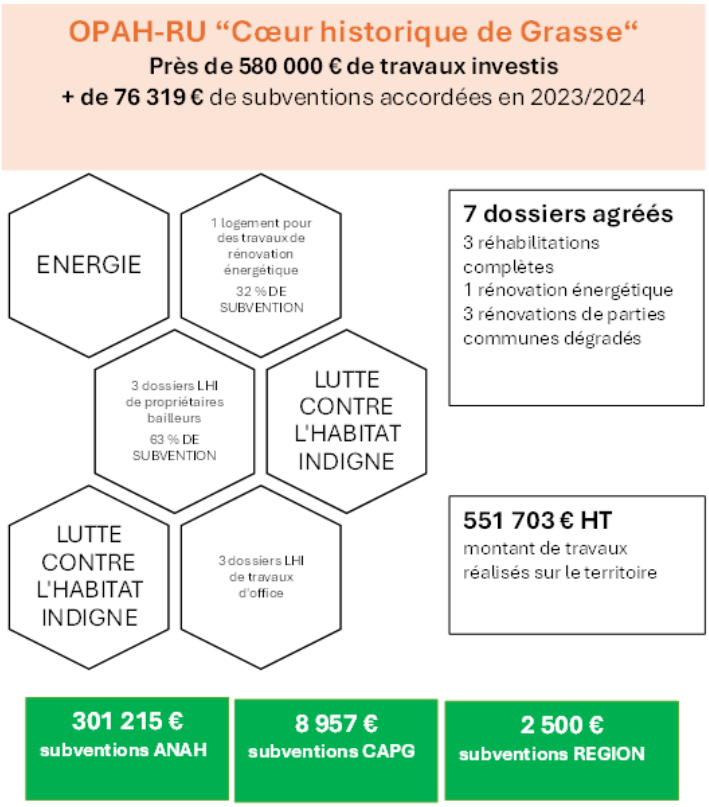
L'OPAH du Pays de Grasse pour :

-
- Contribuer à la résorption de l'habitat indigne
- Massifier la rénovation énergétique des logements du territoire
- Accompagner les ménages en situation de perte d'autonomie vers l'adaptation de leur logement
- Développer une offre locative à loyer maîtrisé dans les centralités



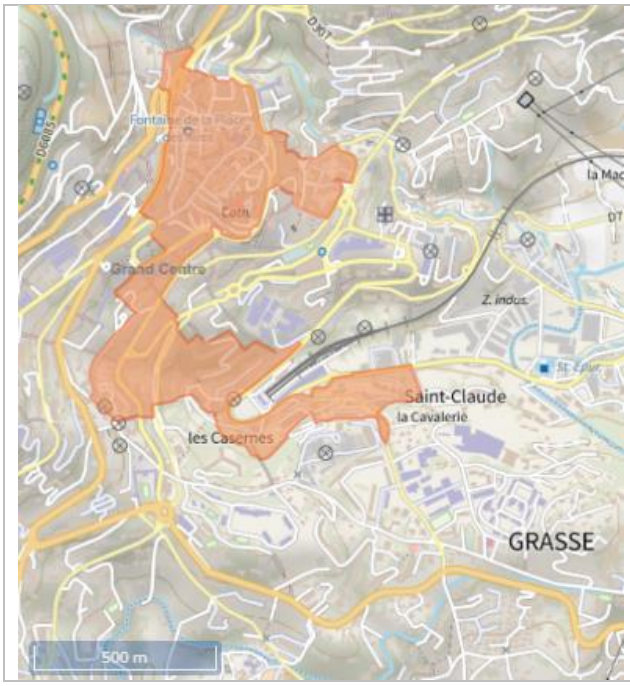
L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat -Renouvellement Urbain (OPAH RU) "Cœur Historique de Grasse" spécifique au centre ancien pour :

- Mettre en œuvre les opérations de mise en sécurité des immeubles, et des actions d'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficultés
- Favoriser l'accession à la propriété en centre ancien
- Pré-programmer la restructuration de jusqu'à 4 ilots stratégiques et prioritaires
- Soutenir la rénovation globale d'immeubles



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

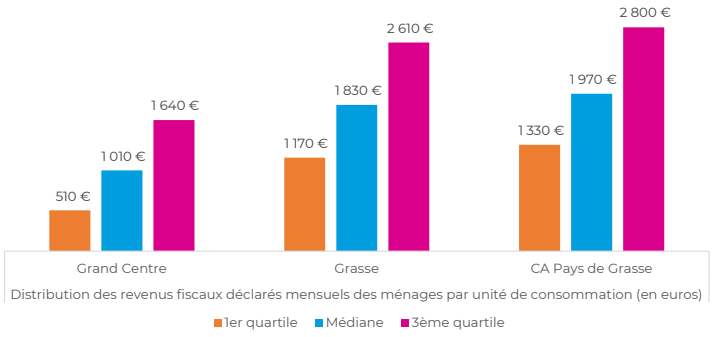
G. Focus sur : le quartier prioritaire Grand Centre de Grasse



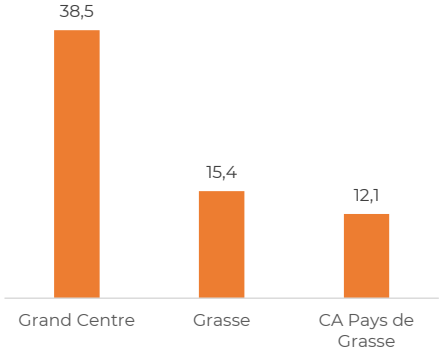
Nom	Grand Centre
Type de projet	NPNRU
Typologie de quartier	Quartiers intégrés dans un environnement mixte : centre ancien et ensembles résidentiels collectifs Environnement dynamique (quartier gare)
Population 2018	6 806 (en baisse)
Indice de jeunesse	1.9
Part logement vacant Part Locataires	16.6 % 76.2 %
Nombre de logements sociaux	740 logements sociaux Environ 22 % des RP

- Le quartier prioritaire Grand Centre comprend le centre-ancien de la ville de Grasse, ainsi que ses faubourgs et le secteur gare. Il est marqué par une **topographie contrainte, un bâti hétéroclite, ancien.**
- **Le quartier perd des habitants**, à raison de 0,52% par an. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette dynamique : la baisse de l'occupation des logements, en raison du desserrement des ménages, de la hausse de la vacance, ainsi que de la difficulté de produire une offre nouvelle sur ce périmètre. Les projets secteur gare et les opérations prévues dans le cadre d'ACV et du NPNRU vont toutefois compléter à terme l'offre sur ce secteur.
- **Les résidents du Grand Centre présentent des signes de fragilité socio-économiques.** La population résidant sur ce secteur est plus précaire que sur le reste du territoire : les niveaux de revenus sont environ deux fois inférieurs aux moyennes communales et intercommunales. Le taux de pauvreté y est deux fois plus élevé : près de 40% des ménages sont sous le seuil de pauvreté.

Distribution des revenus fiscaux déclarés mensuels des ménages par unité de consommation
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2018



Taux de pauvreté
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2018



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

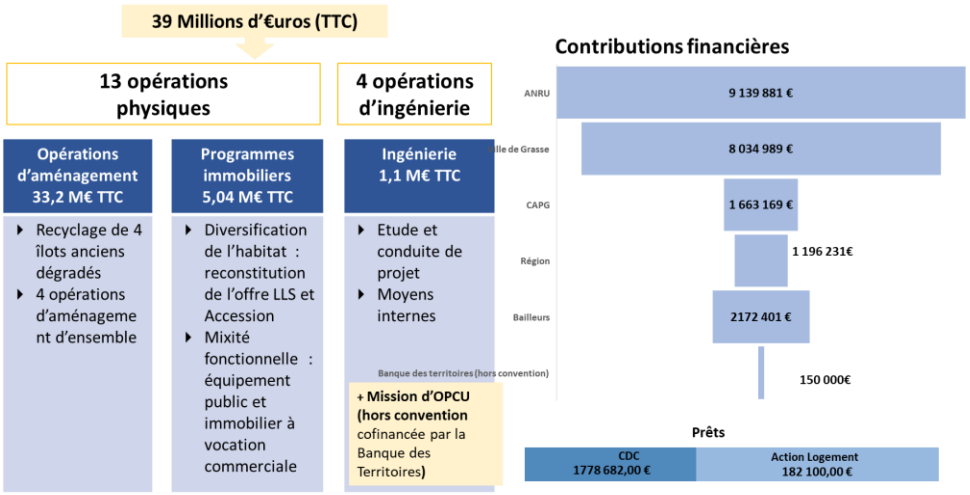
- En outre, 3/4 des ménages sont locataires de leur logement et ce dans le parc privé, soit un niveau nettement supérieur à la moyenne communale (42%) ; à l'inverse moinsd'1/4 des ménages est propriétaire (deux fois moins élevé qu'à l'échelle communale).

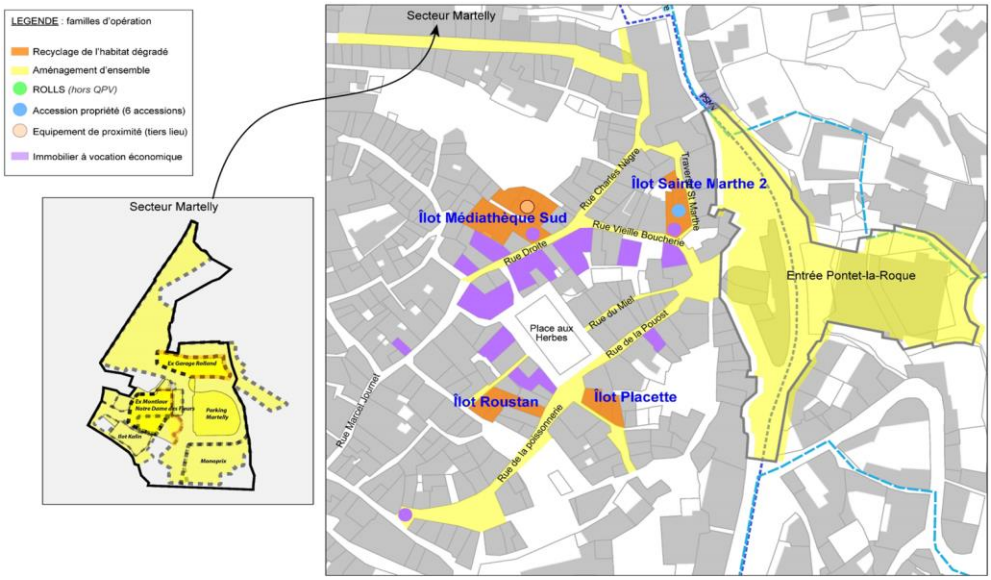
➔Ainsi, le parc locatif privé joue un rôle social de fait, et conduit à des situations de précarité dans le logement pouvant conduire à du mal-logement.

Le projet de rénovation urbaine "centre ancien de Grasse" retenu au titre du NPNRU

Le **centre-ancien de Grasse** fait l'objet d'un **projet de renouvellement urbain** cofinancé au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain (**NPNRU**), associant l'ANRU, la ville de Grasse, la CAPG,, Action Logement, la Banque des Territoires, la Région Sud, ainsi que des partenaires opérationnels qui ont la maîtrise d'ouvrage des opérations (la Régie des parkings Grassois, la SPL Pays de Grasse Développement, Unicil et CDC Habitat). La convention pluriannuelle de renouvellement urbain a été signée le 28/04/2020, puis consolidée par 2 ajustements mineurs. En tant que porteur de projet, la CAPG est le chef de file de ce programme.

Le projet porte sur un montant d'investissement de **39 millions d'euros TTC** :





AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

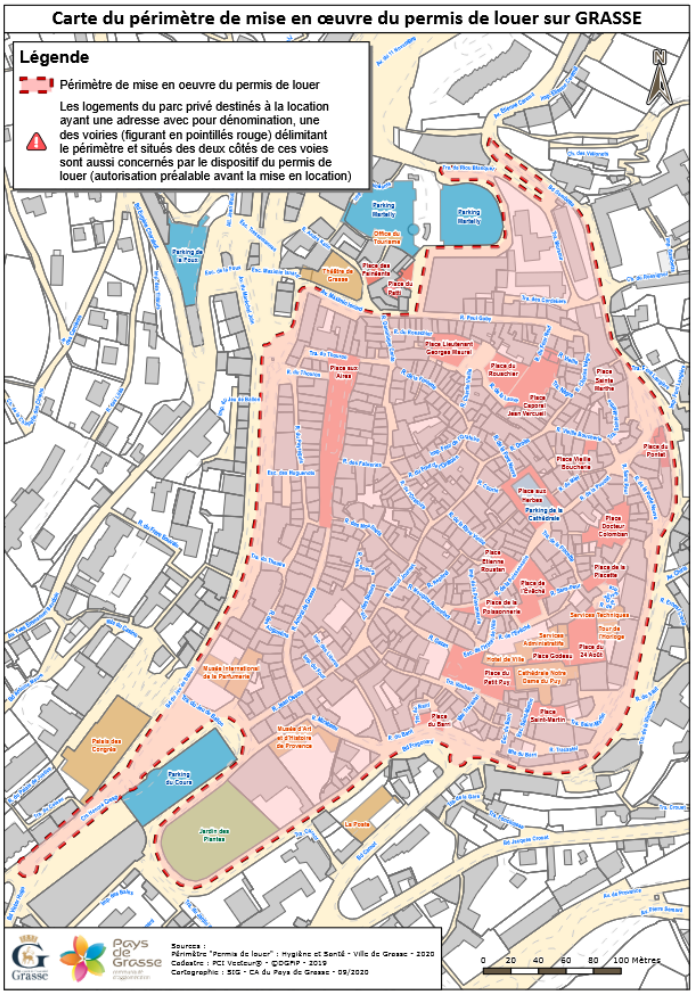
L'OPAH-RU« Cœur historique de Grasse » 2022-2027 :

Stratégie et axes d'intervention

- Objectif 1 (la priorité) : Traiter l'urgence et amplifier les opérations de mise en sécurité des immeubles dangereux ;
- Objectif 2 : Accompagner la réhabilitation complète d'immeubles via l'initiative privée, hors immeubles/ilots dont le remodelage/recyclage est envisagé par la puissance publique ;
- Objectif 3 : Assainir la gestion des copropriétés ;
- Objectif 4 - Amplifier progressivement le renouvellement urbain, en préparant la maitrise et le traitement de jusqu'à 4 nouveaux ilots stratégiques, qui pourront difficilement proposer des conditions d'habitat durable s'ils sont réhabilités dans leur enveloppe actuelle ;
- Objectif 5 – Mettre en œuvre (amplifier) l'opération façade en cours portée par la Ville de Grasse.

En articulation avec le Permis de Louer mis en œuvre sur le périmètre du PSMV.

Grasse est la première ville des Alpes-Maritimes à mettre en place le dispositif juridique du « Permis de Louer » créé par la Loi ALUR du 24 mars 2014. En complément des politiques publiques menées en faveur de la réhabilitation urbaine, la commune s'est doté de cet outil afin d'exercer un contrôle des logements privés en amont des prises à bail.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ce qu'il faut retenir

PARTIE 3 | CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS
CONSTATS ET ENJEUX D'AMELIORATION DE L'HABITAT ANCIEN

Constats	Enjeux
Environ un quart du parc de logements est énergivore (passoires thermiques). Des logements qui manquent de certains éléments de confort et occupés par des publics précaires. Des signalements de mal-logement.	**➔Le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) pour une politique globale de l'habitat privé** **➔Le renforcement de la lutte contre l'habitat indigne avec un accompagnement coordonné des communes allant jusqu'à la prise d'arrêtés pour conduire des travaux d'office**
Des centralités marquées par la présence de logements indignes. Les dispositifs d'intervention renforcée sur le centre-ancien de Grasse (NPNRU, OPAH-RU, permis de louer) contribuent à l'amélioration de la qualité de l'offre de logements	**➔La poursuite et l'atterrissage opérationnel des dispositifs d'amélioration des centres-anciens**
Le PCAET fixe une trajectoire de rénovation de 1 300 logements par an.	**➔L'inscription du territoire dans une trajectoire de rénovation du parc de logements (et de sobriété foncière).**
1 copropriété sur 2 (parmi les 1 600 que compte le territoire) n'est pas organisée autour d'un syndic, et presque 40% ont des impayés de charges courantes de plus de 15%. 68% des copropriétés comptent moins de 10 logements.	**➔L'amélioration de la connaissance des copropriétés (veille et observation).** **➔La poursuite et l'amplification de l'accompagnement des copropriétés dans leur structuration et la réalisation de travaux.**
Des besoins en logements grevés par une vacance croissante, et une augmentation de la location de courte durée.	**➔La lutte contre la vacance et l'identification des modalités d'encadrement du développement des logements en location de courte-durée.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PARTIE 4 | UN PARC SOCIAL QUI NE COUVRE QU'UNE PARTIE DES BESOINS

ETAT DU PARC SOCIAL



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

A. Un parc social en croissance mais qui reste insuffisant

La dynamique de développement du logement social sur le territoire

D'après l'inventaire réalisé annuellement par l'Etat et notifié aux communes, la Ca du Pays de Grasse comptait près de **5900 logements sociaux conventionnés au 1er janvier 2024, représentant 13,8 % des résidences principales.**

Sept communes de la CA du Pays de Grasse sont soumises aux obligations conformément à l'article 55 de la loi SRU.

La commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne est exemptée d'effort de rattrapage pour la période triennale 2023-2025 du fait de son éloignement aux bassins d'emplois et à l'insuffisance de transports en commun.

Compte-tenu de la tension de la demande en logement social, le taux cible à atteindre est de 25% de logements sociaux au sein des résidences principales. Toutes les communes concernées au sein de la CAPG sont déficitaires.

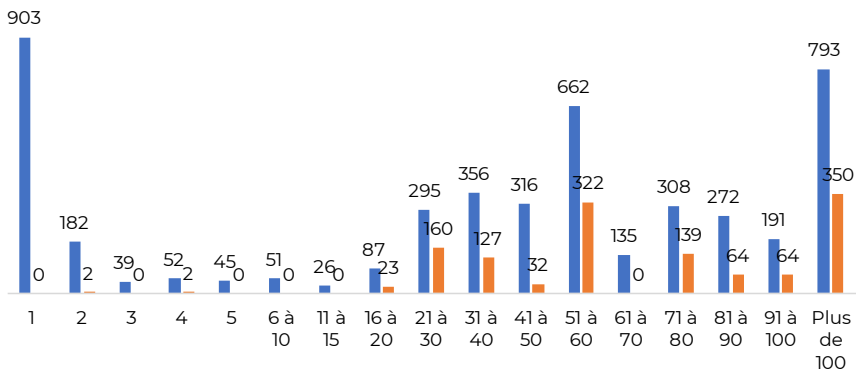
Commune	Résidences principales au 1er janvier 2023	Nombre de logements locatifs sociaux *Inventaire au 1er janvier 2023*	Taux SRU au 1er janvier 2023	Situation de la commune vis-à-vis de l'art. 55 de la loi SRU (triennal 2020 – 2022)	Nombre de logements sociaux manquants pour atteindre 25% des RP
Grasse	23 355	3 786	16,21%	Carencée	2 234
Mouans-Sartoux	4 961	752	15,16%	Carencée	488
Pégomas	3 468	184	5,31%	Carencée	683
Peymeinade	4 270	505	11,83%	Rattrapage	562
La Roquette-Sur-Siagne	2 371	244	10,29%	Rattrapage	348
Saint-Cézaire-Sur-Siagne	1 886	33	1,75%	Exemptée	438
Saint-Vallier-De-Thiey	1 619	90	5,56%	Carencée	314

Source : Inventaire au 1er janvier 2023, arrêté préfectoral n°2023-1127 en date du 15 décembre 2023

La mixité sociale au sein de la production récente : des logements sociaux sont construits sur les opérations conséquentes

Près de 1 220 logements autorisés (DP/PC autorisés) se concentrent sur seulement 39 projets. On constate qu'aucun logement social n'est réalisé sur une opération de moins de 16 logements.
On note également que **2/3 des logements sociaux sont produits au sein d'opérations en mixité sociale,** et donc représentant un volume

Nombre de logements et de logements sociaux en fonction de la taille d'opération
Source : données sitadel, logements autorisés (2017 à 2023), traitements Citadia



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

limité d'opération : 28 opérations avec de la mixité sociale et 11 opérations 100% social sur un total de 1057 opérations autorisées.

Les mécanismes de soutien au logement social définis par la CA Pays de Grasse

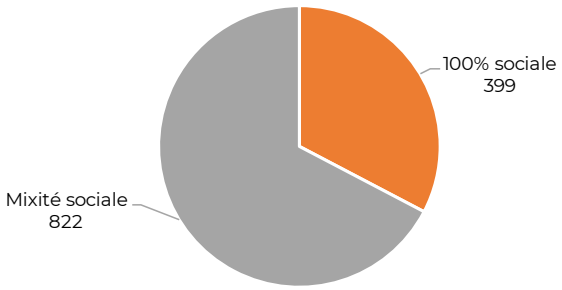
- Des aides financières aux bailleurs sociaux pour des opérations réalisées en pleine propriété (PLUS et PLAI),
- Des primes pour les opérations en PLAI Adaptés, et les projets d'acquisition-amélioration,
- Une aide supplémentaire pour les opérations complexes, difficile à équilibrer,
- De nouvelles aides pour la réhabilitation des logements sociaux,
- Un dispositif d'encadrement de la vente en VEFA afin de maîtriser les coûts de sortie et de ce fait, d'améliorer l'équilibre des opérations du logement social.

Un parc social principalement réparti sur les secteurs densement urbanisés et marqués par des typologies moyennes et grandes

- **1319 logements sociaux se trouvent en quartiers prioritaires de la ville**.
- Sur la période récente, 625 logements sociaux supplémentaires ont été mis en service entre 2017 et 2021.

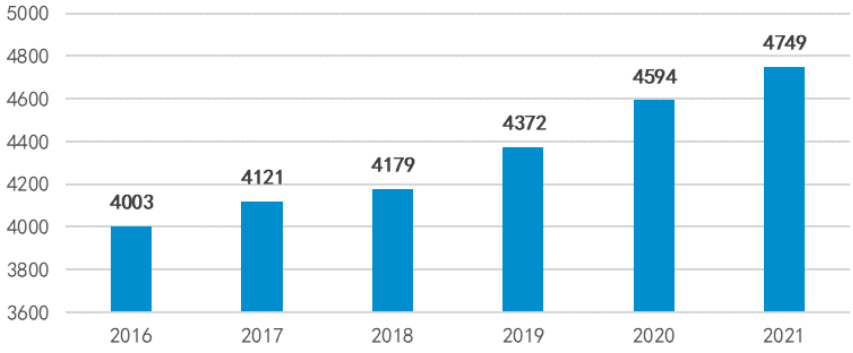
Nombre de logements sociaux produits en fonction de la mixité sociale dans les opérations

Source : données sitadel, logements autorisés (2017 à 2023), traitements Citadia



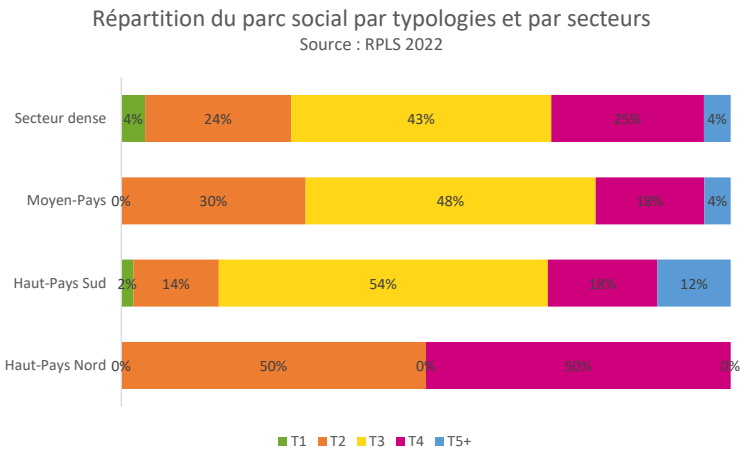
Evolution du nombre de logements sociaux entre 2016 et 2022

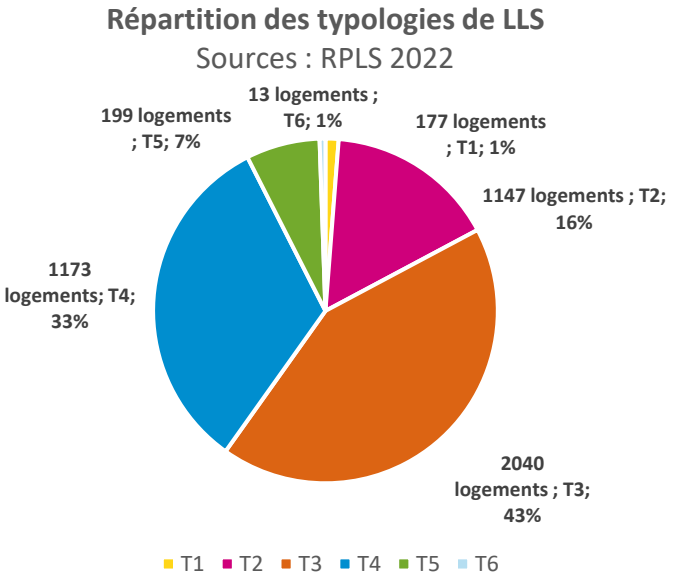
Source : RPLS 2022



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Sur la totalité des logements sociaux, les logements de type T3 sont surreprésentés au sein du parc (43%). Les logements T4 sont à hauteur de 25%. Les petites et très petites typologies représentent plus d'un quart du parc social : 4% pour les T1 et 24% pour les T2. Les logements de 5 pièces et plus, représentent une très faible part de l'ensemble avec moins de 5% du parc social.
- Des disparités entre les secteurs territoriaux sont observables sur les grandes typologies. Les T4 et T5 s'élèvent à 30% des résidences principales dans le Haut-Pays Sud, et le secteur dense contre 50% dans le Haut-Pays Nord.
- A l'inverse, on observe que les communes disposant le plus de parc social détiennent la majeure partie des petites et moyennes typologies. Le parc social sur le secteur dense affiche 69% de T2/T3 ; des chiffres similaires au Haut-Pays Sud (68%) et au Moyen Pays (77%).
- Seul le secteur du Moyen Pays dispose d'un parc social caractérisé par des maisons (26%).





Focus communes

Dans le Secteur Dense :

Mouans-Sartoux, commune d'environ 9 600 habitants, à la dynamique de production de logements importante, témoigne d'un parc social relativement récent. Une tendance observée sur **Peymeinade**, où la dynamique de production s'est accélérée ces dernières années.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Un parc principalement financé en PLUS, une faible représentation de logements à très bas loyers

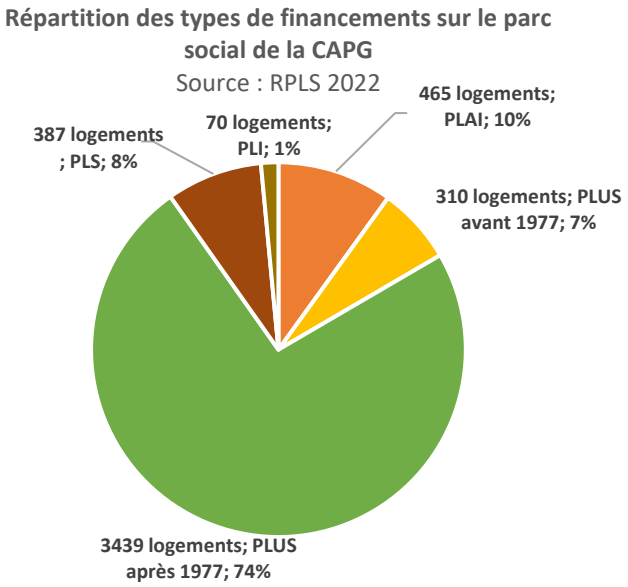
Le parc social de la CA Pays de Grasse se caractérise majoritairement par des logements financés en PLUS (80%), soit 3 749 unités et 7 % de PLUS avant 1977 soit 310 logements.

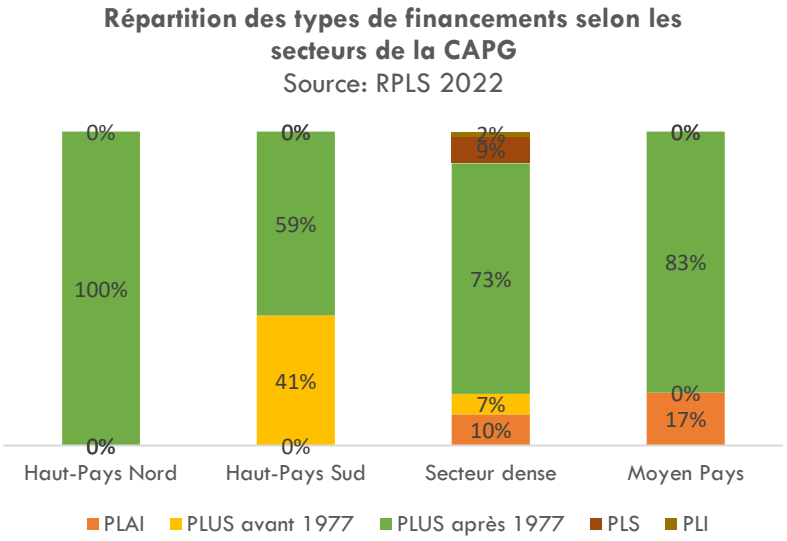
Les logements financés en PLAI représentent **une faible part du parc social : 10% (465 unités).**

Enfin, 8% des logements sont financés en PLS, représentant 387 logements.

En termes de répartition sur le territoire, le parc présent sur le secteur dense intègre les différents types de financement, du PLAI au PLS et PLI.

A l'inverse, le parc social du Haut-Pays est composé uniquement de PLUS.





Un patrimoine ancien qui reste énergétiquement fragile

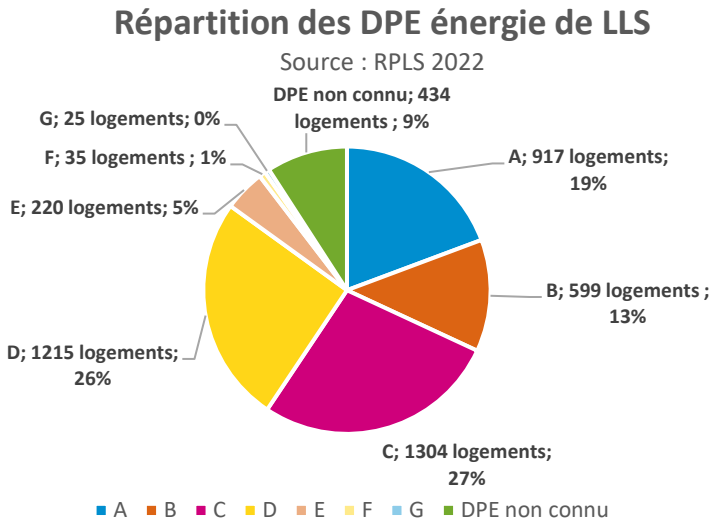
Le parc social de la CAPG se caractérise par une part importante des logements relativement récents : près **de 44% du parc a été construit depuis 2000**, posant un enjeu de vieillissement pour les décennies à venir. En termes de répartition territoriale, le secteur dense dispose de la majeure partie de ces logements récents : Grasse avec 20% et Peymeinade (25%). Le secteur du Moyen Pays dispose de 4% du parc récent, construit après les années 2000.

- La commune de Grasse porte principalement le parc social sur son territoire mais affiche néanmoins une forte représentation de logements construits entre 1970 et 1990 (27% du parc global).
- Le parc le plus ancien se trouve majoritairement en secteur dense, en lien avec la commune de Grasse et les logements construits sur la période 1970 – 1990.

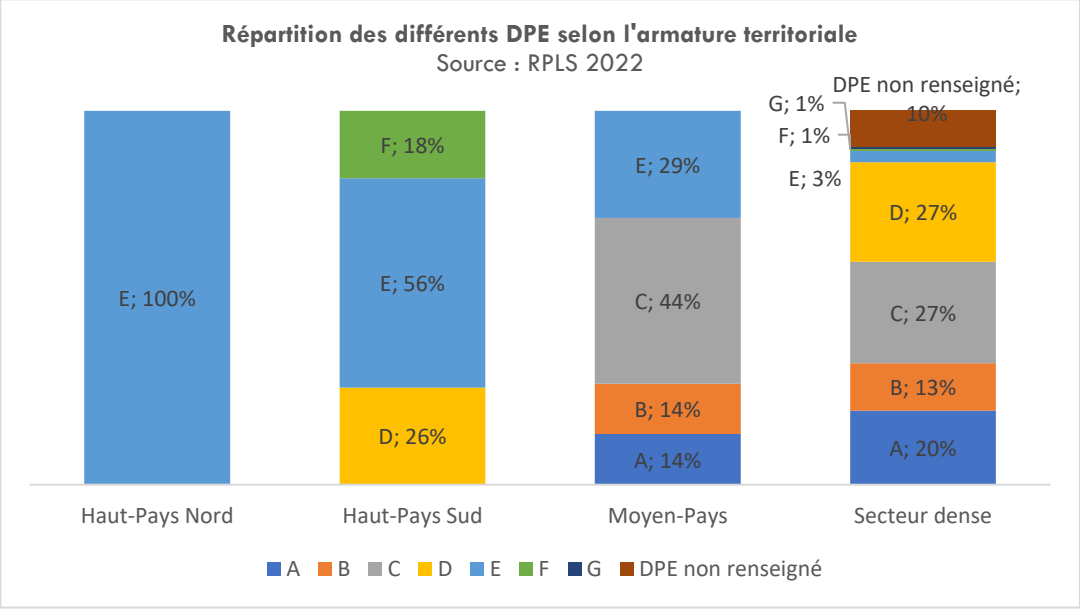
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Néanmoins, ce secteur dispose d'une répartition homogène de l'ancienneté du parc social.

- A l'inverse, les secteurs du Haut-Pays Nord et du Haut-Pays Sud ne disposent que de logements construits entre 1950 et 1990.
- Près d'un tiers du parc social de la CAPG est performant sur le plan énergétique : 32% des logements affichent un DPE A et B. La majeure partie des logements sociaux reste correcte sur le volet énergétique, avec 53% du parc social ayant un DPE C et D. La répartition territoriale de ces logements selon leurs caractéristiques énergétiques dépend également de leur ancienneté.



- Le parc le plus récent est localisé en secteur dense (3890 logements – soit 82% des DPE totaux A, B, C et D), où se trouve la majeure partie des logements performants sur le plan énergétique (Grasse et Peymeinade).
- Seul 6% du parc social est fragile sur le plan énergétique : 280 logements sociaux ont un DPE E, F ou G. Principalement localisés au sein du Haut-Pays Nord et du Haut-Pays Sud, ces logements sont également les plus anciens.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

- A Valderoure, commune de plus de 500 habitants, le parc social est marqué par une dégradation du bâti, liée à des logements énergivores, et vétustes. Des produits qui induisent des loyers bas mais une adaptabilité du logement peu prise en compte.

Charte Partenariale du Pays de Grasse

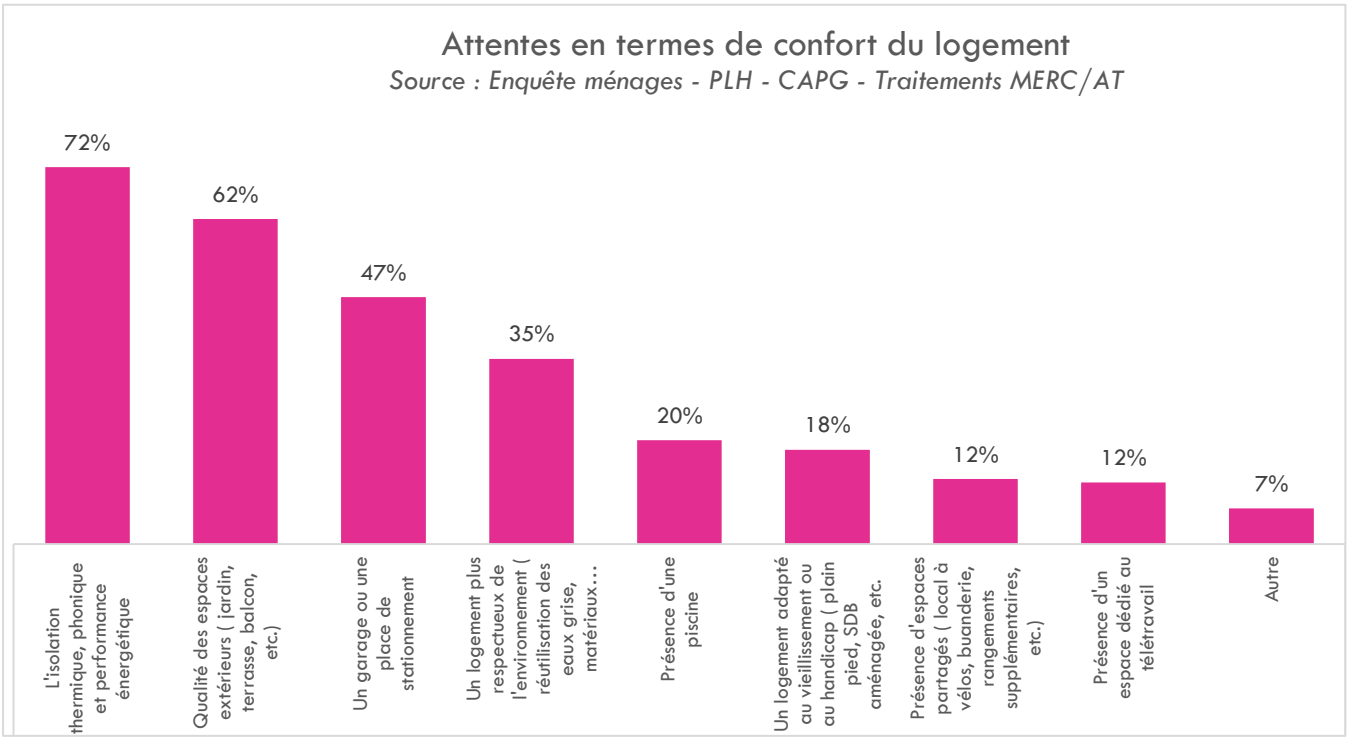
Depuis la prise de délégation des aides à la pierre et par son soutien à la production de logements sociaux, la CAPG encourage une certification environnementale sur sa programmation de logement aidé (certificat délivré par un organisme certificateur accrédité selon la norme ISO 17065 par le COFRAC type Prestaterre Certifications, Cerqual ou Promotelec).

Ces labels multicritères garantissent des logements de qualité allant au-delà de la performance énergétique et permettent de couvrir tous les aspects du bâtiment (l'acoustique, la qualité de l'air, le confort thermique, la fonctionnalité des lieux, etc.)

Au-delà des labels énergétiques, la CAPG a rajouté des critères de qualité de services et de confort des logements (équipement de la salle de bain, aménagement de la cuisine, taille des balcons, proximité des transports en commun, etc.)

FOCUS ENQUÊTE HABITANTS

L'isolation thermique apparaît comme l'attente principale des ménages lorsqu'on les interroge sur leurs attentes en termes de confort du logement (sur plusieurs réponses possibles). Ainsi 72% des réponses indiquent la performance énergétique du logement, 62% la qualité des espaces extérieurs et près de la moitié un garage ou une place de stationnement, confirmant l'emphase des mobilités automobiles sur le territoire.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Un parc de logements communaux en rénovation

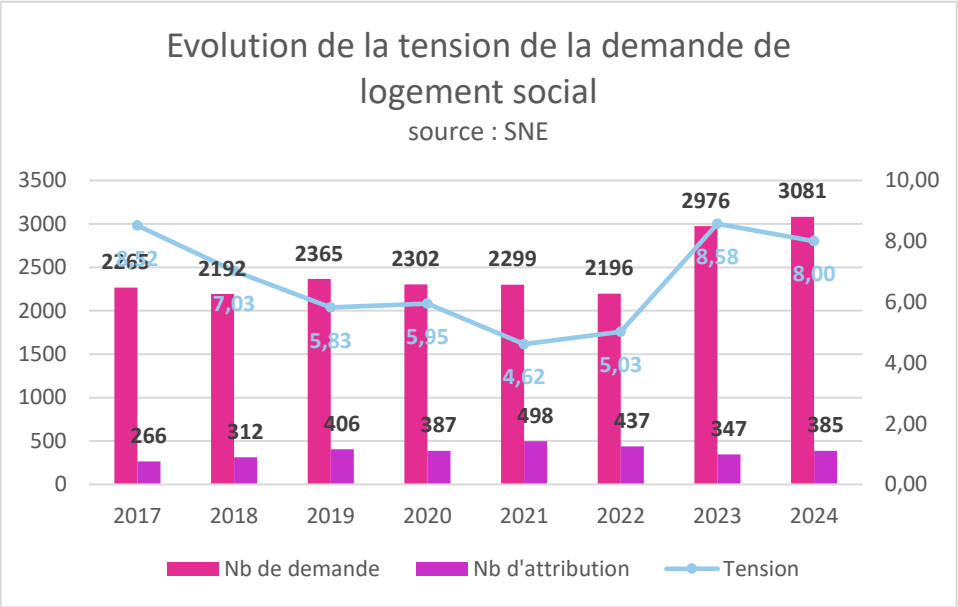
COMMUNE AYANT INDIQUE DISPOSER DE LOGEMENTS COMMUNAUX	NOMBRE DE LOGEMENTS COMMUNAUX	CONSTATS ET ENJEUX FORMULES PAR LA COMMUNE
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	8	Certains ont été rénovés avec l'aide de SOLIHA Pas de rotation particulière, les locataires y sont bien installés, avec des petits loyers (personnes seules principalement ; ou famille monoparentale). L'ancien logement de fonction de l'école était parfois utilisé en urgence, aujourd'hui loué.
CABRIS	2	Un logement loué et un logement d'urgence récemment rénové (studio)
LE TIGNET	7	7 logements communaux sont situés dans le vieux village, ils sont mis en location, certains ont fait l'objet de rénovation
MOUANS-SARTOUX	0	**Projet d'environ 10 logements** dans le bâtiment de l'ancienne poste en bail à réhabilitation (conventionnement avec AGIS 06)
LE MAS	3	Enjeu de développement de cette offre
LES MUJOULS	6	6 logements communaux dont 2 logements loués à l'année
SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE	11	4 logements loués actuellement, et 7 logements à venir (5 collectifs, 1 lié à une préemption, 1 maison). Il serait intéressant pour la commune de prendre place dans certaines copropriétés en attendant une reprise totale par un bailleur social.
SAINT-AUBAN	12	12 logements communaux dont 2 sont rénovés. 2 sont en location.
PEGOMAS	0	**Potentiel de 3 logements** (T1, T2, T3) dans l'ancien presbytère
SPERACEDES	10	Patrimoine lié au rachat d'une maison en 2001 et à la construction d'un lotissement
VALDEROURE	16	16 logements dont 6 non occupés (dégradés) : pas d'isolation, chauffage, etc. Tout est à refaire.
TOTAL	75	+ 13 logements potentiels, des logements communaux doivent faire l'objet de rénovation

Source : entretiens communaux diagnostic PLH, 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

B. Une demande sociale en croissance qui relève d'une tension sur le territoire

A fin décembre 2024, le nombre de demandes à l'échelle de la CAPG s'élevait à **3081 demandes pour 385 attributions** au cours de la même année ; soit un indice de pression de l'ordre de 8, moins vive que sur le département (15,4 pour les Alpes-Maritimes).



Les **demandes de mutations correspondent à 21 % des demandes sociales** (soit 56231 demandes en stock) au niveau du département.

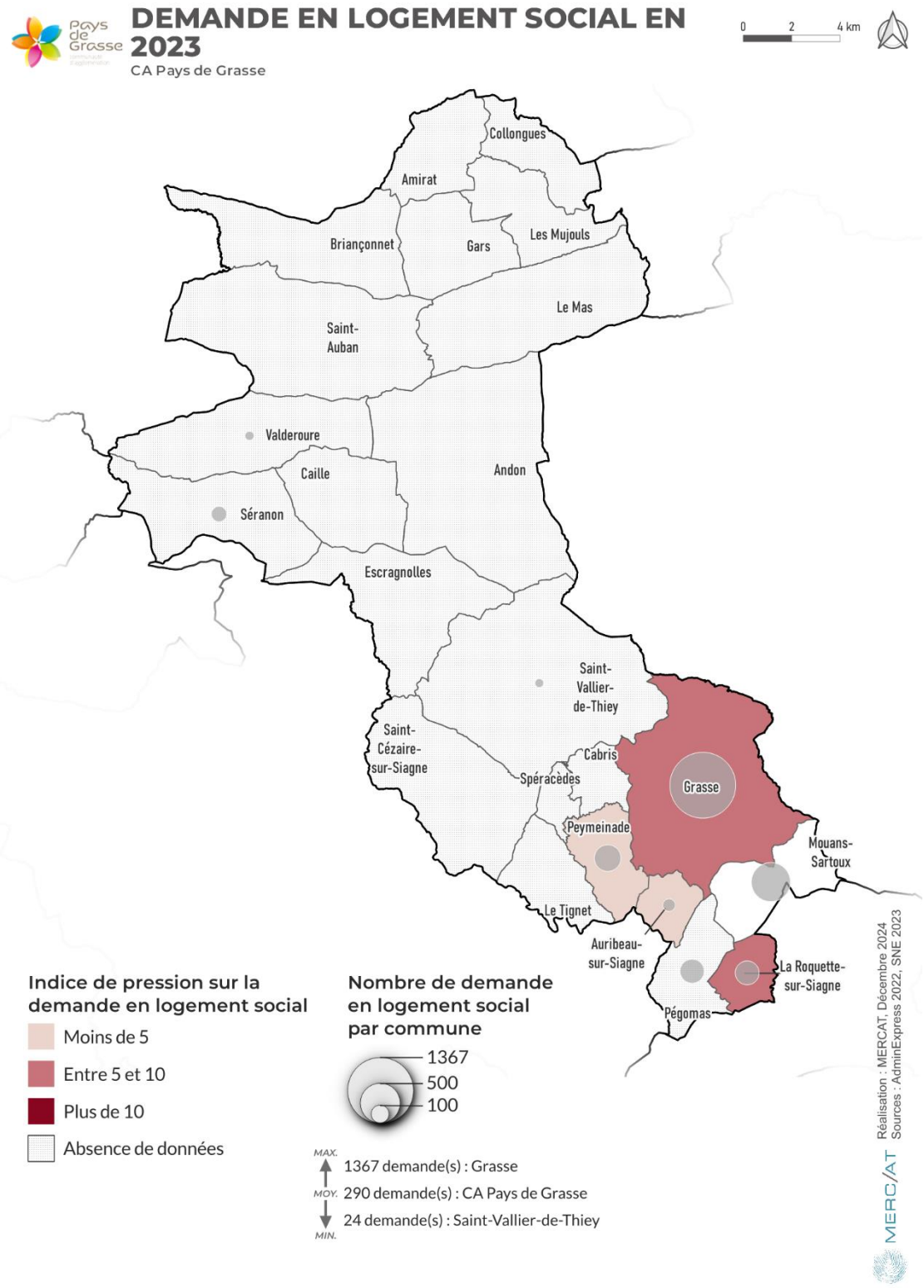
Alpes-Maritimes :

Une tension de 15,4 (hors mutation)
Evolution de la demande 2020-2024 : + 46,16%

Paroles d'élus

*« La demande (de logement social) émane de **publics très précaires**. Les logements restent encore chers pour certains demandeurs. **Les pratiques des bailleurs restent à améliorer quant à l'accompagnement des demandeurs** lors de la visite/prise de logement. »*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

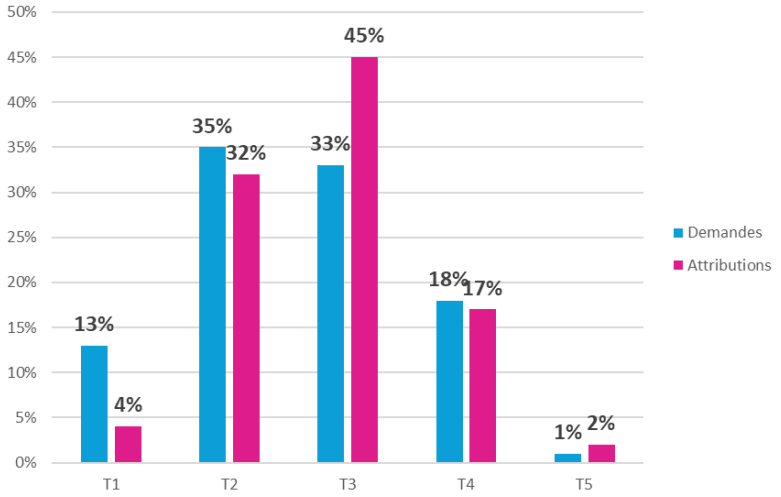


Une surreprésentation des personnes seules et des familles monoparentales au sein du parc social

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

En 2022, **69% des demandes de l'EPCI concernaient des « ménages isolés »** (avec personne à charge (29%) et sans personne à charge (40%)). Une pression également supérieure à la moyenne sur les produits T2 (6,64 demandes / attribution), témoignant d'une offre faible sur le territoire.

Répartition de la demande et des attributions selon les typologies de logements
Source : SNE

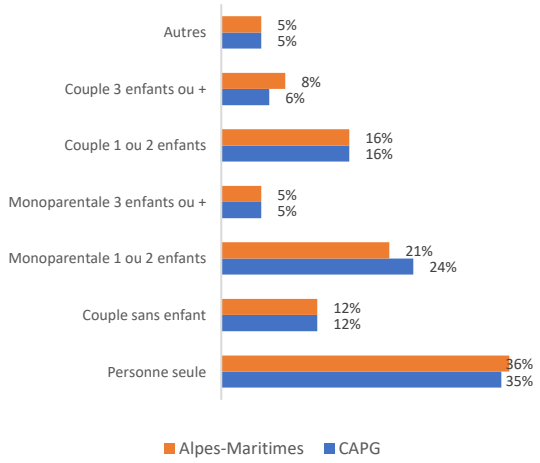


Le parc social accueille une population relativement spécifique et fragile. En effet, d'après l'enquête de l'Occupation du Parc Social sur l'EPCI, réalisée en 2020 sur la base des données fournis par les bailleurs sociaux (RPLS 2022, SDES et OPS 2022), **les personnes seules et les familles monoparentales sont surreprésentées au sein du parc social**.

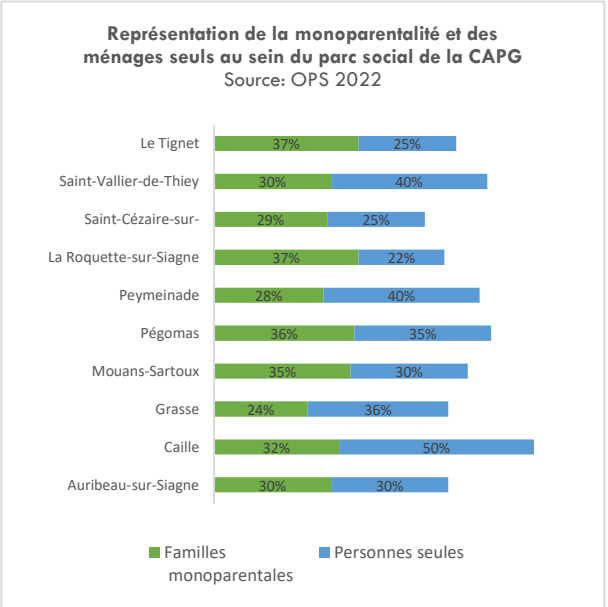
En 2022, les ménages unipersonnels représentent 34, 7% des occupants (36% dans les Alpes-Maritimes) et se localisent principalement au sein des communes en secteur dense, comme Grasse (35,8%) et Peymeinade (40,2%). Au sein des secteurs du haut et moyen pays, ces ménages sont également représentés (Caille avec 50% du parc social et Saint-Vallier-de-Thiey avec 39,7%).

A ces ménages s'ajoutent les **foyers monoparentaux**, dont l'occupation représente **27,3% du parc**, contre 24,4% pour les Alpes-Maritimes. Les familles nombreuses occupent 9% du parc social (11% pour le département).

Répartition de l'occupation du parc social selon la composition familiale à l'échelle de la CAPG et des Alpes-Maritimes
Source : OPS 2022



Représentation de la monoparentalité et des ménages seuls au sein du parc social de la CAPG
Source: OPS 2022



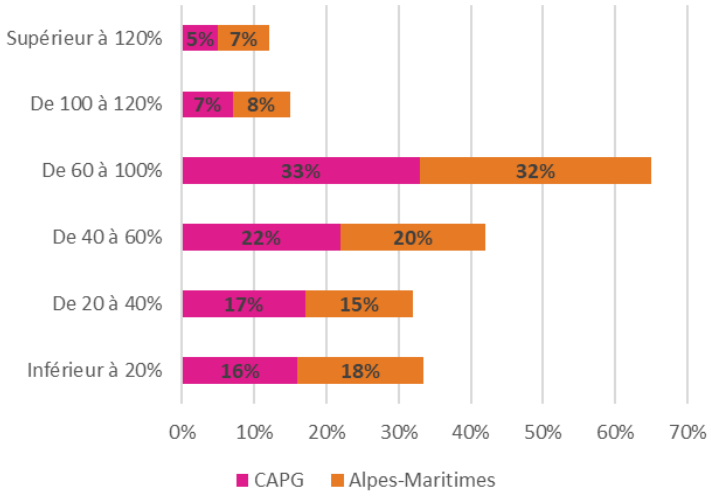
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Conjointement, on observe que les occupants du parc social sont principalement âgés entre 30 et 59 ans (61%). Les ménages très seniors ayant plus de 75 ans sont représentés à hauteur de 10%, contre 13% pour le département.

A l'échelle du parc social intercommunal, 32,3% des ménages étudiés ont un revenu inférieur à 40% des plafonds PLUS, un niveau similaire au département (32,8%).

Ces ménages sont principalement présents au sein des communes denses, de la Caille (62%), de Saint-Vallier-de-Thiey (35,6%) et Peymeinade (34,9%).

Répartition de l'occupation sociale selon les plafonds de ressources PLUS sur la CAPG et les Alpes-Maritimes
Source : OPS 2022



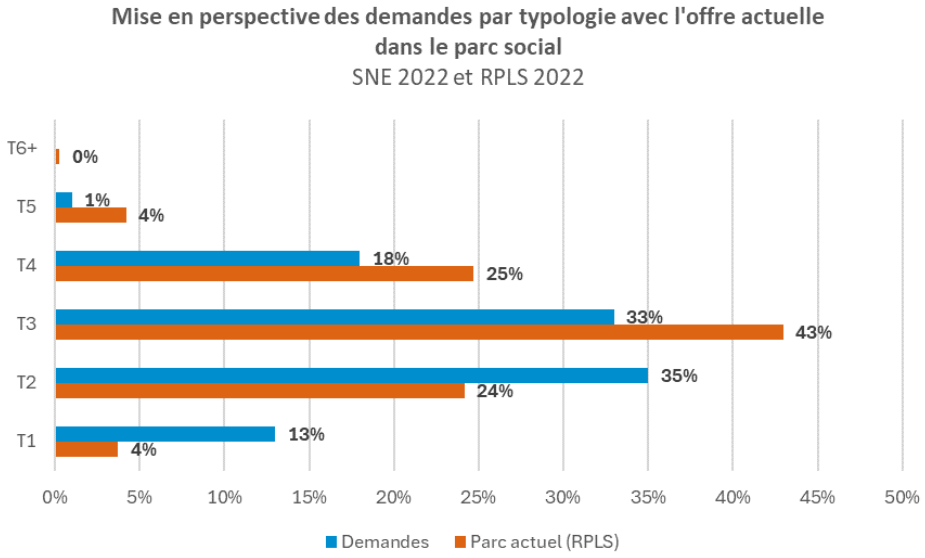
Des besoins identifiés en petites typologies qui restent difficilement couverts

Les demandes de logements sociaux sont exprimées en premier lieu sur des petites typologies (T1 et T2) qui représentent près de la moitié des demandes (48%) avec un indice de tension de 17,79.. Néanmoins, le parc social se compose à 28% de ce type de produits. Il en résulte une pression sur les attributions plus élevées sur ces logements et un déport vers d'autres typologies, notamment les T3, plus présents (43%).

A l'inverse, les grandes typologies (T4/T5) représentent une part des demandes plus faibles (19% des demandes) tout en constituant une partie conséquente du parc (29% du parc de logement social), néanmoins, les capacités d'attributions sont faibles en raison d'un taux de rotation plus faible sur ce type de produit.

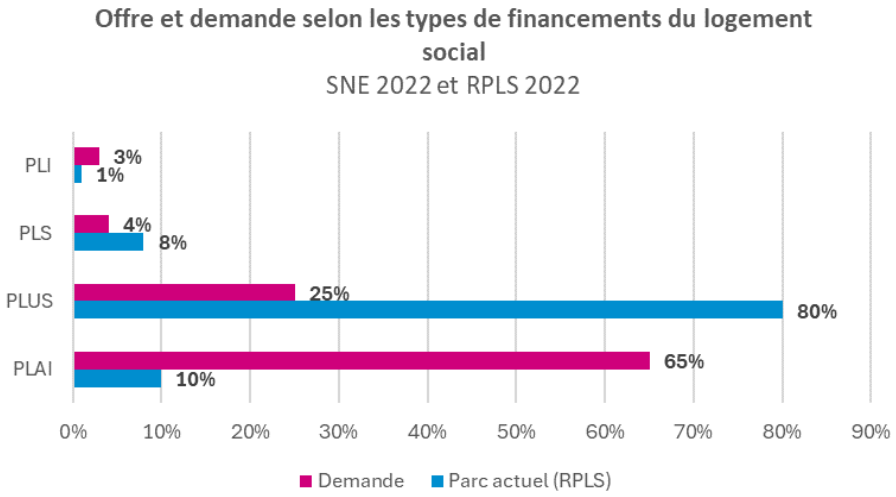
Néanmoins, il convient de souligner que le développement de logements sociaux familiaux demeure nécessaire à plusieurs titres : au sein de cette offre, la mobilité est plus faible et donc les opportunités d'attributions moindres ; d'autre part, ce type de produit est nécessaire pour loger des familles qui ne trouvent pas forcément ce type d'offre au sein du parc locatif privé, et ce à des coûts abordables.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



Une majorité de demandes éligibles à un logement social classique (PLAI/PLUS)

Face à ce constat d'une forte représentation de personnes seules, l'analyse des demandes d'un logement social pour l'année 2022 affirme que 65% des demandeurs sont éligibles au PLAI, tandis que ce segment représente 10% de l'offre sociale de logements.



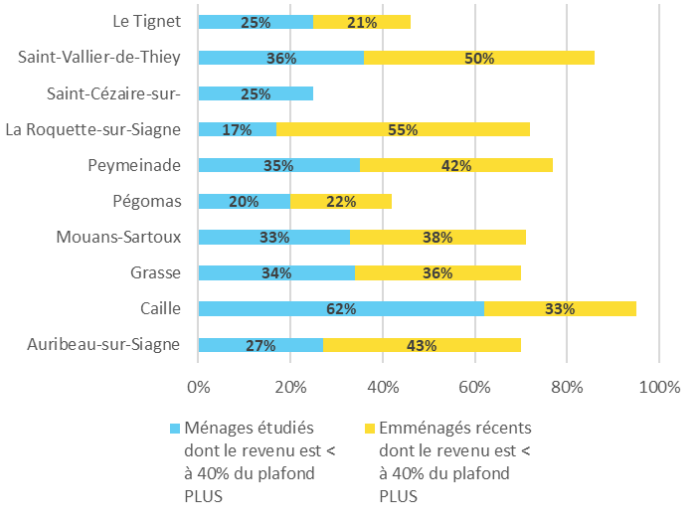
Une partie des demandeurs (25%) peuvent se voir attribuer un logement financé en PLUS, impliquant un effort financier plus important. Ces logements financés en PLUS sont les plus importants au sein du parc, représentant 80% de l'offre. Une représentation qui est corrélée avec la part de ménages demandeurs « isolés » (69%), pouvant accueillir des personnes à charge (foyers monoparentaux).

Enfin, 8% des logements sont financés en PLS tandis que les demandeurs éligibles au PLS représentent 4% du volume des demandes

Conjointement, sur la même année, 37% des nouveaux ménages emménageant sur le parc social, principalement dans les communes de la Roquette-sur-Siagne (55%), Saint-Vallier-de-Thiey (50%), Peymeinade (42%), et de Auribeau-sur-Siagne (43%).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Répartition des ménages occupants et emménagés récents aux revenus inferieurs à 40% des plafonds PLUS
Source : OPS 2022

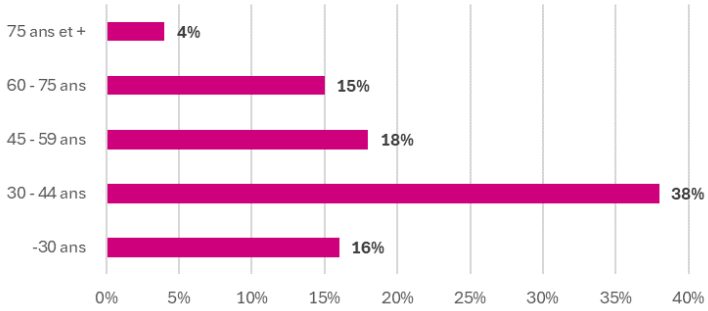


A l'échelle de l'intercommunalité, on note que 7,8% des ménages occupants ont un logement soumis à un plafond supérieur au PLUS, contre 8% pour le département.

Des jeunes ménages actifs comme premiers demandeurs d'un logement social

Sur la CAPG, l'âge moyen des demandeurs est de 41 ans, soit des demandeurs relativement jeunes. Les jeunes et les actifs représentent les premiers demandeurs s'un logement social sur l'EPCI. La demande émise par les seniors de plus de 60 ans s'élève à 19%, dont 4% pour les plus de 75 ans .

Répartition par âge des demandeurs pour un logement social sur la CAPG
SNE 2022



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

43% des demandeurs étaient salariés du secteur privé, 7% agents de l'Etat et 12% en situation de chômage. Une tendance observée à l'échelle des occupants du parc social : le chômage s'élève à 11,1%, avec une forte représentation au sein des communes denses : Mouans-Sartoux (12,3%), Peymeinade (11,7%) et Grasse (11,5%).

Focus communes

Les communes du secteur dense connaissent une augmentation des demandes de logement social, afin de répondre aux enjeux communaux. La commune de **Pégomas**, qui dispose d'un parc social récent, tend à maintenir les ménages monoparentaux au sein de son parc
La commune de **Peymeinade** indique que la demande et le besoin en termes de logements sociaux s'orientent vers les ménages seniors, en recherchent de logements abordables et adaptés au vieillissement, ainsi que vers les ménages monoparentaux. L'occupation sociale est caractérisée par ces profils.
Auribeau-sur-Siagne, commune du même secteur, à travers les profils des demandeurs et en termes d'occupation de son parc social, affiche un besoin de répondre à la demande des personnes seules et des familles monoparentales.

Le service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD)

Mis en place dans le cadre du plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID) de la CA du Pays de Grasse, le SIAD est le réseau de partenaires intervenant dans l'accueil, l'information et l'enregistrement de la demande de logement social sur le territoire de l'EPCI. Il a pour objectif de piloter, coordonner et animer les différents lieux d'accueil sur le territoire et de partager les bonnes pratiques.

Sur le territoire de la CAPG, le SIAD prend la forme d'un réseau regroupant les organismes suivants :

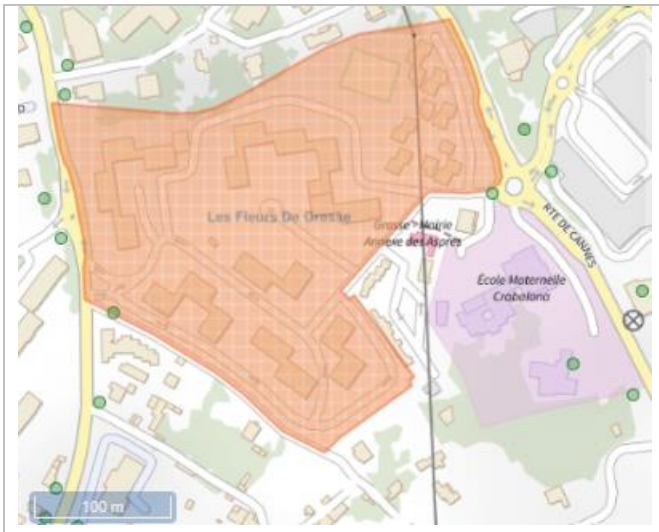
- le service logement intercommunal, au siège de la CAPG,
- les 11 communes dotées d'un CCAS ou d'un accueil physique ou téléphonique,
- les guichets des bailleurs présents sur le territoire
- le guichet d'Action Logement Services
- le SIAO et la commission territoriale
- les Maisons des Solidarités Départementales

L'objectif est de construire un réseau d'acteurs coordonné permettant des échanges de pratiques et renforçant les compétences de chacun au profit d'une harmonisation du service rendu aux usagers.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

C. Des déséquilibres constatés sur le parc social qui conduisent à des interventions publiques

Le QPV des Fleurs de Grasse

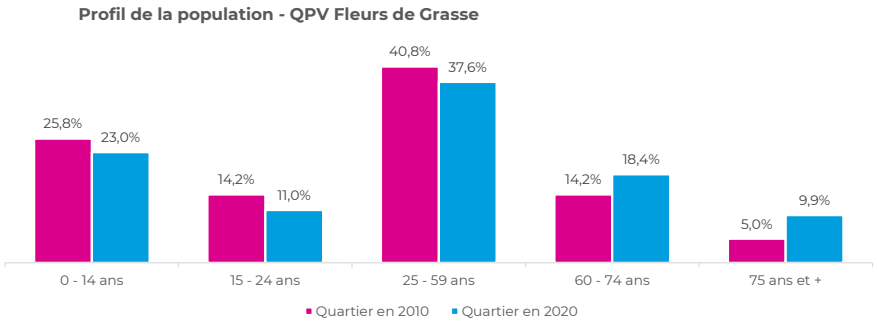


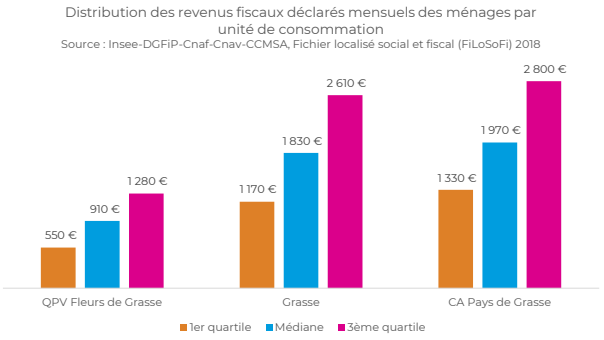
Nom	**Fleurs de Grasse**
Type de projet	Renouvellement urbain Hors Anru
Typologie de quartier	Quartier intégré dans un environnement mixte
	Quartiers HLM périphériques
	Quartiers en décrochage
Population 2013	1 407
Population 2018	1 326
évolution	-81 (-1,18% par an)
Nombre de logements sociaux	**542**

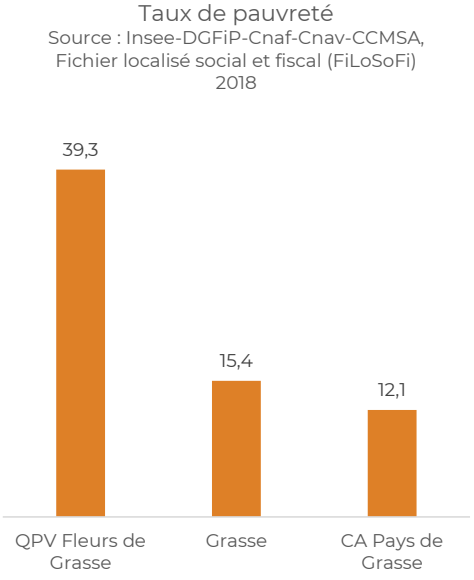
Le quartier prioritaire des Fleurs de Grasse est un quartier composé uniquement de logements sociaux détenus par 3F, construit au cours des années 1970. Il a fait l'objet d'interventions successives pour améliorer l'état du parc de logements. Il est toutefois marqué par des situations de fragilités socio-économiques, avec une population très précaire, et vieillissante.

Au regard de l'état du bâti, le bailleur et la Ville portent conjointement le projet ambitieux de rénovation urbaine.

La première phase de relogement est terminée. La phase 2 est en cours.







Les revenus des ménages sont particulièrement bas, deux fois inférieurs à la moyenne communale et intercommunale ; en parallèle, près de 40% des ménages sont sous le seuil de pauvreté (contre 15% à l'échelle communale).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Les objectifs du projet de renouvellement urbain : le choix d'une démolition totale.

Compte tenu du mauvais état du bâti et d'un souci de diversification de l'offre, le scénario de la démolition a été jugé le plus pertinent pour améliorer la qualité de vie et l'insertion urbaine du quartier les Fleurs de Grasse.
Les études urbaines ont permis de préciser ce scénario à travers un schéma directeur et un programme prévisionnel de logements et équipements.

Le projet dans les grandes lignes consiste donc à :

- La démolition des 542 logements actuel, du groupe scolaire, de la crèche et des locaux centraux ;
- La reconstruction sur site de 729 logements dont une résidence seniors, d'équipements et services publics (en rdc d'immeuble).
- Le groupe scolaire est reconstruit hors site.

Il a été acté que l'opération d'ensemble sera d'initiative privée de 3F Sud.



Source: Barriquand&Frylander, Oteis, AO Cube

La stratégie pour un meilleur équilibre de peuplement et d'attribution (CIA)

La convention intercommunale d'attributions (CIA) adoptée en mars 2023, met en évidence plusieurs enjeux en matière de peuplement du parc social.

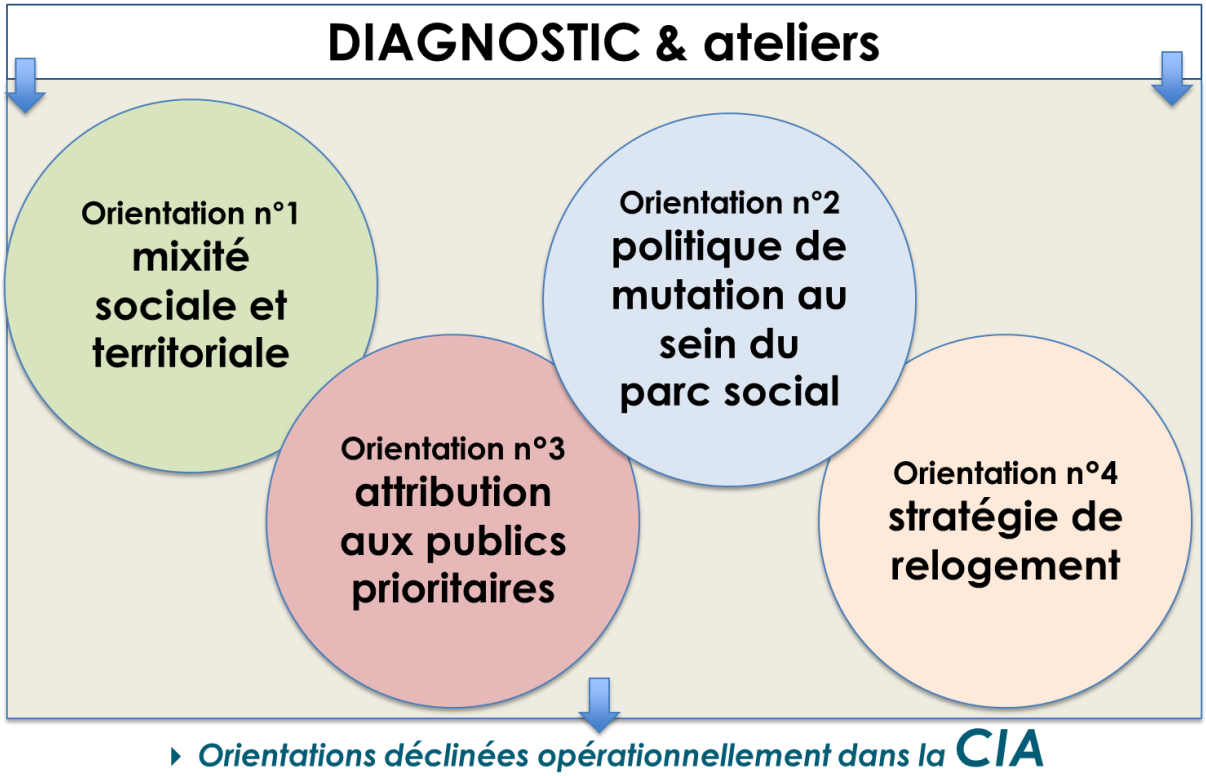
- Une **inégale présence du parc social**, qui se concentre sur le secteur dense, et particulièrement à Grasse (70% du total de l'offre)
- Des **typologies de logements peu adaptées à la demande** (un parc composé en premier lieu de T3 et + ; les petits logements sont insuffisants pour répondre à la demande.
- Les **niveaux de loyers sont globalement élevés**, hormis dans les QPV, qui souffrent d'une image dégradée et sur lesquels les attributions aux ménages les plus précaires sont limitées.
- Une **partie de la demande émane de publics prioritaires DALO**[9] (Droit au logement opposable), avec des capacités d'attributions en hausse pour ces publics au cours des dernières années. Les délais d'attribution (médian ou moyen) sont

[9] Les « publics prioritaires » : Il s'agit des publics qui doivent être logés prioritairement dans le parc social. Ces publics sont définis par l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ils sont également définis dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

parmi les plus faibles des agglomérations du département, ce qui témoigne d'une plus faible tension à l'accès au parc social sur la CA du Pays de Grasse.

Les orientations en matière d'attribution de logements sociaux



Orientation n°1 La mixité sociale & territoriale, objectifs fixés :

au moins 25% d'attribution aux ménages du 1er quartile hors QPV
parvenir à l'équilibre d'attribution (50/50) en QPV, entre les ménages des deux premiers quartiles (Q1 et Q2) et ceux relevant des deux derniers quartiles (Q3-Q4), et si possible parvenir à un équilibre d'attribution sur les 4 quartiles.
Face aux équilibres de peuplement à l'échelle des résidences, prendre en compte, au-delà de la question des quartiles de ressources, le poids des familles monoparentales, des familles nombreuses, des bénéficiaires des APL et des personnes sans emploi, déjà logées dans la résidence où un logement est à attribuer, pour ne pas ajouter de contrainte supplémentaire
Dans les résidences neuves, veiller à ce que la programmation, la politique des loyers et la concertation permette une répartition équitable entre les 4 quartiles de revenus

Orientation n°2 La politique de mutation au sein du parc social, objectifs fixés :

Travailler sur la sous-occupation des logements, après examen de la situation des grands logements occupés par des petits ménages, tout en étant vigilant sur la surface des logements et la taille des pièces
Mettre en place des mesures incitatives afin de stimuler les demandes de mutation de ménages anciennement installés

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Afin de conserver de la mixité sociale dans les quartiers, il est opportun d'examiner ces demandes de mutation qui représentent près d'un quart des demandes de logement exprimées, notamment au regard des niveaux de ressources.
Trouver des solutions inter-bailleurs et inter-réservataires pour les mutations « bloquées » Lorsqu'un bailleur ne peut trouver de réponse adaptée au ménage au sein de son parc, il peut solliciter un autre bailleur et/ou un réservataire afin de pouvoir satisfaire la demande. Les solutions auront vocation à être étudiées en commission de coordination réunissant les partenaires bailleurs (avec mise en place de la cotation).
Dans les résidences neuves, veiller à ce que la programmation, la politique des loyers et la concertation permettent une répartition équitable entre les 4 quartiles de revenus

Orientation n°3 : Les objectifs d'attribution aux publics prioritaires, objectifs fixés :

Consacrer la totalité du contingent préfectoral aux publics prioritaires Pour tout autre réservataire, consacrer a minima 25 % de ses attributions au profit des publics prioritaires [ainsi que 25% des logements non réservés].

Orientation n°4 : La stratégie de relogement, objectifs fixés :

Dans le cadre de la stratégie de relogement NPNRU sur le territoire de la CAPG :

- **Favoriser, au travers de ce relogement; un parcours résidentiel ascendant du ménage relogé**. A ce titre, pourra être mobilisé le parc social neuf, et le parc social conventionné ou réhabilité depuis moins de 5 ans.
- **Privilégier un relogement hors QPV**, sauf demande contraire du ménage.

Dans le cadre de la stratégie de relogement dans le cadre du projet urbain des Fleurs de Grasse (hors financements ANRU) :

- Formalisation d'une c**harte de relogement et d'un guide du relogement à destination des habitants** (en projet), conduite par le bailleur social 3F Sud, en articulation avec la Ville de Grasse, l'Etat et Action Logement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ce qu'il faut retenir

PARTIE 4 | *UN PARC SOCIAL QUI NE COUVRE QU'UNE PARTIE DES BESOINS*
ETAT DU PARC SOCIAL

Constats	Enjeux
Un parc social présent de longue date sur le territoire, constituant un patrimoine hérité et fragile, sur lequel portent des enjeux de rénovation voire de renouvellement. Sur le secteur des Fleurs de Grasse, 542 logements sociaux vont être démolis ; 729 reconstruits	**➔Le soutien à la réhabilitation du parc social** **➔L'apport de solutions de relogement pour les ménages dont le logement va être démoli dans le cadre du renouvellement urbain des Fleurs de Grasse**
Un développement de l'offre sous l'effet de la loi SRU, encore en deçà des besoins et des objectifs fixés	**➔Le soutien au développement du parc social sur le territoire et particulièrement au sein des communes marquées par un fort déficit de l'offre.**
Une forte pression de la demande en logements sociaux, émanant de publics seuls, de couples sans enfant et de familles monoparentales. Un manque de rotation conduisant à une pénurie de l'offre locative.	**➔L'apport de réponses aux besoins pluriels des ménages présents sur le territoire, par la mise sur le marché de produits diversifiés** **➔Le développement d'une offre adaptée à l'évolution de la cellule familiale.**
Un besoin d'accompagnement de certaines communes dans l'amélioration et la gestion de leur patrimoine communal : programmes de travaux, gestion locative, etc.	**➔La poursuite de l'accompagnement des communes dans l'intervention sur leur patrimoine communal (pôle d'appui aux communes – régie CAPG, opérateurs MOI en réhabilitation)**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PARTIE 5 | DES BESOINS EN LOGEMENTS ET HEBERGEMENTS INCLUSIFS ET SPECIFIQUES

IDENTIFICATION DES BESOINS SPECIFIQUES



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

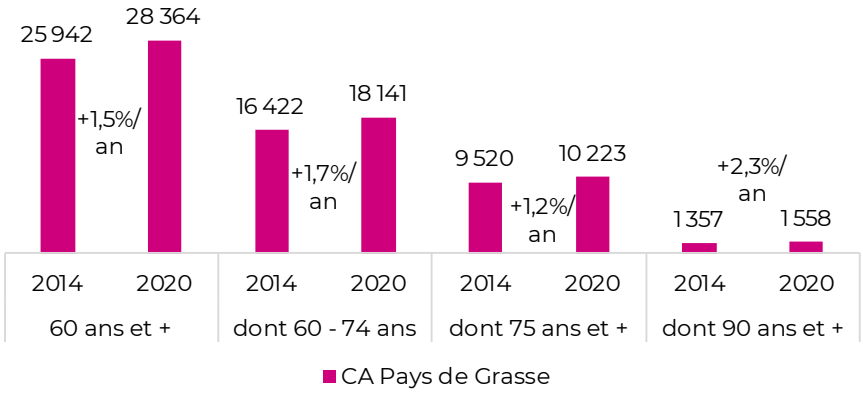
A. Des effectifs seniors importants et des besoins à couvrir

Une évolution rapide des effectifs seniors, et particulièrement des "grands seniors"

La CA du Pays de Grasse compte **plus de 28 000 personnes de plus de 60 ans**, les effectifs de cette classe d'âge évoluent rapidement (+1,5% par an), soit 2 422 personnes supplémentaires.

Cette croissance est particulièrement rapide chez les jeunes seniors (60 à 74 ans avec 1 719 personnes supplémentaires – 1,7% par an) et chez les grands seniors (+ de 90 ans avec 202 personnes supplémentaires soit 2,3% par an).

Evolution des effectifs seniors entre 2014 et 2020
Source : INSEE RP 2020



Ce vieillissement de la population engendre des besoins en logement adaptés pour cette population qui perd progressivement en autonomie.

Les seniors représentent environ 30% de la population de la CA du Pays de Grasse

- Le poids des seniors au sein de la population varie d'un secteur à l'autre : leur poids est en effet moins important sur le secteur dense (27% de la population) et plus important sur les autres secteurs, et notamment dans le Haut-Pays Nord où ils pèsent pour près de la moitié de la population (47%).

Répartition de la population par classe d'âge
Source : INSEE RP 2020



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

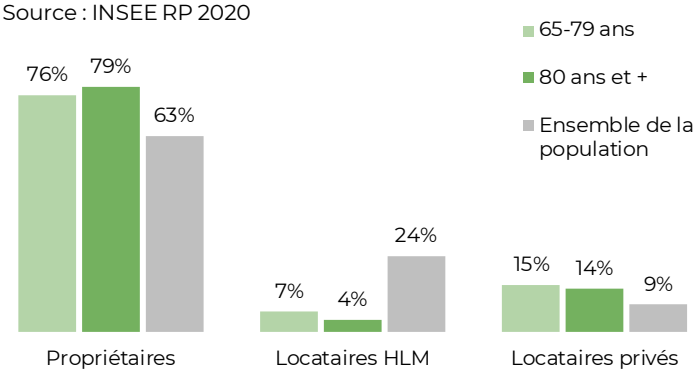
Des ménages seniors généralement propriétaires d'une maison

Plus de ¾ des seniors sont propriétaires de leur résidence principale, un niveau plus élevé que l'ensemble de la population.

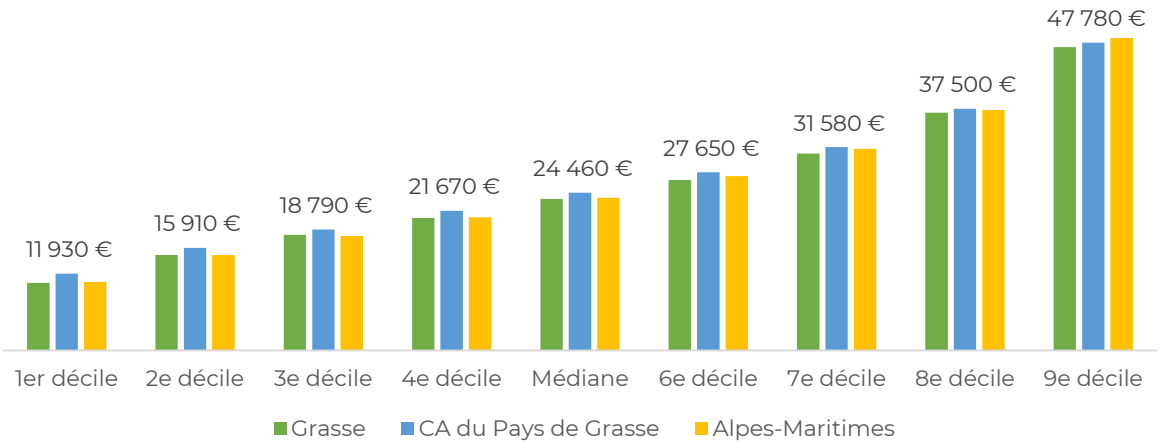
A l'inverse, les seniors sont peu présents au sein du parc locatif social, et légèrement surreprésentés au sein du parc locatif privé.

Les ménages seniors disposent de niveaux de revenus similaires à l'ensemble de la population, et comparables à la moyenne départementale.

Statuts d'occupation de la population sénior
Source : INSEE RP 2020



Revenus déclarés des ménages de + de 75 ans par UC
source : INSEE filosofi 2021



Des besoins en matière d'adaptation du logement pour le maintien à domicile

Près d'une demande de logement social sur cinq émane d'un ménage senior, avec des difficultés d'attributions plus fortes

Source : Données SNE 2022

CA du Pays de Grasse					
	Age du demandeur				
	Demandes en cours		Demandes satisfaites		Pression
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	En cours/Satisfaites
- de 20 ans	7	0%	2	0%	3,50
20 - 24 ans	152	6%	38	9%	4,00
25 - 29 ans	260	10%	63	15%	4,13
30 - 34 ans	350	13%	69	16%	5,07
35 - 39 ans	330	13%	62	14%	5,32
40 - 44 ans	314	12%	48	11%	6,54
45 - 49 ans	260	10%	37	9%	7,03
50 - 54 ans	236	9%	34	8%	6,94
55 - 59 ans	218	8%	29	7%	7,52
60 - 64 ans	183	7%	21	5%	8,71
65 - 69 ans	123	5%	15	3%	8,20
70 - 74 ans	89	3%	9	2%	9,89
75 ans et +	103	4%	5	1%	20,60

A l'échelle de la CA du Pays de Grasse, près de 500 demandes de logement social émanent de ménages de plus de 60 ans, soit près de **20% des demandes exprimées.**

Pour ces publics, l'indice de pression est supérieur à la moyenne (environ 10 demandes par attributions), avec seulement 50 demandes satisfaites.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Va pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ces difficultés d'attributions peuvent être liées au manque de logements adaptés et aux refus exprimés par les personnes âgées quant à l'offre qui leur est proposée.

Un développement de l'offre sociale dédiée aux personnes âgées :

Dans le cadre de l'OPAH intercommunale, la CAPG accompagne les ménages en situation de perte d'autonomie vers l'adaptation de leur logement pour une meilleure prise en compte des besoins favorisant le maintien à domicile avec un objectif de 50 logements améliorés sur 3 ans (30 PO très modestes et 20 PO modestes). Ces objectifs sont annuellement dépassés, et atteignent environ 45 dossiers financés/an.

Plusieurs communes portent des projets à destination des personnes âgées :

- Mouans-Sartoux : livraison en 2025 d'une résidence de 27 logements locatifs sociaux pour séniors autonomes
- La Roquette-sur-Siagne : opération en cours de 55 logements locatifs sociaux pour séniors autonomes
- A Peymeinade : **opération en cours de réalisation de** 32 logements locatifs sociaux pour séniors autonomes
- A Saint-Cézaire-sur-Siagne, projet d'une structure en habitat partagé à destination des personnes âgées, pour une dizaine de places environ.
- Valderoure : projet d'habitat inclusif d'environ 6 logements

Places en établissements d'hébergements pour personnes âgées dépendantes

Commune	Etablissement	Places
AURIBEAU SUR SIAGNE	EHPAD LA BASTIDE DU MOULIN	10
GRASSE	EHPAD L'AIR DU TEMPS -ORSAC MONTFLEURI	72
GRASSE	EHPAD LE CLOS DES VIGNES	78
GRASSE	EHPAD LES ORCHIDEES	27
GRASSE	EHPAD MAISON MADELEINE	2
GRASSE	EHPAD ORPEA LES JARDINS DE GRASSE	87
GRASSE	EHPAD PALAIS BELVEDERE	86
GRASSE	EHPAD RESIDENCE LES MIMOSAS	69
GRASSE	EHPAD RESIDENCE SOPHIE	104
GRASSE	EHPAD LE PETIT PARIS	120
MOUANS SARTOUX	EHPAD ANDRE LOUIS BIENVENU	89
MOUANS SARTOUX	EHPAD RESIDENCE VICTORIA	94
PEGOMAS	EHPAD BASTIDE DE PEGOMAS	60
PEGOMAS	EHPAD LE MAS DES MIMOSAS	4
PEGOMAS	EHPAD LES JASMINS DE CABROL	78
Total	**15 établissements**	**980**

Taux d'équipement en places d'hébergement pour personnes âgées

Territoire	Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus
CA Pays de Grasse	95,9
Alpes-Maritimes	82,1
PACA	75,9

Source : Sources : DREES, Finess ; Insee

La CA du Pays de Grasse dispose d'un très bon taux d'équipement en EHPAD, et ce malgré la nette progression des effectifs seniors sur la dernière période intercensitaire. L'offre médicalisée se concentre sur le secteur dense.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Places en résidence autonomie

Commune	Etablissement	Places
GRASSE	RESIDENCE AUTONOMIE PORTE NEUVE II	**36**
Total	**1 établissement**	**36**

Territoire	Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en non EHPAD, logements de résidences-autonomie, places USLD)
CA Pays de Grasse	3,5
Alpes-Maritimes	13,1
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	16,7

Source : Sources : DREES, Finess ; Insee

Avec une résidence autonomie localisée à Grasse, la CA du Pays de Grasse dispose d'un faible taux d'équipement hors EHPAD, en-deçà de la moyenne des territoires de comparaison. A noter que la commune de Grasse porte un projet de résidence sociale seniors avec 3F dans le cadre du renouvellement urbain sur le quartier des Fleurs de Grasse.

Résidences services seniors

Commune	Etablissement	Logements
Pégomas	Les terrasses de Fanton	**10**
Pégomas	Résidence seniors Nohée	**78**
Grasse	Résidence Sénior La Bastide des Vignes	**56**
Grasse	Emera - Résidence Séniors Anne	**19**
Grasse	Les Jardins d'Arcadie	**116**
Mouans-Sartoux	Emera - Résidence Séniors Albert	**33**
Peymeinade	*Projet de 67 lits en résidence – 17 sociaux*	***67***
Total	**6 résidences existantes 1 en projet**	**312 existantes 67 en projet**



Les jardins d'Arcadie à Grasse –, source : site internet de la résidence, propose des tarifs à partir de 837 €/mois (hors charges).

La résidence Nohée propose des logements allant du studio (1 663 €/mois loyer, charges et services inclus) au T3 (2 790 €/mois loyer, charges et services inclus).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Témoignage des acteurs et élus :

Haut-Pays Nord : les seniors souhaitent **rester sur leur commune** dans la mesure du possible, avec une solidarité qui s'exprime, par les proches ou un système d'aide à domicile. Toutefois, le portage des repas n'a pu perdurer en raison du coût que cela représente.

Haut-Pays Sud : La **mobilité** des seniors est contrainte en raison des horaires de la ligne de bus entre Grasse et Saint-Auban, qui ne leur permet pas de se rendre sur le secteur dense. Ainsi, une solidarité s'est mise en place pour assurer les trajets vers le secteur dense. Il existe également un système de transports à la demande, géré par le Conseil Départemental. Il y a également un **enjeu d'accès à l'offre médicale et à la présence de soignants sur le secteur.**

Saint-Cézaire-sur-Siagne : porte un projet d'**habitat partagé** à destination des seniors. La commune va réaliser une enquête auprès des habitants pour proposer une solution adaptée aux besoins.
Dans ce contexte, la commune a démarché Habitat 06, qui propose une résidence de 40 logements, ce qui représente un volume trop importante par rapport aux besoins de la commune.

Saint-Vallier-de-Thiey : il y a un **manque d'appartements confortables dans le centre pour les personnes âgées**, qui souhaiteraient rester sur le secteur pour bénéficier des équipements et commerces présents.

Peymeinade : il y a un **projet de résidence seniors privée et sociale** (67 lits, dont 17 sociaux)

Grasse : La commune porte un **projet d'EHPAD « hors les murs »** pour participer au maintien à domicile et désencombrer les établissements en libérant des lits d'hôpitaux.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

B. Les porteurs de handicap

En 2022, 1700 personnes bénéficiaient de l'Allocation Adulte Handicapé sur le territoire de la CAPG

	Nombre de bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés
Alpes-Maritimes	23 200
CA Pays de Grasse	1700

Source : https://paca.dreets.gouv.fr/sites/paca.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/allocation_aux_adultes_handicapes_aah__tdb_.pdf

Structures d'hébergement adaptées au handicap

Commune	Etablissement	Places
GRASSE	ESAT PRELUDE	10
GRASSE	FAM GRASSE	4
GRASSE	FOYER DE VIE MALBOSC GRASSE	91
GRASSE	LES RESTANQUES	21
LA ROQUETTE SUR SIAGNE	COMPLEXE LA SIAGNE	40
MOUANS SARTOUX	CTRE HABITAT FLEURQUIN DESTELLE	56
Total	**6 établissements**	**222**

Structures spécialisées autour du handicap mental

Commune	Etablissement	Places
GRASSE	CH DE GRASSE CENTRE DE LONG SEJOUR	18
GRASSE	IME LES CASTORS	7
GRASSE	RESIDENCE PORTE NEUVE II	10
GRASSE	ITEP MIRABEL (EP)	10
MOUANS SARTOUX	IME LES NOISETIERS	25
Total	**5 établissements**	**70**

Accueil de jour

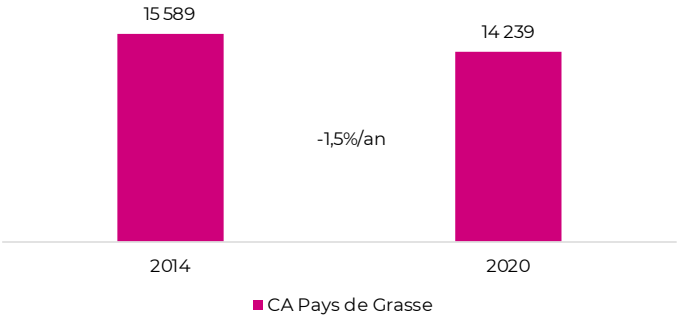
LA ROQUETTE SUR SIAGNE	ESATITUDE LA SIAGNE	143

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

C. Une érosion des effectifs jeunes sur la période récente, des besoins qui demeurent prégnants

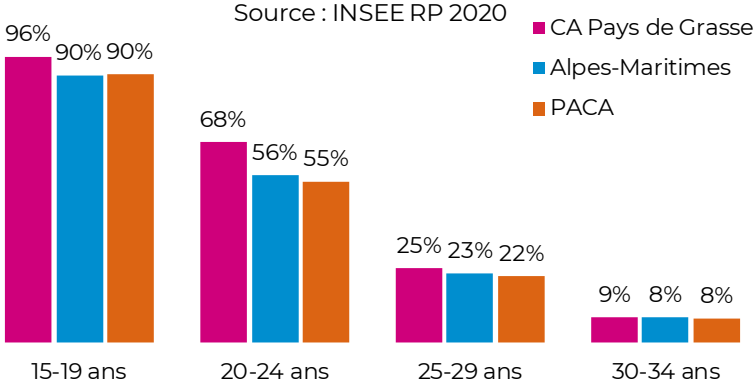
La CA du Pays de Grasse connait **une diminution des effectifs de jeunes de 15 à 29** ans sur la dernière période intercensitaire, (- 1 350 habitants) soit une baisse de 1,5% par an.

Evolution des effectifs de 15 à 29 ans
Source : INSEE RP 2020



La décohabitation des jeunes est moins rapide au sein du Pays de Grasse que sur les territoires de comparaison. Ainsi, plus de 2/3 des jeunes de 20-24 ans résident au domicile parental, contre respectivement 56% et 55% à l'échelle du département et de la Région. Cette situation peut en partie s'expliquer par la tension exercée localement sur le marché immobilier et en particulier sur le segment du locatif.

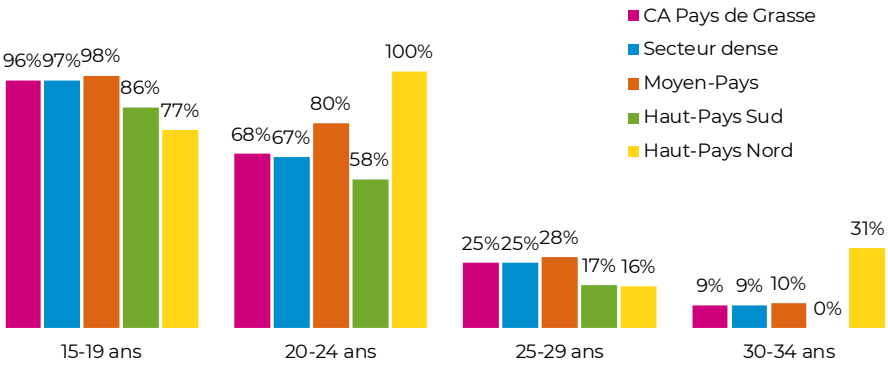
Part de la population jeune vivant au domicile parental
Source : INSEE RP 2020



A l'échelle des secteurs de l'agglomération, la décohabitation est plus rapide sur le haut-Pays entre 15 et 19 ans (départ en internat au lycée, études supérieures…) et après 25 ans.

Le moyen-pays se distingue par un phénomène de plus faible décohabitation jusqu'à 30 ans.

Part de la population jeune vivant au domicile parental
Source : INSEE RP 2020



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

L'offre en Résidences Habitat Jeunes

Commune	Etablissement	Gestionnaire	Places
GRASSE	FJT-RS CLOS NOTRE DAME	API Provence	29
MOUANS SARTOUX	FJT-RS REPUBLIQUE	API Provence	8
Total	**2 établissements**		**37**

La Résidence Habitat Jeunes« Clos Notre Dame » à Grasse propose des studios de 11 à 17 m² pour 393€ de redevance mensuelle (loyer + charges) hors prestations, des T1' de 18 à 23m² pour 522€ de redevance mensuelle (loyer + charges) hors prestations et un T1 bis de 27 m² pour 573 € de redevance mensuelle (loyer + charges). Ce foyer intègre une salle polyvalente et un espace laverie.





Crédit photos : apiprovence.org

La résidence de Mouans-Sartoux propose des studios de 14 à 21m² pour une redevance mensuelle de 415 € (loyer + charges) hors prestations, ainsi qu'un T1 bis de 27m² à 611 € (loyer + charges) hors prestations. Ce foyer n'intègre pas de salle polyvalente ni d'espace laverie.





Crédit photos : apiprovence.org

Témoignage des acteurs et élus :

Le Tignet : la commune fait part d'un besoin d'ue résidence habitat jeune sur le secteur de la Siagne.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Offre destinée aux étudiants

Selon les chiffres de Grasse Campus, le Pays de Grasse accueille 24 établissements pour un total de 40 formations de niveau bac à bac+ 5. L'acte 2 de Grasse Campus est lancé dans les locaux de l'ancienne maison des associations, cédée par le CD06 à la CAPG, afin, à terme, d'accueillir 1 000 étudiants sur un seul et même site.

En matière d'offre de logements étudiants :

- La résidence Charles Nègre, propriété de Vilogia, et gérée par Agis 06, compte 20 logements destinés à l'accueil des étudiants et des jeunes actifs, situés dans le cœur de ville, à proximité immédiate de la médiathèque.
- Un projet privé est en cours de développement : sur le site de l'ancienne prison, le projet « Neo Campus » comptabilisera une offre à terme de 77 logements de 14m² à 23m² répartis sur 2 bâtiments - neufs et rénovés. La livraison est prévue au 3ème trimestre 2025.
- Dans le cœur historique, une programmation à destination des étudiants est également prévue à l'échelle du PLH : environ 20 logements étudiants dans les îlots recyclés Médiathèque Sud et Placette dans le cadre du NPNRU.



Résidence étudiante Charles Nègre – Livrée en 2023 - Lauréat du Palmarès de l'habitat 2024





Résidence étudiante Néo Campus – en cours de commercialisation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Témoignage des acteurs et élus :

Grasse : La commune mobilise des moyens très significatifs pour transformer durablement le centre historique. Le choix d'y développer le logement étudiant en centre-ville, au sein d'une offre rénovée et de qualité, permettra d'apporter de nouveaux usages, et de favoriser la mixité sociale sur le secteur. Au-delà d'une offre nouvelle, le permis de louer permet dès à présent de sécuriser l'offre locative dans le parc ancien, tant pour le familles, que pour les étudiants et les jeunes actifs.

D. Le logement, un frein aux travailleurs « clés »

L'accès au logement, en particulier en zone tendue, constitue également une condition cruciale à l'insertion des ménages. Le logement est autant un facteur d'intégration sociale, qu'un facteur de précarisation lorsqu'il n'est pas accessible dans des conditions décentes. Ainsi, le logement sociale rend possible le maintien de certaines professions et devient un critère de compétitivité pour attirer des actifs.

Ce constat concerne aussi bien les saisonniers, les agriculteurs, les sapeurs-pompiers volontaires que les actifs en insertion professionnel dont l'activité, professionnelle pour les uns, bénévole pour les autres, impliquent une proximité avec le lieu de travail, de l'exploitation agricole ou avec la caserne d'affectation.

Les saisonniers

La problématique du logement des saisonniers est forte sur le territoire en lien avec le tourisme et surtout le secteur agricole avec les cultures de fleurs. Le volume de travailleurs saisonnier est difficile à évaluer précisément et leurs besoins en logement non permanents sont difficiles à satisfaire dans le parc de logement ordinaire.

La commune de Grasse est classée station de tourisme et doit à ce titre réaliser une convention relative à l'accueil des travailleurs saisonniers. ***Le diagnostic sur les effectifs de travailleurs saisonniers, permettra de préciser les solutions de logements.***



Travailleurs saisonniers dans une culture de fleurs à parfum à Pégomas
source : YesICannes.com .

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Témoignage des acteurs et élus :

Pégomas : il y a une dizaine de saisonniers employés sur la commune pour les activités liées aux fleurs (entre décembre et mars), ces travailleurs souhaitent se loger sur l'exploitation.
Les Mujouls : la commune met en location un gîte à destination des travailleurs saisonniers ou en mobilité (salariés du BTP notamment).
Saint-Auban : Le centre d'accueil « Terre de lacs » emploie des saisonniers, logés sur place ou au sein du camping de la commune.

Le logement des agriculteurs

La commune de Mouans-Sartoux fait remonter ces difficultés pour maintenir les exploitations agricoles sur sa commune car elle peine à attirer des agriculteurs. La difficulté d'accès à un logement à coût modéré et à proximité des exploitations agricoles est, en plus d'un foncier cher et peu disponible, un des freins majeurs à l'installation agricole sur la commune.

Un rapport réalisé en 2022 par la Maison d'Education à l'Alimentation Durable de Mouans-Sartoux, détaille plusieurs scénarios possibles dont la mise en œuvre varie selon les contraintes réglementaires existantes :

- La réservation de logements sociaux à destination des agriculteurs ;
- La mobilisation du bâti existant (privé et ou communal) ;
- L'installation d'un hameau léger agricole : en d'autres termes, l'autorisation donnée aux agriculteurs de s'installer en habitat réversible (par exemple tiny house), leur permettant d'accéder à un logement de qualité et à loyer modéré, sur une parcelle identifiée et proche de leur lieu d'exploitation ;
- L'établissement d'un partenariat financier avec la Foncière de l'association Terre de Liens.

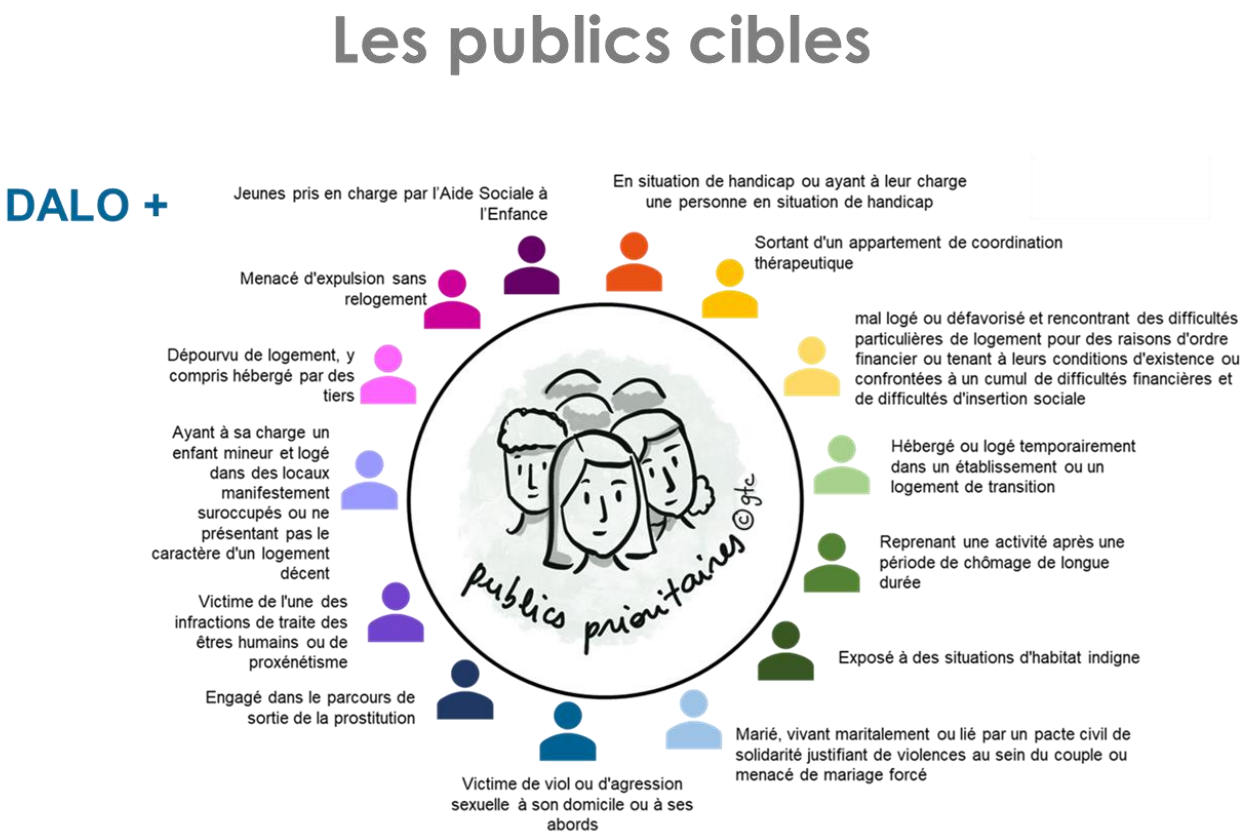
Les sapeurs-pompiers volontaires

Les effectifs de sapeurs-pompiers volontaires sont aujourd'hui en tension dans les Alpes-Maritimes, en raison de l'éloignement géographique des volontaires par rapport à leur caserne. La mobilisation du décret du 28 mars 2023 permettant de retenir "un objectif d'attribution territorialisé de logements sociaux destinés aux sapeurs-pompiers volontaires et situés à proximité des centres d'incendie et de secours" rend possible une priorisation de ces publics lors des attributions de logements.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

E. Des besoins émanant du public prioritaire avec une amélioration de leur prise en charge

Le cadre règlementaire



Droit au Logement Opposable (DALO) : La loi du 5 mars 2007 a institué le Droit Au Logement Opposable (DALO). Ce droit bénéficie aux personnes qui sont en situation de précarité face au logement : sans logement, menacés d'expulsion, mal logés, en attente d'un logement depuis un délai anormalement long, etc.. L'Etat est garant de ce droit et doit faire reloger ces personnes lorsqu'elles sont reconnues prioritaires par l'ensemble des réservataires de logements sociaux.

Les « publics prioritaires » : Il s'agit des publics qui doivent être logés prioritairement dans le parc social. Ces publics sont définis par l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ils sont également définis dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (LEC) définit un nouveau cadre d'architecture de documents réglementaires de pilotage de la politique d'attribution à l'échelle intercommunale :

- fixe un objectif annuel de 25% d'attributions au profit des ménages DALO ou, à défaut, aux publics prioritaires aux réservataires autres que l'Etat (Action Logement, collectivités) et aux logements qui ne sont pas réservés ou pour lesquels la réservation a échoué (bailleurs sociaux).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) de 2018 a mis en place deux réformes pour l'attribution de logements sociaux, la généralisation de la cotation dans les EPCI dotés d'un programme local de l'habitat (PLH) et au minimum d'un quartier prioritaire de la politique de la ville ; la généralisation de la gestion en flux des réservations de logements sociaux ; l'installation des CALEOL.

Le Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Plus Défavorisés pour la période 2022-2027

Ce 6ème Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des Alpes-Maritimes, définit, pour une période de 6 ans, la politique départementale en faveur de l'accès et du maintien dans le logement des publics défavorisés.

Les 3 axes du PDLHPD :
Axe 1 : Faire du PDLHPD un véritable espace de coordination des acteurs et des dispositifs

Axe 2 : Accompagner les parcours de la rue au logement dans une logique logement d'abord

Axe 3 : Garantir de bonnes conditions de logement aux personnes vulnérables

La CAPG participe aux différents groupes de travail du plan.

Les engagements de la CIL du Pays de Grasse

La Conférence Intercommunale du Logement du Pays de Grasse a adopté le 2 mars 2023 le document d'orientations en matière d'attributions de logements sociaux, en réponse aux ***enjeux identifiés*** en phase diagnostic :

⏭ Veiller à l'accueil des plus fragiles, notamment par la mobilisation de tous les réservataires
⏭ Favoriser la mixité sociale et les équilibres territoriaux

- **L'orientation n°1, fixe, en matière de "mixité sociale & territoriale" les objectifs suivants :**

- au moins 25% d'attribution aux ménages du 1er quartile hors QPV
- parvenir à l'équilibre d'attribution (50/50) en QPV, entre les ménages des deux premiers quartiles (Q1 et Q2) et ceux relevant des deux derniers quartiles (Q3-Q4), et si possible parvenir à un équilibre d'attribution sur les 4 quartiles
- Face aux équilibres de peuplement à l'échelle des résidences, prendre en compte, au-delà de la question des quartiles de ressources, le poids des familles monoparentales, des familles nombreuses, des bénéficiaires des APL et des personnes sans emploi, déjà logées dans la résidence où un logement est à attribuer, pour ne pas ajouter de contrainte supplémentaire
- Dans les résidences neuves, veiller à ce que la programmation, la politique des loyers et la concertation permette une répartition équitable entre les 4 quartiles de revenus.

- **L'Orientation n°2, "La politique de mutation au sein du parc social" :**

- Travailler sur la sous-occupation des logements, après examen de la situation des grands logements occupés par des petits ménages, tout en étant vigilant sur la surface des logements et la taille des pièces
- Mettre en place des mesures incitatives afin de stimuler les demandes de mutation de ménages anciennement installés - Afin de conserver de la mixité sociale dans les quartiers, il est opportun d'examiner ces demandes de mutation qui représentent près d'un quart des demandes de logement exprimées, notamment au regard des niveaux de ressources.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- *Exemple* : volonté du ménage d'obtenir un logement réhabilité récemment ou en fonction d'une localisation choisie au sein du quartier. Notamment dans les cas de sous-occupation de leur logement et dans un souci de parcours résidentiel dans le logement social (écrire aux petits ménages occupant un grand logement, proposer une pièce supplémentaire et valoriser l'offre de services à proximité du nouveau logement)
- Trouver des solutions inter-bailleurs et inter-réservataires pour les mutations « bloquées » - Lorsqu'un bailleur ne peut trouver de réponse adaptée au ménage au sein de son parc, il peut solliciter un autre bailleur et/ou un réservataire afin de pouvoir satisfaire la demande – notamment en cas de besoin d'un logement adapté au handicap ou perte d'autonomie. Les solutions auront vocation à être étudiées en commission de coordination réunissant les partenaires et les bailleurs.
- Dans les résidences neuves, veiller à ce que la programmation, la politique des loyers et la concertation permette une répartition équitable entre les 4 quartiles de revenus

- **Orientation n°3, "Les objectifs d'attribution aux publics prioritaires" :**

- Consacrer la totalité du contingent préfectoral aux publics prioritaires - Pour tout autre réservataire, consacrer a minima 25 % de ses attributions au profit des publics prioritaires [ainsi que 25% des logements non réservés].

- **Orientation n°4, "La stratégie de relogement" :**

- LA STRATEGIE DE RELOGEMENT NPNRU : le projet retenu au titre du NPNRU inscrit dans la convention pluriannuelle signée le 28/04/2020 nécessite la prise en compte d'1 relogement de propriétaire occupant qui fera l'objet d'une vigilance toute particulière. - LA STRATEGIE DE RELOGEMENT DANS LE CADRE DU PROJET URBAIN DES FLEURS DE GRASSE : l'ensemble immobilier Les Fleurs de Grasse, composé de 542 logements locatifs sociaux détenu par l'organisme du logement social 3F Sud, fait l'objet, depuis 2017, d'une réflexion à ce jour bien avancée sur le devenir du site, visant à enrayer le processus de paupérisation et à résoudre les dysfonctionnements techniques et sécuritaires. Aussi, sur la base d'échanges avec les habitants, les acteurs ont retenu un scénario volontariste de renouvellement global, incluant 3 phases de démolition pour reconstituer un ensemble mixte de logements, équipements, commerces. En articulation étroite avec la Ville de Grasse, l'Etat, les bailleurs et Action Logement, le bailleur définit une stratégie de relogement qui sera formalisée au sein d'une charte de relogement et d'un guide du relogement à destination des habitants.

La (CIL) du 2 mars 2023 a également approuvé les termes de la **Convention Intercommunale d'Attribution (CIA)** pour la période 2023-2028, traduction opérationnelle des orientations de la CIL, visant à améliorer la mixité sociale dans l'occupation du parc social, l'équilibre entre les territoires, et à optimiser le processus d'attribution. Les signataires de la CIA sont la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, les communes, les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux Etat, Action Logement :

> **Engagement n°1** - Conforter la concertation entre réservataires, communes et bailleurs via la commission de coordination comme instance de concertation tripartite – réservataire, bailleur – commune;
>
> **Engagements n°2 et n°3** - En faveur des objectifs d'attributions en QPV et hors QPV, et en faveur des publics prioritaires, en optimisant la répartition selon les quartiles de ressources, en identifiant les résidences pouvant accueillir des ménages du 1er quartile hors QPV au vu des montants de loyers et l'équilibre d'occupation, en construisant le référentiel partenarial des résidences, et en clarifiant la stratégie d'attributions au sein des résidences neuves.
>
> **Engagement n°4** - En faveur de la fluidification des parcours résidentiels des locataires du parc social, en mettant en place notamment des moyens partenariaux pour prévenir les expulsions locatives, et des mesures incitatives pour stimuler les

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

demandes de mutation particulièrement provenant de ménages en sous-occupation

Engagement n°5 - Mettre en œuvre des actions de prévention destinées à anticiper les éventuelles difficultés des locataires, et améliorer leur accompagnement social, notamment créant un *guide de l'accompagnement social* existant sur le territoire ;

Engagement n°6 - Améliorer le fonctionnement des commissions d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements (CALEOL), notamment en mettant en œuvre des moyens pour en simplifier le process, et tendre, autant que faire se peut, vers une harmonisation des méthodes**.**

Enfin, le **Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs** (PPGDID) décline ces orientations et engagements en cinq mesures :

- Les modalités d'accueil, d'information et d'enregistrement du demandeur ;
- La gestion partagée de la demande ;
- La prise en charge des situations prioritaires ;
- La cotation de la demande, via un système de cotation transparent auprès du grand public ;
- La mise en place de bilan et d'indicateurs d'évaluation du PPGDID.

Le profil des ménages prioritaires sur le territoire

	Ménages sous le seuil de pauvreté en 2021		Ménages sous plafonds PLAI en 2021 (<60% des plafonds HLM)		Taux de chômage en 2021	Bénéficiaires RSA en 2022	Foyers bénéficiaires aide au logement (CAF)	Population couverte par une aide au logement
CAPG	6605	**13,9%**	9506	**20,0%**	11,0%	1295	2540	5505
CAPG hors Grasse	2835	11,7%	4207	17,4%	9,3%	525	860	1830
Grasse	3770	**16,2%**	5299	**22,7%**	12,8%	770	1680	3675
Secteur dense	5507	13,9%	7956	20,1%	11,1%	1095	2410	5245
Moyen-Pays	749	11,9%	1047	16,7%	9,2%	125	85	185
Haut-Pays Sud	266	**20,3%**	385	**29,4%**	14,9%	60	40	70
Haut-Pays Nord	59	**22,1%**	59	**22,1%**	15,4%	15	5	5
Alpes-Maritimes	91818	16,1%	129047	22,7%	8,9%	19660	100970	217825
PACA	414730	17,0%	578735	23,7%	9,2%	148835	568900	1286675

La population du territoire de la CAPG semble moins précarisé que sur le département ou la région, mais au vu du coût de la vie dans les Alpes-Maritimes et en particuliers les coûts liées au logement, cela accrue la précarité des ménages les plus pauvres.

Au niveau de la CAPG, les indicateurs sont en baisse comparés à la période précédente. Depuis 2013, une baisse des ménages sous le seuil de pauvreté (-2 points), des ménages sous plafond PLAI (-7 points) et un taux de chômage stable (11%).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Grasse concentre une grande partie des ménages fragilisés (16,2% des ménages sous le seuil de pauvreté), mais on constate une baisse des indicateurs sur ce secteur par rapport à 2013.

La précarité demeure importe sur le Haut-Pays même si les volumes sont limités puisque cela représente 444 ménage sous le seuil de pauvreté.

Les attributions DALO en 2024

	Nombre de demandeurs	dont demandeurs DALO	Nombre d'attributions	Dont attributions DALO	Part des attributions DALO
CAPG	3081	102	385	24	6,2%

Source : données DDETS/DREAL PACA et SNE

En 2024, 8 ménages ont été reconnus « prioritaires et urgent » au titre du DALO par la Commission.

En 2024, 24 relogements DALO ont été effectués (soit 6,2% des attributions). Par ailleurs au premier semestre 2025, il y avait un stock de 102 ménages DALO demandant un relogement sur une commune de la CAPG.

A l'échelle du département des Alpes-Maritimes, 555 attributions DALO ont été faites en 2024, sur 3 553 attributions soit 15,%.

Délais d'attribution

	Nb de jours médian relogement	Nb de jours moyen relogement	Total de relogement
CA Cannes Pays de Lérins	217	374	71
CA de la Riviera Française	239	265	32
CA de Sophia Antipolis	227	411	58
CA du Pays de Grasse	161	197	36
CA du Pays des Pallions	128	236	5
Métropole Nice Côte d'Azur	259	437	325

Source : données DDETS/DREAL PACA et SNE

Les délais d'attribution (médian ou moyen) sont parmi les plus faibles des agglomérations du département, ce qui témoigne d'une plus faible tension à l'accès au parc social sur la CA du Pays de Grasse.

En outre, les attributions au bénéfice des autres publics prioritaires sur le territoire intercommunal sont les suivantes :

- 10 familles relevant de la MDPH se sont vu attribuer un logement.
- 71 ménages ont pu être relogés via le contingent préfectoral dont 37 reconnus DALO.
- Ainsi que 25 ménages relevant des critères de la loi ELAN dans le cadre de l'accès au logement (public hébergé, rencontrant un handicap, en situation d'expulsion locative, en surpopulation locative).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

L'offre de logement et d'hébergement pour les ménages précaires

Nombre de places totales :

	CA du Pays de Grasse	Alpes-Maritimes
Logements adaptés	196	2 068
Hébergements d 'urgence	119	2 339

Sources SI-SIAO – Février 2025

Résidence sociale

Commune	Etablissement	Places
GRASSE	RESIDENCE SOCIALE CHIRIS	19
GRASSE	RESIDENCE SOCIALE L'ESCALE SEMARD	14
GRASSE	RESIDENCE SOCIALE ST EXUPERY	214
GRASSE	RESIDENCE ZELTER	51
Total	**5 établissements**	**298**

Le territoire compte une maison relais – pension de famille

GRASSE	MAISON RELAIS CLOS NOTRE DAME	20

Les places CHRS sur la CAPG

CHRS INSERTION	41
CHRS STABILISATION	10
CHRS JEUNE	4
CHRS URGENCE	10
Total	65

Des offres spécifiques de l'association HARPEGES

En plus de l'offre de place en RS, l'association propose sur le territoire de la CAPG des places en Hébergement d'urgence (HU) et des places en Centre hébergement Alternatif Mère enfants (CHAME).

Focus : Intermédiation Locative, un outil pour capter du logement très social dans le parc privé

L'intermédiation locative est un système qui permet, grâce à l'intervention d'un tiers social (opérateur, organismes agréé par l'État ou association agréée par l'État), de sécuriser et de simplifier la relation entre le locataire et le bailleur. Elle repose sur un principe solidaire : les logements sont loués à des ménages en grande précarité, sortant par exemple des dispositifs d'hébergement et ne trouvant pas de logement sur le marché.

220 logements en IML dans les Alpes- Maritimes en 2024.

44 logements en IML sur la CA du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Deux principales associations œuvrent sur la territoire de la CAPG, AGIS 06 et SOLIHA PROVENCE sont des agences immobilières à vocation sociale. L'agence loue les logements aux propriétaires, puis les sous-louent aux bénéficiaires, au travers le Service d'Intégration d'Accompagnement et d'Orientation (SIAO).

L'association accueille un public qui n'offre pas de garanties matérielles du fait de ses ressources faibles et précaires, refusé dans le secteur locatif privé et même public, en situation d'isolement social et culturel.

Taux d'équipement en places d'hébergement (structures d'insertion, logement accompagné – maison relais et FJT – cf infra)

	CA Pays de Grasse	Alpes-Maritimes	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes	4,6	1,4	1,3

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2022 ; DREETS ; DGCS

Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO)

Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) est un dispositif phare du service public « de la rue au logement ». Son rôle principal est de centraliser et d'orienter au niveau départemental les demandes d'hébergement, de logement adapté et d'accompagnement transmises par les services sociaux ou issues des appels au « 115 ». Il contribue à la construction des parcours des personnes sans logement, risquant de l'être ou en situation de « mal logement ».

Cela est rendu possible par la mise en réseau des acteurs de l'accueil, de l'hébergement, de l'insertion et du logement autour du SIAO en tant que plateforme départementale unique.

L'objectif du SIAO est de simplifier les démarches d'accès à l'hébergement ou au logement ordinaire ou adapté pour les personnes sans domicile fixe ou sortants de structure, et simplifier l'intervention des travailleurs sociaux qui les accompagnent. Depuis 2011, la CAPG assure, par délégation de l'Etat, la gestion du SIAO sur son territoire.

La gestion du SIAO permet de connaître l'état des demandes d'hébergement et des solutions proposées en sortie d'hébergement (intermédiation locative ou logement social).

Ainsi, la situation au 31/12/2024 est la suivante, **196 ménages ont sollicité le SIAO, antenne CAPG dont :**

- 75 ménages sont toujours en file d'attente active pour une solution d'hébergement
- 66 ménages ont abandonné leur demande
- 5 ménages ont refusé une solution proposée
- 50 ménages ont trouvé une solution

Dans le cadre de la **plateforme logement**, 8 ménages ont eu une solution de relogement au travers d'une intermédiation locative.

Enfin, 15 ménages sont sortis de structure d'hébergement. Parmi ces ménages, 10 d'entre eux ont été relogé dans le parc public, 3 ménages ont été relogés en IML et 2 ménages ont quitté l'hébergement par leurs propres moyens.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Commission de Coordination des Actions de Préventions de Expulsions (CCAPEX) copiloté par l'Etat et la CAPG a vocation à coordonner, évaluer, et orienter les actions de prévention des expulsions.

F. L'accueil des gens du voyage

« Des stationnements illicites générés par une offre d'accueil insuffisante et l'absence d'une prise en compte des besoins relevant de l'ancrage territorial »

« Le secteur du pays grassois englobant la zone littorale du Pays de Lérins : dépourvu d'équipement agréé, ce territoire est néanmoins parcouru par des groupes nationaux et locaux. Si ceux-ci peuvent trouver une solution de stationnement temporaire sur le terrain d'accueil non homologué de Mouans-Sartoux, l'insuffisance de l'offre oblige la plupart d'entre eux à négocier avec les édiles locaux pour obtenir des autorisations de stationnement ou bien en dernier recours à stationner de manière illicite sur différents lieux interstitiels du territoire. A titre d'exemple, un site a longtemps été mis à disposition par la Ville de Grasse pour organiser l'accueil temporaire de ces groupes à Roquevignon[10]. »

Un regroupement de près de 80 caravanes a eu lieu en début d'année 2022 sur un site de travaux en cours sur la commune de La Roquette-sur-Siagne[11]. Deux types de groupes de voyageurs distincts dans leur fonctionnement ont été identifiés :

- Des sous-groupes familiaux qui sont réunis faute de lieu de stationnement, mais qui ne sont pas établis dans les Alpes-Maritimes. Certains ont des attaches avec la région parisienne, d'autres avec la région lyonnaise ou bien avec la région toulonnaise. Ce groupe se répartit en deux catégories :
    - Ceux qui vont quitter le département à la fin du stationnement.
    - Ceux qui vont chercher à rester sur le territoire certainement parce qu'ils y ont des activités professionnelles en cours. Apparemment ce groupe est plutôt minoritaire.

- Des sous-groupes originaires des Alpes-Maritimes et qui manifestement se sont greffés sur ce site, soit par effet d'aubaine, soit parce qu'ils ne peuvent pas payer l'aire d'accueil. Certains de ces groupes familiaux présentent des signes extérieurs de précarisation. Ils n'y sont pas majoritaires mais partir du site nécessite qu'ils repèrent un autre endroit pour stationner à défaut de places disponibles sur les aires d'accueil.

Cette disparité des situations au travers d'un même arrêt subi sur le département, à une période où les flux sont plutôt ralentis, met en exergue des stratégies de réponses locales au manque de solutions disponibles. Ce regroupement de sous-ensembles familiaux aussi divers pour tenir un temps de stabilité est caractéristique d'une stratégie d'alliances circonstancielles.

Les installations de ces trois dernières années en illicite ou après réquisition, ont essentiellement eu lieu sur les territoires de la CAPG et de la CACPL. Sur le premier territoire, elles ne semblent pas correspondre à une véritable volonté de séjour, mais résulter plutôt

[10] Ce site n'est désormais plus disponible suite à l'avis défavorable à l'installation de Gens du voyage émis par l'ARS car le site est situé dans le périmètre de protection rapprochée de la source de la Foux.
[11] Cette situation est récurrente d'une année sur l'autre d'après M. le maire de la commune de La Roquette-sur-Siagne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

du blocage des convois à l'entrée du département, alors conduits à orienter leur trajectoire en direction de Grasse.

« Des implantations localisées sur des secteurs précis »

Le Pays de Grasse : hormis la ville de Grasse qui fait office de ville-centre et qui est concernée par une implantation ancienne, ce secteur est plutôt concerné par des installations diffuses sur les autres communes.

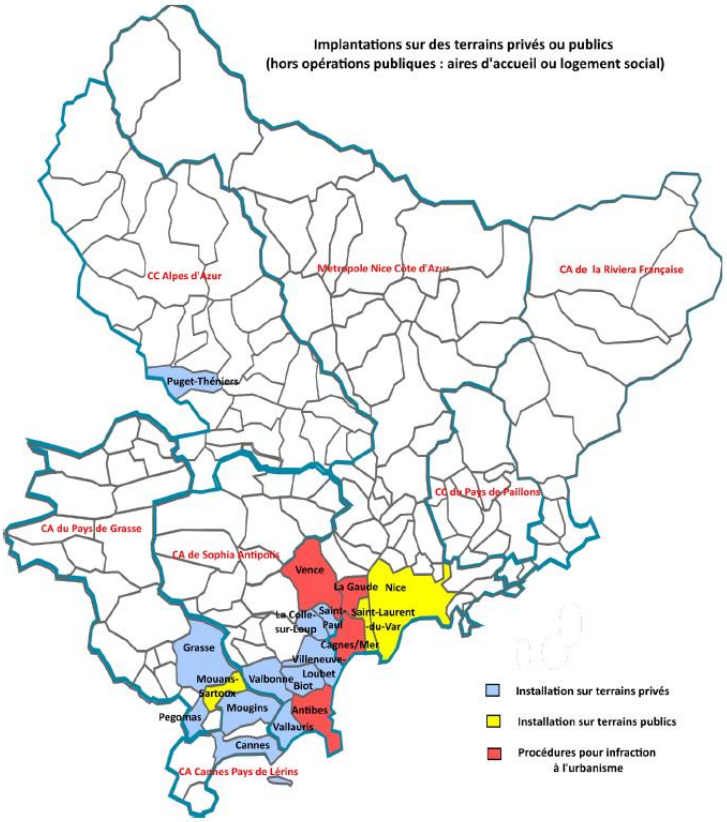


Illustration 6: Implantations sur des terrains publics ou privées

La domiciliation des gens du voyage dans les Alpes-Maritimes : un rôle central dans l'accès aux droits des gens du voyage

Si des CCAS ne domicilient pas directement des gens du voyage, en revanche ils jouent un rôle ressource dans l'accompagnement administratif en assumant une fonction d'orientation et d'écrivain public comme à Grasse ou bien à Mouans-Sartoux. Cela concerne souvent des familles identifiées sur le territoire, à la recherche d'un lieu ressource pour leurs démarches. Certaines familles sédentaires même n'ayant pas obtenu la reconnaissance de leur habitat peuvent solliciter des organismes domiciliataires.

Etat des aires permanentes d'accueil sur le territoire.

Aucune nouvelle aire permanente d'accueil n'a été réalisée durant la période d'application du schéma départemental adopté en 2015 et aucun projet n'est aujourd'hui engagé. Le nombre d'aires disponibles s'élève donc toujours à trois. **A noter qu'un terrain non homologué est mis à disposition de petits groupes d'une dizaine de caravanes par la commune de Mouans-Sartoux.**

EPCI	Localisation	Gestion	Capacité en places	Tarifs fluides	Droit d'usage et caution	Durée de séjour autorisée
CAPG	Mouans-Sartoux	Régie communale	15 max	Compris dans le forfait	Forfait de 230 €/semaine pour l'ensemble du groupe occupant l'aire 360 € de caution	4 semaines maximum renouvelable 1 fois

Mouans-Sartoux a conservé la régie directe et a maintenu la gestion à une échelle communale malgré la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui a transféré au 1er janvier 2017 la compétence « accueil des gens du voyage » aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). La situation de cette aire d'accueil reste particulière puisque l'équipement n'est pas homologué.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Le terrain d'accueil non homologué de Mouans-Sartoux au regard de la pertinence de son maintien en tant qu'équipement d'accueil des petits groupes devra être rénovée pour répondre aux nouvelles exigences techniques et administratives d'aménagement issues du décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019.

Concernant le terrain d'accueil de Mouans-Sartoux, sans être une aire validée, son fonctionnement spécifique favorise un taux d'occupation élevé (61% en 2020 et 98% en 2021). Mais en parallèle ce taux est significatif du manque d'équipement sur le département car elle fonctionne comme un lieu de délestage des aires officielles mais aussi des stationnements précaires.

Etat des terrains familiaux sur le territoire.

Mouans-Sartoux – Terrain public de la ville sur la zone du Tiragon, occupé par une même famille depuis les années 1980 et formalisé par une convention, situé route de Pégomas en contrebas de l'aire d'accueil suite à la négociation d'une convention d'occupation aujourd'hui échue. Ce site ne répond pas aux dispositions du décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux TFLP.

Dans son rapport de visite du 14 mars 2019, la DDTM indique que le terrain est muni de deux blocs sanitaires avec WC à la turque, douche, bac à laver, cumulus, compteur électrique, blocs de prises électriques. Ces installations étant anciennes et en mauvais état et les branchements électriques dangereux, les services de l'État invitent le maire, « dans le cadre de la renégociation de la convention d'occupation, à faire procéder à un diagnostic technique des installations et à se rapprocher des services pour avoir une convention compatible aux normes actuelles ». Il est par ailleurs rappelé à la commune que « ce sont désormais les EPCI qui sont compétents en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil et de terrains familiaux. »

Les prescriptions du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2023 – 2029

Réalisation d'aires d'accueil

Le schéma prescrit la réalisation de 3 aires d'accueil sur la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (communes inscrites : 24 places à Peymeinade / 20 places à Pégomas / 20 places à Mouans-Sartoux).

Ces inscriptions sont à positionner en tenant compte des problématiques de sédentarisation recensées sur la plupart des communes concernées. Prise en compte qui implique l'implantation des aires d'accueil sur des secteurs autres que ceux concernés par ces sédentarisations problématiques sous peine de voir, ces équipements détournés de leur objet, voire dégradés pour en interdire l'usage. Ces réflexions posent l'enjeu de l'engagement parallèle de procédures visant à inscrire les familles locales implantées en situations anormales dans une procédure de normalisation à travers des terrains familiaux ou d'habitats adaptés.
Outre l'amélioration des conditions de vie des ménages concernés, cette démarche a pour objet de restituer aux équipements existants leur vocation d'accueil exclusif des itinérants et d'absorber la majeure partie des stationnements illicites.

EPCI compétent au 1er janvier 2017	Prescription 2023-2029	Localisation	Capacité	
			Nombre places	Nombre emplacements
CA Pays de Grasse	3 APA	Peymeinade	24	12
		Pégomas	20	10

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		Mouans-Sartoux	20	10

Les besoins en TFLP (terrains familiaux locatifs Publics)

Les prescriptions opposables en terrains familiaux locatifs publics, comme les aires d'accueil et terrains de grand passage, relèvent en investissement et fonctionnement des EPCI sur lesquels elles sont prescrites. Pour autant l'indication des EPCI et des communes identifiées ne restreint pas la réalisation aux seules communes identifiées dans la mesure où ces ancrages d'opportunité s'inscrivent sur un territoire plutôt que sur une commune. Les TFLP sont prescrits en unités de vie pouvant compter de 2 à 6 places de caravanes. L'échelle qui apparaît la plus pertinente en termes de gestion courante et de contrôle des charges par les locataires est de 4 places de caravanes *(financement et normes techniques identiques aux aires d'accueil – décret 2019-1478)* qui permettent l'installation courante d'un ménage titulaire ainsi que l'accueil familial maximal de 2 ménages s'ils ont une seule caravane ou 1 ménage s'il se déplace avec 2 caravanes.

EPCI compétent au 1er janvier 2017	**Prescription 2023-2029 Nb TFLP prescrit**
La Roquette-sur-Siagne	5
Peymeinade	5
CA Pays de Grasse	10

Aire de Grand Passage

Le schéma départemental prescrit la création d'une aire de grand passage au sein pôle métropolitain Cap Azur (sur le territoire CACPL /CAPG / CASA), dont le lieu est à proposer par les EPCI avant l'été 2024.

Implication des communes de plus de 5 000 habitants dans le schéma

Commune	APA nombre de places	**TFLP nb de place**	**Participation autre**
Grasse	-	-	Réaménagement du Plan de Grasse
La Roquette-sur-Siagne	-	5	-
Mouans-Sartoux	APA de 20 places	-	Requalification du TFLP existant zone du Tiragon
Pégomas	APA de 20 places	-	-
Peymeinade	APA de 24 places	5	-
CA Pays de Grasse	3 APA / 64 places	10	-

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Ce qu'il faut retenir

PARTIE 5 | DES BESOINS EN LOGEMENTS ET HEBERGEMENTS INCLUSIFS ET SPECIFIQUES

IDENTIFICATION DES BESOINS SPECIFIQUES

Constats	Enjeux
Une hausse plus rapide des effectifs seniors conduisant à un vieillissement de la population et à une évolution des besoins en logements. Un maintien à domicile qui implique parfois des adaptations : (aides au maintien à domicile : travaux, soins…). Une offre suffisante en EHPAD, mais des manques de logements adaptés	**➔L'anticipation des besoins locaux.** **➔L'accompagnement au maintien à domicile dans de bonnes conditions.** **➔Le développement de solutions alternatives à l'EHPAD : habitat inclusif ou résidence dédiée, logement social classique, en tenant compte de la spécificité du modèle des opérations de logements à destination des personnes âgées (investissement et fonctionnement)**
Une bonne couverture en structures dédiées pour les publics en situation de handicap, mais des besoins qui demeurent dans l'adaptation de l'offre de logements.	**➔L'anticipation et l'amélioration de la connaissance des besoins locaux.**
Une offre étoffée et diversifiée pour l'hébergement, gérée par différents acteurs et notamment des agences immobilières à vocation sociale, pouvant mobiliser des logements au sein du parc privé	**➔Le soutien aux solutions d'hébergement / d'intermédiation locative pour loger des publics précaires / fragiles au sein d'une offre diffuse et sécurisée.**
Une offre en Habitat Jeunes peu présente sur la vallée de la Siagne. Un fort développement ces dernières années de l'offre à destination des étudiants dans le centre-ville de Grasse Un accueil de travailleurs saisonniers en lien avec l'activité touristique et la culture des fleurs à parfum.	**➔La connaissance fine des besoins en main d'œuvre saisonnière et de ses conditions de logements.** **➔Accompagner les bailleurs et les gestionnaires dans la commercialisation des logements étudiants afin de limiter la vacance.** **➔La réflexion sur le développement d'une offre dédiée aux jeunes et aux publics en mobilité / location de courte durée.**
Des prescriptions relatives à l'accueil des gens du voyage partiellement réalisées	**➔L'identification de gisements fonciers propices à l'accueil des GDV et pouvant être maîtrisés par les collectivités.** **➔La réalisation de l'offre prescrite pour être en conformité avec le SDAGDV.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074



PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DU PAYS DE GRASSE 2025-2030

DOCUMENT 2 | ORIENTATIONS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Table des matières

Préambule **3**

A. Une approche des besoins en logements 3

B. Une approche des besoins sociaux sur le Pays de Grasse 7

C. Le scénario de développement pour le territoire 7

Axe 1 : Produire les logements nécessaires pour répondre aux besoins en cohérence avec les réalités du territoire **10**

Axe 2 : Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages **19**

Axe 3 : Agir sur le parc existant pour des logements de qualité **26**

Axe 4 : Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat **32**

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : CITADIA

Co-financement : Région Sud PACA RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

PLH
2025 - 2030

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Préambule

Un document d'orientations pour guider la politique à conduire

Le présent document traduit les ***Orientations Stratégiques*** du PLH de la Communauté d'Agglomération pour la période 2025-2030. Ces objectifs et ces principes tiennent compte des dynamiques démographiques et économiques, de l'évaluation des besoins actuels et futurs en logement et hébergement, de la structuration territoriale (équipements, transports, services) et des capacités de développement et la dynamique de projets exprimées par les acteurs, partenaires et les communes.

REFERENCE | Article L302-1 du code de la construction et de l'habitation

« Le document d'orientations énonce, au vu du diagnostic, les principes et objectifs du programme local de l'habitat et indique notamment :

- *Les principes retenus pour permettre, dans le respect des objectifs de mixité sociale dans l'habitat, une offre suffisante, diversifiée et équilibrée des différents types de logements sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat ;*
- *Les principes retenus pour répondre aux besoins et, notamment, à ceux des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;*
- *Les axes principaux susceptibles de guider les politiques d'attribution des logements locatifs sociaux ;*
- *Les communes et, le cas échéant, secteurs géographiques et les catégories de logements sur lesquels des interventions publiques sont nécessaires ;*
- *La politique envisagée en matière de requalification du parc public et privé existant, de lutte contre l'habitat indigne et de renouvellement urbain, en particulier les actions de rénovation urbaine au sens du chapitre II de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 et les actions de requalification des quartiers anciens dégradés au sens de l'article 25 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;*
- *Les principaux axes d'une politique d'adaptation de l'habitat en faveur des personnes âgées et handicapées ;*
- *Les réponses apportées aux besoins particuliers de logement des jeunes, et notamment des étudiants.*
- *Les principaux axes d'une stratégie foncière en faveur du développement de l'offre de logement dans le respect des objectifs de lutte contre l'étalement urbain définis par le schéma de cohérence territoriale »*

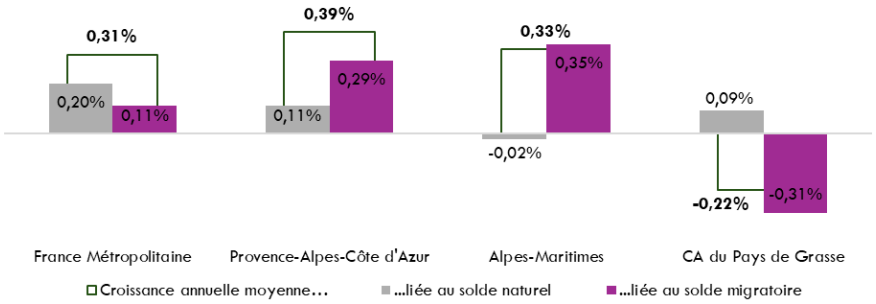
A. Une approche des besoins en logements

Des besoins en logements liés aux dynamiques démographiques et économiques

La dynamique démographique en léger déclin sur la période récente s'explique notamment par un solde migratoire qui devient négatif (-0,3%). Or, ***cette situation est paradoxale compte-tenu du dynamisme économique du territoire*** et de sa proximité avec les bassins d'emplois de la Côte d'Azur (Cannes, Sophia-Antipolis, Nice). Ainsi, l'ensemble des besoins en logements n'a pu être satisfait, au regard d'une offre incomplète, se traduisant par une difficulté à maintenir le territoire attractif pour les jeunes et les familles avec enfants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Moteurs de la dynamique démographique entre 2015 et 2021
Source : INSEE RP 2021



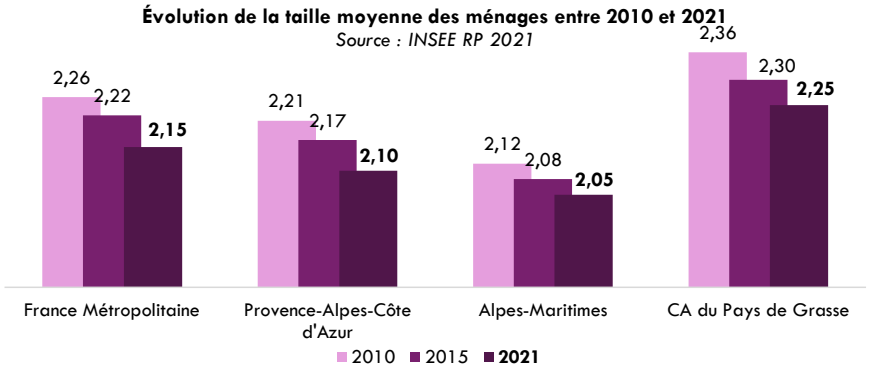
➔ Constat n°1 : la dynamique démographique est à rebours du potentiel du territoire.

Des profils de ménages en mutation

La baisse généralisée de la taille moyenne des ménages se traduit par une augmentation du nombre de ménages et donc un accroissement des besoins en logements. Sur la période 2010-2021, 191 résidences principales ont été créées annuellement par le phénomène de desserrement.

Le territoire présente un profil de moins en moins familial comme en témoigne la part des petits ménages :	*32 % de ménages unipersonnels et 28 % de couple sans enfants.*
Toutefois, des ménages familiaux demeurent présents sur le territoire :	38 % avec 28 % de couples avec enfants et 10 % de familles monoparentales.

Évolution de la taille moyenne des ménages entre 2010 et 2021
Source : INSEE RP 2021



➔ Constat n°2 : le desserrement des ménages constitue le premier besoin en logement localement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

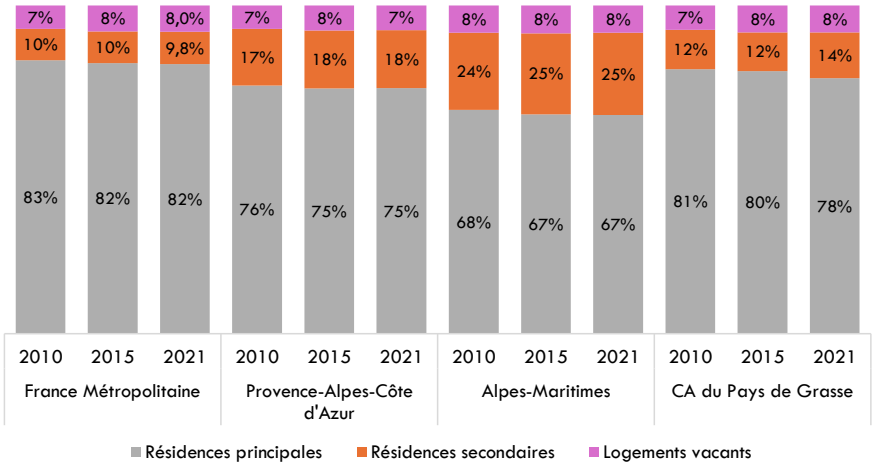
Une évolution de l'usage du parc de logements, en faveur des résidences secondaires et en dépit des résidences principales sur la période récente

A l'instar du département et de la région, le territoire du Pays de Grasse est marqué par une hausse des logements occupés ponctuellement ou vacants.

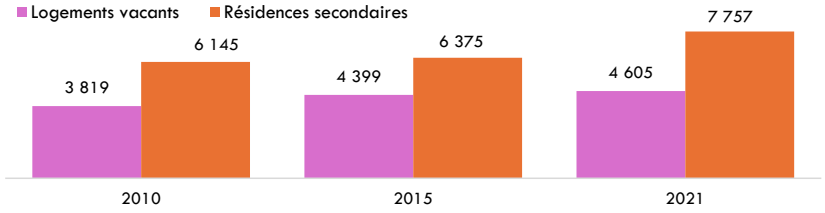
En effet, **le poids des résidences secondaires passe de 12% en 2010 à 14% en 2021**, représentant **une hausse de 1 612 unités** sur la période. Cette progression est surtout observée depuis 2015 (+ 1 382 unités).

Dans une moindre mesure, le poids de la vacance augmente ; il s'élève à 8,2% du parc de logements, avec près de **800 logements vacants supplémentaires** sur la période, soit environ 4 600 logements vacants au total.

Évolution de l'usage du parc de logements
Source : INSEE RP 2021



Dynamique des logements vacants et résidences secondaires
Source : INSEE RP 2021



➔ **Constat n°3 : le territoire est concerné par une hausse significative des logements qui n'ont pas l'usage d'une résidence principale.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

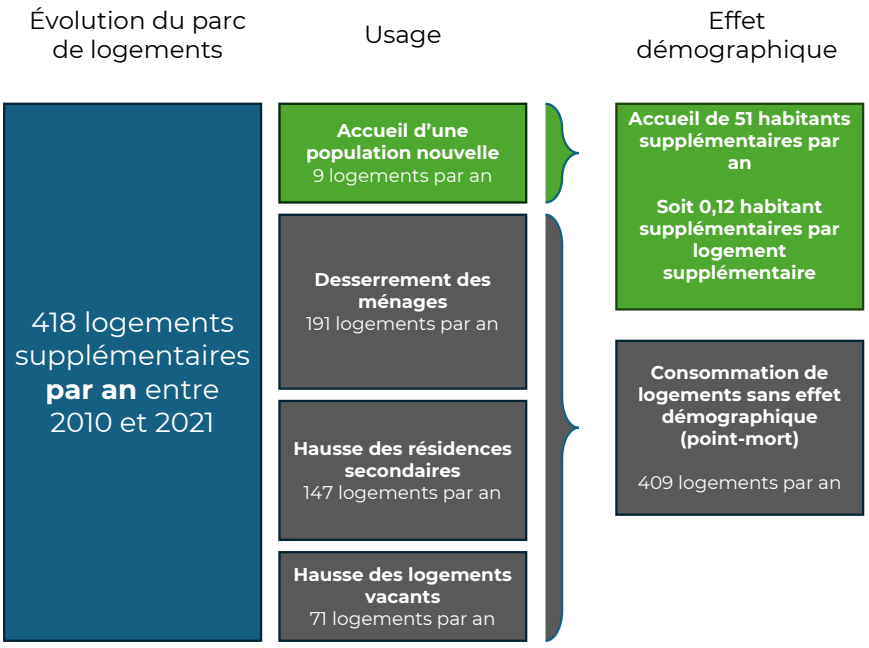
Point-mort de la construction : quels ont été les besoins en logements entre 2010 et 2021 sur le territoire ?

La mise en rapport entre le nombre de logements supplémentaires annuellement entre 2010 et 2021 et l'évolution de la population sur la même période permet d'identifier le « Point-Mort » rétrospectif : **soit le nombre de logements nécessaires pour maintenir la population à un niveau similaire entre ces deux dates.**

Plus précisément, concernant l'utilisation de logements sans impact démographique, peuvent être distingués :

- **Les besoins liés au desserrement des ménages** : 191 logements par an ont été nécessaires pour répondre à ce phénomène sociologique (en lien avec le vieillissement de la population, des situations de décohabitation, de séparations et divorces, etc.) ;
- **La croissance du parc inoccupé** avec une croissance soutenue des résidences secondaires et logements occasionnels (147 résidences supplémentaires chaque année) et la croissance des logements vacants (71 logements par an).

Soit au total, 409 logements constituant le Point Mort annuel de la construction entre 2010 et 2021. Par conséquent, l'effet démographique de la hausse du nombre de logements a été très limité en raison de l'important phénomène de décohabitation et d'utilisation ponctuelle de l'offre de logements.
Au-delà de cette production nécessaire au maintien de la population présente, 9 logements ont permis d'accompagner la croissance, avec l'accueil de 51 habitants supplémentaires chaque année.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

B. Une approche des besoins sociaux sur le Pays de Grasse

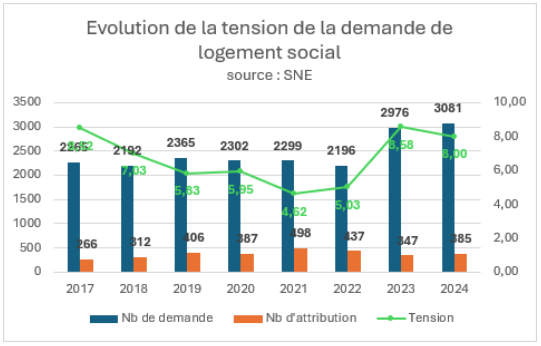
Des demandes de logements sociaux non satisfaites

- Près de 28 600 ménages sont éligibles à un logement social sur le territoire de la CAPG dont **9 500 ménages sont éligibles au PLAI sur le territoire**.

- Ces ménages n'expriment pas tous une demande de logement social.

- Le parc privé tend à se substituer au parc social.

A fin décembre 2024, les demandes de logements sociaux exprimées à l'échelle de la CAPG s'élevaient à **3 081 demandes pour 385 attributions** au cours de la même année ; soit un indice de tension de l'ordre de **8 demandes par attributions**.



Ainsi, la demande exprimée correspond à environ la moitié des logements sociaux disponibles sur le territoire.

Enfin, 7 communes sont soumises à l'article 55 de la loi SRU et ont un déficit de logement social ; aucune n'a atteint le seuil réglementaire de 25% des résidences principales.

Par ailleurs, des besoins plus spécifiques sont identifiés, de la part de publics ne disposant pas de solutions adaptées au sein de l'offre conventionnelle. Il s'agit notamment

- des personnes âgées, dont les effectifs sont en hausse sur la période récente (+ 2 400 seniors de plus de 60 ans depuis 2014),
- des jeunes (des effectifs en baisse, mais des difficultés prégnantes pour se loger),
- des personnes en situation de handicap (1 700 ménages présents sur le territoire de la CAPG),
- et des publics prioritaires au titre du DALO.

➔ Constat n°4 : le territoire est caractérisé par une grande diversité des profils impliquant des besoins en logements sociaux nombreux et pluriels.

C. Le scénario de développement pour le territoire

La conjonction des différentes tendances évoquées (production de logements et remise sur le marché de logements existants) participera à la réponse aux besoins en logements pour maintenir la population, et accueillir des ménages supplémentaires.

- Le territoire pourrait accueillir **152 ménages supplémentaires par an**, soit une hausse annuelle d'environ 340 habitants supplémentaires. Le territoire pourrait donc compter environ **102 400 habitants à l'issue du PLH** (+0,3% / an), dans la tendance envisagée par le SCOT.

- Compte-tenu des dynamiques socio-démographiques (vieillissement de la population, évolution des cellules familiales), le desserrement des ménages est amené à se poursuivre et devrait représenter un **besoin d'environ 202 logements par an**.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Compte tenu des efforts d'interventions sur le parc existant, il est attendu une diminution, voir **une stabilisation du taux de vacance à 8,2% de logements vacants** à l'issue du PLH, soit un taux équivalent à celui de 2021.

- Compte tenu des efforts déployés pour limiter le développement des résidences secondaire, il est attendu **une stabilisation du taux de résidences secondaires autour de 14,7% de l'offre de logements** à l'issue du PLH.

	2021	>	2025	>	2031
Habitants	100 534	-155	100 379	+ 2 016	102 396
Logements	55 870	+ 1 670	57 541	+ 2 614	60 155
Dont construction		*+ 1 920*		*+ 3 000*	
Dont démolition (renouvellement)		*- 250*		*- 386*	
Résidences principales	43 509	+ 760	44 268	+ 2 128	46 396
Dont issues du desserrement		*+ 792*		*+ 1 214*	
Dont population nouvelle		*-32*		*+ 914*	
Résidences secondaires	7 757	+ 686	8 442	+ 413	8 856
Logement vacants	4 605	+ 225	4 830	+ 73	4 903

Commenté [sb1]: Dans ce tableau, serait-il possible de reprendre la déclinaison par secteur comme dans le tableau ci-dessous. Mettre d'une autre couleur la période passé pour mieux distinguer.

Au regard des rythmes de progression démographique, **le scénario retenu pour le PLH s'élève à 500 logements par an**, en compatibilité avec les objectifs **du SCOT**.

Et afin de répondre aux besoins sociaux du territoire, une programmation de **50% de logements encadrés** permettra de répondre à la diversité des besoins présents et de réduire le déficit des communes soumises à la loi SRU

En synthèse

Les enjeux de la politique de l'habitat du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En résumé, le territoire est confronté à plusieurs enjeux dont les réponses guident la politique de l'habitat de la CA du Pays de Grasse :

- Des besoins en logements liés aux dynamiques socio-démographiques et à l'attractivité du territoire
- Des tensions sur les ressources et sur les projets qui conduisent à repenser l'offre produite, dans les volumes et dans la qualité des projets
- Des interventions possibles et nécessaires sur le parc existant, pour améliorer sa qualité et répondre à une partie des besoins identifiés
- Une animation à poursuivre et amplifier auprès des différents acteurs : communes, opérateurs, habitants pour favoriser la mise en œuvre du PLH

Les orientations prises, guidant la politique de l'habitat

Le Programme Local de l'Habitat 2025-2030 du Pays de Grasse a vocation à mettre en œuvre la stratégie en matière d'habitat et de logement, eu égard au bilan des politiques menées au cours des six dernières années, et en réponse aux enjeux issus du diagnostic.
La CAPG, les communes membres, et leurs partenaires, ont structuré la future politique de l'habitat de la CAPG autour de 4 grandes orientations stratégiques.

qualité

Les orientations stratégiques vont permettre la réalisation de ce objectif au tour de 4 axes :

AXE 1
Produire les logements nécessaires en cohérence avec les réalités du territoire

AXE 2
Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages

AXE 3
Agir sur le parc existant pour des logements de qualité

AXE 4
Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AXE 1 | PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 1 PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE

Concilier production de logements, répondant à des ambitions sur les plans quantitatifs et qualitatifs, et préservation des équilibres territoriaux constitue un enjeu majeur placé au cœur des stratégies d'aménagement du territoire portées par les communes et le Pays de Grasse**.**

Répondre à cet enjeu nécessite une évolution des pratiques de développement de l'habitat, en composant avec les impératifs de gestion des ressources, et de performance environnementale, économique et sociale des projets.

Il s'agira notamment d'engager :

- La programmation d'une offre de logements respectueuse de l'armature territoriale et des besoins en matière de mixité sociale ;
- La sécurisation et l'accompagnement de la production de logements dans un contexte de forte mutation des modes de production ;
- La réalisation d'une offre plurielle pour fluidifier les parcours résidentiels.

➔ Et ainsi, de disposer d'une connaissance fine et actualisée des capacités des territoires à absorber une offre nouvelle (eau, électricité, déplacements, équipements), des risques naturels, et de maîtriser les besoins non satisfaits et d'anticiper sur ceux à venir.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Programmer 500 logements par an

Le **scénario retenu lors de l'élaboration du PLH prévoit la construction de 500 logements par an**, en compatibilité avec les objectifs du SCOT. Ce niveau permet d'accueillir de nouveaux habitants dans de bonnes conditions et de viser un taux de croissance annuel moyen positif.

L'option retenue vise à inscrire le PLH dans les mêmes tendances, puisque l'approbation du SCOT a conduit à une mise en compatibilité des documents d'urbanisme, fixant des droits à construire calibrés selon ces objectifs.

Par ailleurs, la CAPG et les communes sont vigilantes à ce que la production de logements se fasse en cohérence avec les équilibres territoriaux (les ressources disponibles et l'exposition aux risques). C'est pourquoi, le rythme de construction sera réduit comparativement au précédent PLH, mais compatible avec **les besoins réels en logement, les objectifs de sobriété foncière, et au regard de la transition attendue dans les modes de production**.

Programmer 50% de logements encadrés par l'accompagnement des communes dans l'atteinte des objectifs négociés

Le territoire est soumis à une forte pression de la demande locative sociale, un important effort de rattrapage est donc à programmer. Néanmoins, les objectifs réglementaires sont tels que cet effort de rattrapage conduirait à ne produire qu'exclusivement du logement social ; la stricte trajectoire attendue par le législateur n'est donc ni souhaitable, ni réaliste.

Pour autant, les communes concernées s'engagent à produire 50% de logements sociaux parmi l'offre nouvelle.

Au travers de sa politique de l'habitat, **la CAPG appuiera les communes dans l'identification des potentialités de production de logements sociaux en neuf, en renouvellement urbain et en conventionnement du parc privé.**

Ainsi, le PLH veille à identifier les outils favorisant la production de logements encadrés, afin de réduire les déficits, et de tendre au mieux vers la réponse aux besoins.

➔ Programmer 50% de logements sociaux au sein des opérations de logements, permet de placer les communes dans une dynamique de rattrapage ; en-deçà, le déficit continuerait à se creuser.

Focus sur les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU (Inventaire au 1er janvier 2023)

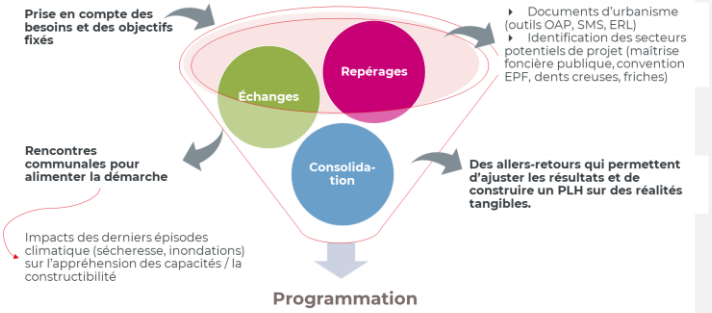
Commune	Population 2021	RP SRU	LLS SRU	Taux LLS actuel	Déficit
Grasse	48 323	23 355	3 786	16,2%	2 234
Mouans-Sartoux	10 531	4 961	752	15,2%	488
Pégomas	8 045	3 468	184	5,3%	683
Peymeinade	8 256	4 270	505	11,8%	562

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

La Roquette-sur-Siagne	5 436	2 371	244	10,3%	348
Saint-Cézaire-sur-Siagne	3 924	1 886	33	1,8%	438
Saint-Vallier-de-Thiey	3 667	1 619	90	5,6%	314

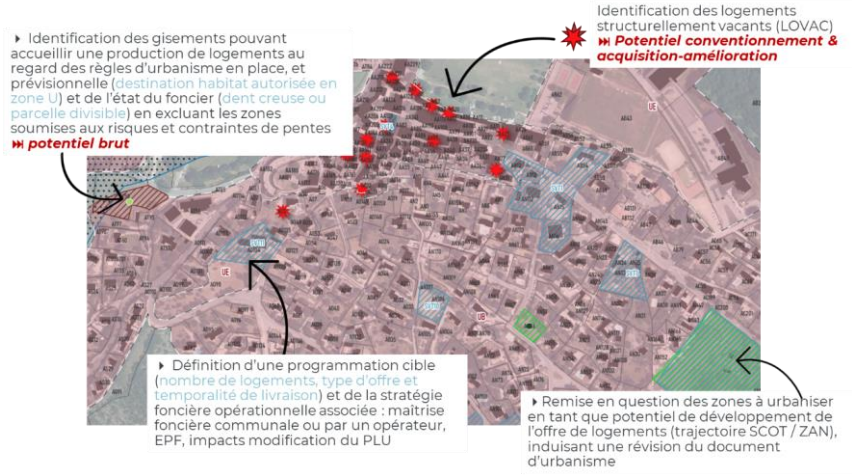
Le programme territorialisé

L'approche territorialisée du PLH est issue d'une volonté de disposer d'un regard exhaustif (le plus possible), dans un souci de réalisme dans la définition de la programmation pour les 6 ans du PLH. Cette approche s'est appuyée à la fois sur un examen des documents d'urbanisme et des réalités de terrains, croisé avec des échanges multiples et une co-réflexion avec les communes.



Cette programmation, plus modérée que lors du PLH précédent, vise à connecter le PLH aux ressources et capacités du territoire.

En synthèse, rappel méthodologique



Synthèse des objectifs de production par commune

Commenté [sb2]: A compléter

Commune	FOCUS SRU (Inventaire		Programmation Logements				Part LS dans la prog	Convention nement parc privé	LS inventaire SRU	LLS SRU 2030	Déconven-tionnement LLS (Fleurs de Grasse)	Taux SRU 2030	Déficit SRU 2030	Evolution du déficit	Taux d'atteinte des objectifs
	Taux LLS actuel	Déficit	TOTAL	Dont logements encadrés											
				TOTAL	Dont LLS	Dont BRS / PSLA									
Grasse	16%	2234	**1503**	**895**	869	26	60%	100	**995**	4470	-311	18,20%	1667	-25,40%	**90%**
Mouans-Sartoux	15%	488	**496**	**261**	190	71	53%	12	**273**	1025		18,80%	339,25	-30,50%	**102,20%**
Pégomas	5%	683	**317**	**177**	152	25	56%	4	**181**	365		9,60%	581,25	-14,90%	**48,80%**
Peymeinade	12%	562	**226**	**157**	107	50	69%	13	**170**	675		15,00%	449	-20,10%	**56,30%**
La Roquette-sur-Siagne	10%	348	**257**	**128**	128	0	50%	8	**136**	380		14,50%	277	-20,40%	**72,30%**
Saint-Cézaire-sur-Siagne	2%	438	**122**	**84**	79	5	69%	7	**91**	124		6,20%	378	-13,70%	**38,70%**
Saint-Vallier-de-Thiey	6%	314	**78**	**49**	49	0	63%	7	**56**	146		8,60%	278	-11,40%	**33,10%**
Communes SRU	13%	**5067**	**2999**	**1751**	**1574**	**177**	58%	**151**	**1902**	**7185**		16,10%	**3970**	-21,70%	**72%**
Amirat			**1**					0		0					
Andon			**6**					1	**1**	1					
Auribeau-sur-Siagne			**246**	**56**	36	20	23%	3	**59**	59					
Briançonnet			**5**					0	**0**	0					
Cabris			**25**					2	**2**	2					
Caille			**29**					1	**1**	1					
Collongues			**1**					0	**0**	0					
Escragnolles			**5**					1	**1**	1					
Gars			**1**					0	**0**	0					
Le Mas			**2**					0	**0**	0					
Les Mujouls			**4**					0	**0**	0					
Saint-Auban			**3**					1	**1**	1					
Séranon			**6**					1	**1**	1					
Spéracèdes			**37**					2	**2**	2					
Le Tignet			**12**					3	**3**	3					
Valderoure			**8**					1	**1**	1					
CA du Pays de Grasse	13%	**5067**	**3390**	**1807**	**1610**	**197**	58%	**167**	**1 974**	7 257		**16,10%**	**3970**	**-21,70%**	**75%**

Armature PLH	Population 2021	Programmation Logements				
		TOTAL	Dont LS			IC
			TOTAL	Dont LLS	Dont BRS / PSLA	
CA du Pays de Grasse	100534	**3390**	**1807**	**1610**	197	5,6
Secteur dense	83842	**3045**	**1674**	**1482**	192	6,1
Moyen-Pays	13265	**274**	**133**	**128**	5	3,4
Haut-Pays Sud	2688	**54**	**0**	**0**	0	3,3
Haut-Pays Nord	739	**17**	**0**	**0**	0	3,8

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Prendre en compte les limites du territoire : en conciliant production de logements et prise en compte des ressources et des risques présents sur le territoire

Le ralentissement constaté de la production de logements au cours des dernières années traduit un contexte territorial très contraint :

- Des **aléas climatiques et risques majeurs** (inondations, glissements de terrain, feux de forêt, etc) impactent le territoire et sont traduits dans les Plans de prévention des risques empêchant toutes constructions entières ou partielles en zone urbaine.

- Une ressource en eau qui se raréfie : Le **dire de l'Etat du 18 Juillet 2024** alerte les collectivités quant à la pression sur la ressource en eau qui s'exerce sur le territoire. Il revient donc aux collectivités compétentes de veiller à l'intégration des enjeux de disponibilité de la ressource en eau actuelle et des impacts des trajectoires démographiques et résidentielles sur la disponibilité de la ressource. Ainsi, un Schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours de rédaction et permettra de vérifier la disponibilité de la ressource en eau sur le territoire.

- Une **raréfaction de la disponibilité foncière** : des secteurs identifiés dans les PLU en zone AU sont aujourd'hui remis en question car l'ouverture de ses zones à la construction impacterait fortement l'enveloppe de consommation foncière des communes autorisée par le SCOT'Ouest. De nombreux documents d'urbanisme sont en révision pour se mettre en conformité au SCOT impactant fortement les droits à construire.

- Une **saturation des réseaux routiers** : les mobilités sont réalisées en grande majorité en voiture créant une saturation routière sur les principaux axes (Vallée de la Siagne, Centre de Grasse…).

Néanmoins, le territoire doit composer avec d'importants besoins en logements, la production résidentielle futur devra composer avec ces aléas. Ce qui impliquent aux acteurs de l'immobilier et aux bailleurs sociaux de produire différemment en privilégiant notamment le renouvellement urbain.

80% de la production de nouveaux logement en secteur de renouvellement urbain

Le PLH traduit la volonté de s'engager pour **un habitat plus sobre, pour le territoire et ses habitants** ; en réponse à la hausse du coût de l'énergie, source de situations de précarité énergétique, l'enjeu est de garantir un logement performant, sain et décent dans les parcs privés et sociaux, capable de garantir le confort de vie, été comme hiver, dans un contexte de dérèglement climatique. Par ailleurs, la volonté de limiter l'artificialisation des sols et la réduction des stocks fonciers aménagés et disponibles pour l'habitat impliquent de réorienter une partie de la création de logements en recyclage urbain et vers des formes urbaines moins consommatrices d'espace.

La CAPG veillera dans sa politique foncière de l'habitat à **l'optimisation de la densité sur certain secteur** et à augmenter la part d'opération en renouvellement urbain. Dans ce cadre-là, il revient aux communes de **renforcer ces possibilités** au sein de leur document d'urbanisme.

Par ailleurs, **le renouvellement urbain implique de trouver un modèle et un équilibre économiques**. Pour cela, les collectivités doivent engager un dialogue avec les différents

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

acteurs pour assurer la sortie d'opérations en secteur complexe. Il s'agit notamment d'engager des conventions avec l'EPF mais aussi de mobiliser l'ingénierie de la CAPG, tel que le Pôle d'Assistance aux Communes pour actionner la DMO, l'Aménagement-Foncier pour des études pré-opérationnelles, etc.

Veiller à une production adaptée à l'environnement et la qualité de vie

Dans un contexte de monté des enjeux environnementaux, une attention particulière sera porté sur la qualité du bâti, le confort des logements et l'impact sur l'environnement des constructions.
La CAPG s'engage à aller vers des opérations qualitatives, réduire l'impact sur l'environnement (préservation de la biodiversité végétal et animale, matériaux biosourcés) et permettre une réduction des charges.

Accompagner la production de logements au sein d'opérations qualitatives et exemplaires

Le développement d'une offre nouvelle devra intégrer des projets exemplaires en termes d'impact sur l'environnement, de qualité de vie et de type de produit.

L'accompagnement de la CA du Pays de Grasse pourra passer par le portage foncier d'opérations, permettant le bon aboutissement des projets, intégrant des prescriptions urbaines et architecturales ambitieuses via des appels à projet. Cela implique de pouvoir proposer des opérations attractives, viables : elles doivent donc admettre des surcoûts sans pour autant se situer à des prix prohibitifs. La CAPG s'engage à proposer des charges foncières adaptées (minoration foncière, acquisitions par la méthode du compte-à-rebours…) en lien avec les axes de travail précédents.

Déployer une stratégie foncière sur le territoire

L'enjeu pour assurer une production de logement adapté aux besoins et au développement du territoire, est de coupler action foncière, urbanisme et politique de l'habitat.

Les communes ont été fortement mobilisé pour identifier les gisements fonciers PLH et ont l'habitude de consulter la CAPG lors des permis de construire. **Ce lien doit être maintenu et même amplifier afin d'orienter la production vers les besoins réels.**

Ainsi, la CAPG entend, avec l'aide des communes et dans le respect des compétences de chaque collectivité, **conduire une stratégie foncière mobilisant différents leviers de la maîtrise foncière.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 1 PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE

Ce qu'il faut retenir

- **La programmation de 500 logements par an, dont 50% de logements encadrés et 80% en renouvellement urbain**
- **La définition de stratégies foncières, plaçant les enjeux environnementaux au cœur de la stratégie**
- **La conciliation des enjeux de production de logements et la qualité de vie en lien avec l'évolution des modes d'habiter**
- **La volonté de réaliser des opérations exemplaires à travers des appels à projets portant sur des fonciers maîtrisés**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AXE 2 | SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES

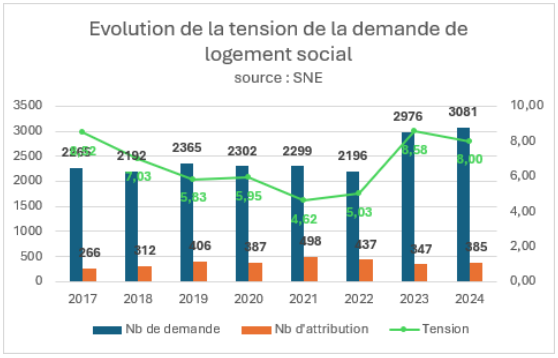
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

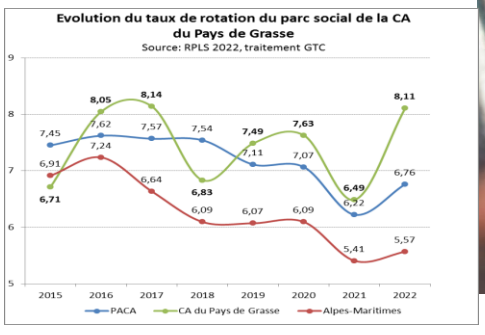
AXE 2 SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES

La CAPG est, à l'instar du territoire national, traversé par d'importantes mutations sociodémographiques de sa population : diminution de la taille des ménages, vieillissement. Ces dynamiques impliquent de reconfiguration d'une partie de l'offre de logement, et l'apport de réponses adaptées à ces besoins évolutifs : vers des logements plus petits, plus accessibles, au coût modéré.

Au-delà des aspects quantitatifs et d'organisation dans la répartition de l'offre, il s'agit de veiller à apporter une réponse aux besoins diversifiés en logements au regard des enjeux du diagnostic :

- Le développement d'une offre non réalisée spontanément notamment pour les jeunes, salariés en mobilité et séniors recherchant majoritairement des T1 / T2.
- Le développement d'un parc locatif diversifié et de qualité nécessaire à l'installation des ménages néo-arrivants sur la CAPG et au logement des plus modestes.
- Le recensement et le déploiement d'un réseau de logements d'urgence.
- L'innovation dans la recherche de solutions adaptées à des besoins précis tels que les sapeurs-pompiers volontaires, les saisonniers, et les jeunes agriculteurs.
- La réponse aux prescriptions relatives à l'accueil des gens du voyage sur le territoire.







AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Améliorer les équilibres de peuplement au sein du parc locatif social

L'offre en logement est inégale sur le territoire, avec une concentration sur le secteur dense, très majoritairement composée de logements collectifs financés en PLUS. La construction récente renforce ces constats. Le territoire connaît à ce jour une tension importante sur la demande de logement social.

Objectif de répartition des produits au sein des opérations :

PLAI	PLUS	PLS*
30 à 40%	50 à 70%	0 à 20%

*Limitation du PLS à 10 % pour les communes carencées

Les engagement de la CA du Pays de Grasse :

La Conférence Intercommunale du Logement du Pays de Grasse a défini sa stratégie intercommunale d'attribution pour répondre aux problématiques d'accès au logement et de déséquilibres territoriaux :

Orientations adoptées :
⏭ Veiller à l'accueil des plus fragiles, notamment par la mobilisation de tous les réservataires
⏭ Favoriser la mixité sociale et les équilibres territoriaux

- 2023 : Validation de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID)
- 2024 : Mise en œuvre de la Gestion en flux et de la Cotation de la demande

Le PLH veillera à intégrer, dans son programme d'actions, les orientations de la CIL, les engagements de la CIA et les mesures du PPGDID.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- **Déployer l'accession sociale pérenne pour accompagner le parcours résidentiel des ménages locaux**

La (primo) accession est de plus en plus restreinte, notamment par la hausse des prix, en inadéquation avec les budgets limités des ménages. Une tension sur l'offre se traduit par un report résidentiel vers le moyen et haut-pays.

Aussi, la CAPG tend vers un marché à deux vitesses, avec une partie de la population qui ne pourra raisonnablement pas accéder à la propriété libre et devra donc s'appuyer sur des dispositifs d'accession encadrée. Cela renvoie à plusieurs enjeux :

- **Accompagner une acculturation locale sur les dispositifs** d'accession sociale et de dissociation entre le bâti et le foncier,
- **Intégrer des objectifs d'accession sociale pérenne au sein des documents d'urbanisme,**
- **Développer une offre abordable pérenne**, avec un encadrement des prix. Cela nécessite une maîtrise foncière et des prix dans la durée.

Inciter la production de produits spécifiques nécessitant l'intervention de la puissance publique, pour répondre à différents besoins :

Par le biais de la délégation des aides à la pierre, la CAPG pilote la programmation de logements sociaux, concourant à la production de logements sociaux.
Néanmoins, le modèle financier des aides laisse peu de place à la souplesse programmatique et à la mise en place d'opérations spécifiques, rendues nécessaires pour répondre à des besoins spécifiques.
Il est donc nécessaire de prévoir le **développement de produits spécifiques**, impliquant des investissements supplémentaires (mise en accessibilité, bas niveau de quittance) mais aussi un mode de gestion adapté (locations courte-durée, logements meublés, accompagnement social...).
Cet accompagnement permettra de répondre à plusieurs besoins :



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Accompagner la perte d'autonomie lié au handicap et/ou à l'âge

- Mieux prendre en compte **la spécificité du modèle des opérations de logements à destination des personnes âgées**, car elles nécessitent un coût en investissement (financement des locaux de vie) et en fonctionnement (animation de la structure). La puissance publique est attendue pour participer aux opérations (portage foncier, ingénierie, subventions...).
- **Poursuivre la politique d'adaptation des logements pour soutenir le maintien à domicile des personnes en situation de perte d'autonomie,** et mobiliser le tissu associatif pour proposer des services adaptés et accompagner le changement de logement.
- **Déployer une offre de logements adaptés aux personnes âgées et/ou en situation de handicap**, car il existe une offre suffisante en EHPAD et une bonne couverture en structures dédiées pour les publics en situation de handicap, mais des besoins qui demeurent dans l'adaptation de l'offre de logements.

Proposer une offre de logements à destination des jeunes et des actifs en mobilité

Il y une offre en Habitat Jeunes présente à Grasse et Mouans-Sartoux, mais des besoins demeurent sur la vallée de la Siagne, spécifiquement à destination des jeunes actifs. En parallèle, il y a actuellement un développement de l'offre à destination des étudiants dans le centre-ville de Grasse (résidence étudiante Grasse Campus, et logements sociaux fléchés étudiants et jeunes de moins de 30 ans).
Un accueil de travailleurs saisonniers en lien avec l'activité touristique et la culture des fleurs à parfum : ils sont logés à proximité directe de leur emploi, voire sur l'exploitation, ou il y a une mise à disposition de gîtes dans le Haut-Pays pour répondre aux travailleurs saisonniers ou en mobilité (c'est-à-dire néo-arrivants sur le territoire en lien avec leur emploi). Cela induit de se mobiliser pour :

- **Accroitre la connaissance des besoins en main d'œuvre saisonnière et de ses conditions de logement.**
- **Développer l'offre dédiée aux jeunes et étudiants, et les accompagner dans les démarches d'accès au logement**
- **Mener une réflexion sur le développement d'une offre dédiée aux jeunes actifs et aux publics en mobilité,** ou pour de la location de courte durée.

Accompagner les réponses aux besoins en logements des agriculteurs et des sapeurs-pompiers volontaires

Les acteurs du territoire et notamment les élus font remonter des difficultés que peuvent rencontrer certaines personnes dans la bonne réalisation de leur activité.

Ce constat concerne aussi bien les agriculteurs et les sapeurs-pompiers volontaires dont l'activité, professionnelle pour les uns, bénévole pour les autres, impliquent une proximité avec le lieu d'exploitation ou avec la caserne d'affectation.

Ainsi, les communes font remonter un risque de perte d'exploitation agricole, en raison de l'absence de logements abordables à proximité des établissements.

Par ailleurs, il est considéré que les effectifs de sapeurs-pompiers volontaires sont aujourd'hui en tension, en raison de l'éloignement géographique des volontaires par rapport à leur caserne. L'application du ***décret du 28 mars 2023*** permettant de retenir "un objectif d'attribution territorialisé de logements sociaux destinés aux sapeurs-pompiers volontaires et situés à proximité des centres d'incendie et de secours" est envisagé par les communes concernées.

Dans le cadre du PLH, une réflexion aboutie sera menée pour le développement d'une offre de logements abordables, en location ou en accession encadrée, à proximité des exploitations agricoles et des casernes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Enfin, la CAPG proposera à la CIL de faire évoluer la convention intercommunale d'attribution et les conventions de gestion en flux afin de faciliter l'accès aux logements sociaux des sapeurs-pompiers volontaires à proximité des casernes en vertu du décret du 28 Mars 2023.

- **Disposer d'une offre mobilisable pour les situations urgentes :**

Commenté [GF3]: Axe 2 ?

Plusieurs communes du territoire disposent d'une offre de logements utilisée pour des besoins d'urgence : mise à l'abri à la suite de violence intra-familiales, LHI, etc.

Les besoins urgents impliquent une réactivité et la disponibilité de produits adaptés.

Dans le cadre du PLH, la CAPG souhaite encourager la mobilisation de logements à des fins d'urgence, en développant une approche concertée entre les pouvoirs publics, les associations, et les partenaires sociaux... Plusieurs leviers seront examinés :

- Intervention sur des bâtis existants,
- Création d'une offre nouvelle et innovante
- Habitat mobile et temporaire, structures.

L'accompagnement des publics vers des logements pérennes sera nécessaire pour en assurer la rotation.

- **Apporter des solutions aux ménages les plus fragiles**

Le territoire dispose de structures d'hébergement et d'insertion pour répondre aux besoins de publics en insertion – résidences sociale, pension de famille et maison relais. Par ailleurs, des associations sont agréées agences immobilières à vocation sociale pour accompagner les ménages vers et dans le logement, par des dispositifs sécurisés et accompagnés tels que l'intermédiation locative.

Le CAPG anime le SIAO sur son territoire, et à ce titre s'assure du bon fonctionnement des dispositifs d'IML et d'hébergement.

- **Répondre aux besoins en habitat adapté pour les gens du voyage :**

La CAPG est soumise aux dispositions du ***schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2023 – 2029 des Alpes-Maritimes***. Il fixe des objectifs en matière de réalisation d'aires d'accueil sur certaines communes de la CAPG, mais aussi de terrains familiaux locatifs publics.

Le SDAHGV peut potentiellement être complété par une étude pré-opérationnelle à la réalisation d'une aire d'accueil afin d'examiner les besoins identifiés par le schéma départemental en analysant plus particulièrement :

- La composition des familles et les pratiques de regroupements familiaux,
- Les périodes de passage et les durées de séjour ainsi que les activités économiques auxquelles elles sont liées,
- Les modes de vie et en particulier les modes d'habiter,
- La situation économique et professionnelle de ces populations,
- La situation scolaire des enfants,
- Les difficultés sociales et sanitaires éventuelles.

Par ailleurs, les réponses à apporter aux prescriptions faites dans le cadre du schéma incombent aux communes, par la mise à disposition de terrains adaptés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 2 SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES

Ce qu'il faut retenir

- **La proposition d'une offre de logements diversifiée pour fluidifier les parcours résidentiels**
- **L'amélioration de l'accès au logement des plus fragiles**
- **L'apport de réponses adaptées aux publics spécifiques : personnes âgées & handicapées, jeunes actifs et étudiants**
- **L'identification de solutions innovantes pour le logement des agriculteurs, des sapeurs-pompiers volontaires, des saisonniers**
- **L'amélioration des réponses aux besoins des gens du voyage**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AXE 3 | AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS DE QUALITE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 3 AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS

Poursuivre les efforts de rénovation du parc de logements, en mobilisant des leviers opérationnels sur l'ensemble du territoire et renforcés sur les centralités

Le PCAET fixe une trajectoire de rénovation de 1 300 logements par an. Au sein de la CAPG, 28% des logements sont en DPE sous étiquette E, F, G, et sont considérés comme énergivores. A l'échelle du territoire, entre 70 et 115 signalements de logements non décents sont recensés annuellement sur Histologe, avec une concentration des signalements sur le secteur dense. Avec les évolutions récentes de l'ANAH concernant les dispositifs d'aides et le pilotage des actions (ouverture du territoire aux autres MAR, aides financières, mise en place du SPRH), la CAPG a pour rôle de se placer en cheffe de file sur la rénovation de l'habitat.

- **Assurer la continuité et renforcer l'accompagnement** de la CA du Pays de Grasse, en prenant en compte les évolutions des dispositifs.
- **Être le guichet centralisateur de la rénovation de l'habitat, rendre lisible l'action publique, coordonner et orienter les projets d'amélioration** des logements privés.
- Renforcer les moyens mobilisés pour **favoriser le conventionnement** du parc privé (avec ou sans travaux) et **l'intermédiation locative** (mise en gestion des logements).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Mettre en place le service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) du Pays de Grasse

A ce jour, plusieurs contractualisations co-existent sur le territoire du Pays de Grasse :

- La CA Pays de Grasse pilote deux dispositifs d'accompagnement de l'habitat privé pour la période 2022-2027 – une OPAH de droit commun à l'échelle intercommunale, et une OPAH RU "Cœur historique de Grasse" pour répondre aux spécifiques du centre ancien grassois - intervenant sur toutes les thématiques de rénovation énergétique, d'autonomie, de lutte contre l'habitat indigne, des copropriétés dégradées et fragiles. Dans ces cadres, la CAPG confie la mission de suivi-animation à la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner gratuitement les pétitionnaires éligibles Anah.

- Jusqu'à fin 2024, le Conseil Départemental 06 pilote le dispositif SARE, intervenant sur la rénovation énergétique.

Au 1er janvier 2025, la réforme de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales vise à proposer un cadre renouvelé pour la mise en œuvre du **Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH)**. L'objectif est de proposer une offre de service public universelle pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé, sur l'ensemble du territoire et accessible à toute la population. Ce SPRH s'articule autour de trois volets d'actions :

- Volet 1 : Dynamique Territoriale / animation collective
- Volet 2 : information et conseil de tous les ménages
- Volet 3 : accompagnement des ménages

Aussi, la CAPG pilote le déploiement du Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) sur son territoire, et projette, courant 1er semestre 2025, de conclure avec l'Anah son pacte territorial.

Accompagner la rénovation des logements existants et le conventionnement

Compte-tenu des besoins en logements et des limites dans la production, il est nécessaire de mobiliser le vivier que représente le parc existant :

- **La remise sur le marché de logements vacants**

La mobilisation du parc de logements vacants est facilitée par la mise à disposition par l'Etat de dispositifs de repérage (LOVAC/Zéro Logements vacants), confortée par le travail de terrain par les communes, en vue d'inciter à la remise sur le marché des logements, de réaliser des opérations d'acquisition-amélioration, des dispositifs VIR, DIIF, etc.
Par ailleurs, un **travail spécifique sera engagé avec les communes pour expérimenter le repérage et la mobilisation des logements vacants et des passoires thermiques** (balades urbaines / thermiques, repérage et courriers aux propriétaires).

➔La CAPG porte ainsi une stratégie de remise sur le marché de logements vacants, en prenant appui sur les outils de suivi et d'observation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Poursuivre le développement de l'offre sociale dans l'ancien (conventionnement, acquisition-amélioration)

Il conviendra de poursuivre les actions déjà engagées à ce titre visant **à développer une offre sociale et abordable, dans le parc ancien** pour le développement d'une offre de logements accompagnés, qu'ils soient captés par des opérateurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion, des bailleurs sociaux pour la réalisation d'opérations en acquisition-amélioration. En outre, le logement diffus permet d'apporter des réponses adaptées à des ménages en insertion - jeunes, sortants de structure - ou faisant face à une situation d'urgence - mise à l'abri, femmes victimes de violences, LHI - en complément du développement de l'offre en structure collective.

Commune	Résultats 2021-2024 (4ans)				Objectifs de conventionnement pour le PLH
	Loc 1 (intermédiaire)	Loc 2 (social)	Loc 3 (très social)	Total	
Grasse	4	37	3	**44**	100
Peymeinade	2	4	1	**7**	13
Pégomas	1	0	0	**1**	4
Mouans Sartoux	0	5	1	**6**	12
Saint Vallier	1	2	0	**3**	7
Saint Cézaire	0	0	0	**0**	7
La Roquette	1	3	0	**4**	8
Auribeau	0	0	0	**0**	3
Le Tignet	0	0	0	**0**	3
Cabris	0	0	0	**0**	2
Spéracèdes	0	0	0	**0**	2
Escragnolles	0	0	0	**0**	1
Valderoure	0	0	0	**0**	1
Caille	0	0	0	**0**	1
Andon	0	0	0	**0**	1
Saint Auban	0	0	0	**0**	1
Séranon	0	0	0	**0**	1
Les Mujouls	0	0	0	**0**	0
Le Mas	0	0	0	**0**	0
Gars	0	0	0	**0**	0
Collonges	0	0	0	**0**	0
Amirat	0	0	0	**0**	0
Briançonnet	0	0	0	**0**	0
TOTAL	**9**	**51**	**5**	**65**	**167**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Mener une intervention renforcée sur le centre-ville de Grasse et les centralités aux problématiques spécifiques (habitat dégradé / insalubre, précarité…)

Le **centre-ancien de Grasse** fait l'objet d'un **projet de renouvellement urbain** conventionné au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain (**NPNRU**), associant, outre la Ville et la CAPG, l'ANRU, Action Logement, la Banque des Territoires, la Région, ainsi que des partenaires opérationnels, la SPL Pays de Grasse Développement, Unicil et CDC Habitat. La convention pluriannuelle a été signée le 28/04/2020, et consolidée par 2 ajustements mineurs.



La convention prévoit des **opérations d'aménagement**, des **programmes immobiliers** pour accompagner la diversification de l'habitat (reconstitution de l'offre de logements sociaux hors QPV) ; le développement de l'accession à la propriété et réalisation d'équipements publics ou de projets immobilier à vocation commerciale.

Dans cette perspective, **la CAPG poursuivra la conduite du projet de renouvellement urbain du centre-ancien de Grasse**, en lien avec les partenaires mobilisés sur le projet, en mobilisant l'ingénierie nécessaire et les contributions financières au projet. Elle veillera en outre à anticiper sur la sortie de programme, à compter de 2030

Enfin, en dehors de Grasse, **d'autres centralités sont marquées par des problématiques particulières et cumulatives : habitat dégradé et inadapté aux besoins actuels, occupation précaire, impliquant une intervention particulière**. Dans ce cadre, la CAPG accompagne les communes sur le volet LHI (suivi des signalements Histologe), sur la nécessité d'anticiper sur la réglementation en matière d'interdiction de mise en location des passoires thermiques.

Encourager les travaux d'amélioration au sein des copropriétés peu organisées et outillées

Au 31 décembre 2023, le territoire compte 1 598 copropriétés, dont 1 100 comptent moins de 10 logements.

- 1 copropriété sur 2 n'est pas organisée autour d'un syndic,
- Et presque 40% a des impayés de charges courantes de plus de 15%.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Des arrêtés sont en cours à Grasse-centre historique, nécessitant une intervention urgente, mais complexe du fait des prescriptions du PSMV

Il conviendra dès lors d'accompagner les copropriétés dans une démarche d'amélioration de leur patrimoine.

Accompagner la rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse

Le quartier des Fleurs de Grasse compte 542 logements sociaux, construits en 1973 et 1982 par la SA d'HLM la Grassoise, devenue 3F SUD. Il est inscrit en QPV.

Malgré une position favorable, en entrée de ville, à proximité de la voie pénétrante Grasse-Cannes et attractif du fait d'un environnement dynamique (commerces, services, équipements), le quartier présente de nombreux dysfonctionnements multifactoriels sur les plans :

- Technique : des dégradations prononcées du bâti
- Economique et social : une nette paupérisation des habitants
- Sécuritaire : des problématiques difficiles à maîtriser de délinquance localisée sur certains immeubles.

C'est pour enrayer ces processus que la Ville, la Communauté d'agglomération et le bailleur social ont impulsé, dès 2017, une réflexion afin d'examiner les diverses stratégies de restructuration et de redynamisation du quartier. Aussi, l'ambition partagée par les acteurs et l'Etat est d'allier transformation substantielle du quartier et conditions et cadre de vie qualitatifs. Les habitants sont placés au cœur des réflexions, et la question du relogement est, dès les prémices du projet, étudiée très étroitement avec les acteurs et l'ensemble des bailleurs sociaux : une charte de relogement signée par la Ville de Grasse, l'Etat, la CAF, Action Logement et les bailleurs sociaux, des groupes de travail et copil propres au relogement ont été constitués, en complément d'une MOUS relogement.

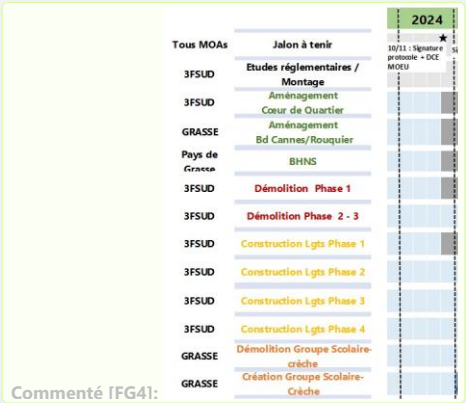
L'opération de rénovation urbaine des Fleurs de Grasse est un projet majeur porté de concert, par la Ville de Grasse, la CAPG et le bailleur social 3F Sud, et qui se réalisera au-delà de l'échéance du PLH 2025-2030., mais pour autant qui fera l'objet d'une attention toute particulière, sur le volet programmatique, mais également sur le suivi des relogements.

Accompagner la réhabilitation du parc social

Les bailleurs sociaux sont concernés par l'interdiction progressive de mise en location des passoires thermiques. Pour autant, au-delà des seuls aspects réglementaires, l'ancienneté et la qualité d'une partie du parc social implique l'engagement de travaux de réhabilitation.

L'exonération de TFPB, leur permet déjà d'engager une part des travaux d'amélioration mais cette intervention reste limiter. Afin d'aller au-delà, la CAPG s'engage dans plusieurs objectifs :

- Améliorer les conditions de vie des locataires
- Maintenir l'attractivité du parc et ainsi garantir un équilibre de peuplement
- Adapter le parc au vieillissement et au handicap
- Améliorer le confort thermique et réduire les charges des locataires



Commenté [FG4]:

Commenté [sb5]: Vous pouvez reprendre les éléments que nous avons ajouter à la fiche action FDG

Commenté [FG6R5]: @Gabriel

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Un soutien financier à la réhabilitation des logements sociaux semble indispensable pour accompagner les bailleurs sociaux, après avoir défini en concertation les priorités d'intervention.



AXE 3 | AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS DE QUALITE

Ce qu'il faut retenir

- **La poursuite de l'intervention sur le bâti existant à l'aide de dispositifs adaptés**
- **La contribution à la revitalisation des centralités en mobilisant les dispositifs d'intervention renforcée**
- **L'accompagnement du projet de rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse**
- **Le soutien à la réhabilitation du parc social**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Axe 4 | POURSUIVRE ET RENFORCER L'ANIMATION DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT

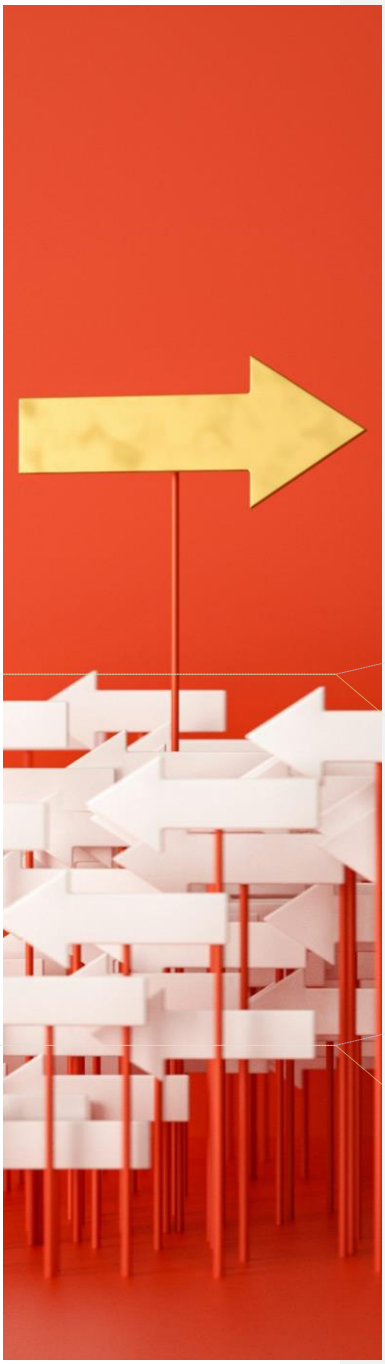


AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

constitue une feuille de route pour le Pays de Grasse, dans le cadre de ses compétences et des enjeux sur les territoires concernés.

Le PLH induit une coordination à l'échelle communautaire, et une articulation entre les différents documents de programmation et de planification du territoire.

Enfin, le PLH est une politique publique dont le suivi de sa mise en œuvre permet de dresser le bilan des dispositifs en place. L'observation des dynamiques en matière d'habitat et de foncier est donc essentielle.



Affirmer la gouvernance locale et optimiser les moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement

Au travers de sa politique de l'habitat, **la CAPG a un rôle centrale à jouer pour contribuer à la lisibilité et à l'opérationnalité des politiques définis sur le territoire.**

- **Articuler et coordonner la politique de l'habitat avec les différents documents de planification**

Le contexte de l'aménagement du territoire bascule peu à peu dans un nouveau paradigme, où s'articulent de nombreux enjeux, traduits dans des documents dont la bonne articulation et cohérence (avec le SCOT et les PLU) est un enjeu pour permettre le pilotage de la politique du logement le plus efficient.

Ainsi, une certaine transversalité des approches est attendue et le développement de l'offre de logements sera conditionné à la bonne appréciation des différentes thématiques du développement urbain (déplacements, équipements, économie d'énergie, etc).

- **Piloter la mobilisation des moyens financiers de l'Etat et de la CAPG**

Le PLH précédent a permis d'installer la CAPG comme délégataire des aides à la pierre. Cette délégation est poursuivie et participe à la mobilisation des moyens financiers de l'Etat pour la production de logements sociaux, et de l'Anah pour la rénovation de l'habitat privé.

En complément des aides d'Etat, la CAPG apporte son propre soutien financier à ces interventions.

- **Articuler la PLH à la CIL**

La CAPG assure le fonctionnement de la conférence intercommunale du logement (CIL) mobilisant un travail partenarial avec les élus, les bailleurs, services de l'Etat et les différents réservataires. Cette instance de gouvernance locale est le lieu de concertation, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi

Commenté [sb7]: a intégrer à la fiche action animer et piloter le PLH

Commenté [FG8R7]: @Gabriel / @Fabien Guyot pour vérif

Commenté [sb9]: a intégrer à la fiche action animer et piloter le PLH

Commenté [FG10R9]: @Gabriel / @Fabien pour vérif

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

des politiques menées en faveur de la gestion de la demande et des attributions du logement social. Ce qui a permis à la CA du Pays de Grasse de définir une stratégie intercommunale d'attribution autour d'un document d'orientations, d'élaborer la Convention intercommunale d'attribution (CIA) et le plan partenarial de la gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur (PPGDID).

Mettre à disposition une ingénierie pour l'animation du PLH et pour la mise en œuvre du service public de l'habitat et du logement

Face à la multiplicité des acteurs en charge de l'accueil et à la technicité que requiert l'apport de réponses à ces différentes situations, il y a un enjeu de visibilité et de lisibilité à apporter au public.

- La CAPG met en place le **service public de la rénovation de l'habitat (SPRH)** via le pacte territorial France Rénov', avec le concours de l'ANAH. L'enjeu sera de déployer dans la première période du PLH, le service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) pour adopter une politique complète de l'habitat privé.

- Le **service logement intercommunal** s'inscrit dans le réseau d'information et d'accueil de la demande de logement social ; il assure l'accueil, l'orientation et l'enregistrement de la demande de logements sociaux.

- Par ailleurs, la CAPG apporte un soutien aux communes sur le volet LHI et sur le suivi des projets (en lien notamment avec la délégation des aides à la pierre).

Installer un observatoire de la politique de l'habitat

La CAPG assure une veille et un suivi des données en lien avec l'habitat. Elle est dotée de plusieurs outils, qui permettent un suivi selon le sujet (ressource sur la réhabilitation, la production, les garanties d'emprunt sur le territoire ; demandes et attributions etc.).

Cependant, elle ne dispose pas d'un observatoire pleinement intégré (tableau de bord unique pour le suivi de la mise en œuvre des actions du PLH).

Les prérogatives réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) nécessitent de développer un observatoire de l'habitat et du foncier et de proposer un suivi annuel de l'atteinte des objectifs du PLH auprès des communes.

L'animation et le suivi de la politique de l'habitat s'accompagnera nécessairement de **l'installation d'un observatoire de l'habitat et du foncier, mobilisant différents services pour l'alimenter.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 4 | POURSUIVRE ET RENFORCER L'ANIMATION DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT

Ce qu'il faut retenir

- **L'affirmation de la gouvernance locale et l'optimisation des moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement**
- **Le renforcement de l'offre de service au public dans le cadre du SPRH**
- **L'installation de l'observatoire de la politique de l'habitat et du foncier**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DU PAYS DE GRASSE 2025-2030

DOCUMENT 3 | **PROGRAMME D'ACTIONS**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Table des matières

Préambule **3**

A. Le cadre législatif du programme d'actions du PLH 4

B. Synthèse des enjeux et des orientations 5

AXE 1 : PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE **8**

Action 1 | Produire 500 logements par an dont 50% de logements sociaux et 80% den renouvellement urbain 8

Action 2 | Placer les enjeux environnementaux au cœur des stratégies foncières déployées par les communes 12

Action 3 | Concilier enjeux de production de logements et qualité de vie en lien avec l'évolution des modes d'habiter 15

Action 4 | Accompagner la sortie d'opérations exemplaires au travers d'appels à projets portant sur des fonciers maîtrisés 18

AXE 2 : SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES **20**

Action 5 | Fluidifier les parcours résidentiels en proposant une offre de logements diversifiée 21

Action 6 | Améliorer l'accès au logement des plus fragiles 24

Action 7 | Apporter des réponses adaptées aux situations particulières des personnes âgées & handicapées, jeunes actifs et étudiants 28

Action 8 | Identifier des solutions innovantes pour le logement des agriculteurs, sapeurs-pompiers volontaires et saisonniers 32

Action 9 | Mieux répondre aux besoins d'accueil des Gens du voyage 35

AXE 3 : AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS DE QUALITE **37**

Action 10 | Poursuivre et amplifier l'intervention sur le bâti existant à l'aide de dispositifs adaptés 38

Action 11 | Finaliser le processus de revitalisation du cœur historique de Grasse via la combinaison des dispositifs opérationnels 43

Action 12 | Accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse 46

Action 13 | Accompagner la réhabilitation du parc social 50

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 4 : POURSUIVRE ET RENFORCER L'ANIMATION DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT ... 52

Action 14 | Affirmer la gouvernance locale et optimiser les moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement 53

Action 15 | Renforcer l'offre de service au public 56

Action 16 | Installer un observatoire de l'habitat et du foncier 58

Synthèse 60

Moyens humains 60

Moyens financiers 61

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : CITADIA

Co-financement : Région Sud PACA RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

PLH
2025 - 2030

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

PREAMBULE

A. Le cadre législatif du programme d'actions du PLH

Le présent document énonce la stratégie opérationnelle de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en matière d'habitat, pour les 6 années de 2025 à 2030 inclus.

REFERENCE | **Articles R302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation** définissent le contenu du PLH :

« Le programme local de l'habitat comprend, pour l'ensemble des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale compétent :
- Un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et sur les conditions d'habitat dans le territoire auquel il s'applique,
- Un document d'orientation comprenant l'énoncé des principes et objectifs du programme,
- Un programme d'actions détaillé pour l'ensemble du territoire auquel il s'applique et pour chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini à l'intérieur de celui-ci. »

« Le programme d'actions indique :
a) Les modalités de suivi et d'évaluation du programme local de l'habitat et les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat et du foncier ;
b) Les objectifs quantifiés et la localisation de l'offre nouvelle de logement et d'hébergement dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
c) La liste des principales actions envisagées pour l'amélioration et la réhabilitation du parc de logements publics ou privés existant ainsi que, le cas échéant, les dispositifs opérationnels auxquels il est envisagé de recourir, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
d) La description des opérations de rénovation urbaine et des opérations de requalification des quartiers anciens dégradés en précisant, pour les opérations de rénovation urbaine, les modalités de reconstitution de l'offre de logement social ;
e) Les interventions en matière foncière permettant la réalisation des actions du programme. Le programme d'actions indique, le cas échéant, les incidences de la mise en œuvre des actions retenues sur les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat. Il évalue les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre et indique, pour chaque type d'actions, à quelles catégories d'intervenants incombe sa réalisation. »

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

B. Synthèse des enjeux et des orientations

➔ **Constat n°1 : la dynamique démographique, en léger déclin, est à rebours du potentiel économique du territoire** du fait d'une offre de logements incomplète. De ce fait, sont identifiés des besoins en logements pour maintenir le territoire attractif pour les jeunes actifs et les familles.

➔ **Constat n°2 : le desserrement des ménages constitue le premier besoin en logement localement.**
La baisse généralisée de la taille des ménages se traduit par un accroissement des besoins en logements.

➔ **Constat n°3 : le territoire est concerné par une hausse significative des logements qui n'ont pas l'usage d'une résidence principale.** En effet, la part des résidences secondaires augmente significativement, et reste néanmoins contenue en-deçà de 15%, et la hausse de la vacance est "mesurée" (part stable).

➔ **Constat n°4 : la diversité des profils et la tension accrue de la demande de logement social** implique des besoins en logements nombreux et pluriels (tension de la demande CAPG 2024 : 7.8 / Dép06 : 15.4).



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

En réponse aux enjeux, l'agglomération, les communes membres et leurs partenaires, structurent la politique de l'habitat de la CAPG pour la période 2025-2030 autour de

4 grandes orientations stratégiques :

AXE 1 | Produire les logements nécessaires en cohérence avec les réalités du territoire
AXE 2 | Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages
AXE 3 | Agir sur le parc existant pour des logements de qualité
AXE 4 | Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat

Ces orientations se déclinent en 16 actions.

AXE 1
Produire les logements nécessaires en cohérence avec les réalités du territoire

Action 1 | Produire 500 logements par an dont 50% de logements sociaux & 80 % en renouvellement

Action 2 | Placer les enjeux environnementaux au cœur des stratégies foncières déployées par les communes

Action 3 | Concilier enjeux de production de logements et qualité de vie en lien avec l'évolution des modes d'habiter

Action 4 | Accompagner la sortie d'opérations exemplaires au travers d'appels à projets portant sur des fonciers maîtrisés

AXE 2
Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages

Action 5 | Fluidifier les parcours résidentiels des ménages en proposant une offre de logements diversifiée

Action 6 | Améliorer l'accès au logement des plus fragiles

Action 7 | Apporter des réponses adaptées aux situations particulières des personnes âgées & handicapées, jeunes actifs et étudiants

Action 8 | Identifier des solutions innovantes pour le logement des agriculteurs, sapeurs pompiers-volontaires et saisonniers

Action 9 | Mieux répondre aux besoins d'accueil des gens du voyage

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 3
Agir sur le parc existant pour des logements de qualité

Action 10 | Poursuivre et amplifier l'intervention sur le bâti existant à l'aide de dispositifs adaptés

Action 11| Finaliser le processus de revitalisation du cœur historique de Grasse via la combinaison des dispositifs opérationnels

Action 12 | Accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse

Action 13 | Accompagner la réhabilitation du parc social

AXE 4

Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat

Action 14 | Affirmer la gouvernance locale et optimiser les moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement

Action 15 | Renforcer l'offre de service au public

Action 16 | Installer un observatoire de l'habitat et du foncier

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AXE 1 : PRODUIRE LES LOGEMENTS NECESSAIRES POUR REPONDRE AUX BESOINS EN COHERENCE AVEC LES REALITES DU TERRITOIRE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 1 | Produire 500 logements par an dont 50% de logements sociaux et 80% en renouvellement urbain

Contexte et enjeux	Le rythme de production ralentit depuis 2021, avec une baisse des autorisations d'urbanisme (634 logements autorisés sur la période 2021-2023, alors que la moyenne est de 840 sur la période précédente). Ce constat est fait également à l'échelle nationale et se traduit sur le marché par une hausse progressive des prix à l'achat comme à la location. Aussi, les besoins en logements restent élevés, malgré une population qui se stabilise ; ils se diversifient - vieillissement, desserrement des ménages. Alors qu'au cours de la période précédente la réponse aux besoins s'est essentiellement exprimée par la réalisation de logements neufs en extension urbaine, la production devra s'inscrire dans un nouveau cadre, celui du ZAN et en cohérence avec les prescriptions du SCOT'Ouest en limitant la consommation d'espace. L'enjeu est donc d'accompagner les communes, les aménageurs et les bailleurs sociaux dans cette transition, en maintenant un **niveau ambitieux et réaliste** de production de logements.
Objectifs	✓ Produire 500 logements par an pour répondre aux besoins et en compatibilité avec le Scot'Ouest. ✓ L'offre nouvelle sera réalisée en majorité en renouvellement urbain, à hauteur de 80% de la production totale : recyclage foncier, acquisition-amélioration, optimisation-intensification de l'existant et du foncier bâti. ✓ Répondre à la diversité des besoins, et tendre vers une réduction du déficit SRU, en fixant un objectif de 50% de logements sociaux.
Modalités de mise en œuvre	**Accompagner les communes dans l'évolution de leur document d'urbanisme :** . - Suivre la mise en œuvre du PLH dans les documents d'urbanisme - Apporter de la lisibilité sur les outils mobilisables pour la mixité sociale (SMS, ER, OAP) en proposant la réalisation d'un guide à destination des collectivités. **Poursuivre l'appui aux communes dans la programmation et la concrétisation des projets :** - Avis consultatif de la Direction Habitat & Logement lors de l'instruction des PC.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		- Appui dans la programmation logements – typologies, financements, etc. - Sur sollicitation des communes, en phase pré-opérationnelle, appui lors d'échanges avec les promoteurs et bailleurs sociaux **Favoriser la production de logements encadrés :** - Poursuivre et actualiser les dispositifs d'aides et subventions de la CAPG - soutien forfaitaire à la production de logements en PLAI / PLUS, et pilotage des aides à la pierre. - Renforcement des éco-conditionnalités du régime sur d'aides au logement social (cf. actions 3&4). - Animation du réseau des professionnels de l'habitat (revues de projets, charte, groupes de travail thématique, etc.) **Valoriser l'ingénierie mobilisable pour appuyer l'offre nouvelle en renouvellement urbain :** - Mobiliser l'outil de lutte contre la vacance - Mobiliser la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'outil d'aménagement auprès des communes, au travers de concessions d'aménagement. - Solliciter le Pôle d'assistance aux communes de la CAPG - réalisation des études préalables de capacité et de faisabilité, délégation de maîtrise d'ouvrage. Annexe au programme d'actions : ***programme territorialisé***
Traduction dans les documents d'urbanisme		Mise en compatibilité des documents d'urbanisme.
Rôle de la CAPG		○ Conseil aux communes ○ Animation du réseau ○ Suivi du programme territorialisé
Rôle des communes		○ Arbitrage dans les projets et la programmation
Partenaires		○ EPF PACA ○ Professionnels aménagement et immobilier ○ Bailleurs sociaux ○ Services de l'Etat ○ SPL ○ SCOT Ouest des Alpes-Maritimes
Moyens	Financiers	○ Subventions sur fonds propres CAPG : 1 000 000 €/an pour le financement du logement social
	Technique	- Services CAPG : Pôle d'assistance aux communes / Aménagement & Foncier / Habitat & Logement/ Urbanisme / Planification) - SPL Pays de Grasse Développement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Calendrier		– Toute la durée du PLH
Suivi & Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Nombre d'opérations, nombre de logements autorisés annuellement / nombre de logements commencés (PC) – suivi via l'observatoire
	Indicateurs de mise en œuvre	– Nombre d'études de faisabilité réalisés et projets lancés suites à ces études – Mobilisation des enveloppes budgétaires en faveur de la maîtrise foncière – Projets réalisés avec le concours des collectivités – Nombres avis sur les PLU – Nombres avis sur les permis de construire
Lien avec d'autres documents	**PLU**	– Mise en compatibilité
	SCOT	– Suivi de la production de logements et de la consommation foncière associée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 2 | Placer les enjeux environnementaux au cœur des stratégies foncières déployées par les communes

Commenté [FG1]: Fusion faite avec la précédente action 4

Contexte et enjeux	Le cadre rénové de la loi Climat et Résilience définissant une trajectoire ZAN (zéro artificialisation nette à horizon 2050) pose la question d'un PLH 2025-2030 devant assurer une production de logement suffisante tout en économisant les ressources pour s'inscrire dans cette trajectoire. Les fonciers disponibles se raréfient et sont soumis à de nombreux aléas (inondations, feux, mouvements de terrains). Cette tension s'exerce aussi sur les infrastructures, réseaux électriques, ressource en eau, voiries, et les équipements, invitant à penser le développement de l'offre combiné à une plus grande sobriété. L'examen des gisements fonciers a permis d'identifier finement les secteurs à tension et les secteurs plus favorables pour développer l'offre de logement, partagés avec les communes, lesquelles s'inscrivent dans une stratégie foncière rationnalisée. Il est donc essentiel **de veiller à la cohérence entre production de logement et capacité d'accuei**l d'une offre nouvelle.
Objectifs	**Faciliter la mise en œuvre des objectifs fixés dans le PLH :** ✓ Veiller à la cohérence entre production de logements et capacités d'accueil d'une offre et population nouvelles ✓ Déployer une véritable stratégie foncière afin de voir aboutir les objectifs du PLH ✓ Engager une intervention foncière le plus en amont possible et être réactif sur les secteurs d'optimisation et de renouvellement urbains. ✓ Garantir l'articulation entre les enjeux environnementaux et la production de logements
Modalités de mise en œuvre	**Créer un observatoire du foncier et de l'habitat (cf. action 16)** : o Assurer un suivi des gisements fonciers identifiés : mutations, autorisations d'urbanisme, études spécifiques, données DVF etc, afin de mobiliser rapidement les sites. o Déployer une méthode de travail dynamique avec les différents services de la CAPG et partenaires ressources afin d'avoir un observatoire actualisé. o La densité sera calculée selon les modalités du SCOT'Ouest et l'observatoire du SCOT sera mobilisée pour l'analyse des consommations foncières. **Améliorer le suivi des mutations foncières afin d'être pro-actif dans le renouvellement urbain :**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		– Renforcer le suivi des DIA sur les secteurs à enjeux : gisements PLH, les communes SRU et/ou ayant une convention avec l'EPF PACA. **Donner de la visibilité aux outils mobilisables par les communes dans la maitrise du foncier :** – Poursuivre le partenariat avec l'EPF et les communes : en améliorant le travail partenarial notamment dans le cadre des conventions triparties (Commune/EPF/CAPG) – Engager des interventions foncières le plus en amont possible grâce à une enveloppe de 500 000€/an – Construction et mobilisation d'une boite à outils (urbanisme règlementaire, fiscalité, démembrement de propriété…) **Adapter la production de logements aux enjeux environnementaux du territoire :** - Favoriser la production de logement sur les secteurs de renouvellement urbain tout en tenant compte de la diversité des contextes (proximité d'une centralité, desserte en transports en commun, disponibilité de la ressource en eau, etc) afin d'identifier finement des secteurs propices à la densification. **Identifier le potentiel de densification / de renouvellement urbain sur le territoire :** - Envisager une étude complémentaire pour identifier le potentiel de densification en secteur de renouvellement urbain.
Rôle de la CAPG		– Mise à disposition d'outils – Dialogue entre les communes et l'Etat
Rôle des communes		– Respect des objectifs fixés dans le cadre des CMS notamment – Stratégie foncière en lien avec l'EPF et appui de la CAPG
Partenaires		– EPF PACA – Bailleurs sociaux – Etat – Communes – Réservataires
Moyens	**Financiers**	– 500 000 € pour les acquisitions foncières de la CAPG
	Techniques	Mobilisation de plusieurs services de la CAPG (Habitat & Logement / Environnement / Aménagement / SIG, Urbanisme / Politique de la ville / Energie)
Calendrier		Installation de l'observatoire en 2025 Mise en œuvre de l'action sur toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier – Disponibilité de la ressource en eau – Plans de prévention des risques d'inondations / feux de forêts
	Indicateurs de mises en œuvre	– Nombre de gisements mis dans la base SIS et évolution – Nombre de site EPF en projet – Nombre de DIA transmises et analysées

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Lien avec d'autres documents	**PLU**	– Suivi du rythme de production de logement
	SCOT	– Étude et suivi des consommations foncières
	PDU	– Liens entre développement de l'offre de mobilité et l'offre de logements sur le territoire de la CAPG

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 3 | **Concilier enjeux de production de logements et qualité de vie en lien avec l'évolution des modes d'habiter**

Contexte et enjeux	Le Plan Climat Air Energie et Territoire prévoit d'ores et déjà une amélioration de la performance énergétique du parc de logement privé et social. L'anticipation de ces enjeux permet également de réduire la fragilité du parc et de ne pas réduire son attractivité. Les projets faisant l'objet d'une maîtrise publique (sous convention EPF, maitrise communale…) et permettant la réalisation de logements sociaux font face à des enjeux de sécurisation opérationnelles (équilibre d'opération, aspects juridiques…) Dans un contexte de montée des enjeux environnementaux globaux, **l'amélioration de la performance énergétique, de la qualité du parc et la réduction des charges devient prioritaire** pour la CAPG.
Objectifs	✓ Améliorer le confort et le cadre de vie des habitants du parc privé et social (soutien à la rénovation du parc ancien, maintien des espaces verts, jardins partagés…) ✓ Développer des opérations qualitatives voire exemplaires ✓ Réduire l'impact sur l'environnement (préservation de la biodiversité, matériaux bio-sourcés) ✓ Encourager l'implication des habitants dans la gestion de leurs résidences
Modalités de mise en œuvre	**Contribuer à l'amélioration du confort et du cadre de vie des habitants :** o Inscrire dans la Charte partenariale de l'habitat social des prescriptions relatives à l'amélioration du cadre de vie : plantage de haies, local à vélos, jardins partagés. Réflexion sur un système d'incitation financière adossé à cette charte. o Conditionner les aides communautaires à des critères de préservation de l'environnement et de qualité au sein des programmes o L'application d'un barème de majoration locale fixant les loyers du logement social sur le territoire de la CAPG en fonction notamment de l'inscription de l'opération dans une démarche environnementale, de la performance énergétiques des logements et des critères de services et qualité de vie aux locataires. **Réduire l'impact sur l'environnement pour préserver la qualité de vie :**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		○ Veiller à l'articulation entre le PLH et le "Plan intercommunale de la biodiversité 2026-2031" porté par la CAPG, engagée dans une démarche volontaire. ○ Communiquer sur les préconisations en matière de protection de la biodiversité en relayant l'information aux bailleurs sociaux, aux opérateurs du parc privé et au grand public : "guide rénovation du bâti et biodiversité", respect de la Trame Noire, préservation et reconstitution de haies, etc. ○ L'habitat léger ou réversible, pour accompagner la non-imperméabilisation des sols, et s'inscrire dans la ZAN.
Traduction dans les documents d'urbanisme		Prise en compte des documents-cadres : PCAET, SAGE, SCOT, PDU, etc.
Rôle de la CAPG		- Faire le lien entre le PLH et les autres documents-cadres (schéma directeur de la ressource en eau, Plan intercommunal de la biodiversité 2026-2031…) - Pilotage de la charte partenariale de l'habitat social - Définition de critères d'attribution des aides communautaires - Communication
Rôle des communes		- Mise en compatibilité des PLU - Communication
Partenaires		- Communes - Les Syndicats et Régies des eaux - Les associations
Moyens	**Financiers**	Cf. action 1 : Budget de la CAPG pour acquisition du foncier pour opération exemplaire : 500 000 €
	Techniques	Ingénierie des services de la CAPG (Habitat et Logement / Environnement / Eau et Assainissement / Mobilités-Déplacements/Politique de la ville/Energie)
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	○ Nombre d'actions de communication sur la biodiversité et l'environnement
	Indicateurs de mises en œuvre	– Nombre de permis de construire annulés pour cause d'inadéquation avec ressource en eau – Mise en place d'une éco-conditionnalité des aides CAPG
Lien avec d'autres documents	**Charte partenariale de l'habitat social**	– Prescriptions relatives à l'amélioration du cadre de vie : plantage de haies, local à vélos, jardins partagés. Réflexion sur un système d'incitation financière adossé à cette charte.

Commenté [FG2]: À valider : aides spécifiques à cette action ? Ou reprise d'un montant de l'action 2 (budget pour stratégie foncière indiqué à 500 K€) ?

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	schéma directeur de ressource en eau	– Lien entre la gestion de la ressource et projets résidentiels

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 4 | **Accompagner la sortie d'opérations exemplaires au travers d'appels à projets portant sur des fonciers maîtrisés**

Commenté [FG3]: Modifiée pour tenir compte des commentaires

Contexte et enjeux	Dans un contexte de baisse de la construction et de la ressource foncière, la CAPG souhaite encourager le montage d'opérations exemplaires à divers égards : mixité fonctionnelle, mixité sociale, parcours résidentiels, démarche environnementale vertueuse, services et environnement résidentiel qualitatifs, etc..
Objectifs	✓ Veiller à la pertinence de l'offre développée par rapport aux objectifs fixés ✓ Éviter les opérations standardisées ✓ Promouvoir des formes urbaines variées et innover dans la conduite des projets, tout en respectant les objectifs de mixité sociale et de sobriété.
Modalités de mise en œuvre	En lien avec l'action 2 et les actions de portage foncier conduites par la CAPG et les communes, **veiller à réaliser des opérations plus vertueuses** : o Accompagner les communes dans l'élaboration d'appel à projet : définition d'un cahier des charges incluant des critères environnementaux, des prescriptions urbains et architecturales, des objectifs de préservation de la biodiversité, de création d'espaces partagés (jardins, ateliers, salle de réception...) jusqu'à la sélection d'un opérateur. o Convention avec les opérateurs / dialogue en amont **Assurer le portage foncier de certaines opérations** pour intégrer une programmation ambitieuse : – En mobilisant le prélèvement SRU – Privilégiant les opérations en maîtrise d'ouvrage bailleur – Intégrant un cahier des charges relatif à la qualité des projets par le levier de minoration foncière dans le cadre de concession d'aménagement / de vente de terrains à bâtir **Mobiliser les habitants dans la gestion de leurs résidence** (dans les opérations neuves mais aussi au sein du parc existant) pour une meilleure appropriation des lieux et une réduction des charges : o Mobiliser les services de l'intercommunalité et partenaires extérieurs pour communiquer sur les jardins partagés, le compostage, la gestion des eaux de pluie, etc.
Traduction dans les documents d'urbanisme	– Intégration de prescriptions urbaines, architecturales et environnementales dans le cadre de certains projets – Définition de secteurs / emplacements réservés
Rôle de la CAPG	– Pilotage de l'utilisation des pénalités SRU – Accompagnement des communes dans le cadre de leur projet

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		– Communication sur la place des habitants dans leur résidence
Rôle des communes		– Pilotage des échanges avec les opérateurs et intégration de la CAPG dans le tour de table
Partenaires		o Bailleurs sociaux o Etat o Communes et CCAS o Réservataires o Action Logement o EPF PACA
Moyens	**Financiers**	Cf. action 2 : Budget de la CAPG pour acquisition du foncier : 500 000 €
	Techniques	Grande transversalité : Ingénierie des services de la CAPG (Habitat et Logement / Aménagement / Planification/Urbanisme/SIG / Communication)
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier
	Indicateurs de mises en œuvre	– Nombre de projets réalisés à l'aide d'un appel à projet – Nombre et qualité des projets réalisés avec une maîtrise foncière publique – Communication auprès des habitants
Lien avec d'autres documents	**PLU**	– Définition de secteurs d'emplacements réservés
	SCOT	– Suivi de la consommation foncière et de la performance environnementale des projets

Commenté [FG4]: À valider : aides spécifiques à cette action ? Ou reprise d'un montant de l'action 2 (budget pour stratégie foncière indiqué à 500 K€) ?

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 2 : SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR REPONDRE AUX BESOINS PLURIELS DES MENAGES



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 5 | Fluidifier les parcours résidentiels en proposant une offre de logements diversifiée

Contexte et enjeux	La CAPG connaît une forte pression et des besoins importants sur les segments du marché locatif social et de l'accession sociale à la propriété. Selon les niveaux de revenus 2021 (FILOSFI) : o Environ 10% des ménages de la CAPG sont éligibles au PLAI, 40% au PLUS. o 70% peuvent prétendre à l'accession sociale à la propriété. Le territoire connaît une **forte pression sur la demande en logement social, avec en 2024 un indice de pression de 8**, - toutefois inférieure aux moyennes départementales et régionale. L'offre de logement en petite typologie (T1/T2) apparaît comme insuffisante au vu des besoins identifiés. Ces carences peuvent compromettre le bon déroulement des parcours résidentiels sur le territoire.
Objectifs	**Adapter l'offre de logements aux spécificités de territoire :** ✓ Poursuivre la diversification de l'offre de logements vers des produits abordables pour la population locale en locatif et en accession (500 logements par an attendus) ✓ Veiller à la diversification de l'offre de logement conventionnée permettant un meilleur équilibre territorial et de progresser vers les objectifs SRU ✓ Augmenter l'objectif de produit en accession de 5 à 10%
Modalités de mise en œuvre	**Accompagner les communes dans un objectif de mixité sociale** o Pour les communes SRU : - Être l'interlocuteur privilégié pour le suivi des bilans triennaux et des contrats de mixité sociale - Assurer le suivi des projets en lien avec l'observatoire (gisement foncier, dépôt du permis de construire, demande d'agrément, convention APL, livraison) - Accompagner sur l'inventaire annuel SRU o Pour les communes non SRU : - Accompagnement et conseil pour faciliter la sortie d'opération avec une part de logement social **Diversifier l'offre de logement locatif** - Répartition des financements du parc social pour les programmes de plus de 10 logements :

PLAI	PLUS	PLS*
30 à 40%	50 à 70%	0 à 20%

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	- *Limitation du PLS à 10 % pour les communes carencées - Dans le cadre des projets proposés, la CAPG fait des préconisations sur la typologie à développer pour répondre aux besoins du territoire en lien avec les communes o Accompagner le développement de l'offre locative intermédiaire : - Veiller à la mixité sociale de l'offre produite au sein d'une opération intégrant du logement locatif intermédiaire. - La part de LI imposée dans les documents d'urbanisme ne doit pas se substituer au PLUS, PLAI, voire PLS. - Avoir plus de visibilité sur la programmation et la commercialisation : dialogue avec l'opérateur dépositaire d'un projet intégrant du logement locatif intermédiaire, si possible en amont du permis de construire pour veiller à la prise en compte des besoins du territoire et pour l'aider à calibrer son opération. **Soutenir la production de l'accession abordable :** o Inciter les communes à intégrer de l'accession sociale (PSLA et BRS) dans leur PLU et veiller à ce que ces produits ne se substituent pas au PLUS, PLAI, voire PLS. o Soutenir le développement du Bail Réel Solidaire sur le territoire (en lien avec l'action 2 - Stratégie foncière - mise à disposition de fonciers pour BRS) en identifiant les leviers que peut actionner la CAPG pour favoriser la mobilisation d'un OFS sur le territoire o Poursuivre le PSLA, en priorité sur des opérations spécifiques en centre-ancien ou sur des secteurs fragiles afin d'engendrer un phénomène de "gentrification" ▪ Encadrer le PSLA et le BRS : condition d'éligibilité, prix de vente et dispositif anti-spéculatif à développer. ▪ Accompagner les bailleurs dans la commercialisation du BRS et PSLA : communication, sélection des candidatures en lien avec les communes (établir une cotation)
Traduction dans les documents d'urbanisme	o PADD : prévoir développement d'une offre durablement encadrée (LLS / BRS) o Servitude de Mixité Sociale / Emplacement Réservé

Commenté [sb5]: A développer

Commenté [FG6R5]: Voulez-vous encadrer le développement avec un objectif plafonné au sein de la prod neuve ? Le cas échant, quel taux ? 5 ou 10% ? Rappeler que ce segment n'est pas décompté de l'inventaire SRU et donc concerne le segment libre.

•Autre possibilité :
Les logements intermédiaires seront limités à 30% du volume de logements de l'opération, en complément d'un seuil de 25% minimum de logements locatifs sociaux au sein de cette même opération.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Rôle de la CAPG		Pilotage
Rôle des communes		Traduction dans le PLU Echanges avec les opérateurs
Partenaires		○ Etat ○ Commune ○ Bailleurs / promoteurs ○ Organismes bancaires ○ Action Logement ○ OFS
Moyens	**Financiers**	○ Cf. action 1 : 500 000 € Dont pour le financement du logement social TYPE DE FINANCEMENT / AIDE FORFAITAIRE AU LOGEMENT Construction neuve / Acquisition-amélioration (1) PLAI 5 500,00 € 7 000,00 € PLUS 4 500,00 € 6 000 € PLS 0,00 € 0,00 €
	Techniques	Ingénierie des services de la CAPG (Habitat et Logement / juridiques / SIG)
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	○ Suivi de la répartition géographique de l'offre sociale ○ Nombre de logement en PLS agrée ○ Nombre de logement intermédiaire ○ Nombre de logement en accession social (BRS et PSLA) ○ Nombre de logement agrée ○ Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier
	Indicateurs de mises en œuvre	○ Suivi des aides financières et garanties d'emprunts accordées aux bailleurs sociaux ○ Suivi de la production de logements et du développement de l'offre sociale ○ Financements de logements en accession abordable ○ Nombre de logements produits en accession abordable et dispositifs mobilisés (PSLA, BRS, VIR, DIIF…)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 6 | **Améliorer l'accès au logement des plus fragiles**

Commenté [sb7]: cette action est absente du DO !

Commenté [FG8R7]: CIA 2023 - CAPG >> engagements à intégrer

Contexte et enjeux	Au sein de la communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, **6 600 ménages vivent sous le seuil de pauvreté**. Parmi eux, 34% sont propriétaires de leur logement et 40% sont locataires au sein du parc locatif privé, qui joue donc un rôle social de fait, et qui positionne ces ménages en situation de fragilité face au coût et à la qualité des logements. Plus de **9 500 ménages sont éligibles au PLAI** représentant environ 20% des ménages du territoire. **3 081 demandes de logement social** sont enregistrées sur le territoire, **pour 385 attributions** en 2024, soit un indice de pression de l'ordre de 8 (15,4 pour les Alpes-Maritimes). Enfin, 102 ménages DALO demandent un relogement sur une commune de la CAPG. Le relogement des ménages DALO a représenté 6,2% des attributions en 2024.
Objectifs	○ Conduire les engagements pris dans le cadre des politiques d'accès au logement et d'information du demandeur (CIA, PPGDID) et faire émerger une véritable politique d'attribution pour aller vers un équilibre de peuplement ○ Evaluer en continu les besoins complémentaires de développement de l'offre d'hébergement social pour les personnes en situation de rupture d'hébergement ○ Poursuivre le développement de l'offre de logements très sociaux, et renforcer l'offre d'hébergement ○ Mobiliser des logements à bas loyer dans le parc privé, avec un accompagnement adapté des ménages ○ Améliorer l'accompagnement des demandeurs DALO et des publics prioritaires
Modalités de mise en œuvre	**Accueil et information :** Orienter et informer le public en grande difficulté : ○ Poursuivre la mise en œuvre du PPGDID, notamment sur l'axe organisationnel du service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD) à l'échelle de l'agglomération, ○ Poursuivre le pilotage du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) sur le territoire **Harmonisation des pratiques d'accueil et d'information des demandeurs :**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

- Poursuivre la tenue des groupes de travail avec les communes et CCAS, les acteurs, et envisager la rédaction d'une charte,
- Mise en œuvre d'un référentiel des résidences fragiles pour qualifier l'offre
- Poursuivre l'animation et renforcer les partenariats et collaborations organisés dans le cadre de la plateforme logement/commission territoriale de la CAPG pour coordonner les différentes institutions et structures en charge de l'hébergement et de l'urgence sur le territoire intercommunal.

Suivi de la demande et des attributions aux publics fragiles

Coordonner les politiques d'attribution du logement :

- Elaborer une stratégie pour atteindre les objectifs en matière de mixité sociale de la CIA : prioriser les 1ers quartiles, les publics prioritaires, attributions en QPV et hors QPV
- Identification des publics prioritaires en intégrant la démarche de déploiement de l'outil SYPLO aux guichets enregistreurs

Dans le cadre des travaux conduits par la CIL et en lien avec l'observatoire habitat et foncier :

- Intégration bourse inter-bailleurs de logement social développée par l'AR HLM PACA-CORSE
- Encourager les mutations : développement de produits spécifiques (notamment personnes âgées) et orientation des publics en demande de mutation.

Améliorer l'accompagnement des demandeurs DALO et des publics prioritaires :

- Poursuivre la mobilisation de la plateforme logement/commission territoriale pour accompagner les ménages dans leurs démarches DALO.
- En lien avec la CIA : consacrer la totalité du contingent préfectoral aux publics prioritaires ; pour les autres réservataires, tendre vers un minimum de 25 % des attributions au profit des publics prioritaires [ainsi que 25% des logements non réservés].

Développement de l'offre adaptée aux besoins - offre de logements très sociaux :

- Mobiliser l'intermédiation locative permettant de sécuriser les propriétaires par le biais d'organismes agréés - l'enjeu étant d'inciter les propriétaires bailleurs à mettre sur le marché des logements à loyer maîtrisés (action 15).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	Ce type de dispositif peut être articulé avec une prestation d'accompagnement social (AVDL, ASLL, autres, ...) o Produire une offre suffisante en PLAI. Il est fixé un objectif de produire *a minima* 30% de PLAI dans les programmations à venir (action 6). **Accompagnement vers le logement pérenne pour les publics hébergés :** o Une attention particulière sera portée sur la production de PLAI adaptés o Accompagner la programmation via le financement d'une offre en PLAI adapté (cf. action 1) **Logement :** o Programmation et financement d'une offre en PLAI adapté (cf action 1) o Poursuivre la mobilisation des outils favorisant la production de logements très sociaux/adaptés - MOI / AIVS, en lien avec la SPL Pays de Grasse Développement, AGIS06 et SOLIHA **Logement d'urgence :** Coordonner les actions en s'appuyant sur le PDALHPD au travers des ateliers organisés par la DDETS06 pour évaluer les besoins et coordonner les réponses entre les territoires et les acteurs : o Identifier l'offre existante et développer les logements d'urgence (ALT) o Etudier la pertinence d'un accompagnement pour augmenter la rotation par la gestion d'une offre d'urgence : o Prise en charge des ménages pour 6 mois o Signature d'une convention d'occupation précaire. La quittance représente 10% des ressources du ménages. o Au cours de l'accueil, propositions de relogement ; en cas de refus de la part du ménage, une procédure d'expulsion peut être engagée.
Traduction dans les documents d'urbanisme	Programmation de logements en PLAI et PLAI adaptés, et logements d'urgence, au sein de servitudes de mixité sociale
Rôle de la CAPG	o Pilotage du Service d'Information et d'Accueil des demandeurs (SIAD) o Soutien financier renforcé aux produits PLAI et PLAI adapté (5 500 € à 7 000 €/logement en construction neuve – 7 000 €/logement en acquisition-amélioration) o Relation avec les opérateurs

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Rôle des communes		Coordination des 11 communes dotées d'un CCAS ou d'un accueil physique ou téléphonique pour l'accueil et l'enregistrement de la demande
Partenaires		○ Bailleurs ○ Etat ○ Communes et CCAS ○ Réservataires ○ Etat/Département 06 (PDALHPD) ○ CAF (Convention Territoriale Globale) ○ Opérateurs : AGIS 06 / SOLIHA
Moyens	**Financiers**	Cf. action 1 : 1 000 000 € pour le financement du logement social PLAI / PLUS : - 5 500 €/logement pour la construction neuve - 7 000 €/logement en acquisition-amélioration - 7 000 €/logement en PLAI adapté
	Techniques	○ La Direction Habitat et Logement via son service logement intercommunal assure le volet animation et coordination ○ Mobilisation du SIAD composé du service logement et des guichets des CCAS, des guichets des bailleurs présents sur le territoire, d'Action Logement Services, des Maisons des Solidarités Départementales ○ Mobilisation du groupement SIAO 06 et la plateforme logement/commission territoriale pour le public fragile ○ Communication CAPG
Calendrier		2026 : Bilan mi-parcours du PPGDID 2029 : Bilan final nouveau plan (ou prorogation d'1 an renouvelable une fois)
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	Nombre de PLAI et PLAI adaptés présents sur le territoire Nombre de structures d'accueil, de places d'hébergement et logements d'urgence
	Indicateurs de mises en œuvre	○ Nombre de PLAI adaptés agréés ○ Nombre de logements conventionnés "très social" au sein du parc privé
Lien avec d'autres documents	**PPGDID**	Gestion du parcours du demandeur
	CIA	Définition d'objectifs d'attributions aux publics précaires

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 7 | Apporter des réponses adaptées aux situations particulières des personnes âgées & handicapées, jeunes actifs et étudiants

Contexte et enjeux	La CA du Pays de Grasse compte plus de **28 000 personnes de plus de 60 ans,** les effectifs de cette classe d'âge évoluant par ailleurs rapidement (+1,5% par an). Pour autant, la CAPG a un indice de jeunesse de 0,82 en 2020, supérieur à celui du département et de la région. Cette croissance est particulièrement rapide chez les néo-seniors (60 à 74 ans– 1,7% par an) et chez les grands seniors (+ de 90 ans - 2,3% par an). Ce vieillissement de la population s'accompagne d'une perte d'autonomie, et renforce de ce fait les besoins en logements adaptés. En réponse, **des résidences pour personnes âgées autonomes se sont développées ces dernières années.** Bien que l'on observe une érosion des effectifs jeunes sur la période récente, les besoins en termes de logements persistent pour ce public. Les jeunes 20-24 ans décohabitent peu de chez leurs parents (68% vivent chez leurs parents contre 56% pour le département Alpes-Maritimes), ce qui peut s'expliquer par la forte tension sur le marché immobilier, locatif notamment. Seuls deux **Résidences Habitat Jeunes** sur le territoire à Grasse et à Mouans-Sartoux proposant des logements transitoires à un public jeune de 16 à 30 ans. Le PLIE et la mission locale accompagnent les jeunes dans leur recherche de logement. Il n'y a, à ce jour, pas de comité local pour le logement autonome des jeunes (CLAJJ) sur le territoire, sans que le besoin ne s'en fasse ressentir.
Objectifs	○ Développer l'offre adaptée, par amélioration de l'existant et déploiement d'une offre nouvelle ○ Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et en perte d'autonomie ○ Développer l'offre dédiée aux jeunes ○ Accompagner les publics jeunes dans les démarches d'accès au logement
Modalités de mise en œuvre	**Soutenir l'offre de maintien et de soin à domicile :** ○ Renforcer le réseau des acteurs du médico-social (hôpitaux, CCAS, infermières libérales) ○ Poursuite des aides pour la réalisation de travaux d'adaptation des logements existants au handicap ou à la perte d'autonomie. Et refonte des objectifs d'amélioration du parc privé concernant l'adaptation de l'offre au vieillissement / handicap (SPRH)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Sur le parc social, anticiper les besoins d'une population vieillissante :

- Mise en œuvre d'un partenariat avec l'association Handitoit:
  - Repérage des besoins parmi les demandeurs de logement social (PMR et UFR)
  - Référencement des logements adaptés PMR et UFR
  - Financement de la CAPG sur fonds propres (action 1)

Poursuivre le partenariat avec la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) dans le cadre du dispositif Handicap Logement (DHL), formalisé par une convention signée depuis 2016 avec la CAPG. Le DHL identifie les besoins et sensibilise les acteurs du logement sur tous les handicaps.

Accompagner le développement d'une offre complémentaire adaptée à la perte d'autonomie :

- Développer une offre complémentaire dans le parc locatif social en adéquation avec les capacités financières des séniors, en mobilisant en priorité des financements PLUS et PLAI. Ces opérations devront être situées à proximité des centres et équipements des communes.

- Conventionner les résidences privées existantes à l'issue des projets de rénovation, en vérifiant les revenus des séniors qui occupent déjà ces logements.
- Encadrer le développement de l'offre privée déjà présente sur le territoire.
- Accompagner les communes et les porteurs de projet de résidences sociales seniors (en lien avec les actions 2, 5 et 7). Le développement d'habitat participatif ou de colocation répond pleinement à une volonté de créer du lien entre les publics accueillis.

Poursuivre le développement d'une offre dédiée aux jeunes :

- Engager pour quantifier et qualifier le besoin des jeunes en logement : analyse du public cible, état des lieux des produits existants, identification des partenaires, etc. Cette étude permettra de déterminer l'opportunité de réaliser d'autres Résidences Habitat Jeunes (Actifs) sur le territoire.
- Mobiliser le conventionnement du parc privé pour la mise en location de petits logements en conventionnement social et très social (T1 et T2)

Optimiser l'occupation des logements fléchés étudiants dans le parc des bailleurs sociaux :

- Introduire plus de souplesse dans les attributions pour éviter la vacance en diversifiant le public (jeune actifs, jeunes ménages, ...)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		○ Accompagner les bailleurs par une mise en réseaux avec les acteurs qui interviennent auprès des étudiants. **Soutenir les acteurs dans l'accompagnement du public jeune vers l'accès au logement :** ○ Créer des partenariats avec les acteurs intervenant auprès des jeunes (PLIE, Grasse Campus, Mission Locale, service logement, CCAS, bailleurs, AIVS). ○ Mobiliser les outils existants permettant de capter le public jeune, notamment la plateforme Grasse Campus. **Mobiliser les outils permettant l'accès au logement :** ○ Communication sur les outils visant à sécuriser les contrats de location : garantie de loyer VISALE (Action logement) ○ Valoriser les dispositifs d'intermédiation locative et de bail glissant pour les jeunes et étudiants. ○ Faire évoluer la plateforme d'échange Grasse Campus mettant en relation propriétaires et locataires pour plus de visibilité auprès des jeunes.
Traduction dans les documents d'urbanisme		Programmation dans certaines OAP sectorielles
Rôle de la CAPG		Pilotage de l'aide à l'adaptation (dans le cadre du SPRH) Animation des partenariats avec la MDA/Handitoit Pilotage des études et appui au développement de l'offre
Rôle des communes		○ Communication ○ Remontées d'informations via les CCAS ○ Dialogue avec les opérateurs sur les besoins en logements adaptés ○ Traduction dans le document d'urbanisme le cas échéant
Partenaires		○ Anah ○ Bailleurs sociaux ○ Opérateurs parc privé ○ Handi'Toit Provence ○ DDETS06/Département 06 (PDALHPD) ○ CAF (Convention Territoriale Globale) ○ Grasse Campus ○ Action Logement ○ Opérateurs : AGIS 06 / SOLIHA
Moyens	**Financiers**	○ Dans le parc social, subvention au titre du logement social : - Logements adaptés au handicap et vieillissement - 2000€/logement sous réserve d'un conventionnement avec Handi'toit Provence - Logements séniors en acquisition-amélioration : 5 000 €/logement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		- Logements étudiant en acquisition-amélioration : 5 000 €/logement o Subventions OPAH volet autonomie (cf. action 10)
	Techniques	o Ingénierie de la Direction Habitat et Logement o Mobilisation des partenaires
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	o Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier o Effectifs jeunes et seniors sur le territoire, et conditions de logements associées
	Indicateurs de mises en œuvre	o Partenariats développés o Développement d'offres nouvelles pour les différents publics en mobilité et les jeunes o Evolution de fréquentation en résidence selon le type de logement proposé
Lien avec d'autres documents	**PLU**	o Programmation de logements adaptés dans certaines OAP sectorielles
	dispositif Handicap Logement	Identification des besoins et sensibilisation des acteurs du logement sur tous les handicaps.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 8 | Identifier des solutions innovantes pour le logement des agriculteurs, sapeurs-pompiers volontaires et saisonniers

Contexte et enjeux	Nombre d'actifs connaissent des difficultés dans l'exercice de leur métier et activité, du fait de ne pas trouver de logement de proximité. Fort d'activités touristique et agricole importantes, le Pays de Grasse connaît plusieurs rythmes de saisonnalité, impliquant la présence de travailleurs saisonniers. Le public en mobilité sur le territoire ne dispose pas, de fait, de solution de logements sur place, constituant un besoin spécifique sur le territoire. Le territoire est en outre confronté à la difficulté de recruter des sapeurs-pompiers volontaires, du fait des difficultés de logement à proximité des casernes. A cet égard, la loi rend possible l'expérimentation de la réservation de logements sociaux : le décret n° 2023-220 du 28 mars 2023 permet aux EPCI dotés d'un PLH de retenir "un objectif d'attribution territorialisé de logements sociaux destinés aux sapeurs-pompiers volontaires et situés à proximité des centres d'incendie et de secours ». Enfin, de jeunes agriculteurs sont heurtés à des difficultés d'installation, en lien avec l'accès au logement. A l'étude, deux projets à Mouans-Sartoux : - Projet de hameau agricole, avec la création de logements destinés exclusivement à des agriculteurs. Ce projet est néanmoins contraint par le modèle économique et de gestion de l'offre dans le temps (logement conditionné à l'activité agricole). - Acquisition d'un domaine agricole (préemption SAFER) intégrant des logements qui pourraient être destinés à des agriculteurs, disposant ainsi d'un emplacement stratégique à proximité des activités agricoles. Enfin, d'autres leviers pourraient être mobilisés pour loger les agriculteurs, en encourageant les agriculteurs à déposer une demande de logement social (critères d'attributions selon les règles existantes), mais aussi en orientant la commercialisation de logements en BRS auprès de ce public.
Objectifs	✓ Explorer des solutions innovantes pour le logement des publics au besoin spécifique en terme de logement sur le territoire
Modalités de mise en œuvre	**Apporter des réponses aux besoins en logement des sapeurs-pompiers volontaires :** o Définition d'un objectif d'attribution territorialisé de logements sociaux destinés aux sapeurs-pompiers

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		volontaires et situés à proximité des centres d'incendie et de secours, au regard du décret n° 2023-220 du 28 mars 2023, et mise en œuvre dans le cadre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA)/expéirmentation à porter devant la CIL **Apporter des réponses aux besoins en logement des agriculteurs :** o Accompagnement des projets à Mouans-Sartoux en faveur du logement des agriculteurs (soutien technique de la CAPG à la réalisation des projets). o Examiner d'autres projets potentiels à destination des agriculteurs – en LLS et BRS **Connaître les besoins en logement des travailleurs saisonniers et apporter des réponses adaptées :** o Tirer le bilan de l'étude relative au logement des travailleurs saisonniers (2025) et conduire des actions pour répondre aux besoins, en lien avec la commune de Grasse (commune touristique) et les employeurs de travailleurs saisonniers.
Traduction dans les documents d'urbanisme		Emplacements réservés de mixité sociale avec programmation orientée en réponse aux besoins identifiés
Rôle de la CAPG		Pilotage des études et appui au développement de l'offre
Rôle des communes		o Traduction dans le document d'urbanisme le cas échéant o Remontées les problématiques rencontrées pour loger certains publics
Partenaires		o Les communes o SDIS 06 o MEAD de Mouans-Sartoux o Acteurs du tourisme o Acteurs de l'emploi et l'insertion : France Travail ; CCI o Bailleurs sociaux o Action Logement o ADIL 06
Moyens	**Financiers**	Cf. action 1 relatif au développement du parc social
	Techniques	Mobilisation des directions habitat & logement/ Développement économique et tourisme / Aménagement Foncier
Calendrier		2025 : Etude logement des travailleurs saisonniers 2026 : Mise en œuvre des actions à la suite de l'étude pour le logement des saisonniers
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Nombre de saisonniers présents sur le territoire et conditions de logements (via étude convention logement des saisonniers à Grasse)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		– Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier
	Indicateurs de mises en œuvre	Solutions de logements apportées aux actifs/saisonniers/SPV/agriculteurs
Lien avec d'autres documents	**PAT**	Réponse aux besoins en logement des agriculteurs pour favoriser l'installation d'exploitants et l'autonomie alimentaire du territoire
	PLU	Emplacements réservés de mixité sociale

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 9 | Mieux répondre aux besoins d'accueil des Gens du voyage

Contexte et enjeux	La CAPG est soumise aux prescriptions du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV) des Alpes-Maritimes. Le territoire offre une solution d'aire d'accueil – non labellisée – à Mouans-Sartoux. La loi relative à l'Égalité et à la Citoyenneté du 27 janvier 2017 (LEC) oblige les EPCI à disposer d'une offre d'habitat adapté pour les gens du voyage. La loi du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites renforce le rôle des EPCI à fiscalité propre dans la compétence « accueil des gens du voyage ». Le SDAGV préconise ainsi la création de : • 3 aires permanentes d'accueil sur la CAPG (24 places à Peymeinade ; 20 places à Pégomas ; 20 places à Mouans-Sartoux). • des terrains familiaux locatifs publics à La Roquette-sur Siagne et à Peymeinade (5 terrains sur chaque commune). Une aire de grand passage à l'échelle du pôle métropolitain Cap Azur
Objectifs	✓ Veiller à la prise en compte des objectifs fixés par le SDAGV pour le territoire de la CAPG ✓ Poursuivre l'identification de terrains propices à la réalisation des prescriptions ✓ Veiller à la révision des PLU pour intégrer des emplacements réservés en vue de la réalisation des aires d'accueil et terrains locatifs ✓ Examiner les modalités de financement pour assurer l'aménagement et l'entretien des aires d'accueil (de compétence intercommunale)
Modalités de mise en œuvre	**Suivi et participation aux travaux de révision du SDAGV** Participation au groupe de travail et au suivi du déploiement des actions du SDAGV **Aménagement et gestion des aires d'accueil des gens du voyage** o Accompagner la commune de Mouans-Sartoux dans la labellisation de l'aire d'accueil. o Intégration des prescriptions dans les PLU des communes concernées o Identification d'une aire de grand passage en concertation avec les 4 EPCI du Pôle Métropolitain Cap Azur.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		Tendre vers une meilleure organisation des grands passages : Deux aires de grands passages devront être identifiées à l'échelle du département des Alpes-Maritimes. N'ayant pas d'espace dédié identifié à ce jour, l'Etat réquisitionne chaque année des terrains auprès des EPCI. Des solutions pérennes et équitable sont à l'étude pour accueillir les grands passages. L'enjeu est d'assurer un équilibre territorial et financier entre les EPCI et d'identifier des sites pérennes pour l'accueil des gens du voyage. A l'échelle de la CAPG, l'identification de l'aire de grand passage se fera à l'échelle du Pôle Métropolitain CAP Azur en concertation avec les 4 EPCI.
Traduction dans les documents d'urbanisme		ER / zonage spécifique pour les aires d'accueil et les terrains familiaux.
Rôle de la CAPG		○ Participation aux travaux de révision du SDAGV ○ Soutien ingénierie
Rôle des communes		Traduction dans le document d'urbanisme le cas échéant
Partenaires		○ Etat ○ Pôle métropolitain Cap Azur
Moyens	**Financiers**	50 000 € : aménagement et gestion du site de Mouans-Sartoux
	Techniques	Ingénierie de la CAPG pour la réalisation et la gestion des aires d'accueil : Directions Aménagement /Habitat et Logement
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	Nombre de places créées Bilan de l'accueil des Gens du voyage (taux d'occupation des aires, publics accueillis…)
	Indicateurs de mises en œuvre	Réalisation des aires et terrains familiaux prescrits dans le cadre du SDAGV
Lien avec d'autres documents	**Schéma départemental d'accueil des gens du voyage**	Définition d'objectifs en matière d'aires d'accueil et de terrains familiaux à destination des gens du voyage
	SCOT	Le SCoT impose aux entités urbaines concernées par les dispositions du Schéma départemental la recherche et l'identification des sites nécessaires à leur réalisation
	PLU	Définition de zonage spécifique pour les aires d'accueil et terrains familiaux

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



AXE 3 : AGIR SUR LE PARC EXISTANT POUR DES LOGEMENTS DE QUALITE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 10 | Poursuivre et amplifier l'intervention sur le bâti existant à l'aide de dispositifs adaptés

Commenté [sb9]: Développer l'OPAH dans cette fiche action

Commenté [sb10]: Développer l'OPAH dans cette fiche action

Contexte et enjeux	La CAPG pilote l'animation de dispositifs locaux en faveur de l'amélioration de l'habitat, intervenant sur les thématiques de la rénovation énergétique, l'autonomie, la lutte contre l'habitat indigne, les copropriétés dégradées et fragiles. Début 2025, elle anime deux dispositifs programmés : une OPAH de droit commun à l'échelle du territoire intercommunal, et une OPAH RU « Cœur Historique de GRasse » 2022-2027, avec l'appui opérationnel de la SPL Pays de Grasse Développement. Jusqu'à fin 2024, le Conseil Départemental 06 pilotait le dispositif SARE, sur la rénovation énergétique uniquement. **Aujourd'hui, la CAPG se positionne en chef de file de la politique de l'habitat en pilotant le déploiement du Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH) sur son territoire.** La CAPG met ainsi en œuvre le guichet unique d'information, de conseil et d'orientation des habitants souhaitant réaliser des travaux dans leur logement Sur le volet **copropriétés**, les dispositifs ont, jusqu'alors eu un impact limité, interrogeant sur l'opportunité d'un besoin d'un dispositif adapté et renforcé. Également, la **réalisation de travaux accompagnés auprès de propriétaires-bailleurs** constitue une opportunité pour développer **l'offre conventionnée**, améliorant l'inventaire SRU. Au terme du PLH 2017-2022, 220 logements sont conventionnés au sein du parc privé sur le territoire, dont 219 au sein de communes soumises à l'art.55 de la loi SRU. Ainsi, la dynamique de conventionnement est à poursuivre, par le biais d'une animation auprès de propriétaires-bailleurs, mais aussi auprès des communes qui pourraient conventionner une partie de leur parc communal.
Objectifs	**Dans une optique de clarté de l'intervention publique :** o Déployer le SPRH sur le territoire o Conforter le rôle de chef de file de la CAPG en matière de rénovation de l'habitat **Dans une optique d'amélioration des conditions de vie dans les logements existants :** o Lutter contre l'habitat indigne et le mal-logement o Lutter contre la vacance et favoriser la remise sur le marché de logements existants o Améliorer le confort et la qualité de vie des habitants dans leur logement, notamment en cas de

Commenté [FG11]: Hormis Grasse, d'autres communes sont soumises à des enjeux d'intervention sur le bâti ancien

Le territoire connaît un certain nombre de problématiques sur son parc ancien qui appellent des actions de revitalisation. La CA Pays de Grasse se compose d'un parc de logements (résidences principales) qui s'est principalement construit sur la période 1970 – 1990 (37% des RP). Les résidences construites avant 1970 (date des premières règlementations thermiques) représentent une moins grande part des logements du Pays de Grasse (33%) comparativement aux autres échelles territoriales observées.
Parmi les logements qui ont été soumis à un DPE (source : observatoire ADEME) :
- 43% se situent en étiquettes A, B ou C, pouvant être considérés comme des logements dits « économes » en matière énergétique.
- 28% des logements sont en étiquette D.
- 28% des logements qui sont sous étiquettes E, F, G, et qui peuvent donc être considérés comme des logements dits « énergivores » (ceux proposés à la location seront concernés par l'interdiction de mise en location dans les prochaines années).

Le parc ancien est également concerné par une problématique de vacance, avec 36% des logements vacants construits avant 1919, alors qu'ils représentent que 15% du parc de logement global.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	vieillissement, perte d'autonomie, de précarité énergétique o Engager les copropriétés dans une démarche d'amélioration de leur patrimoine
Modalités de mise en œuvre	**Poursuivre et renforcer l'intervention sur l'habitat ancien / dégradé** L'OPAH du Pays de Grasse 2022-2027 sera intégrée dans le SPRH dès 2025. Les objectifs quantitatifs peuvent être déclinés comme suit : – Accompagnement de **280 propriétaires occupants** pour des travaux en parties privatives – Accompagnement de **40 propriétaires bailleurs** pour des travaux en parties privatives – Accompagnement de **50 logements en copropriété** pour des travaux en parties communes Dans ce cadre, la SPL Pays de Grasse Développement est mobilisée pour accompagner gratuitement les pétitionnaires éligibles Anah notamment concernant les thématiques de rénovation énergétique, d'adaptation au domicile et de lutte contre l'habitat Indigne. **Signature du Pacte territorial mettant en œuvre le SPRH – 1er trimestre 2025 :** – Volet 1 : Dynamique Territoriale / animation collective : système d'acteurs (coordination des professionnels / information - conseil investisseurs) / Identification, sensibilisation propriétaires – Volet 2 : information et conseil auprès des ménages avec la mise en place d'un guichet d'accueil et de permanences. – Volet 3 : Accompagnement des ménages (modalités suivi-animation de type OPAH) **Amplifier et diffuser la lutte contre l'habitat indigne sur l'ensemble du territoire** o A l'image du permis de louer de Grasse ou de Cabris, envisager le déploiement du permis de louer sur d'autres secteurs à enjeux (appui aux communes) – Poursuivre les actions d'accompagnement et de formation des communes dans la mise en œuvre des pouvoirs de police du maire **Amplifier les actions spécifiques de lutte contre l'habitat dégradé** – Conduire, avec les communes volontaires, un repérage des logements vacants/dégradés et des passoires thermiques (balades urbaines / thermiques, repérage et courriers aux propriétaires) **Accompagner les copropriétés dans la réalisation de travaux d'amélioration thermique, énergétique et esthétiques** o Mieux connaître les copropriétés et leur situation :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	- Intégration du volet copropriété dans l'observatoire, pour mieux les identifier et mettre en place un suivi o Agir sur les copropriétés fragiles et avec besoin de travaux - Intégration du volet copropriétés dégradées dans le SPRH - Poursuite du volet copropriétés dégradées dans l'OPAH RU - Promotion et développement de MPR Copro (aide à la réalisation d'études préalables pour les copropriétés en difficulté). - Renforcer la réalisation de travaux d'office (prise d'arrêtés). o Accompagnement spécifique des copropriétés en secteur sauvegardé (OPAH-RU) - Etudes et travaux à conduire en respect du PSMV - Engager un dialogue avec l'ABF pour examiner les solutions techniques (notamment d'isolation par l'extérieur). o Intervention publique sur les anciennes résidences en déshérence : - Rivierazur I à Peymeinade : réhabilitation énergétique – MPR Copro - Rivierazur II à Saint-Cézaire-sur-Siagne : projet de restructuration totale du site, à vocation immobilier, commerces, services. **Encourager les investisseurs privés et les opérateurs à intervenir sur le parc existant** o Identifier des opportunités immobilières pour les bailleurs (via base LOVAC / identification par les communes) et opérations en acquisition-amélioration, VIR, DIIF… o Apporter une aide aux projets de conventionnement du parc existant : accompagnement par la SPL et subventions incitatives ANAH, CAPG, etc. o Promouvoir l'intermédiation locative (point de vigilance en QPV)
Rôle de la CAPG	Pilotage et animation des dispositifs d'amélioration de l'habitat
Rôle des communes	o Relais opérationnel pour : - Identification des opportunités immobilières - Repérage des logements vacants / dégradés - Communication o Accompagnement des communes dans la lutte contre l'habitat indigne
Partenaires	o ANAH o DDTM06 o DREAL o SPL Pays de Grasse Développement o Région PACA o CD 06

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

<table>
<tr><td colspan="2"></td><td>

ADIL
Bailleurs sociaux
CAF (Convention Territoriale Globale)

</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Moyens</td><td>Financiers</td><td>
Budget prévisionnel de l'ingénierie du SPRH 2025-2029 (non arrêté) :
<table>
<tr><td>Financeurs</td><td>Par an</td><td>Total</td></tr>
<tr><td>Anah</td><td>182 220 €</td><td>911 100€</td></tr>
<tr><td>CAPG</td><td>134 200 €</td><td>671 000 €</td></tr>
<tr><td>Total</td><td>316 420€</td><td>1 582 100 €</td></tr>
</table>
Le financement des travaux est budgété annuellement :

CAPG : environ 600 000 €.
Anah : de 1 à 1.5 M€
Région : 240 000 € / 3 ans (au titre du Contrat Nos Territoires d'Abord

Des financements sont mobilisables auprès d'autres partenaires :

Action Logement, sous forme de prêts
Département des Alpes-Maritimes , le FSME
Maison Départementale de l'Autonomie des Alpes-Maritimes (MDA),
Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes (CAF),
Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêts Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), prêts

</td></tr>
<tr><td>Techniques</td><td>

Ingénierie de la Direction Habitat et Logement / Service Energie
Accompagnement de la SPL Pays de Grasse Développement pour l'accompagnement de propriétaires et de copropriétés éligibles Anah
Le Département 06 – Audits énergétiques

</td></tr>
<tr><td colspan="2">Calendrier</td><td>
Pacte territorial :

Signature de la convention de Pacte territorial en 2025
Durée 5 années

</td></tr>
<tr><td>Suivi Evaluation</td><td>Indicateurs de contexte</td><td>

Nombre et localisation des signalements d'habitat indigne / indécents (Histologe)
Nombre de logements en copropriété
Nombre de copropriétés en situation de fragilité / vulnérabilité / dégradation
Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier
Étude d'opportunité et mise en place le cas échéant du permis de louer sur d'autres communes de l'Agglomération
Qualité du parc locatif (DPE)

</td></tr>
</table>

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		– Nombre de logements conventionnés au sein du parc privé
	Indicateurs de mises en œuvre	o Nombre de dossiers accompagnés et financements octroyés o Bilan des dossiers LHI o Nombre de copropriétés mobilisées / nombre de logements associés o Nombre de copropriétés rénovées (nombre de logements associés)
Lien avec d'autres documents	**PCAET**	- Objectifs de rénovation du parc existant et de réduction des gaz à effets de serre dans le parc résidentiel
	SCOT	- Orientation 12A2 : promouvoir la rénovation des bâtiments

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 11 | Finaliser le processus de revitalisation du cœur historique de Grasse via la combinaison des dispositifs opérationnels

Contexte et enjeux	Le **centre-ancien de Grasse** fait l'objet d'un **projet de renouvellement urbain** accompagné dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (**NPNRU**), associant différents partenaires financeurs : ANRU, Action Logement, la Banque des Territoires, la Région PACA, ainsi que des partenaires opérationnels (SPL Pays de Grasse Développement, Unicil et CDC Habitat). La convention pluriannuelle de renouvellement urbain a été signée le 28/04/2020, et consolidée par 2 ajustements mineurs. La convention établit un montant d'investissement de 39 millions d'euros TTC pour financer 13 opérations physiques, (33 M€) dont des opérations de recyclage de l'habitat dégradé (îlot médiathèque Sud, îlot Sainte-Marthe 2, îlot Placette et îlot Roustan) et 4 opérations d'aménagement (dont aménagement du secteur Martelly et revalorisation de l'entrée de ville Pontet-La Roque). En parallèle, des programmes immobiliers seront financés à hauteur de 5,04 millions d'euros TTC pour accompagner la diversification de l'habitat (reconstitution de l'offre de logements sociaux hors QPV) ; développement de l'accession à la propriété, et réalisation d'1 équipement public, et une opération structurante de redynamisation commerciale. Enfin, 4 opérations d'**ingénierie** sont financées à hauteur de 1,1 millions d'euros TTC pour l'étude et la conduite du projet (la participation des habitants). Une mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain (OPCU) est financée par la banque des territoires. Sur ce même périmètre, **la CAPG pilote l'OPAH RU 2022-2027** (convention signée le 4 octobre 2022) en lien avec le Permis de Louer.
Objectifs	○ Prise en compte du patrimoine remarquable sur le centre-ville de Grasse ○ Finaliser la conduite du projet de renouvellement urbain du centre-ancien de Grasse
Modalités de mise en œuvre	**Poursuivre l'intervention renforcée sur le bâti et les espaces publics dans le centre-ancien de Grasse :** – Poursuite de l'OPAH-RU à Grasse – Poursuite Permis de Louer **Finaliser le projet du renouvellement urbain du centre-ancien de Grasse (2030) :** ○ Accompagner la réalisation des opérations d'aménagement et programmes immobiliers dont l'équilibre opérationnel n'est pas atteint spontanément + souplesse / adaptation pour tenir compte des aléas des projets

Commenté [ns12]: La CA du Pays de Grasse ne réalise pas d'opération NPNRU, nous sommes porteur de projet. Les opérations sont réalisées par les Mouvrages (Bailleurs, ville de Grasse, SPL)

Commenté [FG13R12]: Merci Nathalie pour la précision !

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		Coordonner les différents maîtres d'ouvrage, par la mobilisation de l'ingénierie dédiée.
Rôle de la CAPG		Pilotage des actions conduites (NPNRU / OPAH-RU) et mise en relation des différents opérateurs.
Rôle des communes		o Mise en place du permis de louer pour les communes volontaires o Identification des secteurs devant faire l'objet d'une intervention renforcée
Partenaires		o ANRU/Etat o Action Logement o Banque des territoires o Région Sud o SPL Pays de Grasse Développement o Unicil o CDC Habitat o Ville de Grasse o CAF (Convention Territoriale Globale)
Moyens	**Financiers**	**Budget NPNRU centre-ancien de Grasse :** Contribution financière CAPG à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain sur le centre-ancien de Grasse : o 1.6 M€ sur la durée du programme o Mission d'AMO et d'OPCU : environ 48 000 €/an **Budget de l'OPAH-RU (2022-2027) :**

Financeur	Aide aux travaux	Aide à l'ingénierie
ANAH	2 132 625 €	452 850 €
CA Pays de Grasse	747 500 €	172 150 €
Ville de Grasse	2 437 500 €	50 000 €

Accompagnement des copropriétés :

Aides aux copropriétés dans le cadre de l'OPAH-RU :

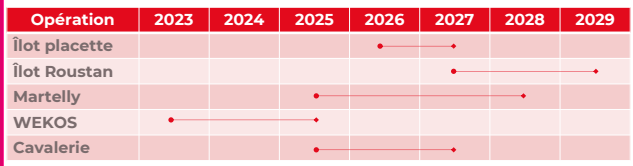
COPROPRIETES			
	Conditions	**Taux de subvention sur montant travaux éligibles HT**	**Plafond de l'aide**
Copropriété dégradé	1 - Sécurisation des parties communes	10%	7 000 €
	2 - Projet global	10%	16 000 €
	3 - Parties communes très dégradées	10%	24 000 €
Copropriété fragile MPR copro	15000 €/ logement	10%	10 000 €

COPROPRIETES si gain énergétique >38%			
	Conditions	**Taux de subvention sur montant HT moyen de travaux par logement**	**Plafond de l'aide**
Copropriété dégradé	1 - Sécurisation des parties communes	inéligible	
	2 - Projet global	50% de la subvention CAPG	50% CAPG soit 8 000 €
	3 - Parties communes TD	inéligible	
Copropriété fragile MPR copro		50% de la subvention CAPG	50% CAPG soit 4 000 €

La banque des territoires propose le **« prêt copropriétés dégradées »**

Commenté [FG14]: Déjà un volet copropriété dégradé dans l'OPAH RU + OPAH : à voir comment l'intégrer au SPRH

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		Les moyens financiers postérieurs à 2027 seront précisés au terme du bilan à mi-parcours du PLH.
	Techniques	Ingénierie de la Direction Habitat et Logement : - Cheffe de projet NPNRU (0.5 ETP) Chargée d'opération NPNRU (0.8 ETP) - Pilotage de l'OPAH-RU Mobilisation équipe projet NPNRU et OPAH-RU
Calendrier		Dans le cadre de la convention 2020 – 2030 duNPNRU du centre-ancien de Grasse, les calendriers prévisionnels des opérations courent jusque 2030 :  OPAH-RU : 2022-2027 et prorogation ou évolution du dispositif/intégration SPRH - à prévoir à cette date.
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Indicateurs de fragilité au sein des secteurs concernés (logements vacants, précarité…)
	Indicateurs de mises en œuvre	– Bilan du NPNRU centre-ancien – Bilan de l'OPAH-RU – Bilan Permis de louer
Lien avec d'autres documents	**NPNRU**	– Convention NPNRU centre-ancien de Grasse
	OPAH-RU	– Convention OPAH-RU 2022-2027

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 12 | **Accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier des Fleurs de Grasse**

Contexte et enjeux	Le quartier des Fleurs de Grasse compte 542 logements sociaux, construits en 1973 et 1982 par la SA d'HLM la Grassoise, devenue 3F SUD. Malgré une position favorable, en entrée de ville, à proximité de la voie pénétrante Grasse-Cannes et attractif du fait d'un environnement dynamique (commerces, services, équipements), le quartier présente de nombreux dysfonctionnements multifactoriels sur les plans : - Technique : des dégradations prononcées du bâti - Social : une nette paupérisation du quartier - Sécuritaire : des problématiques difficiles à maîtriser de délinquance localisée sur certains immeubles. C'est pour enrayer ces processus que, conjointement, la Ville, la Communauté d'agglomération et le bailleur social ont impulsé, dès 2017, une réflexion afin d'examiner les diverses options de restructuration et de redynamisation du quartier ; les aspirations partagées sont alors d'allier transformation substantielle du quartier et amélioration des conditions et du cadre de vie. **Le projet retenu consiste en une intervention ambitieuse de démolition-reconstruction pour extraire, à terme, Les Fleurs de Grasse de la géographie prioritaire de la politique de la ville.** Dès lors, les habitants sont placés au cœur des réflexions, et la question du relogement est, dès les prémices du projet, étudiée très étroitement avec les acteurs et l'ensemble des bailleurs sociaux : une charte de relogement est signée par la Ville de Grasse, l'Etat, la CAF, Action Logement et les bailleurs sociaux. En complément de l'appui d'une MOUS relogement, des groupes de travail et une gouvernance propres au relogement sont constitués.
Objectifs	○ Sortir le quartier des Fleurs de Grasse de la géographie prioritaire de la politique de la ville ○ Mettre en œuvre les moyens pour aller vers un équilibre social au travers d'une diversification de l'offre ○ Accompagner la mutation du quartier en y intégrant une diversité des fonctions urbaines ○ Veiller à la qualité de l'offre produite (confort, qualité architecturale, économie d'énergie, services numériques, logements adaptables et évolutifs, prise en compte des enjeux du vieillissement, etc.) ○ Veiller à la coordination des actions menées sur le quartier par les différents partenaires ○ S'appuyer sur la CIL pour maintenir un partenariat fort en faveur du plan de relogement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Modalités de mise en œuvre	**Le projet retenu : une intervention lourde de démolition de 542 logements & 729 logements en reconstruction sur site** La programmation prévisionnelle (établie à mars 2025 en attente de consolidation) : - Démolition des **542 logements** par phase : ***Seules les phases 1 et 2 de démolition devraient intervenir sur le temps du PLH, soit la démolition de 387 logements*** (prévisionnel OS démolition). Hypothèse de déconventionnement à prévoir 2 ans après (sauf dérogation). **Vigilance coût pénalités** - (re)Construction sur site d'un programme mixte de **729 logements** : 187 logements libres, 302 PLUS & PLAI, 45 PSLA, 195 PLS, dont résidence séniors, ULS + des équipements, services, commerces, espaces publics ***2025-2030 : prévisionnel dépôt PC sur le temps du PLH, soit total de 518 logements, dont 153 libres, 200 PLUS-PLAI (ROLS) et 165 PLS et PSLA.*** - **FOCUS** Reconstitution (ROLS) : 542 PLUS & PLAI. **Sur site** : **302 PLUS & PLAI** reconstitués sur site dont ***200 agréés dans le temps du PLH*** (estimation selon prévisionnel dépôt PC) **Hors site : 240 logements sociaux et très sociaux** hors site, échelonné sur 15 ans pour pallier le déficit entre l'existant et la programmation, soit ***96 logements à prévoir sur la durée du PLH.***

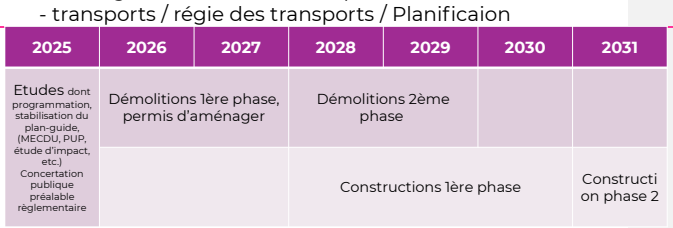
2025-2030	Sur site	Hors site
Libre	153	
LLS prog. PLH	165	
ROLS	200	96
Total	518	

Poursuivre et finaliser le relogement des ménages encore présents sur le quartier : *Données à décembre 2024 :*
- une phase 1 de relogements quasiment terminée : sur 161 logements, 24 logements restent occupés
- une phase 2 commencée : sur 155 logements, 103 restent occupés
- une phase 3 de 230 logements dont 165 restent occupés

➢ **Plus de la moitié des relogements est réalisée au démarrage du PLH**

Conformément à la **Charte de relogement** :
- Les relogements seront effectués sur la commune de Grasse, sauf exception et sous réserve de l'accord préalable des communes d'accueil :
- Un objectif de 156 relogements en inter-bailleurs (au prorata des patrimoines de chacun sur la commune de grasse).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		Veiller à la bonne articulation entre les situations de relogement avec les conventions de gestion en flux ➢ En articulation étroite avec les différents réservataires et partenaires du projet de renouvellement urbain (Ville de Grasse, Etat, Action Logement et 3F Sud.
Traduction dans les documents d'urbanisme		Mise en compatibilité du document d'urbanisme MECDU (2025)
Rôle de la CAPG		Accompagnement direction habitat & logement - services mutualisés planification et aménagement Articulation CIL du Pays de Grasse Articulation direction mobilité BHNS Accompagnement service développement social des territoires et prévention (concertation)
Rôle des communes		Accompagnement/suivi services de la Ville + services mutualisés planification et aménagement Mise en compatibilité document d'urbanisme, PUP Articulation MOA (école, espaces publics en interface)
Partenaires		o Services de l'Etat o Bailleurs sociaux o Action Logement o Bailleur social 3F Sud
Moyens	**Financiers**	Cf. action 1 : 1 000 000 € pour le financement du logement social : Subventions CAPG LLS + financements Etat Par ailleurs ; le projet fait l'objet d'un PUP (projet urbain partenarial) qui permet le cofinancement des voiries et des espaces publics du secteur.
	Techniques	– Ingénierie de la Direction Habitat et Logement et des Services Aménagement /Service Politique de la Ville /Direction mobilités - transports / régie des transports / Planificaion
Calendrier		 *En 2035 : toutes les phases de constructions et reconstitution hors site sont terminées*
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	o Evolution des indicateurs de fragilité sur le quartier o Suivi à travers l'observatoire de l'habitat et du foncier
	Indicateurs de mises en œuvre	o Suivi des relogements : nombre et localisation o Nombre de logements démolis / construits sur site o Nombre de logements reconstitués hors site o Montant des aides attribuées (tous partenaires)
Lien avec d'autres documents	**PCAET**	- Qualité des logements produits
	PLU	- MECDU

Commenté [FG15]: Intéressant de le rappeler, mais pas un budget de la politique habitat je pense

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

	SCOT	- Mobilisation de foncier en renouvellement urbain
	PDU	- Projet de BHNS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 13 | **Accompagner la réhabilitation du parc social**

Contexte et enjeux	Le parc social de la CAPG se caractérise par une part importante des logements relativement récents : près de 44% du parc a été construit depuis 2000, posant un enjeu de vieillissement pour les décennies à venir. Les **passoires thermiques sont évaluées à environ 6% du parc social** (280 logements sociaux ont un DPE E, F ou G). Au-delà de ces seuls logements énergivores, la situation de précarité énergétique des locataires du parc social est une réalité. Le parc social est donc une cible intéressante dans les plans de massification de la rénovation énergétique de l'habitat. A noter : les bailleurs sociaux sont également soumis aux obligations énergétiques, et à l'interdiction progressive de mise en location des passoires thermiques. La question de **la maitrise des charges** est au cœur du sujet, et en complément des travaux de rénovation, la réduction de consommation d'énergie nécessite un accompagnement sur les changements d'usage.
Objectifs	○ Améliorer durablement les conditions d'habitat des locataires du parc social existant ○ Améliorer le confort thermique des logements et réduire ainsi les charges des locataires ○ Adapter le parc au vieillissement et au handicap ○ Maintenir l'attractivité du parc existant et garantir un équilibre de peuplement
Modalités de mise en œuvre	○ **Instaurer de nouvelles aides financières en faveur de la réhabilitation du parc social** ○ **Mieux connaitre les besoins en travaux et accompagner les projets portés par les organismes du logement social :** - Inventorier les résidences énergivores, et travailler avec les bailleurs sociaux à la programmation des projets de réhabilitation, en lien avec leur PSP - Faire le lien avec les diagnostics de la précarité énergétique réalisés dans le cadre du PCAET, - Articuler avec le volet social de l'atlas des résidences potentiellement fragiles (en lien avec les travaux de la CIL) - Repérer les besoins en adaptation de logements à la perte d'autonomie - Intégrer ces inventaires à l'observatoire de l'habitat et du foncier. - Cibler une réhabilitation qualitative sur les plans énergétiques et thermiques, espaces communs, confort acoustiques le cas échéant, amélioration des ventilations etc. - Miser sur la communication et l'accompagnement des publics.
Traduction dans les documents d'urbanisme	Porter une attention particulière dans le secteur PSMV

Commenté [sb16]: des éléments de contexte à rajouter : % du parc en EFG / les locataires en précarité énergétique aussi dans le parc social / des signalements sur histologe %

Commenté [FG17]: Pour cela : s'appuyer sur le PSP des bailleurs, c'est l'objectif de ce genre de doc

Commenté [FG18R17]: + liens travaux CIL

Commenté [FG19R17]: Référentiel des résidences fragiles à constituer dans le cadre des travaux de la CIL

Commenté [FG20R17]: + mobilisation des enquêtes OPS

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Rôle de la CAPG		– Assurer l'articulation avec le PCAET – Pilotage de la convention TFPB : exonération de recettes – Subventions en faveur de la réhabilitation des logements sociaux en classes énergétiques EFG
Rôle des communes		Faire remonter les besoins en matière de réhabilitation du parc social, Le cas échéant, soutenir les projets de réhabilitation Echanger sur les besoins de rénovation du parc communal
Partenaires		– Bailleurs sociaux – Partenaires Energie, Politique de la Ville
Moyens	**Financiers**	Cf. action 1 : 1 000 000 € pour le financement du logement social : Installation de subventions pour la réhabilitation du parc social ancien (10% du montant HT des travaux : **subvention plafonnée à 40 000 € / opération)**
	Techniques	– Ingénierie des services de la CAPG : Habitat & Logement / Environnement / Aménagement / Urbanisme / Politique de la ville / Energie)
Calendrier		– Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	– Nombre de logements sociaux présents en QPV et qualité de ces logements
	Indicateurs de mises en œuvre	– Nombre de logements sociaux réhabilités sur les périmètres soumis à l'exonération de la TFPB
Lien avec d'autres documents	**PCAET**	– **Axe 2 : Atténuer le changement climatique** 2.1. Massifier la rénovation des logements et lutter contre la précarité énergétique Action n°7 : Accélérer la rénovation énergétique des logements existants en favorisant l'accompagnement des particuliers et des acteurs de l'immobilier dans leurs projets de rénovation performante Action N°9 : Améliorer a connaissance de la collectivité en matière de précarité énergétique dans le logement privé et le logement social.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AXE 4 : POURSUIVRE ET RENFORCER L'ANIMATION DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 14 | Affirmer la gouvernance locale et optimiser les moyens engagés en faveur de la politique locale de l'habitat et du logement

Contexte et enjeux	**Une politique au croisement de compétences communale et intercommunale.** Le PLH 2025-2030 constitue une feuille de route pour le Pays de Grasse, déclinée commune par commune, dans le cadre des compétences et des enjeux sur les territoires concernés. **L'habitat, une approche nécessairement transversale de l'aménagement du territoire** Le contexte de l'aménagement du territoire bascule peu à peu dans un nouveau paradigme, où s'articulent de nombreux enjeux, traduits dans des documents dont la bonne articulation et cohérence (avec le SCOT et les PLU) est un enjeu pour permettre le pilotage de la politique du logement le plus efficient. Enfin, la CAPG porte plusieurs politiques thématiques (mobilité, air climat énergie), déclinées dans des documents-cadres (PCAET, PDU) dont les relations avec la politique de l'habitat sont fortes. Ainsi, une transversalité des approches est attendue et le développement de l'offre de logements sera conditionné à la bonne appréciation des différentes thématiques du développement urbain. **Un document connecté à la Conférence intercommunale du logement** Par ailleurs, le PLH 2017-2022 prévoyait la mise en place de la conférence intercommunale du logement (CIL). L'action a été pleinement menée, avec l'installation de la CIL le 2 mars 2023, et l'adoption d'un document cadre d'orientations stratégiques en matière d'attribution de logement sociaux. La CAPG poursuit l'animation de la CIL et la mise en œuvre des documents associés (PPGDID, CIA), et tirer le bilan des dispositifs. **Un pilotage des moyens financiers assuré par la CAPG** Le PLH précédent a permis d'installer la CAPG comme délégataire des aides à la pierre. Cette délégation est poursuivie et participe à la mobilisation des moyens financiers de l'Etat et de l'Anah. En complément des aides d'Etat, la CAPG apporte son propre soutien financier à ces interventions.
Objectifs	○ Mettre en œuvre la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ○ Mettre en œuvre le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID) ○ Tirer le bilan des dispositifs et les ajuster en conséquence ○ Piloter efficacement la mobilisation des crédits Etat/Anah/CAPG ○ Faire vivre le PLH et communiquer sur son avancée ○ Renforcer le partenariat avec les acteurs institutionnels et locaux

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Modalités de mise en œuvre	**Pilotage politique et suivi de la politique de l'habitat** Le pilotage est assuré par la commission habitat, qui débat des modalités de mise en œuvre ; les instances communautaires (bureau et conseil) sont les lieux de décision. La **concertation autour de la politique de l'habitat** est assurée avec les communes et les différents partenaires de l'habitat La CAPG et les communes collaborent étroitement dans le cadre du PLH et au regard de leurs compétences propres. La CAPG apporte un soutien aux communes pour la réalisation de leurs projets ; les communes assurent une proximité avec les opérateurs et les administrés, elles assurent la remontée d'informations auprès de la CAPG. – Echanges trimestriels pour partager l'avancée de la programmation inscrite dans le PLH et actualiser les fiches "communes " Afin de **renforcer les partenariats avec les acteurs du logement** social, la CAPG anime de façon périodique des groupes opérationnels permettant d'échanger par exemple sur : – Les attributions, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs de la CIA et les solutions possibles – L'accès au logement (ainsi que le maintien dans le logement) des personnes en difficulté – La vacance du parc social, ses caractéristiques et les actions déployées par chaque bailleur pour y faire face – Les mutations dans le parc et les actions déployées – Instruction des dossiers de demandes d'aides – Réalisation de bilans réguliers sur les aides à la pierre – Organisation de rencontres thématiques : ateliers et groupes de travail ont été mis en place lors de l'élaboration du PLH. Ces instances ont permis d'initier un réseau d'acteurs sur certaines thématiques qu'il faut pérenniser. **L'organisation technique pour animer et suivre le PLH** Le suivi et le pilotage du PLH sont assurés par la Direction Habitat & Logement de la CAPG,. Plusieurs services de la CAPG et des communes sont mobilisés pour contribuer à la bonne coordination entre différentes thématiques (urbanisme et aménagement, mobilité, eau et assainissement, PCAET…). Des groupes de travail thématiques seront organisés en fonction des fiches actions du PLH. **Le pilotage de la politique du logement au travers de la CIL** La CIL constitue le lieu privilégié d'échanges entre l'ensemble des acteurs du logement et de l'hébergement. Elle se réunit annuellement pour piloter la stratégie intercommunale en matière d'attributions et de peuplement du parc social.
Rôle de la CAPG	o Pilotage et animation de la CIL o Délégataire des aides (parc public / parc privé) o Pilotage du suivi et de la mise en œuvre du PLH

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Rôle des communes		○ Participation à la CIL ○ Réservataires ○ Remontées d'infos concernant les demandes d'agréments ○ Participation aux temps d'échanges et de bilan sur le PLH
Partenaires		○ Etat ○ Bailleurs sociaux ○ Réservataires (Action Logement, Département;) ○ Opérateurs en charge du suivi-animation des dispositifs programmés et SPRH ○ CAF (Convention Territoriale Globale)
Moyens	**Financiers**	○ L'organisation des instances sera menée par la CAPG ○ Des moyens et outils de communication seront mobilisés (production de documents, information au public,...)
	Techniques	○ Ingénierie de la Direction Habitat & Logement / service Communication
Calendrier		○ Echanges trimestriels avec les communes (suivi de la programmation) ○ Réunion de la CIL (une fois par an) ○ Présentation du bilan à mi-parcours du PLH en conseil communautaire : 2028 ou 2029.
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	○ Mobilisation des élus et techniciens des communes ○ Mobilisation des partenaires de la CIL
	Indicateurs de mises en œuvre	○ Bilan des COPIL ○ Bilan des moyens humains mobilisés ○ Bilan des CIL conduites sur le territoire et des évolutions faites sur les documents cadres ○ Bilan des mises en compatibilités ○ Nombre de logements sociaux agréés / financés ○ Financements mobilisés (PLAI / PLUS) ○ Réalisation de bilan périodiques et tenues de rencontres de restitution
Lien avec d'autres documents	**PCAET**	Bilan des actions conduites dans le PLH et qui impactent le PCAET
	PLU	Participation aux travaux de révision des PLU au titre de la compétence habitat
	SCOT	Alimentation du bilan du SCOT
	PDU	Participation aux travaux de révision du PDU au titre de la compétence habitat

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 15 | **Renforcer l'offre de service au public**

Contexte et enjeux	**La CAPG assure l'information et l'accueil du public sur les thématiques relatives à l'habitat et au logement via :** - le service logement qui assure l'enregistrement de la demande de logement social, - l'ADIL 06 qui dispense des conseils lors de permanences sur le territoire – toutes questions habitat, et notamment rapports locatifs, LHI, etc. - l'information des propriétaires dans le cadre des dispositifs programmés d'amélioration du parc privé. Les mairies, les CCAS et les guichets France Services constituent souvent le premier interlocuteur pour les publics. Les **bailleurs sociaux** jouent également un rôle en tant que guichet enregistreur de la demande de logement social. Enfin, les récentes réformes de l'Anah ont conduit à ouvrir l'accompagnement à la rénovation de l'habitat à **d'autres opérateurs** que ceux historiquement implantés. Ainsi, face à la **multiplicité des acteurs en charge de l'accueil** et à la technicité que requiert l'apport de réponses à ces différentes situations, il y a un enjeu de visibilité et de lisibilité dans le parcours des demandeurs. La mise en œuvre du SPRH va ainsi permettre de renforcer l'offre de service au public, favorisant la lisibilité et la fiabilité des informations données.
Objectifs	o Poursuivre l'animation et la coordination des actions d'information o Simplifier le parcours des demandeurs de logement social, et des propriétaires souhaitant réaliser des travaux dans leur logement o Offrir un service complet et de qualité
Modalités de mise en œuvre	o **Renforcer l'articulation avec les communes et les CCAS :** – Partager les savoir-faire en animant des groupes de travail thématiques – Organiser des réunions d'informations et d'échanges sur l'habitat et le logement à destination des communes, des acteurs, des professionnels de l'immobilier, etc.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

		– Créer des supports de communication et proposer des guides afin d'informer et d'orienter au mieux les publics o **Mettre en œuvre le SPRH :** – recrutement d'un agent pour centraliser et orienter la demande d'information du public – création d'un standard téléphonique unique, d'un formulaire et d'une plateforme dédiée au SPRH
Rôle de la CAPG		o **Organisation et animation du SPRH** o Renforcer les actions de communication (SPRH, PPGDID, etc.)
Rôle des communes		– Guichets d'information du demandeur (dans le cadre du réseau SIAD) – Réunions publiques, canaux d'information
Partenaires		o Etat/ANAH o Région PACA o Département 06 o ADIL 06 o SPL Pays de Grasse Développement o SIAO o Plateforme logement o Opérateurs du logement et bailleurs sociaux o CAF (Convention Territoriale Globale)
Moyens	**Financiers**	o Pour le SPRH : cf. action 10 o Des moyens ou outils de communications pourront être mobilisés (production de documents, information au public)
	Techniques	o 1 ETP supplémentaire pour le SPRH o Mobilisation du Service d'accueil et d'information des demandeurs (SIAD) du Pays de Grasse et des partenaires
Calendrier		Tout la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	o Mobilisation des communes o Mobilisation des partenaires
	Indicateurs de mises en œuvre	Réalisation de bilans périodiques et tenues de réunions de restitution
Lien avec d'autres documents	**PPGDID**	o Instances de prise en charge, de coordination et partenariats (SIAD, SIAO, plateforme logement) o Accompagnement social des demandeurs et procédures de reconnaissance DALO o PPGDID/CIA/Cotation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Action 16 | **Installer un observatoire de l'habitat et du foncier**

Contexte et enjeux	La CAPG a vocation à proposer un accompagnement technique et stratégique à l'ensemble des communes et résidents du territoire sur les thématiques de l'habitat et du logement. Les prérogatives réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) nécessitent également de développer un observatoire de l'habitat et du foncier et de proposer un suivi annuel de l'atteinte des objectifs du PLH auprès des communes. La CAPG assure une veille et un suivi des données ; elle est dotée de plusieurs outils, qui permettent un suivi : ressource sur la réhabilitation, la production, les garanties d'emprunt, demandes et attributions etc.). Pour autant, elle ne dispose pas d'un observatoire pleinement intégré (tableau de bord unique pour le suivi de la mise en œuvre des actions du PLH), remplissant les attentes formulées dans le CCH.
Objectifs	✓ Mieux connaître pour mieux agir (appui à la décision) ✓ Rendre compte des actions menées ✓ Identifier les tendances et leurs effets sur le territoire
Modalités de mise en œuvre	**Disposer d'un outil pilotable en interne :** o Travailler sur la définition des indicateurs et outils de suivi et d'évaluation dans le cadre du groupe de travail issu des travaux du PLH et se focaliser sur un nombre limité d'indicateurs-socle o Réalisation d'un tableau de bord / indicateurs et source des données o Installation et mobilisation d'un outil SIG partagé entre différents services **Assurer la disponibilité des données :** o Collecte des données nécessaires (auprès des partenaires / des communes) **Faire évoluer l'outil pour investiguer de nouveaux champs :** - Observation des logements mis en location sur des plateformes de location courte-durée (type airbnb)
Rôle de la CAPG	Installation et mise en œuvre de l'observatoire
Rôle des communes	Remontées d'informations, notamment concernant les PC
Partenaires	o Etat o SCOT Ouest o CCI o ADIL 06

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Moyens	**Financiers**	○ Observatoire réalisé en régie ○ Adhésion à l'Observatoire des loyers porté par l'ADIL 06 : 5000 €/an
	Techniques	Travail transversal, mobilisation des services SIG / foncier/ habitat & logement/Energie
Calendrier		Toute la durée du PLH
Suivi Evaluation	**Indicateurs de contexte**	Observatoires mobilisables localement (CCI, ADIL…)
	Indicateurs de mises en œuvre	○ Tenue d'un/de tableau(x) de bord et mise à jour périodique ○ Remontée d'informations faites par les partenaires
Lien avec d'autres documents	**PCAET**	Liens entre l'observation du PLH et le PCAET
	PLU	○ Bilan des PLU (au plus tard 6 ans après la délibération approuvant l'élaboration ou révision du plan) pour analyser les résultats de l'application du PLU au regard des objectifs généraux de l'urbanisme, mais aussi au regard des objectifs visés. ○ Le bilan général du PLU peut aussi inclure le rapport communal ou intercommunal sur l'artificialisation des sols.
	SCOT	Suivi de la consommation foncière imputable au secteur résidentiel
	PDU	Bilan de la mise en œuvre du PDU et de ses impacts sur l'habitat

SYNTHESE

Moyens humains

Direction / Service mobilisé	AXE 1 – Produire les logements nécessaires en cohérence avec les réalités du territoire				AXE 2 – Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages					AXE 3 – Agir sur le parc existant pour des logements de qualité				AXE 4 – Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat		
	Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Action 5	Action 6	Action 7	Action 8	Action 9	Action 10	Action 11	Action 12	Action 13	Action 14	Action 15	Action 16
Direction habitat & logement																
Direction mobilités – transports, régie des transports																
Direction politique de la Ville																
Service Énergie																
Service SIG																
Service planification																
Service Urbanisme																
Service juridique																
Service aménagement & prospective foncière																
Service bâtiments																
Service Développement durable & cadre de vie (Environnement)																
Direction du Développement économique et tourisme																
Direction eau et assainissement																
Direction de la communication																
Le Pôle assistance technique et administrative aux communes																
Grasse Campus																
Cheffe de projet Convention Territoriale Globale																
Chargée de mission SCOT																
SPL Pays de Grasse Développement																

Moyens financiers

Postes de dépenses	Montant annuel moyen	AXE 1 Produire les logements nécessaires en cohérence avec les réalités du territoire				AXE 2 Soutenir la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins pluriels des ménages					AXE 3 Agir sur le parc existant pour des logements de qualité				AXE 4 Poursuivre et renforcer l'animation de la politique locale de l'habitat		
		Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Action 5	Action 6	Action 7	Action 8	Action 9	Action 10	Action 11	Action 12	Action 13	Action 14	Action 15	Action 16
Subventions sur fonds propres CAPG pour la production de logement social (Enveloppe déléguée de l'Etat)	1 000 000 €																
Enveloppe CAPG pour les acquisitions foncières	500 000 €																
enveloppe CAPG pour la réalisation et la gestion des aires d'accueil	50 000 €																
Financement CAPG SPRH 2025-2029 (ingénierie)	84 200 €																
Financement CAPG SPRH 2025-2029 (travaux)	600 000 €																
Financement CAPG OPAH-RU 2022-2027 (ingénierie)	28 692 €																
Financement CAPG OPAH-RU 2022-2027 (travauxa)	124 583 €																
Financement CAPG NPNRU (2020 - 2029)	214 317 €																
Animation du PLH	2 000 €																
Adhésion Observatoire des loyers ADIL	4 000 €																
Moyens dédiés au SIAD et SIAO	1 000 €																
Total	**2 608 792 €**																
Montant annuel moyen par habitant	**26 €**																

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DU PAYS DE GRASSE 2025-2030

DOCUMENT 3.1

PROGRAMME D'ACTIONS

ANNEXE

PROGRAMME TERRITORIALISE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

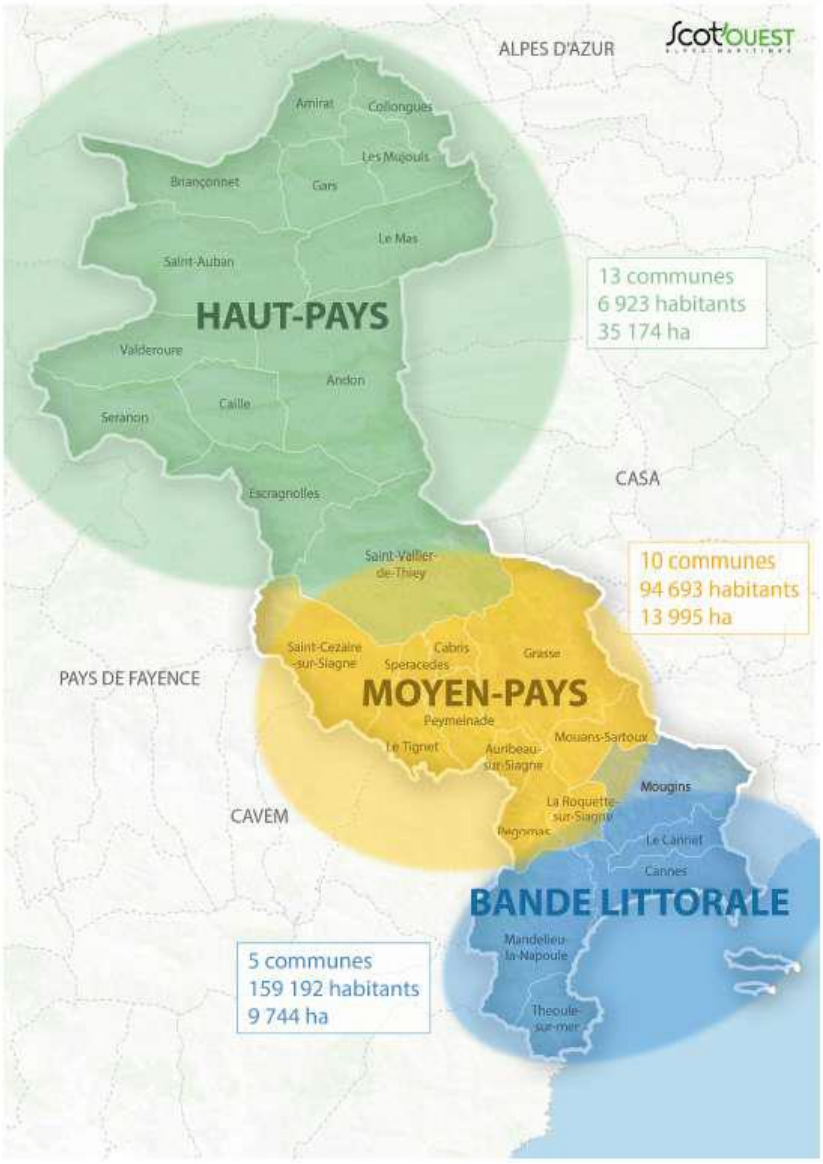
Un territoire soumis à de nombreux enjeux urbains et environnementaux limitant ses capacités de développement

Une articulation Scot et PLH

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, au sein du moyen-pays maralpin, a connu son développement au cours des précédentes décennies, sous la pression d'un littoral déjà très fortement urbanisé et d'un prix d'accession au foncier particulièrement élevé.

La population, dans son parcours résidentiel, s'est progressivement déplacée vers le Moyen-Pays où les conditions d'accessibilité étaient plus abordables. C'est toujours le cas aujourd'hui, même si sous ce double effet combiné, le foncier disponible se fait de plus en plus rare.

Le phénomène d'étalement urbain, problématique nationale, est au cœur de la législation française depuis plus de 20 ans (Loi SRU 2020). Devant l'amplification du phénomène, la Loi Climat et Résilience d'août 2021 est venue renforcée les dispositifs en imposant aux communes de réduire drastiquement leurs possibilités de développement. Dans ce cadre, à l'horizon 2031, les communes devront réduire de moitié leurs consommations d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par rapport aux consommations de la décennie passée 2011-2021 ; cela dans l'objectif de tendre vers une artificialisation nulle à l'horizon 2050 (Zéro Artificialisation Nette – ZAN).



Le SCoT' OUEST des Alpes-Maritimes, a été approuvé le 20 mai 2021, et modifié le 27/01/2022 et le 27/10/2022).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

Les enjeux environnementaux pour le territoire, entre protection des ressources et des espaces naturels, et limitation de l'exposition aux risques

L'enjeu de la ressource en eau et de l'exposition aux risques d'inondation

Le changement climatique impacte fortement le cycle de l'eau entraînant des évènements d'intensités extrêmes.
Le risque d'inondation est présent autour de la Siagne et du Riou. Cet aléa, conjugué à des enjeux d'urbanisation importante, de zones industrielles et commerciales, entraîne un risque inondation fort.

- Les communes de La Roquette-sur-Siagne et Pégomas possèdent chacune un PPR inondation approuvé le 15 octobre 2021. L'inondation est la catastrophe naturelle avec l'occurrence la plus fréquente dans le bilan des arrêtés depuis 1982.
- Préservation de l'environnement : l'intensité des crues pourrait aggraver la pollution de l'eau et les épisodes de sècheresse engendreraient une baisse des débits des rivières.

Les 9 orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique,
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques,
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement,
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau,
- Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides,
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau en anticipant l'avenir,
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

La ressource en eau se raréfie

A l'échelle du département, 90% des prélèvements en eau sont destinés à l'alimentation en eau potable des populations. Le département est quasiment autonome pour son alimentation en eau, la majorité des prélèvements étant réalisée dans le département. Toutefois, des disparités locales existent en fonction des bassins versants.

Le département des Alpes-Maritimes a connu en 2022 et 2023 des sécheresses historiques qui ont conduit, d'une part, à des difficultés d'approvisionnement en eau potable pour certaines communes et, d'autre part, à l'activation par arrêté préfectoral de mesures de restrictions aux usages de l'eau sur la totalité du territoire. La tendance est à la multiplication de ces épisodes de sécheresse dans les prochaines années, conséquence du dérèglement climatique. **Les projections tablent sur une baisse d'environ 30% des débits des cours d'eau sur le département d'ici 2050.**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

Ainsi, la préfecture[1] préconise de mieux définir la disponibilité de la ressource en eau actuelle et future sur chaque bassin versant et d'améliorer la connaissance des acteurs de l'aménagement du territoire sur ces enjeux ; mais aussi de faire la démonstration, à l'échelle de la planification urbaine, de l'équilibre entre la ressource et les besoins en eau actuels et futurs.

Le dire de l'Etat du 18 Juillet 2024 alerte les collectivités quant à la pression sur la ressource en eau qui s'exerce sur le territoire. Il revient donc aux collectivités compétentes de veiller à l'intégration des enjeux de disponibilité de la ressource en eau actuelle et des impacts des trajectoires démographiques et résidentielles sur la disponibilité de la ressource.

Un schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours de réalisation et permettra de vérifier la disponibilité de la ressource en eau sur le territoire.

Par conséquent, l'Etat considère désormais la question de l'eau dans la planification comme un élément pouvant remettre en question la légalité des documents en cas d'absence d'éléments tangibles ou insuffisamment motivés permettant de justifier la capacité des territoires à assurer les approvisionnements en eau dans le futur.

Risque feux de forêts

D'après le PCAET, le changement climatique pourrait fragiliser certaines essences, notamment du fait des épisodes de sécheresse, des vagues de chaleur mais également du fait de la prolifération d'espèces invasives.

Enfin, les essences méditerranéennes sont plus inflammables et favorisent ainsi le risque de feux de forêts. Le réchauffement des températures et les sécheresses de plus en plus importantes favoriseraient l'augmentation des grands feux (>180ha) liés à des températures élevées. En effet, la végétation sèche s'en trouve extrêmement sensibilisée et est très réactive.

- Les **zones forestières représentent 67% de la superficie de la CAPG**, soit 32 660 ha.
- Toutes les communes présentent un plan de prévention des risques de feux de forêt. La CAPG a connu 9 feux de forêts en 2020 impactant 58 ha.

Ces risques sont traduits dans les PPRIF et impactent les PLU, conditionnant les droits à construire au respect des prescriptions de ces plans.

La CAPG est, ainsi, largement soumise à des risques sérieux empêchant toute construction ou devant au moins être pris en compte dans l'aménagement du territoire afin de ne pas les amplifier.

Une raréfaction de la disponibilité foncière sur le territoire

La mise en œuvre du SCOT et de la trajectoire ZAN implique de produire différemment les logements, alors que les fonciers disponibles sont soumis à des aléas (inondations, feux,

[1] Dire de l'Etat du 18 juillet 2024 portant sur les enjeux relatifs à la préservation de la ressource en eau sur le département des Alpes-Maritimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

mouvements de terrains…), et participent à la préservation des ressources (agricoles, naturelles…).

Cette tension de développement s'exerce sur les infrastructures, les réseaux (mobilité, équipements) et la ressource (en eau notamment), invitant à penser le développement de l'offre à l'aune d'une plus grande sobriété.

Tandis que les droits à construire conduisant à une consommation foncière se raréfient, les secteurs identifiés dans les PLU en zone AU sont aujourd'hui remis en question car l'ouverture de ses zones à la construction impacterait fortement l'enveloppe de consommation foncière des communes autorisée par le SCOT'Ouest.

Néanmoins, le territoire doit composer avec d'importants besoins en logements, qui impliquent une production d'offre nouvelle. Dans ce contexte, il est nécessaire de faire évoluer les pratiques sur l'usage des fonciers : intervention renforcée en renouvellement urbain, mobilisation des emprises disponibles (friches, logements vacants…). Par ailleurs, communes et opérateurs doivent être accompagnées pour produire des logements sur des tènements complexes (en renouvellement urbain, en secteur contraint…)

Une saturation des réseaux routiers

Selon le **plan de déplacements urbains** de la CA du Pays de Grasse : « Bien qu'ayant une densité supérieure à la moyenne nationale et régionale, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse n'en reste pas moins un territoire peu dense. On constate un effet "d'habitat diffus" qui impose une réflexion adaptée à toutes politiques publiques liées aux déplacements-transports. Effectivement, l'éparpillement des habitations n'invite pas la population du périmètre à se déplacer autrement qu'en voiture particulière.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse connaît un développement accru de la périurbanisation avec un déploiement des logements dans des communes éloignées des principaux équipements, des zones d'emploi et des réseaux de transports, entraînant une forte demande en déplacements. Cela induit dans le territoire des contraintes et congestions, notamment aux heures de pointe. Ce développement cause également une augmentation de l'autosolisme et d'une désaffection des modes de transports alternatifs (temps de déplacements trop longs pour les modes doux, conditions de densité non réunies pour les transports en commun qui sont ainsi moins performants que la voiture particulière…).

Selon le **SCOT Ouest** : « L'organisation polycentrique génère des déplacements en constante progression, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. L'échelle des déplacements quotidiens est marquée par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle ».

Cela implique de veiller au positionnement de l'offre de logements à proximité de l'offre structurante en matière de transports en communs. A l'inverse, certains secteurs du territoire, aujourd'hui congestionnés (vallée de la Siagne notamment, centre de Grasse…) doivent faire l'objet d'un développement limité.

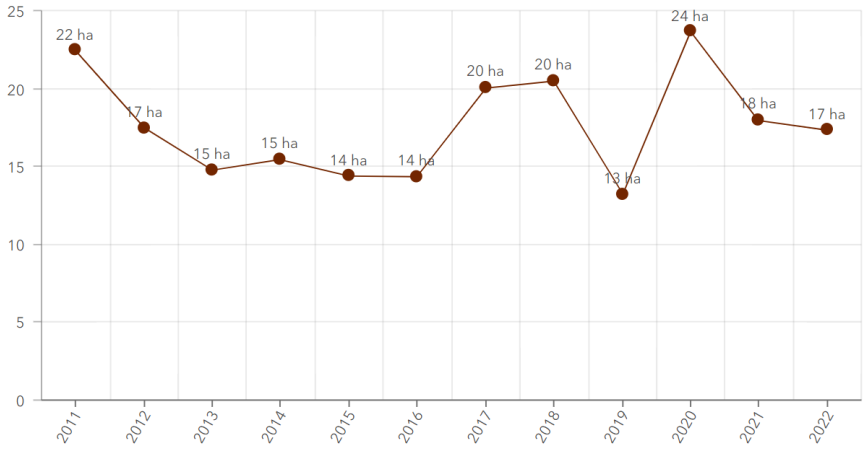
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

Un foncier rare et largement consommé au regard des objectifs du SCoT, où la densification se heurte aux questions de l'acceptabilité et de la préservation du cadre de vie

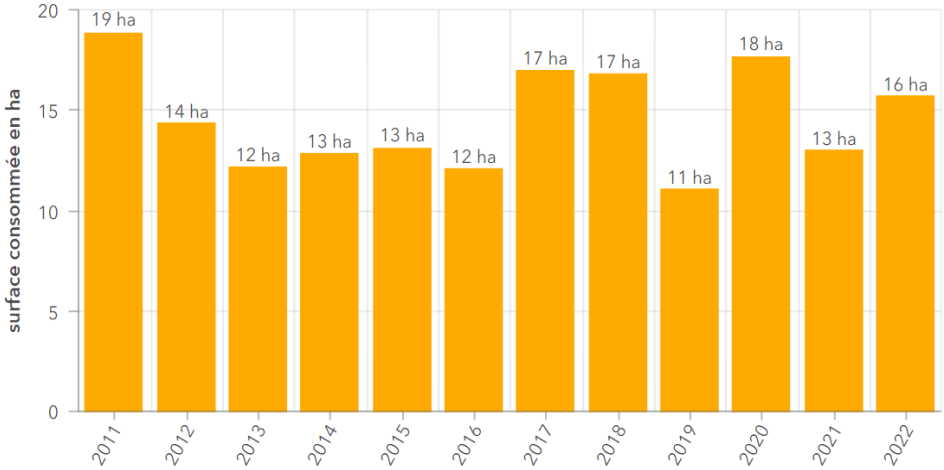
Le SCoT'Ouest des Alpes-Maritimes, approuvé en Mai 2021, fixe des objectifs de développement pour les communes orientés principalement sur du renouvellement urbain (2/3 de l'urbanisation projetée), prioritairement à proximité des principaux axes de desserte en transports en commun (notion de Diamétrale de centralité du SCoT) et en fixant un cadre spécifique au développement du tissu urbain constitué. Dans ce cadre, chaque commune du territoire – notamment de la CAPG – dispose d'un quota chiffré de développement au sein de l'enveloppe urbaine existante – les Urbanisations Nouvelles d'Accompagnement UNA – et, en dernier recours, en extension du tissu urbanisé – les Urbanisations Nouvelles Complémentaires UNC -.

La consommation foncière au sein de la CAPG se situe entre 15 et 24 hectares chaque année. Sur les deux dernières années (2021, 2022), ce sont 17,5 hectares d'espaces NAF qui ont été consommé à l'échelle du territoire. Cette consommation est très majoritairement à destination de l'habitat, en témoignent les deux graphiques suivants.

Consommation totale (en hectares) d'espaces NAF entre 2011 et 2022 - CAPG
Source : Portail de l'artificialisation des sols - Cerema - Fichiers fonciers 2011-2023, données au 1er janvier 2023



Consommation d'espace NAF (en ha) à destination d'habitat entre 2011 et 2022 - CAPG
Source : Portail de l'artificialisation des sols - Cerema - Fichiers fonciers 2011-2023, données au 1er janvier 2023



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

Le suivi de l'évolution de l'urbanisation et des consommations foncières fait l'objet d'un suivi spécifique de la part du SCoT'Ouest, en partenariat avec les communes. Les consommations foncières sont analysées et territorialisées, au titre de la Loi Climat et Résilience ainsi qu'au titre du SCoT afin de vérifier la compatibilité des évolutions communales et le respect des objectifs fixés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

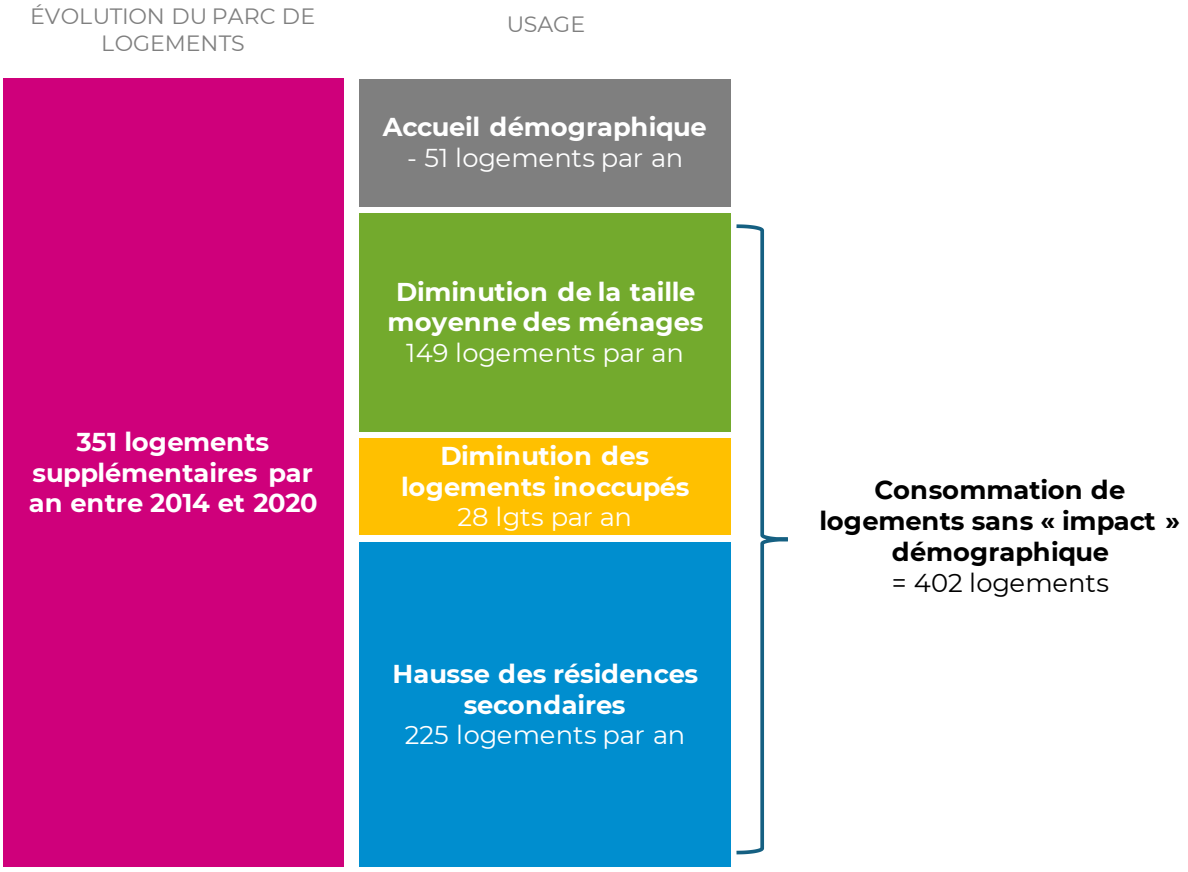
Définition des besoins en logements

Point-mort de la construction : quels ont été les besoins en logements entre 2014 et 2020 ?

Méthodologie – La notion de Point Mort de la construction

*La notion de « **Point Mort** » mesure a posteriori la production de logements qui correspond à la stabilité démographique (en l'absence de croissance de la population et sans perte). Un logement neuf ne permet pas uniquement la croissance de la population mais contribue également à couvrir des besoins dits « non démographiques » :*

- ***Compenser la diminution de la taille moyenne des ménages**. Il s'agit du desserrement : si la taille moyenne des ménages ou le taux d'occupation des résidences principales diminue, il faut davantage de résidences principales pour loger le même nombre d'habitants,*
- ***Compenser l'augmentation du nombre de résidences secondaires et de logements vacants**, indispensables à la nécessaire fluidité du marché.*



Analyse du Point Mort de la construction entre 2014 et 2020 - Traitements MERC/AT

Le Point Mort désigne la manière dont a été consommée la construction neuve sur le territoire entre 2014 et 2020, au regard :

- **Du desserrement des ménages :** 149 logements par an ont été nécessaires pour répondre à ce phénomène sociologique lié aux décohabitations, divorces / séparations, et au vieillissement de la population. Ce besoin est en diminution car entre 2009 et 2024, il s'élevait à 290 logements par an.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

- **De la baisse de la vacance**, à hauteur de 28 logements par an. Ce phénomène est très restreint sur le territoire au regard de la tension attestée sur le marché immobilier et continue de s'atténuer (175 logements par an entre 2009 et 2024)
- **De l'importante hausse du nombre de résidences secondaires et/ou logements occasionnels,** soit 225 logements par an. Ce phénomène s'est fortement accéléré pour constituer le premier poste du Point Mort en matière de besoins en logements. Entre 2009 et 2014, la dynamique d'évolution de ce segment du parc n'était que de 24 résidences secondaires / logements occasionnels par an.

Ainsi, bien que la construction neuve ait augmenté de 351 logements par an, cela n'a pas permis d'accueillir une population nouvelle. En effet, ces nouvelles constructions ont principalement servi à répondre à divers besoins existants sur le territoire, sans compenser pleinement les phénomènes qui constituent le point-mort démographique (hausse des logements vacants et des résidences secondaires). Par conséquent, **malgré l'ajout de nouveaux logements, le territoire perd des habitants, résultant en un « effet démographique » négatif de -51 logements.**

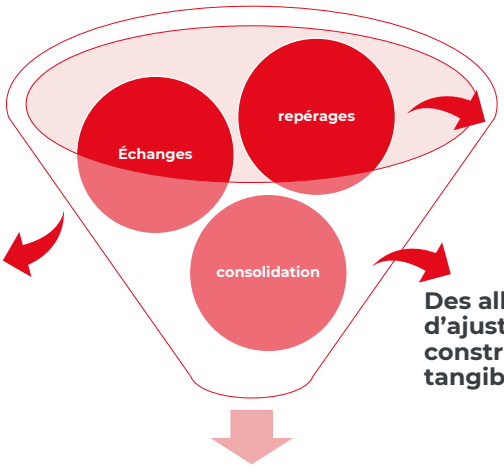
Le document présente les secteurs retenus pour la programmation du PLH 2025-2030.

Les communes qui n'apparaissent pas dans ce document n'ont pas fait remonter de projets de logements connus par les services. La production de logements sur ces communes sera réalisée par division parcellaire ou mobilisation de dents creuses.

Les communes concernées par un objectif de rattrapage au titre de la loi SRU ont été rencontrées à plusieurs reprises pour définir une programmation de logements qui se rapproche des objectifs règlementaires tout en tenant compte des réalités de terrain (prise en compte des risques, de l'état des documents d'urbanisme, etc.)

La méthode qui a permis de réaliser ce travail :

Plusieurs rencontres communales pour alimenter la démarche :
- Avril 2024
- Septembre / Octobre 2024



- PLU des communes (OAP, SMS…)
- Identification des secteurs potentiels de projet (maîtrise foncière publique, convention EPF, dents creuses, friches…)

Des allers-retours qui permettent d'ajuster les résultats et de construire un PLH sur des réalités tangibles.

Programmation

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

Analyse de la programmation de logements au regard des enjeux fonciers et territoriaux

Une programmation adossée à des projets et des potentiels fonciers

L'élaboration de ce PLH a été l'occasion de réaliser un **recensement des gisements fonciers prioritairement mobilisables** pour des opérations résidentielles dans le temps d'application du document (2025-2030 inclus) et d'identifier avec les communes les **opérations** constituant la base de la programmation du PLH.

Plus précisément, l'étude foncière du PLH lors des rencontres avec les communes, a permis de recenser environ **2 740 logements** (soit une moyenne de 460 logements par an) dont l'ouverture de chantier est prévue avant la fin de l'année 2030.

Cette identification a fait l'objet d'une validation de la part des communes et se base sur les documents d'urbanisme en vigueur. Le cas échéant, des précisions sont apportées sur la nécessité d'évolution du document d'urbanisme pour réaliser le projet.

- **Potentiel :** les gisements fonciers identifiés sont mobilisables pour réaliser du logement au regard du document d'urbanisme ; pertinents ; mais il n'y a pas de porteur de projet connu et/ou pas d'autorisation d'urbanisme (PA / PC / DP) en cours.
- **Projet :** les gisements fonciers identifiés font l'objet d'un projet plus ou moins avancé, avec un opérateur positionné, un projet de vente, une autorisation d'urbanisme en cours ou à venir.

Une majeure partie de la programmation identifiée en renouvellement urbain

La localisation des projets atteste de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les prescriptions du SCOT'Ouest et la volonté de s'inscrire dans le perspective nationale Zéro Artificialisation Nette, en accord avec les prescriptions de la Loi Climat & Résilience.

Ainsi, **2 151 logements seront réalisés en renouvellement urbain** par mobilisation du bâti existant, soit 79% de la programmation.
Les projets impactant un foncier potentiellement nu (dents creuses, division et extension) représentent donc 20% de la programmation de logements.

Environ 10% de la programmation conduirait à de la consommation foncière

Le SCOT définie la consommation foncière comme toute surface de plus de 2 500 m² artificialisé dans le cadre d'un projet.

Parmi les dents creuses, divisions parcellaires et extension urbaine, 237 logements portent sur des fonciers de plus de 2 500m² et génèrent donc une consommation foncière au regard des règles définies par le SCOT, soit environ 10% de la programmation qui conduirait à une consommation foncière.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074

	Nombre de logements	Nombre de logements portant sur des fonciers > 2500 m²
Dents creuses	**426**	**127**
Division	**31**	**0**
Extension urbaine	**110**	**110**
Non défini	**22**	0
Renouvellement urbain	**2151**	1076
Total général	**2740**	1313
Dont consommation foncière		**237**

Une forte prédominance des logements collectifs au sein de l'offre programmée

Bien que les formes urbaines ne soient pas toujours définies, la programmation est orientée vers les logements collectifs (33,3 logements en moyenne) ; à l'inverse, le logement individuel est minoritaire et porte sur des petits projets (3,8 logements en moyenne).

Les projets mixtes comptent 67,1 logements en moyenne et peuvent intégrer d'autres usages que les logements (commerces, services…).

Enfin, les projets « non définis » devraient vraisemblablement être des projets collectifs puisqu'ils comptent 22,5 logements en moyenne.

	Nombre de logements	nombre de projets	Nombre moyen de logements par projet
Collectif	**1465**	44	33,3
Individuel	**38**	10	3,8
Mixte	**403**	6	67,2
Non défini	**834**	37	22,5
	2740	97	28,2

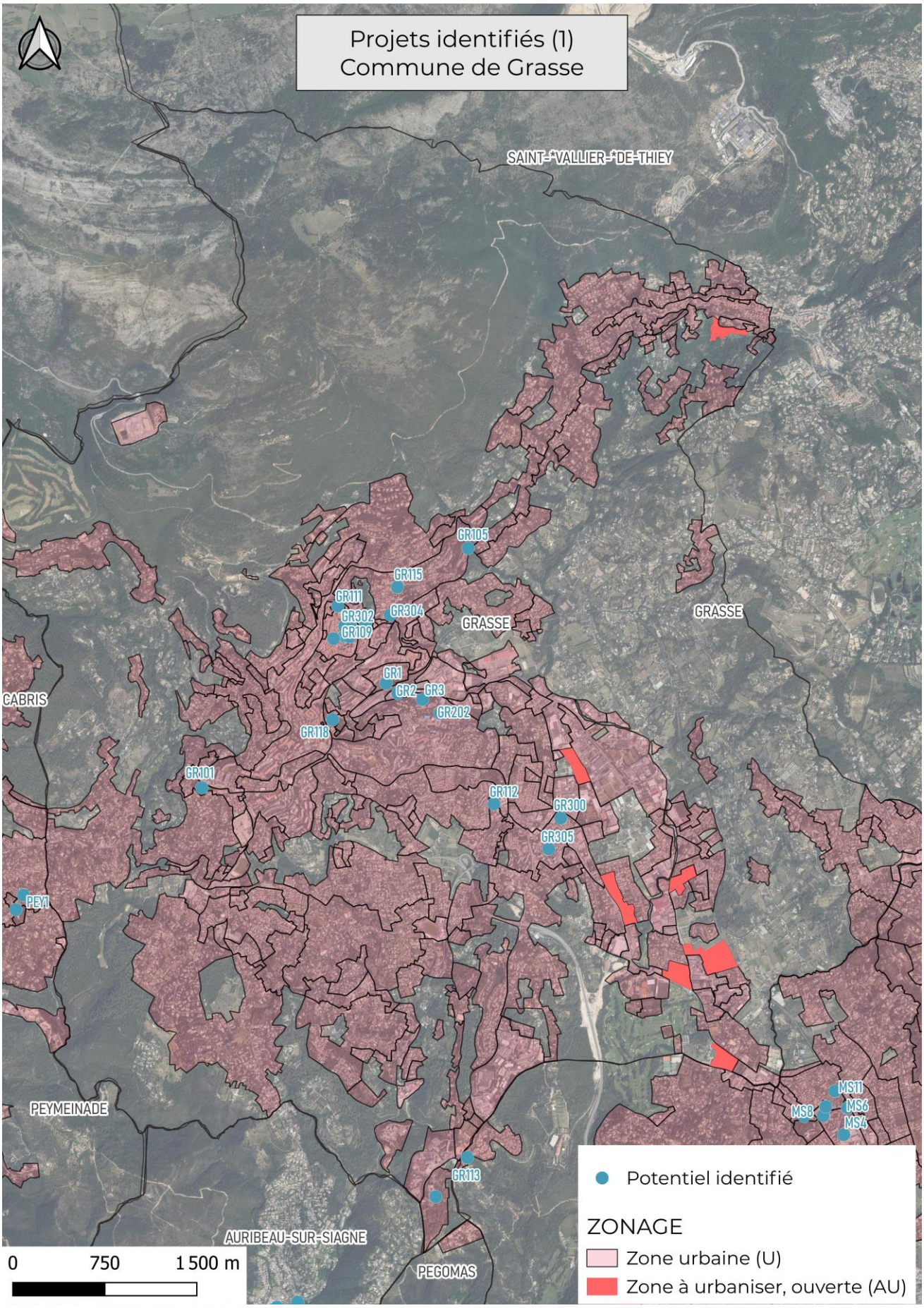
Projets identifiés alimentant la programmation du PLH

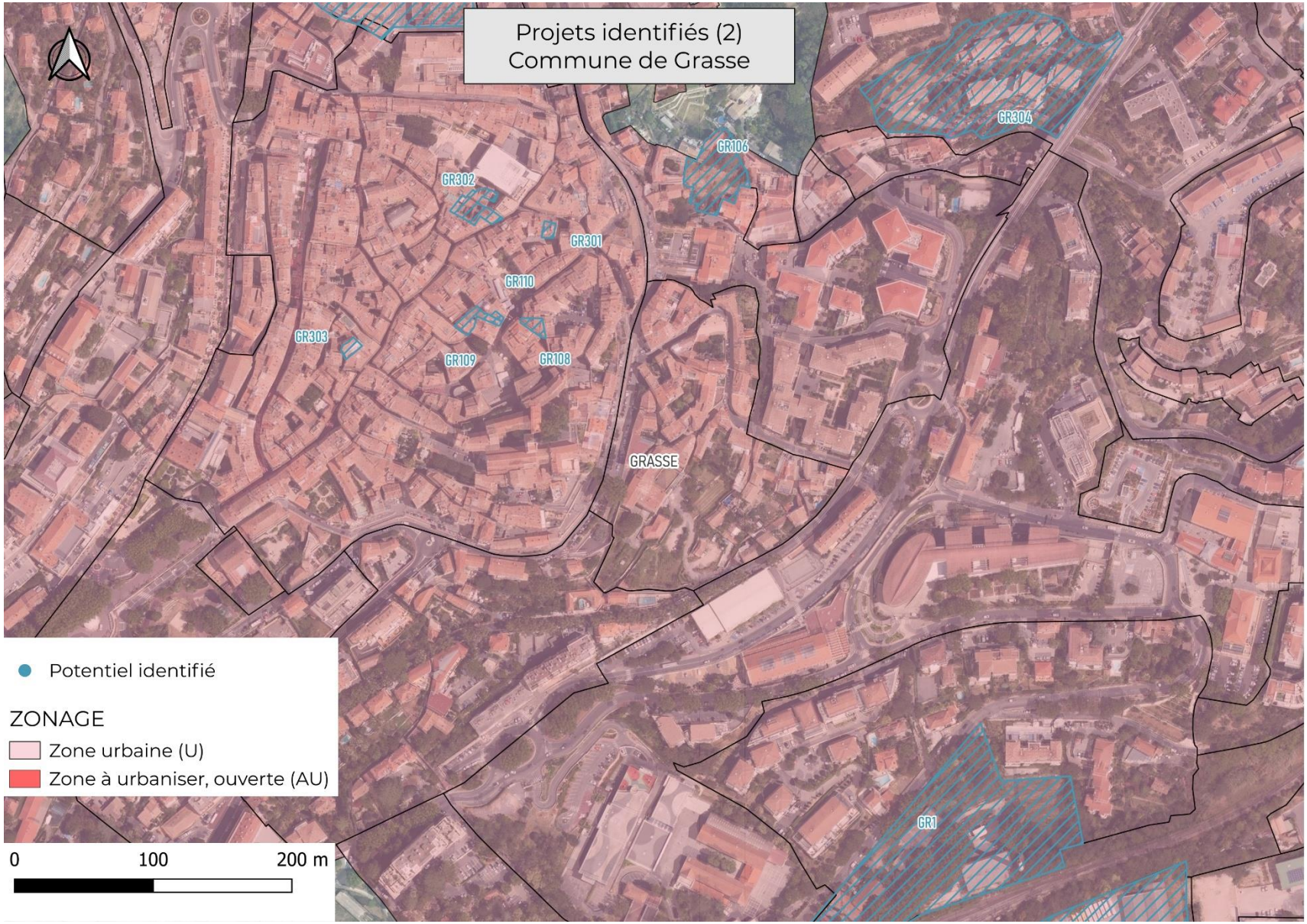
Commune	FOCUS SRU (Inventaire		Programmation Logements				Part LS dans la prog	Convention nement parc privé	LS inventaire SRU	LLS SRU 2030	Déconven-tionnement LLS (Fleurs de Grasse)	Taux SRU 2030	Déficit SRU 2030	Evolution du déficit	Taux d'atteinte des objectifs
	Taux LLS actuel	Déficit	TOTAL	Dont logements encadrés											
				TOTAL	Dont LLS	Dont BRS / PSLA									
Grasse	16%	2234	**1503**	**895**	869	26	60%	100	**995**	4470	-311	18,20%	1667	-25,40%	**90%**
Mouans-Sartoux	15%	488	**496**	**261**	190	71	53%	12	**273**	1025		18,80%	339,25	-30,50%	**102,20%**
Pégomas	5%	683	**317**	**177**	152	25	56%	4	**181**	365		9,60%	581,25	-14,90%	**48,80%**
Peymeinade	12%	562	**226**	**157**	107	50	69%	13	**170**	675		15,00%	449	-20,10%	**56,30%**
La Roquette-sur-Siagne	10%	348	**257**	**128**	128	0	50%	8	**136**	380		14,50%	277	-20,40%	**72,30%**
Saint-Cézaire-sur-Siagne	2%	438	**122**	**84**	79	5	69%	7	**91**	124		6,20%	378	-13,70%	**38,70%**
Saint-Vallier-de-Thiey	6%	314	**78**	**49**	49	0	63%	7	**56**	146		8,60%	278	-11,40%	**33,10%**
Communes SRU	13%	**5067**	**2999**	**1751**	**1574**	**177**	58%	**151**	**1902**	**7185**		16,10%	**3970**	-21,70%	**72%**
Amirat			**1**					0		0					
Andon			**6**					1	**1**	1					
Auribeau-sur-Siagne			**246**	**56**	36	20	23%	3	**59**	59					
Briançonnet			**5**					0	**0**	0					
Cabris			**25**					2	**2**	2					
Caille			**29**					1	**1**	1					
Collongues			**1**					0	**0**	0					
Escragnolles			**5**					1	**1**	1					
Gars			**1**					0	**0**	0					
Le Mas			**2**					0	**0**	0					
Les Mujouls			**4**					0	**0**	0					
Saint-Auban			**3**					1	**1**	1					
Séranon			**6**					1	**1**	1					
Spéracèdes			**37**					2	**2**	2					
Le Tignet			**12**					3	**3**	3					
Valderoure			**8**					1	**1**	1					
CA du Pays de Grasse	13%	**5067**	**3390**	**1807**	**1610**	**197**	58%	**167**	**1 974**	7 257		**16,10%**	**3970**	**-21,70%**	**75%**

Grasse

Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
GR1	Terrain C	80	30		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
GR2	Dépôt bus	100	40		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
GR3	Terrain B	80	35		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR101	Anthelia	22	7	6	Projet connu	Non défini	Non défini
GR105	Terrain piscine Harjès	60	30		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR106	Terrain P	42	13		Projet connu	Non défini	Renouvellement urbain
GR108	Ilot Placette	10	10		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR109	Ilot Roustan	10	10		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR110	Poissonnerie	5	5		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR111	ZAC Martelly	70	20		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR112	Quatre chemins	25	12		Projet connu	Non défini	Renouvellement urbain
GR115	Sécurité sociale	40	20		Potentiel	Non défini	Dents creuses
GR118	Terrain C&F	60	18		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
GR202	Terrain Be	60	30		Potentiel	Non défini	Dents creuses
GR300	Marcel Pagnol	90	63		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
GR302	Ilot Médiathèque sud	17	17		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR303	Les Sœurs	8	8		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR301	Sainte-Marthe 2	6	6		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR113	Belambra	100	50		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
GR304	ADOMA - résidence jeunes actifs	100	100		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
GR305	Fleurs de Grasse	518	345	20	Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
	Total	**1503**	**869**	**26**			

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074




Projets identifiés (2)
Commune de Grasse
GR304
GR106
GR302
GR301
GR110
GR303
GR109
GR108
GRASSE
GR1
Potentiel identifié
ZONAGE
Zone urbaine (U)
Zone à urbaniser, ouverte (AU)
0
100
200 m

Zoom sur le projet de rénovation urbaine des Fleurs de Grasse et la reconstitution de l'offre

A avril 2025 : la programmation des Fleurs de Grasse n'est pas arrêtée. Les éléments suivants sont donc estimatifs et amenés à évoluer. la mise à jour sera réalisée lors du bilan annuel du PLH.

La réalisation du projet de renouvellement du quartier des Fleurs de Grasse va conduire à la démolition de 542 logements sociaux et à la reconstruction de 729 logements.

Sur le temps du PLH 2025-2030 selon la programmation prévisionnelle :

- **Démolition (selon prévisionnel OS démolition) : 387 logements sociaux seront démolis.**
- **Construction sur site (selon prévisionnel dépôt PC) : 518 logements** décomposés en 200 PLUS/PLAI, 165 PLS/PSLA et 153 libres.

2025-2030	Sur site	Hors site
Libre	**153**	
LLS prog. PLH	**165**	
ROLS	**200**	**96**
Total	**518**	

La reconstitution des 542 logements sociaux et très sociaux démolis sur le temps du PLH 2025-2030, selon prévisionnel dépôt PC :

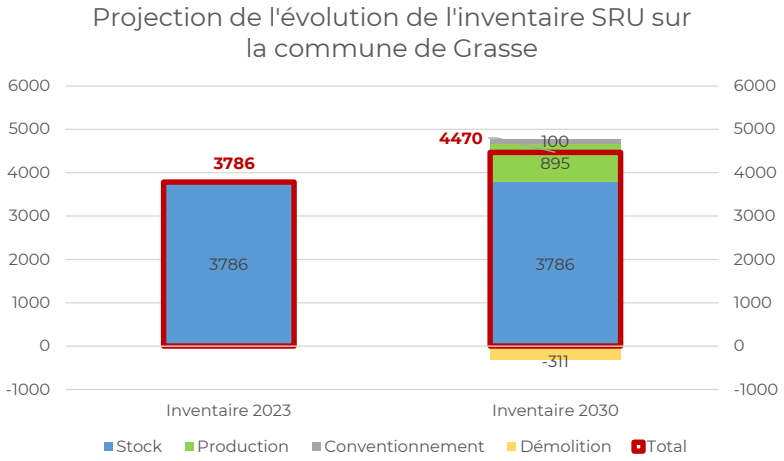
- **Sur site : 200 logements PLUS/PLAI agréés sur le temps du PLH.**
- **Hors-site :** Une reconstitution échelonnée sur 15 ans de 16 logements par an, soit 240 logements sociaux à reconstituer hors site. Sur le temps du PLH, il s'agira de reconstituer **96 logements, à inscrire dans les agréments des projets identifiés dans la programmation.**

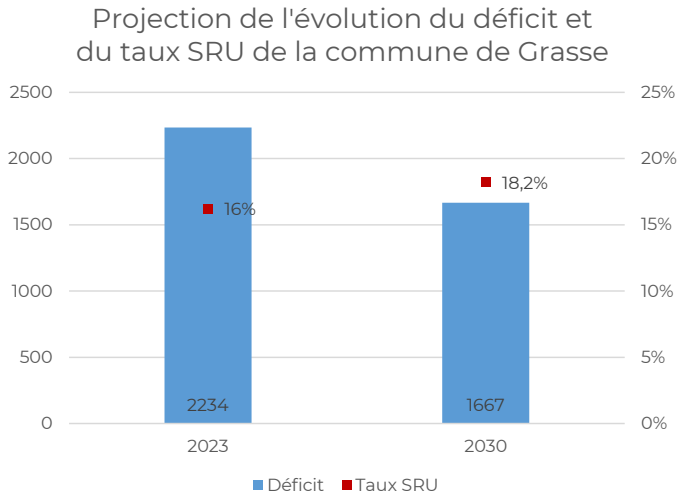
Les effets du projet des Fleurs de Grasse sur la programmation SRU de la commune de Grasse (estimatifs) :

⇨ Dans le temps du PLH, **la commune de Grasse va produire 995 logements sociaux** (895 en construction neuve et 100 en conventionnement du parc privé existant). **Néanmoins, compte-tenu de la démolition de 387 logements sociaux, il a été retenu que selon l'hypothèse de déconventionnement à N+2 de l'OS de démolition, l'impact serait de 311 logements déconventionnés sur la période 2025-2030.**

Synthèse de la production de logements sociaux à Grasse et de l'atteinte des objectifs SRU

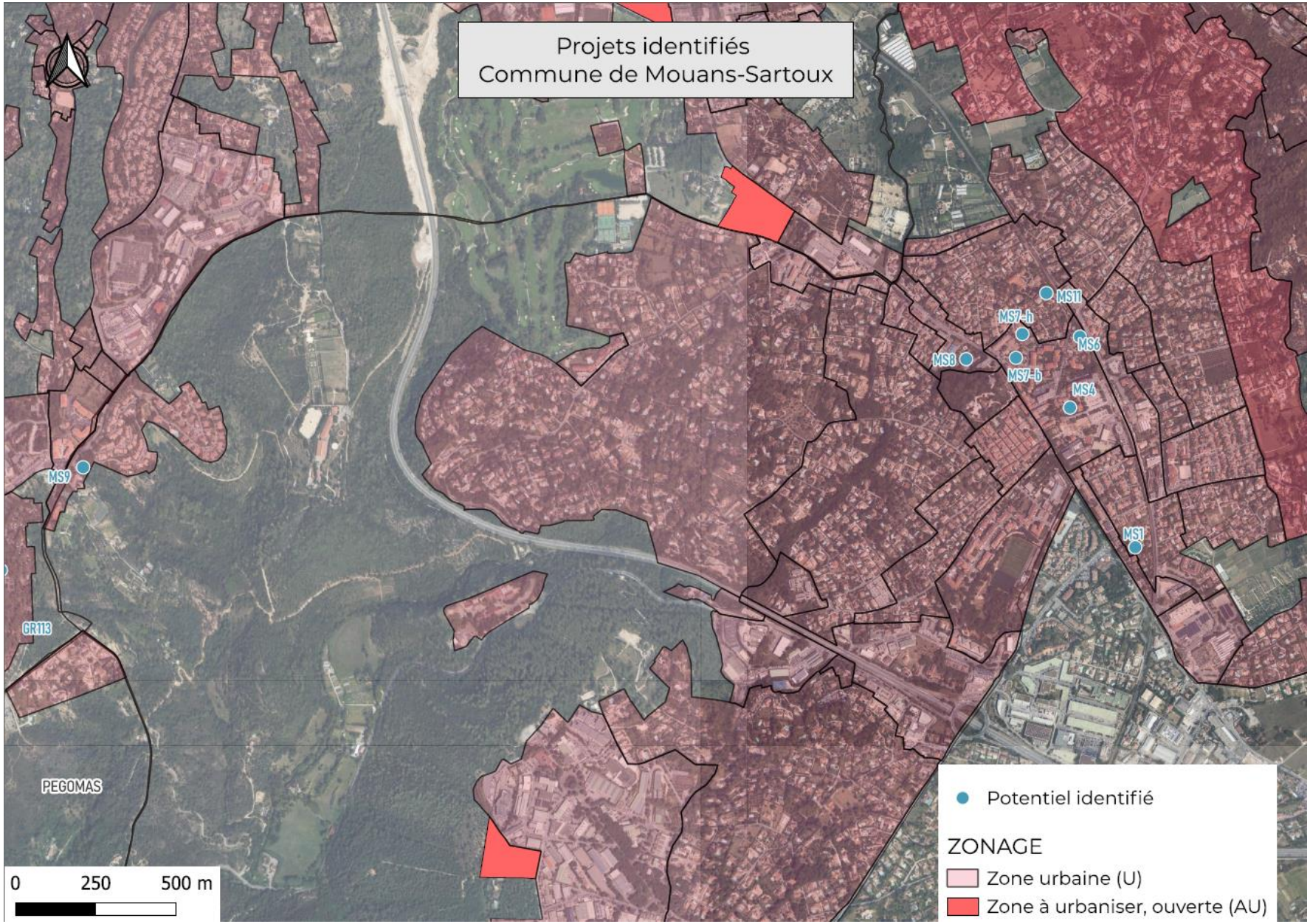
Commune	RP SRU	LLS SRU	Taux LLS actuel	Déficit	TOTAL	Dont logements encadrés			Convention-nement parc privé	LS inventaire SRU	Déconvention nement (Fleurs de Grasse)	RP SRU 2030	LLS SRU 2030	Taux SRU 2030	Déficit SRU 2030	Evolution du déficit	Objectif règlementaire SRU	Taux d'atteinte des objectifs règlementaires
						TOTAL	Dont LLS	Dont BRS / PSLA										
Grasse	23 355	3786	16%	2234	**1503**	**895**	**869**	26	100	**995**	-311	24 547	4470	18,2%	1667	-25,4%	1106	90,0%





Mouans-Sartoux

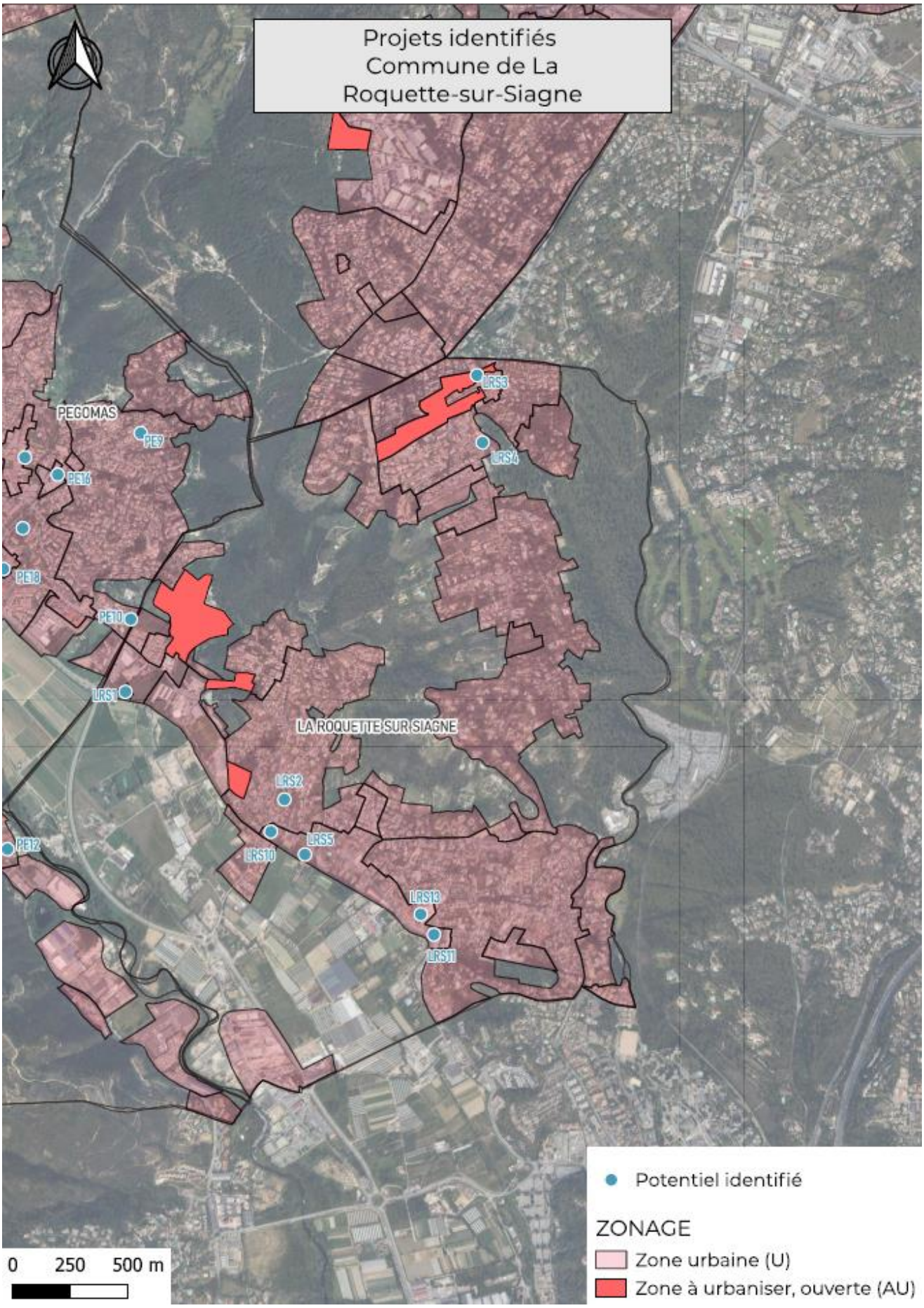
Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
MS1	Site Piboules	150	50	25	Potentiel	Mixte	Renouvellement urbain
MS4	Centre-ville	120	40	20	Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
MS6	Secteur Evelyne Bertrand				Potentiel	Mixte	Renouvellement urbain
MS9	Terrain des Aspres	20	20		Projet connu	Collectif	Dents creuses
MS7-b	Plantiers bas	120	40	20	Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
MS7-h	Les plantiers Nord	6		6	Projet connu	Individuel	Renouvellement urbain
MS11	Site identifié				Non défini	Non défini	Renouvellement urbain
MS8	Route de Grasse	80	40		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
		496	**190**	**71**			


Projets identifiés
Commune de Mouans-Sartoux
MS11
MS7-h
MS6
MS8
MS7-b
MS4
MS9
MS1
GR113
PEGOMAS
0
250
500 m
Potentiel identifié
ZONAGE
Zone urbaine (U)
Zone à urbaniser, ouverte (AU)

La Roquette-sur-Siagne

Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
LRS1	Tènement fléché pour terrains familiaux GDV	5	1		Potentiel	Individuel	Dents creuses
LRS2	Chemin des roques	12	8		Potentiel	Non défini	Dents creuses
LRS3	Secteur 3 - OAP Village	25	12		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
LRS4	Secteur 4 - OAP Village	25	12		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
LRS5	Libération	40	20		Projet connu	Non défini	Renouvellement urbain
LRS10	Jeux de boules	60	30		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
LRS11	Libération 2	40	20		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
LRS13	Ecole vieille	50	25		Projet connu	Non défini	Renouvellement urbain
		257	**128**				

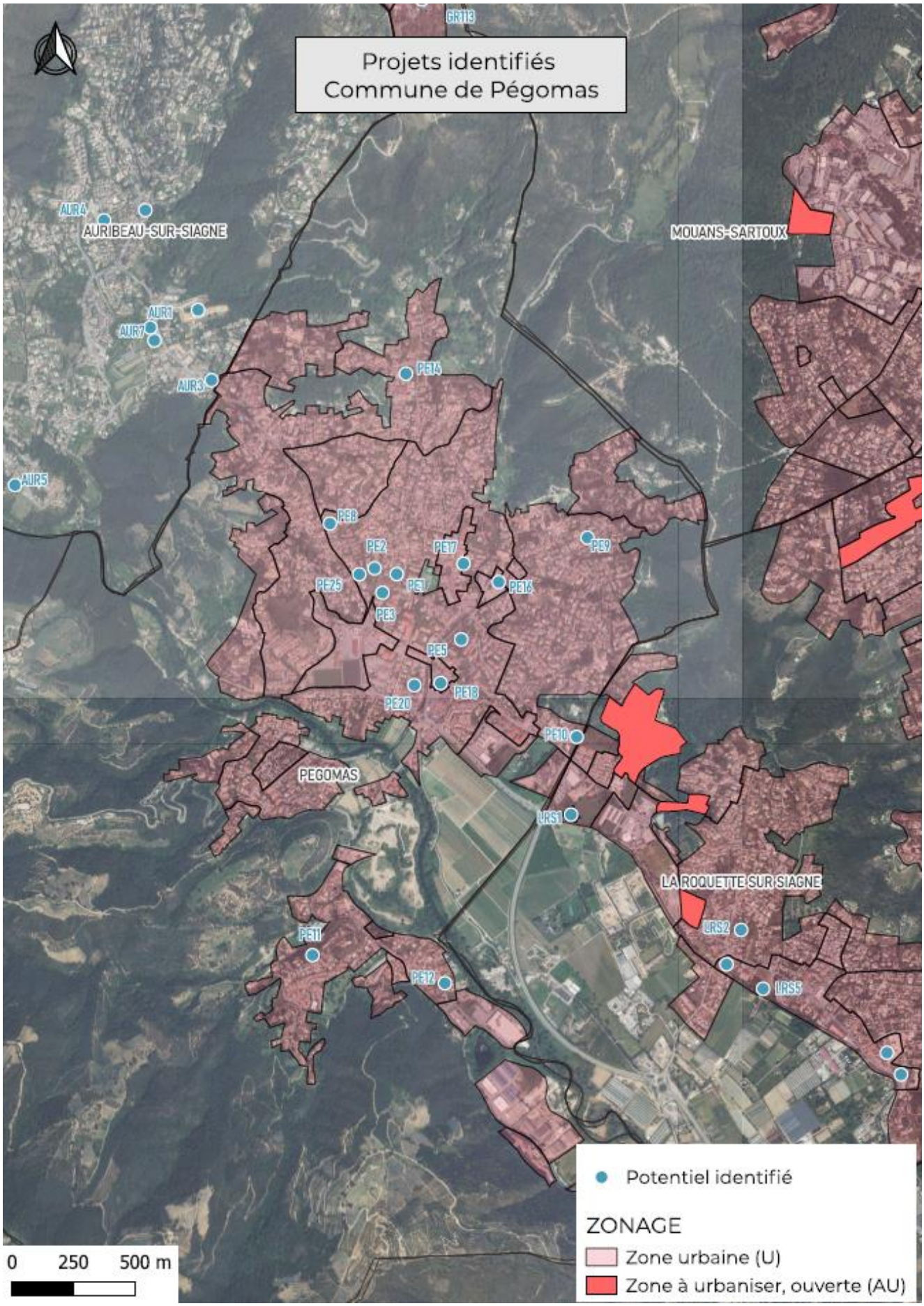
AR Prefecture
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



Pégomas

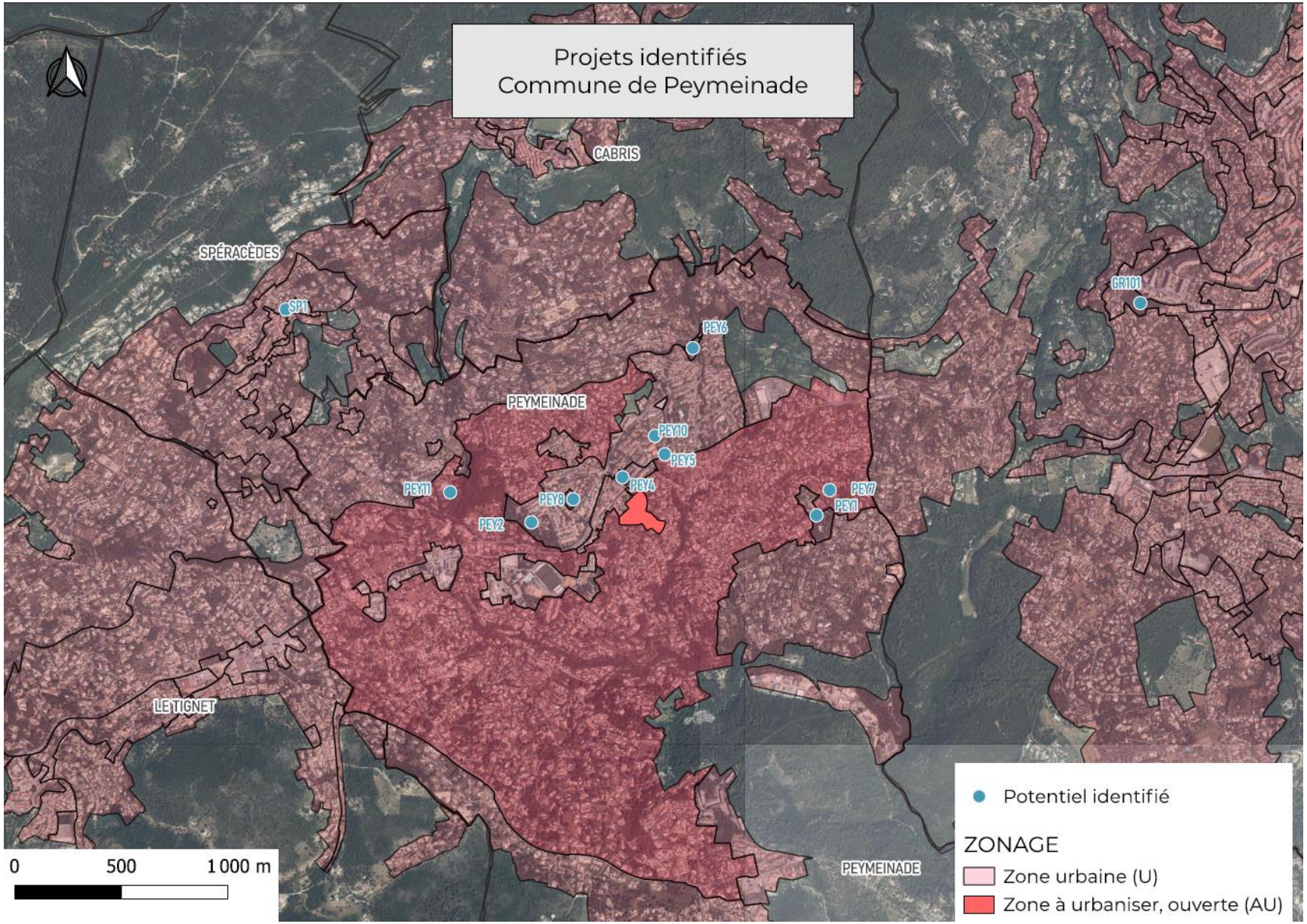
Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
PE1	Camboun	28	14		Projet connu	Collectif	Dents creuses
PE10	Terrain B	4	0		Projet connu	Individuel	Dents creuses
PE11	Carpénèdes	6	0		Projet connu	Mixte	Dents creuses
PE12	Terrain R	4	0		Potentiel	Individuel	Renouvellement urbain
PE14	Les tapets	18	9		Potentiel	Non défini	Dents creuses
PE16	Presbytère	3	3		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
PE17	Château	50	25		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
PE18	OAP Le logis	60	30		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
PE2	Triangle des chevaux	30	15	15	Potentiel	Collectif	Dents creuses
PE20	Site lavage	10	5		Potentiel	Non défini	Dents creuses
PE25	Avenue de Grasse	34	17		Projet connu	Non défini	Renouvellement urbain
PE3	Site identifié	20	10		Projet connu	Non défini	Dents creuses
PE5	Les fermes	20	10	10	Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
PE8	Ecole	28	14		Projet connu	Collectif	Dents creuses
PE9	Avelaniers	2			Potentiel	Individuel	Division
		317	**152**	**25**			

AR Prefecture
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_074
006-200039857-20250403-DL2025_074-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025



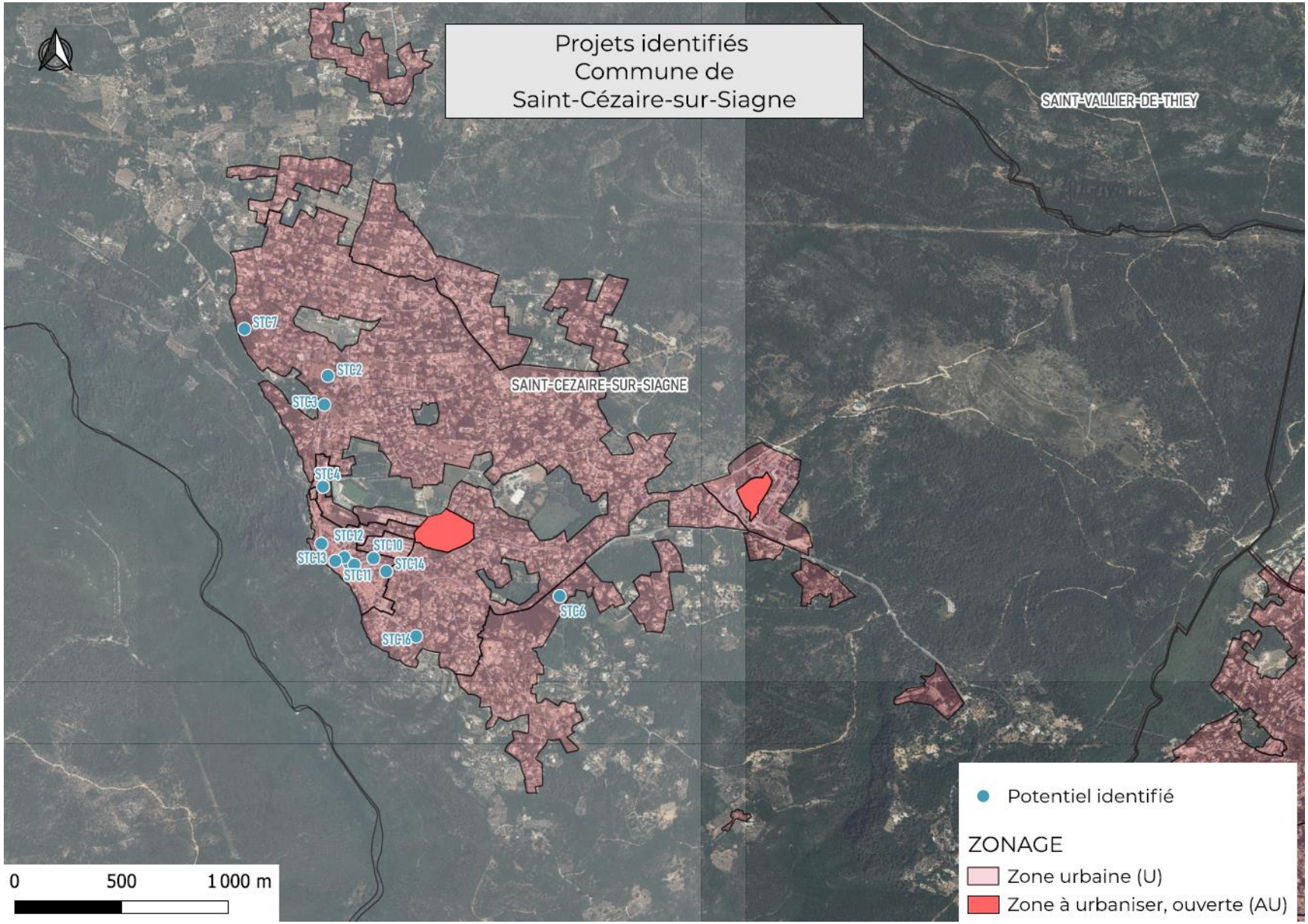
Peymeinade

Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
PEY1	PAPAG Les Termes	10	10		Potentiel	Individuel	Dents creuses
PEY2	PAPAG 2 - extension village neuf	102	36		Potentiel	Mixte	Renouvellement urbain
PEY4	Ilot Boutiny nord	61	26	35	Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
PEY5	Terrain P				Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
PEY6	Site identifié	28	13	15	Projet connu	Collectif	Dents creuses
PEY7	propriété L	5	2		Projet connu	Individuel	Division
PEY8	Site Orange	20	20		Potentiel	Non défini	Division
PEY10	Boutiny				Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
PEY11	La tour Carré				Potentiel	Non défini	Non défini
		226	**107**	**50**			


Projets identifiés
Commune de Peymeinade
CABRIS
SPÉRACÈDES
SP1
GR101
PEY6
PEYMEINADE
PEY10
PEY5
PEY4
PEY11
PEY8
PEY2
PEY7
PEY1
LE TIGNET
PEYMEINADE
0
500
1 000 m
Potentiel identifié
ZONAGE
Zone urbaine (U)
Zone à urbaniser, ouverte (AU)

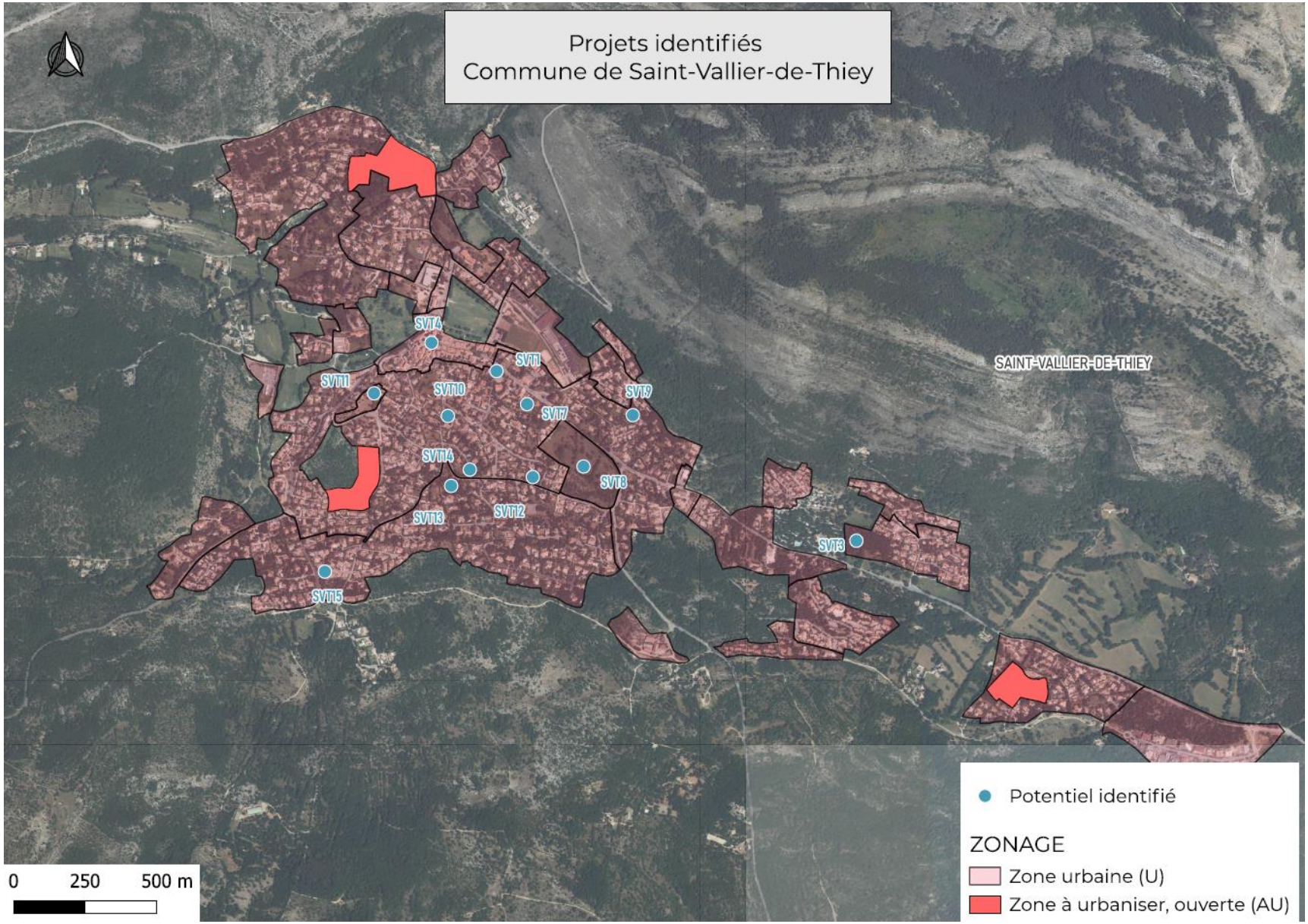
Saint-Cézaire-sur-Siagne

Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
STC2	SMS n°3 - ERMS	23	12		Potentiel	Non défini	Dents creuses
STC3	SMS4	22	11		Potentiel	Non défini	Dents creuses
STC4	SMS1 - ERSMS	20	10		Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
STC6	SMS6 - Parc d'Anaïs	14	8		Potentiel	Non défini	Dents creuses
STC7	Les Fayssoles	10	5	5	Potentiel	Non défini	Dents creuses
STC10	Bibliothèque	7	7		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC11	La Poste	4	4		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC12	Site CAPG	4	4		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC13	Eglise	2	2		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC13	République	5	5		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC14	Site village 1	3	3		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC15	Site village 2	4	4		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
STC16	Site village 2	4	4		Potentiel	Collectif	Division
		122	**79**	**5**			


Projets identifiés
Commune de
Saint-Cézaire-sur-Siagne
SAINT-VALLIER-DE-THIEY
SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE
STC7
STC2
STC3
STC4
STC12
STC10
STC13
STC14
STC11
STC6
STC16
0
500
1 000 m
Potentiel identifié
ZONAGE
Zone urbaine (U)
Zone à urbaniser, ouverte (AU)

Saint-Vallier-de-Thiey

Identifiant	Nom projet	Nombre total de logements	dont locatif social	dont accession sociale	Stade réflexion	Morphologie	Contexte urbain
SVT1	Entrée de ville	35	11		Potentiel	Mixte	Renouvellement urbain
SVT3	Ricord	25	25		Potentiel	Collectif	Dents creuses
SVT4	Immeuble B	5	5		Projet connu	Collectif	Renouvellement urbain
SVT7	Terrain H	9	9		Potentiel	Collectif	Renouvellement urbain
SVT8	Site				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT9	Terrain communal				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT10	Raphaël Laugier				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT11	Ancienne maison des enfants				Potentiel	Non défini	Renouvellement urbain
SVT12	Provence				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT13	Provence 2				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT14	Provence 3				Potentiel	Non défini	Dents creuses
SVT15	Séverine -	4	4		Projet connu	Non défini	Dents creuses
		78	**54**				


Projets identifiés
Commune de Saint-Vallier-de-Thiey
SAINT-VALLIER-DE-THIEY
SVT1
SVT3
SVT4
SVT7
SVT8
SVT9
SVT10
SVT11
SVT12
SVT13
SVT14
SVT15
0
250
500 m
Potentiel identifié
ZONAGE
Zone urbaine (U)
Zone à urbaniser, ouverte (AU)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Délibération n°DL2025_075 : Mise en œuvre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat du Pays de Grasse - Autorisation de signature de la convention de pacte territorial France Renov' 2025-2029

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à quatorze heures, en application des articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-6 et L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 70

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Marc BAZALGETTE, Philippe BONELLI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Dominique BOURRET, Laurent BROIHANNE, Catherine BUTTY, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Marc COMBE, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc DELIA, Nicolas DOYEN, Anne-Marie DUVAL, Paul EUZIERE, Annie FRECHE, Yves FUNEL, Alexandre GAIFFE, Jean-Marc GARNIER, Marie-Louise GOURDON, Pauline LAUNAY, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Claude MASCARELLI, Joseph MATTIOLI, Roger MISSENTI, Sylvie MORLIERE, Robert NOVELLI, Nicole NUTINI, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Michèle PAGANIN, Christiane REQUISTON, Gilles RONDONI, François ROUSTAN, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Catherine SEGUIN, Florence SIMON, Martine UBALDI, Christian ZEDET.

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Catherine SEGUIN après le vote de la délibération n°034.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Annie OGGERO-MAIRE après le vote de la délibération n°049, Ali AMRANE après le vote de la délibération n°051, Pauline LAUNAY après le vote de la délibération n°054, Laurent BROIHANNE après le vote de la délibération n°054, Christian ZEDET après le vote de la délibération n°059, Murièle CHABERT après le vote de la délibération n°061, Bernard ROUX après le vote de la délibération n°063, Annie FRECHE après le vote de la délibération n°067, Jean-Marc GARNIER après le vote de la délibération n°068.

PROCURATIONS : Claude BOMPAR à Jean-Marc MACARIO, Magali CONESA à Paul EUZIERE, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Laurence COSTE à Nicole NUTINI, Julie CREACH à Marc COMBE, Jean-Pierre FRANCHI à Christian ZEDET, Christophe MARTELLO à Christiane REQUISTON, Christophe MOREL à Philippe BONELLI, Serge PERCHERON à Marie CHABAUD, Claude SERRA à Jérôme VIAUD, Alain YBERT à Martine ULBADI.
Catherine SEGUIN à Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE pour la délibération n°034.
Ali AMRANE à Gilles RONDONI à partir de la délibération n°052.
Pauline LAUNAY à Jean-Marc DELIA à partir de la délibération n°055.
Murièle CHABERT à Catherine BUTTY à partir de la délibération n°062.
Jean-Marc GARNIER à François ROUSTAN à partir de la délibération n°069.

ABSENTS : Stéphane CASSARINI, Odile DESPLANQUES, Gilbert EININGER, Karine GIGODOT, Patrick ISNARD, David VARRONE.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 03 AVRIL 2025	N°DL2025_075
RAPPORTEUR : Marie-Louise GOURDON	
HABITAT ET LOGEMENT	
Mise en œuvre du Service Public de la Rénovation de l'Habitat du Pays de Grasse - Autorisation de signature de la convention de pacte territorial France Renov' 2025-2029	

SYNTHESE

La loi "Climat et Résilience" du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, a confié à l'Anah le pilotage d'un service public unifié de la rénovation de l'habitat. Ce nouveau cadre de contractualisation se traduit par le déploiement au niveau local du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH).
De ce fait, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à sa mise en œuvre sur son territoire se traduisant par la signature, avec l'Anah et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'un pacte territorial France Rénov' pour la période 2025-2029.

Madame la Vice-Présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 327-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'énergie ;

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;

Vu les délibérations 2024-06 du 13 mars 2024 et du 9 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Anah, déployant à l'échelle nationale le nouveau dispositif de Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH), et adaptant les modalités de mise en œuvre du pacte territorial France Rénov' ;

Vu les conventions de délégation de compétence 2021-2026, établies entre l'Etat, l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, signées le 17 décembre 2021 ;

Vu les délibérations n°DL2022_116 et n°DL2022_117 du conseil communautaire du 30 juin 2022 approuvant la mise en œuvre des dispositifs programmés d'OPAH du Pays de Grasse et d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" pour la période 2022-2027 ;

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2029 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, disposant d'un volet rénovation de l'habitat privé prévoyant "d'accélérer la rénovation énergétique des logements existants en favorisant l'accompagnement des particuliers et des acteurs de l'immobilier dans leurs projets de rénovation performante" ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse, arrêté par le conseil communautaire du 03 avril 2025 établi pour la période 2025-2030 ;

Vu la délibération n°2024_333 du conseil communautaire du 12 décembre 2024 relatif à l'engagement de la CA Pays de Grasse à signer une convention de pacte territorial France Rénov';

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat & Logement du 04 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du 11 mars 2025 ;

Considérant les principes fondateurs de la création du Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH), visant à offrir un cadre rénové, simplifié et unifié à l'ensemble des habitants du territoire, en proposant une porte d'entrée unique sur le territoire, et en offrant un service public accessible à toute la population.

Au regard de la dynamique qu'elle porte en faveur de la politique de la rénovation de l'habitat et de sa volonté d'intensifier son action, la CAPG a, par délibération du 12 décembre 2024, affirmé son engagement de porter le SPRH sur son territoire.

Jusqu'alors, plusieurs dispositifs sont actionnés (OPAH, OPAH-RU, SARE) ; en concluant une convention de pacte territorial France Rénov' avec l'Anah et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la CAPG rationnalise son action :

- Le SARE est arrivé à échéance au 31 décembre 2024 ;
- Les leviers opérationnels de l'OPAH du Pays de Grasse 2022-2027 sont intégrés dans la convention de pacte territorial ; la convention ad hoc est ainsi clôturée à la date de signature du pacte ;
- Le dispositif programmé d'OPAH-RU demeure opérationnel jusqu'à son terme, au 03 octobre 2027.

Aussi, pour assurer les missions-clés d'information, de conseil, d'orientation et d'accompagnement des ménages dans leurs interrogations et leurs projets de rénovation de leurs logements, le pacte territorial France Rénov' se décline en 3 volets :

1- Dynamique Territoriale :
   - Mobiliser les ménages avec la mise en œuvre d'actions de communication
   - Agir auprès des publics prioritaires
   - Organiser et animer le réseau de professionnels du territoire

2- Information, conseil et orientation :
   - Informer tous les administrés du territoire sur toutes les thématiques de la rénovation de l'habitat avec la mise en place d'un guichet unique
   - Apporter des informations approfondies et adaptées sous la forme de conseils personnalisés

3- Accompagnement :
   - Conserver une offre d'accompagnement gratuite pour les publics et habitats ciblés, avec l'appui d'une ingénierie dédiée assurée par la SPL Pays de Grasse Développement, à destination des :
     - propriétaires occupants et bailleurs modestes et très modestes
     - propriétaires bailleurs conventionnant leur logement
     - syndicats des copropriétaires

L'ingénierie et les aides aux travaux de la CAPG et de l'ANAH

Pour mener à bien ces missions, la CA du Pays de Grasse mobilise **des moyens en ingénierie spécifiques** nécessaires à la réalisation des objectifs, et bénéficie d'un cofinancement de l'Anah. Le pacte territorial précise ces engagements financiers.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Le montant total de dépenses relatives à l'ingénierie du pacte territorial France Rénov' est évalué à **1 582 100 €** sur les cinq années.

Concernant le volet accompagnement et les aides aux travaux, l'Anah et la CA Pays de Grasse s'engagent à financer les travaux selon les modalités fixées par leurs instances délibératives.

Le partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

En application du contrat Nos territoires d'Abord (2023-2028) établi avec le Pays de Grasse, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage, sur trois années, sur un montant prévisionnel de **240 000 €.** Une enveloppe complémentaire sera examinée pour les années 4 et 5 de la convention.

Afin d'organiser les modalités juridiques et financières de l'avance des **aides régionales** effectuée par la communauté d'agglomération auprès des propriétaires éligibles, et les conditions de leur remboursement, une convention de financement sera établie entre la communauté d'agglomération et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et sera présentée lors d'un prochain conseil communautaire.

A cet effet, il est proposé d'approuver le projet de convention de pacte territorial France Rénov' 2025-2029, figurant en annexe de la présente délibération, et d'autoriser sa signature aux côtés de l'Etat, de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le projet de convention de pacte territorial France Rénov' pour la période de 5 ans de 2025 à 2029, établie entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

- **D'APPROUVER** le projet de convention de financement établie entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

- **D'APPROUVER** la clôture de la convention d'OPAH du Pays de Grasse 2022-2027, dont les objectifs et les leviers opérationnels sont intégrés au présent pacte territorial, à la date de sa signature ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2025 et suivants ;

- **DE SOLLICITER** le partenariat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- **DE SOLLICITER** de l'Anah les subventions pour le financement de l'ingénierie ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer la convention jointe en annexe ;

- **D'AUTORISER** le Président à engager tout acte et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 AVR. 2025

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Convention de Pacte Territorial – France Rénov' (PIG)

pour la mise en œuvre du

Service Public de la Rénovation de l'Habitat du Pays de Grasse

2025-2029

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

La présente convention est établie entre :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par M. Jérôme Viaud, Président de Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, dénommée ci-après « CAPG »,

L'État, représenté en application de la convention de délégation de compétence par M. Jérôme Viaud, **Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président Renaud MUSELIER**,** dénommée ci-après « La Région »,

Et l'Agence Nationale de l'Habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée en application de la convention de délégation de compétence par M. Jérôme Viaud, Président de Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, et dénommée ci-après « Anah».

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par le comité responsable du 18 janvier 2023 pour la période 2023-2028,

Vu le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2025-2030, arrêté par le conseil communautaire du 03/04/2025,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2029 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, disposant d'un volet rénovation de l'habitat privé prévoyant "d'accélérer la rénovation énergétique des logements existants en favorisant l'accompagnement des particuliers et des acteurs de l'immobilier dans leurs projets de rénovation performante",

Vu les délibérations n°2022_116 et n°2022_117 du 30/06/2022 approuvant la mise en œuvre des dispositifs programmés d'OPAH du Pays de Grasse et d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" pour la période 2022-2027 ;

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 17/12/2020 conclue entre le délégataire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et l'Anah, en application de l'article L.321-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la délibération du conseil communautaire du Pays de Grasse du 17/12/2024 approuvant le principe mettant en œuvre le SPRH sur son territoire,

Vu la délibération du conseil communautaire du Pays de Grasse du 03/04/2025, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du Pays de Grasse du 11 mars 2025, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du … / …/2025,

Vu la délibération n° 21-163 du 23 avril 2021 du Conseil régional approuvant le Plan climat "Gardons une COP d'avance",

Vu la délibération n°23-0003 du 24 mars 2023 du Conseil régional approuvant le cadre d'intervention « Accompagner l'aménagement durable dans les politiques territoriales de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur »,

Vu la délibération n° 23-0218 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant l'adoption du Contrat « Nos territoires d'abord » du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Vu la délibération n° , en date du du Conseil Régional, approuvant la convention de Pacte Territorial France Rénov' du Pays de Grasse 2025-2029, et autorisant le Président à signer la présente convention,

Vu la délibération n° , en date du du Conseil Régional, approuvant la convention de financement relative au Pacte Territorial France Rénov' du Pays de Grasse 2025-2029, entre la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse,

Il a été exposé ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

TABLE DES MATIERES

Préambule 5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application 10
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux 10
1.1. Dénomination de l'opération 10
1.2. Périmètre et champs d'intervention 10
Chapitre II – Enjeux de la convention de pacte territorial France Rénov 12
Article 2 – Enjeux du territoire 12
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention de pacte territorial France Rénov 13
Article 3 – Volets d'action 13
3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels 13
3.1.1.1 Mobilisation des ménages 13
3.1.1.2 Mobilisation des publics prioritaires 14
3.1.1.3 Mobilisation des professionnels 15
3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages 16
3.2.1.1 Mission d'information et d'orientation – 1er contact 16
3.2.1.2 Mission de conseil personnalisé 17
3.3. Volet relatif à l'accompagnement 18
Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention 19
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires 21
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération 21
5.1. Financements de l'Anah 21
5.2. Financements de la CA Pays de Grasse 22
5.3 Financement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur 22
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation 24
Article 6 – Conduite de l'opération 24
6.1. Pilotage de l'opération 24
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage 24
6.1.2. Instances de pilotage 24
6.2. Mise en œuvre opérationnelle 25
6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires 25
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées 25
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs 25
6.3.2. Bilans et évaluation finale 25
Chapitre VI – Communication 26
Article 7 - Communication 26
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation. 27
Article 8 - Durée de la convention 27
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention 27
Article 10 – Transmission de la convention 27

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Préambule

Présentation du territoire

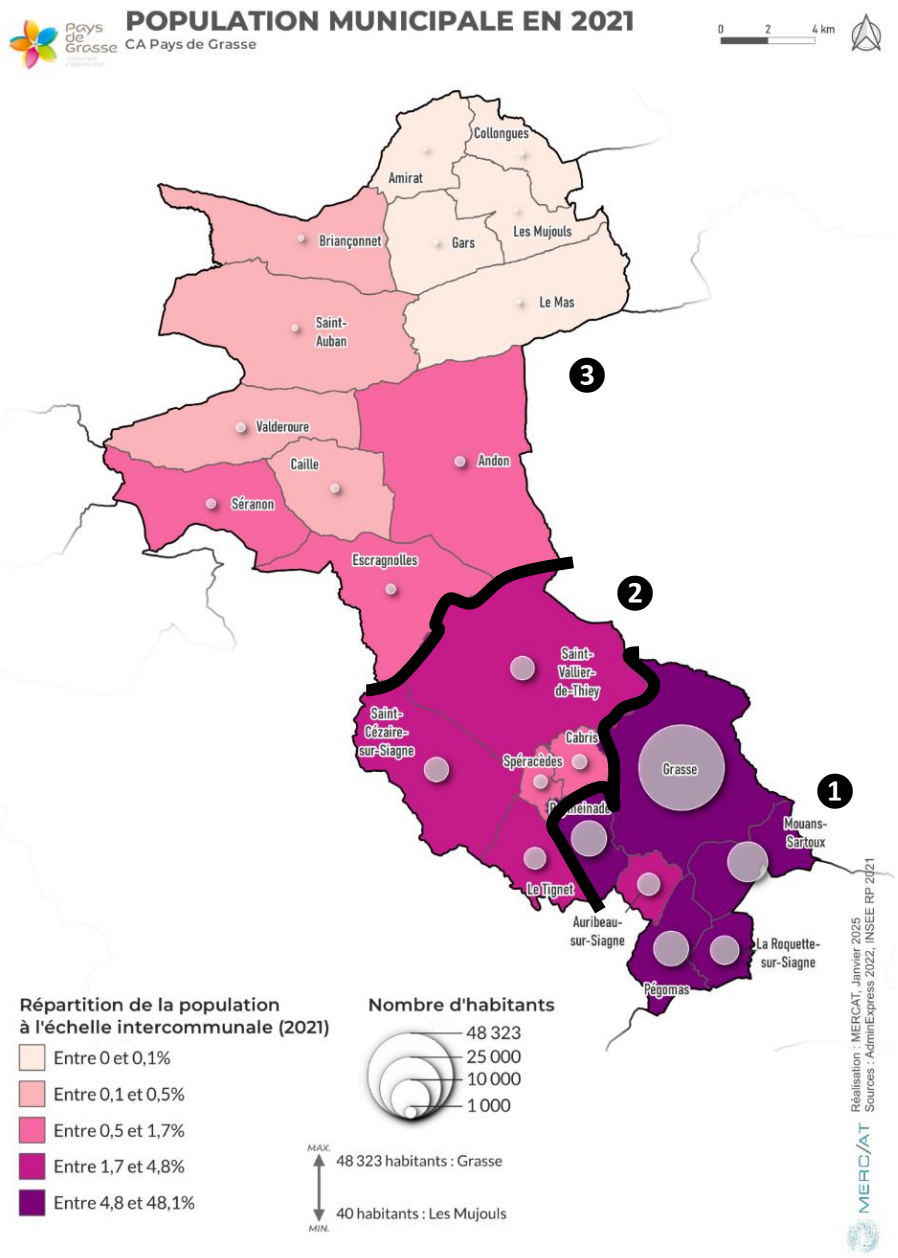
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse rassemble :

- 23 communes
- 103 770 habitants (INSEE 2022), soit 9% de la population départementale
- dont 60% est concentrée sur Grasse et Mouans-Sartoux

1 Secteur dense
- 1 ville centre : Grasse.
- 6 Communes.
- **83 678** habitants (83,4% du territoire).
- Concentration majorité des emplois de la CAPG
- Territoire urbain, connecté aux bassins d'emplois de Sophia-Antipolis et du littoral maralpin.

2 Moyen pays
- 5 Communes.
- **13 224** habitants (13,2% du territoire).
- **Une attractivité croissante**
- Des communes plus résidentielles, situées entre les contreforts des Préalpes d'Azur et le secteur dense.

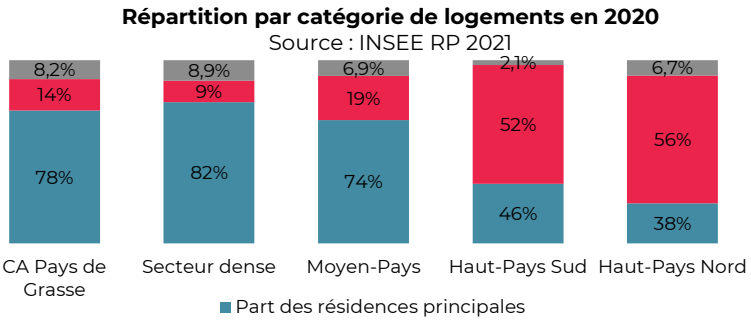
3 Haut Pays
- 12 Communes (7 au Nord et 5 au Sud).
- **3 426** habitants (3,4% du territoire).
- Un territoire rural et de



Le territoire de la CA Pays de Grasse compte **44 072 résidences principales** dans le parc privé - *au sens de la délibération du CA de l'Anah n°2024-06 du 13 mars 2024 modifiée par la délibération n°2024-26 du 12 juin 2024.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

- Près de **78% de résidences principales,** en moyenne intercommunale (env. 67% dans les Alpes-Maritimes)
- Une part importante de résidences secondaires dans le Haut-Pays (plus de 50% pour la plupart des communes du Haut-Pays)



Le territoire de la CA Pays de Grasse possède plusieurs sites lauréats d'un programme national :

- la commune de Grasse couverte par le programme « Action Cœur de Ville » (ACV) dont la convention a été signée le 14 septembre 2018 et avenantée le 11 décembre 2023 ;

- la commune de Saint Vallier de Thiey couverte par le programme « Petites Villes de Demain » (PVD) dont la convention a été signée le 11 avril 2021.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse était partenaire du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, qui assurait le rôle de porteur associé du programme SARE (service d'accompagnement à la rénovation énergétique) et d'Espace Conseil France Rénov (ECFR) de 2021 à 2024.

De 2021 à 2024, deux Espaces Conseil France Rénov' (ECFR') coexistaient sur le territoire de la CA Pays de Grasse :
- l'un porté par la CA Pays de Grasse au titre des dispositifs programmés d'OPAH et OPAH RU, et délégataire des aides à la pierre,
- le second porté par le Département 06 au titre du Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique (SARE).

L'objectif de la mise en place du SPRH est de centraliser le service avec la création d'un guichet unique sur le territoire de la CA Pays de Grasse :

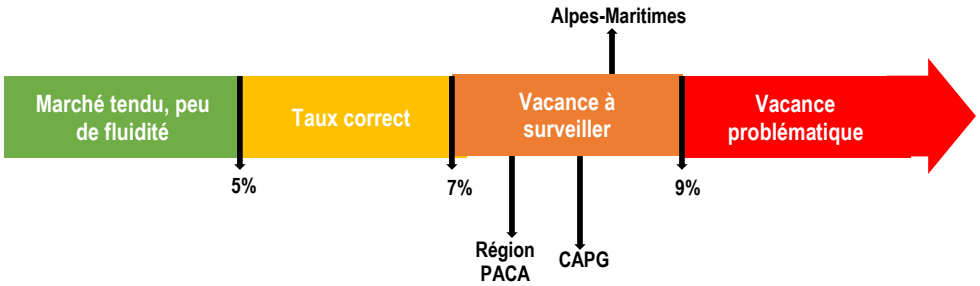
- Direction Habitat & Logement de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse - 57 avenue Pierre Semard – 06130 Grasse

Dans cette nouvelle organisation, l'Espace Conseil France Rénov' (ECFR') sera assuré par la CA Pays de Grasse sur son territoire, en régie, par la Direction Habitat & Logement - service Habitat de la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse. La CAPG confiera, par convention de prestations intégrées, à la SPL Pays de Grasse Développement, des missions portant sur le conseil et l'accompagnement des publics ciblés.

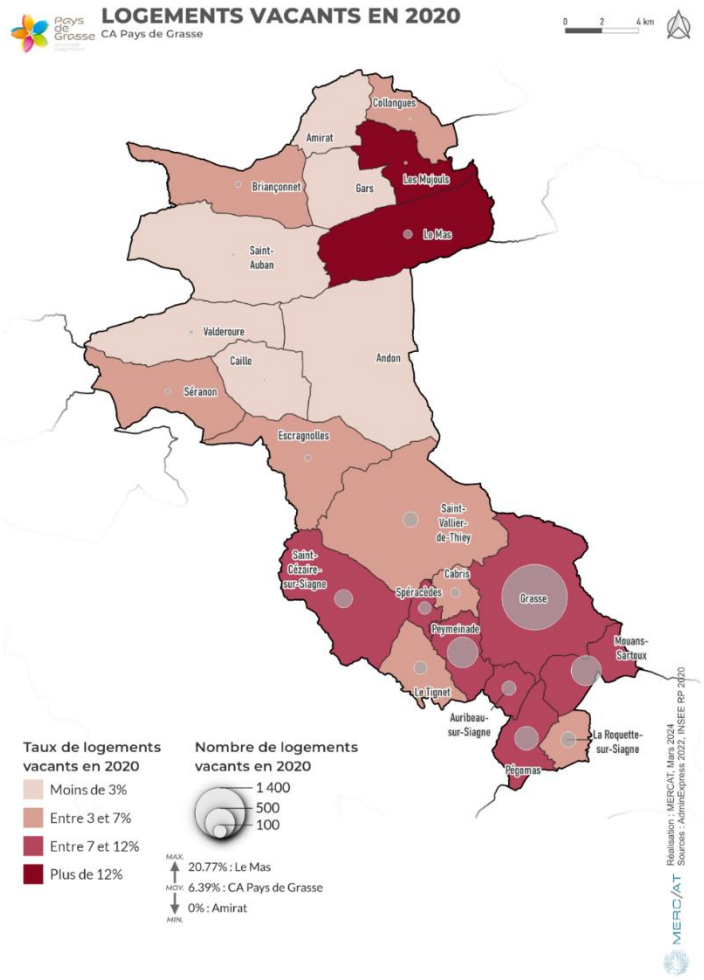
Stratégie et priorité d'intervention

Le diagnostic du projet de PLH 2025-2030 du Pays de Grasse a permis d'identifier de nombreux enjeux sur le parc existants :

- **Une vacance à surveiller, notamment dans les centres-anciens**



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075



Sur le territoire du Pays de Grasse, il est possible de caractériser la vacance (<2018), en comparaison à la structure du parc privé existant :

- **une surreprésentation des logements collectifs : 65% des logements vacants,** (48% de collectifs au sein du parc)

- **En premier lieu des petites typologies** (53% de T1 à T3 contre 28% dans l'ensemble du parc)

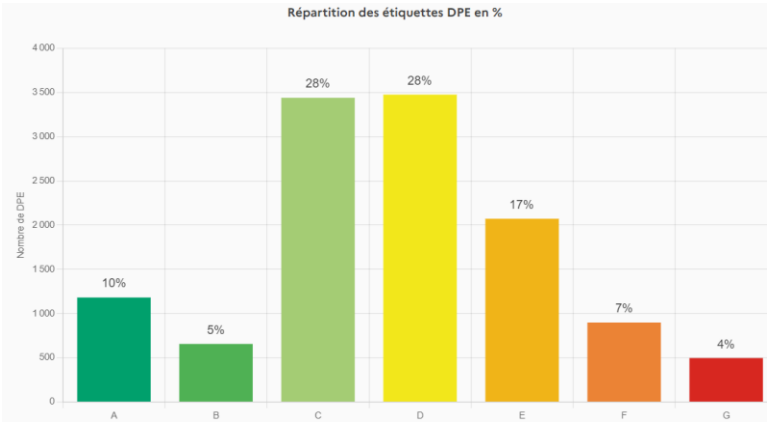
- **Des logements anciens** : 36% des logements vacants construits avant 1919 (contre 15% du parc de logements sur le territoire).

➔ **Ces logements nécessitent donc une intervention prioritaire pour être remis sur le marché.**

- **Un parc privé qui est marqué par des enjeux de précarité énergétique**

Un tiers des résidences principales ont été construites avant les premières règlementations thermiques : le parc de résidences principales s'est principalement construit sur la période 1970 – 1990 (37% des RP).

Etat du parc ancien au regard des diagnostics de performance énergétique (DPE) :
28% des logements sont sous étiquettes E, F, G, et étant donc considérés comme des logements dits « énergivores » (ceux proposés à la location seront concernés par l'interdiction de mise en location dans les prochaines années)[1].



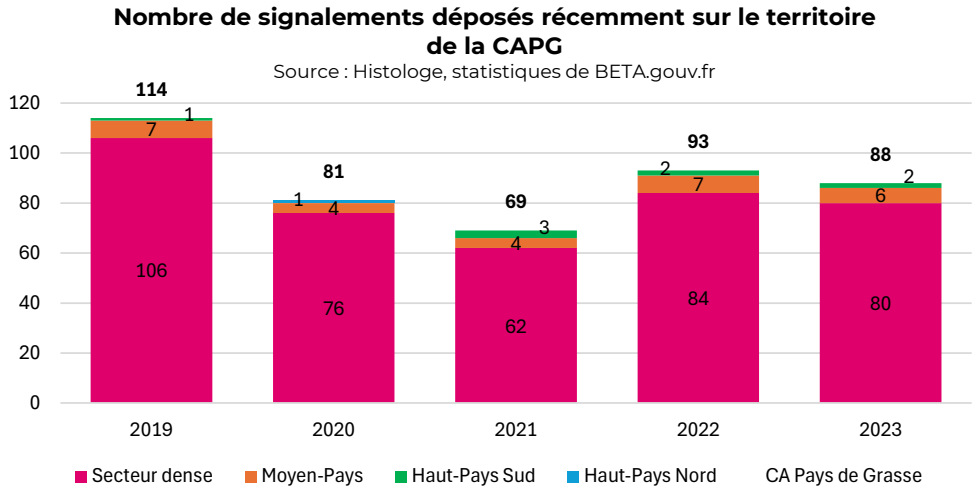
Répartition des étiquettes DPE dans le parc de logements de la CA Pays de Grasse (Source : ADEME, Observatoire DPE, 2024)

[1] **Loi « Climat et Résilience »** du 22 aout 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets vise à éradiquer les passoires thermiques en interdisant progressivement à la location les logements mal isolés et en instaurant les aides financières pour les travaux d'isolation :
- A partir du 1er janvier 2025, atteindre a minima la classe énergétique F,
- A partir du 1er janvier 2028, atteindre a minima la classe énergétique E
- A partir du 1er janvier 2034, atteindre a minima la classe énergétique D.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

- **Des situations de logements indignes signalées**

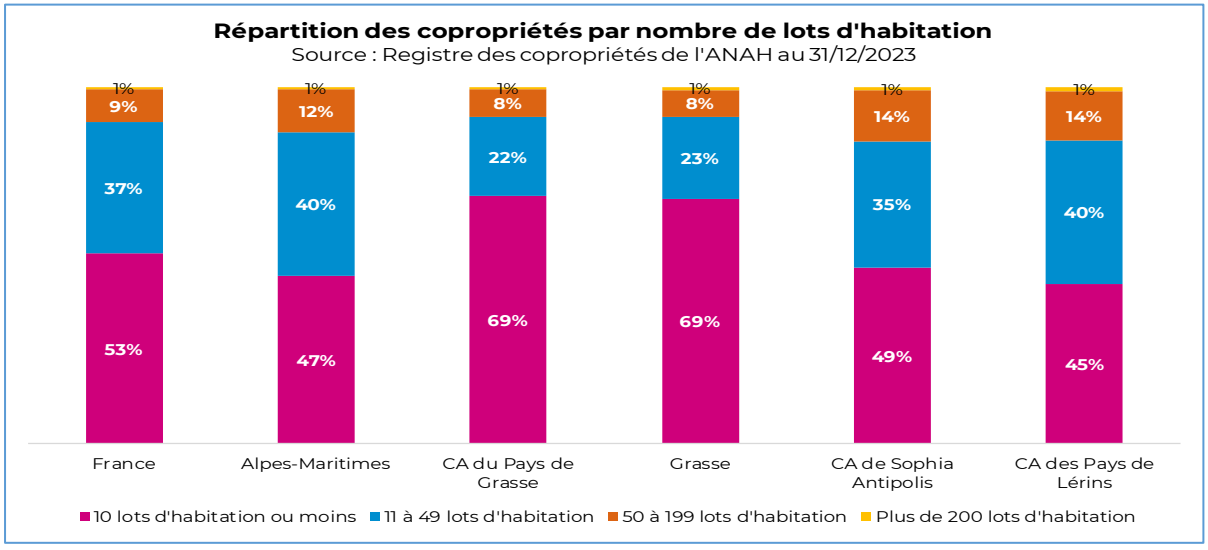
Sur le territoire du Pays de Grasse, le nombre de signalements sur Histologe se situe entre **70 et 115 signalements/an** (l'année 2024 étant incomplète car en cours au moment de la rédaction du diagnostic). On observe une concentration des signalements sur le secteur dense de la CAPG (près de 60 à 110 signalements/an) :



- **Un territoire maillé de nombreuses petites copropriétés**

Au 31 décembre 2023, le territoire compte 1 598 copropriétés, dont 956 à Grasse.

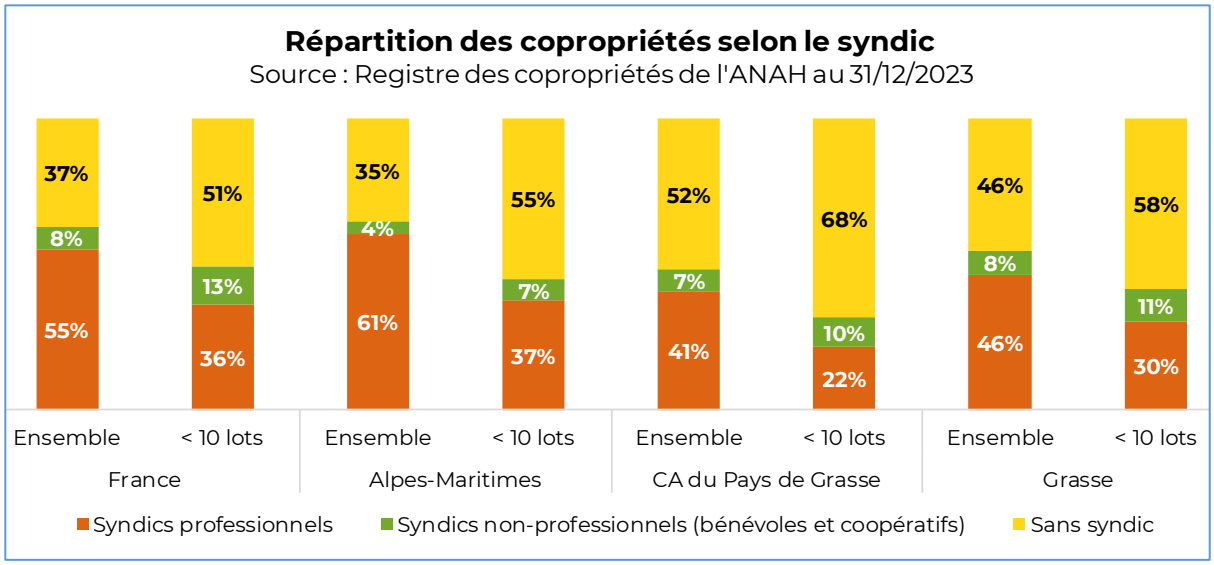
- **La majorité sont des petites copropriétés de moins de 10 lots**, en cela, la CA du Pays de Grasse se distingue des territoires de comparaison. En effet, la surreprésentation des petites copropriétés est nette par rapport à la situation nationale, départementale et celle des EPCI voisins.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

- **Une majorité des copropriétés n'est pas organisée :**

52% des copropriétés référencées sur le Pays de Grasse n'ont pas de syndic. Cela concerne même 68% des petites copropriétés de moins de 10 lots, qui ne sont pas significativement plus organisées que les autres avec des syndics bénévoles et coopératifs (10% des copropriétés de moins de 10 lots, contre 7% pour l'ensemble des copropriétés).



- **Une politique locale dynamique pour répondre aux enjeux d'amélioration du parc privé**

Plus précisément, s'agissant du parc de logements privés et des enjeux identifiés, la CA Pays de Grasse pilote depuis 2022 deux dispositifs distincts sur son territoire :

- Une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur le périmètre de l'intercommunalité pour la période 2022-2027
- Une opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain (OPAH-RU) sur le périmètre du centre ancien de Grasse pour la période 2022-2027

À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application

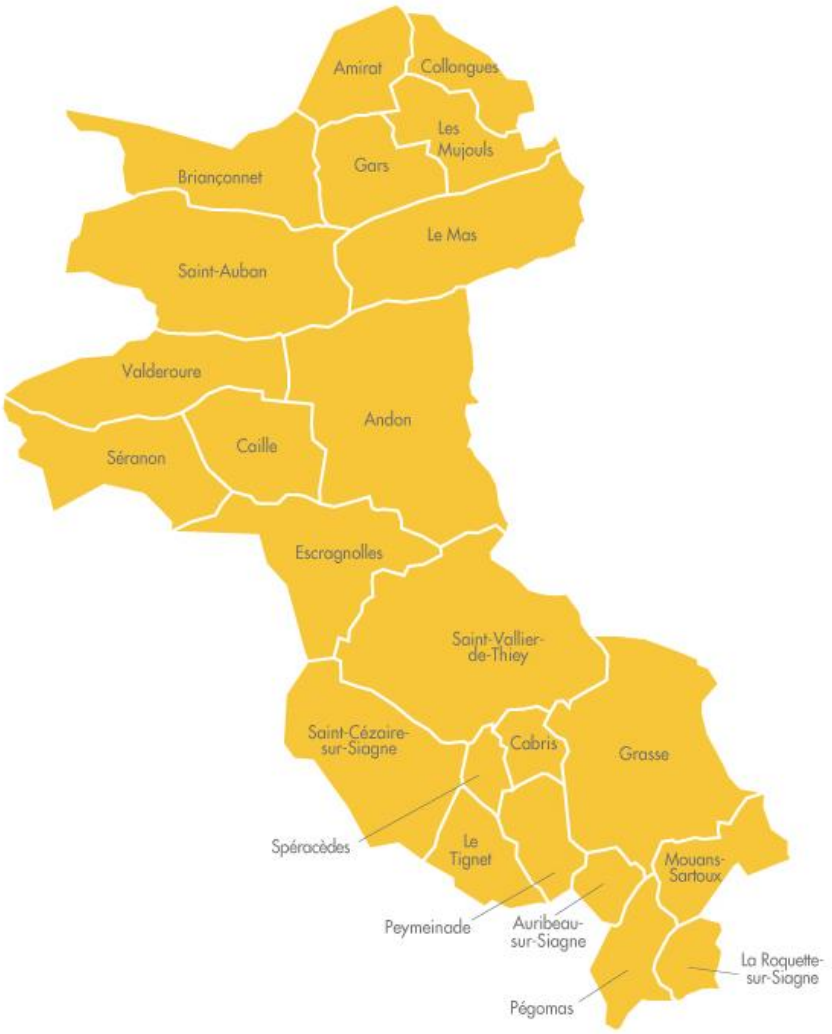
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'État, l'Anah et la Région décident de conclure un pacte territorial-France Rénov' pour la période 2025-2029, afin d'organiser le Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH) du Pays de Grasse.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention du SRPH couvre l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, soit 23 communes, en incluant le centre ancien de Grasse, lui-même couvert par un dispositif programmé d'OPAH-RU "Cœur Historique de Grasse" sur la période 2022-2027, au regard des besoins singuliers en ingénierie renforcée.



Le périmètre d'intervention peut être modifié par voie d'avenant.

A date de la signature du Pacte territorial-France Rénov' 2025-2029, il est mis fin à la convention d'OPAH-Pays de Grasse (2022-2027) dont les axes d'intervention et les objectifs sont réintégrés au présent pacte territorial.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Les champs d'intervention sont les suivants :

Volets	Missions	Thématique
1/ Dynamique territoriale Pilote : CAPG Direction Habitat & Logement Direction Energie Partenaires : SPL (autres : ADIL 06)	**Mobilisation des ménages**	La mise en place d'un plan de communication, de sensibilisation et d'animation
	Mobilisation des publics prioritaires des actions « d'aller vers »	précarité énergétique, perte d'autonomie, en situation d'habitat indigne, propriétaires bailleurs – notamment en construisant un observatoire pour guider les actions et aller vers les publics prioritaires
	Mobilisation des professionnels	L'organisation et l'animation des professionnels et acteurs du territoire - sur toutes les thématiques de la rénovation de l'habitat
2/ Information, conseil et orientation GUICHET D'INFORMATION UNIQUE Numéro vert / Adresse mail Centralisation : Direction Habitat & Logement	**Missions d'information**	La mise en place d'un guichet d'information unique de premier contact, pour répondre aux premières interrogations
	Missions de conseils personnalisés	apporter une information plus approfondie, adaptée et personnalisée à la situation et aux besoins du ménage
3/ Accompagnement Opérateur : SPL Pays de Grasse Développement	**Conservation d'une offre d'accompagnement gratuite**	Pour les publics et logements ciblés

L'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" est maintenue-; pour autant, les axes d'intervention des volets 1 et 2, notamment relatifs à la mobilisation des professionnels et d'information des usagers (premier contact) prévues dans le cadre du présent pacte territorial, seront conduits en complémentarité avec les actions prévues dans la convention d'OPAH-RU.

Les champs d'intervention peuvent être modifiés par voie d'avenant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Chapitre II – Enjeux de la convention de pacte territorial France Rénov

Article 2 – Enjeux du territoire

Le diagnostic du projet de PLH 2025-2030, les dispositifs en cours (OPAH et OPAH RU), et terminés (SARE) ont permis d'identifier les enjeux territoriaux ci-dessous :

1- **Garantir un service public identifiable et accessible à tous** sous la bannière France Rénov' adapté à la CA Pays de Grasse. L'enjeu est de renforcer le service existant permettant à l'ensemble des habitants de :

- bénéficier d'informations, de conseils et d'accompagnements neutres, gratuits et personnalisés,
- sécuriser le parcours des usagers en facilitant les choix techniques de rénovation, la mobilisation des aides financières,
- orienter les ménages vers les professionnels compétents.

2- **Contribuer à la résorption de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé**, traiter les situations comportant des risques en termes de sécurité et de santé, tant dans les logements locatifs que dans les logements des propriétaires occupants, en générant une dynamique de repérage de ces situations et en utilisant et coordonnant l'ensemble des acteurs et des outils existants.

3- **Promouvoir la rénovation énergétique du logement** et mettre en place des actions de sensibilisation auprès des publics et acteurs concernés, afin de :

a. lutter contre la précarité énergétique par une approche thermique globale et de qualité des travaux de réhabilitation (économie d'énergie, isolation thermique, etc.) ;
b. installer un processus dynamique de rénovation énergétique des logements du territoire ;

4- **Accompagner les ménages en situation de perte d'autonomie** vers l'adaptation de leur logement pour une meilleure prise en compte des besoins favorisant le maintien à domicile ;

5- **Développer une offre locative à loyer maîtrisé** dans les centralités de manière à proposer aux ménages un parcours résidentiel complet sur le territoire, et de consolider/ dynamiser les centres-villes et centres-bourgs ;

6- **Accompagner les copropriétés** présentant des signes de fragilité dans leur structuration, leur gestion et, le cas échéant, la définition et la conduite d'un programme de réhabilitation. Également, accompagner la rénovation énergétique globale des copropriétés ;

7- **Contribuer à la structuration d'un réseau de professionnels locaux** du bâtiment en les sensibilisant à la réhabilitation durable de l'habitat.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention de pacte territorial France Rénov

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

3.1.1 Descriptif du dispositif

La ***dynamique territoriale*** a pour objectif de faire connaitre au plus grand nombre, en amont des projets de rénovation, le SPRH du Pays de Grasse, ainsi que les offres d'accompagnement engagées.

Ce volet d'action se divise en 3 grandes parties :

- La mobilisation des ménages
- La mobilisation des publics prioritaires
- La mobilisation des professionnels

3.1.1.1 Mobilisation des ménages

L'objectif de cet axe consiste à faire connaître le service public de la rénovation de l'habitat, en informant gratuitement les ménages, quelque-soit leur niveau de ressources, avant tout projet de travaux, pour garantir la pertinence des travaux réalisés et prévenir les fraudes et abus. Il s'agit également de s'adresser de manière proactive aux ménages.

Pour cela, la CA Pays de Grasse prévoit la réalisation des actions de communication en continu :

- Mise à disposition des informations du SRPH sur le site internet de la CA Pays de Grasse
- Possibilité de prendre contact avec la CA Pays de Grasse via un formulaire en ligne
- Mise à disposition des informations du SRPH pour relayer les informations sur le site internet des communes
- Création de flyers d'information, d'affiches permettant d'informer le grand public
- Création et mise à disposition d'un Roll-up

De plus, des actions de communication opérationnelles seront mise en place tout le long du dispositif SPRH et sur l'intégralité du territoire de la CA Pays de Grasse :

- Campagne d'affichage dans les communes et maisons France services du territoire
- Réalisation de réunions publiques
- Articles dans les journaux locaux
- Participation à des manifestations/forum
- Réalisation de permanences physiques

Le service Habitat de la CA Pays de Grasse organisera son plan de communication selon le calendrier prévisionnel suivant :

Actions de communication	Période de réalisation	Récurrence
Mise à disposition des informations du SPRH sur le site internet de la CA Pays de Grasse	1er semestre 2025	Modification potentielles en fonction des évolutions réglementaires
Possibilité de prendre contact avec la CA Pays de Grasse en ligne via un formulaire de contact	1er semestre 2025	Modification potentielles en fonction des évolutions réglementaires
Mise à disposition des informations du SRPH pour relayer les informations sur le site internet des communes	2025	A renouveler annuellement et en fonction des évolutions réglementaires
Création de flyers d'information, d'affiches permettant d'informer le grand public	2025	A renouveler annuellement et en fonction des évolutions réglementaires

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Création et mise à disposition d'un Roll-up	2026	
Campagne d'affichage dans les communes et maisons France services du territoire	2026	A renouveler une fois
Réalisation de réunions publiques	Tout le long du SPRH	3 réunion publiques par an
Participation à des manifestations/forum	Tout le long du SPRH	3 manifestations par an
Campagne de publicité (Nice Matin, Radio, communiqué de presse …)	Tout le long du SPRH	Une fois par an

La SPL Pays de Grasse Développement, le service Energie de la CA Pays de Grasse, le CD 06, et tout partenaire, pourront accompagner le service Habitat dans l'exécution des actions de communication.

3.1.1.2 Mobilisation des publics prioritaires

L'objectif de cet axe consiste à cibler plus précisément les ménages prioritaires pour lesquels des dispositifs spécifiques d'accompagnement peuvent être mis en place : actions spécifiques d' « aller-vers » de repérage, de suivi et d'animation.

La CA Pays de Grasse, dans le cadre de son PLH 2025-2030, met en place un observatoire de l'habitat.

Concernant le parc privé, de nombreuses sources de données pourront être utilisées afin de nourrir cet observatoire :

- Registres National des Copropriétés
- Zéro logement vacants (fichier LOVAC + Passoires thermiques)
- Histologe
- DVF – Demande de Valeur Foncière
- Données de réalisation et de contacts des dispositifs locaux du parc privé (OPAH / OPAH-RU / Permis de Louer…)
- etc.

L'Observatoire du parc privé est un outil d'analyse important et structurant qui permettra de guider les actions de repérage, de prospection et d'animation renforcée.

Exemple de process d'action spécifique :



Les actions de communication spécifiques suivantes pourront ensuite être développées :

- Réunions publiques thématiques
- Ateliers de sensibilisation
- Balades thermiques
- Permanence physiques sur rendez vous
- Prise de contact par courrier
- etc.

Mobilisation des professionnels	Période de réalisation	Récurrence
Réunion publique thématique	A partir de 2026	3 par an
Atelier de sensibilisation	A partir de 2026	3 par an
Balades thermiques	A partir de 2026	3 par an
Permanence physiques sur rendez vous	A partir de 2026	3 par an

La SPL Pays de Grasse Développement, le service Energie de la CA Pays de Grasse, le CD 06, et tout partenaire, pourront accompagner le service Habitat dans l'exécution des actions de communication.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

3.1.1.3 Mobilisation des professionnels

La CA Pays de Grasse souhaite, dans le cadre de la mise en place du SPRH, faire vivre l'écosystème de la rénovation de l'habitat et donc tous les professionnels qui y participent.

A cet égard, de nombreuses actions sont prévues :

- Identification et animation des professionnels du bâtiment et par thématique (RGE, Handibat, Maitre d'Œuvre, Diagnostiqueur…) par l'intermédiaire de réunion(s) d'information(s) et d'atelier(s) de sensibilisation sur France Rénov, les subventions Anah…

  La Chambre des Métiers (CCI) sera un interlocuteur pertinent pour la réalisation de cette mission.

- Collaboration active avec les financeurs complémentaires de l'Anah :
  - Organismes de subventions : Caisses de retraites, CD06, MDA (Maison de l'Autonomie)
  - Organismes de financements : Secteur bancaire, notamment ceux distribuant l'Eco PTZ, Procivis/Sacicap.
  - etc.

- Animation spécifique des professionnels de l'immobilier, relais important pour une bonne communication vers le passage à l'acte, les démarches à faire et les financements possibles :
  - Syndics de copropriété
  - Agences immobilières
  - etc.

- Animation des acteurs réalisant de l'AMO sur le territoire de la CA Pays de Grasse par des réunions d'informations régulières (Echanges pratiques locales, méthodes d'instructions… ou échanges individuels) :
  - SPL Pays de Grasse Développement
  - Accompagnateurs Rénov (MAR)
  - AMO copropriétés
  - AMO Autonomie

Le service Habitat de la CA Pays de Grasse pilotera localement les actions de communication envers les professionnels. De plus, des actions pourront être mutualisées avec d'autres collectivités du 06.

La SPL Pays de Grasse Développement sera également associée dans le cadre de certaines missions de communication.

Mobilisation des professionnels	Période de réalisation	Récurrence
Entreprises RGE	2026	2 fois dans la période du SPRH
Entreprise Handibat	2026	2 fois dans la période du SPRH
Intermédiaires de la rénovation	2026	2 fois dans la période du SPRH
Syndics	2ème semestre 2025	2 fois dans la période du SPRH
Agences immobilières	2ème semestre 2025	2 fois dans la période du SPRH
Financeurs complémentaires	2ème semestre 2025	Tous les ans
MAR	2ème semestre 2025	Tous les ans

3.1.2 Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs de suivi du volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels sont :

- Nombre d'animations réalisées
- Nombre de permanences réalisées
- Nombre de ménages renseignés lors d'animations (manifestations, événements, stands…) et public touché (ménages, professionnels, publics prioritaires)
- Nombre de flyers ou autre support de communication diffusés
- Nombre de professionnels mobilisés pour participer aux temps d'animation
- Nombre de réunions partenariales avec les acteurs du territoire sur une année
- Nombre de partenaires participants aux réunions partenariales

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages

3.2.1 Descriptif du dispositif

La CA Pays de Grasse décide de mettre en place une porte d'entrée unique qui permet aux usagers :

- de bénéficier d'informations, de conseils et d'accompagnements neutres, gratuits et personnalisés sur toutes les thématiques de l'Anah ;
- de sécuriser le parcours des usagers en facilitant les choix techniques et la mobilisation des aides financières.

Le guichet unique sera porté en régie par la CA Pays de Grasse. Une organisation spécifique sera ensuite déployée afin de répondre au mieux à chaque usager

3.2.1.1 Mission d'information et d'orientation – 1er contact

La mission d'information vise à répondre aux premières interrogations des ménages et peut, le cas échéant, aboutir à un conseil personnalisé, une orientation vers un accompagnement programmée, ou un autre assistant à maîtrise d'ouvrage, ou vers toute autre structure en capacité d'accompagner le ménage dans son projet.

A- <u>La permanence téléphonique</u>

Pour cela, un numéro unique est généré : 04 89 35 91 92.

Les agents identifiés au sein de la Direction Habitat et Logement de la CA Pays de Grasse assureront une permanence téléphonique, ouverte dans un premier temps, tous les matins du lundi au vendredi de 9h à 12h.

Le service d'accueil téléphonique permet :
- D'apporter les premières informations aux ménages, en lien avec son projet ;
- De remplir ou actualiser le formulaire numérique de suivi du projet ;
- De convenir d'un rendez-vous de conseil personnalisé
- De l'orienter vers un dispositif opérationnel si besoin (Accompagnement, OPAH RU, Histologe, ADIL…).

B- <u>Le formulaire projet</u>

En complémentarité avec la permanence téléphonique, les usagers pourront prendre contact avec la CA Pays de Grasse de manière dématérialisée via le formulaire de projet/contact sur le site de la CA Pays de Grasse.
Ce formulaire permettra de récupérer les informations principales concernant le projet et permettra à la CA Pays de Grasse d'apporter une réponse et/ou une redirection adaptée en fonction des informations recueillies.

Les usagers pourront également écrire directement à l'adresse mail suivante : renovation.habitat@paysdegrasse.fr

Cette mission d'information de premier niveau et de premier contact permettra de recueillir les informations principales pour ensuite accompagner au mieux l'usager en fonction de son profil et de son projet.
Les usagers pourront notamment être ensuite redirigés vers :
- Un conseil personnalisé sur rendez vous
- Une offre d'accompagnement

C- <u>Reporting</u>

Pour cela, et afin d'organiser au mieux l'accompagnement des ménages, la CA Pays de Grasse utilisera les solutions numériques de suivi et de reporting proposées par l'Anah, notamment ConseilRénov

Ces outils de reporting seront également utilisés par les partenaires mobilisés dans les missions de conseil personnalisés et d'accompagnement.

Le numéro du guichet unique, l'adresse mail et le formulaire de projet seront développés et disponibles au fur et à mesure de l'année 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

3.2.1.2 Mission de conseil personnalisé

Cette mission vise à apporter une information plus approfondie à tous les publics ciblés par le service public de la rénovation de l'habitat, adaptée et personnalisée à leur situation et leurs besoins de travaux.

Les actions d'information et d'orientation doivent permettre d'orienter au mieux les usagers pour un accompagnement et également si besoin **un conseil personnalisé.**

Les conseils personnalisés seront réalisés en régie et/ou par les partenaires en fonction de la thématique et/ou du profil des usagers.

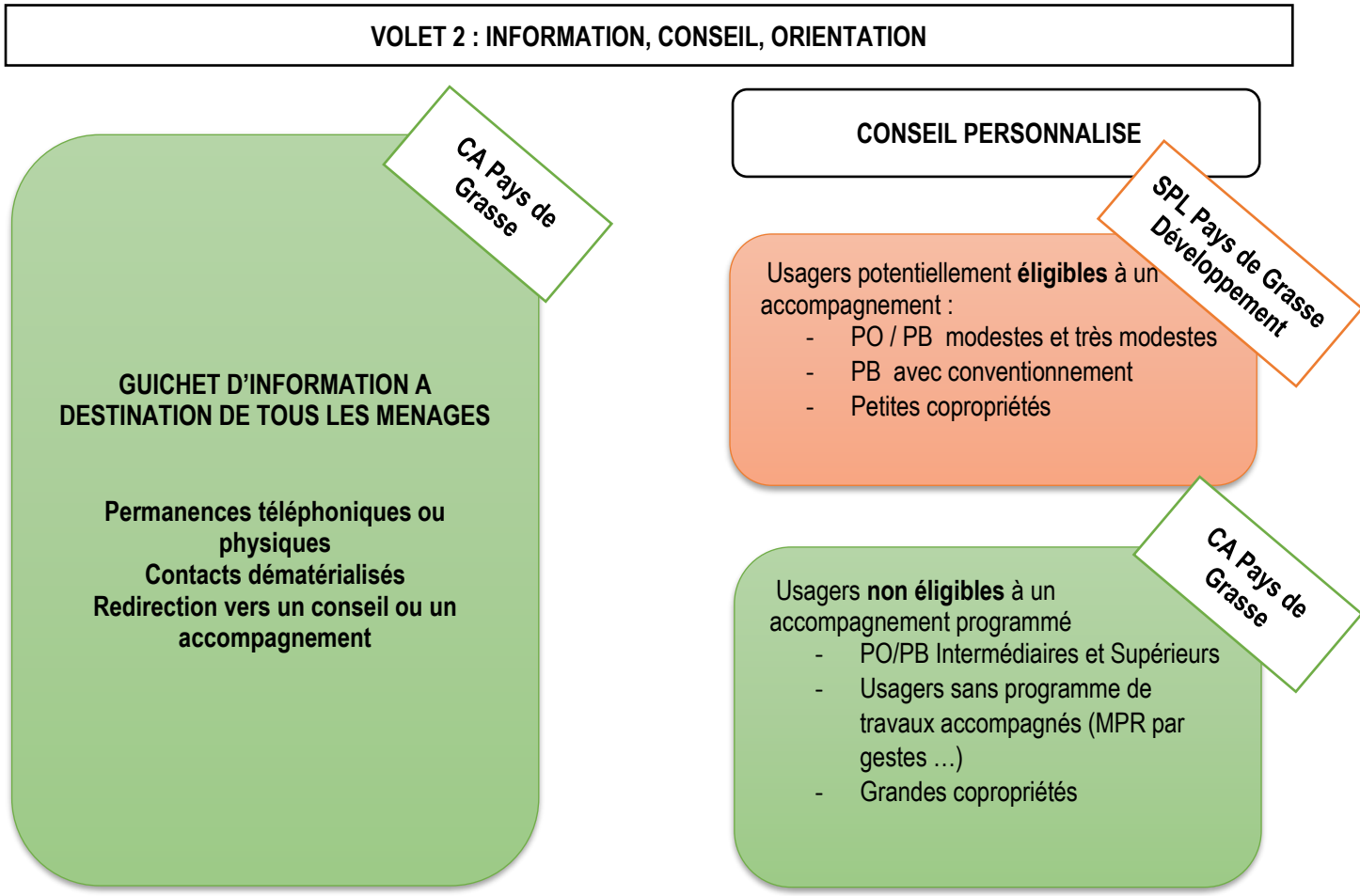
Les usagers éligibles à un potentiel accompagnement (volet 3) au vu de **leur profil (ressources/conventionnement) et de leur projet (travaux prévus)**, et souhaitant un conseil personnalisé, seront redirigés vers **la SPL Pays de Grasse** qui dispensera le conseil personnalisé.

Pour les autres profils comme :
- Les usagers n'ayant pas encore de projet de travaux
- Les Propriétaires Occupants et Propriétaires Bailleurs Intermédiaires et Supérieurs en terme de ressources
- Les usagers ayant des questions thématiques

Le conseil personnalisé sera réalisé **en interne par la CA Pays de Grasse**

Dans un premier temps, les conseils personnalisés seront réalisés sous forme :
- D'entretien téléphonique
- De rendez-vous en visio

Dans un second temps et afin de renforcer l'offre de conseil, des conseils permanences physiques pourront être développées sur le territoire afin de permettre aux usagers de prendre des rendez-vous physiques.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

3.2.2 Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs de suivi du volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages sont :

- Nombre de contacts relatifs à une demande d'information de premier niveau
- Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé
- Selon ces deux premiers indicateurs, calcul du taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé
- Profil des ménages rencontrés pour tout type de contact : propriétaire occupant, propriétaire bailleur, syndicat de copropriété, locataire, ressources, âge et situation géographique du logement
- Pour les conseils personnalisés: thématiques les plus souvent abordées (thématique travaux, aides aux travaux, financement des travaux, juridique, social…)
- Pour les conseils personnalisés de copropriétés : le nombre de copropriétés suivies et par copropriété le nombre de copropriétaires, nombre de propriétaires bailleurs et propriétaires occupants, le nombre de logements, le type de syndic, si la copropriété est immatriculée ou non
- Délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé
- Nombre d'orientations vers des accompagnements aux travaux :
    - Nombre de contacts orientés vers l'OPAH-RU
    - Nombre de contacts orientés vers le volet 3 accompagnement
    - Nombre de contact envoyés vers un Mon Accompagnateur Rénov' prestations obligatoires et renforcées, : AMO Ma Prime Adapt', AMO Logement décent, AMO Copropriétés (Ma Prime Rénov' Copropriété, Ma prime Logement décent en copropriété, adaptation),
- Réalisation de travaux : données MPR sur les dépôts de dossiers, montant des travaux générés, aides versées

Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages – Objectifs prévisionnels	
Mission d'information et d'orientation	**560 par an**
Permanence téléphonique	300
Formulaire Projet	130
Adresse mail	130
Mission de conseil personnalisé	**170 par an**
Conseil personnalisé par téléphone	100
Conseil personnalisé en visio / conférence	50
Conseil personnalisé physique	20

3.3. Volet relatif à l'accompagnement

3.3.1 Descriptif du dispositif

Dans le prolongement de l'OPAH-Pays de Grasse, la CA Pays de Grasse souhaite conserver une offre d'accompagnement gratuite pour la réalisation de travaux sur son territoire. Ainsi, à la suite d'un conseil personnalisé ou d'un simple premier contact, certains propriétaires pourront être orientés et accompagnés gratuitement par la SPL Pays de Grasse Développement.

Cette Assistance à Maitrise d'Ouvrage couvre l'accompagnent technique (visite, Audit, conseil sur les devis…), administratif (montage dossier de demande de subvention, de paiement..) et financier (mobilisation du maximum d'aides financières possibles).

Les propriétaires éligibles à cet accompagnement seront :

- Les propriétaires occupants modestes et très modestes dans le cadre :
    - Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné
    - Ma Prime Adapt'
    - Ma Prime Logement Décent

- Les propriétaires bailleurs :
    - Modestes et très modestes dans le cadre de Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné
    - Dans le cadre de Loc'Avantages avec un conventionnement (Loc 1 / 2 / 3)

- Les copropriétés de moins de 10 logements dans le cadre de Ma Prime Renov' Copropriété

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_075

Les propriétaires éligibles ci-dessus auront le choix entre un accompagnement gratuit de la SPL Pays de Grasse Développement ou un accompagnement d'un autre MAR (Mon Accompagnateur Renov').

Les propriétaires non concernés par les critères d'éligibilités (ressources et/ou programme de travaux) ci-dessus pourront être accompagnés par d'autres partenaires du territoire :

- Le CD 06
- La Maison de l'Autonomie
- L'ADIL 06
- Autre MAR et/ou AMO du territoire
- Etc.

3.3.2 Objectifs

Les objectifs d'accompagnements sont définis dans le tableau de l'Article 4 ci-dessous.

Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs quantitatifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention sont définis dans le tableau ci-dessous :

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle du volet Information conseil et orientation de la convention (obligatoire)						
*	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Volet 3.2. information-conseil-orientation des ménages	**500**	**650**	**800**	**800**	**900**	**3 650**
Nombre de ménages effectuant une demande d'information – 1er contact	400	500	600	600	700	**2 800**
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé	100	150	200	200	200	**850**

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle du volet accompagnement de la convention						
	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Volet 3.3 accompagnement						
Nombre de logements PO	**56**	**56**	**56**	**56**	**56**	**280**
Dont Rénovation énergétique – ménages très modestes	10	10	10	10	10	50
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes	10	10	10	10	10	50
Dont Rénovation énergétique – ménages intermédiaires	0	0	0	0	0	0
Dont Rénovation énergétique – ménages supérieurs	0	0	0	0	0	0
Dont LHI	1	1	1	1	1	5
Dont autonomie	35	35	35	35	35	175
Nombre de logements PB	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**	**40**
Dont Rénovation énergétique – ménages très modestes	1	1	1	1	1	5
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes	1	1	1	1	1	5
Dont Rénovation énergétique – ménages intermédiaires	0	0	0	0	0	0
Dont Rénovation énergétique – ménages supérieurs	0	0	0	0	0	0
Dont Rénovation énergétique - logements conventionnés	3	3	3	3	3	15
Dont LHI	1	1	1	1	1	5
Dont ménages bénéficiant d'un couplage Rénovation énergétique et LHI (MAR' Renforcé)	1	1	1	1	1	5
Dont autonomie	0	0	0	0	0	0
Dont réhabilitation d'un logement moyennement dégradé	1	1	1	1	1	5
Dont prime à la transformation d'usage	0	0	0	0	0	0
Dont développement du logement social dans le parc privé	4	4	4	4	4	20
Dont attribution d'un logement conventionné très social à un ménage prioritaire	0	0	0	0	0	0
Nombre de logements MaPrimeRenov' Copropriété	10	10	10	10	10	50

Ces objectifs permettent une vision indicative des volumes d'information, de conseil, d'accompagnement réalisés chaque année. ** Ces champs devront être renseignés en ligne dans contrat Anah.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'Anah

5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « Intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2. Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des engagements de l'Anah **en ingénierie** s'élèvent sur la durée de l'opération à :

- Sur le volet 1 – dynamique territoriale : 146 000 €
- Sur le volet 2 – information, conseil, orientation : 375 000 €
- Sur le volet 3 - accompagnement, forfaits dossiers : 390 100 €

L'échéancier prévisionnel annuel est le suivant :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Missions de dynamique territoriale	Anah	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	**146 000 €**
Missions d'informations, conseils et orientation	Anah	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	**375 000 €**
Missions d'accompagnement	Anah	78 020 €	78 020 €	78 020 €	78 020 €	78 020 €	**390 100 €**
Total Ingénierie	Anah	**182 220 €**	**182 220 €**	**182 220 €**	**182 220 €**	**182 220 €**	**911 100 €**

Les montants prévisionnels des engagements de l'ANAH **en investissement pour financer les aides aux travaux** sont précisés annuellement dans les avenants de gestion à la convention de délégation des aides à la pierre.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

5.2. Financements de la CA Pays de Grasse

5.2.1 Règles d'application

La CA Pays de Grasse, maitre d'ouvrage de l'opération, s'engage à financer :

- Au titre de l'ingénierie :
  - Les postes en interne à la CA Pays de Grasse pour l'animation du SPRH
  - la SPL Pays de Grasse Développement par convention de prestations intégrées
- Au titre des travaux, les propriétaires occupants, bailleurs et syndicats de copropriétaires selon les modalités de la délibération DL2025_024 du 27 février 2025.

5.2.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des engagements de l'Anah **en ingénierie** s'élèvent sur la durée de l'opération à :

- Sur le volet 1 – dynamique territoriale : 146 000 €
- Sur le volet 2 – information, conseil, orientation : 375 000 €
- Sur le volet 3 - accompagnement, forfaits dossiers : 150 000 €

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Missions de dynamique territoriale	CA Pays de Grasse	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	**146 000 €**
Missions d'informations, conseils et orientation	CA Pays de Grasse	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	**375 000 €**
Missions d'accompagnement	CA Pays de Grasse	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	**150 000 €**
Total Ingénierie	CA Pays de Grasse	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**671 000 €**

5.3 Financement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

5.3.1 Règles d'application

Le contrat Nos territoires d'Abord du territoire de la communauté d'agglomération Pays de Grasse, adopté par délibération n°23-23-0218 du 23 juin 2023, comporte un volet d'action sur la rénovation de l'habitat. L'objectif est d'accompagner la réhabilitation du parc privé et de produire une offre de logement conventionné en complémentarité de l'intervention de la communauté d'agglomération.

Dans ce cadre, la Région s'engage à accorder une aide aux propriétaires selon les critères du cadre d'intervention « Accompagner l'aménagement durable dans les politiques territoriales de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » adopté par délibération n°23-0003 du 24 mars 2023.

La Région s'engage dans la limite de l'enveloppe financière à financer les projets des propriétaires bailleurs et occupants, suivant les conditions énoncées ci-dessous :

Aides aux propriétaires occupants :
La Région interviendra, au bénéfice des propriétaires occupants sous conditions de ressources très modestes de l'Anah. La subvention sera de 50% du montant de la subvention de la communauté d'agglomération, et est conditionnée à un gain minimum de 38% d'économie d'énergie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Cette subvention peut être majorée par une seule prime :

- Une prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €.
- Une prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 72 kW hep/m².an) : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €, uniquement mobilisable pour les propriétaires occupants modestes.

Pour les travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées : 10% du montant des travaux éligibles retenus par l'Anah et représentant au minimum 8 000 € de travaux (aide non conditionnée à un gain énergétique minimum).

Aides aux propriétaires bailleurs :
La Région interviendra, au bénéfice des propriétaires bailleurs sous réserve de loyers conventionnés social ou très social. La subvention sera de 50% du montant de la subvention de la communauté d'agglomération, et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.
Cette subvention peut être majorée par des primes :

- Une prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé : 5% du montant des travaux ;
- Une prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 72 kW hep/m²/an) : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €.

Critères qualitatifs :
Sur le volet performance énergétique, en cas de non atteinte des gains minimums (38% pour les propriétaires occupants ou 50% pour les propriétaires bailleurs), l'opération peut être éligible aux aides régionales si le propriétaire réalise un bouquet de travaux « BBC compatible » incluant au moins 4 postes de travaux liés aux économies d'énergie dont 2 portant obligatoirement sur l'enveloppe du bâtiment (isolation des murs, de la toiture ou des planchers, changement des menuiseries) et 2 portant sur la ventilation et le confort d'été.
Une note argumentée est réalisée par l'opérateur afin de justifier la non atteinte du gain : caractéristiques techniques du bâtiment ou des équipements, contraintes environnementales liées au bâti, au site et aux règlementations, travaux énergétiques récemment réalisés, logement seul compris dans une copropriété…

Dans tous les cas, différents scénarios devront être proposés dans l'étude réalisée par l'opérateur dont un permettant d'atteindre le niveau BBC Rénovation.

5.3.2 Montants prévisionnels

L'engagement de la Région s'élève à 240 000 € pour les années 1 à 3 sur l'enveloppe Nos Territoires D'Abord.

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse pourra solliciter une participation supplémentaire pour les années 4 et 5 selon l'évolution de la contractualisation entre le territoire et la Région et en fonction de l'avancement des objectifs du PACTE et de la consommation des aides régionales. Toute évolution du montant du financement de la Région fera l'objet d'un avenant.

Echéancier prévisionnel :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Engagement financier Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**	**0 €**	**0 €**	**240 000 €**

5.3.3 Modalités de versements des aides de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse effectuera l'avance des aides régionales auprès des propriétaires concernés.
Une convention de financement entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Région permet de fixer les modalités juridiques et financières de versement, par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse de l'aide et les conditions de leur remboursement par la Région.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

La CA Pays de Grasse est chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action, notamment :

- la dynamique territoriale ;
- l'information, le conseil et l'orientation ;
- l'évaluation et la réflexion avec les partenaires sur la stratégie d'intervention et les objectifs, afin de faire évoluer le dispositif tout le long du pacte en lien avec les besoins identifiés du territoire.

6.1.2. Instances de pilotage

Le pilotage a pour objectif la coordination et l'animation des partenariats, il est assuré par la CA Pays de Grasse. Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer le bon déroulement de l'opération. À cet effet, il sera mis en place deux types de comités de pilotage.

Le **comité de pilotage stratégique** sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés.

Il sera présidé par le Président de la CAPG, ou son représentant. Il se réunira au moins une fois par an à l'occasion du bilan annuel de l'opération.

Le comité de pilotage stratégique est chargé :

- D'apprécier et de contrôler l'engagement opérationnel et financier des différents partenaires,
- D'apprécier les blocages éventuels et les moyens d'y remédier,
- De valider les propositions d'ajustements nécessaires.

Outre le Président de la CA du Pays de Grasse, le comité de pilotage est composé d'un représentant de chacun des signataires de la convention SPRH, et sera étendu aux partenaires susceptibles d'aider à la mise en œuvre de l'opération (institutionnels, financiers et techniques). De plus, le comité de pilotage pourra intégrer des représentants des communes.

Le **comité de pilotage technique** :

En charge de la conduite opérationnelle, et éventuellement de thématiques spécifiques, le comité technique est constitué d'un ou plusieurs responsables des services de la CAPG, des représentants techniques des communes, des représentants des partenaires financiers et stratégiques de l'opération, des intervenants sociaux du territoire, et des organismes et personnes intéressées par tout ou partie des actions de l'opération.

Le comité technique se réunira a minima 1 fois par an, et selon le nombre de situations à examiner.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

6.2. Mise en œuvre opérationnelle

6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires

La CA Pays de Grasse confiera, par convention de prestations intégrées, des missions du SPRH à la SPL Pays de Grasse Développement.

La SPL sera associée aux trois volets opérationnels de la présente convention, en fonction des actions développées par la CA Pays de Grasse, et conformément aux objectifs prévisionnels définis ci-avant.

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- concernant les volets de missions relatifs à la dynamique territoriale et l'information-conseil-orientation : description des actions mises en œuvre pour la mobilisation des ménages (notamment les publics prioritaires identifiés) et des professionnels et impact de ces actions ; sollicitation du service d'information-conseil (nombre de contacts et de conseils personnalisés, thématiques d'information ou de conseil apportées), orientations réalisées vers la SPL pour le Volet conseil personnalisé et/ou accompagnement et par type de travaux réalisés ;
- pour les dossiers de travaux réalisés et/ou en cours dans le cadre des missions d'accompagnement prévues dans la présente convention : localisation, nature des travaux ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

- rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs ;
- analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants ;
- recenser les solutions mises en œuvre ;
- synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Chapitre VI – Communication.

Article 7 - Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. L'usage de marques locales est possible sous condition d'affichage d'un logo afférent « avec France Rénov' ».

Le maître d'ouvrage du programme et les signataires porteront également le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat composé de la Marianne de l'Etat et du logo type Anah sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'Etat. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur le périmètre de la présente convention.

Les structures en charge de la mise en œuvre des missions d'accompagnement prévues au 3.3 de la présente convention indiqueront dans tous les supports de communication qu'ils élaboreront l'origine des subventions allouées par l'Anah et, pour les opérations importantes de travaux, les supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux, etc.) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication **le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' ».**

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle prendra effet à la date de signature et portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 01/01/2025 au 31/12/2029.

Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La convention peut faire l'objet d'une résiliation anticipée en cas d'arrivée à échéance d'un dispositif d'OPAH ou de PIG en vigueur sur le territoire au moment de sa conclusion pour intégrer les prestations réalisées par ces dispositifs.

La convention de PIG Pacte territorial France Rénov' peut être prolongée ou modifiée par avenant. L'avenant de prolongation intègre un bilan de l'exécution et un prévisionnel d'objectifs/contenu des missions de la convention.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'Agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en 4 exemplaires à Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Le Président Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-Président du conseil départemental des Alpes-Maritimes	Pour l'Etat, Le délégataire Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-Président du conseil départemental des Alpes-Maritimes
Pour l'Agence nationale de l'habitat, Le délégataire Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-Président du conseil départemental des Alpes-Maritimes	Pour le Conseil Régional, Le Président Renaud MUSELIER

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des montants d'ingénierie

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Missions de dynamique territoriale	Anah	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	**146 000 €**
	CAPG	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	29 200 €	**146 000 €**
	Total dépenses subventionnables	58 400 €	58 400 €	58 400 €	58 400 €	58 400 €	**292 000 €**
Missions d'informations, conseils et orientation	Anah	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	**375 000 €**
	CAPG	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	**375 000 €**
	Total dépenses subventionnables	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	**750 000 €**
Missions d'accompagnement	Anah	78 020 €	78 020 €	78 020 €	78 020 €	78 020 €	**390 100 €**
	CAPG	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	**150 000 €**
	Total dépenses subventionnables	108 020 €	108 020 €	108 020 €	108 020 €	108 020 €	**540 100 €**
Total Ingénierie	Anah	182 220 €	182 220 €	182 220 €	182 220 €	182 220 €	**911 100 €**
	CAPG	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**134 200 €**	**671 000 €**
	Total dépenses subventionnables	**316 420 €**	**316 420 €**	**316 420 €**	**316 420 €**	**316 420 €**	**1 582 100 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DL2025_075-DE
Reçu le 16/04/2025
Publié le 16/04/2025
Vu pour être annexé à la délibération n°DL2025_XXX

Annexe 2 : Maquette financière

Budget prévisionnel détaillé annuel pour la mise en œuvre de la convention de pacte territorial

Maître d'ouvrage	CA Pays de Grasse
Pacte dérogatoire ?	non
Nombre de résidences principales du parc privé	44 000 (2 : < 50 000 résidences)
Année (du budget)	2025,00

	Mission Ajouter autant de lignes que nécessaire pour les deux premiers volets	Mise en œuvre (régie, prestation, convention)	Objectifs et/ ou temps passé (ETP)	Dépenses prévisionnelles (€ HT ou salaires chargés environnés)	Dépenses prévisionnelles (€ TTC)	Rappel financement Anah	Financement prévisionnel		TOTAL
							Maitre d'ouvrage	Anah	
Volet dynamique territoriale (obligatoire)	Mobilisation des ménages CB	Régie	0,20	9 600 €	9 600 €	4 800 €	4 800 €	4 800 €	
	Mobilisation des ménages SPL	Prestation	0,15	8 500 €	10 200 €	4 250 €	4 250 €	4 250 €	
		Prestation			- €	- €	- €	- €	
	Mobilisation des publics prioritaires CB	Régie	0,25	12 000 €	12 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	
	Mobilisation des publics prioritaires SPL	Prestation	0,20	10 000 €	12 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
		Prestation			- €	- €	- €	- €	
	Mobilisation des professionnels CB	Régie	0,10	4 800 €	4 800 €	2 400 €	2 400 €	2 400 €	
	Mobilisation des professionnels SPL	Prestation	0,10	3 000 €	3 600 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	
		Prestation			- €	- €	- €	- €	
	Appui Pilotage Volet dynamique territoriale CVA	Régie	0,10	6 000 €	6 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	
	Appui Volet dynamique territoriale RECRUE	Régie	0,10	4 500 €	4 500 €	2 250 €	2 250 €	2 250 €	
Volet information-conseil-orientation (obligatoire)	Mission d'information et d'orientation RECRUE	Régie	0,60	27 000 €	27 000 €	13 500 €	13 500 €	13 500 €	TOTAL
	Mission d'information et d'orientation CB	Régie	0,10	4 800 €	4 800 €	2 400 €	2 400 €	2 400 €	
	Mission d'information et d'orientation VZ	Régie	0,20	8 000 €	8 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	
					- €	- €	- €	- €	
	Mission de conseil personnalisé CB	Régie	0,15	7 200 €	7 200 €	3 600 €	3 600 €	3 600 €	
	Mission de conseil personnalisé RECRUE	Régie	0,10	4 500 €	4 500 €	2 250 €	2 250 €	2 250 €	
	Mission de conseil personnalisé SPL	Prestation	1,00	98 500 €	118 200 €	49 250 €	49 250 €	49 250 €	
		Prestation	0,00	- €	- €	- €	- €	- €	
						- €	- €	- €	
						- €	- €	- €	
						- €	- €	- €	
						- €	- €	- €	
Volet accompagnement (facultatif)	Lutte contre l'habitat indigne ou dégradé	Prestation	0	- €	- €	2 000 €	- €	- €	
	Rénovation énergétique PO/PB TMO	Prestation	11	6 600 €	7 920 €	2 000 €	6 600 €	22 000 €	
	Rénovation énergétique PO/PB MO	Prestation	11	6 600 €	7 920 €	1 600 €	6 600 €	17 600 €	
	Rénovation énergétique PO/PB INT			- €	- €	800 €	- €	- €	
	Rénovation énergétique PO/PB SUP			- €	- €	400 €	- €	- €	
	Rénovation énergétique PB conventionnement	Prestation	3	2 400 €	2 880 €	1 600 €	2 400 €	4 800 €	
	Rénovation énergétique avec volet LHI PO TMO/MO et PB	Prestation	2	1 600 €	1 920 €	4 000 €	1 600 €	8 000 €	
	Accessibilité ou adaptation du logement au vieillissement ou au handicap PO	Prestation	35	10 500 €	12 600 €	600 €	10 500 €	21 000 €	
	Accessibilité ou adaptation du logement au vieillissement ou au handicap PB		0	- €	- €	300 €	- €	- €	
	Réhabilitation logement moyennement dégradé PB	Prestation	1	300 €	360 €	300 €	300 €	300 €	
	Transformation d'usage PB		0	- €	- €	156 €	- €	- €	
	Développement du logement social dans le parc privé PB	Prestation	4	400 €	480 €	330 €	400 €	1 320 €	
	Attribution d'un logement conventionné très social à un ménage prioritaire	Prestation	0	- €	- €	660 €	- €	- €	
	Rénovation énergétique copropriétés 6 logements ou moins (par **copropriété**)	Prestation	1	1 600 €	1 920 €	3 000 €	1 600 €	3 000 €	
	Rénovation énergétique copropriétés 7 à 20 logements inclus (par logement)		0	- €	- €	500 €	- €	- €	
	Rénovation énergétique copropriétés plus de 20 logements (par logement)		0	- €	- €	300 €	- €	- €	
			TOTAL	**238 400 €**	**268 400 €**		**134 200 €**	**182 220 €**	**316 420 €**
			Sous-total volet DT	58 400 €	62 700 €		29 200 €	29 200 €	58 400 €
			Sous-total volet ICO	150 000 €	169 700 €		75 000 €	75 000 €	150 000 €
			Sous-total volet ACC	30 000 €	30 000 €		30 000 €	78 020 €	108 020 €